ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS268/R
16 juillet 2004

(04-2956)

Original: anglais

ÉTATS-UNIS – RÉEXAMENS À L'EXTINCTION DES MESURES ANTIDUMPING VISANT LES PRODUITS TUBULAIRES POUR CHAMPS PÉTROLIFÈRES EN PROVENANCE D'ARGENTINE (DS268)

Rapport du Groupe spécial

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 1
II. ASPECTS FACTUELS 1
III. DEMANDES DE CONSTATATIONS ET DE RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR LES PARTIES 2
A. ARGENTINE 2
B. ÉTATS-UNIS 5
IV. ARGUMENTS DES PARTIES 5
V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES 6
VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE 6
A. DEMANDE DE L'ARGENTINE 6
B. DEMANDE DES ÉTATS-UNIS 9
VII. CONSTATATIONS 10
A. QUESTIONS D'ORDRE GÉNÉRAL 10
1. Critère d'examen 10
2. Charge de la preuve 11
B. DEMANDE DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS 12
1. Imprécision alléguée de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine 13
a) Allégations formulées à la page 4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine 13
i) Section VII.A de la première communication écrite de l'Argentine et section III.A de sa deuxième communication écrite 16
ii) Section VII.B.2 de la première communication écrite de l'Argentine 17
iii) Section VII.E.1 de la première communication écrite de l'Argentine 17
iv) Section VIII.C.2 de la première communication écrite de l'Argentine et section III.D.2 de sa deuxième communication écrite 18
v) Section IX de la première communication écrite de l'Argentine et section V de sa deuxième communication écrite 18
vi) Section X de la première communication écrite de l'Argentine 19
vii) Section III.B de la deuxième communication écrite de l'Argentine 19
viii) Conclusion 20
b) Références aux articles 6 ou 3 de l'Accord antidumping dans les sections B.1, B.2 et B.3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial 20
i) Conclusion 22
2. Certaines allégations qui ne figureraient pas dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine 22
a) Allégation de l'Argentine contestant la pratique des États-Unis en tant que telle et telle qu'elle a été appliquée dans le réexamen à l'extinction considéré pour ce qui est de la présomption irréfragable alléguée dans les réexamens à l'extinction 22
b) Allégation de l'Argentine concernant la présomption irréfragable alléguée établie par la législation des États-Unis en tant que telle 23
c) Allégation de l'Argentine au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 24

d) Allégation de l'Argentine concernant les déterminations à l'extinction établies par l'USITC dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré 24
e) Allégations corollaires de l'Argentine au titre des articles 1er et 18 de l'Accord antidumping, de l'article VI du GATT de 1994 et de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC 25
f) Conclusion 25
3. La question du préjudice 25
C. ALLÉGATIONS CONCERNANT LA LÉGISLATION DES ÉTATS-UNIS EN TANT QUE TELLE 26
1. Dispositions en matière de renonciation dans la législation des États-Unis 26
a) Arguments des parties 26
i) Argentine 26
ii) États-Unis 26
b) Arguments des tierces parties 27
i) Communautés européennes 27
ii) Japon 27
iii) Corée 27
iv) Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu 27
c) Évaluation par le Groupe spécial 27
i) Violations alléguées de l'article 11.3 de l'Accord 27
Mesures en cause 28
Nature des obligations énoncées à l'article 11.3 29
Examen de la compatibilité des dispositions en matière de renonciation 31
Renonciations présumées 31
Renonciations expresses 33
Détermination société par société contre détermination sur la base de l'ordonnance dans son ensemble 33
Conclusion 35
ii) Violations alléguées de l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord 35
Applicabilité de l'article 6.1 et 6.2 aux réexamens à l'extinction 35
Nature des obligations énoncées à l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord 36
Examen de la compatibilité des dispositions relatives aux renonciations présumées 37
Conclusion 40
2. Présomption irréfragable de probabilité qui serait établie par la législation/la pratique des États-Unis 39
a) Arguments des parties 39
i) Argentine 39
ii) États-Unis 40
b) Arguments des tierces parties 40
i) Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu 40
c) Évaluation par le Groupe spécial 41
i) Valeur juridique du Sunset Policy Bulletin 41
ii) Règle en matière de présomptions 44
iii) Examen des mesures citées par l'Argentine 45

La Loi et l'Énoncé des mesures administratives 46
Conclusion 48
Le Sunset Policy Bulletin 49
Dispositions pertinentes du Sunset Policy Bulletin 49
Application constante du Sunset Policy Bulletin 52
Conclusion 54
Incidence de la constatation ayant trait au Sunset Policy Bulletin sur la compatibilité de la Loi 55
3. Critère prévu dans la législation des États-Unis aux fins des déterminations de la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise établies dans le cadre des réexamens à l'extinction 54
a) Arguments des parties 54
i) Argentine 54
ii) États-Unis 55
b) Arguments des tierces parties 55
i) Corée 55
ii) Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu 55
c) Évaluation par le Groupe spécial 55
i) Conclusion 59
D. ALLÉGATIONS RELATIVES À LA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ ÉTABLIE PAR L'USDOC DANS LE CADRE DU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION VISANT LES OCTG 59
1. Arguments des parties 59
a) Argentine 59
b) États-Unis 59
2. Arguments des tierces parties 60
a) Communautés européennes 60
3. Évaluation par le Groupe spécial 60
a) Faits pertinents 60
b) Violations alléguées des articles 11.3 et 2 de l'Accord 61
i) Conclusion 65
c) Violations alléguées de l'article 6 de l'Accord 66
i) Nature des obligations énoncées à l'article 6.1, 6.2 et 6.8 et dans l'Annexe II de l'Accord et applicabilité de ces obligations dans le cadre des réexamens à l'extinction 66
ii) Examen de la compatibilité de la détermination établie par l'USDOC avec l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord 66
Conclusion 69
iii) Violations alléguées de l'article 6.8 et de l'Annexe II de l'Accord dans le cadre du réexamen visant les OCTG 68
Conclusion 72
d) Violations alléguées de l'article 12 de l'Accord 71
i) Conclusion 73
E. ALLÉGATIONS RELATIVES À LA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ ÉTABLIE PAR L'USITC DANS LE CADRE DU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION VISANT LES OCTG 73
1. Introduction 73
2. Aspect temporel de la détermination de la probabilité établie par l'USITC 73

a) Arguments des parties 73
i) Argentine *73*
ii) États-Unis *74*
b) Évaluation par le Groupe spécial 74
i) Conclusion *74*
3. Critère appliqué par l'USITC 74
a) Arguments des parties 74
i) Argentine *74*
ii) États-Unis *75*
b) Arguments des tierces parties 75
i) Communautés européennes *75*
ii) Japon *75*
c) Évaluation par le Groupe spécial 76
i) Applicabilité de l'article 3 dans le cadre des réexamens à l'extinction *76*
ii) Allégations relatives aux déterminations établies par l'USITC concernant le volume probable des importations faisant l'objet d'un dumping, leur effet probable sur les prix et leur incidence probable sur la branche de production nationale aux États-Unis *78*
Volume probable des importations faisant l'objet d'un dumping 82
Conclusion 85
Effets probables des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix 86
Conclusion 87
Incidence probable des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production aux États-Unis 87
Conclusion 89
4. Violation alléguée de l'article 3.4 de l'Accord 87
a) Arguments des parties 87
i) Argentine *87*
ii) États-Unis *87*
b) Arguments des tierces parties 88
i) Communautés européennes *88*
ii) Japon *88*
c) Évaluation par le Groupe spécial et conclusion 88
5. Violation alléguée de l'article 3.5 de l'Accord 88
a) Arguments des parties 88
i) Argentine *88*
ii) États-Unis *88*
b) Arguments des tierces parties 88
i) Communautés européennes *88*
ii) Japon *89*
c) Évaluation par le Groupe spécial et conclusion 89
6. Cumul 91
a) Arguments des parties 89
i) Argentine *89*

ii) *États-Unis* *89*
b) Évaluation par le Groupe spécial 89
i) *Conclusion* *93*
F. ALLÉGATIONS COROLLAIRES AU TITRE DE L'*ACCORD ANTIDUMPING*, DE L'*ACCORD SUR L'OMC* ET DU GATT 93
1. Arguments des parties 93
a) Argentine 93
b) États-Unis 93
2. Évaluation par le Groupe spécial et conclusion 93
VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS 93

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE A

PREMIÈRES COMMUNICATIONS DES PARTIES

	Table des matières	Page
Annexe A-1	Première communication écrite de l'Argentine[1]	A-2
Annexe A-2	Première communication écrite des États-Unis	A-97
Annexe A-3	Communication de l'Argentine sur la demande des décisions préliminaires présentée par les États-Unis au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord	A-199

ANNEXE B

COMMUNICATIONS DES TIERCES PARTIES

	Table des matières	Page
Annexe B-1	Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie	B-2
Annexe B-2	Communication du Japon en tant que tierce partie	B-33
Annexe B-3	Communication de la Corée en tant que tierce partie	B-52
Annexe B-4	Communication du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu en tant que tierce partie	B-63

ANNEXE C

DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES PARTIES

	Table des matières	Page
Annexe C-1	Deuxième communication écrite de l'Argentine	C-2
Annexe C-2	Deuxième communication écrite des États-Unis	C-76

[1] L'Argentine a confirmé, dans une lettre datée du 12 décembre 2003, que toutes les références qui étaient faites à sa pièce n° 56 dans sa première communication écrite doivent désormais s'entendre comme ayant été faites à sa pièce n° 56*bis*.

ANNEXE D

DÉCLARATIONS ORALES – PREMIÈRE ET DEUXIÈME RÉUNIONS

Table des matières		Page
Annexe D-1	Déclaration orale liminaire et déclaration orale finale de l'Argentine – Première réunion	D-2
Annexe D-2	Déclaration orale des États-Unis – Première réunion	D-42
Annexe D-3	Déclaration orale des Communautés européennes en tant que tierce partie	D-52
Annexe D-4	Déclaration orale du Japon en tant que tierce partie	D-59
Annexe D-5	Déclaration orale du Mexique en tant que tierce partie	D-65
Annexe D-6	Déclaration orale du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kimmen et Matsu en tant que tierce partie	D-66
Annexe D-7	Déclaration orale liminaire et déclaration orale finale de l'Argentine –Deuxième réunion	D-68
Annexe D-8	Déclaration orale liminaire et déclaration orale finale des États-Unis –Deuxième réunion	D-97

ANNEXE E

QUESTIONS ET RÉPONSES

Table des matières		Page
Annexe E-1	Réponses de l'Argentine aux questions du Groupe spécial - Première réunion	E-2
Annexe E-2	Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial - Première réunion	E-19
Annexe E-3	Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial - Première réunion (version révisée)[2]	E-48
Annexe E-4	Réponses des États-Unis aux questions de l'Argentine – Première réunion	E-77
Annexe E-5	Réponses des États-Unis aux questions de l'Argentine – Première réunion (version révisée)[3]	E-85
Annexe E-6	Question des Communautés européennes aux États-Unis – Réunion avec les tierces parties	E-93
Annexe E-7	Réponses du Mexique aux questions de l'Argentine – Réunion avec les tierces parties	E-94
Annexe E-8	Réponses de l'Argentine aux questions du Groupe spéciale - Deuxième réunion	E-97
Annexe E-9	Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial - Deuxième réunion	E-106
Annexe E-10	Réponses des États-Unis aux questions de l'Argentine – Deuxième réunion	E-122
Annexe E-11	Observations de l'Argentine sur la déclaration finale des États-Unis et sur les réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial et de l'Argentine - Deuxième réunion	E-134
Annexe E-12	Observations des États-Unis sur les réponses de l'Argentine aux questions du Groupe spécial - Deuxième réunion	E-152

[2] À la suite des explications qu'ils ont données au début de la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, les États-Unis ont communiqué une version révisée de leurs réponses écrites aux questions posées par le Groupe spécial dans le cadre de sa première réunion de fond avec les parties. Dans cette version révisée, l'intégralité du texte du paragraphe 14 du document initial daté du 8 janvier 2004, ainsi que des phrases du même type figurant au paragraphe 17 (l'avant-dernière phrase), au paragraphe 41 (la deuxième phrase) et au paragraphe 44 (la dernière partie de la troisième phrase) ont été supprimées.

[3] À la suite des explications qu'ils ont données au début de la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, les États-Unis ont communiqué une version révisée de leurs réponses écrites aux questions posées par l'Argentine dans le cadre de la première réunion du fond du Groupe spécial avec les parties. Dans cette version révisée, des changements ont été apportés au paragraphe 14 du document initial daté du 8 janvier.

ANNEXE F

Table des matières		Page
Annexe F	Demande d'établissement d'un groupe spécial	F-1

I. INTRODUCTION

1.1 Le 7 octobre 2002, le gouvernement de la République argentine a demandé l'ouverture de consultations avec le gouvernement des États-Unis d'Amérique, conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("le *Mémorandum d'accord*"), à l'article XXII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("le GATT de 1994") et à l'article 17.3 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du *GATT de 1994* ("l'Accord antidumping") au sujet, entre autres choses, des déterminations établies par le Département du commerce des États-Unis ("l'USDOC") et la Commission du commerce international des États-Unis ("l'USITC") dans le cadre des réexamens à l'extinction de la mesure antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères ("OCTG") en provenance d'Argentine.[4] Les États-Unis et l'Argentine ont tenu des consultations le 14 novembre et le 17 décembre 2002, mais ils ne sont pas parvenus à régler le différend.

1.2 Le 3 avril 2003, l'Argentine a demandé à l'Organe de règlement des différends ("l'ORD") d'établir un groupe spécial, conformément à l'article XXIII du GATT de 1994, à l'article 6 du *Mémorandum d'accord* et à l'article 17 de l'Accord antidumping.[5]

1.3 À sa réunion du 19 mai 2003, l'ORD a établi un groupe spécial, conformément à l'article 6 du *Mémorandum d'accord*, afin d'examiner la question portée devant l'ORD par l'Argentine dans le document WT/DS268/2. À cette réunion, les parties au différend sont par ailleurs convenues que le Groupe spécial serait doté du mandat type. Ce mandant est donc le suivant:

> "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par l'Argentine dans le document WT/DS268/2, la question portée devant l'ORD par l'Argentine dans ce document; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."

1.4 Le 22 août 2003, l'Argentine a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial, conformément au paragraphe 7 de l'article 8 du *Mémorandum d'accord*. En conséquence, le 4 septembre 2003, le Directeur général a donné au Groupe spécial la composition suivante:

Président: M. Paul O'Connor

Membres: M. Bruce Cullen
M. Faizullah Khilji

1.5 Les Communautés européennes, la Corée, le Japon, le Mexique et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu ont réservé leurs droits de tierce partie.

1.6 Le Groupe spécial s'est réuni avec les parties les 9 et 10 décembre 2003 ainsi que le 3 février 2004. Il s'est réuni avec les tierces parties le 10 décembre 2003.

II. ASPECTS FACTUELS

2.1 Le présent différend porte sur certains aspects des lois, règlements et procédures des États-Unis en matière de réexamens à l'extinction ainsi que sur leur application dans le cadre du réexamen à l'extinction du droit antidumping frappant les OCTG en provenance d'Argentine. L'enquête antidumping initiale visant les OCTG en provenance d'Argentine, qui a conduit au

[4] WT/DS268/1.
[5] WT/DS268/2.

réexamen à l'extinction en cause dans la présente procédure de règlement des différends, a été ouverte en 1994, c'est-à-dire avant la création de l'Organisation mondiale du commerce ("l'OMC") et a été menée à terme en 1995, c'est-à-dire après l'entrée en vigueur de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC. L'enquête a donc été menée en vertu de lois et de règlements antérieurs à l'OMC.

2.2 Siderca était le seul exportateur argentin qui était partie à l'enquête initiale. La marge de dumping qui a été calculée pour Siderca s'établissait à 1,36 pour cent; elle a également servi de base au droit antidumping qui a été imposé. L'USDOC a calculé un droit résiduel au même taux, c'est-à-dire 1,36 pour cent, pour les autres exportateurs argentins.

2.3 Par suite de l'imposition du droit, Siderca a cessé d'exporter des OCTG à destination du marché des États-Unis.

2.4 Quatre réexamens administratifs ont été engagés par l'USDOC à la demande des producteurs nationaux d'OCTG aux États-Unis pendant les cinq années d'application du droit antidumping. Au cours de ces réexamens administratifs, Siderca a déclaré qu'elle n'avait effectué aucune expédition destinée à la consommation aux États-Unis; après avoir examiné la question, l'USDOC a donné raison à Siderca et a annulé le réexamen administratif.

2.5 Le 3 juillet 2000, l'USDOC a engagé, de sa propre initiative, un réexamen à l'extinction du droit antidumping frappant les OCTG en provenance d'Argentine. Les producteurs des États-Unis, qui avaient requis le réexamen à l'extinction, y ont participé et déposé des réponses de fond à l'USDOC. Siderca a également participé et déposé une réponse de fond le 2 août 2000. Le 22 août 2000, l'USDOC a décidé de procéder à un réexamen à l'extinction accéléré en vertu de la législation des États-Unis, parce que Siderca était la seule société interrogée et qu'elle justifiait d'une part largement inférieure au seuil de 50 pour cent – prévue dans la réglementation – des importations totales aux États-Unis d'OCTG en provenance d'Argentine pendant la période 1995-1999.

2.6 Dans sa détermination finale, l'USDOC a déterminé qu'il était probable que le dumping subsiste ou se reproduise à hauteur de 1,36 pour cent si le droit frappant les OCTG en provenance d'Argentine était supprimé et il a indiqué à l'USITC qu'il s'agissait là de la marge de dumping probable.

2.7 La détermination finale par l'USDOC de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise, dans laquelle il a constaté qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait, a été publiée le 7 novembre 2000. En juin 2001, l'USITC a publié sa détermination finale relative au dommage, dans laquelle il a également constaté qu'il était probable qu'un dommage important subsisterait ou se reproduirait. Le 25 juillet 2001, l'USDOC a publié l'avis annonçant le maintien du droit antidumping frappant les OCTG en provenance d'Argentine.

III. DEMANDES DE CONSTATATIONS ET DE RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR LES PARTIES

A. ARGENTINE

3.1 L'Argentine demande au Groupe spécial:

1. De constater que 19 U.S.C § 1675 c) 4) de la Loi douanière de 1930 et 19 C.F.R. § 351.218 d) 2) iii) de la réglementation de l'USDOC concernant les réexamens à l'extinction (les "dispositions en matière de renonciation") violent:

_ l'article 11.3 de l'Accord antidumping, parce que les dispositions en matière de renonciation obligent l'USDOC à constater qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira, sans procéder à un "réexamen", sans analyse aucune et, par conséquent, sans établir la "détermination" requise en vertu de l'article 11.3;

_ l'article 6.1 de l'Accord antidumping, parce que les dispositions en matière de renonciation privent les parties intéressées interrogées de la possibilité de présenter des éléments de preuve dans le cadre des réexamens à l'extinction;

_ l'article 6.2 de l'Accord antidumping, parce que les dispositions en matière de renonciation privent les parties intéressées interrogées de la possibilité de défendre leurs intérêts dans le cadre des réexamens à l'extinction;

2. De constater que les dispositions de 19 U.S.C. § 1675a(a) 1) et 5) de la Loi douanière de 1930 sont incompatibles avec les articles 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 3.7, 3.8, 11.1 et 11.3 de l'Accord antidumping, parce que ces prescriptions légales prévoient une analyse non circonscrite d'un dommage futur possible en exigeant que l'USITC détermine s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira "dans un laps de temps raisonnablement prévisible" et du fait qu'elles prévoient que l'USITC "considérera que les effets de la révocation ou de la clôture peuvent ne pas être imminents, mais peuvent ne se manifester qu'à plus longue échéance";

3. De constater que la présomption irréfragable établie par les articles 751 c) et 752 c) de la Loi douanière de 1930, les dispositions de l'Énoncé des mesures administratives ("le SAA") ayant trait aux réexamens à l'extinction et la section II.A.3 du Sunset Policy Bulletin ("le SPB"), mise en évidence par la pratique constante de l'USDOC dans les réexamens à l'extinction, contrevient à l'article 11.3, parce que la principale obligation qui est faite à l'article 11.3 de l'Accord antidumping consiste à supprimer les mesures antidumping cinq ans après qu'elles ont été imposées, à moins que les autorités ne satisfassent aux conditions prévues pour le maintien de la mesure;

4. De constater que la décision de l'USDOC de procéder à un réexamen à l'extinction accéléré et le fait d'avoir procédé à un réexamen accéléré, au motif que les exportations d'OCTG de Siderca à destination des États-Unis représentaient moins de 50 pour cent des exportations totales d'OCTG en provenance d'Argentine et à destination des États-Unis, et l'application des dispositions en matière de renonciation étaient incompatibles:

_ avec les prescriptions des articles 11.3, 11.4, 6.1, 6.2, 6.8 et 6.9 ainsi qu'avec l'Annexe II de l'Accord antidumping parce que, nonobstant le fait que Siderca avait pleinement coopéré et qu'elle avait présenté une réponse de fond complète conforme aux prescriptions réglementaires de l'USDOC, celui-ci avait estimé que la réponse de Siderca était inadéquate en se fondant uniquement sur les données relatives aux importations, privant ainsi Siderca de la possibilité de défendre ses intérêts;

_ avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping, parce que l'USDOC a déterminé qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait, sans analyse aucune;

_ avec l'article 6.1 de l'Accord antidumping, parce que l'USDOC n'a pas donné à Siderca la possibilité de présenter des éléments de preuve;

_ avec l'article 6.2, parce que l'USDOC a privé Siderca du droit de défendre ses intérêts;

_ avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping, parce que l'USDOC ne s'est pas conformé à ces dispositions lorsqu'il a eu recours aux données de fait disponibles;

5. De constater que la décision de l'USDOC de procéder à un réexamen à l'extinction accéléré et sa détermination à l'extinction, à laquelle était incorporé par renvoi son *Mémorandum sur les questions et la décision*, contrevenait à l'article 12.2 et 12.2.2 de l'*Accord antidumping*, parce que l'USDOC n'avait pas communiqué d'avis au public ni d'explications suffisamment détaillées de ses constatations sur tous les points de fait et de droit;

6. De constater que la détermination à l'extinction établie par l'USDOC était incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping, parce que:

_ l'USDOC n'a pas appliqué les disciplines de l'article 2;

_ l'USDOC n'a pas effectué d'analyse prospective;

_ l'USDOC n'a pas établi une détermination de dumping "probable" ("*likely*" ou "*probable*");

_ l'USDOC n'a pas fondé sa détermination sur des éléments de preuve positifs;

_ l'utilisation par l'USDOC de la cessation des exportations de Siderca à destination des États-Unis à la suite de la mesure antidumping, comme seul fondement de sa détermination de la probabilité, était incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping;

_ l'utilisation par l'USDOC de la marge de dumping initiale de 1,36 pour cent, calculée en ayant eu recours à la pratique incompatible avec les règles de l'OMC qui consiste à ramener à zéro les marges négatives, aux fins de sa décision sur la probabilité, et la communication de cette marge à l'USITC étaient incompatibles avec l'article 11.3 et l'article 2 de l'Accord antidumping;

7. Indépendamment et en dehors de la question de savoir si les lois et règlements antidumping des États-Unis ayant trait aux réexamens à l'extinction sont réputés établir une présomption illicite, ou sont autrement jugés conformes à première vue et en tant que tels avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC, et indépendamment de la question de savoir si le SAA et le SPB sont des "mesures" qui peuvent être contestées, de constater que l'USDOC n'a pas appliqué d'une manière impartiale et raisonnable les lois, règlements et décisions judiciaires et administratives des États-Unis ayant trait aux réexamens à l'extinction, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994;

8. De constater que, dans sa détermination de la probabilité de persistance ou de réapparition du dommage dans le cadre de l'examen à l'extinction considéré, l'USITC a appliqué un critère moins exigeant que celui prescrit par l'article 11.3 de l'Accord antidumping;

9. De constater que la détermination à l'extinction établie par l'USITC violait:

_ les articles 3.1, 3.2, 3.4, 3.5 et 11.3 de l'Accord antidumping, parce que l'USITC n'a pas procédé à un examen objectif du dossier ni fondé sa détermination sur des éléments de preuve positifs pour ce qui est de ses conclusions concernant le volume probable des importations, les effets probables sur les prix et l'incidence probable des importations sur la branche de production nationale;

– l'article 3.4 de l'Accord antidumping, parce que lorsqu'elle a évalué la probabilité que le dommage causé à la branche de production nationale subsiste ou se reproduise, l'USITC n'a pas évalué tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influaient sur la situation de la branche de production, y compris ceux qui sont énumérés dans cet article;

– l'article 3.5 de l'Accord antidumping, parce que l'USITC n'a pas respecté les dispositions de cet article ayant trait au lien de causalité;

10. De constater que l'application par l'USITC de 19 U.S.C. § 1675a(a) 1) et 5) de la Loi douanière de 1930 dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine était incompatible avec les articles 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 3.7, 3.8, 11.1 et 11.3 de l'Accord antidumping, parce que, en appliquant le critère "dans un laps de temps raisonnablement prévisible" et en retenant un horizon temporel qui n'est pas "imminent" mais fait plutôt référence à "une échéance plus longue", l'USITC s'est livrée à des spéculations et a effectué une analyse non circonscrite d'un dommage futur possible;

11. De constater que le fait que l'USITC a eu recours au cumul aux fins de ses déterminations de la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG était incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping, qui interdit le recours à une analyse cumulative du dommage dans les réexamen à l'extinction; ou, si le cumul est autorisé dans les réexamens à l'extinction, de constater, à titre subsidiaire, que la décision de l'USITC de recourir au cumul dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG contrevenait à l'article 3.3 de l'Accord antidumping, parce que l'USITC n'a pas respecté les conditions énoncées dans cet article pour ce qui est du recours au cumul; et de constater en outre que le recours au cumul par l'USITC était également contraire au critère "probable" énoncé à l'article 11.3;

12. De constater que, parce qu'ils ont manqué à leurs obligations au titre de l'Accord antidumping, les États-Unis ont aussi contrevenu aux dispositions de l'article VI du GATT de 1994, des articles 1er et 18 de l'*Accord antidumping* et de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC;

13. De suggérer que les États-Unis mettent en œuvre les recommandations du Groupe spécial en supprimant le droit antidumping frappant les OCTG en provenance d'Argentine et en abrogeant les lois, règlements et procédures qui sont incompatibles avec les règles de l'OMC ou en modifiant ces lois, règlements et procédures afin d'éliminer les incompatibilités avec les règles de l'OMC.

B. ÉTATS-UNIS

3.2 Les États-Unis demandent au Groupe spécial de rejeter les allégations de l'Argentine dans leur intégralité. Ils demandent au Groupe spécial de constater que les allégations formulées au paragraphe 3.1 qui ne figurent pas dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine n'entrent pas dans le cadre de son mandat.

IV. ARGUMENTS DES PARTIES

4.1 Les arguments des parties sont exposés dans leurs communications écrites et dans les déclarations orales qu'elles ont adressées au Groupe spécial, ainsi que dans leurs réponses aux questions. Les communications, les déclarations orales et les réponses des parties aux questions sont annexées au présent rapport (voir la liste des annexes, aux pages viii, ix et x).

V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

5.1 Les arguments des tierces parties – les Communautés européennes, la Corée, le Japon, le Mexique et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu – sont exposés dans leurs communications écrites et dans les déclarations orales qu'elles ont adressées au Groupe spécial ainsi que dans leurs réponses aux questions. Les communications, les déclarations orales et les réponses des tierces parties aux questions sont annexées au présent rapport (voir la liste des annexes, pages viii, ix et x).

VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE

6.1 Le 7 mai 2004, nous avons remis le rapport intérimaire aux parties. Les deux parties ont demandé par écrit que des aspects précis de ce rapport soient réexaminés. Les parties ont aussi présenté par écrit des observations sur les observations de l'autre partie. Ni l'une ni l'autre des parties n'a demandé qu'une réunion soit consacrée au réexamen intérimaire.

6.2 Nous avons exposé ci-après le traitement réservé aux demandes des parties. Lorsque cela était nécessaire, nous avons aussi apporté à notre rapport certaines révisions de pure forme.

A. DEMANDE DE L'ARGENTINE

6.3 L'**Argentine** estime que le Groupe spécial devrait formuler une constatation juridique selon laquelle les manquements des États-Unis à leurs obligations dans le cadre de l'OMC constituent une annulation ou une réduction des droits résultant pour l'Argentine des Accords de l'OMC, au sens de l'article 3:8 du *Mémorandum d'accord*.

6.4 Les **États-Unis** sont d'avis que puisque l'Argentine n'a pas prouvé qu'elle avait effectivement subi un préjudice du fait des violations constatées par le Groupe spécial, celui-ci devrait s'abstenir de constater que ces violations ont entraîné l'annulation ou la réduction des droits résultant pour l'Argentine des Accords de l'OMC.

6.5 **Nous** notons que l'article 3:8 du *Mémorandum d'accord* établit la présomption selon laquelle, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre des avantages résultant de cet accord. L'article cité n'exige pas que la partie plaignante prouve qu'elle a effectivement subi un préjudice pour que le groupe spécial constate qu'une infraction à une obligation souscrite dans le cadre de l'OMC constitue aussi une annulation ou une réduction des droits de la partie plaignante dans le cadre de l'OMC. Nous avons donc apporté une modification au paragraphe 8.2 de notre rapport pour tenir compte de l'observation de l'Argentine.

6.6 Deuxièmement, l'**Argentine** fait valoir que le Groupe spécial devrait formuler des constatations en ce qui concerne l'allégation de l'Argentine relative à l'utilisation par l'USDOC de la marge de dumping initiale qui, de l'avis de l'Argentine, avait été calculée en ayant recours à la méthode dite de la réduction à zéro.

6.7 Les **États-Unis** estiment que le Groupe spécial devrait appliquer le principe d'économie jurisprudentielle et ne formuler aucune constatation concernant cet aspect de l'allégation de l'Argentine.

6.8 **Nous** notons que nous avons constaté au paragraphe 7.219 que l'USDOC avait fait erreur en fondant sa constatation de fait selon laquelle le dumping avait subsisté pendant la durée d'application de la mesure sur l'existence de la marge de dumping établie dans le cadre de l'enquête initiale. Nous avons donc conclu que le fondement factuel de la détermination établie par l'USDOC selon laquelle le dumping avait subsisté pendant la durée d'application de la mesure était inapproprié. Au

paragraphe 7.223, nous avons indiqué que, ayant constaté que l'USDOC avait fait erreur en se fondant sur cette marge de dumping initiale, nous n'analyserions pas la question de savoir si cette marge avait été calculée au moyen de la réduction à zéro. Nous nous abstenons donc de formuler des constatations additionnelles à ce sujet.

6.9 Troisièmement, l'**Argentine** estime que le Groupe spécial devrait formuler des constatations concernant le fait que l'USDOC s'est fondé sur la diminution du volume des importations d'OCTG en provenance d'Argentine après la publication de l'ordonnance.

6.10 Les **États-Unis** font valoir que le Groupe spécial devrait appliquer le principe d'économie jurisprudentielle et ne pas formuler de constatations à propos de cet aspect de l'allégation de l'Argentine.

6.11 **Nous** notons qu'aux paragraphes 7.201 à 7.206, nous avons formulé les constatations de fait pertinentes en ce qui concerne l'allégation de l'Argentine contestant les déterminations établies par l'USDOC dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG. En particulier, au paragraphe 7.202, nous avons observé qu'en fait, l'USDOC avait fondé sa détermination de la probabilité sur le fait que le dumping avait subsisté pendant la durée d'application de la mesure et sur le fait que les volumes des importations du produit visé avaient diminué. Il est donc clair que nous avons établi des constatations de fait pertinentes à cet égard. En ce qui concerne les constatations juridiques, nous notons que nous nous sommes prononcés sur l'allégation de l'Argentine concernant les déterminations de la probabilité établies par l'USDOC dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG. Nous avons constaté que le fait que l'USDOC s'était fondé sur l'existence de la marge de dumping initiale était incompatible avec l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*. Nous n'avions donc pas besoin d'examiner si le fait que l'USDOC s'était fondé sur la diminution des volumes des importations était aussi une autre mesure incompatible avec cet article. L'Argentine fait valoir que nous devrions formuler une constatation à cet égard pour le cas où il serait fait appel de notre décision et où l'Organe d'appel constaterait que l'utilisation par l'USDOC de la marge de dumping initiale était, en fait, compatible avec l'article 11.3. Toutefois, nous ne croyons pas qu'il serait approprié de formuler une constatation juridique additionnelle en raison de la situation hypothétique envisagée par l'Argentine. Nous nous abstenons donc de formuler des constatations additionnelles à cet égard.

6.12 Quatrièmement, l'**Argentine** estime qu'elle a présenté une argumentation suffisante pour étayer son allégation au titre de l'article 6.9 de l'Accord antidumping et que, par conséquent, le Groupe spécial devrait formuler des constatations à cet égard.

6.13 Les **États-Unis** s'accordent à penser comme le Groupe spécial que l'Argentine n'a pas développé une argumentation suffisante pour fonder son allégation au titre de l'article 6.9 et estiment que le Groupe spécial ne devrait formuler aucune constatation à cet égard.

6.14 **Nous** estimons que l'Argentine n'a pas développé d'arguments suffisants pour fonder son allégation au titre de l'article 6.9. Nous avons ajouté à notre rapport les paragraphes 7.243 et 7.244 afin de mieux préciser les raisons pour lesquelles nous nous abstenons de formuler une constatation au titre de l'article 6.9 de l'Accord.[6]

[6] Nous notons que les États-Unis ont demandé que, dans le cas où le Groupe spécial déciderait de formuler une constatation au titre de l'article 6.9, un nouveau délai leur soit accordé pour présenter des observations. Étant donné que les commentaires additionnels que nous avons faits aux paragraphes 7.243 et 7.244 de notre rapport visent à préciser les raisons pour lesquelles nous nous sommes abstenus de faire une constatation concernant l'argumentation de l'Argentine au titre de l'article 6.9, et qu'ils ne constituent pas une constatation, nous ne jugeons pas nécessaire de donner aux États-Unis une autre occasion de présenter des observations à ce sujet.

6.15 Cinquièmement, l'**Argentine** conteste la description que le Groupe spécial donne de l'allégation de l'Argentine concernant la non-application par l'USITC du critère "probable" énoncé à l'article 11.3 de l'Accord antidumping dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG. En particulier, l'Argentine s'insurge contre les termes employés par le Groupe spécial au paragraphe 7.280 "... l'essentiel de l'allégation de l'Argentine est ..." et au paragraphe 7.285 "... l'essentiel de l'allégation de l'Argentine n'est pas ...".

6.16 Les **États-Unis** n'ont pas expressément répondu à cette observation.

6.17 **Nous** notons que le principal argument de l'Argentine à cet égard, à savoir que l'USITC n'a pas appliqué le critère "probable" énoncé à l'article 11.3 dans le réexamen visant les OCTG, est correctement décrit puis examiné par le Groupe spécial aux paragraphes 7.284 et 7.285. L'énonciation figurant au paragraphe 7.280 vise à appeler l'attention sur la similitude entre le texte de l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping, d'une part, et le critère d'examen appliqué par le Groupe spécial dans la présente procédure, d'autre part. En tant que telle, cette énonciation ne détermine pas la principale ligne d'approche du Groupe spécial en ce qui concerne cette allégation. L'énonciation figurant au paragraphe 7.285 vise à établir un lien entre l'allégation de l'Argentine concernant la non-application du critère "probable" par l'USITC, et les trois arguments avancés par l'Argentine concernant les déterminations établies par l'USITC dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG, à savoir le volume, l'effet sur les prix et l'incidence logique des importations qui feront probablement l'objet d'un dumping. De même, cette énonciation n'altère pas, ni ne modifie, la nature de l'allégation de l'Argentine.

6.18 Nous nous abstenons donc de modifier nos constatations à cet égard.

6.19 Sixièmement, l'**Argentine** conteste la description que le Groupe spécial donne de l'allégation de l'Argentine concernant le cumul. À cet égard, l'Argentine fait valoir que le Groupe spécial n'a pas examiné les arguments de l'Argentine selon lesquels les articles 11.3 et 3.3 de l'Accord interdisent le cumul dans les réexamens à l'extinction et selon lesquels le recours au cumul dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG a conduit l'USITC à ne pas appliquer le critère "probable" énoncé à l'article 11.3.

6.20 Les **États-Unis** sont de façon générale en désaccord avec l'Argentine et estiment que l'argument de l'Argentine selon lequel les articles 11.3 et 3.3 interdisent le cumul dans les réexamens à l'extinction est examiné correctement dans le rapport.

6.21 **Nous** notons qu'aux paragraphes 7.325 et 7.326, nous avons examiné l'argument de l'Argentine selon lequel l'article 3.3 limite l'utilisation du cumul aux enquêtes. Cela, à notre avis, revient à dire que l'article 3.3 interdit le recours au cumul dans les réexamens à l'extinction. Nous avons néanmoins ajouté le paragraphe 7.334 pour examiner l'argument de l'Argentine concernant l'emploi du terme "droit" au singulier, et non au pluriel, à l'article 11.1 ("droits" dans la version française) et à l'article 11.3 de l'Accord, s'agissant de la présente allégation.[7]

6.22 En ce qui concerne l'allégation de l'Argentine selon laquelle l'USITC. en ayant recours au cumul dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG, n'a pas appliqué le "probable" énoncé à l'article 11.3, nous faisons observer que nous avons examiné cette question particulière au paragraphe 7.337. Nous nous abstenons donc de modifier nos constatations à cet égard.

[7] Nous notons que les États-Unis ont demandé que, dans le cas où le Groupe spécial déciderait d'examiner plus avant les arguments de l'Argentine au titre de la présente allégation, un nouveau délai leur soit accordé pour présenter des observations. Étant donné que notre examen de l'argument de l'Argentine concernant le terme "droit" ne change pas notre conclusion en ce qui concerne la présente allégation, et que les États-Unis ont déjà exprimé leurs vues sur ce point particulier (voir, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 336), nous ne jugeons pas nécessaire de donner aux États-Unis une autre occasion de présenter des observations à ce sujet.

6.23 Nous avons apporté une modification au paragraphe 7.239 à la demande de l'Argentine.

B. DEMANDE DES ÉTATS-UNIS

6.24 Les **États-Unis** demandent au Groupe spécial d'apporter certaines modifications aux paragraphes 7.85 et 7.91 pour éviter un éventuel malentendu au sujet du fondement juridique des dispositions de la législation des États-Unis régissant les renonciations expresses et les renonciations présumées. Plus particulièrement, les États-Unis font valoir que, selon leur législation, les dispositions applicables aux renonciations présumées figurent exclusivement dans la réglementation, et non dans la Loi. Les modifications suggérées par les États-Unis visent à préciser ce point.

6.25 L'**Argentine** n'est pas d'accord avec les États-Unis en ce qui concerne ces deux paragraphes et estime que bien que la disposition qui crée la catégorie des renonciations présumées figure dans la réglementation, la Loi est aussi pertinente en ce qui concerne les dispositions applicables aux renonciations présumées, puisque l'effet juridique des renonciations présumées résulte de la Loi, et non de la réglementation.

6.26 **Nous** notons que, comme il est dit dans les deux paragraphes mentionnés par les États-Unis, en vertu de la législation des États-Unis, c'est la réglementation de l'USDOC, et non la Loi, qui crée la catégorie des renonciations présumées. L'article 751 c) 4) A) de la Loi douanière dispose que les parties intéressées peuvent choisir de renoncer à participer à la partie d'un réexamen à l'extinction effectuée par l'USDOC, et limiter leur participation à celle effectuée par l'USITC. Toutefois, l'article 351.218 d) 2) iii) de la réglementation de l'USDOC décrit les situations dans lesquelles il peut y avoir renonciation. L'une des situations décrites dans cet article correspond à la catégorie des renonciations présumées. L'effet juridique des renonciations, quelle que soit la situation qui leur donne lieu, est décrit à l'article 751 c) 4) B) de la Loi douanière: c'est une constatation positive de la probabilité. Nous ne pouvons donc pas retenir l'observation des États-Unis, qui donne à penser que la Loi est inopérante en ce qui concerne les renonciations présumées.

6.27 Deuxièmement, les **États-Unis** demandent que le Groupe spécial apporte certaines modifications aux paragraphes 7.156 et 7.158 du rapport, afin de mettre en évidence le fait que le Sunset Policy Bulletin n'a pas pour effet d'exiger quoi que ce soit de l'USDOC ni de lui conférer le pouvoir discrétionnaire de faire quoi que ce soit.

6.28 L'**Argentine** est d'avis que les modifications demandées par les États-Unis visent à revenir sur certaines questions de fond que le Groupe spécial a déjà tranchées et que celui-ci devrait donc les rejeter.

6.29 **Nous** notons que la base sur laquelle les États-Unis s'appuient pour présenter les observations en cause est étroitement liée à la substance des allégations présentées par les parties et examinées par le Groupe spécial au cours de la présente procédure. Nous avons déjà rendu une décision concernant la thèse des États-Unis selon laquelle le Sunset Policy Bulletin, en tant que tel, ne peut pas donner lieu à une violation des règles de l'OMC parce que, selon la législation des États-Unis, il n'est pas contraignant. Nous nous abstenons donc de revoir notre constatation de fond à cet égard. Nous avons néanmoins apporté certaines modifications aux parties descriptives des paragraphes 7.156 et 7.158 pour tenir compte de la préoccupation exprimée par les États-Unis en ce qui concerne l'effet contraignant du SPB pour l'USDOC.

6.30 Troisièmement, les **États-Unis** demandent au Groupe spécial d'ajouter à l'énoncé des faits figurant au paragraphe 7.203 du rapport le fait qu'aucun exportateur argentin autre que Siderca n'a répondu à l'avis d'engagement.

6.31 L'**Argentine** demande que, dans le cas où le Groupe spécial déciderait d'apporter quelque modification que ce soit à ce paragraphe, les quatre premières phrases du paragraphe soient conservées.

6.32 **Nous** faisons observer que les deux paragraphes qui suivent le paragraphe 7.203 indiquent clairement qu'aucun exportateur argentin autre que Siderca n'a présenté de réponse de fond à l'avis d'engagement du réexamen à l'extinction visant les OCTG. Nous nous abstenons donc de modifier le paragraphe 7.203 à cet égard.

6.33 Quatrièmement, les **États-Unis** estiment que le Groupe spécial devrait soit indiquer les éléments de preuve pertinents qui démontrent que Siderca a demandé à être entendue dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG et que cette demande a été rejetée, soit supprimer les paragraphes 7.232 à 7.236 inclus.

6.34 L'**Argentine** n'est pas d'accord avec les États-Unis et estime que le Groupe spécial devrait rejeter l'observation des États-Unis parce que, dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG, l'application des dispositions en matière de renonciation et la conduite d'un réexamen à l'extinction accéléré ont privé Siberca de la possibilité de demander une audition.

6.35 **Nous** appelons l'attention sur notre constatation de fait, figurant au paragraphe 7.235, selon laquelle dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG, qui a pris la forme d'un réexamen à l'extinction accéléré en vertu de la législation des États-Unis, Siderca n'avait pas eu la possibilité de demander qu'une audition soit organisée parce que la législation des États-Unis excluait une telle possibilité. À notre avis, il s'agit là d'un motif suffisant pour rendre une décision quant à la compatibilité avec les règles de l'OMC des droits procéduraux accordés aux parties intéressées dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG. En d'autres termes, nous ne souscrivons pas à la thèse selon laquelle, pour pouvoir contester que les autorités chargées de l'enquête aux États-Unis ne lui avaient pas ménagé la possibilité d'être entendu dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG, Siderca aurait dû en faire la demande et la voir rejeter, même s'il était évident qu'en vertu de la législation des États-Unis, il ne serait pas fait droit à cette demande. Nous nous abstenons donc de modifier notre rapport à cet égard.

6.36 À la demande des États-Unis, nous avons supprimé quatre paragraphes de la partie de notre rapport traitant de la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis. Nous avons aussi apporté les modifications demandées par les États-Unis aux paragraphes 7.11, 7.74 et 7.106.

6.37 Enfin, nous avons apporté certaines améliorations d'ordre typographique et stylistique au rapport intérimaire.

VII. CONSTATATIONS

A. QUESTIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

1. Critère d'examen

7.1 Eu égard aux allégations et arguments présentés par les parties au cours de la présente procédure de groupe spécial, nous rappelons, d'entrée de jeu, le critère d'examen que nous devons appliquer à la question dont nous sommes saisis.

7.2 L'article 11 du *Mémorandum d'accord*[8], pris séparément, énonce le critère d'examen approprié pour les groupes spéciaux en ce qui concerne tous les accords visés, à l'exception de l'Accord

[8] L'article 11 du *Mémorandum d'accord*, intitulé "Fonction des groupes spéciaux", se lit ainsi: "La fonction des groupes spéciaux est d'aider l'ORD à s'acquitter de ses responsabilités au titre du présent

antidumping. L'article 11 impose aux groupes spéciaux l'obligation générale de procéder à une "évaluation objective de la question", obligation qui porte sur tous les aspects, à la fois factuels et juridiques, de l'examen de la "question" par le groupe spécial.

7.3 L'article 17.6 de l'Accord antidumping énonce le critère d'examen particulier qui s'applique aux affaires antidumping. Il dispose ce qui suit:

> "i) dans son évaluation des faits de la cause, le groupe spécial déterminera si l'établissement des faits par les autorités était correct et si leur évaluation de ces faits était impartiale et objective. Si l'établissement des faits était correct et que l'évaluation était impartiale et objective, même si le groupe spécial est arrivé à une conclusion différente, l'évaluation ne sera pas infirmée;"
>
> "ii) le groupe spécial interprétera les dispositions pertinentes de l'Accord conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. Dans les cas où le groupe spécial constatera qu'une disposition pertinente de l'Accord se prête à plus d'une interprétation admissible, le groupe spécial constatera que la mesure prise par les autorités est conforme à l'Accord si elle repose sur l'une de ces interprétations admissibles."

7.4 Ainsi, ensemble, l'article 11 du *Mémorandum d'accord* et l'article 17.6 de l'Accord antidumping énoncent le critère d'examen que nous devons appliquer à la fois aux aspects factuels et aux aspects juridiques de notre examen des allégations et des arguments présentés par les parties.[9]

7.5 Eu égard à ce critère d'examen, en examinant les allégations au titre de l'Accord antidumping dans la question dont nous sommes saisis, nous devons évaluer si les mesures des États-Unis qui sont en cause sont compatibles avec les dispositions pertinentes de l'Accord antidumping. Nous pouvons et nous devons constater qu'elles sont conformes si nous constatons que les autorités des États-Unis chargées de l'enquête ont établi correctement les faits et les ont évalués d'une manière impartiale et objective, *et* que les déterminations reposent sur une interprétation "admissible" des dispositions pertinentes. Notre tâche ne consiste pas à effectuer un examen *de novo* des renseignements et des éléments de preuve consignés au dossier du réexamen à l'extinction en question, ni à substituer notre jugement à celui des autorités des États-Unis, même si nous aurions pu arriver à une détermination différente si nous avions examiné nous-mêmes le dossier.

2. Charge de la preuve

7.6 Nous rappelons que les principes généraux applicables à la charge de la preuve dans le règlement des différends à l'OMC veulent qu'une partie alléguant qu'il y a eu violation d'une disposition de l'Accord sur l'OMC par un autre Membre doit soutenir et prouver son allégation.[10] Dans la présente procédure de groupe spécial, l'Argentine, qui a contesté la compatibilité des mesures des États-Unis, a donc la charge de démontrer que les mesures ne sont pas conformes avec les dispositions pertinentes de l'Accord. Il incombe également à l'Argentine d'établir que nous sommes

---

mémorandum d'accord et des accords visés. En conséquence, un groupe spécial devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions, et formuler d'autres constatations propres à aider l'ORD à faire des recommandations ou à statuer ainsi qu'il est prévu dans les accords visés. [...]"

[9] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon* (*"États-Unis – Acier laminé à chaud"*), WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001, paragraphes 54 à 62.

[10] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde* (*"États-Unis – Chemises et blouses de laine"*), WT/DS33/AB/R et Corr.1, adopté le 23 mai 1997, DSR 1997:I, 323, page 337.

saisis à bon droit de ses allégations. Nous notons aussi qu'il appartient généralement à chaque partie qui affirme un fait d'apporter la preuve de ce qu'elle avance.[11] À cet égard, il revient donc également aux États-Unis d'apporter des éléments de preuve à l'appui des faits qu'ils rapportent. Nous rappelons également qu'un commencement de preuve, en l'absence de réfutation effective par l'autre partie, fait obligation au groupe spécial, en droit, de statuer en faveur de la partie fournissant le commencement de preuve.

B. DEMANDE DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

7.7 Dans leur première communication écrite, les États-Unis ont demandé au Groupe spécial de rendre des décisions préliminaires.[12] D'un point de vue analytique, les fondements de la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis peuvent être divisés en deux catégories. Premièrement, les **États-Unis** affirment que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine est imprécise à deux égards. Ils soutiennent que les allégations formulées par l'Argentine à la page 4 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial n'énoncent pas clairement le problème, ce qui est incompatible avec l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord*. Dans le même ordre d'idées, les États-Unis font valoir que les références qui sont faites aux articles 6 et 3 de l'Accord antidumping dans les sections B.1, B.2 et B.3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine n'énoncent pas clairement le problème, parce qu'il est fait référence à ces articles d'une manière générale dans leur intégralité, sans que ne soient précisés les paragraphes ou alinéas pertinents.

7.8 Deuxièmement, les États-Unis soutiennent que certaines allégations présentées dans la première communication de l'Argentine n'entrent pas dans le cadre de notre mandat, parce qu'elles n'ont pas été formulées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine. Il s'agit des allégations suivantes:

- l'allégation de l'Argentine contestant la pratique des États-Unis en tant que telle et telle qu'elle a été appliquée dans le réexamen à l'extinction considéré en ce qui concerne la présomption irréfragable alléguée dans les réexamens à l'extinction,

- l'allégation de l'Argentine ayant trait à la présomption irréfragable qui serait établie dans la législation des États-Unis en tant que telle,

- l'allégation de l'Argentine au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994,

- l'allégation de l'Argentine ayant trait aux déterminations à l'extinction établies par l'USITC dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré,

- les allégations corollaires de l'Argentine au titre des articles 1er et 18 de l'Accord antidumping, de l'article VI du GATT de 1994 et de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

7.9 En réponse à la demande de décisions préliminaires que les États-Unis ont présentée en s'appuyant sur la base de l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord*, l'**Argentine** soutient d'une manière générale que les États-Unis ne peuvent obtenir gain de cause, parce qu'ils n'ont pas démontré au Groupe spécial qu'ils avaient subi un préjudice en raison des défauts qu'aurait comportés la demande

[11] *Ibid.*

[12] La demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis repose uniquement sur l'allégation que l'Argentine n'a pas fourni un bref exposé du fondement juridique de certaines de ses allégations, qui soit suffisant pour énoncer clairement le problème, ce qui est incompatible avec l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord*. Les États-Unis n'ont pas allégué que l'Argentine n'avait pas indiqué la mesure spécifique en cause. Voir la réponse des États-Unis à la question n° 21 posée par le Groupe spécial à la suite de la deuxième réunion.

d'établissement d'un groupe spécial qu'elle avait présentée. Outre cette observation de nature générale, l'Argentine avance aussi des contre-arguments pour réfuter les allégations des États-Unis en ce qui concerne chacun des aspects de la demande de décisions préliminaires que ceux-ci ont présentée.

1. Imprécision alléguée de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine

7.10 Les **États-Unis** nous demandent de rejeter certaines des allégations formulées par l'Argentine dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, au motif que ces allégations sont imprécises, ce qui est incompatible ave les prescriptions de l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord*. Par ailleurs, les États-Unis s'insurgent contre les allégations formulées à la page 4 ainsi que dans les sections B.1 à B.3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine.

a) Allégations formulées à la page 4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine[13]

7.11 Les **États-Unis** font valoir que l'Argentine n'a pas fourni un bref exposé du fondement juridique des allégations qui sont formulées à la page 4 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Selon eux, contrairement à ce qui est prévu à l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord*, les allégations formulées par l'Argentine à la page 4 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial n'énoncent pas clairement le problème et n'entrent donc pas dans le cadre de notre mandat. Les États-Unis soutiennent qu'en se référant à divers articles des accords de l'OMC qui renferment de multiples obligations, l'Argentine est loin d'avoir satisfait aux prescriptions de l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord*. Ils affirment aussi que, faute d'un bref exposé du fondement juridique des allégations formulées à la page 4, cette portion de la demande d'établissement d'un groupe spécial est incompatible avec l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord*.

7.12 L'**Argentine** fait valoir que le Groupe spécial doit lire la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'elle a présentée dans son intégralité pour décider si celle-ci satisfait aux prescriptions de l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord*. Elle soutient que l'obligation minimale de préciser le fondement juridique d'une allégation dans une procédure de règlement des différends à l'OMC consiste à mentionner les articles du traité dont la violation est alléguée. Selon elle, les allégations formulées à la page 4 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial satisfont à ce critère. L'Argentine soutient que, bien que l'article 6:2 n'exige pas l'inclusion d'une description narrative du fondement juridique d'une allégation, elle a effectivement fourni une telle description en ce qui concerne les allégations qu'elle a formulées à la page 4. Elle ajoute que la page 4 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial n'avait pas pour objet de formuler des allégations additionnelles qui ne se trouveraient pas ailleurs dans la demande. Par conséquent, selon elle, même si la page 4 était retranchée du reste de sa demande d'établissement d'un groupe spécial, l'effet serait minime.[14]

7.13 **Nous** notons que, en vertu de l'article 7 du *Mémorandum d'accord*, c'est la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine qui définit notre mandat dans la présente

[13] Nous notons que la page 4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine ne se limite pas à la partie que les États-Unis contestent au motif qu'elle serait imprécise. Les États-Unis s'insurgent contre la portion de la page 4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine qui se situe entre le paragraphe qui porte le numéro 4 et le paragraphe qui tient lieu de conclusion et qui débute ainsi: "En conséquence, l'Argentine a l'honneur de demander que …". Étant donné que les deux parties parlent de la "page 4" pour désigner cette portion de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine, nous avons aussi adopté cette convention par souci de commodité.

[14] Observations de l'Argentine sur la déclaration finale des États-Unis à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial, et sur les réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial et l'Argentine dans le cadre de la deuxième réunion de fond, paragraphe 49.

procédure. L'article 6:2 du *Mémorandum d'accord*, qui énonce les prescriptions applicables aux demandes d'établissement d'un groupe spécial, dispose ce qui suit:

> La demande d'établissement d'un groupe spécial sera présentée par écrit. Elle précisera si des consultations ont eu lieu, indiquera les mesures spécifiques en cause et contiendra un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème. Dans le cas où la partie requérante demande l'établissement d'un groupe spécial dont le mandat diffère du mandat type, sa demande écrite contiendra le texte du mandat spécial proposé.

7.14 Par conséquent, aux termes de l'article 6:2, une demande d'établissement d'un groupe spécial doit indiquer *les mesures spécifiques en cause* et doit contenir un *bref exposé du fondement juridique de la plainte*. Ensemble, ces deux éléments constituent la "question portée devant l'ORD", laquelle sert de fondement au mandat du groupe spécial, en vertu de l'article 7:1 du *Mémorandum d'accord*. Il importe que la demande d'établissement d'un groupe spécial soit suffisamment claire pour deux raisons. Premièrement, elle définit la portée du différend. Deuxièmement, elle contribue à la *régularité de la procédure* en informant les parties et les tierces parties de la nature de la requête du plaignant. Nous devons donc examiner soigneusement la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine "pour [nous] assurer qu'elle est conforme aussi bien à la lettre qu'à l'esprit de l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord*". Pour ce faire, nous examinerons la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine dans son intégralité et nous tiendrons compte des circonstances de la cause.[15]

7.15 Compte tenu de ces considérations, nous examinons maintenant le texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine afin de décider si celle-ci est conforme aux prescriptions de cet article. La portion de la page 4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine qui est contestée par les États-Unis est libellée ainsi:

> La République argentine considère aussi que certains aspects des lois, règlements, principes directeurs et procédures ci-après des États-Unis, en rapport avec les déterminations établies par le Département et la Commission, sont incompatibles avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC, dans la mesure où chacune de ces mesures oblige le Département ou la Commission à agir d'une manière incompatible avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC ou empêche le Département ou la Commission de se conformer aux obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC:
>
> - Les articles 751(c) et 752 de la Loi douanière de 1930, telle qu'elle a été modifiée, codifiés au titre 19 du Code §§ 1675(c) et 1675a des États-Unis; et l'Énoncé des mesures administratives des États-Unis (concernant l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT) accompagnant la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay (le SAA), HR. Doc. n° 103-316, vol. 1.
>
> - Les principes directeurs du Département concernant la conduite des réexamens quinquennaux ("à l'extinction") des ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs (*Policies Regarding the Conduct of Five-Year ("Sunset"); Reviews of*

[15] La décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone* nous conforte dans notre approche. Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* ("*États-Unis – Acier au carbone*"), WT/DS213/AB/R, adopté le 19 décembre 2002, paragraphes 125 à 127.

Antidumping and Countervailing Duty Orders); Policy Bulletin, 63 *Federal Register* 18871 (16 avril 1998) (Sunset Policy Bulletin).

- Le règlement du Département sur les réexamens à l'extinction, codifié au titre 19 du Recueil des règlements fédéraux des États-Unis § 351.218; et le règlement de la Commission sur les réexamens à l'extinction, codifié au titre 19 du Recueil des règlements fédéraux des États-Unis §§ 207.60 à 69 (sous-section F).

L'Argentine considère que la détermination du Département à l'effet de suivre une procédure accélérée, la détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction, la détermination établie par la Commission à l'issue du réexamen à l'extinction, la détermination du Département à l'effet de maintenir l'ordonnance et les lois, règlements, principes directeurs et procédures susmentionnés des États-Unis sont incompatibles avec les dispositions ci-après de l'Accord antidumping, du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'OMC:

- article 1er, 2, 3, 6, 11, 12, 18 et Annexe II de l'Accord antidumping;
- articles VI et X de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994; et
- article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.[16]

7.16 Nous notons qu'à la page 4, l'Argentine invoque divers articles de l'Accord antidumping et d'autres accords de l'OMC dans leur intégralité, dont bon nombre comportent des obligations multiples, tels que les articles 2, 3 et 6 de l'Accord antidumping. Toutefois, comme nous l'avons dit plus haut, nous ne devons pas lire la page 4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine en la prenant séparément. Cette-ci comprend cinq pages en tout. Nous devons examiner soigneusement le texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial dans son intégralité pour savoir si celle-ci est conforme aux prescriptions de l'article 6:2.

7.17 L'essentiel de l'allégation des États-Unis au sujet de la page 4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine est que cette page est imprécise, en ce sens qu'elle est rédigée de façon trop vague. Les États-Unis soutiennent qu'étant donné que la page 4 n'est pas suffisamment claire, il est impossible de comprendre la nature des allégations formulées dans cette partie de la demande d'établissement d'un groupe spécial.

7.18 À notre avis, la tâche qui nous incombe ne consiste pas à trancher, dans l'abstrait, la question de savoir si la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine est conforme aux prescriptions de l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord*. La question qui se pose est plutôt celle de savoir si l'Argentine nous a demandé, au cours de la présente procédure, d'examiner des allégations qui ne sont pas indiquées avec suffisamment de clarté dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial pour satisfaire aux conditions énoncées à l'article 6:2, et que le défendeur et les tierces parties ne pouvaient donc pas connaître. À cette fin, nous avons demandé aux États-Unis d'indiquer concrètement quelles étaient les allégations figurant dans les communications présentées par l'Argentine au Groupe spécial qui avaient pour seul fondement la page 4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial et qui devraient donc, selon eux, être considérées comme ne faisant pas partie de notre mandat. En réponse à notre question, les États-Unis ont indiqué un certain nombre d'allégations formulées par l'Argentine dans sa première et dans sa deuxième communication et qui, selon eux, entraient dans cette catégorie. En réponse à l'allégation des États-Unis, l'Argentine a

[16] WT/DS268/2, pages 4 et 5.

fait valoir d'une manière générale que les États-Unis tentaient de reformuler ses allégations, et elle a demandé au Groupe spécial de rejeter l'intégralité des allégations formulées par les États-Unis à cet égard.

7.19 Les allégations qui, selon les États-Unis, déborderaient le cadre de notre mandat en raison de l'imprécision alléguée de la page 4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine[17] et notre analyse de chacune d'entre elles s'articulent comme suit:

i) Section VII.A de la première communication écrite de l'Argentine et section III.A de sa deuxième communication écrite

7.20 Les **États-Unis** affirment que bien qu'il soit fait uniquement référence à l'article 351.218 e) du règlement de l'USDOC dans la section VII.A de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine, l'Argentine élargit la portée de cette allégation à l'article 351.218 d) 2) iii) du règlement dans la section VII.A de sa première communication écrite et dans la section III.A de sa deuxième communication écrite. L'**Argentine** soutient que le Groupe spécial devrait rejeter l'allégation des États-Unis.

7.21 **Nous** notons que la partie pertinente de la section A.1 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine est libellée ainsi:

> […] En particulier, les dispositions 19 U.S.C. § 1675(c)(4) et 19 CFR § 351.218(e) ont dans certains cas pour effet d'empêcher le Département de procéder à un réexamen à l'extinction et de faire une détermination sur le point de savoir s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si une mesure antidumping est supprimée, en violation des articles 11.1, 11.3 … de l'Accord antidumping. Lorsque le Département estime qu'une partie intéressée interrogée a "renoncé" à participer au réexamen à l'extinction, la législation des États-Unis prévoit qu'il doit déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira s'il est mis fin à l'ordonnance, sans exiger qu'il procède à un réexamen quant au fond, ni établisse une détermination sur la base d'un tel réexamen. (non souligné dans l'original)

7.22 Nous notons que, comme les États-Unis le reconnaissent eux aussi[18], il est clairement fait référence dans la partie narrative de la section A.1 aux dispositions de la législation des États-Unis qui ont trait aux renonciations présumées et qu'il y est affirmé que l'USDOC est empêché d'établir la détermination requise dans ces cas. Nous estimons donc que le texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine indique de façon suffisamment claire que l'Argentine pourrait faire valoir une allégation contestant l'article 351.218 d) iii) du règlement, qui renferme la disposition créant la catégorie dite des renonciations présumées dans la législation des États-Unis.

7.23 En outre, nous notons que les États-Unis reconnaissent aussi que cet élargissement allégué de l'allégation de l'Argentine ne leur a causé aucun préjudice.[19]

7.24 Nous rejetons donc la demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis à cet égard.

---

[17] Voir la réponse des États-Unis à la question n° 22 posée par le Groupe spécial à la suite de la deuxième réunion.

[18] Note de bas de page 26 relative à la réponse des États-Unis à la question n° 22 posée par le Groupe spécial à la suite de la deuxième réunion.

[19] Première communication écrite des États-Unis, note de bas de page 103; note de bas de page 26 relative à la réponse des États-Unis à la question n° 22 posée par le Groupe spécial à la suite de la deuxième réunion.

ii) Section VII.B.2 de la première communication écrite de l'Argentine

7.25 Les **États-Unis** font valoir que la section VII.B.2 de la première communication écrite de l'Argentine renferme des allégations concernant 19 U.S.C. 1675 c) et 1675a c), le SAA et le SPB. Toutefois, dans la section A de la demande d'établissement d'un groupe spécial, il n'est fait référence qu'à 19 U.S.C. 1675 c) 4) et il n'est pas fait mention des autres dispositions de 19 U.S.C. 1675 c) et 19 U.S.C. 1675a c), du SAA, ni du SPB. Par conséquent, selon les États-Unis, ces portions des allégations de l'Argentine débordent le cadre du mandat du Groupe spécial et celui-ci ne doit pas en tenir compte. L'**Argentine** soutient que le Groupe spécial devrait rejeter l'allégation des États-Unis.

7.26 **Nous** notons que la section A.4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine est libellée ainsi:

> La détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping et avec l'article X:3 a) du GATT de 1994 parce qu'elle a été fondée sur une présomption, quasi irréfragable dans le cadre de la législation des États-Unis, qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si la mesure antidumping était supprimée. Cette présomption illicite est attestée par la pratique constante du Département en matière de réexamen à l'extinction (pratique qui est fondée sur la législation des États-Unis et le Sunset Policy Bulletin du Département). (non souligné dans l'original)

7.27 Nous notons que, dans la section A.4 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Argentine s'insurge contre les dispositions de la législation des États-Unis qui ont trait aux déterminations de la probabilité de persistance ou de réapparition du dumping. Outre cette évocation de caractère général, il est également fait mention dans la section en question du SPB et de la pratique de l'USDOC à cet égard. À notre avis, cette section est suffisamment claire pour informer les États-Unis que l'Argentine peut faire valoir une allégation afin de contester les dispositions de la législation des États-Unis ayant trait à la présomption irréfragable qui serait établie par la législation des États-Unis en ce qui concerne les déterminations de la probabilité de persistance ou de réapparition du dumping dans le cadre des réexamens à l'extinction. Nous estimons que les mentions de 19 U.S.C 1675 c), de 19 U.S.C. 1675a(c) et du SAA à la page 4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial, lues dans le contexte de la section A.4, précisent encore que l'Argentine peut invoquer ces dispositions de la législation des États-Unis dans sa première communication écrite au Groupe spécial.

iii) Section VII.E.1 de la première communication écrite de l'Argentine

7.28 Les **États-Unis** font valoir qu'une allégation est formulée dans la section VII.E.1 de la première communication écrite de l'Argentine concernant l'application par les États-Unis des lois, des règlements et des décisions judiciaires et administratives ayant trait aux réexamens à l'extinction, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Toutefois, dans la section A.4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Argentine ne conteste que la détermination à l'extinction visant les OCTG à cet égard, et non l'ensemble des lois, des règlements et des décisions judiciaires et administratives des États-Unis ayant trait à tous les réexamens à l'extinction. L'**Argentine** soutient que le Groupe spécial devrait rejeter l'allégation des États-Unis.

7.29 Nous n'avons pas besoin d'examiner et nous n'examinons pas cet aspect de la demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis en l'occurrence, étant donné que cette allégation a été présentée par l'Argentine à titre subsidiaire, dans le cadre de son allégation portant sur la présomption irréfragable qu'établirait la législation des États-Unis en ce qui concerne les

déterminations de la probabilité de persistance ou de réapparition du dumping et que nous n'avons pas examinée.[20]

iv) Section VIII.C.2 de la première communication écrite de l'Argentine et section III.D.2 de sa deuxième communication écrite

7.30 Les **États-Unis** font valoir que la section VIII.C.2 de la première communication écrite de l'Argentine et la section III.D.2 de sa deuxième communication écrite renferment une allégation concernant l'application par l'USITC de 19 U.S.C. 1675a(a) 1) et 5) dans le réexamen à l'extinction considéré, bien que la section B.3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial soit circonscrite à la législation des États-Unis "en tant que telle" et qu'aucune référence au réexamen à l'extinction considéré n'y soit faite. L'**Argentine** soutient que le Groupe spécial devrait rejeter l'allégation des États-Unis.

7.31 Nous notons que la partie pertinente de la section B de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine est libellée ainsi:

> **B. La <u>détermination établie par la Commission à l'issue du réexamen à l'extinction</u> est incompatible avec l'Accord antidumping et le GATT de 1994:**
>
> …
>
> 3. Les prescriptions légales des États-Unis selon lesquelles la Commission doit déterminer s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira "dans un laps de temps raisonnablement prévisible" (19 USC § 1675a(a)(1)) et selon lesquelles la Commission "considérera que les effets de l'abrogation ou de la clôture peuvent ne pas être imminents, mais se manifester seulement à plus longue échéance" (19 USC § 1675a(a)(5)) sont incompatibles avec les articles 11.1, 11.3 et 3 de l'Accord antidumping. (non souligné dans l'original)

7.32 À première vue, la section B.3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine semble être circonscrite aux dispositions légales des États-Unis et il n'y est pas fait référence à l'application par l'USITC de ces dispositions légales dans le cadre du réexamen à l'extinction en cause. Toutefois, l'intitulé de la section B fait référence aux déterminations établies par l'USTIC dans le cadre de ce réexamen à l'extinction. Par conséquent, nous estimons que le texte de la section B, y compris l'intitulé, est suffisamment clair pour informer les États-Unis que l'Argentine peut contester l'application des dispositions légales citées dans le cadre du réexamen à l'extinction en cause.

v) Section IX de la première communication écrite de l'Argentine et section V de sa deuxième communication écrite

7.33 Les **États-Unis** font valoir que l'article VI du GATT de 1994, les articles 1er et 18 de l'Accord antidumping et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC, qui sont invoqués dans la section IX de la première communication écrite de l'Argentine et dans la section V de sa deuxième communication écrite, ne figurent qu'à la page 4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'elle a présentée. Par conséquent, selon eux, ces allégations débordent le cadre de notre mandat. L'**Argentine** soutient que le Groupe spécial devrait rejeter l'allégation des États-Unis.

7.34 **Nous** notons que nous avons appliqué le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne ces allégations corollaires qui ont été formulées par l'Argentine et que nous ne nous sommes

[20] Voir, *infra*, le paragraphe 7.169.

pas prononcés à leur sujet.[21] Par conséquent, nous n'avons pas besoin de nous prononcer et nous ne nous prononçons pas non plus sur cet aspect de la demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis.

vi) Section X de la première communication écrite de l'Argentine

7.35 Les **États-Unis** s'insurgent contre le membre de phrase "les dispositions législatives, réglementaires et administratives des États-Unis relatives aux réexamens à l'extinction contreviennent en tant que telles à l'Accord antidumping et à l'Accord sur l'OMC", qui figure dans la conclusion de la première communication écrite de l'Argentine et font valoir que le seul fondement de cette assertion de nature générale est la page 4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine. L'**Argentine** soutient que le Groupe spécial devrait rejeter l'allégation des États-Unis.

7.36 **Nous** notons que le membre de phrase cité par les États-Unis correspond à l'intitulé de la section A de la "Conclusion" de la première communication écrite de l'Argentine. Comme son nom l'indique, la conclusion a pour objet de reprendre et reprend effectivement les allégations déjà formulées par l'Argentine tout au long de sa première communication, au lieu de servir à formuler de nouvelles allégations. Étant donné que nous n'avons pas rendu de décision de fond au sujet de la "Conclusion" de la première communication écrite de l'Argentine, nous n'avons pas besoin d'examiner et nous n'examinons pas cet aspect de la demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis.

vii) Section III.B de la deuxième communication écrite de l'Argentine

7.37 S'agissant de la présomption irréfragable alléguée, les **États-Unis** font valoir que l'allégation formulée dans la section III.B de la deuxième communication écrite de l'Argentine au sujet de certaines dispositions de la loi des États-Unis, du SAA et du SPB déborde le cadre de notre mandat, parce que la section A.4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine ne renferme qu'une allégation portant sur l'application d'une présomption irréfragable alléguée dans le réexamen à l'extinction considéré. L'**Argentine** soutient que le Groupe spécial devrait rejeter l'allégation des États-Unis.

7.38 **Nous** notons ici encore que la section A.4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine est libellée ainsi:

> La détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping et avec l'article X:3 a) du GATT de 1994 parce qu'elle a été fondée sur une présomption, quasi irréfragable dans le cadre de la législation des États-Unis, qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si la mesure antidumping était supprimée. Cette présomption illicite est attestée par la pratique constante du Département en matière de réexamen à l'extinction (pratique qui est fondée sur la législation des États-Unis et le Sunset Policy Bulletin du Département). (non souligné dans l'original)

7.39 Étant donné qu'il est clairement fait mention à deux reprises dans cette section de la législation des États-Unis ayant trait à la présomption irréfragable alléguée, nous estimons que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine a indiqué avec suffisamment de clarté aux États-Unis que l'Argentine pourrait faire valoir une allégation portant sur la législation des États-Unis en tant que telle en ce qui concerne cette présomption irréfragable alléguée.

[21] Voir, *infra*, le paragraphe 7.342.

viii) Conclusion

7.40 Pour conclure, nous rejetons la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis au sujet de l'imprécision alléguée des allégations formulées à la page 4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine.

b) Références aux articles 6 ou 3 de l'Accord antidumping dans les sections B.1, B.2 et B.3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial

7.41 Les **États-Unis** font valoir que les références qui sont faites par l'Argentine à l'intégralité de l'article 6 de l'Accord antidumping dans les sections B.1 et B.2, et de l'article 3, dans la section B.3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'elle a présentée, n'énoncent pas clairement le problème. Selon eux, comme les articles 3 et 6 de l'Accord antidumping renferment tous deux des obligations multiples, la simple énumération de ces articles dans leur intégralité fait qu'il est impossible de comprendre la nature du problème de l'Argentine, ce qui est incompatible avec l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord*. Les États-Unis prétendent aussi avoir subi un préjudice en raison de ces défauts des sections B.1, B.2 et B.3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine, car ils ne savaient pas de quoi ils auraient à se défendre. Par conséquent, les États-Unis nous demandent de constater que les allégations d'incompatibilité avec l'article 6 figurant dans les sections B.1 et B.2 et l'allégation d'incompatibilité avec l'article 3 figurant dans la section B.3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine n'entrent pas dans le cadre de notre mandat.

7.42 S'agissant des références à l'article 6, l'**Argentine** soutient que ces références énoncent clairement le problème, car l'intégralité de l'article 6 intéresse les réexamens à l'extinction. En ce qui concerne la référence à l'article 3, l'Argentine fait valoir de même que, étant donné que l'article 3 s'applique d'une manière générale aux réexamens à l'extinction, et qu'il intéresse en particulier la question du laps de temps en fonction duquel doivent être établies les déterminations à l'extinction, cette référence énonce clairement le problème elle aussi. L'Argentine fait valoir que l'article 6:2 exige que les allégations – et non pas les arguments – soient exposées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et que la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'elle a présentée expose ses allégations au titre des articles 3 et 6 avec suffisamment de clarté. Enfin, l'Argentine affirme que nous devrions rejeter la demande des États-Unis parce que les droits de la défense n'ont pas été lésés en raison de l'incompatibilité alléguée avec l'article 6:2 des sections B.1, B.2 et B.3 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial.

7.43 **Nous** notons que les sections B.1 à B.3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine qui sont contestées sont libellées ainsi:

> **La détermination établie par la Commission à l'issue du réexamen à l'extinction est incompatible avec l'Accord antidumping et le GATT de 1994:**
>
> 1. L'application par la Commission du critère servant à déterminer s'"il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira" si la mesure antidumping est supprimée était incompatible avec les articles 11, 3 et 6 de l'Accord antidumping. La Commission n'a pas appliqué le sens courant et ordinaire du terme "probable", utilisant à la place un critère moins rigoureux pour évaluer si le dommage subsisterait ou se reproduirait en cas de suppression de la mesure, en violation des articles 11.1, 11.3, 11.4, 3.1, 3.2, 3.3, 3.4, 3.5 et 6 de l'Accord antidumping.
>
> 2. La Commission n'a pas procédé à un "examen objectif" du dossier, ni fondé sa détermination sur des "éléments de preuve positifs" pour ce qui est de savoir s'il "était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait" si la mesure antidumping était supprimée. En particulier, les conclusions de la Commission

> concernant le volume des importations, les effets sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur et l'incidence des importations sur la branche de production nationale, montrent que la Commission n'a pas procédé à un examen objectif en violation des articles 11, 3 et 6. Les constatations établies par la Commission sur ces questions ne constituent pas des "éléments de preuve positifs" de l'existence probable d'un dommage en cas de suppression de la mesure, en violation des articles 11.1, 11.3, 11.4, 3.1, 3.2, 3.3, 3.4, 3.5 et 6 de l'Accord antidumping.
>
> 3. Les prescriptions légales des États-Unis selon lesquelles la Commission doit déterminer s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira "dans un laps de temps raisonnablement prévisible" (19 USC § 1675a(a)(1)) et selon lesquelles la Commission "considérera que les effets de l'abrogation ou de la clôture peuvent ne pas être imminents, mais se manifester seulement à plus longue échéance" (19 USC § 1675a(a)(5)) sont incompatibles avec les articles 11.1, 11.3 et 3 de l'Accord antidumping.

7.44 Nous notons que les sections B.1 et B.2 comportent un certain nombre de références à des paragraphes particuliers des articles 11 et 3 de l'Accord antidumping et une référence générale à l'article 6. La section B.1 renferme l'allégation de l'Argentine portant sur le critère appliqué par l'USITC dans le réexamen à l'extinction considéré, tandis que la section B.2 traite du fait que l'USITC aurait négligé de procéder à un examen objectif. Nous notons toutefois, s'agissant de ces deux allégations, que l'Argentine n'a pas invoqué l'article 6 dans les communications qu'elle a présentées au Groupe spécial pendant la présente procédure. Par conséquent, dans notre rapport, nous n'avons formulé aucune constatation au sujet de l'article 6 en ce qui concerne ces deux allégations. Nous n'avons donc pas besoin de nous prononcer et nous ne nous prononçons pas sur la demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis en ce qui concerne les références générales à l'article 6 de l'Accord antidumping qui sont faites dans les sections B.1 et B.2 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine.

7.45 Passant ensuite à la section B.3, nous notons que cette section comporte une référence générale à l'article 3, ainsi que des références particulières à deux paragraphes de l'article 11 de l'Accord antidumping. Nous notons aussi que dans les communications qu'elle a présentées au Groupe spécial, bien que l'Argentine ait cité divers paragraphes ou alinéas de l'article 3 à l'appui de son allégation contestant les dispositions de la législation des États-Unis ayant trait au laps de temps en fonction duquel l'USITC établit ses déterminations de la probabilité, elle n'a développé son argumentation qu'en ce qui concerne les paragraphes 7 et 8 de cet article. La question qui se pose est donc celle de savoir si la section B.3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine était suffisamment claire pour informer les États-Unis que l'Argentine pourrait invoquer l'article 3.7 et 3.8 dans le cadre de cette allégation.

7.46 Comme nous l'avons déjà dit, les divers paragraphes de l'article 3 comportent des règles détaillées concernant les déterminations de l'existence d'un dommage dans les enquêtes antidumping. Ces dispositions régissent différents aspects des déterminations de l'existence d'un dommage. Les paragraphes 7 et 8, quant à eux, traitent des déterminations de l'existence d'une menace de dommage important dans les enquêtes antidumping. L'article 3 énumère certains facteurs qui doivent être pris en considération aux fins des déterminations de l'existence d'une menace de dommage important, tandis que l'article 3.8 exige que l'application de mesures antidumping en raison de l'existence d'une menace de dommage important fasse l'objet d'un soin particulier. Cela étant, nous notons que la partie pertinente du texte introductif de l'article 3.7 est libellée et ainsi:

> La détermination concluant à une menace de dommage important se fondera sur des faits, et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités. Le changement de circonstances qui créerait une situation où le dumping causerait un dommage doit être nettement prévu et imminent.[10] […]

---

[10] Par exemple, et non limitativement, il devrait y avoir des raisons convaincantes de croire qu'il y aura, dans l'avenir immédiat, une augmentation substantielle des importations du produit en question à des prix de dumping. (non souligné dans l'original)

7.47 Nous notons qu'il existe des indications textuelles importantes selon lesquelles l'article 3.7 comporte certains éléments qui traitent du laps de temps en fonction duquel les déterminations de l'existence d'une menace de dommage important doivent être établies. À notre avis, une comparaison de l'article 3.7 et de la section B.3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine révèle certaines similarités entre les deux textes. Par exemple, l'utilisation de certains mots ou membres de phrase tels que "imminent", "dans un laps de temps raisonnablement prévisible" et "à plus longue échéance", dans la section B.3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine, démontre que celle-ci était suffisamment claire pour que les États-Unis s'attendent à ce que l'Argentine invoque éventuellement l'article 3.7 et 3.8 dans les communications qu'elle a présentées au Groupe spécial à ce sujet. Par conséquent, nous concluons que, bien que l'article 3 de l'Accord renferme de multiples obligations qui concernent différents aspects des déterminations de l'existence d'un dommage, dans les circonstances de la cause, la section B.3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine était suffisamment claire pour informer les États-Unis de la nature de l'allégation que l'Argentine pourrait faire valoir.

i) Conclusion

7.48 Pour conclure, nous rejetons la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis en ce qui concerne les références à l'intégralité des articles 6 et 3 de l'Accord antidumping qui figurent dans les sections B.1 à B.3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine.

2. Certaines allégations qui ne figureraient pas dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine

7.49 Les **États-Unis** affirment que certaines allégations figurant dans la première communication écrite de l'Argentine n'entrent pas dans le cadre de notre mandat parce que celles-ci n'auraient pas été formulées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine.

7.50 L'**Argentine** fait valoir qu'aucune des questions évoquées par les États-Unis dans ce contexte n'est nouvelle car elles se trouvent toutes dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'elle a présentée. De plus, l'Argentine soutient que pour qu'une allégation d'incompatibilité avec l'article 6:2 tienne, la partie défenderesse doit prouver qu'elle a effectivement subi un préjudice en raison du défaut allégué, ce que les États-Unis n'ont pas fait jusqu'à présent, selon elle.

7.51 Les allégations qui, de l'avis des États-Unis, débordent le cadre de notre mandat et notre analyse de chacune d'entre elles s'articulent comme suit:

a) Allégation de l'Argentine contestant la pratique des États-Unis en tant que telle et telle qu'elle a été appliquée dans le réexamen à l'extinction considéré pour ce qui est de la présomption irréfragable alléguée dans les réexamens à l'extinction

7.52 Les **États-Unis** soutiennent que l'allégation de l'Argentine contestant la pratique des États-Unis en tant que telle et telle qu'elle a été appliquée dans le réexamen à l'extinction considéré pour ce qui est de la présomption irréfragable alléguée dans les réexamens à l'extinction ne figure pas

dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine et que le Groupe spécial devrait donc constater que ces allégations débordent le cadre de son mandat.

7.53 L'**Argentine** fait valoir que la section A.4 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial renferme à la fois une allégation "en tant que tel" et une allégation "tel qu'appliqué" au sujet de la pratique des États-Unis ayant trait à la présomption irréfragable alléguée dans les réexamens à l'extinction.

7.54 **Nous** notons que la section A.4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine est libellée ainsi:

> 4. La détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping et avec l'article X:3 a) du GATT de 1994 parce qu'elle a été fondée sur une présomption, quasi irréfragable dans le cadre de la législation des États-Unis, qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si la mesure antidumping était supprimée. Cette présomption illicite est attestée par la pratique constante du Département en matière de réexamen à l'extinction (pratique qui est fondée sur la législation des États-Unis et le Sunset Policy Bulletin du Département). (non souligné dans l'original)

7.55 Nous notons par ailleurs que nous ne nous sommes pas prononcés sur l'allégation de l'Argentine concernant la pratique de l'USDOC en tant que telle à cet égard.[22] Nous n'avons donc pas besoin de nous prononcer et nous ne nous prononçons pas sur cet aspect de la demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis.

7.56 À notre avis, toutefois, il est néanmoins clair que l'Argentine s'insurge dans la section A.4 contre la présomption irréfragable alléguée dans le contexte des réexamens à l'extinction. En outre, la première phrase établit un lien entre cette présomption alléguée et la détermination établie par l'USDOC dans le réexamen à l'extinction considéré, tandis que la deuxième phrase établit un lien entre cette présomption et la pratique de l'USDOC.

b) Allégation de l'Argentine concernant la présomption irréfragable alléguée établie par la législation des États-Unis en tant que telle

7.57 Les **États-Unis** affirment que l'allégation de l'Argentine selon laquelle 19 U.S.C. §§ 1675 c) et 1675 a) c), le SAA et le SPB, pris ensemble, établissent une présomption irréfragable qui est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping n'entre pas dans le cadre de notre mandat, parce que cette allégation ne figure pas dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine. Les États-Unis font valoir que la section A.4, seul endroit où l'Argentine formule son allégation concernant cette présomption alléguée, est circonscrite aux déterminations établies par l'USDOC dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré et qu'elle n'a donc pas pour objet de contester la législation des États-Unis.

7.58 L'**Argentine** soutient que la section A.4 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial indique clairement que l'allégation de l'Argentine ayant trait à la présomption irréfragable repose sur l'allégation de l'Argentine selon laquelle la législation des États-Unis établit une telle présomption. Par conséquent, cette allégation entre dans le cadre du mandat du Groupe spécial.

7.59 **Nous** notons une fois de plus que la section A.4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine est libellée comme suit:

---

[22] Voir, *infra*, le paragraphe 7.168.

> 4. La détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping et avec l'article X:3 a) du GATT de 1994 parce qu'elle a été fondée sur une présomption, quasi irréfragable dans le cadre de la législation des États-Unis, qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si la mesure antidumping était supprimée. Cette présomption illicite est attestée par la pratique constante du Département en matière de réexamens à l'extinction (pratique qui est fondée sur la législation des États-Unis et le Sunset Policy Bulletin du Département). (non souligné dans l'original)

7.60 Nous notons que la section A.4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial renferme les membres de phrase "présomption … irréfragable dans le cadre de la législation des États-Unis" et "pratique qui est fondée sur la législation des États-Unis et le Sunset Policy Bulletin du Département". Par conséquent, nous estimons que le texte de cette section est suffisamment clair pour informer les États-Unis que l'Argentine peut faire valoir une allégation à l'encontre de la législation des États-Unis en tant que telle en ce qui concerne la présomption irréfragable alléguée.

c) Allégation de l'Argentine au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994

7.61 Les **États-Unis** font valoir que la section VII.E de la première communication écrite de l'Argentine introduit une allégation d'incompatibilité avec l'article X:3 a) du GATT de 1994 en ce qui concerne la pratique des États-Unis en tant que telle et telle qu'elle a été appliquée dans le réexamen à l'extinction considéré. Toutefois, de l'avis des États-Unis, la section A.4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine ne vise qu'à contester la détermination à l'extinction établie par l'USDOC dans le réexamen à l'extinction considéré, et non pas la pratique des États-Unis en tant que telle.

7.62 L'**Argentine** fait valoir que la section A.4 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial comporte manifestement une allégation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 concernant la pratique des États-Unis en tant que telle et telle qu'elle a été appliquée dans le réexamen à l'extinction considéré.

7.63 **Nous** notons que cet aspect de la demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis est identique à celui qu'ils ont soulevé lorsqu'ils ont contesté la page 4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine. Par conséquent, compte tenu de l'analyse que nous avons effectuée plus haut (*supra*, paragraphe 7.31), nous rejetons la demande des États-Unis en l'occurrence.

d) Allégation de l'Argentine concernant les déterminations à l'extinction établies par l'USITC dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré

7.64 Les **États-Unis** soutiennent que la section VIII.C.2 de la première communication écrite de l'Argentine comporte une allégation concernant l'application par l'USITC de 19 U.S.C. 1675a(a) 1) et 5) dans le réexamen à l'extinction considéré. Toutefois, selon eux, la portion pertinente de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine, à savoir la section B.3, est circonscrite aux dispositions légales des États-Unis "en tant que telles" et il n'y est pas fait mention du réexamen à l'extinction considéré.

7.65 L'**Argentine** soutient que l'intitulé de la section B de sa demande d'établissement d'un groupe spécial indique clairement qu'elle conteste aussi l'application par l'USITC des dispositions légales des États-Unis dans le réexamen à l'extinction considéré.

7.66 **Nous** notons que cet aspect de la demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis est identique à celui qu'ils ont soulevé lorsqu'ils ont contesté la page 4 de la demande

d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine. Par conséquent, compte tenu de l'analyse que nous avons effectuée plus haut (*supra*, paragraphes 7.33 à 7.35), nous rejetons la demande des États-Unis en l'occurrence.

e) Allégations corollaires de l'Argentine au titre des articles 1er et 18 de l'Accord antidumping, de l'article VI du GATT de 1994 et de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC

7.67 Les **États-Unis** soutiennent que l'article VI du GATT de 1994, les articles 1er et 18 de l'Accord antidumping et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC, qui sont invoqués dans la section IX de la première communication écrite de l'Argentine, ne figurent qu'à la page 4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial que celle-ci a présentée. Comme ils affirment que la page 4 n'entre pas dans le cadre de notre mandat, les États-Unis font valoir que nous devrions constater que ces allégations débordent le cadre de notre mandat.

7.68 L'**Argentine** fait valoir qu'étant donné que ces dispositions sont mentionnées à l'égard d'allégations corollaires, leur simple mention à la page 4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'elle a présentée est suffisante pour énoncer clairement le problème, conformément à l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord*.

7.69 **Nous** notons que cet aspect de la demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis est identique à celui qu'ils ont soulevé lorsqu'ils ont contesté la page 4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine. Par conséquent, compte tenu de l'analyse que nous avons effectuée plus haut (*supra*, paragraphe 7.37), nous refusons de nous prononcer sur la demande des États-Unis.

f) Conclusion

7.70 Pour conclure, nous rejetons la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis concernant certaines questions qui n'auraient pas été soulevées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine.

3. La question du préjudice

7.71 Enfin, nous notons que comme notre examen de la totalité de la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis reposait sur une analyse du texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine, nous n'avons pas besoin de nous interroger sur la question de savoir si les droits de la défense ont été lésés dans la présente procédure en raison des incompatibilités alléguées de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Nous notons néanmoins que les États-Unis n'ont pas démontré au Groupe spécial qu'ils avaient été lésés dans le droit qu'ils avaient à se défendre dans la présente procédure, en raison de ces incompatibilités alléguées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine. À plusieurs reprises, les États-Unis ont prétendu qu'ils ne savaient pas de quoi ils avaient à se défendre en raison de l'imprécision de certaines parties de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine.[23] Toutefois, nous estimons que, faute d'arguments à l'appui, cette simple allégation ne peut suffire à établir l'existence d'un préjudice.[24]

[23] Voir, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 110; et la deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 41.

[24] Nous sommes confortés dans cette approche par la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée - Produits laitiers* et par la décision du Groupe spécial dans l'affaire du *SHTF*. Voir le rapport de l'Organe d'appel *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers* ("*Corée - Produits laitiers*"), WT/DS98/AB/R, adopté le 12 janvier 2000, DSR 2000:I, page 3, paragraphe 131; et le rapport du Groupe spécial *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en*

C. ALLÉGATIONS CONCERNANT LA LÉGISLATION DES ÉTATS-UNIS[25] EN TANT QUE TELLE

1. Dispositions en matière de renonciation dans la législation des États-Unis

a) Arguments des parties

i) Argentine

7.72 L'Argentine fait valoir que l'article 751 c) 4) de la Loi douanière et l'article 351.218 d) 2) iii) de la réglementation (ci-après "dispositions en matière de renonciation"), qui traitent des circonstances dans lesquelles un exportateur renonce à son droit de participer à un réexamen à l'extinction, sont incompatibles avec l'article 11.3 de l'Accord. Elle estime que, dans certaines circonstances, ces dispositions en matière de renonciation enjoignent, à l'USDOC de constater qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira, sans procéder à un réexamen de fond comme l'exige l'article 11.3. L'Argentine soutient que, selon l'article 11.3, l'autorité chargée de l'enquête doit jouer un rôle actif dans les réexamens à l'extinction. Pour établir la détermination requise au titre de l'article 11.3, l'autorité chargée de l'enquête doit recueillir et évaluer les données de fait pertinentes. Elle ne peut pas présumer passivement qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira.

7.73 Selon l'Argentine, les dispositions en matière de renonciation inscrites dans la législation des États-Unis sont aussi contraires à l'article 6.1 et 6.2, et par conséquent à l'article 11.4 de l'Accord, parce qu'elles privent les exportateurs en cause dans un réexamen à l'extinction de la possibilité de présenter des éléments de preuve à l'autorité chargée de l'enquête et de se défendre.

ii) États-Unis

7.74 Selon les États-Unis, à part les renvois figurant aux articles 11.4 et 12.3, l'article 11.3 est la seule disposition de l'Accord qui énonce les règles applicables aux réexamens à l'extinction. En dehors des obligations énoncées dans ces dispositions, l'Accord laisse la conduite des réexamens à l'extinction à la discrétion des autorités chargées de l'enquête. L'article 11.3 n'exige pas que les autorités chargées de l'enquête procèdent dans tous les cas à un réexamen à l'extinction complet. Les autorités chargées de l'enquête auraient gaspillé leurs propres ressources et celles de certaines parties privées si elles avaient été tenues de procéder dans tous les cas à un réexamen à l'extinction complet, telle que cette expression est définie dans la législation des États-Unis. Les États-Unis font valoir que les dispositions en matière de renonciation déterminent simplement la base factuelle sur laquelle l'USDOC établira des déterminations à l'extinction et ne l'empêchent nullement d'établir la détermination de la probabilité requise en vertu de l'article 11.3. Les dispositions en matière de renonciation permettent de mener à bien d'une manière accélérée les réexamens à l'extinction en ce qui concerne les parties intéressées qui ne présentent pas de réponses de fond à l'avis d'engagement, ce qui est autorisé par l'article 6.14 de l'Accord.

7.75 Les États-Unis soutiennent aussi que les dispositions en matière de renonciation ne sont pas contraires à l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord. Ils font valoir que la législation des États-Unis ménage aux parties intéressées par un réexamen à l'extinction d'amples possibilités de présenter des éléments de preuve et de défendre leurs intérêts, comme l'exigent lesdites dispositions. Selon eux, puisque les critères en matière de preuve applicables aux réexamens à l'extinction accélérés prévus par la législation des États-Unis sont compatibles avec l'article 6, le fait que les États-Unis ménagent aux parties intéressées par un réexamen à l'extinction complet davantage de possibilités de présenter des

---

fructose (SHTF) en provenance des États-Unis ("*Mexique – Sirop de maïs*"), WT/DS132/R et Corr.1, adopté le 24 février 2000, DSR 2000:III, page 1345, paragraphe 7.17.

[25] "Tout au long du présent rapport, nous employons l'expression "législation des États-Unis" pour désigner les dispositions légales pertinentes, les règlements et les autres instruments du système juridique des États-Unis, tels que l'Énoncé des mesures administratives (SAA) et le Sunset Policy Bulletin (SPB).

éléments de preuve ne peut pas rendre la législation des États-Unis incompatible avec les règles de l'OMC.

b) Arguments des tierces parties

i) Communautés européennes

7.76 Les Communautés européennes critiquent la prépondérance que le SAA accorde à la question de la charge extraordinaire qui pèserait sur les ressources des organismes administratifs et au souci d'efficience administrative. Tout en reconnaissant l'importance d'un tel objectif, les Communautés européennes estiment que, selon le droit de l'OMC, les questions d'affectation des ressources ne sauraient jamais justifier la méconnaissance de l'article 11.3 dans les réexamens à l'extinction.

ii) Japon

7.77 Le Japon estime, comme l'Argentine, que les dispositions en matière de renonciation figurant dans la législation des États-Unis sont incompatibles avec les articles 6, 11.3 et 18.4 de l'Accord antidumping et avec l'article XIV:4 de l'Accord sur l'OMC.

iii) Corée

7.78 La Corée estime que toutes les parties intéressées doivent se voir ménager la possibilité de présenter des éléments de preuve et de défendre leurs intérêts. Selon elle, les réexamens à l'extinction accélérés – qu'ils soient fondés sur la renonciation ou sur le caractère inadéquat – sont incompatibles avec l'article 6.1 et 6.2. La Corée fait aussi valoir que la pratique de l'USDOC ne respecte pas les dispositions de l'article 6.8 et de l'Annexe II de l'Accord régissant le recours aux données de fait disponibles.

iv) Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu

7.79 Selon le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, bien que la conduite d'un réexamen à l'extinction accéléré ne soit pas en elle-même et à elle seule incompatible avec les règles de l'OMC, les dispositions qui enjoignent à l'USDOC d'établir une détermination de la probabilité dans les cas où les parties intéressées renoncent à leur droit de participer au réexamen sont incompatibles avec l'article 11.3 de l'Accord.

c) Évaluation par le Groupe spécial

i) Violations alléguées de l'article 11.3 de l'Accord

Mesures en cause

7.80 L'Argentine conteste les dispositions en matière de renonciation figurant dans la législation des États-Unis en tant que telles.[26] Plus particulièrement, l'allégation de l'Argentine a trait à l'article 751 c) 4) de la Loi douanière et à l'article 351.218 d) 2) iii) de la réglementation. L'Argentine ne conteste pas l'article 351.218 d) 2) i) de la réglementation. Nous nous sommes toutefois référés à l'article 351.218 d) 2) i) de la réglementation, qui nous a servi de contexte pour l'analyse qui suit.

7.81 La partie pertinente de l'article 751 c) 4) de la Loi douanière de 1930 dispose ce qui suit:

> 4) Renonciation de certaines parties intéressées à la participation

[26] L'Argentine ne conteste pas les dispositions de la législation des États-Unis concernant les réexamens à l'extinction accélérés en tant que telles. Voir la réponse de l'Argentine à la question n° 1 posée par le Groupe spécial à la suite de la deuxième réunion.

A) Règle générale

Une partie intéressée au sens de l'article 1677(9) A) ou B) du présent titre peut choisir de ne pas participer à un réexamen conduit par l'autorité administrante en vertu du présent paragraphe et de ne participer qu'au réexamen conduit par la Commission en vertu du présent paragraphe.

B) Effet de la renonciation

S'agissant d'un réexamen auquel une partie intéressée aura renoncé à participer en vertu du présent paragraphe, l'autorité administrante conclut qu'il est probable que le dumping ou une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire (selon le cas) subsistera ou se reproduira en cas de révocation de l'ordonnance ou de clôture de l'enquête en ce qui concerne cette partie intéressée.[27] (non souligné dans l'original)

7.82 Nous examinons maintenant l'article 351.218 d) 2) de la réglementation du Département du commerce concernant les réexamens à l'extinction, dont les parties pertinentes disposent ce qui suit:

2) Renonciation d'une partie intéressée interrogée à répondre à un avis d'engagement

i) Dépôt d'une déclaration de renonciation. Une partie intéressée interrogée peut renoncer à participer à un réexamen à l'extinction effectué par le Département en vertu de l'article 751 c) 4) de la Loi en déposant auprès du Département une déclaration de renonciation, 30 jours au plus tard après la date de publication au Federal Register de l'avis d'engagement. Si une partie intéressée interrogée renonce à participer à un réexamen à l'extinction effectué par le Département, le Secrétaire n'acceptera ou ne prendra en considération aucune communication spontanée de cette partie durant le réexamen. Le fait de renoncer à participer à un réexamen à l'extinction effectué par le Département ne modifie en rien la possibilité qu'a une partie de participer au réexamen à l'extinction effectué par la Commission du commerce international. (non souligné dans l'original)

...

iii) Faute de réponse d'une partie intéressée. Le Secrétaire considérera qu'une partie intéressée interrogée qui ne dépose pas une réponse de fond complète à un avis d'engagement au titre du paragraphe d) 3) du présent article renonce à participer à un réexamen à l'extinction effectué par le Département.[28] (non souligné dans l'original)

7.83 Nous notons que l'article 751 c) 4) A) de la Loi douanière dispose qu'une partie intéressée peut choisir de renoncer à participer à une procédure de réexamen à l'extinction conduite par l'USDOC et de ne participer qu'à la procédure de réexamen à l'extinction conduite par l'USITC. L'article 351.218 d) 2) i) de la réglementation dispose qu'une partie intéressée peut renoncer à participer à un réexamen en déposant une déclaration de renonciation auprès de l'USDOC. Nous désignerons cela comme étant une renonciation "explicite" ou "expresse". De plus, selon l'article 351.218 d) 2) iii) de la réglementation, l'USDOC considèrera que le fait qu'une partie intéressée ne présente pas une réponse de fond complète à l'avis d'engagement d'un réexamen à l'extinction constitue une renonciation du droit à participer à la procédure de réexamen à l'extinction

[27] Codifié dans 19 U.S.C. § 1675 c) 4) (pièce n° 1 de l'Argentine, page 1152).
[28] Codifié dans 19 C.F.R. § 351.218 d) 2) (pièce n° 3 de l'Argentine).

conduite par l'USDOC. Nous désignerons cela comme étant une renonciation "implicite" ou "présumée".

7.84 Compte tenu des dispositions de la législation des États-Unis citées plus haut, nous croyons comprendre que les dispositions en matière de renonciation s'articulent comme suit. À la suite de la publication de l'avis d'engagement d'un réexamen à l'extinction, les exportateurs étrangers (désignés par l'expression "parties intéressées interrogées" dans la législation des États-Unis) qui souhaitent participer à la procédure de réexamen à l'extinction devant l'USDOC doivent lui présenter une réponse de fond complète. Pour que la réponse de fond soit complète, elle doit contenir tous les éléments énumérés à l'article 351.218 d) 3) de la réglementation. Selon l'article 751 c) 4) A) de la Loi douanière, une partie intéressée par un réexamen à l'extinction peut choisir de renoncer à son droit de participer à la partie du réexamen à l'extinction effectué par l'USDOC. L'article 351.218 d) 2) i) de la réglementation dispose que les exportateurs intéressés qui souhaitent renoncer à participer peuvent le faire en présentant une déclaration de renonciation à l'USDOC. En vertu de l'article 351.218 d) 2) iii) de la réglementation, le fait qu'un exportateur ne présente pas une réponse de fond complète à l'avis d'engagement est réputé constituer une renonciation à son droit de participer à la procédure de l'USDOC. Dans un cas comme dans l'autre, l'application de l'article 1675 c) 4) de la Loi douanière aboutit au même résultat: l'USDOC "constate" qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en ce qui concerne l'exportateur qui renonce à son droit de participer.

7.85 Il nous paraît important de relever que la distinction entre renonciation expresse et renonciation présumée résulte de l'article 351.218 d) 2) iii) de la réglementation, non de la Loi douanière. La Loi douanière dispose simplement que les parties intéressées peuvent choisir de ne pas participer à la partie du réexamen à l'extinction effectuée par l'USDOC, et qu'une renonciation aboutit à une constatation positive de probabilité de la part de l'USDOC. Toutefois, l'article 351.218 d) 2) iii) de la réglementation crée la catégorie des renonciations présumées en disposant que la présentation d'une réponse incomplète ou l'absence de réponse à l'avis d'engagement constitue aussi une renonciation. Par conséquent, les constatations ayant trait aux renonciations expresses auront des incidences sur la Loi douanière, tandis que celles ayant trait aux renonciations présumées n'intéresseront que l'article 351.218 d) 2) iii) de la réglementation.

Nature des obligations énoncées à l'article 11.3

7.86 L'Argentine soutient que les dispositions en matière de renonciation figurant dans la législation des États-Unis, qui sont citées plus haut, sont incompatibles avec l'obligation incombant aux autorités chargées de l'enquête de déterminer la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise, conformément à l'article 11.3 de l'Accord.

7.87 L'article 11.3 de l'Accord antidumping est libellé comme suit:

> Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, tout droit antidumping définitif sera supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé (ou à compter de la date du réexamen le plus récent au titre du paragraphe 2 si ce réexamen a porté à la fois sur le dumping et le dommage, ou au titre du présent paragraphe), à moins que les autorités ne déterminent, au cours d'un réexamen entrepris avant cette date, soit de leur propre initiative, soit à la suite d'une demande dûment justifiée présentée par la branche de production nationale ou en son nom, dans un laps de temps raisonnable avant cette date, qu'il est probable que le dumping et le dommage[22] subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé. Le droit pourra demeurer en vigueur en attendant le résultat de ce réexamen.

---

[22] Lorsque le montant du droit antidumping est fixé sur une base rétrospective, si la procédure d'évaluation la plus récente au titre de l'alinéa 3.1 de l'article 9 a conduit à

la conclusion qu'aucun droit ne doit être perçu, cela n'obligera pas en soi les autorités à supprimer le droit définitif.

7.88 L'article 11.3 dispose que le droit antidumping doit être supprimé après cinq ans, "à moins que les autorités ne déterminent, au cours d'un réexamen ..." qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé. Le sens ordinaire du terme "*determine*" (déterminer) est, entre autres, "*settle or decide (a dispute, controversy, etc., or a sentence, conclusion, issue, etc.) as a judge or arbiter*" (régler ou décider (un différend, une controverse, etc., ou une sentence, une conclusion, une question, etc.) en qualité de juge ou d'arbitre).[29] Ce sens ordinaire semble correspondre à l'emploi du terme "déterminent" à l'article 11.3, qui exige que l'autorité chargée de l'enquête détermine qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé. Du fait de l'obligation inscrite à l'article 11.3 de "déterminer" la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise, l'autorité chargée de l'enquête est tenue de formuler, en se fondant sur des éléments de preuve positifs, une constatation motivée selon laquelle il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si la mesure est révoquée. L'obligation d'établir une telle détermination empêche l'autorité chargée de l'enquête de simplement présumer que cette probabilité existe. L'autorité chargée de l'enquête doit agir avec un degré de diligence approprié et arriver à une conclusion motivée sur la base des renseignements recueillis dans le cadre d'un processus de reconsidération et d'examen.[30]

7.89 En conséquence, nous estimons que l'article 11.3 exige que la détermination établie par l'autorité chargée de l'enquête, selon laquelle il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira, soit étayée par des conclusions motivées et adéquates, fondées sur les faits qui ont été portés à sa connaissance dans le cadre d'un réexamen à l'extinction. Nous examinerons donc la question de savoir si les dispositions en matière de renonciation de la législation des États-Unis empêchent l'USDOC d'établir une telle détermination dans les cas où une partie intéressée a renoncé à son droit de participer à un réexamen à l'extinction.[31]

Examen de la compatibilité des dispositions en matière de renonciation

7.90 Dans le cadre de son allégation au titre de l'article 11.3 de l'Accord, l'Argentine conteste les dispositions de la législation des États-Unis qui ont trait aux renonciations expresses comme aux renonciations présumées.[32] Nous analyserons donc chacune de ces deux catégories de renonciation, eu égard à l'obligation qui est faite aux autorités chargées de l'enquête de déterminer la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise, conformément à l'article 11.3.

Renonciations présumées

7.91 Nous rappelons qu'en vertu de l'article 351.218 d) 2) iii) de la réglementation de l'USDOC, il y a renonciation présumée lorsqu'un exportateur présente une réponse de fond incomplète – ou ne répond pas – à l'avis d'engagement d'un réexamen à l'extinction. Selon l'article 751 c) 4) B) de la Loi

[29] The New Shorter Oxford English Dictionary, Oxford University Press, page 651.

[30] Nous sommes confortés dans cette approche par la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*. Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon* ("*États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*"), WT/DS244/AB/R, 15 décembre 2003, paragraphes 111 à 115.

[31] Nous notons qu'il est clair – et les États-Unis ne prétendent pas le contraire – que les dispositions en matière de renonciation sont contraignantes pour l'USDOC. Par conséquent, pour ce qui est de la présente allégation de l'Argentine, nous n'avons pas à nous prononcer sur l'applicabilité de la distinction impératif/facultatif. La seule question qui se pose à cet égard est celle de savoir si la teneur des dispositions en matière de renonciation est ou n'est pas incompatible avec les règles de l'OMC.

[32] Réponse de l'Argentine à la question n° 1 posée par le Groupe spécial à la suite de la deuxième réunion.

douanière, qui n'établit pas de distinction entre renonciation expresse et renonciation présumée, la conséquence d'une renonciation est une constatation par l'USDOC de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise en ce qui concerne cet exportateur.

7.92 La première situation factuelle qui aboutit à une renonciation présumée est la présentation par l'exportateur d'une réponse de fond incomplète à l'avis d'engagement d'un réexamen à l'extinction. Dans ce cas, l'exportateur a l'intention de participer au réexamen à l'extinction et présente des renseignements à l'USDOC. Toutefois, sa réponse n'est pas complète, c'est-à-dire qu'elle ne contient pas tous les renseignements qui, en vertu de la législation des États-Unis, doivent être communiqués dans une réponse de fond à l'avis d'engagement d'un réexamen à l'extinction. La législation des États-Unis prescrit une constatation de probabilité dans ce cas.

7.93 À notre avis, lorsque l'exportateur étranger communique des renseignements à l'USDOC, l'obligation d'établir une détermination motivée de la probabilité au titre de l'article 11.3 de l'Accord contraint l'USDOC à prendre ces renseignements en considération dans son réexamen à l'extinction.[33] Pris conjointement, toutefois, l'article 751 c) 4) B) de la Loi douanière et l'article 351.218 d) 2) iii) enjoignent à l'USDOC de constater que la probabilité existe en ce qui concerne un exportateur donné, du simple fait que la réponse de fond de cet exportateur à l'avis d'engagement ne contient pas certains des renseignements exigés en vertu de la législation des États-Unis. L'USDOC ne peut donc pas prendre en considération, dans sa détermination au sujet d'un exportateur donné, les données de fait communiquées par cet exportateur (ni toutes autres données de fait dont il dispose et qui pourraient être pertinentes), et ne peut non plus accepter, ni à plus forte raison prendre en considération, aucune autre donnée de fait présentant de l'intérêt pour la question. Au contraire, il est tenu d'établir une détermination positive en se fondant sur un seul fait: le fait que l'exportateur n'a pas présenté une réponse de fond complète à l'avis d'engagement d'un réexamen à l'extinction.[34] À notre avis, une telle détermination ne peut constituer une détermination étayée par des conclusions motivées et adéquates, fondées sur les données de fait dont dispose l'autorité chargée de l'enquête.

7.94 La deuxième situation qui peut aboutir à une renonciation présumée est le fait de ne pas répondre du tout à l'avis d'engagement d'un réexamen à l'extinction. Dans ce cas, l'exportateur concerné n'a ni renoncé explicitement à son droit de participer au réexamen, ni communiqué le moindre renseignement à l'USDOC. En vertu de l'article 351.218 d) 2) iii) de la réglementation, cette situation est aussi réputée constituer une renonciation à la participation.[35] Selon l'article 751 c) 4) B) de la Loi douanière, l'USDOC est tenu de constater la probabilité en ce qui concerne l'exportateur qui garde le silence après la publication de l'avis d'engagement.

7.95 Nous rappelons que selon nous, l'article 11.3 exige que la détermination établie par l'autorité chargée de l'enquête, selon laquelle il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira, soit étayée par des conclusions motivées et adéquates, fondées sur les faits qui ont été portés à sa

[33] Sauf, bien sûr, dans la mesure où il était fondé à faire abstraction de ces renseignements en vertu de l'article 6.8 et de l'Annexe II de l'Accord. Toutefois, les États-Unis n'ont pas soutenu que leur législation concernant les dispositions en matière de renonciation pouvait être justifiée au titre de ces dispositions. Cela ne préjuge pas, bien entendu, la crédibilité et la pertinence des renseignements communiqués par un exportateur, ni le poids à leur accorder, qui varieront d'un cas à l'autre. Cependant, les dispositions en matière de renonciation figurant dans la législation des États-Unis empêchent l'USDOC d'examiner ces questions.

[34] Nous notons que l'article 351.218 d) 2) iii) de la réglementation de l'USDOC ne prend pas en compte la quantité de renseignements qui fait défaut dans une réponse de fond à l'avis d'engagement lorsqu'une réponse est déclarée "incomplète". En d'autres termes, à première vue, cet article prévoit que si négligeables que soient, en quantité ou en qualité, les renseignements qui font défaut, dès lors que la réponse à l'avis d'engagement d'un réexamen est incomplète, le résultat sera une constatation automatique par l'USDOC de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise.

[35] Les États-Unis ont confirmé que selon leur législation, le fait de ne pas répondre du tout à l'avis d'engagement d'un réexamen à l'extinction équivalait à la présentation d'une réponse de fond incomplète. Réponse des États-Unis à la question n° 8 posée par le Groupe spécial à la suite de la première réunion.

connaissance dans le cadre d'un réexamen à l'extinction. Dans la situation factuelle que nous analysons ici, le fait que l'exportateur n'a communiqué aucun renseignement à l'USDOC peut signifier que l'USDOC dispose de peu de renseignements, voire d'aucun renseignement, qui soient pertinents pour ce qui est de savoir s'il est probable que le dumping pratiqué par cet exportateur subsistera ou se reproduira (bien que certains éléments de preuve pertinents, comme les résultats de réexamens administratifs, puissent néanmoins être à sa disposition). De toute évidence, une telle absence de coopération n'est pas sans conséquence pour l'exportateur. Dans de telles circonstances, l'USDOC peut, conformément aux termes de l'article 6.8 et de l'Annexe II de l'Accord, recourir aux données de fait disponibles, y compris aux renseignements de sources secondaires. Comme l'Annexe II l'indique clairement, "il pourra en résulter pour cette partie une situation moins favorable que si elle coopérait effectivement". Il nous paraît clair que, dans une telle situation, l'USDOC peut n'avoir d'autre choix que d'établir sa détermination sur la base d'un dossier plus limité et moins solide que ce n'aurait été le cas si l'exportateur avait coopéré. Cela ne veut pas dire, toutefois, que l'USDOC peut être automatiquement habilité, et même tenu, de formuler une constatation positive selon laquelle il est probable que le dumping pratiqué par l'exportateur subsistera ou se reproduira, sans pousser son examen plus avant et quels que soient les éléments de preuve pertinents dont il dispose.[36] À notre avis, une détermination positive fondée exclusivement sur le fait que l'exportateur n'a pas répondu à l'avis d'engagement, et qui fait totalement abstraction de la possibilité même que d'autres renseignements pertinents puissent figurer au dossier, n'est pas étayée par des conclusions motivées et adéquates, fondées sur les données de fait dont dispose l'autorité chargée de l'enquête, ce qui va à l'encontre de l'article 11.3.[37]

Renonciations expresses

7.96 En vertu de l'article 751 c) 4) A) de la Loi douanière et de l'article 351.218 d) 2) i) de la réglementation, un exportateur peut déposer une déclaration de renonciation indiquant qu'il ne participera pas à la partie d'un réexamen à l'extinction qui se déroule devant l'USDOC. Dans ce cas, l'article 751 c) 4) B) enjoint à l'USDOC d'établir une constatation positive de la probabilité en ce qui concerne l'exportateur qui renonce expressément à son droit de participer à la partie du réexamen à l'extinction qui se déroule devant l'USDOC.

7.97 L'Argentine affirme que l'article 751 c) 4) B) de la Loi douanière exige qu'une constatation de la probabilité soit établie relativement à un exportateur qui renonce expressément à son droit de participer à un réexamen à l'extinction, et que cet article est incompatible avec l'obligation d'établir une détermination, qui est énoncée à l'article 11.3 de l'Accord. Selon l'Argentine, l'autorité chargée de l'enquête a l'obligation de procéder à un examen fondé sur des éléments de preuve positifs afin d'établir une détermination motivée, même dans le cas d'une renonciation expresse. Elle ne peut simplement présumer, sans la moindre analyse, qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira.[38]

[36] Comme il est indiqué plus haut (*supra*, note de bas de page 33), les États-Unis ne soutiennent pas que leurs dispositions en matière de renonciation peuvent être justifiées au regard de l'article 6.8 et de l'Annexe II de l'Accord.

[37] Nous notons que cette approche à l'égard de la non-coopération dans un réexamen à l'extinction n'est pas différente de celle que l'autorité chargée de l'enquête adopte dans une enquête initiale. Si un exportateur ne répond pas à un questionnaire ou refuse autrement de participer à une enquête, l'autorité chargée de l'enquête peut recourir aux données de fait disponibles. Même s'il est probable, et peut-être hautement probable, que la détermination établie par l'autorité chargée de l'enquête sur la base des données de fait disponibles sera défavorable à l'exportateur, cela ne veut pas dire que celle-ci peut se soustraire à l'obligation d'établir une détermination fondée sur les renseignements dont elle dispose, conformément aux règles énoncées à l'article 6.8 et à l'Annexe II de l'Accord.

[38] Réponse de l'Argentine à la question n° 1 posée par le Groupe spécial à la suite de la deuxième réunion.

7.98 Nous notons que lorsque, dans un réexamen à l'extinction, un exportateur déclare expressément qu'il n'a pas l'intention de participer au réexamen, il est probablement beaucoup plus facile pour l'autorité chargée de l'enquête de s'acquitter de son obligation de déterminer la probabilité en ce qui concerne cet exportateur particulier que lorsqu'il s'agit d'un exportateur qui coopère pleinement avec elle. En effet, dans la plupart des cas, l'essentiel des renseignements concernant la question de savoir s'il est probable qu'un exportateur continuera ou recommencera à pratiquer le dumping dans l'éventualité où l'ordonnance serait révoquée est communiqué par l'exportateur concerné.

7.99 Néanmoins, nous estimons que même dans le cas d'une renonciation expresse, l'autorité chargée de l'enquête a toujours l'obligation d'établir une détermination étayée par des conclusions motivées et adéquates, fondées sur les données de fait dont elle dispose. L'autorité chargée de l'enquête ne peut simplement présumer, sans pousser son examen plus avant, qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira parce que l'exportateur a choisi de ne pas participer au réexamen. À cet égard, nous incorporons l'analyse qui précède (*supra*, paragraphes 7.97 et 7.98) concernant les renonciations présumées dans les cas où l'exportateur garde le silence après l'engagement d'un réexamen à l'extinction. Par conséquent, à notre avis, les dispositions de la législation des États-Unis concernant les renonciations expresses sont aussi incompatibles avec l'obligation de déterminer la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise, conformément à l'article 11.3 de l'Accord.

Détermination société par société contre détermination sur la base de l'ordonnance dans son ensemble

7.100 Les États-Unis soutiennent que, selon leur législation, la détermination finale de la probabilité dans un réexamen à l'extinction est établie sur la base de l'ordonnance dans son ensemble pour un pays. Bien que la législation des États-Unis prescrive une constatation positive de la probabilité en ce qui concerne les exportateurs qui ont renoncé à leur droit de participer à un réexamen à l'extinction, elle ne le fait pas en ce qui concerne la détermination sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.[39] Par conséquent, selon qu'il y a ou non des exportateurs qui ont renoncé à leur droit de participer, un réexamen à l'extinction peut comporter deux étapes. Si aucun exportateur n'a renoncé à son droit de participer, il y aura une seule détermination à l'extinction, qui sera établie sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Si, toutefois, certains exportateurs ont renoncé à leur droit de participer, l'USDOC établira alors une détermination positive de la probabilité en ce qui concerne ces exportateurs. Il établira ensuite une détermination à l'extinction finale sur la base de l'ordonnance dans son ensemble pour le pays.[40] Selon la part que représentent les exportateurs qui ont présenté une réponse de fond complète à l'avis d'engagement, cette détermination finale sera établie soit à l'issue d'un réexamen à l'extinction complet, soit à l'issue d'un réexamen à l'extinction accéléré. Les États-Unis estiment, par conséquent, que les dispositions en matière de renonciation ne contreviennent pas à l'article 11.3 de l'Accord parce qu'elles ne déterminent pas, en elles-mêmes et à elles seules, le résultat final d'un réexamen à l'extinction; elles déterminent seulement le résultat de la première étape.[41]

[39] Réponse des États-Unis aux questions n° 4 c) et 5 d) posées par le Groupe spécial à la suite de la première réunion; et deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 21.

[40] Selon la législation des États-Unis, lorsque les parties intéressées interrogées qui présentent une réponse de fond complète à l'avis d'engagement sont à l'origine de moins de 50 pour cent des exportations totales du produit visé à destination des États-Unis pendant la période de cinq ans qui précède l'engagement du réexamen à l'extinction, leurs réponses de fond complètes sont jugées inadéquates, en vertu de l'article 351.218 e) 1) ii) A) de la réglementation. Selon l'article 751 c) 3) B) de la Loi douanière et l'article 351.218 e) 1) ii) C) 2) de la réglementation, lorsque la réponse de fond est inadéquate, l'USDOC procède à un réexamen à l'extinction accéléré et, "sans pousser son examen plus avant", établit ses déterminations à l'extinction sur la base des données de fait disponibles.

[41] Voir, par exemple, la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 21; et la réponse des États-Unis à la question n° 2 posée par le Groupe spécial à la suite de la première réunion.

7.101 Même en nous attachant à la détermination finale sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, nous jugeons l'argument des États-Unis peu convaincant. Comme nous l'avons indiqué plus haut, l'article 11.3 exige que la détermination de l'autorité chargée de l'enquête selon laquelle il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira soit étayée par des conclusions motivées et adéquates, fondées sur les données de fait dont elle dispose. Les États-Unis admettent qu'il est "tenu compte" des déterminations de la probabilité établies société par société aux fins de l'établissement de la détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, et font valoir seulement qu'elles ne déterminent pas, en elles-mêmes et à elles seules, le résultat sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.[42] Dans la mesure où la détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble est fondée en tout ou en partie sur une détermination par société qui a été établie d'une manière incorrecte, nous ne voyons pas comment la détermination sur la base de l'ordonnance dans son ensemble peut être étayée par des conclusions motivées et adéquates, fondées sur les données de fait dont dispose l'autorité chargée de l'enquête.

7.102 Nous notons à cet égard qu'une détermination de la probabilité par société peut avoir une incidence importante, voire déterminante, sur la détermination sur la base de l'ordonnance dans ensemble. Lorsque, par exemple, l'exportateur qui a renoncé à participer est le seul exportateur, le résultat concernant cette société sera probablement déterminant. De fait, nous avons demandé aux États-Unis si l'USDOC avait jamais établi une détermination positive de la probabilité au sujet de certains exportateurs qui avaient renoncé à leur droit de participer, puis constaté l'absence de probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Les États-Unis ont répondu par la négative.[43] Les États-Unis n'ont pas cité non plus de disposition de leur législation indiquant clairement que les déterminations à l'extinction établies sur la base de l'ordonnance dans son ensemble étaient indépendantes des déterminations établies société par société, en application des dispositions en matière de renonciation.

Conclusion

7.103 Pour conclure, nous constatons que les dispositions de la législation des États-Unis relatives tant à la renonciation expresse qu'à la renonciation présumée, c'est-à-dire l'article 751 c) 4) B) de la Loi douanière et l'article 351.218 d) 2) iii) de la réglementation de l'USDOC, sont incompatibles avec l'obligation qui est faite aux autorités chargées de l'enquête de déterminer la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise, conformément à l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

Dans ce contexte, nous notons que, comme les États-Unis l'affirment, le SAA et le SPB prévoient tous deux clairement que l'USDOC établira ses déterminations à l'extinction sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. SAA (pièce n° 11 des États-Unis, page 879); et SPB (pièce n° 35 de l'Argentine, page 18872). Nous notons également la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, selon laquelle les déterminations à l'extinction peuvent être établies sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra*, note de bas de page 30, paragraphe 155.

[42] À cet égard, les États-Unis ont indiqué ce qui suit:

> Les États-Unis n'ont pas fait valoir qu'une renonciation "n'affecte pas" la détermination finale de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Bien que les déterminations individuelles positives de la probabilité puissent affecter la détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, elles ne déterminent pas, en elles-mêmes et à elles seules, le résultat final de l'analyse sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Le Département tient compte de tous les renseignements figurant dans le dossier administratif, y compris les déterminations antérieures des organismes administratifs et les renseignements présentés par les parties intéressées ou recueillis par le Département, de même que les déterminations individuelles positives de la probabilité, lorsqu'il établit la détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.
>
> Réponse des États-Unis à la question n° 4 b) posée par le Groupe spécial à la suite de la deuxième réunion.

[43] Réponse des États-Unis à la question n° 4 a) posée par le Groupe spécial à la suite de la deuxième réunion.

ii) Violations alléguées de l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord

7.104 L'**Argentine** fait valoir que les dispositions de la législation des États-Unis relatives aux renonciations présumées, c'est-à-dire l'article 351.218 d) 2) iii) de la réglementation, contreviennent à l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord, parce qu'en empêchant l'USDOC d'établir la détermination de la probabilité requise en vertu de l'article 11.3, ces dispositions privent les parties intéressées de leur droit de présenter des éléments de preuve et de défendre leurs intérêts, ce qui est contraire à l'article 6.1 et à l'article 6.2, respectivement.

7.105 Les **États-Unis** soutiennent qu'aucune disposition de leur législation n'empêche les parties intéressées de présenter des éléments de preuve à l'autorité chargée de l'enquête et de défendre leurs intérêts dans les réexamens à l'extinction, comme le prévoit l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord.

7.106 **Nous** notons que dans le cadre de la présente allégation concernant la législation des États-Unis, l'Argentine ne conteste pas les dispositions en matière de renonciations expresses et qu'elle circonscrit son allégation aux dispositions qui concernent les renonciations présumées. Nous fonderons donc notre analyse exclusivement sur les dispositions en matière de renonciations présumées.

Applicabilité de l'article 6.1 et 6.2 aux réexamens à l'extinction

7.107 Nous notons que l'allégation de l'Argentine repose en l'occurrence sur l'hypothèse selon laquelle l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord est applicable aux réexamens à l'extinction. Selon l'Argentine, ces dispositions sont applicables aux réexamens à l'extinction en vertu du renvoi figurant à l'article 11.4. Les États-Unis soutiennent que ce renvoi ne rend applicables aux réexamens à l'extinction que les dispositions de l'article 6 qui traitent des éléments de preuve et de la procédure, mais ils ne contestent pas expressément que l'article 6.1 et 6.2 relève de cette catégorie.[44]

7.108 La première question dont nous sommes saisis est donc celle de savoir si les dispositions de l'article 6.1 et 6.2 s'appliquent aux réexamens à l'extinction.

7.109 L'article 11.4 de l'Accord antidumping est libellé comme suit:

> Les dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure s'appliqueront à tout réexamen effectué au titre du présent article. Tout réexamen de ce type sera effectué avec diligence et sera normalement terminé dans un délai de 12 mois à compter de la date à laquelle il aura été entrepris. (non souligné dans l'original)

7.110 Nous notons que le renvoi figurant à l'article 11.4 de l'Accord rend les dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure applicables aux réexamens à l'extinction. Nous notons aussi, toutefois, que le renvoi à l'article 6 figurant à l'article 11.4 est qualifié par le membre de phrase "concernant les éléments de preuve et la procédure". Étant donné que souvent, dans d'autres parties de l'Accord, les rédacteurs n'ont pas qualifié les renvois, nous devons examiner la signification de ce membre de phrase pour ce qui est de l'applicabilité aux réexamens à l'extinction des paragraphes 1 et 2 de l'article 6 cités par l'Argentine.

7.111 À notre avis, on peut comprendre de deux manières le sens et l'effet de ce qualificatif figurant à l'article 11.4. Premièrement, on peut faire valoir que ces termes semblent indiquer à première vue qu'il peut y avoir à l'article 6 des dispositions qui traitent de questions autres que "les éléments de preuve et la procédure". Sinon, les rédacteurs n'auraient pas inclus ce qualificatif dans l'article 11.4.

[44] Réponse des États-Unis à la question n° 10 a) posée par le Groupe spécial à la suite la première réunion.

Par conséquent, confronté à la question de savoir si certains paragraphes ou dispositions précis de l'article 6 s'appliquent aux réexamens à l'extinction, l'interprète du traité doit analyser la disposition en cause en gardant à l'esprit le qualificatif figurant à l'article 11.4 pour décider si cette disposition traite ou non des "éléments de preuve et [de] la procédure". La deuxième approche pourrait consister à dire que ces termes figurant à l'article 11.4 ne qualifient pas le renvoi à l'article 6; ils réaffirment simplement le fait que l'article 6 contient des règles qui traitent des "éléments de preuve et [de] la procédure". Cela ressort de l'intitulé de l'article 6, qui est "Éléments de preuve".

7.112 À notre avis, l'article 6.1 et 6.2 traite des "éléments de preuve et [de] la procédure". L'article 6.1 de l'Accord énonce des règles concernant le droit pour les parties intéressées d'être avisées des renseignements que l'autorité chargée de l'enquête exige et de se voir ménager d'amples possibilités de présenter des éléments de preuve à l'autorité chargée de l'enquête. L'article 6.2 dispose que les parties intéressées se verront ménager toutes possibilités de défendre leurs intérêts. Par conséquent, quelle que soit l'approche mentionnée retenue quant au sens du qualificatif figurant à l'article 11.4, nous estimons que l'article 6.1 et 6.2 est applicable aux réexamens à l'extinction.

Nature des obligations énoncées à l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord

7.113 Ayant conclu que les dispositions de l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord sont applicables aux réexamens à l'extinction, nous examinons maintenant les dispositions de ces deux articles.

7.114 La partie pertinente de l'article 6.1 dispose ce qui suit:

> Toutes les parties intéressées par une enquête antidumping seront avisées des renseignements que les autorités exigent et se verront ménager d'amples possibilités de présenter par écrit tous les éléments de preuve qu'elles jugeront pertinents pour les besoins de l'enquête en question.

7.115 Nous notons que l'article 6.1 dispose d'une manière générale que l'autorité chargée de l'enquête dans un réexamen à l'extinction doit aviser les parties intéressées des renseignements qu'elle exige et leur ménager d'amples possibilités de présenter par écrit tous les éléments de preuve qu'elles jugeront elles-mêmes pertinents pour la défense de leur position dans ce réexamen à l'extinction. Dans ses alinéas, l'article 6.1 énonce des droits procéduraux plus spécifiques concernant, entre autres choses, les questionnaires.

7.116 L'article 6.2 est libellé comme suit:

> Pendant toute la durée de l'enquête antidumping, toutes les parties intéressées auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts. À cette fin, les autorités ménageront, sur demande, à toutes les parties intéressées la possibilité de rencontrer les parties ayant des intérêts contraires, pour permettre la présentation des thèses opposées et des réfutations. Il devra être tenu compte, lorsque ces possibilités seront ménagées, de la nécessité de sauvegarder le caractère confidentiel des renseignements ainsi que de la convenance des parties. Aucune partie ne sera tenue d'assister à une rencontre, et l'absence d'une partie ne sera pas préjudiciable à sa cause. Les parties intéressées auront aussi le droit, sur justification, de présenter oralement d'autres renseignements.

7.117 L'article 6.2 traite d'une manière générale du droit pour les parties intéressées de défendre leurs intérêts dans une enquête et, du fait de l'application de l'article 11.4, dans un réexamen à l'extinction. Plus particulièrement, il dispose que l'autorité chargée de l'enquête doit ménager, sur demande, aux parties intéressées la possibilité de rencontrer les autres parties intéressées par la procédure pour entendre leurs thèses et leur faire connaître leurs propres thèses. En d'autres termes, l'article 6.2 accorde aux parties intéressées le droit de participer à une audition ou d'être autrement

confrontées aux parties ayant des intérêts contraires. De plus, il donne aux parties intéressées le droit, sur justification, de présenter oralement d'autres renseignements.

Examen de la compatibilité des dispositions relatives aux renonciations présumées

7.118 Examinant maintenant les dispositions de la législation des États-Unis qui sont contestées par l'Argentine, c'est-à-dire celles qui traitent des renonciations présumées, nous rappelons que la disposition de la législation des États-Unis qui crée la catégorie des renonciations présumées est l'article 351.218 d) 2) iii) de la réglementation de l'USDOC. Selon cet article, les exportateurs qui présentent des réponses incomplètes à l'avis d'engagement d'un réexamen à l'extinction et ceux qui ne présentent aucune réponse du tout ont renoncé à leur droit de participer au réexamen. La conséquence qu'entraîne le fait d'être réputé avoir renoncé au droit de participer à un réexamen à l'extinction est la même que dans le cas d'une renonciation expresse: la formulation par l'USDOC d'une constatation positive de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise, comme l'exige l'article 751 c) 4) B) de la Loi douanière. À cet égard, la Loi n'établit pas de distinction entre renonciation expresse et renonciation présumée.

7.119 Pour évaluer si les dispositions de la législation des États-Unis concernant les renonciations présumées vont à l'encontre de l'article 6.1 et 6.2, nous devons d'abord examiner les incidences précises d'une renonciation présumée sur l'aptitude d'un exportateur à participer à un réexamen à l'extinction. Nous analyserons ensuite séparément deux situations factuelles qui aboutissent à une renonciation présumée, à savoir le fait de ne pas présenter une réponse complète à l'avis d'engagement et le fait de ne pas y répondre du tout.

7.120 Nous rappelons que l'article 751 c) 4) B) de la Loi douanière prescrit à l'USDOC de formuler une constatation positive de la probabilité en ce qui concerne l'exportateur qui a choisi de renoncer à son droit de participer. L'article 351.218 d) 2) iii) de la réglementation de l'USDOC dispose qu'un exportateur qui n'a pas déposé une réponse de fond complète à l'avis d'engagement d'un réexamen à l'extinction est réputé avoir renoncé à son droit d'y participer. En conséquence, cet exportateur fera aussi l'objet d'une constatation positive de la probabilité de la part de l'USDOC.

7.121 Nous notons qu'en cas de renonciation présumée, la législation des États-Unis n'autorise pas l'USDOC à prendre en compte les éléments de preuve présentés par un exportateur dans sa communication incomplète au moment de l'établissement de la détermination de la probabilité en ce qui concerne cet exportateur.[45] De plus, il est clair qu'un exportateur qui a présenté une réponse incomplète ne peut plus présenter d'autres éléments de preuve à l'USDOC (et, de toute façon, celui-ci ne pourrait pas les prendre en compte pour établir sa détermination de la probabilité en ce qui concerne cet exportateur). Il est clair aussi que l'exportateur ne serait pas autorisé à participer aux auditions ni aux autres procédures pour confronter d'autres parties intéressées.[46] En fait, ces conclusions découlent naturellement du fait que l'exportateur est réputé avoir renoncé à participer au réexamen, et elles ne sont pas contestées par les États-Unis.

7.122 La première situation qui peut aboutir à une renonciation présumée est la présentation par un exportateur d'une réponse incomplète à l'avis d'engagement. Nous rappelons que, selon la législation

[45] Article 751 c) 4) B) de la Loi douanière, codifié dans 19 U.S.C. § 1675 c) 4) B) (pièce n° 1 de l'Argentine, page 1152).

[46] À cet égard, nous notons la déclaration suivante des États-Unis:

> Si un exportateur présentait effectivement une réponse de fond incomplète – cas hypothétique –, il serait réputé avoir renoncé à son droit de participer au réexamen à l'extinction en vertu de l'article 351.218 d) 2) iii). Par conséquent, cet exportateur n'aurait pas le droit de présenter des éléments de preuve supplémentaires ni de demander à être entendu.

Réponse des États-Unis à la question n° 2 e) posée par le Groupe spécial à la suite de la première réunion. Nous notons que les États-Unis ont fait une déclaration semblable dans leur deuxième communication écrite. Voir la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 25.

des États-Unis, un exportateur qui, du fait qu'il a présenté une réponse incomplète, est réputé avoir renoncé à son droit de participer, ne peut pas présenter de nouveaux éléments de preuve à l'USDOC. De plus, nous rappelons aussi que l'USDOC est tenu d'établir une détermination positive de la probabilité en ce qui concerne cet exportateur, sans prendre en considération les éléments de preuve présentés dans la réponse incomplète de l'exportateur. Il s'ensuit que l'exportateur est privé de son droit de présenter des éléments de preuve à l'USDOC. Cela va de toute évidence à l'encontre de l'article 6.1 de l'Accord, qui exige que les parties intéressées se voient ménager d'amples possibilités de présenter des renseignements à l'autorité chargée de l'enquête. Nous ne voyons aucune disposition dans l'Accord qui permette un tel déni des droits procéduraux prévus à l'article 6.1, au motif que l'exportateur a répondu par une communication incomplète à l'avis d'engagement.

7.123 Nous constatons aussi que la législation des États-Unis est incompatible avec l'article 6.2 de l'Accord, en ce sens qu'elle prive l'exportateur qui, du fait qu'il a présenté une réponse incomplète à l'avis d'engagement d'un réexamen à l'extinction, est réputé avoir renoncé à son droit de participer au réexamen à l'extinction, du droit de participer à une audition ou d'être autrement confronté aux parties ayant des intérêts contraires. Nous ne voyons rien dans l'Accord qui justifie une telle dérogation aux dispositions de l'article 6.2, au motif que cet exportateur aurait présenté une réponse incomplète à l'avis d'engagement.

7.124 Les États-Unis font valoir que les renseignements contenus dans la communication incomplète d'un exportateur qui est réputé avoir renoncé à son droit de participer sont néanmoins pris en considération par l'USDOC dans l'analyse qu'il fait sur la base de l'ordonnance dans son ensemble pour le pays tout entier.[47] Selon les États-Unis, par conséquent, les dispositions de leur législation relative aux renonciations présumées ne sont pas incompatibles avec les dispositions de l'article 6.1 de l'Accord.

7.125 Pour notre part, dans la mesure où la détermination de la probabilité établie sur la base de l'ordonnance dans son ensemble est fondée en tout ou en partie sur une détermination par société qui a été établie d'une manière incompatible avec l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord, nous ne voyons pas comment la détermination sur la base de l'ordonnance dans son ensemble peut être interprétée comme étant compatible avec ces deux dispositions. Nous estimons que les violations de l'article 6.1 et 6.2 en ce qui concerne les déterminations société par société vicieraient nécessairement la détermination établie par l'USDOC sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Même en supposant pour les besoins de l'argumentation, que l'USDOC évalue effectivement ces renseignements dans son analyse sur la base de l'ordonnance dans son ensemble d'une manière compatible avec les prescriptions de l'article 6.1 et 6.2, cela ne peut pas remédier à l'incompatibilité résultant du fait que l'USDOC ne prend pas en considération ces renseignements dans la détermination individuelle ayant trait à l'exportateur qui communique les renseignements.

7.126 De plus, les États-Unis ne nous ont pas indiqué clairement selon quelles modalités et à quelles fins les renseignements communiqués par un exportateur qui ne sont pas utilisés dans la détermination par une société qui a été établie pour cet exportateur particulier peuvent être utilisés dans la détermination à l'extinction établie sur la base de l'ordonnance dans son ensemble pour le pays visé par le réexamen à l'extinction. Par exemple, lorsque dans un réexamen à l'extinction tous les exportateurs soit n'ont pas répondu du tout, soit ont présenté des réponses incomplètes, l'USDOC devrait établir une détermination positive de la probabilité en ce qui concerne tous les exportateurs, en vertu de l'article 751 c) 4) B) de la Loi douanière, sans prendre en compte les renseignements figurant dans les communications incomplètes de ces exportateurs. Or, selon l'argument des États-Unis, l'USDOC procéderait à une autre analyse sur la base de l'ordonnance dans son ensemble pour le pays tout entier, dans laquelle il prendrait en considération les renseignements figurant dans les communications incomplètes de ces exportateurs. Nous ne comprenons pas en quoi il serait utile de

[47] Réponse des États-Unis aux questions n° 2 e) et 7 b) posées par le Groupe spécial à la suite de la première réunion; et deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 24.

prendre en considération ces renseignements pour le pays tout entier, alors qu'ils ne seraient pas utilisés s'agissant de l'exportateur individuel qui les a présentés. Comme nous l'avons dit plus haut (*supra*, paragraphe 7.105), il n'y a jamais eu de réexamen à l'extinction dans lequel l'USDOC aurait constaté l'absence de probabilité à l'issue de l'analyse effectuée sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, alors qu'il avait déjà formulé une constatation de probabilité pour certains exportateurs au titre des dispositions en matière de renonciation. Cela étaye notre opinion selon laquelle l'explication donnée par les États-Unis quant à la prise en considération des éléments de preuve présentés dans les réponses incomplètes de certains exportateurs ne correspond pas à la pratique des États-Unis et est loin d'être convaincante.

7.127 La deuxième situation qui peut aboutir à une renonciation présumée est le fait pour l'exportateur de ne pas répondre dans le délai prescrit à un avis d'engagement. Selon la législation des États-Unis, les exportateurs qui ne présentent pas en temps utile une réponse de fond à l'avis d'engagement d'un réexamen à l'extinction ne peuvent pas présenter à l'USDOC de nouveaux éléments de preuve ni demander l'organisation d'auditions, ni y participer. À notre avis, le fait qu'un exportateur n'a pas présenté une réponse de fond à l'avis d'engagement dès le début d'un réexamen à l'extinction ne peut pas justifier que l'on prive cet exportateur des droits procéduraux découlant pour lui de l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord pour le reste du réexamen à l'extinction. Nous reconnaissons que souvent en pareils cas, l'USDOC sera habilité à recourir aux données de fait disponibles, en vertu de l'article 6.8 et de l'Annexe II de l'Accord, ce qui, là encore, peut déboucher sur une détermination défavorable en ce qui concerne cet exportateur. À cet égard, l'USDOC peut refuser, au cas par cas, de prendre en considération des éléments de preuve présentés par cet exportateur s'ils n'ont pas été communiqués dans un délai raisonnable.[48] Toutefois, l'article 6.8 et l'Annexe II n'autorisent pas l'USDOC à écarter tous les éléments de preuve présentés par un exportateur pendant la période suivant l'expiration du délai pour la présentation d'une réponse de fond à l'avis d'engagement, au motif que l'exportateur n'aurait pas d'abord présenté une telle communication. L'USDOC peut seulement faire abstraction des renseignements communiqués par un exportateur pour les raisons et selon la procédure prévues à l'article 6.8 et à l'Annexe II. Il s'ensuit que, dans cette deuxième situation factuelle aussi, les dispositions de la législation des États-Unis en matière de renonciations présumées contreviennent à l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord.

Conclusion

7.128 Pour conclure, nous constatons que l'article 351.218 d) 2) iii) de la réglementation de l'USDOC concernant les renonciations présumées est incompatible avec l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord.[49]

2. Présomption irréfragable de probabilité qui serait établie par la législation/la pratique des États-Unis

a) Arguments des parties

i) Argentine

7.129 L'Argentine affirme que la législation des États-Unis en tant que telle est incompatible avec l'article 11.3 parce qu'elle établit, dans les réexamens à l'extinction, une présomption irréfragable de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise, lorsque certains scénarios factuels se

[48] Nous trouvons des éléments à l'appui de ce point de vue dans le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à* chaud. Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, *supra*, note de bas de page 9, paragraphes 80 à 82.

[49] Nous notons que l'Argentine fait aussi valoir que les violations de l'article 6.1 et 6.2 ont pour corollaires des violations de l'article 11.3 et 11.4 de l'Accord. Comme il s'agit là uniquement d'allégations corollaires, nous appliquons le principe d'économie jurisprudentielle et ne nous prononçons pas à leur sujet.

confirment. Selon elle, la législation des États-Unis à cet égard comprend les articles 751 c) et 752 c) de la Loi douanière de 1930, les dispositions du SAA concernant les réexamens à l'extinction et la section II.A.3 du SPB. L'Argentine estime que les dispositions légales ne peuvent pas être analysées indépendamment du SAA et du SPB. Elle fait observer que le SAA et le SPB fournissent à l'USDOC une simple liste de points à vérifier, qui sert de base à la décision qu'il prendra sur le point de savoir s'il y a probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise. Le SPB envisage trois scénarios factuels de base qui, dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, étayeraient une constatation de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise. Par conséquent, au lieu de procéder à une analyse prospective, comme l'exige l'article 11.3 de l'Accord, l'USDOC vérifie simplement si l'un de ces trois scénarios s'est confirmé et, si tel est le cas, conclut qu'il y a probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise si la mesure est levée. L'Argentine fait valoir que la pratique constante de l'USDOC montre que celui-ci attribue une importance décisive aux scénarios factuels envisagés dans le SPB.

7.130 Indépendamment du fait qu'elle conteste la législation des États-Unis, l'Argentine fait aussi valoir que la pratique constante de l'USDOC en tant que telle est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord, parce qu'elle consacre la présomption irréfragable, incompatible avec les règles de l'OMC, concernant les déterminations de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise établies dans le cadre des réexamens à l'extinction. Par exemple, selon l'Argentine, dans tous les réexamens à l'extinction auxquels une partie intéressée nationale a participé, l'USDOC a constaté la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise. Selon l'Argentine, "[une] pratique[] qui prescri[t] un critère peu[t] être contestée[] dans le cadre de l'OMC".[50] Par conséquent, cette pratique est aussi susceptible d'être contestée dans le cadre de l'OMC.

7.131 Si le Groupe spécial rejette l'allégation de l'Argentine concernant la présomption irréfragable qui serait établie par la législation/la pratique des États-Unis, l'Argentine lui demande de constater que les États-Unis n'ont pas appliqué leurs lois et règlements en matière de réexamen à l'extinction d'une manière compatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994.

ii) États-Unis

7.132 Les États-Unis affirment que ni le SPB ni le SAA n'établissent de présomption irréfragable concernant les déterminations de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise établies dans le cadre des réexamens à l'extinction.[51] Même s'ils établissaient une telle présomption, les États-Unis soutiennent que ces deux instruments ne constituent pas des "mesures" aux fins d'une procédure de règlement des différends à l'OMC, et que ce ne sont pas des instruments juridiques contraignants selon le droit des États-Unis. Ils ne peuvent donc pas être contestés dans le cadre de l'OMC. De même, les États-Unis soutiennent que la pratique de l'USDOC concernant les réexamens à l'extinction ne peut pas être contestée en vertu du droit de l'OMC parce que la pratique en tant que telle n'est pas une mesure.

b) Arguments des tierces parties

i) Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu

7.133 Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu estime que le SAA et le SPB ne sont pas des instruments juridiques contraignants selon le droit des États-Unis. Il ne semble donc pas y avoir, selon la législation des États-Unis, une présomption irréfragable de la probabilité

[50] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphe 139.

[51] En ce qui concerne la contestation par l'Argentine de la Loi douanière dans le cadre de cette allégation, les États-Unis font observer ce qui suit:

> [l'Argentine] n'allègue pas qu'une disposition législative des États-Unis établit cette présomption, et elle ne le pourrait pas vu l'absence d'une disposition semblable. Elle se réfère plutôt à trois éléments: le SAA, le Sunset Policy Bulletin et la "pratique" supposée du Département.
>
> Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 174.

que le dumping subsiste ou se reproduise. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu estime que l'on ne peut faire aucune inférence concluante à partir de la pratique de l'USDOC dans les réexamens à l'extinction.

c) Évaluation par le Groupe spécial

i) Valeur juridique du Sunset Policy Bulletin

7.134 L'Argentine soutient que la législation des États-Unis est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord, en ce sens qu'elle établit une présomption irréfragable concernant les déterminations de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise qui sont établies dans le cadre des réexamens à l'extinction. À cet égard, l'Argentine estime que la législation des États-Unis comprend les articles 751 c) et 752 c) de la Loi douanière de 1930, les dispositions du SAA relatives aux réexamens à l'extinction et la section II.A.3 du SPB. Selon l'Argentine, pour discerner le sens et l'application de la législation des États-Unis en ce qui concerne cette présomption alléguée, il convient de lire et d'analyser conjointement les dispositions pertinentes de ces trois instruments juridiques.

7.135 Pour commencer, les États-Unis soutiennent que le SPB ne constitue pas une mesure susceptible d'être contestée dans le cadre d'une procédure de règlement des différends à l'OMC, parce que ce n'est pas une mesure ayant une existence opérationnelle qui lui est propre, selon le droit des États-Unis. Les États-Unis font aussi valoir que même si le Groupe spécial estime que le SPB est une mesure, le SPB ne prescrit pas une action incompatible avec les règles de l'OMC, parce que ce n'est pas une mesure impérative. Nous croyons comprendre que les États-Unis prétendent que le SPB ne peut absolument pas être contraire à une obligation contractée dans le cadre de l'OMC, soit parce que ce n'est pas une mesure du tout, soit parce que de toute façon ce n'est pas une mesure impérative.

7.136 Examinant d'abord l'argument des États-Unis selon lequel le SPB n'est pas une mesure du type de celles qui peuvent être contestées dans le cadre du règlement des différends, nous notons que l'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, a clairement indiqué que la notion de "mesure" qui peut faire l'objet d'une contestation dans le cadre de l'OMC est très large. Selon l'Organe d'appel, "tout acte ou omission imputable à un Membre de l'OMC peut être une mesure de ce Membre aux fins d'une procédure de règlement des différends"[52] (note de bas de page omise). L'Organe d'appel a affirmé aussi que tout instrument juridique relevant de la législation d'un Membre de l'OMC pouvait aussi être contesté devant un groupe spécial de l'OMC en tant que mesure, quelle que soit la manière dont il était appliqué dans des cas particuliers.[53] Étant donné que dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, l'Organe d'appel traitait précisément de la question du SPB, il ne peut y avoir aucun doute que l'Organe d'appel considère le SPB comme une mesure qui peut faire l'objet d'une procédure de règlement des différends dans le cadre de l'OMC, et nous poursuivrons nos travaux en conséquence.

7.137 Nous examinons maintenant l'affirmation des États-Unis selon laquelle il n'est pas possible de toute façon de constater que le SPB est incompatible avec l'Accord sur l'OMC, parce qu'il ne s'agit pas d'une mesure *impérative*. Pour avancer cet argument, les États-Unis tablent sur une série de groupes spéciaux chargés du règlement des différends dans le cadre du GATT ou de l'OMC, qui ont constaté que seules les dispositions de la législation d'un Membre qui prescrivent une action incompatible avec les règles du GATT/de l'OMC ou interdisent une action compatible avec les règles du GATT/de

[52] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra*, note de bas de page 30, paragraphe 81.

[53] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra*, note de bas de page 30, paragraphe 82.

l'OMC peuvent être jugées incompatibles avec les règles du GATT/de l'OMC.[54] Selon cette approche, si la disposition contestée donne à l'exécutif un pouvoir discrétionnaire, au lieu de lui imposer une certaine ligne de conduite, il ne peut pas être constaté que la disposition est incompatible en tant que telle.[55] De même, si la disposition contestée n'a pas force exécutoire, il ne peut pas être constaté qu'elle exige une action incompatible avec les règles de l'OMC. Bien sûr, il pourrait néanmoins être constaté que l'*application* de cette disposition est incompatible si le pouvoir discrétionnaire conféré par la disposition est exercé d'une manière incompatible avec les règles de l'OMC.

7.138 Nous notons que jusqu'à présent, l'Organe d'appel ne s'est pas prononcé sur la valeur du critère impératif/facultatif qui a été appliqué par des groupes spéciaux de l'OMC. Au contraire, l'Organe d'appel a clairement indiqué jusqu'à présent, même dans les cas où le critère impératif/facultatif était en cause, qu'il ne se prononçait pas sur la validité de ce critère.[56] Il a

---

[54] La raison pour laquelle une législation impérative prescrivant un comportement incompatible avec les règles du GATT devait pouvoir être contestée a d'abord été expliquée par le Groupe spécial du GATT qui avait été chargé de l'affaire *États-Unis – Fonds spécial pour l'environnement*. Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Taxes sur le pétrole et certains produits d'importation* ("*États-Unis – Fonds spécial pour l'environnement*"), adopté le 17 juin 1987, IBDD, S34/154, paragraphe 5.2.2. La distinction impératif/facultatif a continué d'être appliquée par d'autres groupes spéciaux du GATT et de l'OMC.

En ce qui concerne l'application de cette distinction par d'autres groupes spéciaux du GATT, voir le rapport du Groupe spécial *Communauté économique européenne – Règlement relatif aux importations de pièces détachées et composants* ("*CEE – Pièces détachées et composants*"), adopté le 16 mai 1990, IBDD, S37/142, page 212; le rapport du Groupe spécial *Thaïlande – Restrictions à l'importation et taxes intérieures touchant les cigarettes* ("*Thaïlande – Cigarettes*"), adopté le 7 novembre 1990, IBDD, S37/214, pages 243 et 244; le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures affectant les boissons alcooliques et les boissons à base de malt* ("*États-Unis – Boissons à base de malt*"), adopté le 19 juin 1992, IBDD, S39/233, page 318 et pages 326 à 328; et le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Refus d'accorder le traitement NPF aux chaussures autres qu'en caoutchouc en provenance du Brésil*, adopté le 19 juin 1992, IBDD, S39/142, pages 170 et 171.

En ce qui concerne l'application de ce critère par des groupes spéciaux de l'OMC, voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions* ("*États-Unis – Restrictions à l'exportation*"), WT/DS194/R, adopté le 23 août 2001, paragraphe 8.131; le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Loi antidumping de 1916, Plainte du Japon* ("*États-Unis – Loi de 1916 (Japon)*"), WT/DS162/R et Add.1, adopté le 26 septembre 2000, tel qu'il a été confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS136/AB/R, WT/DS162/AB/R, DSR 2000:X, 4831, paragraphe 6.192; et le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Article 129 c) 1) de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay* ("*États-Unis - Article 129 c) 1), URAA*"), WT/DS221/R, adopté le 30 août 2002, paragraphe 3.28.

[55] Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, *supra*, note de bas de page 54, paragraphe 8.131.

[56] À cet égard, la note de bas de page 94 du rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion* se lit ainsi:

> Dans notre rapport sur l'affaire *États-Unis – Loi de 1916*, nous avons examiné la législation contestée et constaté que les éléments de cette législation qui, selon les allégations, étaient "dispositifs" n'étaient pas de nature à, *même en vertu de la distinction impératif/dispositif*, permettre que la mesure soit considérée comme "dispositive" et donc compatible avec l'*Accord antidumping*. En d'autres termes, nous avons *supposé* que la distinction pouvait être appliquée parce qu'elle n'affectait en aucun cas le résultat de notre analyse. Nous avons spécifiquement indiqué qu'il n'était pas nécessaire, dans cet appel, que nous répondions à "la question de savoir si la distinction entre législation impérative et législation dispositive pour les allégations formulées au titre de l'*Accord antidumping* rest[ait] pertinente". (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi de 1916*, paragraphe 99) Nous avons également expressément refusé de répondre à cette question dans la note de bas de page 334 relative au paragraphe 159 de notre rapport sur l'affaire *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE*. Qui plus est, l'appel formé dans l'affaire *États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits* présentait un ensemble de circonstances unique. Dans cette affaire, pour défendre la mesure contestée par les Communautés européennes, les États-Unis ont en vain fait valoir qu'un règlement facultatif, promulgué en vertu d'une loi séparée, remédiait aux aspects discriminatoires de la mesure en cause.

toutefois examiné l'"application" de ce critère par des groupes spéciaux de l'OMC. Dans sa décision au sujet de l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, l'Organe d'appel a infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle "le Sunset Policy Bulletin n'[était] pas un instrument juridique impératif imposant une manière de procéder particulière et ne [pouvait] donc pas, en lui-même et à lui seul, donner lieu à une violation des règles de l'OMC".[57] Cela étant, bien que l'Organe d'appel n'ait pas estimé que l'appel en question exigeait qu'il "entrepren[ne] un examen détaillé" de la distinction impératif/facultatif, il a fait observer que l'importance de cette distinction pouvait varier d'une affaire à l'autre, et mis en garde contre l'application de cette distinction "de façon mécanique".[58]

7.139 Ayant infirmé la constatation du Groupe spécial chargé de l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, l'Organe d'appel, dans la section VI.E de son rapport, s'est demandé s'il pouvait compléter lui-même l'analyse et se prononcer sur l'allégation en question, qui était essentiellement la même que celle que fait valoir maintenant l'Argentine.[59] Il a indiqué que s'agissant d'une allégation visant la législation d'un Membre de l'OMC en tant que telle, le point de départ de l'analyse effectuée par un groupe spécial devait être le texte de la mesure contestée. Si le texte à lui seul ne permettait pas de préciser la question, le groupe spécial pouvait alors examiner d'autres éléments de preuve. Dans ce contexte, l'Organe d'appel a rappelé la constatation qu'il avait formulée auparavant dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, selon laquelle, en pareil cas, des éléments de preuve de l'application constante de la mesure contestée pouvaient être pris en compte par les groupes spéciaux.[60] L'Organe d'appel a examiné en détail les questions qu'il aurait à trancher et les constatations de fait que le Groupe spécial aurait dû formuler pour qu'il puisse se prononcer sur l'allégation en question. L'Organe d'appel a conclu que le Groupe spécial n'avait pas examiné la nature et le sens de la section pertinente du SPB, ni pris en considération les éléments de preuve présentés par le plaignant qui tentait d'établir l'application constante de cette section. L'Organe d'appel a conclu qu'il n'était pas en mesure de se prononcer sur l'allégation en question étant donné l'absence de constatations de fait pertinentes par le Groupe spécial.[61]

7.140 Nous notons que les constatations de l'Organe d'appel et le raisonnement qui les sous-tend semblent représenter un changement important par rapport à la distinction impératif/facultatif précédemment appliquée par un certain nombre de groupes spéciaux du GATT/de l'OMC. Toutefois, l'Organe d'appel n'a pas indiqué clairement si cette décision voulait dire que, dorénavant, le critère impératif/facultatif devait être appliqué d'une manière différente. Nous sommes donc quelque peu dans l'incertitude quant à la teneur et à l'applicabilité de ce critère dans les procédures de règlement des différends à l'OMC. Toutefois, il ressort clairement pour nous de la section VI.E du rapport de l'Organe d'appel que nous devons analyser la substance de l'allégation de l'Argentine en nous fondant sur les dispositions du SPB citées par l'Argentine. C'est seulement dans le cadre d'une analyse de fond

---

Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra*, note de bas de page 30, paragraphe 93.

[57] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra*, note de bas de page 30, paragraphe 100.

[58] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra*, note de bas de page 30, paragraphe 93.

[59] Le plaignant faisait valoir que la section II.A.3 du SPB était incompatible avec l'article 11.3 "parce qu'elle exigeait que l'USDOC établisse une détermination positive de la probabilité dans chaque cas où un des trois scénarios existait". Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra*, note de bas de page 30, paragraphe 164. Toutefois, contrairement au plaignant dans cette affaire, l'Argentine ne conteste pas dans la présente procédure la compatibilité des prescriptions en matière de "raisons valables" figurant dans la législation des États-Unis pour ce qui est de la présentation à l'USDOC d'autres éléments de preuve.

[60] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra*, note de bas de page 30, paragraphe 168.

[61] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra*, note de bas de page 30, paragraphe 190.

du SPB que nous pourrons décider si celui-ci prescrit un comportement incompatible avec les règles de l'OMC ou interdit un comportement compatible avec ces mêmes règles. Nous nous abstiendrons d'appliquer le critère impératif/facultatif dans l'abstrait pour déterminer si le SPB peut ou non donner lieu à une violation des règles de l'OMC. Pour reprendre les termes de l'Organe d'appel, cela reviendrait à appliquer le critère mentionné "de manière mécanique" et ne serait pas acceptable.[62]

ii) Règle en matière de présomptions

7.141 S'agissant de la compatibilité avec les règles de l'OMC d'un instrument juridique qui établit des présomptions concernant les déterminations de la probabilité dans le cadre des réexamens à l'extinction, l'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, a fait observer ce qui suit:

> [D]es éléments de preuve solides sont requis dans chaque affaire pour une détermination appropriée au titre de l'article 11.3 de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. Une telle détermination ne peut être fondée uniquement sur l'application mécanique de présomptions.[63] (non souligné dans l'original)
>
> ...
>
> Comme nous l'avons constaté dans d'autres situations, l'utilisation de présomptions peut être incompatible avec l'obligation d'établir une détermination particulière dans chaque affaire en utilisant des éléments de preuve positifs. Les dispositions qui créent des présomptions "irréfragables", ou qui "prédéterminent" un résultat particulier, risquent d'être jugées incompatibles avec ce type d'obligation.[64] (note de bas de page omise, non souligné dans l'original)

7.142 L'Organe d'appel a ensuite estimé que les dispositions juridiques qui donnent à certains facteurs une valeur déterminante plutôt qu'exploratoire seraient incompatibles avec l'article 11.3 de l'Accord.[65] À cet égard, l'Organe d'appel a dit:

> Nous estimons donc que la compatibilité des sections II.A.3 et 4 du Sunset Policy Bulletin avec l'article 11.3 de l'*Accord antidumping* est liée au point de savoir si ces dispositions donnent pour instruction à l'USDOC de considérer les marges de dumping et/ou les volumes d'importation comme étant déterminants ou concluants, d'une part, ou comme ayant simplement un caractère indicatif ou exploratoire, d'autre part, quant à la probabilité d'un dumping futur.[66] (non souligné dans l'original)

7.143 L'Organe d'appel a clairement indiqué que l'article 11.3 exige que dans un réexamen à l'extinction, la détermination de la probabilité repose sur une base factuelle suffisante, compte tenu des circonstances de l'espèce. Elle ne peut pas reposer sur des présomptions comportant des conclusions prédéterminées pour certains scénarios factuels. En d'autres termes, une formule qui attribue à certains facteurs une valeur déterminante/concluante dans les déterminations à l'extinction est susceptible de contrevenir à l'article 11.3.

---

[62] *Supra*, note de bas de page 58.

[63] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra*, note de bas de page 30, paragraphe 178.

[64] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra*, note de bas de page 30, paragraphe 191.

[65] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra*, note de bas de page 30, paragraphe 178.

[66] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra*, note de bas de page 30, paragraphe 178.

7.144 Compte tenu de ces considérations, nous analyserons les dispositions de la législation des États-Unis citées par l'Argentine pour décider si, séparément ou conjointement, elles établissent la présomption alléguée par l'Argentine. Nous commencerons par analyser les dispositions juridiques citées par l'Argentine. Si le texte des dispositions juridiques citées par l'Argentine ne nous permet pas de parvenir à une conclusion, nous évaluerons alors aussi les éléments de preuve que l'Argentine a présentés concernant l'application constante par l'USDOC de ces dispositions de la législation des États-Unis, qui est alléguée.

iii) Examen des mesures citées par l'Argentine

7.145 L'Argentine fait valoir de façon générale que la présomption irréfragable qui serait établie en vertu de la législation des États-Unis ressort des dispositions de la Loi douanière, du SAA et du SPB. En ce qui concerne la Loi douanière, l'Argentine a cité les articles 751 c) et 752 c) dans sa première communication écrite, tandis qu'elle n'a cité que l'article 752 c) dans sa deuxième communication. Nous notons que bien qu'elle fasse valoir que le Groupe spécial devrait analyser ces trois instruments juridiques conjointement pour décider si cette présomption irréfragable existe en vertu de la législation des États-Unis, l'Argentine s'attache essentiellement aux dispositions du SAA et du SPB lorsqu'elle développe ses arguments.[67] Nous commencerons néanmoins par analyser les dispositions pertinentes de la Loi douanière, puis analyserons le SAA et le SPB. Ce faisant, nous évaluerons les dispositions pertinentes de ces trois mesures prises séparément et conjointement pour décider si la présomption alléguée existe.

La Loi et l'Énoncé des mesures administratives

7.146 Les dispositions de la Loi douanière qui intéressent la présente allégation figurent à l'article 752 c), dont les parties pertinentes disposent ce qui suit:

> **c) Détermination de la probabilité de la persistance ou de la réapparition du dumping**
>
> **1) Règle générale**
>
> Dans un réexamen conduit en application de l'article 1675 c) du présent titre, l'autorité administrante détermine s'il est probable que la révocation d'une ordonnance imposant des droits antidumping ou la clôture d'une enquête suspendue en vertu de l'article 1673 c) du présent titre aboutirait à la persistance ou à la réapparition de ventes de la marchandise visée à un prix inférieur à sa juste valeur. L'autorité administrante prend en considération:
>
> A) la marge moyenne pondérée de dumping déterminée dans le cadre de l'enquête et des réexamens ultérieurs, et
>
> B) le volume des importations de la marchandise visée pendant la période antérieure et la période postérieure à la date à laquelle l'ordonnance imposant des droits antidumping a été prise ou l'accord de suspension accepté.
>
> **2) Prise en considération d'autres facteurs**

[67] De fait, dans la section intitulée "Conclusion" de sa première communication écrite, l'Argentine soutient que le Groupe spécial devrait constater que le SAA et la section II.A.3 du SPB sont incompatibles avec l'article 11.3 de l'Accord en ce qui concerne la présomption irréfragable alléguée. À cet égard, l'Argentine n'a pas demandé qu'une disposition particulière de la Loi douanière soit jugée incompatible avec les règles de l'OMC.

> Sur exposé de raisons valables, l'autorité administrante prend aussi en considération d'autres facteurs tels que prix, coûts, marché ou facteurs économiques qu'elle juge pertinents.[68] (non souligné dans l'original)

7.147 Nous notons que la Loi dispose que pour déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en cas de révocation de l'ordonnance, l'USDOC doit prendre en considération deux facteurs: les "marges de dumping antérieures" et les "volumes des importations". La Loi dispose aussi que, sur exposé de raisons valables, l'USDOC peut – et en fait "doit" – prendre en considération d'autres facteurs. Bien que ces dispositions semblent limiter la base factuelle des déterminations de la probabilité établies par l'USDOC, en ce sens qu'elles exigent que des raisons valables soient exposées pour que d'autres renseignements soient pris en considération, elles n'attachent pas, à notre avis, une valeur concluante à ces deux facteurs.[69] La Loi ne dit pas que l'USDOC est tenu, dans tous les cas, de limiter la portée factuelle de son analyse à ces deux facteurs. Au contraire, elle indique expressément que sur exposé de raisons valables, des facteurs autres que les marges de dumping et les volumes des importations doivent aussi être pris en considération par l'USDOC.

7.148 Nous notons que l'allégation de l'Argentine repose sur le postulat voulant que la législation des États-Unis envisage certains scénarios, dont la concrétisation conduirait en soi à une détermination positive de la probabilité par l'USDOC. Les trois scénarios que cite l'Argentine figurent dans la section II.A.3 du SPB, comme nous le verrons plus loin (*infra*, paragraphes 7.155 à 7.157). Nous notons aussi que ces scénarios reposent sur les deux mêmes facteurs qui sont mentionnés à l'article 752 c) de la Loi douanière de 1930, à savoir les "volumes des importations" et les "marges de dumping". Toutefois, il est important de noter que la manière dont ces deux facteurs sont employés dans les scénarios factuels envisagés dans le SPB est différente de la manière dont ils sont traités à l'article 752 c) de la Loi douanière de 1930. La Loi enjoint à l'USDOC d'évaluer ces deux facteurs dans chaque réexamen à l'extinction. Toutefois, à première vue, elle n'exige pas que l'USDOC leur attache un poids décisif aux fins de sa détermination de la probabilité. En réalité, en dehors du fait qu'elle exige que l'USDOC prenne ces deux facteurs en considération dans ses déterminations de la probabilité, la Loi ne mentionne aucun scénario factuel dans lequel ces deux facteurs joueraient un rôle tel qu'ils conduiraient en définitive à une détermination positive de la probabilité. Par conséquent, à notre avis la Loi non seulement n'étaye pas à première vue les allégations de l'Argentine concernant une présomption irréfragable de probabilité, mais semble au contraire indiquer qu'une telle présomption irréfragable n'existe pas.

7.149 Nous notons que, en vertu de la législation des États-Unis, le SAA donne une interprétation de la Loi qui fait autorité.[70] Par conséquent, pour interpréter les dispositions légales qui précèdent, nous prendrons en considération les dispositions pertinentes ci-après du SAA:

> 3) Probabilité de dumping
>
> L'article 221 du projet de loi ajoute l'article 752 c) qui établit les critères servant à déterminer la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise. En vertu de l'article 752 c) 1), le Département du commerce examinera le rapport entre les marges de dumping, ou l'absence de marge, et le volume des importations de la marchandise visée, en comparant la période antérieure et la période postérieure à la publication d'une ordonnance ou à l'acceptation d'un accord de suspension. Par exemple, une

[68] 19 U.S.C. § 1675a(c) (pièce n° 1 de l'Argentine, page 1157).

[69] Selon nous, l'Argentine ne conteste pas en soi la disposition de la Loi ayant trait aux "raisons valables". Nous n'examinons donc pas les incidences de ces dispositions dans le contexte de l'allégation de l'Argentine.

[70] SAA (pièce n° 5 de l'Argentine, page 4040).

diminution des volumes des importations, associée à des marges de dumping qui subsistent après la publication de l'ordonnance, peut donner fortement à penser que, en l'absence d'ordonnance, il serait probable que le dumping subsisterait, parce que les éléments de preuve indiqueraient que l'exportateur doit pratiquer le dumping pour vendre aux volumes antérieurs à l'ordonnance. Au contraire, la diminution des marges de dumping (ou leur absence), associée à des importations dont le volume est constant ou croissant, peut indiquer que les sociétés étrangères n'ont pas besoin de pratiquer le dumping pour maintenir leur part de marché aux États-Unis et qu'il est moins probable que le dumping subsistera ou se reproduira si l'ordonnance est révoquée.

L'Administration estime que l'existence de marges de dumping après l'ordonnance, ou la cessation des importations après l'ordonnance, est une indication extrêmement probante de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. Si les sociétés continuent de pratiquer le dumping lorsque la discipline imposée par une ordonnance est en place, il est raisonnable de penser que le dumping subsisterait si la discipline était supprimée. Si les importations cessent après que l'ordonnance a été publiée, il est raisonnable de penser que les exportateurs ne pourraient pas vendre aux États-Unis sans pratiquer le dumping et que, pour pénétrer à nouveau sur le marché des États-Unis, ils devraient reprendre le dumping.

Le nouvel article 752 c) 2) dispose que, sur exposé de raisons valables, le Département du commerce prendra aussi en considération d'autres renseignements concernant les prix, les coûts, le marché ou les facteurs économiques qu'il juge pertinents. Ces facteurs peuvent inclure la part de marché des producteurs étrangers faisant l'objet de la procédure antidumping; les modifications des taux de change, des niveaux des stocks, de la capacité de production et de l'utilisation des capacités; toutes ventes effectuées dans le passé à un prix inférieur au coût de production; les modifications des techniques de fabrication dans la branche de production; et les prix pratiqués sur les marchés pertinents. Dans la pratique, cela permettra aux parties intéressées de fournir des renseignements indiquant que les tendances observées en ce qui concerne les marges de dumping et les volumes des importations ne donnent pas nécessairement une indication de la probabilité de dumping. La liste des facteurs est exemplative et l'intention de l'Administration est que le Département du commerce analyse ces renseignements au cas par cas.[71] (non souligné dans l'original)

7.150 Nous notons que le SAA dispose aussi que certaines tendances des marges de dumping et des volumes des importations à la suite de l'imposition de la mesure sont "une indication extrêmement probante" ou "donnent fortement à penser" qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira dans l'éventualité où l'ordonnance serait révoquée. Ce libellé laisse entendre que ces facteurs sont importants, mais pas nécessairement déterminants. De plus, le SAA indique clairement par ailleurs que d'autres facteurs peuvent aussi être pris en considération par l'USDOC sur exposé, par les exportateurs participant au réexamen à l'extinction, de raisons valables montrant pourquoi tel ou tel autre facteur est pertinent pour la détermination par l'USDOC de la probabilité. Le SAA comporte même une liste exemplative de ces autres facteurs, qui inclut les modifications des taux de change, des niveaux des stocks et de la capacité de production. Le SAA indique expressément que cela permettra aux parties intéressées de fournir des renseignements indiquant que les tendances observées en ce qui concerne les marges de dumping et les volumes des importations "ne donnent pas nécessairement une indication" de la probabilité, et indique que l'USDOC "analysera ces renseignements au cas par cas". Ainsi, non seulement il n'y a rien dans le SAA qui nous amènerait à faire abstraction du sens courant de la Loi, mais au contraire le SAA confirme que la Loi n'établit pas la présomption irréfragable alléguée par l'Argentine. Il s'ensuit que notre analyse de la Loi

[71] SAA (pièce n° 5 de l'Argentine, pages 4213 et 4214).

(interprétée à la lumière du SAA) se termine avec le texte de cette loi. Nous n'avons donc pas besoin d'aller plus avant ni d'évaluer d'autres facteurs, tels que l'application constante alléguée de la Loi, pour achever notre analyse de la Loi.

Conclusion

7.151 La Loi douanière de 1930, interprétée à la lumière du SAA, n'établit pas une présomption irréfragable de la probabilité aux fins des déterminations à l'extinction établies par l'USDOC.

Le Sunset Policy Bulletin

Dispositions pertinentes du Sunset Policy Bulletin

7.152 Enfin, nous notons les dispositions ci-après du SPB:

> **II. Réexamens à l'extinction dans les procédures antidumping**
>
> A. *Détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise*
>
> ...
>
> 3. Probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise
>
> ...
>
> [L]e Département déterminera normalement qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira du fait de la révocation d'une ordonnance antidumping ou de la clôture d'une enquête suspendue sur l'existence d'un dumping dans les cas où –
>
> a) le dumping a subsisté à un niveau supérieur au niveau *de minimis* après la publication de l'ordonnance ou de l'accord de suspension, selon qu'il convient;
>
> b) les importations de la marchandise visée ont cessé après la publication de l'ordonnance ou de l'accord de suspension, selon qu'il convient; ou
>
> c) le dumping a été éliminé après la publication de l'ordonnance ou de l'accord de suspension, selon qu'il convient, et les volumes des importations de la marchandise visée ont notablement diminué.
>
> Le Département reconnaît que, dans le contexte d'un réexamen à l'extinction d'une enquête suspendue, les données pertinentes pour les critères prévus aux paragraphes a) à c) ci-dessus peuvent ne pas être concluantes pour ce qui est de la probabilité. Par conséquent, il est peut être plus probable que dans le cadre d'un réexamen à l'extinction d'une enquête suspendue, le Département prendra en compte les arguments concernant les raisons valables au titre du paragraphe II.C.
>
> 4. Pas de probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise
>
> ...
>
> [L]e Département déterminera normalement qu'il est peu probable que le dumping subsiste ou se reproduise du fait de la révocation de l'ordonnance antidumping ou de la clôture d'une enquête suspendue sur l'existence d'un dumping si le dumping a été éliminé après la publication de l'ordonnance ou de l'accord de suspension, selon qu'il

convient, et que les volumes des importations sont demeurés stables ou ont augmenté. Des marges en baisse à elles seules ne suffiront normalement pas parce que l'historique de la législation indique clairement que des marges qui subsistent à n'importe quel niveau conduiraient à une constatation de la probabilité. Voir la section II.A.3 ci-dessus. Pour analyser si les volumes des importations sont demeurés stables ou ont augmenté, le Département examinera normalement les parts de marché respectives des sociétés. De tels renseignements devraient être fournis au Département par les parties.

Le Département reconnaît que, dans le contexte d'un réexamen à l'extinction d'une enquête suspendue, l'élimination du dumping associée à des volumes stables ou croissants des importations peut ne pas être concluante pour ce qui est de l'absence de probabilité. Par conséquent, il est peut-être plus probable que dans le cadre d'un réexamen à l'extinction d'une enquête suspendue, le Département prendra en compte les arguments concernant les raisons valables au titre du paragraphe II.C.

...

C. Prise en considération d'autres facteurs

L'article 752 c) 2) de la Loi prévoit que, si le Département détermine que des raisons valables ont été exposées, il prendra aussi en considération d'autres facteurs tels que prix, coûts, marché ou facteurs économiques pour déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. Le SAA, page 890, indique que ces autres facteurs pourraient inclure:

> la part de marché des producteurs étrangers faisant l'objet de la procédure antidumping; les modifications des taux de change, des niveaux des stocks, de la capacité de production et de l'utilisation des capacités; toutes ventes effectuées dans le passé à un prix inférieur au coût de production; des modifications des techniques de fabrication dans la branche de production; et les prix pratiqués sur les marchés pertinents.

Le SAA, page 890, indique également que la liste des facteurs est exemplative, et que le Département devrait analyser ces renseignements au cas par cas.

Par conséquent, le Département prendra en considération d'autres facteurs dans les réexamens à l'extinction de droits antidumping s'il détermine qu'il existe des raisons valables de prendre en considération ces autres facteurs. Il incombe à une partie intéressée de fournir des renseignements ou des éléments de preuve qui justifieraient la prise en considération des autres facteurs en question. Pour ce qui est d'un réexamen à l'extinction d'une enquête suspendue, dans les cas où le Département a déterminé qu'il existe des raisons valables, il procédera normalement au réexamen à l'extinction conformément à sa pratique consistant à examiner la probabilité au titre de l'article 751 a) de la Loi.[72] (non souligné dans l'original)

7.153 Nous notons que la section II.A.3 du SPB prévoit que l'USDOC établira "normalement" une détermination positive de la probabilité dans les cas où l'un des trois scénarios factuels s'est confirmé. Ces scénarios factuels sont fondés sur les deux mêmes facteurs que la Loi douanière, telle qu'interprétée par le SAA, enjoint à l'USDOC de prendre en considération dans chaque réexamen à l'extinction, c'est-à-dire les "marges de dumping" et les "volumes des importations". Nous notons, toutefois, que ces facteurs sont traités dans le SPB d'une manière qui diffère du cadre dans lequel ils sont traités dans la Loi douanière. Comme nous l'avons indiqué plus haut, bien que l'article 752 c) de

[72] Sunset Policy Bulletin (pièce n° 35 de l'Argentine, pages 18872 à 18874).

la Loi exige que l'USDOC prenne ces deux facteurs en considération dans tous les réexamens à l'extinction, il n'établit aucunement une présomption selon laquelle l'existence de ces facteurs en soi conduirait à une détermination positive de la probabilité. Toutefois, le SPB présente ces deux facteurs dans trois cadres factuels différents, qui conduiront "normalement" à une constatation positive de la probabilité.

7.154 La section II.A.3 du SPB envisage trois scénarios. Dans le premier, il existe une marge de dumping supérieure au niveau *de minimis*; dans le deuxième scénario, les importations cessent après l'imposition de la mesure; et dans le troisième, le dumping disparaît, mais les volumes des importations diminuent après l'imposition de la mesure. À première vue, la section II.A.3 semble établir une présomption de probabilité dans les cas où l'un de ces scénarios factuels s'est confirmé.

7.155 Selon la règle que nous avons exposée plus haut (*supra*, paragraphes 7.144 à 7.147), la question qui se pose ici est celle de savoir si le SPB enjoint à l'USDOC de traiter les deux facteurs mentionnés, tels qu'ils sont présentés dans ces trois scénarios factuels, comme déterminants/concluants ou ayant simplement un caractère indicatif. Si nous constatons que le SPB exige que l'USDOC les traite comme concluants, il s'ensuivra que la section II.A.3 du SPB est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord. Par contre, si ces facteurs ne sont pas concluants mais ont simplement un caractère indicatif, nous constaterons que la section II.A.3 est compatible avec l'article 11.3.

7.156 Cela étant, nous notons que le mot "normalement" figurant dans le texte introductif de la section II.A.3 nuance les dispositions de cet article. Il en résulte que dans les cas où l'un de ces trois scénarios factuels s'est concrétisé, l'USDOC constatera "normalement" la probabilité. La présence du terme "normalement" permet de penser que le SPB prévoit qu'il peut y avoir des situations dans lesquelles la probabilité peut ne pas être constatée, même dans les cas où l'un de ces trois scénarios s'est concrétisé. Les États-Unis affirment que l'emploi du terme "normalement" est incompatible avec la notion de présomption irréfragable.[73] Toutefois, nous ne trouvons dans le SPB aucune précision qui étayerait l'idée que le mot "normalement" donne à l'USDOC une telle latitude. Au contraire, nous notons qu'il est indiqué dans la section II.A.3 que dans certaines circonstances, les dispositions de cette section ayant trait à ces trois scénarios factuels peuvent ne pas être concluantes. À cet égard, la section II.A.3 dispose ce qui suit:

> Le Département reconnaît que, dans le contexte d'un réexamen à l'extinction d'une enquête suspendue, les données pertinentes pour les critères prévus aux paragraphes a) à c) ci-dessus [marges de dumping et volumes des importations] peuvent ne pas être concluantes pour ce qui est de la probabilité.[74] (non souligné dans l'original)

7.157 Cette partie de la section II.A.3 indique que les dispositions relatives aux trois scénarios factuels peuvent ne pas être concluantes dans le contexte de réexamens à l'extinction d'une enquête suspendue, et on peut penser que c'est pour cette raison que le terme "normalement" figure dans la section II.A.3. Cela permet aussi de penser que ces scénarios peuvent être concluants dans le contexte des réexamens à l'extinction de droits antidumping définitifs. Pourtant, à notre avis, le SPB n'est pas suffisamment clair sur le point de savoir si les dispositions de la section II.A.3 concernant les trois scénarios factuels sont concluantes aux fins des déterminations de la probabilité établies par l'USDOC.[75] Étant donné la constatation que nous avons faite plus haut, selon laquelle ni la Loi

[73] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 178.

[74] Sunset Policy Bulletin (pièce n° 35 de l'Argentine, page 18872). Une phrase semblable figure dans la section II.A.4 du Sunset Policy Bulletin (pièce n° 35 de l'Argentine, pages 18872 et 18873).

[75] Nous trouvons des éléments à l'appui de ce point de vue dans la décision qui a été rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la*

douanière, ni le SAA n'établissent de présomption concernant les déterminations de la probabilité établies par l'USDOC, nous n'avons trouvé non plus dans ces deux mesures aucune disposition qui clarifierait ce point.

Application constante du Sunset Policy Bulletin

7.158 Étant donné que ni le SPB lui-même, ni la Loi douanière, ni le SAA, ne résolvent la question de savoir si la section II.A.3 du SPB prévoit que les marges de dumping et les volumes des importations devraient être considérés comme concluants dans le cadre des réexamens à l'extinction, nous examinerons les éléments de preuve présentés par l'Argentine concernant la manière dont les dispositions de la section en question ont été appliquées jusqu'à présent par l'USDOC. Dans ses pièces n° 63 et n° 64, l'Argentine a présenté des éléments de preuve empiriques concernant l'application constante par l'USDOC de la section II.A.3 du SPB. La pièce n° 63 de l'Argentine comprend les réexamens à l'extinction effectués par l'USDOC jusqu'en septembre 2003, tandis que la pièce n° 64 porte sur la période allant d'octobre à décembre 2003. L'Argentine affirme que ces statistiques montrent que l'USDOC s'est appuyé sur l'un des trois scénarios factuels envisagés dans la section II.A.3 du SPB dans chacun des réexamens à l'extinction dans le cadre desquels il a constaté la probabilité. Les États-Unis soutiennent que ces statistiques ne démontrent pas la présomption irréfragable alléguée. Selon eux, seules les statistiques relatives aux réexamens à l'extinction dans lesquels les parties intéressées ont contesté l'existence de la probabilité peuvent, à la rigueur, donner des indications. Les États-Unis font valoir que sur les 291 réexamens à l'extinction répertoriés dans la pièce n° 63 de l'Argentine, 35 seulement entrent dans cette catégorie. Les États-Unis reconnaissent que l'USDOC a constaté la probabilité dans l'ensemble de ces 35 réexamens à l'extinction, mais soutiennent que ce fait à lui seul ne prouve pas la présomption irréfragable alléguée par l'Argentine. Plus particulièrement, les États-Unis affirment ce qui suit:

> Il se peut fort bien que dans ces 35 cas, les éléments de preuve aient dessiné un scénario qui satisfaisait à un ou plusieurs des critères désignés dans le Sunset Policy Bulletin comme des indices de probabilité. En ce cas, les parties intéressées interrogées n'ont peut-être pas été à même de démontrer que les faits de leur cause exigeaient une conclusion s'écartant de la conclusion "normale". Il n'est pas du tout exclu qu'une ou plusieurs de ces parties, voire toutes, se soient trouvées dans une situation où elles n'étaient pas capables de soutenir la concurrence sur le marché des États-Unis sans pratiquer le dumping. Nous ne le savons tout simplement pas.[76]

7.159 L'Argentine ne se range pas à l'opinion des États-Unis selon laquelle seuls les réexamens à l'extinction dans lesquels les parties intéressées ont contesté l'existence de la probabilité peuvent être pris en compte. Selon elle, la participation des parties intéressées est dénuée de pertinence, s'agissant de l'obligation qui incombe à l'autorité chargée de l'enquête de déterminer la probabilité au titre de l'article 11.3. L'Argentine fait valoir, toutefois, que même en admettant la position des États-Unis à cet égard, le fait que l'USDOC a constaté la probabilité dans ces 35 réexamens à l'extinction sur la base des scénarios factuels du SPB prouve encore l'allégation de l'Argentine.[77]

7.160 Nous avons demandé aux États-Unis d'expliquer si, selon eux, les statistiques présentées par l'Argentine dans ses pièces n° 63 et n° 64 étaient correctes du point de vue des faits. Les États-Unis ont donné la réponse suivante:

> Les États-Unis n'ont pas examiné chacun des réexamens à l'extinction cités par l'Argentine dans les pièces n° 63 et n° 64 de l'Argentine. Dans la mesure où les

---

corrosion. Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra*, note de bas de page 30, paragraphe 179.

[76] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 186.

[77] Deuxième communication écrite de l'Argentine, paragraphes 83 et 84.

> États-Unis se sont penchés sur ces pièces dans leurs communications écrites, rien ne leur permet de croire que le résultat général des réexamens à l'extinction qui ont été effectués et que les résultats finals de ces réexamens à l'extinction tels qu'ils sont allégués par l'Argentine sont viciés de façon notable.[78] (non souligné dans l'original)

7.161 En réponse aux questions du Groupe spécial, les États-Unis ont indiqué que ces statistiques étaient dénuées de pertinence quant à la question de savoir si l'USDOC considérait la section II.A.3 du SPB comme concluante dans ses réexamens à l'extinction. Selon les États-Unis, ces statistiques peuvent tout au plus indiquer une succession répétée de réactions semblables à une série de circonstances, qui, selon les États-Unis et comme l'a constaté un groupe spécial de l'OMC, ne peut pas être contestée en tant que telle dans le cadre d'une procédure de règlement des différends à l'OMC. Les États-Unis soutiennent aussi que les données communiquées par l'Argentine portent uniquement sur les résultats des différents réexamens à l'extinction effectués par l'USDOC et font abstraction des circonstances propres à chacun des réexamens.[79]

7.162 Quant à la question de savoir si l'application constante de la législation d'un Membre peut être prise en considération par les groupes spéciaux de l'OMC dans les affaires portant sur une incompatibilité alléguée de cette législation avec les règles de l'OMC, la constatation ci-après de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone* tend à le confirmer:

> Ainsi, la législation d'un Membre défendeur sera considérée comme étant *compatible* avec les règles de l'OMC jusqu'à preuve évidente du contraire. Il incombe à la partie affirmant que la législation nationale d'une autre partie, en tant que telle, est incompatible avec les obligations conventionnelles pertinentes d'apporter des éléments de preuve quant à la portée et au sens de ladite législation pour étayer cette affirmation. De tels éléments de preuve seront habituellement constitués par le texte de la législation ou des instruments juridiques pertinents, qui pourra être étayé, selon que de besoin, par des éléments de preuve de l'application constante de cette législation, les arrêts des tribunaux nationaux concernant le sens de cette législation, les opinions des experts juridiques et les écrits de spécialistes reconnus. La nature et la portée des éléments de preuve exigés pour s'acquitter de la charge de la preuve varieront d'une affaire à l'autre.[80] (note de bas de page omise, non souligné dans l'original)

Cette constatation a aussi été citée et confirmée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*.[81]

7.163 Par conséquent, étant donné que le texte du SPB, ou des autres instruments juridiques contestés par l'Argentine, ne permet pas de répondre à la question de savoir si la section II.A.3 du SPB enjoint à l'USDOC de traiter les éléments de preuve concernant les "marges de dumping" et les "volumes des importations" comme concluants dans ses déterminations de la probabilité, il nous paraît approprié d'analyser les éléments de preuve présentés par l'Argentine concernant l'application constante de ces dispositions pour décider si la section II.A.3 du SPB est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord.

---

[78] Réponse des États-Unis à la question n° 14 a) posée par le Groupe spécial à la suite de la deuxième réunion.

[79] Réponse des États-Unis à la question n° 14 b) posée par le Groupe spécial à la suite de la deuxième réunion.

[80] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, *supra*, note de bas de page 15, paragraphe 157.

[81] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra*, note de bas de page 30, paragraphe 168.

7.164 Nous notons que les pièces n° 63 et n° 64 de l'Argentine contiennent, entre autres choses, des données concernant l'intitulé du réexamen à l'extinction, la date de la détermination établie par l'USDOC, la question de savoir si des parties intéressées nationales ou des exportateurs ont participé au réexamen, le type de réexamen à l'extinction effectué, le résultat du réexamen et le fondement juridique de la détermination. En outre, l'Argentine a aussi communiqué les textes des différentes déterminations établies dans le cadre de ces réexamens à l'extinction.

7.165 D'entrée de jeu, il convient de noter que nous avons fondé notre analyse sur les statistiques concernant les déterminations établies avant la date d'engagement de la présente procédure de groupe spécial, c'est-à-dire de la demande de consultations présentée par l'Argentine.[82] Une analyse des statistiques fournies par l'Argentine montre que l'USDOC a appliqué les dispositions contestées du SPB dans chacun des réexamens à l'extinction et a constaté la probabilité de la persistance ou de la réapparition dans chacun de ces réexamens à l'extinction en s'appuyant sur l'un des trois scénarios envisagés dans la section II.A.3 du SPB. Nous rappelons que les États-Unis n'ont ni contesté, ni réfuté l'exactitude factuelle de ces statistiques. Nous constatons donc que les éléments de preuve présentés par l'Argentine dans sa pièce n° 63 montrent que l'USDOC considère en fait les dispositions de la section II.A.3 du SPB comme concluantes en ce qui concerne la question de la probabilité de la persistance ou de la réapparition du dumping en cas de révocation d'une ordonnance. Comme il est expliqué plus haut, cela est contraire à l'article 11.3, qui lui faisait obligation de procéder à un examen rigoureux et de fonder ses déterminations sur une base factuelle suffisante.

Conclusion

7.166 Compte tenu des considérations qui précèdent, nous constatons que les dispositions de la section II.A.3 du SPB sont incompatibles avec l'article 11.3 de l'Accord.

7.167 Il nous paraît important de préciser que bien que notre constatation d'incompatibilité soit fondée sur les éléments de preuve résultant de l'application constante de la section II.A.3 du SPB, cela ne signifie pas nécessairement que la partie plaignante doit produire des éléments de preuve statistiques qui font apparaître un type de comportement particulier dans un certain nombre ou dans un certain pourcentage de cas. Comme l'Organe d'appel l'a dit, "[l]a nature et la portée des éléments de preuve exigés pour s'acquitter de la charge de la preuve varieront d'une affaire à l'autre".[83] Nous constatons que dans les circonstances de l'espèce, les éléments de preuve présentés par l'Argentine dans sa pièce n° 63 sont suffisants pour démontrer que la section II.A.3 du SPB enjoint à l'USDOC de traiter les éléments de preuve ayant trait aux "volumes des importations" et aux "marges de dumping" comme concluants aux fins des déterminations à l'extinction qu'il établit.

7.168 Ayant constaté que la section II.A.3 du SPB est incompatible avec l'article 11.3, nous n'avons pas besoin de nous prononcer et nous ne nous prononçons pas sur l'allégation de l'Argentine selon laquelle la pratique des États-Unis à cet égard est également incompatible avec l'article 11.3 pour les mêmes raisons.

7.169 De même, ayant constaté que la section II.A.3 du SPB est incompatible avec les règles de l'OMC à cet égard, nous n'examinons pas l'allégation subsidiaire présentée par l'Argentine au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

---

[82] Nous notons, toutefois, que les statistiques relatives au reste de la période, c'est-à-dire allant jusqu'à la fin de décembre 2003, présentent les mêmes caractéristiques que celles que nous avons observées pour la période se terminant à la date de la demande de consultations présentée par l'Argentine.

[83] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, *supra*, note de bas de page 15, paragraphe 157.

Incidence de la constatation ayant trait au Sunset Policy Bulletin sur la compatibilité de la Loi

7.170 Il nous paraît nécessaire de traiter de la question de savoir si notre constatation d'incompatibilité en ce qui concerne le SPB a une quelconque incidence sur la valeur de la Loi douanière à cet égard. Nous rappelons que l'Argentine a demandé que le Groupe spécial analyse conjointement les dispositions de la Loi douanière, du SAA et du SPB en ce qui concerne la présente allégation. Nous rappelons aussi la constatation que nous avons formulée plus haut, selon laquelle l'article 752 c) de la Loi douanière, interprété à la lumière des dispositions pertinentes du SAA, n'établit aucune présomption en ce qui concerne les déterminations de la probabilité établies par l'USDOC. Au contraire, nous avons constaté que la Loi douanière et le SAA indiquent tous deux clairement que l'USDOC peut, et en fait "doit", prendre en compte d'autres facteurs pertinents sur exposé de raisons valables.

7.171 À notre avis, le SPB n'a pas pour objet d'interpréter les dispositions de la Loi douanière. Cela ressort du préambule du SPB, dont la partie pertinente se lit comme suit:

> "La ligne de conduite proposée vise à compléter les dispositions légales et réglementaires applicables en donnant des indications sur les questions de méthode ou d'analyse non explicitement traitées par la Loi et la réglementation.[84] (non souligné dans l'original)

7.172 Le préambule indique que le SPB vise à compléter, non à interpréter, les dispositions de la Loi douanière. Par conséquent, les dispositions du SPB en général, et celles de la section II.A.3 en particulier, ne peuvent pas changer le sens des dispositions pertinentes de la Loi douanière, y compris l'article 752 c) que nous avons analysé et dont nous avons constaté qu'il était compatible avec l'article 11.3 de l'Accord aux fins de la présente allégation.

7.173 En supposant pour les besoins de l'argumentation, que le SPB vise effectivement à interpréter les dispositions de la Loi douanière, notre conclusion ne serait pas différente. Nous avons constaté plus haut (*supra*, paragraphe 7.151) que la disposition pertinente de la Loi douanière, c'est-à-dire l'article 752 c), n'établit aucune présomption et qu'elle dispose explicitement en fait que l'USDOC prendra en considération, sur exposé de raisons valables, des facteurs autres que les volumes des importations et les marges de dumping dans ses déterminations de la probabilité. Cela démontre que la Loi comprend une disposition explicite quant aux facteurs que l'USDOC doit prendre en considération dans ses déterminations de la probabilité. Il s'ensuit que les dispositions du SPB ne peuvent en aucun cas modifier le sens courant de la Loi douanière à cet égard.

3. Critère prévu dans la législation des États-Unis aux fins des déterminations de la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise établies dans le cadre des réexamens à l'extinction

a) Arguments des parties

i) Argentine

7.174 L'Argentine soutient que l'article 752 a) 1) et 5) de la Loi douanière viole les articles 11.1, 11.3, 3.1, 3.2, 3.4, 3.7 et 3.8 de l'Accord parce que ces dispositions exigent que l'USITC détermine s'il y aurait une probabilité de persistance ou de réapparition du dommage "dans un laps de temps raisonnablement prévisible" et indiquent que les effets de la suppression du droit peuvent ne pas être imminents, mais ne se manifester qu'à plus longue échéance. Selon l'Argentine, ce critère correspond à une échéance trop lointaine par rapport au critère "probable" idoine énoncé à l'article 11.3.

[84] Sunset Policy Bulletin (pièce n° 35 de l'Argentine, page 18871).

ii) États-Unis

7.175 Les États-Unis soutiennent que les dispositions statutaires figurant dans la législation des États-Unis concernant le critère selon lequel l'USITC doit déterminer la probabilité de la persistance ou de la réapparition du dommage dans le cadre des réexamens à l'extinction sont compatibles avec l'article 11.3 de l'Accord. Selon eux, l'article 11.3 ne fixe pas le laps de temps en fonction duquel les déterminations de la probabilité doivent être établies dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.

b) Arguments des tierces parties

i) Corée

7.176 La Corée fait valoir que le sens du terme "*likely*" à l'article 11.3 ("probable" dans la version française) est "*probable*". Toutefois, le critère établi par la Loi et le SAA des États-Unis ne correspond pas à ce critère.

ii) Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu

7.177 Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu soutient que les dispositions de l'article 3 de l'Accord antidumping sont applicables dans le contexte des réexamens à l'extinction. Bien que l'article 11.3 ne dise rien du critère ni des méthodes que les Membres doivent appliquer dans les réexamens à l'extinction, l'intention des rédacteurs n'était pas de laisser cette question à l'entière discrétion des autorités chargées de l'enquête.

c) Évaluation par le Groupe spécial

7.178 L'Argentine fonde son allégation sur la Loi douanière et le SAA. Comme il est indiqué plus haut (*supra*, paragraphe 7.150), nous analyserons les dispositions de la Loi douanière à la lumière des dispositions du SAA, en raison de la pertinence du SAA qui, selon le droit des États-Unis, est l'instrument faisant autorité pour l'interprétation de la Loi.

7.179 La partie pertinente de l'article 752 a) 1) de la Loi douanière est libellée comme suit:

> 1) Règle générale
>
> ... La Commission détermine s'il est probable que la révocation d'une ordonnance ou la clôture d'une enquête suspendue aboutirait à la persistance ou à la réapparition d'un dommage important dans un laps de temps raisonnablement prévisible ...[85] (non souligné dans l'original)

7.180 La partie pertinente de l'article 752 a) 5) de la Loi douanière se lit comme suit:

> 5) Base de la détermination
>
> La présence ou l'absence de tout facteur que la Commission est tenue de prendre en considération en vertu du présent paragraphe ne constituera pas nécessairement une base de jugement déterminante sur le point de savoir s'il est probable qu'un dommage important subsistera ou se reproduira dans un laps de temps raisonnablement prévisible en cas de révocation de l'ordonnance ou de clôture de l'enquête suspendue. Pour établir sa détermination sur ce point, la Commission considérera que les effets

[85] 19 U.S.C. § 1675a(a) 1) (pièce n° 1 de l'Argentine, page 1155).

> de la révocation ou de la clôture peuvent ne pas être imminents, mais ne se manifester qu'à plus longue échéance.[86] (non souligné dans l'original)

7.181 La partie pertinente du SAA dispose ce qui suit:

> Le "laps de temps raisonnablement prévisible" variera d'une affaire à l'autre, mais dépassera normalement le laps de temps "imminent" retenu aux fins de l'analyse de l'existence d'une menace de dommage. Le nouvel article 752 a) 5) indique expressément que les effets de la révocation ou de la clôture peuvent ne se manifester qu'à plus longue échéance. La Commission examinera à cet égard des facteurs tels que la fongibilité du produit en question ou sa différenciation, le degré de substituabilité entre les produits importés et les produits nationaux, les circuits de distribution utilisés, les méthodes de passation de marchés (ventes au comptant ou marchés à long terme, par exemple), les délais de livraison des marchandises, ainsi que d'autres facteurs qui peuvent ne se manifester qu'à plus longue échéance, tels que les investissements prévus et le transfert d'installations de production.[87] (non souligné dans l'original)

7.182 Tout d'abord, nous notons qu'à première vue, l'article 752 a) 1) de la Loi douanière prévoit l'utilisation du critère "probable" aux fins des déterminations de la probabilité établies par l'USDOC. Toutefois, par rapport aux dispositions de l'article 11.3, la Loi douanière va plus loin et exige que l'USITC examine s'il est probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait dans un laps de temps raisonnablement prévisible si le droit était supprimé. En d'autres termes, la Loi précise l'aspect temporel des déterminations de la probabilité établies par l'USITC dans le cadre des réexamens à l'extinction. L'article 752 a) 5), interprété à la lumière de la partie du SAA citée ci-dessus, indique que bien que le sens à donner à la notion de "laps de temps raisonnablement prévisible" varie d'une affaire à l'autre, il est clair que ce critère désigne une période plus longue que celle désignée par le critère "imminent" prévu à l'article 3.7 de l'Accord, qui s'applique aux déterminations de l'existence d'une menace de dommage important dans le cadre des enquêtes.

7.183 La question est donc de savoir si cette disposition additionnelle de la législation des États-Unis concernant l'aspect temporel des déterminations à l'extinction établies par l'USITC modifie le critère "probable" pour le rendre plus flexible, ce qui rendrait cette loi incompatible avec l'article 11.3, ou avec les autres dispositions de l'Accord citées par l'Argentine.

7.184 Nous notons qu'il n'est pas fait mention à l'article 11.3, disposition qui renferme les principales prescriptions de fond applicables aux réexamens à l'extinction, du laps de temps en fonction duquel les autorités chargées de l'enquête devraient établir leurs déterminations dans le cadre des réexamens à l'extinction. L'article 11.3 n'exige pas non plus que les autorités chargées de l'enquête précisent le laps de temps en fonction duquel leur détermination de la probabilité est établie. Tout ce que prescrit l'article 11.3, c'est que l'autorité chargée de l'enquête détermine sur une base factuelle suffisante qu'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira si le droit est supprimé. Nous estimons, par conséquent, que la Loi des États-Unis qui prescrit à l'USITC de déterminer s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira dans un laps de temps raisonnablement prévisible n'est pas contraire au critère "probable" énoncé à l'article 11.3.

7.185 Cela ne veut pas dire, toutefois, que l'aspect temporel des déterminations à l'extinction n'est nullement circonscrit. On peut faire valoir qu'il existe logiquement au moins une limite qui empêcherait l'autorité chargée de l'enquête d'établir ses déterminations en fonction d'un horizon temporel déraisonnablement éloigné. Nous notons à cet égard qu'une évaluation portant sur la question de savoir s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira qui prendrait en

---

[86] 19 U.S.C. § 1675a(a) 5) (pièce n° 1 de l'Argentine, page 1156).
[87] SAA (pièce n° 5 de l'Argentine, page 4211).

considération un avenir trop éloigné aurait un caractère extrêmement spéculatif, et qu'il pourrait être très difficile d'établir une détermination dûment motivée et étayée à cet égard. Toutefois, la question qui se pose est celle de savoir si le critère prévu par la législation des États-Unis est incompatible avec ce critère, et nous ne voyons aucune raison de croire que le critère du "laps de temps raisonnablement prévisible" adopté par les États-Unis suscite de telles difficultés.

7.186 L'Argentine estime que l'article 11.3 exige que l'autorité chargée de l'enquête détermine si la suppression d'une mesure serait susceptible d'entraîner la persistance ou la réapparition du dommage au moment de l'expiration de la mesure. Selon elle, en définissant le "laps de temps raisonnablement prévisible" comme une période plus longue que celle retenue pour déterminer l'"imminence" d'une menace, les dispositions statutaires des États-Unis vont à l'encontre du critère "probable" énoncé à l'article 11.3.[88] Selon nous, l'Argentine fait valoir que la détermination de la probabilité doit être fondée sur les circonstances existant à la date à laquelle il est prévu de révoquer la mesure.

7.187 Nous ne souscrivons pas à l'idée que l'article 11.3 exige nécessairement que l'autorité chargée de l'enquête fonde sa détermination de la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise sur les circonstances existant au moment de l'expiration du droit. Comme nous l'avons déjà dit, l'article 11.3 ne fixe pas le laps de temps particulier en fonction duquel l'autorité chargée de l'enquête doit établir sa détermination de la probabilité. De plus, à notre avis, l'autorité chargée de l'enquête n'a pas à établir sa détermination de la probabilité en fonction d'un même laps de temps pour chacun des facteurs de dommage qu'elle prend en considération. Les laps de temps retenus pour différents facteurs de dommage peuvent être différents l'un de l'autre selon les circonstances propres à chaque réexamen à l'extinction. Par exemple, lorsque les exportateurs ont des stocks excessifs, l'évaluation faite par l'autorité chargée de l'enquête du volume probable des importations faisant l'objet d'un dumping peut être fondée sur un laps de temps relativement court. En revanche, il se peut qu'une analyse concernant les flux de liquidités ou la productivité de la branche de production nationale doive nécessairement être fondée sur une période plus longue.

7.188 L'Argentine soutient aussi que les dispositions citées de la Loi douanière sont incompatibles avec l'article 3.7 et avec l'article 3.8 de l'Accord. Selon nous, l'Argentine fait valoir que puisqu'ils comportent des dispositions ayant trait aux déterminations d'un dommage futur, l'article 3.7 et l'article 3.8 sont pertinents lorsqu'il s'agit des déterminations de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise établies dans le cadre des réexamens à l'extinction. Il s'ensuit que ces deux dispositions imposent des obligations additionnelles aux autorités chargées de l'enquête aux fins de leurs déterminations à l'extinction.

7.189 Nous notons qu'il existe une certaine similitude entre l'analyse de la menace d'un dommage dans le cadre d'une enquête antidumping et la détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, en ce sens que l'une et l'autre exigent une analyse prospective. Ainsi, on pourrait faire valoir que l'article 3.7 fournit un contexte pour l'interprétation de l'article 11.3. À notre avis, toutefois, les différences textuelles exposées ci-après empêchent d'inclure dans l'article 11.3 un critère complètement différent emprunté à l'article 3.7.

7.190 L'article 3 est intitulé "Détermination de l'existence d'un dommage". La note de bas de page 9 relative à l'article 3 définit trois types de dommage qui peuvent servir de base aux déterminations de l'existence d'un dommage établies par les autorités chargées de l'enquête dans des enquêtes antidumping.[89] L'un d'eux est la "menace de dommage important", qui tombe sous le coup des

[88] Deuxième communication écrite de l'Argentine, paragraphe 202.

[89] La note de bas de page 9 est libellée ainsi:
Pour les besoins du présent accord, le terme "dommage" s'entendra, sauf indication contraire, d'un dommage important causé à une branche de production nationale, d'une menace de dommage important pour une branche de production nationale ou d'un retard important dans la

dispositions de l'article 3.7 et 3.8 de l'Accord. L'article 11 est intitulé "Durée et réexamen des droits antidumping et des engagements en matière de prix". Plus particulièrement, l'article 11.3 énonce les règles qui s'appliquent aux déterminations de la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise établies dans le cadre des réexamens à l'extinction. Les déterminations prévues aux articles 3.7 et 11.3 sont fondamentalement différentes l'une de l'autre. À cet égard, nous incorporons notre analyse concernant l'applicabilité de l'article 3 dans les réexamens à l'extinction (*infra*, section VII.E.3 c) i)). Nous estimons donc que sur la base d'une analyse textuelle de l'article 3.7 et 3.8, d'une part, et de l'article 11.3 d'autre part, il devient clair que ces articles s'appliquent dans des situations factuelles extrêmement différentes. Il s'ensuit que les dispositions de l'article 3.7 et 3.8 ne sont pas applicables aux réexamens à l'extinction.[90]

7.191 Nous faisons observer que notre analyse fondée sur le texte de l'Accord est étayée par la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, dans laquelle les différences entre une enquête antidumping et un réexamen à l'extinction ont été soulignées. L'Organe d'appel a dit que les enquêtes et les réexamens étaient deux processus distincts ayant des buts différents.[91] Il est donc normal que les règles et disciplines qui leur sont applicables puissent être différentes lorsque les circonstances l'exigent. Cela ne veut pas dire qu'aucune disposition de l'Accord applicable aux enquêtes ne puisse s'appliquer aux réexamens à l'extinction. De fait, l'Organe d'appel a décidé, s'agissant de certaines des dispositions de l'Accord, qu'elles s'appliquaient aussi aux réexamens à l'extinction.[92] De même, dans le présent rapport, nous avons constaté que certaines dispositions de l'article 6 de l'Accord s'appliquaient aussi aux réexamens à l'extinction.[93] Toutefois, nous ne voyons aucune raison de parvenir à la même conclusion en ce qui concerne l'article 3.7 et 3.8.

7.192 Le dispositif d'ensemble dans lequel sont établies les déterminations de l'existence d'une menace de dommage important dans les enquêtes diffère considérablement de celui d'un réexamen à l'extinction. Dans un réexamen à l'extinction, l'enquête porte essentiellement sur la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise dans l'éventualité où l'ordonnance serait révoquée, tandis que dans l'enquête initiale, les importations ne font pas l'objet de mesures antidumping au moment où l'analyse est effectuée. Dans une enquête, l'autorité chargée de l'enquête n'entreprend une analyse de la menace de dommage important que s'il n'y a pas de dommage important à ce moment-là. Dans un réexamen à l'extinction, en revanche, les facteurs à l'origine du dommage important peuvent être présents à la date à laquelle il est prévu de révoquer la mesure. En d'autres termes, dans un réexamen à l'extinction, il est fait état de dommages antérieurs dans les dossiers de l'autorité chargée de l'enquête. À notre avis, par conséquent, il est tout à fait raisonnable que les déterminations de l'existence d'une menace de dommage important dans le cadre des enquêtes et les déterminations de la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise dans le cadre des réexamens à l'extinction soient régies par des règles différentes.

---

création d'une branche de production nationale; il sera interprété conformément aux dispositions de cet article.

[90] Nous prenons note de la déclaration des États-Unis selon laquelle l'obligation de déterminer la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise au titre de l'article 11.3 est un quatrième type de détermination concernant le dommage, qui est distinct des trois autres types de détermination de l'existence d'un dommage définis dans la note de bas de page 9 de l'Accord. Voir la réponse des États-Unis à la question n° 20 a) posée par le Groupe spécial à la suite de la deuxième réunion. Nous ne sommes pas d'accord avec les États-Unis sur ce point. En concluant que l'article 3.7 et 3.8 ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction, nous n'impliquons nullement que l'article 11.3 comprend cette quatrième catégorie de détermination de l'existence d'un dommage.

[91] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion, supra*, note de bas de page 30, paragraphes 106 et 107.

[92] Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion, supra*, note de bas de page 30, paragraphes 109, 151 et 158.

[93] Voir, par exemple, *supra*, les paragraphes 7.108 à 7.112.

i) Conclusion

7.193 Compte tenu des considérations qui précèdent, nous constatons que l'article 752 a) 1) et 5) de la Loi douanière n'est pas incompatible avec les règles de l'OMC pour ce qui est du laps de temps "raisonnablement prévisible" qui est envisagé en ce qui concerne les déterminations de la probabilité établies par l'USITC dans le cadre des réexamens à l'extinction.

D. ALLÉGATIONS RELATIVES À LA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ ÉTABLIE PAR L'USDOC DANS LE CADRE DU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION VISANT LES OCTG

1. Arguments des parties

a) Argentine

7.194 L'Argentine fait valoir que la décision de l'USDOC d'effectuer un réexamen à l'extinction accéléré et l'application des dispositions en matière de renonciation de la législation des États-Unis dans l'affaire des OCTG en provenance d'Argentine contrevenaient à l'article 11.3, parce que l'USDOC n'a pas effectué un réexamen ni établi une détermination de la probabilité. Selon l'Argentine, l'USDOC n'a pas fondé ses déterminations sur des faits nouveaux recueillis pendant le réexamen à l'extinction. Au lieu de cela, d'une manière incompatible avec les articles 2 et 11.3, l'USDOC s'est fondé sur la marge de dumping calculée dans le cadre de l'enquête initiale et a communiqué cette marge à l'USITC en tant que marge de dumping probable, en constatant qu'il était probable que le dumping subsiste ou se reproduise. Le fait que cette marge de dumping initiale avait été calculée au moyen de la pratique de la "réduction à zéro" rendait également incompatible avec l'article 11.3 le recours à cette marge par l'USDOC dans le cadre du réexamen à l'extinction en question.

7.195 L'Argentine soutient que la conduite d'un réexamen à l'extinction accéléré et l'application des dispositions en matière de renonciation contrevenaient à l'article 6.1 et 6.2, parce que Siderca, qui était le seul exportateur argentin à avoir présenté une réponse de fond à l'avis d'engagement du réexamen à l'extinction en cause, s'était vu refuser toutes possibilités de présenter des éléments de preuve et de défendre ses intérêts dans le cadre du réexamen à l'extinction en question. L'Argentine fait aussi valoir que l'USDOC n'a pas tenu compte des dispositions de l'article 6.8 et de l'Annexe II de l'Accord lorsqu'il a décidé d'avoir recours aux données de fait disponibles.

7.196 Enfin, l'Argentine estime que l'USDOC a également contrevenu à l'article 12.2 et 12.2.2 dans le cadre du réexamen à l'extinction en question, parce qu'il est impossible de distinguer le fondement de la décision de l'USDOC d'effectuer un réexamen accéléré. Plus particulièrement, l'Argentine fait valoir que l'avis au public ne contient pas de renseignements sur les déterminations de l'existence d'un dumping établies dans le cadre du réexamen à l'extinction en question, et qu'on ne sait pas très bien si la décision de l'USDOC de procéder à un réexamen accéléré reposait sur les dispositions en matière de "renonciation" énoncées à l'article 751 c) 4) ou sur les dispositions relatives aux "données de fait disponibles" énoncées à l'article 751 c) 3) B) de la Loi douanière.

b) États-Unis

7.197 Les États-Unis font valoir que l'USDOC a effectué en l'espèce un réexamen à l'extinction compatible avec les règles de l'OMC. Ils soutiennent que l'USDOC n'a pas déterminé que Siderca avait renoncé à son droit de participer au réexamen à l'extinction considéré. L'USDOC a décidé d'effectuer un réexamen à l'extinction accéléré parce que la part des sociétés interrogées dans les importations totales du produit visé aux États-Unis était nettement inférieure à 50 pour cent. Les États-Unis affirment que l'USDOC a fondé ses déterminations dans le cadre du réexamen à l'extinction en question sur les renseignements émanant de l'enquête initiale et sur les renseignements

communiqués par les parties intéressées dans leurs réponses de fond à l'avis d'engagement du réexamen à l'extinction en question.

7.198 Les États-Unis affirment que Siderca a été avisée des renseignements exigés et s'est vu ménager toutes possibilités de présenter des éléments de preuve et de défendre ses intérêts dans le cadre du réexamen à l'extinction en cause, mais qu'elle ne s'est pas prévalue de certaines de ces possibilités de communiquer des renseignements. Dans ses déterminations à l'extinction, l'USDOC a tenu compte des renseignements que Siderca avait communiqués dans sa réponse de fond au questionnaire. Par conséquent, l'USDOC n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 6.1 et 6.2.

7.199 Les États-Unis soutiennent que la détermination finale à l'extinction et le Mémorandum sur la décision y afférent expliquent les fondements des déterminations à l'extinction établies par l'USDOC dans le cadre du réexamen à l'extinction en question et, partant, que l'USDOC n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2.

2. Arguments des tierces parties

a) Communautés européennes

7.200 Les Communautés européennes soutiennent que la décision de l'USDOC d'effectuer un réexamen à l'extinction accéléré simplement à cause de la part de Siderca dans le volume des importations totales du produit visé aux États-Unis était incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord. Comme elle a également donné lieu à l'exclusion d'éléments de preuve pertinents, cette décision contrevenait aussi à l'article 6.1 et 6.2.

3. Évaluation par le Groupe spécial

a) Faits pertinents

7.201 Outre l'Argentine, trois autres pays étaient visés par le volet USDOC du réexamen à l'extinction visant les OCTG.[94] Pour ce qui est de ces quatre pays, l'USDOC a conclu qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si les ordonnances étaient révoquées.

7.202 En ce qui concerne ces quatre pays, la détermination de la probabilité établie par l'USDOC reposait sur l'existence de marges de dumping et sur une diminution des volumes des importations à la suite de l'imposition des droits antidumping initiaux.[95] L'USDOC a décidé qu'étant donné que le dumping avait subsisté pendant la durée d'application des ordonnances et que les volumes des importations avaient chuté considérablement par rapport à ce qu'ils étaient avant la publication des ordonnances, il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait dans l'éventualité d'une révocation.

7.203 Il n'y a pas eu de renonciations expresses en ce qui concerne les exportateurs argentins visés par le réexamen à l'extinction en question. En d'autres termes, aucun exportateur argentin n'avait expressément renoncé à participer. Siderca était le seul exportateur argentin qui avait coopéré avec l'USDOC et à l'égard duquel une marge de dumping individuelle avait été calculée dans le cadre de l'enquête initiale. À la suite de l'imposition de l'ordonnance, Siderca avait cessé d'exporter des OCTG aux États-Unis. Toutefois, l'USDOC a déterminé qu'un ou plusieurs autres exportateurs argentins avaient exporté le produit visé aux États-Unis pendant la période d'application de la mesure. L'USDOC n'a pas identifié cet exportateur ou ces exportateurs dans sa détermination finale, ni mis en

[94] Les autres pays étaient la Corée, l'Italie et le Japon. Voir le *Mémorandum sur les questions et la décision* (pièce n° 51 de l'Argentine, page 1).

[95] *Mémorandum sur les questions et la décision* (pièce n° 51 de l'Argentine, page 5).

évidence des éléments de preuve versés au dossier qui établissaient l'identité de cet exportateur ou de ces exportateurs.[96]

7.204 Comme cet autre exportateur ou ces autres exportateurs argentins n'avaient pas présenté de réponse à l'avis d'engagement du réexamen à l'extinction en question, ils ont été réputés avoir renoncé à leur droit de participer au titre de l'article 351.218 d) 2) iii) de la réglementation de l'USDOC. Il n'est donc pas contesté du point de vue des faits que les dispositions de la législation des États-Unis concernant les renonciations présumées ont été appliquées dans le cadre du réexamen à l'extinction en question en ce qui concerne un ou plusieurs exportateurs argentins autres que Siderca.

7.205 Après l'engagement du réexamen à l'extinction en cause, Siderca a été le seul exportateur argentin qui a présenté une réponse de fond à l'avis d'engagement. Nous rappelons qu'aux termes de l'article 351.218 e) 1) ii) A) de la réglementation de l'USDOC, lorsque les exportateurs d'un pays donné qui présentent une réponse de fond complète à l'avis d'engagement d'un réexamen à l'extinction sont ensemble à l'origine de moins de 50 pour cent des exportations totales du produit visé en provenance de ce pays pendant la période quinquennale d'application de la mesure en question, la réponse globale est jugée inadéquate. Une réponse inadéquate déclenche la conduite d'un réexamen à l'extinction accéléré, par opposition à un réexamen à l'extinction complet. Par conséquent, même si la réponse de fond donnée par Siderca à l'avis d'engagement était complète, c'est-à-dire qu'elle renfermait tous les renseignements exigés par la législation des États-Unis, étant donné que la part de Siderca dans les exportations totales d'OCTG en provenance d'Argentine pendant la période quinquennale d'application de la mesure en cause était inférieure à 50 pour cent, l'USDOC a effectué un réexamen à l'extinction accéléré. À la suite de la présentation de sa réponse de fond à l'avis d'engagement, Siderca n'a pas présenté d'autres communications à l'USDOC.

7.206 Dans la détermination à l'extinction qu'il a établie à l'égard de l'Argentine, l'USDOC a tenu compte des renseignements que Siderca avait communiqués dans sa réponse de fond complète à l'avis d'engagement ainsi que de certains autres éléments de preuve provenant d'autres sources, tels que les statistiques relatives aux importations. Ayant constaté que le dumping avait subsisté pendant la durée d'application de la mesure et que les volumes des importations avaient diminué considérablement, l'USDOC a déterminé, dans sa détermination sur la base de l'ordonnance dans son ensemble à l'égard de l'Argentine, qu'il était probable que le dumping subsiste ou se reproduise si le droit était révoqué.

b) Violations alléguées des articles 11.3 et 2 de l'Accord

7.207 Tout d'abord, nous notons l'affirmation de l'Argentine selon laquelle l'application des dispositions en matière de renonciation et la conduite d'un réexamen à l'extinction accéléré contrevenaient à l'article 11.3 de l'Accord, parce que l'USDOC n'avait pas établi la détermination de la probabilité prescrite par l'article 11.3 lorsqu'il a conclu qu'il était probable que le dumping subsiste ou se reproduise si le droit était révoqué.[97]

7.208 En ce qui concerne le point de savoir si l'USDOC avait ou non établi une détermination de la probabilité dans le cadre du réexamen à l'extinction en question, nous notons que la teneur du *Mémorandum sur les questions et la décision* de l'USDOC indique clairement qu'une telle détermination a été établie. Par conséquent, il ne fait aucun doute que l'USDOC a établi une détermination en tant que telle. La question qui se pose est celle de savoir si cette détermination était conforme aux dispositions de l'Accord. Compte tenu de cela, nous nous penchons maintenant sur les

[96] Toutefois, les États-Unis ont dit qu'une société dénommée Acindar, qui avait fait l'objet d'un réexamen administratif après l'achèvement du réexamen à l'extinction en cause, avait peut-être expédié le produit visé aux États-Unis pendant la période d'application initiale du droit antidumping en cause. Voir la réponse des États-Unis aux questions n° 12 a) et n° 13 a) posées par le Groupe spécial à la suite de la première réunion.

[97] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphes 148 et 155.

différents aspects de la détermination à l'extinction établie par l'USDOC qui sont contestés par l'Argentine.

7.209 L'Argentine soutient que dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré, l'USDOC a fondé ses déterminations de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise sur des données antérieures. Il n'a pas recueilli des éléments de preuve nouveaux qui étayeraient une analyse prospective de la probabilité. Au contraire, l'USDOC s'est simplement appuyé sur la marge de dumping établie dans le cadre de l'enquête initiale pour fonder sa détermination de la probabilité dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré.

7.210 Les États-Unis font observer que dans la détermination de la probabilité qu'il a établie dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré, l'USDOC s'est fondé sur les marges de dumping qui avaient été constatées dans le cadre de l'enquête initiale, sur la diminution des volumes des importations et sur les renseignements communiqués par les parties intéressées. Selon eux, l'article 11.3 de l'Accord n'exige rien de plus.

7.211 La question qui se pose est celle de savoir si la détermination de la probabilité établie par l'USDOC dans le cadre du réexamen à l'extinction en question reposait sur une base factuelle suffisante.[98] À cet égard, nous rappelons la constatation que nous avons faite plus haut selon laquelle, à première vue, l'article 11.3 ne prescrit pas de s'en tenir à une méthode particulière dans les déterminations à l'extinction. Toutefois, comme nous l'avons dit plus haut, du fait de l'obligation inscrite à l'article 11.3 de "déterminer" la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise, l'autorité chargée de l'enquête est tenue de formuler, en se fondant sur des éléments de preuve positifs, une constatation motivée selon laquelle il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si la mesure est révoquée.

7.212 Cela étant, nous examinons le *Mémorandum sur les questions et la décision* dont les parties pertinentes sont libellées ainsi:

> [L]e Département a indiqué qu'il déterminera normalement qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira du fait de la révocation d'une ordonnance antidumping dans les cas où a) le dumping a subsisté à un niveau supérieur au niveau *de minimis* après la publication de l'ordonnance, b) les importations de la marchandise visée ont cessé après la publication de l'ordonnance, ou 3) le dumping a été éliminé après la publication de l'ordonnance et les volumes des importations de la marchandise visée ont notablement diminué.[99] (non souligné dans l'original)
>
> …

[98] Nous notons que, s'agissant du caractère suffisant de la base factuelle de la détermination de la probabilité établie par l'autorité chargée de l'enquête dans le cadre des réexamens à l'extinction, l'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, a confirmé les constatations suivantes de ce groupe spécial:

> Pour continuer d'imposer la mesure une fois la période d'application de cinq ans expirée, il est clair que l'autorité chargée de l'enquête doit déterminer, en se fondant sur des éléments de preuve positifs, qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront du fait de la suppression du droit. L'autorité chargée de l'enquête doit disposer d'une base factuelle suffisante pour lui permettre de tirer des conclusions motivées et adéquates concernant la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise. (note de bas de page omises, non souligné dans l'original)
>
> Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra*, note de bas de page 30, paragraphe 114.

[99] *Mémorandum sur les questions et la décision* (pièce n° 51 de l'Argentine, page 4).

> Nous notons qu'il y a eu des marges supérieures au niveau *de minimis* en ce qui concerne les sociétés visées par l'enquête pendant toute la période où les ordonnances étaient en vigueur, sauf dans le cas d'une société visée par l'ordonnance frappant le Japon.[100] (non souligné dans l'original)
>
> …
>
> Compte tenu de cette analyse, le Département constate que l'existence de marges de dumping après la publication des ordonnances est une indication extrêmement probante de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise. En conséquence, étant donné que le dumping a subsisté après la publication des ordonnances, que les importations moyennes se sont maintenues à des niveaux bien inférieurs à ce qu'ils étaient pendant la période allant de 1995 jusqu'à 1999, avant la publication des ordonnances, et que les parties intéressées interrogées ont renoncé à leur droit de participer à ces réexamens ou n'ont pas présenté des réponses de fond adéquates, nous déterminons qu'il est probable que le dumping subsisterait si les ordonnances étaient révoquées.[101] (non souligné dans l'original)
>
> …
>
> Dans l'affaire concernant l'Argentine, il n'y a eu aucune diminution des marges de dumping associée à un accroissement des importations. En revanche, faute d'un réexamen administratif, la marge de dumping établie à l'issue de l'enquête initiale est le seul indicateur dont dispose le Département en ce qui concerne le niveau du dumping. Puisque 1,27 [*sic*] pour cent est une marge supérieure à la marge *de minimis* de 0,5 pour cent qui est appliquée aux fins des réexamens à l'extinction, nous constatons que le dumping a subsisté pendant la durée d'application de l'ordonnance frappant l'Argentine, et qu'il est probable qu'il subsisterait si l'ordonnance était révoquée.[102] (non souligné dans l'original)

7.213 Nous notons que la détermination de la probabilité établie par l'USDOC dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré repose sur deux constatations: a) la persistance du dumping à des niveaux supérieurs au niveau *de minimis* pendant la durée d'application de l'ordonnance, et b) la diminution des volumes des importations à la suite de l'imposition de l'ordonnance.

7.214 L'Argentine affirme que la constatation de l'USDOC selon laquelle le dumping avait subsisté pendant la durée d'application de l'ordonnance n'était pas étayé par les faits, parce que Siderca n'avait pas expédié de produits destinés à la consommation aux États-Unis au cours de cette période et qu'aucun réexamen administratif n'avait été effectué pour déterminer si des expéditions faites par d'autres exportateurs argentins avaient fait l'objet d'un dumping. Par conséquent, l'USDOC ne pouvait pas raisonnablement conclure que le dumping avait subsisté pendant la durée d'application de l'ordonnance.

7.215 Les États-Unis soutiennent que l'USDOC n'a pas utilisé la marge de dumping initiale comme fondement de sa détermination à l'extinction dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré. L'USDOC a fondé sa détermination de la probabilité sur l'existence d'un dumping pendant la durée d'application de la mesure en cause. Après que la probabilité eut été déterminée, l'USDOC a communiqué la marge de dumping initiale à l'USITC en tant que marge qui subsisterait ou se reproduirait probablement.

---

[100] *Mémorandum sur les questions et la décision* (pièce n° 51 de l'Argentine, page 5).
[101] *Mémorandum sur les questions et la décision* (pièce n° 51 de l'Argentine, page 5).
[102] *Mémorandum sur les questions et la décision* (pièce n° 51 de l'Argentine, page 5).

7.216 Pour éclaircir le fondement de la détermination de l'USDOC selon laquelle le dumping avait subsisté pendant la durée d'application de la mesure, nous avons posé la question suivante aux États-Unis à la suite de notre première réunion avec les parties:

> Le Groupe spécial note que dans le *Mémorandum sur les questions et la décision* publié par l'USDOC dans le cadre du réexamen à l'extinction en cause, il est mentionné qu'il a été déterminé que le dumping avait subsisté pendant la durée d'application de la mesure en question et que la marge de dumping n'avait pas diminué durant la même période. Veuillez expliquer le fondement factuel de cette détermination et notamment indiquer si l'USDOC a calculé une marge de dumping pour Siderca ou un autre exportateur argentin après l'imposition de la mesure initiale.[103]

7.217 Les États-Unis ont répondu ce qui suit:

> Dans le cadre du réexamen à l'extinction, le Département du commerce a constaté que le dumping avait subsisté pendant les cinq années ayant précédé le réexamen à l'extinction parce qu'il y avait eu des expéditions d'OCTG en provenance d'Argentine pendant quatre des cinq années et que des droits antidumping avaient été perçus sur ces mêmes importations.[104] (note de bas de page omise)

7.218 Nous notons que les parties ont des divergences de vues quant au fondement de la constatation de l'USDOC selon laquelle le dumping avait subsisté pendant la durée d'application de la mesure. L'Argentine fait valoir que la détermination de la probabilité de l'USDOC reposait sur la marge de dumping de 1,36 pour cent établie à l'issue de l'enquête initiale, tandis que les États-Unis soutiennent qu'elle reposait sur l'existence des expéditions du produit visé aux États-Unis et sur le recouvrement ininterrompu du droit, et non sur la marge issue de l'enquête initiale en soi.

7.219 À notre avis, les passages précités du *Mémorandum sur les questions et la décision* de l'USDOC montrent que celui-ci s'est fondé sur l'existence de la marge de dumping initiale lorsqu'il a conclu que le dumping avait subsisté pendant la durée d'application de l'ordonnance. La question qui se pose est donc celle de savoir si l'existence d'une marge de dumping issue de l'enquête initiale peut être interprétée comme signifiant que le dumping a subsisté pendant la durée d'application de la mesure. À notre avis, cette interprétation n'est pas possible. La marge de dumping initiale exprime le résultat des calculs de la marge de dumping effectués dans le cadre de l'enquête initiale, qui constituent le fondement de la mesure antidumping qui doit être imposée, à l'issue de cette enquête. L'existence de la marge de dumping initiale ne peut constituer le fondement d'une détermination factuelle selon laquelle le dumping a subsisté pendant la durée d'application de la mesure. Les exportateurs visés par la mesure peuvent avoir modifié leurs prix à l'exportation ou les prix qu'ils pratiquent sur le marché intérieur, ou bien leur coût de production peut avoir changé. Par conséquent, si elle se fonde sur l'existence d'un dumping pendant la durée d'application de la mesure dans le cadre de sa détermination à l'extinction, l'autorité chargée de l'enquête doit disposer d'une base factuelle adéquate pour arriver à cette conclusion. Il peut s'agir, entre autres choses, d'une détermination établie dans le cadre d'un processus de fixation du droit au titre de l'article 9 de l'Accord, ou d'un réexamen au titre de l'article 11.2. À notre avis, toutefois, la détermination initiale de l'existence d'un dumping en elle-même ne peut constituer une base factuelle suffisante pour conclure que le dumping a subsisté pendant la durée d'application de la mesure, encore moins constituer une base factuelle adéquate pour conclure qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira après l'expiration de l'ordonnance. Le but d'un réexamen à l'extinction est d'examiner si les faits justifient toujours

[103] Question n° 23 posée par le Groupe spécial à la suite de la première réunion.

[104] Réponse des États-Unis à la question n° 23 posée par le Groupe spécial à la suite de la première réunion.

l'imposition d'une mesure antidumping. Toutefois, l'USDOC n'a pas fait cet examen pour la simple raison qu'il s'est fondé sur l'existence de la marge de dumping issue de l'enquête initiale.

7.220 En supposant, pour les besoins de l'argumentation, que le fondement de la constatation de l'USDOC selon laquelle le dumping avait subsisté pendant la durée d'application de la mesure était, ainsi que les États-Unis l'affirment, la poursuite des expéditions du produit visé et le recouvrement ininterrompu du droit, au lieu de l'existence de la marge de dumping initiale en soi, notre analyse resterait la même. À notre avis, le fait que certaines importations du produit visé ont continué d'entrer aux États-Unis en provenance d'Argentine et que des droits antidumping ont continué d'être recouvrés sur ces expéditions pendant la durée d'application de l'ordonnance ne représente pas une base factuelle adéquate pour estimer que le dumping a subsisté pendant cette période.[105]

i) Conclusion

7.221 Nous rappelons que la détermination de la probabilité établie par l'USDOC dans le cadre du réexamen à l'extinction en question reposait sur deux constatations de fait: premièrement, le dumping avait subsisté pendant la durée d'application de la mesure et, deuxièmement, les volumes des importations avaient diminué à la suite de l'imposition de la mesure. Nous avons constaté que le fondement factuel de la première constatation n'était pas approprié. Nous concluons donc que la détermination de la probabilité établie par l'USDOC dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré était incompatible avec l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*.

7.222 Nous rappelons que dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG, les dispositions de la législation des États-Unis concernant les renonciations présumées ont été appliquées à un ou plusieurs exportateurs argentins autres que Siderca. En conséquence, l'USDOC était tenu d'établir une détermination positive de la probabilité en ce qui concerne cet exportateur ou ces exportateurs. Nous rappelons que nous avons constaté que les dispositions concernant les renonciations présumées étaient incompatibles avec l'obligation imposée aux autorités chargées de l'enquête de déterminer la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise au titre de l'article 11.3. Même si la détermination finale de l'USDOC ne fait pas référence à ces déterminations société par société, logiquement ces déterminations doivent être un élément pertinent de la base factuelle de la détermination globale de la probabilité établie par l'USDOC pour l'ensemble du pays dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG. À notre avis, l'application des dispositions concernant les renonciations présumées à des exportateurs argentins autres que Siderca invalidait la base factuelle de la détermination globale pour l'ensemble du pays. Par conséquent, outre les considérations que nous venons d'exposer, nous constatons également que l'application de ces dispositions dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG était incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord.

7.223 Nous notons que l'Argentine affirme également que la marge de dumping issue de l'enquête initiale a été calculée au moyen de la méthode dite de la réduction à zéro et, partant, qu'elle ne pouvait pas être utilisée par l'USDOC pour établir sa détermination de la probabilité dans le cadre du réexamen à l'extinction en question. Il s'ensuit, selon l'Argentine, que l'USDOC a contrevenu aux articles 2.4 et 11.3 de l'Accord en se fondant sur cette marge pour établir ses déterminations de la probabilité. Ayant constaté que l'USDOC avait fait erreur dans le réexamen à l'extinction en question en se fondant sur l'existence de cette marge de dumping dans sa détermination de la persistance du

[105] Nous notons que les exportateurs argentins assujettis au droit antidumping en cause pourraient demander un réexamen administratif de manière à ce que l'USDOC calcule leurs marges de dumping et à ce que les droits payés soient remboursés, s'il y a lieu. À notre avis, toutefois, compte tenu de la faible marge de dumping (1,36 pour cent) et du volume peu élevé des importations pendant la période d'application de la mesure en cause, le fait qu'aucun exportateur argentin n'a demandé l'engagement d'un réexamen administratif ne pouvait d'aucune façon être concluant quant à la question de savoir si les ventes en question faisaient ou non l'objet d'un dumping.

dumping pendant la durée d'application de la mesure, nous n'avons pas besoin d'évaluer, et nous n'évaluons pas, divers aspects de la méthode au moyen de laquelle cette marge de dumping initiale a été obtenue.

c) Violations alléguées de l'article 6 de l'Accord

i) Nature des obligations énoncées à l'article 6.1, 6.2 et 6.8 et dans l'Annexe II de l'Accord et applicabilité de ces obligations dans le cadre des réexamens à l'extinction

7.224 L'Argentine soutient que l'application des dispositions en matière de renonciation et la conduite d'un réexamen à l'extinction accéléré dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG contrevenaient à l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord. Selon elle, la conduite d'un réexamen accéléré contrevenait aussi à l'article 6.8 et à l'Annexe II de l'Accord.

7.225 Nous notons que les allégations formulées par l'Argentine en l'occurrence reposent sur l'hypothèse voulant que l'article 6.1, 6.2 et 6.8 et l'Annexe II de l'Accord s'appliquent aux réexamens à l'extinction. Selon l'Argentine, ces dispositions s'appliquent aux réexamens à l'extinction en raison du renvoi qui figure à l'article 11.4. Les États-Unis font toutefois valoir que ce renvoi n'incorpore dans les réexamens à l'extinction que les dispositions de l'article 6 qui portent sur les éléments de preuve et la procédure. Selon les États-Unis, il en va de même pour les dispositions de l'Annexe II; elles s'appliquent aussi aux réexamens à l'extinction dans la mesure où elles se rapportent aux éléments de preuve et à la procédure.

7.226 Par conséquent, la question initiale que nous devons trancher est celle de savoir si l'article 6.1, 6.2 et 6.8 et l'Annexe II s'appliquent aux réexamens à l'extinction. Dans ce contexte, nous rappelons l'observation que nous avons formulée plus haut concernant la nature des obligations énoncées à l'article 6.1 et à l'article 6.2 de l'Accord (*supra*, paragraphes 7.116 à 7.120). Nous rappelons également notre constatation selon laquelle ces deux articles s'appliquent aux réexamens à l'extinction parce qu'ils renferment des règles qui portent sur les éléments de preuve et la procédure, comme il est indiqué à l'article 11.4 de l'Accord. Outre l'article 6.1 et 6.2, nous estimons que l'article 6.8 et l'Annexe II s'appliquent aussi aux réexamens à l'extinction parce que les dispositions qui y figurent concernent "les éléments de preuve et la procédure". L'article 6.8 explique dans quelles circonstances l'autorité chargée de l'enquête est habilitée à fonder ses déterminations sur les données de fait disponibles. L'Annexe II renferme des dispositions détaillées que les autorités chargées de l'enquête doivent appliquer lorsqu'elles ont recours aux données de fait disponibles au titre de l'article 6.8.

ii) Examen de la compatibilité de la détermination établie par l'USDOC avec l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord

7.227 L'Argentine fait valoir que l'USDOC a contrevenu à l'article 6.1 parce que la conduite d'un réexamen accéléré et l'application des dispositions en matière de renonciation ont empêché Siderca de lui présenter des éléments de preuve. Selon elle, l'USDOC n'a pas tenu compte des renseignements communiqués par Siderca.[106]

7.228 Nous rappelons que dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG, les dispositions en matière de renonciation de la législation des États-Unis n'ont pas été appliquées à Siderca. Assurément, Siderca n'a pas explicitement renoncé à son droit de participer. Elle n'était pas non plus réputée avoir renoncé à participer, parce qu'elle a présenté une réponse de fond complète à l'avis d'engagement. Même si les exportateurs argentins autres que Siderca étaient réputés avoir renoncé à leur droit de participer, cela n'a pas eu, et en fait ne pouvait absolument pas avoir, d'effet sur les droits procéduraux de Siderca au titre de l'article 6.1 dans le cadre du réexamen à l'extinction en question. Par conséquent, nous nous inscrivons en faux contre la déclaration de l'Argentine selon

[106] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphe 167.

laquelle l'application des dispositions en matière de renonciation a empêché Siderca de présenter des éléments de preuve à l'USDOC.

7.229 Il est exact du point de vue des faits que l'USDOC a effectué un réexamen accéléré dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG. La question qui se pose est donc de savoir quel a été l'effet de la conduite d'un réexamen à l'extinction accéléré sur les droits procéduraux de Siderca au titre de l'article 6.1.

7.230 Nous notons que la version finale du *Mémorandum sur les questions et la décision* de l'USDOC montre clairement que les renseignements communiqués par Siderca dans sa réponse de fond à l'avis d'engagement ont été pris en considération par l'USDOC.[107] L'Argentine n'a porté à notre connaissance aucun fait démontrant que l'USDOC avait empêché Siderca de présenter des éléments de preuve ou n'avait pas pris en considération les renseignements communiqués par Siderca.

7.231 Nous notons également qu'outre sa réponse de fond à l'avis d'engagement, Siderca avait la possibilité de présenter une réfutation à l'USDOC, ce qu'elle n'a pas fait.[108] Siderca pouvait aussi présenter ses vues à l'USDOC sur la détermination du caractère adéquat établie par l'USDOC et sur l'opportunité d'effectuer un réexamen à l'extinction accéléré en l'espèce, ce qu'elle a choisi de ne pas faire.[109] Nous ne savons pas si cela aurait été suffisant pour satisfaire aux prescriptions de l'article 6.1, si Siderca s'était prévalue de ces autres possibilités de communiquer des renseignements à l'USDOC. Toutefois, le fait est que Siderca ne l'a pas fait.

7.232 L'Argentine soutient aussi que l'application des dispositions en matière de renonciation et la conduite d'un réexamen à l'extinction accéléré dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG contrevenaient à l'article 6.2 de l'Accord, parce que Siderca n'a pas pu défendre ses intérêts comme il est prévu à l'article 6.2.

7.233 Nous rappelons que l'article 6.2 dispose ce qui suit:

---

[107] À cet égard, nous prenons acte des extraits ci-après du Mémorandum de l'USDOC:
En ce qui concerne l'ordonnance frappant l'Argentine, Siderca prétend que la révocation de l'ordonnance ne donnerait pas lieu à des marges de dumping supérieures au niveau *de minimis*. Elle dit que sa marge est inférieure au niveau *de minimis* qui est prévu à l'article 5.8 de l'Accord antidumping de l'OMC et, partant, que rien ne permet de conclure qu'il est probable que le dumping se reproduira, compte tenu du critère prévu à l'article 11.
…
Pour répondre aux observations formulées par Siderca dans l'affaire concernant l'Argentine, le SAA et le Sunset Policy Bulletin disposent que des marges de dumping en baisse ou nulles, associées à des importations stables ou en hausse, peuvent indiquer qu'une société n'a pas besoin de pratiquer le dumping pour maintenir sa part de marché ...
Mémorandum *sur les questions et la décision* (pièce n° 51 de l'Argentine, pages 4 et 5).

[108] À cet égard, l'article 351.218 d) 4) de la réglementation dispose ce qui suit:
4) *Réfutation d'une réponse de fond à un avis d'engagement.* Toute partie intéressée qui dépose une réponse de fond à un avis d'engagement au titre du paragraphe d) 3) du présent article peut déposer une réfutation de la réponse de fond donnée par toute autre partie à un avis d'engagement au plus tard cinq jours après la date à laquelle la réponse de fond est déposée au Département. (pièce n° 3 des États-Unis, page 13522)

[109] À cet égard, l'article 351.309 e) de la réglementation dispose ce qui suit:
e) *Observations sur le caractère adéquat de la réponse et sur l'opportunité d'un réexamen à l'extinction accéléré.* i) *Règle générale.* Lorsque le Secrétaire détermine que les parties intéressées interrogées ont fourni une réponse inadéquate à un avis d'engagement … les parties intéressées … qui ont présenté une réponse de fond complète à l'avis d'engagement … peuvent déposer des observations sur la question de savoir si un réexamen à l'extinction accéléré … est opportun, compte tenu du caractère adéquat de la réponse à l'avis d'engagement. (pièce n° 3 de l'Argentine, page 13524)

> Pendant toute la durée de l'enquête antidumping, toutes les parties intéressées auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts. À cette fin, les autorités ménageront, sur demande, à toutes les parties intéressées la possibilité de rencontrer les parties ayant des intérêts contraires, pour permettre la présentation des thèses opposées et des réfutations. Il devra être tenu compte, lorsque ces possibilités seront ménagées, de la nécessité de sauvegarder le caractère confidentiel des renseignements ainsi que de la convenance des parties. Aucune partie ne sera tenue d'assister à une rencontre, et l'absence d'une partie ne sera pas préjudiciable à sa cause. Les parties intéressées auront aussi le droit, sur justification, de présenter oralement d'autres renseignements. (non souligné dans l'original)

7.234 L'article 6.2 traite d'une manière générale du droit des parties intéressées de défendre leurs intérêts dans le cadre d'une enquête et, en vertu de l'article 11.4, dans le cadre d'un réexamen à l'extinction. Plus particulièrement, il dispose que l'autorité chargée de l'enquête, sur demande, doit ménager aux parties intéressées la possibilité de rencontrer les parties ayant des intérêts contraires, pour permettre la présentation des thèses opposées et des réfutations.

7.235 En réponse à une question du Groupe spécial concernant les droits procéduraux accordés aux parties intéressées dans le cadre des réexamens à l'extinction accélérés, les États-Unis ont dit qu'il n'y avait habituellement pas d'auditions dans le cadre des réexamens à l'extinction accélérés.[110] Compte tenu de la disposition explicite de l'article 6.2 selon laquelle des auditions doivent être organisées lorsque les parties intéressées en font la demande, il devient évident que dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG, Siderca a fait l'objet d'une procédure qui ne répondait pas aux prescriptions de l'article 6.2 de l'Accord en ce qui concerne les auditions. C'est à cause de la part que détenait Siderca dans les importations totales du produit visé que l'USDOC a effectué un réexamen à l'extinction accéléré. En d'autres termes, si les exportateurs ayant exporté le produit visé aux États-Unis pendant la période quinquennale d'application de la mesure avaient présenté une réponse complète à l'avis d'engagement, Siderca aurait eu le droit d'exiger que l'USDOC organise une audition pour permettre aux parties intéressées de procéder à un échange de vues. À notre avis, le fait que certains exportateurs ne participent pas à un réexamen à l'extinction ne peut justifier que les exportateurs qui coopèrent soient privés des droits procéduraux que leur confère l'article 6.2.

Conclusion

7.236 Nous constatons donc que l'USDOC a agi d'une manière compatible avec l'article 6.1 de l'Accord, mais d'une manière incompatible avec l'article 6.2 dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG.

iii) Violations alléguées de l'article 6.8 et de l'Annexe II de l'Accord dans le cadre du réexamen visant les OCTG

7.237 L'**Argentine** soutient que la conduite d'un réexamen à l'extinction accéléré par l'USDOC contrevenait à l'article 6.8 et à l'Annexe II de l'Accord parce que l'USDOC a appliqué les données de fait disponibles à Siderca au motif que celle-ci n'avait pas satisfait au critère du caractère adéquat énoncé dans la législation des États-Unis, ce qui a déclenché le réexamen à l'extinction accéléré. Selon elle, l'article 6.8 n'autorise pas le recours aux données de fait disponibles pour de tels motifs. Comme Siderca a coopéré pleinement avec l'USDOC, celui-ci ne pouvait absolument pas utiliser les données de fait disponibles à l'encontre de Siderca. L'Argentine affirme en outre que l'USDOC n'a pas utilisé les données de fait disponibles de la manière prévue à l'article 6.8 et à l'Annexe II.

[110] Réponse des États-Unis à la question n° 2 d) posée par le Groupe spécial à la suite de la première réunion.

7.238 Les **États-Unis** soutiennent que l'USDOC n'a pas appliqué les données de fait disponibles en ce qui concerne Siderca. Il a plutôt appliqué les données de fait disponibles dans le contexte de la détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Les États-Unis affirment aussi qu'une partie des données de fait disponibles, auxquelles l'USDOC a eu recours comprenait les renseignements que Siderca avait communiqués dans sa réponse de fond à l'avis d'engagement. Selon les États-Unis, donc, l'USDOC n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 6.8 ni avec l'Annexe II de l'Accord.[111]

7.239 **Nous** notons que, dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG, du fait de la part nulle de Siderca dans les importations totales du produit visé, l'USDOC a effectué un réexamen à l'extinction accéléré dans le cadre duquel il a fondé ses déterminations sur les données de fait disponibles. Nous notons également que l'article 351.308 f) de la réglementation de l'USDOC, qui est la disposition de la législation des États-Unis qui concerne les renseignements que l'USDOC doit utiliser dans le cadre d'un réexamen à l'extinction accéléré lorsque celui-ci a recours aux données de fait disponibles, confirme l'assertion des États-Unis selon laquelle l'USDOC a appliqué les données de fait disponibles à l'égard de l'Argentine, et non de Siderca.[112] Il est donc clair du point de vue des faits que dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré, l'USDOC a appliqué les données de fait disponibles sur la base de l'ordonnance dans son ensemble et non à l'égard de Siderca. Nous ne voyons rien dans le dossier du réexamen à l'extinction en question qui indiquerait le contraire. Nous notons enfin qu'il est indiqué dans le *Mémorandum sur les questions et la décision* de l'USDOC que les renseignements communiqués par Siderca faisaient partie des données de fait disponibles qui ont été prises en considération par l'USDOC aux fins de ses déterminations.[113]

7.240 Par conséquent, la question qui se pose est celle de savoir si l'USDOC a contrevenu à l'article 6.8 et, partant, à l'Annexe II de l'Accord en utilisant les données de fait disponibles sur la base de l'ordonnance dans son ensemble dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG. À notre avis, il ne l'a pas fait.

7.241 Nous notons que l'USDOC a utilisé les données de fait disponibles aux fins de sa détermination de la probabilité en ce qui concerne l'Argentine. Il s'agissait d'une détermination qui

---

[111] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 214 et 221.
Dans ce contexte, nous prenons acte de la déclaration suivante des États-Unis:
Toutefois, la *Détermination finale à l'extinction*, le *Mémorandum sur la décision* et le *Mémorandum sur l'adéquation* indiquent chacun clairement que Siderca a présenté une réponse de fond complète. Le *Mémorandum sur l'adéquation* et le *Mémorandum sur la décision* du Département précisent également que la décision du Département d'engager un réexamen accéléré reposait sur le fait que les producteurs/exportateurs argentins d'OCTG, sauf Siderca, n'avaient pas répondu à l'avis d'engagement. Par conséquent, le Département a décidé d'effectuer un réexamen à l'extinction accéléré et d'utiliser les données de fait disponibles pour établir la détermination finale à l'extinction, parce que la détermination de la probabilité au titre de l'article 11.3 est établie sur la base de l'ordonnance dans son ensemble et que les exportations de Siderca aux États-Unis étaient nulles pendant les cinq années qui ont précédé le réexamen à l'extinction. (notes de bas de page omises)
Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 243.

[112] La partie pertinente de l'article 351.308 f) de la réglementation de l'USDOC se lit ainsi:
f) *Utilisation des données de fait disponibles dans un réexamen à l'extinction.* Lorsque le Secrétaire décide d'établir les résultats finals d'un réexamen à l'extinction sur la base des données de fait disponibles, il s'appuie normalement:
1) Sur les taux de droit compensateur ou les marges de dumping, selon le cas, calculés à partir des déterminations préalables du Département; et
2) Sur les renseignements figurant dans les réponses de fond des parties à l'avis d'engagement déposées au titre de l'article 351.218 d) 3), conformément à l'article 752 b) ou 752 c) de la Loi, selon le cas. (non souligné dans l'original)
19 C.F.R. § 351.308 f) (pièce n° 3 des États-Unis, page 13524)

[113] Voir, *supra*, la note de bas de page 107.

visait, outre Siderca, un ou plusieurs autres exportateurs argentins qui avaient exporté le produit visé aux États-Unis pendant la période d'application de la mesure. À notre avis, l'incidence, à supposer qu'il y en ait une, de l'utilisation des données de fait disponibles s'est exercée sur les autres exportateurs argentins qui n'avaient pas coopéré avec l'USDOC.[114] Il en est ainsi parce qu'en ayant recours aux données de fait disponibles, l'USDOC a établi une détermination de la probabilité qui concernait tous les exportateurs argentins. Comme les autres exportateurs ne s'étaient pas eux-mêmes fait connaître l'USDOC a utilisé les renseignements communiqués par Siderca et d'autres renseignements figurant au dossier pour parvenir à une conclusion concernant ces exportateurs.

7.242 Selon nous, l'utilisation des données de fait disponibles par l'USDOC n'a pas été préjudiciable à Siderca. Les renseignements communiqués dans l'unique document que Siderca avait présenté à l'USDOC, c'est-à-dire la réponse de fond à l'avis d'engagement, ont été pris en considération par l'USDOC. En outre, comme nous l'avons fait observer plus haut, Siderca a choisi de ne pas se prévaloir de deux autres possibilités que lui ménageait la législation des États-Unis pour présenter des renseignements, ou formuler des observations, à l'USDOC.

7.243 Nous notons que dans le cadre de la présente allégation, l'Argentine fait aussi valoir que l'USDOC a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.9 de l'Accord. Toutefois, la nature de l'argument de l'Argentine à propos de cet article n'est pas entièrement claire. Dans sa deuxième communication écrite, l'Argentine a affirmé que la détermination de l'USDOC fondée sur les données de fait disponibles contrevenait, entre autres, à l'article 6.9 de l'Accord.[115] Dans sa première communication orale, l'Argentine a soutenu que l'USDOC avait contrevenu à l'article 6.9 en ne divulguant pas les faits essentiels qui constituaient le fondement de sa décision de procéder à un réexamen à l'extinction accéléré.[116]

7.244 Selon nous, l'argumentation de l'Argentine à cet égard n'a pas été développée de telle manière qu'elle nous permette de l'examiner et de nous prononcer à son sujet en tant qu'allégation distincte. Même si cette argumentation avait été suffisamment étayée par l'Argentine, nous prononcer sur une telle allégation ne contribuerait pas notablement, à notre avis, à régler le différend en cause, de façon générale. Nous notons que nous avons constaté certaines incompatibilités de fond dans les déterminations établies par l'USDOC dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG. Dès lors que nous avons formulé ces constatations d'incompatibilité concernant la substance des déterminations établies par l'USDOC, il n'aurait guère été utile, pour ce qui est d'amener les États-Unis à mettre leur mesure en conformité avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC, d'examiner une autre allégation au titre de l'article 6.9 de l'Accord, qui est de nature purement procédurale. Nous nous abstenons donc de nous prononcer à ce sujet.

Conclusion

7.245 Par conséquent, compte de ces circonstances, nous constatons que l'USDOC n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord en utilisant les données de fait disponibles.

[114] L'Argentine ne prétend pas que l'utilisation des données de fait disponibles par l'USDOC dans le cadre du réexamen à l'extinction en question a porté atteinte aux droits des autres exportateurs argentins au titre de l'article 6.8. De toute façon, à notre avis, l'utilisation des données de fait disponibles ne pouvait absolument pas donner lieu à une violation de l'article 6.8 en ce qui concerne ces exportateurs, étant donné qu'ils n'avaient pas coopéré avec l'USDOC.

[115] Deuxième communication écrite de l'Argentine, paragraphes 123 à 125.

[116] Première communication orale de l'Argentine, paragraphe 63.

d) Violations alléguées de l'article 12 de l'Accord

7.246 L'**Argentine** affirme que l'USDOC a contrevenu à l'article 12.2 de l'Accord en n'expliquant pas le fondement de ses déterminations à l'extinction dans sa détermination finale. Premièrement, l'Argentine fait observer que l'USDOC n'a pas indiqué si ses déterminations reposaient sur les dispositions en matière de renonciation de la législation des États-Unis ou sur les dispositions se rapportant aux données de fait disponibles. Deuxièmement, l'Argentine soutient que l'USDOC a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2.1 et 12.2.2 en n'incluant pas dans sa détermination finale des renseignements nouveaux recueillis pendant le réexamen à l'extinction au sujet des marges de dumping de Siderca.

7.247 Les **États-Unis** estiment que la détermination finale de l'USDOC renferme les bases de la détermination de la probabilité établie par l'USDOC. Selon eux, l'article 12.2.2 n'impose aucune obligation de fond aux autorités chargées de l'enquête dans le cadre des réexamens à l'extinction.

7.248 **Nous** notons que l'article 12 s'intitule "Avis au public et explication des déterminations". Il énonce l'obligation qui est faite aux autorités chargées de l'enquête de donner un avis au public concernant certaines décisions rendues ou déterminations établies à différents stades d'une enquête. Il est indiqué au paragraphe 3 de l'article 12 que les dispositions de cet article s'appliquent *mutatis mutandis* aux réexamens effectués au titre de l'article 11. Par conséquent, les dispositions de l'article 12 s'appliquent aux réexamens à l'extinction, sous réserve des changements nécessaires que la nature des réexamens à l'extinction peut dicter.

7.249 Cela étant, nous examinons maintenant le premier argument formulé par l'Argentine, à savoir qu'il est impossible de distinguer le fondement de la détermination de l'USDOC. Nous notons que, s'agissant de la teneur des avis au public, la partie pertinente de l'article 12.2 de l'Accord à laquelle l'Argentine se réfère dans ce contexte dispose ce qui suit:

> L'avis exposera de façon suffisamment détaillée, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct exposant de façon suffisamment détaillée, les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants par les autorités chargées de l'enquête.

7.250 Compte tenu de l'obligation énoncée à l'article 12.2, nous examinerons si la détermination finale établie par l'USDOC dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré contenait suffisamment de renseignements concernant les constatations et les conclusions établies par l'USDOC sur tous les points de fait et de droit pertinents dans le réexamen à l'extinction considéré. Dans ce contexte, nous prenons acte des passages suivants du *Mémorandum sur les questions et la décision* de l'USDOC:

> Bien qu'il ait reçu une réponse de fond au nom de Siderca, le Département a expliqué dans sa détermination du caractère adéquat en date du 22 août 2000 qu'étant donné que, de 1995 à 1999, la part annuelle moyenne des exportations de la marchandise visée de Siderca par rapport à l'ensemble des exportations argentines de la marchandise visée pendant la même période était nettement inférieure au seuil de 50 pour cent … il avait déterminé que la réponse de fond de Siderca était inadéquate.[117]
>
> Dans le cadre des réexamens à l'extinction considérés, le Département n'a pas reçu de réponse adéquate des parties intéressées interrogées. Conformément à l'article 351.218 d) 2) iii) de la réglementation concernant les réexamens à l'extinction, cela constitue une renonciation à participer.[118]

[117] *Mémorandum sur les questions et la décision* (pièce n° 51 de l'Argentine, page 3).
[118] *Mémorandum sur les questions et la décision* (pièce n° 51 de l'Argentine, page 5).

> En conséquence, étant donné que le dumping a subsisté après la publication des ordonnances, que les importations moyennes se sont maintenues à des niveaux bien inférieurs à ce qu'ils étaient pendant la période allant de 1995 jusqu'à 1999, avant la publication des ordonnances, et que les parties intéressées interrogées ont renoncé à leur droit de participer à ces réexamens ou n'ont pas présenté des réponses de fond adéquates, nous déterminons qu'il est probable que le dumping subsisterait si les ordonnances étaient révoquées.[119]
>
> Dans le cas de l'Argentine, toutefois, le Département a décidé d'effectuer un réexamen accéléré parce qu'il avait constaté que Siderca n'avait pas présenté des réponses de fond adéquates.[120] (non souligné dans l'original)

7.251 Nous notons que le mémorandum indique d'une manière générale que l'Argentine a été traitée différemment des autres pays visés par le réexamen à l'extinction vu qu'il y est dit que Siderca n'avait pas présenté une réponse de fond adéquate à l'avis d'engagement, tandis que les sociétés interrogées situées dans d'autres pays avaient renoncé à leur droit de participer au réexamen à l'extinction parce qu'elles n'avaient pas déposé une réponse de fond complète. Toutefois, au deuxième paragraphe cité plus haut, l'USDOC semble dire que toutes les parties intéressées ont renoncé à leur droit de participer au réexamen à l'extinction en question parce qu'elles n'ont pas présenté une réponse de fond adéquate. Cela semble contredire la structure exposée plus haut de la législation des États-Unis concernant les renonciations (*supra*, paragraphe 7.86) et la présentation d'une réponse adéquate à l'avis d'engagement dans le cadre des réexamens à l'extinction (*supra*, note de bas de page 42). En réponse à une question du Groupe spécial, les États-Unis ont signalé que le membre de phrase "cela constitue une renonciation à participer" se rapportait aux parties intéressées qui n'avaient pas présenté une réponse de fond à l'avis d'engagement, tandis que Siderca, en tant que partie intéressée ayant effectivement présenté une telle réponse, n'avait pas été réputée avoir renoncé à son droit.

7.252 Compte tenu de ce qui précède, nous sommes d'avis que l'existence de cette affirmation contradictoire concernant le fondement juridique, au regard de la législation des États-Unis, du traitement réservé à Siderca par l'USDOC ne rend pas cette détermination incompatible avec l'article 12.2 de l'Accord parce que, considéré globalement, le mémorandum indique que Siderca et les autres sociétés interrogées ont été traitées différemment et que Siderca n'a pas renoncé à son droit de participer au réexamen à l'extinction en question.

7.253 En ce qui concerne le deuxième argument formulé par l'Argentine, à savoir que l'USDOC ne s'était pas conformé à l'article 12.2.2 parce que sa détermination finale ne renfermait pas des éléments de preuve nouveaux concernant ses déterminations de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise, nous notons que l'Argentine donne à entendre que l'article 12.2 impose certaines obligations de fond aux autorités chargées de l'enquête. Toutefois, ni l'article 12.2 ni les autres paragraphes de l'article 12 ne renferment d'obligation de fond concernant la conduite des réexamens à l'extinction. Les prescriptions de fond de l'Accord concernant les réexamens à l'extinction se trouvent nécessairement dans des dispositions de fond comme l'article 11.3, et l'interprète du traité devrait s'abstenir d'interpréter des dispositions procédurales de l'Accord, telles que les articles 12 et 6, de manière à imposer des obligations de fond additionnelles aux autorités chargées de l'enquête. À cet égard, la constatation ci-après du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion* nous paraît utile:

> En d'autres termes, en constatant que les dispositions de l'article 6.10 peuvent contenir des obligations concernant les éléments de preuve et la procédure qui sont, en règle générale, applicables aux réexamens à l'extinction, nous ne constatons pas

[119] *Mémorandum sur les questions et la décision* (pièce n° 51 de l'Argentine, page 5).
[120] *Mémorandum sur les questions et la décision* (pièce n° 51 de l'Argentine, page 7).

> (et ne pouvons pas constater) que l'article 6.10, en vertu du renvoi figurant à l'article 11.4, a pour effet de superposer une prescription de fond *additionnelle* imposant dans les réexamens à l'extinction de calculer à nouveau la marge de dumping probable, prescription dont même le Japon ne soutient pas qu'elle figure dans le texte de l'article 11.3, ou ailleurs dans le texte de l'*Accord antidumping*. En tant qu'interprètes du traité, nous ne sommes pas autorisés à déduire des obligations de fond de l'application des dispositions concernant les éléments de preuve et la procédure de l'article 6.[121] (note de bas de page omise)

Nous notons que le point de vue du Groupe spécial sur cette question a également été confirmé par l'Organe d'appel.[122]

i) Conclusion

7.254 Par conséquent, nous refusons de reconnaître le bien-fondé de l'allégation formulée par l'Argentine au titre de l'article 12 de l'Accord.

E. ALLÉGATIONS RELATIVES À LA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ ÉTABLIE PAR L'USITC DANS LE CADRE DU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION VISANT LES OCTG

1. Introduction

7.255 Le volet USITC du réexamen à l'extinction visant les OCTG concernait cinq pays, à savoir l'Argentine, la Corée, l'Italie, le Japon et le Mexique. Comme la branche de production nationale et le groupe constitué des parties intéressées interrogées avaient présenté des réponses adéquates, l'USITC a effectué un réexamen à l'extinction complet.[123] Elle a procédé à une analyse cumulative en ce qui concerne ces cinq pays.[124] Elle a déterminé qu'il était probable que le dommage important subsiste ou se reproduise dans l'éventualité où l'ordonnance visant les OCTG en provenance d'Argentine, d'Italie, du Japon, de Corée et du Mexique serait révoquée.[125]

2. Aspect temporel de la détermination de la probabilité établie par l'USITC

a) Arguments des parties

i) Argentine

7.256 L'Argentine soutient que l'application des articles 752 a) 1) et 5) de la Loi douanière dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré était incompatible avec les articles 11.3 et 3 de l'Accord. Selon elle, la détermination établie par l'USITC ne fait que mentionner les dispositions pertinentes de la Loi et du SAA, et ne précise pas en quoi consiste le "laps de temps raisonnablement prévisible" retenu aux fins du réexamen à l'extinction considéré.

---

[121] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon* ("*États-Unis - Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*"), WT/DS244/R, adopté le 9 janvier 2004, modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS244/AB/R, paragraphe 7.206.

[122] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra*, note de bas de page 30, paragraphe 155.

[123] Bien qu'elle ait estimé que la réponse donnée par les exportateurs japonais n'était pas adéquate, l'USITC a néanmoins décidé d'effectuer un réexamen à l'extinction complet en ce qui concerne le Japon pour des raisons d'efficacité administrative. Détermination à l'extinction établie par l'USITC (pièce n° 54 de l'Argentine, page 2).

[124] Détermination à l'extinction établie par l'USITC (pièce n° 54 de l'Argentine, page 14).

[125] Détermination à l'extinction établie par l'USITC (pièce n° 54 de l'Argentine, pages 16 et 17).

ii) États-Unis

7.257 Les États-Unis font valoir qu'en raison du silence de l'article 11.3 quant au laps de temps pertinent aux fins des réexamens à l'extinction, la détermination établie par l'USITC ne peut pas être incompatible avec les articles 3 et 11.3 de l'Accord, sous prétexte que le laps de temps en fonction duquel elle avait été établie n'y était pas précisé.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.258 L'Argentine fait d'abord valoir que le fait que l'USITC a appliqué les articles 752 a) 1) et 5) de la Loi douanière dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré a rendu ses déterminations incompatibles avec les règles de l'OMC. Nous rappelons toutefois que nous avons constaté plus haut que les dispositions légales des États-Unis relatives au laps de temps en fonction duquel l'USITC établit ses déterminations de la probabilité dans le cadre des réexamens à l'extinction ne sont pas incompatibles avec les règles de l'OMC (*supra*, paragraphe 7.196). Nous ne pouvons donc pas constater que l'application de ces dispositions dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG était nécessairement incompatible avec les règles de l'OMC.

7.259 L'Argentine fait valoir que même si les dispositions légales des États-Unis établissant ce critère sont compatibles avec les règles de l'OMC, l'USITC ne les a pas appliqué à bon droit aux éléments de preuve dont elle disposait dans le réexamen à l'extinction considéré. L'Argentine affirme que l'USITC a agi d'une manière incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord en n'expliquant pas les paramètres du laps de temps raisonnablement prévisible en fonction duquel elle a constaté qu'il était probable que le dommage subsiste ou se reproduise.[126] Nous rappelons l'analyse que nous avons faite plus haut selon laquelle l'article 11.3 n'oblige pas les autorités chargées de l'enquête à préciser le laps de temps en fonction duquel elles établissent leurs déterminations de la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise (*supra*, paragraphe 7.187). L'article 11.3 dispose que l'autorité chargée de l'enquête doit établir, en s'appuyant sur une base factuelle suffisante, qu'il est probable que le dommage subsiste ou se reproduise. Nous ne voyons donc aucune incompatibilité avec les règles de l'OMC dans le fait que l'USITC n'a pas précisé le laps de temps qu'elle jugeait raisonnablement prévisible aux fins de ses déterminations de la probabilité dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré.

i) Conclusion

7.260 Compte tenu des considérations qui précèdent, nous rejetons l'allégation de l'Argentine concernant l'application par l'USITC des articles 752 a) 1) et 5) de la Loi douanière dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG.

3. Critère appliqué par l'USITC

a) Arguments des parties

i) Argentine

7.261 L'Argentine soutient que l'USITC n'a pas appliqué le critère "probable" énoncé à l'article 11.3 dans le cadre du réexamen à l'extinction en cause. Selon elle, même si la disposition pertinente de la Loi des États-Unis et la détermination établie par l'USITC dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré renferment le terme "*likely*", l'USITC a en réalité appliqué un critère différent dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré. Selon l'Argentine, "*likely*" et "*probable*" sont synonymes en anglais. Toutefois, dans le cadre du réexamen à l'extinction en question, l'USITC a appliqué un

[126] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphes 277 et 278; deuxième communication écrite de l'Argentine, paragraphe 206.

critère de "possibilité" au lieu du critère probable approprié énoncé à l'article 11.3 pour ce qui est de ses déterminations concernant le volume probable des importations faisant l'objet d'un dumping, l'effet probable de ces importations sur les prix et leur incidence probable sur la branche de production nationale aux États-Unis. Par conséquent, l'USITC a déterminé qu'il était probable que le dommage subsiste ou se reproduise en s'appuyant sur des faits qui indiquaient qu'un certain résultat était possible plutôt que probable. L'Argentine fait également valoir qu'en ce qui concerne ces trois aspects, l'USITC n'a pas procédé à un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs, ce qui était contraire aux articles 11.3, 3.1 et 3.2 de l'Accord.

7.262 L'Argentine allègue aussi qu'il y a eu violation de l'article 3.4 et 3.5 de l'Accord dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré.

ii) États-Unis

7.263 Les États-Unis soutiennent que dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré, l'USITC a appliqué le critère "probable" ("*likely*") prévu à l'article 11.3. Ils ne souscrivent pas au point de vue de l'Argentine selon lequel *likely* veut seulement dire *probable*. Selon eux, c'est le terme "*likely*", et non "*probable*", qui est employé dans la version anglaise de l'article 11.3 de l'Accord, de sorte que trouver un synonyme décisif pour *likely* ne permettrait pas de mieux comprendre le sens de ce terme.

7.264 Les États-Unis contestent également les allégations formulées par l'Argentine concernant le critère appliqué relativement aux trois aspects de la détermination à l'extinction établie par l'USITC en l'occurrence, c'est-à-dire le volume probable des importations faisant l'objet d'un dumping, l'effet probable de ces importations sur les prix et leur incidence probable sur la branche de production nationale aux États-Unis. Ils font généralement valoir que l'article 3 – y compris l'article 3.1 – ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction. Selon les États-Unis, les prescriptions de l'article 3.1 sont potentiellement incompatibles avec la nature des déterminations à l'extinction au titre de l'article 11.3. Les États-Unis soutiennent néanmoins que les violations alléguées par l'Argentine concernant l'article 3.1 sont sans fondement, parce que les déterminations établies par l'USITC démontrent que celle-ci n'a pas agi d'une manière incompatible avec ces dispositions.

7.265 Les États-Unis contestent également les allégations formulées par l'Argentine au titre de l'article 3.4 et 3.5.

b) Arguments des tierces parties

i) Communautés européennes

7.266 Les Communautés européennes conviennent avec l'Argentine que les dispositions de l'article 3 de l'Accord antidumping s'appliquent *mutatis mutandis* dans le contexte des réexamens à l'extinction. Selon elles, compte tenu du texte introductif de l'article 3.1, l'absence d'un renvoi explicite à l'article 3 dans le texte de l'article 11.3 est dénuée de pertinence. Les Communautés européennes conviennent aussi avec l'Argentine que le critère prescrit dans le cadre des déterminations à l'extinction est "probable" et non "possible". Selon elles, l'USITC n'a pas appliqué correctement le critère "probable" dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré.

ii) Japon

7.267 Le Japon fait valoir que les dispositions de l'article 3 s'appliquent aux déterminations de l'existence d'un dommage établies dans le cadre des réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. Par conséquent, il faut satisfaire aux prescriptions de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 dans le cadre de ces réexamens.

c) Évaluation par le Groupe spécial

i) Applicabilité de l'article 3 dans le cadre des réexamens à l'extinction

7.268 Nous notons que la majorité des allégations dans lesquelles l'Argentine conteste les déterminations établies par l'USITC dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG reposent sur divers paragraphes de l'article 3 de l'Accord, pris isolément ou conjointement avec l'article 11.3. Toutefois, les vues des parties divergent quant à l'applicabilité de l'article 3 dans le cadre des réexamens à l'extinction. L'Argentine soutient d'une manière générale que l'article 3 de l'Accord s'applique aux réexamens à l'extinction. À cet égard, elle s'appuie principalement sur les dispositions de la note de bas de page 9 de l'Accord, qui définissent les trois types de dommage, et sur des décisions antérieures de l'Organe d'appel. Selon les États-Unis, toutefois, l'article 3 ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction effectués au titre de l'article 11.3, parce que la nature de l'examen est différente en vertu de ces deux dispositions. L'article 3 s'applique à la détermination de l'existence d'un "dommage", tandis que l'examen mené dans le cadre d'un réexamen à l'extinction est axé sur la détermination de la "probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise".

7.269 Compte tenu de la place essentielle qu'occupe l'article 3 dans les arguments que l'Argentine formule à l'appui de ses allégations portant sur les actions de l'USITC dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG et des divergences de vues des parties sur cette question, il nous paraît utile d'exposer, à ce stade, nos vues sur l'applicabilité de l'article 3 dans le cadre des réexamens à l'extinction.

7.270 Nous notons que ni l'article 11.3 ni aucun autre paragraphe de l'article 11 ne renferment de disposition sur le point de savoir si les dispositions de l'article 3 en général, ou celles de certains paragraphes de cet article en particulier, s'appliquent aux réexamens à l'extinction. De plus, l'article 3 ne comporte aucun renvoi à cet effet. Toutefois, il y a dans le texte de l'article 3 des éléments qui peuvent donner à penser que les dispositions de cet article définissent la portée des déterminations de l'existence d'un dommage dans l'ensemble de l'Accord. À titre d'exemple, le membre de phrase qui figure au début de l'article 3.1 ("aux fins de l'article VI du GATT de 1994") et le membre de phrase "[p]our les besoins du présent accord", qui figure dans la note de bas de page 9 indiquent que la notion de dommage devrait s'entendre de la manière indiquée à l'article 3 d'un bout à l'autre de l'Accord. Cela étant, nous incorporons également l'analyse que nous avons faite plus haut concernant l'analyse textuelle des articles 3 et 11.3 de l'Accord (*supra*, paragraphes 7.187 à 7.194).

7.271 Nous notons que le Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion* était également d'avis que le terme dommage devait être compris de la manière indiquée à l'article 3. Toutefois, ce groupe spécial a conclu que ces membres de phrase indiquaient que le champ d'application de l'article 3 n'était pas limité aux enquêtes, de sorte qu'il s'appliquait aussi d'une manière générale aux réexamens à l'extinction.[127] Ce groupe spécial s'est

[127] À cet égard, nous prenons acte des déclarations suivantes du Groupe spécial *États-Unis - Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*:

> Premièrement, l'article 3 est intitulé "dommage". Ce titre est lié à la note de bas de page 9 de l'*Accord antidumping* qui indique que "[p]our les besoins du présent accord, le terme "dommage" s'entendra, sauf indication contraire, d'un dommage important causé à une branche de production nationale, d'une menace de dommage important pour une branche de production nationale ou d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale; il sera interprété conformément aux dispositions de cet article". Cela semble démontrer que le terme "dommage" tel qu'il apparaît tout au long de l'*Accord antidumping* – y compris l'article 11 – doit être interprété conformément à cette note de bas de page, sauf indication contraire. Cela semblerait étayer l'opinion selon laquelle les dispositions de l'article 3 concernant le dommage peuvent être généralement applicables tout au long de l'*Accord antidumping* et ne sont pas d'application limitée aux enquêtes. L'article 11 ne semble pas donner d'indication contraire explicite concernant les réexamens à l'extinction.

ensuite demandé si un paragraphe particulier de l'article 3, à savoir le paragraphe 3, était applicable dans le cadre des réexamens à l'extinction et a décidé qu'à cause de sa teneur, l'article 3.3 constituait une exception à son observation générale et, partant, ne s'appliquait pas aux réexamens à l'extinction.

7.272 Dans la mesure où ce groupe spécial a constaté que les membres de phrase précités qui figurent à l'article 3 et dans la note de bas de page 9 y relative rendent les dispositions de l'article 3 généralement applicables aux réexamens à l'extinction, nous ne sommes pas d'accord avec lui. Nous notons que la nature des examens menés dans les enquêtes et les réexamens à l'extinction diffère considérablement. Pour ce qui est des différences entre les enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction, nous relevons l'observation suivante formulée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*:

> Pour examiner la nature d'une détermination de la probabilité établie dans un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3, nous rappelons ce que nous avons dit dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, dans le contexte de l'*Accord SMC*:
>
> > ... les enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction sont des processus distincts qui suivent des buts différents. La nature de la détermination à faire dans le cadre d'un réexamen à l'extinction diffère à certains égards essentiels de la nature de la détermination à faire dans le cadre d'une enquête initiale.[128]
>
> Cette observation est également valable pour les enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction au titre de l'*Accord antidumping*. Dans une enquête antidumping initiale, les autorités chargées de l'enquête doivent déterminer si *un dumping existe* pendant la période couverte par l'enquête. En revanche, dans un réexamen à l'extinction d'un droit antidumping, les autorités chargées de l'enquête doivent déterminer s'il est *probable que le dumping subsistera ou se reproduira* si le droit qui a été imposé à l'issue d'une enquête initiale est supprimé.[129]

7.273 À notre avis, le raisonnement de l'Organe d'appel concernant les différences entre les enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction qui se rapportent à des déterminations de l'existence d'un dumping s'applique également au volet dommage des enquêtes et des réexamens à l'extinction. Les déterminations de l'existence d'un dommage établies dans le cadre des enquêtes visent à déterminer l'existence d'un dommage pendant la période couverte par l'enquête, tandis que les réexamens à l'extinction ont trait à la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise dans l'éventualité où une ordonnance déjà en vigueur pendant une période d'au plus cinq ans serait révoquée. À l'instar de l'Organe d'appel, qui a dit que l'autorité chargée de l'enquête n'était pas tenue d'établir une détermination de l'existence d'un dumping dans le cadre d'un réexamen à l'extinction[130], nous estimons que l'autorité chargée de l'enquête n'est pas tenue d'établir une détermination de l'existence d'un

---

> Il y a d'autres éléments textuels indiquant que les obligations en matière de dommage inscrites à l'article 3 pourraient être généralement applicables tout au long de l'Accord. Par exemple, l'emploi du membre de phrase "aux fins de l'article VI du GATT de 1994" à l'article 3.1 laisse aussi penser qu'en général, les obligations inscrites à l'article 3 concernant le dommage pourraient être applicables tout au long de l'*Accord antidumping*, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas limitées aux enquêtes. (note de bas de page omise)

Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra*, note de bas de page 121, paragraphes 7.99 et 7.100.

[128] (note de bas de page de l'original) Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 106.

[129] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra*, note de bas de page 30, paragraphes 106 et 107.

[130] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra*, note de bas de page 30, paragraphe 123.

dommage dans le cadre d'un réexamen à l'extinction. Il s'ensuit donc que les obligations énoncées à l'article 3 ne s'appliquent pas normalement aux réexamens à l'extinction.

7.274 Toutefois, si elle décide d'établir une détermination de l'existence d'un dommage dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, ou si elle utilise une détermination antérieure de l'existence d'un dommage dans le cadre de sa détermination à l'extinction, l'autorité chargée de l'enquête a l'obligation de s'assurer que sa détermination de l'existence d'un dommage ou que la détermination antérieure de l'existence d'un dommage qu'elle utilise est conforme aux dispositions pertinentes de l'article 3.[131] À titre d'exemple, l'article 11.3 n'indique pas si l'autorité chargée de l'enquête est tenue de calculer l'effet des importations qui feront l'objet d'un dumping sur les prix pratiqués par la branche de production nationale. À notre avis, cela veut dire que l'autorité chargée de l'enquête n'est pas nécessairement tenue de faire ce calcul dans le cadre d'un réexamen à l'extinction. Toutefois, si elle décide de faire ce calcul, l'autorité chargée de l'enquête serait alors liée par les dispositions pertinentes de l'article 3 de l'Accord. De même, si, dans le cadre de ses déterminations à l'extinction relatives au dommage, l'autorité chargée de l'enquête utilise un calcul de l'effet sur les prix qui a été fait dans le cadre de l'enquête initiale ou des réexamens effectués entre-temps, elle doit s'assurer de la compatibilité de ce calcul avec les dispositions existantes de l'article 3.

7.275 Toutefois, cela ne veut pas dire que nous ferons abstraction des dispositions de l'article 3 dans notre analyse des déterminations établies par l'USITC dans le cadre du réexamen considéré. Tout comme l'Organe d'appel l'a fait observer dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, s'agissant de la définition du dumping qui est donnée à l'article 2.1 de l'Accord[132], nous estimons que, partout dans l'Accord – y compris en ce qui concerne les réexamens à l'extinction – le terme dommage devrait être compris et interprété de la manière indiquée à l'article 3 de l'Accord, y compris dans la note de bas de page 9 y relative. L'Accord ne renferme aucune autre définition du dommage aux fins des réexamens à l'extinction. Par conséquent, même si nous constatons que les dispositions de divers paragraphes de l'article 3 ne s'appliquent pas nécessairement dans le cadre des réexamens à l'extinction, nous garderons à l'esprit dans notre analyse la définition du dommage qui est énoncée dans la note de bas de page 9 et les paramètres des déterminations de l'existence d'un dommage tels qu'ils sont exposés à l'article 3 d'une manière générale. Nous trouverons des indications à l'article 3 au besoin.

7.276 Il découle de l'analyse qui précède que nous examinerons les allégations formulées par l'Argentine au titre de l'article 3 uniquement dans la mesure où l'USITC a établi une détermination de l'existence d'un dommage – par opposition à une détermination de la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise – dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG, ou dans les cas où l'USITC s'est servie d'une détermination de l'existence d'un dommage établie dans le cadre de l'enquête initiale visant les OCTG ou des réexamens effectués entre-temps, et où l'Argentine allègue que l'USITC n'a pas apporté les corrections nécessaires à ces déterminations initiales de l'existence d'un dommage pour les rendre compatibles avec les dispositions actuelles de l'article 3.

ii) Allégations relatives aux déterminations établies par l'USITC concernant le volume probable des importations faisant l'objet d'un dumping, leur effet probable sur les prix et leur incidence probable sur la branche de production nationale aux États-Unis

7.277 L'Argentine soutient que l'USITC a appliqué un critère différent du critère "probable" énoncé à l'article 11.3 dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré. Selon l'Argentine, l'USITC a

[131] Les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion* nous confortent dans notre point de vue. Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra*, note de bas de page 30, paragraphes 126 à 130.

[132] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra*, note de bas de page 30, paragraphe 126.

appliqué un critère de "possibilité" au lieu du critère "*likely*" ("probable" dans la version française) énoncé à l'article 11.3 de l'Accord qui, selon elle, veut dire "*probable*". De l'avis de l'Argentine, le fait que l'USITC n'a pas appliqué le critère probable ressort de l'analyse des déterminations que celle-ci a établies concernant le volume probable des importations faisant l'objet d'un dumping, leur effet probable sur les prix et leur incidence probable sur la branche de production nationale aux États-Unis. L'Argentine affirme également que l'USITC a contrevenu à l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord dans les déterminations qu'elle a établies concernant ces trois facteurs parce qu'elle n'a pas procédé à un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs. Elle reconnaît toutefois que la Loi des États-Unis et la détermination à l'extinction établie par l'USITC renferment le mot "*likely*".

7.278 Nous notons que l'allégation de l'Argentine ayant trait à l'analyse du dommage qui a été faite par l'USITC pour ce qui est du volume probable des importations faisant l'objet d'un dumping, de l'effet probable de ces importations sur les prix et de leur incidence probable sur la branche de production nationale aux États-Unis comporte deux volets. Premièrement, l'Argentine affirme, s'agissant de chacun de ces trois facteurs, que l'USITC n'a pas appliqué le critère probable énoncé à l'article 11.3. Deuxièmement, l'Argentine soutient, s'agissant de ces trois mêmes aspects des déterminations établies par l'USITC, que cette dernière n'a pas procédé à un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs, ce qui était contraire à l'article 3.1 et 3.2. Par conséquent, dans le cadre de cette allégation, l'Argentine allègue qu'il y a eu violation de l'article 11.3 ainsi que de l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord.

7.279 Conformément à l'approche définie plus haut concernant l'applicabilité de l'article 3 de l'Accord aux réexamens à l'extinction, il nous paraît utile de nous demander d'abord si l'USITC a établi une détermination de l'existence d'un dommage ou une détermination de la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré. Nous notons qu'il est indiqué clairement dans la détermination établie par l'USITC qu'il y est question de la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise, et non de la détermination de l'existence d'un dommage.[133] L'Argentine ne fait pas valoir non plus que l'USITC a établi en l'occurrence une détermination de l'existence d'un dommage. De même, l'Argentine n'affirme pas que, dans le cadre du réexamen visant les OCTG, l'USITC s'est servie d'une détermination de l'existence d'un dommage établie dans le cadre de l'enquête initiale visant les OCTG, qui est maintenant incompatible avec les dispositions de l'article 3 de l'Accord. Nous examinerons donc uniquement les aspects de l'allégation de l'Argentine qui ont trait à l'article 11.3 et n'examinerons pas ceux qui se rapportent à l'article 3.

7.280 Toutefois, nous notons que l'essentiel de l'allégation de l'Argentine est que l'USITC, soit n'a pas établi les faits correctement, soit ne les a pas évalués objectivement ou ne s'est pas appuyée sur une base factuelle suffisante. Nous rappelons que, selon le critère d'examen exposé plus haut (*supra*, paragraphes 7.1 à 7.5) qui s'applique à la présente procédure, nous devrions constater que l'USITC a agi d'une manière compatible avec les règles de l'OMC si elle a établi les faits correctement et les a évalués d'une manière objective et impartiale. Il s'ensuit que le fond de l'allégation de l'Argentine au titre de l'article 3.1 et 3.2, c'est-à-dire le fait qu'il n'aurait pas été procédé à un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs, recoupe directement le critère d'examen que nous devons appliquer en l'espèce. S'agissant de la présente allégation, le fait que nous n'examinerons pas les aspects de l'allégation de l'Argentine ayant trait à l'article 3 ne créera aucune différence concrète pour ce qui est du résultat de notre analyse.

7.281 Nous appliquerons donc le critère d'examen exposé plus haut pour déterminer si l'USITC a agi en conformité avec l'Accord en ce qui concerne ces trois aspects des déterminations qu'elle a établies dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré. Si nous constatons que l'établissement des faits par l'USITC était correct et que ces faits ont été évalués d'une manière impartiale et objective, nous ne constaterons pas une incompatibilité, même si nous aurions pu arriver à une conclusion

[133] Voir, par exemple, les pages 1, 16 et 33 de la détermination à l'extinction établie par l'USITC (pièce n° 54 de l'Argentine).

différente en nous appuyant sur les mêmes faits. Comme la question qui se pose est celle de savoir si la détermination de la probabilité établie par l'USITC reposait sur un établissement correct des faits et sur une évaluation impartiale et objective de ces faits, dans le cas où nous constaterions qu'il n'a pas été satisfait à l'un ou l'autre de ces critères, nous constaterons qu'il y a eu violation de l'article 11.3, et non de l'article 3.1 ou 3.2.

7.282 Ayant exposé notre approche à l'égard de la présente allégation de l'Argentine, nous nous penchons maintenant sur les arguments juridiques formulés par l'Argentine dans ce contexte.

7.283 Nous rappelons l'observation que nous avons formulée plus haut, selon laquelle l'Argentine reconnaît qu'à première vue, la détermination établie par l'USITC dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG renferme le mot "*likely*" ("probable"). La partie pertinente de la détermination finale de l'USITC est ainsi libellée:

> Compte tenu du dossier de ces réexamens quinquennaux, nous déterminons, en vertu de l'article 751 c) de la Loi douanière de 1930, telle qu'elle a été modifiée ("la Loi"), qu'il est probable que le dommage important causé à une branche de production aux États-Unis subsisterait ou se reproduirait dans un laps de temps raisonnablement prévisible si les ordonnances en matière de droits antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères ("OCTG") autres que les tubes de forage ("tubes de cuvelage et tubes de production") en provenance d'Argentine, de Corée, d'Italie, du Japon et du Mexique et l'ordonnance en matière de droits compensateurs visant les tubes de cuvelage et les tubes de production en provenance d'Italie étaient révoquées.[134] (non souligné dans l'original)

Nous notons que, ainsi que l'Argentine en convient, la détermination de l'USITC fait référence à première vue au critère probable énoncé à l'article 11.3.

7.284 Toutefois, l'Argentine avance d'autres arguments en vue de prouver qu'en dépit du critère qu'elle avait exposé dans sa détermination finale, l'USITC a, en fait, appliqué un critère différent dans le cadre du réexamen à l'extinction en cause. À cet égard, l'Argentine affirme d'abord que les déclarations faites par l'USITC dans différentes instances révèlent le fait qu'elle donne au mot "*likely*" le sens de "possible" au lieu de "probable". Dans un cas, l'USITC aurait déclaré devant un tribunal des États-Unis que "*likely*" ne signifie pas "probable", mais autre chose. Dans l'autre cas, l'USITC aurait émis l'opinion devant un groupe spécial de l'ALENA que "*likely*" ne signifie pas nécessairement "probable".

7.285 Nous notons que le critère exposé à l'article 11.3 de l'Accord pour les déterminations à l'extinction établies par les autorités chargées de l'enquête est "probable" ("*likely*"). Ce critère s'applique à la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise ainsi qu'aux déterminations de l'existence d'un dommage dans le cadre des réexamens à l'extinction, et c'est précisément le critère que l'USITC a appliqué. Selon nous, l'essentiel de l'allégation de l'Argentine n'est pas que l'USITC a appliqué le mauvais critère, mais qu'elle a fait erreur en déterminant qu'il avait été satisfait au critère probable. Notre tâche consiste à parvenir à une décision sur l'allégation de l'Argentine selon laquelle l'USITC a fait erreur dans le réexamen à l'extinction considéré lorsqu'elle a appliqué le critère probable énoncé à l'article 11.3. Par conséquent, les déclarations faites par l'USITC devant des tribunaux des États-Unis ou un groupe spécial de l'ALENA au sujet du sens de probable (*likely*), tel qu'il est employé à l'article 11.3 de l'Accord, sont dénuées de pertinence aux fins de notre examen de la question de savoir si la détermination établie par l'USITC dans la procédure de réexamen à l'extinction en question satisfaisait au critère probable prévu à l'article 11.3.

[134] Détermination à l'extinction établie par l'USITC (pièce n° 54 de l'Argentine, page 1).

7.286 Nous en venons donc aux aspects particuliers de la détermination établie par l'USITC dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré, à propos de laquelle l'Argentine allègue que l'USITC n'a pas appliqué le critère probable énoncé à l'article 11.3.

Volume probable des importations faisant l'objet d'un dumping

7.287 L'Argentine soutient que l'analyse du volume probable des importations faisant l'objet d'un dumping qui a été faite par l'USITC ne reposait pas sur un examen objectif des éléments de preuve versés au dossier.

7.288 Nous notons que l'analyse du volume probable des importations faisant l'objet d'un dumping figure aux pages 17 à 20 de la détermination à l'extinction établie par l'USITC. Cette partie de la détermination comporte un examen détaillé des questions relatives au volume probable des importations faisant l'objet d'un dumping. À la page 17, l'USITC commence son analyse par un exposé des constatations pertinentes issues de l'enquête initiale et examine ensuite l'évolution de la situation au cours de la période d'application de la mesure. Dans les pages suivantes, l'USITC présente des arguments à l'appui de sa conclusion selon laquelle il y aura un volume notable d'importations faisant l'objet d'un dumping dans l'éventualité d'une révocation. En ce qui concerne l'utilisation des capacités, même si l'USITC reconnaît que les taux d'utilisation des capacités des exportateurs étaient élevés, elle conclut que ces producteurs étrangers peuvent affecter aux tubes de cuvelage et aux tubes de production une plus grande partie de la capacité de production affectée à d'autres types de produits tubulaires[135], parce que ces deux groupes de produits sont fabriqués sur les mêmes chaînes de production et avec les mêmes machines et équipements. L'USITC explique ensuite les raisons qui l'ont amené à établir cette détermination. Dans ce contexte, elle mentionne cinq raisons.

7.289 L'Argentine conteste le raisonnement de l'USITC pour trois motifs et affirme donc que la détermination de l'USITC n'était pas fondée sur un examen objectif des éléments de preuve versés au dossier.

7.290 Le principal argument que l'Argentine formule à cet égard se rapporte à la constatation de l'USITC selon laquelle Tenaris[136] pouvait réorienter une plus grande partie de sa capacité de production vers le marché des États-Unis. L'Argentine ne conteste pas le fait que Tenaris pouvait réduire la capacité de production affectée à d'autres types de produits tubulaires au profit des tubes de cuvelage et des tubes de production. En effet, l'Argentine affirme que le seul moyen dont disposait Tenaris pour accroître ses exportations de tubes de cuvelage et de tubes de production vers les États-Unis consistait à affecter une plus grande partie de sa capacité à la production de ces produits.[137] L'Argentine affirme toutefois que le dossier du réexamen à l'extinction visant les OCTG ne renferme aucun élément de preuve positif qui étayerait la constatation de l'USITC selon laquelle Tenaris avait intérêt à réorienter sa production de cette façon. Par conséquent, la question qui se pose est celle de savoir si la détermination de l'USITC selon laquelle Tenaris pouvait réduire sa production d'autres produits tubulaires au profit des tubes de cuvelage et des tubes de production reposait sur une base factuelle suffisante dans le dossier.

7.291 Nous notons que l'USITC a trouvé cinq arguments à l'appui de sa détermination selon laquelle les producteurs visés, y compris Tenaris, pouvaient consacrer une plus grande partie de leur capacité

[135] Les OCTG sont constitués de deux sous-groupes de produits: les "tubes de cuvelage et les tubes de production" et les "tubes de forage". La définition du produit similaire dans le réexamen à l'extinction en cause visant les OCTG comprenait les "tubes de cuvelage et les tubes de production", mais pas les "tubes de forage". Voir la détermination à l'extinction établie par l'USITC (pièce n° 54 de l'Argentine, pages 1 à 4).

[136] Tenaris est l'appellation d'un groupe de sociétés comprenant Siderca. Voir la première communication écrite de l'Argentine, note de bas de page 37. Par conséquent, pour les besoins de notre analyse, nous considérons que Tenaris désigne Siderca.

[137] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphe 244.

de production au marché des États-Unis. La partie pertinente de la détermination de l'USITC est ainsi libellée:

> Les taux récents*** d'utilisation des capacités constituent un frein potentiellement important à la capacité de ces producteurs visés d'accroître leurs expéditions de tubes de cuvelage et de tubes de production aux États-Unis. Toutefois, le dossier indique que ces producteurs ont avantage à consacrer une plus grande partie de leur capacité de production à la fabrication et à l'expédition d'une plus grande quantité de tubes de cuvelage et de tubes de production aux États-Unis.
>
> Premièrement, … bien que les sociétés membres de Tenaris cherchent à minimiser l'importance du marché des États-Unis par rapport au reste du monde, elles reconnaissent qu'il s'agit du plus grand marché au monde pour les tubes de cuvelage et les tubes de production sans soudure. Vu sa vocation mondiale, Tenaris serait probablement fortement incitée à avoir une présence importante sur le marché des États-Unis, y compris pour répondre à la demande d'OCTG de sa clientèle mondiale sur ce marché.
>
> Deuxièmement, les tubes de cuvelage et les tubes de production font partie des produits tubulaires dont la valeur est la plus élevée, et qui permettent d'obtenir des marges bénéficiaires parmi les plus élevées …
>
> Troisièmement, le dossier de ces réexamens indique que les prix des tubes de cuvelage et des tubes de production sur le marché mondial sont sensiblement inférieurs aux prix pratiqués aux États-Unis ... Nous avons tenu compte des arguments des sociétés interrogées selon lesquels les écarts de prix allégués par la branche de production nationale sont exagérés, mais nous concluons malgré tout qu'il y a en moyenne un écart suffisant pour inciter les producteurs visés à chercher à accroître leurs ventes de tubes de cuvelage et de tubes de production aux États-Unis.
>
> Quatrièmement, les producteurs des pays visés se heurtent également à des obstacles à l'importation dans d'autres pays, ou relativement à des produits connexes …
>
> Enfin, nous constatons que les branches de production dans *** des pays visés sont tributaires des exportations pour la majorité de leurs ventes …
>
> Par conséquent, nous constatons qu'en l'absence des ordonnances, le volume probable des importations visées cumulées, aussi bien dans l'absolu qu'exprimé en part du marché des États-Unis, serait notable.[138] (notes de bas de page omises)

7.292 Nous notons que l'Argentine conteste deux des cinq points mis en évidence par l'USITC. Par conséquent, nous examinerons d'abord les arguments de l'Argentine sur ces deux points, avant de parvenir à une conclusion sur l'allégation principale de l'Argentine selon laquelle la détermination par l'USITC du volume probable des importations faisant l'objet d'un dumping n'était pas fondée sur un examen objectif des éléments de preuve versés au dossier.

7.293 L'Argentine soutient d'abord que la constatation de l'USITC concernant l'existence d'obstacles au commerce sur les marchés de pays tiers reposait uniquement sur une ordonnance antidumping dont le Canada avait frappé à la Corée. Comme l'USITC ne pouvait citer aucun autre obstacle au commerce érigé contre les quatre autres pays visés par le réexamen à l'extinction en question, l'Argentine affirme que cette constatation n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs.

[138] Détermination à l'extinction établie par l'USITC (pièce n° 54 de l'Argentine, pages 19 et 20).

7.294 La partie pertinente de la détermination de l'USITC est ainsi libellée:

> Quatrièmement, les producteurs des pays visés se heurtent également à des obstacles à l'importation dans d'autres pays, ou relativement à des produits connexes. Les producteurs de l'Argentine, du Japon et du Mexique sont visés par des ordonnances en matière de droits antidumping aux États-Unis frappant les tuyaux standard, les tuyaux pour canalisation et les tuyaux pour conduite sous pression, sans soudure, qui sont fabriqués dans les mêmes installations de production que les OCTG. Les producteurs de la Corée sont assujettis à des contingents d'importation visant les tuyaux de canalisation soudés expédiés aux États-Unis et à des ordonnances en matière de droits antidumping frappant les tubes et tuyaux soudés en aciers non alliés, de section circulaire. Le Canada impose actuellement des droits antidumping de 67 pour cent sur les tubes de cuvelage en provenance de Corée.[139] (notes de bas de page omises)

7.295 Nous notons que l'USITC a mentionné un certain nombre d'obstacles au commerce. Toutefois, parmi ces obstacles, un seul concernait le produit visé, soit la mesure antidumping dont le Canada avait frappé les tubes de cuvelage et les tubes de production en provenance de Corée. Les autres concernaient des produits connexes, c'est-à-dire des produits qui pouvaient être fabriqués sur les mêmes chaînes de production que les tubes de cuvelage et les tubes de production. La question qui se pose est donc celle de savoir si l'USITC a fait erreur en estimant que certains exportateurs qui se heurtaient à des obstacles au commerce en ce qui concerne certains types de produits, qui pouvaient être fabriqués sur les mêmes chaînes de production que les tubes de cuvelage et les tubes de production, pourraient réorienter leur production vers les tubes de cuvelage et les tubes de production, qui pourraient entrer sur le marché des États-Unis sans être visés par la mesure antidumping en cause dans la présente procédure. Comme les parties ne contestent pas que cette réorientation de la production était techniquement possible, nous ne voyons pas pourquoi l'USITC ne pouvait pas faire une telle inférence dans les circonstances du réexamen à l'extinction considéré. Il est tout à fait normal de penser qu'un producteur cherchera à maximiser ses bénéfices, ce qui, en l'espèce, serait possible en réorientant la production vers les tubes de cuvelage et les tubes de production, de manière à entrer sur le marché des États-Unis sans être assujetti au droit antidumping en cause s'il avait été supprimé. Nous estimons donc que cet aspect de la conclusion de l'USITC était motivé, compte tenu des éléments de preuve versés au dossier.

7.296 Ensuite, l'Argentine soutient que l'analyse par l'USITC des écarts de prix entre le marché des États-Unis et le marché mondial reposait sur des éléments de preuve empiriques, et non sur des rapports indépendants. Nous notons que dans son rapport, l'USITC se réfère aux dépositions de trois personnes œuvrant dans ce secteur en tant qu'éléments de preuve de ces écarts de prix, et ne fait état d'aucune objection soulevée à cet égard par les parties intéressées.[140] L'Argentine ne formule aucun argument quant à l'exactitude de ces dépositions sur le fond. Elle n'a pas non plus porté à notre attention un autre élément de preuve qui pourrait étayer la constatation contraire à cet égard. L'allégation de l'Argentine à cet égard est donc limitée au type d'éléments de preuve sur lequel l'USITC s'est fondée. Compte tenu de notre critère d'examen en ce qui concerne les déterminations de fait établies par l'autorité chargée de l'enquête, et conscients qu'il n'y a pas de règles dans l'Accord antidumping quant au type d'éléments de preuve qui peut étayer les constatations de l'autorité chargée de l'enquête, nous sommes d'avis que l'USITC s'est référée à bon droit aux dépositions de personnes bien informées dans le secteur pertinent.

7.297 L'Argentine fait aussi valoir que le fait que les producteurs formant Tenaris avaient déjà conclu des marchés à long terme avec leurs clients indiquait à l'USITC que Tenaris n'allait

---

[139] Détermination à l'extinction établie par les États-Unis (pièce n° 54 de l'Argentine, page 20).

[140] Détermination à l'extinction établie par l'USITC (pièce n° 54 de l'Argentine, page 21, note de bas de page 128).

probablement pas accroître ses exportations vers les États-Unis dans l'éventualité d'une révocation. En effet, ces producteurs n'abandonneraient pas leurs clients de longue date pour accroître leurs exportations vers les États-Unis. Les États-Unis affirment, et il est dit dans la détermination finale de l'USITC que, compte tenu de l'écart entre les prix pratiqués aux États-Unis et les prix mondiaux, les États-Unis étant le principal marché mondial d'OCTG et les tubes de cuvelage et les tubes de production étant les produits tubulaires dont la valeur était la plus élevée, l'USITC était justifiée de conclure que Tenaris était fortement incitée à accroître ses exportations aux États-Unis. Il nous paraît raisonnable de conclure à partir de ces faits que Tenaris aurait été incitée à accroître ses exportations aux États-Unis si la mesure avait été révoquée. À notre avis, une détermination selon laquelle certains producteurs ont intérêt à accroître leurs exportations vers un certain marché est une détermination qui peut être faite sur la base d'une analyse de divers facteurs, comme la taille du marché ciblé, les écarts de prix et les différences de qualité, et d'autres coûts associés à l'expédition du produit visé. Dans les circonstances du réexamen à l'extinction considéré, nous ne voyons aucun élément dans la détermination finale de l'USITC qui étayerait l'assertion selon laquelle la détermination de l'USITC sur cette question reposait sur un établissement incorrect des faits ou sur une évaluation partiale ou subjective de ces faits.

Conclusion

7.298 Compte tenu des considérations qui précèdent, nous concluons que l'Argentine n'a pas réussi à prouver que les déterminations de l'USITC concernant le volume probable des importations faisant l'objet d'un dumping étaient incompatibles avec les règles de l'OMC, et nous rejetons donc cet aspect de l'allégation de l'Argentine.

Effets probables des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix

7.299 L'analyse que fait l'USITC des questions se rapportant à l'effet probable des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix se trouve aux pages 20 et 21 de sa détermination finale. Là encore, l'USITC commence son analyse en se référant aux constatations pertinentes qui ont été faites dans le cadre de l'enquête initiale. Elle analyse ensuite les déterminations établies pendant la période d'application de l'ordonnance et mentionne que la sous-cotation des prix a continué pendant toute la durée d'application de la mesure. L'USITC conclut ensuite:

> Compte tenu du volume notable probable des importations visées, du degré élevé de substituabilité entre les importations visées et le produit national similaire, de l'importance du prix dans les décisions d'achat aux États-Unis, de la nature instable de la demande aux États-Unis, et de la sous-cotation des importations visées lors de l'enquête initiale et pendant la période de réexamen actuelle, nous constatons qu'en l'absence des ordonnances, il est probable que les tubes de cuvelage et les tubes de production en provenance d'Argentine, de Corée, d'Italie, du Japon et du Mexique se feraient concurrence par les prix pour obtenir une part de marché additionnelle. Nous constatons qu'il est probable que pareille concurrence par les prix de la part des importations visées aurait pour effet de déprimer les prix du produit national similaire dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de ces prix.[141] (note de bas de page omise)

7.300 L'Argentine fait valoir que les constatations de l'USITC concernant les effets probables des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix n'étaient pas fondées sur un examen objectif des éléments de preuve versés au dossier. Premièrement, selon l'Argentine, l'analyse de la sous-cotation des prix qui a été faite par l'USITC était fondée sur une série limitée de comparaisons.

7.301 Nous prenons acte de la partie suivante de la détermination de l'USITC à cet égard:

[141] Détermination à l'extinction établie par l'USITC (pièce n° 54 de l'Argentine, page 21).

> Même si les comparaisons directes des ventes sont limitées parce que les producteurs visés étaient peu présents sur le marché des États-Unis pendant la période visée par le réexamen, il ressort des quelques comparaisons directes qui ont pu être faites que les tubes de cuvelage et les tubes de production visés étaient généralement vendus à des prix inférieurs à celui du produit national similaire, surtout en 1999 et 2000.[142] (note de bas de page omise)

7.302 L'Argentine ne conteste pas le fait que l'USITC a effectivement procédé à une sorte de comparaison des prix. Toutefois, selon elle, le fondement de cette comparaison n'était pas adéquat en raison du nombre limité de comparaisons qui ont été effectuées.

7.303 À notre avis, le nombre de comparaisons des prix effectuées dans le cadre d'une détermination à l'extinction ne doit pas nécessairement atteindre un seuil précis. En fait, dans les réexamens à l'extinction, compte tenu du volume des importations à la suite de l'imposition de la mesure, le nombre de ces comparaisons peut inévitablement être limité. Il peut même être impossible de faire des comparaisons lorsque les importations cessent complètement à la suite de l'imposition de la mesure. En l'espèce, l'USITC a procédé à un certain nombre de comparaisons des prix dans le cadre de son analyse de l'effet sur les prix. Elle explique dans sa détermination que la raison du nombre limité de comparaisons des prix était le faible volume des importations à la suite de l'imposition de la mesure en cause. L'Argentine ne conteste pas ce fait. Elle ne soutient pas que l'USITC, par exemple, a agi d'une manière sélective en procédant à ces comparaisons ni que la méthode utilisée était subjective ou par ailleurs inadéquate. Le simple fait que le nombre de comparaisons des prix était limité ne rend pas cet aspect de la détermination de l'USITC incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord. Nous estimons donc que dans les circonstances de l'espèce, les calculs de l'USITC étaient adéquats parce que le volume des ventes à l'exportation sur le marché des États-Unis était limité pendant la période d'application de la mesure.

7.304 L'Argentine fait aussi valoir que la détermination de l'USITC selon laquelle le prix était un facteur important dans les décisions d'achat sur le marché des États-Unis était viciée parce qu'il ressortait des documents versés au dossier que les acheteurs accordaient une importance semblable à des facteurs autres que le prix. Nous notons que selon le rapport des services qui accompagnait la détermination établie par l'USITC dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré, les acheteurs sur le marché des États-Unis avaient attribué à huit facteurs des notes qui allaient de 1,8 à 2, en fonction de leur importance, sur une échelle allant de zéro à 2. Le prix, qui était l'un de ces facteurs, avait obtenu 1,8.[143] À notre avis, le fait que d'autres facteurs sont aussi importants ne diminue pas l'importance du prix dans les décisions d'achat. L'USITC n'a pas dit que le prix était le seul facteur important, ni même le facteur le plus important; elle a simplement dit que c'était un facteur important.

7.305 Au vu de ces circonstances, nous n'estimons pas que l'USITC a fait erreur en s'appuyant sur ce fait dans ses déterminations simplement parce qu'une importance semblable avait été accordée à d'autres facteurs que le prix. Cela en soi ne suffit pas à prouver que l'analyse des effets probables sur les prix faite par l'USITC n'était pas fondée sur un examen objectif des éléments de preuve versés au dossier, comme l'affirme l'Argentine.

Conclusion

7.306 Compte tenu de ce qui précède, nous sommes d'avis que la détermination de l'USITC concernant l'effet probable des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix reposait sur un examen objectif des éléments de preuve versés au dossier.

---

[142] Détermination à l'extinction établie par l'USITC (pièce n° 54 de l'Argentine, page 21).

[143] Rapport des services annexé à la détermination à l'extinction établie par l'USITC (pièce n° 54 de l'Argentine, page II-19).

Incidence probable des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production aux États-Unis

7.307 L'Argentine fait valoir que les déterminations de l'USITC concernant l'incidence probable des importations futures sur la branche de production aux États-Unis ne reposaient pas sur un examen objectif des éléments de preuve versés au dossier. Selon elle, la détermination viciée de l'USITC concernant le volume probable des importations faisant l'objet d'un dumping et les effets probables de ces importations sur les prix a irrémédiablement affecté son examen de l'incidence défavorable de ces importations sur la branche de production aux États-Unis.

7.308 Dans la partie pertinente de sa détermination, l'USITC commence de nouveau son analyse en se référant aux constatations pertinentes faites dans le cadre de l'enquête initiale et poursuit avec les constatations faites pendant la période d'application de la mesure. L'USITC constate clairement que la situation de la branche de production nationale à la date du réexamen à l'extinction en cause est favorable. Toutefois, compte tenu de ses constatations antérieures concernant le volume probable des importations faisant l'objet d'un dumping et les effets probables de ces importations sur les prix, elle conclut néanmoins qu'il est probable que ces importations auront une incidence défavorable sur la branche de production aux États-Unis. Les parties pertinentes de la détermination sont ainsi libellées:

> Tout compte fait, nous constatons que la situation de la branche de production nationale s'est améliorée depuis l'entrée en vigueur des ordonnances, comme le révèlent la plupart des indicateurs pour la période visée par le réexamen, et nous ne constatons pas que la branche de production est vulnérable actuellement.
>
> Nous constatons toutefois, comme nous l'avons indiqué plus haut, que la révocation des ordonnances serait susceptible d'entraîner un accroissement notable du volume des importations visées, qui seraient probablement vendues à des prix inférieurs à celui du produit national similaire, et qui auraient pour effet de déprimer les prix de la branche de production nationale dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de ces prix. Par ailleurs, dans les enquêtes initiales, les importations visées ont pris une part du marché et eu des effets sur les prix malgré une forte augmentation de la consommation apparente en 1993 et 1994, par rapport à 1992. Dans les présents réexamens, nous constatons qu'une hausse notable des importations visées est susceptible d'avoir des effets défavorables tant sur le prix que sur le volume des expéditions des producteurs nationaux, même si la demande est forte à court terme. Nous constatons que l'évolution de cette situation serait susceptible d'avoir une incidence défavorable notable sur la production, les expéditions, les ventes, la part de marché et les recettes de la branche de production nationale. Cette réduction de la production, des expéditions, des ventes, de la part de marché et des recettes de la branche de production affaiblirait sa rentabilité, ainsi que sa capacité de se procurer des capitaux et d'effectuer et de maintenir les dépenses d'équipement nécessaires.[144] (non souligné dans l'original)

7.309 L'Argentine soutient qu'étant donné l'évolution favorable de la situation de la branche de production nationale à la date de la détermination, l'USITC aurait dû arriver à la conclusion contraire. Selon elle, compte tenu de la situation favorable de la branche de production des États-Unis, l'USITC a dû fonder sa conclusion sur les constatations qu'elle avait faites dans le cadre de l'enquête initiale.

7.310 Nous notons que dans sa détermination, l'USITC se réfère aux constatations qu'elle a faites dans le cadre de l'enquête initiale ainsi qu'aux déterminations qu'elle a établies dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré concernant le volume probable des importations faisant l'objet d'un dumping et leur effet probable sur les prix, et conclut que cette évolution aurait une incidence

[144] Détermination à l'extinction établie par l'USITC (pièce n° 54 de l'Argentine, pages 22 et 23).

défavorable notable sur divers aspects de la situation de la branche de production des États-Unis à l'avenir. Cette détermination n'est donc pas uniquement liée aux constatations faites dans le cadre de l'enquête initiale. Par conséquent, la question qui se pose est de savoir si, compte tenu des constatations faites dans l'enquête initiale et de celles faites dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré concernant le volume probable des importations faisant l'objet d'un dumping et leur effet probable sur les prix, l'USITC pouvait conclure que les importations probables auraient une incidence défavorable sur la branche de production aux États-Unis.

7.311 À notre avis, l'USITC n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord lors de l'établissement de sa détermination concernant l'incidence probable des importations qui feront l'objet d'un dumping sur la branche de production aux États-Unis. Dans ce contexte, nous rappelons l'analyse que nous avons faite plus haut concernant la nature de l'examen au titre de l'article 11.3 de l'Accord (*supra*, paragraphe 7.214). Tout comme pour le volet dumping des déterminations à l'extinction, il n'y a rien dans le texte de l'article 11.3 qui oblige l'autorité chargée de l'enquête à s'en tenir à une méthode particulière pour déterminer la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise. Dès lors que la détermination établie par l'autorité chargée de l'enquête repose sur une base factuelle suffisante et résulte d'un examen objectif de ces faits, elle satisfera aux prescriptions de l'article 11.3. En l'espèce, l'USITC a constaté qu'il était probable que les importations s'accroissent et aient un effet défavorable sur les prix pratiqués par la branche de production des États-Unis dans l'éventualité où la mesure en cause serait révoquée. Ensuite, l'USITC a constaté que cet accroissement probable des importations et leur effet probable sur les prix auraient une incidence défavorable sur la branche de production aux États-Unis. Dans les circonstances de l'espèce, nous constatons qu'il était correct de conclure que l'accroissement probable des importations faisant l'objet d'un dumping et leur effet défavorable probable sur les prix auraient aussi une incidence défavorable sur la situation de la branche de production aux États-Unis. En outre, à notre avis, les observations de l'USITC concernant la situation de la branche de production aux États-Unis à la date du réexamen à l'extinction en cause ne l'empêchent pas de constater néanmoins qu'il est probable que la branche de production des États-Unis sera affectée par l'accroissement du volume des importations qui feraient probablement l'objet d'un dumping et leur effet défavorable sur les prix.

Conclusion

7.312 Compte tenu des explications qui précèdent, nous constatons que dans les circonstances du réexamen à l'extinction en question, les déterminations établies par l'USITC concernant l'incidence logique probable des importations qui feraient probablement l'objet d'un dumping sur la branche de production aux États-Unis n'étaient pas incompatibles avec l'article 11.3 de l'Accord.

4. Violation alléguée de l'article 3.4 de l'Accord

a) Arguments des parties

i) Argentine

7.313 L'Argentine soutient que dans le cadre du réexamen à l'extinction en question, l'USITC a contrevenu à l'article 3.4 de l'Accord en n'examinant pas certains facteurs de dommage parmi les 15 qui y sont énumérés.

ii) États-Unis

7.314 S'agissant des arguments formulés par l'Argentine au titre de divers paragraphes de l'article 3, les États-Unis font valoir d'une manière générale que l'article 3 ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction. Ils soutiennent néanmoins que les violations alléguées par l'Argentine en ce qui concerne l'article 3.4 sont sans fondement, parce que les déterminations établies par l'USITC démontrent que celle-ci n'a pas agi d'une manière incompatible avec ces dispositions.

b) Arguments des tierces parties

i) Communautés européennes

7.315 Les Communautés européennes conviennent avec l'Argentine que les dispositions de l'article 3 de l'Accord antidumping s'appliquent *mutatis mutandis* dans le contexte des réexamens à l'extinction. Selon elles, compte tenu du texte introductif de l'article 3.1, l'absence d'un renvoi explicite à l'article 3 dans le texte de l'article 11.3 est dénuée de pertinence. Les Communautés européennes conviennent aussi avec l'Argentine que le critère prescrit dans le cadre des déterminations à l'extinction est "probable" et non "possible". Selon elles, dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré, l'USITC n'a pas appliqué correctement le critère "probable".

ii) Japon

7.316 Le Japon fait valoir que les dispositions de l'article 3 s'appliquent aux déterminations de l'existence d'un dommage établies dans le cadre des réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. Par conséquent, il faut satisfaire aux prescriptions de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 dans le cadre de ces réexamens.

c) Évaluation par le Groupe spécial et conclusion

7.317 Nous notons que l'allégation de l'Argentine en l'occurrence repose uniquement sur l'article 3.4 de l'Accord. Conformément à l'analyse que nous avons faite plus haut concernant l'applicabilité de l'article 3 aux réexamens à l'extinction (*supra*, paragraphes 7.269 à 7.277), nous rejetons l'allégation de l'Argentine.

5. Violation alléguée de l'article 3.5 de l'Accord

a) Arguments des parties

i) Argentine

7.318 Selon l'Argentine, l'USITC n'a pas procédé à l'analyse du lien de causalité qui est requise en vertu de l'article 3.5 de l'Accord, parce qu'elle n'a pas examiné s'il y avait d'autres facteurs qui affecteraient aussi la branche de production nationale dans l'éventualité où le droit antidumping serait supprimé.

ii) États-Unis

7.319 Les États-Unis font valoir d'une manière générale que l'article 3 ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction. Ils soutiennent néanmoins que les violations alléguées par l'Argentine en ce qui concerne l'article 3.5 sont sans fondement, parce que les déterminations établies par l'USITC démontrent que celle-ci n'a pas agi d'une manière incompatible avec ces dispositions.

b) Arguments des tierces parties

i) Communautés européennes

7.320 Les Communautés européennes conviennent avec l'Argentine que les dispositions de l'article 3 de l'Accord antidumping s'appliquent *mutatis mutandis* dans le contexte des réexamens à l'extinction. Selon elles, compte tenu du texte introductif de l'article 3.1, l'absence d'un renvoi explicite à l'article 3 dans le texte de l'article 11.3 est dénuée de pertinence. Les Communautés européennes conviennent aussi avec l'Argentine que le critère prescrit dans le cadre des

déterminations à l'extinction est "probable" et non "possible". Selon elles, dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré, l'USITC n'a pas appliqué correctement le critère "probable".

ii) Japon

7.321 Le Japon fait valoir que les dispositions de l'article 3 s'appliquent aux déterminations de l'existence d'un dommage établies dans le cadre des réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. Par conséquent, il faut satisfaire aux prescriptions de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 dans le cadre de ces réexamens.

c) Évaluation par le Groupe spécial et conclusion

7.322 Nous notons que l'allégation de l'Argentine en l'occurrence repose uniquement sur l'article 3.5 de l'Accord. Conformément à l'analyse que nous avons faite plus haut concernant l'applicabilité de l'article 3 aux réexamens à l'extinction (*supra*, paragraphes 7.269 à 7.277), nous rejetons l'allégation de l'Argentine.

6. Cumul

a) Arguments des parties

i) Argentine

7.323 L'Argentine fait valoir que le recours par l'USITC à la méthode du cumul aux fins des déterminations à l'extinction qu'elle a établies dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré était incompatible avec les articles 11.3 et 3.3 de l'Accord. Selon elle, l'article 3.3 limite le recours au cumul aux enquêtes. Par conséquent, les autorités chargées de l'enquête ne peuvent pas recourir au cumul dans les réexamens à l'extinction. À titre subsidiaire, l'Argentine fait valoir que si le cumul peut être utilisé dans les réexamens à l'extinction, les conditions énoncées à l'article 3.3 concernant le recours au cumul doivent alors être remplies. En l'espèce, comme elle a eu recours au cumul sans respecter ces conditions, l'USITC a agi d'une manière incompatible avec les articles 11.3 et 3.3. L'Argentine soutient en outre que le critère de "possibilité" peu exigeant retenu par l'USITC pour pouvoir recourir au cumul était aussi incompatible avec le critère "probable" énoncé à l'article 11.3. En effet, faute de cumul, l'USITC n'aurait pas été en mesure de constater la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise en ce qui concerne l'Argentine. En retenant un critère peu exigeant pour pouvoir recourir au cumul, l'USITC a également fait abstraction du critère "probable" plus général énoncé à l'article 11.3.

ii) États-Unis

7.324 Les États-Unis soutiennent que l'Accord ne renferme aucune disposition interdisant le recours au cumul dans les réexamens à l'extinction. Par conséquent, les Membres de l'OMC sont généralement libres d'utiliser cette méthode dans le cadre de ces réexamens. Selon les États-Unis, les textes des articles 3.3 et 5.8 de l'Accord confirment que les critères numériques énoncés à l'article 3.3 de l'Accord concernant le recours au cumul se limitent aux enquêtes et ne s'appliquent pas aux réexamens à l'extinction. Les États-Unis font donc valoir que l'USITC n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'Accord en recourant au cumul dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré sans tenir compte des prescriptions de l'article 3.3.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.325 L'Argentine affirme tout d'abord que le cumul ne peut absolument pas être utilisé dans le cadre des réexamens à l'extinction. À titre subsidiaire, elle soutient que si l'Accord n'interdit pas le recours au cumul dans le cadre des réexamens à l'extinction, les autorités chargées de l'enquête dans le

cadre des réexamens à l'extinction doivent alors tenir compte des prescriptions de l'article 3.3 lorsqu'elles décident de recourir au cumul.

7.326 L'Argentine fait valoir que selon l'article 3.3, le cumul n'est possible que dans le cadre des enquêtes. Elle fonde son argument sur le texte de l'Accord et fait observer qu'il n'y a aucun renvoi dans le texte de l'article 11 ou de l'article 3.3 qui autoriserait le recours au cumul dans le cadre des réexamens à l'extinction. Selon l'Argentine, l'objet et le but de l'article 11 ou des autres dispositions de l'Accord ne peuvent pas non plus étayer l'idée que le cumul peut être utilisé dans le cadre des réexamens à l'extinction.

7.327 Nous notons que le paragraphe 1 de l'article 31 de la *Convention de Vienne* dispose qu'un traité devrait être interprété en fonction du texte, lu dans son contexte et à la lumière de son objet et de son but.[145] Cela étant, nous nous reportons une fois de plus au texte de l'article 11.3, qui dispose ce qui suit:

> Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, tout droit antidumping définitif sera supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé (ou à compter de la date du réexamen le plus récent au titre du paragraphe 2 si ce réexamen a porté à la fois sur le dumping et le dommage, ou au titre du présent paragraphe), à moins que les autorités ne déterminent, au cours d'un réexamen entrepris avant cette date, soit de leur propre initiative, soit à la suite d'une demande dûment justifiée présentée par la branche de production nationale ou en son nom, dans un laps de temps raisonnable avant cette date, qu'il est probable que le dumping et le dommage[22] subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé. Le droit pourra demeurer en vigueur en attendant le résultat de ce réexamen.
>
> _____
>
> [22] Lorsque le montant du droit antidumping est fixé sur une base rétrospective, si la procédure d'évaluation la plus récente au titre de l'alinéa 3.1 de l'article 9 a conduit à la conclusion qu'aucun droit ne doit être perçu, cela n'obligera pas en soi les autorités à supprimer le droit définitif.

7.328 Le texte de l'article 11.3 n'indique pas si le cumul peut ou non être utilisé dans le cadre des réexamens à l'extinction. Les autres dispositions de l'Accord ne donnent pas non plus d'indications directes à ce sujet. À la différence des renvois qui figurent dans le texte des articles 11.4 et 12.3 et qui rendent applicables certaines dispositions des articles 6 et 12, respectivement, dans le cadre des réexamens à l'extinction, on ne trouve aucun renvoi semblable qui permettrait d'éclairer la question de savoir si le cumul peut ou non être utilisé dans le cadre des réexamens à l'extinction.

7.329 L'article 3.3 de l'Accord dispose ce qui suit:

> Dans les cas où les importations d'un produit en provenance de plus d'un pays feront simultanément l'objet d'enquêtes antidumping, les autorités chargées des enquêtes ne pourront procéder à une évaluation cumulative des effets de ces importations que si elles déterminent *a)* que la marge de dumping établie en

[145] Le paragraphe 1 de l'article 31 de la *Convention de Vienne sur le droit des traités* (*"Convention de Vienne"*), qui est généralement reconnu comme étant l'expression d'une règle coutumière d'interprétation du droit international public à laquelle il est fait référence à l'article 3:2 du *Mémorandum d'accord*, est ainsi libellé:

> "Un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but."
> (1969) 8 *International Legal Materials* 679.

> relation avec les importations en provenance de chaque pays est supérieure au niveau *de minimis* au sens du paragraphe 8 de l'article 5 et que le volume des importations en provenance de chaque pays n'est pas négligeable, et *b)* qu'une évaluation cumulative des effets des importations est appropriée à la lumière des conditions de concurrence entre les produits importés et des conditions de concurrence entre les produits importés et le produit national similaire.

7.330 Nous notons que l'article 3.3 ne répond pas à la question de savoir si le cumul est autorisé d'une manière générale partout dans l'*Accord antidumping*. Certaines conditions régissant le recours au cumul sont énoncées dans cet article. Toutefois, les parties ne s'entendent pas sur la question de savoir si ces conditions sont limitées aux enquêtes, ou si elles s'appliquent également aux réexamens à l'extinction.

7.331 La première question qui se pose est donc celle de savoir si l'absence d'un libellé clair autorisant spécifiquement le recours au cumul dans le cadre des réexamens à l'extinction veut dire que le cumul n'est pas permis dans ces réexamens. En d'autres termes, la question qui se pose est de savoir si l'article 3.3 est une autorisation de procéder au cumul ou s'il établit les conditions régissant le recours au cumul dans le cadre des enquêtes. Si l'article 3.3 était considéré comme autorisant le cumul, il serait possible de conclure que le cumul n'est autorisé que dans les circonstances qui y sont exposées, c'est-à-dire qu'il ne peut pas être utilisé dans le cadre des réexamens à l'extinction. Si, toutefois, l'article 3.3 était considéré comme une disposition qui établit les conditions régissant le recours au cumul dans le cadre des enquêtes, il serait alors possible de conclure que le cumul est autorisé d'une manière générale, y compris dans le cadre des réexamens à l'extinction, sous réserve de certaines restrictions dans les enquêtes, telles qu'elles sont énoncées à l'article 3.3. Dans ce cas, le recours au cumul dans le cadre des réexamens à l'extinction ne serait pas incompatible avec l'Accord.

7.332 Nous interprétons l'absence d'une disposition claire dans l'Accord sur le point de savoir si le cumul est autorisé d'une manière générale comme signifiant que le cumul est permis dans le cadre des réexamens à l'extinction.

7.333 Nous notons en outre que tous les paragraphes de l'article 3 de l'Accord, sauf le paragraphe 3, renferment l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping".[146] Cette même expression peut aussi être relevée ailleurs, comme aux articles 4.1, 5.2, 5.8, 8.5, 10.2 et 10.6 de l'Accord. À notre avis, l'emploi de l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping", sans aucune précision quant au pays dont ces importations sont originaires, du genre "importations faisant l'objet d'un dumping originaires d'un pays exportateur", ni libellé limitatif similaire, indique que les rédacteurs prévoyaient que les autorités chargées de l'enquête fonderaient généralement leurs déterminations de l'existence d'un dommage sur les importations faisant l'objet d'un dumping en provenance de tous les pays visés par l'enquête. Il s'ensuit que l'Accord autorise d'une manière générale le recours au cumul et que l'article 3.3 n'est pas une autorisation de procéder au cumul. Il énonce plutôt les conditions qui doivent être remplies lorsque le cumul est utilisé dans des enquêtes.

7.334 L'Argentine fait valoir que l'emploi du terme "droit" au singulier, et non au pluriel, à l'article 11.1 ("droits" dans la version française) et 11.3 indique que l'intention des rédacteurs était de ne pas permettre le cumul dans les réexamens à l'extinction.[147] Toutefois, l'Argentine n'a pas indiqué exactement pourquoi l'emploi de "droit" au singulier devait être interprété comme excluant le cumul

---

[146] Le paragraphe 3 de l'article 3 renferme le membre de phrase "importations d'un produit en provenance de plus d'un pays". À notre avis, la raison pour laquelle il n'est pas fait mention des "importations faisant l'objet d'un dumping" à l'article 3.3, à la différence des autres paragraphes de l'article 3, tient au fait que cet article vise à décrire ce qui doit être fait avant de pouvoir recourir au cumul dans le cadre des enquêtes. Il est donc inévitable qu'il y soit fait mention des importations en provenance de plus d'un pays.

[147] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphe 282; deuxième communication écrite de l'Argentine, paragraphe 189.

dans les réexamens à l'extinction. Nous croyons comprendre que l'Argentine fait valoir que si les rédacteurs avaient voulu autoriser le cumul dans les réexamens à l'extinction, ils auraient employé le mot "droits" au lieu du mot "droit". Il nous paraît difficile de souscrire à une thèse qui tente d'accorder une importance fondamentale aussi grande à l'emploi d'un mot au singulier plutôt qu'au pluriel, ou vice versa. Nous notons, par exemple, que l'intitulé de l'article 11 renferme le mot "droits" et non le mot "droit". À notre avis, cela indique aussi que les rédacteurs ne voulaient pas faire passer un message quant au recours au cumul dans les réexamens à l'extinction selon que le mot "droit" était employé au singulier ou au pluriel. Si telle avait été leur intention, ils l'auraient exprimée clairement. Nous rejetons donc l'argument de l'Argentine à cet égard.

7.335 Ayant conclu que le cumul est autorisé d'une manière générale partout dans l'Accord, y compris dans les réexamens à l'extinction, la question que nous devons ensuite examiner est celle de savoir si les conditions régissant le recours au cumul qui sont énoncées à l'article 3.3 s'appliquent aussi aux réexamens à l'extinction. L'Argentine soutient que si le Groupe spécial constate que le cumul est autorisé dans le cadre des réexamens à l'extinction, il devrait alors également constater que les conditions énoncées à l'article 3.3 concernant le recours au cumul s'appliquent aux réexamens à l'extinction. Nous ne sommes pas de cet avis.

7.336 Nous notons que le paragraphe 3 de l'article 3 est le seul paragraphe de l'article 3 où figure le mot "*investigation*" ("enquête" dans la version française). À notre avis, donc, selon ses propres termes, l'article 3.3 limite son champ d'application aux enquêtes. À cet égard, nous notons que cette question particulière a également été soulevée dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, et que le Groupe spécial a exprimé l'opinion suivante:

> Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, même si les dispositions de l'article 3, y compris la définition du dommage figurant à la note de bas de page 9, sont généralement applicables tout au long de l'*Accord antidumping*, le paragraphe 3 de l'article 3 est exceptionnel, en ce sens que lui seul mentionne explicitement le terme "enquêtes". En aucun autre endroit du texte d'aucun autre paragraphe de l'article 3 le terme "enquête" n'est mentionné. Nous estimons donc que l'article 3.3, selon ses propres termes, est d'une application limitée aux enquêtes et ne s'applique pas dans le cas des réexamens à l'extinction. Il s'ensuit que le renvoi figurant à l'article 3.3 au critère du caractère négligeable prévu à l'article 5.8 n'est pas applicable aux réexamens à l'extinction.[148]

Nous souscrivons à ce point de vue et, partant, nous constatons que les conditions énoncées à l'article 3.3 ne s'appliquent pas aux réexamens à l'extinction.

7.337 Enfin, nous notons l'argument de l'Argentine selon lequel le critère peu exigeant appliqué par l'USITC lorsqu'elle a eu recours au cumul dans le cadre du réexamen à l'extinction en question était également incompatible avec le critère "probable" énoncé à l'article 11.3. Nous notons que l'Argentine a contesté le critère appliqué par l'USITC dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré en formulant une allégation distincte au titre de laquelle elle a avancé des arguments détaillés. À notre avis, donc, il ne convient pas d'interpréter l'article 3.3 de l'Accord d'une manière qui créerait des obligations de fond additionnelles aux autorités chargées de l'enquête en ce qui concerne le critère qu'elles appliquent aux fins de l'établissement de leurs déterminations de fond dans le cadre des réexamens à l'extinction.

[148] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra*, note de bas de page 121, paragraphe 7.102.

i) Conclusion

7.338 Nous rejetons donc l'allégation de l'Argentine selon laquelle l'USITC a agi d'une manière incompatible avec les articles 3.3 et 11.3 de l'Accord lorsqu'elle a eu recours au cumul dans le cadre du réexamen à l'extinction considéré.

F. ALLÉGATIONS COROLLAIRES AU TITRE DE L'*ACCORD ANTIDUMPING*, DE L'*ACCORD SUR L'OMC* ET DU GATT

1. Arguments des parties

a) Argentine

7.339 L'Argentine soutient que la législation des États-Unis en tant que telle et telle qu'elle a été appliquée dans le cadre du réexamen à l'extinction en question contrevenait aussi aux articles 1er, 18.1 et 18.4 de l'Accord antidumping, à l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC et à l'article VI du GATT de 1994.

7.340 L'Argentine présente ces allégations en tant qu'allégations corollaires. En d'autres termes, de l'avis de l'Argentine, toute violation de l'Accord entraînerait également la violation de l'une ou de plusieurs de ces dispositions.[149]

b) États-Unis

7.341 Les États-Unis font valoir qu'étant donné que les mesures indiquées par l'Argentine en ce qui concerne ses allégations de fond ne sont pas incompatibles avec les règles de l'OMC, il ne peut pas y avoir de violations corollaires du type de celles qu'allègue l'Argentine.

2. Évaluation par le Groupe spécial et conclusion

7.342 Nous notons que le seul fondement des allégations corollaires de l'Argentine découle d'une violation en ce qui concerne les allégations de fond formulées par l'Argentine dans la présente procédure. Par conséquent, l'examen de ces allégations corollaires ne donnera aucune autre indication quant à la mise en œuvre de nos constatations. Nous appliquons donc le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations corollaires de l'Argentine et nous ne nous prononçons pas sur ces allégations.

VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

8.1 Pour conclure, nous constatons ce qui suit:

a) En ce qui concerne les dispositions en matière de renonciation de la législation des États-Unis:

i) Les dispositions de l'article 751 c) 4) B) de la Loi douanière ayant trait aux renonciations expresses sont incompatibles avec l'obligation qui est faite aux autorités chargées de l'enquête de déterminer la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise, en vertu de l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

[149] Nous notons que l'intitulé de la section V, dans laquelle l'Argentine a présenté ces allégations dans sa deuxième communication écrite, se lit ainsi: "Violations corollaires de l'article VI du GATT de 1994, des articles 1er et 18 de l'Accord antidumping et de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC".

ii) Les dispositions de l'article 351.218 d) 2) iii) de la réglementation de l'USDOC concernant les renonciations présumées sont incompatibles avec l'obligation qui est faite aux autorités chargées de l'enquête de déterminer la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise, en vertu de l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

iii) Les dispositions de l'article 351.218 d) 2) iii) de la réglementation de l'USDOC concernant les renonciations présumées sont incompatibles avec l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord antidumping.

b) En ce qui concerne la présomption irréfragable de probabilité qui serait établie par la législation des États-Unis, les dispositions de la section II.A.3 du Sunset Policy Bulletin sont incompatibles en tant que telles avec l'obligation qui est faite aux autorités chargées de l'enquête de déterminer la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise, en vertu de l'article 11.3 de l'Accord.

c) En ce qui concerne le critère prévu dans la législation des États-Unis aux fins des déterminations de la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise qui sont établies dans le cadre des réexamens à l'extinction, les articles 752 a) 1) et 5) de la Loi douanière ne sont pas incompatibles avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

d) En ce qui concerne les déterminations établies par l'USDOC dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG:

i) L'USDOC a agi d'une manière incompatible avec les articles 11.3 et 6.2 de l'Accord antidumping.

ii) L'USDOC n'a pas agi d'une manière incompatible avec les articles 12, 6.1 et 6.8 et avec l'Annexe II de l'Accord antidumping.

e) En ce qui concerne les déterminations établies par l'USITC dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG:

i) L'USITC n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping lorsqu'il a appliqué les articles 752 a) 1) et 5) de la Loi douanière.

ii) L'USITC n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping pour ce qui est des déterminations qu'elle a établies concernant le volume probable des importations faisant l'objet d'un dumping, leur effet probable sur les prix et leur incidence probable sur la branche de production aux États-Unis.

iii) L'USITC n'a pas agi d'une manière incompatible avec les articles 11.3 et 3.3 de l'*Accord antidumping* en ayant recours au cumul.

8.2 Aux termes de l'article 3:8 du *Mémorandum d'accord*, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre des avantages résultant de cet accord. Par conséquent, nous recommandons que l'Organe de règlement des différends demande aux États-Unis de rendre les mesures mentionnées au paragraphe 8.1 a) i), ii) et iii), 8.1 b) et 8.1 d) i) ci-dessus conformes à leurs obligations au titre de l'Accord sur l'OMC.

8.3 L'Argentine demande que le Groupe spécial suggère que les États-Unis rendent leurs mesures conformes à leurs obligations dans le cadre de l'OMC en révoquant l'ordonnance antidumping et en abrogeant ou en modifiant les lois et les règlements en cause.

8.4 Les États-Unis n'ont formulé aucun argument spécifique concernant cette allégation de l'Argentine. Ils demandent que le Groupe spécial rejette les allégations de l'Argentine dans leur intégralité.

8.5 Nous notons que l'article 19:1 du *Mémorandum d'accord* dit que les groupes spéciaux de l'OMC peuvent suggérer au Membre concerné des façons de mettre en œuvre leurs recommandations.[150] Toutefois, dans les circonstances de l'espèce, nous ne voyons aucune raison particulière de faire une telle suggestion et, partant, nous rejetons la demande de l'Argentine.

[150] L'article 19:1 du *Mémorandum d'accord* est ainsi libellé:
Dans les cas où un groupe spécial ou l'Organe d'appel conclura qu'une mesure est incompatible avec un accord visé, il recommandera que le Membre concerné la rende conforme audit accord. Outre les recommandations qu'il fera, le groupe spécial ou l'Organe d'appel pourra suggérer au Membre concerné des façons de mettre en œuvre ces recommandations. (notes de bas de page omises)

ANNEXE A

PREMIÈRES COMMUNICATIONS ÉCRITES DES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe A-1	Première communication écrite de l'Argentine[1]	A-2
Annexe A-2	Première communication écrite des États-Unis	A-97
Annexe A-3	Communication de l'Argentine sur la demande des décisions préliminaires présentée par les États-Unis au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord	A-199

[1] L'Argentine a confirmé, dans une lettre datée du 12 décembre 2003, que toutes les références qui étaient faites à sa pièce n° 56 dans sa première communication écrite doivent désormais s'entendre comme ayant été faites à sa pièce n° 56*bis*.

ANNEXE A-1

PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DE L'ARGENTINE

15 octobre 2003

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 7
A. LES DROITS ANTIDUMPING NE PEUVENT PAS EXISTER À PERPÉTUITÉ 7
B. HISTORIQUE DES PROCÉDURES ENGAGÉES AUX ÉTATS-UNIS AU TITRE DES MESURES COMMERCIALES CORRECTIVES CONTRE LES OCTG ARGENTINS 8
II. CONTEXTE FACTUEL 11
A. L'ENQUÊTE ANTIDUMPING ABOUTISSANT À L'ORDONNANCE EN MATIÈRE DE DROITS ANTIDUMPING RELATIVE AUX OCTG ARGENTINS 11
B. RÉEXAMEN À L'EXTINCTION CONCERNANT LES OCTG EN PROVENANCE D'ARGENTINE 13
III. HISTORIQUE DE LA PROCÉDURE 17
IV. RÉSUMÉ ANALYTIQUE DES ALLÉGATIONS DE L'ARGENTINE 17
A. CERTAINES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES ET ADMINISTRATIVES DES ÉTATS-UNIS RELATIVES AUX RÉEXAMENS À L'EXTINCTION SONT INCOMPATIBLES EN TANT QUE TELLES AVEC LES RÈGLES DE L'OMC 17
B. LE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION EFFECTUÉ PAR LE DÉPARTEMENT ÉTAIT INCOMPATIBLE AVEC LES OBLIGATIONS DES ÉTATS-UNIS DANS LE CADRE DE L'OMC 19
C. LE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION EFFECTUÉ PAR LA COMMISSION ÉTAIT INCOMPATIBLE AVEC LES OBLIGATIONS DES ÉTATS-UNIS DANS LE CADRE DE L'OMC 20
D. VIOLATIONS COROLLAIRES DE L'ACCORD ANTIDUMPING, DU GATT DE 1994 ET DE L'ACCORD SUR L'OMC 21
V. APERÇU GÉNÉRAL DE LA LÉGISLATION DES ÉTATS-UNIS RELATIVE AUX RÉEXAMENS À L'EXTINCTION 21
A. LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION DANS LE DROIT DES ÉTATS-UNIS 21
1. Introduction 21
2. Procédures appliquées pour déterminer le type de réexamen à l'extinction qui sera effectué: réexamen accéléré ou réexamen complet 22
3. Effet de la conduite d'un réexamen à l'extinction accéléré 23
4. Effet d'une détermination de "renonciation au droit de participer" établie par le Département dans un réexamen à l'extinction 23
5. Mise en œuvre des obligations des États-Unis au titre du Cycle d'Uruguay: le SAA 24
6. Le *Sunset Policy Bulletin* du Département du commerce 25
7. La détermination de la "probabilité" établie par le Département 26
8. La détermination de la "probabilité" établie par la Commission 27

VI. CRITÈRE D'EXAMEN, CHARGE DE LA PREUVE ET OBLIGATIONS DE FOND CONTRACTÉES DANS LE CADRE DE L'OMC QUI SONT EN CAUSE DANS LE PRÉSENT DIFFÉREND 28
A. CRITÈRE D'EXAMEN 28
B. CHARGE DE LA PREUVE 30
C. OBLIGATIONS DE FOND EN CAUSE DANS LE PRÉSENT DIFFÉREND 31
1. L'obligation principale énoncée à l'article 11.3 de l'Accord antidumping est la suppression des mesures antidumping 31
2. Le sens courant et ordinaire du terme "likely" ("probable") figurant à l'article 11.3 est "probable" ("probable"). En conséquence, un droit antidumping ne peut être maintenu que s'il est "probable" (probable) que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si la mesure antidumping est abrogée 33
3. Les obligations énoncées aux articles 2, 3, 6 et 12 de l'Accord antidumping sont applicables aux réexamens effectués dans le cadre de l'article 11.3 34
VII. LA DÉTERMINATION ÉTABLIE PAR LE DÉPARTEMENT À L'EXTINCTION ET SA DÉTERMINATION À L'EFFET DE PROCÉDER À UN RÉEXAMEN À L'EXTINCTION ACCÉLÉRÉ ÉTAIENT INCOMPATIBLES AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING ET LE GATT DE 1994 37
A. DANS LA LÉGISLATION DES ÉTATS-UNIS RELATIVE AUX RÉEXAMENS À L'EXTINCTION, LES DISPOSITIONS RELATIVES À LA RENONCIATION, 19 USC. § 1675 C) 4) ET 19 C.F.R. § 351.218 D) 2) III), SONT INCOMPATIBLES AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING: LORSQU'UNE PARTIE INTÉRESSÉE INTERROGÉE EST RÉPUTÉE AVOIR "RENONCÉ" À SON DROIT DE PARTICIPER À UN RÉEXAMEN À L'EXTINCTION, LES DISPOSITIONS RELATIVES À LA RENONCIATION INTERDISENT AU DÉPARTEMENT DE PROCÉDER À UN "RÉEXAMEN" ET D'ÉTABLIR UNE "DÉTERMINATION" SUR LE POINT DE SAVOIR S'IL EST PROBABLE QUE LE DUMPING SUBSISTERA OU SE REPRODUIRA SI LE DROIT EST SUPPRIMÉ ET LUI IMPOSENT AU CONTRAIRE UNE CONSTATATION DE DUMPING PROBABLE SANS LA MOINDRE ANALYSE 39
1. Dans la législation des États-Unis relative aux réexamens à l'extinction, les dispositions relatives à la renonciation contreviennent, en tant que telles, à l'Accord antidumping parce qu'elles interdisent au Département de procéder à un "réexamen" et d'établir une "détermination" comme l'exige l'article 11.3. Au contraire, ces dispositions font obligation au Département de rendre une détermination de dumping "probable" sans aucune analyse de fond prospective des faits existant au moment du réexamen à l'extinction pour établir la détermination prescrite par l'article 11.3 39
2. Dans la législation des États-Unis relative aux réexamens à l'extinction les dispositions relatives à la renonciation sont incompatibles avec les articles 11.3 et 11.4 et 6.1 et 6.2 de l'Accord antidumping 42
B. LA DÉTERMINATION À L'EXTINCTION ÉTABLIE PAR LE DÉPARTEMENT EST INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING PARCE QU'ELLE ÉTAIT FONDÉE SUR UNE PRÉSOMPTION, IRRÉFRAGABLE DANS LE CADRE DE LA LÉGISLATION DES ÉTATS-UNIS EN TANT QUE TELLE, QU'IL ÉTAIT PROBABLE QUE LE DUMPING SUBSISTERAIT OU SE REPRODUIRAIT SI LA MESURE ANTIDUMPING ÉTAIT ABROGÉE 43
1. La pratique suivie par le Département dans les réexamens à l'extinction démontre sans aucune ambiguïté l'existence d'une présomption irréfragable qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira 43

2. Les dispositions de la Loi, 19 UCS. §§ 1675 c) et 1675a c), qui donnent effet à l'obligation des États-Unis au titre de l'article 11.3, ne peuvent pas être interprétées indépendamment des autres directives fournies par le SAA et le *Sunset Policy Bulletin*. Pris ensemble, les dispositions de la législation des États-Unis relatives aux réexamens à l'extinction, le SAA et le *Sunset Policy Bulletin* établissent une présomption irréfragable qui est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping 48

C. LA DÉTERMINATION DU DÉPARTEMENT À L'EFFET DE PROCÉDER À UN RÉEXAMEN ACCÉLÉRÉ DANS LE CAS DES OCTG EN PROVENANCE D'ARGENTINE ET LA CONDUITE D'UN TEL RÉEXAMEN PAR LE DÉPARTEMENT, AINSI QUE L'APPLICATION À SIDERCA PAR LE DÉPARTEMENT DES DISPOSITIONS RELATIVES À LA RENONCIATION, ÉTAIENT INCOMPATIBLES AVEC LES ARTICLES 11, 2, 6 ET 12 DE L'ACCORD ANTIDUMPING 52

1. La détermination du Département à l'effet d'accélérer le réexamen concernant l'Argentine au seul motif que les expéditions de Siderca à destination des États-Unis constituaient moins de 50 pour cent des exportations totales en provenance d'Argentine était incompatible avec l'Accord antidumping 52

2. En procédant à un réexamen à l'extinction accéléré pour les OCTG en provenance d'Argentine et en appliquant à Siderca les dispositions relatives à la renonciation, le Département n'a pas effectué de "réexamen" ni établi de "détermination" comme l'exige l'article 11.3 de l'Accord antidumping 54

3. Le réexamen à l'extinction accéléré effectué par le Département et l'application à Siderca des dispositions relatives à la renonciation étaient incompatibles avec les obligations incombant aux États-Unis en vertu des articles 11 et 6 56

4. La détermination du Département à l'effet de suivre la procédure accélérée et sa détermination établie dans le réexamen à l'extinction concernant les OCTG en provenance d'Argentine étaient incompatibles avec l'article 12 de l'Accord antidumping 58

D. L'ARTICLE 11.3 DÉFINIT LES PARAMÈTRES APPLICABLES À L'OBLIGATION DÉCOULANT DE L'ARTICLE 11.3: LES DISCIPLINES DE L'ARTICLE 2 S'APPLIQUENT; LES RÉEXAMENS SONT PAR NATURE PROSPECTIFS ET EXIGENT DONC DES RENSEIGNEMENTS NOUVEAUX; LE DUMPING DOIT ÊTRE "PROBABLE" [PROBABLE]; LES RÉEXAMENS SONT SOUMIS AUX PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE PREUVE ÉNONCÉES À L'ARTICLE 6; ET LA DÉTERMINATION DE LA "PROBABILITÉ" DOIT ÊTRE FONDÉE SUR DES ÉLÉMENTS DE PREUVE POSITIFS. LE DÉPARTEMENT N'A SATISFAIT À CES OBLIGATIONS NI DANS SA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ, NI EN CE QUI CONCERNE LA MARGE PROBABLE COMMUNIQUÉE À LA COMMISSION 60

1. La détermination de la probabilité établie par le Département est incompatible avec l'Accord antidumping 60

2. La marge de dumping probable de 1,36 pour cent déterminée par le Département et communiquée à la Commission 63

E. LES ÉTATS-UNIS N'ONT PAS APPLIQUÉ D'UNE MANIÈRE IMPARTIALE ET RAISONNABLE LEURS LOIS, RÈGLEMENTS ET DÉCISIONS JUDICIAIRES ET ADMINISTRATIVES EN CE QUI CONCERNE LES RÉEXAMENS DES ORDONNANCES ANTIDUMPING AUXQUELS LE DÉPARTEMENT A PROCÉDÉ, EN VIOLATION DE LARTICLE X:3 A) DU GATT DE 1994 63

1. Les réexamens à l'extinction des ordonnances en matière de droits antidumping sont soumis aux dispositions de l'article X:3 a) du GATT 64

2. Les réexamens à l'extinction effectués par le Département du commerce contreviennent à l'article X:3 a) du GATT 65

VIII. LE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION EFFECTUÉ PAR LA COMMISSION ÉTAIT INCOMPATIBLE AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING ET LE GATT DE 1994 67

A. DANS LE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION CONCERNANT LES OCTG EN PROVENANCE D'ARGENTINE, LA COMMISSION A APPLIQUÉ UN MAUVAIS CRITÈRE POUR DÉTERMINER S'IL ÉTAIT "PROBABLE QUE … LE DOMMAGE SUBSISTERAIT OU SE REPRODUIRAIT" EN CAS D'ABROGATION DE LA MESURE ANTIDUMPING ET A AGI EN VIOLATION DES ARTICLES 11.3 ET 3.1 DE L'ACCORD ANTIDUMPING 67

B. LA COMMISSION N'A PAS EFFECTUÉ D'"EXAMEN OBJECTIF" DU DOSSIER ET N'A PAS FONDÉ SA DÉTERMINATION SUR DES "ÉLÉMENTS DE PREUVE POSITIFS" EN CE QUI CONCERNE LE POINT DE SAVOIR S'IL ÉTAIT PROBABLE QUE LE DOMMAGE SUBSISTERAIT OU SE REPRODUIRAIT EN CAS D'ABROGATION DE LA MESURE ANTIDUMPING, EN VIOLATION DE L'ACCORD ANTIDUMPING 72

1. Les prescriptions de l'article 3.1 s'appliquent aux réexamens effectués au titre de l'article 11.3 72

2. Les conclusions de la Commission en ce qui concerne le volume des importations, leurs effets sur les prix du produit national similaire et l'incidence des importations sur la branche de production nationale démontrent que la Commission n'a pas procédé à un examen objectif, en violation des articles 11.3 et 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping. Les constatations de la Commission n'étaient pas fondées sur des "éléments de preuve positifs" d'un dommage probable en cas d'abrogation, en violation des articles 11.3 et 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping 75

3. La Commission n'a pas évalué tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de la branche de production, y compris tous les facteurs énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping 79

4. La Commission n'a pas analysé la question de savoir si, au cas où la mesure antidumping serait abrogée, la persistance ou la réapparition du dommage causé à la branche de production nationale serait causée par les importations d'OCTG argentins, en violation des articles 11.3 et 3.5 de l'Accord antidumping 82

C. LES PRESCRIPTIONS DE LA LOI DES ÉTATS-UNIS SELON LESQUELLES LA COMMISSION DÉTERMINE S'IL EST PROBABLE QUE LE DOMMAGE SUBSISTERA OU SE REPRODUIRA "DANS UN LAPS DE TEMPS RAISONNABLEMENT PRÉVISIBLE" (19 USC. § 1675A A) 1)) ET SELON LESQUELLES LA COMMISSION "CONSIDÈRERA QUE LES EFFETS DE L'ABROGATION OU DE LA CLÔTURE PEUVENT NE PAS ÊTRE IMMINENTS, MAIS SE MANIFESTER SEULEMENT À PLUS LONGUE ÉCHÉANCE" (19 USC. § 1675A A) 5)) SONT INCOMPATIBLES AVEC LES ARTICLES 11.1 ET 11.3 ET 3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING 83

1. Les dispositions de la Loi 19 USC. §§ 1675a a) 1) et 5) sont incompatibles en tant que telles avec les articles 11.3 et 3 de l'Accord antidumping 83

2. L'application faite par la Commission des dispositions 19 USC. §§ 1675a a) 1) et 5) dans le réexamen à l'extinction concernant les OCTG en provenance d'Argentine était incompatible avec l'article 11.3 et avec l'article 3 de l'Accord antidumping 85

D. LA CONDUITE PAR LA COMMISSION D'UNE ANALYSE "CUMULATIVE" DU DOMMAGE DANS LE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION DE LA MESURE ANTIDUMPING APPLIQUÉE AUX OCTG ÉTAIT INCOMPATIBLE AVEC LES ARTICLES 11.3 ET 3.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING 85

E. À SUPPOSER, POUR LES BESOINS DE L'ARGUMENTATION, QUE LES ARTICLES 3.3 ET 11.3 N'EXCLUENT PAS LE CUMUL DANS LES RÉEXAMENS AU TITRE DE L'ARTICLE 11.3, LES TERMES DE L'ARTICLE 3.3 DOIVENT ALORS S'APPLIQUER À TOUTE ANALYSE CUMULATIVE DE CE TYPE DANS UN RÉEXAMEN À L'EXTINCTION. L'APPLICATION DE LA PRESCRIPTION *DE MINIMIS* OU DE LA PRESCRIPTION RELATIVE AU CARACTÈRE NÉGLIGEABLE (QUI DOIVENT TOUTES DEUX ÊTRE RESPECTÉES) AURAIT EMPÊCHÉ LE CUMUL EN L'ESPÈCE. L'ANALYSE CUMULATIVE DU DOMMAGE À LAQUELLE LA COMMISSION A PROCÉDÉ DANS SA DÉTERMINATION À L'EXTINCTION N'ÉTAIT PAS CONFORME AUX PRESCRIPTIONS DE L'ARTICLE 3.3 87

F. LE RECOURS PAR LA COMMISSION À UNE ANALYSE CUMULATIVE DU DOMMAGE DANS CE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION ÉTAIT INCOMPATIBLE AVEC LES ARTICLES 11.3 ET 3.1 DE L'ACCORD ANTIDUMPING PARCE QU'IL A EMPÊCHÉ LA COMMISSION D'APPLIQUER UN CRITÈRE "PROBABLE" ET N'ÉTAIT PAS FONDÉ SUR DES ÉLÉMENTS DE PREUVE POSITIFS 88

IX. LES MESURES DES ÉTATS-UNIS INDIQUÉES SONT INCOMPATIBLES AVEC L'ARTICLE VI DU GATT DE 1994, LES ARTICLES 1ER ET 18 DE L'ACCORD ANTIDUMPING ET L'ARTICLE XVI:4 DE L'ACCORD SUR L'OMC 89

A. LES MESURES PRISES PAR LES ÉTATS-UNIS SONT CONTRAIRES AUX PRINCIPES FONDAMENTAUX DE L'ACCORD ANTIDUMPING, TELS QUE CEUX-CI SONT ÉNONCÉS À L'ARTICLE PREMIER 89

B. LES MESURES DES ÉTATS-UNIS INDIQUÉES, QUI CONSTITUENT UNE "MESURE PARTICULIÈRE CONTRE LE DUMPING", CONTREVIENNENT À L'ARTICLE 18.1 DE L'ACCORD 90

C. LES ÉTATS-UNIS N'ONT PAS ASSURÉ LA CONFORMITÉ DE LEURS MESURES AVEC LEURS OBLIGATIONS DANS LE CADRE DE L'OMC, EN VIOLATION DE L'ARTICLE 18.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING ET DE L'ARTICLE VI:4 DE L'ACCORD SUR L'OMC 91

X. CONCLUSION 92

A. LES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES ET ADMINISTRATIVES DES ÉTATS-UNIS RELATIVES AUX RÉEXAMENS À L'EXTINCTION CONTREVIENNENT EN TANT QUE TELLES À L'ACCORD ANTIDUMPING ET À L'ACCORD SUR L'OMC 92

B. LA DÉTERMINATION À L'EXTINCTION ÉTABLIE PAR LE DÉPARTEMENT CONTREVENAIT À L'ACCORD ANTIDUMPING ET AU GATT DE 1994 93

C. LA DÉTERMINATION À L'EXTINCTION ÉTABLIE PAR LA COMMISSION CONTREVENAIT À L'ACCORD ANTIDUMPING 94

D. INFRACTIONS COROLLAIRES DES ÉTATS-UNIS À L'ACCORD ANTIDUMPING, AU GATT DE 1994 ET À L'ACCORD SUR L'OMC 94

XI. DEMANDE DE SUGGESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL SUR LA FAÇON DONT LES ÉTATS-UNIS DEVRAIENT METTRE EN ŒUVRE SES RECOMMANDATIONS 95

I. INTRODUCTION

A. LES DROITS ANTIDUMPING NE PEUVENT PAS EXISTER À PERPÉTUITÉ

1. Le présent différend soulève une question d'une importance fondamentale pour l'intégrité du système commercial multilatéral: la question de savoir si les Membres de l'OMC doivent respecter les disciplines convenues à l'OMC concernant le recours aux mesures antidumping.

2. Au cours des négociations du Cycle d'Uruguay, les rédacteurs de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("Accord antidumping") sont convenus de règles qui établissaient un équilibre soigneusement dosé entre les droits et les obligations des Membres en ce qui concerne les mesures antidumping. Les Membres ont reconnu le droit des pays importateurs de recourir à des mesures antidumping afin de contrebalancer le dumping dommageable. Dans le même temps, ils ont établi des règles afin d'empêcher l'abus des mesures antidumping. Les Membres ont énoncé des règles claires régissant l'imposition, le maintien et la suppression des droits antidumping. De fait, cet équilibre délicat était un élément clé de l'ensemble de droits et d'obligations accepté par l'Argentine, les États-Unis et les autres Membres de l'OMC à l'issue du Cycle.

3. Parmi les disciplines les plus importantes en matière de mesures antidumping, il y a celles qui sont énoncées à l'article 11 de l'Accord antidumping. L'article 11.1 stipule que les ordonnances antidumping doivent être limitées, à trois égards importants: la durée ("que le temps nécessaire"); l'ampleur ("que dans la mesure nécessaire"); et le but ("contrebalancer le dumping qui cause un dommage").

4. Ainsi qu'un groupe spécial l'a noté récemment, l'article 11.1 "énonce une prescription générale, sans équivoque et impérative, selon laquelle les droits antidumping "ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires"". Le Groupe spécial a ajouté que l'article 11.1 pose "un principe général et primordial, dont les modalités sont énoncées au paragraphe 2 (et au paragraphe 3) de cet article".[1] On trouve l'expression fondamentale de ce principe général tout au long de l'article 11, y compris dans les dispositions de l'article 11.3 concernant le "réexamen à l'extinction".

5. L'obligation générale énoncée à l'article 11.3 – selon laquelle les mesures antidumping seront supprimées au bout de cinq ans – établissait une limite temporelle claire en ce qui concerne le recours aux droits antidumping. Ainsi, les rédacteurs des Accords issus du Cycle d'Uruguay ont accepté que les mesures antidumping ne pourraient pas exister à perpétuité mais seraient au contraire soumises à de strictes limites temporelles, à moins qu'il ne soit satisfait à des conditions spécifiées pour que leur maintien en vigueur soit autorisé. Spécifiquement, l'article 11.3 exige que les autorités procèdent à un réexamen et déterminent s'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé. Toute constatation de dumping probable et de dommage probable doit être fondée sur des éléments de preuve positifs.

6. De fait, l'Organe d'appel a dit clairement que "[s]i [un Membre de l'OMC] ne procède pas à un réexamen à l'extinction, ou, ayant procédé à un tel réexamen, il ne fait pas une telle détermination positive, les droits doivent être supprimés".[2]

---

[1] Rapport du Groupe spécial, *Communautés européennes - Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil*, WT/DS219/R, adopté le 18 août 2003, paragraphe 7.113 ("*Accessoires de tuyauterie en provenance du Brésil*").

[2] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/AB/R, adopté le 19 décembre 2002, paragraphe 63 ("*Acier en provenance d'Allemagne*").

7. Les États-Unis n'ont pas respecté ces disciplines contraignantes de l'OMC concernant l'application et le maintien des mesures antidumping. En termes généraux:

- Les États-Unis n'ont pas appliqué d'une manière adéquate les disciplines de l'article 11.3 dans les lois, réglementations, procédures et pratiques des États-Unis.

- Dans la conduite du "réexamen à l'extinction" des mesures antidumping appliquées aux matériels tubulaires pour puits de pétrole ("OCTG") en provenance d'Argentine, les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec les conditions préalables impératives auxquelles est subordonné le maintien de la mesure.

8. L'Organe d'appel a adopté récemment une interprétation stricte des dispositions de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("Accord SMC") relatives aux réexamens à l'extinction, en partie en raison de son désir affirmé de ne pas contrevenir "à la prescription de l'article 3.2, répétée à l'article 19:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, selon laquelle nos constatations et recommandations "ne peuvent pas accroître ni diminuer les droits et obligations énoncés dans les Accords visés"".[3] Il importe de souligner que l'article 3:2 du Mémorandum d'accord contient deux éléments également importants: des droits et des obligations. Un droit primordial de l'Argentine en vertu de l'article 11.3 de l'Accord antidumping était que les droits appliqués aux OCTG soient supprimés au bout de cinq ans. Réciproquement, une obligation primordiale des États-Unis en vertu de la même disposition était de supprimer les droits appliqués aux OCTG en provenance d'Argentine au bout de cinq ans. Les États-Unis ne pouvaient se prévaloir de l'exception à l'obligation primordiale énoncée à l'article 11.3 – maintien de la mesure antidumping – qu'à condition de se conformer strictement aux prescriptions de l'article 11.3 exigeant qu'il soit procédé à un "réexamen" et que soit rendue une "détermination" fondée sur des "éléments de preuve" établissant qu'il est probable que le "dumping" et le "dommage" subsisteront ou se reproduiront. Comme le montrera la présente communication, les États-Unis n'ont pas satisfait aux prescriptions auxquelles est subordonné le maintien de la mesure, portant ainsi atteinte aux droits de l'Argentine.

9. Si le système de règlement des différends institué par le Mémorandum d'accord conduit à des interprétations des dispositions des accords antidumping qui ne donnent pas aux termes leur sens courant, le système ne préservera pas l'équilibre délicat des droits et des obligations dont ont convenu les Membres. En l'espèce, l'obligation principale/le droit principal institué(e) par l'article 11.3 – suppression des mesures antidumping au bout de cinq ans – ne doit pas être diminué(e). Sinon, l'exception limitée autorisant le maintien d'une mesure antidumping remplacera l'obligation principale énoncée à l'article 11.3. Ne pas donner leur sens courant aux termes employés à l'article 11.3 saperait le principe de l'interprétation des traités dit de l'effet utile, reconnu par le Mémorandum d'accord et exprimé par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Essence*.[4]

10. Ramenée à l'essentiel, la position de l'Argentine est que les États-Unis doivent respecter les limites imposées à l'application et au maintien de mesures antidumping, ainsi que le droit des Membres de l'OMC à ce que les droits antidumping soient supprimés et n'existent pas à perpétuité.

B. HISTORIQUE DES PROCÉDURES ENGAGÉES AUX ÉTATS-UNIS AU TITRE DES MESURES COMMERCIALES CORRECTIVES CONTRE LES OCTG ARGENTINS

11. Le producteur et exportateur argentin d'OCTG, Siderca S.A.I.C. ("Siderca"), a eu une longue expérience de la législation des États-Unis relative aux mesures commerciales correctives. Cette

[3] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/AB/R, adopté le 19 décembre 2002 ("*Acier en provenance d'Allemagne*"), paragraphe 91.

[4] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, WT/DS2/AB/R, adopté le 20 mai 1996, pages 17 et 18 et page 23 ("*États-Unis – Essence*").

longue expérience constitue un contexte important pour évaluer la décision du gouvernement des États-Unis de maintenir la mesure antidumping appliquée aux OCTG en provenance d'Argentine. L'expérience de Siderca peut se résumer comme suit:

12. 1984: En 1984, la branche de production des États-Unis a présenté des requêtes demandant l'imposition de droits antidumping et de droits compensateurs contre les importations d'OCTG, y compris les importations en provenance de la société argentine Siderca.[5] L'enquête antidumping s'est terminée par une constatation de l'absence de dommage. À cette époque, la législation des États-Unis soumettait la pratique du cumul à certaines prescriptions, et les importations n'ont pas été analysées sur la base d'une évaluation cumulative. La détermination négative quant à l'existence d'un dommage a donc mis fin à l'enquête sans que soit rendue une ordonnance antidumping. Cependant, en raison des dispositions transitoires de la Loi des États-Unis donnant effet à l'Accord du Tokyo Round sur les subventions et les mesures compensatoires, les États-Unis n'ont pas fait, dans le cas de l'Argentine, de détermination quant à l'existence d'un dommage aux fins des enquêtes en matière de droits compensateurs. Le Département du commerce des États-Unis (le "Département") a déterminé que Siderca bénéficiait d'une subvention égale à 0,90 pour cent, légèrement supérieure à la marge *de minimis* (0,5 pour cent) prévue à cette époque par la législation des États-Unis. Les États-Unis n'ayant pas appliqué à l'Argentine le critère du dommage, le Département a imposé sur les exportations de Siderca un droit compensateur au taux de 0,90 pour cent.[6]

13. 1985: À la suite d'une modification de la disposition législative des États-Unis relative au cumul, la branche de production des OCTG des États-Unis a représenté une requête antidumping dans l'affaire antidumping qu'elle avait perdue six mois auparavant. Il en est résulté une nouvelle enquête complète sur les importations en provenance de producteurs de plusieurs pays, y compris Siderca. Siderca a de nouveau participé pleinement à l'enquête, et cette fois le Département a rendu une décision concluant à l'absence de dumping.[7] Ainsi, cette deuxième tentative de la branche de production des États-Unis d'obtenir une ordonnance antidumping visant les exportations de Siderca s'est également soldée par un échec.

14. 1986-1994. Pendant cette période, le Département a procédé à huit réexamens distincts de l'ordonnance initiale imposant un droit compensateur de 0,90 pour cent, rendue en 1984.[8] Chaque année, Siderca et le gouvernement argentin se sont pleinement conformés aux exigences de l'enquête. Presque chaque année, le Département a conclu qu'il n'y avait pas de subvention. Pour une année seulement, le Département a recalculé une subvention de 0,83 pour cent, encore une fois légèrement supérieure au taux *de minimis* de 0,5 pour cent.[9] Malgré ces constatations de l'existence de

[5] *Oil Country Tubular Goods from Argentina and Spain*, 50 Fed. Reg. 21 147 (Commission du commerce international 1985) (détermination finale de l'existence d'un dommage) (pièce n° 19 de l'Argentine).

[6] *Oil Country Tubular Goods from Argentina*, 49 Fed. Reg. 46 564 (Département du commerce international 1984) (détermination finale en matière de droits compensateurs) (pièce n° 18 de l'Argentine).

[7] *Oil Country Tubular Goods from Argentina*, 51 Fed. Reg. 20 240 (Département du commerce 1986) (détermination finale en matière de droits antidumping) (pièce n° 20 de l'Argentine).

[8] *Oil Country Tubular Goods from Argentina*, 52 Fed. Reg. 846 (Département du commerce 1987) (réexamen administratif final en matière de droits compensateurs pour la période 1985) (pièce n° 21 de l'Argentine); *Oil Country Tubular Goods from Argentina*, 56 Fed. Reg. 38 116 (Département du commerce 1991) (réexamens administratifs finals en matière de droits compensateurs pour les périodes 1987 et 1988) (pièce n° 22 de l'Argentine); *Oil Country Tubular Goods from Argentina*, 56 Fed. Reg. 64 493 (Département du commerce 1991) (réexamen administratif final en matière de droits compensateurs pour la période 1991) (pièce n° 23 de l'Argentine); *Oil Country Tubular Goods from Argentina*, 62 Fed. Reg. 55 589 (Département du commerce 1997) (réexamen administratif final en matière de droits compensateurs pour la période 1991) (pièce n° 33 de l'Argentine); *Oil Country Tubular Goods from Argentina*, 62 Fed. Reg. 24 639 (Département du commerce 1997) (réexamens administratifs finals en matière de droits compensateurs et clôture des examens administratifs) (pièce n° 30 de l'Argentine).

[9] *Oil Country Tubular Goods from Argentina*, 56 Fed. Reg. 38 116 (Département du commerce 1991) (réexamens administratifs finals en matière de droits compensateurs) (recalculant une subvention de 0,93 pour cent pour la période 1988) (pièce n° 22 de l'Argentine).

subventions nulles ou extrêmement faibles, Siderca et le gouvernement argentin se sont vus contraints de participer à ces réexamens année après année, dépensant ainsi d'importantes ressources, tant intérieures qu'extérieures. Le plus important, c'est qu'en raison du système d'évaluation rétrospective appliqué par les États-Unis, Siderca et les importateurs ont dû accepter le risque commercial d'un relèvement rétrospectif des droits qui pouvait avoir lieu à tout moment à la suite de décisions administratives adoptées dans le cadre des réexamens en matière de droits compensateurs. En 1997, ce processus de réexamens annuels continus a finalement cessé lorsque le gouvernement des États-Unis a reconnu qu'il n'avait pas de pouvoir juridique, avec effet rétroactif jusqu'à 1991, l'autorisant à continuer de recouvrer des droits compensateurs en vertu d'ordonnances qui avaient été imposées sans recourir au critère du dommage. En conséquence, le gouvernement des États-Unis a abrogé l'ordonnance imposant un droit compensateur sur les OCTG en provenance d'Argentine, mettant ainsi fin à cette affaire de droits compensateurs vieille de dix ans.[10]

15. 1995: La branche de production des États-Unis a présenté des requêtes simultanées dans deux nouvelles affaires de dumping concernant Siderca, l'une contre les OCTG (celle qui fait l'objet de la présente procédure) et l'autre contre les tubes sans soudure de faible diamètre. Siderca n'était pas en mesure de présenter une défense dans les deux affaires simultanément et s'est vue contrainte de prendre une décision d'ordre économique sur l'affaire qui était la plus importante commercialement pour l'entreprise. Siderca a donc notifié au Département qu'elle n'était pas en mesure de présenter une défense dans l'affaire portant sur les tubes sans soudure de faible diamètre et, en conséquence, le Département a rendu une ordonnance antidumping punitive imposant un droit de 108,13 pour cent.[11]

16. Dans l'affaire concernant les OCTG, Siderca a présenté une défense dans l'enquête antidumping comme elle l'avait fait en 1984 et 1985, et comme elle l'avait fait dans les huit réexamens des droits compensateurs. Le Département a rendu une détermination préliminaire négative; en d'autres termes, il a constaté que Siderca ne vendait pas d'OCTG faisant l'objet d'un dumping aux États-Unis.[12] Cela était conforme à la détermination antérieure établissant que Siderca ne pratiquait pas de discrimination par les prix. Cependant, dans la détermination finale, le Département a fait une constatation positive de l'existence d'un dumping en calculant une marge de dumping de 1,36 pour cent, légèrement supérieure à la marge *de minimis* de 0,5 pour cent alors en vigueur.[13] Il n'y avait dans les renseignements qui ont conduit à la détermination finale positive aucun changement fondamental par rapport à ceux sur lesquels reposait la détermination préliminaire négative. En revanche, le Département a procédé à un léger ajustement dans son analyse des ventes aux pays tiers en majorant d'environ 6 pour cent le prix pratiqué dans ces ventes, ce qui s'est alors traduit artificiellement par une légère marge de dumping sur certaines des ventes de Siderca.[14] Cet

---

[10] *Oil Country Tubular Goods from Argentina*, 62 Fed. Reg. 41 361 (Département du commerce 1997) (abrogation de l'Ordonnance en matière de droits compensateurs) (pièce n° 31 de l'Argentine).

[11] *Small Diameter Circular Seamless Carbon and Alloy Steel Standard, Line, and Pressure Pipe from Argentina*, 60 Fed. Reg. 31 953 (Département du commerce 1995) (détermination antidumping finale) (pièce n° 25 de l'Argentine).

[12] *Oil Country Tubular Goods from Argentina*, 60 Fed. Reg. 13 119 (Département du commerce 1995) (détermination antidumping préliminaire amendée) (pièce n° 24 de l'Argentine).

[13] *Oil Country Tubular Goods from Argentina*, 60 Fed. Reg. 33 539 (Département du commerce 1995) (détermination antidumping finale) (pièce n° 26 de l'Argentine); *Oil Country Tubular Goods from Argentina*, 60 Fed. Reg. 41 055 (Département du commerce 1995) (ordonnance en matière de droits antidumping) (pièce n° 27 de l'Argentine).

[14] Cet ajustement résultait d'un écart existant entre les taux d'abattement appliqués aux deux marchés d'exportation pertinents (les États-Unis et la Chine). À cette époque, le gouvernement argentin appliquait un programme permettant de bénéficier d'abattements sur les impôts indirects à acquitter au stade de la production et de la vente. Cette pratique était alors, et demeure, un programme fiscal légitime, compte tenu de certaines conditions. Le taux d'abattement applicable aux exportations de Siderca était de 15 pour cent. Cependant, étant donné qu'aux États-Unis Siderca faisait constamment l'objet de réexamens en matière de droits compensateurs, et en raison de l'incertitude inhérente au système de réexamen rétrospectif, le gouvernement argentin a décidé de réduire de 6,7 pour cent le taux d'abattement applicable aux exportations vers les États-Unis. Dans la phase

ajustement a eu pour effet de causer de légères marges de dumping sur certaines des ventes. Combiné avec la pratique des États-Unis consistant à ramener à zéro les marges de dumping négatives, ce taux de dumping minime résultant de l'ajustement était suffisant pour faire passer la marge antidumping globale à un taux supérieur au taux *de minimis*, spécifiquement à 1,36 pour cent. On ne peut constater sans ironie que l'écart sur lequel les autorités des États-Unis fondaient l'ajustement était le résultat direct des efforts faits par Siderca pour se conformer à la Loi des États-Unis sur les droits compensateurs.

17. Tel est le contexte qui a conduit à la détermination à l'extinction, que le Groupe spécial est appelé à examiner. C'est un contexte qui met en évidence la pression pratiquement continue exercée par la branche de production des États-Unis sur les exportations argentines d'OCTG, la nécessité pratiquement continue pour la branche de production argentine et le gouvernement argentin de se défendre dans les procédures engagées aux États-Unis, une longue tradition démontrée de pratiques commerciales loyales de la part de Siderca, et plus d'une décennie d'enquête menée par le Département sur la branche de production des OCTG. Pendant toute cette période, il y a eu deux déterminations négatives de dumping, plusieurs constatations de non-subventionnement, les seules constatations positives de subventionnement ne dépassant pas 1 pour cent, et une légère marge antidumping de 1,36 pour cent établie sur des bases discutables résultant de l'effort fait par Siderca pour se conformer à la législation des États-Unis. Tout au long de cette période, Siderca a dû participer, et a participé pleinement, à trois enquêtes antidumping, à une enquête en matière de droits compensateurs, à plusieurs réexamens administratifs des droits compensateurs, et à quatre réexamens administratifs antidumping[15] afin de démontrer qu'elle n'avait pas d'expéditions à destination des États-Unis.

II. CONTEXTE FACTUEL

A. L'ENQUÊTE ANTIDUMPING ABOUTISSANT À L'ORDONNANCE EN MATIÈRE DE DROITS ANTIDUMPING RELATIVE AUX OCTG ARGENTINS

18. L'enquête antidumping aboutissant à la mesure antidumping appliquée par les États-Unis contre les OCTG argentins a débuté en 1994 et s'est achevée en 1995. L'enquête a été ouverte avant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, mais la mesure a été édictée huit mois après l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC (août 1995). En tant que telle, en vertu de la législation des États-Unis, l'enquête était régie par les lois et réglementations antérieures à l'OMC.

19. La requête présentée dans le cadre de l'enquête initiale par la branche de production des États-Unis désignait Siderca comme le seul producteur et exportateur d'OCTG en provenance d'Argentine. Le Département a justifié l'ouverture d'une enquête visant les OCTG argentins en se fondant sur les renseignements relatifs à Siderca qui avaient été communiqués dans la requête par les requérants. Siderca était le seul producteur et exportateur argentin considéré comme étant tenu de répondre au questionnaire aux fins de l'enquête, et c'est la seule partie à laquelle le Département a adressé un questionnaire. Le Département a conduit une enquête complète sur Siderca et calculé une

---

finale de l'enquête antidumping, le Département a procédé à un ajustement "pour tenir compte des circonstances de la vente", ajustement égal au montant de la différence entre les abattements accordés sur les exportations à destination des deux marchés.

[15] *Oil Country Tubular Goods from Argentina*, 62 Fed. Reg. 18 747 (Département du commerce 1997) (réexamen administratif annulé) (pièce n° 29 de l'Argentine); *Oil Country Tubular Goods from Argentina*, 63 Fed. Reg. 49 089 (Département du commerce 1998) (réexamen administratif antidumping annulé) (pièce n° 36 de l'Argentine); *Oil Country Tubular Goods from Argentina*, 64 Fed. Reg. 4 069 (Département du commerce 1999) (réexamen administratif antidumping annulé) (pièce n° 38 de l'Argentine); *Oil Country Tubular Goods from Argentina*, 65 Fed. Reg. 8 948 (Département du commerce 2000) (réexamen administratif antidumping annulé) (pièce n° 43 de l'Argentine).

marge de dumping de 1,36 pour cent pour Siderca.[16] Même si ce montant était inférieur à la marge *de minimis* de 2 pour cent établie à l'article 5.8 de l'Accord de l'OMC, l'enquête était régie par la législation antérieure à l'OMC qui établissait une marge *de minimis* de 0,5 pour cent. La marge de dumping de 1,36 pour cent a donc été considérée comme suffisante pour justifier que soit rendue une ordonnance instituant un droit antidumping.

20. Dans le cadre du système rétrospectif appliqué par les États-Unis pour fixer les droits antidumping, la marge de dumping calculée dans l'enquête initiale sert de taux de dépôt pour les importations futures. L'évaluation finale a lieu ensuite une fois que toute importation a pu faire l'objet d'un réexamen administratif, le taux de dépôt est ajusté pour tenir compte des résultats d'un réexamen éventuel, et les droits définitifs sont fixés conformément au montant établi dans le cadre du réexamen.

21. À la suite de l'imposition par les États-Unis de la mesure antidumping visant les OCTG argentins, Siderca a choisi de cesser ses exportations à destination du marché des États-Unis en raison des difficultés et de l'incertitude inhérentes au système des réexamens administratifs et au système rétrospectif de fixation des droits appliqué aux États-Unis. La démonstration en a été faite lors d'une série de réexamens annuels engagés par le Département. Chaque mois d'août, de 1996 à 1999 (ce qui correspond à la période de cinq ans pertinente pour le réexamen à l'extinction qui constitue la base du présent différend), les représentants de la branche de production des États-Unis ont demandé un réexamen annuel des expéditions de Siderca. En vertu de la législation et de la pratique des États-Unis, les requérants sont tenus de désigner l'exportateur pour lequel ils demandent un réexamen, et chaque fois au cours de cette période, la branche de production des États-Unis n'a demandé un réexamen que dans le cas de Siderca. Par exemple, il est dit dans la lettre de la branche de production des États-Unis demandant le deuxième réexamen: "Il est demandé qu'il soit procédé à un réexamen de Siderca parce que c'est le seul producteur connu de matériels tubulaires pour puits de pétrole en Argentine …"[17] À la suite de ces requêtes, le Département a engagé un réexamen chacune des quatre années qui ont suivi l'édiction de l'ordonnance antidumping appliquée aux OCTG en provenance d'Argentine, en publiant un "avis d'engagement de réexamen" désignant Siderca comme l'exportateur devant faire l'objet du réexamen. Dans certains des réexamens, le Département a également envoyé un questionnaire antidumping.[18]

22. Dans chacun des quatre réexamens demandés concernant Siderca, Siderca a répondu en disant qu'au cours de la période faisant l'objet du réexamen elle n'exportait pas aux États-Unis d'OCTG destinés à être consommés aux États-Unis, et elle a en conséquence demandé que le réexamen soit annulé. Dans tous les cas, cette "attestation de non-expédition" a suscité des questions supplémentaires de la part du Département et des observations supplémentaires de la part de la branche de production des États-Unis. Dans tous les cas, le Département a finalement accepté l'attestation de Siderca certifiant qu'elle n'avait pas fait d'expéditions à destination des États-Unis et a donc annulé les réexamens annuels parce qu'il n'y avait pas d'expéditions à examiner.

---

[16] *Oil Country Tubular Goods from Argentina*, 60 Fed. Reg. 33 539 (Département du commerce 1995) (détermination antidumping finale) (pièce n° 26 de l'Argentine).

[17] Lettre de Schagrin Associates à l'Honorable William M. Daley, en date du 29 août 1997 ("Oil Country Tubular Goods from Argentina: Request for Administrative Review") page 2 (pièce n° 58 de l'Argentine).

[18] *Initiation of Anti-Dumping and Countervailing Duty Reviews*, 61 Fed. Reg. 48 882 (Département du commerce 1996) (engagement du réexamen pour la période allant du 11 août 1995 au 31 juillet 1996) (pièce n° 28 de l'Argentine); *Initiation of Anti-Dumping and Countervailing Duty Reviews*, 62 Fed. Reg. 50 292 (Département du commerce 1997) (engagement du réexamen pour la période allant du 1er août 1996 au 31 juillet 1997) (pièce n° 32 de l'Argentine); *Initiation of Anti-Dumping and Countervailing Duty Reviews*, 63 Fed. Reg. 51 893 (Département du commerce 1998) (engagement du réexamen pour la période allant du 1er août 1997 au 31 juillet 1998) (pièce n° 37 de l'Argentine); *Initiation of Anti-Dumping and Countervailing Duty Reviews*, 64 Fed. Reg. 53 318 (Département du commerce 1999) (engagement du réexamen pour la période allant du 1er août 1998 au 31 juillet 1999) (pièce n° 41 de l'Argentine).

B. RÉEXAMEN À L'EXTINCTION CONCERNANT LES OCTG EN PROVENANCE D'ARGENTINE

23. Le 3 juillet 2000, le Département a engagé automatiquement un réexamen à l'extinction de l'ordonnance instituant un droit antidumping sur les OCTG en provenance d'Argentine, en plus des réexamens à l'extinction concernant les OCTG en provenance d'Italie, du Japon, de Corée et du Mexique.[19] Les requérants ont répondu à l'avis d'engagement et présenté des réponses de fond ainsi que des mémoires dans lesquels ils soutenaient qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait du fait de l'abrogation de l'ordonnance, et que l'ordonnance instituant un droit antidumping devrait être maintenue.[20]

24. Siderca a également répondu à l'avis d'engagement et présenté une réponse de fond complète dans laquelle elle faisait valoir qu'il n'était pas probable que le dumping persisterait ou se reproduirait si l'ordonnance était abrogée et que le Département devrait en conséquence abroger l'ordonnance visant les OCTG en provenance d'Argentine.[21] Siderca était le seul producteur/exportateur argentin d'OCTG ayant fait l'objet d'une enquête de la part du Département dans l'enquête antidumping initiale de 1994-1995. En outre, Siderca était le seul producteur/exportateur argentin pour lequel des réexamens annuels avaient été demandés pour les exercices se terminant en juillet 1996, 1997, 1998 et 1999, et effectués pendant la période de cinq ans pertinente aux fins des réexamens à l'extinction entrepris par le Département et la Commission du commerce international des États-Unis (la "Commission").

25. La réponse de fond de Siderca satisfaisait à toutes les prescriptions énoncées dans 19 C.F.R. §§ 351.218 d) 3) iii) A) à I) et 19 C.F.R. §§ 351.218 d) 3) iii) A) à E), auxquelles la communication devait se conformer pour être "complète". Dans sa réponse, Siderca disait qu'elle n'exportait pas d'OCTG à destination des États-Unis pendant la période de cinq ans faisant l'objet du réexamen à l'extinction. Siderca disait aussi que, en conséquence, il n'y avait pas eu d'autre constatation de l'existence d'un dumping que la marge de dumping de 1,36 pour cent calculée dans le cadre de l'enquête initiale.[22] Cependant, le 22 août 2000, le Département a déterminé que la réponse de fond, à part cela complète, de Siderca à l'avis du département concernant l'engagement d'un réexamen à l'extinction était "inadéquate", et cela uniquement pour le motif suivant:

> Au cours de la période de cinq ans allant de 1995 à 1999, le pourcentage annuel moyen combiné des exportations d'OCTG de Siderca à destination des États-Unis par rapport au total des exportations de la marchandise visée à destination des États-Unis était nettement inférieur à 50 pour cent. Étant donné que la société interrogée est nettement en dessous du seuil des 50 pour cent que le Département considérera normalement comme une réponse adéquate de la société étrangère (ainsi qu'il est prévu à l'article 351.218 e) 1) ii) A)) nous recommandons que vous déterminiez que la réponse de Siderca est inadéquate et que nous devrions conduire un réexamen à

[19] *Voir: Notice of Initiation of Five-Year ("Sunset") Reviews*, 65 Fed. Reg. 41 053 (Département du commerce 2000) (pièce n° 44 de l'Argentine). L'ITC a elle aussi engagé son réexamen à l'extinction le 3 juillet 2000. *Oil Country Tubular Goods From Argentina, Italy, Japan, Korea, and Mexico*, 65 Fed. Reg. 41 088 (Commission du commerce international 2000) (avis d'engagement des réexamens à l'extinction) (pièce n° 45 de l'Argentine).

[20] *Issues and Decision Memorandum for the Sunset Reviews of the AD Orders on Oil Country Tubular Goods from Argentina, Italy, Japan, and Korea* (Département du commerce, 31 octobre 2000) (résultats finals) pages 3 et 4 (pièce n° 51 de l'Argentine).

[21] *Voir* la réponse de Siderca à l'engagement par le Département du réexamen à l'extinction de l'Ordonnance antidumping concernant les OCTG en provenance d'Argentine (2 août 2000) (pièce n° 57 de l'Argentine).

[22] *Oil Country Tubular Goods from Argentina*, 60 Fed. Reg. 33 539 (Département du commerce 1995) (détermination antidumping finale) (pièce n° 26 de l'Argentine).

> l'extinction accéléré (120 jours) (ainsi qu'il est prévu à l'article 751 c) 3) B) de la Loi et à l'article 351.218 e) 1) ii) C) de la réglementation du Département).[23]

26. Dans son *Mémorandum sur les questions et la décision*, daté du 31 octobre 2000 (et incorporé par référence dans la détermination à l'extinction établie par le Département), le Département a dit:

> Bien que le Département ait reçu une réponse de fond au nom de Siderca, le Département a expliqué dans sa détermination sur l'adéquation en date du 22 août 2000 qu'étant donné que pendant la période 1995-1999 le pourcentage annuel moyen des exportations de la marchandise visée en provenance de Siderca par rapport au total des exportations argentines de la marchandise visée au cours de la même période était nettement en dessous du seuil des 50 pour cent prévu à l'article 351.218 e) 1) ii) A) du Règlement relatif aux réexamens à l'extinction, le Département a déterminé que la réponse de fond de Siderca était inadéquate.[24]

27. Se fondant sur sa détermination selon laquelle la réponse de Siderca était inadéquate, le Département a dit que "dans les réexamens en question, le Département n'a pas reçu de réponse adéquate des sociétés intéressées interrogées. Conformément à l'article 351.218 d) 2) iii) du Règlement relatif aux réexamens à l'extinction, cela constitue une renonciation au droit de participer".[25]

28. Dans sa détermination finale du 7 novembre 2000 établie dans le cadre du réexamen à l'extinction (détermination à laquelle était incorporé le *Mémorandum du Département sur les questions et la décision*), le Département a dit qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si le droit antidumping appliqué aux OCTG en provenance d'Argentine était supprimé. Le Département a dit que la marge du dumping probable était de 1,36 pour cent, le même taux que lors de l'enquête initiale. Le Département a ensuite communiqué ce taux à la Commission comme étant la marge de dumping probable en cas de suppression du droit.[26]

29. Dans la détermination à l'extinction établie par la Commission[27], la Commission a procédé à une analyse cumulative du dommage. Dans ses constatations formulées dans le cadre du réexamen à l'extinction, la Commission a également établi une distinction selon le type d'OCTG faisant l'objet du réexamen.

30. En ce qui concerne les tubes de production et de cuvelage, la Commission a constaté qu'il n'y avait aucune probabilité que les importations visées de tubes de production et de cuvelage en provenance d'Argentine, d'Italie, du Japon, de Corée et du Mexique n'auraient pas d'incidence défavorable discernable sur la branche de production nationale si les ordonnances étaient abrogées.[28]

---

[23] *Oil Country Tubular Goods from Argentina: Adequacy of Respondent Interested Party Response to the Notice of Initiation*, A-357-810 (Département du commerce, 22 août 2000) page 2 (pièce n° 50 de l'Argentine)

[24] *Issues and Decision Memorandum for the Sunset Reviews of the AD Orders on Oil Country Tubular Goods from Argentina, Italy, Japan, and Korea* (Département du commerce, 31 octobre 2000) (résultats finals) page 3 ("*Issues and Decision Memorandum*") (pièce n° 51 de l'Argentine).

[25] *Id.*, page 5

[26] *Oil Country Tubular Goods from Argentina, Italy, Japan, and Korea*, 65 Fed. Reg. 66 701 (Département du commerce 2002) (résultats finals du réexamen à l'extinction) (pièce n° 46 de l'Argentine).

[27] *Oil Country Tubular Goods from Argentina, Italy, Japan, Korea, and Mexico*, USITC Pub. 3434, Inv. n° 701-TA-364, 731-TA-711, et 713 à 716 (juin 2001) ("Détermination à l'extinction établie par la Commission") (pièce n° 54 de l'Argentine).

[28] Pour déterminer si les importations sont en concurrence les unes avec les autres et avec le produit national similaire, la Commission tient compte des facteurs suivants: 1) le degré de fongibilité entre les importations provenant de différents pays et entre les importations et le produit national similaire; 2) la présence sur les mêmes marchés géographiques de ventes ou d'offres de vente d'importations de pays différents

Elle a établi sa détermination en se fondant sur les facteurs suivants: 1) malgré les reculs des importations depuis l'imposition de l'ordonnance, les producteurs de chacun des pays visés continuaient d'exporter vers les États-Unis et avaient maintenu des filières de distribution actives aux États-Unis; 2) l'importance que les acheteurs accordaient aux considérations liées aux prix, ainsi que d'autres conditions prédominantes de la concurrence, et 3) le fait que les producteurs étrangers produisaient d'autres matériels tubulaires avec le même outillage servant à fabriquer des tubes de production et de cuvelage et pouvaient donc facilement opérer des déplacements de production entre la marchandise visée et d'autres produits.[29]

31. La Commission a en outre constaté une probabilité raisonnable de chevauchement de la concurrence entre les importations en provenance des pays visés. Premièrement, elle a déterminé que les produits importés visés et le produit national similaire étaient fongibles, en ce sens qu'ils étaient fabriqués conformément aux mêmes spécifications, y compris les prescriptions de l'API en matière de certification.[30] Elle fondait cette conclusion sur les réponses au questionnaire communiquées par des producteurs, des importateurs et des acheteurs des États-Unis.

32. Deuxièmement, elle a constaté que les importations visées et le produit national similaire étaient vendus par l'intermédiaire de filières de distribution similaires, en particulier aux distributeurs d'acier.[31] À cet égard, elle a écarté les éléments de preuve présentés par Siderca, selon lesquels une large part de sa production était vendue à des utilisateurs finals, en disant que, en dépit de ce fait, la majeure partie des importations visées étaient néanmoins vendues à des distributeurs.

33. Troisièmement, la Commission a constaté que les ventes des importations visées et du produit national similaire avaient lieu sur le même marché géographique.[32] Elle a noté qu'aussi bien les distributeurs que les importateurs des États-Unis déclaraient vendre dans tout le pays, et que les ventes aussi bien des produits importés que des tubes de production et de cuvelage de fabrication nationale étaient concentrées au Texas et dans la région du Golfe.

34. Enfin, la Commission a noté que les importations visées de tubes de production et de cuvelage et les tubes de production et de cuvelage de fabrication nationale étaient simultanément présents sur le marché au cours de chaque année de la période couverte par l'enquête (1992-1994), et qu'il n'y avait dans le dossier des réexamens aucun renseignement qui indiquait que cette situation changerait si les ordonnances étaient abrogées.[33]

35. En ce qui concerne l'analyse de la probabilité, la Commission a examiné le volume probable, l'effet probable sur les prix et l'incidence probable sur la branche de production nationale. En ce qui concerne le volume des importations visées, la Commission a conclu: "Nous constatons qu'il est probable qu'il y ait une augmentation notable du volume des importations visées en cas d'abrogation."[34] La Commission a fait plusieurs constatations afin d'étayer cette conclusion. Premièrement, la Commission a relevé l'existence d'une capacité disponible "substantielle" dans les

---

et du produit national similaire; 3) l'existence de filières de distribution communes ou similaires pour les importations en provenance de pays différents et le produit national similaire; et 4) le point de savoir si les importations sont présentes simultanément sur le marché. *Voir*, *par exemple: Wieland Werke, AG* c. *United States*, 718 F. Supp. 50, 52 (CIT 1989) (pièce n° 9 de l'Argentine).

[29] *Commission's Sunset Determination*, pages 10 et 11 (citant le rapport des services de la Commission, page II-17, jointe) (pièce n° 54 de l'Argentine).

[30] *Id.*, page 12 (citant le rapport des services de la Commission, pages I-18, II-17, jointes).

[31] *Id.*, page 13 (citant le rapport des services de la Commission, pages I-20, II-1 à II-3, jointes).

[32] *Id.* (citant *Oil Country Tubular Goods from Argentina, Austria, Italy, Japan, Korea, Mexico, and Spain*, USITC Pub. 2911, Inv. n° 701-TA-363 et 364, et 731-TA-711 à 717 (août 1995) page I-22, et rapport des services de la Commission, page II-4).

[33] *Id.*, page 14 (citant *Oil Country Tubular Goods from Argentina, Austria, Italy, Japan, Korea, Mexico and Spain*, USITC Pub. 2911, Inv. n° 701-TA-363 et 364, et 731-TA-711 à 717 (août 1995) page I-23).

[34] *Id.*, page 17.

pays visés et conclu que, nonobstant des taux élevés d'utilisation de la capacité dans ces pays, "le dossier indique que ces producteurs ont intérêt à utiliser une plus large part de leur capacité productive pour produire et expédier davantage de tubes de production et de cuvelage destinés au marché des États-Unis".[35] À cet égard, la Commission a constaté que les producteurs des pays visés "étaient tournés" vers l'exportation et que, en particulier, ces producteurs se concentreraient sur le marché des États-Unis.[36] La Commission a souligné que l'"alliance Tenaris"[37], vu sa portée mondiale, aurait probablement un puissant intérêt à avoir une présence importante sur le marché des États-Unis.[38] En outre, la Commission a constaté que 1) il y avait des différences importantes entre les prix des tubes de production et de cuvelage sur le marché des États-Unis et sur le marché mondial, les prix étant constamment plus élevés aux États-Unis, et que 2) les producteurs étrangers faisaient face à d'importants obstacles à l'importation sur les marchés des pays tiers.[39]

36. La Commission a fait plusieurs constatations sur la question de l'importance du prix dans les décisions d'achat. Les acheteurs qui ont répondu au questionnaire mentionnaient la qualité comme leur principal critère d'achat tout aussi souvent que le prix, et la disponibilité du produit était mentionnée tout aussi fréquemment que le prix comme critère également important pour les acheteurs.[40] La Commission a reconnu qu'aucune tendance claire ne se dégageait des réponses à la question de savoir si les différences de prix ou des différences liées à des facteurs autres que le prix jouaient un rôle important dans la concurrence entre le produit fabriqué aux États-Unis et les importations visées de tubes de production et de cuvelage.[41] La Commission a écarté les données qui montraient que les acheteurs classaient en tête, avant le prix, des facteurs comme le délai de livraison, les conditions de livraison, la disponibilité et la qualité du produit, et considéraient des facteurs tels que les rabais offerts, la sécurité d'approvisionnement et la régularité du produit comme des éléments d'une égale importance.[42]

37. Pour ce qui est de l'analyse de la Commission concernant l'incidence des importations sur la branche de production nationale, la Commission a cité les facteurs pertinents sous la forme d'une simple liste de points à vérifier:

> Dans ces réexamens, nous constatons qu'une augmentation notable des importations visées est susceptible d'avoir des effets négatifs aussi bien sur le prix que sur le volume des expéditions des producteurs nationaux, en dépit d'une forte demande à court terme. Nous constatons que ces développements auraient probablement une incidence défavorable importante sur la production, les expéditions, les ventes, la part de marché et les revenus de la branche de production nationale. Cette réduction de la production, des expéditions, des ventes, de la part de marché et des revenus de la branche de production nationale entraînerait une érosion de la rentabilité de la branche de production nationale, ainsi que de sa capacité à se procurer des capitaux et à effectuer et maintenir les investissements nécessaires.[43]

---

[35] *Id.*, page 19.

[36] *Commission's Sunset Determination*, page 20 (citant *Oil Country Tubular Goods from Argentina, Austria, Italy, Japan, Korea, Mexico and Spain*, USITC Pub. 2911, Inv. n° 701-TA-363 et 364, et 731-TA-711 à 717 (août 1995) page I-23).

[37] La Commission a expliqué: "NKK, TAMSA, et Siderca sont toutes membres de l'alliance Tenaris qui a conclu des contrats à long terme de portée mondiale avec de grandes sociétés pétrolières et gazières ayant des opérations aux États-Unis". *Id.* page 23, note 153.

[38] *Id.*, page 19.

[39] *Id.*, pages 19 et 20.

[40] *Id.*, page II-17 (Rapport des services de la Commission).

[41] *Id.*, page II-18, note 71 (Rapport des services de la Commission).

[42] *Id.*, page II-19 (Rapport des services de la Commission).

[43] *Id.*, pages 22 et 23.

La Commission a déterminé qu'il était probable que le dommage important causé à la branche de production nationale aux États-Unis subsisterait ou se reproduirait dans un laps de temps raisonnablement prévisible en cas d'abrogation de l'ordonnance instituant un droit antidumping sur les OCTG (autres que les tubes de forage – c'est-à-dire les tubes de production et de cuvelage) en provenance d'Argentine et des autres pays ayant fait l'objet de l'analyse cumulative.[44]

III. HISTORIQUE DE LA PROCÉDURE

38. Le 7 octobre 2002, l'Argentine a demandé des consultations avec les États-Unis au sujet des déterminations établies par le Département et la Commission à l'issue des réexamens à l'extinction de la mesure visant les OCTG en provenance d'Argentine, ainsi qu'au sujet de certaines lois, réglementations, procédures et pratiques des États-Unis concernant les réexamens à l'extinction.[45] L'Argentine a indiqué qu'elle considérait que les mesures identifiées étaient incompatibles avec les articles 1er, 2, 3, 6, 11, 12 et 18, et avec l'Annexe II de l'Accord antidumping, avec les articles VI et X du GATT de 1994, et avec l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

39. Les consultations se sont tenues le 14 novembre 2002 et le 17 décembre 2002. Les consultations n'ont pas abouti à un règlement du différend.

40. Le 3 avril 2003, l'Argentine a demandé l'établissement d'un groupe spécial.[46] Le Groupe spécial a été établi par l'Organe de règlement des différends le 19 mai 2003. Le 22 août 2003, l'Argentine a demandé au Directeur général, conformément à l'article 8:7 du Mémorandum d'accord, de déterminer la composition du groupe spécial.[47] Le 4 septembre 2003, le Directeur général a écrit aux parties en les informant de la composition définitive du groupe, qui était la suivante:

Président:	M. Paul O'Connor
Membres:	M. Bruce Cullen
	M. Faizullah Khilji.[48]

IV. RÉSUMÉ ANALYTIQUE DES ALLÉGATIONS DE L'ARGENTINE

41. Les allégations de l'Argentine sont résumées ci-après:

A. CERTAINES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES ET ADMINISTRATIVES DES ÉTATS-UNIS RELATIVES AUX RÉEXAMENS À L'EXTINCTION SONT INCOMPATIBLES EN TANT QUE TELLES AVEC LES RÈGLES DE L'OMC

- 19 USC. § 1675 c) 4) et 19 C.F.R. § 351.218 d) 2) iii) (les "dispositions relatives à la renonciation") exigent que le Département, sans procéder à un "réexamen", sans analyse aucune et, par conséquent, sans établir la détermination requise, constate qu'il

---

[44] *Id.*

[45] *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires destinés à des pays pétroliers en provenance d'Argentine*: *Demande de consultations présentée par l'Argentine*, WT/DS268/1 (7 octobre 2002).

[46] *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les matériels tubulaires pour puits de pétrole en provenance d'Argentine*: *Demande d'établissement d'un Groupe spécial présentée par l'Argentine*, WT/DS268/2 (3 avril 2003).

[47] Le 1er septembre, le Directeur général a communiqué à l'Argentine et aux États-Unis la composition du Groupe spécial. Cependant, l'une des personnes proposées pour siéger au Groupe spécial a fait savoir au Secrétariat qu'elle était ressortissante des États-Unis. Le Secrétariat a eu alors un entretien avec les parties et il a été convenu que cette personne serait remplacée.

[48] *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*: *Constitution du Groupe spécial établi à la demande de l'Argentine*, WT/DS268/3 (9 septembre 2003).

est probable que le dumping subsistera ou se reproduira, ce qui est contraire à l'article 11.3 de l'Accord antidumping. L'article 11.3 prescrit à l'autorité de procéder à un réexamen et d'établir une détermination sur le point de savoir s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si le droit est supprimé. En l'absence de ce réexamen et d'une détermination établie par l'autorité, l'article 11.3 exige que les mesures antidumping soient abrogées au bout de cinq ans (voir la section VII.A.1);

- 19 USC. § 1675 c) 4) et 19 C.F.R. § 351.218 d) 2) iii) constituent également une violation des obligations des États-Unis au titre de l'article 6 de l'Accord antidumping, qui s'applique aux réexamens à l'extinction en vertu du renvoi croisé figurant à l'article 11.4. L'Argentine fait valoir que les dispositions relatives à la renonciation sont contraires à l'article 6.1 parce qu'elles privent les parties intéressées interrogées de la possibilité de présenter des éléments de preuve. Les dispositions concernant la renonciation dénient aux parties intéressées interrogées la possibilité de défendre leurs intérêts, ce qui est contraire à l'article 6.2 (voir la section VII.A.2).

- Les prescriptions de la législation des États-Unis selon lesquelles la Commission détermine s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira "dans un laps de temps raisonnablement prévisible" (19 USC. § 1675a a) 1)) et selon lesquelles la Commission "considérera que les effets de l'abrogation ou de la clôture peuvent ne pas être imminents, mais peuvent ne se manifester qu'à plus longue échéance" (19 USC. § 1675a a) 5)) sont incompatibles avec les articles 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 3.7, 3.8, 11.1 et 11.3 de l'Accord antidumping. En ajoutant le membre de phrase "dans un laps de temps raisonnablement prévisible" et en introduisant un horizon temporel qui n'est pas "imminent" mais fait plutôt référence à une échéance plus longue, la législation des États-Unis impose ("considérera") ("shall consider")*)* des spéculations et une analyse illimitée pour la détermination d'un dommage futur possible. Les prévisions d'évolution du marché et les pures spéculations de la Commission sont incompatibles avec les prescriptions de l'OMC selon lesquelles il faut évaluer s'il est probable, en cas d'abrogation d'une ordonnance antidumping, que le dommage se reproduira au moment de l'abrogation – et non pas à quelque moment indéterminé et éloigné dans l'avenir. Des spéculations sur la situation du marché dans plusieurs années à venir sont incompatibles avec les prescriptions de l'article 11.3 et de l'article 3 de l'Accord antidumping (voir la section VIII.C.1);

- Conformément à l'obligation principale énoncée à l'article 11.3 de l'Accord antidumping, les mesures antidumping doivent être abrogées cinq ans après avoir été imposées, à moins que les autorités ne satisfassent aux conditions prévues pour le maintien de la mesure. La pratique constante du Département dans les affaires de réexamen à l'extinction démontre qu'il fait appel à une présomption irréfragable qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en cas d'abrogation. Cette présomption est contraire à l'article 11.3. Il y a eu à ce jour 217 réexamens à l'extinction effectués par le Département dans lesquels la branche de production nationale a participé à la procédure. Le SAA et le *Sunset Policy Bulletin* du Département établissent la présomption irréfragable appliquée par le Département dans ces affaires. Dans 100 pour cent des réexamens à l'extinction effectués par lui auxquels la branche de production nationale a participé, le Département a déterminé qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait.[49] Dans ces affaires, aucune société interrogée n'a pu venir à bout des critères prescrits par le SAA et le *Sunset Policy Bulletin* pour l'abrogation[50] (voir la section VIII.B).

[49] Département du commerce des États-Unis, Réexamens à l'extinction (pièce n° 63 de l'Argentine).
[50] *Id*.

B. LE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION EFFECTUÉ PAR LE DÉPARTEMENT ÉTAIT INCOMPATIBLE AVEC LES OBLIGATIONS DES ÉTATS-UNIS DANS LE CADRE DE L'OMC

- La détermination du Département à l'effet de suivre une procédure accélérée et le fait d'avoir procédé à un réexamen accéléré, au motif que les exportations d'OCTG de Siderca à destination des États-Unis représentaient moins de 50 pour cent des exportations totales d'OCTG en provenance d'Argentine aux États-Unis, étaient incompatibles avec les prescriptions des articles 11.3, 11.4 et 6.1, 6.2 et 6.8 et de l'Annexe II de l'Accord antidumping. Nonobstant le fait que Siderca a pleinement coopéré et qu'elle a soumis une réponse de fond complète conforme aux prescriptions réglementaires du Département, celui-ci a jugé que la réponse de Siderca était inadéquate en se fondant uniquement sur les données relatives aux importations et a, en conséquence, dénié à Siderca la possibilité de défendre ses intérêts (voir la section VII.C.1);

- La détermination du Département à l'effet de suivre une procédure accélérée et le fait de procéder à un réexamen accéléré étaient incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre de l'Accord antidumping. Le Département a rendu, sans analyse aucune, une détermination concluant à la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait, en violation de l'article 11.3 de l'Accord antidumping qui prescrit à l'autorité de procéder à un réexamen afin de faire une détermination sur le point de savoir s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en cas de suppression du droit. En l'absence de l'analyse requise et d'une détermination fondée sur des éléments de preuve positifs, la mesure antidumping appliquée aux OCTG en provenance d'Argentine aurait dû être abrogée (voir la section VII.C.2);

- La conduite par le Département d'un réexamen à l'extinction accéléré et l'application à Siderca des dispositions relatives à la renonciation: 1) contrevenaient à l'article 6.1 de l'Accord parce que le Département privait Siderca de la possibilité de présenter des éléments de preuve; 2) contrevenaient à l'article 6.2 parce que le Département privait Siderca de la possibilité de défendre ses intérêts; et 3) ont eu pour conséquence l'application des données de fait disponibles, en violation des prescriptions de l'article 6.8 (voir la section VII.C.3);

- La détermination du Département à l'effet de procéder à un réexamen à l'extinction accéléré et sa détermination à l'extinction, à laquelle était incorporé par renvoi son *Mémorandum sur les questions et la décision*, contrevenaient à l'article 12.2 et 12.2.2 de l'Accord antidumping, parce que le Département n'a pas communiqué d'avis au public ni d'explications suffisamment détaillées de ses constatations sur toutes les questions de fait et de droit (voir la section VII.C.4);

- La détermination à l'extinction établie par le Département était incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping parce que le Département n'a pas appliqué les disciplines de l'article 2, n'a pas effectué d'analyse prospective, n'a pas déterminé qu'un dumping fût "probable" ("likely" ou "probable") et n'a pas fondé sa détermination sur des éléments de preuve positifs. De fait, l'utilisation par le Département de la baisse des exportations de Siderca à la suite de la mesure antidumping, comme seule base de sa détermination de la probabilité, était incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping. De plus, le fait que le Département s'est appuyé sur la marge initiale de dumping de 1,36 pour cent, calculée en utilisant la pratique incompatible avec les règles de l'OMC qui consiste à ramener à zéro les marges négatives aux fins de sa décision sur la probabilité, et le fait qu'il a

communiqué cette marge à la Commission étaient incompatibles avec l'article 11.3 et l'article 2 de l'Accord antidumping (voir la section VII.D);

- Indépendamment et en dehors du point de savoir si les lois et règlements antidumping des États-Unis sur les réexamens à l'extinction sont considérés comme établissant une présomption illicite, ou sont, d'une autre manière, jugés incompatibles en soi avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC, et sans considération du point de savoir si le SAA et le *Sunset Policy Bulletin* sont des "mesures" qui peuvent être contestées, les données tirées des déterminations à l'extinction établies par le Département démontrent que celui-ci n'a pas appliqué d'une manière impartiale et raisonnable les lois, les règlements et les décisions judiciaires et administratives des États-Unis dans sa conduite des réexamens à l'extinction des ordonnances en matière de droits antidumping, ce qui est contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994 (voir la section VII.E).

C. LE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION EFFECTUÉ PAR LA COMMISSION ÉTAIT INCOMPATIBLE AVEC LES OBLIGATIONS DES ÉTATS-UNIS DANS LE CADRE DE L'OMC

- La détermination à l'extinction établie par la Commission, selon laquelle il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait si le droit était supprimé, était incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping parce que le critère appliqué par la Commission pour déterminer le dommage probable était incompatible avec l'article 11.3. Pour déterminer la probabilité d'un dommage, la Commission a appliqué un critère beaucoup moins strict que le critère prescrit à l'article 11.3 (voir la section VIII.A);

- La détermination à l'extinction établie par la Commission contrevenait aux articles 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 et 11.3 de l'Accord antidumping parce que la Commission n'a pas procédé à un examen objectif du dossier ou n'a pas fondé sa détermination sur des éléments de preuve positifs. Les conclusions de la Commission concernant le volume probable des importations, leurs effets probables sur les prix et leur incidence probable sur la branche de production nationale ne peuvent en aucune manière être considérées comme objectives lorsque ces conclusions sont envisagées à la lumière d'un examen neutre des renseignements figurant au dossier. Au demeurant, les prétendues bases sur lesquelles la Commission se serait appuyée pour étayer sa constatation d'un dommage probable ne constituent absolument pas les éléments de preuve positifs prescrits par l'article 3.1 de l'Accord antidumping (voir la section VIII.B.1 à 3);

- Dans son évaluation de la probabilité que le dommage causé à la branche de production nationale subsiste ou se reproduise, la Commission n'a pas évalué tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de la branche de production, y compris ceux qui sont énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping, contrevenant ainsi à cette disposition. La Commission n'a pas non plus satisfait aux prescriptions de l'article 3.5 relatives au lien de causalité (voir la section VIII.B.3 et 4);

- L'application faite par la Commission des dispositions 19 USC. § 1675a a) 1) et 19 USC. § 1675a a) 5) dans le réexamen à l'extinction de la mesure visant les OCTG en provenance d'Argentine était incompatible avec les articles 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 3.7 et 3.8 et 11.1 et 11.3 de l'Accord antidumping. En appliquant le critère "dans un laps de temps raisonnablement prévisible" (19 USC. § 1675a a) 1)) et en retenant un horizon temporel qui n'est pas "imminent" mais fait plutôt référence à "une échéance

plus longue" (19 USC. § 1675a a) 5)), la Commission s'est livrée à des spéculations et a procédé à une analyse illimitée d'un dommage futur possible. Les prévisions d'évolution du marché et les pures spéculations de la Commission étaient incompatibles avec les prescriptions de l'OMC, qui exigent une évaluation sur le point de savoir s'il est probable, en cas d'abrogation d'une ordonnance en matière de droits antidumping, que le dommage se reproduira au moment de l'abrogation – et non pas à quelque moment indéterminé et éloigné dans l'avenir. Des spéculations sur la situation du marché plusieurs années plus tard étaient incompatibles avec les prescriptions des articles 11.1 et 11.3 et 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 3.7 et 3.8 de l'Accord antidumping (voir la section VIII.C.2);

- Le recours de la Commission à une analyse cumulative du dommage causé par les importations d'OCTG en provenance de Corée, d'Italie, du Japon, du Mexique et d'Argentine pour déterminer s'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait au cas où le droit antidumping appliqué aux OCTG en provenance d'Argentine serait supprimé, était incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping, qui interdit le recours à une analyse cumulative du dommage dans les réexamens à l'extinction. Subsidiairement, si le cumul est autorisé dans les réexamens à l'extinction, la décision de la Commission de recourir en l'espèce au cumul contrevenait à l'article 3.3 de l'Accord antidumping du fait qu'elle ne respectait pas les restrictions explicites imposées à l'application du cumul dans ladite disposition. De plus, la décision de la Commission de recourir au cumul était incompatible avec le critère "probable" de l'article 11.3 et avec les critères en matière de preuve énoncés à l'article 3, tels qu'ils sont interprétés par l'Organe d'appel dans *Acier en provenance d'Allemagne* (voir la section VIII.D, E et F).

D. VIOLATIONS COROLLAIRES DE L'ACCORD ANTIDUMPING, DU GATT DE 1994 ET DE L'ACCORD SUR L'OMC

- Du fait que les États-Unis ont contrevenu à leurs obligations au titre de l'Accord antidumping, ils ont aussi contrevenu aux dispositions de l'article VI du GATT de 1994, des articles 1er et 18 de l'Accord antidumping et de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC (voir la section IX).

V. APERÇU GÉNÉRAL DE LA LÉGISLATION DES ÉTATS-UNIS RELATIVE AUX RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

A. LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION DANS LE DROIT DES ÉTATS-UNIS

1. Introduction

42. À la suite du Cycle d'Uruguay, la législation antidumping des États-Unis a été amendée de manière à permettre des réexamens à terme de cinq ans.[51] Entre autres amendements apportés à la Loi douanière de 1930, la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay ("URAA") a établi un mécanisme pour le réexamen automatique de certaines ordonnances en matière de droits antidumping, des enquêtes antidumping suspendues et des ordonnances en matière de droits compensateurs.

43. De même que pour l'application des Lois des États-Unis sur les mesures commerciales correctives en général et pour la conduite des enquêtes en matière de droits antidumping et de droits compensateurs, la responsabilité de la conduite des réexamens à l'extinction est répartie entre le Département et la Commission. Le Département détermine s'il est probable que le dumping ou la subvention pouvant donner lieu à un droit compensateur subsistera ou se reproduira en cas

[51] *Voir*: 19 USC. § 1675 c) (pièce n° 1 de l'Argentine); 19 USC. § 1675a (pièce n° 1 de l'Argentine).

d'abrogation d'une ordonnance en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs ou en cas de clôture d'une enquête suspendue. La Commission est tenue de déterminer s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira en cas de suppression du droit antidumping ou du droit compensateur ou en cas de clôture d'une enquête suspendue.

44. Conformément à la législation des États-Unis, les réexamens à l'extinction sont engagés automatiquement, plutôt que sur la base d'éléments justificatifs produits par les autorités ou sur la base d'une requête émanant d'une partie intéressée. Les règlements d'application de l'URAA prévoient deux types de réexamens à l'extinction: i) le "réexamen accéléré" et ii) le "réexamen complet".[52] Comme il est expliqué plus loin, dans certaines situations, la législation des États-Unis impose une constatation de dumping probable sans réexamen.

2. Procédures appliquées pour déterminer le type de réexamen à l'extinction qui sera effectué: réexamen accéléré ou réexamen complet

45. Le type de "réexamen"[53] qui sera effectué par le Département et la Commission dépend du point de savoir si une partie intéressée nationale a demandé un réexamen, ainsi que de considérations concernant le contenu et l'"adéquation" des communications requises des parties intéressées.

46. Le Règlement du Département exige que dans les 15 jours qui suivent l'avis d'engagement du réexamen à l'extinction les parties intéressées nationales communiquent un avis d'intention de participer au réexamen à l'extinction.[54] Si aucune partie intéressée nationale n'exprime le désir de participer, le Département rendra une détermination finale abrogeant l'ordonnance dans les 90 jours.[55] Cependant, si une partie intéressée nationale quelconque indique une intention de participer, le Département procédera à un réexamen. Les communications jugées "inadéquates" présentées par des parties intéressées interrogées à la suite de l'avis d'engagement du réexamen à l'extinction déclenchent des réexamens accélérés. Si les deux parties adverses soumettent des réponses "adéquates", le Département procède à un réexamen complet.

47. Pour déterminer si les réponses sont "adéquates", la législation des États-Unis établit une distinction tranchée entre parties nationales et parties interrogées. Les parties intéressées nationales seront normalement considérées comme ayant fourni une réponse adéquate si le Département détermine qu'une partie intéressée nationale au moins présente une "réponse de fond complète".[56] En revanche, les parties intéressées interrogées ne sont normalement considérées comme ayant fourni une réponse adéquate que lorsque des "réponses de fond complètes" sont présentées par celles de ces parties qui comptent pour plus de 50 pour cent dans les exportations totales (en volume ou en valeur) de la marchandise visée en provenance du pays considéré à destination des États-Unis au cours des cinq années civiles ayant précédé l'avis d'engagement.[57] Si le Département détermine qu'une partie intéressée interrogée n'a pas satisfait au seuil des 50 pour cent, il procédera normalement à un réexamen à l'extinction accéléré en se fondant sur les "données de fait disponibles", sans tenir compte des renseignements soumis par cette partie intéressée et sans complément d'enquête.[58]

---

[52] *Voir*: 19 USC. §§ 1675 c) 3) à 5) (pièce n° 1 de l'Argentine).

[53] La description que l'Argentine donne de la législation des États-Unis n'a pas pour but de suggérer que l'Argentine admet que le Département, comme l'exige l'article 11.3 de l'Accord antidumping, procède à un "réexamen" et fait une "détermination" en toutes circonstances.

[54] 19 C.F.R. § 351.218 d) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[55] 19 USC. § 1675 c) 3) A) dispose que "[s]i aucune partie intéressée [producteur national] ne répond à l'avis d'engagement au titre du présent sous-article, l'autorité administrante, dans les 90 jours à compter de l'engagement d'un réexamen, rendra une détermination finale abrogeant l'ordonnance …". (pièce n° 1 de l'Argentine).

[56] 19 C.F.R. § 351.218 e) 1) i) A) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[57] 19 C.F.R. § 351.218 e) 1) ii) A) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[58] 19 C.F.R. § 351.218 e) 1) ii) C) 2) (pièce n° 3 de l'Argentine).

48. Dans les 30 jours qui suivent l'avis d'engagement, toutes les parties intéressées doivent présenter une réponse de fond complète à l'avis du Département concernant l'engagement du réexamen à l'extinction.[59] Les parties intéressées, cependant, sont tenues de communiquer nettement plus de renseignements que les parties nationales.[60]

3. Effet de la conduite d'un réexamen à l'extinction accéléré

49. Le Département procède à un réexamen accéléré lorsque la réponse de fond d'une partie intéressée Interrogée est "inadéquate", ou que le Département l'a jugée "inadéquate" en se fondant uniquement sur le pourcentage des exportations de la société à destination des États-Unis, indépendamment du volume des renseignements effectivement fournis par le défendeur. 19 USC. § 1675 c) 3) B) dispose que "si les parties intéressées fournissent des réponses inadéquates à un avis d'engagement, l'autorité administrante, dans les 120 jours qui suivent l'engagement du réexamen, ou la Commission, dans les 150 jours qui suivent cet engagement, peuvent rendre, sans complément d'enquête, une détermination finale en se fondant sur les données de fait disponibles …".

4. Effet d'une détermination de "renonciation au droit de participer" établie par le Département dans un réexamen à l'extinction

50. La législation des États-Unis offre aux parties la possibilité de ne pas participer à la procédure, aussi bien devant le Département que devant la Commission. Comme l'indique expressément le libellé de la disposition, 19 USC. § 1675 c) 4) A) ne s'applique qu'aux parties intéressées interrogées:

> Une partie intéressée au sens de l'article [1677 9) A) et B) du présent titre] peut choisir de ne pas participer à un réexamen conduit par [le Département] en vertu du présent sous-article et de ne participer qu'au réexamen conduit par la Commission.

51. En plus de la "renonciation volontaire" prévue par la Loi, le Département a parfois recours en pratique à une "renonciation présumée". La disposition concernant la "renonciation présumée" ne s'applique elle aussi qu'aux sociétés intéressées. Les sociétés des États-Unis ne sont pas exposées de la même manière au risque d'une renonciation présumée. L'effet d'une renonciation est clair:

> S'agissant d'un réexamen auquel une partie intéressée aura renoncé à participer en vertu du présent paragraphe, l'autorité administrante conclura (shall conclude) qu'il est probable que le dumping ou la subvention pouvant donner lieu à un droit compensateur (selon le cas) subsistera ou se reproduira en ce qui concerne ladite partie intéressée.[61]

---

[59] 19 C.F.R. §§ 351.218 d) 3) i) (pièce n° 3 de l'Argentine). 19 C.F.R. § 351.218 d) 3) ii) A) à I) indique les renseignements qui doivent être présentés par toutes les parties intéressées et les renseignements supplémentaires qui doivent être présentés par les parties intéressées interrogées pour qu'une réponse soit considérée comme complète. Toutes les parties sont tenues de soumettre des renseignements sur leurs contacts, une déclaration d'intention, et une indication de leur volonté de participer, une déclaration concernant les effets probables de l'abrogation, et tous arguments factuels concernant les marges de dumping ou les volumes d'importation antérieurs.

[60] *Voir*: 19 C.F.R. §§ 351.218 d) 3) iii) A) à E) (pièce n° 3 de l'Argentine). Les renseignements exigés des parties interrogées – obligation qui n'est pas partagée par les parties nationales – comprennent les taux moyens pondérés de dumping appliqués par les parties interrogées, le volume et la valeur des expéditions de l'exportateur au cours des cinq dernières années, le volume et la valeur des expéditions de l'exportateur au cours de l'année précédant l'enquête sur le dumping, le pourcentage des exportations totales du défendeur à destination des États-Unis, et le volume et la valeur des expéditions de l'exportateur pour les deux trimestres comptables les plus récents.

[61] 19 USC. § 1675 c) 4) B) (pièce n° 1 de l'Argentine) (non souligné dans l'original).

52. Comme il a été noté, le libellé de la Loi est impératif; le Département déterminera ("shall determine") qu'un dumping est probable s'il estime qu'une partie intéressée a renoncé à participer, soit parce qu'elle n'a pas soumis de réponse, soit parce que le volume de ses exportations aux États-Unis ne représente pas 50 pour cent ou davantage des exportations totales de la marchandise visée à destination des États-Unis.[62]

53. En plus des dispositions de la Loi relatives à la renonciation, le Règlement du Département assimile la "renonciation à participer à un réexamen à l'extinction devant le Département" à la "non-présentation par une partie intéressée d'une réponse de fond complète à un avis d'engagement".[63]

5. Mise en œuvre des obligations des États-Unis au titre du Cycle d'Uruguay: le SAA

54. Selon ses propres termes, le SAA est l'exposé faisant autorité de la manière dont les États-Unis mettront à exécution les obligations que leur imposent les Accords de l'OMC, et notamment le GATT de 1994 et l'Accord antidumping:

> [Le SAA] représente une expression officielle par l'Administration de ses vues sur l'interprétation et l'application des Accords du Cycle d'Uruguay, tant aux fins des obligations internationales des États-Unis qu'aux fins de leur droit interne. L'Administration croit en outre comprendre que le Congrès escompte que les administrations futures respecteront et appliqueront les interprétations et les engagements énoncés ici. De plus, comme cet énoncé sera approuvé par le Congrès au moment où celui-ci mettra en œuvre les Accords du Cycle d'Uruguay, cela confère un poids particulier aux interprétations de ces accords qui y sont exposées.[64]

55. Les tribunaux des États-Unis ont reconnu le statut exceptionnel du SAA dans le corpus législatif. Par exemple, dans l'affaire *Micron Technology Corp., Inc.* c. *United States*[65], le circuit fédéral a fondé sa décision sur une interprétation du texte aussi bien de la Loi que du SAA.[66] S'il n'y a rien d'inhabituel pour un tribunal dans le fait de tenir compte des travaux préparatoires d'une disposition de loi pour en faciliter l'interprétation, le tribunal, dans l'affaire *Micron*, a évalué le sens exact aussi bien de la Loi que du SAA en les examinant parallèlement.[67] De fait, le tribunal a dit: "[l]e SAA est, bien entendu, davantage qu'un simple document des travaux préparatoires à une loi".[68] Le tribunal a également cité la Loi des États-Unis qui dispose que le SAA "doit être considéré comme une expression officielle de la position des États-Unis concernant l'interprétation et l'application des Accords du Cycle d'Uruguay et de la présente loi dans toute action en justice où une question se pose au sujet de ladite interprétation ou application".[69] Fait significatif, le tribunal a interprété la Loi en se fondant sur le mandat spécifié dans le SAA, et a soutenu que le sens et l'effet des dispositions législatives avaient changé, nonobstant les déclarations figurant dans les comptes rendus des débats de la Chambre et du Sénat qui affirmaient que la Loi ne modifiait pas la législation des États-Unis sur ce point.[70]

56. C'est ce que des groupes spéciaux de l'OMC, dans *États-Unis – Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions*, par exemple, ont reconnu en notant que:

---

[62] 19 C.F.R. § 351.218 d) 2) iii) et 351.218 e) 1) ii) A) (pièce n° 3 de l'Argentine).
[63] 19 C.F.R. § 351.218 d) 2) iii) (pièce n° 3 de l'Argentine).
[64] *US Statement of Administrative Action*, accompagnant la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay, Pub. L. n° 103 à 465, 108 stat. 4809 (1994), page 656, *réimprimé dans* 1994 USC.C.A.N. 4040 ("SAA") (pièce n° 5 de l'Argentine).
[65] 243 F.3d 1301 (Fed. Cir. 2001) (pièce n° 7 de l'Argentine).
[66] *Id.*, page 1308.
[67] *Id.*, pages 1308 et 1309.
[68] *Id.*, page 1309.
[69] *Id.*
[70] *Id.*, page 1310.

> Les États-Unis reconnaissent "le statut du SAA en tant qu'instrument d'interprétation officielle" ... Si les États-Unis indiquent que le SAA ne peut modifier la signification de la Loi à laquelle il se rapporte, ni prévaloir sur cette loi, "[e]n règle générale, ... le SAA l'emporte sur tout autre historique de la législation" ... Il nous paraît clair que [la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay] confère au SAA un statut juridique exceptionnel en tant qu'interprétation officielle de la Loi, dont les tribunaux des États-Unis doivent tenir compte. Le texte du SAA le confirme en décrivant celui-ci comme étant "une interprétation officielle ... tant aux fins des obligations internationales des États-Unis qu'aux fins de leur droit interne". Le SAA a été soumis à une procédure d'approbation au Congrès et a en fait été approuvé par le Congrès en même temps que la *Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay*. Les États-Unis eux-mêmes reconnaissent qu'"il n'y a pas de désaccord entre les parties au sujet du statut du SAA en tant qu'instrument d'interprétation officielle". Enfin, il est clair qu'aucune autre forme d'historique de la législation n'a d'autorité supérieure à celle du SAA pour ce qui est du sens de la Loi. Les États-Unis indiquent qu'"en supposant que, sur une question d'interprétation particulière, le SAA dise "X" et qu'un autre document de l'historique de la législation (par exemple un rapport de comité) dise "Y", l'interprétation "X" devrait être retenue".[71]

57. L'autorité exceptionnelle du SAA a été à maintes reprises reconnue par les tribunaux aux États-Unis.[72]

6. Le *Sunset Policy Bulletin* du Département du commerce

58. Le *Sunset Policy Bulletin* du Département[73] adopte les critères du SAA et indique que le Département déterminera "normalement" qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira lorsque:

---

[71] Rapport du Groupe spécial, *États-Unis – Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions*, WT/DS194/R, adopté le 23 août 2001, paragraphes 8.97 et 8.98 ("*Restrictions à l'exportation imposées par les États-Unis*") (notes de bas de page omises).

[72] *Voir, par exemple*: *SKF USA, Inc.* c. *United States*, 263 F.3d 1369, 1373, note 3 (Fed. Cir. 2001) ("Le SAA, bien entendu, est davantage qu'un simple historique de la législation. Le Congrès a prescrit que "l'Énoncé des mesures administratives approuvé par le Congrès … sera considéré comme une expression officielle des vues des États-Unis sur l'interprétation et l'application des Accords du Cycle d'Uruguay et de la présente loi dans toute action en justice dans laquelle une question se pose au sujet de ladite interprétation ou application".)"; *Micron Technology, Inc.*, 243 F.3d page 1305, note 3 (pièce n° 7 de l'Argentine) ("[L]e SAA est "une expression officielle des vues des États-Unis sur l'interprétation et l'application des Accords du Cycle d'Uruguay et de la présente loi dans toute action en justice dans laquelle une question se pose au sujet de ladite interprétation ou application".)"; *AK Steel Corp.* c. *United States*, 226 F.3d 1361, 1368 (Fed. Cir. 2000) (pièce n° 6 de l'Argentine) ("Face à une modification du libellé d'une loi, nous devrions normalement présumer que le Congrès entendait modifier le sens de la Loi … En l'espèce, cependant, le SAA nous empêche de faire une telle présomption et nous avons révisé notre opinion afin principalement de tenir compte de l'autorité officielle accordée au SAA dans la Loi".) (citations omises); *Allied Tube and Conduit Corp.* c. *United States*, 127 F. Supp. 2d 207, 217 (CIT 2000) (pièce n° 12 de l'Argentine) ("Le Circuit fédéral et ce tribunal ont reconnu le caractère prépondérant du SAA et l'ont appliqué en tant que lignes directrices officielles dans leur interprétation des Accords du Cycle d'Uruguay".); *Micron Technology, Inc.* c. *United States*, 40 F. Supp. 2d 481 et 484 à 485 (CIT 1999) (pièce n° 11 de l'Argentine) ("En outre, le tribunal constate que, contrairement à l'argument avancé par Micron, le texte pertinent du SAA ne devrait pas être écarté au motif qu'il ne constitue qu'un simple historique de la législation. Comme le note le Département du commerce, le Congrès a expressément approuvé le SAA en tant qu'expression officielle des vues de l'Administration sur l'application de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay dans les procédures judiciaires".).

[73] *Policies Regarding the Conduct of Five-Year ("Sunset") Reviews*, 69 Fed. Reg. 18 871 (Département du commerce, 1998) ("*Sunset Policy Bulletin*") (pièce n° 35 de l'Argentine).

- le dumping a subsisté à un niveau supérieur au niveau *de minimis* [(c'est-à-dire supérieur à 0,5 pour cent)] après l'édiction de l'ordonnance ou l'accord de suspension, selon le cas;

- les importations de la marchandise visée ont cessé après la publication de l'ordonnance ou l'accord de suspension, selon le cas; ou

- le dumping a été éliminé après la publication de l'ordonnance ou l'accord de suspension, selon le cas, et le volume des importations de la marchandise visée a notablement diminué[74];

- dans son analyse sur le point de savoir si le volume des importations est resté stable ou a augmenté, le Département prendra en considération, normalement, la part de marché relative de chaque société.[75]

7. La détermination de la "probabilité" établie par le Département

59. Le SAA énumère les nombreux cas dans lesquels le Département déterminera qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira.[76] Il ne donne pas d'indications sur les circonstances particulières qui justifieraient, dans un réexamen à l'extinction, la constatation de la part du Département qu'il n'est pas probable que le dumping subsiste ou se reproduise.

60. Comme indiqué ci-dessus, le Département est tenu en vertu de la Loi de procéder à un réexamen afin de déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en cas d'abrogation de l'ordonnance en matière de droits antidumping.[77]

61. Cependant, le SAA soumet à des conditions très strictes l'établissement d'une telle détermination. Il y est précisé que:

> La détermination requise dans ces types de réexamen [à l'extinction] est *intrinsèquement prévisionnelle et spéculative*. Il peut y avoir plus d'un résultat probable à la suite de l'abrogation ou de la clôture. La possibilité d'autres résultats probables ne signifie pas qu'une détermination selon laquelle il est probable que le dumping ou les subventions pouvant donner lieu à un droit compensateur, ou le dommage, subsisteront ou se reproduiront en cas d'abrogation ou de clôture soit une détermination erronée, tant que la détermination concluant à la probabilité de les voir subsister ou se reproduire est raisonnable à la lumière des faits de la cause. Dans les situations de ce genre, l'ordonnance ou la suspension de l'enquête sera maintenue.[78]

---

[74] *Policies Regarding the Conduct of Five-Year ("Sunset") Reviews*, 69 Fed. Reg. 18 871 (Département du commerce, 1998) ("*Sunset Policy Bulletin*") (pièce n° 35 de l'Argentine), page 18 872.

[75] *Id.*, page 18 873.

[76] Pages 889 et 890 (pièce n° 5 de l'Argentine).

[77] 19 USC. § 1675 c) 1) (pièce n° 1 de l'Argentine). 19 USC. §§ 1675a c) 1) A) et B) (pièce n° 1 de l'Argentine) énoncent des prescriptions supplémentaires concernant la détermination de probabilité que doit établir le Département, en prescrivant notamment que le Département, lorsqu'il procédera à un réexamen à l'extinction, "examinera":

> les marges moyennes pondérées de dumping déterminées dans le cadre de l'enquête et des réexamens suivants, et
>
> le volume des importations de la marchandise visée pendant la période précédant et la période suivant l'édiction de l'ordonnance en matière de droits antidumping ou l'acceptation de l'Accord de suspension.

[78] SAA, page 883 (pièce n° 5 de l'Argentine) (pas d'italique dans l'original).

62. Dans le contexte des réexamens à l'extinction, le SAA énumère les nombreux cas dans lesquels, en vertu de la législation des États-Unis, le Département déterminera qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira:

> [Le projet de loi] établit les critères à appliquer pour déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. En vertu de l'article 752 c) 1), le Département du commerce examinera le lien entre les marges de dumping, ou l'absence de marges, et le volume des importations de la marchandise visée, en comparant les périodes antérieure et postérieure à la promulgation d'une ordonnance ou à l'acceptation d'un accord de suspension. Une *baisse de volume des importations*, par exemple, accompagnée de la persistance de marges de dumping après la promulgation d'une ordonnance, peut fournir une solide indication de la probabilité de voir le dumping subsister en l'absence d'ordonnance, parce que les éléments de preuve tendent à indiquer que l'exportateur a besoin de recourir au dumping pour vendre dans les mêmes quantités qu'avant l'ordonnance …
>
> L'Administration estime que l'existence de *marges de dumping après l'ordonnance* ou la *cessation des importations après l'ordonnance*, est une indication hautement probante de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. Si les sociétés *continuent de recourir au dumping* alors qu'est en place la discipline imposée par une ordonnance, il est raisonnable de supposer que le dumping subsisterait si la discipline était éliminée …
>
> *[L]'existence de marges de dumping nulles ou de minimis à un moment quelconque alors que l'ordonnance était en place n'oblige pas en soi le Département du commerce à déterminer qu'il n'y a pas de probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise.* Il se peut que les exportateurs aient cessé de recourir au dumping en raison de l'existence d'une ordonnance ou d'un accord de suspension. Par conséquent, l'absence de dumping au moment considéré n'indique pas nécessairement comment les exportateurs se comporteraient en l'absence d'ordonnance ou d'accord.[79]

8. La détermination de la "probabilité" établie par la Commission

63. Comme indiqué plus haut, la Commission est tenue de procéder à un réexamen pour déterminer s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira en cas d'abrogation de l'ordonnance imposant un droit antidumping. Les dispositions 19 USC. §§ 1675a a) 1) à 7) établissent des prescriptions supplémentaires applicables au réexamen à l'extinction effectué par la Commission.

64. Les dispositions de l'article 1675a a) 1) à 3) donnent pour instruction à la Commission d'examiner si une éventuelle amélioration de la situation de la branche de production nationale est due à l'ordonnance en matière de droits antidumping et si la branche de production serait exposée à un dommage au cas où l'ordonnance serait abrogée. De plus, la Loi donne pour instruction à la Commission d'examiner des facteurs supplémentaires, y compris le point de savoir si le pays exportateur dispose de capacités supplémentaires, effectives ou potentielles; si l'exportateur dispose présentement de stocks existants de la marchandise visée ou peut compter sur des augmentations probables des volumes de la marchandise visée; si l'exportateur a la possibilité d'opérer des déplacements de production; si l'exportateur fait face à des obstacles à l'importation de la marchandise visée dans des pays tiers; s'il est probable que l'exportateur vendra à des prix inférieurs aux prix des produits nationaux; et si les importations déprimeraient ou feraient chuter le prix des produits nationaux similaires.

[79] SAA, pages 889 et 890 (pièce n° 5 de l'Argentine) (pas d'italique dans l'original).

65. Les dispositions de l'article 1675a 4) à 5) donnent pour instruction à la Commission d'examiner certains facteurs qui influent sur l'impact sur la branche de production nationale.[80]

66. Fait important, cependant, le SAA donne des indications précises quant à la manière dont la Commission devrait évaluer les facteurs énumérés par la Loi dans la conduite des procédures de réexamen à l'extinction:

> La Commission doit examiner s'il y a eu *une amélioration quelconque* de la situation de la branche de production nationale qui a un rapport avec l'imposition de l'ordonnance ou l'acceptation d'un accord de suspension. La Commission ne devrait *pas* déterminer qu'il n'y a pas de probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise uniquement parce que la branche de production *a connu une reprise après l'imposition d'une ordonnance* ou après l'acceptation d'un accord de suspension, car on peut s'attendre que l'imposition d'une ordonnance ou l'acceptation d'un accord de suspension ait un effet bénéfique sur la branche de production. Au demeurant, une *amélioration* de la situation de la branche de production en rapport avec une ordonnance ou avec l'acceptation d'un accord de suspension peut donner à penser qu'il est *probable* que la situation de la branche de production *se détériorera* si l'ordonnance est abrogée ou si l'enquête suspendue est déclarée close.[81]

67. L'article 1675a a) 7) donne à la Commission le pouvoir discrétionnaire de procéder à une analyse cumulative du dommage dans les réexamens à l'extinction:

> Aux fins du présent article, la Commission peut procéder à une évaluation cumulative du volume et de l'incidence des importations de la marchandise visée en provenance de tous les pays dans le cas desquels des réexamens sur la base de l'article 1675 b) ou c) du présent titre ont été engagés le même jour, s'il est probable que lesdites importations sont en concurrence les unes avec les autres et avec les produits nationaux similaires sur le marché des États-Unis. La Commission ne procédera pas à une évaluation cumulative du volume et des incidences des importations de la marchandise visée si elle détermine que lesdites importations n'auront probablement pas d'incidence défavorable perceptible sur la branche de production nationale.

VI. CRITÈRE D'EXAMEN, CHARGE DE LA PREUVE ET OBLIGATIONS DE FOND CONTRACTÉES DANS LE CADRE DE L'OMC QUI SONT EN CAUSE DANS LE PRÉSENT DIFFÉREND

A. CRITÈRE D'EXAMEN

68. Les dispositions pertinentes établissant le critère d'examen applicable en l'espèce sont l'article 11 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et l'article 17.6 de l'Accord antidumping. Comme l'Organe d'appel l'a noté récemment, "les deux dispositions se complètent".[82]

---

[80] Ces facteurs sont notamment les suivants, mais cette liste n'est pas limitative: "A) reculs probables de la production des ventes, de la part de marché, des bénéfices, de la productivité, du retour sur investissement, et de l'utilisation de la capacité, B) effets négatifs sur le flux de liquidité, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux et l'investissement, et C) effets négatifs probables sur les efforts actuels de développement et de production de la branche de production …" 19 USC. §§ 1675a 4) A) à C) (pièce n° 1 de l'Argentine).

[81] SAA, page 884 (pièce n° 5 de l'Argentine) (pas d'italique dans l'original).

[82] Rapport de l'Organe d'appel, *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde: Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémoradum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS141/AB/RW, adopté le 24 avril 2003, paragraphe 164 ("*Linge de lit en provenance d'Inde*").

69. Aux termes de l'article 11 du Mémorandum d'accord, un groupe spécial "devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions". L'article 17.6 de l'Accord antidumping énonce un critère d'examen spécial qui complète l'article 11 du Mémorandum d'accord.

70. Selon l'article 17.6, alinéa i), un groupe spécial doit examiner l'"établissement" et "l'évaluation" des faits pertinents par les autorités chargées de l'enquête.[83] L'Organe d'appel a clarifié le critère applicable à l'examen factuel dans le contexte de l'Accord antidumping, dans les termes suivants:

> l'article 17.6 i) établit le critère approprié que doivent appliquer les *groupes spéciaux* lorsqu'ils examinent la compatibilité, avec les règles de l'OMC, de l'établissement et de l'évaluation des faits effectués par les *autorités chargées de l'enquête* au titre d'autres dispositions de l'*Accord antidumping*. Ainsi, les groupes spéciaux doivent évaluer si l'établissement des faits par les autorités chargées de l'enquête était *correct* et si l'évaluation de ces faits par ces autorités était *impartiale et objective*. Si ces critères généraux n'ont pas été respectés, un groupe spécial doit considérer que l'établissement ou l'évaluation des faits par les autorités chargées de l'enquête était incompatible avec l'*Accord antidumping*.[84]

71. Dans le récent appel de la décision du Groupe spécial de la mise en conformité en l'affaire *Linge de lit*, l'Organe d'appel a donné des indications complémentaires sur le critère applicable dans le contexte de l'article 17.6 i):

> Dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*, nous avons dit que "[b]ien que le texte de l'article 17.6 i) soit libellé d'une manière telle qu'il crée une obligation pour les *groupes spéciaux* ..., cette disposition, en même temps, définit en fait les cas dans lesquels les *autorités chargées de l'enquête* peuvent être considérées comme ayant agi d'une façon incompatible avec l'*Accord antidumping*". Nous avons en outre expliqué que le texte de l'article 17.6 i) de l'*Accord antidumping*, de même que celui de l'article 11 du Mémorandum d'accord, "exige des groupes spéciaux qu'ils "évaluent" les faits et ... cela nécessite clairement une étude ou un examen actif des faits pertinents".[85]

72. Ainsi, conformément aux indications données par l'Organe d'appel, le Groupe spécial compétent devra entreprendre "une étude ou un examen actif des faits pertinents en rapport avec les déterminations concernant les OCTG en provenance d'Argentine établie à l'issue du réexamen à l'extinction, ainsi qu'avec la décision du gouvernement des États-Unis de maintenir la mesure antidumping au-delà de la période de cinq ans prescrite par l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

73. Le deuxième alinéa de l'article 17.6 a trait à l'examen effectué par un groupe spécial sur le point de savoir si les mesures contestées reposent sur une interprétation admissible de l'Accord antidumping.[86]

74. Une évaluation objective d'un groupe spécial sur le point de savoir si les mesures des États-Unis indiquées par l'Argentine sont compatibles avec l'Accord antidumping et avec le GATT

---

[83] *Voir: États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001, paragraphe 55 ("*Acier laminé à chaud en provenance du Japon*").

[84] *Id.*, paragraphe 56.

[85] Rapport de l'Organe d'appel, recours à l'article 21.5, *Linge de lit en provenance d'Inde*, paragraphe 163.

[86] Rapport de l'Organe d'appel *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, paragraphe 60.

de 1994 se fonde sur son interprétation des dispositions pertinentes de ces accords conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public, codifiées dans la *Convention de Vienne sur le droit des traités*.[87] Les règles générales d'interprétation de la *Convention de Vienne* prescrivent à un groupe spécial d'interpréter les dispositions des traités de bonne foi conformément à leur sens ordinaire, dans leur contexte, et à la lumière de l'objet et du but du traité.[88] C'est donc le libellé du traité qui définit l'étendue des droits et des obligations des Membres. L'un des corollaires de cette règle générale est que l'"interprétation doit donner sens et effet à tous les termes d'un traité. Un interprète n'est pas libre d'adopter une interprétation qui aurait pour résultat de rendre redondantes ou inutiles des clauses entières ou des paragraphes entiers d'un traité".[89]

75. L'article 3:2 du Mémorandum d'accord réaffirme que le rôle du système de règlement des différends de l'OMC est de préserver les droits et les obligations résultant pour les Membres des accords visés, et de "clarifier les dispositions existantes de ces accords conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public". De même, l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping stipule que les groupes spéciaux doivent interpréter les dispositions pertinentes de l'Accord antidumping "conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public". Dans *Produits en acier laminé à chaud en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a expliqué qu'"une interprétation admissible est une interprétation qui est jugée appropriée après l'application des règles pertinentes de la Convention de Vienne".[90]

76. En résumé, conformément au critère d'examen juridique applicable, un groupe spécial doit faire une évaluation objective des dispositions juridiques en cause et de leur applicabilité au différend. Le Groupe spécial doit donc interpréter les dispositions pertinentes du traité conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public et évaluer si chaque mesure repose sur une interprétation admissible de l'Accord antidumping et du GATT de 1994.[91]

B. CHARGE DE LA PREUVE

77. Dans les procédures de règlement des différends de l'OMC, la charge de la preuve incombe au Membre qui soutient l'allégation ou le moyen de défense particulier. Comme l'a dit l'Organe d'appel:

> [L]a charge de la preuve incombe à la partie, qu'elle soit demanderesse ou défenderesse, qui établit, par voie d'affirmation, une allégation ou un moyen de défense particulier. Si ladite partie fournit des éléments de preuve suffisants pour établir une présomption que ce qui est allégué est vrai, alors la charge de la preuve se déplace et incombe à l'autre partie, qui n'aura pas gain de cause si elle ne fournit pas des preuves suffisantes pour réfuter la présomption.[92]

78. Dans le contexte du présent différend, qui porte sur la compatibilité avec les règles de l'OMC de la décision de maintenir les mesures antidumping définitives imposées par les États-Unis sur les OCTG en provenance d'Argentine, il incombe à l'Argentine d'établir *prima facie* le bien-fondé de son

---

[87] Rapport de l'Organe d'appel *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, paragraphe 60 (faisant référence à la Convention de Vienne sur le droit des traités, adoptée le 22 mai 1969. (1155 I.N.T.S. 331) ("*Convention de Vienne*")). *Voir* le rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Essence*, pages 17 et 18; le rapport de l'Organe d'appel, *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, adopté le 1er novembre 1996, pages 12 et 13 ("*Rapport de l'Organe d'appel, Taxes japonaises sur les boissons alcooliques*").

[88] *Voir la Convention de Vienne*, article 31 (pièce n° 59 de l'Argentine).

[89] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Essence*, page 23.

[90] Rapport de l'Organe d'appel, *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, paragraphe 60.

[91] *Id.*, paragraphe 62.

[92] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Mesures affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, WT/DS33/AB/R et Corr.1, adopté le 23 mai 1997, page 18 ("*Chemises tissées en provenance d'Inde*").

allégation concernant la violation des dispositions de l'Accord antidumping et du GATT de 1994. La présentation d'éléments *prima facie* oblige en droit un groupe spécial à se prononcer "en faveur de la partie défenderesse, en l'absence de réfutation effective de la part de l'autre partie".[93] En conséquence, lorsque l'Argentine présente des éléments *prima facie* au sujet d'une allégation, la charge de la preuve est renversée, et il incombe alors aux États-Unis de présenter une "réfutation effective" des arguments de l'Argentine.

C. OBLIGATIONS DE FOND EN CAUSE DANS LE PRÉSENT DIFFÉREND

1. L'obligation principale énoncée à l'article 11.3 de l'Accord antidumping est la suppression des mesures antidumping

79. La question dont le Groupe spécial est saisi concerne l'application par les États-Unis de mesures antidumping définitives à la suite de réexamens à l'extinction régis par l'article 11.3 de l'Accord antidumping. L'évaluation objective de la question par le Groupe spécial comportera une interprétation de l'article 11 de l'Accord antidumping, dont la partie pertinente se lit comme suit:

> *Durée et réexamen des droits antidumping et des engagements en matière de prix*
>
> 11.1 Les droits antidumping ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage.
>
> …
>
> 11.3 Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, tout droit antidumping définitif sera supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé (ou à compter de la date du réexamen le plus récent au titre du paragraphe 2 si ce réexamen a porté à la fois sur le dumping et le dommage, ou au titre du présent paragraphe), à moins que les autorités ne déterminent, au cours d'un réexamen entrepris avant cette date, soit de leur propre initiative, soit à la suite d'une demande dûment justifiée présentée par la branche de production nationale ou en son nom, dans un laps de temps raisonnable avant cette date, qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé. Le droit pourra demeurer en vigueur en attendant le résultat de ce réexamen.
>
> 11.4 Les dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure s'appliqueront à tout réexamen effectué au titre du présent article. Tout réexamen de ce type sera effectué avec diligence et sera normalement terminé dans un délai de 12 mois à compter de la date à laquelle il aura été entrepris.

80. Ainsi, l'Accord antidumping indique clairement que les droits antidumping doivent être limités quant à leur portée et à leur durée et que les conditions énoncées dans l'Accord doivent être strictement respectées pour que l'ordonnance soit maintenue au-delà de cinq ans. Le Groupe spécial, dans la récente affaire *Accessoires de tuyauterie en provenance du Brésil*, l'a reconnu en disant:

> En vertu de l'article 11.1 de l'*Accord antidumping*, un droit antidumping ne peut être maintenu que s'il demeure "nécessaire" pour contrebalancer le dumping dommageable. *L'article 11.1 énonce une prescription générale, sans équivoque et*

[93] Rapport du Groupe spécial, *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, WT/DS122/AB/R, adopté le 5 avril 2001, paragraphe 7.49 ("*Poutres en H en provenance de Pologne*") (*citant* le rapport de l'Organe d'appel, *Communautés européennes – Mesures concernant les viandes et les produits carnés (hormones)*, adopté le 13 février 1998, WT/DS26 et 48/AB/R, paragraphe 104 ("*CE – Hormones*").

> *impérative, selon laquelle les droits antidumping "ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires" pour contrebalancer le dumping dommageable*. Il constitue le fondement des procédures de réexamen définies à l'article 11.2 (et 11.3) en établissant un principe général et primordial, dont les modalités sont énoncées au paragraphe 2 (et au paragraphe 3) de cet article.[94]

81. L'Organe d'appel a formulé cette idée en termes succincts:

> L'article 11.1 de l'*Accord antidumping* est formel: "[l]es droits antidumping ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage."[95]

82. De même, dans *Acier en provenance d'Allemagne*, l'Organe d'appel a interprété l'article 21.3 de l'Accord SMC, qui fait pendant à l'article 11.3 de l'Accord antidumping.[96] L'article 21.3 de l'Accord SMC et l'article 11.3 de l'Accord antidumping sont essentiellement des dispositions identiques, sauf que leur objet est différent.

83. L'Organe d'appel, dans *Acier en provenance d'Allemagne*, a expliqué que l'obligation principale énoncée à l'article 21.3 est la suppression de la mesure au bout de cinq ans. Le maintien de la mesure est l'exception, il n'est possible que si les prescriptions de l'Accord sont strictement respectées:

> "[n]ous souhaitons souligner l'idée maîtresse de l'article 21.3 de l'Accord SMC. *Au cœur de cette disposition* se trouve la suppression automatique, *à l'échéance*, de droits compensateurs en vigueur depuis cinq ans à compter de l'enquête initiale ou d'un réexamen approfondi subséquent. La suppression d'un droit compensateur est la règle, et son maintien l'exception. Le maintien d'un droit compensateur doit donc être fondé sur un *réexamen effectué à bon escient et sur une détermination positive* selon laquelle "il est probable que le subventionnement et les dommages subsisteront ou se reproduiront" si le droit est abrogé".[97]

84. L'Organe d'appel a confirmé en quoi consistait, en substance, l'obligation énoncée à l'article 21.3: "L'article 21.3 interdit de maintenir des droits compensateurs à moins qu'un réexamen ne soit entrepris et que la détermination prescrite, fondée sur des éléments de preuve adéquats, ne soit faite."[98] L'Organe d'appel a souligné que le maintien d'une mesure n'est autorisé que lorsqu'il est satisfait aux conditions spécifiques énoncées à l'article 21.3:

> L'article 21.3 impose une limitation temporelle explicite au maintien des droits compensateurs. Pour les droits compensateurs en vigueur depuis cinq ans, les termes de l'article 21.3 prescrivent leur suppression *à moins que* certaines conditions spécifiées ne soient remplies. Concrètement, un Membre est autorisé à ne *pas* supprimer ces droits uniquement s'il procède à un réexamen et, dans le cadre de celui-ci, détermine que les conditions prescrites pour le maintien du droit sont remplies. Les conditions prescrites sont "qu'il est probable que le subventionnement et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé". Si, dans un réexamen à l'extinction, un Membre fait une détermination positive établissant que ces conditions sont remplies, il peut continuer d'appliquer des droits compensateurs

---

[94] Rapport du Groupe spécial, *Accessoires de tuyauterie en provenance du Brésil*, paragraphe 7.113.

[95] Rapport de l'Organe d'appel, *Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil*, WT/DS219/AB/R, adopté le 18 août 2003, paragraphe 81 ("*Accessoires de tuyauterie en provenance du Brésil*") (non souligné dans l'original).

[96] Rapport de l'Organe d'appel, *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphes 58 à 118.

[97] *Id.*, paragraphe 88 (pas d'italique dans l'original).

[98] *Id.*, paragraphe 117.

> au-delà de la période de cinq ans énoncée à l'article 21.3. S'il ne procède pas à un réexamen à l'extinction, ou, ayant procédé à un tel réexamen, il ne fait pas une telle détermination positive, les droits doivent être supprimés.[99]

85. L'Organe d'appel a également expliqué que l'obligation énoncée à l'article 21.3 doit être interprétée dans le contexte immédiat de l'article 21, qui subordonne à plusieurs conditions le maintien de mesures en matière de droits compensateurs:

> Nous tournant vers le contexte immédiat de l'article 21.3, nous observons que le titre de l'article 21 de l'Accord SMC est libellé comme suit: "Durée et réexamen des droits compensateurs et des engagements." Le premier paragraphe de l'article 21 dispose que les droits compensateurs "ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le subventionnement qui cause un dommage". Nous considérons cela comme une règle générale selon laquelle, après l'imposition d'un droit compensateur, le maintien de ce droit en vigueur est soumis à certaines disciplines. Celles-ci se rapportent à la *durée* du droit compensateur ("que le temps ... nécessaire[ ]"), à son *ampleur* ("que ... dans la mesure nécessaire[ ]"), et à son *but* ("pour contrebalancer le subventionnement qui cause un dommage"). Ainsi, la règle générale de l'article 21.1 souligne la prescription voulant que les droits compensateurs soient périodiquement réexaminés et met en lumière les facteurs qui doivent sous-tendre ces réexamens.[100]

86. Cette interprétation est directement applicable à l'interprétation de l'Accord antidumping. L'article 11 de l'Accord antidumping, qui fait pendant à l'article 21 de l'Accord SMC, est intitulé "durée et réexamen des droits antidumping et des engagements en matière de prix". De même, le premier paragraphe de l'article 11 de l'Accord antidumping stipule que les droits antidumping "ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage".

87. Ainsi, de même que l'Accord SMC, l'Accord antidumping comprend également des disciplines qui imposent des limites claires en ce qui concerne la durée du droit antidumping ("que le temps nécessair[e]"), son *ampleur* ("que dans la mesure nécessair[e]") et son *but* ("pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage").

88. Pour paraphraser l'interprétation que l'Organe d'appel a donnée de l'Accord SMC, l'Accord antidumping "vise à établir un *équilibre* entre le droit d'imposer des droits [antidumping] pour [contrebalancer le dumping] qui cause un dommage, *et les obligations que les Membres doivent respecter* pour ce faire". Comme l'Argentine l'affirme plus loin, les États-Unis ont ignoré cet équilibre et n'ont pas respecté leurs obligations au titre de l'Accord antidumping dans leur détermination établie à l'extinction concernant les OCTG en provenance d'Argentine.

2. Le sens courant et ordinaire du terme "likely" ("probable") figurant à l'article 11.3 est "probable" ("probable"). En conséquence, un droit antidumping ne peut être maintenu que s'il est "probable" (probable) que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si la mesure antidumping est abrogée

89. En vertu des règles coutumières d'interprétation du droit international public codifiées dans la *Convention de Vienne*, un traité sera interprété de bonne foi conformément au sens ordinaire des termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but. Cette approche

---

[99] Rapport de l'Organe d'appel, *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 63 (italique dans l'original).

[100] Rapport de l'Organe d'appel, *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 70 (italique dans l'original).

interprétative s'applique à toutes les dispositions de l'OMC, y compris celles de l'article 11 de l'Accord antidumping.

90. L'article 11.3 dispose qu'une ordonnance en vigueur sera abrogée à moins qu'il ne soit "probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé". Le Groupe spécial dans *DRAM de Corée* a formulé des observations sur le sens ordinaire du mot "likely" tel qu'il est employé à l'article 11.3, en notant "que le sens ordinaire des termes "likelihood" ou "likely" est "probable"".[101] Aussi bien le sens ordinaire du terme "likely" que le contexte de l'article 11.3 imposent l'application d'un critère de "probabilité" à la question de savoir si le dommage subsistera ou se reproduira. En d'autres termes, la persistance ou la réapparition du dumping et du dommage doivent être plus probables que le contraire.[102]

91. De fait, les États-Unis ont eux-mêmes affirmé devant l'OMC que le terme "likely" signifiait "probable". Dans "*Acier en provenance d'Allemagne*", les États-Unis ont expressément dit que "[l]e mot "likely" a pour sens ordinaire "probable"".[103] Les États-Unis ont formulé cette interprétation lors d'un débat sur la disposition parallèle de l'article 11.3 de l'Accord SMC. La déclaration des États-Unis a donc une incidence directe sur l'interprétation de l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

92. La jurisprudence tant des États-Unis que de l'OMC indique clairement que "likely" n'a pas le même sens que "possible". Pour faire une détermination qui soit compatible avec l'article 11.3, le Département et la Commission doivent constater qu'il est "likely" (c'est-à-dire plus probable que le contraire) que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront, selon le cas, si la mesure antidumping est abrogée.

93. Comme il sera démontré plus loin, les critères "likely" appliqués par le Département et la Commission vont à l'encontre du sens ordinaire de l'article 11.3

3. Les obligations énoncées aux articles 2, 3, 6 et 12 de l'Accord antidumping sont applicables aux réexamens effectués dans le cadre de l'article 11.3

94. S'agissant de clarifier les droits et les obligations des Membres de l'OMC dans le cadre de l'article 11.3, les règles d'interprétation des traités de la *Convention de Vienne* font obligation à un groupe spécial de donner aux termes de la disposition leur sens ordinaire et de les interpréter dans leur contexte – aussi bien dans le contexte immédiat (c'est-à-dire les autres paragraphes de l'article 11) que dans le contexte plus large (c'est-à-dire les autres dispositions de l'Accord antidumping et l'ensemble des Accords de l'OMC), conformément à l'objet et au but des dispositions spécifiques.

---

[101] Rapport du Groupe spécial, *États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires Ram dynamiques (DRAM) de 1 mégabit ou plus, originaires de Corée*, WT/DS99/R, distribué le 7 novembre 2000, paragraphe 6.48, note 494 ("*DRAM de Corée*").

[102] De même, les seules décisions du Tribunal du commerce international des États-Unis (dont deux concernent la même affaire) qui traitent de cette question s'accordent à reconnaître qu'il faudrait donner son sens ordinaire de "probable" au terme "likely" figurant dans la législation antidumping des États-Unis tel qu'il est employé dans le contexte des réexamens à l'extinction. *Voir*: *Usinor Industeel, S.A.* c. *United States*, n° 01-00006, opinion non codifiée 02-39, page 13 (CIT 29 avril 2002) ("*Usinor I*") (pièce n° 14 de l'Argentine); *Usinor Industeel, S.A.* c. *United States*, n° 01-00006, opinion non codifiée 02-152, page 2 (CIT 20 décembre 2002) ("*Usinor II*") (pièce n° 16 de l'Argentine); et *Nippon Steel Corp.* c. *United States*, n° 01-00103, opinion non codifiée 02-153, pages 7 et 8 (CIT 24 décembre 2002) (pièce n° 17 de l'Argentine). Les motifs du renvoi dans l'affaire *Nippon Steel* étaient essentiellement les mêmes que dans les affaires concernant *Usinor* (c'est-à-dire que la Commission n'avait pas appliqué le sens courant et ordinaire du terme "likely").

[103] Déclaration orale des États-Unis à la première réunion du Groupe spécial, *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion*, WT/DS213 (29 et 30 janvier 2002), paragraphe 6.

95. Selon ses propres termes, l'article 11 exige qu'il soit satisfait aux dispositions suivantes de l'Accord antidumping:

- *Article 2 (Dumping)*: L'article 2.1 définit le "dumping" "aux fins du présent accord". En conséquence, la définition du "dumping" s'applique à toutes fins dans le contexte de l'Accord antidumping, y compris aux réexamens à l'extinction relevant de l'article 11.

- *Article 3 (Dommage)*: L'article 3 de l'Accord antidumping s'applique aux réexamens effectués au titre de l'article 11. La jurisprudence établit que la large portée de la définition du dommage figurant à l'article 3 ("en vertu du présent accord") s'applique au "dommage" pour tous les besoins de l'Accord, y compris à l'article 11.3. La note de bas de page 9 relative à l'article 3, "*Détermination de l'existence d'un dommage*", dispose: "*Pour les besoins du présent accord, le terme "dommage"* s'entendra, sauf indication contraire, d'un dommage important causé à une branche de production nationale, d'une menace de dommage important pour une branche de production nationale ou d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale; *il sera interprété conformément aux dispositions de cet article*."[104] L'Organe d'appel a estimé que "les obligations énoncées à l'article 3.1 s'appliquent à *toutes* les déterminations de l'existence d'un dommage faites par les Membres"[105], et a réaffirmé cet argument en disant que "l'article 3.1 est une disposition globale qui énonce l'obligation de fond essentielle d'un Membre en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dommage".[106] Étant donné la large portée de la définition du dommage figurant à l'article 3 ("pour les besoins du présent accord"), ainsi qu'il a été reconnu par l'Organe d'appel, l'article 3 s'applique au "dommage" dans le contexte de l'article 11.3. Au demeurant, l'Organe d'appel dans l'affaire récente *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon* a dit que:

> L'article 3 est intitulé "dommage". Ce titre est lié à la note de bas de page 9 de l'*Accord antidumping* qui indique que "[p]our les besoins du présent accord, le terme "dommage" s'entendra, sauf indication contraire, d'un dommage important causé à une branche de production nationale, d'une menace de dommage important pour une branche de production nationale ou d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale; il sera interprété conformément aux dispositions de cet article". Cela semble démontrer que le terme "dommage" tel qu'il apparaît tout au long de l'*Accord antidumping* – y compris l'article 11 – doit être interprété conformément à cette note de bas de page, sauf indication contraire. Cela semblerait étayer l'opinion selon laquelle les dispositions de l'article 3 concernant le dommage peuvent être généralement

[104] Pas d'italique dans l'original. Le rapport du Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *DRAM de Corée* corrobore cet argument de la façon suivante: "Nous notons qu'en vertu de la note 9 de l'Accord antidumping, le terme "dommage" figurant à l'article 11.2 "sera interprété conformément aux dispositions de l'article 3"". Rapport du Groupe spécial, *DRAM de Corée*, paragraphe 6.59, note 501. La décision du Groupe spécial dans l'affaire *DRAM de Corée* est également applicable en l'espèce en ce qui concerne l'article 11.3.

[105] Rapport de l'Organe d'appel, *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, WT/DS122/AB/R, adopté le 5 avril 2001, paragraphe 114 (pas d'italique dans l'original) ("*Poutres en H en provenance de Pologne*").

[106] Rapport de l'Organe d'appel *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, paragraphe 192 (*citant* le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *Poutres en H en provenance de Pologne*, paragraphe 106).

> applicables tout au long de l'*Accord antidumping* et ne sont pas d'application limitée aux enquêtes. L'article 11 ne semble pas donner d'indication contraire explicite concernant les réexamens à l'extinction.

Il y a d'autres indications textuelles qui montrent que les obligations relatives au dommage énoncées à l'article 3 s'appliquent tout au long de l'Accord. Par exemple, l'emploi des termes "aux fins de l'article VI du GATT de 1994" à l'article 3.1 semble également indiquer que, d'une manière générale, les obligations énoncées à l'article 3 relativement au dommage peuvent s'appliquer tout au long de l'Accord antidumping; en d'autres termes, elles ne sont pas limitées aux enquêtes.[107]

- *Article 6 (Éléments de preuve)*: L'article 6 de l'Accord antidumping s'applique aux réexamens effectués au titre de l'article 11, comme le prescrit expressément l'article 11.4: "Les dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure s'appliqueront à tout réexamen effectué au titre du présent article." Ainsi, *toutes* les dispositions de l'article 6 s'appliquent à tous les réexamens effectués au titre de l'article 11.

- *Article 12 (Avis au public)*: L'article 12 de l'Accord antidumping s'applique aux réexamens effectués au titre de l'article 11 parce que l'article 12.3 dispose que "[l]es dispositions de l'a[rticle 12] s'appliqueront *mutatis mutandis*[108] au commencement et à l'achèvement des réexamens effectués en conformité avec l'article 11 …". L'article 12.3 applique aux procédures des réexamens à l'extinction effectués au titre de l'article 11 la totalité des disciplines de l'article 12 concernant l'avis au public et la nécessité d'explications suffisantes.

- *Article 18 (Dispositions finales)*: L'article 18.3 de l'Accord antidumping dispose expressément que "les dispositions du présent accord s'appliqueront aux enquêtes, *et aux réexamens de mesures existantes*, engagés sur demande présentée à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC … ou après cette date". (Pas d'italique dans l'original.) Ainsi, l'Accord antidumping s'applique aux réexamens à l'extinction de mesures antidumping imposées avant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC.

96. En vertu de ces dispositions, les États-Unis avaient une obligation de 1) mettre fin à la mesure antidumping visant les OCTG argentins à moins, 2) qu'ils n'aient effectué un réexamen quant au fond et, 3) établi une détermination, 4) fondée sur des éléments de preuve établissant que, 5) le dumping conformément aux prescriptions de l'article 2, et 6) le dommage (conformément aux prescriptions de l'article 3, 7) subsisteraient ou se reproduiraient probablement ("likely" dont le sens courant est "probable") si la mesure antidumping était abrogée.

---

[107] Il n'y a pas eu de décision définitive du Groupe spécial sur cette question, puisque le Groupe spécial a dit que c'était là "une question sur laquelle nous n'avons pas à nous prononcer et ne nous prononcerons pas". Rapport du Groupe spécial, *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244, distribué le 14 août 2003, paragraphes 7.99 à 7.101 ("*Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*").

[108] Le *Black's Law Dictionary* donne la définition suivante de l'expression *mutatis mutandis:* "Avec les changements nécessaires sur des points de détail, signifie que les questions ou les choses sont généralement les mêmes, sauf modifications nécessaires quant aux noms, fonctions et aspects similaires." En d'autres termes, *mutatis mutandis* vise des changements de détail, tout en préservant le fond.

VII. LA DÉTERMINATION ÉTABLIE PAR LE DÉPARTEMENT À L'EXTINCTION ET SA DÉTERMINATION À L'EFFET DE PROCÉDER À UN RÉEXAMEN À L'EXTINCTION ACCÉLÉRÉ ÉTAIENT INCOMPATIBLES AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING ET LE GATT DE 1994

97. Bien que des groupes spéciaux antérieurs et l'Organe d'appel aient examiné des arguments contestant les procédures du Département en matière de réexamens à l'extinction, la présente affaire est unique à plusieurs égards, y compris en ce sens que c'est le premier différend dans lequel il est demandé à un groupe spécial de l'OMC d'examiner l'application des dispositions de la législation des États-Unis et de la réglementation du Département relatives aux réexamens à l'extinction qui ont trait à la "renonciation" et au "réexamen accéléré".

98. Les principaux faits pertinents au regard de la détermination à l'extinction établie par le Département sont rappelés brièvement ci-après. Siderca n'avait pas expédié aux États-Unis d'OCTG destinés à la consommation pendant la période pertinente aux fins du réexamen à l'extinction. Siderca l'a dit au Département. (Siderca a présenté des déclarations similaires de "non-expédition" à chacune des périodes faisant l'objet d'un réexamen administratif. Le Département a procédé à des réexamens en l'absence d'expéditions et vérifié en chaque cas les affirmations de Siderca selon lesquelles la société n'avait pas exporté d'OCTG à destination des États-Unis.) Toutefois, les données relatives aux importations à la disposition du Département indiquaient l'existence de quelques importations aux États-Unis d'OCTG en provenance d'Argentine. Comme les exportations totales d'OCTG de Siderca vers les États-Unis (exportations nulles) étaient inférieures à 50 pour cent des exportations totales d'OCTG argentins aux États-Unis, le Département a néanmoins déterminé que la réponse de Siderca était "inadéquate".[109]

99. Le Département a ensuite déterminé que la réponse de Siderca étant jugée "inadéquate", la société était également présumée avoir "renoncé" à son droit de participer au réexamen à l'extinction.[110] Le Département a jugé que l'Argentine avait renoncé à son droit de participer à cause de sa réponse inadéquate à l'avis d'engagement.[111]

---

[109] *Oil Country Tubular Goods From Argentina: Adequacy of Respondent Interested Party Response to the Notice of Initiation*, A-357-810 (Département du commerce, 22 août 2000) (pièce n° 50 de l'Argentine).

[110] *Mémorandum sur les questions et la décision*, pages 4 et 5 (pièce n° 51 de l'Argentine) ("Dans les réexamens en question, le Département n'a pas reçu de réponse adéquate des parties intéressées iinterrogées. En vertu de l'article 351.218 d) 2) iii) du Règlement sur les réexamens à l'extinction, cela vaut renonciation à la participation.")

[111] Le *Mémorandum* du Département *sur les questions et la décision* dit:

> Comme indiqué à l'article II.A.3 du *Sunset Policy Bulletin*, à la page 890 du SAA, et aux pages 63 et 64 du rapport de la Chambre des représentants, si des sociétés continuent de recourir au dumping alors que la discipline d'une ordonnance est en place, le Département peut raisonnablement inférer que le dumping subsisterait si la discipline était éliminée. Nous notons qu'il y a eu des marges supérieures au taux *de minimis* pour les **sociétés visées par l'enquête pendant toute la période où les ordonnances étaient en vigueur**, sauf pour une société visée par l'ordonnance concernant le Japon. Conformément à l'article 752 c) de la Loi, le Département a également examiné le volume des importations avant et après la promulgation de l'ordonnance. D'après les statistiques relatives aux importations communiquées par les parties intéressées nationales, et comme le confirment les rapports statistiques IM 145 du Bureau du recensement, **les importations de la marchandise visée** ont diminué en 1995 et, depuis 1996, ont notablement diminué par rapport à leurs niveaux antérieurs à l'ordonnance. Se fondant sur cette analyse, le Département constate que l'existence de marges de dumping après l'édiction des ordonnances est une indication hautement probante de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. **En conséquence, étant donné que le dumping a subsisté après l'édiction des ordonnances, que de 1995 à 1999 les importations moyennes se sont poursuivies à des niveaux bien**

100. Il est difficile de discerner la base réelle de la détermination du Département – si le Département s'est fondé sur la disposition relative à la "renonciation", 19 USC. § 1675 c) 4) B) ("Dans un réexamen dans lequel une partie intéressée renonce à sa participation conformément au présent paragraphe, l'autorité administrante conclura … qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si l'ordonnance est abrogée …"), ou à la disposition relative aux "données de fait disponibles", 19 USC. § 1675 c) 3) B) ("Si les parties intéressées fournissent des réponses inadéquates à un avis d'engagement, l'autorité administrante … peut rendre, sans complément d'enquête, une détermination finale fondée sur les données de fait disponibles …"). La détermination du Département prétend s'appuyer sur ces deux dispositions.[112] Cependant, comme il est expliqué plus loin, le fondement de l'application simultanée de ces dispositions à une seule société interrogée n'apparaît pas clairement.

101. Ces dispositions s'excluent mutuellement: soit une société interrogée renonce à son droit de participer, soit elle tente de participer et le Département détermine que l'application des données de fait disponibles est nécessaire. L'Argentine soutient que l'application de l'une ou l'autre de ces dispositions au réexamen à l'extinction de la mesure visant les OCTG en provenance d'Argentine contrevient aux prescriptions de l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

102. L'application en l'espèce de la disposition relative à la renonciation interdisait au Département de procéder à un réexamen et de faire la détermination prescrite par l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Au contraire, la disposition relative à la renonciation impose sans analyse aucune une constatation de dumping probable. En conséquence, l'Argentine estime que les dispositions de la législation des États-Unis relatives à la renonciation et l'application de ces dispositions par le Département, en tant que telles et telles qu'elles sont appliquées en l'espèce, constituent une violation des obligations des États-Unis au titre de l'Accord antidumping.

103. Que le Département ait fondé sa détermination sur la disposition relative à la "renonciation" – 19 USC. § 1675 c) 4) – ou sur la disposition concernant les "données de fait disponibles" – 19 USC. § 1675 c) 3) B) – il n'a, dans un cas comme dans l'autre, ni conduit de "réexamen", ni établi de "détermination" concluant qu'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait en cas de suppression du droit, ainsi que l'exige l'article 11.3 de l'Accord antidumping. De plus, indépendamment du point de savoir si la disposition relative à la renonciation a été effectivement appliquée en l'espèce, cette disposition – 19 USC. § 1675 c) 4) B) – peut être contestée en tant que telle; elle exige que le Département passe outre au "réexamen" et constate automatiquement qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira dès lors qu'une société est réputée avoir renoncé à son droit de participer au réexamen à l'extinction. Une telle constatation est exigée sans réexamen et sans analyse effectuée conformément au critère conduisant à une "détermination", comme l'exige l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

104. La section A ci-dessous expose les arguments avancés par l'Argentine pour contester les dispositions relatives à la renonciation comme étant incompatibles "en tant que telles" avec l'article 11.3 et l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord antidumping.

> **inférieurs aux niveaux antérieurs à l'ordonnance et que les parties intéressées interrogées ont renoncé à participer à ces réexamens ou n'ont pas soumis de réponses de fond adéquates, nous déterminons qu'il est probable que le dumping subsisterait si les ordonnances étaient abrogées.**

Mémorandum sur les questions et la décision, page 5 (pièce n° 51 de l'Argentine) (pas de caractère gras dans l'original).

[112] La présente affaire n'est pas la seule où il est difficile de saisir le fondement de la détermination établie par le Département. De fait, dans 166 réexamens à l'extinction, le Département s'est référé à la fois à la disposition relative à la "renonciation", 19 USC. § 1675 c) 4), et à la disposition concernant les "données de fait disponibles", 19 USC. § 1675 c) 3) B) – deux dispositions qui s'excluent mutuellement – comme base de sa détermination. *Voir*: US Department of Commerce Sunset Reviews (pièce n° 63 de l'Argentine).

105. La section B expose l'argument de l'Argentine selon lequel la législation des États-Unis, le SAA et le *Sunset Policy Bulletin* établissent une présomption irréfragable de probabilité d'un dumping et selon lequel cette présomption irréfragable est démontrée par la pratique constante du Département dans les réexamens à l'extinction.

106. La section C ci-dessous expose les arguments avancés par l'Argentine pour contester la détermination du Département à l'effet de conduire un réexamen à l'extinction accéléré pour les OCTG en provenance d'Argentine, et la conduite d'un tel examen de sa part, ainsi que l'application des dispositions relatives à la renonciation et/ou des dispositions concernant les données de fait disponibles, en violation des articles 11, 2, 6 et 12 de l'Accord antidumping.

107. La section D expose les arguments avancés par l'Argentine pour contester la détermination de la probabilité du Département, telle qu'elle est appliquée.

108. À titre subsidiaire, la section E démontre que les États-Unis ont agi en violation de l'article X:3 a) du GATT.

A. DANS LA LÉGISLATION DES ÉTATS-UNIS RELATIVE AUX RÉEXAMENS À L'EXTINCTION, LES DISPOSITIONS RELATIVES À LA RENONCIATION, 19 USC. § 1675 C) 4) ET 19 C.F.R. § 351.218 D) 2) III), SONT INCOMPATIBLES AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING: LORSQU'UNE PARTIE INTÉRESSÉE INTERROGÉE EST RÉPUTÉE AVOIR "RENONCÉ" À SON DROIT DE PARTICIPER À UN RÉEXAMEN À L'EXTINCTION, LES DISPOSITIONS RELATIVES À LA RENONCIATION INTERDISENT AU DÉPARTEMENT DE PROCÉDER À UN "RÉEXAMEN" ET D'ÉTABLIR UNE "DÉTERMINATION" SUR LE POINT DE SAVOIR S'IL EST PROBABLE QUE LE DUMPING SUBSISTERA OU SE REPRODUIRA SI LE DROIT EST SUPPRIMÉ ET LUI IMPOSENT AU CONTRAIRE UNE CONSTATATION DE DUMPING PROBABLE SANS LA MOINDRE ANALYSE

1. Dans la législation des États-Unis relative aux réexamens à l'extinction, les dispositions relatives à la renonciation contreviennent, en tant que telles, à l'Accord antidumping parce qu'elles interdisent au Département de procéder à un "réexamen" et d'établir une "détermination" comme l'exige l'article 11.3. Au contraire, ces dispositions font obligation au Département de rendre une détermination de dumping "probable" sans aucune analyse de fond prospective des faits existant au moment du réexamen à l'extinction pour établir la détermination prescrite par l'article 11.3

109. Dans la législation des États-Unis relative aux réexamens à l'extinction, les dispositions concernant la renonciation sont, en tant que telles, contraires à l'Accord antidumping parce que, en vertu de ces dispositions, le Département ne procède pas à un "réexamen" et ne fait pas non plus de "détermination" établissant qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si le droit est supprimé, ainsi que l'exige l'article 11.3. Au contraire, ces dispositions font obligation au Département de rendre une détermination de dumping "probable", sans analyse aucune des données de fait existant au moment du réexamen à l'extinction, en violation de l'article 11.3.

110. L'emploi du mot "déterminent" à l'article 11.3 indique que les rédacteurs avaient en vue une action positive de la part des autorités pour satisfaire à l'obligation énoncée dans cette disposition. Le sens courant et ordinaire de "déterminer" est "établir ou vérifier d'une manière certaine, comme après un examen, une enquête ou un calcul".[113] L'emploi du terme "déterminent" à l'article 11.3 impose donc à l'autorité d'entreprendre une démarche afin de parvenir à une conclusion. De fait, il n'y a rien ni dans le sens du mot "déterminent", ni dans la structure de l'article 11.3 qui permette d'envisager un comportement passif de la part de l'autorité administrante pour satisfaire à son obligation. Cela est compatible avec le sens attribué au terme "détermination" par le Groupe spécial dans l'affaire *Article 301*, dans un contexte il est vrai quelque peu différent qui concernait l'interprétation de

[113] The American Heritage Dictionary 388 (2e éd. 1982) (pièce n° 60 de l'Argentine).

l'article 23:2 a) du Mémorandum d'accord. Ce groupe spécial a noté que l'un des sens pertinents du mot "détermination" donné par le dictionnaire était "la démarche consistant à parvenir à une décision". Le Groupe spécial a ajouté que:

> Bien qu'il ne soit pas absolument nécessaire de définir ce qu'on entend par "détermination" au sens de l'article 23:2 a), nous estimons que – compte tenu du sens ordinaire donné à ce mot – une "détermination" suppose une fermeté ou une immutabilité très grandes, c'est-à-dire une décision plus ou moins finale par un Membre concernant la compatibilité au regard de l'OMC d'une mesure prise par un autre Membre.[114]

111. L'emploi du terme "déterminent" à l'article 11.3 impose donc à l'autorité l'obligation "*de faire une démarche*" afin de parvenir à une conclusion. Un comportement passif de la part de l'autorité administrante ne peut pas satisfaire à l'obligation découlant de l'article 11.3. La prescription de l'article 11.3 est sans ambiguïté: les mesures antidumping doivent être supprimées au bout de cinq ans, à moins qu'il ne soit procédé à un "réexamen" et que l'autorité ne "détermine" qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront en cas de "suppression". Comme l'a dit le Groupe spécial dans *Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion en provenance du Japon*:

> Le texte de l'article 11.3 énonce une obligation de "déterminer" qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. La prescription voulant qu'une "détermination" soit établie en ce qui concerne la probabilité *interdit donc à l'autorité chargée de l'enquête d'assumer simplement que cette probabilité existe*. Il est clair que pour continuer d'imposer la mesure après l'expiration de la période de cinq ans, l'autorité chargée de l'enquête doit déterminer, en se fondant sur des *éléments de preuve positifs*, qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si le droit est supprimé. L'autorité chargée de l'enquête doit disposer d'une *base factuelle suffisante pour lui permettre de tirer des conclusions motivées et adéquate*s concernant la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise.[115]

112. Dans *Acier en provenance d'Allemagne*, le Groupe spécial a estimé que la "base factuelle suffisante" aux fins des réexamens à l'extinction "devrait reposer sur l'évaluation des éléments de preuve qu'elle a réunis à l'occasion de l'enquête initiale, des réexamens intermédiaires et finalement du réexamen à l'extinction".[116] Le Groupe spécial a ensuite confirmé que, dans les réexamens à l'extinction, "une autorité chargée de l'enquête devrait réunir les faits pertinents et fonder son analyse de probabilité sur ces faits … Les données de faits pertinentes de ce genre peuvent être en la possession soit des autorités chargées de l'enquête, soit des parties intéressées".[117] Même si les autorités procèdent à une évaluation prospective dans des réexamens à l'extinction, il n'en faut pas moins que leur détermination "repose elle-même sur une base factuelle adéquate" au moment du réexamen.[118]

113. Dans *Acier en provenance d'Allemagne*, le Groupe spécial a dit que "l'un des volets de l'analyse de la probabilité à faire dans un réexamen à l'extinction au titre de l'article 21.3 est une évaluation du taux probable de subventionnement" (ou, dans une analyse au titre de l'article 11.3 de

---

[114] Rapport du Groupe spécial, *États-Unis – Articles 301 à 310 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur*, WT/DS152/R, adopté le 27 janvier 2000, note 657 ("*États-Unis – Article 301*").

[115] Rapport du Groupe spécial, *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 7.177.

[116] Rapport du Groupe spécial, *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/R, adopté le 19 décembre 2002, paragraphe 8.96 ("*Acier en provenance d'Allemagne*").

[117] *Id.*, paragraphe 8.95.

[118] *Id.*, paragraphe 8.96.

l'Accord antidumping, du taux de dumping).[119] Le Groupe spécial a formulé sa position comme suit: les données de fait nécessaires pour évaluer la probabilité de subventionnement en cas d'abrogation peuvent fort bien être différentes de celles dont il faut tenir compte dans une enquête initiale. Ainsi, pour évaluer la probabilité de subventionnement en cas d'abrogation du droit compensateur, l'autorité chargée de l'enquête pourra fort bien, dans un réexamen à l'extinction, prendre en considération, entre autres éléments, le niveau initial de subventionnement et, le cas échéant, les modifications apportées aux programmes de subventions initiaux, les nouveaux programmes de subventions mis en place après l'imposition du droit compensateur initial, les changements intervenus dans la politique du gouvernement et les changements de circonstances socioéconomiques et politiques pertinentes.[120]

114. Parce que les faits pris en considération dans l'enquête initiale peuvent être différents des faits existant au moment du réexamen à l'extinction, l'autorité compétente doit recueillir et évaluer, au cours du réexamen à l'extinction, des données de fait mises à jour afin de faire la détermination approfondie et pertinente requise en vertu de l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Comme l'a dit le Groupe spécial dans *Acier en provenance d'Allemagne*:

> L'article 21.3 correspond à l'application de la règle générale énoncée à l'article 21.1 – à savoir qu'un droit compensateur ne reste en vigueur que le temps nécessaire – dans le cas précis où cinq années se sont écoulées depuis que le droit compensateur a été imposé. L'article 21.2 correspond à la même règle générale dans des circonstances différentes, lorsqu'un laps de temps raisonnable s'est écoulé depuis l'imposition du droit et qu'il est jugé nécessaire de réexaminer la nécessité de maintenir ce droit. Nous notons aussi que l'un des principaux objets de l'Accord SMC est de réglementer l'imposition de mesures compensatoires. C'est le but que l'article 21.3 réalise en prévoyant qu'au bout de cinq ans un droit compensateur est normalement supprimé, à moins que les autorités ne déterminent qu'il est probable que le subventionnement et le dommage subsisteront ou se reproduiront.[121]

115. À moins que l'autorité administrante n'examine tous les renseignements présentés par les parties intéressées, l'établissement des faits ne peut pas être approprié et l'évaluation des faits ne peut pas être considérée comme impartiale et objective, ainsi qu'il est prescrit à l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping.[122]

---

[119] Rapport du Groupe spécial, *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS/R, adopté le 19 décembre 2002, paragraphe 8.96 ("*Acier en provenance d'Allemagne*").

[120] Rapport du Groupe spécial, *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS/R, adopté le 19 décembre 2002, paragraphe 8.96 ("*Acier en provenance d'Allemagne*").

[121] *Id.*, paragraphe 8.91.

[122] Dans *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a expliqué qu'aux termes de l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping, les groupes spéciaux sont tenus de déterminer:

> [P]remièrement, si l'"*établissement* des faits" par les autorités chargées de l'enquête "était *correct*" et, deuxièmement, si l'"*évaluation* de ces faits" par les autorités "était *impartiale et objective*". (pas d'italique dans l'original) Bien que le texte de l'article 17.6 i) soit libellé d'une manière telle qu'il crée une obligation pour les *groupes spéciaux* – le Groupe spécial "déterminera" – cette disposition, en même temps, définit en fait les cas dans lesquels les *autorités chargées de l'enquête* peuvent être considérées comme ayant agi d'une façon incompatible avec l'*Accord antidumping* lors de leur "établissement" et de leur "évaluation" des faits pertinents. En d'autres termes, l'article 17.6 i) établit le critère approprié que doivent appliquer les *groupes spéciaux* lorsqu'ils examinent la compatibilité, avec les règles de l'OMC, de l'établissement et de l'évaluation des faits effectués par les *autorités chargées de l'enquête* au titre d'autres dispositions de l'*Accord antidumping*. Ainsi, les groupes spéciaux doivent évaluer si l'établissement des faits par les autorités chargées de l'enquête était *correct* et si

116. Pour se conformer à l'article 11.3 de l'Accord antidumping, l'autorité chargée de l'enquête devrait établir une "base factuelle suffisante" aux fins de la détermination requise à faire dans le cadre des réexamens à l'extinction. La détermination de l'autorité chargée de l'enquête "devrait reposer sur l'évaluation des éléments de preuve qu'elle a réunis au cours de l'enquête initiale, des réexamens intermédiaires et finalement du réexamen à l'extinction".[123] Les autorités chargées de l'enquête doivent faire une "nouvelle détermination fondée sur des éléments de preuve crédibles".[124]

117. En ce qui concerne les dispositions de la législation des États-Unis relatives à la renonciation, il n'y a tout simplement ni "détermination" ni "réexamen", et les prescriptions auxquelles l'article 11.3 subordonne le maintien de la mesure antidumping ne sont pas respectées. Pour paraphraser l'observation formulée par le Groupe spécial dans l'affaire *Article 301*, il n'y a pas de "démarche consistant à parvenir à une décision".

2. Dans la législation des États-Unis relative aux réexamens à l'extinction les dispositions relatives à la renonciation sont incompatibles avec les articles 11.3 et 11.4 et 6.1 et 6.2 de l'Accord antidumping

118. Les obligations énoncées à l'article 6 sont applicables aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3 en vertu du renvoi figurant à l'article 11.4 ("les dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure s'appliqueront à tout réexamen effectué au titre du présent article. [Article 11]").[125] En l'espèce, les États-Unis ont agi en violation de leurs obligations au titre de l'article 6, violant ainsi, corollairement, l'article 11.4.

119. Dans *Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil*, l'Organe d'appel a souligné "l'importance de l'obligation énoncée à l'article 6" de l'Accord antidumping, en disant que cet article établissait un "cadre d'obligations en matière de procédure et de régularité de la procédure".[126]

120. L'article 6.1 de l'Accord antidumping prescrit que "toutes les parties intéressées par une enquête antidumping … se verront ménager d'amples possibilités de présenter par écrit tous les éléments de preuve qu'elles jugeront pertinents pour les besoins de l'enquête en question". Les dispositions du Département concernant la "renonciation présumée" d'une partie interrogée à son droit de participer à un réexamen à l'extinction contreviennent à l'article 6.1 parce qu'elles excluent la possibilité pour les parties intéressées de présenter des éléments de preuve concernant la probabilité de voir le dommage subsister ou se reproduire en vue d'éclairer la détermination que le Département doit établir dans son réexamen à l'extinction. Les parties n'ont guère "d'amples possibilités de présenter … les éléments de preuve qu'elles jugeront pertinents" lorsque le Département invoque les dispositions relatives à la renonciation et "présume" que les parties ont renoncé à leur droit de participer au réexamen. Ces dispositions dénient aux parties la moindre possibilité de présenter des éléments de preuve pertinents. Les dispositions du Règlement du Département relatives à la renonciation sont incompatibles avec les obligations des États-Unis au regard de l'article 6.1.

121. Les dispositions relatives à la renonciation violent de la même manière l'article 6.2 de l'Accord antidumping parce qu'elles ne ménagent pas aux parties intéressées "toutes possibilités de

---

l'évaluation de ces faits par ces autorités était *impartiale et objective*. Si ces critères généraux n'ont pas été respectés, un Groupe spécial doit considérer que l'établissement ou l'évaluation des faits par les autorités chargées de l'enquête était incompatible avec l'*Accord antidumping*. Paragraphe 56.

[123] Rapport du Groupe spécial, *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 8.95.

[124] Rapport de l'Organe d'appel, *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 88.

[125] Le Groupe spécial, dans *Acier en provenance d'Allemagne*, a confirmé que "l'article 12 de l'Accord [SMC], qui régit, notamment, la collecte des éléments de preuve, est expressément intégré à l'article 21". Rapport de l'Organe d'appel, *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 8.115.

[126] Rapport de l'Organe d'appel, *Accessoires de tuyauterie en provenance du Brésil*, paragraphe 138.

défendre leurs intérêts". Les parties intéressées n'ont pas la possibilité – et moins encore toutes possibilités – de défendre leurs intérêts parce que le Département refuse de recueillir et de prendre en considération les renseignements qui lui permettraient de déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en cas d'abrogation d'une mesure antidumping.

122. De fait, comme le Groupe spécial l'a confirmé dans l'affaire Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon:

> L'article 6.1 et 6.2 montre clairement que les parties intéressées ont un droit défini largement de présenter à l'autorité chargée de l'enquête des éléments de preuve au cours d'un réexamen à l'extinction et le droit de se voir ménager toutes possibilités de défendre leurs intérêts.[127]

123. En résumé, les dispositions relatives à la renonciation constituent une violation des obligations des États-Unis au titre de l'article 6 de l'Accord antidumping, en vertu du renvoi figurant à l'article 11.4 et donc, corollairement, de l'article 11.3 et 11.4. Les dispositions relatives à la renonciation constituent une violation de l'article 6.1 parce qu'elles privent les parties intéressées interrogées de la possibilité de présenter des éléments de preuve. Les dispositions relatives à la renonciation dénient aux parties intéressées interrogées la possibilité de défendre leurs intérêts dans les réexamens à l'extinction, ce qui constitue une violation de l'article 6.2.

B. LA DÉTERMINATION À L'EXTINCTION ÉTABLIE PAR LE DÉPARTEMENT EST INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING PARCE QU'ELLE ÉTAIT FONDÉE SUR UNE PRÉSOMPTION, IRRÉFRAGABLE DANS LE CADRE DE LA LÉGISLATION DES ÉTATS-UNIS EN TANT QUE TELLE, QU'IL ÉTAIT PROBABLE QUE LE DUMPING SUBSISTERAIT OU SE REPRODUIRAIT SI LA MESURE ANTIDUMPING ÉTAIT ABROGÉE

1. La pratique suivie par le Département dans les réexamens à l'extinction démontre sans aucune ambiguïté l'existence d'une présomption irréfragable qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira

124. La détermination à l'extinction établie par le Département est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping parce qu'elle était fondée sur une présomption irréfragable en droit interne qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en cas d'abrogation de la mesure antidumping. Que cette présomption illicite existe dans la législation des États-Unis est démontré par la pratique constante du Département dans la conduite des réexamens à l'extinction.

125. L'Organe d'appel dans Acier en provenance d'Allemagne a expliqué qu'il serait sans doute difficile de tirer de l'examen d'une seule affaire des éléments de preuve concluants de la pratique du Département, mais qu'un examen d'ensemble de tous les réexamens à l'extinction effectués aux États-Unis et une analyse de la méthode utilisée par le Département dans ces réexamens pourraient fournir des éléments de preuve à cet effet:

> Nous ne sommes pas persuadés que la réalisation d'un seul réexamen à l'extinction puisse constituer un élément de preuve concluant de la pratique du DOC et par conséquent du sens de la législation des États-Unis. Cela est particulièrement vrai en l'absence de renseignements quant au nombre de réexamens à l'extinction effectués, à la méthode suivie par le DOC dans d'autres réexamens, et aux résultats globaux de ces réexamens … En conséquence, les éléments de preuve sur lesquels les

[127] Rapport du Groupe spécial, *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 7.255.

> Communautés européennes se sont fondées pour demander que le Groupe spécial fasse une inférence à partir de la pratique du DOC nous semblent insuffisants …[128]

126. Afin de fournir des éléments de preuve empiriques à l'appui de ses allégations, l'Argentine a passé en revue tous les réexamens à l'extinction effectués par le Département. Jusqu'en septembre 2003, le Département du commerce avait effectué 291 réexamens à l'extinction portant sur des ordonnances antidumping. L'Argentine a analysé tous ces 291 réexamens à l'extinction et a consigné dans sa pièce n° 63, intitulée "Réexamens à l'extinction effectués par le Département du commerce des États-Unis", les constatations faites par le Département dans chacun de ces réexamens. Plus précisément, pour chaque procédure conduite dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, l'Argentine a consigné les renseignements répartis en neuf grandes catégories: 1) "Intitulé", 2) "Numéro de l'affaire", 3) "Date", 4) "Résultat des réexamens à l'extinction auxquels la branche de production nationale a participé", 5) "Participation de la branche de production nationale", 6) "Participation de la partie intéressée étrangère", 7) "Type de procédure", 8) "Fondement déclaré de la détermination de la probabilité", et 9) "Fondement déclaré de la détermination de la marge probable". Chacune de ces catégories correspond à une rubrique du tableau.[129]

---

[128] Rapport de l'Organe d'appel, *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 148 (note de bas de page omise).

[129] 1) "**Intitulé**" se réfère simplement à l'intitulé de l'ordonnance antidumping qui fait l'objet du réexamen à l'extinction. 2) "**Numéro de l'affaire**" se réfère au numéro assigné par le Département à l'examen à l'extinction. 3) "**Date**" se réfère à la date à laquelle le Département a publié les résultats finals du réexamen à l'extinction. 4) "**Résultat des réexamens à l'extinction auxquels la branche de production nationale a participé**" indique si, dans les procédures de réexamen à l'extinction auxquelles la branche de production nationale a participé, le Département a fait une constatation établissant qu'il est ou n'est pas probable que le dumping subsiste ou se reproduise. 5) "**Participation de la branche de production nationale**" indique si une partie intéressée nationale a) a participé au réexamen à l'extinction; b) n'a pas répondu à l'avis d'engagement du réexamen à l'extinction; ou c) a répondu à l'avis d'engagement mais a ensuite cessé sa participation au réexamen à l'extinction. 6) "**Participation des parties intéressées étrangères**" indique si les parties intéressées étrangères: a) ont communiqué une réponse à l'avis d'engagement du réexamen à l'extinction; b) ont communiqué une réponse "adéquate" à l'avis d'engagement du réexamen à l'extinction conformément à 19 C.F.R. § 351.218 e) 1) ii) A); c) ont présenté une déclaration positive de renonciation, signifiant leur refus de participer au réexamen à l'extinction; ou d) ont présenté leur réponse à l'avis d'engagement du réexamen à l'extinction, mais le Département a considéré que cette réponse était "inadéquate" en vertu de 19 C.F.R. § 351.218 e) 1) ii) A). 7) "**Type de procédure**" indique si le Département a) a abrogé l'ordonnance dans un délai de 90 jours; b) a effectué un réexamen "complet" conformément à 19 C.F.R. § 351.218 e) 2); c) a effectué un réexamen "accéléré" conformément à 19 USC. § 1675 c) 3) B) et 19 C.F.R. § 351.218 e) 1) ii) C) 2); ou d) a rendu une détermination impérative de probabilité conformément à 19 USC. § 1675 c) 4) B) et 19 C.F.R. § 351.218 d) 2). (Veuillez noter qu'il est fréquent que le Département décide d'entreprendre un réexamen accéléré fondé sur les données de fait disponibles et de rendre dans le même temps une détermination de la probabilité conformément à son mandat conféré par la Loi. En conséquence, dans la pièce n° 63, la somme des occurrences des quatre types de procédures de réexamen à l'extinction n'est pas égale à 100 pour cent, comme on aurait pu s'y attendre. 8) "**Fondement déclaré de la détermination de probabilité**" indique le fondement (ou les fondements) déclaré[s] de la détermination de probabilité pour les réexamens à l'extinction dans lesquels le Département a déterminé qu'il était probable que le dommage persisterait ou se reproduirait. Les fondements possibles de la détermination – avec d'éventuels chevauchements – sont au nombre de quatre: a) la *persistance de marges de dumping* – tirées soit de l'enquête initiale soit d'un réexamen administratif – conformément au SAA et au *Sunset Policy Bulletin*; b) une constatation que *les importations ont cessé*, conformément au SAA et au *Sunset Policy Bulletin*; et c) une *baisse du volume des importations* conformément au SAA et au *Sunset Policy Bulletin*. Le tableau comporte également une quatrième catégorie d), qui nécessite une analyse prospective conformément à l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Il n'y a pas de données pour cette catégorie, le Département n'ayant jamais entrepris une telle analyse. 9) "**Base déclarée de la détermination de la marge probable**" indique pour les réexamens à l'extinction dans lesquels le Département a décidé de maintenir l'ordonnance, la base déclarée du calcul effectuée par le Département pour obtenir la "marge probable". Les sources qui peuvent être utilisées pour obtenir la marge de dumping probable sont: a) l'enquête initiale et b) un réexamen administratif. Le tableau comporte une troisième catégorie, c), nouveaux renseignements recueillis au

127. Pour chacun des réexamens à l'extinction dans lesquels le Département a déterminé qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait, l'Argentine a analysé et consigné le fondement (ou les fondements) déclaré[s] de la détermination du Département, les fondements de la détermination de la probabilité pouvant éventuellement se chevaucher: a) la *persistance de marges de dumping* – tirées soit de l'enquête initiale, soit d'un réexamen administratif – comme spécifié dans le SAA et le *Sunset Policy Bulletin*; b) une constatation que les *importations ont cessé*, comme spécifié dans le SAA et le *Sunset Policy Bulletin*; et c) une *baisse du volume des importations*, comme spécifié dans le SAA et le *Sunset Policy Bulletin*.

128. L'utilisation de ces trois facteurs par le Département à l'exclusion de l'analyse prospective prescrite par l'article 11.3 de l'Accord antidumping est démontrée par la pratique constante du Département dans les réexamens à l'extinction.[130]

129. Les résultats de l'analyse effectuée par l'Argentine démontrent l'existence de la présomption irréfragable:

- dans 100 pour cent des réexamens à l'extinction dans lesquels une partie intéressée nationale a participé à la procédure, le Département a déterminé qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait;

- dans 100 pour cent des cas dans lesquels le Département s'est prononcé pour l'abrogation, la branche de production nationale n'a pas participé à la procédure de réexamen à l'extinction ou s'est ensuite retirée de la procédure de réexamen;

- dans 100 pour cent des réexamens à l'extinction dans lesquels le Département a déterminé qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait, le Département n'a pas effectué d'analyse prospective, comme l'exige l'article 11.3 de l'Accord antidumping;

- dans 100 pour cent des réexamens à l'extinction dans lesquels le Département a déterminé qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait, le Département a fait référence au SAA et au *Sunset Policy Bulletin* du Département;

---

cours du réexamen à l'extinction (c'est-à-dire, une analyse prospective), comme l'exige l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Il n'y a pas non plus de données pour cette catégorie.

[130] *Voir*: Réexamens à l'extinction effectués par le Département du commerce des États-Unis (pièce n° 63 de l'Argentine). L'analyse des 291 réexamens à l'extinction d'ordonnances antidumping auxquels a procédé le Département révèle ce qui suit: dans 217 de ces réexamens, au moins une partie intéressée nationale a participé à la procédure; dans tous ces réexamens, le Département a conclu qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait. Le Département a abrogé l'ordonnance dans 74 cas. Dans 65 de ces réexamens dans lesquels l'ordonnance a été abrogée, la branche de production nationale a refusé de participer à la procédure, et dans les neuf réexamens restants, la branche de production nationale a répondu à l'avis d'engagement du réexamen à l'extinction, mais s'est ensuite retirée de la procédure. Dans 17 des réexamens à l'extinction dans lesquels le Département a conclu qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait, le Département a refusé d'autoriser une partie intéressée étrangère à participer, nonobstant le fait que cette partie avait soumis une réponse à l'avis d'engagement. Dans 77 pour cent des procédures de réexamen à l'extinction auxquelles la branche de production nationale a participé (167 réexamens), le Département a indiqué qu'il avait établi une constatation selon laquelle il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait, conformément au mandat qui lui était conféré par la Loi (19 USC. § 1675 c) 4) B)) – ("disposition relative à la renonciation"). Dans 88 pour cent des procédures de réexamen à l'extinction auxquelles la branche de production nationale a participé (191 réexamens), le Département a dit qu'il procédait à un réexamen accéléré en se fondant sur les données de fait disponibles. Le Département a effectué un réexamen complet dans moins de 10 pour cent du nombre total de réexamens à l'extinction auxquels il a procédé.

- dans 100 pour cent des réexamens à l'extinction dans lesquels le Département a déterminé qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait, aucune société interrogée n'a pu surmonter la présomption irréfragable de probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait, établie par les critères du SAA et du *Sunset Policy Bulletin* (c'est-à-dire la persistance de marges de dumping, la cessation des importations ou leur baisse de volume).

130. Dans 166 procédures de réexamen à l'extinction, donc beaucoup plus de la moitié du nombre total des réexamens à l'extinction qu'il a effectués (57,4 pour cent du nombre total des réexamens à l'extinction), le Département a appliqué les dispositions relatives à la renonciation, qui lui font obligation de "conclure qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en cas d'abrogation de l'ordonnance ou de clôture de l'enquête". Il est impossible de défendre de telles déterminations en les qualifiant d'objectives – de fait, le résultat est imposé par la Loi. Les parties interrogées ne peuvent pas renverser la présomption, parce que la Loi exclut toute possibilité d'analyse dans ce type d'affaires.

131. L'Argentine a également analysé le fondement déclaré de la "marge probable" déterminée par le Département et communiquée à la Commission. Les sources possibles utilisées par le Département pour déterminer la marge de dumping probable sont: a) le taux résultant de l'enquête initiale et b) un taux résultant d'un réexamen administratif. Le Département n'a jamais eu recours à de nouveaux renseignements recueillis au cours du réexamen à l'extinction (c'est-à-dire à une analyse prospective), comme l'exige l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

132. Une fois encore, les éléments de preuve parlent d'eux-mêmes:

- dans 100 pour cent des réexamens à l'extinction dans lesquels il a déterminé qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait, le Département a omis de calculer une marge actuelle de dumping tirée de nouveaux renseignements recueillis au cours du réexamen à l'extinction (c'est-à-dire qu'il n'a pas effectué d'analyse prospective), comme l'exige l'article 11.3 de l'Accord antidumping; et

- dans 100 pour cent des réexamens à l'extinction dans lesquels il a déterminé qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait, le Département a utilisé la marge tirée de l'enquête initiale ou d'un réexamen administratif antérieur comme base de sa détermination de la marge "probable".

133. En résumé, il y a eu à ce jour 217 réexamens à l'extinction effectués par le Département dans lesquels la branche de production nationale a participé à la procédure de réexamen à l'extinction engagée par le Département.[131] Dans 100 pour cent de ces affaires, le Département a déterminé qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait.[132] De plus, comme base de sa détermination de la probabilité dans ces affaires, le Département s'est référé au SAA et au *Sunset Policy Bulletin* dans 100 pour cent des cas, et a cité au moins un des trois critères prescrits par le SAA et le *Sunset Policy Bulletin*.[133] De même, le Département s'est fondé sur le SAA et le *Sunset Policy Bulletin* dans 100 pour cent des cas pour déterminer la marge probable.

[131] Aux fins de cette analyse, l'Argentine ne considère pas que les affaires dans lesquelles aucune partie intéressée nationale n'a participé à la procédure de réexamen constituent un "réexamen", étant donné que le Département, en pareilles circonstances, abrogera purement et simplement l'ordonnance antidumping dans les 90 jours qui suivent l'avis d'engagement sans procéder à un réexamen à l'extinction. *Voir*: 19 USC. § 1675 c) 3) B) (pièce n° 1 de l'Argentine); 19 C.F.R. § 315.218 d) 1) iii) B) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[132] Réexamens à l'extinction effectués par le Département du commerce des États-Unis (pièce n° 63 de l'Argentine).

[133] *Id.*

134. Dans les quatre affaires (moins de 2 pour cent) dans lesquelles le Département n'a pas cité l'un des trois critères du SAA et/ou du *Sunset Policy Bulletin* comme seule base de sa détermination de dumping probable, il semble qu'il ait agi ainsi uniquement parce qu'aucun de ces critères n'était présent – et par conséquent que la mesure antidumping aurait dû être, en l'occurrence, abrogée.[134] Néanmoins, dans chacune de ces affaires, le Département a trouvé à la place de "bonnes raisons" de prendre en considération d'autres facteurs, conformément à 19 USC. § 1675a c) 2) et 19 C.F.R. § 351.218 e) 2) iii), et a trouvé d'autres motifs pour déterminer qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait.[135] En conséquence, il ressort clairement d'une analyse de la pratique suivie par lui dans ses réexamens à l'extinction que le Département, en fait, ne procède pas à un réexamen et n'établit pas de détermination sur le point de savoir s'il est probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait en cas de suppression du droit, comme l'exige l'article 11.3.

135. L'affaire concernant la *Nitrocellulose industrielle en provenance de Yougoslavie* offre un exemple particulièrement choquant de l'attitude ritualiste et mécanique adoptée par le Département, qui cite les critères du SAA et du *Sunset Policy Bulletin* à l'exclusion de toute analyse de fond quant à la probabilité réelle de voir le dumping subsister ou se reproduire. Dans le réexamen à l'extinction auquel il a procédé dans cette affaire, le Département a effectué un réexamen accéléré au motif que les sociétés interrogées n'avaient pas soumis de réponse au cours de la procédure. Conformément à sa pratique constante, le Département a déterminé qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait en cas d'abrogation de l'ordonnance antidumping, avec les mêmes marges que celles qui avaient été constatées lors de l'enquête initiale.[136] Le Département n'a pas fait d'autre enquête factuelle au cours du réexamen.

136. Cependant, dans le réexamen à l'extinction auquel elle a procédé dans la même affaire, la Commission a déterminé qu'il n'était pas probable que le dommage subsiste ou se reproduise (malgré le fait que les sociétés interrogées n'avaient pas non plus participé au réexamen à l'extinction effectué par la Commission).[137] Elle s'est fondée sur le fait que le seul producteur/exportateur yougoslave n'était plus en mesure d'exporter vers les États-Unis parce que la seule installation de production de la société avait été détruite à la suite d'une action militaire et que les sanctions commerciales imposées par les États-Unis y interdisaient les importations:

> Le dossier de ces réexamens indique que les installations du producteur yougoslave ont été détruites ou sévèrement endommagées à la suite d'une action militaire et que les États-Unis continuent d'appliquer des sanctions contre les importations en

[134] *Issues and Decision Memorandum for the Sunset Review of the AD Order on Gray Portland Cement and Cement Clinker from Venezuela* (Département du commerce, 18 février 2000) (résultats préliminaires) pages 3 à 5 (pièce n° 47 de l'Argentine); *Issues and Decision Memorandum for the Sunset Review of the AD Order on Uranium from Russia* (Département du commerce, 27 juin 2000) (résultats finals) pages 15 à 17 (pièce n° 48 de l'Argentine); *Issues and Decision Memorandum for the Sunset Review of the AD Order on Uranium from Uzbekistan* (Département du commerce, 27 juin 2000) (résultats finals) pages 9 à 11 (pièce n° 49 de l'Argentine); *Sugar and Syrups from Canada*, 64 Fed. Reg. 48,362, 48,363-64 (Département du commerce 1999) (résultats finals des réexamens à l'extinction) (pièce n° 40 de l'Argentine).

[135] *Issues and Decision Memorandum for the Sunset Review of the AD Order on Gray Portland Cement and Cement Clinker from Venezuela* (Département du commerce, 18 février 2000) (résultats préliminaires) pages 3 à 5 (pièce n° 47 de l'Argentine); *Issues and Decision Memorandum for the Sunset Review of the AD Order on Uranium from Russia* (Département du commerce, 27 juin 2000) (résultats finals) pages 15 à 17 (pièce n° 48 de l'Argentine); *Issues and Decision Memorandum for the Sunset Review of the AD Order on Uranium from Uzbekistan* (Département du commerce, 27 juin 2000) (résultats finals) pages 9 à 11 (pièce n° 49 de l'Argentine); *Sugar and Syrups from Canada*, 64 Fed. Reg. 48,362, 48,363-64 (Département du commerce 1999) (résultats finals des réexamens à l'extinction) (pièce n° 40 de l'Argentine).

[136] *Industrial Nitrocellulose from Yugoslavia*, 64 Fed. Reg. 57,852, 57,853-54 (Département du commerce 1999) (réexamen à l'extinction, résultats finals) (pièce n° 42 de l'Argentine).

[137] *Industrial Nitrocellulose from Brazil, China, France, Germany, Japan, Korea, the United Kingdom, and Yugoslavia*, USITC Pub. 3342, Inv. n° 731-TA-96 et 439-445 (août 2000) page 11 (pièce n° 53 de l'Argentine).

> provenance de Serbie … Nous constatons, étant donné la destruction de la seule installation connue de production de nitrocellulose industrielle en Yougoslavie et l'absence dans le dossier de ces réexamens de toute indication selon laquelle la production yougoslave de nitrocellulose industrielle et ses exportations à destination des États-Unis sont susceptibles de reprendre dans l'avenir raisonnablement prévisible, qu'il est probable que les importations de nitrocellulose industrielle en provenance de Yougoslavie n'auront pas d'incidence défavorable discernables sur la branche de production nationale.[138]

137. Il est donc clair pour l'Argentine que lorsque le *Sunset Policy Bulletin* dit que le Département constatera "normalement" [139] un dumping probable lorsque l'un quelconque des trois critères (persistance de marges de dumping; cessation des importations; ou baisse du volume des importations) est présent, cela signifie plus exactement que le Département appliquera l'un quelconque des trois critères fondamentaux[140] pour justifier sa conclusion de probabilité axée sur les résultats. En même temps, cependant, il est clair que lorsque aucun des critères du SAA et du *Sunset Policy Bulletin* ne peut être satisfait pour formuler une constatation de dumping probable, le Département prendra néanmoins en considération d'autres renseignements afin de justifier une constatation de dumping probable. Ainsi, étant donné que l'application d'une présomption irréfragable de dumping probable est une pratique constante de la part du Département dans ses réexamens à l'extinction, les États-Unis agissent d'une manière incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

2. Les dispositions de la Loi, 19 UCS. §§ 1675 c) et 1675a c), qui donnent effet à l'obligation des États-Unis au titre de l'article 11.3, ne peuvent pas être interprétées indépendamment des autres directives fournies par le SAA et le *Sunset Policy Bulletin*. Pris ensemble, les dispositions de la législation des États-Unis relatives aux réexamens à l'extinction, le SAA et le *Sunset Policy Bulletin* établissent une présomption irréfragable qui est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping

138. S'agissant de décider s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en cas d'abrogation d'une ordonnance en matière de droits antidumping, la détermination du Département est régie par 19 USC. §§ 1675 c) et 1675a c), ainsi que par les directives complémentaires figurant dans le SAA et le *Sunset Policy Bulletin*. Les dispositions législatives, 19 USC. §§ 1675 c) et 1675a c), donnant effet à l'obligation des États-Unis au titre de l'article 11.3, ne peuvent pas être interprétées indépendamment des directives complémentaires formulées dans le SAA et le *Sunset Policy Bulletin*. Pris ensemble, les dispositions de la législation des États-Unis relatives aux réexamens à l'extinction, le SAA et le *Sunset Policy Bulletin* prescrivent un critère qui est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

139. Des méthodes et des pratiques qui prescrivent un critère peuvent être contestées dans le cadre de l'OMC. Dans *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes* ("*États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits des CE*")[141], l'Organe d'appel a confirmé la conclusion du Groupe spécial selon laquelle une certaine

---

[138] *Id.*

[139] Le *Sunset Policy Bulletin* dit que "le Département déterminera normalement qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en cas d'abrogation d'une ordonnance antidumping ou de clôture d'une enquête suspendue dès lors qu'[est constatée l'existence de l'une quelconque des situations prescrites]". *Sunset Policy Bulletin* page 18872 (pièce n° 35 de l'Argentine).

[140] Les trois critères sont "a) le dumping a subsisté à un niveau supérieur au niveau *de minimis* après la promulgation de l'ordonnance ou l'accord de suspension, selon le cas; b) les importations de la marchandise visée ont cessé après la promulgation de l'ordonnance ou l'accord de suspension, selon le cas; ou c) le dumping a été éliminé après la promulgation de l'ordonnance ou l'accord de suspension, selon le cas, et le volume des importations de la marchandise visée a notablement diminué". *Id.*

[141] WT/DS212/AB/R, adopté le 8 janvier 2003.

pratique suivie par les États-Unis, "la méthode de la "même personne" était incompatible avec l'Accord SMC"[142], à la fois en tant que telle et telle qu'elle était appliquée aux réexamens administratifs et à l'extinction effectués en vertu de l'article 21.2 et 21.3, respectivement. En conséquence, l'Organe d'appel a recommandé que les États-Unis rendent leur pratique administrative conforme à leurs obligations au titre de l'Accord SMC.[143] L'Organe d'appel a en outre constaté que la pratique administrative était incompatible avec les règles applicables aux réexamens à l'extinction dans le cadre de l'article 21.3 de l'Accord SMC.[144]

140. La pratique administrative dont il a été constaté, dans l'affaire *États-Unis – Droits compensateurs concernant certains produits en provenance des CE*, qu'elle est incompatible avec les règles de l'OMC, est analogue, sur un point capital, aux procédures de réexamen à l'extinction et à la pratique administrative constante du Département qui sont en cause dans l'affaire concernant les OCTG en provenance d'Argentine. La pratique constante du Département en matière de réexamens à l'extinction, combinée avec les directives du SAA et du *Sunset Policy Bulletin*, est également contraire à l'obligation d'effectuer un "réexamen" et de faire une "détermination fondée sur des éléments de preuve positifs".

141. Comme il a été noté plus haut, le SAA exprime la position officielle quant à la manière dont les États-Unis s'acquitteront de leurs obligations dans le cadre des Accords de l'OMC, y compris l'Accord antidumping et le GATT de 1994.[145] Aussi bien les tribunaux des États-Unis[146] que les groupes spéciaux de l'OMC ont reconnu ce point. Par exemple, dans *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, le Groupe spécial de l'OMC a formulé l'observation suivante au sujet du SAA:

> Il nous paraît clair que [la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay] confère au SAA un statut juridique exceptionnel en tant qu'interprétation officielle de la Loi, dont les tribunaux des États-Unis doivent tenir compte. Le texte du SAA le confirme en décrivant celui-ci comme étant "une expression officielle … tant aux fins des obligations internationales des États-Unis qu'aux fins de leur droit interne".[147]

142. En énumérant les cas dans lesquels le Département devrait déterminer qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira, le SAA clarifie le critère que le Département appliquera pour établir sa détermination de la probabilité conformément à 19 USC. §§ 1675 c) et 1675a c). L'Énoncé déclare:

---

[142] *Id.*, paragraphe 151 (italique dans l'original).

[143] WT/DS212/AB/R, adopté le 8 janvier 2003, paragraphe 162.

[144] WT/DS212/AB/R, adopté le 8 janvier 2003, paragraphe 150.

[145] "[Le SAA] représente une expression officielle par l'Administration de ses vues sur l'interprétation et l'application des Accords du Cycle d'Uruguay, tant aux fins des obligations des États-Unis qu'aux fins de leur droit interne. En outre, l'Administration sait que le Congrès escompte que les administrations futures respecteront et appliqueront les interprétations et les engagements énoncés ici. De plus, comme cet énoncé sera approuvé par le Congrès au moment où celui-ci mettra en œuvre les Accords du Cycle d'Uruguay, cela donne un poids particulier aux interprétations de ces accords qui y sont exposées." SAA, page 656 (pièce n° 5 de l'Argentine).

[146] *Voir, par exemple*: *SKF USA, Inc.* c. *United States*, 263 F.3d 1369, 1373, note 3 (Fed. Cir. 2001) (pièce n° 8 de l'Argentine) ("Bien entendu, le SAA est plus qu'un simple document des travaux préparatoires à une loi. Le Congrès a prescrit que "[l]'Énoncé des mesures administratives approuvé par le Congrès … soit considéré comme une expression officielle de la position des États-Unis concernant l'interprétation et l'application des Accords du Cycle d'Uruguay et de [la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay] dans toute action en justice dans laquelle se pose une question concernant une telle interprétation ou application"); et *Micron Technology, Inc.* c. *United States*, 243 F.3d 1301, 1305, note 3 (Fed. Cir. 2001) (pièce n° 7 de l'Argentine).

[147] Rapport du Groupe spécial, *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, paragraphes 8.97 et 8.98 (notes de bas de page omises).

> L'article [19 USC. § 1675a c)] définit les critères à appliquer pour déterminer la probabilité de voir le dumping subsister ou se reproduire. En vertu de [§ 1675 c) 1)], le Département du commerce examinera le lien entre les marges de dumping, ou l'absence de marges, et le volume des importations de la marchandise visée, en comparant les périodes antérieure et postérieure à la promulgation d'une ordonnance ou à l'acceptation d'un accord de suspension. Par exemple, des baisses du volume des importations accompagnées de la persistance de marges de dumping après la promulgation d'une ordonnance peuvent fournir une forte indication donnant à penser qu'en l'absence d'ordonnance il est probable que le dumping subsistera, parce que les éléments de preuve tendent à indiquer que l'exportateur a besoin de recourir au dumping pour vendre les mêmes quantités qu'avant l'ordonnance.
>
> …
>
> [L]'existence de marges de dumping après l'ordonnance, ou la cessation du dumping après l'ordonnance, constituent un élément hautement probant de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira.[148]

143. En plus de la législation des États-Unis et outre le SAA, le *Sunset Policy Bulletin* formule à l'intention du Département des directives supplémentaires quant à la méthode à employer pour décider s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en cas d'abrogation d'une ordonnance antidumping. Les tribunaux et les organes de l'Administration fédérale des États-Unis considèrent le *Sunset Policy Bulletin* comme un condensé du SAA et lui accordent un rang analogue. Le Département, par exemple, dit à maintes reprises que le *Sunset Policy Bulletin* est directement issu des travaux préparatoires de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay, et, en particulier, du SAA:

> S'inspirant des lignes directrices fournies par les travaux préparatoires de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay ("URAA"), et plus spécialement de l'Énoncé des mesures administratives("SAA"), H.R. Doc. n° 103-316, vol. 1 (1994), du rapport de la Chambre des représentants, H.R. Rep. n° 103-826, pt.1 (1994), et du rapport du Sénat, S. Rep. n° 103-412 (1994), le Département a publié son *Sunset Policy Bulletin* où sont formulées des directives sur des problèmes méthodologiques et analytiques, y compris les bases des déterminations de la probabilité.[149]

144. Au surplus, les tribunaux des États-Unis ont reconnu que le *Sunset Policy Bulletin* est un condensé direct du SAA. Par exemple, réexaminant la détermination établie par le Département dans une procédure de réexamen à l'extinction portant sur des droits compensateurs, le Tribunal du commerce international (CIT), dans l'affaire *AG der Dillinger Huettenwerke* c. *United States*[150], a cité le *Sunset Policy Bulletin* et noté que "[l]e *Sunset Policy Bulletin* suit le libellé du SAA".[151]

145. En ce qui concerne la détermination de la probabilité établie par le Département dans un réexamen à l'extinction, le *Sunset Policy Bulletin* prescrit que:

> [N]ormalement, le Département déterminera qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en cas d'abrogation d'une ordonnance antidumping ou de clôture d'une enquête antidumping suspendue, lorsque:

---

[148] SAA, pages 889 et 890.

[149] *Par exemple, Potassium Permanganate from the People's Republic of China*, 64 Fed. Reg. 16,907 (Département du commerce 1999), (réexamen à l'extinction, résultats finals) (pièce n° 39 de l'Argentine).

[150] 193 F. Supp.2d 1339 (CIT 2002) (pièce n° 15a de l'Argentine).

[151] *Id.*, pages 1351-52 et note 18.

a) le dumping a subsisté à un niveau quelconque supérieur au niveau *de minimis* après la publication de l'ordonnance ou l'accord de suspension, selon le cas;

b) les importations de la marchandise visée ont cessé après la publication de l'ordonnance ou l'accord de suspension, selon le cas; ou

c) le dumping a été éliminé après la publication de l'ordonnance ou l'accord de suspension, selon le cas, et le volume des importations de la marchandise visée a notablement diminué.[152]

146. Ces critères ne sont pas surprenants car ils sont les conséquences naturelles de l'imposition d'une mesure antidumping. Faisant contraste avec ces facteurs, cependant, l'article 11.3 de l'Accord antidumping prescrit que "tout droit antidumping définitif sera supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé", à moins qu'il ne soit satisfait aux conditions auxquelles est subordonné le maintien de la mesure. L'article 11.3 établit l'obligation principale, à savoir que les mesures antidumping doivent être supprimées à l'expiration de la période prescrite de cinq ans.[153] Les États-Unis ne se sont pas acquittés de cette obligation. Comme il a été démontré plus haut, la présomption irréfragable établie par le SAA et le *Sunset Policy Bulletin* prescrit au Département d'adopter une approche qui est contraire aux prescriptions de l'article 11.3. De fait, au lieu d'entreprendre une analyse de fond sur le point de savoir s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en cas de suppression du droit, le SAA et le *Sunset Policy Bulletin* donnent pour instruction au Département de recourir à une simple liste de points à vérifier pour décider s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. En conséquence, le Département examine le point de savoir s'il existe des marges de dumping (qu'elles soient tirées de l'enquête initiale ou d'un réexamen administratif ultérieur), si les importations de la marchandise visée ont cessé, et si le volume des importations de la marchandise visée a diminué. Dès lors que le Département constate que l'une de ces trois conditions fondamentales existe, le Département s'abstiendra de procéder à une analyse et conclura simplement qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. Des éléments de preuve empiriques démontrent avec quelle facilité il est constaté qu'un au moins de ces critères est rempli. Sur les 217 réexamens à l'extinction[154] effectués jusqu'à ce jour par le Département, celui-ci a constaté qu'un au moins de ces trois critères était rempli dans 98,1 pour cent des cas.[155]

147. En conséquence, la détermination à l'extinction établie par le Département était incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping parce qu'elle était fondée sur une présomption, irréfragable dans le droit des États-Unis, qu'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira en cas d'abrogation de la mesure antidumping. L'existence de cette présomption illicite de la législation des États-Unis est démontrée par la pratique constante du Département dans la conduite des réexamens à l'extinction.

---

[152] *Sunset Policy Bulletin*, page 18872 (pièce n° 35 de l'Argentine).

[153] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel, *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 88.

[154] Aux fins de cette analyse, nous ne considérons pas comme constituant un "réexamen" les affaires dans lesquelles aucune partie intéressée nationale n'a participé à la procédure de réexamen à l'extinction. En pareilles circonstances, ainsi qu'il a été expliqué plus haut, le Département, sans conduire de réexamen à l'extinction, abrogera purement et simplement l'ordonnance antidumping dans les 90 jours qui suivent l'avis d'engagement. *Voir*: 19 USC. § 1675 c) 3) B) (pièce n° 1 de l'Argentine); 19 C.F.R. § 351.218 d) 1) iii) B) 3) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[155] Réexamen à l'extinction effectué par le Département du commerce (pièce n° 63 de l'Argentine).

C. LA DÉTERMINATION DU DÉPARTEMENT À L'EFFET DE PROCÉDER À UN RÉEXAMEN ACCÉLÉRÉ DANS LE CAS DES OCTG EN PROVENANCE D'ARGENTINE ET LA CONDUITE D'UN TEL RÉEXAMEN PAR LE DÉPARTEMENT, AINSI QUE L'APPLICATION À SIDERCA PAR LE DÉPARTEMENT DES DISPOSITIONS RELATIVES À LA RENONCIATION, ÉTAIENT INCOMPATIBLES AVEC LES ARTICLES 11, 2, 6 ET 12 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

1. La détermination du Département à l'effet d'accélérer le réexamen concernant l'Argentine au seul motif que les expéditions de Siderca à destination des États-Unis constituaient moins de 50 pour cent des exportations totales en provenance d'Argentine était incompatible avec l'Accord antidumping

148. En l'espèce, le Département a jugé que Siderca avait fourni une réponse "inadéquate" au seul motif que les exportations d'OCTG de la société à destination des États-Unis étaient inférieures à 50 pour cent du total des exportations d'OCTG en provenance d'Argentine sur la période pertinente. En conséquence, le Département a soi-disant décidé d'effectuer un réexamen à l'extinction accéléré conformément à la Loi et aux règlements des États-Unis. L'Argentine soutient que la décision de recourir en l'espèce aux procédures de réexamen accéléré a empêché le Département de procéder effectivement à un "réexamen" et d'établir une "détermination" comme l'exige l'article 11.3. Conformément à 19 C.F.R. § 351.218 e) ii) c) 2), dès lors que le Département détermine qu'une société intéressée interrogée n'a pas satisfait au critère du seuil de 50 pour cent des exportations, le Département conduira "normalement" un réexamen à l'extinction accéléré en se fondant sur les "données de fait disponibles", sans prendre en considération les renseignements soumis par ladite société intéressée et sans complément d'enquête.

149. L'article 19 USC. § 1675 c) 3) B) dispose que "si les parties intéressées communiquent des réponses inadéquates à un avis d'engagement, l'autorité administrante, dans les 120 jours à compter de l'engagement du réexamen, ou la Commission, dans les 150 jours à compter de cet engagement, peut rendre, sans complément d'enquête, une détermination finale fondée sur les données de fait disponibles ...".

150. Dans sa détermination à l'effet de suivre une procédure accélérée, le Département notait que "[p]endant la période de cinq ans allant de 1995 à 1999, le pourcentage annuel moyen combiné des exportations d'OCTG de Siderca vers les États-Unis par rapport aux exportations totales de la marchandise visée à destination des États-Unis a été nettement inférieur à 50 pour cent".[156] Étant donné que cette proportion était inférieure au seuil des 50 pour cent que le Département "considérera normalement comme constituant une réponse étrangère adéquate", le Département a recommandé que la réponse de Siderca soit considérée comme inadéquate et que soit effectué un réexamen accéléré. Le *Mémorandum du Département sur les questions et la décision* indiquait ce qui suit:

> En l'absence de réponse de fond des sociétés intéressées interrogées dans le cas de l'Italie, du Japon et de la Corée, et compte tenu d'une réponse inadéquate dans le cas de l'Argentine, le Département, conformément à l'article 19 C.F.R. § 351.218 e) 1) ii) C), a décidé de procéder à des réexamens accélérés (délai de 120 jours) des ordonnances en question.[157]

151. La détermination du Département à l'effet de suivre la procédure accélérée montre qu'il a totalement failli à l'obligation de procéder à un "réexamen" et d'établir une "détermination" comme l'exige l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Dans cette procédure de réexamen à l'extinction, Siderca était le seul exportateur visé dans l'enquête initiale, et c'était le seul exportateur pour lequel la

[156] *Oil Country Tubular Goods from Argentina: Adequacy of Respondent Interested Party Response to the Notice of Initiation*, A-357-810 (Département du commerce, 22 août 2000), page 2 (pièce n° 50 de l'Argentine).

[157] *Issues and Decision Memorandum*, page 3 (pièce n° 51 de l'Argentine).

branche de production des États-Unis avait demandé un réexamen entre 1995 et 1999 après l'imposition de l'ordonnance antidumping (voir plus haut les sections I.B et II.A). Pourtant, le Département a simplement présumé que ses statistiques relatives aux importations étaient exactes et que Siderca devait nécessairement se trouver dans l'impossibilité de satisfaire au critère du "seuil des 50 pour cent" exigé pour qu'une réponse soit adéquate. Le Département n'a rien fait pour surmonter l'apparente contradiction existant entre les données, mais est au contraire passé directement à la conduite d'un réexamen "accéléré" et à une détermination de "renonciation". Comme il a été expliqué plus haut, ces décisions ont abouti directement, sans "réexamen" de fond ni "détermination", à une conclusion positive qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait.

152. Étant donné l'affirmation du Département selon laquelle il "n'avait pas reçu de réponse adéquate des sociétés intéressées interrogées" (ici encore il est fait référence à toutes les parties, sans distinction), jointe à la constatation du Département selon laquelle Siderca n'avait pas soumis de réponse "adéquate", il semble que la détermination concluant à la renonciation valait toutes les sociétés intéressées interrogées.[158]

153. L'analyse et les conclusions du Département semblent s'appliquer à *tous* les pays défendeurs. Le Département se réfère aux "sociétés", aux "importations de la marchandise visée", aux "ordonnances" – tous ces termes sont au pluriel sans aucun autre terme restrictif.[159] En outre, le Département a dit que "les sociétés intéressées interrogées ont renoncé à leur droit de participer à ces réexamens ou n'ont pas soumis de réponses de fond adéquates". Puis, le Département se réfère, une fois encore, au fait que les sociétés interrogées ont omis "de présenter des réponses de fond adéquates". L'analyse des observations de Siderca qui suit immédiatement représente presque une réflexion après coup du Département, qui, apparemment, n'a pas affecté sa détermination qu'"il était probable que le dumping subsisterait si les ordonnances étaient abrogées" pour les quatre pays.

154. Le seul motif de l'analyse supplémentaire effectuée par le Département concernant la marge probable pour Siderca semble être la demande des requérants tendant à ce que le Département applique un taux plus élevé que celui résultant de la détermination initiale. Les requérants voulaient que le Département applique le taux qu'ils avaient suggéré dans la pétition.

155. Comme il est démontré plus loin, le Département n'a pas effectué de "réexamen" ni établi de "détermination" comme l'exige l'article 11.3 de l'Accord antidumping. En outre, la détermination du Département d'effectuer un réexamen à l'extinction accéléré, et la conduite par le Département d'un réexamen accéléré, au seul motif que les exportations d'OCTG de Siderca vers les États-Unis étaient inférieures à 50 pour cent des exportations totales d'OCTG argentins aux États-Unis, étaient incompatibles avec les prescriptions des articles 11.3 et 6 et de l'Annexe II de l'Accord antidumping. Nonobstant le fait que Siderca avait pleinement coopéré et soumis une réponse de fond complète conforme aux prescriptions du Règlement du Département, celui-ci a jugé que la réponse de Siderca était inadéquate en se fondant uniquement sur les exportations de la société et, en conséquence, que Siderca renonçait à participer. Le Département a donc dénié à Siderca la possibilité de défendre ses intérêts.

[158] *Voir le Mémorandum sur les questions et la décision*, page 5 (pièce n° 51 de l'Argentine) ("En conséquence, étant donné que le dumping a continué après l'édiction des ordonnances, que de 1995 à 1999 les importations se sont poursuivies, en moyenne à des niveaux bien inférieurs aux niveaux antérieurs à l'ordonnance, et que les parties intéressées iinterrogées ont renoncé à leur droit de participer à ces réexamens ou n'ont pas soumis de réponses de fond adéquates, nous déterminons qu'il est probable que le dumping subsisterait si les ordonnances étaient abrogées.")

[159] *Mémorandum sur les questions et la décision*, page 5 (pièce n° 51 de l'Argentine).

2. En procédant à un réexamen à l'extinction accéléré pour les OCTG en provenance d'Argentine et en appliquant à Siderca les dispositions relatives à la renonciation, le Département n'a pas effectué de "réexamen" ni établi de "détermination" comme l'exige l'article 11.3 de l'Accord antidumping

156. Dans le réexamen à l'extinction accéléré concernant les OCTG en provenance d'Argentine, la détermination du Département concernant la probabilité du dumping et le niveau probable de ce dumping était incompatible avec l'article 11.3 et l'article 2 de l'Accord. Comme il a été noté plus haut, l'article 11.3 exige une analyse prospective de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira.

157. Pour se conformer à l'article 11.1 et 11.3, les Membres doivent veiller à ce que les droits antidumping ne restent "en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage". Afin de s'acquitter de cette obligation, les Membres doivent procéder à un examen de fond des données de fait actuelles et établir une détermination sérieuse, prospective, comme l'exige l'Accord antidumping.[160] En l'espèce, le Département n'a pas recueilli de données nouvelles pour déterminer s'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait au cas où l'ordonnance serait abrogée. Le Département a déterminé que la réponse de Siderca à l'avis d'engagement d'un réexamen à l'extinction était inadéquate parce qu'elle ne satisfaisait pas au critère des 50 pour cent énoncé dans son Règlement antidumping. Le Département a donc procédé à un réexamen à l'extinction accéléré sans recueillir ni analyser les données de fait pertinentes comme l'exige l'article 11.3. De plus, il a jugé que Siderca avait renoncé à participer au réexamen à l'extinction et a donc rendu une constatation de dumping probable imposée par la Loi. Ainsi, le Département ne s'est pas acquitté de son obligation d'effectuer un "réexamen" et d'établir une "détermination" conformément à l'article 11.3.

158. Conformément aux prescriptions du SAA et du *Sunset Policy Bulletin*, le Département, au cours du réexamen à l'extinction, a utilisé le taux de dumping établi lors de l'enquête initiale et n'a pas recueilli ni évalué de données de fait supplémentaires au moment du réexamen à l'extinction. L'application du Règlement sur le réexamen accéléré et l'application des dispositions relatives à la renonciation étaient donc contraires à l'article 11.3 parce que le Département n'a pas établi de "base factuelle suffisante" pour sa détermination dans les réexamens à l'extinction. Le Département n'a pas fondé sa détermination "sur l'évaluation des données de fait qu'il a[vait] recueillies au cours de l'enquête initiale, des réexamens intermédiaires et finalement du réexamen à l'extinction".[161] En fait, le Département n'a pas effectué de réexamen administratif et a dénié à Siderca, en vertu de la disposition relative à la renonciation, le droit de participer au réexamen à l'extinction. Le Département a en outre agi en violation de l'article 11.3 parce qu'il a simplement appliqué le taux établi lors des enquêtes initiales au lieu de faire une "nouvelle détermination fondée sur des éléments de preuve crédibles".[162] Une autorité chargée de l'enquête doit avoir une "base factuelle suffisante" qui lui permette de tirer des "conclusions motivées et adéquates" au sujet de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise.[163]

159. Le Département n'a pas utilisé de données récentes sur les ventes ou les coûts de Siderca pour calculer une marge de dumping à jour et exacte. À la place, le Département n'a utilisé que les

[160] Concernant les réexamens au titre de l'Accord SMC, voir l'analyse de l'Organe d'appel dans le rapport, *États-Unis – Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires du Royaume-Uni*, WT/DS138/AB/R, adopté le 7 juin 2002, paragraphe 53 ("*Acier au plomb originaire du Royaume-Uni*").

[161] Rapport du Groupe spécial, *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 8.95.

[162] Rapport de l'Organe d'appel, *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 88.

[163] Rapport de l'Organe d'appel, *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 7.177.

constatations de l'enquête initiale pour "déterminer" s'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait au cas où l'ordonnance serait abrogée.

160. Le raisonnement de l'Organe d'appel dans *Acier en provenance d'Allemagne* fournit des lignes directrices faisant autorité quant à la nature d'un réexamen à l'extinction lorsque le taux de dumping au moment du réexamen est très faible: "[i]l doit y avoir des éléments de preuve convaincants montrant que l'abrogation du droit entraînerait néanmoins un dommage pour la branche de production nationale. Il ne suffira pas que les autorités s'appuient simplement sur la détermination de l'existence d'un dommage faite dans le cadre de l'enquête initiale."[164] De fait, l'article 11.3 de l'Accord antidumping exige au contraire que les autorités chargées de l'enquête déterminent[165] "[s']il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé".

161. Dans *Acier en provenance d'Allemagne* le Groupe spécial a estimé qu'"une base factuelle suffisante" aux fins des réexamens à l'extinction "devrait reposer sur l'évaluation des éléments de preuve que [l'autorité chargée de l'enquête] a réunis à l'occasion de l'enquête initiale, des réexamens intermédiaires et finalement du réexamen à l'extinction".[166] Le Groupe spécial a ensuite confirmé que dans les réexamens à l'extinction, "une autorité compétente devrait réunir les données de fait pertinentes et faire reposer son analyse de la probabilité sur ces données de fait … Les données de fait pertinentes de ce genre peuvent être en la possession soit des autorités chargées de l'enquête, soit des parties intéressées".[167] Quand bien même les autorités doivent procéder à une évaluation prospective, il faut que leur détermination "repose elle-même sur une base factuelle suffisante"[168] au moment du réexamen.

162. Le Groupe spécial a dit dans *Acier en provenance d'Allemagne* que "l'un des volets de l'analyse de la probabilité à faire dans un réexamen à l'extinction au titre de l'article 21.3 est une évaluation du taux probable de subventionnement" – ou du taux de dumping dans une analyse au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping.[169] Dans *Acier en provenance d'Allemagne*, le Groupe spécial a soutenu que:

> Les données de fait nécessaires pour évaluer la probabilité de subventionnement en cas d'abrogation peuvent fort bien être différentes de celles dont il faut tenir compte dans une enquête initiale. Ainsi, pour évaluer la probabilité de subventionnement en cas d'abrogation du droit compensateur, l'autorité chargée de l'enquête pourra fort bien, dans un réexamen à l'extinction, prendre en considération, entre autres éléments, le niveau initial du subventionnement et, le cas échéant, les modifications apportées aux programmes de subvention initiaux, les programmes de subvention mis en place après l'imposition du droit compensateur initial, les changements intervenus dans les politiques du gouvernement et les changements de circonstances socioéconomiques et politiques pertinentes.[170]

163. Comme il a été noté plus haut, parce que les données de fait et les circonstances qui existaient au moment de l'enquête initiale peuvent être différentes de celles qui existent au moment du réexamen à l'extinction, l'autorité chargée de l'enquête doit réunir et évaluer, au cours du réexamen à l'extinction, des données de fait à jour et des renseignements actuels afin de faire la détermination de fond et sérieuse requise en vertu de l'article 11.3 de l'Accord antidumping. L'Organe d'appel a expliqué les

---

[164] Rapport de l'Organe d'appel, *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 88 (pas d'italique dans l'original).
[165] *Voir* l'analyse *supra*, section VII.A.1.
[166] Rapport du Groupe spécial, *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 8.95.
[167] *Id.*, paragraphe 8.115.
[168] *Id.*, paragraphe 8.96.
[169] *Id.*
[170] *Id.*

obligations qui découlent des dispositions relatives aux réexamens à l'extinction (dans le contexte, il est vrai, de l'Accord SMC):

> L'article 21.3 correspond à l'application de la règle générale énoncée à l'article 21.1 – à savoir qu'un droit compensateur ne reste en vigueur que le temps nécessaire – dans le cas précis où cinq années se sont écoulées depuis que le droit compensateur a été imposé. L'article 21.2 correspond à la même règle générale dans des circonstances différentes, lorsqu'un laps de temps raisonnable s'est écoulé depuis l'imposition du droit et qu'il est jugé nécessaire de réexaminer la nécessité de maintenir ce droit. Nous notons aussi que l'un des principaux objets de l'Accord SMC est de réglementer l'imposition de mesures compensatoires. C'est le but que l'article 21.3 réalise en prévoyant qu'au bout de cinq ans un droit compensateur est normalement supprimé, à moins que les autorités ne déterminent qu'il est probable que le subventionnement et le dommage subsisteront ou se reproduiront.[171]

164. La détermination du Département à l'effet de conduire un réexamen accéléré, et l'application à Siderca des dispositions relatives à la renonciation, étaient incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre de l'Accord antidumping. Le Département a rendu, sans analyse aucune, une détermination concluant à la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait, en violation de l'article 11.3 de l'Accord antidumping qui exige que l'autorité conduise un réexamen afin de faire une détermination sur le point de savoir s'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront en cas de suppression du droit. En l'absence de l'analyse prescrite et d'une détermination fondée sur des éléments de preuve positifs, la mesure antidumping concernant les OCTG en provenance d'Argentine aurait dû être abrogée.

165. L'Argentine rappelle ce qu'a dit l'Organe d'appel dans *Acier en provenance d'Allemagne*, à savoir que "si [un Membre de l'OMC] ne conduit pas de réexamen à l'extinction, ou, ayant conduit un tel réexamen, ne fait pas une telle détermination positive, les droits doivent être abrogés".[172]

3. Le réexamen à l'extinction accéléré effectué par le Département et l'application à Siderca des dispositions relatives à la renonciation étaient incompatibles avec les obligations incombant aux États-Unis en vertu des articles 11 et 6

166. Aux termes de l'article 6.1 de l'Accord antidumping, "toutes les parties intéressées par une enquête antidumping se verront ménager d'amples possibilités de présenter par écrit tous les éléments de preuve qu'elles jugeront pertinents pour les besoins de l'enquête en question".

167. La conduite du réexamen accéléré et l'application à Siderca des dispositions relatives à la renonciation, dans le réexamen à l'extinction concernant les OCTG en provenance d'Argentine, contrevenaient à l'article 6.1 parce que Siderca se trouvait ainsi empêchée de présenter des éléments de preuve permettant au Département de conduire un examen sérieux de la question de la probabilité de voir le dumping subsister ou se reproduire, afin d'éclairer sa détermination au titre de l'article 11.3. Le Département a reconnu que Siderca avait à la fois présenté une réponse de fond complète à l'avis d'engagement d'un réexamen à l'extinction et notifié sa volonté de participer pleinement au réexamen à l'extinction en question.[173] Le Département a néanmoins ignoré les renseignements présentés par Siderca. Ainsi, il n'est guère possible d'affirmer que la société a eu "d'amples possibilités de présenter … les éléments de preuve qu'[elle] juge[ait] pertinents" dès lors que le Département a jugé que Siderca avait renoncé à son droit de participer d'une manière quelconque.

---

[171] Rapport du Groupe spécial, *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 8.91.
[172] Rapport de l'Organe d'appel, *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 63.
[173] *Oil Country Tubular Goods from Argentina: Adequacy of Respondent Interested Party Response to the Notice of Initiation*, A-357-810 (Département du commerce, 22 août 2000) (pièce n° 50 de l'Argentine).

168. La conduite du réexamen accéléré et l'application à Siderca des dispositions relatives à la renonciation, dans le réexamen à l'extinction concernant les OCTG en provenance d'Argentine, contrevenaient également à l'article 6.2 parce que Siderca n'a pas eu toutes possibilités de défendre ses intérêts. En particulier, Siderca n'a pas pu défendre ses intérêts parce que le Département a jugé que Siderca avait renoncé à son droit de participer.

169. Au surplus, lorsque la marge de dumping est faible – comme c'est le cas lorsque la marge est de 1,36 pour cent – l'autorité chargée de l'enquête doit recueillir et évaluer des "éléments de preuve convaincants" pour justifier une détermination selon laquelle l'abrogation du droit se traduirait par un dommage pour la branche de production nationale, et il ne suffira pas que les autorités "s'appuient simplement sur une détermination faite dans le cadre de l'enquête initiale".[174] En procédant à un réexamen accéléré et en appliquant les dispositions relatives à la renonciation, le Département contrevenait aux deux composantes de ce critère. Premièrement, le Département n'a pas recueilli d'éléments de preuve – pour ne rien dire "d'éléments de preuve convaincants" – qui justifieraient une détermination (établie, en dernier ressort, par la Commission) selon laquelle l'abrogation du droit se traduirait néanmoins par un dommage causé à la branche de production nationale. Deuxièmement, au lieu de rendre une nouvelle détermination reposant sur des éléments de preuve crédibles, le Département a fait exactement ce qui avait été jugé ne pas être suffisant: il s'est appuyé exclusivement sur la détermination faite dans le cadre de l'enquête initiale.

170. Les rédacteurs de l'Accord antidumping ont prévu l'application des "données de fait disponibles" comme dernier recours lorsque les autorités chargées de l'enquête ont affaire à des parties récalcitrantes et qui ne coopèrent pas. L'article 6.8 et l'Annexe II ne permettent à l'autorité compétente d'établir des déterminations reposant sur les "données de fait disponibles" que dans les cas où une partie intéressée "refusera de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communiquera pas dans un délai raisonnable, ou entravera le déroulement de l'enquête de façon notable". La conduite d'un réexamen accéléré dans le cas des OCTG en provenance d'Argentine était contraire à l'article 6.8 de l'Accord antidumping, parce que le Département y a appliqué les données de fait disponibles au motif que Siderca n'aurait pas satisfait au critère du "seuil des 50 pour cent" appliqué par le Département. Ce faisant, le Département a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II, qui n'autorisent pas le recours aux "données de fait disponibles" dans de telles situations. Pire encore, le Département n'a rien fait pour utiliser les données de fait disponibles d'une manière compatible avec l'Accord antidumping. Il a limité sa détermination à quelques données de fait spécifiques. En l'espèce, il a recherché la présence de l'un quelconque des trois critères prescrits dans le SAA comme "hautement probants" de la probabilité de voir le dumping subsister ou se reproduire et, ayant constaté l'un de ces critères, il a établi, en se fondant sur ce critère arbitraire une détermination finale concluant à la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait. En conséquence, dans la détermination à l'extinction concernant les OCTG en provenance d'Argentine, le Département a décidé de ne pas respecter l'obligation principale énoncée à l'article 11.3 (abrogation de la mesure) parce que: 1) il a constaté, en tant que donnée de fait disponible, que Siderca avait cessé ses expéditions à destination des États-Unis après l'imposition de l'ordonnance antidumping de 1995, ce qui constitue l'un des critères cités dans le SAA comme "hautement probants" de la probabilité de voir le dumping subsister ou se reproduire, et 2) il a eu recours à une autre donnée de fait disponible dans le dossier, à savoir la marge de dumping de 1,36 pour cent calculée pour Siderca lors de l'enquête de 1994/95, qu'il a considérée comme une preuve concluante de la probabilité d'un dumping futur et de l'ampleur de ce dumping futur.

171. En résumé, la conduite du réexamen accéléré et l'application à Siderca, dans le réexamen à l'extinction concernant les OCTG en provenance d'Argentine, des dispositions relatives à la renonciation, constituaient une violation des obligations des États-Unis au titre de l'article 6 de l'Accord antidumping en vertu du renvoi croisé figurant à l'article 11.4. La conduite d'un réexamen

[174] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel, *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 88 (pas d'italique dans l'original) (note de bas de page omise).

accéléré et l'application des dispositions relatives à la renonciation étaient contraires à l'article 6.1 parce que Siderca était ainsi privée de la possibilité de présenter des éléments de preuve. La conduite d'un réexamen accéléré et l'application des dispositions relatives à la renonciation déniaient à Siderca la possibilité de défendre ses intérêts dans les réexamens à l'extinction, en violation de l'article 6.2. Enfin, la conduite d'un réexamen accéléré s'est traduite par l'application des données de fait disponibles d'une manière incompatible avec les prescriptions de l'article 6.8 et de l'Annexe II de l'Accord.

4. La détermination du Département à l'effet de suivre la procédure accélérée et sa détermination établie dans le réexamen à l'extinction concernant les OCTG en provenance d'Argentine étaient incompatibles avec l'article 12 de l'Accord antidumping

172. Selon l'article 12.3, les disciplines de l'article 12 concernant l'avis au public et les explications s'appliquent aux procédures de réexamen à l'extinction en vertu de l'article 11: "Les dispositions de [l'article 12] s'appliqueront *mutatis mutandis* au commencement et à l'achèvement des réexamens effectués en conformité avec l'article 11 …"

173. L'article 12 de l'Accord antidumping prescrit à l'autorité administrante d'émettre un avis au public et de fournir des explications transparentes de ses déterminations antidumping, tant préliminaires que finales, établies dans le cadre d'un réexamen à l'extinction. Spécifiquement, les prescriptions applicables à ces déterminations dans le cadre d'un réexamen à l'extinction sont énoncées à l'article 12.2, dont la partie pertinente dispose que "l'avis [au public] exposera de façon suffisamment détaillée, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct exposant de façon suffisamment détaillée, les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants par les autorités chargées de l'enquête". L'article 12.2.2 développe et complète l'article 12.2:

> Dans le cas d'une détermination positive prévoyant l'imposition d'un droit définitif … tout avis au public de clôture … d'enquête contiendra tous les renseignements pertinents, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct contenant tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales … En particulier, l'avis ou le rapport donnera les renseignements décrits à l'alinéa 2.1 …

174. Le Département a fait paraître un avis au public notifiant son réexamen à l'extinction concernant les OCTG en provenance d'Argentine dans sa détermination à l'effet de recourir à une procédure accélérée et dans sa détermination établie à l'extinction, à laquelle était incorporé par renvoi son *Mémorandum sur les questions et la décision*. Son avis et les explications qu'il fournissait dans ces documents étaient incompatibles à plusieurs égards avec ses obligations au regard de l'article 12.2 et 12.2.2.

175. Parce que les exportations totales d'OCTG de Siderca à destination des États-Unis (exportations nulles) étaient inférieures à 50 pour cent des exportations totales d'OCTG argentins aux États-Unis, le Département a déterminé que la réponse de Siderca était "inadéquate". Il a ensuite déterminé que parce que la réponse de Siderca était inadéquate, la société avait "renoncé" à son droit de participer au réexamen à l'extinction.[175] En raison d'une réponse "inadéquate" à l'avis d'engagement, le Département a jugé que l'Argentine avait renoncé à son droit de participer.[176]

176. L'avis du Département est contraire aux prescriptions de l'article 12.2 parce qu'il est impossible de discerner le fondement réel de la détermination du Département – de savoir si elle

[175] *Oil Country Tubular Goods From Argentina: Adequacy of Respondent Interested Party Response to the Notice of Initiation*, A-357-810 (Département du commerce, 22 août 2000) (pièce n° 50 de l'Argentine).

[176] *Issues and Decision Memorandum*, pages 4 et 5 (pièce n° 51 de l'Argentine).

repose sur la disposition relative à "la renonciation", 19 USC. § 1675 c) 4), ou sur la disposition relative aux "données de fait disponibles", 19 USC. § 1675 c) 3) B). La détermination du Département prétend s'appuyer sur les deux. Comme il a été expliqué plus haut dans l'introduction à la section VII, ces dispositions s'excluent mutuellement et ne peuvent servir toutes deux de base à la détermination du Département à l'effet de conduire un réexamen accéléré et à l'établissement de la détermination requise en vertu de l'article 11.3.

177. La détermination à l'extinction établie par le Département était également contraire à l'article 12.2.

178. Premièrement, l'avis au public du Département n'énonce pas d'une manière transparente ses "conclusions établies … sur … les points de fait et de droit", contrairement à l'obligation à laquelle il est tenu en vertu de l'article 12.2. En particulier, le fondement réel de la détermination positive de probabilité établie par le Département n'est pas discernable à la lumière de son avis au public. Comme on l'a vu plus haut, le Département a dit dans son *Mémorandum sur les questions et la décision* qu'il considérait que la réponse inadéquate de Siderca constituait une renonciation au droit de participer, en vertu de 19 C.F.R. § 351.218 d) 2), en précisant qu'il rendait une détermination de probabilité conformément aux prescriptions de 19 USC. § 1675 c) 4) B). Le *Mémorandum sur les questions et la décision* dit aussi, cependant, que le Département a établi sa détermination de la probabilité en se fondant sur les données de fait disponibles, conformément à 19 C.F.R. § 351.218 e) 1) ii) C). Ainsi, l'avis au public émis par le Département n'explique pas d'une manière transparente si le Département a rendu sa détermination de la probabilité conformément à une disposition impérative de la Loi ou s'il a rendu une détermination reposant sur les données de fait disponibles.[177] En conséquence, le Département a contrevenu à l'article 12.2 en n'indiquant pas clairement le fondement de sa détermination de la probabilité dans l'avis au public.

179. Deuxièmement, l'avis au public relatif au réexamen à l'extinction concernant les OCTG en provenance d'Argentine ne contient pas "tous les renseignements pertinents sur les points de fait … qui ont conduit à l'imposition de mesure finales [,]" comme l'exige l'article 12.2.2. Comme indiqué précédemment, l'article 11.3 exige que le Département réunisse et évalue des renseignements actuels pendant le réexamen à l'extinction. Dans son réexamen à l'extinction concernant les OCTG en provenance d'Argentine, cependant, le Département s'est entièrement appuyé sur les renseignements obtenus au cours de l'enquête initiale. Son avis au public de clôture du réexamen à l'extinction ne contenait donc pas "tous les renseignements pertinents sur les points de fait". Par exemple, en ce qui concerne la base factuelle de sa détermination de la marge probable, le Département a noté dans son *Mémorandum sur les questions et la décision* que la marge de dumping de Siderca n'avait pas diminué au cours de la période d'application de l'ordonnance antidumping. Cependant, le Département n'avait pas effectué de réexamen administratif concernant les OCTG en provenance d'Argentine depuis qu'avait été promulguée l'ordonnance, et n'avait pas non plus recueilli de nouveaux renseignements au cours de la procédure de réexamen à l'extinction afin de calculer une marge de dumping à jour pour Siderca. Le Département n'avait donc pas d'éléments de preuve positifs pour appuyer sa constatation selon laquelle la marge de dumping de Siderca n'avait pas diminué. En conséquence, en n'incluant pas dans son avis au public des renseignements pertinents pour étayer sa détermination factuelle selon laquelle la marge de dumping de Siderca n'avait pas diminué, le Département a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 12.2.2.

[177] Au surplus, ce résultat peu plausible n'était pas limité au réexamen à l'extinction concernant les OCTG en provenance d'Argentine. Dans les notifications au public des résultats finals de 166 réexamens à l'extinction, le Département a indiqué qu'il rendait à la fois une détermination accélérée de probabilité fondée sur les données de fait disponibles et une détermination de probabilité conforme aux prescriptions impératives de la législation, résultat qui est apparemment impossible. *Voir*: US Department of Commerce Sunset Reviews, (pièce n° 63 de l'Argentine).

180. Enfin, le Département a contrevenu à l'article 12.2.2 en n'incluant pas dans son avis au public "les renseignements décrits à l'alinéa 2.1". Entre autres renseignements, l'alinéa 2.1 de l'article 12 prescrit que l'avis au public concernant une détermination finale rendue dans le cadre d'un réexamen à l'extinction doit contenir des renseignements indiquant "les marges de dumping établies et une explication complète des raisons du choix de la méthodologie utilisée pour établir et comparer le prix à l'exportation et la valeur normale conformément à l'article 2 [(*Détermination de l'existence d'un dumping*)]". Comme il a été noté plus haut, cependant, au cours de son réexamen à l'extinction concernant les OCTG en provenance d'Argentine, le Département n'a pas procédé à une analyse nouvelle fondée sur des données de fait à jour concernant le point de savoir si Siderca avait présentement recours au dumping. À la place, comme le Département l'a expliqué dans son *Mémorandum sur les questions et la décision*, il a simplement utilisé la marge de dumping constatée pour Siderca lors de l'enquête initiale. En conséquence, l'avis au public du Département concernant la clôture du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine ne contient aucun des renseignements relatifs au calcul d'une marge de dumping prescrit à l'article 2, contrairement aux obligations des États-Unis au titre de l'article 12.2.2.

D. L'ARTICLE 11.3 DÉFINIT LES PARAMÈTRES APPLICABLES À L'OBLIGATION DÉCOULANT DE L'ARTICLE 11.3: LES DISCIPLINES DE L'ARTICLE 2 S'APPLIQUENT; LES RÉEXAMENS SONT PAR NATURE PROSPECTIFS ET EXIGENT DONC DES RENSEIGNEMENTS NOUVEAUX; LE DUMPING DOIT ÊTRE "PROBABLE" [PROBABLE]; LES RÉEXAMENS SONT SOUMIS AUX PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE PREUVE ÉNONCÉES À L'ARTICLE 6; ET LA DÉTERMINATION DE LA "PROBABILITÉ" DOIT ÊTRE FONDÉE SUR DES ÉLÉMENTS DE PREUVE POSITIFS. LE DÉPARTEMENT N'A SATISFAIT À CES OBLIGATIONS NI DANS SA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ, NI EN CE QUI CONCERNE LA MARGE PROBABLE COMMUNIQUÉE À LA COMMISSION

181. L'utilisation par le Département de la marge antidumping de 1,36 pour cent établie dans le cadre de l'enquête initiale qui remontait à 1995 ne peut absolument pas servir de base juridique à l'appui de la détermination du Département selon laquelle il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait. De fait, ce taux est inférieur au taux *de minimis* de 2 pour cent spécifié dans l'Accord antidumping et ne justifiait donc pas une constatation dans une nouvelle enquête. De surcroît, la marge de 1,36 pour cent – calculée sur la base de la pratique du Département consistant à "ramener à zéro" les marges de dumping négatives – a abouti à une marge de dumping erronée qui ne peut pas servir de base juridique à la détermination de la probabilité établie par le Département. Le fait que Siderca avait cessé ses expéditions à destination des États-Unis à la suite de l'imposition de la mesure antidumping – l'une des rubriques de la liste des points à vérifier du SAA/du *Sunset Policy Bulletin* – ne peut pas non plus être considéré comme un élément de preuve positif de la probabilité d'un dumping en cas d'abrogation de la mesure antidumping, comme l'exige l'article 11.3.

1. La détermination de la probabilité établie par le Département est incompatible avec l'Accord antidumping

182. L'article 11.3 établit les paramètres de l'obligation qui incombe aux Membres de l'OMC de procéder à un réexamen et d'établir une détermination sur le point de savoir s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en cas de suppression du droit après que la mesure a été en place pendant cinq ans.

- Premièrement, les règles de l'article 2 s'appliquent aux réexamens effectués en vertu de l'article 11.3 parce que l'analyse prescrite par l'article 11.3 comporte une détermination sur le point de savoir si le "dumping" est probable. L'article 2 indique clairement que les règles qui y sont énoncées au sujet des déterminations de l'existence d'un dumping sont établies "aux fins de [l'Accord antidumping]", qui inclut l'article 11.3.

- Deuxièmement, l'analyse prescrite par l'article 11.3 est par nature prospective, ce qui signifie que la détermination ne peut pas être fondée sur des renseignements périmés, mais doit être au contraire fondée sur des données "nouvelles" indiquant si un dumping futur serait probable en cas d'abrogation.

- Troisièmement, la prescription figurant à l'article 11.3 selon laquelle la persistance ou la réapparition du dumping doit être "likely" en cas d'abrogation signifie que la persistance ou la réapparition du dumping doit être "*probable*". Il ne suffit donc pas que le dumping soit "possible". En conséquence, le dumping doit être plus probable que le contraire pour qu'il soit satisfait au critère de l'article 11.3.

- Finalement, en plus des considérations ci-dessus, toute détermination de ce type au titre de l'article 11.3 doit être fondée sur des éléments de preuve positifs et, conformément à l'article 11.4, doit satisfaire aux "dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure".

183. Premièrement, l'article 2 de l'Accord antidumping établit les règles applicables aux déterminations de l'existence d'un dumping "aux fins du présent accord". L'article 2 énonce les règles à suivre pour déterminer si une société a ou non recours au dumping. En conséquence, dans la conduite d'un réexamen au titre de l'article 11.3, l'autorité administrante, pour satisfaire à cette obligation, doit appliquer les disciplines de l'article 2.

184. Deuxièmement, l'analyse prescrite par l'article 11.3 est par nature prospective. En conséquence, les autorités doivent s'appuyer sur des renseignements actuels pour faire une analyse prospective sur le point de savoir s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. L'utilisation exclusive de données vieilles de cinq ans provenant d'une enquête initiale ne peut pas être conforme à ce critère. Dans le réexamen à l'extinction accéléré concernant les OCTG en provenance d'Argentine, la détermination du Département quant à la probabilité d'un dumping et quant au niveau probable de ce dumping contrevenait à l'article 11.3 et à l'article 2 de l'Accord antidumping parce qu'elle reposait sur des renseignements rétrospectifs qui n'étaient pas l'indication déterminante d'un dumping futur. Conformément à la législation des États-Unis, le Département n'a pas recueilli de données nouvelles pour déterminer s'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait en cas d'abrogation.[178] Ce n'est qu'en demandant d'abord et en examinant ensuite soigneusement des renseignements à jour que le Département pouvait procéder à une évaluation fiable, d'une manière compatible avec les règles de l'OMC, de la "probabilité" d'un dumping futur et du niveau de toute marge "probable" si l'ordonnance était abrogée. L'utilisation par le Département de renseignements périmés a nécessairement conduit à des spéculations sur le point de savoir s'il était ou non probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait au cas où l'ordonnance serait abrogée.

185. Comme le Groupe spécial l'a observé dans *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*:

> De fait, cette différence textuelle nous amène à conclure que les éléments de preuve relatifs à l'existence (ou à l'absence) d'un dumping pendant la période où le droit était en vigueur qui peuvent être examinés par l'autorité chargée de l'enquête dans un réexamen à l'extinction au titre de l'article11.3 ne se bornent pas à la détermination complète de l'existence d'un dumping faite conformément à l'article 2. Le fait que l'article 2 peut éclairer les *types* de renseignement que l'autorité chargée de l'enquête

[178] En vertu de la Loi des États-Unis, lorsque le Département rend une détermination de dumping positive dans un réexamen à l'extinction, il communique à la Commission un calcul de l'ampleur de la marge du dumping probable en cas d'abrogation de l'ordonnance antidumping. *Voir*: 19 UCS. § 1675a c) 3) (pièce n° 1 de l'Argentine). Au lieu de calculer une marge de dumping à partir de renseignements actuels, le Département s'est fondé sur des renseignements tirés de sa détermination initiale.

> peut juger pertinents aux fins d'une détermination de la probabilité à l'issue d'un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3 n'impose pas, à notre avis, à l'autorité chargée de l'enquête dans un réexamen à l'extinction qui utilise des éléments de preuve relatifs au dumping depuis l'imposition de l'ordonnance l'obligation d'utiliser *seulement* une détermination de l'existence d'un dumping pleinement conforme aux exigences de l'article 2.
>
> Nous ne voulons pas dire par là que l'Accord antidumping n'énonce aucune obligation régissant la nature essentielle d'une détermination de la probabilité à l'issue d'un réexamen à l'extinction. Le texte de l'article 11.3 énonce une obligation de "déterminer" qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. La prescription voulant qu'une "détermination" soit établie en ce qui concerne la probabilité interdit donc à l'autorité chargée de l'enquête d'assumer simplement que cette probabilité existe. Il est clair que pour continuer d'imposer la mesure après l'expiration de la période de cinq ans, l'autorité chargée de l'enquête doit déterminer, en se fondant sur des éléments de preuve positifs, qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si le droit est supprimé. L'autorité chargée de l'enquête doit disposer d'une base factuelle suffisante pour lui permettre de tirer des conclusions motivées et adéquates concernant la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise.[179]

186. Troisièmement, le sens ordinaire du terme "likely", tel qu'il est employé à l'article 11.3, est "probable". Aussi bien le sens connotatif que le sens référentiel du terme "likely" est le même. Le *Blacks Law Dictionary* définit le terme "likely" comme signifiant "[p]robable" ("probable") et "*in all probability*" "[e]n toute probabilité".[180] Le *Webster's Dictionary* dit que le terme "likely" se rapporte à une chose qui est "probable" et pour laquelle il y a une "haute probabilité" qu'elle se produise ou qu'elle soit vraie ou qu'elle soit "très probable".[181] En conséquence, conformément à l'évaluation prescrite par l'article 11.3, si les éléments de preuve indiquent que le dumping est improbable – ou si les éléments de preuve ne sont pas concluants – le Département ne peut pas conclure, à l'expiration de l'ordonnance, que le dumping serait "probable". Il ne suffit pas que le dumping soit "possible"; pour satisfaire au critère de l'article 11.3, le dumping doit être plus probable que le contraire.

187. Finalement, l'article 11.4 dit que "[l]es dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure s'appliqueront à tout réexamen effectué au titre du présent article". Toute détermination au titre de l'article 11.3 doit reposer sur des éléments de preuve positifs et doit être compatible avec les prescriptions en matière de preuve énoncées à l'article 6. Comme il a été expliqué en détail plus haut, la détermination du Département considérant que la réponse de Siderca était inadéquate et donc que la société avait renoncé à son droit de participer au réexamen à l'extinction est incompatible avec les prescriptions de l'article 6.

188. En résumé, en ce qui concerne la détermination de la probabilité établie par lui, le Département ne peut pas s'appuyer sur la marge antidumping de 1,36 pour cent établie lors de l'enquête initiale (en recourant à la pratique de la réduction à zéro) comme base d'une détermination établissant qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. Comment cette détermination applique-t-elle les disciplines de l'article 2? Comment peut-elle être le résultat d'une analyse prospective? Comment peut-elle être même considérée comme "probable"? Et où sont les éléments de preuve pour étayer la détermination du Département?

---

[179] Rapport du Groupe spécial, *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphes 7.176 et 7.177.

[180] *Black's Law Dictionary* page 834 (5e éd. 1979) (pièce n° 61 de l'Argentine) (citant *Horning* c. *Gerlach*, 139 Cal. App. 470, 34 P.2d 504, 505 et *Neely* c. *Chicago Great Western R. Co.*, Mo. App., 14 S.W.2d 972, 978).

[181] Webster's New Collegiate Dictionary, page 660 (1979) (pièce n° 62 de l'Argentine).

2. La marge de dumping probable de 1,36 pour cent déterminée par le Département et communiquée à la Commission

189. Le Département a déterminé que si l'ordonnance était abrogée, la marge de dumping probable serait de 1,36 pour cent. Il avait calculé cette marge lors de l'enquête initiale suivant sa pratique consistant à "ramener à zéro" les marges de dumping négatives.[182] La marge a ensuite été communiquée à la Commission aux fins de son réexamen à l'extinction et de sa détermination de la probabilité. Le calcul de cette marge par le Département contrevenait à l'article 11.3 et à l'article 2 de l'Accord.

190. L'article 2 de l'Accord antidumping s'applique aux réexamens effectués au titre de l'article 11 parce que l'article 2.1 définit "le dumping" "aux fins de [l']Accord". Ainsi, la définition du terme "dumping" aux fins de l'article 11 est établie dans le contexte de l'article 2, et les autorités qui procèdent à un réexamen à l'extinction sont tenues d'appliquer les disciplines de l'article 2. En conséquence, une fois qu'un Membre entreprend soit de *calculer une marge de dumping* soit d'*utiliser une marge de dumping* – cette marge doit être compatible avec les prescriptions de l'article 2.

191. Dans *Acier en provenance d'Allemagne*, l'Organe d'appel a jugé que dans un réexamen à l'extinction, "afin d'établir la nécessité de maintenir les droits compensateurs, les autorités chargées de l'enquête devront établir une constatation sur le *subventionnement*, c'est-à-dire répondre à la question de savoir si oui ou non la subvention continue d'exister. S'il n'y a plus de subvention, un droit compensateur n'est plus d'aucune nécessité".[183] L'Organe d'appel a ensuite entrepris d'évaluer l'existence d'une subvention dans le contexte des dispositions fondamentales de l'Accord SMC.

192. De même, pour établir dans un réexamen à l'extinction si la nécessité subsiste de maintenir les droits antidumping, les autorités chargées de l'enquête devraient faire une constatation sur le *dumping*, c'est-à-dire sur le point de savoir si oui ou non les importations visées continuent de faire l'objet d'un dumping et, dans l'affirmative, à quel taux. Cette évaluation requiert une analyse conforme aux dispositions de l'article 2. Cela est particulièrement important en l'espèce si l'on considère que la marge calculée dans le cadre de l'enquête initiale reposait sur la pratique de la réduction à zéro des marges négatives, pratique dont il a été constaté qu'elle est incompatible avec les règles de l'OMC concernant le calcul des marges de dumping.

193. Le Département n'a pas respecté les disciplines de l'article 2 dans sa détermination d'une marge de 1,36 pour cent à communiquer à la Commission comme marge probable en cas d'abrogation.

E. LES ÉTATS-UNIS N'ONT PAS APPLIQUÉ D'UNE MANIÈRE IMPARTIALE ET RAISONNABLE LEURS LOIS, RÈGLEMENTS ET DÉCISIONS JUDICIAIRES ET ADMINISTRATIVES EN CE QUI CONCERNE LES RÉEXAMENS DES ORDONNANCES ANTIDUMPING AUXQUELS LE DÉPARTEMENT A PROCÉDÉ, EN VIOLATION DE L'ARTICLE X:3 A) DU GATT DE 1994

194. Aux sections VIII.B.1 et B.2 ci-dessus, l'Argentine explique que la législation des États-Unis, le SAA et le *Sunset Policy Bulletin* établissent une présomption irréfragable, démontrée par la pratique constante du Département, qui est incompatible avec l'article 11.3. Si le Groupe spécial n'admet pas que le SAA et le *Sunset Policy Bulletin* soient des mesures qui peuvent être contestées, alors l'Argentine soutient que les États-Unis n'ont pas appliqué d'une manière impartiale et

[182] Calculs de la marge effectués par le Département du commerce aux fins de la détermination finale dans l'affaire OCTG en provenance d'Argentine (A-357-810)(pièce n° 52 de l'Argentine); *voir également Carbon Steel Flat Products from Korea*, 63 Fed. Reg. 13 170, 13 174 (Département du commerce 1998) (réexamen administratif final) (disant que, conformément à la pratique du Département, "les marges de dumping négatives sont systématiquement ignorées, parce qu'il n'y a dans la législation antidumping aucune base permettant d'utiliser les marges négatives pour compenser les marges positives ou pour les traiter comme un "crédit" à imputer sur les marges positives". (pièce n° 34 de l'Argentine)

[183] Rapport de l'Organe d'appel, *Plomb en provenance du Royaume-Uni*, paragraphe 54.

raisonnable les lois, règlements et décisions judiciaires et administratives des États-Unis en ce qui concerne les réexamens à l'extinction des ordonnances antidumping auxquels a procédé le Département, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

195. Comme il a été expliqué plus haut, cet argument est entièrement indépendant et distinct des allégations de l'Argentine sur le point de savoir si certains aspects des lois et règlements antidumping des États-Unis relatifs aux réexamens à l'extinction sont en soi incompatibles avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC. En outre, le point de savoir si le SAA et le *Sunset Policy Bulletin* constituent des "mesures" qui peuvent être contestées n'est pas pertinent pour la présente allégation. Les résultats des déterminations établies par le Département dans les réexamens à l'extinction, résultats tirés de ses propres dossiers, démontrent que le Département n'a pas appliqué d'une manière impartiale et raisonnable les lois, règlements et décisions judiciaires et administratives des États-Unis en ce qui concerne les réexamens à l'extinction des ordonnances antidumping auxquels il a procédé, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

1. Les réexamens à l'extinction des ordonnances en matière de droits antidumping sont soumis aux dispositions de l'article X:3 a) du GATT

196. Aux termes de l'article X:3 a):

> Chaque [Membre] appliquera d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable tous les règlements, lois, décisions judiciaires et administratives visés au paragraphe premier du présent article.

197. Les "lois, règlements et décisions judiciaires et administratives sont décrits au paragraphe premier de l'article X comme suit:

> Les lois, règlements et décisions judiciaires et administratives d'application générale rendus exécutoires par tout[e] partie contractante qui visent … les taux des droits de douane, taxes et autres impositions, ou les prescriptions, restrictions ou prohibitions relatives à l'importation …

198. Il est clair que les réexamens à l'extinction des ordonnances instituant un droit antidumping relèvent des types de lois et règlements énumérés à l'article X:1. Dans *États-Unis – Mesures antidumping visant les tôles d'acier inoxydable en rouleaux et les feuilles et bandes d'acier inoxydable en provenance de Corée*, le Groupe spécial a dit qu'"[i]l ne fait aucun doute que les lois et règlements antidumping des États-Unis sont des "lois" et des "règlements" d'application générale "qui visent les taux des droits de douane, taxes et autres impositions, ou les prescriptions, restrictions ou prohibitions relatives à l'importation ou à l'exportation" au sens de l'article X:1 du *GATT de 1994*.[184]

199. Étant donné que les réexamens à l'extinction des ordonnances antidumping relèvent des types de lois et règlements énumérés à l'article X:1, ils sont soumis aux disciplines de l'article X:3 a).

200. Des rapports récents de groupes spéciaux ont suggéré que "pour que les actions d'un Membre viole l'article X:3 a), ces actions devraient avoir une incidence notable sur l'application générale de la législation de ce Membre et non pas simplement sur l'issue de la seule affaire considérée".[185] Par exemple, le Groupe spécial dans *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, rejetant une allégation dans laquelle était invoqué l'article X:3 a), a noté "que le Japon n'a même pas allégué, et

[184] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Mesures antidumping visant les tôles d'acier inoxydable en rouleaux et les feuilles et bandes d'acier inoxydable en provenance de Corée*, WT/DS179/R, adopté le 1er février 2001, paragraphe 6.49, note 62 (non souligné dans l'original) ("Acier en provenance de Corée").

[185] Rapport du Groupe spécial, *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 7.310.

encore moins établi, l'existence d'un mode de prise de décisions en ce qui concerne les questions spécifiques qu'il soulève qui donnerait à penser que la législation antidumping des États-Unis n'est pas appliquée d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable".[186] À l'opposé, l'Argentine établira l'existence d'un "mode de prise de décisions" clair et indéniable appliqué par les autorités des États-Unis en ce qui concerne la participation de la branche de production nationale. Dans chaque affaire dans laquelle la branche de production nationale a participé au réexamen à l'extinction, le Département a rendu une détermination positive de dumping probable.

201. L'Argentine voudrait rappeler que le Groupe spécial chargé de l'affaire *Peaux de bovins* a dit:

> L'article X:3 a) exige un examen de *l'effet réel qu'une mesure pourrait avoir sur les commerçants qui participent aux échanges*. Pour cela, il ne s'agit pas, bien entendu, de vérifier l'existence d'un dommage commercial car cela n'est généralement pas requis en ce qui concerne les violations du GATT de 1994, mais de savoir s'il y a une *incidence éventuelle sur la situation concurrentielle* en raison d'une application des règles, décisions ou règlements douaniers dont il est allégué qu'elle serait partiale, non raisonnable et non uniforme.[187]

202. La section suivante montrera l'"effet réel" de la conduite des réexamens à l'extinction effectués par le Département du commerce "sur les commerçants qui participent aux échanges".

2. Les réexamens à l'extinction effectués par le Département du commerce contreviennent à l'article X:3 a) du GATT

203. Depuis l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC jusqu'à ce jour (septembre 2003), le Département du commerce a effectué 291 réexamens à l'extinction d'ordonnances en matière de droits antidumping. Comme indiqué à la section VII.B.1 ci-dessus, l'Argentine a analysé la totalité de ces 291 réexamens à l'extinction et a enregistré les constatations faites par le Département, dans la pièce n° 63 de l'Argentine, intitulée "Réexamens à l'extinction effectués par le Département du commerce des États-Unis".[188]

204. L'analyse exhaustive effectuée par l'Argentine de tous les réexamens à l'extinction réalisés par le Département démontre qu'il n'y a rien d'impartial ni de raisonnable de la part des États-Unis dans la manière dont sont appliqués leurs lois, règlements, procédures et pratiques relatifs à la conduite par le Département des réexamens à l'extinction des ordonnances antidumping.

205. Selon les propres dossiers du Département:

- dans 100 pour cent des réexamens à l'extinction dans lesquels une partie intéressée nationale a participé à la procédure, le Département a déterminé qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait;

- dans 100 pour cent des cas où le Département a décidé l'abrogation, la branche de production nationale n'a pas participé à la procédure de réexamen à l'extinction ou s'est ensuite retirée de la procédure de réexamen;

---

[186] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminé à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/R, adopté le 23 août 2001, paragraphe 7.268 ("Acier laminé à chaud en provenance du Japon").

[187] Rapport du Groupe spécial, *Argentine – Mesures visant l'exportation de peaux de bovins et l'importation de cuirs finis*, WT/DS155/R, adopté le 16 février 2001, paragraphe 11.77 ("*Argentine – Peaux de bovins*") (pas d'italique dans l'original).

[188] Voir *supra*, la note 123 et le texte accompagnant une explication de la méthode employée par l'Argentine pour élaborer la pièce n° 63 de l'Argentine.

- dans 100 pour cent des réexamens à l'extinction dans lesquels le Département a déterminé qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait, le Département n'a pas effectué d'analyse prospective, comme l'exige l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

206. Comme il a été noté plus haut à la section VII.B.1 le réexamen à l'extinction effectué dans l'affaire *Nitrocellulose industrielle en provenance de Yougoslavie* est particulièrement révélateur du caractère déraisonnable et partial de l'application par le Département de ses procédures relatives aux réexamens à l'extinction.[189]

207. Au demeurant, apportant une nouvelle preuve de l'application déraisonnable des lois, règlements, procédures et pratiques régissant les réexamens à l'extinction effectués par le Département, dans 19 procédures de réexamen à l'extinction (y compris le réexamen de l'ordonnance concernant les OCTG en provenance d'Argentine), le Département a rejeté la tentative d'une partie intéressée étrangère de participer à la procédure de réexamen à l'extinction, au seul motif que les exportations totales de cette société aux États-Unis étaient inférieures à 50 pour cent des exportations totales aux États-Unis du pays de ladite société sur les cinq années civiles ayant précédé l'avis d'engagement.

208. Une approche aussi arbitraire pour établir une détermination sur le point de savoir s'il faut ne serait-ce que *permettre* à une société étrangère interrogée de défendre ses intérêts et de participer à un réexamen à l'extinction ne peut être qualifiée de raisonnable. Le fait que la règle des 50 pour cent ne s'applique qu'aux sociétés interrogées montre clairement que la règle n'est pas appliquée d'une manière impartiale.

209. L'examen de ce dossier montre "l'effet réel", en l'espèce l'effet nuisible, des réexamens à l'extinction effectués par le Département sur les commerçants étrangers "participant aux échanges". Il est également clair que les violations constantes, commises par le Département, des obligations des États-Unis au titre de l'article X:3 a), ont une incidence sur la position concurrentielle de ces commerçants étrangers, étant donné le biais systémique évident contre les commerçants étrangers et en faveur de la branche de production des États-Unis. Cela aussi démontre le caractère partial et déraisonnable de la manière dont le Département applique la législation des États-Unis relative aux réexamens à l'extinction.

210. En résumé, indépendamment et en dehors du point de savoir si les lois et règlements antidumping des États-Unis concernant les réexamens à l'extinction sont jugés en soi compatibles avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC, et sans considération du point de savoir si le SAA et le *Sunset Policy Bulletin* sont des "mesures" qui peuvent être contestées, les données tirées de ses propres dossiers démontrent que le Département n'a pas appliqué d'une manière impartiale et raisonnable les lois, règlements et décisions judiciaires et administratives des États-Unis dans la conduite des réexamens qu'il a effectués à l'extinction des ordonnances en matière de droits antidumping, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

[189] Nitrocellulose industrielle en provenance de Yougoslavie, 64 Fed. Reg. 57,852 (Département du commerce 1999) (pièce n° 42 de l'Argentine); nitrocellulose industrielle en provenance du Brésil, de Chine, de France, d'Allemagne, du Japon, de Corée, du Royaume-Uni et de Yougoslavie, et USITC Pub. n° 3342, Inv. n° 731-TA-96 et 439-445 (août 2000), page 11 (pièce n° 53 de l'Argentine).

VIII. LE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION EFFECTUÉ PAR LA COMMISSION ÉTAIT INCOMPATIBLE AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING ET LE GATT DE 1994

A. DANS LE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION CONCERNANT LES OCTG EN PROVENANCE D'ARGENTINE, LA COMMISSION A APPLIQUÉ UN MAUVAIS CRITÈRE POUR DÉTERMINER S'IL ÉTAIT "PROBABLE QUE … LE DOMMAGE SUBSISTERAIT OU SE REPRODUIRAIT" EN CAS D'ABROGATION DE LA MESURE ANTIDUMPING ET A AGI EN VIOLATION DES ARTICLES 11.3 ET 3.1 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

211. La Commission n'a pas appliqué le bon critère pour déterminer s'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait en cas d'abrogation de la mesure antidumping visant les OCTG en provenance d'Argentine. Le critère appliqué par la Commission a conduit à une constatation positive de l'existence d'un dommage fondée sur des spéculations au sujet d'un dommage "possible"[190] ou d'un dommage fondé sur "une notion qui se situe entre "probable" et "possible" sur une échelle de certitude relative".[191] La Commission n'a pas appliqué de critère "probable" dans le réexamen à l'extinction concernant les OCTG en provenance d'Argentine, en violation de l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

212. Le sens ordinaire du terme "likely", tel qu'il est employé à l'article 11.3, est "probable" et non pas "possible" ou tout autre critère moins strict que "likely" ("probable"). Le sens, aussi bien connotatif que référentiel, du terme "likely" est le même. Le *Black's Law Dictionary* définit le terme "likely" comme signifiant "[p]robable" et "[e]n toute probabilité".[192] Le *Webster's Dictionary* donne une définition analogue, en indiquant que le terme "probable" se réfère à une chose qui est "probable" et pour laquelle il y a une "haute probabilité" qu'elle se produise ou qu'elle soit vraie ou qu'elle soit "très probable".[193] De même, le *Black's Law Dictionary* définit le terme "probable" comme signifiant "likely".[194]

213. Si la Commission applique généralement un critère "possible" dans tous les réexamens à l'extinction, y compris dans le réexamen concernant les OCTG en provenance d'Argentine, elle se fonde, ce faisant, sur les directives figurant dans le SAA:

> La détermination requise pour ces types de réexamens [à l'extinction] est *intrinsèquement prévisionnelle et spéculative*. Il peut y avoir plus d'un résultat possible à la suite de l'abrogation d'une ordonnance ou de la clôture d'une enquête. La *possibilité d'autres résultats probables* ne signifie pas qu'une détermination selon laquelle il est probable que le dumping ou les subventions pouvant donner lieu à un droit compensateur, ou le dommage, subsisteront ou se reproduiront en cas d'abrogation ou de clôture est une détermination erronée, tant que la détermination de la probabilité de les voir subsister ou se reproduire est raisonnable à la lumière des

---

[190] Voir le SAA, page 883 (pièce n° 5 de l'Argentine) ("Il peut y avoir plus d'un résultat probable à la suite de l'abrogation d'une ordonnance ou de la clôture d'une enquête. La possibilité d'autres résultats probables ne signifie pas qu'une détermination selon laquelle il est probable que le dumping ou la subvention pouvant donner lieu à des droits compensateurs, ou le dommage, subsisteront ou se reproduiront en cas d'abrogation ou de clôture, est une détermination erronée …").

[191] Détermination sur renvoi établie par la Commission du commerce international. Faisant suite à *Usinor Industeel S.A., et al* c. *United States*, n° 01-00006, juillet 2002), page 7 ("*Unisor Remand Determinaton*") (pièce n° 56 de l'Argentine).

[192] *Black's Law Dictionary*, page 834 (5e éd. 1979) (pièce n° 61 de l'Argentine) (citant *Horning* c. *Gerlach*, 139 Cal. App. 470, 34 P.2d 504, 505 et *Neely* c. *Chicago Great Western R. Co.*, Mo. App., 14 S.W.2d 972, 978).

[193] Webster's New Collegiate Dictionary 660 (1979) (pièce n° 62 de l'Argentine).

[194] *Black's Law Dictionary* 1081 (5e éd. 1979).

> faits de la cause. Dans les situations de ce genre, l'ordonnance ou la suspension de l'enquête sera maintenue.[195]

214. Le critère appliqué par la Commission dans le réexamen concernant les OCTG en provenance d'Argentine pour déterminer s'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait en cas d'abrogation autorisait une constatation positive de l'existence d'un dommage fondée simplement sur des spéculations quant au dommage "possible" en l'absence de la mesure antidumping. Comme il a été démontré plus haut, l'article 11.3 dit sans ambiguïté qu'un droit antidumping "sera supprimé" au bout de cinq ans à moins qu'il ne soit "*probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé*".

215. Se fondant sur les directives du SAA, la Commission interprète "probable" dans ce membre de phrase comme signifiant que toute détermination – négative ou positive – est admissible parce que l'un et l'autre résultats sont "possibles". La position de la Commission assimilant "possible" à "probable" est incompatible avec l'article 11.3. Cependant, en vertu du critère formulé dans le SAA et appliqué en l'espèce par la Commission, les mesures antidumping seront maintenues dès lors que le dommage est simplement "possible" en l'absence d'ordonnance.

216. Dans une détermination sur renvoi relativement récente qu'elle a établie en application d'une ordonnance du Tribunal du commerce international des États-Unis, la Commission a confirmé qu'elle avait suivi l'approche consistant à ne pas donner au terme "likely" son sens ordinaire de "probable" dans toutes les décisions rendues dans les réexamens à l'extinction auxquels elle avait procédé depuis le 1er juillet 2002, ce qui engloberait le réexamen à l'extinction de la mesure concernant les OCTG en provenance d'Argentine. La Commission a dit:

> Pour se conformer à la détermination sur renvoi établie par le tribunal, la Commission doit appliquer un terme fondamental de la Loi, "likely", qui s'applique aux réexamens à terme de cinq ans. Nous avons appliqué le terme "likely" dans plus de 250 réexamens à l'extinction. Nous nous sommes fondés sur le SAA pour l'application de ce terme et nous avons appliqué ce terme d'une manière systématique.[196]

217. Dans cette détermination sur renvoi, la Commission a donné l'explication suivante:

> À notre avis, le terme "likely" exprime une notion qui se situe entre "probable" et "possible" sur une échelle de certitude relative.[197]

218. Comme le montre sa déclaration, la Commission admet que dans "plus de 250 réexamens à l'extinction" (y compris le réexamen concernant les OCTG en provenance d'Argentine), aux fins de sa détermination sur le point de savoir s'il est probable qu'un dommage important se reproduise, la Commission n'a pas assimilé "likely" à "probable". De son propre aveu, la Commission a pour pratique constante de ne pas appliquer un critère "probable".

219. Par le biais du SAA, le gouvernement des États-Unis a donné pour instruction à la Commission d'appliquer, et la Commission a appliqué, pour déterminer s'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront, un critère qui est incompatible avec les prescriptions de l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

220. Le SAA donne des directives spécifiques sur ce que la Commission devrait évaluer dans les procédures de réexamen à l'extinction:

---

[195] SAA, page 883 (pièce n° 5 de l'Argentine) (pas d'italique dans l'original).
[196] *Usinor Remand Determination*, page 5 (pièce n° 56 de l'Argentine).
[197] *Id.*, page 7.

> [L]a Commission doit examiner s'il y a eu *une amélioration quelconque* dans la situation de la branche de production nationale qui est en rapport avec l'imposition de l'ordonnance ou l'acceptation d'un accord de suspension. La Commission ne devrait *pas* déterminer qu'il n'y a pas de probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise pour la seule raison que la branche de production nationale *a connu une reprise après l'imposition d'une ordonnance* ou l'acceptation d'un accord de suspension, car on s'attendrait que l'imposition d'une ordonnance ou l'acceptation d'un accord de suspension ait un effet bénéfique sur la branche de production. Au demeurant, une *amélioration* de la situation de la branche de production nationale en rapport avec une ordonnance ou l'acceptation d'un accord de suspension peut laisser penser qu'il est *probable* que la situation de la branche de production nationale *se dégradera* si l'ordonnance est abrogée ou si l'enquête suspendue est déclarée close.[198]

221. Sur la base de ce qui précède, la Commission n'a pas appliqué le bon critère pour déterminer s'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait en cas d'abrogation de la mesure antidumping concernant les OCTG en provenance d'Argentine. Le critère appliqué par la Commission a conduit à une constatation positive de l'existence d'un dommage, constatation fondée sur des spéculations quant à l'existence d'un dommage possible ou d'un dommage fondé sur "une notion qui se situe entre "probable" et "possible" sur une échelle de certitude relative".[199] Quel que soit le critère appliqué généralement, il est clair que la Commission n'a pas appliqué le critère "probable" dans le réexamen à l'extinction concernant les OCTG en provenance d'Argentine, en violation de l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

222. La Commission n'admet pas que le terme "likely" devrait être interprété conformément à son sens ordinaire et compatible avec les règles de l'OMC, qui est "probable". La Commission a au contraire recours à un critère "possible" (tel qu'il est prescrit par le SAA) ou, comme la Commission l'explique également "[à] notre avis, le terme "likely" exprime une notion qui se situe entre "probable" et "possible" sur une échelle de certitude relative".[200]

223. L'article 11.3 ne permet pas à l'autorité de fonder sa détermination sur des "possibilités" ou sur "un continuum de certitude relative". L'article 11.3 de l'Accord offre deux choix seulement. La Commission doit simplement décider s'il est ou non probable que le dommage subsistera ou se reproduira si l'ordonnance est abrogée.

224. Les litiges portés devant les tribunaux des États-Unis au sujet de l'application du terme "likely" par la Commission dans les affaires de réexamen à l'extinction sont un autre élément qui démontre que le sens courant du terme est "probable".[201] Dans l'affaire *Usinor*, le fait que la Commission n'assimile pas "likely" à "probable" constituait une erreur pouvant donner lieu à un renvoi en vertu de la législation des États-Unis:

> La Commission consacre une proportion substantielle de la *détermination de renvoi* à développer des arguments pour montrer que "le terme "likely" exprime une notion qui se situe entre "probable" et "possible" sur une échelle de certitude relative … Le tribunal rejette la tentative de la Commission pour diminuer le critère clair établi par la Loi en adoptant un critère délibérément ambigu, une cible mobile qui se situe quelque part entre "possible" et "probable", afin de présenter pratiquement n'importe

---

[198] Voir le SAA, page 884 (pièce n° 5 de l'Argentine) (pas d'italique dans l'original).

[199] *Usinor Remand Determination*, page 5 (pièce n° 56 de l'Argentine).

[200] *Id.*

[201] *Voir: Usinor I*, page 13 (pièce n° 14 de l'Argentine*); Usinor II* page 2 (pièce n° 16 de l'Argentine); et *Nippon Steel Corp.* c. *United States*, n° 01-00103, opinion non codifiée 02-153, pages 7 et 8 (CIT 24 décembre 2002) (pièce n° 17 de l'Argentine). Les motifs du renvoi dans l'affaire *Nippon Steel* étaient essentiellement les mêmes que dans les affaires *Usinor* (c'est-à-dire que la Commission n'avait pas appliqué le sens courant et ordinaire du terme "likely").

> quelle détermination positive comme une détermination compatible avec la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay …".[202]

225. D'autres décisions révèlent que les tribunaux des États-Unis s'accordent pour interpréter "likely" comme signifiant "probable", et que la Commission n'applique pas un critère "probable". Dans *Nippon Steel Corp.* c. *United States*, le Tribunal du commerce international a également examiné la question de savoir si une interprétation donnant au terme "likely" le sens de "probable" était une interprétation erronée du critère de probabilité. Le tribunal a jugé que "likely signifie probable dans le contexte des articles 19 USC. §§ 1675 c) et 1675a a)".[203] De même, dans *AG Der Dillinger Hüttenweke, Eko* c. *United States*, le tribunal, dans son analyse du terme "likely", a dit "cela veut dire plus probable que le contraire. Il ne s'agit pas d'un coup de dés".[204]

226. Conformément à l'évaluation prescrite par l'article 11.3, si les éléments de preuve ne démontrent pas le résultat "probable" au moment de l'abrogation de l'ordonnance, la Commission ne peut pas conclure que le dommage est "probable". Il ne suffit pas que le dommage soit "possible"; le dommage doit être plus probable que le contraire pour satisfaire au critère de l'article 11.3. Plus précisément, l'Accord antidumping impose aux autorités compétentes l'obligation de se prononcer sur le point de savoir si les éléments de preuve démontrent d'une manière positive qu'il est "probable" que le volume augmentera, qu'il est probable que les prix baisseront ou seront déprimés et qu'un dommage important est "probable", en cas d'abrogation.

227. Comme il a été noté plus haut, le Groupe spécial dans *Mémoires RAM dynamiques en provenance de Corée* a formulé des observations sur le sens ordinaire du mot "likely", tel qu'il est employé à l'article 11:

> Nous notons également que le sens ordinaire des termes "likelihood" ou "likely" est "probable". Cela étant, il nous semble qu'un critère "likely" consiste à considérer que lorsqu'il est constaté qu'il est probable que le dumping se reproduira du fait de l'abrogation d'un droit antidumping, cette probabilité constituerait une base appropriée pour autoriser le maintien en vigueur du droit antidumping.[205]

228. Dans le contexte d'un réexamen aux fins d'abrogation effectué en vertu de l'article 751 de la Loi, le Groupe spécial chargé de l'affaire *Mémoires RAMS dynamiques originaires de Corée* a conclu que le mot "likely" quand il est employé à propos de la question de savoir si le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront devrait être interprété conformément à son sens normal de

---

[202] Usinor II, pages 4 à 6 (pièce n° 16 de l'Argentine).

[203] Nippon Steel Corp., opinion non codifiée 02-153, pages 7 et 8 (pièce n° 17 de l'Argentine).

[204] AG Der Dillinger Hüttenwerke c. United States, n° 00-09-00437, opinion non codifiée 02-107, page 18, note 14 (Commission du commerce international 5 septembre 2002) (Département du commerce, réexamen à l'extinction des droits compensateurs) (pièce n° 15 de l'Argentine).

[205] Rapport du Groupe spécial, Mémoires RAM dynamiques (DRAM) originaires de Corée, paragraphe 6.48, note 494. L'affaire concernait un différend sur le bien-fondé de la détermination du Département sur le point de savoir s'il convenait d'abroger une ordonnance instituant un droit antidumping parce qu'il n'y avait pas eu de dumping pendant au moins trois ans et qu'il n'était pas probable que le dumping se reproduirait dans l'avenir – le Département invoquait un critère "peu probable" (dans son réexamen aux fins d'abrogation). En vertu de la réglementation du Département en vigueur à l'époque, le Département devait abroger une ordonnance s'il concluait, entres autres choses, que les exportateurs ou les producteurs avaient pendant au moins trois ans vendu la marchandise à un prix qui n'était pas inférieur à la juste valeur et qu'il "était peu probable" qu'ils vendraient à l'avenir la marchandise visée à un prix inférieur à la valeur normale. Voir: 19 C.F.R. § 353.25 a) 2) ii) (1996) (pièce n° 4 de l'Argentine). Le Groupe spécial a déterminé que l'emploi par le Département de l'expression "peu probable" dans ce contexte était incompatible avec les obligations des États-Unis au titre de l'Accord antidumping parce qu'il ne permettait pas vraiment au Département de déterminer si "le maintien du droit [était] nécessaire pour neutraliser le dumping", comme l'exige l'article 11.2 de l'Accord antidumping. Voir le rapport du Groupe spécial, *Mémoires RAM dynamiques originaires de Corée*, paragraphes 6.52 à 6.58.

"probable". Le Groupe spécial a jugé qu'"[u]ne constatation selon laquelle un événement est "probable" implique un plus grand degré de certitude que l'événement se produira qu'une constatation selon laquelle l'événement n'est pas "peu probable". De même, dans le contexte d'un réexamen à l'extinction, l'article 11 prescrit à la Commission d'interpréter le terme "likely" conformément à son sens et à l'usage ordinaires comme signifiant "probable" plutôt que simplement "possible".[206]

229. L'interprétation que la Commission, dans les réexamens à l'extinction, donne du terme "likely" comme signifiant quelque chose de moins "probable", contredit la position adaptée par les États-Unis dans l'affaire *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, dans laquelle les États-Unis ont soutenu devant le Groupe spécial que le terme "likely", tel qu'il est employé à l'article 21.3 de l'Accord SMC, a le sens ordinaire de "probable".[207]

230. En appliquant le critère spécifié dans le SAA, la Commission a ignoré ou directement écarté les éléments de preuve pertinents sur le point de savoir s'il était probable qu'un dommage important se produirait du fait de l'abrogation.[208] La détermination à l'extinction établie par la Commission indique clairement que la Commission a fondé sa détermination sur la simple "possibilité" que l'abrogation de la mesure antidumping pourrait se traduire par un dommage important, plutôt que sur la "probabilité" que tel serait le résultat.

231. En plusieurs occasions, la Commission s'est livrée à ce type d'analyse prédictive et spéculative qui est prescrit par le SAA et interdit par l'article 11.3 de l'Accord antidumping.[209] Par exemple, examinant la question de savoir si Tenaris[210], en cas d'abrogation de l'ordonnance visant les OCTG en provenance d'Argentine, augmenterait ses expéditions à destination du marché des États-Unis, la Commission a noté la vocation mondiale de Tenaris puis est partie de l'hypothèse que, vu cette vocation, Tenaris aurait probablement un puissant intérêt à accroître ses expéditions à destination des États-Unis.[211] Une telle constatation n'est rien de plus qu'une constatation que de telles expéditions étaient théoriquement possibles, plutôt qu'une détermination, fondée sur de solides éléments de preuve figurant au dossier, établissant que de telles expéditions étaient probables. La Commission a conclu que, dans la mesure où bon nombre des sociétés pétrolières et gazières clientes de Tenaris avaient des opérations aux États-Unis, il était possible que Tenaris cherche à

---

[206] Voir le rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Essence*, paragraphe 23; Convention de Vienne, article 31.

[207] Déclaration orale des États-Unis à la première réunion du Groupe spécial, *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213 (29 et 30 janvier 2002), paragraphe 6.

[208] De fait, la Commission a ensuite déterminé dans le cadre d'une enquête distincte concernant le droit antidumping appliqué aux OCTG qu'"il n'y a pas d'indication raisonnable qu'une branche de production des États-Unis subit un dommage important ou est menacée d'un dommage important, ou que la création d'une branche de production subit un retard important en raison des importations de matériels tubulaires pour puits de pétrole". *Voir: Oil Country Tubular Goods From Austria, Brazil, China, France, Germany, India, Indonesia, Romania, South Africa, Spain, Turkey, Ukraine and Venezuela,* Inv. n° 701-TA-428, 731-TA-992 à 994 et 996 à 1005 (Commission du commerce international, 2002) (détermination préliminaire) (pièce n° 55 de l'Argentine).

[209] Selon le SAA, "[l]a détermination requise dans ces types d'examens à l'extinction est intrinsèquement prédictive ou spéculative. Il peut y avoir plus d'un résultat probable à la suite de l'abrogation d'une ordonnance ou de la clôture d'une enquête". SAA, page 883 (pièce n° 5 de l'Argentine).

[210] Tout au long de sa détermination, la Commission utilise des expressions interchangeables – "l'alliance Tenaris" "le groupe Tenaris", ou simplement "Tenaris", qui font référence aux quatre sociétés suivantes: NKK (Japon), TAMSA (Mexique), Dalmine (Italie) et Siderca (Argentine). *Voir, par exemple*: *Commission's Sunset Determination*, page 12, note 71 ("alliance"), 13 ("alliance"), page 13, note 73 ("groupe"), page 19 ("Tenaris"), page 19, note 124 ("Tenaris"), et page 23, note 153 ("alliance") (pièce n° 54 de l'Argentine). La Commission a concentré son analyse sur Tenaris et a en grande partie manqué à l'obligation qui lui incombait d'entreprendre une analyse spécifique sur Siderca.

[211] *Id.*, page 19.

approvisionner ces opérations. Elle n'a cependant cité aucun élément de preuve montrant que des efforts à cette fin étaient prévus ou en cours. Il eût été également possible pour la Commission, selon la typologie des forages en cours, de déterminer que Tenaris chercherait à concentrer ses ventes en direction d'autres marchés que le marché des États-Unis.

232. De même, la Commission prédit que les importations provoqueront des pressions sur les prix sur le marché des États-Unis à la suite de l'abrogation des ordonnances, en se fondant essentiellement sur le fait que certains produits d'importation étaient vendus à des prix inférieurs aux prix du produit national lors des enquêtes initiales, que les produits nationaux et les produits importés sont hautement substituables et que le prix est un facteur important dans les décisions d'achat.[212] Passer d'un bond de ces faits à la conclusion que, si les ordonnances étaient abrogées, les importations feraient pression sur les prix de la marchandise visée pratiqués sur le marché des États-Unis relève évidemment de la spéculation, dans la mesure où cela revient à ignorer le fait que d'autres facteurs existant sur le marché (par exemple la demande dont le produit fait l'objet) ont peut-être un rôle important à jouer en ce qui concerne le point de savoir si les prix du produit visé augmenteront ou chuteront.

233. La Commission a fondé sa détermination sur la "possibilité" que l'abrogation se traduise par un dommage important. Elle a ainsi manqué à l'obligation d'appliquer le critère de la "probabilité de se reproduire" et a simplement conclu qu'une constatation de l'existence d'un dommage pourrait être fondée sur la possibilité "théorique" de l'existence d'un dommage après l'abrogation des ordonnances en question. La Commission a également contrevenu à l'article 3.1 en menant l'enquête de façon à rendre plus probable ou à rendre inévitable sa détermination selon laquelle la branche de production nationale subirait un dommage.

B. LA COMMISSION N'A PAS EFFECTUÉ D'"EXAMEN OBJECTIF" DU DOSSIER ET N'A PAS FONDÉ SA DÉTERMINATION SUR DES "ÉLÉMENTS DE PREUVE POSITIFS" EN CE QUI CONCERNE LE POINT DE SAVOIR S'IL ÉTAIT PROBABLE QUE LE DOMMAGE SUBSISTERAIT OU SE REPRODUIRAIT EN CAS D'ABROGATION DE LA MESURE ANTIDUMPING, EN VIOLATION DE L'ACCORD ANTIDUMPING

1. Les prescriptions de l'article 3.1 s'appliquent aux réexamens effectués au titre de l'article 11.3

234. L'article 3 de l'Accord antidumping s'applique aux réexamens effectués au titre de l'article 11. La jurisprudence de l'OMC établit que la large portée de la définition du dommage figurant à l'article 3 s'applique au "dommage" pour tous les besoins visés par l'Accord. Comme il a été expliqué plus haut, la note de bas de page 9 relative à l'article 3, "*Détermination de l'existence d'un dommage*", dispose que "*pour les besoins du présent accord, le terme "dommage"* s'entendra, sauf indication contraire, d'un dommage important causé à une branche de production nationale, d'une menace de dommage pour une branche de production nationale ou d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale; *il sera interprété conformément aux dispositions de cet article*".[213] L'Organe d'appel a soutenu que "les obligations énoncées à l'article 3.1 s'appliquent à toutes les déterminations établies par les Membres"[214], et a réaffirmé cette idée en disant que "l'article 3.1 est une disposition globale qui énonce l'obligation de fond essentielle d'un Membre pour ce qui est de la détermination de l'existence d'un dommage".[215]

---

[212] *Voir, par exemple*: *Commission's Sunset Determination*, page 21.

[213] Pas d'italique dans l'original.

[214] Rapport de l'Organe d'appel, *Poutres en H en provenance de Pologne*, paragraphe 114 (pas d'italique dans l'original).

[215] Rapport de l'Organe d'appel, *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, paragraphe 192 (citant le rapport de l'Organe d'appel, *Poutres en H en provenance de Pologne*, paragraphe 106).

235. Le Groupe spécial dans *Réexamen à l'extinction des mesures concernant l'acier en provenance du Japon* a dit ceci:

> Premièrement, l'article 3 est intitulé "dommage". Ce titre est lié à la note de bas de page 9 de l'*Accord antidumping* qui indique que "[p]our les besoins du présent accord, le terme "dommage" s'entendra, sauf indication contraire, d'un dommage important causé à une branche de production nationale, d'une menace de dommage important pour une branche de production nationale ou d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale; il sera interprété conformément aux dispositions de cet article". Cela semble démontrer que le terme "dommage" tel qu'il apparaît tout au long de l'*Accord antidumping* – y compris l'article 11 – doit être interprété conformément à cette note de bas de page, sauf indication contraire. Cela semblerait étayer l'opinion selon laquelle les dispositions de l'article 3 concernant le dommage peuvent être généralement applicables tout au long de l'*Accord antidumping* et ne sont pas d'application limitée aux enquêtes. L'article 11 ne semble pas donner d'indication contraire explicite concernant les réexamens à l'extinction.
>
> Il y a d'autres éléments textuels indiquant que les obligations en matière de dommage inscrites à l'article 3 pourraient être généralement applicables tout au long de l'Accord. Par exemple, l'emploi du membre de phrase "aux fins de l'article VI du GATT de 1994" à l'article 3.1 laisse aussi penser qu'en général, les obligations inscrites à l'article 3 concernant le dommage pourraient être applicables tout au long de l'*Accord antidumping*, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas limitées aux enquêtes.[216]

236. L'article 3.1 est ainsi conçu:

> La détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994 se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif a) du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, et *b)* de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits.

237. Dans *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a réaffirmé que l'article 3.1 de l'Accord antidumping énonce des prescriptions claires qui doivent être suivies par les Membres de l'OMC dans les procédures antidumping:

> [C]ette obligation générale "éclaire les obligations plus détaillées" énoncées dans le reste de l'article 3. L'idée qui sous-tend l'obligation à laquelle sont soumises les autorités chargées de l'enquête, à l'article 3.1, ressort de la prescription selon laquelle ces autorités doivent fonder leur détermination sur "des éléments de preuve positifs" et procéder à un "examen objectif". L'expression "éléments de preuve positifs" se rapporte, à notre avis, à la qualité des éléments de preuve sur lesquels les autorités peuvent se fonder pour établir une détermination. Le terme "positifs" signifie, selon nous, que les éléments de preuve doivent être de caractère affirmatif, objectif et vérifiable, et qu'ils doivent être crédibles.
>
> L'expression "examen objectif" vise un aspect différent de la détermination établie par les autorités chargées de l'enquête. Tandis que l'expression "éléments de preuve

[216] Rapport du Groupe spécial, *Réexamen à l'extinction concernant les produits plats en acier en provenance du Japon*, paragraphe 7.99. Il n'y a pas de décision définitive du Groupe spécial sur cette question, le groupe ayant dit qu'il s'agissait là d'une "question sur laquelle nous n'avons pas besoin de nous prononcer et nous ne nous prononçons pas". *Id.*, paragraphe 7.101.

> positifs" concerne surtout les faits qui étayent et justifient la détermination de l'existence d'un dommage, l'expression "examen objectif" concerne le processus d'enquête lui-même. Le terme "examen" se rapporte, selon nous, à la manière dont les éléments de preuve sont réunis, analysés, puis évalués; autrement dit, il se rapporte à la conduite de l'enquête de façon générale. Le terme "objectif", qui qualifie le terme "examen", indique essentiellement que le processus d'"examen" doit respecter les impératifs correspondant aux principes fondamentaux que sont la bonne foi et l'équité élémentaire. En bref, un "examen objectif" exige que l'on enquête sur la branche de production nationale, et sur les effets des importations faisant l'objet d'un dumping, de manière impartiale, sans favoriser au cours de l'enquête les intérêts d'aucune partie intéressée ou d'aucun groupe de parties intéressées.[217]

238. Les critères énoncés à l'article 3.1 s'appliquent à la détermination établie à l'extinction. Dans *Sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis*, le Groupe spécial a dit que "l'article 3.1 exige qu'une détermination de l'existence d'un dommage, y compris une menace de dommage, comporte un examen de l'incidence des importations".[218] En outre, dans la même affaire *SHTF*, l'Organe d'appel a reconnu qu'"il existe un rapport étroit entre les divers paragraphes de l'article 3 de l'Accord antidumping".[219] En outre, dans l'affaire *Poutres en H en provenance de Pologne*, l'Organe d'appel a dit que "l'article 3.1 éclaire les obligations plus détaillées énoncées dans les paragraphes suivants"[220] et que, "comme à l'article 3.1, qui l'englobe et l'éclaire, c'est la nature des éléments de preuve qui est traitée à l'article 3.7".[221]

239. Plus récemment, le Groupe spécial dans le *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon* a suggéré (bien qu'il ne fût pas tenu de statuer sur ce point) que "les obligations inscrites à l'article 3 en matière de dommage pourraient être généralement applicables tout au long de l'Accord antidumping, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas limitées aux enquêtes. L'article 11 ne semble pas donner d'indication contraire explicite concernant les réexamens à l'extinction". Au demeurant, le Groupe spécial a fait observer:

> Il y a d'autres éléments textuels indiquant que les obligations en matière de dommage inscrites à l'article 3 pourraient être généralement applicables tout au long de l'Accord. Par exemple, l'emploi du membre de phrase "aux fins de l'article VI du GATT de 1994" à l'article 3.1 laisse aussi penser qu'en général, les obligations inscrites à l'article 3 concernant le dommage pourraient être applicables tout au long de l'*Accord antidumping*, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas limitées aux enquêtes.[222]

240. Dans le réexamen à l'extinction concernant les OCTG, au lieu de procéder à un examen "objectif" du dossier et de fonder sa détermination de la probabilité du dommage sur des "éléments de preuve positifs" établis figurant au dossier, la Commission a ignoré, ou indûment écarté, des éléments de preuve directement pertinents quant au point de savoir s'il était probable que l'abrogation aurait pour conséquence un dommage important. Au lieu de s'appuyer sur de tels éléments de preuve

---

[217] Rapport de l'Organe d'appel, *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, paragraphes 192 et 193 (notes de bas de page omises).

[218] Rapport du Groupe spécial, *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis*, WT/DS132/R, adopté le 24 février 2000, paragraphe 7.131 ("*SHTF en provenance des États-Unis*").

[219] Rapport de l'Organe d'appel, *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis: recours à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord par les États-Unis*, WT/DS132/AB/RW, adopté le 21 novembre 2001, paragraphe 123 ("*Sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis*").

[220] Rapport de l'Organe d'appel, *Poutres en H en provenance de Pologne*, paragraphe 106.

[221] *Id.*, paragraphe 108.

[222] Rapport de l'Organe d'appel, *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 7.100 (note de bas de page omise).

positifs directement applicables, la Commission a fondé sa détermination sur des assertions et des spéculations sans justification concernant la "possibilité" que l'abrogation ait pour conséquence un dommage important. La Commission n'a donc pas appliqué le critère de la "probabilité de se reproduire" et a simplement conclu qu'il était admissible de fonder une constatation de l'existence d'un dommage sur une "possibilité" théorique de l'existence d'un dommage après l'abrogation de la mesure antidumping. Comme l'a dit le Groupe spécial dans *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, "la prescription voulant qu'une "détermination" soit établie en ce qui concerne la probabilité interdit donc à l'autorité chargée de l'enquête d'*assumer simplement que cette probabilité existe*".[223] L'"examen objectif" prescrit par l'Accord ne pouvait pas avoir été effectué, et n'a pas été effectué, par la Commission, attendu que la Commission n'a pas appliqué un critère "probable" conforme aux règles de l'OMC.

241. Comme l'Argentine l'a expliqué plus haut au début de la section VIII.A, le principe directeur établi par le SAA et appliqué en l'espèce par la Commission (à savoir qu'"[i]l peut y avoir plus d'un résultat probable à la suite de l'abrogation d'une ordonnance ou de la clôture d'une enquête")[224] est un critère de "possibilité" qui est incompatible avec le critère de "probabilité" de l'article 11.3.

2. Les conclusions de la Commission en ce qui concerne le volume des importations, leurs effets sur les prix du produit national similaire et l'incidence des importations sur la branche de production nationale démontrent que la Commission n'a pas procédé à un examen objectif, en violation des articles 11.3 et 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping. Les constatations de la Commission n'étaient pas fondées sur des "éléments de preuve positifs" d'un dommage probable en cas d'abrogation, en violation des articles 11.3 et 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping

242. Comme il a été démontré plus haut, les dispositions de l'article 3 s'appliquent à l'analyse de la probabilité. En conséquence, dans un réexamen à l'extinction, l'article 3.1 et 3.2 prescrit à la Commission d'effectuer "un réexamen objectif" et de fonder sa détermination sur des "éléments de preuve positifs" après avoir examiné le *volume* des importations faisant l'objet d'un dumping, l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les *prix* des produits similaires sur le marché intérieur et *l'incidence* de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits.

a) Les constatations de la Commission concernant le volume probable n'étaient pas fondées sur un examen objectif des éléments de preuve et ne constituent pas un élément de preuve positif d'un volume d'importations entraînant un dommage probable

243. En ce qui concerne le volume des importations visées, la Commission a conclu que "nous constatons qu'il est probable que le volume des importations visées augmentera dans une mesure notable en cas d'abrogation". La Commission a fait plusieurs constatations pour tenter d'étayer sa conclusion. Premièrement, la Commission a relevé l'existence de capacités disponibles "substantielles" dans les pays visés et conclu que nonobstant des taux élevés d'utilisation des capacités dans ces pays, "le dossier indique que ces producteurs ont intérêt à utiliser une plus large part de leurs capacités de production pour fabriquer et expédier davantage de tubes de production et de cuvelage à destination du marché des États-Unis".[225] Dans la même veine, la Commission a allégué que les producteurs des pays visés étaient "tournés vers l'exportation" et qu'en particulier ces producteurs se concentreraient sur le marché des États-Unis.[226] La Commission a souligné que le "groupe Tenaris", vu sa vocation mondiale, aurait probablement un puissant intérêt à avoir une présence importante sur

[223] Rapport de l'Organe d'appel, *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 7.177.
[224] SAA, page 883 (pièce n° 5 de l'Argentine).
[225] *Détermination à l'extinction établie par la Commission*, page 19 (pièce n° 54 de l'Argentine).
[226] *Détermination à l'extinction établie par la Commission*, page 20.

le marché des États-Unis.[227] Deuxièmement, la Commission a ensuite constaté 1) qu'il y avait des écarts importants entre les prix des tubes de production et de cuvelage sur le marché des États-Unis et sur le marché mondial, les prix étant constamment plus élevés aux États-Unis et 2) que les producteurs étrangers se heurtaient à d'importants obstacles à l'importation sur les marchés des pays tiers.[228]

244. Il y a d'importantes erreurs dans l'analyse des volumes effectuée par la Commission, notamment sa conclusion qu'il est probable que les importations visées augmenteraient en cas d'abrogation, dont on ne peut pas dire qu'elle soit le résultat d'un examen objectif du dossier. Premièrement, en ce qui concerne le "groupe Tenaris", il n'y a absolument pas dans le dossier d'éléments de preuve indiquant que Tenaris pourrait réorienter sa production qui fait l'objet d'engagements en vertu de contrats existants. Pour les producteurs visés, le seul moyen d'accroître notablement leurs expéditions serait de passer de la production d'autres tubes et matériels tubulaires à la production de tubes de production et de cuvelage.[229] Aucun "élément de preuve positif" ne démontrait que les producteurs visés avaient intérêt à réorienter la production. Les "éléments de preuve positifs" que les producteurs visés ont communiqués à la Commission dans leurs réponses au questionnaire montraient que leur production existante était déjà engagée en vertu de contrats à long terme ou de relations existant de longue date avec des clients, ce qui leur imposait l'obligation de fournir des OCTG et autres tubes et matériels tubulaires. La Commission n'a cité aucun "élément de preuve positif" indiquant que la prétendue "incitation" à exporter vers les États-Unis justifierait la rupture de contrats à long terme et l'abandon de clients de longue date. Les producteurs visés ont également fourni dans leurs réponses au questionnaire des "éléments de preuve positifs" indiquant qu'ils se concentraient sur les utilisateurs finals afin de leur fournir des éléments liés à des prestations de services pour d'autres produits tubulaires et matériels de tuyauterie de série. La Commission a ignoré ou sommairement écarté ces éléments de preuve.[230] En conséquence, malgré l'allégation selon laquelle les producteurs étrangers seraient "tournés vers l'exportation", la Commission n'a pas démontré que les exportations entreraient aux États-Unis plutôt que sur d'autres marchés d'exportation.

245. Deuxièmement, en ce qui concerne les obstacles au commerce sur les marchés des pays tiers, la Commission n'a pu signaler qu'une seule ordonnance en vigueur concernant la marchandise visée: une ordonnance antidumping en vigueur au Canada contre les importations en provenance de Corée.[231] La Commission n'a pas pu citer d'obstacles au commerce auxquels les producteurs des quatre autres pays visés par l'enquête seraient confrontés dans des pays tiers. Il est difficile de voir là les "éléments de preuve positifs" prescrits pour étayer une conclusion selon laquelle le surcroît d'exportations entrerait probablement sur le marché des États-Unis.

246. Enfin, la Commission a allégué que les écarts de prix entre le marché des États-Unis et les marchés mondiaux signifiaient que les producteurs étrangers chercheraient à exporter principalement vers les États-Unis. Cependant, la Commission a fondé sa conclusion sur des informations invérifiables provenant de son audition et non pas sur une enquête indépendante.[232] Le recours de la Commission à ces éléments de preuve invérifiables ne constitue pas l'"examen objectif" du type prescrit par l'article 3.

---

[227] *Id.*, page 19.
[228] *Détermination à l'extinction établie par la Commission*, pages 19 et 20.
[229] *Id.*
[230] *Détermination à l'extinction établie par la Commission*, page 19, note 126.
[231] *Id.*, page 20 et pages IV-6 à IV-8 (rapport des services de la Commission).
[232] *Id.*, page 19, note 128.

b) Les constatations de la Commission concernant la probabilité d'effets négatifs sur les prix n'étaient pas fondées sur un examen objectif des éléments de preuve et ne constituent pas un élément de preuve positif d'un dommage probable

247. La principale constatation de la Commission concernant les effets négatifs sur les prix était que "les accroissements du volume des ventes des importations visées … seraient obtenus au moyen de prix plus bas".[233] La Commission, cependant, n'a fait référence à aucun élément de preuve (moins encore à des "éléments de preuve positifs") pour étayer cette conclusion.

248. La Commission a tenté d'étayer sa conclusion en formulant les allégations suivantes: 1) les importations visées étaient généralement vendues à des prix inférieurs aux prix du produit national similaire; 2) il y avait un haut degré de substituabilité entre les importations visées et le produit national similaire; 3) le prix était un facteur important dans les décisions d'achat; 4) il y aurait probablement un volume important d'importations de produits visés; et 5) la demande dont le produit visé faisait l'objet aux États-Unis était volatile.[234] La plupart de ces constatations ne sont pas corroborées par les éléments de preuve figurant au dossier.

249. Tout d'abord, parce que les exportations argentines d'OCTG étaient négligeables, l'analyse de la Commission s'est nécessairement concentrée sur le volume des *expéditions en provenance d'Italie, du Mexique, du Japon et de Corée*, et sur leurs prix, pour déterminer s'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait au cas où le droit appliqué aux *importations argentines* serait supprimé. Deux points supplémentaires méritent également de retenir l'attention. Premièrement, comme la Commission l'a reconnu, son analyse des ventes à des prix inférieurs était fondée sur une série très limitée de comparaisons.[235] Au demeurant, la Commission n'a pas relevé qu'à la fin de la période examinée, en 2000, les prix intérieurs avaient nettement augmenté.[236] Il est tout à fait illogique – et il n'est nullement objectif – que la Commission ait conclu que, alors que les prix sont en hausse vers la fin de la période examinée, les importations entreront à des prix inférieurs et causeront un dommage. Deuxièmement, la Commission souligne le caractère volatil de la demande aux États-Unis mais n'explique pas comment ce facteur peut signifier que les importations entreront à des prix inférieurs sur le marché des États-Unis. En tout cas, la Commission ne cite aucun élément de preuve à l'appui de l'argument selon lequel la demande d'OCTG était anormalement volatile pendant la période examinée.

250. De même, les constatations de la Commission sur la question de l'importance du prix dans les décisions d'achat ne reposent sur aucun "élément de preuve positif". Le prix est un facteur important, mais pas déterminant, pour les acheteurs. Les acheteurs interrogés ont mentionné la qualité aussi fréquemment que le prix comme leur principal critère d'achat, et la disponibilité du produit était considérée tout aussi souvent que le prix comme importante pour les acheteurs.[237] Les services de la Commission ont reconnu qu'aucune tendance claire ne ressortait des réponses à la question de savoir si les différences de prix ou les différences entre des facteurs autres que le prix jouaient un rôle important dans la concurrence entre les produits des États-Unis et les importations visées de tubes de production et de cuvelage.[238] La Commission a également ignoré les données qui montraient que les acheteurs, dans leur classement, plaçaient avant le prix des facteurs tels que les délais de livraison, les conditions de livraison, la disponibilité et la qualité des produits, et accordaient une égale importance

[233] *Id.*, page 21.
[234] *Id.*, pages 20 et 21.
[235] *Détermination à l'extinction établie par la Commission*, page 21 ("Bien que les comparaisons directes concernant les ventes soient limitées, parce que les producteurs visés avaient une présence limitée sur le marché des États-Unis pendant la période faisant l'objet du réexamen, les quelques comparaisons qui peuvent être faites indiquent que les tubes de production et de cuvelage visés étaient généralement vendus à des prix inférieurs au prix du produit national similaire, en 1999 et 2000 surtout") (non souligné dans l'original).
[236] *Id.*, pages V-9 à V-11 (rapport des services de la Commission).
[237] *Id.*, page II-17 (rapport des services de la Commission).
[238] *Id.*, page II-18, note 71 (rapport des services de la Commission).

à des facteurs tels que les rabais offerts, la sécurité d'approvisionnement et la régularité du produit.[239] L'interprétation sélective que la Commission a faite du dossier qu'elle avait entre les mains démontre clairement qu'elle n'a pas procédé à un "examen objectif" de cette question.

251. Enfin, comme il a été noté plus haut, la constatation de la Commission selon laquelle il était probable que l'abrogation aurait pour conséquence une augmentation notable du volume des importations, n'est pas corroborée par les éléments de preuve figurant au dossier.

c) Les constatations de la Commission concernant la probabilité d'une incidence défavorable n'étaient pas fondées sur un examen objectif des éléments de preuve et ne constituent pas un élément de preuve positif de l'existence d'un dommage probable

252. En ce qui concerne le point de savoir si une incidence défavorable sur la branche de production nationale était probable en cas d'abrogation, la Commission a conclu qu'il était probable "qu'une augmentation notable des importations visées aurait des effets défavorables à la fois sur le prix et sur le volume des expéditions des producteurs nationaux malgré une forte demande à court terme".[240] Les constatations de la Commission sur ce point, cependant, imposent la conclusion contraire.

253. La Commission a déterminé que les expéditions des producteurs nationaux étaient à leur plus haut niveau pendant l'année civile 2000, période la plus récente examinée par elle.[241] Elle a aussi constaté que la capacité de production nationale avait augmenté de 23 pour cent et le volume de la production de 39 pour cent, sur la période examinée.[242] Le revenu d'exploitation, négatif en 1999, est passé à un bénéfice substantiel en 2000. Bien que la part de marché de la branche de production nationale ait reculé durant la période examinée, la Commission a noté que cette part avait été absorbée, non pas par les pays faisant l'objet de l'enquête, mais par des importations autres que les importations visées.[243] Enfin, la Commission a conclu que les projections indiquaient une demande vigoureuse à court terme.[244]

254. Devant ces tendances positives, la Commission s'est bornée à noter qu'au cours de son enquête initiale il y avait eu, du fait des importations, des effets défavorables sur le volume et les prix en dépit d'une forte demande aux États-Unis.[245] La Commission a apparemment supposé que si une demande accrue avait coexisté avec des effets défavorables des importations sur les volumes et les prix au cours de l'enquête initiale, cela devait être également possible au moment de sa "détermination". La Commission, cependant, ne cite absolument aucun élément de preuve pour étayer cette supposition. En fin de compte, malgré tous les éléments de preuve positifs susmentionnés, qui démontraient qu'un dommage ne serait pas probable en cas d'abrogation de la mesure antidumping appliquée aux OCTG, la Commission a conclu que l'abrogation de la mesure aurait une incidence défavorable parce que le volume des importations visées augmenterait et donc que les prix baisseraient. Comme il a été noté plus haut, la Commission n'a pas corroboré les fondements de ces conclusions. En conséquence, l'analyse erronée faite par la Commission quant aux effets sur le volume et les prix a irrémédiablement vicié son analyse de l'incidence probable des importations visées.

---

[239] *Détermination à l'extinction établie par la Commission*, page II.19 (rapport des services de la Commission).
[240] *Détermination à l'extinction établie par la Commission*, pages 22 et 23.
[241] *Id.*, page 22.
[242] *Id.*, pages 22 et 23.
[243] *Id.*, page 22.
[244] *Id.*, page 19.
[245] *Id.*, page 22.

3. La Commission n'a pas évalué tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de la branche de production, y compris tous les facteurs énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping

255. L'article 3.4 de l'Accord antidumping exige un examen des facteurs suivants: diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, de la productivité, du retour sur investissement, ou de l'utilisation de la capacité; facteurs qui influent sur les prix intérieurs, importance de la marge de dumping, les effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux, ou l'investissement.

256. L'Organe d'appel a affirmé que "l'article 3.4 exige une évaluation impérative de tous les facteurs énumérés dans cette disposition".[246] Ainsi, le fait que l'autorité administrante a omis d'examiner ne serait-ce qu'un facteur constituerait une violation de l'article 3.4. L'évaluation effectuée par l'autorité ne peut pas être un "exercice mécanique", mais doit être "fondée sur une évaluation approfondie de la situation de la branche de production et … contenir une explication convaincante de la façon dont l'évaluation des facteurs pertinents a conduit à la détermination de l'existence d'un dommage".[247]

257. Les prescriptions imposées par l'article 3.4 ont été récemment résumées par le Groupe spécial dans *CE – Accessoires de tuyauterie:*

> L'Accord exige que chacun des facteurs énumérés à l'article 3.4 soit traité ... La disposition exige *une conformité de fond plutôt que de pure forme*. Le terme "evaluate" (évaluer) est défini comme suit: "To work out the value of …; To reckon up, ascertain the amount of; to express in terms of the known;" (déterminer la valeur de ...; estimer, apprécier le montant de; exprimer par référence à ce qui est connu); "To determine or fix the value of; To determine the significance, worth of condition of usually by careful appraisal or study". (déterminer ou fixer la valeur de; déterminer l'importance, la valeur ou l'état de quelque chose, généralement par une estimation ou une étude minutieuse). *Ces définitions indiquent qu'une "évaluation" est un processus d'analyse et d'appréciation qui nécessite un jugement de la part de l'autorité chargée de l'enquête. Ce n'est pas une simple question de forme et la liste des facteurs pertinents qui doivent être évalués n'est pas une simple liste récapitulative*. Étant donné que le poids relatif ou l'importance relative d'un facteur donné peut naturellement varier d'une enquête à l'autre, l'autorité chargée de l'enquête doit apprécier le rôle, la pertinence et le poids relatif de chaque facteur dans l'enquête particulière. *Si elle détermine que certains facteurs ne sont pas pertinents ou ne jouent pas un rôle important dans la détermination, elle ne peut pas simplement écarter ces facteurs, mais elle doit expliquer sa conclusion quant au manque de pertinence ou d'importance desdits facteurs*. L'évaluation de la pertinence ou de l'importance de certains facteurs, y compris ceux qui ne sont pas jugés essentiels pour la décision, doit donc apparaître au moins implicitement dans la détermination.

---

[246] Rapport de l'Organe d'appel, *Poutres en H en provenance de Pologne*, paragraphe 128 (pas d'italique dans l'original).

[247] Rapport de l'Organe d'appel, *Poutres en H en provenance de Pologne*, paragraphe 7.236 (pas d'italique dans l'original). L'Organe d'appel a approuvé le rapport du Groupe spécial dans sa totalité. *Voir* le rapport de l'Organe d'appel, *Poutres en H en provenance de Pologne*, paragraphe 125. Des groupes spéciaux antérieurs de l'OMC ont déterminé que pour être admissible au regard des règles de l'OMC l'évaluation des facteurs prescrite par l'article 3.4 doit être davantage qu'une simple citation ou énumération des facteurs impératifs. Une analyse correcte doit être au contraire fondée sur les éléments de preuve figurant dans le dossier et comporter un examen objectif conformément à l'article 3.1. Rapport du Groupe spécial, *Poutres en H en provenance de Pologne*, paragraphe 7.236.

> L'absence d'indication sur la pertinence ou le manque de pertinence d'un facteur donné ne pourrait suffire.[248]

258. Plusieurs des questions impératives n'étaient pas traitées dans la détermination de la Commission[249] et plusieurs n'étaient traitées que d'une manière peu concluante. De fait, l'analyse de la Commission concernant la plupart des facteurs énumérés à l'article 3.4 se bornait à une simple citation de ces facteurs:

> Dans ces réexamens, nous constatons qu'une augmentation notable des importations visées est susceptible d'avoir des effets négatifs à la fois sur le prix et sur le volume des expéditions des producteurs nationaux malgré une situation caractérisée par une forte demande à court terme. Nous constatons que ces développements auraient probablement une incidence négative importante sur la production, les expéditions, les ventes, la part de marché et les revenus de la branche de production nationale. Cette réduction de la production, des expéditions, des ventes, de la part de marché et des revenus de la branche de production nationale entraînerait une érosion de la rentabilité de la branche de production nationale ainsi que de sa capacité à se procurer des capitaux et à faire et maintenir les investissements nécessaires.[250]

259. La Commission n'a guère fourni plus qu'une simple "liste de points à vérifier". Comme l'indique le tableau ci-dessous, soit la Commission a manqué à l'obligation de tenir compte de nombreux facteurs, soit elle en a simplement mentionné d'autres. L'approche suivie par la Commission en ce qui concerne les facteurs énumérés à l'article 3.4 constituait une conformité "de pure forme" "plutôt qu'une conformité de fond" – ce qui est précisément le mode d'approche au sujet duquel le Groupe spécial chargé de l'affaire *Accessoires de tuyauterie* a constaté qu'il ne respectait pas les prescriptions de l'article 3.4. Dans ses constatations, la Commission n'a même pas mentionné, et moins encore "évalué", plusieurs des facteurs énumérés à l'article 3.4.

FACTEURS À EXAMINER AU TITRE DE L'ARTICLE 3.4

Facteur	Mentionné	Pas examiné
Diminutions (effectives ou potentielles):		
Des ventes	X[1]	
Des bénéfices	X[1]	
De la production	X[1]	
De la part de marché	X	
De la productivité		X
Du retour sur investissement		X
De l'utilisation de la capacité	X	
Facteurs ayant une influence sur les prix intérieurs		X
Marge de dumping		X
Effets négatifs, effectifs et potentiels sur:		
Le flux de liquidités		X
Les stocks		X

[248] Rapport de l'Organe d'appel, *Accessoires de tuyauterie en provenance du Brésil*, paragraphes 7.310 et 7.314 (note de bas de page omise; pas d'italique dans l'original).

[249] *Voir la Détermination à l'extinction établie par la Commission*, page 22 (pièce n° 54 de l'Argentine).

[250] *Voir la Détermination à l'extinction établie par la Commission*, pages 22 et 23.

Facteur	Mentionné	Pas examiné
L'emploi		X
Les salaires		X
La croissance		X
La capacité à se procurer des capitaux, ou l'investissement	X	

[1] La Commission a mentionné ces facteurs, mais seules les augmentations étaient citées, pas les diminutions.

260. Ainsi, la Commission n'a pas évalué chacun des 15 facteurs énumérés à l'article 3.4, et ce manquement de sa part à l'obligation d'évaluer d'une manière adéquate ces facteurs sur lesquels elle prétendait s'appuyer constituait une violation de l'article 3.4. La Commission a fourni une analyse de fond pour quatre seulement des 15 facteurs impératifs. Les onze facteurs restants ont été soit ignorés soit soumis au type d'"exercice mécanique" au sujet duquel l'Organe d'appel a indiqué qu'il ne serait pas compatible avec l'article 3.4.

261. Le Groupe spécial dans *Poutres en H en provenance de Pologne* a aussi examiné le point de savoir comment les facteurs énumérés à l'article 3.4 devraient être analysés dans leur totalité pour que l'analyse soit conforme aux prescriptions de l'Accord antidumping:

> … [d]evant cette évolution favorable de plusieurs facteurs, il aurait fallu expliquer de manière *probante* pourquoi et comment, compte tenu de ces tendances favorables apparentes, la branche de production nationale subissait ou continuait à subir un dommage au sens de l'Accord. En particulier, nous estimons qu'une telle situation *aurait exigé une explication approfondie et convaincante* de la question de savoir si et comment ces variations favorables ont été largement neutralisées par d'autres facteurs et indices qui pourraient avoir évolué dans un sens défavorable pendant la période visée par l'enquête.[251]

262. La Commission n'a rien fourni qui ressemble de loin à une "explication probante … approfondie et convaincante" de sa détermination concernant l'incidence probable des importations d'OCTG en provenance d'Argentine sur la branche de production nationale.

263. Parce que les mesures antidumping sont destinées à contrebalancer le dommage causé à une branche de production nationale, elles ne peuvent pas être utilisées pour accélérer l'expansion commerciale d'une branche de production nationale déjà en bonne santé. Ainsi, l'examen par la Commission de l'incidence probable des importations visées sur la branche de production nationale était incompatible avec l'article 3.4.

264. Comme il a été expliqué plus haut, un réexamen à l'extinction évalue la probabilité d'un dommage en cas d'abrogation. En ce sens, l'analyse est prospective. Une analyse de la probabilité d'un dommage futur comporte donc les éléments à la fois de l'article 3.4 et de l'article 3.7 de l'Accord antidumping. Les déterminations de l'existence d'un dommage dans le contexte de l'article 3.7 doivent être "fondée[s] sur des faits, et non pas simplement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités". Au demeurant, l'article 3.7 exige que les circonstances en vertu desquelles le dommage se produirait soient *imminentes*. Comme il a été expliqué plus haut, la détermination de l'existence d'un dommage établie par la Commission n'était pas fondée sur des "éléments de preuve positifs", mais plutôt sur des éléments de preuve qui, au mieux, indiquaient que le dommage était une pure spéculation. De même, la détermination de la Commission n'était pas fondée sur une constatation que le dommage était "imminent", mais plutôt que le dommage pourrait se produire "dans

[251] Rapport du Groupe spécial, *Poutres en H en provenance de Pologne*, paragraphe 7.249 (pas d'italique dans l'original).

un laps de temps raisonnablement prévisible". Comme il est expliqué plus en détail plus loin, ce critère n'est pas conforme aux prescriptions de l'article 11.3.

265. Le fait que la Commission n'a pas évalué chacun des 15 facteurs énumérés à l'article 3.4 est également incompatible avec une analyse de la menace de dommage dans le contexte de l'article 3.7. Le Groupe spécial, dans *SHTF en provenance des États-Unis*, a confirmé que les facteurs énumérés à l'article 3.4 doivent être examinés chaque fois qu'est établie une détermination de l'existence d'un dommage, qu'il s'agisse d'un dommage important ou d'une menace de dommage important:

> À notre avis, ce libellé indique clairement que les facteurs énumérés à l'article 3.4 doivent être examinés dans tous les cas. Il peut y avoir d'autres facteurs économiques pertinents dans un cas particulier, dont l'examen serait aussi requis. Dans le cas d'une menace de dommage, par exemple, l'Accord antidumping lui-même établit que l'examen des facteurs énoncés à l'article 3.7 est également requis. Mais l'examen des facteurs énumérés à l'article 3.4 est requis dans chaque cas, même si cet examen peut conduire l'autorité chargée de l'enquête à conclure qu'un facteur donné n'est pas probant en ce qui concerne une branche de production donnée, ou un cas donné, et par conséquent n'est pas pertinent pour la détermination proprement dite. De plus, l'examen de chacun des facteurs énumérés à l'article 3.4 doit apparaître dans la détermination finale de l'autorité chargée de l'enquête.[252]

266. Pour être admissible au regard des règles de l'OMC, l'évaluation de chaque facteur doit comporter un examen objectif et les éléments de preuve positifs figurant au dossier. L'Organe d'appel a réaffirmé que les autorités chargées de l'enquête doivent respecter ce critère aussi bien dans les déterminations de l'existence d'une menace de dommage que dans les déterminations de l'existence d'un dommage important.[253] De même que dans une détermination de l'existence d'une menace de dommage, l'analyse du dommage dans les réexamens à l'extinction comporte un examen prospectif de l'incidence probable des importations sur la branche de production nationale. Dans de telles circonstances, la Commission doit examiner à fond chacun des 15 facteurs en s'appuyant sur des éléments de preuve positifs. La Commission ne l'a pas fait dans le réexamen à l'extinction de l'ordonnance antidumping visant les OCTG en provenance d'Argentine.

4. La Commission n'a pas analysé la question de savoir si, au cas où la mesure antidumping serait abrogée, la persistance ou la réapparition du dommage causé à la branche de production nationale serait causée par les importations d'OCTG argentins, en violation des articles 11.3 et 3.5 de l'Accord antidumping

267. Au demeurant, la Commission n'a pas analysé la question de savoir si, au cas où l'ordonnance appliquée aux OCTG en provenance d'Argentine serait abrogée, la persistance ou la réapparition du dommage causé à la branche de production nationale serait causée par les importations de la marchandise visée. Comme il a été noté plus haut, les dispositions de l'article 3 s'appliquent aux réexamens à l'extinction effectués au titre de l'article 11.3.[254] Aux termes de l'article 3.5 de l'Accord antidumping, l'autorité administrante doit démontrer que "les importations faisant l'objet d'un dumping causent, par les effets du dumping, tels qu'ils sont définis aux paragraphes 2 et 4, un dommage au sens du présent accord".

268. L'Organe d'appel dans *Certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon* a défini un cadre dans lequel il aurait été possible à la Commission d'effectuer cette analyse de causalité. Ce cadre comportait les obligations suivantes pour la Commission: 1) identifier les facteurs qui pourraient causer un dommage à la branche de production nationale; 2) déterminer si ces facteurs

---

[252] Rapport du Groupe spécial, *SHTF en provenance des États-Unis*, paragraphe 7.128.
[253] Rapport de l'Organe d'appel, *Poutres en H en provenance de Pologne*, paragraphe 108.
[254] *Voir supra*, l'analyse figurant à la section VIII.B.1.

produisent leurs effets simultanément; 3) déterminer si ces facteurs ont un effet dommageable; 4) dissocier les effets dommageables (éventuels) des importations faisant l'objet d'un dumping en les distinguant des effets dommageables d'autres facteurs connus; et 5) faire en sorte que le dommage causé à la branche de production nationale par d'autres facteurs ne soit pas imputé aux importations faisant l'objet d'un dumping. En ce qui concerne les points 4) et 5), l'Organe d'appel a soutenu que la Commission n'avait pas dissocié ni distingué les effets des importations faisant l'objet d'un dumping des effets d'autres facteurs, et que cela était en contradiction directe avec le libellé de l'article 3.5 de l'Accord.[255]

269. De même, dans le réexamen concernant les OCTG en provenance d'Argentine, la Commission n'a pas dissocié ni distingué les effets dommageables potentiels dus à d'autres facteurs causals des effets potentiels des importations faisant l'objet d'un dumping. Nulle part, dans l'opinion émise par la Commission, il n'y a d'analyse de la question de savoir si le dommage serait causé par des facteurs autres que les importations visées au cas où l'ordonnance antidumping applicable aux OCTG en provenance d'Argentine serait abrogée. En particulier, dans la section de l'opinion dans laquelle est examinée l'incidence probable de l'abrogation des ordonnances (concernant l'Argentine, l'Italie, le Japon, la Corée et le Mexique) sur la branche de production nationale, la Commission s'est concentrée uniquement sur les effets probables des augmentations alléguées des importations, sans procéder à un examen approfondi d'autres caractéristiques du marché (par exemple, les changements attendus du côté de la demande) qui pourraient influer sur la situation de la branche de production nationale au moment de l'abrogation des ordonnances. En conséquence, l'approche suivie par la Commission contrevenait à l'article 3.5 de l'Accord.

C. LES PRESCRIPTIONS DE LA LOI DES ÉTATS-UNIS SELON LESQUELLES LA COMMISSION DÉTERMINE S'IL EST PROBABLE QUE LE DOMMAGE SUBSISTERA OU SE REPRODUIRA "DANS UN LAPS DE TEMPS RAISONNABLEMENT PRÉVISIBLE" (19 USC. § 1675A A) 1)) ET SELON LESQUELLES LA COMMISSION "CONSIDÈRERA QUE LES EFFETS DE L'ABROGATION OU DE LA CLÔTURE PEUVENT NE PAS ÊTRE IMMINENTS, MAIS SE MANIFESTER SEULEMENT À PLUS LONGUE ÉCHÉANCE" (19 USC. § 1675A A) 5)) SONT INCOMPATIBLES AVEC LES ARTICLES 11.1 ET 11.3 ET 3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

1. Les dispositions de la Loi 19 USC. §§ 1675a a) 1) et 5) sont incompatibles en tant que telles avec les articles 11.3 et 3 de l'Accord antidumping

270. La Loi antidumping des États-Unis exige que, dans un réexamen à l'extinction, la Commission détermine s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira "dans un laps de temps raisonnablement prévisible".[256] Elle dispose en outre que la Commission "considérera que les effets de l'abrogation ou de la clôture peuvent ne pas être imminents, mais se manifester seulement à plus longue échéance".[257] Le SAA réaffirme ce libellé de la Loi et explique que le "laps de temps raisonnablement prévisible … ne dépassera pas normalement le délai "imminent" applicable dans l'analyse d'une menace de dommage".[258] Le SAA précise en outre que la Commission prendra en considération "des facteurs qui peuvent ne se manifester qu'à plus long terme".[259]

271. L'absence de limites temporelles quant à la possibilité d'un dommage futur, jointe à des spéculations concernant la situation future du marché – caractéristiques centrales de ces dispositions de la Loi – est incompatible avec le critère de l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Les pronostics et les spéculations de la Commission quant à la situation du marché sont incompatibles avec les

[255] Rapport de l'Organe d'appel, *Produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, paragraphes 222 et 223.
[256] 19 USC. § 1675a a) 1) (pièce n° 1 de l'Argentine).
[257] 19 USC. § 1675a a) 5) (pièce n° 1 de l'Argentine).
[258] SAA, page 887 (pièce n° 5 de l'Argentine).
[259] *Id.*

prescriptions de l'OMC qui exigent une évaluation sur le point de savoir s'il est probable, en cas d'abrogation d'une ordonnance en matière de droits antidumping, que le dommage subsistera ou se reproduira *au moment de l'abrogation de l'ordonnance.* Le terme "imminent" n'est pas défini dans la Loi. Tel qu'il est appliqué dans la législation des États-Unis, cependant, le terme "imminent" a été employé pour décrire des événements qui peuvent se produire dans plusieurs années à venir.[260]

272. Les dispositions législatives des États-Unis définissant un "laps de temps raisonnablement prévisible" comme étant plus long qu'un horizon temporel "imminent" sont incompatibles avec l'Accord antidumping qui exige que la détermination soit fondée sur l'existence d'un dommage au moment de l'"abrogation" de l'ordonnance.[261] La note de bas de page 9 relative à l'article 3 définit les types de dommage reconnus en vertu de l'article 3 aux fins de l'Accord antidumping: un dommage important causé à une branche de production nationale, une menace de dommage important pour une branche de production nationale, ou un retard important dans la création d'une branche de production nationale. Les dispositions de la législation des États-Unis permettent à la Commission de constater l'existence d'un dommage qui ne s'appuie pas sur des "éléments de preuve positifs", c'est-à-dire qui repose sur de pures spéculations et qui est bien moins immédiat que l'horizon temporel envisagé en ce qui concerne "la menace de dommage" dans le cadre de l'article 3.7.

273. Ces dispositions de la législation des États-Unis sont incompatibles avec les obligations énoncées à l'article 3.7 et 3.8 de l'Accord antidumping. Une analyse de la probabilité d'un dommage futur, pour être conforme à l'article 11.4, comporte nécessairement des éléments aussi bien de l'article 3.4 que de l'article 3.7. Les déterminations de l'existence d'un dommage dans le cadre de l'article 3.7 doivent être "fondées sur des faits et pas simplement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités". Au demeurant, l'article 3.7 exige que les circonstances en vertu desquelles un dommage se produirait soient *imminentes*. La détermination de l'existence d'un dommage faite par la Commission n'était pas fondée sur des "éléments de preuve positifs" mais plutôt sur des conjectures et des spéculations. De surcroît, ces conjectures et ces spéculations quant aux facteurs causant un dommage probable n'étaient pas considérées comme "imminentes" mais plutôt comme pouvant se produire "dans un laps de temps raisonnablement prévisible". La législation des États-Unis ne définit pas, et la Commission n'a pas non plus précisé, ce qui constitue "un laps de temps raisonnablement prévisible".[262] Le pouvoir discrétionnaire pratiquement illimité conféré à la Commission pour l'établissement de ses déterminations sur le point de savoir s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira est contraire aux prescriptions de l'Accord antidumping. Des spéculations d'une autorité compétente sur ce que sera la situation du marché dans plusieurs années à venir sont incompatibles avec l'article 11.3 et l'article 3.

274. De même, la législation des États-Unis impose à la Commission une obligation incompatible avec la prescription de l'article 3.8, aux termes duquel:

> Dans les cas où des importations faisant l'objet d'un dumping menacent de causer un dommage, l'application de mesures antidumping sera envisagée et décidée avec un soin particulier.

---

[260] *Voir, par exemple: Asociacion de Productores de Salmon y Trucha de Chile AG* c. *United States Int'l Trade Comm'n*, 180 F. Supp. 2d 1360, 1371-72 (CIT 2002) (pièce n° 13 de l'Argentine) ("Aussi bien la définition du dictionnaire que la jurisprudence de la CIT démontrent que le terme "imminent" (imminent) signifie seulement "impending" (prochain) … [et pas nécessairement "immediate" (immédiat)"] (pièce n° 13 de l'Argentine); *Goss Graphics Systems* c. *United States*, 33 F. Supp. 2d 1082, 1102-04 (CIT 1998) (pièce n° 10 de l'Argentine) (la constatation de la menace de dommage était fondée sur un recul de la part de marché de la branche de production qui, selon les projections, se manifesterait deux ans plus tard).

[261] La Commission n'a jamais défini ce qui constitue un "laps de temps raisonnablement prévisible". La Commission n'indique aucun paramètre et se contente de faire ses déterminations au cas par cas.

[262] *Commission's Sunset Determination*, pages 7 et 8 et note 41 (pièce n° 54 de l'Argentine).

275. Ces dispositions de la législation des États-Unis ont pour effet de libérer la Commission des sauvegardes et des contraintes incorporées à l'article 3.7 et 3.8 de l'Accord antidumping dans les affaires où intervient un dommage futur. L'article 3.8 exige que les Membres "envisag[ent] et décid[ent]" avec "un soin particulier" l'application de mesures antidumping fondée sur des constatations relatives à un dommage futur. En prolongeant dans le futur (sans limitation aucune) la période pour laquelle la Commission doit examiner si les producteurs nationaux pourraient subir un dommage, les dispositions de la Loi ne satisfont pas à l'obligation concernant l'analyse de "probabilité" prescrite à l'article 11.3 et à l'article 3.1, 3.2, 3.4, 3.7 et 3.8 de l'Accord antidumping.

2. L'application faite par la Commission des dispositions 19 USC. §§ 1675a a) 1) et 5) dans le réexamen à l'extinction concernant les OCTG en provenance d'Argentine était incompatible avec l'article 11.3 et avec l'article 3 de l'Accord antidumping

276. Telles que ces dispositions sont appliquées en l'espèce, la Commission, dans sa décision établissant qu'il est probable que le dommage causé à la branche de production nationale subsistera ou se reproduira si les ordonnances sont abrogées, ne donne aucune indication quant à la période dont elle estime qu'elle constitue "un laps de temps raisonnablement prévisible". Elle se borne à citer le SAA, qui dispose qu'"un "laps de temps raisonnablement prévisible" variera selon chaque cas, mais normalement ne dépassera pas l'horizon "imminent" applicable dans l'analyse d'une menace de dommage …".[263] Ainsi, la Commission interprète le libellé du SAA comme lui donnant carte blanche pour définir de toute façon comme elle le désire la notion de "laps de temps raisonnablement prévisible", selon les circonstances de chaque enquête.

277. La Commission cite certains facteurs énumérés dans le SAA qu'elle "devrait" examiner pour définir ce que devrait être son "laps de temps raisonnablement prévisible", en particulier: 1) la fongibilité du produit en question ou sa différenciation, 2) le degré de substituabilité entre les produits importés et les produits nationaux, 3) les filières de distribution utilisées, 4) les modalités des contrats (ventes au comptant ou contrats à long terme), 5) les délais de livraison des marchandises et 6) les investissements prévus et les transferts d'installations de production.[264] Dans les réexamens en question, cependant, la Commission, à une seule exception près, n'analyse aucun de ces facteurs pour déterminer quelle est la longueur de la période qu'elle considère comme un laps de temps raisonnablement prévisible.[265] Par exemple, la Commission fait allusion aux problèmes de la fongibilité et des filières de distribution dans la section de son opinion traitant de la probabilité d'un chevauchement raisonnable de la concurrence, mais n'établit pas de lien entre ces analyses et d'éventuelles conclusions concernant le laps de temps dans lequel le dommage est susceptible de subsister ou de se reproduire.[266] En conséquence, quand bien même le libellé de la Loi serait compatible avec l'Accord antidumping, la Commission ne l'a pas appliqué aux éléments de preuve qu'elle avait à sa disposition pour conclure qu'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait si les ordonnances étaient abrogées.

D. LA CONDUITE PAR LA COMMISSION D'UNE ANALYSE "CUMULATIVE" DU DOMMAGE DANS LE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION DE LA MESURE ANTIDUMPING APPLIQUÉE AUX OCTG ÉTAIT INCOMPATIBLE AVEC LES ARTICLES 11.3 ET 3.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

278. La conduite par la Commission d'une analyse cumulative du dommage dans le réexamen à l'extinction concernant les OCTG en provenance d'Argentine contrevenait aux articles 11.3 et 3.3.

---

[263] *Commission's Sunset Determination*, pages 7 et 8 et note 41 (pièce n° 54 de l'Argentine).

[264] *Id.*, note 40.

[265] Le commissaire Koplan définit le "laps de temps raisonnablement prévisible" comme "la période dont le marché a probablement besoin pour s'adapter à l'abrogation d'une ordonnance ou à la clôture d'une enquête suspendue" *id.*, page 8, note 41. Même le commissaire Koplan, cependant, bien qu'il mentionne les facteurs énumérés dans le SAA, ne donne aucune indication au sujet des paramètres de cette période.

[266] *Id.*, pages 12 et 13.

279. L'article 11.3 de l'Accord antidumping donne à chaque Membre de l'OMC le droit à ce qu'une mesure antidumping visant ses importations soit abrogée au bout de cinq ans, à moins qu'il ne soit probable qu'une telle action aura pour conséquence la continuation ou la réapparition du dumping. En l'espèce, les États-Unis n'ont jamais fait une telle constatation. La Commission n'a jamais analysé l'effet de l'abrogation de la mesure antidumping applicable aux OCTG argentins. À la place, la Commission a procédé à une évaluation cumulative, qui revenait essentiellement à subordonner le droit de l'Argentine découlant de l'article 11.3 aux actions d'exportateurs d'autres Membres de l'OMC et à l'interprétation que la Commission donnait de ces actions.

280. Il n'y a rien dans le texte de l'article 11.3 qui permette de penser que le droit de l'Argentine à l'abrogation des mesures antidumping devait être circonscrit de cette manière. Au contraire, l'Argentine a le droit de pouvoir compter sur l'abrogation, à moins qu'il n'y ait une constatation fondée sur des éléments de preuve positifs qu'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira du fait de l'abrogation de la mesure antidumping applicable aux OCTG argentins (et non pas de toutes les mesures antidumping applicables aux OCTG en provenance d'autres pays).

281. La position des États-Unis concernant l'évaluation cumulative est incompatible avec le sens courant de l'article 11.3, de même qu'avec l'objet et le but de la disposition relative aux réexamens à l'extinction.

282. Premièrement, dans le texte de l'article 11.3, la référence spécifique à "un droit antidumping" est au singulier et non pas au pluriel, ce qui, à première vue, se réfère à une seule mesure, et non pas à des mesures antidumping multiples. De fait, la position adoptée par les États-Unis est que les réexamens à l'extinction doivent s'effectuer sur la base de l'*ordonnance dans son ensemble*.[267]

283. Deuxièmement, le texte de l'article 3.3 indique clairement que le cumul n'est autorisé que dans le cadre des enquêtes. Au demeurant, il n'y a pas de renvoi croisé à l'article 11.3 dans le texte de l'article 3.3.

284. Troisièmement, il n'y a de renvoi exprès soit au cumul soit à l'article 3.3 ni dans le contexte immédiat de l'article 11 (c'est-à-dire, à l'article 11.1, 11.2, 11.4 ou 11.5), ni dans le contexte plus large de l'Accord antidumping. Dans *Acier en provenance d'Allemagne*, l'Organe d'appel a examiné le point de savoir si un critère *de minimis* est censé s'appliquer aux réexamens à l'extinction par "implication" avec une analyse du texte de l'article 21.3 et de l'article 11.9. L'Organe d'appel n'a pas constaté une telle implication. Il a examiné les dispositions de l'article 21.4 et 21.5, qui contiennent des références expresses à d'autres dispositions de l'Accord SMC. L'Organe d'appel a conclu que ces références expresses, jointes à l'absence de renvoi à la disposition *de minimis*, indiquaient que l'intention des rédacteurs était qu'il n'y eût pas de critère *de minimis* applicable à l'article 21.3.

285. Quatrièmement, ni une analyse de l'objet et du but des dispositions relatives aux réexamens à l'extinction ni un examen de l'objet et du but de l'Accord antidumping ne laissent penser qu'une approche cumulative de l'analyse du dommage soit en quelque sorte implicite dans le texte de l'article 11.3. En fait, c'est le contraire qui est vrai: les Membres de l'OMC sont convenus de dispositions garantissant que les mesures antidumping ne resteraient pas en vigueur à perpétuité.

286. Cinquièmement, le raisonnement de l'Organe d'appel donne à penser qu'il croit comprendre que l'analyse du dommage, dans un réexamen à l'extinction, ne s'effectue pas sur la base du cumul: "ainsi, à notre avis, les termes "subventionnement" et "dommage" ont chacun un sens indépendant dans l'Accord SMC qui n'est pas établi par référence à l'autre. Il est *peu probable* qu'on puisse démontrer que des niveaux très faibles de subventionnement *causent* un dommage "important"".

[267] Première communication écrite des États-Unis, *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244 (7 octobre 2002), paragraphe 162.

Acier en provenance d'Allemagne, paragraphe 81 (italique dans l'original). Une telle affirmation ne serait vraie que lorsque l'analyse du dommage n'est pas effectuée selon une approche cumulative.

287. Enfin, il est important de souligner que c'est là une question de première importance à l'OMC. De fait, l'Organe d'appel, dans *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon* a confirmé que:

> Selon le Japon, la conséquence logique de la thèse des États-Unis selon laquelle les critères quantitatifs énoncés à l'article 3.3 ne sont pas applicables lors des réexamens à l'extinction est que les autorités administrantes des États-Unis ne peuvent pas recourir au cumul dans le cadre de réexamens à l'extinction. Toutefois, le Japon a précisé qu'il ne soutenait pas devant nous qu'il n'était pas du tout possible de recourir au cumul dans l'élément d'un réexamen à l'extinction relatif au dommage. C'est pourquoi nous n'examinons pas la question générale de savoir si le cumul est autorisé ou non dans les réexamens à l'extinction.[268]

E. À SUPPOSER, POUR LES BESOINS DE L'ARGUMENTATION, QUE LES ARTICLES 3.3 ET 11.3 N'EXCLUENT PAS LE CUMUL DANS LES RÉEXAMENS AU TITRE DE L'ARTICLE 11.3, LES TERMES DE L'ARTICLE 3.3 DOIVENT ALORS S'APPLIQUER À TOUTE ANALYSE CUMULATIVE DE CE TYPE DANS UN RÉEXAMEN À L'EXTINCTION. L'APPLICATION DE LA PRESCRIPTION *DE MINIMIS* OU DE LA PRESCRIPTION RELATIVE AU CARACTÈRE NÉGLIGEABLE (QUI DOIVENT TOUTES DEUX ÊTRE RESPECTÉES) AURAIT EMPÊCHÉ LE CUMUL EN L'ESPÈCE. L'ANALYSE CUMULATIVE DU DOMMAGE À LAQUELLE LA COMMISSION A PROCÉDÉ DANS SA DÉTERMINATION À L'EXTINCTION N'ÉTAIT PAS CONFORME AUX PRESCRIPTIONS DE L'ARTICLE 3.3

288. À supposer pour les besoins de l'argumentation que les articles 3.3 et 11.3 n'interdisent pas le cumul dans les réexamens au titre de l'article 11.3, les termes de l'article 3.3 doivent alors s'appliquer à toute analyse cumulative de ce type dans un réexamen à l'extinction. De fait, l'application soit de la prescription *de minimis* soit de la prescription relative au caractère négligeable (qui doivent toutes deux être respectées) aurait empêché le cumul en l'espèce. L'analyse cumulative du dommage à laquelle la Commission a procédé dans sa détermination à l'extinction n'était donc pas conforme aux prescriptions de l'article 3.3.

289. L'emploi du mot "dommage" à l'article 11.3 dans la disposition impérative prescrivant aux autorités de déterminer s'il "est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront" en cas d'abrogation de la mesure antidumping signifie, comme il a été expliqué plus haut, que les prescriptions de l'article 3 s'appliquent à une telle détermination.

290. En tout état de cause, tel qu'il a été appliqué en l'espèce, le cumul aurait été exclu du fait du libellé sans équivoque de l'article 3.3 de l'Accord. La partie pertinente de l'article 3.3 dispose que:

> Dans les cas où les importations d'un produit en provenance de plus d'un pays feront simultanément l'objet d'enquêtes antidumping, les autorités chargées des enquêtes ne pourront procéder à une évaluation cumulative des effets de ces importations que si elles déterminent a) que la marge de dumping établie en relation avec les importations en provenance de chaque pays est supérieure au niveau *de minimis* au sens du paragraphe 8 de l'article 5 et que le volume des importations en provenance de chaque pays n'est pas négligeable, et b) qu'une évaluation cumulative des effets des importations est appropriée à la lumière des conditions de concurrence entre les

[268] Rapport du Groupe spécial, *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 7.104 (citant la deuxième communication orale du Japon, paragraphe 51; réponse du Japon à la question n° 22 du Groupe spécial).

produits importés et des conditions de concurrence entre les produits importés et le produit national similaire.

291. Pour l'Argentine, la marge de dumping constatée par le Département du commerce dans sa détermination établie à l'issue du réexamen à l'extinction était de 1,36 pour cent seulement, donc bien inférieure à la marge de 2 pour cent établie par l'Accord comme marge *de minimis*.[269] Au demeurant, le volume des importations en provenance d'Argentine au cours de la période examinée n'a jamais dépassé 3 pour cent des importations totales, ce qui est le critère du caractère négligeable en vertu de l'Accord antidumping.[270] C'était donc de la part de la Commission une violation claire des articles 11.3 et 3.3 de l'Accord antidumping que de recourir dans ces réexamens à l'extinction au cumul des importations en provenance d'Argentine avec celles en provenance d'Italie, du Japon, de Corée et du Mexique.

F. LE RECOURS PAR LA COMMISSION À UNE ANALYSE CUMULATIVE DU DOMMAGE DANS CE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION ÉTAIT INCOMPATIBLE AVEC LES ARTICLES 11.3 ET 3.1 DE L'ACCORD ANTIDUMPING PARCE QU'IL A EMPÊCHÉ LA COMMISSION D'APPLIQUER UN CRITÈRE "PROBABLE" ET N'ÉTAIT PAS FONDÉ SUR DES ÉLÉMENTS DE PREUVE POSITIFS

292. En l'espèce, l'application par la Commission de la disposition de la Loi antidumping relative au cumul est incompatible avec l'Accord à un autre égard important. L'article 11.3 de l'Accord dispose que l'autorité administrante supprimera les droits antidumping à l'expiration d'une période de cinq ans à moins que l'autorité ne détermine qu'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira si le droit est supprimé. Comme il a été noté plus haut, le critère de l'article 11.3 concernant la probabilité de la continuation ou de la réapparition du dommage implique la probabilité que le résultat en question se produise. Cependant, pour parvenir à sa décision de recourir en l'espèce au cumul, la Commission a examiné la question de savoir si les importations en provenance de chaque source visée avaient une quelconque incidence défavorable perceptible possible sur la branche de production nationale.[271] La Commission a eu recours au cumul des importations parce qu'elle n'a pas constaté que les importations n'auraient pas d'incidence défavorable perceptible sur la branche de production nationale.

293. Dans la mesure où l'énoncé du critère appliqué par la Commission est rédigé sous forme de deux clauses négatives[272], une interprétation équivalente du texte est que la Commission a procédé au cumul des importations de la marchandise visée en provenance de sources qui, considérées individuellement, ont un effet défavorable possible quelconque sur la branche de production nationale. Ce critère peu rigoureux est absolument contraire au critère "probable" établi par l'article 11.3.[273] Si la Commission a appliqué ce critère peu rigoureux à sa décision de recourir au cumul et pas

---

[269] *Commission's Sunset Determination*, page I-14 (rapport interne) (pièce n° 54 de l'Argentine) (citant 65 Fed. Reg. 66,701, 7 novembre 2000). Le paragraphe 8 de l'article 5 de l'Accord dispose que "la marge de dumping sera considérée comme *de minimis* si, exprimée en pourcentage du prix à l'exportation, elle est inférieure à 2 pour cent".

[270] *Commission's Sunset Determination*, page IV-3, tableau IV-1 (rapport des services de la Commission) (pièce n° 54 de l'Argentine). En 2000, en volume, les importations en provenance d'Argentine ont représenté 2,9 pour cent du total des importations, et ont été inférieures à 1 pour cent des importations au cours de chacune des quatre années civiles précédentes. Ces pourcentages sont bien inférieurs au critère des 3 pour cent établi par la législation des États-Unis. 19 USC. § 1677 24) A) i) (pièce n° 2 de l'Argentine).

[271] *Commission's Sunset Determination*, pages 6 et10 à 16.

[272] *Voir*: 19 USC. § 1675a a) 7) ("… la Commission n'évaluera pas sur une base cumulative le volume et les incidences des importations de la marchandise visée lorsqu'elle détermine qu'il est probable que lesdites importations n'ont pas d'incidence défavorable discernable sur la branche de production nationale.")

[273] *Voir* le rapport du Groupe spécial, *Mémoires (RAM) dynamiques originaires de Corée*, paragraphes 6.48, 6.52 à 6.58. Le Groupe spécial a estimé qu'"[u]ne constatation selon laquelle un événement est "probable" implique une plus grande certitude que l'événement se produira que ne le fait une constatation selon laquelle l'événement n'est pas ‘'peu probable."

directement à sa décision relative à la probabilité du dommage, on ne peut pas soutenir sérieusement qu'une détermination positive de la probabilité du dommage aurait pu être faite en l'espèce sans une décision de recourir au cumul des importations en provenance des pays faisant l'objet de l'enquête.

294. Le recours par la Commission à un critère de "possibilité" pour le cumul va également à l'encontre du raisonnement de l'Organe d'appel dans *Acier en provenance d'Allemagne* et des prescriptions de l'article 3.1 de l'Accord antidumping en matière de preuve. L'Organe d'appel a dit qu'"[i]l est *peu probable* qu'on puisse démontrer que des niveaux très faibles de subventionnement *causent* un dommage important"[274], et il a ajouté que "[l]orsque le niveau de subventionnement au moment du réexamen est très faible, il doit y avoir des éléments de preuve convaincants montrant que l'abrogation du droit entraînerait néanmoins un dommage pour la branche de production nationale".[275] Comme il a été dit plus haut, l'Argentine estime que la pratique même du cumul est incompatible avec les articles 11.3 et 3.3 de l'Accord et qu'elle va à l'encontre du raisonnement cité plus haut de l'Organe d'appel. Le critère peu rigoureux de "possibilité" que la Commission a appliqué pour décider s'il y avait lieu de recourir en l'espèce au cumul rendait le cumul inévitable et a permis à la Commission d'établir une détermination positive de "probabilité" en l'absence des "éléments de preuve convaincants" du type exigé par l'Organe d'appel.

IX. LES MESURES DES ÉTATS-UNIS INDIQUÉES SONT INCOMPATIBLES AVEC L'ARTICLE VI DU GATT DE 1994, LES ARTICLES 1ER ET 18 DE L'ACCORD ANTIDUMPING ET L'ARTICLE XVI:4 DE L'ACCORD SUR L'OMC

295. Les mesures indiquées par l'Argentine dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, y compris la détermination du Département à l'effet de suivre une procédure accélérée, la détermination à l'extinction établie par le Département, la détermination à l'extinction établie par la Commission, la détermination du Département à l'effet de maintenir l'ordonnance en vigueur, et les lois, règlements, principes directeurs et procédures pertinents des États-Unis, sont incompatibles avec les obligations découlant pour les États-Unis de l'article VI du GATT de 1994, des articles 1er et 18.1 et 18.4 de l'Accord antidumping et de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

A. LES MESURES PRISES PAR LES ÉTATS-UNIS SONT CONTRAIRES AUX PRINCIPES FONDAMENTAUX DE L'ACCORD ANTIDUMPING, TELS QUE CEUX-CI SONT ÉNONCÉS À L'ARTICLE PREMIER

296. L'article premier de l'Accord antidumping ("Principes") dispose:

> Une mesure antidumping sera appliquée dans les seules circonstances prévues à l'article VI du GATT de 1994, et à la suite d'enquêtes ouvertes et menées en conformité avec les dispositions du présent accord. Les dispositions qui suivent régissent l'application de l'article VI du GATT de 1994 pour autant que des mesures soient prises dans le cadre d'une législation ou d'une réglementation antidumping. [note de bas de page omise]

297. L'article premier stipule donc que les mesures antidumping, y compris celles qui font suite à des réexamens à l'extinction, ne peuvent être appliquées que dans les circonstances prévues à l'article VI du GATT. L'application de l'article VI du GATT, à son tour, est régie par les dispositions de l'Accord antidumping. En conséquence, toute infraction à une disposition de l'Accord, par définition, entraîne une violation corollaire de l'article premier.

298. Comme le Groupe spécial l'a noté dans le différend sur la *Loi antidumping de 1916*:

---

[274] Rapport de l'Organe d'appel, *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 81 (pas d'italique dans l'original).

[275] *Id.*, paragraphe 88.

> En ce qui concerne l'article premier, nous notons que si nous constatons une violation d'autres dispositions de l'Accord antidumping, il sera démontré qu'une enquête antidumping au titre de la Loi de 1916 n'est pas "ouverte et menée en conformité avec les dispositions du présent accord" et une violation de l'article premier sera établie.[276]

299. L'Argentine a démontré dans la présente communication que les mesures des États-Unis indiquées par elle, à la fois en tant que telles et telles qu'elles sont appliquées, violent les obligations des États-Unis au regard de l'Accord antidumping. En conséquence, les mesures indiquées prises par les États-Unis constituent également une violation de l'article premier.

B. LES MESURES DES ÉTATS-UNIS INDIQUÉES, QUI CONSTITUENT UNE "MESURE PARTICULIÈRE CONTRE LE DUMPING", CONTREVIENNENT À L'ARTICLE 18.1 DE L'ACCORD

300. Aux termes de l'article 18.1:

> Il ne pourra être pris aucune mesure particulière contre le dumping des exportations d'un autre Membre, si ce n'est conformément aux dispositions du GATT de 1994, tel qu'il est interprété par le présent accord. [note de bas de page omise]

301. L'Organe d'appel a expliqué récemment les deux "conditions préalables" qui doivent être remplies pour que l'article 18.1 s'applique:

> La première est qu'une mesure doit être "particulière" au dumping ou au subventionnement. La seconde est qu'une mesure doit être "contre" le dumping ou le subventionnement … S[']il … est établi qu'une mesure remplit ces deux conditions et relève donc du champ des prohibitions énoncées dans ces dispositions, il serait alors nécessaire d'aller plus loin dans l'analyse et de déterminer si la mesure a été "prise conformément aux dispositions du GATT de 1994", tel que celui-ci est interprété par l'*Accord antidumping* … S'il est déterminé que ce n'est pas le cas, la mesure serait incompatible avec l'article 18.1 de l'*Accord antidumping* …[277]

302. Une "mesure particulière contre le dumping" des exportations est une "mesure qui est prise pour faire face à des situations comportant les éléments constitutifs du "dumping"".[278] Les "éléments constitutifs du dumping", se trouvent à leur tour "dans la définition du dumping figurant à l'article VI:1 du GATT de 1994, telle qu'elle [est] précisée à l'article 2 de l'Accord antidumping".[279] Une mesure peut être considérée comme ayant été prise "contre" le dumping lorsqu'elle crée une "opposition au dumping" … de telle sorte qu'elle dissuade [ces pratiques], ou crée une incitation à y mettre fin.[280]

---

[276] *États-Unis – Loi antidumping de 1916*, Plainte des Communautés européennes, rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.208. Examinant la plainte du Japon, l'Organe d'appel est parvenu à la même conclusion. Voir: *États-Unis – Loi antidumping de* 1916, Plainte du Japon, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 6.264. L'Organe d'appel a confirmé ces constatations concernant la violation de l'article premier: rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Loi antidumping de* 1916, paragraphes 134 et 135.

[277] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention*, WT/DS217/AB/R, WT/DS234/AB/R, adopté le 27 janvier 2003, paragraphe 236 ("*États-Unis – Loi sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention*").

[278] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Loi antidumping de 1916*, paragraphe 130.

[279] *Id.*, paragraphes 105 et 106 et 130; rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention*, paragraphe 240.

[280] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Loi sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention*, paragraphe 259.

303. Il est incontestable que les mesures des États-Unis indiquées par l'Argentine sont toutes des "mesures particulières contre le dumping des exportations", en l'espèce les exportations d'OCTG en provenance d'Argentine. Les lois des États-Unis relatives au réexamen à l'extinction, selon leurs propres termes, sont fondées sur l'existence d'une ordonnance antidumping et ne peuvent s'appliquer que dans de telles circonstances. Il est clair que "les éléments constitutifs du dumping" existent. L'ordonnance antidumping contre les OCTG en provenance d'Argentine, et le maintien de cette ordonnance à la suite des déterminations établies à l'extinction, étaient incontestablement des mesures qui ont été prises "contre" le dumping. Ces questions liminaires peuvent donc être rapidement écartées.

304. Il est dès lors nécessaire que le Groupe spécial "[aille] plus loin dans l'analyse", comme l'a dit l'Organe d'appel, afin de "détermine[r] si la mesure a été "prise conformément aux dispositions du GATT de 1994 tel qu'il [est] interprété par l'"*Accord antidumping*"". La communication de l'Argentine a démontré de nombreuses violations de l'Accord antidumping par les États-Unis. En tant que telles, par définition, les mesures n'ont pas été prises conformément à l'article VI du GATT, tel que celui-ci est interprété par l'Accord antidumping.

305. Au surplus, la partie pertinente de l'article 3:8 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends dispose que:

> Dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est *présumée* annuler ou compromettre un avantage.

306. Les États-Unis ont failli à leurs obligations au titre de l'Accord antidumping et du GATT de 1994 et, ce faisant, ont annulé ou compromis les avantages découlant pour l'Argentine de ces accords.[281]

C. LES ÉTATS-UNIS N'ONT PAS ASSURÉ LA CONFORMITÉ DE LEURS MESURES AVEC LEURS OBLIGATIONS DANS LE CADRE DE L'OMC, EN VIOLATION DE L'ARTICLE 18.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING ET DE L'ARTICLE VI:4 DE L'ACCORD SUR L'OMC

307. L'article 18.4 de l'Accord antidumping est ainsi conçu:

> Chaque Membre prendra toutes les mesures nécessaires, de caractère général ou particulier, pour assurer, au plus tard à la date où l'Accord sur l'OMC entrera en vigueur pour lui, la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec les dispositions du présent accord, dans la mesure où elles pourront s'appliquer au Membre en question.

308. Toute violation de toute disposition de l'Accord antidumping entraîne donc une violation corollaire de l'article 18.4 de l'Accord antidumping.

309. L'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC dit:

---

[281] Dans l'affaire sur l'*Amendement Byrd*, l'Organe d'appel a dit:

> Nous concluons que, dans la mesure où nous avons constaté que la CDSOA était incompatible avec l'article 18.1 de l'*Accord antidumping* et l'article 32.1 de l'*Accord SMC*, la CDSOA annule et compromet des avantages résultant de ces accords pour les intimés dans le présent différend.

Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Continuation du dumping et maintien de la subvention*, paragraphe 304.

> Chaque Membre assurera la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec ses obligations telles qu'elles sont énoncées dans les Accords figurant en annexe.

310. Toute violation d'une disposition quelconque d'un accord visé entraînera de même une violation corollaire de l'article 18.4 et de l'article XVI:4.

311. Dans l'affaire *Amendement Byrd*, l'Organe d'appel a constaté ce qui suit:

> En conséquence de notre constatation selon laquelle les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 18.1 de l'*Accord antidumping* et l'article 32.1 de l'*Accord SMC*, nous confirmons la constatation du Groupe spécial selon laquelle les États-Unis ne se sont pas conformés à l'article 18.4 de l'*Accord antidumping*, à l'article 32.5 de l'*Accord SMC* ni à l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC*.[282]

312. C'est l'approche qui a été également suivie dans d'autres affaires. Par exemple, le Groupe spécial dans *Acier laminé à chaud en provenance du Japon* a conclu qu'une certaine loi des États-Unis était:

> incompatible avec l'article 9.4 de l'Accord antidumping et … par conséquent, les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 18.4 de l'Accord antidumping et de l'article XVI:4 de l'Accord de Marrakech en ne mettant pas cette disposition en conformité avec leurs obligations au titre de l'Accord antidumping.[283]

313. En conséquence, une constatation du présent Groupe spécial établissant que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'une quelconque de leurs obligations au titre de l'Accord antidumping nécessitera une constatation selon laquelle ils ont également agi d'une manière incompatible avec l'article 18.4 de l'Accord antidumping et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

X. CONCLUSION

314. Comme il a été démontré dans la présente communication, l'Argentine a l'honneur de demander au Groupe spécial de constater les violations suivantes, commises par les États-Unis, de l'Accord antidumping, du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'OMC:

A. LES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES ET ADMINISTRATIVES DES ÉTATS-UNIS RELATIVES AUX RÉEXAMENS À L'EXTINCTION CONTREVIENNENT EN TANT QUE TELLES À L'ACCORD ANTIDUMPING ET À L'ACCORD SUR L'OMC

- en imposant au Département l'obligation de rendre une détermination de probabilité d'un dumping, sans procéder à un réexamen à l'extinction, sans analyse de fond aucune, et sans établir la détermination requise, les dispositions 19 USC. § 1675 c) 4) et 19 C.F.R. § 218 d) 2) iii) (les "dispositions relatives à la renonciation") contreviennent à l'article 11.3 de l'Accord antidumping;

- en privant d'une manière incompatible avec les prescriptions de l'Accord antidumping les parties intéressées interrogées des moyens de fournir des renseignements et de défendre leurs intérêts, les dispositions 19 USC. § 1675 c) 4) et 19 C.F.R. § 218 d) 2) iii) contreviennent à l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord antidumping;

---

[282] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Continuation du dumping et maintien de la subvention*, paragraphe 302.

[283] Rapport du Groupe spécial, *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, paragraphe 8.1.

- en exigeant que la Commission détermine s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira "dans un laps de temps raisonnablement prévisible" (19 USC. § 1675a a) 1)) et que la Commission "considère que les effets de l'abrogation ou de la clôture peuvent ne pas être imminents, mais peuvent ne se manifester qu'à plus longue échéance" (19 USC. § 1675a a) 5)), ces dispositions législatives contreviennent aux articles 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 3.7, 3.8, 11.1 et 11.3 de l'Accord antidumping;

- en établissant une présomption irréfragable qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en cas d'abrogation de la mesure antidumping, le SAA (pages 888 et 889) et le *Sunset Policy Bulletin* du Département (article II.A.3), comme il a été en outre démontré par la pratique constante du Département, contreviennent à l'article 11.3 de l'Accord.

B. LA DÉTERMINATION À L'EXTINCTION ÉTABLIE PAR LE DÉPARTEMENT CONTREVENAIT À L'ACCORD ANTIDUMPING ET AU GATT DE 1994

- en procédant à un réexamen à l'extinction accéléré au motif que les exportations d'OCTG de Siderca à destination des États-Unis étaient inférieures à 50 pour cent des exportations totales d'OCTG argentins à destination des États-Unis, le Département a contrevenu à l'article 6.1, 6.2 et 6.8 et aux dispositions de l'Annexe II de l'Accord antidumping;

- en procédant à un réexamen à l'extinction accéléré, le Département a rendu sans analyse aucune une détermination concluant à la probabilité de voir le dumping subsister ou se reproduire, en violation de l'article 11.3 de l'Accord antidumping;

- en procédant à un réexamen accéléré et en appliquant à Siderca les dispositions relatives à la renonciation, le Département a contrevenu à l'article 6.1, 6.2 et 6.8 et aux dispositions de l'Annexe II de l'Accord antidumping;

- en ne diffusant pas d'avis au public et en ne fournissant pas d'explications suffisamment détaillées des constatations sur toutes les questions de fait et de droit figurant dans sa détermination à l'effet de procéder à un réexamen accéléré et dans sa détermination à l'extinction, à laquelle était incorporé par renvoi son *Mémorandum sur les questions et la décision*, le Département a contrevenu à l'article 12.2 et 12.2.2 de l'Accord antidumping;

- faute d'avoir appliqué le bon critère, d'avoir effectué une analyse prospective et d'avoir fait une détermination de la probabilité d'un dumping reposant sur des éléments de preuve positifs, le Département a établi une détermination à l'extinction qui est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping;

- à titre subsidiaire, si le Groupe spécial constate que le SAA et le *Sunset Policy Bulletin* ne sont pas des mesures qui peuvent être contestées au titre du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (constatation demandée plus haut au quatrième alinéa de la section A) les États-Unis, en n'appliquant pas d'une manière impartiale et raisonnable leurs lois, règlements et décisions administratives et judiciaires en ce qui concerne la conduite par le Département des réexamens à l'extinction des ordonnances en matière de droits antidumping, ont contrevenu à l'article X:3 a) du GATT de 1994.

C. LA DÉTERMINATION À L'EXTINCTION ÉTABLIE PAR LA COMMISSION CONTREVENAIT À L'ACCORD ANTIDUMPING

- en n'appliquant pas un critère "likely" ou "probable", la Commission a contrevenu aux articles 3.1 et 11.3 de l'Accord antidumping;

- en ne procédant pas à un examen objectif du dossier et en ne fondant pas sa détermination sur des éléments de preuve positifs, la Commission a contrevenu aux articles 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 et 11.3 de l'Accord antidumping;

- en n'évaluant pas tous les facteurs et indices économiques pertinents influant sur la situation de la branche de production, y compris ceux qui sont énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping, la Commission a contrevenu à l'article 3.4. En ne prenant pas la mesure d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale, la Commission n'a pas non plus satisfait aux prescriptions de l'article 3.5 de l'Accord antidumping relatives au lien de causalité;

- en procédant à une évaluation cumulative des effets des importations d'OCTG en provenance de Corée, d'Italie, du Japon et du Mexique pour déterminer s'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait du fait de la suppression du droit antidumping appliqué aux importations d'OCTG en provenance d'Argentine, la Commission a contrevenu aux articles 3.3 et 11.3 de l'Accord antidumping, qui interdisent le recours à une analyse cumulative du dommage dans les réexamens à l'extinction; et

- à titre subsidiaire, si une analyse cumulative du dommage est permise dans les réexamens à l'extinction, en n'appliquant pas au réexamen concernant les OCTG en provenance d'Argentine les prescriptions de l'article 3.3 relatives au critère *de minimis* et au caractère négligeable, la Commission a contrevenu aux articles 3.3 et 11.3 de l'Accord antidumping, étant donné que l'application de l'une ou l'autre de ces dispositions aurait interdit à la Commission de procéder à une analyse cumulative du dommage dans le cas du réexamen à l'extinction concernant les OCTG en provenance d'Argentine. Enfin, le recours de la Commission à une analyse cumulative du dommage allait à l'encontre du critère "probable" ("likely") de l'article 11.3 et a abouti à une détermination de l'existence d'un dommage qui n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs.

D. INFRACTIONS COROLLAIRES DES ÉTATS-UNIS À L'ACCORD ANTIDUMPING, AU GATT DE 1994 ET À L'ACCORD SUR L'OMC

- parce que les États-Unis ont manqué à leurs obligations au titre de l'Accord antidumping, ils ont également contrevenu aux dispositions de l'article VI du GATT de 1994, des articles 1er et 18 de l'Accord antidumping et de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC;

- en n'assurant pas la conformité des lois, règlements et procédures administratives susmentionnés avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC, les États-Unis ont contrevenu à l'article 18.4 de l'Accord antidumping; et

- en n'assurant pas la conformité des lois, règlements et procédures administratives susmentionnés avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC, les États-Unis ont contrevenu à l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

XI. DEMANDE DE SUGGESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL SUR LA FAÇON DONT LES ÉTATS-UNIS DEVRAIENT METTRE EN ŒUVRE SES RECOMMANDATIONS

315. L'article 19:1 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends dispose que, dans les cas où un groupe spécial conclura qu'une mesure est incompatible avec un accord visé, il recommandera que le Membre concerné la rende conforme audit accord.

316. L'article 19:1 du Mémorandum d'accord dispose également que, outre les recommandations qu'il fera, le Groupe spécial pourra suggérer au Membre concerné des façons de mettre en œuvre ces recommandations. L'Argentine demanderait au Groupe spécial de faire en l'espèce de telles recommandations.

317. À la lumière des violations généralisées et fondamentales par les États-Unis de leurs obligations dans le cadre de l'OMC, telles qu'elles sont démontrées dans la présente communication, l'Argentine a l'honneur de demander au Groupe spécial de suggérer aux États-Unis de mettre en œuvre les recommandations en supprimant les droits antidumping appliqués aux OCTG en provenance d'Argentine et en abrogeant leurs lois, règlements et procédures incompatibles avec l'OMC ou en amendant ces lois, règlements et procédures de façon à en éliminer les incompatibilités avec les règles de l'OMC.

318. Les faits suivants essentiels définissent le contexte dans lequel s'inscrit la présente requête.

319. Selon l'article 11.3 de l'Accord antidumping, les États-Unis avaient une obligation claire et sans équivoque d'abroger la mesure antidumping appliquée par eux aux OCTG argentins, à moins de déterminer qu'il était probable qu'aussi bien le dumping que le dommage subsisteraient ou se reproduiraient du fait de l'abrogation de la mesure. Comme l'Argentine l'a démontré, les États-Unis n'ont pas établi les déterminations requises quant à la probabilité du dumping et du dommage. Le Département n'a pas effectué le réexamen requis, ni établi la détermination requise de la probabilité du dumping. Á la place, le Département a déterminé que Siderca avait soumis une réponse inadéquate et avait en conséquence renoncé à participer au réexamen à l'extinction. La Commission non plus n'a pas établi la détermination requise de la probabilité du dommage. Dans son réexamen, la Commission n'a pas respecté les disciplines de l'article 3, n'a pas procédé à un examen objectif et n'a pas fondé sa décision sur des éléments de preuve positifs. Á la place, la Commission a examiné les effets cumulés des exportations d'OCTG d'autres pays et a déterminé que la suppression des droits antidumping appliqués aux OCTG en provenance d'Argentine pourrait *éventuellement* ("*possibly*") (non pas "probablement", "probably" ou "likely") causer un dommage à la branche de production des États-Unis à quelque "*moment raisonnablement prévisible*" indéterminé, en cas d'abrogation de la mesure.

320. La mesure antidumping appliquée par les États-Unis aux OCTG argentins aurait dû venir à expiration en 2000. Cependant, les droits n'ont pas été supprimés et sont restés en place pendant près de neuf ans depuis leur imposition. L'imposition de droits pendant près d'une décennie, conjuguée aux violations généralisées de l'Accord antidumping associées aux procédures suivies par les États-Unis dans les réexamens à l'extinction souligne combien il importe que le Groupe spécial formule une suggestion spécifique quant à la façon dont les États-Unis devraient mettre en œuvre ses constatations.

321. À la lumière des obligations énoncées à l'article 11.3, l'occasion de reconduire les droits dans la détermination établie à l'issue du réexamen à l'extinction ne se présente qu'au moment de l'expiration de la période de cinq ans pendant laquelle le droit a été en vigueur. Un tel réexamen ne peut s'effectuer qu'une seule fois. En outre, comme il est dit à l'article 11.1, qui constitue le contexte de l'obligation énoncée à l'article 11.3, les droits "ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage". Si, dans ces conditions,

une autorité ne procède pas au réexamen conformément à l'Accord antidumping, il n'y a aucune chance que le Membre puisse remédier à la situation dans une procédure ultérieure. Sinon, l'obligation principale énoncée à l'article 11.3 (c'est-à-dire, la suppression du droit) sera de nul effet parce que les Membres auraient toujours la possibilité de maintenir la mesure et d'attendre que la procédure de règlement des différends soit terminée avant d'entreprendre une analyse de fond.

322. L'Argentine rappelle que dans l'affaire *Acier en provenance d'Allemagne*, l'Organe d'appel a dit que: "Si [un Membre de l'OMC] ne procède pas à un réexamen à l'extinction, ou, ayant procédé à un tel réexamen, il ne fait pas une telle détermination positive, les droits doivent être supprimés."[284]

323. En conséquence, les États-Unis avaient l'obligation d'abroger la mesure antidumping appliquée aux OCTG en provenance d'Argentine pour s'acquitter de leur obligation au titre de l'article 11.3. L'Argentine a l'honneur de rappeler que ce n'est pas en soumettant Siderca à des réexamens supplémentaires de la part des États-Unis qu'il peut être remédié à la violation du droit de l'Argentine à ce que la mesure soit abrogée au bout de cinq ans. L'Argentine ne voit pas pour les États-Unis d'autre moyen que l'abrogation de la mesure de se conformer à leurs obligations au titre de l'article 11.3. L'Argentine a l'honneur de demander au Groupe spécial, outre les constatations spécifiques qu'il fera des manquements aux règles de l'OMC, de suggérer aux États-Unis de mettre en œuvre les recommandations du Groupe spécial en supprimant les droits antidumping appliqués aux OCTG en provenance d'Argentine, et en abrogeant ou en amendant leurs lois, règlements, procédures et dispositions administratives qui sont incompatibles avec les règles de l'OMC.

[284] Rapport de l'Organe d'appel, *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 63.

ANNEXE A-2

PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS

7 novembre 2003

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 101
II. HISTORIQUE DE LA PROCÉDURE 102
III. CONTEXTE FACTUEL 106
A. LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION AUX ÉTATS-UNIS 106
1. La Loi 106
a) Dispositions de la Loi relatives à la détermination du Département 107
b) Dispositions de la Loi relatives à la détermination de l'ITC 108
2. Les règlements 109
a) Le règlement du Département 109
b) Le règlement de l'ITC 110
3. Le *Sunset Policy Bulletin* du Département 111
B. CERTAINS OCTG EN PROVENANCE D'ARGENTINE 111
1. L'enquête antidumping et l'ordonnance instituant un droit antidumping 111
2. Le réexamen et la détermination à l'extinction 112
a) La détermination du Département concluant à la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait 112
b) La détermination de l'ITC concluant à la probabilité que le dommage subsisterait ou se reproduirait 114
c) Avis de maintien de l'ordonnance 118
IV. DEMANDE DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES 118
A. INTRODUCTION 118
B. COMME LA "PAGE QUATRE" DE LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL PRÉSENTÉE PAR L'ARGENTINE N'EST PAS CONFORME AUX PRESCRIPTIONS DE L'ARTICLE 6:2 DU MÉMORANDUM D'ACCORD, LE GROUPE SPÉCIAL DEVRAIT CONSTATER QUE LES ALLÉGATIONS FORMULÉES À LA "PAGE QUATRE" NE RELÈVENT PAS DE SON MANDAT 119
1. La "Page Quatre" de la demande d'établissement d'un groupe spécial n'"énonc[e] [pas] clairement le problème" 120
2. Les États-Unis ont subi un préjudice parce que l'Argentine ne s'est pas conformée aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord 124
3. Le Groupe spécial devrait constater que les allégations formulées à la "Page Quatre" de la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Argentine ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial 125

C. COMME LES PARAGRAPHES 1, 2 ET 3 DE LA SECTION B DE LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL PRÉSENTÉE PAR L'ARGENTINE N'ÉNONCENT PAS CLAIREMENT LE PROBLÈME AU SENS DE L'ARTICLE 6:2 DU MÉMORANDUM D'ACCORD, LE GROUPE SPÉCIAL DEVRAIT CONSTATER QUE LES ALLÉGATIONS FORMULÉES PAR L'ARGENTINE DANS LES SECTIONS OÙ DES INCOMPATIBILITÉS AVEC LES ARTICLES 3 ET 6 DE L'ACCORD ANTIDUMPING SONT ALLÉGUÉES NE RELÈVENT PAS DU MANDAT DU GROUPE SPÉCIAL 125

D. LE GROUPE SPÉCIAL DEVRAIT CONSTATER QUE CERTAINES QUESTIONS FIGURANT DANS LA PREMIÈRE COMMUNICATION DE L'ARGENTINE NE RELÈVENT PAS DE SON MANDAT PARCE QU'ELLES NE FIGURAIENT PAS DANS LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL 128

1. Allégation de l'Argentine selon laquelle la pratique en matière de réexamens à l'extinction du Département, en tant que telle et telle qu'elle est appliquée, est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping 130

2. Allégation de l'Argentine selon laquelle les dispositions 19 USC. §§ 1675 c) et 1675 a) c), le SAA et le *Sunset Policy Bulletin*, pris ensemble, établissent une présomption irréfragable qui est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping 130

3. Allégation de l'Argentine selon laquelle la pratique du Département en matière de réexamens à l'extinction est incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994 131

4. Allégation de l'Argentine selon laquelle l'application faite par l'ITC des dispositions 19 USC. § 1675a a) 1) et 5) dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine est incompatible avec les articles 11.3 et 3 de l'Accord antidumping 132

5. Allégation de l'Argentine selon laquelle les mesures des États-Unis qu'elle a indiquées sont incompatibles avec l'article VI du GATT de 1994, les articles 1er et 18 de l'Accord antidumping et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC 133

E. CONCLUSION 133

V. PRINCIPES JURIDIQUES GÉNÉRAUX 133

A. CHAMP DE L'EXAMEN ET CRITÈRE D'EXAMEN 133

B. CHARGE DE LA PREUVE: L'ARGENTINE A LA CHARGE DE PROUVER SES ALLÉGATIONS 134

VI. ARGUMENTATION JURIDIQUE 135

A. L'ARTICLE 751 C) 4) DE LA LOI ET L'ARTICLE 351.218 D) 2) III) DU RÈGLEMENT DU DÉPARTEMENT SUR LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION – LES DISPOSITIONS RELATIVES À LA "RENONCIATION" – NE SONT PAS INCOMPATIBLES, EN TANT QUE TELLES, AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING 135

1. Les dispositions relatives à la renonciation ne sont pas incompatibles avec l'obligation d'effectuer un "réexamen" et de faire une "détermination" au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping 137

2. L'article 751 c) 4) de la Loi et l'article 351.218 d) 2) iii) du Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction ne sont pas incompatibles avec l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord antidumping 142

a) L'article 751 c) 4) de la Loi et l'article 351.218 d) iii) 2) du Règlement ne sont pas incompatibles avec l'obligation de ménager d'amples possibilités de présenter des renseignements par écrit qui est énoncée à l'article 6.1 142

b) L'article 751 c) 4) de la Loi et l'article 351.218 d) 2) iii) du Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction ne sont pas incompatibles avec l'article 6.2 de l'Accord antidumping 144

B. LE GROUPE SPÉCIAL DEVRAIT REJETER LES ALLÉGATIONS DE L'ARGENTINE CONCERNANT UNE PRÉTENDUE "PRÉSOMPTION IRRÉFRAGABLE" ET SON INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING 145
1. La "présomption irréfragable" de l'Argentine n'existe pas 145
2. À supposer, pour les besoins du raisonnement, qu'il existe vraiment une "présomption irréfragable" du Département, le *Sunset Policy Bulletin* et la "pratique" du Département ne peuvent pas, en tant que tels, être jugés incompatibles avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping 150
3. À supposer pour les besoins de l'argumentation qu'il existe vraiment une "présomption irréfragable" du Département, le *Sunset Policy Bulletin* et la "pratique" du Département, tels qu'ils sont appliqués en général, ne peuvent pas être jugés incompatibles avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping 153
4. La détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine n'était pas incompatible avec l'article 11.3 du fait d'une "présomption irréfragable" 153
C. LA DÉTERMINATION ÉTABLIE PAR LE DÉPARTEMENT À L'ISSUE DU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION VISANT LES OCTG EN PROVENANCE D'ARGENTINE N'EST PAS INCOMPATIBLE AVEC LES ARTICLES 11, 2, 6 OU 12 DE L'ACCORD ANTIDUMPING 154
1. La détermination du Département à l'effet de suivre une procédure accélérée dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine n'est pas incompatible avec l'Accord antidumping 154
2. Le Département a effectué un réexamen à l'extinction de l'ordonnance antidumping visant les OCTG en provenance d'Argentine et a pleinement tenu compte de tous les renseignements versés au dossier pour établir sa détermination finale à l'issue de ce réexamen 156
3. Le Département s'est conformé aux prescriptions des articles 11.3 et 6 en matière de preuve et de procédure dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG 158
a) Le Département a avisé Siderca et lui a ménagé des possibilités, comme le prescrit l'article 6.1 158
b) Siderca s'est vu ménager la possibilité de défendre pleinement ses intérêts conformément à l'article 6.2 160
4. La détermination finale établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine n'est pas incompatible avec l'obligation prévue à l'article 12 de l'Accord antidumping 162
D. L'ANALYSE DU DUMPING FAITE PAR LE DÉPARTEMENT DANS LE CONTEXTE DES DÉTERMINATIONS DE LA PROBABILITÉ ET DE LA "MARGE PROBABLE" ÉTABLIES À L'ISSUE DU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION VISANT LES OCTG EN PROVENANCE D'ARGENTINE N'ÉTAIT PAS INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING 165
1. L'article 11.3 ne prescrit pas de quantification du dumping ni l'utilisation d'une méthode particulière pour établir la détermination de la probabilité 165
2. Les marges déterminées à l'issue de l'enquête initiale du Département, et les méthodes qui avaient servi à les calculer ne peuvent pas être contestées devant le présent Groupe spécial 167
3. Le Département s'est pleinement acquitté de ses obligations au regard de l'Accord antidumping pour établir sa détermination positive de la probabilité 168
4. L'article 11.3 de l'Accord antidumping n'impose pas l'obligation de calculer ou de prendre en considération une marge probable à la suppression du droit 169

E. LE GROUPE SPÉCIAL DEVRAIT REJETER L'ALLÉGATION FORMULÉE PAR L'ARGENTINE AU TITRE DE L'ARTICLE X:3 A) DU GATT DE 1994 170
F. L'ITC A APPLIQUÉ LE BON CRITÈRE POUR DÉTERMINER S'IL ÉTAIT PROBABLE QUE LE DOMMAGE SUBSISTERAIT OU SE REPRODUIRAIT EN CAS D'ABROGATION DE L'ORDONNANCE EN MATIÈRE DE DROITS ANTIDUMPING, ET SA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ FAITE DANS LE CADRE DU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION VISANT LES OCTG EN PROVENANCE D'ARGENTINE ÉTAIT COMPATIBLE AVEC LES ARTICLES 11.3 ET 3.1 DE L'ACCORD ANTIDUMPING 172
G. L'ARTICLE 3 NE S'APPLIQUE PAS AUX RÉEXAMENS À L'EXTINCTION 175
H. LE GROUPE SPÉCIAL DEVRAIT REJETER LES ALLÉGATIONS FORMULÉES PAR L'ARGENTINE AU TITRE DE L'ARTICLE 3.1 DE L'ACCORD ANTIDUMPING 178
1. L'article 3.1 ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction 178
2. La détermination établie par l'ITC à l'issue du réexamen à l'extinction était compatible avec l'article 3.1 parce qu'elle reposait sur un établissement correct des faits pertinents, une évaluation impartiale et objective de ces faits et des éléments de preuve positifs 179
a) Constatations de l'ITC sur le volume probable des importations 180
b) Constatations de l'ITC sur les effets probables des importations sur les prix 185
c) Constatations de l'ITC sur l'incidence probable des importations 187
I. LES DÉTERMINATIONS ÉTABLIES PAR L'ITC À L'ISSUE DU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION VISANT LES OCTG EN PROVENANCE D'ARGENTINE NE SONT PAS INCOMPATIBLES AVEC L'ARTICLE 3.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING 188
J. LA DÉTERMINATION ÉTABLIE PAR L'ITC À L'ISSUE DU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION VISANT LES OCTG EN PROVENANCE D'ARGENTINE N'EST PAS INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 3.5 DE L'ACCORD ANTIDUMPING 189
K. LE LAPS DE TEMPS DANS LEQUEL IL EST PROBABLE QUE LE DOMMAGE SE REPRODUIRA 191
1. Les dispositions de la loi des États-Unis concernant le laps de temps dans lequel il est probable que le dommage se reproduira ne sont pas incompatibles avec les articles 11.3 et 3 de l'Accord antidumping 191
2. L'application faite par l'ITC des dispositions de la Loi concernant le laps de temps dans lequel il est probable que le dommage se reproduira n'était pas incompatible avec les articles 11.3 et 3 de l'Accord antidumping 192
L. L'ITC N'A PAS AGI D'UNE MANIÈRE INCOMPATIBLE AVEC UNE QUELCONQUE DISPOSITION DE L'ACCORD ANTIDUMPING EN EFFECTUANT UNE ANALYSE CUMULATIVE DANS LE CADRE DU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION VISANT LES OCTG 192
1. L'Accord antidumping n'interdit pas le cumul dans les réexamens à l'extinction 192
2. L'ITC n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 3.3 de l'Accord antidumping parce que cette disposition ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction 194
M. AUCUNE DES "MESURES" INDIQUÉES PAR L'ARGENTINE N'EST INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE VI DU GATT DE 1994, LES ARTICLES 1ER OU 18 DE L'ACCORD ANTIDUMPING OU L'ARTICLE XVI:4 DE L'ACCORD SUR L'OMC 196
VII. CONCLUSION 197

I. INTRODUCTION

1. La pièce maîtresse de la première communication présentée par l'Argentine dans le cadre du présent différend est sa prétendue étude de la pratique du Département du commerce des États-Unis (le "Département") en matière de réexamens à l'extinction, dans laquelle l'Argentine allègue avoir procédé à une recherche exhaustive de toutes les déterminations établies par le Département à l'issue d'un réexamen à l'extinction et prouvé de manière empirique que le Département applique une "présomption irréfragable" de probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira, ce qui aurait créé une injustice dans 100 pour cent des 217 cas jugés pertinents par l'Argentine.[1]

2. Comme les États-Unis le démontreront, quand on examine plus attentivement cette "étude", on constate en réalité que dans 87 pour cent des 291 réexamens à l'extinction examinés par l'Argentine – 252 réexamens –, la question de la probabilité d'un dumping n'était contestée par aucune des deux parties. Pourquoi donc l'Argentine formule-t-elle l'allégation manifestement erronée selon laquelle 217 réexamens à l'extinction effectués par le Département ont fait l'objet de décisions irrégulières?

3. Les États-Unis soupçonnent que la réponse a quelque chose à voir avec le fait que l'Argentine a des arguments très faibles. En ce qui concerne les allégations concernant les incompatibilités avec l'article 11.3 de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (l'"Accord antidumping"), l'Argentine est désavantagée par le fait: 1) que l'article 11.3 est la seule disposition de l'Accord antidumping qui énonce les prescriptions de fond permettant de déterminer si une ordonnance devrait être abrogée cinq ans après son imposition; et 2) que les termes de l'article 11.3 sont très limités. Il est difficile de prouver une incompatibilité avec une obligation lorsque cette obligation n'existe pas. Toutefois, c'est précisément ce que tente de faire l'Argentine dans la majeure partie de son argumentation.

4. En ce qui concerne les questions factuelles ayant trait aux déterminations spécifiques établies par le Département et la Commission du commerce international des États-Unis (l'"ITC") dans le cadre des réexamens à l'extinction visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères ("OCTG") en provenance d'Argentine, la situation de l'Argentine n'est pas meilleure. Comme on le verra, ces déterminations sont étayées par les éléments de preuve versés au dossier, et les tentatives de l'Argentine pour attaquer ces déterminations sont quasiment vexatoires. À titre d'exemple, l'Argentine reproche au Département d'avoir privé un producteur/exportateur argentin des droits que lui conférait l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord antidumping de présenter des renseignements et des arguments dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG. Toutefois, comme les États-Unis le démontreront, le dossier montre clairement que la société en question a refusé de profiter des amples possibilités ménagées par la législation des États-Unis de présenter de tels renseignements et a choisi au contraire de s'en tenir à une simple communication de quatre pages rédigée à double interligne.

5. Ce ne sont là que quelques exemples, mais ils sont représentatifs de l'inanité des allégations formulées par l'Argentine. Étant donné que des faits comme ceux-ci lui posent des problèmes, l'Argentine a besoin de quelque chose comme son étude pour détourner l'attention des vraies questions que la présente affaire soulève et du fait que les États-Unis n'ont pas agi d'une manière incompatible avec les obligations qu'ils ont contractées dans le cadre de l'Accord antidumping, de l'*Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce* ("Accord sur l'OMC") ou de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("GATT de 1994").

6. Pour ce qui est de la structure de la présente communication, dans la section II, les États-Unis abordent l'historique de la procédure en l'espèce, particulièrement telle qu'elle se rapporte aux diverses allégations de l'Argentine qui ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial. Dans la section III, les

[1] L'"étude" en question figure dans la pièce n° 63 de l'Argentine.

États-Unis exposent le contexte factuel du présent différend, en expliquant le système des réexamens à l'extinction des États-Unis et les déterminations particulières établies dans l'affaire des OCTG en provenance d'Argentine. Dans la section IV, les États-Unis demandent que le Groupe spécial rende des décisions préliminaires portant que les différentes allégations formulées par l'Argentine ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial. Enfin, dans la section V, les États-Unis répondent aux arguments de fond formulés par l'Argentine dans sa première communication.

II. HISTORIQUE DE LA PROCÉDURE

7. Le Département a publié le maintien en vigueur de l'ordonnance en matière de droits antidumping visant les OCTG en provenance d'Argentine le 25 juillet 2001, mais l'Argentine n'a pas demandé de consultations avec les États-Unis avant le 7 octobre 2002.[2] Une première série de consultations a eu lieu à Genève le 14 novembre 2002, et une deuxième série de consultations a eu lieu à Washington, D.C., le 17 décembre 2002.

8. Le 3 avril 2003, l'Argentine a demandé l'établissement d'un groupe spécial.[3] Lorsqu'ils ont reçu la demande, les États-Unis y ont aussitôt relevé trois catégories de défauts. Dans la section IV ci-dessous, les États-Unis demandent des décisions préliminaires sur deux de ces défauts.[4]

9. La première catégorie se rapporte au fait que l'Argentine n'a pas incorporé dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial "un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème" en ce qui concerne une gamme étendue de textes législatifs et réglementaires que l'Argentine prétend contester. Pour comprendre pleinement la nature et l'importance du manquement de l'Argentine, il est nécessaire de donner certains détails sur la structure de cette demande d'établissement d'un groupe spécial.

10. La demande d'établissement d'un groupe spécial commence par plusieurs paragraphes descriptifs qui rendent compte des déterminations établies par les autorités des États-Unis et des consultations entre les parties. Cette partie introductive est suivie de deux sections – A et B – qui renferment pour leur part plusieurs paragraphes numérotés. Ces paragraphes numérotés semblent collectivement décrire les mesures que l'Argentine conteste et les allégations qu'elle formule à leur sujet.[5]

11. La section A porte sur le volet "dumping" d'un réexamen à l'extinction. La section A.1 renferme une plainte "en tant que tel" au sujet de la disposition 19 USC. § 1675 c) 4) – qui est une disposition de la Loi des États-Unis portant sur les réexamens à l'extinction – et de la disposition 19 C.F.R. § 351.218 e) – qui est une disposition du Règlement du Département sur les réexamens à

[2] WT/DS268/1 (10 octobre 2002).

[3] WT/DS268/2 (4 avril 2003).

[4] La troisième catégorie de défaut se rapporte au fait que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine prétendait contester plusieurs éléments qui ne constituent pas des "mesures". Comme les États-Unis l'ont expliqué à la réunion tenue par l'Organe de règlement des différends ("ORD") le 15 avril 2003, ces éléments étaient les suivants: 1) L'Énoncé des mesures administratives – ou SAA – accompagnant la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay; 2) le *Sunset Policy Bulletin* publié par le Département; et 3) ce que l'Argentine a appelé la "Détermination [du Département] à l'effet de suivre une procédure accélérée". *Voir*: WT/DSB/M/147 (1er juillet 2003), paragraphe 33 (copie jointe comme pièce n° 1 des États-Unis). Dans la mesure où l'Argentine, dans sa première communication, insiste pour considérer ces éléments comme des "mesures", les États-Unis ont traité ce défaut comme une question de fond au lieu de considérer qu'il pouvait faire l'objet de leur demande de décisions préliminaires.

[5] Comme on le verra ci-dessous, l'Argentine a par la suite confirmé devant l'ORD que ses allégations figuraient dans les sections A et B de la demande d'établissement d'un groupe spécial. À une exception près, les États-Unis ne demandent pas de décisions préliminaires sur la compatibilité des sections A et B avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

l'extinction. Les paragraphes 2 à 5 de la section A renferment des plaintes "tel qu'appliqué" au sujet de différents aspects de la détermination qui a été établie, et des procédures qui ont été appliquées, par le Département dans le cadre de son réexamen à l'extinction de l'ordonnance en matière de droits antidumping visant les OCTG en provenance d'Argentine.

12. La section B de la demande d'établissement d'un groupe spécial porte sur le volet "dommage" d'un réexamen à l'extinction. La section B.3 renferme une plainte "en tant que tel" au sujet de 19 USC. § 1675a a) 1) et 1675a a) 5), deux dispositions de la Loi des États-Unis qui porte sur les réexamens à l'extinction. Les paragraphes 1, 2 et 4 de la section B renferment des plaintes "tel qu'appliqué" au sujet de différents aspects de la détermination qui a été établie par l'ITC dans de cadre de son réexamen à l'extinction de l'ordonnance en matière de droits antidumping visant les OCTG en provenance d'Argentine.

13. Les sections A et B sont toutefois suivies, à [partir de] la page 4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial, des deux paragraphes suivants[6]:

> La République argentine considère aussi que certains aspects des lois, règlements, principes directeurs et procédures ci-après des États-Unis, en rapport avec les déterminations établies par le Département et la Commission, sont incompatibles avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC, dans la mesure où chacune de ces mesures oblige le Département ou la Commission à agir d'une manière incompatible avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC ou empêche le Département ou la Commission de se conformer aux obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC:
>
> - les articles 751 c) et 752 de la Loi douanière de 1930, telle qu'elle a été modifiée, codifiés au titre 19 du Code §§ 1675 c) et 1675a des États-Unis; et l'Énoncé des mesures administratives des États-Unis (concernant l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT) accompagnant la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay (le SAA), H.R. Doc. n° 103-316, vol. 1;
>
> - les principes directeurs du Département concernant la conduite des réexamens quinquennaux ("à l'extinction") des ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs (*Policies Regarding the Conduct of Five-Year ("Sunset") Reviews of Anti-Dumping and Countervailing Duty Orders*); Policy Bulletin, 63 *Federal Register* 18871 (16 avril 1998) (*Sunset Policy Bulletin*);
>
> - le règlement du Département sur les réexamens à l'extinction, codifié au titre 19 du Recueil des règlements fédéraux des États-Unis § 351.218; et le règlement de la Commission sur les réexamens à l'extinction, codifié au titre 19 du Recueil des règlements fédéraux des États-Unis §§ 207.60 à 69 (sous-section F).
>
> L'Argentine considère que la détermination du Département à l'effet de suivre une procédure accélérée, la détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction, la détermination établie par la Commission à l'issue du réexamen à l'extinction et la détermination du Département à l'effet de maintenir

[6] Pour plus de commodité, les États-Unis appelleront ci-après les paragraphes cités "la Page Quatre" de la demande d'établissement d'un groupe spécial, même si des parties d'autres paragraphes figurent dans cette page.

l'ordonnance, ainsi que les lois, règlements, principes directeurs et procédures susmentionnés des États-Unis sont incompatibles avec les dispositions ci-après de l'Accord antidumping, du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'OMC:

- articles 1er, 2, 3, 6, 11, 12, 18 et Annexe II de l'Accord antidumping;
- articles VI et X de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994; et
- article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

(non souligné dans l'original)

14. Dans la première phrase du premier paragraphe cité à la "Page Quatre", l'Argentine emploie le terme "aussi". Cela donne à penser que les incompatibilités avec les règles de l'OMC évoquées à la "Page Quatre" s'ajoutent aux allégations formulées dans les sections A et B et sont différentes de celles-ci.

15. L'Argentine affirme ensuite dans la première phrase que "certains aspects" des lois, règlements, etc., nommés ci-après sont incompatibles avec les obligations "en tant que telles" contractées par les États-Unis dans le cadre de l'OMC, parce qu'ils prescrivent un comportement incompatible avec les règles de l'OMC ou parce qu'ils empêchent un comportement compatible avec les règles de l'OMC. Toutefois, l'Argentine ne donne pas du tout d'explication au sujet de la façon dont un aspect (ou des aspects) de ces éléments est incompatible avec les règles de l'OMC. Elle énumère simplement ces éléments, malgré le fait que chacun d'eux est volumineux et renferme de multiples prescriptions ou énoncés. Puis, au paragraphe suivant de la "Page Quatre", l'Argentine fait simplement une énumération de dispositions entières de l'Accord antidumping, du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'OMC. Malheureusement pour quiconque essaie de découvrir la nature des problèmes de l'Argentine, presque toutes ces dispositions de l'OMC sont constituées de plusieurs paragraphes et renferment des obligations multiples. L'Argentine affirme ensuite simplement que toutes les "mesures" qu'elle a identifiées jusqu'à ce point sont incompatibles avec les articles cités.

16. L'Argentine ne s'efforce nullement d'établir un lien entre une disposition donnée et une mesure alléguée donnée, ni d'exposer par ailleurs le fondement juridique de la plainte afin de décrire le problème. Aucune explication des faits et circonstances rendant compte de la substance du différend n'accompagne ces renvois à des articles entiers. En conséquence, il est impossible de découvrir précisément ce dont l'Argentine prétend se plaindre à la "Page Quatre".

17. Une deuxième série de défauts apparaît aux paragraphes 1, 2 et 3 de la section B de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine, qui portent sur la détermination établie par l'ITC à l'issue du réexamen à l'extinction. Aux paragraphes 1 et 2, l'Argentine allègue une incompatibilité avec l'article 6 de l'Accord antidumping dans sa totalité. Au paragraphe 3, l'Argentine allègue une incompatibilité avec l'article 3 de l'Accord antidumping dans sa totalité. Or, l'article 3 comme l'article 6 sont constitués de plusieurs paragraphes et renferment des obligations multiples, et il semble peu vraisemblable que l'Argentine allègue que la détermination de l'ITC ou les dispositions pertinentes de la Loi des États-Unis sont incompatibles avec chacune de ces obligations.[7] Fait important, ailleurs dans la demande, l'Argentine était en mesure de préciser les paragraphes des articles 3 et 6 avec lesquels les mesures appliquées par les États-Unis étaient prétendument incompatibles.

[7] De fait, comme il en sera question ci-dessous, dans les parties pertinentes de sa première communication, l'Argentine n'allègue pas des incompatibilités avec l'article 3 dans sa totalité, et n'allègue *aucune* incompatibilité avec l'article 6.

18. En raison des défauts susmentionnés, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine ne "[contenait pas] un bref exposé du fondement juridique de la plainte, […] suffisant pour énoncer clairement le problème", comme le prescrit l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. À la réunion tenue par l'ORD le 15 avril 2003, les États-Unis ont relevé ces défauts et suggéré que l'Argentine retire sa demande d'établissement d'un groupe spécial et présente une nouvelle demande qui soit conforme aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.[8]

19. Au lieu de corriger les défauts de sa demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Argentine a tenté de les justifier au moyen d'une déclaration qu'elle a faite à la réunion tenue par l'ORD le 19 mai 2003.[9] S'agissant du premier de ces défauts – l'ambiguïté concernant la contestation "en tant que telle" faite par l'Argentine à la "Page Quatre" de la demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Argentine a dit ce qui suit: "L'intention de l'Argentine était (comme il ressortait clairement de la demande d'établissement d'un groupe spécial) d'énoncer les allégations spécifiques dans les paragraphes figurant aux sections A et B du document."[10]

20. Malheureusement, la tentative faite par l'Argentine pour apporter des éclaircissements n'a pas nécessairement fait disparaître la confusion concernant la "Page Quatre" de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Par exemple, à la "Page Quatre", l'Argentine se réfère au règlement de l'ITC sur les réexamens à l'extinction et affirme que "certains aspects" de ce règlement sont incompatibles avec les règles de l'OMC. Toutefois, il n'est fait référence nulle part, dans aucun paragraphe des sections A et B – lesquelles sont, selon l'Argentine, le lieu véritable où ses allégations sont formulées, au règlement de l'ITC. Si, comme l'Argentine l'a affirmé devant l'ORD, ses allégations figurent uniquement dans les sections A et B, cela veut-il dire qu'elle ne formule aucune allégation concernant le règlement de l'ITC? Ou encore, si l'Argentine formule une allégation au sujet de ce règlement, quelle en est la nature et où, dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, est-elle formulée? En d'autres termes, si l'Argentine a un problème avec le règlement de l'ITC, quel est ce problème et pourquoi n'est-il pas énoncé clairement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial?

21. En ce qui concerne la deuxième lacune, l'Argentine n'a pas tenté de faire valoir qu'il était possible de discerner à la lecture de la demande d'établissement d'un groupe spécial la nature du problème de l'Argentine. Elle a plutôt fait valoir qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis dans un autre différend aurait comporté les mêmes lacunes que celles de la demande présentée par l'Argentine.[11] De plus, l'Argentine a fait valoir que les questions qu'elle avait présentées aux États-Unis pendant les consultations auraient dû éclairer ceux-ci d'une manière ou d'une autre sur la nature des allégations incorporées dans les références générales aux articles 3 et 6 de l'Accord antidumping.

22. Comme l'Argentine a refusé de corriger les insuffisances contenues dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, l'ORD n'avait pas d'autre choix selon la règle du consensus négatif que d'établir un groupe spécial sur la base de cette demande à la réunion qu'il a tenue le 19 mai.[12]

23. La première communication présentée par l'Argentine le 15 octobre 2003 s'est ajoutée à la liste des erreurs de procédure commises par l'Argentine, car des questions qui ne figuraient pas dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial y étaient soulevées. Ces questions sont les suivantes:

---

[8] WT/DSB/M/147 (1er juillet 2003), paragraphes 30 à 33 (copie jointe comme pièce n° 1 des États-Unis).

[9] WT/DSB/M/150 (22 juillet 2003) (copie jointe comme pièce n° 2 des États-Unis).

[10] *Id.*, paragraphe 32.

[11] *Id.*, paragraphe 33.

[12] *Id.*, paragraphe 38.

– L'allégation formulée à la section VII.B.1 de la première communication de l'Argentine, à savoir que la pratique du Département en matière de réexamens à l'extinction, en tant que telle et telle qu'elle est appliquée, est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

– L'allégation formulée à la section VII.B.2 de la première communication de l'Argentine, que les dispositions législatives des États-Unis en matière de réexamen à l'extinction, le SAA et le *Sunset Policy Bulletin*, pris ensemble, sont, en tant que tels, incompatibles avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

– L'allégation formulée à la section VII.E de la première communication de l'Argentine, que les réexamens à l'extinction du Département pris collectivement – pas le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine – sont incompatibles avec l'article X:3 a) du GATT de 1994.

– L'allégation formulée à la section VIII.C.2 de la première communication de l'Argentine, que l'application par l'ITC des dispositions 19 USC. §§ 1675a a) 1) et 5) dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine était incompatible avec les articles 11.3 et 3 de l'Accord antidumping.

– L'allégation formulée à la section IX de la première communication de l'Argentine, que les mesures des États-Unis identifiées par l'Argentine sont incompatibles avec l'article VI du GATT de 1994, les articles 1er et 18 de l'Accord antidumping et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

III. CONTEXTE FACTUEL

24. Certaines allégations formulées par l'Argentine sont censées se rapporter au système des réexamens à l'extinction des États-Unis en tant que tel, tandis que d'autres se rapportent aux déterminations établies par le Département et l'ITC dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine. D'autres allégations semblent se rapporter au système des réexamens à l'extinction des États-Unis tel qu'il est appliqué de manière générale. Pour aider le Groupe spécial à comprendre les questions soulevées, les États-Unis donneront d'abord une vue d'ensemble de la façon dont les réexamens à l'extinction sont effectués et feront ensuite une analyse de la détermination spécifique établie à l'issue du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine.

A. LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION AUX ÉTATS-UNIS

1. La Loi[13]

25. En 1995, les États-Unis ont modifié leur loi relative aux droits antidumping afin d'y incorporer des dispositions prévoyant la conduite de réexamens quinquennaux, ou ce qu'il est convenu d'appeler des réexamens "à l'extinction", des mesures antidumping, y compris les ordonnances en matière de droits antidumping.[14] Le Département et l'ITC effectuent tous deux des réexamens à

[13] Cette section donne un aperçu général des dispositions législatives des États-Unis qui se rapportent aux réexamens à l'extinction. Pour être clair, toutefois, les seules dispositions de la Loi des États-Unis que l'Argentine conteste "en tant que telles" et qui relèvent du mandat du Groupe spécial sont les articles 751 c) 4), 752 a) 1) et 752 a) 5) de la Loi douanière de 1930, telle qu'elle a été modifiée.

[14] Les dispositions législatives des États-Unis relatives aux droits antidumping et aux droits compensateurs figurent au titre VII de la Loi douanière de 1930, telle qu'elle a été modifiée ("la Loi"), 19 USC. 1671 et suivantes. Le titre II de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay ("URAA"), Pub. L. n° 103-465, 108 Stat. 4809 (1994), a modifié le titre VII afin de le rendre conforme aux obligations contractées par les États-Unis dans le cadre de l'OMC. Parallèlement à l'adoption de l'URAA, le Congrès a

l'extinction conformément aux articles 751 c) et 752 de la Loi.[15] Il incombe au Département de déterminer s'il est probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si une ordonnance en matière de droits antidumping était abrogée.[16] L'ITC effectue un réexamen pour déterminer s'il est probable qu'un dommage important subsistera ou se reproduira si une ordonnance en matière de droits antidumping est abrogée.

26. Conformément à l'article 751 d) 2) de la Loi, une ordonnance en matière de droits antidumping doit être abrogée au terme d'un délai de cinq ans, à moins que le Département et l'ITC n'établissent des déterminations positives de la probabilité que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront.[17]

a) Dispositions de la Loi relatives à la détermination du Département

27. En vertu de la Loi, le Département engage automatiquement un réexamen à l'extinction de sa propre initiative dans les cinq ans qui suivent la date de publication d'une ordonnance en matière de droits antidumping.[18] Par la suite, un réexamen peut suivre l'une des trois trajectoires fondamentales suivantes.

28. Premièrement, si aucune partie intéressée nationale ne répond à l'avis d'engagement, le Département abrogera l'ordonnance dans les 90 jours qui suivent l'engagement du réexamen.[19]

29. Deuxièmement, si les réponses à l'avis d'engagement sont "inadéquates", le Département effectuera un réexamen à l'extinction accéléré et rendra sa détermination finale dans les 120 jours suivant l'engagement du réexamen.[20]

30. Troisièmement, si les réponses à l'avis d'engagement sont adéquates, le Département effectuera un réexamen complet à l'extinction et rendra sa détermination finale dans les 240 jours suivant l'engagement du réexamen.[21] Le Département considérera normalement que la réponse à

---

approuvé un Énoncé des mesures administratives" (ou "SAA"). H.R. Doc. n° 316, 103d Cong., 2d Sess., Vol. 1 (1994). Les États-Unis ont joint comme pièce n° 11 des États-Unis les parties du SAA qui portent spécifiquement sur les réexamens à l'extinction. Le SAA lui-même n'est pas une loi, mais plutôt un historique de l'élaboration, encore qu'un historique de l'élaboration qui constitue une directive impérative en matière d'interprétation s'agissant de la Loi à laquelle il se rapporte. *Voir*: *États-Unis – Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions*, WT/DS194/R, rapport du Groupe spécial, adopté le 23 août 2001, paragraphes 8.99 et 8.100 (analysant le statut conféré au SAA dans la législation des États-Unis) [ci-après "*Restrictions à l'exportation*"]. Comme il sera démontré ci-après, le SAA lui-même ne relève pas du mandat du présent Groupe spécial, mais celui-ci pourrait l'examiner à bon droit pour interpréter, en fait, le sens des dispositions législatives que l'Argentine conteste "en tant que telles" et qui relèvent du mandat du Groupe spécial, c'est-à-dire les articles 751 c) 4), 752 a) 1) et 752 a) 5) de la Loi.

Les États-Unis notent également que l'expression "ordonnance en matière de droits antidumping" est l'équivalent dans la législation des États-Unis de l'expression "droit définitif" dans l'Accord antidumping.

[15] Articles 751 c) et 752 de la Loi (pièce n° 1 de l'Argentine).

[16] Dans la législation relative aux droits antidumping des États-Unis, le terme "revocation" est l'équivalent du concept de "suppression" et de "droit ... supprimé" tel qu'il est utilisé dans l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

[17] Article 751 d) 2) de la Loi (pièce n° 1 de l'Argentine).

[18] Articles 751 c) 1) et 2) de la Loi (pièce n° 1 de l'Argentine); *voir aussi* 19 C.F.R. 351.218 c) 1) (pièce n° 1 de l'Argentine).

[19] Article 751 c) 3) A) de la Loi (pièce n° 1 de l'Argentine). L'expression "parties intéressées nationales" désigne d'une manière abrégée les parties intéressées définies à l'article 771 9) C) à G) de la Loi. Ce sont les types de parties intéressées qui peuvent présenter une requête en vue de l'imposition de droits antidumping.

[20] Article 751 c) 3) B) de la Loi (pièce n° 1 de l'Argentine).

[21] Article 751 c) 5) A) de la Loi (pièce n° 1 de l'Argentine).

l'avis d'engagement est adéquate s'il reçoit des réponses complètes d'une partie intéressée nationale et de parties intéressées interrogées représentant en moyenne plus de 50 pour cent des exportations totales de la marchandise visée.[22]

31. Dans le cadre des réexamens accélérés et complets à l'extinction, les parties intéressées interrogées peuvent choisir de renoncer à participer au réexamen à l'extinction effectué par le Département, sans préjudice de leur participation au réexamen à l'extinction effectué par l'ITC.[23] Cette procédure a pour but d'éviter de contraindre les parties intéressées interrogées à consacrer du temps et de l'argent à une participation au réexamen à l'extinction effectué par le Département lorsqu'elles veulent simplement contester devant l'ITC la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira.

32. C'est au Département, on l'a vu, qu'il incombe de déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si une ordonnance en matière de droits antidumping est abrogée. Si la détermination du Département est négative – c'est-à-dire si le Département constate qu'une telle probabilité n'existe pas, il doit abroger l'ordonnance.[24] En revanche, si sa détermination est positive, il doit la transmettre à l'ITC, en y joignant une détermination concernant l'ampleur de la marge de dumping probable en cas d'abrogation de l'ordonnance.[25]

b) Dispositions de la Loi relatives à la détermination de l'ITC

33. L'article 751 c) de la Loi oblige l'ITC à effectuer un réexamen pas plus de cinq ans après la publication d'une ordonnance ou la suspension d'une enquête, ou un réexamen antérieur, et à déterminer s'il est probable que le dommage important subsistera ou se reproduira si l'ordonnance est abrogée ou si l'enquête suspendue est close.[26] L'article 752 a) 1) de la Loi porte spécifiquement sur la détermination établie par l'ITC dans le cadre d'un réexamen au titre de l'article 751 c). Cette disposition prévoit que "la Commission [(l'ITC)] détermine s'il est probable qu'un dommage important subsistera ou se reproduira dans un laps de temps raisonnablement prévisible si une ordonnance est abrogée ou si une enquête suspendue est close".[27] De façon plus générale, l'article 752 a) de la Loi précise plusieurs facteurs dont l'ITC doit tenir compte pour faire des déterminations dans le cadre de réexamens quinquennaux, y compris le volume probable, l'effet probable sur les prix et l'incidence probable sur la branche de production nationale des importations visées si l'ordonnance en matière de droits antidumping est abrogée.

34. L'article 752 a) 7) donne à l'ITC le pouvoir discrétionnaire de procéder à une analyse cumulative: 1) si les réexamens sont engagés le même jour et 2) s'il est probable que les importations seraient en concurrence entre elles et avec le produit similaire d'origine nationale sur le marché des États-Unis. Cette disposition prévoit en outre que l'ITC ne cumulera pas les importations en provenance d'un pays s'il est probable que ces importations n'auront aucun effet négatif discernable.

[22] 19 C.F.R. 351.218 e) 1) (pièce n° 3 de l'Argentine). L'expression "parties intéressées interrogées" désigne d'une manière abrégée les parties intéressées définies à l'article 771 9) A) et B) de la Loi. Ces parties sont habituellement des fabricants, des producteurs ou des exportateurs étrangers, ou l'importateur américain de la marchandise visée, ou une association de ces personnes.

[23] Article 751 c) 4) A) de la Loi (pièce n° 1 de l'Argentine).

[24] Article 751 d) 2) de la Loi (pièce n° 1 de l'Argentine).

[25] Article 752 c) de la Loi (pièce n° 1 de l'Argentine).

[26] Article 751 c) (pièce n° 1 de l'Argentine).

[27] Article 752 a) 1) (pièce n° 1 de l'Argentine).

2. Les règlements

a) Le règlement du Département

35. En 1997, après la promulgation de l'URAA, le Département a révisé son règlement en matière de droits antidumping et de droits compensateurs pour le rendre conforme à la Loi modifiée.[28] Ce règlement révisé renfermait des dispositions de fond concernant les procédures antidumping, ainsi que des dispositions de forme applicables aux procédures en matière de droits antidumping et de droits compensateurs. Il donnait toutefois peu d'indications sur les réexamens à l'extinction, et se bornait essentiellement à fixer le délai applicable à l'engagement et à l'achèvement de ces réexamens.

36. En 1998, prévoyant que plus de 300 ordonnances publiées avant la promulgation de l'URAA (appelées "ordonnances transitoires")[29] seraient susceptibles d'abrogation le 1er janvier 2000, le Département a pris un règlement additionnel exposant de manière plus détaillée les procédures relatives à la participation aux réexamens à l'extinction et à la conduite de ces réexamens.[30] Ce règlement sur les réexamens à l'extinction créait un cadre permettant à la fois de mettre en œuvre les prescriptions de la Loi et d'assurer un processus clair et transparent. Il précisait entre autres choses les renseignements que les parties à un réexamen à l'extinction devaient présenter[31] et les délais de présentation des communications requises.[32]

37. Le Règlement sur les réexamens à l'extinction précise les renseignements que toutes les parties intéressées sont tenues de présenter dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.[33] De plus, il invite les parties à présenter, avec les renseignements requis, "tout autre renseignement ou argument pertinent dont la partie voudrait que [le Département] tienne compte".[34] Ce règlement constitue la demande type de renseignements dans le cadre des réexamens à l'extinction et fonctionne comme le questionnaire type.

38. En ce qui concerne les délais de présentation des communications requises, le Règlement sur les réexamens à l'extinction dispose que des réponses de fond à un avis d'engagement doivent être présentées au plus tard 30 jours après la date de publication au *Federal Register* de l'avis d'engagement.[35] Les réfutations aux réponses de fond doivent être présentées cinq jours après la date de présentation des réponses de fond.[36] Le règlement indique également que le Département n'acceptera ni ne tiendra compte d'aucun renseignement additionnel présenté par une partie après l'expiration du délai de présentation des réfutations.[37]

39. Le règlement du Département prévoit également des procédures "accélérées" de réexamen à l'extinction lorsque les parties intéressées nationales choisissent de ne pas participer, ou lorsque les

---

[28] Dans les cas où, comme pour la législation en matière de droits antidumping des États-Unis, le Congrès confie à un organisme administratif l'administration d'une loi, il arrive couramment que cet organisme promulgue des règlements qui donnent des précisions, ou apportent des éclaircissements, sur la Loi. Les règlements sont subordonnés à la Loi, mais ils ont habituellement force de loi s'ils ont été valablement promulgués et sont compatibles avec la Loi.

[29] Article 751 c) 6) C) de la Loi (pièce n° 1 de l'Argentine).

[30] *Procedures for Conducting Five-Year ("Sunset") Reviews of Anti-Dumping and Countervailing Duty Orders* ("Règlement sur les réexamens à l'extinction"), 63 FR 13516 (20 mars 1998) (codifié à 19 C.F.R. partie 351) (pièce n° 3 des États-Unis).

[31] 19 C.F.R. 351.218 d) 3) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[32] 19 C.F.R. 351.218 d) 3) et 4) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[33] 19 C.F.R. 351.218 d) 1) à 4) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[34] 19 C.F.R. 351.218 d) 3) iv) B) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[35] 19 C.F.R. 351.218 d) 3) i) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[36] 19 C.F.R. 351.218 d) 4) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[37] 19 C.F.R. 351.218 d) 4) (pièce n° 3 de l'Argentine).

réponses de fond présentées par les parties intéressées interrogées ne sont pas utilisables par le Département dans une procédure complète de réexamen à l'extinction.[38] Lorsque les parties intéressées nationales choisissent de ne pas participer, le règlement dispose que le Département fera une détermination négative de la probabilité et abrogera l'ordonnance.[39] Lorsque les parties intéressées étrangères ne présentent pas des réponses adéquates, le règlement dispose que le Département examinera les renseignements figurant dans le dossier de la procédure de réexamen à l'extinction et fondera normalement sa détermination de la probabilité sur les données de fait disponibles avant la détermination à l'effet de suivre une procédure accélérée, à savoir les marges de dumping issues de l'enquête initiale et des réexamens administratifs, ainsi que tout renseignement présenté par les parties intéressées.[40]

40. Le but des procédures "accélérées" est de donner à toutes les parties intéressées la possibilité de concentrer leurs efforts sur la procédure d'établissement de l'existence d'un dommage de l'ITC, si elles estiment que cette approche serait au mieux de leurs intérêts. Les parties intéressées interrogées peuvent choisir de présenter une renonciation officielle à leur droit de participer à la procédure ou, à titre subsidiaire, elles peuvent simplement décider de ne pas répondre à l'avis d'engagement. En outre, le règlement du Département donne également aux parties intéressées la possibilité de formuler des observations sur le caractère adéquat des réponses de fond et des réponses présentées à titre de réfutation, et d'aborder le caractère approprié de la conduite d'un réexamen à l'extinction accéléré.[41]

b) Le règlement de l'ITC

41. L'ITC a son propre ensemble de dispositions réglementaires concernant les réexamens à l'extinction, qui sont exposées à 19 C.F.R. 207.60 à 207.69.[42] En ce qui concerne l'engagement d'un réexamen à l'extinction, aux termes de son règlement, l'ITC détermine d'abord s'il convient d'effectuer un réexamen complet (ce qui comprend généralement une audition publique, la distribution de questionnaires et d'autres procédures) ou un réexamen accéléré. Premièrement, l'ITC détermine si les différentes réponses à l'avis d'engagement sont adéquates. Deuxièmement, en fonction des réponses qui, prises isolément, sont jugées adéquates, l'ITC détermine si les réponses collectives présentées par les deux groupes de parties intéressées – les parties intéressées nationales (producteurs, syndicats, associations professionnelles ou groupes de travailleurs) et les parties intéressées interrogées (importateurs, exportateurs et producteurs étrangers, associations professionnelles ou pouvoirs publics nationaux) – démontrent l'existence au sein de chaque groupe d'une volonté suffisante de participer à un réexamen complet et de présenter les renseignements demandés.[43] Dans le cadre du réexamen à l'extinction concernant les OCTG, l'ITC a effectué un réexamen complet.

42. Comme il sera démontré ci-après relativement à la demande de décisions préliminaires des États-Unis, même si l'Argentine fait référence au règlement de l'ITC de manière sibylline dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, ce règlement ne relève pas du mandat du Groupe de travail, et l'Argentine ne formule aucune allégation à son sujet dans sa première communication.

[38] 19 C.F.R. 351.218 d) 2) (pièce n° 3 de l'Argentine).
[39] 19 C.F.R. 351.218 d) 1) iii) (pièce n° 3 de l'Argentine).
[40] 19 C.F.R. 351.308 f) (pièce n° 3 des États-Unis).
[41] 19 C.F.R. 351.309 e) (pièce n° 3 des États-Unis).
[42] Une copie du Règlement sur les réexamens à l'extinction de l'ITC est jointe comme pièce n° 4 des États-Unis.
[43] 19 C.F.R. 207.62 a) (pièce n° 4 des États-Unis).

3. Le *Sunset Policy Bulletin* du Département[44]

43. En avril 1998, le Département a publié un bulletin d'orientation concernant les réexamens à l'extinction.[45] Il a publié ce bulletin pour renseigner les parties intéressées sur les méthodes qu'il prévoyait utiliser et pour aider ses services à effectuer les réexamens à l'extinction. Comme il est indiqué dans le Bulletin, le Département détermine normalement qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en cas d'abrogation d'une ordonnance antidumping lorsque 1) le dumping a subsisté à un niveau supérieur au niveau *de minimis* après la publication de l'ordonnance; 2) les importations de la marchandise visée ont cessé après la publication de l'ordonnance; ou 3) le dumping a disparu après la publication de l'ordonnance et le volume des importations de la marchandise visée a considérablement diminué.

44. Le Bulletin donne également des indications sur la façon de déterminer l'importance de la marge de dumping qui existerait probablement si l'ordonnance antidumping était abrogée. Le Département choisit normalement les marges établies dans le cadre de l'enquête, parce qu'il s'agit des seuls taux calculés qui sont représentatifs du comportement des exportateurs en l'absence d'une discipline sous forme d'une ordonnance en vigueur.[46] Le Département peut choisir une marge dont le calcul est plus récent pour une société donnée si les marges de dumping ont diminué ou si le dumping a disparu après la publication de l'ordonnance et si le volume des importations est demeuré stable ou a augmenté.[47]

45. Le *Sunset Policy Bulletin* donne un aperçu de ce que le Département fait "normalement", compte tenu de scénarios factuels donnés. Il n'est contraignant ni pour le Département ni pour des parties privées, mais indique plutôt comment le Département prévoyait agir sur une base régulière, habituelle ou ordinaire. Le *Sunset Policy Bulletin* ne laisse pas entendre que le Département constatera *toujours* qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira, compte tenu des scénarios factuels susmentionnés.

B. CERTAINS OCTG EN PROVENANCE D'ARGENTINE

1. L'enquête antidumping et l'ordonnance instituant un droit antidumping

46. Le 28 juin 1995, le Département a publié sa détermination finale positive en matière de droits antidumping visant les OCTG en provenance d'Argentine.[48] Dans sa détermination finale, le Département a constaté que le producteur argentin d'OCTG ayant fait l'objet de l'enquête – Siderca S.A.I.C. ("Siderca") – pratiquait le dumping de la marchandise visée aux États-Unis. Dans le cas de Siderca, le Département a calculé une marge de dumping de 1,36 pour cent fondée sur les ventes réalisées par Siderca aux États-Unis pendant la période couverte par l'enquête. De plus, en fonction

---

[44] Les États-Unis tiennent à préciser que l'analyse suivante du *Sunset Policy Bulletin* vise simplement à donner au Groupe spécial une vue d'ensemble du processus de réexamen à l'extinction des États-Unis. Comme il sera démontré ci-après, le Bulletin ne relève pas du mandat du Groupe spécial, n'est pas une "mesure", et même s'il était considéré comme une mesure, n'est pas une mesure impérative et, partant, ne peut pas être contesté "en tant que tel".

[45] *Policies Regarding the Conduct of Five-Year ("Sunset") Reviews of Anti-Dumping and Countervailing Duty Orders; Policy Bulletin* ("*Sunset Policy Bulletin*"), 63 FR 18871 (16 avril 1998) (pièce n° 35 de l'Argentine). Le Département et d'autres organismes administratifs publient parfois des documents informels comme les bulletins d'orientation lorsqu'ils veulent donner des indications au grand public et au personnel des organismes, mais ne sont pas encore en mesure de rendre ces indications contraignantes et impératives en promulguant des règlements.

[46] *Sunset Policy Bulletin*, 63 FR, page 18873 (pièce n° 35 de l'Argentine).

[47] *Id.*

[48] Final Determination of Sales At Less Than Fair Value: Oil Country Tubular Goods from Argentina, 60 Fed. Reg. 33539 (28 juin 1995) ("Enquête finale du Département") (pièce n° 26 de l'Argentine).

de la marge de dumping calculée pour Siderca, le Département a calculé un taux de droit "résiduel global" applicable aux OCTG en provenance d'autres sources argentines d'OCTG.[49]

47. Le 10 août 1995, l'ITC a publié un avis de sa détermination positive finale de l'existence d'un dommage visant les OCTG en provenance d'Argentine.[50] Le 11 août 1995, le Département a publié une ordonnance instituant des droits antidumping sur certains OCTG en provenance d'Argentine.[51]

48. Aucun réexamen administratif de l'ordonnance instituant des droits antidumping sur certains OCTG en provenance d'Argentine n'a été demandé ni effectué avant le réexamen à l'extinction.

2. Le réexamen et la détermination à l'extinction

a) La détermination du Département concluant à la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait

49. Le 3 juillet 2000, le Département a publié son avis d'engagement du réexamen à l'extinction de l'ordonnance en matière de droits antidumping visant certains OCTG en provenance d'Argentine.[52] Dans cet avis, le Département, comme il le fait normalement, soulignait le délai à respecter pour présenter une réponse de fond dans le cadre du réexamen à l'extinction et les renseignements que la réponse devait contenir.[53] De plus, il renvoyait explicitement les parties aux dispositions réglementaires applicables pour les demandes de prorogation des délais de présentation.[54]

50. Le 2 août 2000, Siderca et les parties intéressées nationales[55] ont déposé leurs réponses de fond.

51. Dans sa réponse de fond, Siderca ne disait pas qu'elle n'exporterait pas d'OCTG aux États-Unis si l'ordonnance était abrogée, ni qu'elle ne vendrait pas d'OCTG à des prix de dumping aux États-Unis si l'ordonnance était abrogée.[56] Siderca faisait plutôt simplement valoir que la marge de dumping établie dans le cadre de l'enquête initiale n'était pas assez importante pour étayer une détermination de la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait en l'absence du droit. Spécifiquement, Siderca faisait valoir que la marge de dumping de 1,36 pour cent établie pendant l'enquête était inférieure au critère *de minimis* de 2 pour cent prévu à l'article 5.8 de l'Accord antidumping, qui, selon Siderca, s'appliquait aux réexamens à l'extinction.[57] Siderca indiquait

[49] *Id.*, page 33550.

[50] 60 Fed. Reg. 40855 (pièce n° 5 des États-Unis). La version intégrale de l'opinion de l'ITC a été publiée en tant que document distinct dans USITC Pub. 2911 (août 1995)

[51] Anti-Dumping Duty Order: Certain Oil Country Tubular Goods From Argentina, 60 Fed. Reg. 41055 (11 août 1995) ("Anti-Dumping Duty Order") (pièce n° 6 des États-Unis).

[52] Initiation of Five-year ("Sunset") Reviews of Anti-Dumping and Countervailing Duty Orders or Investigations of Oil Country Tubular Goods ("Sunset Initiation"), 65 FR 41053, 41054 (3 juillet 2000) (pièce n° 44 de l'Argentine).

[53] *Sunset Initiation*. Les renseignements qui doivent être communiqués dans les réponses de fond aux avis d'engagement de réexamens à l'extinction sont précisés à 19 C.F.R. 351.218 d) 3) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[54] *Sunset Initiation*. L'article 19 C.F.R. 351.302 c) prévoit qu'une partie peut demander la prorogation d'un délai particulier. L'article 19 C.F.R. 351.302 b) prévoit qu'à moins d'interdiction expresse dans la Loi, le Département peut proroger, pour des raisons valables, tout délai fixé par son règlement. La loi relative aux droits antidumping des États-Unis ne prévoit pas de délais pour la présentation de renseignements dans le cadre d'un réexamen à l'extinction. Une copie de l'article 351.302 est jointe comme pièce n° 7 des États-Unis.

[55] Les parties intéressées nationales étaient Bethlehem Steel Corporation, IPSCO Tubulars, Inc., Lone Star Steel Company, Maverick Tube Corporation, les divisions Newport Steel et Koppel Steel de NS Group, Grant-Prideco, North Star Steel Ohio, et US Steel Group, qui est une unité de USX Corporation.

[56] Pièce n° 57 de l'Argentine.

[57] Pièce n° 57 de l'Argentine, page 3.

également qu'à son avis, elle était le seul producteur d'OCTG en Argentine.[58] Elle reconnaissait qu'elle n'avait pas exporté d'OCTG pendant la période de cinq ans qui avait précédé le réexamen à l'extinction, mais n'affirmait pas qu'il n'y avait pas eu d'autres exportations d'OCTG en provenance d'Argentine aux États-Unis.[59] Dans sa réponse de fond, Siderca ne présentait pas au Département, pour qu'il en tienne compte, d'autres éléments de preuve ou arguments sur la question de la probabilité. En outre, le Département n'avait pas reçu de réponses de fond d'exportateurs argentins d'OCTG pendant le réexamen à l'extinction, et aucun autre exportateur argentin n'avait fourni des renseignements à inclure dans la réponse de fond de Siderca.

52. Le 7 août 2000, le Département a reçu des observations présentées à titre de réfutation au nom des parties intéressées nationales en réponse aux observations formulées par Siderca. Cette dernière n'a pas présenté un contre-mémoire quant au fond, ni d'autres renseignements factuels ou arguments juridiques dans le cadre du réexamen à l'extinction.

53. Le 22 août 2000, le Département a décidé d'effectuer un réexamen à l'extinction accéléré parce qu'il n'avait pas reçu une réponse de fond complète d'exportateurs intervenant pour plus de 50 pour cent des exportations argentines aux États-Unis pendant la période pertinente.[60] Siderca n'a pas présenté d'observations sur la décision du Département à l'effet d'accélérer le réexamen à l'extinction, même si elle avait le droit de le faire en vertu du règlement du Département.[61]

54. Le 7 novembre 2000, le Département a publié la détermination finale qu'il avait établie à l'issue du réexamen à l'extinction accéléré et dans laquelle il constatait qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait.[62] Il constatait que le dumping avait subsisté pendant toute la durée de l'ordonnance parce qu'il n'y avait pas eu de réexamens administratifs et parce que la marge de dumping établie dans le cadre de l'enquête initiale était le seul indicateur dont il disposait. Compte tenu de ses constatations selon lesquelles les marges de dumping n'avaient pas diminué et selon lesquelles le volume des importations avait baissé après la publication de l'ordonnance et s'était maintenu à des niveaux inférieurs à ce qu'ils étaient avant la publication de l'ordonnance, le Département a déterminé qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait.[63]

55. Comme le prescrit la législation des États-Unis, le Département a également signalé à l'ITC l'ampleur de la marge de dumping qui existerait probablement si l'ordonnance était abrogée.[64] Pour se prononcer sur l'ampleur de la marge probable à communiquer à l'ITC, le Département a tenu compte du fait que le volume des importations avait diminué au cours de la période antérieure au réexamen à l'extinction. Le Département a décidé de communiquer à l'ITC la marge calculée dans le cadre de l'enquête initiale pour Siderca et la marge "résiduelle globale", soit 1,36 pour cent, parce qu'il s'agissait des seules marges montrant le comportement des exportateurs en l'absence d'une discipline sous la forme d'une ordonnance en vigueur.[65]

---

[58] *Id.*

[59] *Id.*, page 4.

[60] "Commerce Memorandum on Adequacy of Response to Notice of Initiation", en date du 22 août 2000 (pièce n° 50 de l'Argentine); *voir aussi* 19 C.F.R. 351.218 e) 1) ii) A) et B) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[61] 19 C.F.R. 351.309 e) (pièce n° 3 des États-Unis).

[62] Final Results of Expedited Sunset Reviews: Oil Country Tubular Goods From Argentina, et al. ("Commerce Sunset Final"), 65 FR 66701 (7 novembre 2000) (pièce n° 46 de l'Argentine), accompagné du Decision Memorandum ("Commerce Sunset Final Decision Memorandum") (pièce n° 51 de l'Argentine).

[63] Commerce Sunset Final Decision Memorandum, page 5 (pièce n° 51 de l'Argentine).

[64] *Id.*, pages 6 et 7; *voir aussi* l'article 752 c) 3) de la Loi (pièce n° 1 de l'Argentine).

[65] Mémoire sur la décision finale prise par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction, page 7 (pièce n° 51 de l'Argentine).

b) La détermination de l'ITC concluant à la probabilité que le dommage subsisterait ou se reproduirait

56. Dans sa détermination finale à l'issue de l'enquête initiale, l'ITC avait établi des déterminations distinctes de l'existence d'un dommage pour les deux types d'OCTG (tubes de production et de cuvelage et tiges de forage) parce qu'elle avait constaté qu'il s'agissait de produits similaires nationaux distincts.[66]

57. Le 3 juin 2000, l'ITC a engagé des réexamens à l'extinction[67], et le 25 octobre 2000, elle a décidé d'effectuer des réexamens complets pour déterminer s'il était probable qu'un dommage important subsisterait ou se reproduirait en cas d'abrogation des ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs visant les tubes de production et de cuvelage en provenance d'Argentine, d'Italie, du Japon, de Corée et du Mexique, et les tiges de forage en provenance d'Argentine, d'Italie et du Mexique.[68]

58. Le 10 juillet 2001, l'ITC a publié un avis de la détermination finale qu'elle avait établi dans le cadre du réexamen à l'extinction, et a publié son opinion intégrale en tant que publication distincte.[69] L'ITC a déterminé qu'il était probable qu'un dommage important subsisterait dans un laps de temps raisonnablement prévisible en cas d'abrogation de l'ordonnance visant les tiges de forage en provenance du Japon, mais qu'il n'était *pas* probable qu'un dommage important subsisterait ou se reproduirait dans un laps de temps raisonnablement prévisible en cas d'abrogation des ordonnances visant les tiges de forage en provenance du Mexique et de l'Argentine. En conséquence, les ordonnances en matière de droits antidumping visant les tiges de forage en provenance du Mexique et d'Argentine ont été abrogées.

59. En ce qui concerne les tubes de production et de cuvelage, l'ITC a déterminé d'évaluer les effets des importations visées de tubes de production et de cuvelage en provenance du Mexique, d'Argentine, d'Italie, du Japon et de Corée sur une base cumulative.[70]

60. L'ITC a défini un certain nombre de conditions de concurrence qui étaient pertinentes pour son réexamen à l'extinction, y compris (ces conditions étant très pertinentes pour le présent différend) les suivantes:

– Les États-Unis sont le premier importateur mondial d'OCTG.[71]

– S'appuyant en partie sur la hausse des prix du pétrole et du gaz, qui semblait déterminée par des facteurs à long terme, l'ITC a constaté que la demande de tubes de production et de cuvelage était actuellement forte et devrait rester forte dans un avenir raisonnablement prévisible. L'ITC a toutefois noté que l'instabilité des forces influant sur l'offre et la demande de pétrole et de gaz globalement rendait ces prévisions difficiles.[72]

– Les installations de production dans les pays visés et aux États-Unis fabriquaient une gamme de produits en plus des OCTG. L'ITC a constaté que les producteurs pouvaient facilement

[66] *Voir* la pièce n° 5 des États-Unis.
[67] *Voir* la pièce n° 45 de l'Argentine.
[68] 65 Fed. Reg. 63889 (pièce n° 8 des États-Unis).
[69] L'avis de l'ITC a été publié à 66 Fed. Reg. 35997 (pièce n° 9 des États-Unis), et son opinion intégrale a été publiée dans *Oil Country Tubular Goods from Argentina, Italy, Japan, Korea, and Mexico*, USITC Pub. 3434, Inv. n° 701-TA-364, 731-TA-711, et 713-716 (juin 2001) (pièce n° 54 de l'Argentine) [ci-après le "rapport de l'ITC"].
[70] Rapport de l'ITC, pages 10 à 14.
[71] Rapport de l'ITC, page 15.
[72] Rapport de l'ITC, page 15.

abandonner la production d'autres produits tubulaires pour produire des OCTG et inversement. L'ITC a également constaté que les OCTG étaient les produits tubulaires qui se vendaient le plus cher, ce qui incitait les producteurs à fabriquer autant d'OCTG que possible par rapport à d'autres produits.[73]

– L'ITC a noté que cinq producteurs étrangers de tubes de production et de cuvelage sans soudure (quatre d'entre eux étant situés dans des pays visés) s'étaient regroupés pour former Tenaris Alliance. Tenaris fonctionnait comme une entité, en présentant une seule soumission pour l'obtention de contrats relatifs aux OCTG, et sa clientèle était notamment constituée de grandes sociétés multinationales dans le secteur du pétrole et du gaz qui avaient des activités aux États-Unis.[74]

61. Dans ce contexte, l'ITC a examiné les éléments de preuve recueillis dans le cadre des réexamens. Elle a noté que pendant la période initiale couverte par l'enquête, les importations visées de tubes de production et de cuvelage avaient augmenté de 1992 à 1994. L'ITC a expliqué qu'après la prise d'effet des ordonnances, les importations visées avaient diminué, mais étaient restées un facteur sur le marché des États-Unis. L'ITC a conclu que le volume actuel des importations et la part de marché actuelle des importations visées étaient considérablement inférieurs aux niveaux établis pendant l'enquête initiale, mais que cette situation était probablement la manifestation des effets restrictifs des ordonnances.[75]

62. L'ITC a expliqué que le volume des importations visées augmenterait probablement beaucoup si les ordonnances étaient abrogées. Comme elle a constaté que les producteurs étrangers de tubes de production et de cuvelage pouvaient passer assez facilement de la production de tubes de production et de cuvelage à la production d'autres tubes et tuyaux et vice versa, elle a tenu compte des activités des producteurs étrangers en ce qui concerne les tubes de production et de cuvelage et en ce qui concerne tous les tubes et tuyaux fabriqués avec les mêmes machines et équipements que les tubes de production et de cuvelage.[76]

63. L'ITC a conclu à l'existence dans les pays visés de substantielles capacités disponibles pour accroître leurs exportations de tubes de production et de cuvelage aux États-Unis. Elle a expliqué que les producteurs avaient avantage à consacrer davantage de leurs capacités de production à fabriquer davantage de tubes de production et de cuvelage pour les expédier ensuite vers le marché des États-Unis. L'ITC a tenu compte de l'affirmation de Tenaris selon laquelle sa préférence pour la vente directe aux utilisateurs finals limiterait sa participation sur le marché des États-Unis si les ordonnances étaient abrogées. L'ITC a expliqué que Tenaris était le fournisseur d'OCTG et de services connexes dominant dans toutes les grandes régions de forage pétrolier et gazier du monde, sauf les États-Unis. Elle a observé que Tenaris cherchait à obtenir des contrats mondiaux avec des compagnies pétrolières et gazières, et que bon nombre de ses clients à travers le monde entier étaient déjà des multinationales du pétrole et du gaz qui avaient des activités aux États-Unis. Les sociétés membres de Tenaris ont cherché à minimiser l'importance du marché des États-Unis, mais elles ont reconnu qu'il s'agissait du plus vaste marché du monde pour les tubes de production et de cuvelage sans soudure. Étant donné la vocation mondiale de Tenaris, l'ITC a constaté que "Tenaris serait probablement fortement incitée à avoir une présence importante sur le marché des États-Unis, y compris pour répondre à la demande d'OCTG de sa clientèle mondiale sur le marché des États-Unis".[77]

[73] Rapport de l'ITC, page 16.
[74] Rapport de l'ITC, page 16.
[75] Rapport de l'ITC, page 17.
[76] Rapport de l'ITC, page 17.
[77] Rapport de l'ITC, pages 18 et 19.

64. L'ITC a exposé un deuxième facteur incitant les producteurs de la marchandise visée à consacrer une capacité accrue à la production de tubes de production et de cuvelage destinés au marché des États-Unis. Les tubes de production et de cuvelage figuraient parmi les tubes et tuyaux dont la valeur était la plus élevée et dont les marges bénéficiaires étaient parmi les plus élevées. Par conséquent, les producteurs avaient généralement avantage, lorsque c'était possible, à se consacrer à la production de ces produits au détriment d'autres tubes et tuyaux qui étaient fabriqués sur les mêmes chaînes de production.[78]

65. Troisième incitation relevée par l'ITC, les prix des tubes de production et de cuvelage sur le marché mondial étaient considérablement inférieurs aux prix pratiqués sur le marché des États-Unis. L'ITC a tenu compte des arguments des sociétés interrogées selon lesquels les allégations relatives à des différences de prix formulées par la branche de production nationale étaient exagérées, mais a conclu qu'il y avait en moyenne une différence suffisante pour inciter les producteurs visés à chercher à accroître leurs ventes de tubes de production et de cuvelage aux États-Unis.[79]

66. La troisième incitation avait trait au fait que les producteurs et les exportateurs des pays visés se heurtaient à des obstacles à l'importation dans d'autres pays et relativement à d'autres tubes et tuyaux (fabriqués dans les mêmes installations) aux États-Unis. Enfin, l'ITC a constaté que les branches de production d'au moins quelques-uns des pays visés étaient tributaires des exportations pour la majorité de leurs ventes. Le Japon et la Corée, en particulier, avaient des marchés intérieurs très restreints et dépendaient presque exclusivement des exportations.[80]

67. Pour ces raisons, l'ITC a conclu qu'en l'absence des ordonnances, le volume probable des importations visées cumulées, aussi bien dans l'absolu qu'en pourcentage du marché des États-Unis, serait considérable.[81]

68. Pour évaluer les effets possibles sur les prix, l'ITC a d'abord passé en revue les constatations relatives aux effets sur les prix qu'elle avait faites dans l'enquête initiale, qui étaient représentatives de la situation avant la publication des ordonnances. Elle a constaté que les produits nationaux et importés étaient généralement substituables et que le prix était l'un des facteurs les plus importants dans les décisions d'achat. Elle a conclu que malgré des éléments de preuve contradictoires au sujet des cas de vente à des prix inférieurs et des cas de vente à des prix supérieurs, les ventes des importations visées à des prix inférieurs étaient considérables.[82]

69. L'ITC a également constaté dans les enquêtes initiales que les importations visées cumulées empêchaient les hausses des prix intérieurs dans une large mesure, malgré l'évolution incertaine des prix intérieurs et des prix à l'importation. L'ITC a constaté que le volume considérable de tubes de production et de cuvelage offerts par les pays visés cumulés empêchait effectivement les producteurs nationaux de majorer leurs prix, même si ceux-ci faisaient face à des coûts de fabrication élevés. Comme les tubes de production et de cuvelage importés et nationaux étaient des produits de substitution assez proches, les variations des prix relatifs étaient susceptibles d'amener les acheteurs à changer de sources d'approvisionnement. Comme l'ITC l'a noté, les acheteurs avaient maintes fois affirmé que les importations visées exerçaient une pression à la baisse sur les prix nationaux.[83]

70. S'agissant des éléments de preuve recueillis pendant les réexamens, l'ITC a constaté que l'évolution des prix des tubes de production et de cuvelage fabriqués aux États-Unis depuis 1995 avait

[78] Rapport de l'ITC, page 19.
[79] Rapport de l'ITC, pages 19 et 20.
[80] Rapport de l'ITC, page 20.
[81] Rapport de l'ITC, page 20.
[82] Rapport de l'ITC, pages 20 et 21.
[83] Rapport de l'ITC, page 21.

été différente selon le produit. Elle a noté que, pour la plupart des produits, les prix avaient atteint un sommet en 1998, avaient chuté considérablement en 1999, puis avaient rebondi en 2000. L'ITC a également constaté que les comparaisons directes des ventes étaient limitées parce que la présence des producteurs visés avait été restreinte sur le marché des États-Unis pendant la période visée par le réexamen. Toutefois, elle a constaté qu'il ressortait des quelques comparaisons directes qui avaient pu être faites que les tubes de production et de cuvelage s'étaient généralement vendus à des prix inférieurs à celui du produit national similaire, surtout en 1999 et 2000.[84]

71. L'ITC a également noté que les importations visées étaient très substituables aux tubes de production et de cuvelage nationaux, et que le prix était un facteur très important dans les décisions d'achat. Par conséquent, l'ITC a constaté que les hausses probables du volume des ventes des importations visées seraient réalisées au moyen d'une baisse des prix.[85]

72. L'ITC a constaté qu'en l'absence des ordonnances, les tubes de production et de cuvelage en provenance du Mexique, d'Argentine, d'Italie, du Japon et de Corée se feraient probablement concurrence au niveau du prix dans le but d'obtenir une part de marché additionnelle. L'ITC a conclu que "cette concurrence fondée sur le prix entre les importations visées aurait probablement pour effet de déprimer dans une mesure notable les prix du produit national similaire ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de ces prix".[86]

73. L'ITC a passé en revue les constatations relative à l'incidence issues de l'enquête initiale, qui étaient représentatives de la situation qui existait avant l'imposition des ordonnances. L'incidence négative des importations visées cumulées dans les déterminations initiales transparaissait dans les résultats d'exploitation médiocres de la branche de production nationale (malgré un accroissement brutal de la consommation aux États-Unis) et dans la diminution de la part de marché.[87]

74. L'ITC a également constaté que le volume important des importations visées cumulées, que les acheteurs considéraient généralement comme de bons produits de remplacement du produit national, empêchaient la branche de production nationale d'accroître sa part de marché et de relever les prix. L'ITC a donc constaté dans le cadre des enquêtes initiales que les fournisseurs devaient se faire concurrence pour obtenir une part de marché et que le prix le plus bas l'emportait généralement. En outre, l'ITC a déterminé que l'incidence négative des importations visées cumulées transparaissait dans l'incapacité de la branche de production nationale de relever les prix suffisamment pour couvrir les coûts entre 1992 et 1994.[88]

75. En ce qui concerne les éléments de preuve recueillis pendant les réexamens, l'ITC a noté que la situation actuelle de la branche de production nationale était positive, que la branche de production s'était redressée après l'imposition des ordonnances et qu'elle semblait avoir bénéficié de la discipline imposée par les ordonnances. L'ITC a également noté que les indicateurs de résultats de la branche de production nationale avaient progressé puis reculé en raison des variations imprévisibles de la demande. Elle a constaté que, tout compte fait, la situation de la branche de production nationale s'était améliorée depuis la prise d'effet des ordonnances, comme l'indiquaient la plupart des indicateurs pendant la période visée par le réexamen, et elle n'a pas constaté que la branche de production était actuellement vulnérable.[89]

[84] Rapport de l'ITC, page 21.
[85] Rapport de l'ITC, page 21.
[86] Rapport de l'ITC, page 21.
[87] Rapport de l'ITC, pages 20 et 21.
[88] Rapport de l'ITC, pages 21 et 22.
[89] Rapport de l'ITC, page 22.

76. Toutefois, l'ITC a en outre constaté, pour les raisons déjà mentionnées, qu'il était probable que le volume des importations visées augmenterait considérablement si les ordonnances étaient abrogées, de sorte qu'il était probable que les importations se vendraient moins cher que le produit national similaire et auraient pour effet de déprimer dans une mesure notable les prix de la branche de production nationale ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de ces prix. En ce qui concerne la demande, l'ITC a noté que dans les enquêtes initiales, les importations visées détenaient une part du marché et avaient eu des effets sur les prix malgré une forte augmentation de la consommation apparente en 1993 et 1994, comparativement à 1992. Dans le cadre de ces réexamens, elle a constaté que, même si la situation de la demande était bonne à court terme, une hausse importante des importations visées aurait probablement des effets négatifs tant sur le prix que sur le volume des expéditions des producteurs nationaux. L'ITC a par ailleurs constaté que ces événements auraient probablement une incidence défavorable importante sur la production, les expéditions, les ventes, la part de marché et les recettes de la branche de production nationale. Comme l'ITC l'a constaté, cette réduction de la production, des expéditions, des ventes, de la part de marché et des recettes de la branche de production entraînerait l'effritement de la rentabilité de la branche de production nationale, de même que de sa capacité de se procurer des capitaux et de maintenir les investissements en capital nécessaires.[90]

77. Pour ces raisons, l'ITC a déterminé qu'il était probable que le dommage important causé à la branche de production nationale subsisterait ou se reproduirait dans un avenir raisonnablement prévisible en cas d'abrogation des ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs visant les importations de tubes de production et de cuvelage en provenance du Mexique, d'Argentine, d'Italie, de Corée et du Japon.[91]

c) Avis de maintien de l'ordonnance

78. Le 15 décembre 2000, les États-Unis ont publié un avis de maintien de l'ordonnance en matière de droits antidumping visant certains produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine en s'appuyant sur les déterminations dans lesquelles le Département et l'ITC constataient qu'il était probable que le dumping et le dommage, respectivement, subsisteraient ou se reproduiraient.[92]

IV. DEMANDE DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES

A. INTRODUCTION

79. L'Organe d'appel a dit: "Une partie défenderesse a le droit de savoir à quelle argumentation elle doit répondre et quelles violations ont été alléguées afin qu'elle puisse commencer à préparer sa défense."[93] Selon l'Organe d'appel, "[c]ette prescription relative à la régularité de la procédure est fondamentale pour assurer un déroulement équitable et harmonieux des procédures de règlement des différends".[94]

80. Dans le présent différend, le bénéfice de cette prescription fondamentale relative à la régularité de la procédure a été refusé aux États-Unis pour plusieurs raisons. Premièrement, la

[90] Rapport de l'ITC, page 22.
[91] Rapport de l'ITC, pages 22 et 23.
[92] Continuation of Anti-Dumping and Countervailing Duty Orders on Oil Country Tubular Goods From Argentina, Italy, Japan, Korea, and Mexico, and Partial Revocation of Those Orders from Argentina and Mexico With Respect to Drill Pipe, 66 Fed. Reg. 38630 (25 juillet 2001) (pièce n° 10 des États-Unis).
[93] Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne, WT/DS122/AB/R, rapport de l'Organe d'appel adopté le 5 avril 2001, paragraphe 88 ("Thaïlande – Poutres en H").
[94] *Id.*

demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine n'était pas conforme aux prescriptions de l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémorandum d'accord"). Plus précisément, en ce qui concerne une partie importante de sa demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Argentine n'a pas "[fait] un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui [soit] suffisant pour énoncer clairement le problème". En conséquence, les États-Unis ne pouvaient pas discerner à la lecture de cette demande d'établissement d'un groupe spécial "[l']argumentation [à laquelle ils devaient] répondre et [les] violations [qui avaient] été alléguées", et ils n'étaient pas en mesure de "commencer à préparer [leur] défense".

81. Comme il a été expliqué plus haut, il y a essentiellement deux catégories de défauts dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine à cause desquels il était impossible aux États-Unis de discerner la nature des problèmes de l'Argentine. Les États-Unis ont soulevé les deux devant l'ORD. En ce qui concerne le vice relatif aux paragraphes 1 à 3 de la section B de la demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Argentine a tout simplement refusé d'en reconnaître l'existence. Les États-Unis demandent au Groupe spécial de constater que les allégations entrant dans cette catégorie ne relèvent pas de son mandat, parce que l'Argentine ne s'est pas conformée à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

82. S'agissant des défauts concernant la "Page Quatre", l'Argentine a semblé reconnaître qu'il y avait un problème et a présenté à l'ORD une interprétation de sa demande d'établissement d'un groupe spécial, en disant essentiellement que des sections de sa demande d'établissement d'un groupe spécial devraient être ignorées. Les États-Unis demandent donc que le Groupe spécial accepte les éclaircissements apportés par l'Argentine sans les mettre en doute et constate que les allégations entrant dans cette catégorie ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial parce que l'Argentine ne s'est pas conformée à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

83. La régularité de la procédure, à laquelle les États-Unis ont droit, aura été déniée aussi parce que, dans sa première communication, l'Argentine a soulevé des questions qui ne relevaient pas de la partie de sa demande d'établissement d'un groupe spécial qui était conforme aux prescriptions de l'article 6:2. Les États-Unis demandent que le Groupe spécial constate que ces questions ne relèvent pas de son mandat.

B. COMME LA "PAGE QUATRE" DE LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL PRÉSENTÉE PAR L'ARGENTINE N'EST PAS CONFORME AUX PRESCRIPTIONS DE L'ARTICLE 6:2 DU MÉMORANDUM D'ACCORD, LE GROUPE SPÉCIAL DEVRAIT CONSTATER QUE LES ALLÉGATIONS FORMULÉES À LA "PAGE QUATRE" NE RELÈVENT PAS DE SON MANDAT

84. La partie pertinente de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord dispose ce qui suit:

> La demande d'établissement d'un groupe spécial … indiquera les mesures spécifiques en cause et contiendra un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème.
>
> L'Organe d'appel a récemment résumé ces prescriptions en ces termes[95]:
>
> Il existe … deux prescriptions distinctes, à savoir l'indication des *mesures spécifiques en cause* et la fourniture d'un *bref exposé du fondement juridique de la plainte* (soit

[95] *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/AB/R et Corr. 1, rapport de l'Organe d'appel adopté le 19 décembre 2002, paragraphes 125 à 127 (notes de bas de page omises; italique dans l'original) [ci-après "*États-Unis – Acier allemand*"].

> les *allégations*). Elles constituent ensemble la "question portée devant l'ORD", qui est le fondement du mandat d'un groupe spécial au titre de l'article 7:1 du Mémorandum d'accord.
>
> Les prescriptions concernant la précision dans la demande d'établissement d'un groupe spécial découlent des deux buts essentiels du mandat. Premièrement, le mandat définit la portée du différend. Deuxièmement, le mandat et la demande d'établissement d'un groupe spécial sur laquelle il est fondé contribuent à réaliser, du point de vue de la *régularité de la procédure*, l'objectif de notification aux parties et aux tierces parties de la nature des arguments du plaignant. Lorsqu'il est confronté à une question concernant la portée de son mandat, un groupe spécial doit examiner soigneusement la demande d'établissement d'un groupe spécial "pour s'assurer qu'elle est conforme aussi bien à la lettre qu'à l'esprit de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord".
>
> Comme nous l'avons déjà dit, le respect des prescriptions de l'article 6:2 doit être démontré par le texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Il n'est pas possible de "remédier" aux lacunes de la demande d'établissement dans les communications présentées ultérieurement par les parties pendant la procédure du groupe spécial. Néanmoins, lorsqu'on examine le caractère suffisant de la demande d'établissement d'un groupe spécial, il est possible de consulter les communications et les déclarations présentées au cours de la procédure du groupe spécial, en particulier la première communication écrite de la partie plaignante, afin de confirmer le sens des termes utilisés dans la demande d'établissement dans le cadre de l'évaluation du point de savoir s'il a été porté atteinte à la capacité du défendeur de se défendre. En outre, le respect des prescriptions de l'article 6:2 doit être déterminé en fonction des particularités de chaque affaire, après avoir examiné la demande d'établissement dans son ensemble, et compte tenu des circonstances entourant l'affaire.

85. L'Organe d'appel a également donné les indications suivantes sur la prescription relative à un exposé[96]:

> Suivant la quatrième prescription, seul est exigé un exposé – et celui-ci peut être bref – du fondement juridique de la plainte; mais l'exposé doit, en tout état de cause, être "suffisant pour énoncer clairement le problème". En d'autres termes, il ne suffit pas que "le fondement juridique de la plainte" soit exposé de façon sommaire; l'exposé doit "énoncer clairement le problème".

86. Pour les raisons qui viennent d'être exposées, la "Page Quatre" de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine ne respecte absolument pas l'obligation d'"énoncer clairement le problème".

1. La "Page Quatre" de la demande d'établissement d'un groupe spécial n'"énonc[e] [pas] clairement le problème"

87. Trois aspects de la "Page Quatre" de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine font qu'il est impossible de déterminer quels sont les problèmes de l'Argentine. Premièrement, au premier paragraphe, l'Argentine recense cinq "mesures" alléguées distinctes, mais affirme qu'elle conteste seulement "certains aspects" de ces cinq "mesures", et ne

---

[96] *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*, WT/DS98/AB/R, rapport de l'Organe d'appel adopté le 12 janvier 2000, paragraphe 120 [ci-après "*Corée – Produits laitiers*"].

précise pas ensuite quels sont ces "certains aspects".[97] Deuxièmement, au deuxième paragraphe à la "Page Quatre", l'Argentine regroupe indistinctement divers articles de trois accords différents de l'OMC qui, presque tous, comprennent de multiples paragraphes et contiennent de multiples obligations. Enfin, l'Argentine n'expose pas du tout, à la "Page Quatre", le fondement juridique de la plainte. En conséquence, il est impossible de discerner la nature des problèmes de l'Argentine.

88. En ce qui concerne les "mesures" alléguées, prenons l'article 751 c), qui est une disposition de la Loi douanière de 1930 mentionnée à la "Page Quatre" de la demande d'établissement d'un groupe spécial. L'article 751 c) comprend six paragraphes, qui portent tous sur un aspect différent des réexamens à l'extinction et qui renferment tous différentes prescriptions.[98] Fait important, dans la section A.1 de la demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Argentine affirme qu'elle conteste le paragraphe 4) de l'article 751 c) en tant que tel parce que ce paragraphe empêcherait le Département de faire le type de détermination requis par l'Accord antidumping.[99] À la "Page Quatre", toutefois, l'Argentine affirme qu'elle conteste "aussi" "certains aspects" de l'article 751 c) en tant que tel. L'emploi du terme "aussi" donne à penser que la plainte formulée à la "Page Quatre" concernant l'article 751 c) a quelque chose de différent de la plainte exposée dans la section A.1, mais l'emploi de l'expression peu explicite "certains aspects" ne permet pas de déterminer la partie précise de l'article 751 c) dont l'Argentine se plaint à la "Page Quatre". Cette ambiguïté est déroutante, car les références dans la section A.1 au paragraphe 4 de l'article 751 c) montrent que l'Argentine est capable d'être plus précise.

89. Il existe un problème semblable relativement aux autres "mesures" mentionnées dans le premier paragraphe à la "Page Quatre", à savoir l'article 752 de la Loi douanière de 1930[100], le SAA[101], le *Sunset Policy Bulletin*[102], le règlement du Département[103] et le règlement de l'ITC.[104] En résumé,

---

[97] Les États-Unis mettent le terme "mesures" entre guillemets parce qu'ils ne conviennent pas que tous les documents indiqués par l'Argentine constituent des mesures aux fins du règlement des différends de l'OMC.

[98] Voir la pièce n° 1 de l'Argentine.

[99] Dans la section A.1, l'Argentine fait référence à 19 USC. § 1675 c) 4), qui est la désignation dans le Code des lois des États-Unis de l'article 751 c) 4) de la Loi douanière de 1930.

[100] L'article 752 figure dans la pièce n° 1 de l'Argentine. Cette disposition – qui porte sur les déterminations de la probabilité faites par le Département et l'ITC dans le cadre des réexamens à l'extinction et des réexamens pour "changement de circonstances" – est constituée de trois sous-sections qui, à leur tour, comprennent cumulativement 16 paragraphes. Dans la section B.3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Argentine affirme qu'elle conteste deux dispositions législatives spécifiques qui figurent aux paragraphes 1) et 5), respectivement, de la sous-section a) de l'article 752. À la "Page Quatre", toutefois, l'Argentine opte pour l'ambiguïté. Une fois de plus, l'emploi du terme "aussi" indique que l'Argentine se plaint de quelque chose qui s'ajoute aux motifs qu'elle a de se plaindre dans la section B.3, mais l'emploi de l'expression "certains aspects" ne permet pas de déterminer précisément en quoi consiste ce quelque chose.

[101] En ce qui concerne le SAA, l'Argentine ne prend même pas la peine d'indiquer le numéro de la page ou des pages dans lesquelles figurent l'incompatibilité ou les incompatibilités avec les règles de l'OMC. Le SAA est un document de 99 pages portant sur l'Accord antidumping. Même en limitant la recherche aux 13 pages de texte qui se rapportent directement aux articles 751 c) et 752, il est impossible de discerner à la lecture de la demande d'établissement d'un groupe spécial le contenu précis des 13 pages que l'Argentine juge incompatibles avec les règles de l'OMC. Les pages du SAA qui portent sur les articles 751 c) et 752 sont jointes en tant que pièce n° 11 des États-Unis.

[102] La partie du Bulletin qui porte sur les réexamens à l'extinction dans les procédures antidumping comprend trois grandes sections et onze sous-sections. L'Argentine ne précise pas la sous-section – ni même la section – qu'elle considère problématique, et il est impossible de discerner à la lecture de la demande d'établissement d'un groupe spécial le contenu précis du Bulletin que l'Argentine considère incompatible avec les règles de l'OMC. Le *Sunset Policy Bulletin* figure dans la pièce n° 35 de l'Argentine.

[103] En ce qui concerne le règlement du Département, à la "Page Quatre", l'Argentine limite au moins sa contestation à une disposition du règlement, soit l'article 351.218. Toutefois, l'article 351.218 comprend six paragraphes – a) à f) – qui font six pages dans le Code des règlements fédéraux des États-Unis et renferment de multiples prescriptions. Dans la section A.1 de la demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Argentine

dans le premier paragraphe à la "Page Quatre", l'Argentine ne fait rien d'autre que d'énumérer six "lois, règlements, principes directeurs et procédures" différents et d'affirmer que "certains aspects" de ces textes volumineux sont problématiques, sans donner d'indices sur la teneur de ces aspects problématiques.

90. Outre cette description imprécise des "mesures" qui est faite dans le deuxième paragraphe à la "Page Quatre" [de la page 5 de la version française], l'Argentine énumère sans distinction six dispositions et une annexe de l'Accord antidumping, deux dispositions du GATT de 1994 et une disposition de l'Accord sur l'OMC. Comme presque toutes ces dispositions renferment de nombreux paragraphes et établissent des obligations multiples, le lecteur doit deviner l'identité de l'obligation ou des obligations particulières d'un article avec lesquelles une "mesure" donnée serait incompatible.

91. Plus fondamentalement, comme il n'y a, à la "Page Quatre", aucune description du problème, ni aucune indication de la façon dont les obligations mentionnées dans ces articles se rattachent aux mesures énumérées, le lecteur doit se résoudre à deviner comment chaque mesure constitue prétendument un manquement à une obligation. Il n'est pas vraisemblable de croire que l'Argentine allègue que chacune des "mesures" est incompatible avec chacune des obligations que renferme chacun des articles cités. Toutefois, sans une énumération des faits et circonstances rendant compte de la substance de ces allégations, le lecteur n'a pas d'autre choix que de deviner la nature de ces allégations. Il n'y a tout simplement pas de "bref exposé du fondement juridique de la plainte, […] suffisant pour énoncer clairement le problème", comme le prescrit l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

92. L'Organe d'appel a constaté que "lorsque les articles énumérés n'établissent pas une seule obligation distincte, mais des obligations multiples ... l'énumération des articles d'un accord peut, en soi, ne pas satisfaire au critère de l'article 6:2".[105] Conformément à cette constatation, les groupes spéciaux ont constaté, par exemple, que les références à l'article 6, 9 ou 12 de l'Accord antidumping

---

indique qu'elle conteste le paragraphe e) de l'article 351.218, et elle identifie par paragraphe les dispositions de l'Accord antidumping avec lesquelles le paragraphe e) serait incompatible. Une fois de plus, toutefois, l'emploi du terme "aussi" indique qu'à la "Page Quatre", l'Argentine conteste un aspect de l'article 351.218 e) qui n'est pas celui qu'elle conteste dans la section A.1 de la demande d'établissement d'un groupe spécial, mais l'emploi de l'expression "certains aspects" ne permet pas de déterminer précisément en quoi consiste ce quelque chose. Une copie de l'article 351.218 est jointe en tant que pièce n° 3 de l'Argentine.

À cet égard, dans la première communication, l'objet du courroux de l'Argentine n'est plus l'article 351.218 e), mais l'article 351.218 d) 2) iii). Voir la première communication de l'Argentine, section VII.A. Ce changement est trompeur à cause de la référence expresse dans la demande d'établissement d'un groupe spécial à l'article 351.218 e), et de l'omission de toute référence à l'article 351.218 d) 2) iii). Toutefois, contrairement à la "Page Quatre", la section A.1 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentait au moins une explication indiquant que l'Argentine avait un problème avec le concept de "renonciation" prévu dans la législation antidumping des États-Unis. Par conséquent, même si cette tactique particulière d'amorçage assorti d'un leurre de l'Argentine a certainement nui à la capacité des États-Unis de se défendre, ceux-ci n'affirment pas que le préjudice qu'ils ont subi de ce fait était grave au point de justifier une exception préliminaire. Cela met toutefois en lumière les problèmes auxquels les États-Unis se sont heurtés relativement à la "Page Quatre" de la demande d'établissement d'un groupe spécial, dans laquelle il n'y avait aucune explication pouvant les aider à débroussailler le fouillis de "mesures" et d'obligations évoquées par l'Argentine.

[104]En ce qui concerne le règlement de l'ITC, l'Argentine se réfère à dix dispositions différentes de ce règlement. Ces dispositions établissent collectivement une gamme de prescriptions surtout procédurales concernant les réexamens à l'extinction. L'Argentine n'indique pas quel article – encore moins quel paragraphe – du règlement elle conteste, et il est peu vraisemblable qu'elle conteste les dix articles en question. Une copie des articles 207.60 à 207.69 du règlement de l'ITC est jointe en tant que pièce n° 4 des États-Unis. Dans sa première communication, rappelons-le, l'Argentine n'a formulé aucune allégation concernant le règlement de l'ITC.

[105] Corée – Produits laitiers, paragraphe 124.

ne sont pas suffisamment spécifiques pour satisfaire aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.[106] Même si ce type de lacune peut être corrigé si une demande d'établissement d'un groupe spécial "expose également les faits et les circonstances décrivant la substance du différend"[107], la "Page Quatre" de la demande d'établissement d'un groupe spécial est dépourvue d'explications. Pour paraphraser l'Organe d'appel, la "Page Quatre" de "la demande ne donne pas … d'indication quant à la question de savoir *pourquoi* ou *comment*" les "mesures" sont incompatibles avec les obligations contractées par les États-Unis dans le cadre de l'OMC.[108] En résumé, la "Page Quatre" de la demande d'établissement d'un groupe spécial est vraiment loin de satisfaire à l'obligation d'"énoncer clairement le problème" posée à l'article 6:2.

93. De plus, l'Argentine n'a pas expliqué pourquoi elle n'avait pas respecté les dispositions de l'article 6:2. Dans les sections A et B de la demande, elle démontre qu'elle est parfaitement capable (dans la plupart des cas) d'indiquer avec précision des dispositions légales et réglementaires particulières des États-Unis et d'établir un lien entre ces dispositions et des paragraphes particuliers des accords de l'OMC. En outre, l'Argentine a eu plus d'un an pour rédiger sa demande d'établissement d'un groupe spécial.

94. Il est possible que l'Argentine essaie de faire valoir que les États-Unis connaissent d'une façon ou d'une autre, en raison des discussions qui ont eu lieu pendant les consultations, la nature des problèmes de l'Argentine qui sont énoncés à la "Page Quatre" de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Si elle avançait cet argument, les États-Unis devraient exprimer leur désaccord avec véhémence. D'un point de vue factuel, les consultations ont été singulièrement peu instructives quant à la nature des incompatibilités alléguées avec les règles de l'OMC dont l'Argentine se plaint. Ainsi, pendant les consultations, l'Argentine n'a *jamais* abordé la question du règlement de l'ITC. Fait plus important, toutefois, même si les consultations avaient été plus instructives quant à la nature de ses problèmes, cela n'aurait pas déchargé l'Argentine de son obligation de se conformer aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Comme un groupe spécial l'a constaté[109]:

> [L]'article 6:2 exige qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial fournisse les renseignements nécessaires, que la partie interrogée dispose déjà ou non des mêmes renseignements, ou de renseignements supplémentaires, obtenus par des voies différentes, par exemple lors de discussions antérieures entre les parties. ... [L]'objectif de régularité de la procédure inhérent à l'article 6:2 a pour corollaire qu'une partie plaignante, en tant que partie responsable de la rédaction d'une demande d'établissement d'un groupe spécial, devrait assumer le risque d'un manque de précision de la demande.

---

[106] *Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil*, WT/DS219/R, rapport du Groupe spécial, tel qu'il a été modifié par l'Organe d'appel, adopté le 18 août 2003, paragraphe 7.14 7) (analysant les articles 6, 9 et 12 de l'Accord antidumping) [ci-après "*CE – Accessoires de tuyauterie*"]; et *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, WT/DS122/R, rapport du Groupe spécial, tel qu'il a été modifié par l'Organe d'appel, adopté le 28 septembre 2000, paragraphes 7.28 et 7.29 (analysant l'article 6 de l'Accord antidumping) [ci-après "*Thaïlande – Poutres en H (Groupe spécial)*"]

[107] Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis, WT/DS132/R, rapport du Groupe spécial adopté le 28 janvier 2000, paragraphe 7.15 [ci-après "Mexique – SHTF"].

[108] *États-Unis – Acier allemand*, paragraphe 170 (italique dans l'original).

[109] Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés, WT/DS276/12, Décision préliminaire du Groupe spécial rendue le 21 juillet 2003, paragraphe 25 [ci-après "Canada – Exportations de blé"].

95. En résumé, en ce qui concerne la "Page Quatre" de la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Argentine, comme il est impossible de discerner les problèmes de l'Argentine, la demande ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

2. Les États-Unis ont subi un préjudice parce que l'Argentine ne s'est pas conformée aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord

96. Les États-Unis ont subi un préjudice parce que l'Argentine ne s'est pas conformée aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.[110] En ce qui concerne le but fondamental des prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, l'Organe d'appel a déjà expliqué ceci: "Une partie interrogée a le droit de savoir à quelle argumentation elle doit répondre et quelles violations ont été alléguées afin qu'elle puisse commencer à préparer sa défense. […] Cette prescription relative à la régularité de la procédure est fondamentale pour assurer un déroulement équitable et harmonieux des procédures de règlement des différends."[111]

97. En ce qui concerne la "Page Quatre" de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine, les États-Unis n'ont pas été en mesure de commencer sans délai à préparer leur défense parce que, l'Argentine ne s'étant pas conformée aux prescriptions de l'article 6:2, ils ne "[savaient pas] à quelle argumentation [ils devaient] répondre". Comme il vient d'être mentionné, les États-Unis ne savaient même pas, par exemple, quelles étaient la disposition ou les dispositions du règlement de l'ITC que contestait l'Argentine, ni la disposition ou les dispositions spécifiques de l'OMC avec lesquelles la disposition ou les dispositions non identifiées étaient prétendument incompatibles, et il n'était pas raisonnable de s'attendre à ce que les États-Unis commencent à préparer des défenses contre toutes les combinaisons possibles de mesures/allégations que l'Argentine formulerait peut-être dans sa première communication écrite.[112] Si ce déni d'un droit à la régularité de la procédure que l'Organe d'appel a qualifié de "fondamental" ne constitue pas un préjudice, rien n'en est un.

98. De plus, comme il a été noté plus haut, il ressort des sections A et B de la demande d'établissement d'un groupe spécial que l'Argentine était capable de rédiger ses plaintes avec précision. Le fait de ne pas avoir fait preuve de la même précision à la "Page Quatre" laisse inévitablement l'impression que l'Argentine n'est pas passée de la précision à une extrême ambiguïté par mégarde.

99. Enfin, il ne s'agit pas d'une affaire dans laquelle le défendeur aurait omis de protester à un stade antérieur de la procédure.[113] Les États-Unis ont identifié les défauts de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine à la première réunion de l'ORD à laquelle la demande figurait à l'ordre du jour, ils ont précisé à ce moment-là qu'ils ne comprenaient pas la substance de la plainte de l'Argentine et ont demandé que celle-ci présente une nouvelle demande d'établissement d'un groupe spécial qui soit conforme aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Malheureusement, l'Argentine a refusé de corriger les défauts en question, de sorte que les États-Unis n'avaient pas d'autre choix que le recours au Groupe spécial.

---

[110] Les États-Unis présument, pour les besoins de l'argumentation, que le fait de ne pas se conformer aux prescriptions de l'article 6:2 est excusable s'il est constaté que le défendeur n'a pas subi un préjudice.

[111] Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne, WT/DS122/AB/R, rapport de l'Organe d'appel adopté le 28 septembre 2000, paragraphe 88 [ci-après "Thaïlande – Poutres en H (Organe d'appel)"].

[112] À vrai dire, les États-Unis ne connaissent toujours pas la nature du problème que le règlement de l'ITC pose à l'Argentine parce qu'il n'est pas question de ce règlement dans la première communication de l'Argentine.

[113] Voir: *États-Unis – Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie*, WT/DS177/R, WT/DS178/R, rapport du Groupe spécial, tel qu'il a été modifié par l'Organe d'appel, adopté le 21 décembre 2000, paragraphe 5.42.

3. Le Groupe spécial devrait constater que les allégations formulées à la "Page Quatre" de la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Argentine ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial

100. Vu que l'Argentine ne s'est pas conformée aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial devrait constater que les allégations formulées à la "Page Quatre" de la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Argentine ne relèvent pas de son mandat.

101. En fait, c'est ce que l'Argentine semble avoir admis à la réunion du 19 mai de l'ORD. Pour mémoire, en réponse aux problèmes recensés par les États-Unis au sujet de la "Page Quatre" de la demande d'établissement d'un groupe spécial, elle a dit ceci: "L'intention de l'Argentine était (comme il ressortait clairement de la demande d'établissement d'un groupe spécial) d'énoncer les allégations spécifiques dans les paragraphes figurant aux sections A et B du document."[114]

102. Les États-Unis contestent ce que l'Argentine affirme au sujet de la clarté de sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Toutefois, si l'Argentine maintient toujours ce qu'elle a dit à l'ORD, elle ne devrait pas avoir de problème avec une constatation indiquant que ses allégations se limitent à celles qui sont énoncées dans les sections A et B. Une telle constatation réparerait, au moins un peu, le préjudice subi par les États-Unis. À une exception près, dont il est question ci-dessous, les États-Unis estiment qu'ils ont compris la nature des allégations énoncées par l'Argentine dans les sections A et B et ont été en mesure de commencer à préparer leur défense relativement à ces allégations avant de recevoir la première communication de l'Argentine.[115] Comme il s'agirait des seules allégations auxquelles les États-Unis devraient répondre, ils ne subiraient plus un préjudice du fait de leur incapacité à commencer à préparer une défense en réponse aux allégations – quelles qu'elles puissent être – formulées à la "Page Quatre" de la demande d'établissement d'un groupe spécial.

C. COMME LES PARAGRAPHES 1, 2 ET 3 DE LA SECTION B DE LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL PRÉSENTÉE PAR L'ARGENTINE N'ÉNONCENT PAS CLAIREMENT LE PROBLÈME AU SENS DE L'ARTICLE 6:2 DU MÉMORANDUM D'ACCORD, LE GROUPE SPÉCIAL DEVRAIT CONSTATER QUE LES ALLÉGATIONS FORMULÉES PAR L'ARGENTINE DANS LES SECTIONS OÙ DES INCOMPATIBILITÉS AVEC LES ARTICLES 3 ET 6 DE L'ACCORD ANTIDUMPING SONT ALLÉGUÉES NE RELÈVENT PAS DU MANDAT DU GROUPE SPÉCIAL

103. La deuxième catégorie de lacunes que renferme la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine figurent dans les sections B.1, B.2 et B.3 de la demande, qui sont ainsi libellées[116]:

> B. La détermination établie par la Commission à l'issue du réexamen à l'extinction est incompatible avec l'Accord antidumping et le GATT de 1994:
>
> 1. L'application faite par la Commission du critère servant à déterminer s'"il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira" si la mesure antidumping est supprimée était incompatible avec les articles 11, 3 et 6 de l'Accord antidumping. La Commission n'a pas appliqué le sens courant et ordinaire du terme "probable", ("likely") utilisant à la place un critère moins rigoureux pour évaluer si le dommage

[114] WT/DSB/M/150 (1er juillet 2003), paragraphe 32.

[115] Comme on le verra ci-dessous, toutefois, les États-Unis s'opposent à l'incorporation par l'Argentine dans sa première communication de questions qui ne relèvent pas des sections A et B de sa demande d'établissement d'un groupe spécial. En outre, les États-Unis se réservent le droit de formuler une objection si les communications ultérieures de l'Argentine comprennent aussi des allégations qui ne relèvent pas des sections A et B de sa demande d'établissement d'un groupe spécial.

[116] WT/DS268/2 (4 avril 2003), pages 3 et 4.

> subsisterait ou se reproduirait en cas de suppression de la mesure, en violation des articles 11.1, 11.3 et 11.4, 3.1, 3.2, 3.3, 3.4 et 3.5 et 6 de l'Accord antidumping.
>
> 2. La Commission n'a pas procédé à un "examen objectif" du dossier, ni fondé sa détermination sur des "éléments de preuve positifs" pour ce qui est de savoir s'il "était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait" si la mesure antidumping était supprimée. En particulier, les conclusions de la Commission concernant le volume des importations, leurs effets sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur et leur incidence sur la branche de production nationale, montrent que la Commission n'a pas procédé à un examen objectif, en violation des articles 11, 3 et 6. Les constatations établies par la Commission sur ces questions ne constituent pas des "éléments de preuve positifs" de l'existence probable d'un dommage en cas de suppression de la mesure, en violation des articles 11.1, 11.3 et 11.4, 3.1, 3.2, 3.3, 3.4 et 3.5 et 6 de l'Accord antidumping.
>
> 3. Les prescriptions de la Loi des États-Unis selon lesquelles la Commission doit déterminer s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira "dans un laps de temps raisonnablement prévisible" (19 USC. § 1675a a) 1)) et selon lesquelles la Commission "considérera que les effets de l'abrogation ou de la clôture peuvent ne pas être imminents, mais se manifester seulement à plus longue échéance" (19 USC. § 1675a a) 5)) sont incompatibles avec les articles 11.1, 11.3 et 3 de l'Accord antidumping.

104. Le défaut de ces trois paragraphes tient au fait que l'Argentine allègue, à la section B.1 et B.2, une incompatibilité avec l'article 6 de l'Accord antidumping dans sa totalité et, à la section B.3, une incompatibilité avec l'article 3 de l'Accord antidumping dans sa totalité. Ces allégations ne sont pas conformes à la prescription de l'article 6:2 qui est d'"énoncer clairement le problème", parce que les articles 3 et 6 de l'Accord renferment de nombreux paragraphes et des obligations multiples. Il est peu vraisemblable que l'Argentine allègue que l'ITC a agi d'une manière incompatible avec chacune de ces obligations.[117] Sans d'autres précisions, toutefois, il est impossible de déterminer à la lecture de la demande d'établissement d'un groupe spécial avec quelle(s) obligation(s) la législation des États-Unis ou les actions de l'ITC son prétendument incompatibles; en d'autres termes, il est impossible de discerner la nature du problème de l'Argentine.

105. L'Organe d'appel a déjà précisé que la compatibilité des demandes d'établissement d'un groupe spécial avec les prescriptions de l'article 6:2 doit être analysée cas par cas[118]:

> L'identification des dispositions d'un traité dont il est allégué qu'elles ont été violées par le défendeur est toujours nécessaire aussi bien pour définir le mandat d'un groupe spécial que pour informer le défendeur et les tierces parties des allégations formulées par le plaignant; cette identification est une condition minimale pour que le fondement juridique de la plainte soit énoncé. Mais il est possible que cela ne suffise pas toujours. Il peut y avoir des situations dans lesquelles la simple énumération des

[117] En fait, à la lecture de sa première communication, il apparaît que l'Argentine n'allègue pas que les États-Unis aient agi d'une manière incompatible avec les articles 3 et 6 dans leur intégralité. En ce qui concerne la section B.3 et les allégations de l'Argentine selon lesquelles les prescriptions législatives des États-Unis sont incompatibles, en tant que telles, avec l'article 3, l'Argentine a allégué dans sa première communication des incompatibilités avec l'article 3.1, 3.2, 3.4, 3.7 et 3.8. Première communication de l'Argentine, paragraphes 270 à 275. En ce qui concerne la section B.1 et B.2 et les allégations de l'Argentine concernant l'application par l'ITC du critère de la "probabilité" et l'allégation selon laquelle L'ITC n'a pas fait un "examen objectif" fondé sur des "éléments de preuve positifs", *l'Argentine ne mentionne pas du tout l'article 6* dans sa première communication. *Id.*, sections VIII.A et VIII.B.

[118] *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 124 (note de pas de page omise; italique dans l'original).

> articles de l'accord ou des accords en cause suffit, compte tenu des circonstances entourant l'affaire, pour satisfaire au critère de *clarté* dans l'énoncé du fondement juridique de la plainte. Cependant, il peut aussi y avoir des situations dans lesquelles les circonstances sont telles que la simple énumération des articles du traité ne satisferait pas au critère énoncé à l'article 6:2. Cela peut être le cas, par exemple, lorsque les articles énumérés n'établissent pas une seule obligation distincte, mais des obligations multiples. Dans une telle situation, l'énumération des articles d'un accord peut, en soi, ne pas satisfaire au critère de l'article 6:2.
>
> Conformément au raisonnement de l'Organe d'appel, des groupes spéciaux antérieurs ont constaté que la simple énumération d'articles entiers de l'Accord antidumping n'est pas conforme aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.[119]

106. Dans le présent différend, les circonstances sont telles qu'effectivement, la simple mention dans une énumération de l'article 3 ou 6 "ne … satisfai[t] [pas] au critère de l'article 6:2". C'est ce que démontre le fait qu'ailleurs dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Argentine a pu citer certains paragraphes des articles 3 et 6. À la section A.1 à A.3, l'Argentine a allégué des incompatibilités avec l'article 6.1, 6.2, 6.6, 6.8, 6.9 et 6.10. À la section B.1, B.2 et B.4, l'Argentine a allégué des incompatibilités avec l'article 3.1, 3.2, 3.3, 3.4 et 3.5. Par conséquent, si l'Argentine n'a pas cité de paragraphes particuliers de l'article 6 aux paragraphes 1 et 2 de la section B, et si elle n'a pas cité de paragraphes particuliers de l'article 3 à la section B.3, c'est forcément dû au fait que: 1) l'Argentine n'était pas certaine des allégations qu'elle entendait formuler; ou 2) elle savait quelles allégations elle entendait formuler, mais souhaitait pour le moment dissimuler cette information. Toutefois, aucune de ces motivations n'est une excuse pour ne pas se conformer aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

107. L'affirmation de l'Argentine devant l'ORD selon laquelle les questions qu'elle avait formulées pendant les consultations avaient d'une façon ou d'une autre permis aux États-Unis de discerner le sens des références générales aux articles 3 et 6 est fausse en fait et dénuée de pertinence en droit.[120] Du point de vue des faits, les questions formulées par l'Argentine n'ont guère permis d'éclaircir la nature de ses plaintes. Dans le cas de l'article 6, elle a posé *une* seule question. Figurant sous la rubrique des "Questions générales concernant les obligations de fond de l'Accord antidumping applicables aux réexamens effectués au titre de l'article 11.3", cette question était la suivante: "Les États-Unis estiment-ils que les prescriptions de l'article 6 de l'Accord antidumping s'appliquent aux réexamens au titre de l'article 11.3? Dans l'affirmative, quelles sont les prescriptions spécifiques de l'article 6 qui s'appliquent aux réexamens effectués au titre de l'article 11.3[121]?" Cette question ne fournissait pas le moindre renseignement sur le problème de l'Argentine. Elle ne soulevait même pas la question du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine. Elle ne faisait rien d'autre que de demander le point de vue des États-Unis – pas de l'Argentine – sur la relation générale, dans l'abstrait, entre l'article 6 et l'article 11.3.

---

[119] *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 7.14 7) (analysant les articles 6, 9 et 12 de l'Accord antidumping); et *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphes 7.28 et 7.29 (analysant l'article 6 de l'Accord antidumping).

[120] Devant l'ORD, l'Argentine a affirmé que les 86 questions qu'elle avait présentées pendant les consultations permettaient aux États-Unis de discerner la nature du problème posé par la référence générale aux articles 3 et 6 dans les sections litigieuses de sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Pièce n° 2 des États-Unis, paragraphe 34.

[121] Il s'agissait de la question n° 5 des questions posées par l'Argentine pendant les consultations tenues le 14 novembre. Une copie de ces questions, de même que des questions posées par l'Argentine pendant les consultations tenues le 17 décembre, est jointe comme pièce n° 12 des États-Unis.

108. Les questions de l'Argentine concernant l'article 3 n'étaient pas plus éclairantes. Les questions n° 49 et 50, en date du 14 novembre, portaient sur l'article 3.3 et le concept de cumul.[122] S'agissant de la seconde série de questions formulées pendant les consultations du 17 décembre, les questions n° 18 à 20 visaient à connaître le point de vue des États-Unis, dans l'abstrait, sur l'article 3.3, la question n° 21 demandait si les dispositions de l'article 3 étaient impératives ou indicatives dans le cadre des enquêtes antidumping, et les questions n° 22, 23 et 33 portaient sur la relation, dans l'abstrait, entre l'article 3 et l'article 11.3. Aucune de ces questions n'apportait d'éclaircissements sur la nature du problème mis en évidence dans la référence à l'article 3 faite par l'Argentine à la section B.3 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Dans la mesure où quatre de ces neuf questions se rapportaient à l'article 3.3 de l'Accord antidumping, on pourrait conclure que l'Argentine était préoccupée par le recours au cumul dans le cadre des réexamens à l'extinction. Toutefois, le cumul semble être abordé à la section B.4, et non B.3, de la demande d'établissement d'un groupe spécial.

109. De toute façon, il est sans intérêt du point de vue juridique de savoir si les questions formulées par l'Argentine pendant les consultations étaient éclairantes sur ses préoccupations à ce moment-là. En droit, la question pertinente est de savoir si la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine est conforme aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Comme il a été noté plus haut: "L'article 6:2 exige qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial fournisse les renseignements nécessaires, que la partie interrogée dispose déjà ou non des mêmes renseignements, ou de renseignements supplémentaires, obtenus par des voies différentes, par exemple lors de discussions antérieures entre les parties."[123]

110. Les États-Unis ont subi un préjudice parce que l'Argentine ne s'est pas conformée aux prescriptions de l'article 6:2. Comme dans le cas de la "Page Quatre" de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine, la capacité des États-Unis de commencer à préparer leur défense a été compromise parce qu'ils ne "[savaient pas] à quelle argumentation [ils auraient à] répondre" du fait que l'Argentine ne s'était pas conformée aux prescriptions de l'article 6:2.

111. Par conséquent, les États-Unis demandent que le Groupe spécial constate que les allégations d'incompatibilité avec l'article 6 de l'Accord antidumping qui sont énoncées à la section B.1 et B.2 de la demande d'établissement d'un groupe spécial et l'allégation d'incompatibilité avec l'article 3 de l'Accord antidumping qui est énoncée à la section B.3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial ne relèvent pas de son mandat.

D. LE GROUPE SPÉCIAL DEVRAIT CONSTATER QUE CERTAINES QUESTIONS FIGURANT DANS LA PREMIÈRE COMMUNICATION DE L'ARGENTINE NE RELÈVENT PAS DE SON MANDAT PARCE QU'ELLES NE FIGURAIENT PAS DANS LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL

112. Le Groupe spécial a été doté du mandat type, ce qui veut dire que son mandat se limite aux questions qui ont été soulevées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine.[124] Comme l'Organe d'appel l'a déjà expliqué: "Le domaine de compétence d'un groupe spécial est établi par le mandat de celui-ci, qui est régi par l'article 7 du Mémorandum d'accord. Un

[122] *Id.*
[123] Canada – Exportations de blé, paragraphe 25.
[124] Constitution du Groupe spécial établi à la demande de l'Argentine; Note du Secrétariat, WT/DS268/3 (9 septembre 2003).

groupe spécial ne peut examiner que les allégations qu'il est habilité à examiner en vertu de son mandat. Un groupe spécial ne peut pas assumer une compétence qu'il n'a pas."[125]

113. Dans sa première communication, l'Argentine soulève cinq questions qui ne figurent ni dans la section A ni dans la section B de sa demande d'établissement d'un groupe spécial.[126] Ces questions sont les suivantes:

> 1. L'allégation de l'Argentine selon laquelle la pratique en matière de réexamens à l'extinction du Département, en tant que telle et telle qu'elle est appliquée, est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping, parce qu'elle reposerait sur une présomption irréfragable. Cette question est analysée dans la section VII.B.1 de la première communication de l'Argentine, aux paragraphes 124 à 137.
>
> 2. L'allégation de l'Argentine selon laquelle les dispositions 19 USC. §§ 1675 c) et 1675 a) c), le SAA et le *Sunset Policy Bulletin*, pris ensemble, établissent une présomption irréfragable qui est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Cette question est analysée dans la section VII.B.2 de la première communication de l'Argentine, aux paragraphes 138 à 147.
>
> 3. L'allégation de l'Argentine selon laquelle la pratique du Département en matière de réexamens à l'extinction est incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994. Cette question est analysée dans la section VII.E de la première communication de l'Argentine, aux paragraphes 194 à 210.
>
> 4. L'allégation de l'Argentine selon laquelle l'application par l'ITC des dispositions 19 USC. § 1675a a) 1) et 5) dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine est incompatible avec les articles 11.3 et 3 de l'Accord antidumping. Cette question est analysée dans la section VIII.C.2 de la première communication de l'Argentine, aux paragraphes 276 et 277.
>
> 5. L'allégation de l'Argentine selon laquelle les mesures des États-Unis qu'elle a indiquées sont incompatibles avec l'article VI du GATT de 1994, les articles 1er et 18 de l'Accord antidumping et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC. Cette question est examinée dans la section IX de la première communication de l'Argentine, aux paragraphes 295 à 313.

114. Comme il est expliqué ci-après, aucune de ces questions ne relève de la section A ou B de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine. Par conséquent, elles ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial.

---

[125] *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture*, WT/DS50/AB/R, rapport de l'Organe d'appel adopté le 16 novembre 1998, paragraphe 92.

[126] Comme il a été démontré plus haut, les questions visées par la "Page Quatre" de la demande d'établissement d'un groupe spécial – quelles qu'elles puissent être – ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial parce que l'Argentine ne s'est pas conformée aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Par conséquent, les États-Unis abordent uniquement la question de savoir si les nouvelles questions figurant dans la première communication de l'Argentine relèvent de la section A ou B de la demande d'établissement.

1. Allégation de l'Argentine selon laquelle la pratique en matière de réexamens à l'extinction du Département, en tant que telle et telle qu'elle est appliquée, est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping

115. Dans la section VII.B.1 de sa première communication écrite, l'Argentine allègue que la pratique en matière de réexamen à l'extinction du Département, telle quelle et telle qu'elle est appliquée, est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping.[127] Selon l'Argentine: "[C]omme la pratique constante du Département veut que celui-ci applique dans le cadre de ses réexamens à l'extinction une présomption irréfragable de probabilité de dommage, les États-Unis agissent d'une manière incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping."[128]

116. La seule partie de la demande d'établissement d'un groupe spécial dans laquelle l'Argentine fait référence sans plus à une "présomption irréfragable" est la section A.4. Toutefois, la section A.4 ne renferme pas une allégation selon laquelle la pratique du Département, en tant que telle ou telle qu'elle est appliquée, est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping. La seule action qui serait incompatible avec l'article 11.3 du fait de cette "présomption irréfragable" est la "Détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction", c'est-à-dire la détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine.[129] Bien que la section A.4 fasse référence à la pratique du Département, l'Argentine cite cette pratique simplement en tant qu'élément de preuve de l'existence de la présomption irréfragable que le Département aurait appliquée dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG. L'Argentine n'allègue pas que la pratique elle-même, en tant que telle ou tel qu'elle est appliquée, est incompatible avec l'article 11.3. De plus, aucun autre paragraphe de la section A de la demande d'établissement d'un groupe spécial ne peut être interprété de manière à englober l'allégation de l'Argentine concernant la pratique du Département.

117. En outre, si l'Argentine allègue effectivement que la pratique du Département telle qu'elle a été appliquée dans le cadre de réexamens à l'extinction autres que le réexamen visant les OCTG en provenance d'Argentine est incompatible avec l'article 11.3, les États-Unis élèvent également une objection au motif qu'aucune détermination établie par le Département à l'issue d'un réexamen à l'extinction autre que celle qui se rapporte aux OCTG en provenance d'Argentine n'est mentionnée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, et cette question n'a pas fait l'objet de consultations entre les États-Unis et l'Argentine. Les articles 4:3, 4:7 et 6:2 du Mémorandum d'accord précisent qu'une question doit faire l'objet de consultations avant que l'établissement d'un groupe spécial puisse être demandé. Toutefois, le seul réexamen à l'extinction spécifique effectué par le Département au sujet duquel des consultations ont eu lieu était le réexamen visant les OCTG en provenance d'Argentine.

2. Allégation de l'Argentine selon laquelle les dispositions 19 USC. §§ 1675 c) et 1675 a) c), le SAA et le *Sunset Policy Bulletin*, pris ensemble, établissent une présomption irréfragable qui est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping

118. Dans la section VII.B.2 de sa première communication, l'Argentine allègue que les dispositions 19 USC. §§ 1675 c) et 1675a a) c), le SAA et le *Sunset Policy Bulletin*, pris ensemble, établissent une présomption irréfragable qui est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord

[127] L'analyse que fait l'Argentine de cette question précise est un peu embrouillée, et on ne sait pas très bien si elle formule à la fois une allégation "en tant que tel" et une allégation "tel qu'appliqué". Par excès de prudence, les États-Unis présument que l'Argentine formule les deux.

[128] Première communication de l'Argentine, paragraphe 137.

[129] Spécifiquement, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Argentine affirme: "La détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping … parce qu'elle a été fondée sur une présomption, quasi irréfragable …" WT/DS268/2, page 3.

antidumping. Selon l'Argentine: "Pris ensemble, les dispositions législatives des États-Unis sur les réexamens à l'extinction, le SAA et le *Sunset Policy Bulletin* prescrivent un critère qui est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping."[130]

119. Une fois de plus, la seule partie de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine qui fait référence sans plus à une "présomption irréfragable" est la section A.4. Toutefois, la section A.4 ne renferme pas une allégation d'incompatibilité entre la Loi, le SAA ou le Bulletin – pris ensemble ou séparément – et l'article 11.3 de l'Accord antidumping. La seule action qui serait incompatible avec l'article 11.3 en raison de la "présomption irréfragable" alléguée est la "Détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction", c'est-à-dire la détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine.[131] Bien que la section A.4 fasse référence à la "législation des États-Unis" et au "*Sunset Policy Bulletin* du Département", l'Argentine cite simplement ces documents en tant que source de la présomption que le Département aurait appliquée dans la détermination établie à l'issue du réexamen à l'extinction visant les OCTG.[132] L'Argentine n'allègue pas dans la section A.4 que les dispositions législatives, le SAA et/ou le Bulletin eux-mêmes soient, en tant que tels ou tels qu'ils sont appliqués, incompatibles avec l'article 11.3. Par ailleurs, aucun autre paragraphe de la section A de la demande d'établissement d'un groupe spécial ne peut être interprété comme renfermant une telle allégation.

120. Enfin, d'autres parties de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine montrent que celle-ci sait comment formuler une allégation contestant la législation des États-Unis "en tant que telle". Dans la section A.1 de la demande, elle indique clairement que, selon elle: "Les lois, règlements et procédures des États-Unis concernant les réexamens "accélérés" à l'extinction sont incompatibles avec" l'Accord antidumping. De même, dans la section B.3, elle indique que: "Les prescriptions légales des États-Unis … sont incompatibles avec" l'Accord antidumping. Le fait que l'Argentine ne formule pas une allégation comparable dans la section A.4 peut uniquement être dû au fait qu'aucune allégation semblable n'était envisagée. L'incorporation d'une telle allégation dans la première communication de l'Argentine constitue simplement une tentative tardive et inacceptable pour élargir le domaine de compétence du Groupe spécial.

3. Allégation de l'Argentine selon laquelle la pratique du Département en matière de réexamens à l'extinction est incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994

121. Dans la section VII.E de sa première communication, l'Argentine allègue que la pratique en matière de réexamen à l'extinction du Département, en tant que telle et telle qu'elle est appliquée, est incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994.[133] Selon l'Argentine: "[L]es données provenant des propres dossiers du Département démontrent que celui-ci n'a pas appliqué d'une manière impartiale et raisonnable les lois, règlements et décisions judiciaires et administratives antidumping des États-Unis en ce qui concerne la conduite par le Département des réexamens à l'extinction des ordonnances en matière de droits antidumping, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994."[134]

---

[130] Première communication de l'Argentine, paragraphe 138.

[131] Spécifiquement, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Argentine affirme: "La détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping … parce qu'elle a été fondée sur une présomption, quasi irréfragable …" WT/DS268/2, page 3.

[132] Ni la section A.4 ni aucune autre partie de la section A ne mentionne le SAA.

[133] Dans ce cas-ci également, l'analyse de l'Argentine est un peu embrouillée, et on ne sait pas très bien si l'Argentine formule à la fois une allégation "en tant que telle" et une allégation "telle qu'elle est appliquée". Par excès de prudence, les États-Unis présument que l'Argentine formule les deux.

[134] Première communication de l'Argentine, paragraphe 210.

122. La seule partie de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine qui fasse la moindre référence à l'article X:3 a) est la section A.4. Toutefois, cette section ne renferme pas d'allégation selon laquelle la pratique du Département, en tant que telle ou telle qu'elle est appliquée, est incompatible avec l'article X:3 a). La seule action qui serait incompatible avec l'article X:3 a) est la "Détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction", c'est-à-dire la détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine.[135] Bien que la section A.4 mentionne la pratique du Département "en matière de réexamens à l'extinction", l'Argentine cite cette pratique simplement en tant qu'élément de preuve de l'existence de la présomption irréfragable qui aurait été appliquée dans le cadre du réexamen visant les OCTG en provenance d'Argentine. L'Argentine n'allègue pas que la pratique elle-même soit incompatible avec l'article X:3 a), en tant que telle ou telle qu'elle est appliquée. De plus, aucun autre paragraphe de la section A de la demande d'établissement d'un groupe spécial ne peut être interprété comme renfermant une allégation relative à la compatibilité de la pratique du Département avec l'article X:3 a).

4. Allégation de l'Argentine selon laquelle l'application faite par l'ITC des dispositions 19 USC. § 1675a a) 1) et 5) dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine est incompatible avec les articles 11.3 et 3 de l'Accord antidumping

123. Dans la section VIII.C.2 de sa première communication, l'Argentine allègue que l'application par l'ITC des dispositions 19 USC. § 1675a a) 1) et 5) dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine est incompatible avec les articles 11.3 et 3 de l'Accord antidumping. Selon l'Argentine: "[M]ême si le libellé de la Loi était conforme à l'Accord antidumping, l'ITC n'a pas appliqué le libellé de la Loi aux éléments de preuve dont elle disposait pour conclure qu'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait si les ordonnances étaient abrogées."[136]

124. La disposition 1675a a) 1) exige de l'ITC qu'elle détermine s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira "dans un laps de temps raisonnablement prévisible", tandis que la disposition 1675a a) 5) prescrit que l'ITC "considérera que les effets de l'abrogation ou de la clôture peuvent ne pas être imminents, mais se manifester seulement à plus longue échéance". La seule partie de la demande d'établissement d'un groupe spécial qui fasse référence à ces dispositions – et aux concepts qu'elles renferment – est la section B.3. Toutefois, il ressort très clairement du texte que l'allégation formulée dans la section B.3 se rapporte aux dispositions de la Loi "en tant que telles" et non "telles qu'elles sont appliquées". Dans la section B.3, l'Argentine affirme: "Les prescriptions légales des États-Unis … sont incompatibles" avec l'Accord antidumping. La section B.3 ne fait pas référence à l'"application" de ces dispositions législatives, que ce soit de manière générale ou dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine.

125. Par ailleurs, d'autres parties de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine montrent que l'Argentine sait comment formuler une allégation pour contester la législation des États-Unis "telle qu'elle est appliquée". Dans la section A.2, l'Argentine s'élève contre le "recours" par le Département aux procédures accélérées dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG, et dans la section A.5, l'Argentine proteste contre l'"application" par le Département du critère de la "probabilité". Dans la section B.1, l'Argentine conteste l'"application" par l'ITC du critère de la "probabilité", et dans la section B.4, elle se plaint du "recours" par l'ITC à une analyse

[135] Spécifiquement, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Argentine affirme: "La détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction est incompatible avec … l'article X:3 a) du GATT de 1994 parce qu'elle a été fondée sur une présomption, quasi irréfragable …" WT/DS268/2, page 3.

[136] Première communication de l'Argentine, paragraphe 277.

cumulative du dommage. Le fait que l'Argentine ne formule pas d'allégation comparable dans la section B.3 au sujet de l'"application" des critères prévus dans les dispositions 19 USC. §§ 1675a a) 1) et 5) peut uniquement être dû au fait qu'aucune allégation semblable n'était envisagée. L'incorporation d'une telle allégation dans la première communication de l'Argentine constitue simplement, une fois de plus, une tentative tardive et inacceptable pour élargir le domaine de compétence du Groupe spécial.

5. Allégation de l'Argentine selon laquelle les mesures des États-Unis qu'elle a indiquées sont incompatibles avec l'article VI du GATT de 1994, les articles 1er et 18 de l'Accord antidumping et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC

126. Dans la section IX de sa première communication, l'Argentine allègue que toutes les "mesures" qu'elle a indiquées dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial sont incompatibles avec l'article VI du GATT de 1994, les articles 1er et 18 de l'Accord antidumping et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC. Ces allégations sont des allégations corollaires en ce sens qu'elles sont subordonnées à la constatation qu'une autre disposition de l'Accord antidumping ou du GATT de 1994 a été enfreinte.

127. Toutefois, ni la section A ni la section B de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine ne font référence à ces dispositions. La seule partie de la demande d'établissement d'un groupe spécial qui fait référence sans plus à l'article VI, aux articles 1er et 18 et à l'article XVI:4 est la "Page Quatre". Comme il a été démontré plus haut, toutefois, les allégations énoncées à la "Page Quatre" ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial.

128. Ces allégations subordonnées ne relèvent pas non plus du mandat du Groupe spécial dans la mesure où elles sont subordonnées à une allégation qui, elle-même, ne relève pas du mandat du Groupe spécial.

E. CONCLUSION

129. Les parties de la demande d'établissement d'un groupe spécial que les États-Unis ne contestent pas démontrent que l'Argentine sait très bien comment présenter une demande d'établissement d'un groupe spécial qui soit conforme aux obligations prévues à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Cela tend simplement à mettre en évidence la nature manifestement défectueuse du reste de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine.

130. Les prescriptions de l'article 6:2 existent pour une raison, que l'Organe d'appel a brièvement résumée ainsi: "Une partie défenderesse a le droit de savoir à quelle argumentation elle doit répondre et quelles violations ont été alléguées afin qu'elle puisse commencer à préparer sa défense."[137] En l'espèce, l'Argentine a privé les États-Unis de ce à quoi ils ont droit en vertu de l'article 6:2.

V. PRINCIPES JURIDIQUES GÉNÉRAUX

A. CHAMP DE L'EXAMEN ET CRITÈRE D'EXAMEN

131. L'article 17.5 et 17.6 de l'Accord antidumping énonce des règles que les groupes spéciaux doivent respecter en ce qui concerne le champ de leur examen et leur critère d'examen dans le cadre des différends relatifs à des mesures antidumping. Pour ce qui est du "champ" de l'examen, l'article 17.5 ii) de l'Accord commande à un groupe spécial de limiter son examen aux faits dont disposait l'autorité chargée de l'enquête lorsqu'elle a établi sa détermination. Dans le cas du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine effectué par le Département et l'ITC, ces

[137] Thaïlande – Poutres en H (Organe d'appel), paragraphe 88.

faits sont les éléments de preuve que renfermaient les dossiers administratifs du Département et de l'ITC, respectivement.[138] Ce principe-cadre est compatible avec le fait qu'un groupe spécial qui examine la compatibilité avec les règles de l'OMC d'une mesure prise par un organisme administratif ne doit pas jouer le rôle de juge du fait en première instance, ni se livrer d'une autre manière à un examen *de novo* des éléments de preuve dont disposaient les organismes.

132. Pour le critère d'examen, l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping, relatif à l'examen des faits par un groupe spécial, stipule ce qui suit:

> dans son évaluation des faits de la cause, le groupe spécial déterminera si l'établissement des faits par les autorités était correct et si leur évaluation de ces faits était impartiale et objective. Si l'établissement des faits était correct et que l'évaluation était impartiale et objective, *même si le groupe spécial est arrivé à une conclusion différente, l'évaluation ne sera pas infirmée*. (pas d'italique dans l'original)

133. En d'autres termes, les groupes spéciaux ne doivent pas conduire leur propre évaluation *de novo* des faits si l'établissement des faits par l'autorité nationale chargée de l'enquête était correct et si son évaluation de ces faits était impartiale et objective. Cela s'applique même si le groupe spécial – s'il avait été à la place de l'autorité initialement – aurait peut-être tranché la question différemment.

134. Enfin, sur le critère d'examen et l'examen des questions d'interprétation par un groupe spécial, l'article 17.6 ii) stipule ce qui suit:

> le groupe spécial interprétera les dispositions pertinentes de l'Accord conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. Dans les cas où le groupe spécial constatera qu'une disposition pertinente de l'Accord se prête à plus d'une interprétation admissible, le groupe spécial constatera que la mesure prise par les autorités est conforme à l'Accord si elle repose sur l'une de ces interprétations admissibles.

135. Cela veut dire, par exemple, que si des définitions données par des dictionnaires indiquent qu'un terme d'un traité a plus d'un sens ordinaire, une mesure prise par l'autorité qui repose sur l'un de ces sens pourrait être admissible et conforme à l'Accord antidumping.[139]

B. CHARGE DE LA PREUVE: L'ARGENTINE A LA CHARGE DE PROUVER SES ALLÉGATIONS

136. Il est bien établi que c'est à la partie plaignante, dans le cadre d'un différend à l'OMC, qu'incombe la charge de présenter une argumentation et des éléments de preuve qui établissent *prima facie* qu'il y a eu violation.[140] Si, au total, les éléments de preuve et les arguments ne sont pas

---

[138] *Voir, par exemple, Mexique – SHTF*, paragraphe 7.43 ("[N]ous sommes tenus d'examiner le présent différend sur la base des faits communiqués à l'autorité chargée de l'enquête, conformément à l'article 17.5 ii) de l'Accord antidumping.").

[139] *Argentine – Droits antidumping définitifs visant la viande de volaille en provenance du Brésil*, WT/DS241/R, rapport du Groupe spécial adopté le 19 mai 2003, paragraphes 7.337 à 7.343 (L'Argentine n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 4.1 de l'Accord antidumping dans les cas où son action était compatible avec une, sinon toutes les définitions que donnent les dictionnaires de l'expression "proportion majeure".).

[140] Voir, par exemple, États-Unis – Mesures affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde, WT/DS33/AB/R, rapport de l'Organe d'appel, adopté le 23 mai 1997, page 14; CE – Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés, WT/DS26/AB/R. WT/DS48/AB/R, rapport de l'Organe d'appel adopté le 13 février 1998, paragraphe 104; et *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*, WT/DS98/R,

concluants pour une allégation donnée, le Groupe spécial doit constater que la partie plaignante, en l'occurrence l'Argentine, n'a pas établi le bien-fondé de cette allégation.[141]

137. Pour les raisons qui précèdent, les États-Unis estiment que l'Argentine ne s'est pas acquittée de la charge qui lui incombait d'établir *prima facie* le bien-fondé de ses allégations. Au cas où le Groupe spécial constaterait le contraire, toutefois, les allégations de l'Argentine sont également réfutées ci-dessous.

VI. ARGUMENTATION JURIDIQUE

A. L'ARTICLE 751 C) 4) DE LA LOI ET L'ARTICLE 351.218 D) 2) III) DU RÈGLEMENT DU DÉPARTEMENT SUR LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION – LES DISPOSITIONS RELATIVES À LA "RENONCIATION" – NE SONT PAS INCOMPATIBLES, EN TANT QUE TELLES, AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING

138. L'Argentine allègue que l'article 751 c) 4) de la Loi et l'article 351.218 d) 2) iii) du Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction (ce qu'il est convenu d'appeler les dispositions relatives à la "renonciation") sont incompatibles, en tant que tels, avec l'Accord antidumping. Premièrement, l'Argentine allègue que ces dispositions empêchent le Département d'effectuer un réexamen à l'extinction et de déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si le droit est supprimé, comme le prescrit l'article 11.3 de l'Accord antidumping. En particulier, l'Argentine soutient que lorsqu'il est constaté qu'une partie intéressée interrogée a renoncé à participer à un réexamen à l'extinction, ces dispositions prescrivent à tort que le Département doit constater qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si l'ordonnance est abrogée, et n'obligent pas le Département à faire une détermination de fond de la probabilité.[142] Deuxièmement, l'Argentine allègue que ces dispositions sont incompatibles avec l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord antidumping parce qu'elles privent une partie intéressée interrogée de possibilités de présenter des éléments de preuve ou de défendre ses intérêts dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.[143]

139. Comme il sera démontré ci-dessous, les allégations de l'Argentine reposent sur une déformation du but et du fonctionnement des dispositions en matière de "renonciation", et sont donc sans fondement. Une interprétation exacte de ces dispositions révèle qu'elles ne prescrivent pas un comportement incompatible avec les règles de l'OMC ou n'empêchent pas un comportement compatible avec les règles de l'OMC.

140. Avant d'en venir aux dispositions elles-mêmes, toutefois, il est important de reconnaître la mesure limitée dans laquelle l'Accord antidumping porte effectivement sur les réexamens à l'extinction. En fait, la seule disposition de l'Accord antidumping qui prévoit la nécessité d'effectuer des réexamens à l'extinction est l'article 11.3. Cette disposition est ainsi libellée:

> Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, tout droit antidumping définitif sera supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé (ou à compter de la date du réexamen le plus récent au titre du paragraphe 2 si ce réexamen a porté à la fois sur le dumping et le dommage, ou au titre du présent paragraphe), à moins que les autorités ne déterminent, au cours d'un réexamen entrepris avant cette date, soit de leur propre initiative, soit à la suite d'une demande

---

rapport du Groupe spécial, tel qu'il a été modifié par l'Organe d'appel, adopté le 12 janvier 2000, paragraphe 7.24.

[141] *Voir, par exemple, Inde – Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels*, WT/DS90/R, rapport du Groupe spécial, tel qu'il a été confirmé par l'Organe d'appel, adopté le 22 septembre 1999, paragraphe 5.120.

[142] Première communication de l'Argentine, paragraphes 114 à 117.

[143] Première communication de l'Argentine, paragraphes 121 et 122.

> dûment justifiée présentée par la branche de production nationale ou en son nom, dans un laps de temps raisonnable avant cette date, qu'il est probable que le dumping et le dommage[22] subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé. Le droit pourra demeurer en vigueur en attendant le résultat de ce réexamen.
>
> [22] Lorsque le montant du droit antidumping est fixé sur une base rétrospective, si la procédure d'évaluation la plus récente au titre de l'alinéa 3.1 de l'article 9 a conduit à la conclusion qu'aucun droit ne doit être perçu, cela n'obligera pas en soi les autorités à supprimer le droit définitif.

141. Par conséquent, l'article 11.3 établit la simple prescription selon laquelle cinq ans après l'imposition d'une ordonnance, soit l'ordonnance doit être abrogée, soit un réexamen doit être effectuée pour déterminer s'il "est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront" en cas d'abrogation. Mis à part ce critère et la prescription voulant qu'un réexamen soit entrepris ou que l'ordonnance soit abrogée, le texte de l'article 11.3 ne renferme pas de dispositions régissant la conduite des réexamens à l'extinction, le type d'éléments de preuve suffisants pour satisfaire au "critère de la probabilité" ou les méthodes ou modes d'analyse à utiliser pour établir une détermination à l'issue d'un réexamen à l'extinction. Comme le Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon* l'a dit en termes succincts:

> [l]'article 11.3 ne dit rien de la manière dont une autorité devrait ou doit établir dans un réexamen à l'extinction qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. Cette disposition elle-même ne prescrit aucun paramètre concernant aucune prescription méthodologique que l'autorité chargée de l'enquête d'un Membre devrait respecter lorsqu'elle établit une telle détermination de "probabilité".[144]

142. Chose certaine, il y a quelques autres dispositions de l'Accord antidumping qui font référence aux réexamens à l'extinction en faisait référence aux réexamens en général. Il est expliqué à l'article 11.4 qu'un réexamen au titre de l'article 11 "sera effectué avec diligence et sera normalement terminé dans un délai de 12 mois à compter de la date à laquelle il aura été entrepris" et que les dispositions de l'article 6 concernant "les éléments de preuve et la procédure s'appliqueront à tout réexamen effectué au titre du présent article". L'article 12.3 dispose que les dispositions de l'article 12 en matière de transparence et d'avis s'appliqueront "*mutatis mutandis* au commencement et à l'achèvement des réexamens effectués en conformité avec l'article 11". Toutefois, ni l'article 6 ni l'article 12 ne renferment de dispositions concernant les méthodes ou les analyses à utiliser pour déterminer s'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront. Les tentatives pour donner de l'article 11.3 une lecture qui y introduit des obligations de fond que renfermeraient d'autres dispositions de l'Accord antidumping ont été fermement rejetées.[145] En résumé, mises à part les obligations prévues à l'article 11.3 et les dispositions des articles 6 et 12 dont il vient d'être question, l'Accord antidumping laisse la conduite d'un réexamen à l'extinction à la discrétion du Membre qui l'effectue.

---

[144] Voir: *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/R, appel notifié le 15 septembre 2003, paragraphe 7.166 [ci-après *États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon*].

[145] Dans l'affaire *États-Unis – Acier allemand*, paragraphe 112, l'Organe d'appel a constaté que l'article 22.1 de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* (l'"Accord SMC") – l'équivalent de l'article 12.1 de l'Accord antidumping – n'établissait pas un critère en matière de preuve applicable à l'engagement de réexamens à l'extinction. Dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 7.33, le Groupe spécial a suivi la décision *États-Unis – Acier allemand* et constaté que l'article 12.1 de l'Accord antidumping n'établissait pas non plus un critère en matière de preuve applicable à l'engagement de réexamens à l'extinction.

1. Les dispositions relatives à la renonciation ne sont pas incompatibles avec l'obligation d'effectuer un "réexamen" et de faire une "détermination" au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping

143. L'Argentine allègue que l'article 751 c) 4) de la Loi et l'article 351.218 d) 2) iii) du Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction "interdisent" au Département de faire une "détermination" et d'effectuer un "réexamen" d'une manière conforme aux obligations prévues à l'article 11.3. L'Argentine fait valoir que l'article 751 c) 4) de la Loi et l'article 351.218 d) 2) iii) du Règlement sont incompatibles avec l'article 11.3 parce qu'ils 1) "interdisent" au Département d'effectuer des réexamens à l'extinction, et 2) l'obligent à établir une détermination positive de la probabilité sans complément d'enquête dans les cas où une partie intéressée interrogée ne répond pas à l'avis d'engagement dans une procédure de réexamen à l'extinction.[146] Afin de comprendre pourquoi ces allégations sont sans fondement, il est d'abord nécessaire de comprendre ce que ces dispositions législatives et réglementaires des États-Unis prévoient et ne prévoient pas.

144. L'article 751 c) 4) A) dispose qu'une partie intéressée interrogée peut "renoncer" à participer à une procédure de réexamen à l'extinction. Cette disposition autorise, mais n'oblige pas, une partie intéressée interrogée à participer uniquement à la partie du réexamen à l'extinction relevant de l'ITC, qui concerne la probabilité de voir le dommage subsister ou se reproduire.[147] Si une partie intéressée interrogée choisit explicitement de renoncer à participer à une procédure de réexamen à l'extinction du Département, l'article 751 c) 4) B) prescrit que celui-ci doit conclure qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en cas d'abrogation de l'ordonnance.[148]

145. L'article 351.218 d) 2) du Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction prévoit: 1) le moment, la forme et le contenu d'une renonciation expresse; 2) que le fait de ne pas répondre à un avis d'engagement sera considéré comme une renonciation implicite; et 3) qu'une renonciation, qu'elle soit expresse ou implicite, empêche l'acceptation d'autres renseignements communiqués par la partie ayant renoncé.[149] L'article 351.218 d) 2) iii) – la disposition précise contre laquelle l'Argentine s'élève dans sa première communication – prévoit que lorsqu'une partie intéressée interrogée ne répond pas à l'avis d'engagement d'un réexamen à l'extinction du Département, sa renonciation est présumée ou implicite.

146. L'allégation formulée par l'Argentine est sans fondement sous deux rapports importants. Premièrement, l'Argentine donne une interprétation restrictive de l'article 751 c) 4) de la Loi et de l'article 351.218 d) 2) iii) du Règlement, sans tenir compte des autres éléments des lois et règlements des États-Unis qui régissent la conduite des réexamens à l'extinction. Comme on le verra en détail ci-dessous, il est clair que l'article 751 c) 4) de la Loi et l'article 351.218 d) 2) iii) du Règlement n'empêchent pas, dans les faits, le Département d'effectuer un réexamen à l'extinction prescrit par l'article 11.3, parce que, lorsqu'une partie intéressée interrogée ne répond pas à l'avis d'engagement d'un réexamen à l'extinction du Département, la détermination positive de la probabilité évoquée à l'article 751 c) 4) B) de la Loi est limitée à la partie qui n'a pas répondu.[150]

---

[146] Première communication de l'Argentine, paragraphes 114 à 117.

[147] 19 USC. § 1675 c) 4) a) (pièce n° 1 de l'Argentine).

[148] 19 USC. § 1675 c) 4) B) (pièce n° 1 de l'Argentine).

[149] 19 C.F.R. § 351.218 d) 2) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[150] *Voir* l'article 751 c) 4) B) de la Loi, qui dispose que la détermination positive de la probabilité résultant de la renonciation mentionnée à l'article 751 c) 4) A) s'applique seulement "à l'égard de cette partie". 19 USC. § 1675 c) 4) B) (pièce n° 1 de l'Argentine); *voir aussi* le SAA, page 881 ("Si le Département reçoit une telle renonciation, il en conclura qu'il est probable que le dumping ou les subventions compensatoires subsisteront ou se reproduiront en cas d'abrogation ou de clôture à l'égard de ce déclarant".) (non souligné dans l'original) (pièce n° 11 de l'Argentine). Les États-Unis notent que dans la partie du SAA présentée par l'Argentine comme pièce n° 5, la page 881 est opportunément omise.

147. De plus, l'article 751 c) 4) de la Loi ne modifie pas les prescriptions figurant dans d'autres dispositions de la législation des États-Unis enjoignant au Département d'engager et d'effectuer des réexamens à l'extinction en général conformément à l'article 11.3. Principalement, aux termes de l'article 751 c) 1) de la Loi, le Département demeure obligé, cinq ans après l'imposition d'une ordonnance, d'"effectuer un réexamen pour déterminer … s'il est probable le dumping subsistera ou se reproduira … si l'ordonnance en matière de droits antidumping … est abrogée …".[151] En outre, l'article 751 c) 2) dispose qu'"[a]u plus tard 30 jours avant le cinquième anniversaire de la date indiquée au paragraphe 1), l'autorité administrante publiera … un avis d'engagement d'un réexamen".[152]

148. Le Règlement du Département précise ces obligations prévues par la Loi en fournissant des détails sur le moment auquel les réexamens sont engagés, sur ce qui est prescrit pour répondre à un avis d'engagement et sur les renseignements que le Département exige des parties intéressées.[153] L'article 751 c) 4) de la Loi et l'article 351.218 d) 2) iii) du Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction prévoient une "renonciation" lorsque les parties intéressées interrogées choisissent de ne pas participer à une procédure de réexamen à l'extinction du Département. Une telle renonciation a pour effet de faire en sorte que, dans le cas de la partie qui renonce à son droit de participer, le Département conclura qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si l'ordonnance est abrogée pour cette partie qui n'a pas répondu.[154] L'article 751 c) 4) de la Loi n'est pas une disposition qui exclue la conduite d'un réexamen à l'extinction. D'ailleurs, indépendamment de la question de savoir si une partie intéressée interrogée renonce effectivement à participer ou si le Département constate que le fait pour une partie intéressée interrogée de ne pas présenter de réponse de fond ou de réponse de fond complète constitue une renonciation, le Département est quand même tenu par la législation des États-Unis et par son propre règlement d'engager et d'effectuer le réexamen à l'extinction prescrit.

149. Deuxièmement, l'Argentine donne à tort de l'article 11.3 une interprétation qui oblige le Département à entreprendre une procédure de réexamen à l'extinction complète même lorsque les parties intéressées interrogées ont indiqué – au moyen d'une renonciation expresse ou en ne répondant pas – que cela ne les intéresse nullement de participer au réexamen et lorsque tous les éléments de preuve existants appuient une détermination concluant à la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira en cas d'abrogation. Rien à l'article 11.3 en particulier ni dans l'Accord antidumping en général n'oblige les autorités à gaspiller ainsi leurs propres ressources et celles de parties privées.[155]

150. L'Argentine fait valoir qu'en concluant qu'il est probable en cas d'abrogation que le dumping subsistera ou se reproduira lorsqu'une partie intéressée interrogée renonce à participer en ne répondant

---

[151] 19 USC. § 1675 c) 1) (pièce n° 1 de l'Argentine).

[152] 19 USC. § 1675 c) 2) (pièce n° 1 de l'Argentine). L'article 751 c) 3) prévoit des périodes tronquées pour l'achèvement des réexamens à l'extinction dans les cas où les parties intéressées ne répondent pas à un avis d'engagement du Département ou donnent des réponses de fond inadéquates. 19 USC. § 1675 c) 3) (pièce n° 1 de l'Argentine).

[153] 19 C.F.R. § 351.218 a) à d) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[154] 19 USC. § 1675 c) 4) B) (pièce n° 1 de l'Argentine); 19 C.F.R. § 351.218 d) 2) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[155] Il est indiqué dans le SAA, s'agissant de l'analyse de l'article 751 c) 3), que cette disposition "a pour but d'éliminer les réexamens inutiles. Cette disposition favorisera l'efficience administrative et allégera la charge des organismes en éliminant les réexamens inutiles tout en respectant les prescriptions des Accords [antidumping et sur les mesures compensatoires]. Si des parties ne fournissent pas de renseignements ou fournissent des renseignements inadéquats en réponse à un avis d'engagement, il est raisonnable de conclure qu'elles ne fourniraient pas de renseignements adéquats si les organismes effectuaient un réexamen complet. Toutefois, lorsqu'il existe une volonté suffisante de participer et des indications adéquates selon lesquelles les parties présenteront les renseignements demandés pendant la procédure, les organismes effectueront un réexamen complet". SAA, page 880 (pièce n° 11 des États-Unis).

pas à son avis d'engagement, le fait est que le Département omet de "déterminer" – au sens de l'article 11.3 – s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira.[156] Or, cet argument passe fondamentalement sous silence les conséquences pratiques d'une renonciation pour l'autre conclusion. Vus sous l'angle de ces conséquences, l'article 751 c) 4) de la Loi et l'article 351.218 d) 2) iii) du Règlement ne sont manifestement pas des obstacles à l'établissement par le Département de la détermination prescrite de la probabilité.

151. La conséquence de la décision d'une partie intéressée interrogée de ne pas participer au réexamen du Département est l'absence de renseignements essentiels pour déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en ce qui concerne la partie qui n'a pas répondu – spécifiquement, des renseignement concernant 1) le point de vue de ce producteur ou de cet exportateur étranger sur l'effet probable de l'abrogation[157], 2) le volume et la valeur des exportations de la marchandise visée aux États-Unis de ce producteur ou de cet exportateur étranger avant le réexamen à l'extinction et l'enquête initiale[158], 3) la part en pourcentage des exportations totales de la marchandise visée aux États-Unis de ce producteur ou de cet exportateur étranger[159] et 4) le point de vue dudit producteur ou exportateur étranger sur l'existence d'autres renseignements indiquant s'il est ou non probable qu'il poursuivra ou reprendra le dumping après l'abrogation de l'ordonnance.[160] Ces renseignements sont en la possession des producteurs et exportateurs étrangers et ne sont généralement pas faciles à obtenir à d'autres sources. Par conséquent, le fait qu'un producteur ou exportateur étranger affirme qu'il ne participera pas au réexamen du Département, ou le fait pour la partie intéressée interrogée de ne pas produire de réponse de fond ou de réponse de fond complète, oblige le Département à fonder sa détermination sur les vues des parties intéressées nationales et sur des renseignements qui figurent déjà au dossier administratif de la procédure de réexamen à l'extinction. Ces renseignements comprennent les marges de dumping antérieures et actuelles, la détermination faite par le Département dans le cadre de l'enquête initiale et tout renseignement communiqué par les parties intéressées, aussi bien nationales qu'étrangères, dans leurs réponses de fond et leurs réponses présentées à titre de réfutation.[161]

152. En vertu du Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction, les parties intéressées nationales doivent notifier leur intention de participer au réexamen du Département dans les 15 jours qui suivent l'engagement du réexamen (15 jours avant la date à laquelle les parties intéressées interrogées doivent présenter leur renonciation, s'il y a lieu). L'abrogation est automatique si elles ne le font pas.[162] Par conséquent, les parties intéressées nationales qui n'estiment *pas* qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en cas d'abrogation et, partant, ne jugent plus que le maintien de l'ordonnance est nécessaire, refuseront tout simplement d'annoncer leur intention de participer au réexamen et consentiront effectivement à l'abrogation automatique de l'ordonnance.

153. En d'autres termes, il faut s'attendre à ce que si des parties intéressées nationales présentent des réponses de fond, ces réponses renfermeront inévitablement des renseignements qui sont favorables, et non défavorables, à une constatation positive de probabilité. Par conséquent, si une partie intéressée interrogée ne présente pas de renseignements ni d'arguments en faveur d'une abrogation, les seuls renseignements émanant d'une partie intéressée qui figureront dans le dossier en ce qui concerne cette partie interrogée seraient ceux des parties intéressées nationales qui appuient une constatation positive de probabilité et le maintien de l'ordonnance. Dans la mesure où d'autres

[156] Première communication de l'Argentine, paragraphe 109.
[157] 19 C.F.R. § 351.218 d) 3) ii) F) (pièce n° 3 de l'Argentine).
[158] 19 C.F.R. § 351.218 d) 3) iii) B) et C) (pièce n° 3 de l'Argentine).
[159] 19 C.F.R. § 351.218 d) 3) iii) D) (pièce n° 3 de l'Argentine).
[160] 19 C.F.R. § 351.218 d) 3) iv) A) et B) (pièce n° 3 de l'Argentine).
[161] *Voir*: 19 C.F.R. § 351.308 f) (pièce n° 3 des États-Unis); et le SAA, pages 879 et 880 (pièce n° 11 des États-Unis).
[162] 19 C.F.R. §§ 351.218 d) 1) i) et 351.218 d) iii) B) (pièce n° 3 de l'Argentine).

parties intéressées interrogées ont présenté des renseignements pour fins d'examen dans la procédure de réexamen à l'extinction, le Département tient aussi compte de ces renseignements pour faire sa détermination finale à l'issue du réexamen à l'extinction.

154. Il semble évident que le Département peut effectuer un "réexamen" et "déterminer" qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en cas d'abrogation en ce qui concerne une partie intéressée interrogée donnée lorsque cette même partie n'a pas présenté une réponse de fond complète à l'avis d'engagement du réexamen à l'extinction donné par le Département. Il est clair que les termes "réexamen" et "déterminer" ne renferment pas les règles de fond générales suggérées par l'Argentine. Le terme "review" (réexamen) peut être défini comme "a formal assessment of something with the intention of instituting change if necessary" (l'évaluation formelle d'une chose dans le but d'apporter un changement au besoin).[163] "Determine" (déterminer) peut être défini comme le fait de "[c]ome to a judicial decision; make or give a decision about something … [c]onclude from reasoning or investigation, deduce" (parvenir à une décision judiciaire; rendre une décision sur quelque chose … [c]onclure sur la base d'un raisonnement ou d'une enquête, déduire).[164] "Deduce" (déduire) est par ailleurs défini comme le fait de "[i]nfer, draw as a logical conclusion (*from* something already known or assumed); derive by a process of reasoning" (inférer, tirer une conclusion logique (*de* quelque chose qui est déjà connu ou présumé); obtenir au moyen d'un raisonnement).[165] Par conséquent, l'article 11.3 – du fait de l'emploi des termes "réexamen" et "déterminer" – obligerait le Département à effectuer une évaluation formelle de la question de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira qui est étayée par un certain type de raisonnement et d'éléments de preuve, mais il ne précise pas la procédure à suivre pour effectuer une telle évaluation ni l'approche analytique ou les éléments de preuve à utiliser dans cette évaluation.

155. Lorsque les parties intéressées interrogées n'ont pas répondu à l'avis d'engagement d'un réexamen à l'extinction donné par le Département, l'article 351.218 d) 2) iii) dispose que les parties qui n'ont pas répondu seront réputées avoir renoncé à leur droit de participer à la procédure.[166] Bien que la détermination à l'effet de suivre une procédure accélérée dans le cadre d'un réexamen à l'extinction soit faite au "cas par cas", l'article 351.218 e) 1) ii) A) du Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction dispose que celui-ci suivra normalement une procédure accélérée lorsque des parties intéressées étrangères représentant plus de 50 pour cent du total des exportations de la marchandise visée pendant la période de cinq ans précédant le réexamen à l'extinction n'ont pas donné des réponses de fond.[167] Lorsque le Département n'a pas reçu une réponse adéquate de la part des parties intéressées étrangères (globalement), l'article 351.218 e) 1) ii) C) du Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction dispose que celui-ci fera sa détermination finale de la probabilité à partir des données de fait disponibles.[168]

156. L'article 351.308 f) du Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction dispose que lorsque le Département fait une détermination de la probabilité à partir des "données de fait disponibles", il se fondera normalement sur les marges de dumping issues de l'enquête initiale et sur les réexamens administratifs ultérieurs, de même que sur les renseignements présentés par les parties intéressées dans leurs réponses de fond.[169] Par conséquent, même dans les cas où les parties

[163] *Concise Oxford English Dictionary* (10e éd. 2001) (pièce n° 24 des États-Unis); *voir aussi New Shorter Oxford English Dictionary*, page 2582 (1993) (qui définit "review" (réexamen) comme "[a]n inspection, an examination ... [a] general survey or reconsideration of some subject or thing ... a retrospect, a survey of the past" (une inspection, un examen ... [u]ne enquête ou un nouvel examen d'un sujet ou d'une chose ... un examen rétrospectif, une étude du passé)).

[164] New Shorter Oxford English Dictionary, page 651 (1993).

[165] *Id.*, page 613.

[166] 19 C.F.R. 351.218 d) 2) iii) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[167] 19 C.F.R. 351.218 e) 1) ii) A) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[168] 19 C.F.R. 351.218 e) 1) ii) C) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[169] 19 C.F.R. 351.308 f) (pièce n° 3 des États-Unis).

intéressées étrangères donnent une réponse inadéquate à l'avis d'engagement, le Département s'appuiera sur les éléments de preuve recueillis jusqu'à ce moment-là pendant la procédure de réexamen à l'extinction pour faire la détermination finale de la probabilité.

157. Par conséquent, en ce qui concerne la directive législative figurant à l'article 751 c) 4) B) selon laquelle le Département doit conclure qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en cas d'abrogation en ce qui concerne une partie intéressée interrogée qui renonce à participer, cette directive est simplement représentative de l'étendue et du type des renseignements sur lesquels le Département devrait fonder sa détermination dans le cadre du réexamen à l'extinction dans les cas où une partie intéressée interrogée a renoncé à participer. L'article 351.218 d) 2) iii) porte sur cette non-participation et sur le fait de ne pas fournir les renseignements nécessaires dans le cas d'une partie intéressée interrogée qui ne répond pas à l'avis d'engagement d'un réexamen à l'extinction. En tant que tels, l'article 751 c) 4) de la Loi et l'article 351.218 d) 2) iii) du Règlement ne sont pas des dispositions qui "empêchent" le Département d'effectuer un "réexamen" et de "déterminer" s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira.

158. L'Argentine ne comprend pas non plus le rôle joué par ces dispositions pour favoriser la conformité avec une autre obligation importante de l'Accord antidumping concernant les réexamens à l'extinction. L'article 11.4 prescrit ce qui suit:

> "Les dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure s'appliqueront à tout réexamen effectué au titre du présent article. Tout réexamen de ce type sera effectué avec diligence …"

159. L'article 6.14 stipule pour sa part ce qui suit:

> Les procédures énoncées ci-dessus n'ont pas pour but d'empêcher les autorités d'un Membre d'agir avec diligence pour ce qui est d'ouvrir une enquête, d'établir des déterminations préliminaires ou finales, positives ou négatives, ou d'appliquer des mesures provisoires ou finales, conformément aux dispositions pertinentes du présent accord.

160. Le terme "expeditious" (rapide) est défini comme signifiant "promptly and efficiently" (avec promptitude et efficience, avec diligence).[170] Par conséquent, l'Accord antidumping ne devrait pas agir comme un obstacle à l'achèvement des réexamens aussi promptement et efficacement que possible. Les dispositions relatives à la "renonciation" de la législation des États-Unis favorisent l'achèvement rapide des réexamens en faisant en sorte qu'une détermination puisse être faite dans un réexamen à l'extinction dès qu'il devient évident qu'une constatation de probabilité peut être justifiée. En d'autres termes, lorsqu'une partie intéressée interrogée a choisi de ne pas participer, la Loi ordonne au Département de faire une telle constatation positive de probabilité parce que les éléments de preuve dont il dispose démontrent l'existence d'une probabilité de dumping *en ce qui concerne la partie qui a renoncé* si l'ordonnance est supprimée. Dans ces circonstances, un réexamen à l'extinction complet serait stérile et entraînerait un gaspillage des ressources administratives et de celles des parties[171]

[170] *Merriam-Webster Online Dictionary* (2002) (pièce n° 25 des États-Unis); *voir aussi New Shorter Oxford English Dictionary*, page 886 (1993) (qui définit "expeditious" (rapide) comme signifiant "[s]peedily performed or given; conducive to speedy performance" (exécuté ou donné rapidement; propice à une exécution rapide)).

[171] De plus, vu la tâche qui incombait au Département immédiatement après l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC – réexaminer les 325 ordonnances en vigueur –, prolonger des réexamens dans les cas où les parties intéressées interrogées ont renoncé à participer constituerait une utilisation inefficace des ressources administratives, en enlevant des ressources aux réexamens contestés comportant un volume considérable de renseignements factuels pour les consacrer à des réexamens prolongés inutilement qui font l'objet d'un désaccord minime, voire inexistant, entre les parties et dont le dossier factuel est limité. L'article 751 c) 4) est

- résultat qui contrevient directement aux instructions données aux articles 6.14 et 11.4 de l'Accord antidumping.

2. L'article 751 c) 4) de la Loi et l'article 351.218 d) 2) iii) du Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction ne sont pas incompatibles avec l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord antidumping

161. L'Argentine allègue également que la disposition de la législation des États-Unis qui prévoit les réexamens accélérés à l'extinction est incompatible avec certaines obligations prévues à l'article 6 de l'Accord antidumping concernant la preuve et la procédure. Spécifiquement, l'Argentine allègue que l'article 751 c) 4) de la Loi et l'article 351.218 d) 2) iii) du Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction empêchent le Département, dans le cadre des réexamens accélérés à l'extinction, de respecter les obligations suivantes: 1) l'obligation prévue à l'article 6.1, à savoir que toutes les parties intéressées auront "d'amples possibilités de présenter par écrit tous les éléments de preuve qu'elles jugeront pertinents", et 2) l'obligation prévue à l'article 6.2, à savoir que toutes les parties intéressées auront "toutes possibilités de défendre leurs intérêts".[172]

162. Tout d'abord, il est important de se rappeler qu'aucune différence dans les règles qui régissent la preuve et la procédure dans les réexamens accélérés par opposition aux réexamens complets n'est pertinente pour savoir si les lois et les règlements des États-Unis concernant les réexamens accélérés imposent une action incompatible avec les règles de l'OMC. En effet, comme les règles de preuve et de procédure qui sont appliquées dans les réexamens à l'extinction sont compatibles avec les obligations de l'Accord antidumping, il est indifférent que, dans ce qu'il est convenu d'appeler les "réexamens à l'extinction complets", les États-Unis aillent au-delà de ce que leur prescrit l'Accord antidumping. En d'autres termes, le fait que les États-Unis peuvent ménager aux parties davantage de possibilités de présenter des éléments de preuve et des arguments dans le cadre d'un réexamen complet à l'extinction est pour eux une question de principe, non une obligation découlant de l'Accord antidumping, et ne constitue pas une raison de critiquer les règles en matière de preuve et de procédure qui régissent les réexamens à l'extinction accélérés.

a) L'article 751 c) 4) de la Loi et l'article 351.218 d) iii) 2) du Règlement ne sont pas incompatibles avec l'obligation de ménager d'amples possibilités de présenter des renseignements par écrit qui est énoncée à l'article 6.1

163. En ce qui concerne les allégations de fond formulées au titre de l'article 6, l'Argentine n'a pas démontré que l'article 751 c) 4) de la Loi ou l'article 351.218 d) 4) iii) du Règlement empiète sur l'une ou l'autre des obligations qu'elle cite. L'article 6.1 dispose ce qui suit:

> Toutes les parties intéressées par une enquête antidumping seront avisées des renseignements que les autorités exigent et se verront ménager d'amples possibilités de présenter par écrit tous les éléments de preuve qu'elles jugeront pertinents pour les besoins de l'enquête en question

164. Conformément aux lois et aux règlements des États-Unis sur les réexamens à l'extinction, les parties intéressées dans le cadre des réexamens accélérés à l'extinction se voient ménager "d'amples possibilités de présenter par écrit tous les éléments de preuve qu'elles jugeront pertinents". Spécifiquement, l'article 351.218 d) 3) du Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction dispose que les parties intéressées auront 30 jours à compter de la date de l'avis d'engagement de la

---

donc une disposition qui permet au Département d'attribuer efficacement ses ressources limitées aux dossiers plus contestés et délicats.

[172] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphes 120 à 122. L'article 6.1 et 6.2 s'applique aux réexamens à l'extinction du fait du renvoi à l'article 6 qui figure à l'article 11.4.

procédure pour présenter des réponses de fond. Outre qu'il précise les renseignements que doivent présenter les parties intéressées[173], l'article 351.218 d) 3) iv) B) du Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction dispose que les parties peuvent présenter "*tout* autre renseignement ou argument pertinent dont la partie voudrait que [le Département] tienne compte".[174] De plus, conformément à l'article 351.218 d) 4) du Règlement, les parties intéressées ont toutes possibilités de combattre les éléments de preuve et réfuter les arguments présentés dans les réponses de fond des autres parties dans les cinq jours qui suivent la présentation de ces éléments de preuve et arguments.[175]

165. Par ailleurs, dans les cas où le Département détermine que la réponse donnée à l'avis d'engagement par les parties intéressées interrogées est inadéquate, l'article 351.309 e) du Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction ménage aux parties intéressées la possibilité de présenter des observations sur l'opportunité d'effectuer un réexamen accéléré.[176] Par conséquent, la législation des États-Unis et le Règlement du Département ménagent expressément aux parties des possibilités de présenter au Département *tout* renseignement pertinent, de réfuter tout renseignement et argument pertinent présenté par d'autres parties, et de formuler des observations sur l'opportunité d'effectuer un réexamen accéléré dès le début. De ce fait, le Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction satisfait aux obligations prévues à l'article 6.1 en renseignant les parties intéressées sur le type de renseignements qui seront demandés dans le cadre de chaque réexamen à l'extinction et en leur ménageant des possibilités de présenter des observations, des observations présentées à titre de réfutation et *tout* autre renseignement qu'elles jugent pertinent pour la procédure.

166. Enfin, il convient de souligner que les dispositions qui, selon l'Argentine, sont incompatibles avec l'article 6.1 – l'article 751 c) 4) de la Loi et l'article 351.218 d) 2) iii) du Règlement – sont des dispositions qui régissent le fait pour une partie intéressée interrogée de ne pas participer à une procédure de réexamen à l'extinction dès le début. Ces dispositions ne dictent ni le type ni le volume de renseignements que les parties intéressées interrogées peuvent présenter dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, mais sont plutôt pertinentes uniquement lorsqu'une partie intéressée interrogée n'a pas répondu à l'avis d'engagement du réexamen à l'extinction en présentant la première communication requise, soit la réponse de fond. En d'autres termes, ces dispositions s'appliquent lorsqu'une partie intéressée interrogée a choisi de ne pas se prévaloir des droits conférés par l'article 6.1 qui sont garanties par d'autres dispositions du Règlement.

[173] Le règlement du Département demande la présentation par les parties intéressées des renseignements nécessaires pour prendre contact avec elles et avec leur(s) conseil(s) juridique(s); la désignation de la marchandise visée et du pays faisant l'objet du réexamen; la référence et la date de l'avis d'engagement; une expression de la volonté des parties intéressées de participer et de présenter des renseignements dans le cadre du réexamen; la présentation de renseignements et d'arguments concernant la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira et la marge de dumping probable; et des résumés de toute constatation concernant l'incorporation de droits, des explications concernant le champ d'application, un contournement et/ou tout changement de circonstances. En outre, le Département demande aux parties intéressées interrogées de communiquer la marge moyenne pondérée de dumping individuelle applicable à cette partie, issue de l'enquête et de chacun des réexamens ultérieurs, la valeur et le volume des exportations de la marchandise visée de cette partie pendant les cinq années précédant l'année de l'engagement du réexamen (y compris des données trimestrielles pour les trois dernières années); la valeur et le volume des exportations de la marchandise visée de cette partie pendant l'année civile précédant l'année de l'engagement de l'enquête antidumping initiale; et le pourcentage des exportations totales de la marchandise visée de cette partie pendant les cinq années civiles précédant l'engagement de la procédure. 19 C.F.R. § 351.218 d) 3) ii) et iii) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[174] 19 C.F.R. § 351.218 d) 3) iv) B) (pas d'italique dans l'original) (pièce n° 3 de l'Argentine)

[175] 19 C.F.R. § 351.218 d) 4) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[176] 19 C.F.R. § 351.309 e) (pièce n° 3 des États-Unis).

b) L'article 751 c) 4) de la Loi et l'article 351.218 d) 2) iii) du Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction ne sont pas incompatibles avec l'article 6.2 de l'Accord antidumping

167. L'article 6.2 porte sur le droit d'une partie intéressée d'avoir "toutes possibilités de défendre [ses] intérêts", et le passage pertinent de cet article est ainsi conçu:

> Pendant toute la durée de l'enquête antidumping, toutes les parties intéressées auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts. À cette fin, les autorités ménageront, sur demande, à toutes les parties intéressées la possibilité de rencontrer les parties ayant des intérêts contraires, pour permettre la présentation des thèses opposées et des réfutations.

168. Il n'y a rien dans l'article 751 c) 4) de la Loi, dans l'article 351.218 d) 2) iii) du Règlement ou dans toute autre disposition légale ou réglementaire des États-Unis régissant les réexamens à l'extinction qui fait obstacle à ces possibilités. En effet, comme il a été expliqué plus haut, les parties intéressées se voient ménager d'amples possibilités de présenter des renseignements et des arguments par écrit, de réfuter les renseignements et les arguments présentés par d'autres parties, et même de présenter des observations sur l'opportunité d'effectuer un réexamen accéléré.

169. Par ailleurs, conformément à son Règlement sur les réexamens à l'extinction, le Département effectue "normalement" un réexamen accéléré lorsque la réponse globale donnée par les parties intéressées interrogées est jugée inadéquate.[177] Par conséquent, rien dans les lois ou les règlements sur les réexamens à l'extinction des États-Unis n'empêcherait le Département d'effectuer un réexamen complet à l'extinction, malgré l'absence de réponse adéquate des parties intéressées interrogées, s'il était jugé que les circonstances justifiaient un tel réexamen.

170. Indépendamment de la question de savoir s'il faut effectuer un réexamen accéléré ou un réexamen complet, toutes les parties intéressées se voient accorder le droit de défendre pleinement leurs intérêts. La partie intéressée interrogée qui présente une réponse de fond dans le cadre d'un réexamen à l'extinction accéléré se voit ménager les mêmes possibilités de voir sa réponse de fond prise en compte dans la détermination finale de la probabilité, de réfuter les éléments de preuve et les arguments présentés par d'autres parties et de présenter des observations sur le bien-fondé d'un réexamen accéléré. D'ailleurs, l'article 351.308 f) 2) du Règlement sur les réexamens à l'extinction dispose que le Département tiendra normalement compte des communications de fond des parties intéressées pour faire la détermination de la probabilité dans le cadre d'un réexamen à l'extinction accéléré. L'Argentine n'a pas démontré que du seul fait que le Département effectue un réexamen à l'extinction accéléré au lieu d'un réexamen complet, l'article 751 c) 4) de la Loi ou l'article 351.218 d) 2) iii) du Règlement empêche les parties intéressées interrogées d'avoir toutes possibilités de défendre leurs intérêts.[178]

---

[177] 19. C.F.R. § 351.218 e) 1) ii) c) 2) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[178] Les États-Unis démontrent ci-dessous que, dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine, toutes les parties intéressées étrangères se sont vu accorder tous leurs droits en tant que défendeur, mais même en admettant, pour les besoins de l'argumentation, que tel n'était pas le cas, il ne serait pas suffisant qu'un Membre formule une allégation "en tant que tel" pour établir, dans un cas donné, qu'un droit de défense n'a peut-être pas été pleinement accordé au défendeur. Pour qu'une violation "en tant que tel" soit constatée, il faudrait que l'Argentine établisse que les lois ou règlements sur les réexamens à l'extinction des États-Unis empêchent réellement le plein exercice du droit de se défendre. *Voir*: *États-Unis – Article 129 c) 1) de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay*, WT/DS221/R, rapport du Groupe spécial adopté le 30 août 2002, paragraphe 6.22 [ci-après "*États-Unis – Article 129*"], citant *États-Unis – Loi antidumping de 1916*, WT/DS136/AB/R, WT/DS162/AB/R, rapport de l'Organe d'appel adopté le 26 septembre 2000, paragraphes 88 et 89.

B. LE GROUPE SPÉCIAL DEVRAIT REJETER LES ALLÉGATIONS DE L'ARGENTINE CONCERNANT UNE PRÉTENDUE "PRÉSOMPTION IRRÉFRAGABLE" ET SON INCOMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

171. Dans la section VII.B de sa première communication, l'Argentine incorpore une série d'allégations qui sont un peu difficiles à identifier, mais qui semblent équivaloir à une version recyclée des arguments qu'elle formule dans la section VII.A et selon lesquels le Département n'effectue pas de "réexamen" ou ne fait pas de "détermination". Conformément à l'interprétation que donnent les États-Unis de cette section, les allégations reposent sur l'affirmation factuelle selon laquelle la pratique du Département, dans le cadre des réexamens à l'extinction, consiste à faire une présomption irréfragable de probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira.[179] Compte tenu de cette affirmation factuelle, l'Argentine allègue que: 1) cette pratique et les instruments sur lesquels elle serait fondée sont incompatibles, en tant que tels, avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping[180]; 2) cette pratique et les instruments sur lesquels elle serait fondée sont incompatibles, tels qu'ils sont appliqués en général, avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping[181]; et 3) la détermination faite par le Département dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping dans la mesure où elle appliquait la pratique/présomption alléguée.[182]

172. Comme les États-Unis l'ont démontré plus haut, le Groupe spécial n'a pas besoin d'examiner la première allégation, parce qu'elle ne relève pas de son mandat. Toutefois, dans la présente section, les États-Unis répondront aux arguments de fond formulés par l'Argentine au sujet des trois allégations. Comme il sera démontré ci-dessous, les allégations de l'Argentine sont vouées à l'échec parce que: 1) la présomption irréfragable alléguée n'existe pas; 2) les instruments qui donneraient naissance à cette présomption irréfragable ne constituent pas des mesures susceptibles d'être contestées aux fins du Mémorandum d'accord; et 3) même si ces instruments étaient contestables, deux d'entre eux – le *Sunset Policy Bulletin* et la pratique du Département – ne sont pas "impératifs" au sens de la distinction entre caractère impératif et caractère indicatif.

1. La "présomption irréfragable" de l'Argentine n'existe pas

173. Comme il a été noté plus haut, toutes les allégations formulées par l'Argentine dans la section VII.B de sa première communication reposent sur l'existence d'une "présomption irréfragable" appliquée par le Département dans le cadre des réexamens à l'extinction quant à la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. Comme l'Argentine est la partie qui affirme ce fait, elle a la charge de le prouver. L'Argentine ne s'acquitte pas de cette charge, parce que, dans les faits, la présomption irréfragable alléguée n'existe pas.

174. Fait important, l'Argentine est incapable d'indiquer un document qui établit sa "présomption irréfragable". Elle n'allègue pas qu'une disposition législative des États-Unis établit cette présomption, et elle ne le pourrait pas vu l'absence d'une disposition semblable. Elle se réfère plutôt à trois

[179] La section VII.B elle-même n'est pas claire au sujet de la source précise de la pratique alléguée.

[180] Dans sa première communication, au paragraphe 138, l'Argentine affirme ceci: "Pris ensemble, les dispositions législatives des États-Unis sur les réexamens à l'extinction, le SAA et le *Sunset Policy Bulletin* prescrivent un critère qui est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping." Cela semble être une allégation "en tant que telle".

[181] Dans sa première communication, au paragraphe 137, l'Argentine affirme ceci: "Par conséquent, comme c'est la pratique constante du Département d'utiliser dans le cadre de ses réexamens à l'extinction une présomption irréfragable de probabilité de dumping, les États-Unis agissent d'une manière incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping." Cela semble être une allégation "telle qu'elle est appliquée" concernant le comportement du Département dans le cadre des réexamens à l'extinction en général, pas seulement le réexamen visant les OCTG en provenance d'Argentine.

[182] *Voir* la première communication de l'Argentine, paragraphes 124 et 147.

éléments: le SAA, le *Sunset Policy Bulletin* et la "pratique" supposée du Département. Examinons chacun de ces points à tour de rôle.

175. En ce qui concerne le SAA, l'Argentine cite le passage suivant comme élément de preuve de l'existence de la "présomption irréfragable" qu'elle allègue[183]:

> [La disposition 19 USC. § 1675a c)] établit des critères pour déterminer la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. Conformément à [la disposition § 1675 c) 1)], le Département examinera la relation entre les marges de dumping, ou l'absence de marges, et le volume des importations de la marchandise visée, en comparant les périodes antérieures et postérieures à la publication d'une ordonnance ou à l'acceptation d'un accord de suspension. Par exemple, une diminution du volume des importations, associée à des marges de dumping qui subsistent après la publication de l'ordonnance, peut donner fortement à penser qu'en l'absence d'une ordonnance, il serait probable que le dumping subsisterait, parce que les éléments de preuve indiqueraient que l'exportateur doit pratiquer le dumping pour vendre aux volumes antérieurs à la publication de l'ordonnance.
>
> …
>
> [L']existence de marges de dumping après la publication de l'ordonnance, ou la cessation des importations après la publication de l'ordonnance, est une indication extrêmement probante de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira.

176. "Irrefutable" [irréfragable] signifie "[u]nable to [be] refute[d] or disprove[d]" (qui ne peut pas être réfuté ou dont on ne peut pas démontrer la fausseté).[184] Des membres de phrase comme "Par exemple", "donner fortement à penser" et "extrêmement probante", qui figurent dans le passage susmentionné, n'indiquent pas l'existence d'une présomption qui ne peut pas être réfutée ou dont on ne peut pas démontrer la fausseté, à supposer qu'ils donnent même naissance à une présomption. Par conséquent, ce passage tiré du SAA – le seul passage sur lequel l'Argentine se fonde – ne peut pas être la source de la "présomption irréfragable" alléguée.

177. Un autre facteur mentionné par l'Argentine comme source possible de la "présomption irréfragable" est le *Sunset Policy Bulletin*, dont l'Argentine cite l'extrait suivant[185]:

> [N]ormalement, le Département déterminera qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en cas d'abrogation d'une ordonnance antidumping ou de clôture d'une enquête antidumping suspendue, lorsque:
>
> a) le dumping a subsisté à un niveau quelconque supérieur au niveau *de minimis* après la publication de l'ordonnance ou l'accord de suspension, selon le cas;
>
> b) les importations de la marchandise visée ont cessé après la publication de l'ordonnance ou de l'accord de suspension, selon le cas; ou

[183] Première communication de l'Argentine, paragraphe 142, citant le SAA, aux pages 889 et 890 (pas de soulignement dans l'original).

[184] New Shorter Oxford English Dictionary (1993), page 1419.

[185] Première communication de l'Argentine, paragraphe 145, citant le *Sunset Policy Bulletin*, page 18872 (non souligné dans l'original). Il convient de noter que l'expression "accord de suspension" employée dans le passage cité est l'expression employée par les États-Unis pour désigner un "engagement" au sens de l'article 8 de l'Accord antidumping.

> c) le dumping a été éliminé après la publication de l'ordonnance ou l'accord de suspension, selon le cas, et le volume des importations de la marchandise visée a notablement diminué.
>
> L'Argentine affirme que les trois critères identifiés dans le passage cité sont "les conséquences naturelles de l'imposition d'une mesure antidumping".[186] Cela implique qu'étant donné que ces conséquences découleront *toujours* de l'imposition d'une mesure antidumping, l'examen que fait le Département de ces mesures donne naissance à la "présomption irréfragable"; en d'autres termes, comme une ou plusieurs de ces conséquences seront toujours présentes, la présomption de probabilité ne peut pas être réfutée.

178. Cet argument pose au moins deux problèmes. Premièrement, le passage cité indique clairement que le Département déterminera "normalement" l'existence d'une probabilité lorsque les faits évoqués sont réunis. L'emploi du terme "normalement" est incompatible avec la notion d'une "présomption *irréfragable*".

179. Deuxièmement, l'Argentine fait erreur lorsqu'elle affirme que les critères énoncés dans le passage cité sont les conséquences "naturelles" ou les seules conséquences de l'imposition d'une mesure antidumping. Au contraire, ces critères ne sont que des indices des conséquences de l'imposition d'une mesure antidumping *en ce qui concerne les entreprises qui doivent pratiquer le dumping* afin de conserver une présence sur le marché des États-Unis.[187] Si des entreprises doivent pratiquer le dumping pour demeurer concurrentielles sur le marché des États-Unis, il ne serait pas surprenant de voir que "le dumping a subsisté à un niveau ... supérieur au niveau *de minimis* après la publication de l'ordonnance ou l'accord de suspension, selon le cas". De même, si des entreprises doivent pratiquer le dumping pour demeurer compétitives sur le marché des États-Unis, on pourrait s'attendre à ce qu'il soit constaté que "les importations de la marchandise visée ont cessé après la publication de l'ordonnance ou l'accord de suspension, selon le cas". Enfin, si des entreprises doivent pratiquer le dumping pour prospérer sur le marché des États-Unis, une conséquence probable est que "le dumping a été éliminé après la publication de l'ordonnance ou l'accord de suspension, selon le cas, et [que] le volume des importations de la marchandise visée a notablement diminué".

180. Toutefois, il y a au moins une autre conséquence découlant de l'imposition d'une mesure antidumping qui est également "naturelle" – pour reprendre le terme employé par l'Argentine, du moins pour les entreprises qui sont capables d'opérer dans des conditions de concurrence loyale. Selon cette conséquence, après l'imposition d'une mesure antidumping, le dumping est éliminé et le volume des importations de la marchandise visée demeure stable ou augmente. Si ce scénario se concrétisait – et il ne semble pas à première vue être invraisemblable –, il semblerait être un indicateur d'une absence de probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira dont le Département devrait tenir compte.

181. En fait, c'est précisément ce que le Département explique qu'il fera normalement dans le *Sunset Policy Bulletin*[188]:

> [N]ormalement, le Département déterminera qu'il est peu probable que le dumping subsistera ou se reproduira si une ordonnance antidumping est abrogée ou si une enquête antidumping est close lorsque le dumping a été éliminé après la publication

[186] Première communication de l'Argentine, paragraphe 146.

[187] Les États-Unis parlent d'"indices" parce que, ainsi que le démontre l'emploi du terme "normalement", les critères mentionnés dans le passage cité ne sont pas déterminants.

[188] *Sunset Policy Bulletin*, page 18872 (pièce n° 35 de l'Argentine).

> de l'ordonnance ou l'accord de suspension, selon le cas, et lorsque le volume des importations est demeuré stable ou a augmenté.

En dépit du fait que cette affirmation figure dans la même page et la même colonne du *Federal Register* que le passage cité par l'Argentine, celle-ci évite d'y faire référence, pour des raisons évidentes: cette affirmation lui est complètement défavorable et gâche plutôt son histoire. Ce passage démontre que le Bulletin ne fait rien qu'indiquer ce que le Département fera "normalement" lorsqu'on lui présente différents scénarios factuels. Dans certains cas, le Département déterminera "normalement" l'existence d'une probabilité, et dans d'autres, il ne déterminera pas "normalement" l'existence d'une probabilité.

182. Il ne s'agit guère d'éléments de preuve indiquant l'existence d'une "présomption irréfragable" de probabilité. De plus, l'Argentine ne présente aucun élément de preuve indiquant qu'il est impossible dans tous les cas pour les entreprises visées par une mesure antidumping de maintenir ou d'accroître leur présence sur le marché des États-Unis sans pratiquer le dumping – et elle le démontre encore moins. En d'autres termes, l'Argentine ne présente pas d'éléments de preuve indiquant que la seule façon pour une entreprise de maintenir sa présence sur le marché des États-Unis est de pratiquer le dumping.

183. Le dernier élément de "preuve" présenté par l'Argentine est sa pièce n° 63, qui est censée faire une analyse exhaustive de la pratique en matière de réexamen à l'extinction du Département et démontrer l'existence de la "présomption irréfragable". En réalité, la pièce n° 63 de l'Argentine n'en fait rien.

184. Ce que montre en fait la pièce n° 63 de l'Argentine, c'est que, dans leur écrasante majorité, les réexamens à l'extinction effectués par le Département ne sont contestés par aucune des deux parties. Sur les 291 réexamens à l'extinction analysés dans la pièce n° 63, 74 étaient des réexamens auxquels aucune partie de la branche de production nationale n'avait participé et à l'issue desquels le Département avait abrogé l'ordonnance antidumping en question.[189] De plus, quand on examine attentivement la pièce n° 63 de l'Argentine, on constate qu'il y a 178 affaires auxquelles les parties intéressées interrogées avaient décidé de ne pas participer, en ne répondant pas à l'avis d'engagement du Département ou en présentant une renonciation expresse en réponse à l'avis d'engagement, ou encore en faisant les deux.[190] Cela fait donc 87 pour cent des 291 réexamens à l'extinction analysés dans la pièce n° 63 de l'Argentine, qui n'ont pas été contestés. Même en se limitant aux 217 réexamens dans lesquels une partie intéressée nationale au moins avait indiqué un intérêt, 82 pour cent d'entre eux n'ont pas été contestés par les parties intéressées interrogées.

185. Selon les calculs des États-Unis, il reste 35 cas (13 pour cent seulement) dans lesquels les parties ont peut-être contesté l'existence d'une probabilité jusqu'à un certain point. Dans ces cas-là, le Département a constaté la probabilité, mais ce fait ne prouve pas l'existence d'une "présomption irréfragable". L'Argentine semble affirmer que le fait qu'"aucune partie interrogée n'a été en mesure de renverser la présomption irréfragable de probabilité de voir le dumping subsister ou se reproduire établie par les critères exposés dans le SAA et le *Sunset Policy Bulletin*" prouve que ces documents établissent effectivement une telle présomption.[191] Ce n'est là rien d'autre qu'un raisonnement

[189] L'assertion intéressée et gratuite formulée par l'Argentine dans la note de bas de page 131 de sa première communication selon laquelle les réexamens à l'extinction ne sont pas vraiment des "réexamens" est tout simplement cela: intéressée et gratuite.

[190] La ventilation des cas est la suivante: 1) dans 160 cas, aucune partie intéressée interrogée n'a répondu à l'avis d'engagement du Département; 2) dans cinq cas, les parties intéressées interrogées ont présenté une renonciation expresse à participer; et 3) dans 13 cas, il y a eu une combinaison d'absences de réponse et de renonciations positives de la part des parties intéressées interrogées.

[191] Première communication de l'Argentine, paragraphe 129, cinquième point centré.

circulaire, parce qu'il postule l'existence, dans ces documents, d'une "présomption irréfragable". Or, comme nous l'avons déjà démontré, ces documents n'établissent pas de "présomption irréfragable".

186. Il se peut fort bien que dans ces 35 cas, les éléments de preuve aient dessiné un scénario qui satisfaisait à un ou plusieurs des critères désignés dans le *Sunset Policy Bulletin* comme des indices de probabilité. En ce cas, les parties intéressées interrogées n'ont peut-être pas été à même de démontrer que les faits de leur cause exigeaient une conclusion s'écartant de la conclusion "normale". Il n'est pas du tout exclu qu'une ou plusieurs de ces parties, voire toutes, se soient trouvées dans une situation où elles n'étaient pas capables de soutenir la concurrence sur le marché des États-Unis sans pratiquer le dumping. Nous ne le savons tout simplement pas.

187. Il y a toutefois une affaire, dont le dossier est devant le Groupe spécial, qui témoigne bien de la vacuité de l'"analyse" de l'Argentine. Il s'agit du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine effectué par le Département et de la réponse de Siderca à l'avis d'engagement du Département, que l'on trouvera dans la pièce n° 57 de l'Argentine, jointe à sa première communication.

188. Nonobstant le fait que Siderca a eu d'autres possibilités de présenter des renseignements et des arguments, et nonobstant les allégations formulées par l'Argentine au sujet d'incompatibilités généralisées avec l'article 6, la pièce n° 57 de l'Argentine représente ce à quoi se résume tout ce que Siderca avait à dire sur la question de la probabilité d'un dumping. Cette affirmation limitée est révélatrice à bien des égards.

189. Dans la pièce n° 57 de l'Argentine, Siderca n'a pas affirmé qu'elle n'exporterait pas la marchandise visée aux États-Unis si l'ordonnance était abrogée. Elle n'a même pas affirmé qu'elle ne pratiquerait pas le dumping de la marchandise visée aux États-Unis si l'ordonnance était abrogée. Tout ce qu'elle a dit, c'est ceci: "L'abrogation de l'ordonnance n'entraînerait pas des marges de dumping supérieures aux marges *de minimis*."[192]

190. Si la pièce n° 57 de l'Argentine est un exemple de la qualité des communications factuelles et juridiques des parties intéressées interrogées dans le cadre des réexamens à l'extinction du Département, il ne faut pas s'étonner que le pourcentage de déterminations positives de la probabilité soit élevé dans les quelques cas dans lesquels la probabilité est contestée. En supposant, pour les besoins de l'argumentation, qu'une présomption existe quand même, la pièce n° 57 de l'Argentine n'établit pas que la présomption est irréfragable. Cette pièce établit plutôt que dans au moins un cas, aucune tentative sérieuse n'a été faite pour réfuter cette présomption.

191. Le restant de l'argumentation de l'Argentine concernant l'existence de la "présomption irréfragable" n'est rien d'autre qu'une répétition des arguments qu'elle formule dans la section VII.A de sa première communication concernant l'allégation selon laquelle le Département n'a pas effectué un "réexamen" ni "déterminé" quelque chose.[193] Cela n'a rien à voir avec la question de l'existence d'une "présomption irréfragable".

192. En résumé, l'Argentine ne s'est pas acquittée de la charge de la preuve qui lui incombait; c'est-à-dire qu'elle n'a pas établi l'existence de la "présomption irréfragable" alléguée. Par conséquent, toutes les allégations qu'elle formule dans la section VII.B sont sans fondement.

---

[192] Pièce n° 57 de l'Argentine, page 2. Siderca fait ensuite référence au critère *de minimis* applicable aux enquêtes qui est énoncé à l'article 5.8 de l'Accord antidumping, critère qui ne s'applique même pas aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3.

[193] *Voir, par exemple*, la première communication de l'Argentine, paragraphe 131, dans lequel l'Argentine s'élève contre le fait que le Département n'a pas utilisé "les nouveaux renseignements recueillis au cours du réexamen à l'extinction (c'est-à-dire une analyse prospective), comme le prescrit l'article 11.3 de l'Accord antidumping".

2. À supposer, pour les besoins du raisonnement, qu'il existe vraiment une "présomption irréfragable" du Département, le *Sunset Policy Bulletin* et la "pratique" du Département ne peuvent pas, en tant que tels, être jugés incompatibles avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping

193. À supposer même, pour les besoins du raisonnement, qu'il existe vraiment une "présomption irréfragable" du Département, le *Sunset Policy Bulletin* et la pratique du Département ne peuvent pas, en tant que tels, être jugés incompatibles avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Ni le Bulletin ni la pratique du Département ne constituent une "mesure", et même s'ils étaient considérés comme des "mesures", ni l'un ni l'autre ne prescrivent une action incompatible avec les règles de l'OMC ou n'excluent une action compatible avec les règles de l'OMC.

194. Pour qu'une chose soit une mesure aux fins de l'OMC, elle doit "constituer un instrument ayant une existence [opérationnelle] qui lui est propre", c'est-à-dire qu'elle doit "*faire* quelque chose de concret, indépendamment de tout autre instrument".[194] Ni le Bulletin ni la pratique du Département ne constitue un instrument juridique ayant une existence fonctionnelle qui lui soit propre dans le droit interne des États-Unis. Quel que soit le pouvoir d'agir du Département, il découle de la Loi et de son règlement. Ni le Bulletin ni la pratique du Département n'autorisent ce dernier à faire quoi que ce soit.

195. Quant au Bulletin, il n'a aucun statut juridique indépendant, mais se compare plutôt au précédent d'un organisme administratif. Le Bulletin a pour but de donner des indications sur les réexamens à l'extinction et leur conduite par le Département, du point de vue à la fois des questions de procédure et des questions de fond qui peuvent surgir. Toutefois, le Département n'est pas lié par le Bulletin comme il le serait par la Loi ou son règlement. Comme pour le précédent d'un organisme administratif, le Département peut s'écarter du Bulletin dans n'importe quelle situation donnée, pour autant qu'il en donne une explication motivée.

196. Il n'est donc pas surprenant que le Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon* ait constaté que le Bulletin ne constituait pas une mesure. Selon ce groupe spécial[195]:

> Le Bulletin donne des indications sur certaines questions de méthode concernant les dispositions législatives et réglementaires applicables. À notre avis, … le Bulletin, en lui-même et à lui seul, ne prescrit aucun comportement obligatoire. Tel qu'il est libellé, le Bulletin indique clairement que les réexamens à l'extinction doivent être menés à bien conformément aux dispositions de la Loi et du Règlement. Le Japon n'a signalé aucune autre disposition de la législation des États-Unis qui permettrait de penser qu'en vertu de cette législation, le Bulletin puisse en fait avoir des effets indépendamment d'autres instruments juridiques, de telle manière qu'il prescrirait une manière de procéder particulière.
>
> Nous constatons donc que le *Sunset Policy Bulletin*, en lui-même et à lui seul, n'est pas un instrument juridique ayant des effets tels qu'il prescrive une manière de procéder. Il s'ensuit que le Bulletin ne peut pas constituer une mesure susceptible d'être contestée dans une procédure de règlement des différends engagée dans le cadre de l'OMC.

197. L'Argentine n'a pas présenté d'éléments de preuve à l'appui de l'idée que le Bulletin constituait une mesure ayant une existence fonctionnelle qui lui est propre. Le seul renseignement que l'Argentine a présenté est un extrait d'une décision judiciaire des États-Unis indiquant que "[l]e *Sunset*

---

[194] *Restrictions à l'exportation*, paragraphe 8.85 (italique dans l'original).
[195] *États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphes 7.125 et 7.126.

Policy Bulletin reprend les termes employés dans le SAA".[196] Toutefois, cette affirmation indique simplement que les termes employés dans le Bulletin reprennent ceux du SAA. Il ne dit rien au sujet du statut juridique du Bulletin.

198. Les mêmes principes s'appliquent en ce qui concerne la pratique du Département. Il est bien établi que le Département n'est pas lié par sa propre pratique administrative, mais peut s'en écarter, pour autant qu'il en donne une explication motivée.[197] Par conséquent, il n'est pas étonnant que des groupes spéciaux antérieurs aient constaté que la pratique administrative du Département ne constituait pas une mesure aux fins de l'OMC. Comme le Groupe spécial *États-Unis – Tôles en acier* l'a expliqué[198]:

> La "pratique" contestée par l'Inde n'entre pas, à première vue, dans le champ des mesures qui peuvent être contestées au titre de l'article 18.4 de l'Accord antidumping. En particulier, nous ne partageons pas l'opinion selon laquelle la pratique est une "procédure administrative" au sens de l'article 18.4 de l'Accord. Il ne s'agit pas d'une règle préétablie pour la conduite des enquêtes antidumping. En fait, … une pratique est une succession répétée de réactions semblables à une série de circonstances; autrement dit, elle est constituée par les décisions antérieures du DOC. … L'Inde fait valoir qu'à un moment donné la répétition transforme la pratique en une "procédure", et donc en une mesure. Nous ne sommes pas d'accord. Le fait qu'une réaction donnée à une série donnée de circonstances s'est répétée et que l'on peut prévoir qu'elle se répétera à l'avenir ne la transforme pas, à notre avis, en une mesure. Une telle conclusion laisserait imprécise et sujette à controverse elle-même la question de savoir ce qu'est une mesure, ce qui serait un résultat inacceptable selon nous. De plus, nous n'estimons pas que, du simple fait qu'il y a répétition, un Membre soit obligé de suivre sa pratique antérieure. Si un Membre était obligé de s'en tenir à sa pratique, il pourrait être possible de considérer cette pratique comme une mesure. Or les États-Unis ont affirmé qu'en vertu des lois qui le régissent le DOC peut modifier une pratique à condition de motiver sa décision.

Le Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon* a également constaté que "cette pratique en tant que telle ne peut pas être contestée devant un groupe spécial de l'OMC".[199]

199. Même si le Bulletin et la pratique du Département pouvaient être considérés comme des mesures, ils ne pourraient toutefois pas être jugés incompatibles avec les règles de l'OMC parce qu'aucune des mesures n'est "impérative", c'est-à-dire que ni l'une ni l'autre ne prescrit une action incompatible avec les règles de l'OMC ou n'empêche une action compatible avec les règles de l'OMC.[200] L'Organe d'appel et plusieurs groupes spéciaux ont expliqué la distinction entre des mesures impératives et des mesures dispositives. Un Membre peut contester une mesure "en tant que telle", et un groupe spécial de l'OMC peut faire une constatation défavorable à cet égard, seulement si la mesure "prescrit" une action qui est incompatible avec les obligations contractées dans le cadre de

---

[196] Première communication de l'Argentine, paragraphe 144, citant *AG Dillinger Huettenwerke* c. *United States*, 193 F. Supp. 2d 1339 (CIT 2002) (pièce n° 15a de l'Argentine).

[197] *Voir, par exemple, Rhodia, Inc.* c. *United States*, 240 F. Supp. 2d 1247, page 1253 (CIT 2002), affaire dans laquelle le tribunal appelé à examiner les déterminations du Département, à savoir, le Tribunal du commerce international des États-Unis, a dit ceci: "Aussi longtemps que le Département expose dûment ses raisons, et que sa pratique est raisonnable et autorisée par la Loi, la pratique du Département peut et devrait continuer de se transformer et d'évoluer."

[198] *États-Unis – Mesures antidumping et compensatoires appliquées aux tôles en acier en provenance de l'Inde*, WT/DS206/R, rapport du Groupe spécial adopté le 29 juillet 2002, paragraphe 7.22 (citation omise) [ci-après "*États-Unis – Tôles en acier*"].

[199] *États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 7.131.

[200] *Restrictions à l'exportation*, paragraphes 8.126 à 8.132.

l'OMC, ou "interdit" une action qui est compatible avec les règles de l'OMC.[201] Conformément aux règles normales de l'OMC sur la répartition de la charge de la preuve, il incombe à la partie plaignante de démontrer qu'une mesure contestée prescrit une action incompatible avec les règles de l'OMC ou empêche une action compatible avec les règles de l'OMC.[202]

200. L'Argentine n'a présenté aucun élément de preuve quel qu'il soit indiquant que le Département est lié par le Bulletin ou sa pratique administrative. Cela n'est pas étonnant, parce que, comme il vient d'être démontré, d'après la législation des États-Unis, le Département n'est pas ainsi lié. Toutefois, si le Département n'est pas lié par ces instruments, on ne peut pas dire qu'ils prescrivent une action par le Département, encore moins une action incompatible avec les règles de l'OMC.

201. Bien que l'Argentine ne présente aucun élément de preuve au sujet du statut du Bulletin ou de la pratique administrative du Département en vertu de la législation des États-Unis, elle cite l'affaire *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE* à l'appui de l'affirmation selon laquelle cette pratique peut être contestée devant l'OMC.[203] Toutefois, le recours par l'Argentine à l'affaire *États-Unis - Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE* est sans fondement.

202. Dans l'affaire *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE*, la qualification par le Groupe spécial de ses constatations concernant la "méthode" du Département n'a pas fait l'objet d'un appel, et l'Organe d'appel n'a fait qu'accepter la qualification du Groupe spécial. De plus, au stade du groupe spécial, cette question n'était pas contestée non plus; les CE contestaient deux méthodes de privatisation que le Département avaient appliquées dans 12 enquêtes spécifiques en matière de droits compensateurs, et les États-Unis avaient axé leur argumentation sur les questions de fond. Le fait que le Groupe spécial avait évoqué ces méthodes de cette façon, et l'Organe d'appel par la suite, ne donne donc aucune indication quant à la façon dont un groupe spécial ou l'Organe d'appel répondrait à la question de savoir si le précédent non contraignant d'un organisme administratif, ou une pratique administrative non contraignante, peut être contesté de façon indépendante en tant que mesure, et si, dans l'affirmative, ce précédent ou cette pratique prescrit un manquement à une obligation donnée. Au contraire, les groupes spéciaux qui ont été saisis de cette question ont unanimement conclu qu'une pratique administrative des États-Unis ne peut pas, en tant que telle, être contestée en tant que mesure.[204]

203. De plus, comme il a été mentionné précédemment, même si une pratique administrative pouvait être contestée en tant que mesure, l'Organe d'appel a toujours appliqué la distinction entre le caractère impératif et le caractère dispositif pour constater que des mesures qui ne prescrivent pas un manquement à une obligation ne donnent pas lieu à un manquement à cette obligation. Par conséquent, les constatations faites dans l'affaire *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE*, dont il vient d'être question, n'appuient pas l'affirmation de

---

[201] *États-Unis – Loi antidumping de 1916* ("*Loi de 1916*"), WT/DS136/AB/R, WT/DS162/AB/R, rapport de l'Organe d'appel adopté le 26 septembre 2000, paragraphes 88 et 89; *États-Unis – Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits*, WT/DS176/AB/R, rapport de l'Organe d'appel adopté le 2 février 2002, paragraphe 259; *voir aussi Restrictions à l'exportation*, paragraphes 8.77 à 8.79; *États-Unis – Article 129*, paragraphe 6.22.

[202] Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs – Deuxième recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, WT/DS46/RW/2, rapport du Groupe spécial, adopté le 23 août 2001, paragraphes 5.49 et 5.50.

[203] Première communication de l'Argentine, paragraphe 139, citant l'affaire *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS212/AB/R, rapport de l'Organe d'appel adopté le 8 janvier 2003 [ci-après *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE*].

[204] *Par exemple*, *États-Unis – Tôles en acier*, paragraphes 7.22 à 7.24; *Restrictions à l'exportation*, paragraphes 8.126, 8.129 et 8.130.

l'Argentine selon laquelle le Bulletin ou la pratique du Département peut être contesté "en tant que tel".[205]

3. À supposer pour les besoins de l'argumentation qu'il existe vraiment une "présomption irréfragable" du Département, le *Sunset Policy Bulletin* et la "pratique" du Département, tels qu'ils sont appliqués en général, ne peuvent pas être jugés incompatibles avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping

204. Au paragraphe 137 de sa première communication, l'Argentine allègue qu'"en raison de la pratique constante du Département qui consiste à appliquer dans le cadre de ses réexamens à l'extinction une présomption irréfragable de probabilité de dommage, les États-Unis agissent d'une manière incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping". Il semble s'agir d'une allégation voulant que la pratique du Département, telle qu'elle est appliquée en général, soit incompatible avec l'article 11.3

205. Les États-Unis ne sont pas certains de ce que l'Argentine entend par cette allégation de "pratique, telle qu'elle est appliquée en général". Toutefois, il semble qu'il ne s'agit pas d'autre chose que d'une tentative pour contourner les nombreux rapports de groupes spéciaux dans lesquels il a été constaté que "cette pratique en tant que telle ne peut pas être contestée devant un groupe spécial de l'OMC".[206]

206. L'Argentine a la charge de la preuve en ce qui concerne cette allégation. De l'avis des États-Unis, l'Argentine ne s'est pas acquittée de la charge de présenter des éléments *prima facie* à l'appui de son argumentation, c'est-à-dire qu'elle n'a pas expliqué comment une pratique générale peut soudainement devenir contestable si l'étiquette "tel qu'appliqué" est substituée à l'étiquette "en tant que tel". En outre, l'Argentine n'a pas démontré non plus l'existence de la "présomption irréfragable" sur laquelle cette allégation est fondée.

4. La détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine n'était pas incompatible avec l'article 11.3 du fait d'une "présomption irréfragable"

207. La majeure partie de la section VII.B de la première communication de l'Argentine semble être consacrée à une allégation "en tant que telle" concernant la pratique en matière de réexamen à l'extinction du Département, mais le titre de la section VII.B et le tout dernier paragraphe – le paragraphe 147 – font référence à la détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine.[207] Selon l'Argentine, cette détermination

---

[205] En ce qui concerne le SAA, il s'agit simplement d'un historique législatif, encore que d'un historique législatif faisant autorité. En vertu du système juridique des États-Unis, l'historique législatif peut servir à interpréter une loi, mais ne peut pas modifier le sens de la Loi à laquelle il se rapporte, ni l'emporter sur celle-ci. Ainsi que l'a constaté le Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, au paragraphe 8.99, le SAA n'a pas "une existence ou un statut opérationnel indépendant de la Loi tel qu'il pourrait, par lui-même, entraîner une violation des règles de l'OMC. Indépendamment de la Loi, le SAA ne *fait* rien; en revanche, il interprète la Loi (c'est-à-dire qu'il en éclaire le sens)". (italique dans l'original) Par conséquent, le SAA, en principe, pourrait être pris en considération pour déterminer si la Loi des États-Unis impose la "présomption irréfragable" alléguée par l'Argentine. Toutefois, comme il est démontré ci-dessus, le SAA, dans les faits, ne renferme pas une "présomption irréfragable", et ne prescrit pas non plus que la Loi doit être interprétée de manière à en imposer une.

[206] *États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 7.130.

[207] Comme il a été noté dans la section IV ci-dessus, on alléguait dans la demande d'établissement d'un groupe spécial une incompatibilité avec l'article 11.3 fondée sur l'utilisation d'une présomption irréfragable *seulement* en ce qui concerne le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine.

"était incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping parce qu'elle reposait sur une "présomption irréfragable" en vertu de la législation des États-Unis …".[208]

208. Cette allégation doit être rejetée parce que, ainsi qu'il vient d'être démontré, l'Argentine n'a pas prouvé l'existence d'une "présomption irréfragable" en vertu de la législation des États-Unis. De plus, l'Argentine n'a pas démontré qu'une "présomption irréfragable" avait été appliquée dans l'affaire relative aux OCTG. Au contraire, les États-Unis ont déjà démontré que la seule société argentine qui avait répondu à l'avis d'engagement du Département – Siderca – n'avait pas essayé de prouver qu'elle ne pratiquerait pas le dumping si l'ordonnance était abrogée. Elle a plutôt simplement affirmé que les marges de dumping quelles qu'elles soient seraient des marges *de minimis* compte tenu du critère applicable aux enquêtes antidumping initiales. Par conséquent, en supposant pour les besoins de l'argumentation qu'il existe un type quelconque de présomption sans plus, ce que la réponse de Siderca montre, ce n'est pas que la présomption est "irréfragable", mais qu'elle "n'a pas été réfutée" dans l'affaire relative aux OCTG.

C. LA DÉTERMINATION ÉTABLIE PAR LE DÉPARTEMENT À L'ISSUE DU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION VISANT LES OCTG EN PROVENANCE D'ARGENTINE N'EST PAS INCOMPATIBLE AVEC LES ARTICLES 11, 2, 6 OU 12 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

209. Dans la section VII.C de sa première communication, l'Argentine reprend essentiellement bon nombre de ses arguments "en tant que tels" concernant ces procédures, cette fois-ci dans le contexte de la détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine. Comme il a été démontré plus haut, toutefois, les procédures de réexamen à l'extinction accélérées du Département ne sont pas incompatibles, en tant que telles, avec les obligations contractées par les États-Unis dans le cadre de l'Accord antidumping. Si ces procédures ne sont pas incompatibles avec les règles de l'OMC "en tant que telles", elles ne deviennent pas automatiquement incompatibles avec les règles de l'OMC lorsqu'elles sont appliquées. L'Argentine doit plutôt prouver que la manière dont ces procédures ont été appliquées a donné lieu à une incompatibilité avec l'une des dispositions de l'Accord antidumping qu'elle cite. L'Argentine ne fait pas une telle démonstration.

1. La détermination du Département à l'effet de suivre une procédure accélérée dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine n'est pas incompatible avec l'Accord antidumping

210. Dans sa première allégation concernant l'application par le Département des lois, règlements et procédures des États-Unis en matière de réexamens à l'extinction accélérés, l'Argentine affirme que "Siderca était réputée avoir renoncé à son droit de participer au réexamen à l'extinction, malgré son entière coopération avec" le Département et en violation des articles 11 et 6 de l'Accord antidumping.[209]

211. Toutefois, les faits n'appuient pas l'allégation de l'Argentine. Surtout, Siderca n'était pas réputée avoir renoncé à son droit de participer au réexamen à l'extinction. Plus exactement, conformément à l'article 351.218 d) 3) du Règlement sur les réexamens à l'extinction, le Département a constaté que Siderca avait présenté une réponse de fond complète à l'avis d'engagement.[210] Le Département a également constaté, toutefois, qu'aucune autre partie intéressée interrogée n'avait présenté de réponse de fond complète et que le "pourcentage moyen combiné des exportations d'OCTG de Siderca aux États-Unis par rapport aux exportations totales de la marchandise visée aux

[208] Première communication de l'Argentine, paragraphe 147.
[209] *Id.*, paragraphes 148 à 155.
[210] Mémorandum sur le caractère adéquat, pages 1 et 2 (pièce n° 50 de l'Argentine).

États-Unis était nettement inférieur à 50 pour cent".[211] Par conséquent, conformément à l'article 351.218 e) 1) ii) A) du Règlement sur les réexamens à l'extinction, le Département a déterminé qu'il convenait d'accélérer le réexamen à l'extinction de l'ordonnance instituant des droits antidumping sur les OCTG en provenance d'Argentine.[212]

212. Il existe un élément de preuve supplémentaire indiquant que le Département ne considérait pas que Siderca eût renoncé à participer au réexamen à l'extinction, à savoir la disposition sur les renonciations de son propre Règlement sur les réexamens à l'extinction. L'article 351.218 d) 2) dudit règlement du Département ("Renonciation d'une partie intéressée interrogée à répondre à un avis d'engagement d'un réexamen") est ainsi libellé:

> i) *Dépôt d'une déclaration de renonciation*. Une partie intéressée interrogée peut renoncer à participer à un réexamen à l'extinction effectué par le Département [du commerce] en vertu de l'article 751 c) 4) de la Loi en déposant une déclaration de renonciation …
>
> ii) *Contenu d'une déclaration de renonciation*. La déclaration de renonciation doit comprendre une déclaration indiquant que la partie intéressée interrogée renonce à participer au réexamen à l'extinction …
>
> iii) *Absence de réponse d'une partie intéressée interrogée*. Le Secrétaire [au commerce] considérera qu'une partie intéressée interrogée qui ne dépose pas de réponse de fond complète à un avis d'engagement en vertu du paragraphe d) 3) du présent article renonce à participer à un réexamen à l'extinction effectué par le Département [du commerce].[213]

213. Comme ces dispositions le précisent, il y a deux façons pour une partie intéressée interrogée de renoncer à son droit de participer à un réexamen à l'extinction: 1) présenter une déclaration dans laquelle elle renonce expressément à participer; 2) ne pas présenter de réponse de fond à l'avis d'engagement du Département et permettre à ce dernier de considérer cette absence de réponse comme une renonciation au droit de participer. Fait important, en ce qui concerne le second point, la disposition du Règlement du Département relative aux renonciations prévoit que lorsqu'une partie intéressée interrogée ne présente pas de réponse de fond, cette omission sera considérée comme une renonciation de *cette* partie intéressée interrogée à participer au réexamen à l'extinction.[214] De manière générale, le Département est tenu de suivre ses propres règlements.[215] Par conséquent, le Département n'aurait pas été habilité en vertu de son règlement à "considérer" que Siderca avait renoncé à son droit de participer au réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine

[211] Mémorandum sur le caractère adéquat. En fait, de son propre aveu, Siderca n'avait pas exporté la marchandise visée aux États-Unis au cours des cinq années précédant l'engagement du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine. *Voir* la pièce n° 57 de l'Argentine.

[212] *Id.*

[213] 19 C.F.R. § 351.218 d) 2) iii) (pas d'italique dans l'original) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[214] *Voir*: 63 Fed. Reg., page 13518 (pièce n° 3 des États-Unis); *voir aussi* le SAA, page 881, analysant la disposition législative sur les renonciations qui figure à l'article 751 c) 3) (pièce n° 11 des États-Unis).

[215] Voir: Oy c. *United States*, 61 F.3d 866, page 871 (Fed. Cir. 1995) ("En règle générale, un organisme est tenu de se conformer à ses propres règlements."); *Paralyzed Veterans* c. *West*, 138 F.3d 1434, page 1436 (Fed. Cir. 1998) ("Il est évident qu'un organisme doit agir en conformité avec les lois applicables et avec ses règlements."). Le Circuit fédéral ("Fed. Cir.") est la cour d'appel des contestations des déterminations établies par le Département et l'ITC dans les affaires de droits antidumping et de droits compensateurs.

parce que Siderca n'avait pas omis de présenter une réponse adéquate, mais avait au contraire déposé une réponse de fond complète.[216]

214. L'Argentine allègue également que le réexamen à l'extinction accéléré effectué par le Département a donné lieu à l'application des données de fait disponibles en dépit de l'"entière coopération" [de Siderca] avec [le Département]". L'Argentine, une fois de plus, déforme les faits. Dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine, le Département a reçu une seule réponse de fond complète d'une partie intéressée interrogée – Siderca. Par conséquent, en ce qui concerne les parties intéressées interrogées qui n'avaient pas répondu, le Département était fondé – en vertu de l'article 6.8 de l'Accord antidumping – à appliquer les données de fait disponibles. Conformément au Règlement sur les réexamens à l'extinction, le Département a utilisé comme données de fait disponibles, pour établir sa détermination finale à l'issue du réexamen à l'extinction, tous les renseignements versés jusque-là au dossier du réexamen: 1) les constatations de dumping provenant de l'enquête initiale et 2) les renseignements contenus dans les réponses de fond des parties intéressées, Siderca et les parties intéressées nationales.[217] Par conséquent, même s'il les a utilisées pour établir sa détermination finale à l'issue du réexamen à l'extinction, le Département n'a pas appliqué les données de fait disponibles à la question de savoir s'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si l'ordonnance était abrogée dans le cas précis de Siderca, parce que la détermination issue du réexamen à l'extinction est établie sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, et non séparément par l'entreprise.[218]

2. Le Département a effectué un réexamen à l'extinction de l'ordonnance antidumping visant les OCTG en provenance d'Argentine et a pleinement tenu compte de tous les renseignements versés au dossier pour établir sa détermination finale à l'issue de ce réexamen

215. L'Argentine fait valoir que parce que le Département a effectué un réexamen à l'extinction accéléré, il "n'a pas, en réalité, effectué de "réexamen" au sens de l'article 11.3" de l'ordonnance en matière de droits antidumping visant les OCTG en provenance d'Argentine.[219] Comme il a été expliqué plus haut, les lois et règlements des États-Unis qui régissent la conduite des réexamens à l'extinction accélérés ne contreviennent à aucune des dispositions de l'Accord antidumping. En tant que telle, la seule application de ces dispositions dans le cadre du réexamen en question ne prouve pas l'existence d'une incompatibilité avec une disposition de l'Accord antidumping. Le Département a bel et bien effectué un "réexamen" de l'ordonnance visant les OCTG en provenance d'Argentine au sens de l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

---

[216] Le Mémorandum sur les questions et la décision du Département précise que "[d]ans les présents réexamens, le Département n'a pas reçu de réponse adéquate des parties intéressées interrogées. Conformément à l'article 351.218 d) 2) iii) du Règlement sur les réexamens à l'extinction, cela constitue une renonciation à participer". *Voir: Sunset Decision Memorandum*, page 5 (pièce n° 51 de l'Argentine). Même si, d'après ce libellé, il peut sembler que le Département a considéré que toutes les parties intéressées interrogées avaient renoncé à participer au réexamen à l'extinction visant les OCTG, en fait, le Département faisait seulement référence aux parties intéressées interrogées dont il avait n'avait reçu *aucune* réponse de fond. Dans son Mémorandum sur les questions et la décision, le Département a résumé les arguments et les éléments de preuve présentés par Siderca dans sa réponse de fond, et y a répondu, en indiquant qu'il ne considérait pas, en fait, que Siderca eût renoncé à participer au réexamen. *Voir id.; voir aussi*: 19 C.F.R. § 351.218 d) 2) i) (indiquant que si une partie intéressée interrogée renonce à son droit de participer, le Département "n'acceptera ni n'examinera aucune communication non sollicitée présentée par cette partie pendant le réexamen") (pièce n° 3 de l'Argentine).

[217] 19 C.F.R. § 351.308 f) (pièce n° 3 des États-Unis).

[218] À cet égard, dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 8.1 e) ii), le Groupe spécial a constaté que l'analyse de la probabilité d'un dumping sur la base de "l'ordonnance dans son ensemble" n'était pas incompatible avec l'article 11.3.

[219] Première communication de l'Argentine, paragraphes 158 et 159.

216. Dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine, le Département a reçu des réponses de fond complètes de plusieurs parties intéressées nationales et de Siderca, qui est la seule partie intéressée interrogée à avoir présenté une réponse de fond.[220] Aucun producteur ou exportateur argentin d'OCTG, en dehors de Siderca, n'a présenté de renseignements ni participé de quelque manière que ce soit au réexamen à l'extinction, et aucune partie intéressée interrogée n'a non plus communiqué de renseignements destinés à être présentés dans la réponse de fond de Siderca.[221] Compte tenu de ces faits, le Département a déterminé que les parties intéressées interrogées qui n'avaient pas répondu avaient renoncé à leur droit de participer et, partant, il a accéléré le réexamen à l'extinction.[222]

217. En cas de réexamen à l'extinction accéléré, l'article 351.308 f) du Règlement sur les réexamens à l'extinction prévoit l'utilisation des données de fait disponibles pour établir la détermination finale à l'issue du réexamen. Au sujet des "données de fait disponibles", l'article 315.308 f) prévoit également que le Département examinera normalement les constatations de dumping issues de l'enquête initiale et des réexamens administratifs ultérieurs, et les renseignements communiqués par les parties intéressées dans leurs réponses de fond. Le Département a établi sa détermination finale de la probabilité en se servant de ces renseignements.

218. Le Département a tenu compte du fait qu'un dumping avait été constaté dans le cadre de l'enquête initiale et des renseignements présentés par les parties intéressées, y compris les renseignements présentés par Siderca dans sa réponse de fond. Il a déterminé que le dumping avait subsisté pendant toute la durée de l'ordonnance, que les importations aux États-Unis d'OCTG en provenance d'Argentine avaient sensiblement diminué après l'imposition de l'ordonnance et qu'elles étaient demeurées à ce niveau très bas depuis lors.[223] Le Département a également pris en considération la seule observation formulée par Siderca dans sa communication de fond, qui se rapportait au critère *de minimis* à appliquer dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.[224] En conséquence, il a déterminé qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si l'ordonnance était abrogée en se fondant sur les renseignements présentés par les parties intéressées dans le cadre du réexamen à l'extinction et sur les résultats issus de la procédure antérieure.[225]

219. De même, comme il a été expliqué plus haut, l'Argentine n'a pas établi qu'en procédant à un réexamen à l'extinction accéléré le Département se soit "interdit" de pouvoir "déterminer" s'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait. Dans la mesure où l'Argentine semble dire que l'article 351.308 f) limite la capacité du Département de faire la détermination de la probabilité, rappelons que l'article 351.308 f) dispose simplement que le Département utilisera *normalement* le critère des données de fait disponibles pour faire la détermination de la probabilité, mais rien dans le

---

[220] *Final Sunset Determination*, 65 Fed. Reg., page 66701 (pièce n° 46 de l'Argentine).

[221] *Voir, en général*, la réponse de fond de Siderca (pièce n° 57 de l'Argentine).

[222] *Voir* le Mémorandum sur le caractère adéquat, page 2 (pièce n° 50 de l'Argentine).

[223] L'article 351.308 f) dispose également que le Département considérera normalement le dumping constaté dans des réexamens administratifs comme des "données de fait disponibles" au moment de faire la détermination de la probabilité dans le cadre d'un réexamen à l'extinction. Pièce n° 3 des États-Unis. Dans le cas des OCTG en provenance d'Argentine, il n'y avait pas eu de réexamens administratifs de l'ordonnance pendant les cinq années précédant le réexamen à l'extinction. *Voir: Decision Memorandum*, page 5 (pièce n° 51 de l'Argentine).

[224] *Decision Memorandum*, page 5 (pièce n° 51 de l'Argentine). Dans sa communication de fond, Siderca, citant l'article 5.8 de l'Accord antidumping, affirmait que le critère *de minimis* de 2 pour cent applicable aux enquêtes devrait être appliqué dans les réexamens à l'extinction. Pièce n° 57 de l'Argentine, page 2. Dans la *Détermination finale établie à l'issue du réexamen à l'extinction*, le Département a expliqué que le critère *de minimis* applicable aux réexamens à l'extinction est de 0,5 pour cent et que les éléments de preuve versés au dossier démontraient que la marge probable était de 1,36 pour cent, ce qui était supérieur au critère *de minimis* applicable à un réexamen à l'extinction. *Decision Memorandum*, page 5 (pièce n° 51 de l'Argentine).

[225] *Decision Memorandum*, page 5 (pièce n° 51 de l'Argentine).

Règlement sur les réexamens à l'extinction ni ailleurs dans la législation des États-Unis ne l'empêche de tenir compte d'autres renseignements, même lorsque les données de fait disponibles sont utilisées.[226] C'est ainsi d'ailleurs qu'il a utilisé des statistiques sur les importations établies par le Bureau du recensement des États-Unis pour vérifier le niveau des importations d'OCTG en provenance d'Argentine pendant les cinq années précédant le réexamen à l'extinction.[227] Il n'y avait pas d'autres renseignements en l'espèce, et aucune partie intéressée n'a présenté au Département des renseignements additionnels pour que celui-ci en tienne compte dans la détermination de la probabilité. Par conséquent, le simple fait que le Département a effectué un réexamen à l'extinction accéléré visant les OCTG en provenance d'Argentine ne donne pas lieu à une violation de l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

3. Le Département s'est conformé aux prescriptions des articles 11.3 et 6 en matière de preuve et de procédure dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG

220. L'article 11.4 de l'Accord antidumping dispose que s'agissant des réexamens à l'extinction, les "dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure s'appliqueront …". S'appuyant sur ce renvoi, l'Argentine allègue que la détermination du Département à l'effet de suivre une procédure accélérée était incompatible avec l'article 6.1, 6.2 et 6.8 ainsi qu'avec l'Annexe II de l'Accord antidumping.[228] Or, aucun de ces textes ne comprend de dispositions qui rendent la détermination du Département à l'effet de suivre une procédure accélérée incompatible avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC. En fait, le Département s'est parfaitement acquitté de l'obligation que lui impose l'article 11.4 dans sa détermination à l'effet de suivre une procédure accélérée.

221. Plus précisément, le Département a avisé Siderca et lui a ménagé la possibilité de présenter des éléments de preuve, des arguments et des réfutations, comme le prescrit l'article 6.1 et 6.2. De plus, il n'a pas appliqué les "données de fait disponibles" en ce qui concerne la participation de Siderca lorsqu'il a accéléré le réexamen à l'extinction. En conséquence, en ce qui concerne la façon dont Siderca a été traitée dans la procédure de réexamen à l'extinction, le Département n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 6.8 ou l'Annexe II.

a) Le Département a avisé Siderca et lui a ménagé des possibilités, comme le prescrit l'article 6.1

222. Aux termes de l'article 6.1, les parties intéressées "seront avisées des renseignements que les autorités exigent et se verront ménager d'amples possibilités de présenter par écrit tous les éléments de preuve qu'elles jugeront pertinents pour les besoins de l'enquête en question". L'article 6.1 énonce donc une règle générale concernant l'avis et les possibilités de participer dont les parties intéressées devraient bénéficier. Grâce à l'avis d'engagement du réexamen à l'extinction donné par le Département et au Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction, Siderca était au courant des renseignements qui étaient demandés et des renseignements que le Département jugeait pertinents pour sa détermination à l'effet de suivre une procédure accélérée. De plus, Siderca s'était vu ménager des possibilités pour ce qui est de présenter des éléments de preuve pertinents sur cette question, et sur toute autre question pertinente, et elle s'était prévalue d'au moins une de ces possibilités. Par conséquent, le Département s'est conformé à l'article 6.1 de l'Accord antidumping.

---

[226] Article 351.308 f) (pièce n° 3 des États-Unis).

[227] *Decision Memorandum*, pages 4 et 5 (pièce n° 51 de l'Argentine). Pour faire la détermination d'accélérer le réexamen à l'extinction, le Département a utilisé la base de données sur le commerce de l'USITC. *Adequacy Memorandum*, page 2 (pièce n° 50 de l'Argentine).

[228] Première communication de l'Argentine, paragraphes 166 à 171.

223. Le 3 juillet 2000, le Département a engagé le réexamen à l'extinction et a publié un avis d'engagement au *Federal Register*.[229] L'avis d'engagement mentionnait les dispositions législatives et réglementaires pertinentes en cause, de même que le *Sunset Policy Bulletin*. Par ailleurs, l'avis d'engagement précisait les renseignements que devaient initialement présenter les parties intéressées dans leurs avis d'intention de participer, conformément à l'article 351.218 d) du Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction. La disposition relative à l'avis d'intention de participer prescrit entre autres choses que les parties intéressées interrogées doivent fournir "[p]our chacune des cinq années civiles (ou exercices, si c'est plus approprié) précédant l'année de publication de l'avis d'engagement, en fonction du volume (ou de la valeur, si c'est plus approprié), le pourcentage des exportations totales de la marchandise visée de cette partie … aux États-Unis".[230]

224. Le Règlement sur les réexamens à l'extinction précise que la part en pourcentage des exportations totales des parties intéressées interrogées est un facteur important pour déterminer si le Département effectuera un réexamen complet ou un réexamen accéléré. En particulier, le Règlement dispose que le Département "conclura normalement que les parties intéressées interrogées ont donné une réponse adéquate à un avis d'engagement lorsqu'il reçoit des réponses de fond complètes … de parties intéressées interrogées représentant en moyenne plus de 50 pour cent, en volume (ou en valeur, si c'est approprié), des exportations totales de la marchandise visée aux États-Unis pendant les cinq années civiles précédant l'année de publication de l'avis d'engagement".[231]

225. Ainsi avisée et mise au fait des renseignements exigés par le Département pour le réexamen à l'extinction, Siderca a profité de la possibilité de présenter par écrit les éléments de preuve et les arguments que – vraisemblablement – elle jugeait pertinents pour le réexamen à l'extinction, y compris sur sa part en pourcentage des exportations totales. Le 2 août 2000, Siderca a présenté une réponse de fond complète et en temps opportun à l'avis d'engagement.[232] Dans cette réponse, elle affirmait être le seul producteur argentin de produits tubulaires pour champs pétrolifères et notait que, n'ayant pas exporté la marchandise visée aux États-Unis au cours des cinq années précédentes, elle ne détenait *aucune* part des exportations totales aux États-Unis.[233]

226. L'affirmation de Siderca selon laquelle elle ne détenait aucune part des exportations totales aux États-Unis était étayée par les données commerciales pertinentes.[234] Toutefois, d'après les éléments de preuve versés au dossier, il y avait eu des importations d'OCTG en provenance d'Argentine au cours des cinq années précédant le réexamen à l'extinction. Selon la base de données de l'ITC sur le commerce, il y avait eu des importations de la marchandise visée en provenance d'Argentine pendant quatre des cinq années précédant la publication de l'avis d'engagement.[235] Sur la base de ces données et des autres éléments de preuve dont il disposait, le Département a déterminé que la part de Siderca en pourcentage des exportations totales aux États-Unis était nettement inférieure à 50 pour cent[236] et qu'il était approprié d'effectuer un réexamen à l'extinction accéléré.[237]

---

[229] 65 Fed. Reg. 41053 (pièce n° 44 de l'Argentine).

[230] 19 C.F.R. § 351.218 d) 2) iii) D) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[231] 19 C.F.R. § 351.218 e) 1) ii) A) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[232] *Voir* la réponse de fond de Siderca (pièce n° 57 de l'"Argentine).

[233] Réponse de fond de Siderca, pages 3 et 4 (pièce n° 57 de l'Argentine).

[234] *Voir: Adequacy Memorandum*, page 2 (pièce n° 50 de l'Argentine).

[235] *Voir: Adequacy Memorandum*, page 2 (pièce n° 50 de l'Argentine); et US Steel Group, réponse de fond, page 12 (2 août 2000); North Star Steel Ohio, réponse de fond, page 3, pièce jointe n° 1 (2 août 2000) (pièce n° 23 des États-Unis).

[236] Il convient de noter que l'examen par le Département de la part en pourcentage des exportations totales de celles des parties intéressées interrogées est compatible avec la prise en considération de l'ordonnance dans son ensemble sur laquelle repose la conduite de ses réexamens à l'extinction. En d'autres termes, le Département fait une détermination de la probabilité en ce qui concerne tous les producteurs/exportateurs d'un produit donné en provenance d'un pays donné, pas seulement ceux qui présentent des réponses de fond à l'avis

227. En dehors du fait qu'elle expliquait la part dans les exportations totales aux États-Unis, la réponse de fond présentée par Siderca dans la procédure de réexamen à l'extinction traitait seulement deux questions de fond: la détermination de la probabilité en général et le critère *de minimis* qui, selon elle, devrait être appliqué dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.[238] Le Département a examiné les observations formulées par Siderca sur ces questions et en a tenu compte pour établir sa détermination finale à l'issue du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine.[239]

228. Siderca a choisi de ne pas présenter d'autres communications pendant le réexamen à l'extinction à l'exception de sa réponse de fond du 2 août 2000, mais il n'est pas contesté qu'elle a eu la possibilité de le faire. Pendant un réexamen à l'extinction accéléré, les parties participantes se voient offrir plusieurs possibilités de présenter des communications écrites. Outre la réponse de fond à l'avis d'engagement, les parties participantes peuvent aussi présenter des observations au sujet de la détermination initiale du Département sur le caractère adéquat de la réponse[240] et peuvent réfuter la réponse de fond donnée à l'avis d'engagement par n'importe quelle autre partie.[241]

229. Le fait que Siderca n'a pas profité de ces autres possibilités, ainsi que l'examen par le Département, dans le réexamen à l'extinction, de sa réponse de fond contredisent l'idée qu'elle ait été lésée par la détermination à l'effet de suivre une procédure accélérée. En résumé, Siderca avait été avisée des renseignements que le Département considérait comme pertinents pour la détermination à l'effet de suivre une procédure accélérée et avait eu à plusieurs reprises la possibilité de présenter au Département tous les autres renseignements et arguments qu'elle jugeait pertinents. Le texte de l'article 6.1 ne prescrit rien de plus.

b) Siderca s'est vu ménager la possibilité de défendre pleinement ses intérêts conformément à l'article 6.2

230. L'article 6.2 de l'Accord antidumping prévoit que les parties intéressées "auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts", et le passage pertinent de cet article est ainsi conçu:

> Pendant toute la durée de l'enquête antidumping, toutes les parties intéressées auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts. À cette fin, les autorités ménageront, sur demande, à toutes les parties intéressées la possibilité de rencontrer les parties ayant des intérêts contraires, pour permettre la présentation des thèses opposées et des réfutations.

231. L'Argentine allègue que Siderca a été privée de la possibilité de défendre pleinement ses intérêts conformément à l'article 6.2, parce que le Département aurait appliqué à Siderca les dispositions en matière de renonciation et considéré qu'elle avait renoncé à son droit de participer au réexamen à l'extinction.[242] Une fois de plus, comme il a été démontré ci-dessus relativement à l'allégation "en tant que tel" de l'Argentine, il n'y a absolument rien dans les lois, les règlements ou la procédure des États-Unis régissant les réexamens à l'extinction qui exclue cette possibilité ou y fasse obstacle. Au contraire, les parties intéressées se voient ménager d'amples possibilités de présenter par écrit des renseignements et des arguments, de contredire les renseignements et réfuter les arguments

---

d'engagement. Dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphes 7.207 et 7.208, l'allégation selon laquelle l'approche du Département fondée sur l'ordonnance dans son ensemble était incompatible avec l'Accord antidumping a été rejetée.

[237] *Voir: Adequacy Memorandum*, page 2 (pièce n° 50 de l'Argentine).
[238] Communication de fond de Siderca, pages 2 et 3 (pièce n° 57 de l'Argentine).
[239] *Voir: Decision Memorandum*, page 5 (pièce n° 51 de l'Argentine).
[240] 19 C.F.R. § 351.309 e) (pièce n° 3 des États-Unis).
[241] 19 C.F.R. § 351.218 d) 4) (pièce n° 3 de l'Argentine).
[242] Première communication de l'Argentine, paragraphes 168 à 170.

présentés par les autres parties et de présenter des observations sur le caractère approprié de la conduite d'un réexamen accéléré.

232. L'Argentine ne démontre pas que, dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG, le Département n'ait pas agi conformément aux lois et règlements des États-Unis. Le dossier montre plutôt clairement que, dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG, Siderca a choisi de limiter sa participation à un document de quatre pages de texte à double interligne.[243]

233. Les articles 351.218 e) 1) ii) C) et 351.308 f) du Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction prévoient l'utilisation des données de fait disponibles seulement dans les cas où les parties intéressées ne présentent pas les renseignements demandés pour permettre au Département de faire une détermination à l'issue du réexamen à l'extinction. Plus précisément, ces dispositions permettent d'effectuer des réexamens à l'extinction accélérés à partir des données de fait disponibles dans les cas seulement où la réponse donnée par les parties intéressées à l'avis d'engagement du Département est inadéquate.[244] Est inadéquate la réponse qui ne renferme pas tous les renseignements requis ou qui n'est tout simplement pas présentée.[245] Par conséquent, c'est seulement lorsque les parties intéressées ne présentent pas les renseignements nécessaires que ces dispositions permettent d'établir, à l'issue d'un réexamen accéléré, une détermination fondée sur les données de fait disponibles.

234. L'Argentine tente d'embrouiller la question en faisant référence au critère du caractère adéquat du Département (le critère dit du "seuil de 50 pour cent"), qui est prévu à l'article 351.218 e) 1) ii) A) du Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction.[246] Selon cette disposition, il y a réponse adéquate des parties intéressées interrogées si le Département reçoit des réponses de fond de "parties intéressées interrogées représentant en moyenne plus de 50 pour cent, en volume (ou en valeur, si c'est approprié), des exportations totales de la marchandise visée aux États-Unis pendant les cinq années précédant l'année de publication de l'avis d'engagement".[247] L'Argentine fait valoir que l'article 351.218 e) 1) ii) A) a pour effet de prescrire un réexamen à l'extinction accéléré et, de ce fait, l'utilisation des données de fait disponibles dans la présente affaire, dans laquelle Siderca n'avait *pas* omis de présenter les renseignements nécessaires en violation de l'article 6.8.[248]

235. L'Argentine donne une interprétation erronée de l'article 351.218 e) 1) ii) A) du Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction. Il ne s'agit pas d'une disposition prescrivant l'utilisation des données de fait disponibles. C'est plutôt une disposition qui remplit une fonction exécutive en permettant au Département de décider dans quels cas la conduite d'un réexamen accéléré est appropriée lorsque le nombre des parties intéressées interrogées qui présentent une réponse de fond à l'avis d'engagement est inadéquat.[249] Un nombre "adéquat" de réponses est normalement requis, parce

---

[243] *Voir* la pièce n° 57 de l'Argentine.

[244] 19 USC. § 1675 c) 3) B) (pièce n° 1 de l'Argentine).

[245] 19 C.F.R. § 351.218 e) 1) ii) ("[L]e Secrétaire conclura normalement que les parties intéressées interrogées ont présenté une réponse adéquate à un avis d'engagement lorsqu'il reçoit des réponses de fond complètes ...") (pièce n° 3 de l'Argentine); *voir aussi* 19 C.F.R. § 351.218 e) i) I) ("[L]e Secrétaire conclura normalement que les parties intéressées interrogées ont présenté une réponse adéquate ... lorsqu'il reçoit une réponse de fond complète ...") (pièce n° 3 de l'Argentine).

[246] Première communication de l'Argentine, paragraphe 170.

[247] 19 C.F.R. § 351.218 e) 2) ii) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[248] Première communication de l'Argentine, paragraphe 170.

[249] La Loi sur les réexamens à l'extinction dispose que lorsque la réponse à l'avis d'engagement donnée par les parties intéressées est inadéquate, le Département peut effectuer un réexamen accéléré à l'extinction. La loi ne précise pas ce qui doit être fait lorsqu'une partie, mais pas la totalité, des réponses données par les parties intéressées à l'avis d'engagement sont inadéquates. Par conséquent, le Département, dans le rôle qu'il joue comme autorité administrante, a déterminé que dans le cas des parties intéressées interrogées, une réponse de ces parties représentant 50 pour cent ou plus des importations visées serait considérée comme adéquate. *Voir*:

que le Département établit sa détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.[250] Pour cette raison, celui-ci doit décider, sur une base globale, si la réponse donnée par les parties intéressées interrogées, en tant que groupe, est adéquate pour justifier un réexamen à l'extinction complet. Déterminer que la réponse globale des parties intéressées interrogées est inadéquate et, partant, qu'un réexamen accéléré est justifié, ce n'est pas déterminer la probabilité que le dumping pratiqué par une partie intéressée interrogée donnée, qui a présenté une réponse de fond complète, subsistera ou se reproduira si l'ordonnance est abrogée.

236. En fait, le règlement du Département dispose que, lorsque celui-ci a recours aux données de fait disponibles dans le cadre d'un réexamen à l'extinction accéléré, il devrait "normalement" s'appuyer sur les marges de dumping issues des déterminations antérieures et sur les "renseignements contenus dans les réponses de fond des parties à l'avis d'engagement déposées conformément à l'article 351.218 d) 3)".[251] Cette disposition du Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction prévoit la présentation de renseignements par toutes les parties intéressées, nationales et interrogées. En d'autres termes, lorsqu'il utilise les données de fait disponibles dans le cadre d'un réexamen à l'extinction accéléré, le Département ne fait pas abstraction des renseignements présentés par les parties intéressées interrogées qui peuvent avoir répondu à l'avis d'engagement, mais qui ne représentaient pas globalement 50 pour cent ou plus des exportations visées. Au contraire, il considère que ces renseignements font partie des données de fait disponibles lorsqu'il établit sa détermination de la probabilité. Cette approche est conforme aux obligations prévues à l'article 6.8 de l'Accord antidumping.

237. Dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine, on l'a vu, Siderca a présenté une réponse de fond complète à l'avis d'engagement, dans laquelle elle ne soulevait que deux questions. Cette réponse de fond tout entière, rappelons-le, était un texte d'à peine quatre pages à double interligne.[252] Siderca n'a pas présenté de renseignements additionnels en son nom personnel ou au nom des exportateurs argentins d'OCTG, comme le permet l'article 351.218 d) 3) iv) du Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction. En outre, Siderca n'a pas présenté d'observations sur la décision du Département d'effectuer un réexamen à l'extinction accéléré, comme le lui permettait l'article 351.309 e) de ce règlement. En résumé, les allégations de l'Argentine selon lesquelles Siderca n'a pas eu de possibilités adéquates de défendre ses intérêts à cause de la procédure de réexamen accéléré suivi en l'espèce sonnent creux, parce que Siderca n'a pas saisi les possibilités que lui offrait ledit règlement de les défendre dans le cadre d'un réexamen à l'extinction accéléré.

4. La détermination finale établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine n'est pas incompatible avec l'obligation prévue à l'article 12 de l'Accord antidumping

238. L'Argentine allègue que la *Détermination finale établie à l'issue du réexamen à l'extinction* par le Département et le *Mémorandum sur la décision* qui l'accompagnait dans l'affaire des OCTG en provenance d'Argentine sont incompatibles avec les dispositions de l'article 12 parce que ces documents ne donneraient pas un avis au public ni une explication adéquate des décisions qui ont été prises dans le cadre du réexamen à l'extinction.[253] Spécifiquement, l'Argentine allègue que la *Détermination finale établie à l'issue du réexamen à l'extinction* et le *Mémorandum sur la décision* sont incompatibles avec l'article 12.2 parce qu'ils n'expliquent pas de manière adéquate les

---

19 USC. § 1675 c) 3) B) (pièce n° 1 de l'Argentine); 19 C.F.R. § 351.218 e) 1) ii) A) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[250] *Voir le Sunset Policy Bulletin*, 63 Fed. Reg., page 18872 (pièce n° 35 de l'Argentine).

[251] 19 C.F.R. § 351.308 f) 2) (pièce n° 3 des États-Unis).

[252] *Voir* la pièce n° 57 de l'Argentine.

[253] Première communication de l'Argentine, paragraphes 172 à 174.

fondements de la détermination de la probabilité du Département.[254] En outre, l'Argentine allègue que ces documents sont incompatibles avec l'article 12.2.2 parce qu'ils ne renferment pas tous les renseignements factuels pertinents qui sont nécessaires pour faire la détermination de la probabilité.[255] Comme il en sera question ci-dessous, l'Argentine déforme les conclusions factuelles et juridiques du Département. De plus, en ce qui concerne l'allégation formulée au titre de l'article 12.2.2, l'Argentine essaie d'utiliser cette disposition comme un moyen de créer des critères de fond pour les réexamens à l'extinction qui ne peuvent tout simplement pas être trouvés dans le texte de l'article 11.3

239. L'article 12 énonce les "obligations des autorités chargées de l'enquête relatives à l'avis au public et à l'explication des déterminations tout au long de l'enquête".[256] Par le truchement de l'article 12.3, les dispositions de l'article 12 s'appliquent "*mutatis mutandis* au commencement et à l'achèvement des réexamens effectués en conformité avec l'article 11 …".

240. La première allégation formulée par l'Argentine au titre de l'article 12 est que du fait qu'elle ne peut pas discerner, à la lecture de la *Détermination finale établie à l'issue du réexamen à l'extinction* et du *Mémorandum sur la décision* qui l'accompagne, "le fondement effectif de la détermination positive de la probabilité établie par le Département", celui-ci a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2.[257] L'article 12.2 exige qu'il soit donné avis au public de toutes les déterminations établies dans le cadre d'un réexamen à l'extinction et dispose que "[l]'avis exposera de façon suffisamment détaillée, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct exposant de façon suffisamment détaillée, les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants par les autorités chargées de l'enquête".

241. Toutefois, comme il en a été question de manière détaillée ci-dessus, le Département a effectivement donné un avis de ses déterminations, et des explications détaillées à ce sujet, dans la *Détermination finale établie à l'issue du réexamen à l'extinction*, le *Mémorandum sur la décision* et le *Mémorandum sur le caractère adéquat*, qui étaient tous à la disposition du public. Cependant, l'Argentine allègue qu'elle ne peut pas discerner la disposition législative précise des États-Unis – l'article 751 c) 4) ou l'article 751 c) 3) B) – qui a servi de fondement à la détermination finale positive établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction. En outre, l'Argentine allègue que ces dispositions législatives des États-Unis sont en quelque sorte "mutuellement exclusives" et, partant, ne peuvent pas servir de fondement à la *Détermination finale établie à l'issue du réexamen à l'extinction* visant les OCTG en provenance d'Argentine.

242. En l'espèce, l'Argentine continue tout simplement de dénaturer les faits du réexamen à l'extinction visant les OCTG et le sens de la législation des États-Unis. Premièrement, les dispositions législatives citées ne sont pas mutuellement exclusives dans leur application comme l'a allégué l'Argentine. Au contraire, comme il a été expliqué ci-dessus, elles s'appliquent concurremment dans les cas où une partie intéressée interrogée choisit de renoncer à participer à la partie de la procédure de réexamen à l'extinction relevant du Département. L'article 751 c) 4) prévoit qu'une partie intéressée interrogée peut choisir de renoncer à participer, tandis que l'article 751 c) 3) B) prévoit l'utilisation des données de fait disponibles lorsque la réponse globale des parties intéressées interrogées est inadéquate. Une détermination selon laquelle la réponse globale donnée à l'avis d'engagement est inadéquate peut être fondée sur le fait que les parties intéressées interrogées ont

[254] Première communication de l'Argentine, paragraphe 178.
[255] Première communication de l'Argentine, paragraphes 179 et 180.
[256] *États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 7.30.
[257] Première communication de l'Argentine, paragraphe 178.

choisi de renoncer à participer, ou n'ont pas répondu, ou ont donné des réponses de fond inadéquates, ou encore sur une combinaison de ces scénarios.[258]

243. Deuxièmement, en fait et en droit, Siderca n'a pas renoncé à son droit de participer au réexamen à l'extinction, et le Département n'a pas constaté que c'est ce que Siderca avait fait. L'Argentine essaie constamment d'embrouiller la question en désignant alternativement Siderca et l'Argentine en tant que partie intéressée interrogée lorsqu'elle aborde la question de la renonciation. Toutefois, la *Détermination finale établie à l'issue du réexamen à l'extinction*, le *Mémorandum sur la décision* et le *Mémorandum sur le caractère adéquat* indiquent chacun clairement que Siderca a présenté une réponse de fond complète.[259] Le *Mémorandum sur le caractère adéquat* et le *Mémorandum sur la décision* du Département précisent également que la décision du Département à l'effet de suivre une procédure accélérée reposait sur le fait que les producteurs/exportateurs argentins d'OCTG, sauf Siderca, n'avaient pas répondu à l'avis d'engagement.[260] Par conséquent, le Département a déterminé d'effectuer un réexamen à l'extinction accéléré et d'utiliser les données de fait disponibles pour établir la détermination finale à l'issue du réexamen à l'extinction parce que la détermination de la probabilité au titre de l'article 11.3 est établie sur la base de l'ordonnance dans son ensemble et parce que les exportations aux États-Unis de Siderca étaient nulles pendant les cinq années qui ont précédé le réexamen à l'extinction.

244. Enfin, comme la *Détermination finale établie à l'issue du réexamen à l'extinction* et le *Mémorandum sur la décision* l'expliquent clairement, le Département a utilisé, en tant que données de fait disponibles conformément à l'article 351.308 f) du Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction, les marges issues de l'enquête initiale et les renseignements présentés dans le cadre du réexamen à l'extinction, y compris les renseignements présentés par Siderca, comme les fondements de la détermination positive de la probabilité.[261] Il est expliqué dans le *Mémorandum sur la décision* que le Département avait constaté un dumping pendant toute la durée de l'ordonnance visant les OCTG et que l'existence de marges de dumping après l'imposition du droit était une indication extrêmement probante de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira en l'absence du droit.[262] De plus, le Département a constaté que le volume des importations avait diminué et était demeuré bas après la publication de l'ordonnance, ce qui indique que les producteurs/exportateurs argentins d'OCTG avaient peut-être dû pratiquer le dumping pour conserver une part de marché.[263]

245. Compte tenu de ces faits et en l'absence d'éléments de preuve présentés à titre de réfutation par les parties intéressées interrogées – y compris Siderca –, le Département a fait une détermination positive de la probabilité parce qu'il a déterminé que les producteurs/exportateurs argentins ne pouvaient pas vendre des OCTG aux États-Unis sans pratiquer le dumping si l'ordonnance était abrogée. Même si l'Argentine ne souscrit peut-être pas au résultat, la *Détermination finale établie à l'issue du réexamen à l'extinction* et le *Mémorandum sur la décision* qui l'accompagne expliquent clairement les fondements de la détermination finale positive de la probabilité établie par le Département, et l'article 12.2 n'exige rien de plus. Par conséquent, la *Détermination finale établie à*

---

[258] Selon la propre étude des réexamens à l'extinction du Département faite par l'Argentine, ces scénarios peuvent exister concurremment. Par exemple, à la page 1 de la pièce n° 63 de l'Argentine, les données concernant l'affaire n° 7 (roulements en provenance de France) montrent qu'il y a eu des renonciations positives à participer par certaines parties intéressées interrogées, en même temps que des absences de réponse par d'autres parties intéressées interrogées.

[259] *Final Sunset Determination*, 65 Fed. Reg., page 66701 (pièce n° 46 de l'Argentine); *Decision Memorandum*, page 3 (pièce n° 51 de l'Argentine); et *Adequacy Memorandum*, page 1 (pièce n° 50 de l'Argentine).

[260] *Decision Memorandum*, page 3 (pièce n° 51 de l'Argentine); et *Adequacy* M*emorandum*, page 2 (pièce n° 50 de l'Argentine).

[261] *Decision Memorandum*, pages 4 et 5 (pièce n° 51 de l'Argentine).

[262] *Decision Memorandum*, page 5 (pièce n° 51 de l'Argentine).

[263] *Decision Memorandum*, page 5 (pièce n° 51 de l'Argentine).

l'issue du réexamen à l'extinction du Département et le *Mémorandum sur la décision* qui l'accompagne respectent les obligations de donner un avis au public qui sont prévues à l'article 12.2.

246. En plus de l'allégation relative à l'avis donné au public qui est formulée au titre de l'article 12.2, l'Argentine allègue que l'article 12.2.2 exige que de "nouveaux renseignements" soient recueillis et qu'une marge de dumping soit calculée conformément à l'article 2.1 de l'Accord antidumping dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.[264] L'Argentine fait erreur, parce que l'article 12.2.2 n'impose pas de telles obligations de fond.

247. L'article 12.2.2 est une disposition en matière d'avis et de rapport qui oblige une autorité à donner des explications sur les points de fait et de droit, les raisons ou les fondements des déterminations, de même que les raisons de l'acceptation et du rejet des arguments et des allégations formulés dans la procédure. L'article 12.2.2 ne renferme pas d'obligations de fond au sujet de la conduite d'un réexamen à l'extinction, ou des méthodes à utiliser à cet égard. Il n'y a pas de dispositions de fond dans l'article 12 en général ni dans l'article 12.2.2 en particulier concernant les méthodes à utiliser ou les analyses à faire pour déterminer s'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront.

248. Dans le passé, des tentatives visant à incorporer des obligations de fond dans l'article 11.3 sur la base de prescriptions non connexes prévues à l'article 12 ont été rejetées.[265] Le Groupe spécial devrait pareillement rejeter la tentative de l'Argentine de le faire en l'espèce.

D. L'ANALYSE DU DUMPING FAITE PAR LE DÉPARTEMENT DANS LE CONTEXTE DES DÉTERMINATIONS DE LA PROBABILITÉ ET DE LA "MARGE PROBABLE" ÉTABLIES À L'ISSUE DU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION VISANT LES OCTG EN PROVENANCE D'ARGENTINE N'ÉTAIT PAS INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

249. L'Argentine allègue que dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine, le Département était obligé, en vertu des articles 2, 6 et 11.3 de l'Accord antidumping, de calculer un montant de dumping actuel et futur et de fonder là-dessus sa détermination de la probabilité.[266] Comme il sera démontré ci-dessous, l'Argentine fait erreur.

1. L'article 11.3 ne prescrit pas de quantification du dumping ni l'utilisation d'une méthode particulière pour établir la détermination de la probabilité

250. Les règles coutumières d'interprétation du droit international public prescrivent que les termes d'un traité constituent le point de départ du processus d'interprétation. Le texte de l'article 11.3 dit qu'un droit antidumping définitif doit être supprimé après cinq ans, à moins que les autorités ne déterminent qu'"il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé". Un réexamen à l'extinction effectué au titre de l'article 11.3 est axé sur un comportement futur, c'est-à-dire sur la question de la probabilité que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé, et non sur la question de savoir si ou dans quelle mesure le dumping ou le dommage existe actuellement. Par conséquent, ni le montant précis du dumping au cours d'une année donnée, ni le montant précis d'un dumping futur probable ne sont

[264] Première communication de l'Argentine, paragraphes 179 et 180.

[265] *États-Unis – Acier allemand*, paragraphe 112 (constatant que l'article 22.1, qui est la disposition de l'Accord SMC qui correspond à l'article 12.1 de l'Accord antidumping, n'établit pas de critères en matière de preuve applicables à l'engagement de réexamens à l'extinction); et *États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 7.33 (l'article 12.1 n'établit pas de critères en matière de preuve applicables à l'engagement de réexamens à l'extinction).

[266] Première communication de l'Argentine, paragraphes 181 à 196.

d'une importance primordiale pour les résultats du réexamen; d'ailleurs, une telle précision n'est certainement pas requise.[267]

251. En vertu de l'article 11.3, les autorités sont tenues de déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. Toutefois, l'article 11.3 n'impose aucune méthode pour faire cette analyse de la probabilité. Il n'exige pas davantage que soient chiffrés les montants passés ou futurs de dumping. C'est ce que confirme la note 22 relative à l'article 11.3, qui dispose que "[l]orsque le montant du droit antidumping est fixé sur une base rétrospective, si la procédure d'évaluation la plus récente … a conduit à la conclusion qu'aucun droit ne doit être perçu, cela n'obligera pas en soi les autorités à supprimer le droit définitif". Aucun montant spécifique de dumping – même le plus actuel – ne permet de déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira.

252. L'Argentine allègue que les règles prévues à l'article 2 s'appliquent dans leur totalité aux réexamens à l'extinction effectués en vertu de l'article 11.3 parce que cette disposition prévoit qu'il faut déterminer si le "dumping" est probable.[268] Il est exact que le terme "dumping" figure à la fois à l'article 2 et à l'article 11.3, mais l'Argentine attribue à tort toutes les obligations prévues à l'article 2 aux réexamens à l'extinction prévus à l'article 11.3.

253. Comme son titre l'indique, l'article 2 énonce des obligations concernant la "Détermination de l'existence d'un dumping". Le paragraphe 1 de cet article donne la définition générale selon laquelle un produit est considéré comme "faisant l'objet d'un dumping" lorsque le prix à l'exportation de ce produit est inférieur au prix comparable sur le marché de comparaison. Les autres dispositions de l'article 2 indiquent, avec force détails, comment la marge de dumping, c'est-à-dire le montant du dumping, doit être calculé.

254. L'article 11.3 prescrit qu'une autorité déterminera s'il "est probable que le dumping … subsister[a] ou se reproduir[a] si le droit est supprimé". En d'autres termes, l'article 11.3 dit qu'il faut déterminer s'il est probable que le *dumping* se reproduira – le dumping, tel qu'il est défini à l'article 2.1, voulant généralement dire que le prix à l'exportation d'un produit est inférieur à la valeur normale de ce produit. L'article 11.3 ne dit pas qu'il faut déterminer qu'il est probable qu'un *montant de dumping* donné subsistera ou se reproduira dans l'avenir, c'est-à-dire si le droit est supprimé et quand il le sera – justement parce qu'il serait impossible de faire une telle détermination.

255. Pour qu'une détermination de l'existence d'un dumping soit compatible avec l'article 2, il faut, entre autres choses, que les montants effectifs des prix, des coûts et des bénéfices soient utilisés dans la méthode de calcul prescrite. Dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, une autorité examine ce qui se passera dans l'avenir. Il va de soi qu'il n'existe aucune valeur pour des prix, des coûts et des bénéfices qui ne sont pas encore une réalité. L'allégation de l'Argentine selon laquelle les prescriptions de l'article 2 s'appliquent littéralement dans un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3 tombe pour la même raison.

256. Cela ne veut pas dire que l'article 2 n'ait pas de conséquences ni d'application dans le cadre d'un réexamen à l'extinction effectué en vertu de l'article 11.3. Comme il a déjà été noté, l'article 2.1 prévoit qu'aux fins de l'Accord antidumping, un produit est considéré comme "faisant l'objet d'un

---

[267] Voir, par exemple, *États-Unis – Droits antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée*, WT/DS99/R, rapport du Groupe spécial adopté le 19 mars 1999, paragraphe 6.43 [ci-après *Corée – DRAM*] (examinant une analyse prospective, mais dans le contexte d'un autre type de réexamen). Même s'il n'est pas prescrit que le montant du dumping qui subsistera ou se reproduira probablement soit quantifié, comme on le verra, les États-Unis le chiffrent en vertu de leur législation nationale. Le Département transmet ce renseignement à l'ITC.

[268] Première communication de l'Argentine, paragraphes 182 et 183.

dumping" lorsque le prix à l'exportation de ce produit est inférieur au prix comparable sur le marché de comparaison. L'article 2 donne donc le sens général du terme "dumping" tel qu'il est employé dans tout l'Accord antidumping, y compris l'article 11.3. Le Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon* est arrivé à la même conclusion.[269]

257. Dans le réexamen en cause, le Département a tenu compte d'éléments de preuve indiquant que le dumping avait subsisté pendant la durée de l'ordonnance et que le volume des importations avait notablement diminué après l'imposition de cette ordonnance. En conséquence, le Département a constaté qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait dans l'avenir si l'ordonnance était abrogée. L'article 11.3 ne prescrit rien de plus.

2. Les marges déterminées à l'issue de l'enquête initiale du Département, et les méthodes qui avaient servi à les calculer ne peuvent pas être contestées devant le présent Groupe spécial

258. L'Argentine soutient que les calculs des marges issus de l'enquête, dont le Département a tenu compte pour faire ses déterminations à l'issue du réexamen à l'extinction, ont été faits d'une manière qui était incompatible avec les prescriptions de l'OMC, en particulier celles de l'article 2. Toutefois, ces marges spécifiques et les méthodes qui ont servi à les calculer, ne peuvent pas être contestées devant le présent Groupe spécial.

259. L'article 18.3 de l'Accord antidumping dispose que "les dispositions du présent accord s'appliqueront aux enquêtes, et aux réexamens de mesures existantes, engagés sur demande présentée à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour un Membre ou après cette date". L'Accord antidumping s'applique donc uniquement aux enquêtes fondées sur des requêtes en matière de droits antidumping qui avaient été présentées par les États-Unis après le 1er janvier 1995, date de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour les États-Unis. L'enquête antidumping dans la présente affaire a été ouverte par suite d'une requête présentée avant le 1er janvier 1995. Par conséquent, les marges spécifiques calculées par le Département dans l'enquête initiale, et les méthodes de calcul qui ont servi à les obtenir, ne peuvent pas être contestées devant le présent Groupe spécial.

260. Une situation analogue s'est présentée dans l'affaire *Corée – DRAM*. Dans cette affaire, les États-Unis soutenaient qu'un différend devant l'OMC qui trouvait son origine dans les résultats finals du troisième réexamen administratif de l'ordonnance n'était pas le cadre approprié pour contester une détermination des produits visés faite pendant l'enquête initiale. Les États-Unis ont souligné 1) que la détermination des produits visés avait été faite dans une enquête antérieure à la création de l'OMC et à l'entrée en vigueur de l'Accord antidumping, et 2) que les questions relatives aux produits visés n'avaient pas été revues pendant le troisième réexamen administratif. Les États-Unis affirmaient donc que les allégations concernant les produits visés étaient inadmissibles en vertu de l'article 18.3 de l'Accord antidumping. Le Groupe spécial était du même avis que les États-Unis et il a constaté que l'Accord antidumping s'appliquait uniquement aux parties d'une mesure antérieure à l'OMC qui "entr[aient] dans le champ d'un réexamen postérieur à l'OMC".[270] Dans la présente affaire, les montants précis des marges de dumping initiales n'ont pas été revus dans le cadre du réexamen à

[269] *États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 7.168 ("Nous ne croyons donc pas que les disciplines de fond énoncées à l'article 2 régissant le calcul des marges de dumping aux fins d'une *détermination de* l'existence d'un dumping soient applicables à l'établissement d'une *détermination de la probabilité* que le dumping *subsistera ou se reproduira* au titre de l'article 11.3.") Pour faire cette affirmation, le Groupe spécial a établi une distinction entre l'obligation de calculer une marge de dumping conformément aux méthodes prescrites par l'article 2 – c'est-à-dire déterminer l'importance de la marge de dumping – et l'obligation applicable dans le cadre d'un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3 de faire une détermination de la probabilité que le "dumping"- c'est-à-dire la simple existence d'un dumping – subsistera ou se reproduira si le droit est supprimé.

[270] *Corée – DRAM*, paragraphe 6.14.

l'extinction. Par conséquent, ces marges, et les méthodes qui ont servi à les calculer, ne peuvent pas être contestées devant le présent Groupe spécial.

3. Le Département s'est pleinement acquitté de ses obligations au regard de l'Accord antidumping pour établir sa détermination positive de la probabilité

261. L'Argentine allègue que la détermination de la probabilité du Département ne reposait pas sur des "éléments de preuve positifs" et que, par conséquent, la procédure de réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine suivie par le Département était contraire aux obligations de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure.[271] Comme il en a été question plus haut, les allégations formulées par l'Argentine au titre de l'article 6 concernant la participation de Siderca au réexamen à l'extinction reposent sur un postulat factuel incorrect, parce que le Département a constaté que Siderca avait présenté une réponse de fond complète et n'a pas constaté que Siderca avait renoncé à ses droits de participer au réexamen à l'extinction. En outre, le Département a ménagé à Siderca et aux autres producteurs/exportateurs argentins des possibilités de présenter toutes les observations, tous les arguments ou tous les renseignements voulus pour défendre leurs intérêts dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine, conformément aux articles 351.218 d) 3) ii)(G) et 351.218 d) 3) iv) B) du Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction.[272]

262. D'ailleurs, le questionnaire du Département sur le réexamen à l'extinction demande explicitement aux parties intéressées, ce qui comprendrait Siderca et les exportateurs argentins d'OCTG, de présenter "[u]ne déclaration concernant les effets probables de l'abrogation de l'ordonnance …, qui doit comprendre des renseignements factuels, des arguments et des raisons à l'appui d'une telle déclaration".[273] Le Département a demandé à Siderca et aux exportateurs argentins de présenter des renseignements, et le fait que Siderca n'a pas répondu aux questions d'une manière plus approfondie n'est pas une erreur qui peut être reprochée au Département.

263. Comme il vient d'être précisé plus haut, le Département a tenu compte des marges issues de l'enquête initiale et des renseignements présentés par les parties intéressées dans la procédure de réexamen à l'extinction. Le Département a constaté de manière raisonnable que l'existence de marges de dumping et la régression du volume des importations après l'imposition du droit indiquaient qu'il était probable que le dumping des OCTG en provenance d'Argentine subsisterait ou se reproduirait si l'ordonnance était abrogée.[274] Rien n'indique que la qualité des éléments de preuve examinés pour établir la détermination finale à l'issue du réexamen à l'extinction était compromise d'une quelconque façon. Par conséquent, l'examen par le Département de la question de savoir s'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si l'ordonnance était abrogée reposait sur des éléments de preuve crédibles et non contestés, et la procédure de réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine respectait l'obligation prévue à l'article 6.

264. L'Argentine fait une série d'allégations non étayées et sans fondement selon lesquelles la détermination positive de la probabilité faite par le Département dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG contrevenait aux articles 2, 6 et 11.3 de l'Accord antidumping.[275] Premièrement, l'Argentine allègue que le Département ne peut pas s'appuyer sur des "données vieilles

---

[271] Première communication de l'Argentine, paragraphe 187.

[272] 19 C.F.R. § 351.218 d) 3) ii) G) (une partie intéressée est tenue de présenter, dans sa réponse de fond, des renseignements factuels, des arguments et des raisons concernant la marge de dumping qui existera probablement pour cette partie si l'ordonnance est abrogée); 19 C.F.R. § 351.218 d) 3) iv) B) (disposition qui prévoit la présentation de "tout autre renseignement pertinent dont la partie voudrait que le Département tienne compte") (pièce n° 3 de l'Argentine).

[273] 19 C.F.R. § 351.218 d) 3) ii) F) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[274] *Decision Memorandum*, pages 4 et 5 (pièce n° 51 de l'Argentine).

[275] Première communication de l'Argentine, paragraphes 182 à 188.

de cinq ans provenant d'une enquête initiale", parce qu'une détermination de la probabilité au titre de l'article 11.3 requiert des données "neuves" indiquant la probabilité d'un dumping futur.[276] L'Argentine n'explique pas quelles données "neuves" doivent être recueillies ni comment ces renseignements peuvent être révélateurs d'un dumping futur. D'ailleurs, l'article 11.3 ne prescrit pas les renseignements qu'une autorité doit recueillir, ni les méthodes qu'elle doit utiliser, pour déterminer la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira.

265. L'Argentine ne tient pas compte non plus du fait que le Département a fondé sa détermination de la probabilité sur des éléments de preuve concernant le volume des importations pendant la durée de l'ordonnance et les renseignements présentés par les parties intéressées, en plus des marges de dumping constatées dans l'enquête initiale. Par ailleurs, les "renseignements actuels" ne sont pas la question qui se pose dans le cadre d'un réexamen à l'extinction effectué en conformité avec l'article 11.3.[277] Ce dont il s'agit dans le cadre de l'article 11.3, c'est plutôt de savoir s'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé, ce qui est un examen foncièrement prospectif.

266. L'Argentine allègue également que les éléments de preuve étayant une détermination positive de la probabilité faite au titre de l'article 11.3 doivent indiquer la "probabilité", pas simplement la "possibilité", d'un dumping à l'avenir.[278] À cet égard, l'Argentine semble alléguer que la détermination de la probabilité faite par le Département n'est pas étayée par des éléments de preuve démontrant qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si l'ordonnance est abrogée. Dans la communication écrite qu'elle a présentée au présent Groupe spécial, l'Argentine n'explique pas comment la détermination de la probabilité faite par le Département ne satisfait pas à ce "critère".[279] Toutefois, comme il a été expliqué plus haut, le Département a constaté que l'existence de marges de dumping pendant la durée de l'ordonnance et la régression du volume des importations après l'imposition du droit étaient une indication extrêmement probante du comportement futur des exportateurs argentins d'OCTG.[280] Rien de ce que les parties intéressées ont présenté, ni aucun autre renseignement figurant dans le dossier du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine ne contredisent ces constatations.

4. L'article 11.3 de l'Accord antidumping n'impose pas l'obligation de calculer ou de prendre en considération une marge probable à la suppression du droit

267. En vertu de la législation des États-Unis, le Département est tenu de déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en cas de suppression du droit. Si sa détermination de la probabilité est positive, le Département doit faire part à l'ITC de l'ampleur de la marge probable.[281] Pour faire la détermination du dommage à l'issue du réexamen à l'extinction, l'ITC "peut considérer l'ampleur de la marge de dumping".[282] Cela dit, le fait que le Département communique une marge à l'ITC est une construction du droit des États-Unis, et non une obligation imposée par l'Accord antidumping.

268. L'Argentine soutient que, conformément aux articles 2 et 11.3, tels qu'ils sont appliqués dans la présente affaire, les marges signalées à l'ITC comme étant les taux du dumping qui existera

---

[276] Première communication de l'Argentine, paragraphe 184.

[277] *Voir* la note 22 relative à l'article 11.3 de l'Accord antidumping, dans laquelle il est indiqué que "si la procédure d'évaluation la plus récente … a conduit à la conclusion qu'aucun droit ne doit être perçu, cela n'obligera pas en soi les autorités à supprimer le droit définitif".

[278] Première communication de l'Argentine, paragraphe 186.

[279] *Voir* la première communication de l'Argentine, paragraphes 182 et 187.

[280] *Decision Memorandum*, page 5 (pièce n° 51 de l'Argentine).

[281] Article 752 c) 3) (pièce n° 1 de l'Argentine).

[282] Article 752 a) 6) (pièce n° 1 de l'Argentine).

probablement en cas d'abrogation avaient été identifiées de manière inadéquate par le Département.[283] L'Argentine se trompe, parce que l'Accord antidumping n'impose absolument pas l'obligation de tenir compte de l'importance de la marge de dumping qui existera probablement pour déterminer la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira dans le cadre d'un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3. Pour cette raison, le Groupe spécial ne devrait pas examiner les arguments formulés par l'Argentine concernant la manière dont le Département a identifié les marges qu'il a signalées à l'ITC, et il n'a pas besoin de le faire.

E. LE GROUPE SPÉCIAL DEVRAIT REJETER L'ALLÉGATION FORMULÉE PAR L'ARGENTINE AU TITRE DE L'ARTICLE X:3 A) DU GATT DE 1994

269. N'ayant pas démontré que la législation des États-Unis et l'application de cette législation sont contraires à l'Accord antidumping, l'Argentine essaie, dans la section VII.E de sa première communication, de reprendre ses allégations une dernière fois en se référant à l'article X:3 a) du GATT de 1994. L'Argentine semble alléguer que même si le Groupe spécial constate qu'aucune des "mesures" identifiées par l'Argentine n'est incompatible – en tant que telle ou telle qu'elle est appliquée – avec les dispositions de l'Accord antidumping citées par l'Argentine, celui-ci devrait malgré tout constater que ces "mesures" sont incompatibles avec la prescription de l'article X:3 a) selon laquelle certaines lois, certains règlements et certaines décisions judiciaires et administratives d'application générale doivent être appliqués d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable.

270. D'emblée, les États-Unis réaffirment que cette allégation ne relève pas du mandat du Groupe spécial. Dans la section A.4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine, l'allégation au titre de l'article X:3 a) est formulée relativement à la détermination spécifique établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine. Toutefois, l'Argentine ne démontre pas que le Département n'a pas appliqué les lois et les règlements des États-Unis en matière de réexamen à l'extinction d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable.

271. Selon le sens ordinaire des termes employés à l'article X:3 a), "uniform" (uniforme) veut dire "[o]f one unchanging form, character, or kind; that is or stays the same in different places or circumstances, or at different times" (qui est de forme, de caractère ou de nature invariable; qui est ou reste identique dans des circonstances ou des lieux différents, ou à des moments différents).[284] Interprétant la même disposition dans une contestation de l'application par l'Argentine de ses lois douanières, un groupe spécial a expliqué que le terme "uniforme" voulait dire que les

> lois ne devraient pas varier, que chaque exportateur et chaque importateur devraient pouvoir s'attendre à obtenir un traitement du même type et de la même manière, aussi bien à des moments et en des endroits différents que par rapport à d'autres personnes. Une application uniforme signifie que les Membres doivent veiller à ce que leurs lois soient appliquées de manière cohérente et prévisible … Il s'agit ici de l'obligation d'appliquer de manière uniforme les lois et procédures … à l'égard des différents expéditeurs voire d'une même personne à des moments différents et en des endroits différents.[285]

272. "Impartial" (impartial) veut dire "[n]ot partial; not favouring one party or side more than another; unprejudiced, unbiased; fair" (non partial; qui ne favorise pas plus une partie ou un côté

---

[283] Première communication de l'Argentine, paragraphes 189 à 193.

[284] New Shorter Oxford English Dictionary, page 3488 (1993).

[285] Argentine – Mesures visant l'exportation de peaux de bovins et l'importation de cuirs finis, WT/DS155/R, rapport du Groupe spécial adopté le 16 février 2001, paragraphe 11.83 [ci-après "Argentine – Peaux et cuirs"].

que l'autre; sans préjugé, neutre; équitable).[286] Un traitement qui est non biaisé et équitable est différent d'un traitement identique. Par exemple, le Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon* a rejeté l'argument du Japon suivant lequel le fait d'exiger des producteurs/exportateurs étrangers qu'ils fournissent plus de renseignements que les producteurs nationaux dans le cadre d'un réexamen à l'extinction effectué par le Département rendait l'application des lois sur les réexamens à l'extinction des États-Unis partiale.[287] Le Groupe spécial a expliqué qu'étant donné que "les exportateurs étrangers sont la source principale des renseignements nécessaires pour établir l'élément dumping, ou la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise", le volume de renseignements exigé des exportateurs étrangers sera nécessairement différent.[288]

273. "Reasonable" (raisonnable) signifie "[i]n accordance with reason; not irrational or absurd" (conforme à la raison; qui n'est pas irrationnel ni absurde).[289] Dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*, le groupe spécial a constaté que l'application des lois douanières de l'Argentine était déraisonnable parce qu'il n'y avait "aucune raison" de permettre aux acheteurs argentins de peaux de voir des documents contenant des renseignements commerciaux confidentiels de leurs clients.[290]

274. Pris ensemble, les termes de l'article X:3 a) prescrivent qu'en ce qui concerne l'application des lois et des règlements sur les réexamens à l'extinction des États-Unis, le Département doit agir d'une manière qui est constante et non biaisée, et qui n'est ni irrationnelle ni absurde. Pour ce qui est de la première de ces prescriptions, l'une des principales allégations de l'Argentine veut que les différentes "mesures" alléguées par l'Argentine "établissent une présomption irréfragable, comme le démontre la pratique constante [du Département], qui est incompatible avec l'article 11.3".[291] Il va sans dire qu'il est logiquement malaisé de comprendre comment l'Argentine peut maintenir l'allégation selon laquelle le Département a violé l'exigence relative à une application constante des lois et des règlements sur les réexamens à l'extinction qui est formulée à l'article X:3 a), alors qu'au même moment, l'Argentine s'élève contre la "pratique constante" du Département.

275. En ce qui concerne les prescriptions relatives à une application impartiale et raisonnable des lois et des règlements sur les réexamens à l'extinction des États-Unis, l'Argentine n'a présenté aucun élément de preuve de parti pris ou ni aucun élément de preuve indiquant que le Département avait appliqué les lois et les règlements des États-Unis d'une manière irrationnelle ou absurde. Comme il a été démontré plus haut, la "présomption irréfragable" de l'Argentine n'existe pas, et une analyse critique de l'"analyse" faite par l'Argentine de 291 réexamens à l'extinction effectués par le Département montre que dans 87 pour cent des cas, la question de la probabilité d'un dumping n'était absolument pas contestée. Dans les cas - 13 pour cent - dans lesquels la probabilité était contestée, l'Argentine n'a présenté aucun élément de preuve indiquant que ces affaires avaient été décidées d'une manière partiale ou déraisonnable – et l'a encore moins prouvé.

---

[286] New Shorter Oxford English Dictionary, page 1318 (1993).

[287] *États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 7.306.

[288] *Id.; voir aussi* le rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphes 11.99 à 11.101 (constatant que le fait de permettre à des parties privées d'avoir accès à des renseignements commerciaux confidentiels détenus par des parties ayant des intérêts commerciaux opposés constituait une application partiale des lois douanières de l'Argentine).

[289] New Shorter Oxford English Dictionary, page 2496 (1993).

[290] *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphes 11.87, 11.91 et 11.92.

[291] Première communication de l'Argentine, paragraphe 194.

F. L'ITC A APPLIQUÉ LE BON CRITÈRE POUR DÉTERMINER S'IL ÉTAIT PROBABLE QUE LE DOMMAGE SUBSISTERAIT OU SE REPRODUIRAIT EN CAS D'ABROGATION DE L'ORDONNANCE EN MATIÈRE DE DROITS ANTIDUMPING, ET SA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ FAITE DANS LE CADRE DU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION VISANT LES OCTG EN PROVENANCE D'ARGENTINE ÉTAIT COMPATIBLE AVEC LES ARTICLES 11.3 ET 3.1 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

276. L'Argentine fait valoir que l'application par l'ITC du critère servant à déterminer s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira en cas d'abrogation de l'ordonnance antidumping était incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping parce que l'ITC n'avait pas appliqué le sens ordinaire du terme anglais "likely". L'argument de l'Argentine selon lequel l'ITC a donné une interprétation erronée du terme "likely" à l'article 11.3 repose sur deux prémisses: premièrement, que "likely" peut uniquement vouloir dire probable; et deuxièmement, que l'ITC n'a pas tenu compte de ce sens et a interprété "likely" au sens de "possible".[292] Ni l'une ni l'autre de ces prémisses ne sont justes. L'Argentine affirme également, à tort, que le SAA ordonne à l'ITC d'appliquer un critère qui est incompatible avec l'article 11.3.

277. Avant d'en venir à l'interprétation du mot "likely" lui-même, il convient de rappeler la nature fondamentale de l'investigation requise dans le cadre d'un réexamen à l'extinction. Déterminer s'il "est probable" que le dommage subsistera ou se reproduira si une ordonnance est abrogée constitue une enquête intrinsèquement prévisionnelle. À cet égard, comme l'Organe d'appel l'a déjà reconnu dans le contexte des procédures en matière de droits compensateurs, un réexamen à l'extinction est fondamentalement différent d'une enquête initiale[293]:

> Nous observons par ailleurs que les enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction sont des processus distincts qui suivent des buts différents. La nature de la détermination à faire dans le cadre d'un réexamen à l'extinction diffère à certains égards essentiels de la nature de la détermination à faire dans le cadre d'une enquête initiale. Par exemple, dans un réexamen à l'extinction, les autorités sont appelées à axer principalement leur enquête sur ce qui se produirait si un droit compensateur existant devait être supprimé. En revanche, dans une enquête initiale, les autorités doivent examiner l'existence, le degré et l'effet de telle ou telle subvention alléguée afin de déterminer si une subvention existe et si elle cause un dommage à la branche de production nationale de telle sorte qu'elle justifie l'imposition d'un droit compensateur.

278. Le Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon* a également expliqué[294]:

> [L]es enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction sont des processus distincts dont les buts sont différents, et … le texte de l'*Accord antidumping* distingue entre enquêtes et réexamens. Nous fondons notre opinion sur plusieurs éléments, en particulier sur le fait que d'après le texte de l'*Accord antidumping*, la nature de la détermination à faire dans le cadre d'un réexamen à l'extinction diffère à certains égards essentiels de la nature de la détermination à faire dans le cadre d'une enquête initiale.

---

[292] La communication de l'Argentine est embrouillée sur ce point. À certains endroits, l'Argentine affirme que l'ITC a utilisé un critère fondé sur le "caractère possible" du dommage. Première communication de l'Argentine, paragraphes 213, 214, 215 et 222. Ailleurs, l'Argentine se réfère à l'application par l'ITC d'un critère qui "se situe entre "probable" et "possible" sur une échelle de certitude relative". Première communication de l'Argentine, paragraphes 211 et 221.

[293] *États-Unis – Acier allemand*, paragraphe 87.

[294] États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon, paragraphe 7.8.

279. Par conséquent, un réexamen à l'extinction – qu'il vise une ordonnance en matière de droits compensateurs ou une ordonnance en matière de droits antidumping – comporte nécessairement moins de certitude et de précision que ce que permettrait d'obtenir une enquête initiale fondée sur une analyse rétrospective.[295] Par exemple, dans une enquête antidumping initiale, les autorités examinent la situation actuelle d'une branche de production sans l'aide d'une ordonnance en vigueur pour déterminer si les importations faisant l'objet d'un dumping causent ou menacent de causer un dommage important. Dans une enquête initiale, la situation de la branche de production est déterminée, entre autres choses, en fonction des éléments de preuve existants qui quantifient les ventes, les bénéfices, la production, le revenu d'exploitation, la part de marché, la productivité, le retour sur investissement, l'utilisation des capacités, les stocks et les taux d'emploi de la branche de production nationale.

280. Dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, en revanche, les autorités, pour décider s'il convient d'abroger l'ordonnance, examinent le volume probable à l'avenir des importations qui ont été freinées par la discipline imposée par l'ordonnance et l'incidence probable à l'avenir de ce volume sur une branche de production nationale qui a bénéficié d'une ordonnance antidumping pendant cinq ans. Vu l'existence de l'ordonnance, il se peut, au moment d'un réexamen à l'extinction, que les importations faisant l'objet d'un dumping aient cessé et que la branche de production nationale ne subisse plus, ou ne soit plus menacée de subir, un dommage important. Dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, l'autorité chargée de l'enquête ne bénéficie pas de l'existence d'éléments de preuve concernant la situation future de la branche de production nationale. Dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, l'autorité chargée de l'enquête doit plutôt entreprendre une analyse hypothétique pour déterminer s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira si le changement envisagé dans le statu quo – c'est-à-dire l'abrogation de l'ordonnance – survient. Par conséquent, une détermination de la probabilité comporte fondamentalement moins de certitude et de précision qu'une enquête initiale. "Compte tenu de différences qualitatives fondamentales quant à la nature de ces deux processus distincts … il ne … paraî[t] pas surprenant que les obligations inscrites dans les textes ayant trait à chacun des deux processus puissent différer."[296]

281. Dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG, l'ITC a appliqué le critère énoncé à l'article 11.3 et dans la législation des États-Unis. Plus précisément, l'ITC a déterminé s'il était probable que le dommage important causé à une branche de production aux États-Unis subsisterait ou se reproduirait dans un laps de temps raisonnablement prévisible si les ordonnances instituant des droits antidumping et des droits compensateurs étaient abrogées.[297] Pour faciliter la détermination de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira en cas d'abrogation, la Loi des États-Unis prescrit à l'ITC d'examiner, entre autres choses, "le volume probable, l'effet probable sur les prix et l'incidence probable sur la branche de production nationale des importations de la marchandise visée en cas d'abrogation de l'ordonnance ...".[298] En l'espèce, l'ITC a examiné chacun de ces facteurs. Par exemple, en ce qui concerne le volume probable, l'ITC a constaté que des augmentations importantes du volume des importations pendant l'enquête initiale, une surcapacité considérable dans plusieurs des pays visés et une forte incitation pour les producteurs de plusieurs des pays visés à établir une présence importante sur le vaste marché des États-Unis, où les prix pratiqués étaient relativement plus élevés, notamment, appuyaient la conclusion que, "en l'absence des ordonnances, le volume probable des importations visées cumulées, dans l'absolu et en proportion du marché des États-Unis, serait considérable".[299] En d'autres termes, il ressort du texte de l'analyse de l'ITC que celle-ci prévoyait que le dommage se reproduirait si les ordonnances antidumping étaient abrogées. L'ITC n'a pas simplement constaté que le dommage était possible. Il est donc clair que l'ITC a appliqué à bon droit

[295] Voir: États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon, paragraphe 7.178.
[296] États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon, paragraphe 7.8.
[297] Rapport de l'ITC, page 1.
[298] 19 USC. § 1675a a) (pièce n° 1 de l'Argentine).
[299] Rapport de l'ITC, page 20.

le critère énoncé à l'article 11.3. Rien dans la détermination n'indique que l'ITC ait appliqué un autre critère que celui prévu à l'article 11.3.

282. Cela nous ramène au sens du terme anglais "likely". L'Argentine allègue que l'ITC a appliqué le mauvais critère dans le cadre de son réexamen à l'extinction visant les OCTG en partant du principe que le terme "likely" doit être interprété au sens de "probable". Le terme anglais "probable" n'est pas employé à l'article 11.3, où l'on trouve simplement "likely", qui est le terme employé dans la Loi des États-Unis et par l'ITC. Il est erroné de conclure que "likely" peut seulement vouloir dire "probable". Les dictionnaires définissent "likely" de diverses façons.[300] Par conséquent, chercher un synonyme pour "likely", comme l'Argentine le fait, ne favoriserait pas la compréhension de ce terme.

283. Il est vrai que le Tribunal du commerce international des États-Unis, qui a interprété "likely" en droit interne, dans l'optique de la législation des États-Unis, a constaté que "probable" était synonyme de "likely".[301] Toutefois, contrairement à l'affirmation de l'Argentine selon laquelle "probable" comporte plus de certitude que celle à laquelle l'ITC a eu recours, le Tribunal a dit que l'ITC "n'a[vait] pas donné de "likely" une interprétation impliquant la moindre certitude".[302] Par conséquent, sur renvoi du Tribunal pour appliquer le critère "probable" ("likely") dans un sens qui cadre avec l'énoncé du Tribunal, l'ITC n'a pas modifié ses déterminations.[303] De plus, la seule détermination sur renvoi de l'ITC à avoir été réexaminée par le Tribunal sur cette question a été confirmée.[304]

284. L'Argentine a également tort de faire valoir, en s'appuyant sur les indications données dans le SAA, que l'ITC applique un critère qui fait en sorte que n'importe quelle détermination – positive ou négative – est admissible.[305] Le SAA reconnaît simplement la nature intrinsèquement prévisionnelle de l'enquête menée dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, en expliquant qu'"il peut y avoir *plus d'un* résultat probable après l'abrogation".[306] Le SAA explique en outre que

> [l]a possibilité d'autres résultats probables ne veut pas dire qu'une détermination concluant à la probabilité que … le dommage subsister[a] ou se reproduir[a] en cas d'abrogation … soit erronée, dans la mesure où la détermination concluant à la probabilité [que le dommage] subsister[a] ou se reproduir[a] est raisonnable à la lumière des faits de la cause.[307]

---

[300] *Voir, par exemple, Ballentine's Law Dictionary* (3e éd. 1969) ("likely" i.e. "not more than "probable" and sometimes less than "probable" depending upon the context" (pas plus que "probable" et parfois moins que "probable", selon le contexte), "the term "likely" is used in the sense of sometimes more than possible, and less than probable" (le terme "likely" est employé au sens de parfois plus que possible, et moins que probable) (pièce n° 13 des États-Unis); *The Random House Dictionary of the English Language* (1996) ("likely" signifie "seeming to fulfill requirements or expectations" (qui semble satisfaire à des exigences ou des attentes") (pièce n° 14 des États-Unis); *The American Heritage Dictionary of the English Language* (3e éd.) ("likely" veut dire "[w]ithin the realm of credibility; plausible" (qui relève du domaine de la crédibilité; plausible) (pièce n° 15 des États-Unis); *Webster's Third New Int'l Dictionary of the English Language* (1981) (version intégrale) ("likely" veut dire "having a better chance or occurring than not" (qui a une plus grande chance de se produire que de ne pas se produire") (pièce n° 16 des États-Unis).

[301] *Usinor Industeel* c. *United States*, Slip Op. 02-70, pages 43 et 44 (CIT 19 juillet 2002) (pièce n° 17 des États-Unis).

[302] *Usinor Industeel* c. *United States*, Slip Op. 02-152, page 6 (CIT 20 décembre 2002) (pièce n° 18 des États-Unis).

[303] *Usinor Remand Determination*, page 14 (ITC juillet 2002) (pièce n° 19 des États-Unis).

[304] *Usinor Industeel* c. *United States*, Slip Op. 02-152, page 24 (20 décembre 2002) (pièce n° 18 des États-Unis).

[305] Première communication de l'Argentine, paragraphe 215.

[306] SAA, page 883 (pas d'italique dans l'original) (pièce n° 11 des États-Unis).

[307] *Id.*

285. Le SAA ne fait donc qu'expliquer que le critère du "caractère probable" appliqué dans le cadre des réexamens à l'extinction ne veut pas dire qu'il est forcément inévitable que le dommage subsistera ou se reproduira. Le SAA reconnaît simplement qu'il peut y avoir plus d'un résultat possible lorsqu'il y a projection dans le futur. Contrairement à ce que l'Argentine affirme, le SAA n'ordonne pas à l'ITC d'appliquer un critère qui est incompatible avec l'article 11.3. De plus, l'ITC n'a jamais interprété "likely" comme voulant dire "possible".

286. Pour les raisons qui précèdent, l'ITC a appliqué le bon critère pour déterminer s'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait si les ordonnances en matière de droits antidumping en cause étaient abrogées, et la détermination de l'ITC était par ailleurs compatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

G. L'ARTICLE 3 NE S'APPLIQUE PAS AUX RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

287. L'Argentine affirme que l'article 3 de l'Accord antidumping s'applique dans sa totalité aux réexamens à l'extinction effectués au titre de l'article 11.3.[308] L'Argentine allègue également que dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG, l'ITC a agi d'une manière incompatible avec certains paragraphes de l'article 3.

288. Cette série d'allégations que formule l'Argentine repose sur l'idée que l'article 3 s'applique effectivement aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. Dans la présente section, les États-Unis expliquent pourquoi ce postulat fondamental est erroné, et que l'article 3 ne s'applique *pas* aux réexamens à l'extinction. Dans les sections suivantes, les États-Unis examineront les allégations formulées par l'Argentine concernant des paragraphes spécifiques de l'article 3.

289. Il ressort clairement d'une analyse du texte de ces dispositions conventionnelles que l'article 3 ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. Premièrement, l'article 3 se rapporte à la "détermination de l'existence d'un dommage", tandis que l'article 11.3 prescrit la détermination de la "réapparition d'un dommage". La nature de ces deux déterminations est totalement différente, comme il sera expliqué ci-après.[309] Par ailleurs, il n'y pas de renvoi à l'article 11 dans le texte de l'article 3, ni de renvoi à l'article 3 dans le texte de l'article 11.

290. L'Argentine se fonde sur la note de bas de page 9 relative à l'article 3 pour étayer son point de vue selon lequel l'article 3 s'applique aux réexamens à l'extinction.[310] Le texte de la note de bas de page 9 prouve tout à fait le contraire. La note de bas de page 9 est ainsi conçue:

> Pour les besoins du présent accord, le terme "dommage" s'entendra, sauf indication contraire, d'un dommage important causé à une branche de production nationale, d'une menace de dommage important pour une branche de production nationale ou d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale; il sera interprété conformément aux dispositions de cet article.

291. Le texte de la note de bas de page 9 relative à l'article 3 existait sous sa forme actuelle dans le Code antidumping du Tokyo Round avant l'adoption de la disposition de l'article 11.3 relative aux réexamens à l'extinction lors de la conclusion du Cycle d'Uruguay, à ceci près que le texte précédent

---

[308] Première communication de l'Argentine, paragraphe 234.

[309] *Cf. États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 7.167 (indiquant qu'il existe une "différence fondamentale" entre la référence figurant dans le texte de l'article 11.3 à une détermination de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira et la référence à la détermination de l'existence d'un dumping figurant dans le texte de l'article 2).

[310] Première communication de l'Argentine, paragraphe 234.

faisait référence au "Code", tandis que la note de bas de page 9 fait référence à l'"Accord".[311] De plus, la note de bas de page 9, comme celle qui la précédait dans le Code antidumping, est simplement un procédé rédactionnel qui permet d'éviter les répétitions inutiles du principe selon lequel un dommage pouvant donner lieu à une action peut prendre trois formes distinctes: un dommage actuel, une menace de dommage important ou un retard important dans la création d'une branche de production nationale.

292. Il est clair que i) le "dommage important", ii) la "menace de dommage important", iii) le "retard important dans la création d'une branche de production nationale", et iv) la probabilité que "le dommage subsister[a] ou se reproduir[a]" sont tous des conditions distinctes, comportant des éléments distincts, dont les uns sont précisés dans l'Accord antidumping et les autres sont implicites. Les rédacteurs de l'Accord antidumping avaient la possibilité d'incorporer dans la note de bas de page 9 la condition relative à la "[probabilité] que … le dommage subsister[a] ou se reproduir[a]", mais ils ont choisi de ne pas le faire.

293. Appliquer la définition du "dommage" qui est donnée dans la note de bas de page 9 à la détermination de la "réapparition d'un dommage" prévue à l'article 11.3 – comme l'Argentine le voudrait – donnerait des résultats absurdes. Cela voudrait dire que l'examen effectué dans le cadre d'un réexamen à l'extinction deviendrait celui de savoir s'il serait probable que le dommage important causé à une branche de production nationale, la *menace de dommage important pour une branche de production nationale ou un retard important dans la création* de cette branche de production *subsisterait ou se reproduirait* si le droit était supprimé. L'article 11.3 n'envisage pas que des déterminations de la persistance ou de la réapparition d'une menace ou d'un retard important servent de fondement au maintien en vigueur d'un droit antidumping après un réexamen à l'extinction.

294. Une autre indication textuelle du fait que la note de bas de page 9 ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction est le membre de phrase "sauf indication contraire" qui y figure. L'article 11.3 stipule effectivement le contraire: il est dit que dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, les autorités chargées de l'enquête doivent déterminer la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira, au lieu d'entreprendre une "détermination de l'existence d'un dommage" au sens de la note de bas de page 9 relative à l'article 3.

295. En outre, la note de bas de page 9 se rapporte au titre de l'article 3, soit "Détermination de l'existence d'un dommage", et l'article 3.1 parle – vraisemblablement – du même "dommage" que la "détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994". L'article VI du GATT de 1994 ne mentionne pas les réexamens à l'extinction, ce qui renforce donc la conclusion que la note de bas de page 9 ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction.

296. L'inapplicabilité de l'article 3 aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3 est par ailleurs mise en évidence par l'absence de tout renvoi dans le texte de l'article 11.3 à l'article 3. L'existence de renvois dans le texte des paragraphes 4 et 5 de l'article 11 à d'autres articles de l'Accord antidumping indique que les rédacteurs auraient été explicites s'ils avaient voulu que les disciplines énoncées à l'article 3 s'appliquent aux réexamens à l'extinction.[312]

---

[311] Dans le Code antidumping, cette note de bas de page était la note de bas de page 2 relative à l'article 3.

[312] *Cf. États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.166 (indiquant que l'existence de renvois dans le texte de l'article 11.4 et 11.5 à d'autres articles de l'Accord antidumping, et l'absence d'un tel renvoi dans le texte de l'article 11.3 à l'article 2 montrent que les disciplines énoncées à l'article 2 ne sont pas applicables aux réexamens à l'extinction); et *États-Unis – Acier allemand*, paragraphe 69 (indiquant que l'existence de renvois dans l'Accord SMC donne à penser que, lorsque les négociateurs de l'*Accord SMC* ont voulu que les disciplines énoncées dans une disposition soient appliquées dans un autre contexte, ils l'ont expressément prévu).

297. Le fait que l'article 3 ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction ressort clairement non seulement du texte de l'Accord antidumping, mais aussi de la nature d'un réexamen à l'extinction. Comme il a été mentionné plus haut, la cible d'un réexamen au titre de l'article 11.3 est différente de celle d'une enquête initiale au titre de l'article 3. Comme l'Organe d'appel l'a fait observer dans le contexte des réexamens à l'extinction relevant de l'Accord antidumping: "les enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction sont des processus distincts qui suivent des buts différents".[313] La différence entre la nature et les considérations pratiques de l'examen effectué dans une enquête initiale et de l'examen effectué dans le cadre d'un réexamen à l'extinction démontre que les critères applicables à chacun ne peuvent pas être identiques.

298. Dans une enquête initiale, les autorités chargées de l'enquête examinent la situation dans laquelle se trouve à ce moment-là une branche de production qui a été exposée aux effets d'importations faisant l'objet d'un dumping, et non soumises à limitation, qui lui font concurrence sans qu'une mesure corrective antidumping ne soit appliquée. Ce faisant, les autorités doivent examiner le volume des importations non soumises à limitation, leurs effets sur les prix et leur incidence sur la branche de production nationale, éléments qui pourraient indiquer l'existence d'un dommage actuel ou d'une menace de dommage important.

299. Cinq ans plus tard, dans le cadre d'un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3, les autorités chargées de l'enquête doivent déterminer s'il "est probable que … le dommage subsister[a] ou se reproduir[a] si le droit est supprimé". En vertu de la législation des États-Unis, l'ITC examine le volume *probable dans l'avenir* des importations soumises à limitation au cours des cinq années précédentes vu l'ordonnance en matière de droits antidumping, les effets *probables dans l'avenir* sur les prix de ces importations, et l'incidence *probable dans l'avenir* des importations sur la branche de production nationale qui opère sur un marché sur lequel les mesures correctives sont en vigueur.

300. En conséquence de l'ordonnance, les importations faisant l'objet d'un dumping peuvent avoir diminué ou disparu totalement du marché, ou, si elles se maintiennent sur le marché, elles peuvent être vendues à un prix plus élevé qu'elles ne l'étaient pendant l'enquête initiale lorsqu'elles entraient sur le marché sans être frappées par des droits additionnels. Vu l'existence de l'ordonnance, il ne serait pas surprenant qu'il n'existe à ce moment-là aucun dommage ni lien de causalité, fait qui est reconnu par le critère du "dommage qui subsistera ou se reproduira".

301. L'enquête prévue à l'article 11.3 est donc hypothétique par nature, et entraîne l'application d'une analyse totalement différente en ce qui concerne le volume, le prix et l'incidence. D'ailleurs, il peut très bien ne plus y avoir d'importations visées ni de dommage important lorsqu'une ordonnance antidumping a été en vigueur pendant cinq ans. L'autorité doit alors décider de l'incidence probable d'un changement envisagé dans le statu quo, à savoir l'abrogation de l'ordonnance en matière de droits antidumping et l'élimination de ses effets limitatifs sur le volume et les prix des importations. Les différences dans la nature et les modalités pratiques de l'investigation entre l'enquête initiale et le réexamen à l'extinction démontrent que les prescriptions relatives aux deux investigations ne peuvent pas être identiques.

302. Bien que l'article 3 ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction, les États-Unis reconnaissent que certaines dispositions de l'article 3 peuvent donner des indications au sujet du type de renseignements qui peuvent être pertinents pour l'examen effectué dans le cadre d'un réexamen à l'extinction de la question de savoir s'il est probable qu'un dommage important subsistera ou se reproduira.[314]

---

[313] *États-Unis – Acier allemand*, paragraphe 87.

[314] *Cf. États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphes 7.174 et 7.176 (indiquant que même si l'article 2 ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction, il "donne … des indications" quant aux *types* de

H. LE GROUPE SPÉCIAL DEVRAIT REJETER LES ALLÉGATIONS FORMULÉES PAR L'ARGENTINE AU TITRE DE L'ARTICLE 3.1 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

303. Dans la section VIII.B de sa première communication, l'Argentine allègue que dans son réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine, l'ITC n'a pas fait un "examen objectif" et n'a pas fondé sa détermination sur des "éléments de preuve positifs", comme le prescrit l'article 3.1 de l'Accord antidumping. Le Groupe spécial devrait rejeter les allégations de l'Argentine, parce que: 1) l'article 3.1 ne s'applique pas à un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3; et 2) en supposant pour les besoins de l'argumentation que l'article 3.1 s'applique effectivement aux réexamens à l'extinction, l'ITC n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1.

1. L'article 3.1 ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction

304. Les allégations de l'Argentine concernant l'article 3.1 reposent sur le postulat selon lequel l'article 3.1 s'applique aux réexamens à l'extinction. L'article 3.1 dispose ce qui suit:

> La détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994 se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif a) du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, et b) de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits.

305. Comme il vient d'être expliqué, les dispositions de l'article 3 ne sont pas applicables aux réexamens à l'extinction. Outre les raisons susmentionnées, il y a d'autres indications textuelles dans l'article 3.1 quant à la raison pour laquelle ces dispositions ne sont pas applicables spécifiquement aux réexamens à l'extinction. Dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, les autorités sont tenues d'évaluer la probabilité à l'avenir que le dommage subsistera ou se reproduira si l'ordonnance antidumping est abrogée. Il n'y a peut-être même pas d'importations sur le marché au moment du réexamen à l'extinction, et les importations peuvent ne pas être vendues à des prix de dumping. Comment les autorités chargées de l'enquête peuvent-elle alors se conformer à l'article 3.1 et examiner "le volume des importations faisant l'objet d'un dumping et l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix"? Il est évident que les prescriptions de l'article 3.1 ne s'appliquent pas aux réexamens à l'extinction parce que ces prescriptions sont potentiellement incompatibles avec la nature de l'examen effectué dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.

306. Les rapports de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel sur lesquels l'Argentine se fonde ne sont ni pertinents ni déterminants sur le point de savoir si l'article 3.1 s'applique aux réexamens à l'extinction. L'Argentine cite le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *Thaïlande – Poutres en H* dans lequel il est affirmé que "les obligations énoncées à l'article 3.1 s'appliquent à *toutes* les déterminations de l'existence d'un dommage établies par les Membres".[315] L'Argentine cite toutefois ce passage hors contexte. L'affaire *Thaïlande – Poutres en H* ne portait pas sur un réexamen à l'extinction et, partant, l'applicabilité de l'article 3 à l'article 11.3 n'était pas une question portée devant l'Organe d'appel. Le fait que l'article 3.1 s'applique à toutes les déterminations de l'existence d'un "dommage" ne veut pas dire que cette disposition s'applique aussi à toutes les déterminations "de la persistance ou de la réapparition d'un dommage".

---

renseignements qui peuvent être pertinents, ou "peut (les) éclairer", lorsqu'il s'agit d'examiner dans le cadre d'un réexamen à l'extinction s'il y a présence ou absence de dumping depuis l'imposition de l'ordonnance).

[315] Première communication de l'Argentine, paragraphe 234, citant *Thaîlande – Poutres en H (Organe d'appel)*, paragraphe 114 (pas d'italique dans l'original).

307. L'Argentine se fonde également sur l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon*, mais comme l'Argentine elle-même le reconnaît, le groupe spécial n'a fait aucune constatation précise dans ce rapport concernant l'applicabilité des dispositions de l'article 3 aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3.[316] Enfin, l'Argentine se fonde sur le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*.[317] Ce rapport analyse la pertinence de l'article 3.1 pour les obligations plus détaillées que renferme le reste de l'article 3 et il approfondit le sens des expressions "éléments de preuve positifs" et "examen objectif", mais il n'aborde pas la question de l'applicabilité des dispositions de l'article 3 à l'article 11 (et il ne le pourrait pas, étant donné que ce différend ne concernait pas un réexamen à l'extinction). L'Argentine n'est pas fondée à avancer que l'un quelconque des rapports de l'OMC qu'elle cite appuie sa thèse de l'applicabilité des disciplines énoncées à l'article 3 aux réexamens à l'extinction.

2. La détermination établie par l'ITC à l'issue du réexamen à l'extinction était compatible avec l'article 3.1 parce qu'elle reposait sur un établissement correct des faits pertinents, une évaluation impartiale et objective de ces faits et des éléments de preuve positifs

308. Les États-Unis reconnaissent que l'établissement des faits par une autorité dans le cadre d'un réexamen à l'extinction doit être "correct", que l'évaluation de ces faits doit être "impartiale et objective"[318], et que la détermination de la question de savoir s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira si le droit est supprimé devrait reposer sur des éléments de preuve positifs.[319]

309. L'Argentine fait valoir que l'ITC n'a pas effectué un "examen objectif" fondé sur des "éléments de preuve positifs" conformément à l'article 3.1. Comme il vient d'être expliqué, l'article 3.1 ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction. Toutefois, la détermination établie par l'ITC à l'issue du réexamen à l'extinction reposait sur un établissement correct des faits pertinents et sur une évaluation impartiale et objective de ces faits, et était fondée sur des éléments de preuve positifs, de sorte qu'elle satisfait effectivement aux prescriptions de l'article 3.1, si cette disposition était applicable.

310. L'Organe d'appel a expliqué qu'un examen objectif est un examen qui est fait "de manière impartiale, sans favoriser au cours de l'enquête les intérêts d'aucune partie intéressée ou d'aucun groupe de parties intéressées"[320], et que les "éléments de preuve positifs" se rapportent à la "qualité des éléments de preuve", ceux-ci devant être "de caractère affirmatif, objectif et vérifiable, et [devant] être crédibles".[321] Comme il en sera question ci-dessous, l'ITC a soigneusement examiné toute une gamme de facteurs et d'éléments de preuve relatifs au volume probable, à l'effet probable sur les prix et à l'incidence probable des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale. L'Argentine n'a pas démontré que la détermination de l'ITC favorisait une quelconque partie intéressée, ou que la qualité des éléments de preuve examinés était compromise d'une quelconque façon.[322]

---

[316] Première communication de l'Argentine, paragraphes 235 et 239.

[317] Première communication de l'Argentine, paragraphes 234 et 237, analysant l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*.

[318] Accord antidumping, article 17.6 i).

[319] *États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 7.177.

[320] *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 193; *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 132.

[321] *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 192; *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 132.

[322] D'ailleurs, l'ITC a fait une détermination négative de la probabilité en ce qui concerne les tiges de forage, ce qui a donné lieu à l'abrogation partielle de l'ordonnance en matière de droits antidumping visant les OCTG en provenance d'Argentine.

311. D'ailleurs, les arguments que les sociétés interrogées de l'Argentine ont présentés à l'ITC dans le cadre de la procédure de réexamen à l'extinction ne faisaient pas intervenir des allégations de partialité ou de faiblesse dans la qualité des éléments de preuve existants. Le fait que l'ITC peut avoir attribué aux éléments de preuve versés au dossier une importance ou un sens différent de celui que les parties interrogées de l'Argentine auraient souhaité voir donner ne se rapporte pas à la question de savoir si l'ITC a effectué un examen "objectif" fondé sur des éléments de preuve "positifs".[323]

312. Les allégations de l'Argentine concernant le volume probable des importations, l'effet probable sur les prix des importations, et l'incidence négative probable des importations sont examinées tour à tour ci-après.

a) Constatations de l'ITC sur le volume probable des importations

313. L'Argentine conteste la constatation de l'ITC selon laquelle il était probable que le volume des importations de tubes de production et de cuvelage augmenterait considérablement si l'ordonnance était abrogée. Avant d'examiner les arguments spécifiques de l'Argentine, il peut être utile de passer en revue le fondement de la constatation de l'ITC.

314. L'ITC a d'abord réexaminé les constatations concernant le volume des importations qu'elle avait faites dans sa détermination initiale de l'existence d'un dommage. Dans cette détermination, l'ITC avait constaté que le taux d'accroissement du volume des importations visées cumulées avait été beaucoup plus important que l'accroissement global de la consommation entre 1992 et 1994. L'ITC avait également constaté que la part de marché des importations visées, en volume et en valeur, avait considérablement augmenté, ayant pratiquement doublé entre 1992 et 1994, et que la part de marché des producteurs nationaux avait considérablement diminué.

315. L'ITC a noté qu'après l'entrée en vigueur des ordonnances en matière de droits antidumping, les importations visées avaient chuté, mais étaient restées un facteur sur le marché des États-Unis. L'ITC a constaté que le volume des importations et la part de marché des importations visées à ce moment-là étaient de beaucoup inférieurs aux niveaux de l'enquête initiale, mais que les niveaux actuels étaient probablement représentatifs des effets limitatifs des ordonnances.

316. L'ITC a tenu compte des opérations des producteurs étrangers pas seulement en ce qui concerne les tubes de production et de cuvelage, mais en ce qui concerne tous les tubes et tuyaux fabriqués au moyen des mêmes machines et équipements que les tubes de production et de cuvelage.[324] Elle l'a fait parce qu'elle avait constaté que les producteurs de tubes et tuyaux dans les pays visés fabriquaient une gamme d'autres produits tubulaires en plus des OCTG (comme les tuyaux standard, les tuyaux pour canalisation et les tuyaux pour conduite sous pression, les tubes pour usage mécanique, les tubes pour conduite sous pression, et les tubes et tuyaux de structure) avec les mêmes équipements et dans les mêmes installations de production. Ces producteurs pouvaient donc facilement abandonner la production d'autres produits tubulaires pour se tourner vers la production d'OCTG et inversement. L'Argentine ne conteste pas cette constatation. L'ITC a également constaté que parmi tous les produits tubulaires qui pouvaient être fabriqués dans ces installations, les OCTG étaient ceux qui se vendaient le plus cher sur le marché, et les producteurs étaient donc incités à

[323] *Cf. CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 128 (indiquant que, s'agissant de la question de savoir si le Groupe spécial avait fait un réexamen "objectif" et "impartial" conformément à l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping, "il ne suffi[sait] pas que [la partie plaignante] ne soit simplement pas d'accord avec le Groupe spécial pour ce qui est du poids que celui-ci [avait] accordé aux éléments de preuve" et qu'un groupe spécial ne fasse pas erreur en refusant "d'accorder aux éléments de preuve le poids que l'une des parties souhaitait leur voir accorder") (citations internes et notes de bas de page omises).

[324] Rapport de l'ITC, page 17.

fabriquer le plus grand nombre d'OCTG possible par rapport à d'autres produits.[325] Une fois de plus, l'Argentine ne conteste pas cette constatation.

317. L'ITC a constaté qu'il y avait, dans les pays visés, une surcapacité importante permettant d'accroître les exportations de tubes de production et de cuvelage aux États-Unis.

318. En ce qui concerne les producteurs du Japon, l'ITC a noté que, dans les enquête initiales, le volume des importations, la part de marché et la capacité de production de tubes de production et de cuvelage en provenance du Japon étaient les plus importants parmi les pays visés. Pendant l'enquête initiale, les producteurs japonais avaient déclaré une surcapacité. Un seul des quatre producteurs japonais identifiés dans l'enquête initiale avait participé au réexamen à l'extinction. (L'ITC a noté qu'un autre de ces quatre producteurs, Nippon, avait peut-être mis un terme aux activités de son usine d'OCTG.) Le producteur participant, NKK, représentait apparemment un pourcentage moins important de l'ensemble de la production du Japon. L'ITC a noté la capacité déclarée par NKK, et compte tenu du fait que d'autres producteurs japonais avaient choisi de ne pas présenter des données à l'ITC, elle a conclu à l'existence d'une surcapacité importante parmi les autres producteurs du Japon.[326]

319. En ce qui concerne les producteurs de la Corée, l'ITC a pris note de la capacité inutilisée de ces producteurs et en a comparé l'importance à celle de la consommation totale des États-Unis.[327]

320. En ce qui concerne les producteurs situés dans d'autres pays visés (Argentine, Italie et Mexique), l'ITC a reconnu que les "taux … récents d'utilisation de la capacité constitu[aient] un frein potentiellement important à la capacité de ces producteurs visés d'accroître leurs expéditions de tubes de production et de cuvelage aux États-Unis".[328]

321. Malgré les taux apparemment élevés d'utilisation des capacités des producteurs d'Argentine, d'Italie et du Mexique, l'ITC a constaté que ces producteurs, et les producteurs du Japon et de Corée, auraient avantage à consacrer une plus grande partie de leur capacité de production à la fabrication et à l'expédition d'un nombre accru de tubes de production et de cuvelage sur le marché des États-Unis, pour les raisons suivantes.

322. Premièrement, l'ITC a constaté que l'alliance formée par cinq producteurs étrangers et connue sous le nom de Tenaris[329] serait sans doute fortement incitée à accroître sa présence aux États-Unis si les ordonnances étaient abrogées. L'analyse que la Commission a faite de cette question mérite d'être citée intégralement[330]:

> Tenaris est le fournisseur d'OCTG et de services connexes dominant dans toutes les grandes régions de forage pétrolier et gazier du monde, sauf les États-Unis. Tenaris affirme qu'elle est la seule entité capable de répondre aux besoins des compagnies pétrolières et gazières sur une échelle mondiale et qu'elle est à la recherche de contrats d'envergure mondiale avec de telles sociétés. Bon nombre des clients actuels

[325] Rapport de l'ITC, page 16.
[326] Rapport de l'ITC, page 18
[327] Rapport de l'ITC, page 19.
[328] Rapport de l'ITC, page 19.
[329] Les membres de Tenaris sont les suivants: Siderca en Argentine, Dalmine en Italie, TAMSA au Mexique, NKK au Japon et Algoma au Canada. L'ITC a constaté que les sociétés membres de Tenaris agissaient comme une entité, vu la présentation d'une seule soumission pour l'obtention de contrats de fourniture d'OCTG et de services connexes; et que la clientèle de Tenaris était notamment formée d'importantes sociétés multinationales dans le secteur du pétrole et du gaz, dont un bon nombre avaient des opérations aux États-Unis. Rapport de l'ITC, page 16.
[330] Rapport de l'ITC, page 19.

de Tenaris sont des compagnies pétrolières et gazières de dimension mondiale qui ont des activités aux États-Unis.[124] Bien que les sociétés membres de Tenaris cherchent à minimiser l'importance du marché des États-Unis par rapport au reste du monde, elles reconnaissent qu'il s'agit du plus grand marché du monde pour les tubes de production et de cuvelage sans soudure. Vu sa vocation mondiale, Tenaris serait probablement fortement incitée à avoir une présence importante sur le marché des États-Unis, y compris pour répondre à la demande d'OCTG de sa clientèle mondiale sur ce marché.[126]

---

[124] Tenaris fait valoir que les compagnies pétrolières et gazières de dimension mondiale avec lesquelles elle fait des affaires en dehors des États-Unis représentent seulement de 12 à 14 pour cent des installations de forage pétrolier et gazier des États-Unis. Mémoire après audition de TAMSA, pièce n° 3. La branche de production nationale affirme que ces firmes ont une présence beaucoup plus importante aux États-Unis. Mémoire avant audition des producteurs nationaux, page 46. Nous constatons que ces sociétés de dimension mondiale ont une présence importante aux États-Unis quelle que soit l'estimation utilisée.

[126] Comme il vient d'être mentionné, nous ne constatons pas que le fait que Tenaris préfère vendre directement à des utilisateurs finals par opposition à des distributeurs limitera probablement de manière importante sa participation sur le marché des États-Unis.

323. La deuxième raison pour laquelle l'ITC a constaté que les producteurs visés seraient incités à consacrer une plus grande partie de leurs capacités à l'expédition de tubes de production et de cuvelage sur le marché des États-Unis tient au fait que les tubes de production et de cuvelage figuraient parmi les tubes et tuyaux dont la valeur était la plus élevée, ce qui donnait des marges bénéficiaires parmi les plus élevées.[331] Le troisième facteur (qui se rapporte au deuxième) sur lequel l'ITC s'est fondée se rapporte au fait que les prix des tubes de production et de cuvelage sur le marché mondial étaient sensiblement moins élevés que les prix pratiqués aux États-Unis.[332]

324. Quatrièmement, l'ITC a constaté que les producteurs des pays visés se heurtaient aussi à des obstacles à l'importation dans d'autres pays, ou relativement à des produits connexes. L'ITC a noté: i) que les producteurs de l'Argentine, du Japon et du Mexique étaient visés par des ordonnances en matière de droits antidumping aux États-Unis concernant les tuyaux standard, les tuyaux pour canalisation et les tuyaux pour conduite sous pression sans soudure (qui sont fabriqués dans les mêmes installations de production que les OCTG); ii) que les producteurs de la Corée étaient assujettis à des contingents d'importation visant les tuyaux de canalisation soudés expédiés aux États-Unis et à des ordonnances en matière de droits antidumping concernant les tubes et tuyaux soudés en aciers non alliés, de section circulaire; et iii) que le Canada avait imposé un droit antidumping de 67 pour cent sur les tubes de cuvelage en provenance de Corée.[333]

325. La cinquième raison pour laquelle l'ITC a constaté que les producteurs visés seraient incités à consacrer une plus grande partie de leur capacité à l'expédition de tubes de production et de cuvelage sur le marché des États-Unis tient au fait que les branches de production dans au moins une partie des pays visés étaient très tributaires des exportations. L'ITC a noté que le Japon et la Corée en particulier avaient de très petits marchés intérieurs et dépendaient presque exclusivement des exportations.[334]

---

[331] Rapport de l'ITC, page 19.
[332] Rapport de l'ITC, pages 19 et 20.
[333] Rapport de l'ITC, page 20.
[334] Rapport de l'ITC, page 20.

326. L'Argentine fait valoir que l'analyse que l'ITC a faite du volume probable des importations est viciée à trois égards. Aucun des arguments de l'Argentine ne résiste à un examen approfondi.

327. Premièrement, l'Argentine fait valoir qu'il n'y avait pas d'éléments de preuve indiquant que Tenaris pouvait réorienter vers les États-Unis une production qui faisait l'objet d'engagements dans le cadre de contrats existants.[335] Toutefois, le dossier du réexamen à l'extinction visant les OCTG corrobore clairement la constatation de l'ITC. Tout d'abord, l'ITC a constaté – ce que l'Argentine ne conteste pas – que "Tenaris [était] le fournisseur d'OCTG et de services connexes dominant dans toutes les grandes régions de forage pétrolier et gazier du monde, sauf les États-Unis".[336] Comme il s'agissait du seul marché qui n'était pas déjà dominé par Tenaris, les États-Unis représentaient la meilleure possibilité de croissance pour les producteurs membres de Tenaris. Étant donné que les États-Unis étaient de loin le principal marché pour les OCTG[337], Tenaris était fortement incitée à accroître sa part du marché des États-Unis.[338]

328. Les contrats en vigueur entre Tenaris et ses clients étayaient aussi cette conclusion. Tenaris s'est décrite comme la seule entité capable de desservir les compagnies pétrolières et gazières sur une échelle mondiale et a affirmé qu'elle était à la recherche de contrats dans le monde entier avec de telles sociétés.[339] De fait, les producteurs membres de Tenaris avaient déjà passé des contrats avec des compagnies pétrolières et gazières mondiales qui englobaient toutes les opérations à l'extérieur des États-Unis.[340] Le propre désir de Tenaris de passer des contrats dans le monde entier avec ses clients actuels – ce qui ne pouvait être fait qu'au moyen de contrats visant le plus important marché d'OCTG du monde – constituait une incitation très forte à accroître les expéditions aux États-Unis.[341] Même si l'Argentine allègue que la capacité des producteurs visés d'accroître leurs expéditions était limitée par des contrats, bon nombre de ces contrats avaient été conclus avec les utilisateurs finals mêmes qui étaient les plus désireux de voir les importations visées entrer sur le marché des États-Unis.[342] En fait, les témoignages entendus à l'audition indiquaient que les clients qui achetaient

---

[335] Première communication de l'Argentine, paragraphe 244.

[336] Rapport de l'ITC, page 19 (pas de soulignement dans l'original).

[337] *Id.* L'administrateur de l'un des principaux distributeurs d'OCTG aux États-Unis a dit dans son témoignage à l'audition de l'ITC: "Les États-Unis représentent la moitié du marché mondial pour les OCTG et je peux vous assurer qu'aucun de ces producteurs n'ignore ce fait." Transcription de l'audition de la Commission du commerce international des États-Unis (8 mai 2001) ("Transcription d'audition"), page 55 (M. Stewart, Hunting Vision) (pièce n° 20 des États-Unis).

[338] Le Président-Directeur général de l'un des plus importants distributeurs mondiaux d'OCTG a dit à l'audition de l'ITC: "Je sais que [Tenaris] avait fait des pressions pour faire davantage d'affaires en Amérique du Nord et est particulièrement désireuse de percer en Alaska. Il est tout simplement inimaginable que [Tenaris] ou les autres sociétés visées restent en dehors des États-Unis, pays qui achète autant d'OCTG que tous les autres pays réunis et qui pratique les prix les plus élevés." Transcription d'audition, page 56 (M. Chaddick, Sooner, Inc.) (pièce n° 20 des États-Unis).

[339] Rapport de l'ITC, page 19.

[340] Le Président-Directeur général de l'un des plus importants distributeurs d'OCTG aux États-Unis a dit dans son témoignage à l'audition de l'ITC: "Bon nombre des utilisateurs finals ont déjà passé des marchés à un seul fournisseur pour l'approvisionnement international et souhaitent ardemment que ces arrangements s'étendent aux États-Unis." Transcription d'audition, page 59 (M. Ketchum, Red Man Pipe and Supply) (pièce n° 20 des États-Unis).

[341] L'administrateur de l'un des principaux distributeurs d'OCTG aux États-Unis a dit dans son témoignage à l'audition de l'ITC: "[Les sociétés membres de Tenaris] se positionnent déjà pour agir en tant que fournisseurs mondiaux auprès des principaux utilisateurs finals, et elles savent que c'est tout simplement impossible de le faire quand on n'est pas présent sur ce marché." Transcription d'audition, page 55 (M. Stewart, Hunting Vision) (pièce n° 20 des États-Unis).

[342] Cet administrateur a déclaré dans son témoignage que "[l]a plupart des grands utilisateurs finals font déjà des achats auprès de ces producteurs visés sur le plan international et les utilisateurs finals sont inébranlables dans leur désir de voir les OCTG extrêmement peu coûteux qu'ils se procurent sur le marché international offerts sur le marché des États-Unis". *Id.* (pièce n° 20 des États-Unis).

déjà des OCTG fabriqués par les producteurs visés importeraient immédiatement le produit visé si les ordonnances étaient abrogées.[343]

329. Ce qui est peut-être le plus important, c'est que le dossier du réexamen effectué par l'ITC montrait que "les prix des tubes de production et de cuvelage pratiqués sur le marché mondial (étaient) nettement inférieurs aux prix pratiqués aux États-Unis".[344] En effet, un grand distributeur a déclaré dans sa disposition que Tenaris "pouvait vendre beaucoup moins cher que le prix courant pratiqué aux États-Unis et obtenir quand même des gains plus importants que ceux qui provenaient de ses ventes internationales".[345] L'écart de prix représente une incitation très puissante non seulement à augmenter les expéditions aux États-Unis, mais encore à abandonner les ventes sur d'autres marchés pour répondre à la demande de clients aux États-Unis.

330. Deuxièmement, l'Argentine fait valoir que l'ITC n'avait pu indiquer qu'un seul obstacle commercial sur les marchés des pays tiers, à savoir le droit antidumping de 67 pour cent auquel le Canada avait assujetti les importations en provenance de Corée.[346] L'Argentine semble négliger le fait que l'ITC a examiné les obstacles à l'importation auxquels les producteurs de tubes de production et de cuvelage se heurtaient dans d'autres pays et relativement à des produits connexes (produits vendus moins cher qui étaient fabriqués dans les mêmes installations que les tubes de production et de cuvelage) aux États-Unis. Comme il a été expliqué en détail ci-dessus, l'ITC a tenu compte du fait que les producteurs d'OCTG dans quatre des cinq pays visés par le réexamen à l'extinction en cause (Argentine, Japon, Corée et Mexique) se heurtaient à des restrictions à l'importation aux États-Unis relativement à une gamme d'autres tubes et tuyaux.[347] Il y avait manifestement de nombreux "éléments de preuve positifs" indiquant que l'existence d'obstacles à l'importation tendait à corroborer la conclusion qu'il était probable que davantage d'exportations entreraient aux États-Unis.

331. Troisièmement, l'Argentine conteste la constatation de l'ITC que les producteurs étrangers avaient avantage à exporter des tubes de production et de cuvelage aux États-Unis parce que les prix pratiqués y étaient nettement supérieurs aux prix pratiqués sur d'autres marchés. Plus précisément, l'Argentine soutient que la constatation relative à un écart de prix faite par l'ITC reposait sur "des informations invérifiables provenant de son audition et non pas sur une enquête indépendante".[348] Cette affirmation dénature complètement l'analyse que l'ITC a faite de cette question. En réalité, les "informations invérifiables" en question étaient des déclarations sous serment faites par quelques-uns des principaux distributeurs d'OCTG du monde.[349] (Les témoins qui font des dépositions à des auditions de l'ITC dans le cadre de réexamens à l'extinction doivent en garantir la véracité sous serment et sont passibles de poursuites pénales en cas de parjure.) De plus, l'ITC a expressément affirmé qu'elle avait tenu compte des arguments des producteurs étrangers selon lesquels ces

[343] Le Président-Directeur général de l'un des principaux distributeurs d'OCTG aux États-Unis a dit dans son témoignage à l'audition de l'ITC: "J'ai récemment parlé avec un important utilisateur final qui m'a dit qu'il pouvait obtenir un prix beaucoup plus bas de son fournisseur international et il se trouve qu'il s'agissait de l'un des producteurs étrangers visés par les ordonnances en cause. Il a aussi dit que si ces ordonnances étaient abrogées, il s'approvisionnerait immédiatement auprès de ce même producteur étranger." Transcription d'audition, page 58 (M. Ketchum, Red Man Pipe and Supply) (pièce n° 20 des États-Unis).

[344] Rapport de l'ITC, page 19 (non souligné dans l'original).

[345] P.V. d'audition, page 56 (M. Chaddick) (pièce n° 20 des États-Unis).

[346] Première communication de l'Argentine, paragraphe 245.

[347] Rapport de l'ITC, page 20.

[348] Première communication de l'Argentine, paragraphe 246.

[349] *Voir, par exemple*, transcription d'audition, page 54 (M. Stewart) ("Les prix internationaux sont nettement inférieurs à ceux qui sont pratiqués aux États-Unis; dans la plupart des cas, de 20 à 25 pour cent inférieurs.") (pièce n° 20 des États-Unis); *id.*, page 56 (M. Chaddick) ("Les prix pratiqués par [Tenaris] sur les [marchés] internationaux sont inférieurs dans une proportion d'au moins 40 pour cent aux prix pratiqués aux États-Unis.").

différences de prix étaient exagérées – mais que ces arguments ne l'avaient pas convaincue.[350] En résumé, les éléments de preuve montrent que l'ITC a bien mené une enquête indépendante sur cette question en examinant les éléments de preuve pertinents présentés par les deux parties – et que ces éléments de preuve démontraient l'existence d'un écart de prix important entre les États-Unis et le reste du monde.

332. Pris ensemble, les éléments de preuve concernant l'évolution du volume des importations dans l'enquête initiale, l'importance du marché des États-Unis, le désir de Tenaris de décrocher des contrats de dimension mondiale, le désir de ses utilisateurs finals d'acheter des importations sur ce marché, les éléments de preuve de l'existence d'obstacles à l'importation visant les OCTG et des produits connexes, et l'écart de prix entre les marchés mondiaux et les États-Unis appuient vigoureusement la constatation de l'ITC selon laquelle les producteurs visés étaient fortement incités à pénétrer ce marché et selon laquelle il était probable que le volume des importations visées augmenterait. Les arguments contraires de l'Argentine sont sans fondement.

b) Constatations de l'ITC sur les effets probables des importations sur les prix

333. L'Argentine conteste la constatation de l'ITC qu'il était probable que l'abrogation des ordonnances aurait des effets négatifs sur les prix.[351] Avant de passer aux arguments précis de l'Argentine, il peut être utile d'examiner le fondement de la constatation de l'ITC.

334. L'ITC a déterminé qu'"en l'absence des ordonnances, il est probable que les tubes de production et de cuvelage en provenance d'Argentine, d'Italie, du Japon, de Corée et du Mexique se feraient concurrence sur la base du prix pour obtenir une part de marché additionnelle".[352] L'ITC a également déterminé qu'"il était probable qu'une telle concurrence fondée sur les prix entre les importations visées aurait pour effet de déprimer les prix du produit national similaire ou d'empêcher des hausses de prix".[353] Ces conclusions reposaient sur un certain nombre de constatations, notamment:

- le volume important probable des importations;
- le degré élevé de substituabilité entre les importations visées et le produit similaire d'origine nationale;
- l'importance du prix dans les décisions d'achat;
- la volatilité de la demande aux États-Unis;
- la vente des importations visées à des prix inférieurs dans les enquêtes initiales et pendant la période actuelle de réexamen.[354]

335. L'Argentine n'a pas sérieusement contesté ces constatations. Comme il a été démontré plus haut, les affirmations concernant le volume probable des importations sont sans fondement. Elle n'a même pas contesté les constatations de l'ITC sur la substituabilité. Ses autres arguments sont sans fondement et devraient être rejetés.

336. En ce qui concerne l'importance des prix dans les décisions d'achat, l'Argentine affirme que "[l]es prix sont un facteur important, mais pas déterminant, pour les acheteurs".[355] Toutefois, l'ITC n'a

[350] Rapport de l'ITC, page 20. Comme il a été indiqué plus haut, le critère des "éléments de preuve positifs" n'empêche pas l'existence d'éléments de preuve qui contredisent la conclusion d'une autorité chargée de l'enquête. Si tel était le cas, le critère d'examen applicable aux groupes spéciaux qui est énoncé à l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping serait superflu.

[351] Première communication de l'Argentine, paragraphes 247 à 251.

[352] Rapport de l'ITC, page 21.

[353] *Id.*

[354] *Id.*

[355] Première communication de l'Argentine, paragraphe 250.

jamais constaté que le prix fût un facteur "déterminant"; elle était simplement d'avis que "le prix [était] un facteur très important dans les décisions d'achat".[356] Comme l'Argentine reconnaît que le prix est un facteur "important", il semble qu'elle n'ait aucune raison de se plaindre de cette constatation. Quoi qu'il en soit, il ressortait clairement du dossier que les acheteurs avaient identifié le "prix" comme le facteur le plus important dans les décisions d'achat et ce, beaucoup plus souvent que n'importe quel autre facteur, sauf la "qualité", et que le prix dépassait de beaucoup la qualité pour les acheteurs les ayant classés aux deuxième et troisième rangs d'importance.[357] En outre, comme toutes les parties étaient convenues que les tubes de production et de cuvelage visés et le produit national similaire étaient interchangeables[358], et que les clients accepteraient n'importe quel produit de qualité supérieure homologué par l'API, quelle qu'en soit l'origine[359], le dossier démontre que la qualité était un facteur moins important dans les décisions d'achat, ce qui donnait plus d'importance au prix. Ces faits appuient clairement la constatation de l'ITC concernant l'importance du prix.

337. Sur la volatilité de la demande, l'Argentine affirme que l'ITC n'a pas expliqué pourquoi ce facteur était important et n'a cité aucun élément de preuve indiquant que la demande d'OCTG avait été anormalement volatile pendant la période examinée.[360] Ces arguments sont inutiles. Certaines prévisions montraient que la demande d'OCTG resterait probablement forte dans l'avenir proche.[361] Cependant, toutes les prévisions sont, par nature, imprécises, et celles-ci sont naturellement suspectes vu la volatilité des forces agissant sur l'offre et la demande dans le secteur du pétrole et du gaz à l'échelle mondiale.[362] Par conséquent, comme elle considérait l'effet probable de l'abrogation de ces ordonnances, l'ITC ne pouvait pas supposer que la vigueur de la demande mettrait les producteurs nationaux totalement à l'abri des effets négatifs des importations visées sur les prix.[363]

338. Sur les importations vendues à des prix inférieurs, l'Argentine se plaint uniquement de l'analyse par l'ITC des ventes à des prix inférieurs pendant la période considérée dans le réexamen.[364] Mais l'ITC a elle-même accordé peu d'importance à ce point, puisqu'elle a reconnu que les ordonnances avaient donné lieu à une diminution importante du volume des importations visées.[365] Ce qui était beaucoup plus important pour l'ITC – et que l'Argentine passe totalement sous silence dans sa communication -, c'est le fait que la vente des importations visées à des prix inférieurs pendant les enquêtes initiales avait fait baisser les prix pratiqués aux États-Unis.[366] Ces éléments de preuve, que l'Argentine n'a pas réfutés ni même contestés, appuient fermement la constatation de l'ITC sur les effets sur les prix, car ils montrent l'effet des importations visées sur les prix pratiqués aux États-Unis en l'absence d'ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs.

339. Enfin, l'Argentine soutient que l'ITC n'a pas reconnu que les prix intérieurs avaient augmenté à la fin de la période examinée, et qu'il est "tout à fait illogique" de conclure que, lorsque les prix augmentent, les importations entreront à des prix inférieurs et causeront un dommage.[367] Ces allégations sont réfutées par le dossier du réexamen de l'ITC. Premièrement, l'ITC a effectivement reconnu que les prix intérieurs avaient augmenté à la fin de la période considérée – même s'ils étaient

[356] Rapport de l'ITC, page 21.
[357] Rapport de l'ITC, page II-17.
[358] Rapport de l'ITC, page 12.
[359] Rapport de l'ITC, page 12.
[360] Première communication de l'Argentine, paragraphe 249.
[361] Rapport de l'ITC, page 15.
[362] Rapport de l'ITC, page 15.
[363] Il convient également de noter que l'ITC n'avait pas besoin de démontrer que le marché des OCTG avait été "anormalement volatile"; l'ITC a précisé dans son analyse de ce point que le marché des OCTG est toujours volatile. *Id.*
[364] Première communication de l'Argentine, paragraphe 249.
[365] Rapport de l'ITC, page 21.
[366] Rapport de l'ITC, pages 20 et 21.
[367] Première communication de l'Argentine, paragraphe 249.

restés à des niveaux inférieurs à ceux de 1998.[368] Deuxièmement, les éléments de preuve issus de l'enquête initiale appuient fermement la constatation que les importations peuvent faire baisser les prix intérieurs même en période de forte demande.[369] Par conséquent, il était tout à fait logique pour l'ITC de conclure que, quels que puissent être les prix actuels, les importations feraient baisser les prix ou empêcheraient des hausses de prix du produit similaire d'origine nationale si les ordonnances étaient abrogées.

340. En conclusion, les critiques formulées par l'Argentine au sujet des constatations de l'ITC concernant les effets sur les prix sont sans fondement. À supposer, pour les besoins de l'argumentation, que l'article 3.1 s'applique aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3, les constatations de l'ITC sur ce point devraient être jugées compatibles avec les prescriptions de l'article 3.1.

c) Constatations de l'ITC sur l'incidence probable des importations

341. L'Argentine conteste la constatation de l'ITC que l'abrogation des ordonnances aurait probablement une incidence négative sur la branche de production nationale.[370]

342. L'ITC a constaté que la situation de la branche de production nationale s'était améliorée après l'imposition des ordonnances en matière de droits antidumping et qu'elle était alors "positive".[371] Toutefois, l'ITC a constaté que l'abrogation des ordonnances donnerait probablement lieu à une forte augmentation du volume des importations visées, qui seraient probablement vendues à des prix inférieurs à ceux du produit similaire d'origine nationale et qui auraient probablement pour effet de déprimer les prix ou d'empêcher des hausses de prix, ce qui aurait une incidence négative importante sur la branche de production nationale. L'ITC a noté que, dans l'enquête initiale, une forte hausse de la demande n'avait pas empêché les importations visées de prendre une part de marché et d'avoir des effets négatifs sur les prix.

343. L'Argentine fait essentiellement valoir que les constatations de l'ITC concernant l'incidence probable des importations sur la branche de production nationale sont viciées en raison des faiblesses alléguées des constatations au sujet du volume probable des importations et leurs effets probables sur les prix, sur lesquels repose la constatation de l'ITC relative à l'incidence des importations. Les arguments de l'Argentine concernant le volume et les effets sur les prix sont sans fondement, pour les raisons qui ont été exposées plus haut, et les allégations qu'elle formule au sujet de la constatation relative à l'incidence négative devraient être rejetées pour les mêmes raisons.

---

[368] Rapport de l'ITC, page 21 ("Les prix intérieurs de la plupart des produits ont atteint un sommet en 1998, ont notablement baissé en 1999, puis ont remonté en 2000.").

[369] *Id.*, page 22 ("[D]ans les enquêtes initiales, les importations visées avaient pris une part de marché et causé des effets sur les prix malgré un accroissement important de la consommation apparente en 1993 et 1994, par rapport à 1992.").

[370] Première communication de l'Argentine, paragraphes 252 à 254.

[371] Rapport de l'ITC, page 22. L'énumération par l'Argentine des éléments de preuve que l'ITC a examinés pour parvenir à cette conclusion est quelque peu sélective et ne fait pas ressortir l'extrême volatilité de la performance de la branche de production nationale sur la période examinée par l'ITC. Par exemple, l'ITC a noté que les expéditions des producteurs nationaux avaient fluctué considérablement pendant la période de réexamen, passant de 1 410 088 tonnes en 1998 à 1 055 770 tonnes en 1999, puis 2 005 644 tonnes en 2000. Rapport de l'ITC, page 22. Les résultats financiers étaient tout aussi instables: de 1995 à 1997, le revenu d'exploitation est passé d'une perte de 0,6 million de dollars à un profit de 174 millions de dollars avant de tomber à une perte de 129 millions de dollars en 1999, puis de remonter à un profit de 130 millions de dollars en 2000. *Id.* Vu cette instabilité de la performance de la branche de production nationale, il est inexact de parler de "tendances positives", comme le fait l'Argentine. Première communication de l'Argentine, paragraphe 254.

I. LES DÉTERMINATIONS ÉTABLIES PAR L'ITC À L'ISSUE DU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION VISANT LES OCTG EN PROVENANCE D'ARGENTINE NE SONT PAS INCOMPATIBLES AVEC L'ARTICLE 3.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

344. L'Argentine allègue que l'ITC a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.4 de l'Accord antidumping en n'évaluant pas tous les facteurs économiques qui y sont énumérés dans la détermination qu'elle a établie à l'issue du réexamen à l'extinction visant les OCTG.[372] L'article 3.4 est ainsi conçu:

> L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, y compris les suivants: diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, de la productivité, du retour sur investissement, ou de l'utilisation des capacités; facteurs qui influent sur les prix intérieurs; importance de la marge de dumping; effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement. Cette liste n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante.
>
> (non souligné dans l'original)

345. Comme il a été expliqué plus haut, les dispositions de l'article 3 ne régissent pas les réexamens à l'extinction. Par conséquent, la détermination établie par l'ITC à l'issue du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine ne peut pas être jugée incompatible avec l'article 3.4.

346. Outre les raisons exposées ci-dessus à propos de l'article 3 en général, il y a à l'article 3.4 d'autres indications textuelles des raisons pour lesquelles cette disposition n'est précisément pas applicable aux réexamens à l'extinction. Il se peut qu'il n'y ait pas d'"importations faisant l'objet d'un dumping" au moment d'un réexamen à l'extinction et, partant, qu'il n'y ait pas d'"incidence" à examiner pour l'autorité chargée de l'enquête. Il se peut aussi qu'il n'y ait pas de diminutions "effective[s] et potentielle[s]" manifestes ou qui ressortent des renseignements dont l'autorité chargée de l'enquête dispose au moment du réexamen à l'extinction, en raison de l'absence d'importations. En résumé, les obligations exposées à l'article 3.4 ne peuvent pas, dans la pratique, être appliquées à tous les réexamens à l'extinction et ne pourraient certainement pas être appliquées aux réexamens à l'extinction de la même manière systématique et exhaustive que celle qui a été exigée dans les enquêtes antidumping initiales.

347. Toutefois, les États-Unis notent que le rapport établi par les services de l'ITC dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG, qui est annexé à la détermination publiée de l'ITC et que l'ITC a adopté[373], présentait des renseignements détaillés sur chacun des facteurs mentionnés à l'article 3.4, comme suit:

---

[372] Première communication de l'Argentine, paragraphes 255 à 266.
[373] P.V. de la réunion de l'ITC tenue le 15 juin 2001, page 5 (pièce n° 21 des États-Unis).

Facteur (* indique que l'ITC a examiné ce facteur spécifiquement)	**Localisation dans le rapport de l'ITC**
Diminutions (effectives ou potentielles) des facteurs suivants:	
Ventes*	p. III-6, Tableau III-9
Bénéfices*	p. III-6, Tableau III-9
Production*	p. III-1, Tableau III-1
Part de marché*	p. IV-3, Tableau IV-1
Productivité	p. III-4, Tableau III-7
Retour sur investissement	p. III-6, Tableau III-9
Utilisation des capacités*	p. III-1, Tableau III-1
Facteurs qui influent sur les prix intérieurs	Partie V
Marge de dumping	p. V-1
Effets négatifs, effectifs ou potentiels, sur les facteurs suivants:	
Flux de liquidités	p. III-6, Tableau III-9
Stocks	p. III-4, Tableau III-5
Emploi	p. III-4, Tableau III-7
Salaires	p. III-4, Tableau III-7
Croissance	p. III-6, Tableau III-9
Capacité de se procurer des capitaux ou investissement*	p. III-13, Tableau III-32

J. LA DÉTERMINATION ÉTABLIE PAR L'ITC À L'ISSUE DU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION VISANT LES OCTG EN PROVENANCE D'ARGENTINE N'EST PAS INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 3.5 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

348. L'Argentine fait valoir que l'ITC a manqué à l'obligation énoncée à l'article 3.5 d'analyser tout lien de causalité entre les importations visées et le dommage causé à la branche de production nationale et n'a pas "dissocié ni distingué les effets potentiellement dommageables d'autres facteurs causals des effets potentiels des importations faisant l'objet d'un dumping".[374]

349. L'article 3.5 est ainsi conçu:

> Il devra être démontré que les importations faisant l'objet d'un dumping causent, par les effets du dumping, tels qu'ils sont définis aux paragraphes 2 et 4, un dommage au sens du présent accord. La démonstration d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale se fondera sur l'examen de tous les éléments de preuve pertinents dont disposent les autorités. Celles-ci examineront aussi tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale, et les dommages causés par ces autres facteurs ne devront pas être imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping. Les facteurs qui pourront être pertinents à cet égard comprennent, entre autres, le volume et les prix des importations non vendues à des prix de dumping, la contraction de la demande ou les modifications de la configuration de la consommation, les

[374] Première communication de l'Argentine, paragraphes 267 à 269.

> pratiques commerciales restrictives des producteurs étrangers et nationaux et la concurrence entre ces mêmes producteurs, l'évolution des techniques, ainsi que les résultats à l'exportation et la productivité de la branche de production nationale.
>
> (non souligné dans l'original)

350. Comme il a été expliqué plus haut, les dispositions de l'article 3 ne sont pas applicables aux réexamens à l'extinction. Outre les raisons exposées ci-dessus, il y a à l'article 3.5 d'autres indications textuelles des raisons précises pour lesquelles cette disposition ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction.

351. Premièrement, l'article 3.5 vise "les importations faisant l'objet d'un dumping" et parle de ces importations au présent en disant qu'elles "causent … un dommage". Or, dans un réexamen à l'extinction, il se peut qu'il n'y ait pas d'importations faisant l'objet d'un dumping. Par suite de l'ordonnance, ces importations peuvent avoir diminué ou complètement disparu du marché ou, si elles sont restées présentes sur le marché, valoir plus cher que pendant l'enquête initiale, lorsqu'elles entraient sur le marché sans être gênées par des droits additionnels.

352. Deuxièmement, l'article 3.5 fait référence à un "dommage" existant et décrit un lien de causalité existant entre les importations faisant l'objet d'un dumping et ce dommage. Or, dans un réexamen à l'extinction, lorsqu'une ordonnance antidumping est en vigueur, il se peut qu'il n'y ait pas de dommage actuel ni de lien de causalité; à vrai dire, le contraire serait surprenant, vu l'effet correctif d'une ordonnance en matière de droits antidumping. C'est implicite dans la référence qui est faite au "dommage (qui) subsister(a) ou se reproduir(a)" dans le texte de l'article 11.3.

353. Troisièmement, l'article 3.5 fait référence aux "facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale". (non souligné dans l'original) Dans un réexamen à l'extinction, où l'accent est mis sur l'évaluation de l'effet probable des importations à la suppression du droit (c'est-à-dire à un certain moment dans l'avenir), les autres facteurs "qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale", ne seront pas "connus" de l'autorité chargée de l'enquête.

354. En résumé, il ressort clairement du texte de l'article 3.5 que les obligations qui y sont énoncées ne s'appliquent pas aux réexamens à l'extinction.

355. Par ailleurs, les États-Unis notent que même si l'article 3.5 était applicable, l'Argentine n'a pas identifié les "autres facteurs causals" dont l'ITC aurait dû tenir compte. L'Argentine affirme que celle-ci n'a pas tenu compte d'"autres caractéristiques du marché (par exemple les changements attendus du côté de la demande)" dans la partie de la détermination qui porte sur l'incidence probable de l'abrogation sur la branche de production nationale.[375] L'ITC a énoncé un certain nombre de conditions de concurrence qui éclairaient l'analyse qu'elle a faite dans le cadre du réexamen à l'extinction.[376] Parmi celles-ci figurait le réexamen des prévisions de la demande future, qui donnait à entendre que la demande demeurerait forte.[377] Évidemment, la vigueur de la demande n'est pas susceptible d'être une "autre cause" de dommage.

[375] Première communication de l'Argentine, paragraphe 269.
[376] Rapport de l'ITC, pages 14 à 16.
[377] Rapport de l'ITC, pages 15 et 16.

K. LE LAPS DE TEMPS DANS LEQUEL IL EST PROBABLE QUE LE DOMMAGE SE REPRODUIRA

1. Les dispositions de la loi des États-Unis concernant le laps de temps dans lequel il est probable que le dommage se reproduira ne sont pas incompatibles avec les articles 11.3 et 3 de l'Accord antidumping

356. L'Argentine allègue que les prescriptions légales des États-Unis qui figurent à l'article 752 a) 1) et 752 a) 5) de la Loi douanière de 1930 modifiée, sont incompatibles "en tant que telles" avec les articles 11.3 et 3 de l'Accord antidumping.[378] Les dispositions de l'article 752 a) 1) et 752 a) 5) ordonnent à l'ITC, dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, de déterminer s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira "dans un laps de temps raisonnablement prévisible" et de "considérer que les effets de l'abrogation ou de la clôture peuvent ne pas être imminents, mais se manifester seulement à plus longue échéance".[379]

357. L'Argentine donne une interprétation erronée de l'article 11.3. Cette disposition ne précise pas le laps de temps à retenir pour un réexamen à l'extinction. Son affirmation selon laquelle les Membres sont tenus d'évaluer la probabilité qu'un dommage se reproduira "au moment de l'abrogation de l'ordonnance"[380] ou "au moment de la suppression de l'ordonnance"[381] n'a aucun fondement dans le texte de l'Accord. L'article 11.3 prescrit simplement qu'il faut déterminer s'il "est probable que le dommage subsister[a] ou se reproduir[a] si le droit est supprimé". Tout au plus, l'expression anglaise "to lead to" de même que le membre de phrase "si le droit est supprimé" indique qu'il n'est pas nécessaire que le dommage se reproduise dans l'immédiat – qu'il n'a pas à survenir "au moment de" l'abrogation de l'ordonnance.

358. En l'absence de toute disposition spécifique à l'article 11.3, les Membres demeurent libres de déterminer en vertu de leurs propres lois et procédures le laps de temps pertinent pour les réexamens à l'extinction. Il est fondamentalement raisonnable pour les États-Unis d'envisager la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira "dans un laps de temps raisonnablement prévisible" et de considérer que les "effets de l'abrogation ou de la clôture peuvent ne pas être imminents, mais se manifester seulement à plus longue échéance". Les travaux préparatoires sur lesquels reposent les dispositions de la Loi des États-Unis donnent à l'ITC des indications sur les facteurs dont elle devrait tenir compte pour décider quel devrait être le laps de temps à retenir dans une affaire donnée.[382]

359. L'Argentine cherche également à faire jouer des dispositions de l'article 3 qui ne s'appliquent pas aux réexamens à l'extinction. Vu leur libellé, les dispositions tant de l'article 3.7 que de l'article 3.8 se rapportent à des déterminations de l'existence d'une menace, pas à des réexamens à l'extinction (même si l'Argentine essaie d'appliquer ces dispositions à toutes les "affaires où intervient un dommage futur").[383]

---

[378] Première communication de l'Argentine, paragraphes 270 à 275. Dans le titre qui précède le paragraphe 270 de sa communication (titre "C") et dans le sommaire de ses allégations (paragraphe 41), l'Argentine affirme que les dispositions législatives des États-Unis sont également incompatibles avec l'article 11.1 de l'Accord antidumping.

[379] 19 USC. §§ 1675a a) 1) et 1675a a) 5) (pièce n° 1 de l'Argentine).

[380] Première communication de l'Argentine, paragraphe 271.

[381] *Id.*, paragraphe 272.

[382] Il est expliqué à la page 887 du SAA que les facteurs dont L'ITC devrait tenir compte comprennent "la fongibilité ou la différenciation dans le produit en question, le niveau de substituabilité entre les produits importés et le produit national, les voies de distribution utilisées, les méthodes de passation de contrats (comme les ventes au comptant ou les contrats à long terme), et les délais de livraison des marchandises, de même que d'autres facteurs qui peuvent se manifester seulement à plus longue échéance, comme l'investissement planifié et le déplacement des installations de production" (pièce n° 11 des États-Unis).

[383] Première communication de l'Argentine, paragraphe 275.

360. En résumé, l'Accord antidumping ne dit rien sur la question du laps de temps pertinent dans lequel il est probable que le dommage se reproduira. Cette question est laissée à la discrétion des Membres, et le critère adopté dans la législation des États-Unis est raisonnable. En tant que tel, il ne peut pas être jugé incompatible avec l'article 11.3 ni aucune disposition de l'article 3 (à supposer pour les besoins du raisonnement que l'article 3 s'applique aux réexamens à l'extinction).

2. L'application faite par l'ITC des dispositions de la Loi concernant le laps de temps dans lequel il est probable que le dommage se reproduira n'était pas incompatible avec les articles 11.3 et 3 de l'Accord antidumping

361. L'Argentine allègue que l'application que l'ITC a faite des prescriptions légales de l'article 752 a) 1) et 752 a) 5) de la Loi douanière de 1930 modifiée, au réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine était incompatible avec les articles 11.3 et 3 de l'Accord antidumping.[384]

362. Comme on l'a vu dans la section IV, cette allégation ne relève pas du mandat du Groupe spécial. Néanmoins, l'allégation de l'Argentine ne repose sur rien quant au fond. Ainsi que nous l'avons expliqué dans la section précédente, du fait que l'article 11.3 ne dit rien sur le laps de temps à retenir pour un réexamen à l'extinction et n'impose aucune obligation à cet égard, il ne peut pas être constaté que l'ITC ait agi d'une manière incompatible avec l'article 11.3 ou 3 en ne précisant pas la période précise qu'elle jugeait pertinente.

L. L'ITC N'A PAS AGI D'UNE MANIÈRE INCOMPATIBLE AVEC UNE QUELCONQUE DISPOSITION DE L'ACCORD ANTIDUMPING EN EFFECTUANT UNE ANALYSE CUMULATIVE DANS LE CADRE DU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION VISANT LES OCTG

1. L'Accord antidumping n'interdit pas le cumul dans les réexamens à l'extinction

363. L'Argentine fait valoir que comme le cumul n'est pas expressément autorisé à l'article 11.3, il est interdit à l'ITC d'effectuer une analyse cumulative dans un réexamen à l'extinction.[385] La position de l'Argentine a pour effet d'inverser complètement les principes élémentaires d'interprétation des traités. L'interprète d'un traité doit interpréter le sens ordinaire des termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but.[386] Par conséquent, c'est du texte de la disposition pertinente qu'une obligation ou un droit résultant de l'Accord sur l'OMC tire son origine.[387] Sans un fondement textuel, les droits des Membres ne peuvent pas être circonscrits.

364. Même si l'interdiction du cumul pouvait être inférée d'une manière ou d'une autre du texte de l'article 11.3, cette interdiction serait illogique et contraire à l'objet et au but généraux de l'Accord antidumping (c'est-à-dire prévoir des mesures correctives pour protéger les branches de production nationales contre un dommage causé par des importations faisant l'objet d'un dumping). L'Organe d'appel a récemment expliqué la raison d'être de la pratique du cumul dans les enquêtes dans son rapport sur l'affaire *CE – Accessoires de tuyauterie*:

---

[384] Première communication de l'Argentine, paragraphes 276 et 277.

[385] Première communication de l'Argentine, paragraphes 278 à 287.

[386] Convention de Vienne sur le droit des traités, article 31 1); États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules, WT/DS2/AB/R, rapport de l'Organe d'appel adopté le 20 mai 1996, section III.B.

[387] *Voir: États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes*, WT/DS58/AB/R, rapport de l'Organe d'appel adopté le 6 novembre 1998, paragraphe 114; *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, rapport de l'Organe d'appel adopté le 1er novembre 1996, section G.

> Une analyse cumulative repose logiquement sur la reconnaissance que la branche de production nationale doit faire face à l'incidence des "importations faisant l'objet d'un dumping" dans leur ensemble et qu'elle peut subir un dommage par suite de l'incidence totale des importations faisant l'objet d'un dumping, même si ces importations sont originaires de divers pays. Si, par exemple, il y a un faible volume ou une diminution des importations faisant l'objet d'un dumping en provenance de certains pays, une analyse exclusivement par pays peut ne pas permettre d'identifier le lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping en provenance de ces pays et le dommage subi par la branche de production nationale. Il peut alors en résulter que, parce que les importations en provenance des pays en question ne pouvaient pas individuellement être identifiées comme causant un dommage, les importations faisant l'objet d'un dumping en provenance de ces pays ne seraient pas soumises à des droits antidumping, même si en fait elles causent un dommage.[388]

365. Vu la reconnaissance du fait que les importations en provenance d'un groupe de pays peuvent cumulativement causer un dommage même si les importations en provenance d'un pays donné de ce groupe ne le font pas, il serait illogique d'exiger que les réexamens à l'extinction soient effectués uniquement par pays. Une telle exigence rendrait possible la suppression des droits antidumping même s'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait si le droit était supprimé.

366. Les arguments formulés par l'Argentine à l'appui de l'affirmation selon laquelle le cumul est interdit dans le cadre des réexamens à l'extinction ne sont pas convaincants. La référence unique dans le texte de l'article 11.3 au "droit" au singulier n'est pas déterminante.[389]

367. L'Argentine allègue que le cumul est incompatible avec "l'objet et le but des dispositions relatives aux réexamens à l'extinction", qui, selon elle, consistent en la suppression des droits antidumping.[390] À titre préliminaire, nous notons que le principe d'interprétation des traités qui est pertinent se rapporte à l'objet et au but *du traité*, et non à des dispositions particulières du traité.[391] Dans la mesure où le but de l'article 11.3 est pertinent, l'Argentine en donne tout simplement une interprétation erronée. Si ce but consistait simplement à annuler des droits antidumping, il ne serait pas nécessaire d'examiner s'il est probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait si le droit était supprimé.

368. L'Argentine cherche à étayer son argument selon lequel le cumul n'est pas permis dans les réexamens à l'extinction en faisant observer qu'il n'y a pas de renvoi explicite au cumul ou à l'article 3.3 dans le contexte de l'article 11.[392] Cet argument est sans fondement. Un renvoi à une obligation est nécessaire lorsque les rédacteurs cherchent à affirmer une obligation plus générale. En revanche, il est inutile de faire un renvoi à un pouvoir à caractère facultatif lorsqu'il existe dans l'Accord un droit dont les limites ne sont pas tracées.

369. La référence par l'Argentine à l'affaire *États-Unis – Acier allemand* et son affirmation que l'Organe d'appel "croit comprendre que l'analyse du dommage, dans un réexamen à l'extinction, ne s'effectue pas sur la base du cumul"[393] ne sont pas du tout convaincantes. L'Organe d'appel n'était pas saisi de la question de savoir si le cumul était autorisé dans le cadre des réexamens à l'extinction. En

---

[388] CE – Accessoires de tuyauterie, paragraphe 116.

[389] Contrairement à ce que l'Argentine affirme au paragraphe 282 de sa première communication, l'article 11.3 ne fait pas référence à "un droit antidumping". De plus, l'article 11.3 n'associe pas un "droit" à une "mesure".

[390] Première communication de l'Argentine, paragraphe 285.

[391] Convention de Vienne sur le droit des traités, article 31 1).

[392] Première communication de l'Argentine, paragraphe 284.

[393] Première communication de l'Argentine, paragraphe 286.

fait, ce différend se rapportait entièrement au rôle joué par le Département dans le cadre des réexamens à l'extinction.

370. Enfin, l'Argentine ne tient pas compte du fait que le cumul dans les enquêtes antidumping était une pratique très répandue parmi les parties contractantes au GATT avant l'adoption de l'article 3.3 au cours du Cycle d'Uruguay, même si le Code antidumping du Tokyo Round était muet sur ce point.[394]

371. En résumé, comme l'article 11.3 est muet sur la question du cumul, il ne devrait pas en être donné une lecture qui introduit une interdiction du cumul dans les réexamens à l'extinction.

2. L'ITC n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 3.3 de l'Accord antidumping parce que cette disposition ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction

372. L'Argentine fait valoir que si les articles 3.3 et 11.3 n'interdisent pas le cumul dans les réexamens à l'extinction, les obligations énoncées à l'article 3.3 s'appliquent de telle sorte que l'analyse cumulative faite par l'ITC dans l'affaire des OCTG en provenance d'Argentine est incompatible avec les termes de cette disposition.[395] Les tentatives de l'Argentine pour donner de l'article 11.3 une lecture qui inclut les prescriptions de l'article 3.3 devraient être rejetées.

373. Comme il a été expliqué plus haut, les dispositions de l'article 3 ne sont pas applicables aux réexamens à l'extinction. De plus, la position de l'Argentine va directement à l'encontre de rapports récents de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel qui interprètent le sens de l'article 3.3.

374. Comme le Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon* l'a conclu, l'article 3.3 de l'Accord antidumping établit certaines conditions préalables pour la conduite d'une analyse cumulative du dommage dans les enquêtes antidumping, mais il ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3.[396] L'article 3.3 dispose que:

> Dans les cas où les importations d'un produit en provenance de plus d'un pays feront simultanément l'objet d'enquêtes antidumping, les autorités chargées des enquêtes ne pourront procéder à une évaluation cumulative des effets de ces importations que si elles déterminent *a)* que la marge de dumping établie en relation avec les importations en provenance de chaque pays est supérieure au niveau *de minimis* au sens du paragraphe 8 de l'article 5 et que le volume des importations en provenance de chaque pays n'est pas négligeable, et *b)* qu'une évaluation cumulative des effets des importations est appropriée à la lumière des conditions de concurrence entre les produits importés et des conditions de concurrence entre les produits importés et le produit national similaire.

375. De par le sens ordinaire du texte de l'article 3.3 – "l'objet d'*enquêtes* antidumping"–, les restrictions applicables au cumul qui y sont imposées ne s'appliquent qu'aux enquêtes.[397] L'article 11 ne renferme aucun renvoi à l'article 3 qui le rendrait applicable aux réexamens au titre de l'article 11. De plus, l'article 3 ne renferme aucun renvoi à l'article 11. L'absence de renvois semblables des

---

[394] *Voir, par exemple*, THE GATT URUGUAY ROUND, A NEGOTIATING HISTORY (1986-1992), (T. Stewart, dir. publ.), pages 1475 à 1478, 1594 et 1598 (pièce n° 22 des États-Unis).

[395] Première communication de l'Argentine, paragraphes 288 à 291.

[396] *États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 7.102.

[397] Voir: *États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphes 7.97 et 7.98.

articles 3 à 11 et réciproquement fournit un appui contextuel à l'idée que la prescription relative au caractère négligeable prévue à l'article 3 ne s'applique pas aux réexamens au titre de l'article 11.[398]

376. La référence qui est faite dans le texte de l'article 3.3 à l'article 5.8 précise pareillement que les prescriptions de l'article 3.3 ne s'appliquent pas aux réexamens au titre de l'article 11. Le texte de l'article 5.8 en limite l'application aux enquêtes antidumping.[399] Comme le Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon* l'affirmait récemment: "Il n'y a … dans l'article 5.8 aucune indication textuelle qui permettrait de penser ou prescrirait que l'obligation inscrite à l'article 5.8 existe aussi dans le cas des réexamens à l'extinction. Il n'y a pas non plus de telle suggestion ou prescription dans les autres dispositions de l'article 5."[400]

377. De plus, il n'y a pas de référence dans le texte de l'article 11.3 à l'article 5 (par opposition à la référence dans le texte de l'article 11 aux articles 6 et 8). Pour infirmer la détermination d'un groupe spécial selon laquelle le seuil *de minimis* applicable aux enquêtes en matière de droits compensateurs s'appliquait aux réexamens à l'extinction, l'Organe d'appel a dit:

> [L]a technique des renvois est fréquemment employée dans l'*Accord SMC* … Ces renvois nous laissent penser que, lorsque l'intention des négociateurs de l'*Accord SMC* était que les disciplines énoncées dans une disposition soient appliquées dans un autre contexte, ils l'ont expressément prévu. Compte tenu des nombreux renvois exprès faits dans l'*Accord SMC*, nous attachons une importance à l'absence de tout lien textuel entre les réexamens au titre de l'article 21.3 et le critère *de minimis* énoncé à l'article 11.9 [de l'Accord SMC].[401]

378. Plus récemment, le Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon* a rejeté l'affirmation du Japon selon laquelle le critère du caractère négligeable prévu à l'article 5.8 s'appliquait aux réexamens au titre de l'article 11.3:

> [Une] interprétation textuelle de l'article 3.3 permet un examen compatible avec notre examen concernant l'application alléguée aux réexamens à l'extinction du critère *de minimis* prévu à l'article 5.8. Ainsi, nous fondant sur l'analyse textuelle de l'article 5 faite pour établir notre constatation selon laquelle le critère *de minimis* prévu à l'article 5.8 n'est pas applicable dans le cadre des réexamens à l'extinction (*supra*, paragraphe 7.70), nous estimons que, de la même manière, le texte de l'article 5 n'étaye pas l'opinion selon laquelle le critère du caractère négligeable prévu à l'article 5.8 est applicable dans le cadre des réexamens à l'extinction.[402]

379. De plus, l'application du critère des importations négligeables prévu à l'article 5.8 ne serait pas réaliste dans le contexte des réexamens à l'extinction. Dans le cadre des réexamens à l'extinction,

---

[398] *Voir: États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphes 7.95 et 7.98; *cf. id.*, paragraphes 7.27, 7.68 et 7.71 (notant que l'absence de renvoi dans le texte de l'article 11 de l'Accord antidumping aux dispositions de l'article 5 indique que les rédacteurs n'entendaient pas que les dispositions de l'article 5 s'appliquent aux réexamens à l'extinction); *États-Unis – Acier allemand*, paragraphes 81 et 105 (notant la même chose au sujet des dispositions parallèles de l'Accord SMC).

[399] Accord antidumping, article 5.8 ("Une demande présentée au titre du paragraphe 1 sera rejetée et une enquête sera close dans les moindres délais dès que les autorités concernées seront convaincues que les éléments de preuve relatifs soit au dumping soit au dommage ne sont pas suffisants pour justifier la poursuite de la procédure. La clôture de l'enquête sera immédiate dans les cas où les autorités détermineront que la marge de dumping est *de minimis* ou que le volume des importations, effectives ou potentielles, faisant l'objet d'un dumping, ou le dommage, est négligeable.") (non souligné dans l'original)

[400] *États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphes 7.70 et 7.103.

[401] *États-Unis – Acier allemand*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 69.

[402] *États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 7.103.

les autorités chargées de l'enquête ont pour tâche de déterminer le volume *probable* des importations pas seulement à un moment quelconque dans l'avenir, mais aussi dans des conditions différentes, à savoir un marché sur lequel il n'y a pas de discipline sous la forme d'une ordonnance antidumping. Des seuils numériques précis convenant à la caractérisation du volume *actuel* des importations dans les enquêtes relatives au dommage actuel, ou à la menace immédiate d'un dommage, ne sont tout simplement pas viables pour celle du volume probable des importations faisant l'objet d'un dumping dans des déterminations de la question de savoir si le dommage subsistera ou se reproduira à l'avenir et dans des conditions différentes. Le caractère prévisionnel des réexamens à l'extinction donne à penser qu'un critère flexible doit s'appliquer au cumul, au lieu du strict critère numérique des importations négligeables qui est appliqué au stade de l'enquête.

380. En résumé, en raison des termes exprès des articles 3.3 et 5.8, de l'absence de renvoi dans le texte de l'article 11.3 aux articles 3.3 ou 5.8, des constatations faites dans de récents rapports de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel et de l'impossibilité d'appliquer un critère numérique strict au volume probable des importations futures, les restrictions relatives au cumul qui figurent aux articles 3.3 et 5.8, dont on pourrait faire valoir qu'elles sont par ailleurs applicables, ne s'appliquent pas aux réexamens à l'extinction.

M. AUCUNE DES "MESURES" INDIQUÉES PAR L'ARGENTINE N'EST INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE VI DU GATT DE 1994, LES ARTICLES 1ER OU 18 DE L'ACCORD ANTIDUMPING OU L'ARTICLE XVI:4 DE L'ACCORD SUR L'OMC

381. Dans la section IX de sa première communication, l'Argentine allègue que les mesures qu'elle mentionne dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial sont incompatibles avec l'article VI du GATT de 1994, les articles 1er et 18.1 et 18.4 de l'Accord antidumping et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.[403] Comme il a été démontré plus haut à la section IV.C.5, ces allégations subordonnées ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial.

382. De plus, ces allégations sont toutes des allégations dépendantes étant donné qu'elles dépendent d'une constatation d'incompatibilité avec une obligation prévue dans une autre disposition de l'Accord antidumping. Comme il a été démontré ci-dessus, puisque aucune des "mesures" mentionnées par l'Argentine – que ce soit dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial ou dans sa première communication – n'est incompatible avec les dispositions de l'Accord antidumping, ces mesures ne sont pas, par définition, incompatibles avec les dispositions sur lesquelles reposent les allégations dépendantes de l'Argentine. Par ailleurs, en ce qui concerne les allégations "en tant que tel" formulées par l'Argentine, on l'a vu, dans la mesure où les "mesures" contestées par l'Argentine ne sont pas du tout des "mesures" ou ne sont pas des mesures "impératives", il ne peut pas y avoir d'infraction à l'article 18.4 de l'Accord antidumping ou à l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

383. Enfin, dans la mesure où des allégations dépendantes de l'Argentine reposent sur des allégations qui, comme il a été démontré à la section IV, ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial, elles doivent être rejetées.

384. L'analyse que fait l'Argentine des allégations dépendantes qu'elle formule soulève toutefois une question de plus, à savoir si certaines déterminations du Département et de l'ITC que l'Argentine désigne comme des "mesures" constituent effectivement des mesures aux fins de l'Accord

[403] Plus précisément, l'Argentine fait référence [a]ux "mesures indiquées … dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, y compris la détermination du Département à l'effet de suivre une procédure accélérée, la détermination à l'extinction établie par le Département, la détermination à l'extinction établie par la Commission, la détermination du Département à l'effet de maintenir l'ordonnance en vigueur et les lois, règlements, principes directeurs et procédures pertinents des États-Unis …". Première communication de l'Argentine, paragraphe 295.

antidumping et du Mémorandum d'accord. Ce que l'Argentine appelle la "Détermination du Département à l'effet de suivre une procédure accélérée" pose tout particulièrement un problème.[404] Au cours des consultations, les États-Unis ont expliqué à l'Argentine leur point de vue selon lequel même si la détermination à l'effet de suivre une procédure accélérée pouvait être contestée suivant la procédure de règlement des différends de l'OMC dans le cadre de la contestation d'une mesure véritable, la détermination elle-même n'était pas une mesure pouvant faire l'objet d'une contestation séparément. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Argentine a insisté pour traiter cette détermination interlocutoire comme une mesure séparée, mais les États-Unis ont précisé leur point de vue sur cette question au moyen de la déclaration suivante à l'ORD[405]:

> Cette détermination à l'effet de suivre une procédure accélérée – que l'Argentine considérait comme étant une "mesure" – n'était, en réalité, rien de plus qu'une décision préliminaire interlocutoire rendue par un fonctionnaire du Département dans le cadre du réexamen à l'extinction de la mesure antidumping visant les produits tubulaires destinés à des produits pétroliers en provenance d'Argentine. En fait, comme cela était indiqué dans la demande présentée par l'Argentine, la soi-disant "mesure" n'était rien de plus qu'un mémorandum interne du Département décidant de mener un réexamen accéléré plutôt qu'un réexamen complet à l'extinction de la mesure. Elle ne différait donc pas de la myriade de types de décisions rendues dans le cadre d'une enquête ou d'un réexamen antidumping, telles qu'une décision de mener ou non une vérification sur place, de proroger le délai pour une détermination préliminaire ou finale, de limiter le nombre d'exportateurs concernés, etc. Des centaines, voire des milliers, de décisions préliminaires distinctes étaient prises dans ce qui devenait, à l'issue du processus, une mesure antidumping. Or, il ressortait clairement du paragraphe 4 de l'article 17 de l'Accord antidumping que seuls certains types précis de mesures pouvaient être portés devant un groupe spécial. Ces mesures ne comprenaient pas les décisions préliminaires. En conséquence, il ne faisait aucun doute que l'Argentine ne pouvait pas contester cette "Détermination à l'effet de suivre une procédure accélérée" comme une mesure à part entière.

385. Les États-Unis continuent de penser que la détermination à l'effet de suivre une procédure accélérée peut être contestée dans le cadre de la contestation d'une véritable mesure antidumping, mais qu'il ne s'agit pas d'une mesure par elle-même. De l'avis des États-Unis, la position contraire garantirait à coup sûr le chaos, vu le nombre considérable de décisions interlocutoires qui doivent être prises au cours d'une procédure antidumping. Par conséquent, dans ses constatations, le Groupe spécial devrait préciser que la détermination à l'effet de suivre une procédure accélérée n'est pas une mesure.

VII. CONCLUSION

386. Sur la base des considérations qui précèdent, les États-Unis ont l'honneur de demander au Groupe spécial de rejeter les allégations de l'Argentine dans leur totalité.

387. En outre, sur la base de ce qui précède, les États-Unis demandent au Groupe spécial de rendre les décisions préliminaires suivantes:

a) Comme la "Page Quatre" de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine n'est pas conforme aux prescriptions de l'article 6:2 du

---

[404] *Voir, par exemple*, la première communication de l'Argentine, sections VII.C.1 et VII.C.4, et paragraphe 295.

[405] WT/DSB/M/147, paragraphe 33 (pièce n° 1 des États-Unis).

Mémorandum d'accord, les allégations formulées à la "Page Quatre" ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial.

b) Comme les dispositions de la section B.1, B.2 et B.3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine ne sont pas conformes aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, les allégations que l'Argentine y formule en ce qui concerne de prétendues incompatibilités avec les articles 3 et 6 de l'Accord antidumping ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial.

c) Comme les questions formulées ci-dessous ne figuraient pas dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine, elles ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial:

i) l'allégation de l'Argentine selon laquelle la pratique du Département en matière de réexamens à l'extinction, en tant que telle et telle qu'elle est appliquée, est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping;

ii) l'allégation de l'Argentine selon laquelle les dispositions 19 USC. §§ 1675 c) et 1675 a) c), le SAA et le *Sunset Policy Bulletin*, pris ensemble, établissent une présomption irréfragable qui est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping;

iii) l'allégation de l'Argentine selon laquelle la pratique du Département en matière de réexamens à l'extinction est incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994;

iv) l'allégation de l'Argentine selon laquelle l'application faite par l'ITC des dispositions 19 USC. §§ 1675a a) 1) et 5) dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine est incompatible avec les articles 11.3 et 3 de l'Accord antidumping;

v) l'allégation de l'Argentine selon laquelle les mesures des États-Unis qu'elle a indiquées sont incompatibles avec l'article VI du GATT de 1994, les articles 1er et 18 de l'Accord antidumping et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

ANNEXE A-3

COMMUNICATION DE L'ARGENTINE SUR LA DEMANDE DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS AU TITRE DE L'ARTICLE 6:2 DU MÉMORANDUM D'ACCORD

4 décembre 2003

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 200
II. L'ARTICLE 6:2 DU MÉMORANDUM D'ACCORD 201
III. LES ALLÉGATIONS VISANT LA "PAGE QUATRE" DE LA DEMANDE DE L'ARGENTINE RELÈVENT DU MANDAT DU GROUPE SPÉCIAL 203
A. LA PLAINTE DES ÉTATS-UNIS 203
B. LA JURISPRUDENCE PERTINENTE DE L'OMC 203
1. Indication des mesures 203
2. Indication du fondement juridique de la plainte 204
a) Allégations ou arguments 204
b) Prescriptions minimales 205
c) Préjudice causé à la partie défenderesse 206
3. Description narrative 208
C. LES MESURES CONTESTÉES ET LE FONDEMENT JURIDIQUE DE LA PLAINTE DE L'ARGENTINE ONT ÉTÉ INDIQUÉS DE MANIÈRE ADÉQUATE 209
1. La demande d'établissement d'un Groupe spécial présentée par l'Argentine doit être lue dans son ensemble 210
2. Une description narrative complète a été fournie, bien qu'elle ne soit pas prescrite 212
3. Les États-Unis n'ont pas subi de préjudice au cours de la procédure du Groupe spécial 212
IV. LES ALLÉGATIONS FORMULÉES PAR L'ARGENTINE AUX PARAGRAPHES 1, 2 ET 3 DE LA SECTION B RELÈVENT DU MANDAT DU GROUPE SPÉCIAL 216
A. LA PLAINTE DES ÉTATS-UNIS 216
B. LA JURISPRUDENCE PERTINENTE DE L'OMC 216
C. LA POSITION DE L'ARGENTINE 217
V. LES "CERTAINES QUESTIONS" MENTIONNÉES PAR LES ÉTATS-UNIS RELÈVENT TOUTES DU MANDAT DU GROUPE SPÉCIAL 221
A. LA PLAINTE DES ÉTATS-UNIS 221
B. LA POSITION DE L'ARGENTINE 221
VI. CONCLUSION 227

I. INTRODUCTION

1. L'Argentine regrette que les États-Unis aient cherché à détourner l'attention du Groupe spécial des questions de fond importantes dont il est saisi en présentant cette inutile demande de décisions préliminaires. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine[1] est détaillée, spécifique et claire et elle est entièrement conforme aux dispositions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

2. Le fait que les États-Unis ont investi un effort aussi considérable dans cette contestation sur une question de forme en dit long sur la solidité de leur cause quant au fond. Dans leur première communication, les États-Unis prétendent que "les arguments de l'Argentine sont très faibles".[2] Si tel était le cas, ils ne se seraient pas étendus aussi longuement – et d'ailleurs en pure perte – sur le mandat du Groupe spécial. Ils cherchent à éliminer certaines des allégations de l'Argentine par des artifices de procédure en vue d'empêcher le Groupe spécial de se prononcer sur le fond. La présente communication démontrera que le recours des États-Unis sur une question de forme est dénué de fondement et que le Groupe spécial devrait se prononcer sur le fond de l'affaire.

3. L'Argentine est par ailleurs surprise que les États-Unis choisissent cette voie, d'autant plus qu'ils ont récemment condamné ce genre de comportement dans l'affaire *Commission canadienne du blé*. Dans cette affaire, ils ont soutenu devant le Groupe spécial ce qui suit:

> Ce que le Canada demande réellement, c'est que le présent Groupe spécial impose aux parties plaignantes une condition nouvelle à remplir: à savoir que la demande d'établissement d'un groupe spécial résume les arguments qui seront présentés dans la première communication. Or, pareille prescription ne figure pas à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Et d'ailleurs, l'Organe d'appel a clairement rejeté cette idée dans l'affaire *CE – Bananes*.
>
> De plus, si elle était adoptée, [cette idée] aboutirait à des batailles de procédure dans toutes les actions, sans exception, introduites sur le fondement du Mémorandum d'accord. Si la demande d'établissement d'un groupe spécial devait résumer les arguments de la partie plaignante, chaque communication ultérieure de cette partie serait exposée au reproche que l'un ou plusieurs de ses arguments, ou de leurs éléments, seraient à ignorer pour avoir été insuffisamment résumés dans la demande d'établissement du groupe spécial. Cette formule n'aboutirait nullement à une plus grande équité ni à de meilleurs rapports. Au contraire, elle ne ferait qu'encourager les exceptions préliminaires et les batailles de procédure.[3]

4. L'Argentine est entièrement d'accord avec les États-Unis pour considérer que les demandes d'établissement de groupes spéciaux n'ont pas à "résumer les arguments qui seront présentés dans la première communication" et elle craint comme eux que pareille formule "n'abouti[sse] nullement à une plus grande équité ni à de meilleurs rapports", mais "ne [fasse] qu'encourager les exceptions préliminaires et les batailles de procédure".

---

[1] Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine, *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolières en provenance d'Argentine*, WT/DS268/2 (3 avril 2003) ("Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine").

[2] Première communication des États-Unis, paragraphe 3.

[3] Déclaration orale des États-Unis à la première réunion du Groupe spécial, *Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés*, WT/DS276 (6 juin 2003), paragraphes 3 et 4. Le texte peut en être consulté sur le site Web du Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales, à l'adresse suivante: www.ustr.gov.

5. L'Argentine demeure par conséquent déconcertée par le fait qu'en l'espèce les États-Unis ont délibérément ignoré le sage conseil qu'ils avaient donné au Groupe spécial de l'affaire *Commission canadienne du blé.*

6. Cela dit, l'Argentine répondra entièrement aux allégations avancées par les États-Unis dans leur demande de décisions préliminaires. Pour commencer, elle soulignera brièvement certains des précédents qui devraient guider le Groupe spécial dans son interprétation de l'article 6:2. Elle répliquera ensuite plus précisément aux trois catégories d'allégations formulées par les États-Unis: i) les allégations dites de la "Page Quatre"; ii) les allégations au titre des sections B.1, B.2 et B.3; enfin, iii) "certaines questions" dont les États-Unis affirment qu'elles ne figuraient pas dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine.

7. L'Argentine note aussi dès le départ que c'est aux États-Unis qu'incombe la charge de prouver que sa demande d'établissement d'un groupe spécial n'est pas conforme à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.[4] Comme l'Argentine le fera valoir ci-après, les États-Unis ne se sont pas acquittés de la charge qui leur incombait en l'espèce.

II. L'ARTICLE 6:2 DU MÉMORANDUM D'ACCORD

8. L'article 6:2 du Mémorandum d'accord prévoit, notamment, ce qui suit:

> La demande d'établissement d'un groupe spécial sera présentée par écrit. Elle précisera si des consultations ont eu lieu, indiquera les mesures spécifiques en cause et contiendra un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème.

9. Comme l'Organe d'appel l'a noté dans l'affaire *Corée – Produits laitiers*:

> Si on analyse ses éléments constitutifs, on peut considérer que l'article 6:2 impose les prescriptions suivantes. La demande doit: i) être présentée par écrit; ii) préciser si des consultations ont eu lieu; iii) indiquer les mesures spécifiques en cause; et iv) contenir un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème.[5]

---

[4] Comme l'Organe d'appel l'a dit dans l'affaire *Chemises et blouses de laine*:

> [N]ous comprenons en fait difficilement comment un système de règlement judiciaire pourrait fonctionner s'il reprenait l'idée que la simple formulation d'une allégation pourrait équivaloir à une preuve. Il n'est donc guère surprenant que divers tribunaux internationaux, y compris la Cour internationale de Justice, aient systématiquement accepté et appliqué la règle selon laquelle il appartient à la partie qui affirme un fait, que ce soit le demandeur ou le défendeur, d'en apporter la preuve. Par ailleurs, un critère de la preuve généralement admis en régime "code civil", en régime "common law" et, en fait, dans la plupart des systèmes juridiques, est que la charge de la preuve incombe à la partie, qu'elle soit demanderesse ou défenderesse, qui établit, par voie d'affirmation, une allégation ou un moyen de défense particulier.

Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, WT/DS33/AB/R, adopté le 23 mai 1997, page 16.

[5] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*, WT/DS98/AB/R, adopté le 12 janvier 2000, paragraphe 120 ("*Corée – Produits laitiers*").

10. Les États-Unis ont contesté que l'Argentine se soit conformée à la troisième et à la quatrième de ces prescriptions, à savoir "indiquer les mesures spécifiques en cause" et "présenter un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème".

11. Comme les États-Unis le relèvent dans leur première communication, l'Organe d'appel a récemment résumé le but du mandat dans les différends portés devant l'OMC. Comme il l'a dit dans l'affaire *Acier en provenance d'Allemagne*:

> Les prescriptions concernant la précision dans la demande d'établissement d'un groupe spécial découlent des deux buts essentiels du mandat. Premièrement, le mandat définit la portée du différend. Deuxièmement, le mandat et la demande d'établissement d'un groupe spécial sur laquelle il est fondé contribuent à réaliser, du point de vue de la *régularité de la procédure*, l'objectif de notification aux parties et aux tierces parties de la nature des arguments du plaignant.
>
> ...
>
> En outre, le respect des prescriptions de l'article 6:2 doit être déterminé en fonction des particularités de chaque affaire, après avoir examiné la demande d'établissement dans son ensemble, et compte tenu des circonstances entourant l'affaire.[6]

12. Il ressort aussi clairement de la jurisprudence que la principale "circonstance entourant l'affaire" à prendre en considération pour déterminer si les prescriptions de l'article 6:2 ont été respectées est la capacité ou l'incapacité de la partie défenderesse de démontrer au groupe spécial qu'elle a subi un préjudice au cours de la procédure du groupe spécial. Nous y reviendrons plus en détail ultérieurement.

13. Il n'est donc pas inutile, avant de passer aux éléments plus spécifiques de l'article 6:2, de résumer les principes généraux de cette disposition, tels que l'Organe d'appel les a énoncés:

> le mandat aide à atteindre, du point de vue de la régularité de la procédure, l'objectif de notification à la partie défenderesse et aux tierces parties de la nature des arguments du plaignant. Toute constatation de violation de l'article 6:2 revient à une constatation d'atteinte aux droits à une procédure régulière;
>
> pour déterminer si les prescriptions de l'article 6:2 ont été respectées, il faut examiner la demande d'établissement d'un groupe spécial dans son ensemble, et non pas en s'en tenant à des passages isolés; et
>
> le respect de ces prescriptions doit être apprécié à la lumière des "circonstances entourant l'affaire", y compris le préjudice effectif causé au défendeur dans le cours de la procédure du groupe spécial.

14. Sans perdre de vue ces observations générales, l'Argentine se tourne à présent vers les arguments spécifiques avancés par les États-Unis en l'espèce.

---

[6] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/AB/R, adopté le 19 décembre 2002, paragraphes 126 et 127 ("*Acier en provenance d'Allemagne*").

III. LES ALLÉGATIONS VISANT LA "PAGE QUATRE" DE LA DEMANDE DE L'ARGENTINE RELÈVENT DU MANDAT DU GROUPE SPÉCIAL

A. LA PLAINTE DES ÉTATS-UNIS

15. Les États-Unis allèguent pour comm§encer qu'à la "Page Quatre" de sa demande d'établissement d'un groupe spécial [pages 4 et 5 de la version française ci-après: la "Page Quatre"] l'Argentine omet i) d'indiquer les mesures spécifiques en cause, ii) d'exposer le fondement juridique de la plainte et iii) de présenter une description narrative du fondement juridique de la plainte.[7] De ce fait, disent les États-Unis, la "Page Quatre" ne respecte pas la prescription faite à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord d'"énoncer clairement le problème".

B. LA JURISPRUDENCE PERTINENTE DE L'OMC

1. Indication des mesures

16. L'Organe d'appel a bien précisé dans l'affaire *CE – Matériels informatiques* que, pour savoir si une demande d'établissement d'un groupe spécial "indique la mesure spécifique en cause" de manière adéquate, il faut voir si elle satisfait aux prescriptions de l'article 6:2 relatives à la régularité de la procédure. L'Argentine cite ci-après le passage pertinent de cette décision:

> Afin de déterminer si [(les expressions "matériels de réseau local" et "PC multimédia", qui figuraient dans la demande d'établissement du Groupe spécial dans cette affaire)] sont suffisamment précises pour "indiquer la mesure spécifique en cause" conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, *il faut, à notre avis, déterminer si elles répondent aux objectifs des prescriptions de cette disposition.*
>
> Dans l'affaire *Communautés européennes – Bananes*, nous avons indiqué ce qui suit:
>
> > Il est important que la demande d'établissement d'un groupe spécial soit suffisamment précise pour deux raisons: premièrement, elle constitue souvent la base du mandat du groupe spécial défini conformément à l'article 7 du Mémorandum d'accord; et, deuxièmement, elle informe la partie défenderesse et les tierces parties du fondement juridique de la plainte.
>
> Les Communautés européennes font valoir qu'en raison du manque de précision de l'expression "matériels de réseau local" il a été porté atteinte aux droits à une procédure régulière qu'elles tiennent implicitement du Mémorandum d'accord ... Nous notons que ... l'expression "matériel de réseau local" a été utilisée lors des consultations entre les Communautés européennes et les États-Unis avant la présentation de la demande d'établissement d'un groupe spécial ... Nous ne voyons pas en quoi le prétendu manque de précision des expressions "matériels de réseau local" et "PC multimédia" figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial a porté atteinte aux droits des Communautés européennes en tant que défendeur *au cours* de la procédure du Groupe spécial. La capacité des

[7] Première communication des États-Unis, paragraphe 87. Plus précisément, en ce qui concerne le défaut allégué d'indication de la mesure spécifique en cause, les États-Unis font valoir que, "au premier paragraphe de la "Page Quatre", où l'Argentine indique cinq "mesures" différentes, elle affirme ne contester que "certains aspects" de ces cinq "mesures", puis s'abstient d'indiquer ce que sont ces "certains aspects"". *Id.* Sur le défaut allégué d'indication du fondement juridique de la plainte, les États-Unis arguent que, "au deuxième paragraphe de la "Page Quatre", l'Argentine regroupe indistinctement divers articles de trois Accords différents de l'OMC, qui presque tous comprennent de multiples paragraphes et contiennent de multiples obligations". *Id.*

> Communautés européennes de se défendre n'ayant pas été affectée par un manque de connaissance des mesures en cause, *nous ne pensons pas que la règle fondamentale de la procédure régulière ait été violée par le Groupe spécial*.[8]

17. Cette décision a été suivie dans un certain nombre d'affaires, et tout récemment dans la décision préliminaire rendue en l'affaire *Commission canadienne du blé*, où le Groupe spécial a dit ce qui suit:

> Pour déterminer si l'on peut considérer qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial indique les mesures spécifiques ou précises en cause, nous jugeons pertinente la déclaration de l'Organe d'appel [dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*] selon laquelle, pour savoir si les termes effectifs employés dans une demande d'établissement pour indiquer les mesures en cause sont suffisamment précis pour satisfaire aux prescriptions de l'article 6:2, "il faut ... déterminer s'ils répondent aux objectifs [desdites prescriptions]". Nous jugeons pertinente aussi la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle "le respect des prescriptions de l'article 6:2 doit être déterminé en fonction des particularités de chaque affaire, après avoir examiné la demande d'établissement dans son ensemble, et compte tenu des circonstances entourant l'affaire".
>
> ....
>
> Pour savoir si des renseignements suffisants sont fournis dans le texte de la demande, il faut déterminer, comme nous l'avons déjà dit, si les renseignements fournis répondent aux objectifs de l'article 6:2, en particulier son objectif concernant la régularité de la procédure, compte tenu des circonstances particulières de chaque affaire, y compris du type de mesure en cause.[9]

18. Ainsi, pour voir si la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine indiquait de manière adéquate les mesures spécifiques en cause, le Groupe spécial doit d'abord trancher la question, essentielle, de savoir si cette demande satisfait à l'objectif de régularité de la procédure de l'article 6:2. À cet égard, il faut que le Groupe spécial examine si la formule précise employée par l'Argentine à la "Page Quatre" de sa demande d'établissement d'un groupe spécial, lorsque ce document est considéré dans son ensemble, a causé un préjudice effectif aux États-Unis au cours de la procédure qui se déroule devant lui. Nous reviendrons plus en détail là-dessus.

2. Indication du fondement juridique de la plainte

a) Allégations ou arguments

19. La jurisprudence de l'OMC pose qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial doit énoncer des allégations, et non les arguments fournis à l'appui de ces allégations. Dans l'affaire *CE – Bananes*, l'Organe d'appel a défendu ce principe en des termes dépourvus de toute ambiguïté:

---

[8] Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Classement tarifaire de certains matériels informatiques*, WT/DS62, 67, 68/AB/R, adopté le 22 juin 1998, paragraphes 68 à 70 ("*CE – Matériels informatiques*") (les premier et troisième passages en italique ne le sont pas dans l'original). Cette démarche a été suivie dans d'autres affaires, dont *Canada – Aéronefs II:* Rapport du Groupe spécial *Canada – Crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés pour les aéronefs régionaux*, WT/DS222/R, adopté le 19 février 2002.

[9] *Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés: Décision préliminaire du Groupe spécial*, WT/DS276/12 (21 juillet 2003), paragraphes 17 et 20.

> Nous approuvons le point de vue du Groupe spécial selon lequel il suffisait que les parties plaignantes indiquent les dispositions des accords spécifiques dont il était allégué qu'ils avaient été violés sans présenter des arguments détaillés concernant la question de savoir quels aspects spécifiques des mesures en cause se rapportaient à quelles dispositions spécifiques de ces accords. À notre avis, il y a une grande différence entre les *allégations* indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, qui déterminent le mandat du groupe spécial au titre de l'article 7 du Mémorandum d'accord, et les *arguments* étayant ces allégations, qui sont exposés et progressivement précisés dans les premières communications écrites, dans les communications présentées à titre de réfutation et lors des première et deuxième réunions du groupe spécial avec les parties.[10]

20. Ainsi, pour se conformer aux dispositions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, il suffit à une partie plaignante "d'indiquer les dispositions des accords spécifiques dont il [est] allégué qu'ils [ont] été violés". Rien ne l'oblige à présenter "des arguments détaillés concernant la question de savoir quels aspects spécifiques des mesures en cause se rapport[ent] à quelles dispositions spécifiques de ces accords".[11] La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine offre les précisions prescrites par l'article 6:2. Comme les États-Unis le savent parfaitement, l'Argentine n'a pas besoin de développer les arguments qui étayent les allégations indiquées dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial.

b) Prescriptions minimales

21. L'Organe d'appel a confirmé ce principe dans l'affaire *Corée – Produits laitiers*, où, commentant sa décision antérieure sur la question dans l'affaire *CE – Bananes*, il notait qu'il avait:

> [s]ouscrit à la conclusion du groupe spécial selon laquelle, dans cette affaire, l'énumération des articles des accords pour lesquels une violation était alléguée satisfaisait aux prescriptions *minimales* de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Compte tenu de toutes les circonstances qui entouraient cette affaire, nous étions d'accord avec le groupe spécial pour dire que les Communautés européennes n'avaient pas été induites en erreur quant aux allégations qui étaient en fait formulées à son encontre en tant que défendeur.[12]

22. Dans un passage également cité par les États-Unis dans leur première communication, l'Organe d'appel ajoutait ce qui suit:

> Il peut y avoir des situations dans lesquelles la simple énumération des articles de l'accord ou des accords en cause suffit, compte tenu des circonstances entourant l'affaire, pour satisfaire au critère *de clarté* dans l'énoncé du fondement juridique de la plainte. Cependant, il peut aussi y avoir des situations dans lesquelles les circonstances sont telles que la simple énumération des articles du traité ne satisferait pas au critère énoncé à l'article 6:2. Cela peut être le cas, par exemple, lorsque les articles énumérés n'établissent pas une seule obligation distincte, mais des obligations

---

[10] Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, WT/DS27/AB/R, adopté le 25 septembre 1977, paragraphe 141 ("*CE - Bananes*"). Ce critère a été appliqué depuis lors dans de nombreuses affaires portées devant l'OMC.

[11] *Id.*

[12] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 123.

> multiples. Dans une telle situation, l'énumération des articles d'un accord peut, en soi, ne pas satisfaire au critère de l'article 6:2.[13]

23. Dans cette même affaire *Corée – Produits laitiers*, la conclusion de l'Organe d'appel fut la suivante:

> Il faut voir au cas par cas si la simple énumération des articles prétendument violés satisfait au critère de l'article 6:2. Pour répondre à cette question, *nous nous demandons si le fait que la demande d'établissement du groupe spécial ne faisait qu'énumérer les dispositions prétendument violées a porté atteinte à la capacité du défendeur de se défendre, compte tenu du déroulement de la procédure du groupe spécial*.[14]

24. Il s'ensuit que même la "simple énumération" des dispositions dont il est allégué qu'elles ont été violées peut satisfaire à la "prescription minimale" de l'article 6:2. La "simple énumération" ne sera considérée comme insuffisante que dans les cas où la partie défenderesse est à même de démontrer au groupe spécial qu'elle a subi un préjudice effectif dans le cours de la procédure du groupe spécial. En l'espèce, lorsqu'on lit l'ensemble de sa demande d'établissement d'un groupe spécial, il est évident que l'Argentine est loin de s'être bornée à énumérer des dispositions.

c) Préjudice causé à la partie défenderesse

25. Au surplus, même si l'article cité dans la demande d'établissement d'un groupe spécial renferme de multiples obligations, la simple mention de cet article satisfera encore aux prescriptions de l'article 6:2 en l'absence de préjudice effectif. Même dans l'affaire *Corée – Produits laitiers*, où l'Organe d'appel avait jugé que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE aurait dû être plus détaillée, il n'avait pas fait droit à la demande de la Corée dans le cadre de l'article 6:2:

> La Corée ne nous a pas démontré que la simple énumération des articles dont il est affirmé qu'ils ont été violés a affecté sa capacité de se défendre au cours de la procédure du Groupe spécial. Elle a affirmé qu'elle avait subi un préjudice, mais n'a donné aucune précision à l'appui de ses dires ni dans sa communication en tant qu'appelant, ni à l'audience. En conséquence, nous rejetons l'appel interjeté par la Corée au sujet de la conformité avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Communautés européennes.[15]

---

[13] *Id.*, paragraphe 124.

[14] *Id.*, paragraphe 127. (pas de passage en italique dans l'original)

[15] *Id.*, paragraphe 131. (pas d'italique dans l'original) Le rapport *Corée – Produits laitiers* est particulièrement pertinent puisque la partie plaignante dans cette affaire avait invoqué des articles contenant des obligations multiples. Comme l'Organe d'appel l'avait relevé:

> Nous notons que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Communautés européennes, après avoir identifié la mesure de sauvegarde coréenne en cause, énumérait les articles 2, 4, 5 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes et l'article XIX du GATT de 1994. L'article XIX du GATT de 1994 compte trois sections et cinq paragraphes au total, dont chacun énonce au moins une obligation distincte. Les articles 2, 4, 5 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes sont aussi composés de nombreux paragraphes, dont la plupart énoncent au moins une obligation distincte. En fait, cet accord traite d'un processus complexe qui comporte de nombreuses phases, allant de l'ouverture d'une enquête à l'adoption d'une mesure

26. Dans l'affaire *CE – Linge de lit*, le Groupe spécial avait résumé la jurisprudence de l'OMC en ces termes:

> Il semble que, même si la demande d'établissement d'un groupe spécial est insuffisante à première vue, une allégation selon laquelle les prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord ne sont pas respectées ne sera pas retenue si aucun dommage n'est établi.
>
> En substance, l'Organe d'appel semble fixer un critère en deux étapes pour déterminer si une demande d'établissement d'un groupe spécial est suffisante au regard de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord: la première étape consiste à examiner le texte proprement dit de la demande, à la lumière de la nature des dispositions juridiques en question; la deuxième étape consiste à se demander si le défendeur a été lésé par la formulation des allégations dans ladite demande, compte tenu du déroulement de la procédure du groupe spécial.[16]

27. La prescription suivant laquelle la partie défenderesse est tenue de démontrer qu'elle a effectivement été lésée a été confirmée dans un très grand nombre d'affaires et elle est reconnue par les États-Unis. Dans l'affaire *Commission canadienne du blé*, ces derniers l'ont vigoureusement soutenue dans leur déclaration, en ces termes:

> [D]ans l'affaire *CE – Bananes*, l'Organe d'appel avait précisé qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial peut valablement énoncer une allégation si elle cite simplement la disposition pertinente de l'Accord de l'OMC.
>
> L'Organe d'appel a confirmé cette analyse dans l'affaire *Corée – Produits laitiers*. Il a effectivement constaté que la demande d'établissement d'un groupe spécial posait un problème, à savoir qu'elle citait trop généralement l'Accord sur les sauvegardes et l'article XIX du GATT de 1994, de sorte qu'il était difficile de déterminer quelles étaient dans ces dispositions les obligations en cause. Toutefois, l'Organe d'appel a réitéré la distinction énoncée dans l'affaire des *Bananes* entre allégations et arguments. Et bien que la demande d'établissement d'un groupe spécial dans l'affaire *Corée – Produits laitiers* ne fût pas suffisamment précise, l'Organe d'appel n'a pas pour autant rejeté les allégations ...
>
> *[M]ême si* une demande d'établissement d'un groupe spécial n'est pas suffisamment détaillée "pour énoncer clairement le problème", le groupe spécial n'est pas

---

> de sauvegarde définitive, en passant par l'évaluation d'un certain nombre de facteurs liés et la détermination de l'existence d'un dommage grave et d'un lien de causalité avec ce dommage.

Id., paragraphe 129. La demande d'établissement du Groupe spécial avait néanmoins été jugée conforme à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, parce que, on l'a vu, la Corée n'avait pas été en mesure d'établir l'existence d'un préjudice. *Id.*, paragraphe 131. Commentant la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Produits laitiers*, le groupe spécial de l'affaire *États-Unis – Mesures de sauvegarde visant la viande d'agneau* notait ceci: "L'Organe d'appel a indiqué ces dispositions [de l'Accord sur les sauvegardes] à titre d'exemple de situation dans laquelle la simple énumération d'articles *peut*, en soi, ne pas satisfaire au critère de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord (ce qui paraît signifier qu'elle *peut* suffire dans d'autres situations)." Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie*, WT/DS177, 178/R, adopté le 16 mai 2001, paragraphe 5.27 ("*États-Unis – Mesures de sauvegarde visant la viande d'agneau*").

[16] Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, WT/DS141/R, adopté le 12 mars 2001, paragraphes 6.25 et 6.26 ("*CE – Linge de lit*"). (non souligné dans l'original)

> automatiquement privé de compétence pour la question. Il lui faut examiner, à partir des "circonstances particulières de l'affaire", si ce défaut a entamé la capacité de la partie défenderesse de se défendre. Dans l'affaire *Corée – Produits laitiers*, l'Organe d'appel a jugé que, bien que la demande d'établissement d'un groupe spécial fût insuffisante, la partie défenderesse n'avait pas prouvé l'existence d'un préjudice et qu'il n'y avait pas lieu de rejeter la plainte.[17]

28. Ainsi, comme les États-Unis eux-mêmes le reconnaissent à juste titre, une partie défenderesse est tenue de commencer par démontrer qu'elle a effectivement été lésée au cours de la procédure du groupe spécial pour pouvoir contester avec succès une demande d'établissement d'un groupe spécial au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

29. Au surplus, étant la partie qui soutient l'allégation au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, les États-Unis ont la charge de démontrer qu'ils ont subi un préjudice en l'espèce parce qu'ils ont été dans l'incapacité de défendre leurs intérêts. Les États-Unis ne se sont pas libérés de cette charge.

3. Description narrative

30. Les États-Unis ont beau avoir allégué le contraire, l'article 6:2 ne prescrit pas de "description narrative". Il se borne, rappelons-le, à exiger l'indication de la mesure, ainsi qu'un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui soit suffisant pour énoncer clairement le problème. Lorsque la partie plaignante a fait figurer une description dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, celui-ci l'a cependant parfois considérée comme pertinente pour déterminer si une partie plaignante s'était acquittée des obligations visées à l'article 6:2.

31. Dans l'affaire *Sirop de maïs à haute teneur en fructose*, par exemple, le groupe spécial avait pris en considération le fait que la demande d'établissement exposait suffisamment le contexte factuel pour indiquer la nature du différend:

> La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis dans cette affaire n'énumère pas simplement les articles dont il est allégué qu'ils ont été violés. Elle expose également les faits et les circonstances décrivant la substance du différend. À notre avis, la demande est suffisamment détaillée pour exposer le fondement juridique de la plainte de manière à informer le Membre défendeur, à savoir le Mexique, et les tierces parties potentielles des allégations formulées par les États-Unis.
>
> Nous constatons que le Mexique ne nous a pas démontré qu'il avait été porté atteinte à sa capacité de défendre ses intérêts au cours de la procédure dans le présent différend. Le Mexique affirme qu'il a dû attendre la première communication écrite des États-Unis, soit plus de quatre mois après la demande d'établissement d'un groupe spécial, pour avoir une idée claire des arguments que les États-Unis invoquaient à l'appui de leurs affirmations. Il dit que du fait que les États-Unis n'ont pas présenté le problème clairement et n'ont pas spécifié le fondement factuel et juridique de leur demande, il a été obligé de passer tout ce temps "dans l'obscurité". Dans ses observations au sujet du réexamen intérimaire, le Mexique affirme que cela a engendré une dépense, voire un gaspillage, de ressources qui, s'il en avait été autrement, auraient pu être consacrées à la préparation d'une défense opportune.

[17] Déclaration orale des États-Unis à la première réunion du Groupe spécial, *Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés*, WT/DS276 (6 juin 2003), paragraphes 6 à 8.

> À notre avis, l'ensemble de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis expose des allégations avec un degré suffisant de spécificité pour énoncer le problème clairement et permettre au Mexique de défendre ses intérêts. Les affirmations du Mexique quant à l'effet des lacunes alléguées de la demande d'établissement d'un groupe spécial ne parviennent pas selon nous à démontrer que les droits de la défense que le Mexique a dans la présente procédure de groupe spécial ont été affectés, compte tenu du déroulement de la procédure du groupe spécial.[18]

32. Ainsi, la partie plaignante peut signaler qu'il y a une description narrative dans la demande d'établissement d'un groupe spécial pour répliquer à l'allégation qu'une partie défenderesse a été lésée.

C. LES MESURES CONTESTÉES ET LE FONDEMENT JURIDIQUE DE LA PLAINTE DE L'ARGENTINE ONT ÉTÉ INDIQUÉS DE MANIÈRE ADÉQUATE

33. Première remarque, l'Argentine note que les lois, règlements, principes directeurs et procédures des États-Unis qu'elle a indiqués dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial sont circonscrits, spécifiques et indiqués avec précision. Elle a mentionné les dispositions du régime légal, réglementaire et administratif – y compris la pratique – des États-Unis qui visent les réexamens à l'extinction dans les affaires antidumping et qui, au total, représentent un modeste sous-ensemble des lois, règlements et procédures administratives relatifs aux mesures correctives commerciales.

34. Sur l'obligation d'"indiquer la mesure spécifique en cause", l'affaire *Commission canadienne du blé* est instructive, en ce qu'elle établit le critère disant quand une mesure ne sera pas considérée comme indiquée de manière adéquate. Il est donc utile d'envisager la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine à la lumière du critère retenu dans l'affaire *Commission canadienne du blé.*

35. Dans cette affaire, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis faisait appel à des formules telles que "les lois, règlements et actions du gouvernement canadien et de la [Commission canadienne du blé] ayant trait aux exportations de blé".[19] Le Groupe spécial a constaté que cette formule ne satisfaisait pas au critère énoncé à l'article 6:2, car la demande des États-Unis, "qui cré[ait] une grande incertitude quant à l'identité, au nombre et au contenu des lois et règlements qui [étaient] contestés, ne fourni[ssai]t pas, telle qu'elle [était] libellée, des renseignements suffisants pour indiquer les mesures spécifiques en cause".[20] La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis ne laissait donc guère à la partie défenderesse "d'autre solution ... que d'entreprendre des recherches juridiques et de faire preuve de discernement pour déterminer précisément l'identité des lois et règlements mis en cause dans [cette] demande".[21] Le Groupe spécial qui a examiné l'affaire *Commission canadienne du blé* a donc conclu que, "considérée dans son ensemble, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis n'établi[ssai]t pas suffisamment l'identité des lois et règlements en cause ..."[22]

---

[18] Rapport du Groupe spécial *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis*, WT/DS132/R, adopté le 24 février 2000, paragraphes 7.15 à 7.17 ("*Sirop de maïs à haute teneur en fructose*").

[19] *Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés: Décision préliminaire du Groupe spécial*, WT/DS276/12 (21 juillet 2003), paragraphe 7.

[20] *Id.*, paragraphe 24.

[21] *Id.* Le Canada avait fait valoir qu'"un certain nombre de lois, règlements et actions [pouvaient] se rapporter à l'exportation de blé, mais qu'ils n'[avaient] aucun rapport avec [l']allégation [considérée]". *Id.*, paragraphe 8. Il a dit qu'il y avait "des dizaines de "lois et règlements" qui pourraient être visés par la demande d'établissement d'un groupe spécial, telle qu'elle [était] libellée". *Id.*

[22] *Id.*, paragraphe 28.

36. Contrairement aux vagues références aux "lois et règlements ayant trait aux exportations de blé" qui ont été jugées insuffisantes dans la demande d'établissement d'un groupe spécial en l'affaire *Commission canadienne du blé*, la "Page Quatre" de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine indique les mesures des États-Unis qui sont en cause, en énumérant très précisément:

- les articles 751 c) et 752 de la Loi douanière de 1930, modifiée, codifiés au Titre 19 du Code des États-Unis, §§ 1675 c) et 1675 a) et l'Énoncé des mesures administratives des États-Unis (au sujet de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT) accompagnant la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay (le SAA), H.R. Doc. n° 103-316, volume 1;

- les Principes directeurs du Département [du commerce] applicables à la conduite des réexamens à terme de cinq ans ("à l'extinction") des ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs (*Policies Regarding the Conduct of Five-year ("Sunset") Reviews of Anti-Dumping and Countervailing Duty Orders*); Policy Bulletin, 63 Federal Register 18871 (16 avril 1998) (Sunset Policy Bulletin);

- le Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction, codifié au Titre 19 du recueil des règlements fédéraux des États-Unis, CRF § 351.218, et le Règlement de la Commission sur les réexamens à l'extinction, codifié au Titre 19 du Recueil des règlements fédéraux des États-Unis, CFR §§ 207.60 à 69 (sous-section F).[23]

37. Quand la précision est poussée à ce point, on peut conclure sans crainte de se tromper que les États-Unis n'ont nul besoin d'"entreprendre des recherches juridiques", ni de "faire preuve de discernement" pour déterminer "précisément l'identité des lois et règlements mis en cause dans la demande d'établissement d'un groupe spécial".

38. Au surplus, rappelons-le, l'Organe d'appel a précisé que la demande d'établissement d'un groupe spécial doit être lue "as a whole" dans son ensemble. Le *New Oxford Dictionary of English* définit "whole" par "all of; entire", tout le; tout entier. Cela signifie que le Groupe spécial doit lire toute la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine (c'est-à-dire la demande d'établissement d'un groupe spécial "tout entière") et ne peut pas s'en tenir exclusivement à la "Page Quatre" ou à l'emploi du mot "aussi".

1. La demande d'établissement d'un Groupe spécial présentée par l'Argentine doit être lue dans son ensemble

39. La Page Quatre de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine ne saurait être lue indépendamment des allégations plus spécifiques énumérées aux sections A et B. Comme les États-Unis l'ont reconnu, l'Argentine l'avait précisé à la réunion de l'ORD tenue le 19 mai 2003.[24]

40. Au lieu de dissocier la "Page Quatre" du reste de la demande, le Groupe spécial doit examiner le document en son entier – l'exposé des faits, les allégations spécifiques formulées dans les sections A et B et les conclusions de la "Page Quatre" qui, pris ensemble, présentent l'intégralité des allégations de l'Argentine. Lue dans son ensemble, la demande d'établissement d'un groupe spécial

[23] Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine ("Page Quatre").
[24] Première communication des États-Unis, paragraphe 101.

présentée par l'Argentine indique correctement les mesures spécifiques des États-Unis qui sont en cause en l'espèce.

41. L'allégation des États-Unis tourne visiblement pour une large part autour de l'emploi à la "Page Quatre" du mot "aussi" qui, selon eux, donne à penser que les incompatibilités avec les règles de l'OMC auxquelles il est fait allusion à la "Page Quatre" viennent s'ajouter aux allégations énoncées dans les sections A et B et en sont différentes.[25]

42. Il y a ici trois remarques à faire. Tout d'abord, selon le *Webster's Collegiate Dictionary*, le mot "also" (aussi) signifie, entre autres choses, "de même", locution qui, elle-même, signifie "d'une manière semblable". Pour résumer, ce mot est synonyme de "moreover" (en outre). Ainsi, à la "Page Quatre", l'Argentine a employé le mot "aussi" pour indiquer qu'elle était en train de développer ce qui était dit aux pages précédentes et non, comme le prétendent les États-Unis, de décrire quelque chose de différent de ce qui était énuméré dans les pages précédentes de la demande d'établissement d'un groupe spécial.[26] Deuxièmement, il importe d'envisager le contexte dans lequel le mot "aussi" figurait. Le texte de la demande dit: "la République d'Argentine considère aussi" que certaines lois des États-Unis sont incompatibles avec les règles de l'OMC, et non pas que l'Argentine considère que "certaines lois des États-Unis sont aussi incompatibles avec les règles de l'OMC". En d'autres termes, même si l'on acceptait, comme le demandent les États-Unis, de lire la "Page Quatre" indépendamment du reste de la demande d'établissement d'un groupe spécial, le mot "aussi" (qui signifie "de même/en outre") se rapportait aux vues de l'Argentine, et non à l'énumération d'une série de mesures entièrement nouvelles. Troisièmement, la mention dans cette phrase des lois des États-Unis n'est pas parfaitement illimitée, comme ils le suggèrent, mais au contraire immédiatement nuancée par le membre de phrase "en rapport avec les déterminations établies par le Département et la Commission". L'Argentine décrit ces "déterminations du Département et de la Commission" en détail tout au long de sa demande d'établissement d'un groupe spécial – dans la section liminaire consacrée aux faits, dans les sections A et B et à la "Page Quatre".

43. Lue "dans son ensemble", la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine indiquait donc précisément les mesures des États-Unis qui étaient en cause, y compris celles qui étaient énumérées à la "Page Quatre".

44. Autre point également important, les États-Unis n'ont subi aucun préjudice. De fait, en forgeant leur exception préliminaire, ils renversent le principe de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. En effet, au lieu de lire la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine dans son ensemble, comme l'Organe d'appel a indiqué qu'il est prescrit, les États-Unis séparent artificiellement la "Page Quatre" de la demande de l'Argentine, en analysent le texte ainsi isolé et puis s'en vont prétendre que, dans ce contexte, ils ne peuvent pas discerner la nature des allégations particulières qui figurent à la "Page Quatre". La position des États-Unis n'est pas défendable. Si l'on considère la demande d'établissement d'un groupe spécial dans son ensemble, on voit fort clairement quelles sont les violations alléguées par l'Argentine. De fait, elle a exposé avec précision les incompatibilités avec les règles de l'OMC.

---

[25] *Id.*, paragraphe 88 et note de bas de page 103.

[26] C'est ce que l'Argentine avait confirmé dans sa déclaration devant l'ORD à la réunion du 19 mai 2003: "L'intention de l'Argentine était (comme il ressortait clairement de la demande d'établissement d'un groupe spécial) d'énoncer les allégations spécifiques dans les paragraphes figurant aux sections A et B du document." Organe de règlement des différends: Compte rendu de la réunion tenue le 19 mai 2003, WT/DSB/M/150, paragraphe 32. Ainsi, les sections A et B renferment la substance des allégations de l'Argentine. Toutefois, comme sa demande d'établissement d'un groupe spécial doit être lue dans son ensemble, les sections A et B ne peuvent pas s'interpréter indépendamment de la "Page Quatre". En conséquence, la "Page Quatre" de la demande d'établissement d'un groupe spécial développe les allégations formulées dans les sections A et B, ainsi que l'indique le mot "aussi".

2. Une description narrative complète a été fournie, bien qu'elle ne soit pas prescrite

45. L'Argentine rappelle que l'article 6:2 ne prescrit pas expressément de "description narrative". Néanmoins, comme dans l'affaire *Sirop de maïs à haute teneur en fructose*, la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'elle a présentée, lue dans son ensemble, expose en détail le contexte factuel qui révèle la nature du différend. Dans la première partie, la demande d'établissement d'un groupe spécial expose les faits, notamment les conclusions de l'enquête initiale, celles du réexamen à l'extinction, la détermination concluant à l'engagement d'un réexamen accéléré et la détermination concluant au maintien de l'ordonnance. La demande cite aussi les déterminations du Département du commerce et de la Commission du commerce international des États-Unis. Elle "n'énumère pas simplement les articles dont il est allégué qu'ils ont été violés. Elle expose également *les faits et les circonstances décrivant la substance du différend*".[27] En conséquence, comme dans l'affaire *SHTF*, cette "demande est suffisamment détaillée pour exposer le fondement juridique de la plainte de manière à informer le Membre défendeur … et les tierces parties potentielles des allégations formulées …".[28]

3. Les États-Unis n'ont pas subi de préjudice au cours de la procédure du Groupe spécial

46. Bien que la question de "l'absence de préjudice" se pose d'abord dans le contexte des plaintes que les États-Unis formulent au sujet de la "Page Quatre", le fait qu'ils n'ont pas justifié de l'existence d'un préjudice ruine la totalité de leurs allégations au titre de l'article 6:2. Les observations que l'Argentine présente ci-dessous valent par conséquent pour tous les aspects de la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis.

47. Dans l'affaire *CE – Linge de lit*, on l'a vu, le groupe spécial avait brièvement résumé l'obligation faite par l'article 6:2 de démontrer l'existence d'un préjudice en ces termes: "une allégation selon laquelle les prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord ne sont pas respectées *ne sera pas retenue* si aucun dommage n'est établi".[29]

48. En outre, il convient de rappeler que le critère appliqué par l'Organe d'appel au titre de l'article 6:2 consiste notamment à se demander si le défendeur a été lésé "compte tenu du déroulement de la procédure du groupe spécial".[30] En l'espèce, la "procédure du Groupe spécial" vient à peine d'être engagée – la première réunion du Groupe spécial avec les parties n'a même pas eu lieu.

49. Dans des affaires antérieures, les groupes spéciaux ont à juste titre déterminé que la question de savoir s'il y a un préjudice au cours de la procédure du groupe spécial ne peut être tranchée qu'à la fin de cette procédure. Telle est, par exemple, la position prise par le Groupe spécial qui avait examiné l'affaire *Canada – Aéronefs*:

> Le Canada a demandé au Groupe spécial de statuer sur la compatibilité de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord avant l'expiration du délai pour la présentation des premières communications écrites des parties. Nous rappelons notre constatation selon laquelle rien dans le Mémorandum d'accord ne fait obligation aux groupes spéciaux de statuer sur des questions préliminaires avant les premières communications écrites des parties. Il n'existe pas non plus de pratique établie à cet effet, car dans de nombreux rapports de groupes spéciaux les décisions sur les questions préliminaires ont été

[27] Rapport du Groupe spécial *Sirop de maïs à haute teneur en fructose*, paragraphe 7.15. (pas d'italique dans l'original)
[28] *Id., ibid.*
[29] Rapport du Groupe spécial *CE – Linge de lit*, paragraphe 6.25. (pas d'italique dans l'original)
[30] *Id.*, paragraphe 6.26.

> mises en attente jusqu'au rapport final. En outre, nous avons indiqué plus haut que nous *nous prononcerions sur cette question préliminaire en déterminant si un prétendu manque de précision de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil a porté atteinte aux droits du Canada à une procédure régulière en tant que défendeur durant la procédure de groupe spécial. Nous ne pouvons forcément procéder à une telle analyse qu'à la fin de la procédure de groupe spécial*.[31]

50. Le groupe spécial s'était prononcé dans le même sens dans l'affaire *Thaïlande – Poutres en H*. Dans cette affaire, la Thaïlande avait formulé son allégation au titre de l'article 6:2 dans sa première communication écrite, exactement comme les États-Unis l'ont fait en l'espèce, et, comme dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, le groupe spécial avait dit qu'il était trop tôt pour déterminer si le défendeur avait subi un préjudice au cours de la procédure devant lui:

> À la première réunion de fond, nous avons refusé de statuer *immédiatement* sur la question préliminaire … en indiquant que nous rendrions notre décision et que nous exposerions nos motifs dans le rapport du Groupe spécial. Nous référant au rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *Corée – Produits laitiers*, nous avons informé les parties que nous apprécierions la question de savoir si, *compte tenu du déroulement de la procédure du Groupe spécial*, il avait été porté atteinte à la capacité de la Thaïlande de se défendre en raison du manque de spécificité alléguée de la demande d'établissement d'un Groupe spécial.[32]

51. Quel que soit le moment où il convient de se prononcer sur l'existence d'un préjudice, le plus important est que les États-Unis n'ont justifié d'aucun préjudice effectivement subi par eux.

52. Il est en effet frappant de constater que, dans leur communication extrêmement longue sur le mandat du Groupe spécial, les États-Unis n'ont rien de plus à offrir que quelques sèches assertions qui ne font qu'affirmer qu'il y a eu préjudice, mais sans étayer cette allégation.

53. Les États-Unis sont manifestement conscients que leur incapacité à démontrer l'existence d'un préjudice est une faiblesse très grave – et même rédhibitoire – de leur demande au titre de l'article 6:2. Ils préféreraient apparemment que le Groupe spécial ignore ou effleure la question de l'absence de préjudice en l'espèce. Malheureusement pour leur position, l'Organe d'appel a précisé qu'un préjudice effectif est la condition préalable du succès d'une contestation de demande d'établissement d'un groupe spécial au titre de l'article 6:2.

54. Comment les États-Unis ont-ils "étayé" leur allégation de préjudice? Ils se bornent à faire valoir que leur "capacité … de commencer à préparer leur défense s'est trouvée compromise parce que, du fait que l'Argentine ne satisfaisait pas aux prescriptions de l'article 6:2, ils ne "savaient pas à quelle argumentation ils auraient à répondre"".[33]

55. Il ressort de la jurisprudence que de telles assertions ne peuvent pas se ramener à un préjudice démontré ou corroboré par des faits aux fins de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Pour reprendre, par exemple, la décision rendue dans l'affaire *Sirop de maïs à haute teneur en fructose*, il ne suffit pas de se plaindre d'avoir à "passer [du] temps "dans l'obscurité"" pour établir une violation

---

[31] Rapport du Groupe spécial *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, WT/DS70/R, adopté le 20 août 1999, paragraphe 9.33. (pas d'italique dans l'original)

[32] Rapport du Groupe spécial *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, WT/DS122/R, adopté le 5 avril 2001, paragraphe 7.1 ("*Thaïlande – Poutres en H*"). (pas de second passage en italique dans l'original)

[33] Première communication des États-Unis, paragraphes 97 et 110.

de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.[34] Au contraire, le préjudice effectif qu'il faut prouver doit aller jusqu'à l'*atteinte aux droits du défendeur à une procédure régulière*, comme l'Organe d'appel l'a précisé dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*.[35]

56. Au surplus, l'examen de la première communication des États-Unis confirme que leurs "droits à une procédure régulière" n'ont subi aucune atteinte. Les États-Unis ont fourni une argumentation détaillée (sans être pour autant convaincante) sur toute la série des allégations de l'Argentine, ce qui démontre à l'évidence qu'ils sont parfaitement au fait de ces allégations, et ils y ont répondu sur le fond.

57. Dans des affaires antérieures, les groupes spéciaux ont constaté que de telles communications sur le fond démentent pleinement toute allégation de "préjudice" subi par la partie défenderesse. Dans l'affaire *États-Unis – Mesures de sauvegarde concernant la viande d'agneau*, le Groupe spécial a constaté ce qui suit:

> [L]a première communication écrite des États-Unis et la déclaration orale qu'ils ont faite à la première réunion de fond contiennent des *arguments* détaillés et complets destinés à réfuter les *arguments* [des plaignants] concernant toutes les allégations…
>
> …
>
> Dans leurs réponses aux questions et dans la communication qu'ils ont présentée à titre de réfutation, les États-Unis ont à nouveau avancé des arguments très détaillés et complets concernant les allégations dont nous étions saisis.
>
> Compte tenu de ce qui précède, par conséquent, nous ne pensons pas que les États-Unis ont donné suffisamment de "précisions à l'appui" pour nous persuader que leur capacité de se défendre pendant la procédure en cours dans le présent différend a été compromise, comme ils l'affirment. Ainsi qu'il est indiqué plus haut, les communications des États-Unis sont effectivement très complètes et détaillées… Notre conclusion selon laquelle les États-Unis n'ont pas donné suffisamment de précisions à l'appui pour établir que leur capacité de se défendre au cours de la présente procédure a été compromise confirme ce que nous avons dit plus haut, à savoir que les demandes d'établissement d'un groupe spécial étaient en l'espèce suffisamment spécifiques pour satisfaire aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.[36]

58. Le Groupe spécial chargé de l'affaire *Corée – Viande de bœuf* était parvenu à une conclusion analogue:

> Après avoir examiné les communications de la Corée et les réponses qu'elle a données aux questions des parties et du Groupe spécial au cours de la présente procédure, le Groupe spécial demeure convaincu que la Corée a clairement compris la question en jeu. Il estime que la Corée n'a pas été induite en erreur par les demandes d'établissement d'un groupe spécial …[37]

---

[34] Rapport du Groupe spécial *Sirop de maïs à haute teneur en fructose*, paragraphe 7.16.

[35] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 70.

[36] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures de sauvegarde concernant la viande d'agneau*, paragraphes 5.51 à 5.53.

[37] Rapport du Groupe spécial *Corée – Mesures affectant les importations de viande de bœuf fraîche, réfrigérée et congelée*, WT/DS161, 169/R, adopté le 10 janvier 2001, paragraphe 816 ("*Corée – Viande de bœuf*").

59. Comme dans l'affaire *États-Unis – Mesures de sauvegarde visant la viande d'agneau*, les États-Unis ont fourni en l'espèce "des arguments très détaillés et complets" pour répondre aux allégations de l'Argentine. Comme les communications présentées dans l'affaire *Corée – Viande de bœuf*, la première communication des États-Unis en l'espèce prouve aussi que les États-Unis ont "clairement compris la question en jeu" et qu'ils n'ont "pas été induits en erreur" par la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine.

60. La réponse de fond "approfondie et détaillée" que les États-Unis ont présentée dans leur première communication est la négation de toute idée d'un préjudice effectif à leur détriment. Le Groupe spécial ne devrait guère avoir de mal à conclure que les États-Unis n'ont pas fourni dans leur démonstration de "précisions à l'appui" suffisantes pour prouver, comme ils l'affirment, qu'il a été porté atteinte à leur capacité de se défendre.

61. Il est aussi à noter que les groupes spéciaux qui, dans des affaires antérieures, ont examiné la question du "préjudice" au regard de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord ont également considéré comme un facteur très pertinent le point de savoir si les tierces parties auraient été lésées dans leurs intérêts par des vices allégués de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Dans l'affaire *Thaïlande – Poutres en H*, par exemple, l'Organe d'appel a dit que "les Membres de l'OMC qui ont l'intention de participer en tant que tierces parties à une procédure de groupe spécial doivent être informés du fondement juridique de la plainte".[38] De même, dans l'affaire *CE – Linge de lit*, le Groupe spécial a constaté que le fait que les tierces parties avaient été en mesure de présenter des communications sur le fond des questions "tend[ait] à indiquer qu'il n'a[vait] pas été porté atteinte aux intérêts des tierces parties dans le ... différend [en question]".[39]

62. En l'espèce, aucune des tierces parties n'a fait état du moindre problème au sujet d'un aspect quelconque des allégations de l'Argentine. D'ailleurs, les Communautés européennes, loin de

---

[38] Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, WT/DS122/AB/R, adopté le 5 avril 2001, paragraphe 88 ("*Thaïlande – Poutres en H*").

[39] Rapport du Groupe spécial *CE – Linge de lit*, paragraphe 6.28:

> Nous passons donc maintenant à la question de savoir si les Communautés européennes, ou l'une quelconque des tierces parties, ont été lésées par ce manque de clarté, "compte tenu du déroulement de la procédure du groupe spécial". Il est clair que les Communautés européennes ont pu répondre aux arguments de l'Inde à cet égard. De plus, même s'il se peut que des tierces parties potentielles n'aient pas été prévenues de ce que l'Inde entendait soulever la question concernant le fait que toutes les importations avaient été considérées comme faisant l'objet d'un dumping au titre de l'article 3.4 de l'Accord antidumping, il ressortait clairement du texte de la demande d'établissement du Groupe spécial que l'Inde soulevait cette question au titre de l'article 3.5 de cet accord. Par ailleurs, les trois tierces parties ont toutes bel et bien abordé la question de savoir si les Communautés européennes agissaient d'une manière incompatible avec l'Accord antidumping en considérant toutes les importations comme faisant l'objet d'un dumping. À notre avis, cela tend à indiquer qu'il n'a pas été porté atteinte aux intérêts des tierces parties dans le présent différend. On ne sait pas très bien si les tierces parties potentielles ont compris l'allégation comme étant établie au titre de l'article 3.4 ou de l'article 3.5, mais la substance de la question était de toute évidence claire pour elles et a été abordée par les Membres qui ont participé à la procédure en tant que tierces parties. La disposition spécifique de l'Accord antidumping dont il est allégué qu'elle a été violée est, à notre avis, de moindre importance que la question de savoir si la pratique concernée, c'est-à-dire le fait que toutes les importations ont été considérées comme faisant l'objet d'un dumping, est autorisée par l'Accord antidumping ou non, et cette question a de toute évidence été abordée par toutes les parties et tierces parties au présent différend, et nous a de toute évidence été soumise par la demande d'établissement d'un groupe spécial.

s'émouvoir du prétendu manque de clarté de la demande de l'Argentine, ont dit au contraire que le "Groupe spécial ne devrait pas suivre la suggestion des États-Unis d'examiner la "Page Quatre" … indépendamment du reste de la demande. Pour établir si les conditions énoncées à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sont réunies, le Groupe spécial devrait plutôt examiner la demande dans son ensemble".[40] Ainsi, pour paraphraser ce que l'Organe d'appel a dit dans l'affaire *Thaïlande – Poutres en H*, les Communautés européennes qui participent en qualité de tierce partie à la procédure du Groupe spécial étaient de toute évidence informées du fondement juridique de la plainte de l'Argentine.

63. L'Argentine note par ailleurs que la présente affaire n'est que l'une d'une série d'attaques de divers Membres de l'OMC contre les dispositions de la législation des États-Unis relative aux "réexamens à l'extinction". Elle ne dit pas que ces autres litiges puissent servir à déterminer si la présente demande d'établissement d'un groupe spécial est conforme à l'article 6:2. En revanche, elle soulève effectivement une question générale et importante: les États-Unis se sont trouvés engagés dans une série de différends à l'OMC au sujet de leur législation applicable aux réexamens à l'extinction et ils connaissent intimement toutes les stratégies d'attaque et tous les systèmes de défense. L'idée que les États-Unis "travaillaient dans l'obscurité" en attendant la communication de l'Argentine n'est tout simplement pas crédible.

64. Pour résumer, les États-Unis ont "affirmé qu'[ils] avai[en]t subi un préjudice, mais n'[ont] donné aucune précision à l'appui de leurs dires …".[41] Il s'ensuit que la demande des États-Unis ne démontre l'existence d'aucun préjudice, sans parler d'un préjudice qui aurait porté atteinte à leurs droits dans la présente procédure.

65. L'incapacité des États-Unis de prouver l'existence d'un préjudice effectif au cours de la procédure du Groupe spécial vicie le fondement juridique de la totalité de leurs allégations au titre de l'article 6:2.

IV. LES ALLÉGATIONS FORMULÉES PAR L'ARGENTINE AUX PARAGRAPHES 1, 2 ET 3 DE LA SECTION B RELÈVENT DU MANDAT DU GROUPE SPÉCIAL

A. LA PLAINTE DES ÉTATS-UNIS

66. Aux termes du paragraphe 104 de la première communication des États-Unis, le "vice" que présentent les paragraphes 1, 2 et 3 de la section B est que "les deux premiers allèguent une incompatibilité avec l'article 6 de l'Accord antidumping en son entier, alors que le paragraphe 3 allègue une incompatibilité avec l'article 3 de l'Accord antidumping en son entier". Les articles 3 et 6 comprennent chacun de multiples paragraphes et renferment de multiples obligations. En conséquence, arguent les États-Unis, les paragraphes 1, 2 et 3 de la section B ne respectent pas l'obligation imposée par l'article 6:2 d'"énoncer clairement le problème", parce qu'"il est impossible de déterminer à la lecture de la demande d'établissement d'un groupe spécial avec quelle(s) obligations(s) la législation des États-Unis ou les actions de l'ITC sont prétendument incompatibles …".[42]

B. LA JURISPRUDENCE PERTINENTE DE L'OMC

67. La jurisprudence pertinente de l'OMC qui est applicable à la question a été exposée plus haut (section III.B). Pour répondre aux plaintes formulées par les États-Unis au sujet des paragraphes 1, 2 et 3 de la section B, on peut récapituler brièvement cette jurisprudence comme suit:

---

[40] Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, WT/DS268 (14 novembre 2003), section 2.

[41] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 131.

[42] Première communication des États-Unis, paragraphe 104.

une demande d'établissement de groupe spécial doit énoncer des allégations, mais non les arguments avancés à l'appui de ces allégations;

l'énumération des articles des accords dont la violation est alléguée satisfait aux prescriptions *minimales* de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord;

pour apprécier la compatibilité de la demande d'établissement d'un groupe spécial avec les dispositions de l'article 6:2, le groupe spécial doit tenir compte de la question de savoir s'il a été porté atteinte à la capacité du défendeur de se défendre, compte tenu du déroulement de la procédure du groupe spécial, par le fait que la demande d'établissement d'un groupe spécial se bornait à énumérer les dispositions dont la violation était alléguée; et

question connexe, même si l'article cité dans la demande d'établissement d'un groupe spécial renferme des obligations multiples, la simple mention de cet article dans une énumération satisfera encore aux prescriptions de l'article 6:2 en l'absence de préjudice effectif.

C. LA POSITION DE L'ARGENTINE

68. En ce qui concerne l'article 6, l'Argentine relève pour commencer qu'elle a contesté la compatibilité avec les règles de l'OMC d'un réexamen à l'extinction conduit par les États-Unis. Les réexamens à l'extinction sont régis par les dispositions de l'article 11 de l'Accord. Comme les États-Unis le savent bien, l'article 11.4 stipule en partie ce qui suit: "les dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure s'appliqueront à tout réexamen effectué au titre du présent article".

69. La mention à l'article 11.4 des "dispositions de l'article 6" indique clairement que, dans l'intention des rédacteurs, l'article 6 devait s'appliquer – pour citer la plainte des États-Unis – "en son entier" au réexamen à l'extinction. En mentionnant l'article 11 – et même l'article 11.4 – aux paragraphes 1 et 2 de la section B, l'Argentine a fait savoir aux États-Unis qu'elle formulerait des allégations au titre de l'article 6. Or, les États-Unis ne se sont pas élevés contre la mention faite par l'Argentine de l'article 11, ni même de l'article 11.4.[43] De plus, pour plus de précision encore, l'Argentine a mentionné l'article 6 lui-même aux paragraphes 1 et 2 de la section B. Elle a donc formulé son allégation au titre de l'article 6 avec clarté et sans ambiguïté.

70. En ce qui concerne l'article 3, l'allégation formulée par l'Argentine au paragraphe 3 de la section B conteste certaines dispositions du régime de l'extinction applicable aux États-Unis qui ont expressément trait à la période retenue par eux pour établir leur détermination de la probabilité d'un dommage. À cet égard, la demande d'établissement d'un groupe spécial cite non seulement l'article 11.1 et 11.3, mais encore l'article 3. L'Argentine a allégué des violations des dispositions de l'article 3, vu que celui-ci est d'application générale aux examens menés dans le cadre de l'article 11.3 et que ces dispositions jouent leur rôle dans la définition du cadre temporel à retenir pour la détermination relative au dommage dans un réexamen à l'extinction. Il ne fait aucun doute que ces

[43] La seule autre phrase de l'article 11.4 est ainsi conçue: "Tout réexamen de ce type sera effectué avec diligence et sera normalement terminé dans un délai de 12 mois à compter de la date à laquelle il aura été entrepris." La détermination établie à l'extinction par la Commission, qui est en cause aux paragraphes 1 et 2 de la section B, avait débuté en juillet 2000 pour s'achever en juin 2001, soit dans le délai de 12 mois. Cela rend la seconde phrase de l'article 11.4 manifestement inapplicable dans le présent différend. Il s'ensuit que la seule disposition de l'article 11.4 qui pouvait éventuellement être pertinente en est la première phrase, laquelle, nous l'avons dit, incorpore par référence l'article 6 "en son entier".

dispositions se rapportent directement à la question de l'élément temporel, celle de savoir quand on pourrait considérer qu'il est "probable" que le dommage subsistera ou se reproduira.

71. L'Argentine note en outre que les allégations sur ce point au titre de l'article 3 ont été formulées pour la première fois auprès des États-Unis il y a plus d'un an. Le libellé même de la section B.3 de sa demande de consultations est d'ailleurs pratiquement identique au texte de la section B.3 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial. À la section B.3 de la demande de consultations présentée le 10 octobre 2002 par l'Argentine, il est dit:

> Les prescriptions légales des États-Unis selon lesquelles la Commission doit déterminer s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira "dans un laps de temps raisonnablement prévisible" (19 U.S.C. § 1675a a) 1)) et selon lesquelles la Commission "considérera que les effets de l'abrogation ou de la clôture peuvent ne pas être imminents, mais se manifester seulement à plus longue échéance" (19 U.S.C. § 1675a a) 5)) sont incompatibles avec les articles 11.3 et 3 de l'Accord antidumping.[44]

72. La section B.3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine est ainsi conçue:

> Les prescriptions légales des États-Unis selon lesquelles la Commission doit déterminer s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira "dans un laps de temps raisonnablement prévisible" (19 U.S.C. § 1675a a) 1)) et selon lesquelles la Commission "considérera que les effets de l'abrogation ou de la clôture peuvent ne pas être imminents, mais se manifester seulement à plus longue échéance" (19 U.S.C. § 1675a a) 5)) sont incompatibles avec les articles 11.1 et 11.3 et 3 de l'Accord antidumping.

73. Les États-Unis, on l'a vu, sont avertis depuis plus d'un an que l'Argentine considérait cette disposition légale comme incompatible avec "l'article 3" de l'Accord antidumping. De fait, les questions étendues et détaillées qu'elle a adressées aux États-Unis avant les consultations tenues dans le cadre de l'OMC les 14 novembre et 17 décembre 2002 apportent un élément de plus tendant à prouver que les États-Unis étaient "informés des allégations présentées par [l'Argentine], d'une manière suffisante pour leur permettre de se défendre".

74. Durant les consultations, l'Argentine a communiqué aux États-Unis 86 questions écrites, dont une dizaine portaient sur le lien entre l'article 3 et l'article 11.3 et/ou les dispositions en cause de leur doit interne. Les États-Unis n'ont pas fourni de réponse par écrit aux questions de l'Argentine et se sont refusés à y répondre sur le fond durant les consultations. Pas plus qu'ils n'ont avisé l'Argentine qu'ils ne comprenaient pas la nature des questions que celle-ci leur avait posées à cet égard.

75. L'Argentine est surprise que les États-Unis aient annexé ces questions à leur communication (pièce n° 12 des États-Unis), vu le souci qu'ils ont exprimé dans le passé de protéger le caractère confidentiel et l'intégrité des consultations. Dans l'affaire *États-Unis – Mesures de sauvegarde visant la viande d'agneau*, le groupe spécial avait noté ceci: "Les États-Unis … mettent sérieusement en doute l'admissibilité et l'intérêt pour la procédure de groupe spécial des renseignements provenant de consultations bilatérales et confidentielles – pour lesquelles il n'y a généralement pas de témoins neutres ni de documents écrits – pour vérifier si les prescriptions en matière de spécificité énoncées à

[44] Demande de consultations présentée par l'Argentine, *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*, WT/DS268/1 (10 octobre 2002).

l'article 6:2 en ce qui concerne les *demandes d'établissement d'un groupe spécial* sont remplies."[45] De toute évidence, les États-Unis ont oublié leurs anciennes appréhensions à l'idée que "le recours, dans une procédure de groupe spécial contentieuse, à des renseignements provenant des consultations pourrait compromettre la réalisation de l'objectif de ces consultations".[46]

76. En tout état de cause, la pièce n° 12 des États-Unis l'indique, les 86 questions détaillées que l'Argentine leur a posées par écrit au cours de la période des consultations prouvent clairement que la nature et l'étendue des allégations de l'Argentine ont été énoncées en détail à l'intention des États-Unis. Indépendamment du nombre des questions portant sur les articles 3 ou 6 séparément, le nombre total élevé des questions détaillées vient étayer encore la conclusion que les États-Unis étaient parfaitement au fait de la nature des allégations de l'Argentine.

77. Comme les États-Unis ont saisi le groupe spécial des questions que l'Argentine leur avait posées par écrit, il importe de souligner, comme l'Argentine l'a indiqué le 19 mai à l'ORD, qu'à aucun moment durant les deux séries de consultations ils n'avaient manifesté la moindre préoccupation ou confusion quant à la nature de l'une quelconque des allégations formulées par l'Argentine au regard de l'article 3 ou de l'article 6. En revanche, dès qu'elle a demandé l'établissement d'un groupe spécial, ils ont soulevé un problème qu'ils avaient jusque-là passé sous silence, en se disant "incapables de discerner le fondement juridique de la plainte de l'Argentine …".[47] L'Argentine conteste "ce manque de compréhension" aussi soudain que commode chez les États-Unis.

78. Au surplus, comme ils le notent, l'Argentine fait valoir dans sa première communication que les dispositions légales prévoyant la détermination d'un dommage "dans un laps de temps raisonnablement prévisible" sont contraires aux obligations des États-Unis au regard de l'article 3.1, 3.2, 3.4, 3.7 et 3.8.

79. Il ne reste plus ainsi de l'article 3 que les paragraphes 3, 5 et 6. Sans doute, l'Argentine ne développe-t-elle pas dans sa première communication les infractions à ces dispositions qui sont liées aux dispositions légales en cause dans l'allégation B.3, mais il ne peut guère faire de doute que ces dispositions aussi pèsent sur la question de l'élément temporel, à savoir quand on pourrait considérer comme "probable" que le dommage subsistera ou se reproduira. L'article 3.3 vise la conduite d'une analyse cumulative du dommage, l'article 3.5 est consacré au lien de causalité – autre disposition manifestement pertinente relative à l'élément temporel – et l'article 3.6 prévoit les règles applicables à la détermination de l'existence d'un dommage en ce qui concerne la production nationale du produit similaire.

80. En outre, le paragraphe 93 du rapport de l'Organe d'appel en l'affaire *Thaïlande – Poutres en H* est pertinent pour examiner si la mention de l'article 3 de l'Accord antidumping est suffisante aux fins de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Ce paragraphe traite de l'article 5 de l'Accord antidumping, mais fait intervenir des notions qui sont directement pertinentes pour l'article 3:

> En ce qui concerne l'article 5, la Pologne a dit que "les autorités thaïlandaises [avaient] ouvert et mené cette enquête en violation des prescriptions en matière de procédure énoncées à l'article VI du GATT de 1994 et à l'article 5 … de l'Accord antidumping". L'article 5 énonce des dispositions procédurales diverses mais étroitement liées auxquelles les autorités chargées de l'enquête doivent se conformer lorsqu'elles ouvrent elles-mêmes une enquête antidumping. Vu le caractère

[45] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures de sauvegarde visant la viande d'agneau*, paragraphe 5.39.

[46] *Id.*, paragraphe 5.40.

[47] Organe de règlement des différends, Compte rendu de la réunion tenue le 15 avril 2003, WT/DSB/M/147, paragraphe 32.

> interdépendant des obligations énoncées à l'article 5, nous sommes d'avis que, compte tenu des faits et des circonstances de l'espèce, la référence faite par la Pologne aux "prescriptions en matière de procédure …" de l'article 5 était suffisante pour satisfaire aux prescriptions minimales de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.[48]

81. Comme l'article 5, l'article 3 renferme des "obligations interdépendantes". Au paragraphe 1, il stipule que la détermination de l'existence d'un dommage se fondera sur "des éléments de preuve positifs" et comportera un "examen objectif" du volume des importations faisant l'objet d'un dumping, de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur et de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits. Le paragraphe 2 donne des précisions sur les disciplines applicables aux Membres pour déterminer le volume des importations faisant l'objet d'un dumping, l'effet de ces importations sur les prix intérieurs et leur incidence sur les producteurs nationaux. Au paragraphe 4 sont indiqués les facteurs qu'il faut évaluer pour voir quelle est l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale. Le paragraphe 5 exige qu'il y ait obligatoirement un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage. De son côté, le paragraphe 7 énumère les circonstances dans lesquelles la détermination peut conclure à l'existence d'une menace de dommage important. Cette liste ne prétend pas à l'exhaustivité, mais elle illustre très clairement le fait que - comme l'article 5 - l'article 3 énonce les "obligations interdépendantes" qui ont été imposées aux Membres.

82. Il s'ensuit que la mention de "l'article 3" faite par l'Argentine à la section B.3 de sa demande répondait aussi aux critères énoncés à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

83. Plus généralement, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Argentine était tenue d'énoncer, et elle a effectivement énoncé, ses allégations au titre des articles 3 et 6. Elle n'était pas censée énoncer ses arguments à l'appui de ces allégations au titre des articles 3 et 6. La mention des articles 3 et 6 aux paragraphes 1, 2 et 3 de la section B de sa demande satisfaisait aux "prescriptions minimales" de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.[49]

84. Comme la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine satisfait aux "prescriptions minimales" de l'article 6:2, les États-Unis sont tenus de démontrer qu'ils ont effectivement subi un préjudice dans le cours de la procédure du groupe spécial. Dans leur contestation des allégations de la "Page Quatre", les États-Unis n'ont pu offrir que quelques courts paragraphes pour expliquer pourquoi ils avaient manifestement subi un préjudice. Contre la section B.1, B.2 et B.3, ils n'ont avancé dans leur première communication qu'une seule et unique phrase: "Comme dans le cas de la "Page Quatre" de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine, il a été porté atteinte à leur capacité de commencer à préparer leur défense parce que, du fait que l'Argentine n'avait pas respecté les dispositions de l'article 6:2, les États-Unis ne [savaient] pas à quelle argumentation ils auraient à répondre."[50]

85. Cela ne constitue pas un "préjudice", au point qu'il y ait violation des droits à une procédure régulière, aux fins de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. L'Argentine a déjà démontré, à la section III.C.3, que les États-Unis n'ont en fait subi aucun préjudice au cours de la procédure du groupe spécial. Elle ne répétera pas ces arguments, mais les incorpore à la présente section par renvoi.

86. Les allégations des États-Unis au titre des paragraphes 1, 2 et 3 de la section B devraient être écartées, parce que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine énonce clairement le problème et que les États-Unis n'ont pas démontré l'existence d'un préjudice effectif.

---

[48] *Id.*, paragraphe 93.
[49] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 123.
[50] Première communication des États-Unis, paragraphe 110.

V. LES "CERTAINES QUESTIONS" MENTIONNÉES PAR LES ÉTATS-UNIS RELÈVENT TOUTES DU MANDAT DU GROUPE SPÉCIAL

A. LA PLAINTE DES ÉTATS-UNIS

87. Au dire des États-Unis, les questions définies ci-dessous ne figuraient pas dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine et ne relèvent donc pas du mandat du Groupe spécial:

i) l'allégation de l'Argentine selon laquelle la pratique du DOC en matière de réexamens à l'extinction, à la fois en tant que telle et telle qu'elle est appliquée, est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping;

ii) l'allégation de l'Argentine selon laquelle les dispositions 19 U.S.C. §§ 1675 c) et 1675a c), le SAA et le *Sunset Policy Bulletin*, pris ensemble, établissent une présomption irréfragable qui est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping;

iii) l'allégation de l'Argentine selon laquelle la pratique du DOC en matière de réexamens à l'extinction est incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994;

iv) l'allégation de l'Argentine selon laquelle l'application faite par la Commission dans le réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine des dispositions 19 U.S.C. §§ 1675a a) 1) et 5) est incompatible avec les articles 11.3 et 3 de l'Accord antidumping; et

v) l'allégation de l'Argentine selon laquelle les mesures des États-Unis qu'elle a indiquées sont incompatibles avec l'article VI du GATT de 1994, avec les articles 1er et 18 de l'Accord antidumping et avec l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.[51]

B. LA POSITION DE L'ARGENTINE

88. D'emblée, l'Argentine relève que les États-Unis n'ont pas allégué avoir subi le moindre préjudice par suite des cinq questions qu'elle n'aurait "pas fait figurer" dans les sections A et B de sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Alors qu'ils ont affirmé sans conviction avoir subi un préjudice dans le cadre de leurs allégations visant la "Page Quatre" et les "paragraphes 1, 2 et 3 de la section B", les États-Unis n'ont par contre fait état ici d'aucun préjudice.

89. Ne serait-ce que pour cette seule raison, le Groupe spécial peut rejeter sans autre forme de procès les allégations formulées par les États-Unis au titre de l'article 6:2 dans le cadre de cette section. Pour aboutir, on l'a vu, toute demande au titre de l'article 6:2 oblige le défendeur à "étayer" une allégation de préjudice. Dans la section sur les cinq allégations supplémentaires invoquées, les États-Unis n'ont pas même formulé d'allégation de préjudice, sans parler de l'étayer. Leurs allégations au titre de l'article 6:2 sont par conséquent défectueuses et doivent être rejetées.

90. Les États-Unis n'ont formulé aucune allégation de préjudice parce qu'ils n'ont subi aucun préjudice. Une fois encore, l'Argentine incorpore dans la présente section par renvoi les arguments tirés de "l'absence de préjudice" qui ont été analysés plus haut à la section III.C.3.

[51] Première communication des États-Unis, paragraphes 112 à 114.

91. Même du point de vue de l'interprétation textuelle, au demeurant, les États-Unis ont tort d'affirmer qu'il s'agit de cinq allégations "nouvelles" ne figurant pas dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine. Pour rappeler deux principes fondamentaux au regard de l'article 6:2:

- une demande d'établissement d'un groupe spécial ne doit énoncer que des allégations, et non les arguments avancés à l'appui de ces allégations; et

- une demande d'établissement d'un groupe spécial doit être lue "dans son ensemble", c'est-à-dire en son entier.

92. Pour en venir aux allégations précises des États-Unis:

i) L'allégation de l'Argentine selon laquelle la pratique du DOC en matière de réexamens à l'extinction, aussi bien en tant que telle que telle qu'elle est appliquée, est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping

93. Ce que les États-Unis allèguent ici est apparemment que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine ne renferme pas d'allégation contestant la pratique du Département en matière de réexamens à l'extinction pour incompatibilité avec l'article 11.3, que ce soit "en tant que telle", ou "telle qu'elle est appliquée". Bien qu'ils se concentrent sur la section A.4 de cette demande de l'Argentine pour formuler cette allégation, leurs arguments sont détruits par le paragraphe même qu'ils citent en référence.

94. La section A.4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine se lit comme suit:

> La détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping … parce qu'elle a été fondée sur une présomption, quasi irréfragable dans le cadre de la législation des États-Unis [en tant que telle], qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si la mesure antidumping était supprimée. Cette présomption illicite est attestée par la pratique constante du Département en matière de réexamens à l'extinction (pratique qui est fondée sur la législation des États-Unis et le *Sunset Policy Bulletin* du Département). (non souligné dans l'original)

95. Suivant la lecture qu'en donnent les États-Unis, la section A.4 ne formulerait d'allégation qu'en ce qui concerne la détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine.[52] Or, il est clairement dit à la section A.4 que la détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction était incompatible avec l'article 11.3 parce qu'elle était fondée sur une présomption irréfragable, instituée par "la législation des États-Unis en tant que telle" et attestée par la "pratique constante" du Département. Il va de soi que pour que la détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction soit incompatible avec l'article 11.3 ainsi qu'il est exposé à la section A.4, il faut que la loi des États-Unis instituant la présomption irréfragable, "en tant que telle", soit aussi incompatible avec l'article 11.3. En conséquence, la section A.4 précise bien que l'Argentine conteste la présomption irréfragable de la loi des États-Unis "en tant que telle". En outre, comme il est expressément dit à la section A.4 que le Département a eu recours à sa pratique constante dans sa détermination à l'issue du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine, la demande d'établissement d'un groupe spécial précise également que l'Argentine conteste la pratique constante du Département, "telle qu'elle est appliquée" en général dans les réexamens à l'extinction. Partant, même si l'on considère la

[52] Première communication des États-Unis, paragraphe 116.

section A.4 isolément, la demande d'établissement d'un groupe spécial énonce clairement le problème que soulève la pratique constante du Département.

96. Cela dit, il faut, on l'a vu, que la demande d'établissement d'un groupe spécial soit lue dans son ensemble. Cette prescription vient encore corroborer la conclusion que l'Argentine a énoncé clairement le problème que pose la pratique constante du Département.

97. En ce qui concerne la contestation par l'Argentine de la pratique constante du Département "en tant que telle", il est dit au paragraphe qui précède immédiatement la section A que "certains aspects des … principes directeurs et procédures relatifs à l'administration des réexamens à l'extinction sont incompatibles avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC". De plus, la première phrase de la section A.1 allègue que "les … procédures des États-Unis concernant les réexamens à l'extinction "accélérés" sont incompatibles", notamment, avec l'article 11. Enfin, la "Page Quatre" évoque de même des "principes directeurs et procédures …, en rapport avec les déterminations établies par le Département" qui y sont dits incompatibles avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC, y compris l'article 11.3.

98. À côté de la section A.4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial, qui indique clairement la contestation de la présomption illicite "en tant que telle" et celle de la pratique constante du Département en matière de réexamen à l'extinction "telle qu'elle est appliquée", d'autres passages de cette demande ont également trait à la contestation dans le cadre de l'article 11.3 de la pratique des États-Unis en matière de réexamens à l'extinction "telle qu'elle est appliquée". La première phrase de la section A.2, par exemple, dénonce "le recours par le Département aux procédures accélérées dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine" en tant qu'il est incompatible avec, notamment, l'article 11. (non souligné dans l'original) De plus, la première phrase de la section A.5 dit ceci: "l'application par le Département du critère servant à déterminer "s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira" si la mesure antidumping est supprimée est incompatible" avec, entre autres, l'article 11.3. (non souligné dans l'original)

99. Les États-Unis ne sauraient donc être crédibles en affirmant qu'ils n'étaient pas avertis par le texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial que l'Argentine attaquait la pratique du Département.

100. Au cours des consultations, en outre, on l'a vu, l'Argentine a présenté aux États-Unis des questions écrites sur un vaste ensemble de points qu'elle soulevait, y compris à propos de la pratique générale du Département en matière de réexamens à l'extinction et de cette présomption irréfragable établie par la législation des États-Unis.[53] À la question n° 13, par exemple, l'Argentine demandait: "Existe-t-il, dans le droit ou la pratique des États-Unis, une présomption suivant laquelle la suppression d'une ordonnance antidumping ferait probablement que le dumping subsisterait ou se reproduirait?"[54] Il est évident que, dès avant que l'Argentine ait présenté sa demande d'établissement d'un groupe spécial, les États-Unis étaient avertis qu'elle contestait la pratique constante du Département. En conséquence, les États-Unis ne sauraient être crédibles en affirmant qu'ils ont subi effectivement un préjudice dans le cours de la procédure du groupe spécial.

[53] *Voir* les questions écrites présentées par l'Argentine pour les consultations du 14 novembre 2002 (pièce n° 12 des États-Unis), questions n° 13, 26 et 28 à 31.

[54] *Id.*, question n° 13. (non souligné dans l'original)

ii) L'allégation de l'Argentine selon laquelle les dispositions 19 U.S.C. §§ 1675 c) et 1675a c), le SAA et le Sunset Policy Bulletin, pris ensemble, établissent une présomption irréfragable qui est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping

101. Les États-Unis font valoir que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine n'énonce pas clairement le problème de la présomption irréfragable instituée par les dispositions 19 U.S.C. §§ 1675 c) et 1675a c), le SAA et le *Sunset Policy Bulletin*, pris ensemble. En invoquant cet argument, les États-Unis s'en tiennent une fois encore à la section A.4, au lieu d'envisager dams son ensemble la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine.

102. Lue dans son ensemble, cette demande énonce clairement le problème. Tout d'abord, rappelons-le, il est dit à la section A.4 que "la détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping … parce qu'elle a été fondée sur une présomption, quasi irréfragable dans le cadre de la législation des États-Unis [en tant que telle], qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si la mesure antidumping était supprimée". (non souligné dans l'original) En conséquence, l'allégation de l'Argentine suivant laquelle la détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction était incompatible avec l'article 11.3 part du principe que la législation des États-Unis en tant que telle établit une présomption irréfragable de probabilité d'un dumping. En conséquence, la section A.4 précise que l'Argentine allègue que la législation des États-Unis établit une présomption irréfragable de probabilité d'un dumping qui est incompatible avec l'article 11.3. De son côté, la "Page Quatre" de la demande d'établissement d'un groupe spécial (sur laquelle l'Argentine a déjà fourni une argumentation) indique que, dans ce contexte, la "législation des États-Unis" comprend les dispositions 19 U.S.C. §§ 1675 c) et 1675a, le SAA et le *Sunset Policy Bulletin* et que ces mesures sont contraires, entre autres, à l'article 11.

103. L'Argentine a donc formulé ses allégations de manière adéquate et énoncé clairement le problème. Sa demande d'établissement d'un groupe spécial dépassait même les prescriptions minimales de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, parce qu'elle allait bien au-delà d'une simple mention de l'article 11 de l'Accord antidumping.

104. De plus, au cours des consultations, l'Argentine avait soumis des questions détaillées qui exposaient clairement son allégation que la loi, le SAA et le *Sunset Policy Bulletin* établissent une présomption qui est incompatible avec l'article 11.3.[55] La question n° 28, par exemple, est ainsi formulée: "Les États-Unis considèrent-ils que leur loi antidumping, le SAA et le Sunset Review Policy Bulletin du Département établissent une présomption favorable au maintien d'une ordonnance instituant des droits antidumping?"[56] Par conséquent, les États-Unis ne sauraient être crédibles en affirmant qu'ils n'étaient pas avertis que l'Argentine alléguait que ces mesures – prises ensemble – établissaient une présomption incompatible avec l'article 11.3 et qu'ils s'en sont trouvés lésés.

iii) L'allégation de l'Argentine suivant laquelle la pratique du Département en matière de réexamens à l'extinction est incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994

105. Les États-Unis allèguent que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine ne critique pas clairement la "pratique" du Département en matière de réexamens à l'extinction, pas plus "en tant que telle" que "telle qu'elle est appliquée", pour son incompatibilité avec

[55] *Voir* les questions écrites présentées par l'Argentine pour les consultations du 14 novembre 2002 (pièce n° 12 des États-Unis), questions n° 13, 26 et 28 à 31.

[56] *Id.*, question n° 28.

l'article X:3 a) du GATT. Or, au contraire, dans cette demande, l'Argentine a clairement exposé la nature de son allégation en ce qui concerne l'article X:3 a).

106. La section A.4 de ladite demande dit que "la détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction est incompatible avec … l'article X:3 a) du GATT de 1994 parce qu'elle a été fondée sur une présomption quasi irréfragable dans le cadre de la législation des États-Unis en tant que telle" qui "est attestée par la pratique constante du Département en matière de réexamen à l'extinction …". (non souligné dans l'original)

107. Aux termes de l'article X:3 a) du GATT de 1994, "chaque partie contractante appliquera d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable tous les règlements, lois, décisions judiciaires et administratives visés au paragraphe premier du présent article". Le paragraphe premier de l'article X, pour sa part, mentionne les "lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale rendus exécutoires par tout [Membre] qui visent … les taux des droits de douane, taxes et autres impositions, ou les prescriptions, restrictions ou prohibitions relatives à l'importation …".

108. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine est donc claire. La section A.4 mentionne l'article X:3 a), et le texte de l'article X:3 a) exprime sans ambiguïté l'obligation faite à chaque Membre importateur d'appliquer ses lois, règlements, décisions judiciaires et administratives de manière impartiale et équitable. De plus, la section A.4 précise que la violation de l'article X:3 a) par le Département est attestée par la pratique constante de celui-ci en matière de réexamens à l'extinction. Les États-Unis n'ont donc aucune raison crédible d'affirmer n'avoir pas compris que l'Argentine alléguait que la pratique constante du Département en matière de réexamens à l'extinction est contraire à l'article X:3 a).

109. Outre la section A.4, il y a la "Page Quatre" de la demande d'établissement d'un groupe spécial, où il est dit que les "principes directeurs et procédures" des États-Unis sont incompatibles avec l'article X du GATT de 1994.

iv) L'allégation de l'Argentine suivant laquelle l'application faite par l'ITC des dispositions 19 U.S.C. §§ 1675a a) 1) et 5) à l'occasion du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine est incompatible avec les articles 11.3 et 3 de l'Accord antidumping

110. Les États-Unis soutiennent que dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial l'Argentine conteste les dispositions 19 U.S.C. §§ 1675a a) 1) et 5) en tant que telles seulement, et non telles qu'elles ont été appliquées dans la détermination établie à l'issue du réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine.

111. Là encore, les États-Unis omettent de considérer la demande d'établissement d'un groupe spécial "dans son ensemble". Ils lisent la section B.3 de cette demande en l'isolant du reste du texte. Le titre de la section B dit que "[l]a détermination établie par la Commission à l'issue du réexamen à l'extinction est incompatible avec l'Accord antidumping et le GATT de 1994". Ce titre vaut pour chacune des subdivisions de la section B qui suivent, y compris B.3. Ainsi, la demande d'établissement d'un groupe spécial indique sans ambiguïté que l'Argentine conteste les dispositions 19 U.S.C. §§ 1675a a) 1) et 5) à la fois en tant que telles et telles qu'elles ont été appliquées dans la détermination établie par la Commission à l'issue du réexamen à l'extinction concernant les OCTG en provenance d'Argentine.

112. De plus, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine expose le contexte factuel du présent différend, en indiquant qu'à l'issue de son réexamen à l'extinction concernant les OCTG d'Argentine la Commission a déterminé qu'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait "dans un laps de temps raisonnablement prévisible", comme le prescrit

la disposition 19 U.S.C. §§ 1675a a) 1). Cette affirmation est une indication de plus de l'intention de l'Argentine de contester l'application que la Commission a faite des dispositions 19 U.S.C. §§ 1675a a) 1) et 5) dans sa détermination à l'extinction concernant les OCTG en provenance d'Argentine.

v) L'allégation de l'Argentine suivant laquelle les mesures des États-Unis qu'elle a indiquées sont incompatibles avec l'article VI du GATT de 1994, les articles 1er et 18 de l'Accord antidumping et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC

113. La "Page Quatre" de la demande d'établissement d'un groupe spécial mentionne expressément l'article VI du GATT de 1994, les articles 1er et 18 de l'Accord antidumping et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC. Dans le contexte du présent différend, ces articles n'auraient pas pu jouer autrement qu'en conséquence de la violation d'autres dispositions. Les allégations de l'Argentine au titre de l'article VI du GATT de 1994 et des articles 1er et 18.1 et 18.4 de l'Accord antidumping supposent une infraction aux dispositions de fond de l'Accord antidumping. De même, son allégation de violation de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC suppose une infraction à une disposition d'un accord visé. Par conséquent, la simple énumération de ces dispositions dans la demande d'établissement d'un groupe spécial – qui satisfaisait déjà aux prescriptions minimales de l'article 6:2 – était suffisante pour énoncer clairement le problème. D'ailleurs, l'argument des États-Unis sur ce point indique qu'ils comprennent fort bien le but – à vrai dire l'unique but – de ces dispositions subordonnées.[57]

114. Avant de conclure sa communication, l'Argentine se voit contrainte de commenter les allégations injustifiées de mauvaise foi formulées dans la première communication des États-Unis à propos de sa demande d'établissement d'un groupe spécial:

> au paragraphe 98 de la première communication des États-Unis, il est dit que le fait de n'avoir pas rédigé la "Page Quatre" avec "la même précision" que les sections A et B "laisse inévitablement l'impression que l'Argentine n'est pas passée de la précision à l'extrême ambiguïté par inadvertance";
>
> au paragraphe 106, il est dit que l'Argentine "savait quelles allégations elle entendait formuler" aux paragraphes 1, 2 et 3 de la Section B, mais qu'elle "souhaitait pour le moment dissimuler cette information"; et
>
> la note de bas de page 103 accuse l'Argentine d'user de la "technique de l'amorçage assorti d'un leurre".

115. Avec ces allégations, les États-Unis ont en substance accusé l'Argentine d'avoir délibérément tenté, en rédigeant sa demande d'établissement d'un groupe spécial, de dissimuler la nature de son allégation aux États-Unis, aux tierces parties, au groupe spécial et à l'ORD. Qui plus est, cette accusation impliquerait que l'Argentine a manqué à l'obligation dont elle est tenue en vertu du Mémorandum d'accord d'"engager [les] procédures [de règlement des différends] de bonne foi dans un effort visant à régler [le] différend".

116. Au contraire, l'Argentine s'est à tout moment comportée d'une manière conforme à la lettre et à l'esprit des règles régissant le règlement des différends à l'OMC. De fait, tout au long des consultations et dans la rédaction de sa demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Argentine a

[57] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 126 ("Ces allégations sont des allégations corollaires en ce sens qu'elles sont subordonnées à la constatation qu'une autre disposition de l'Accord antidumping ou du GATT de 1994 a été enfreinte.").

clairement indiqué quelles étaient ses allégations. Et elle avait d'ailleurs espéré régler le présent différend sans devoir recourir à la procédure de groupe spécial. L'Argentine, rappelons-le, a communiqué aux États-Unis 86 questions écrites (auxquelles elle n'a reçu aucune réponse écrite), elle a participé à deux tours de consultations et elle a toujours agi de bonne foi dans ces procédures. Que les États-Unis affirment le contraire est à la fois déroutant et totalement contredit par le dossier de la procédure. L'Argentine rejette ces accusations des États-Unis.

VI. CONCLUSION

117. La demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis ne satisfait à aucun des deux volets du critère énoncé par l'Organe d'appel pour déterminer si une demande d'établissement d'un groupe spécial satisfait aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. En premier lieu, il apparaît à l'examen de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine, si on la lit dans son ensemble, qu'elle est détaillée, claire et spécifique et qu'elle expose dans tous leurs détails les allégations de l'Argentine. Deuxièmement, les États-Unis ont totalement échoué à justifier leur allégation qu'ils auraient été lésés au cours de la procédure du Groupe spécial. En tout état de cause, ainsi qu'il était indiqué plus haut, ils sont parfaitement au fait dans tous leurs détails de la nature et de l'étendue des allégations de l'Argentine depuis plus d'un an.

118. À la lumière des circonstances entourant l'espèce, les États-Unis ne sauraient être crédibles en affirmant qu'ils n'étaient pas avertis des allégations de l'Argentine "suffisamment pour pouvoir se défendre".

119. En conséquence, l'Argentine a l'honneur de demander au Groupe spécial de rejeter la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis en son entier.

ANNEXE B

COMMUNICATIONS DES TIERCES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe B-1	Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie	B-2
Annexe B-2	Communication du Japon en tant que tierce partie	B-33
Annexe B-3	Communication de la Corée en tant que tierce partie	B-52
Annexe B-4	Communication du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu en tant que tierce partie	B-63

ANNEXE B-1

COMMUNICATION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES EN TANT QUE TIERCE PARTIE

14 novembre 2003

TABLE DES MATIÈRES

Page

1. INTRODUCTION 5
2. L'EXCEPTION PRÉLIMINAIRE 5
3. LA DÉTERMINATION CONCLUANT À L'INADÉQUATION 6
4. PERSISTANCE PROBABLE DU DUMPING 7
4.1 Critère de détermination requis: probable 7
4.2 Utilisation de la détermination de l'existence d'un dumping issue de l'enquête initiale comme seule base de la détermination de l'existence d'un dumping antérieur 7
4.3 Persistance du dumping dans l'avenir 11
4.3.1 Détermination prospective **..... 11**
4.3.2 Prescription factuelle additionnelle **..... 11**
4.3.3 Affirmations factuelles additionnelles en l'espèce **..... 12**
4.3.4 Motivation additionnelle **..... 14**
4.4 Conclusion sur la probabilité de voir le dumping subsister 15
5. LE SUNSET POLICY BULLETIN ET LA MÉTHODE DES ÉTATS-UNIS "EN TANT QUE TELS" 17
5.1 La prétendue doctrine impératif/facultatif 17
5.2 Le Sunset Policy Bulletin est une procédure administrative 17
5.3 Le Sunset Policy Bulletin a un caractère impératif 18
6. RÉDUCTION À ZÉRO 19
6.1 Observations préliminaires 19
6.2 Réduction à zéro selon les modèles et réduction à zéro simple 20
6.3 Réduction à zéro dans le contexte d'une enquête menée dans le cadre d'un réexamen à l'extinction 21
6.3.1. La structure de l'Accord antidumping et de l'article 2.1 **..... 22**
6.3.2 Procédure antidumping **..... 23**
6.3.3 Review (réexamen, révision, examen) **..... 24**
6.3.4 Investigation (enquête) **..... 25**
6.3.5 "Pendant la phase d'enquête" **..... 27**
6.3.6 Autres phases: la phase préalable à l'enquête **..... 27**
6.3.7 Objet et but de l'article 11.3 de l'Accord antidumping **..... 28**
6.4 Marge de dumping calculée suivant l'accord antérieur 29
7. DOMMAGE 29
8. CONCLUSION 31

Affaires citées dans la présente communication

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Canada - Durée d'un brevet	Rapport du Groupe spécial *Canada - Durée de la protection conférée par un brevet*, WT/DS170/R, rapport final distribué le 5 mai 2000 Rapport de l'Organe d'appel *Canada - Durée de la protection conférée par un brevet*, WT/DS170/AB/R, adopté le 12 octobre 2000
CE - Linge de lit	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes - Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, rapport final distribué le 30 octobre 2000 Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes - Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, WT/DS141/AB/R, adopté le 12 mars 2001
CE - Linge de lit (Article 21:5)	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes - Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde - Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS141/R, rapport final distribué le 29 novembre 2002 Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes - Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde - Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS141/AB/RW, adopté le 24 avril 2003
CE - Tubes et tuyaux	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes - Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil*, WT/DS219/R, rapport final distribué le 7 mars 2003 Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes - Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil*, WT/DS219/AB/R, adopté le 18 août 2003
Égypte - Barres d'armature en acier	Rapport du Groupe spécial *Égypte - Mesures antidumping définitives à l'importation de barres d'armature en acier en provenance de la Turquie*, WT/DS211/R, adopté le 1er octobre 2002
États-Unis - Acier au carbone en provenance d'Allemagne	Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/R, rapport final distribué le 3 juillet 2002 Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/AB/R, adopté le 28 novembre 2002
États-Unis - Acier au carbone en provenance du Japon	Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/R, rapport final distribué le 14 août 2003, déclaration d'appel le 15 septembre 2003
États-Unis - Acier laminé à chaud	Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/R, rapport final distribué le 28 février 2001 Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001
États-Unis - Bois d'œuvre	Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, WT/DS257/R, rapport final distribué le 29 août 2003, déclaration d'appel le 21 octobre 2003
États-Unis - DRAM	Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée*, WT/DS99/R, adopté le 19 mars 1999

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
États-Unis - Loi sur la compensation	Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention*, WT/DS217, 234/R, rapport final distribué le 16 septembre 2002 Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention*, WT/DS217, 234/AB/R, adopté le 27 janvier 2003
États-Unis - Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE	Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS212/R, rapport final distribué le 31 juillet 2002 Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS212/AB/R, adopté le 8 janvier 2003
États-Unis - Plomb et bismuth II	Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires du Royaume-Uni*, WT/DS138/R, rapport final distribué le 23 décembre 1999 Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires du Royaume-Uni*, WT/DS138/AB/R, adopté le 7 juin 2000
États-Unis - Viande d'agneau	Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie*, WT/DS177/R et WT/DS178/R, rapport final distribué le 21 décembre 2000 Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie*, WT/DS177/AB/R et WT/DS178/AB/R, adopté le 16 mai 2001
États-Unis - Article 301	Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Articles 301 à 310 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur*, WT/DS152/R, adopté le 27 janvier 2000
Guatemala - Ciment II	Rapport du Groupe spécial *Guatemala - Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique*, WT/DS156/R, adopté le 17 novembre 2000
Japon - Boissons alcooliques II	Rapport du Groupe spécial *Japon - Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, rapport final distribué le 11 juillet 1996 Rapport de l'Organe d'appel *Japon - Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, adopté le 1er novembre 1996

1. INTRODUCTION

1. Les Communautés européennes soumettent la présente communication en tant que tierce partie en raison de l'intérêt qu'elles ont en leur qualité de Membre du système à une juste interprétation de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (l'"Accord antidumping").

2. Dans la présente communication écrite, les Communautés européennes examinent principalement les questions qui suivent, les autres questions étant traitées, dans la mesure nécessaire, dans une déclaration orale:

- l'exception préliminaire formulée par les États-Unis sur le point de savoir si la demande d'établissement d'un groupe spécial satisfait aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, et notamment si cela peut être établi pour certaines parties de la demande d'établissement d'un groupe spécial prises isolément;
- la détermination établie en l'espèce par l'autorité chargée de l'enquête selon laquelle la réponse donnée par Siderca était inadéquate, au motif que Siderca représentait moins de 50 pour cent des exportations totales aux États-Unis du produit en provenance d'Argentine enregistrées de 1995 à 1999, Siderca n'en ayant elle-même pas exporté pendant cette période, et les conséquences de cette détermination;
- le critère "probable" ("likely"), applicable aux enquêtes menées dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, qui est énoncé à l'article 11.3 de l'Accord antidumping;
- en ce qui concerne l'existence d'un dumping antérieur, le fait que l'autorité chargée de l'enquête a utilisé uniquement la marge de dumping (1,36 pour cent) qui avait été calculée dans l'enquête initiale (sur la période de six mois allant du 1er janvier au 30 juin 1994) pour établir la détermination (en vigueur depuis le 7 novembre 2000) concluant que le droit devait être appliqué pendant une nouvelle période de cinq ans (c'est-à-dire jusqu'au 11 août 2005 - soit **onze ans**, **un mois et onze jours** après la fin de la période visée dans l'enquête initiale);
- en ce qui concerne la probabilité d'un dumping à venir, le fait que l'autorité chargée de l'enquête ne s'est fondée sur aucune donnée de fait ou raison supplémentaire additionnelle, ou s'est fondée uniquement sur des affirmations insuffisantes pour donner un sens effectif à l'article 11.3 de l'Accord antidumping;
- la compatibilité du Sunset Policy Bulletin "en tant que tel" avec l'Accord antidumping;
- le recours par l'autorité chargée de l'enquête à une détermination de l'existence d'un dumping établie en vertu de l'Accord antidumping du Tokyo Round, qui comportait une réduction à zéro simple (comparaison entre la valeur normale moyenne pondérée et des transactions à l'exportation prises individuellement), d'une manière incompatible avec l'Accord antidumping actuel; et
- la détermination par l'autorité chargée de l'enquête de la probabilité d'un dommage.

2. L'EXCEPTION PRÉLIMINAIRE

Dans leur première communication écrite, les États-Unis demandaient un certain nombre de décisions préliminaires. Ils faisaient notamment valoir que certaines parties de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine, en particulier la "Page Quatre" de ce document, n'étaient pas conformes aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.[1]

[1] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 84 et suivants.

À cet égard, les Communautés européennes tiennent à faire observer que le point de savoir si une demande d'établissement d'un groupe spécial est conforme aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, et notamment si elle indique clairement la mesure et si elle contient un bref exposé du fondement juridique de la plainte, ne peut pas être établi en examinant simplement certaines parties d'une demande d'établissement d'un groupe spécial. C'est ce que l'Organe d'appel a clairement dit dans l'affaire *États-Unis - Acier au carbone en provenance d'Allemagne*.[2]

> En outre, le respect des prescriptions de l'article 6:2 doit être déterminé en fonction des particularités de chaque affaire, *après avoir examiné la demande d'établissement dans son ensemble*, et compte tenu des circonstances entourant l'affaire. (pas d'italique dans l'original)

De l'avis des Communautés européennes, le Groupe spécial ne devrait pas suivre la suggestion des États-Unis d'examiner la "Page Quatre" de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine, c'est-à-dire la section finale de ce document, isolément, indépendamment du reste de la demande. Pour établir si les conditions énoncées à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sont réunies, le Groupe spécial devrait plutôt examiner la demande d'établissement d'un groupe spécial dans son ensemble.

3. LA DÉTERMINATION CONCLUANT À L'INADÉQUATION

3. Dans un mémorandum interne du DOC daté du 22 août 2003[3], il est expliqué que, comme il n'y a pas eu d'exportations de Siderca aux États-Unis de 1995 à 1999 et qu'il y a eu des importations du produit en provenance d'Argentine pendant cette période, Siderca représente moins de 50 pour cent des importations aux États-Unis du produit en provenance d'Argentine pour la période pertinente.[4]

4. Il était donc recommandé au DOC dans ce mémorandum de déterminer que la réponse de Siderca était inadéquate et de procéder à un réexamen à l'extinction accéléré (120 jours). Selon l'article 351.218 e) 1) ii) C) du Règlement du DOC, un réexamen accéléré sera effectué à partir des données de fait disponibles, telles qu'elles sont définies à l'article 351.308 f) du Règlement du DOC en ces termes[5]:

> f) Utilisation des données de fait disponibles dans un réexamen à l'extinction. Lorsque le Secrétaire décide d'arrêter les résultats finals d'un réexamen à l'extinction sur la base des données de fait disponibles, il s'appuie normalement:
>
> 1) sur les taux de droits compensateurs ou les marges de dumping, selon le cas, calculés à partir des déterminations antérieures du Département; et
>
> 2) sur les renseignements figurant dans les réponses de fond à l'avis d'engagement présentées par les parties au titre de l'article 351.218 d) 3), conformément à l'article 752 b) ou 752 c) de la Loi, selon le cas.

5. L'Argentine fait valoir[6], et les Communautés européennes conviennent, que cette détermination est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping. La constatation en l'espèce a donné un résultat qui est incompatible avec l'Accord antidumping. Il convient de rappeler que Siderca avait, selon le DOC, présenté une réponse de fond complète. Cette réponse a été jugée

---

[2] Paragraphe 127.

[3] Voir la pièce n° 50 de l'Argentine, pages 1 et 2.

[4] Voir les règles énoncées à l'article 351.218 e) 1) ii) A) du Règlement du DOC (pièce n° 3 de l'Argentine).

[5] Pièce n° 3 des États-Unis, page 13524.

[6] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphes 166 à 171.

inadéquate uniquement parce que Siderca n'avait pas fait d'exportations aux États-Unis, de sorte que sa part des importations aux États-Unis était inférieure à 50 pour cent.

6. Cette circonstance n'est pas une justification suffisante, compte tenu des conséquences très importantes de la décision de suivre une procédure accélérée. Sur le fondement de l'article 351.308 f), cette décision a fait que les éléments de preuve pertinents ont été exclus de l'enquête et de la détermination effectués dans le cadre du réexamen à l'extinction contesté, d'une manière incompatible avec l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord antidumping. Elle a eu en outre pour effet de dispenser en grande partie l'autorité chargée de l'enquête de l'obligation de mener une enquête qui lui est imposée par l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Les Communautés européennes considèrent donc que la décision de suivre une procédure accélérée était incompatible avec les articles 11.3 et 6 de l'Accord antidumping.

4. PERSISTANCE PROBABLE DU DUMPING

4.1 Critère de détermination requis: probable

7. L'article 11.3 de l'Accord antidumping est ainsi conçu:

> Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, tout droit antidumping définitif sera supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé (ou à compter de la date du réexamen le plus récent au titre du paragraphe 2 si ce réexamen a porté à la fois sur le dumping et le dommage, ou au titre du présent paragraphe), à moins que les autorités ne déterminent, au cours d'un réexamen entrepris avant cette date, soit de leur propre initiative, soit à la suite d'une demande dûment justifiée présentée par la branche de production nationale ou en son nom, dans un laps de temps raisonnable avant cette date, qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé. Le droit pourra demeurer en vigueur en attendant le résultat de ce réexamen. (note de bas de page 22 omise)

8. L'Argentine fait valoir que l'article 11.3 de l'Accord antidumping prescrit qu'un droit antidumping doit être supprimé cinq ans après son imposition, à moins que l'autorité chargée de l'enquête ne détermine qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé. Selon le Groupe spécial *États-Unis - DRAM*, le terme *likely* signifie "probable".[7] Il ne signifie pas "possible", ni quelque chose de moins que "probable". L'Argentine fait en outre valoir que dans l'enquête et la détermination effectuées dans le cadre du réexamen à l'extinction contesté, l'autorité chargée de l'enquête n'a pas déterminé que le dumping et le dommage étaient probables si le droit était supprimé. Pour cette raison, l'enquête et la détermination effectuées dans le cadre du réexamen à l'extinction contesté sont, selon l'Argentine, incompatibles avec les obligations contractées par les États-Unis dans le cadre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping.[8] Comme elles l'exposent dans les sections suivantes, les Communautés européennes conviennent avec l'Argentine que la détermination de la probabilité établie par le DOC ne cadre pas avec le critère de l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

4.2 Utilisation de la détermination de l'existence d'un dumping issue de l'enquête initiale comme seule base de la détermination de l'existence d'un dumping antérieur

9. La seule détermination de l'existence d'un dumping qui ait été utilisée par l'autorité chargée de l'enquête dans l'enquête et la détermination (entrée en vigueur le 7 novembre 2000) effectuées dans le

[7] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.45.
[8] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphes 89 à 93 et 211 à 233.

cadre du réexamen à l'extinction contesté est celle qui avait été établie à l'issue de l'enquête initiale (la période de six mois allant du 1er janvier au 30 juin 1994).

10. La détermination établie dans le cadre du réexamen à l'extinction contesté reposait sur une affirmation figurant dans le Mémorandum sur les questions et la décision[9], seul document expressément incorporé par renvoi à la détermination contestée, à savoir:

> … nous constatons que le dumping a *subsisté* pendant toute la durée de l'ordonnance applicable à l'Argentine et qu'il *subsistera* probablement si l'ordonnance est abrogée. (pas d'italique dans l'original)

11. L'article 11.3 de l'Accord antidumping parle de la probabilité de voir le dumping "subsister[ ] ou se reproduir[e]". Si les termes "subsister" et "se reproduire" étaient interprétés comme ayant le même sens, l'un des deux serait redondant. Pour éviter cette redondance, il faut que ces termes aient des sens différents.

12. Les deux mots indiquent une détermination revêtant un aspect temporel, puisqu'elle est à la fois *antérieure* et *prospective*. Si le dumping *subsiste*, il est présent, de manière *ininterrompue*, aussi bien avant qu'après (vraisemblablement) un point de référence dans le temps. Si le dumping *se reproduit*, il est également présent aussi bien avant qu'après (vraisemblablement) un point de référence dans le temps, mais il est *interrompu* par une période d'absence de dumping.[10] Tels sont les sens courants et ordinaires des mots "subsister" et "se reproduire".

13. Les Communautés européennes ne considèrent donc pas que l'affirmation sans nuance selon laquelle "[l]a détermination requise dans ces types de réexamens est intrinsèquement prévisionnelle et spéculative", qui figure dans le SAA[11], soit compatible avec l'Accord antidumping. Les faits et les analyses figurant dans la partie antérieure de la détermination ne sont ni prévisionnels ni hypothétiques. La partie prospective doit être constituée d'éléments de preuve positifs, c'est-à-dire de faits antérieurs (qui ne sont ni prévisionnels ni hypothétiques), ainsi que d'une analyse ou d'un raisonnement. Des quatre éléments présents dans la détermination, seul ce dernier élément d'analyse ou de raisonnement prospectif pourrait être qualifié de prévisionnel ou d'hypothétique. Pour des raisons analogues, les Communautés européennes ne souscrivent pas aux conclusions formulées par les États-Unis en l'espèce, dans la mesure où elles donnent à entendre qu'une enquête et une détermination effectuées dans le cadre d'un réexamen à l'extinction sont consacrées spécifiquement à une analyse prospective.[12]

14. Comme le temps est continu et que les ventes sont ponctuelles, le point de savoir si le dumping subsiste ou se reproduit peut uniquement être déterminé par rapport à une *période* définie. Autrement, chaque importation faisant l'objet d'un dumping serait une réapparition; un dumping qui subsiste ne pourrait pas, par définition, exister; et le terme subsister serait redondant. Par conséquent, un réexamen au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping doit être effectué par rapport à une période précise. Du point de vue de la logique et du bon sens, il n'est pas possible d'effectuer l'analyse prescrite par l'article 11.3 de l'Accord antidumping sans certains paramètres temporels.

15. S'agissant, par exemple, de la période de cinq ans prévue à l'article 11.3 de l'Accord antidumping, un réexamen à l'extinction engagé avant la fin de la cinquième année, qui serait fondé

---

[9] Pièce n° 51 de l'Argentine, page 5, paragraphe 2, dernière phrase.

[10] Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Acier au carbone en provenance du Japon*, paragraphe 7.179: "Nous tirons cette conclusion de la référence au fait de "se reproduire", qui selon nous est une référence au renouvellement d'un phénomène qui a cessé."

[11] United States Statement of Administrative Action (SAA), accompagnant l'adoption de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay (URAA), qui met en œuvre l'Accord sur l'OMC pour les États-Unis, avec effet, aux fins de la présente affaire, le 1er janvier 1995. Pièce n° 5 de l'Argentine, page 4208.

[12] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 250 et 255.

sur une détermination de l'existence d'un dumping pour la période allant de la fin de l'enquête initiale aux plus récentes données disponibles, serait un exemple de réexamen fondé sur une détermination de la probabilité de voir le dumping *subsister*. En revanche, un réexamen au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping qui chercherait à s'appuyer sur une détermination de l'existence d'un dumping se limitant, par exemple, à la première année, dans un contexte d'absence de dumping ultérieur, serait un exemple de réexamen fondé sur une détermination de la probabilité de voir le dumping *se reproduire*.

16. Y a-t-il des prescriptions concernant les paramètres temporels qu'une autorité chargée de l'enquête peut choisir pour effectuer un réexamen à l'extinction? En ce qui concerne l'élément rétrospectif de la détermination, la fin de la période pertinente peut coïncider avec la fin de la période pour laquelle les données les plus récentes sont disponibles. Il doit aussi y avoir une date qui marque le commencement de la période. Cette période ne peut pas s'étendre indéfiniment dans le passé.

17. Si la période d'enquête dans une enquête menée dans le cadre d'un réexamen au titre de l'article 11.3 est définie par l'autorité chargée de l'enquête comme commençant au début de la période d'enquête initiale (en l'espèce, le 1er janvier 1994) et se terminant à la fin de la période pour laquelle les données les plus récentes sont disponibles, il n'y a pas de distinction entre les deux notions "subsister" et "se reproduire". C'est la méthode qui a été utilisée par l'autorité chargée de l'enquête dans la présente affaire. Elle rend le terme "se reproduire" redondant. Tous les cas deviennent des cas de persistance. C'est la raison pour laquelle, dans le Mémorandum sur les questions et la décision[13], l'autorité chargée de l'enquête s'est estimée en mesure d'affirmer:

> … nous constatons que le dumping *a subsisté* pendant toute la durée de l'ordonnance applicable à l'Argentine et *subsistera* probablement si l'ordonnance est révoquée. (pas d'italique dans l'original)

18. L'autorité chargée de l'enquête a fait cette constatation de *persistance* malgré l'existence d'un écart de six ans, quatre mois et sept jours entre la fin de la période d'enquête initiale (30 juin 1994) et la date de la détermination à l'extinction contestée (effective le 7 novembre 2000).

19. La question précise que le Groupe spécial doit trancher est la suivante: en se fondant, dans l'enquête et la détermination effectuées dans le cadre du réexamen à l'extinction contesté, aux fins du volet rétrospectif de la détermination concluant à la persistance probable, ***uniquement*** sur le calcul du dumping se rapportant à la période d'enquête initiale (en l'espèce, la période de six mois allant du 1er janvier au 30 juin 1994), les États-Unis ont-ils agi d'une manière incompatible avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC? Le Groupe spécial n'a pas besoin de décider si oui ou non un Membre pourrait se fonder sur le dumping pratiqué durant une période ultérieure particulière (par exemple, la première, la deuxième ou la troisième année).

20. Les Communautés européennes considèrent comme l'Argentine que, sur ce point, les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC.[14] Avec la méthode employée par les États-Unis, une mesure antidumping pourrait être maintenue pendant dix ans, voire indéfiniment, sur la base du calcul fait relativement à la période d'enquête initiale, de même que de la partie prospective de la détermination concluant à la persistance probable. Cela ne serait compatible ni avec l'article 11.1 ni avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

[13] Pièce n° 51 de l'Argentine, page 5, paragraphe 2, dernière phrase.
[14] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphes 156 à 165 et 184.

21. L'article 11.1 de l'Accord antidumping énonce un principe général et primordial à la lumière duquel l'article 11.3 doit être interprété.[15]

22. L'article 11.1 de l'Accord antidumping porte tout particulièrement sur le cadre *temporel* d'une mesure antidumping. C'est ce qui ressort du titre de l'article 11, dans lequel figure le terme "durée". C'est ce que confirme l'emploi du terme "rester" à l'article 11.1. Cette disposition ne porte pas sur le point de savoir si une mesure devrait être imposée, mais sur le point de savoir si une mesure devrait rester en vigueur.

23. L'expression "que le temps" à l'article 11.1 de l'Accord antidumping est importante. Le libellé de cette disposition n'est pas "[l]es droits antidumping ne resteront en vigueur que *s'ils* sont nécessaires pour contrebalancer le dumping …". L'expression convenue "que le temps" indique une prescription *temporelle* qui va plus loin que le simple conditionnel exprimé par "si". Elle indique qu'il doit y avoir une relation temporelle minimale entre l'existence d'un dumping et l'existence du droit. Un droit antidumping ne peut être en vigueur *que le temps* durant lequel il existe un dumping. En d'autres termes, une détermination de l'existence d'un dumping se rapportant à la période d'enquête initiale a une "durée de validité" limitée. Elle n'est pas éternelle. Elle ne peut pas être la *seule* base de l'imposition de droits antidumping pendant une période *illimitée*.

24. Cette analyse est par ailleurs confirmée par l'emploi du terme "*cause*" (le présent) à l'article 11.1 de l'Accord antidumping. Le dumping en question ne peut pas être un dumping qui "a causé" ou "causait" ou "avait causé" - il doit s'agir d'un dumping qui "cause". Le présent, c'est maintenant. Il est peut-être vrai que l'obligation d'utiliser des éléments de preuve positifs peut logiquement justifier le recours à des données rétrospectives, se rapportant à une période qui est terminée (par exemple la quatrième année), mais cela n'autorise pas l'autorité chargée de l'enquête à se dérober complètement à l'obligation qui est imposée à un Membre de déterminer que le dumping *est présent*. Si un Membre se fonde encore une fois uniquement sur les résultats de l'enquête initiale, il s'ensuit une contradiction avec l'emploi du présent à l'article 11.1 de l'Accord antidumping.

25. D'autres indications peuvent être tirées de l'emploi du mot "immédiatement" à l'article 11.2 de l'Accord antidumping, qui souligne que le droit antidumping doit être supprimé aussitôt que les autorités déterminent qu'il n'est plus justifié.[16]

26. La proposition selon laquelle un Membre peut se fonder uniquement sur le volet prospectif d'une détermination de la probabilité de subsister (de même que sur les résultats de l'enquête initiale) est également incompatible avec le texte de l'Accord antidumping si cette détermination prospective ne comporte pas de détermination de l'existence d'un dumping actuel. Même une détermination prospective doit reposer sur des éléments de preuve positifs, c'est-à-dire des éléments de preuve pouvant faire l'objet d'une évaluation, des éléments de preuve qui existent, des éléments de preuve rétrospectifs. Si ces éléments de preuve comprennent une détermination de l'existence d'un dumping, les observations qui précèdent s'appliquent. S'ils ne comprennent pas de détermination de l'existence d'un dumping (mais indiquent, par exemple, l'existence d'importations pendant la période pertinente), il n'y aura donc pas, par définition, de détermination de l'existence d'un dumping suffisamment récente. Le libellé de l'article 11.1, tel qu'il a été analysé plus haut, prescrit expressément et très précisément une détermination actuelle de l'existence d'un *dumping*, et non une détermination actuelle concernant les *importations*.

27. Une fois qu'il est admis que les résultats d'un calcul de dumping effectué pour une période d'enquête initiale ne peuvent pas à eux seuls toujours servir de fondement à l'imposition de droits, la

---

[15] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Acier au carbone en provenance d'Allemagne*, paragraphe 70; rapport du Groupe spécial *CE - Tubes et tuyaux*, paragraphe 7.113.

[16] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Acier au carbone en provenance d'Allemagne*, paragraphe 71.

seule question qui demeure est celle de savoir quelle est la période maximale jusqu'à la "date limite de vente". Est-ce onze ans, sept mois et onze jours, et, vu les méthodes et la pratique actuelles des États-Unis, presque certainement plus longtemps - voire indéfiniment? De l'avis des Communautés européennes, il découle incontestablement de l'article 11.3 de l'Accord antidumping que la période maximale est de cinq ans. ***Le sens de l'article 11.3* de l'Accord antidumping *est au minimum que, pour maintenir la mesure en vigueur après le terme de cinq ans, il doit y avoir une détermination rétrospective de l'existence d'un dumping plus récente que celle qui est issue de l'enquête initiale.***

4.3 Persistance du dumping dans l'avenir

4.3.1 Détermination prospective

28. L'article 11.3 de l'Accord antidumping prescrit l'établissement d'une détermination qui est en partie prospective. L'article 11.3 de l'Accord antidumping ne prescrit pas simplement une constatation du fait qu'un dumping s'est produit, s'est reproduit ou a subsisté (le passé). Il exige que soit constatée la probabilité que ce dumping subsistera ou se reproduira (le futur). Par conséquent, après avoir établi la détermination rétrospective prescrite de l'existence d'un dumping, l'autorité chargée de l'enquête doit, en outre, établir la détermination prospective prescrite, à partir des éléments de preuve positifs qui existent au moins au moment de l'établissement de la détermination.[17]

4.3.2 Prescription factuelle additionnelle

29. La question qui se pose est de savoir si la détermination prospective peut se résumer à une analyse sans que des faits nouveaux s'ajoutent à ceux qui avaient servi à établir la détermination antérieure, ou si des faits nouveaux doivent y être introduits, avant que l'analyse prospective ne soit faite. ***De l'avis des Communautés européennes, cela peut dépendre de la période plus ou moins récente visée par la détermination rétrospective de l'existence d'un dumping.***

30. Si la détermination rétrospective de l'existence d'un dumping se rapporte, par exemple, aux années 1 à 4 (pendant lesquelles l'ordonnance est en vigueur) et que les marges soient constantes ou augmentent avec le temps, les mêmes faits pourraient peut-être avoir du poids tant pour la détermination rétrospective que pour la détermination prospective. S'agissant de cette dernière, il serait particulièrement nécessaire d'y ajouter une certaine *motivation.* S'il y a eu un dumping récemment, malgré l'existence d'une ordonnance, elle pourrait être pertinente pour la détermination, surtout si la tendance de la marge est à la hausse.

31. Toutefois, un point est clair. Si la détermination rétrospective de l'existence d'un dumping se rapporte uniquement à la période d'enquête initiale (comme en l'espèce), les Communautés européennes estiment que quelques faits nouveaux au moins doivent y être ajoutés aux fins de la détermination prospective de l'existence d'un dumping. ***Sinon, le maintien en vigueur de la mesure reposerait uniquement sur des données périmées et sur des spéculations au sujet de l'avenir***. De la sorte, l'article 11.3 de l'Accord antidumping serait effectivement privé de sens, ce qui ne constituerait

[17] Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Acier au carbone en provenance du Japon*, paragraphe 7.45: "… les autorités sont tenues d'établir, sur la base d'éléments de preuve positifs, qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront", et paragraphes 7.177 et 7.279 ("Les "faits" futurs n'existent pas."); rapport du Groupe spécial *États-Unis - DRAM*, paragraphe 6.42: "… ce maintien doit, à notre avis, être essentiellement subordonné, et par conséquent attribuable, à un fondement constitué par des éléments de preuve positifs établissant que les circonstances l'exigent. En d'autres termes, la nécessité du maintien du droit doit être démontrable sur la base des éléments de preuve fournis"; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Acier au carbone en provenance d'Allemagne*, paragraphe 88: "… il faudra ... une nouvelle détermination, fondée sur des éléments de preuve crédibles, pour établir que le maintien du droit compensateur est justifié afin de supprimer le dommage causé à la branche de production nationale …"; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Viande d'agneau*, paragraphe 136.

pas une interprétation acceptable de l'Accord antidumping, en conformité avec les règles coutumières d'interprétation du droit international.

32. Quel type de renseignement factuel additionnel est requis? Si les exigences étaient élevées (de nombreux faits précis sur un éventail de questions directement liées à la question du dumping futur probable), la balance pencherait du côté de la première partie de la première phrase de l'article 11.3 de l'Accord antidumping: "… tout droit antidumping définitif sera supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé …". Si les exigences étaient peu élevées (quelques faits généraux sur des questions limitées ne se rapportant pas directement à la question du dumping futur probable), la balance pencherait du côté de la seconde partie de la première phrase de l'article 11.3 de l'Accord antidumping: "… à moins que les autorités ne déterminent … qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé".

33. De l'avis des Communautés européennes, le seuil en ce qui concerne les renseignements factuels additionnels ***doit être suffisamment élevé pour donner un sens effectif*** à la règle énoncée à l'article 11.3 de l'Accord antidumping.[18]

34. En conséquence, comme l'article 11.3 de l'Accord antidumping renferme la présomption que les droits seront supprimés après cinq ans, il doit y avoir des constatations factuelles positives capables d'étayer une détermination de la probabilité que le dumping subsistera. Même s'il y a des éléments de preuve indiquant l'existence d'un dumping pendant la période d'enquête initiale, cela ne veut pas dire que l'exigence concernant la détermination prospective soit satisfaite.

4.3.3 Affirmations factuelles additionnelles en l'espèce

35. Dans le Mémorandum sur les questions et la décision[19], l'autorité chargée de l'enquête rejette d'abord l'argument de Siderca concernant l'absence de probabilité. Ce rejet repose sur un raisonnement *a contrario* découlant de la citation tronquée du SAA figurant au début du paragraphe II.4 du Sunset Policy Bulletin[20], qui serait un exemple de situation dans laquelle il peut être "moins probable" que le dumping subsistera.

36. Dans ce même paragraphe du Mémorandum sur les questions et la décision, la dernière phrase confirme la détermination concluant à la probabilité (la référence à 1,27 pour cent au lieu de 1,36 pour cent semble être une erreur typographique), en ces termes:

> Comme le chiffre de 1,27 pour cent est supérieur au critère *de minimis* de 0,5 pour cent appliqué dans les réexamens à l'extinction, nous constatons que le dumping a subsisté pendant toute la durée de l'ordonnance applicable à l'Argentine et subsistera probablement si l'ordonnance est abrogée.

37. Voici un renvoi au point II.3 a) du Sunset Policy Bulletin, dont le passage pertinent se lit comme suit:

> … le Département déterminera normalement qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira du fait de l'abrogation d'une ordonnance antidumping …

---

[18] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Acier au carbone en provenance d'Allemagne*, paragraphe 71: "Comme nous l'avons expliqué dans notre rapport dans l'affaire *États-Unis - Plomb et bismuth II*, la détermination faite dans le cadre d'un réexamen au titre de l'article 21.2 [de l'Accord SMC] doit être une **véritable** détermination." - autrement, "… le mécanisme de réexamen prévu à l'article 21.2 [de l'Accord SMC] **ne serait d'aucune utilité**". (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Plomb et bismuth II*, paragraphe 61). (pas de caractère gras ni de soulignement dans l'original)

[19] Pièce n° 51 de l'Argentine, page 5, paragraphe 2, trois premières phrases.

[20] Pièce n° 35 de l'Argentine.

> dans les cas où a) le dumping a subsisté à un niveau quelconque supérieur au niveau *de minimis* après la publication de l'ordonnance …

38. Le seul énoncé factuel dans la première phrase ci-dessus, tirée du Mémorandum, se rapporte à la marge de dumping calculée dans l'enquête initiale. Nous concluons donc qu'aux fins de la partie prospective de la détermination de la probabilité que le dumping subsistera, la détermination contestée ne renferme ***aucune affirmation*** **factuelle** ***additionnelle***, en dehors de la marge de dumping calculée relativement à la période d'enquête initiale (du 1er janvier au 30 juin 1994). Pour cette raison, les Communautés européennes considèrent que l'enquête et la détermination effectuées dans le cadre du réexamen à l'extinction contesté sont incompatibles avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

39. Il est vrai que, pour rejeter les observations formulées par Siderca au sujet de l'absence de probabilité, le DOC a fait une affirmation factuelle *incidente*: "Dans l'affaire concernant l'Argentine, il n'y a eu aucune diminution des marges de dumping associée à un accroissement des importations."

40. Indépendamment de la question de savoir si une telle affirmation factuelle *incidente* pourrait être suffisante aux fins de l'article 11.3 de l'Accord antidumping, les Communautés européennes ont quelques observations à formuler. Nous examinons d'abord l'affirmation: "il n'y a pas eu de diminution des marges de dumping". Pour déterminer qu'une chose *a diminué*, il faudrait prendre au moins deux mesures distinctes, à des moments différents. L'autorité chargée de l'enquête ne l'a pas fait. Elle a simplement prolongé la période considérée, en l'étendant de la période d'enquête initiale (les six mois allant du 1er janvier au 30 juin 1994) jusqu'au moment de l'évaluation, et a conclu que, pendant cette période, il n'y avait eu *aucune diminution* parce qu'il n'y avait eu aucun changement. En l'absence d'aucune autre mesure, ce résultat est prévisible, car il découle inévitablement et automatiquement de la méthode utilisée par les États-Unis.[21] Force est de conclure que cette partie de l'affirmation n'ajoute aucun élément *factuel* nouveau à la détermination de l'existence d'un dumping antérieur, aux fins de la partie prospective de la détermination.

41. Par conséquent, le seul élément factuel additionnel sur lequel l'autorité chargée de l'enquête s'est fondée est l'affirmation:

> … il n'y a eu aucu[n] … accroissement des importations …

42. La question spécifique dont le Groupe spécial est saisi est la suivante: cette affirmation factuelle à elle seule, sans tenir compte pour le moment de son exactitude, était-elle pertinente et suffisante aux fins de la partie prospective de la détermination de la probabilité que le dumping subsisterait? ***Y a-t-il là de quoi se repaître de faits, ou en sommes-nous réduits à de simples miettes?*** De l'avis des Communautés européennes, le Groupe spécial devrait conclure que c'est insuffisant aux fins de l'Accord antidumping.

43. L'examen des déterminations factuelles additionnelles possibles qui sont *omises* confirme cette conclusion. Le Groupe spécial n'a pas besoin d'entreprendre une analyse générale de ce que ces déterminations pourraient ou doivent être, car il est suffisant en l'espèce de se référer (sans y souscrire) à la législation des États-Unis. Selon le SAA[22]:

> … Le Département du commerce prendra aussi en considération d'autres renseignements concernant les prix, les coûts, le marché ou les facteurs économiques

---

[21] Rapport de l'Organe d'appel *CE - Linge de lit (Article 21:5)*, paragraphe 132: "L'approche adoptée par les Communautés européennes pour déterminer le volume des importations faisant l'objet d'un dumping ne se fondait pas sur un "examen objectif". L'examen n'était pas "objectif" car son résultat était déterminé à l'avance par la méthode en elle-même." (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Acier laminé à chaud*, paragraphe 196)

[22] Pièce n° 5 de l'Argentine, page 4214.

> qu'il juge pertinents. Ces facteurs pourraient comprendre la part de marché des producteurs étrangers faisant l'objet de la procédure antidumping; les variations des taux de change, des niveaux des stocks, des capacités de production et de l'utilisation des capacités; et toutes ventes effectuées dans le passé à un coût inférieur au coût de production; les modifications des techniques de fabrication de la branche de production; et les prix pratiqués sur les marchés pertinents.[23]

44. D'un point de vue commercial, cinq ans, c'est long. Il y a de très nombreuses raisons pour lesquelles les importations en provenance d'un Membre et à destination d'un autre Membre peuvent avoir atteint un certain niveau avant l'ordonnance et ne pas avoir augmenté après l'ordonnance, en dehors de l'existence de l'ordonnance elle-même. Un examen suffisant et juste de ces raisons possibles ne peut pas être fait si la base factuelle de la partie prospective de la détermination est aussi étroite que celle que l'autorité chargée de l'enquête a retenue en l'espèce.

45. Cette conclusion est également confirmée par *l'ambiguïté et le manque de précision* de l'affirmation factuelle - vu l'absence de précisions, il ne peut pas être conclu qu'une détermination objective a été faite.

46. Cette conclusion est en outre corroborée par le rappel des données de fait que le DOC *n'a pas utilisées*: pendant toute la période, Siderca n'a ni importé le produit aux États-Unis ni pratiqué le dumping du produit aux États-Unis.

4.3.4 Motivation additionnelle

47. Des observations semblables s'appliquent quant à la nécessité d'une motivation supplémentaire. Étant donné la prescription selon laquelle la détermination doit être fondée sur des éléments de preuve positifs, et comme les faits identificateurs se rapportant à une détermination prospective peuvent être problématiques, la motivation qui justifie la détermination revêt une importance particulière. Un ensemble de motifs suffisamment détaillés et convaincants, permettant de donner effectivement son sens à l'article 11.3 de l'Accord antidumping, est donc nécessaire. En l'espèce, comme il a été indiqué plus haut, il n'y a eu ***aucune motivation supplémentaire***, car le DOC s'est fondé uniquement sur la marge de dumping qui avait été calculée pour la période d'enquête initiale (du 1er janvier au 30 juin 1994). Pour cette raison, les Communautés européennes estiment que l'enquête et la détermination effectuées dans le cadre du réexamen à l'extinction contesté sont incompatibles avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

48. Il est vrai que, pour rejeter l'observation d'absence de probabilité formulée par Siderca, le DOC a mentionné *incidemment* ce qui suit:

> … des marges de dumping en baisse ou nulles, associées à des importations stables ou en hausse, peuvent indiquer qu'une société n'a pas besoin de pratiquer le dumping pour conserver sa part de marché.

49. Comme le Mémorandum sur les questions et la décision l'indique, cette proposition figure également dans le SAA[24] et apparaît aussi, comme citation tronquée du SAA, dans le Sunset Policy Bulletin.[25]

---

[23] Voir aussi: 19 U.S.C. 1675 (pièce n° 1 de l'Argentine), page 1157: "Sur exposé de raisons valables, l'autorité administrante prendra aussi en considération d'autres facteurs relatifs aux prix, aux coûts, au marché, ou facteurs économiques qu'elle juge pertinents."

[24] Pièce n° 5 de l'Argentine, page 4213.

[25] Pièce n° 35 de l'Argentine, page 18872.

50. Indépendamment de la question de savoir si pareil exposé des raisons, fait *incidemment*, peut être suffisant aux fins de l'article 11.3 de l'Accord antidumping, les Communautés européennes formulent les observations suivantes. Nous notons d'abord que, dans le Mémorandum sur les questions, ce membre de phrase n'apparaît pas dans exactement le même contexte que dans le SAA. Dans le SAA, la phrase précédente donne un exemple de circonstances dans lesquelles la mesure faisant l'objet de l'enquête menée dans le cadre du réexamen à l'extinction ne *serait pas* supprimée. En voici le libellé:

> Par exemple, une diminution du volume des importations, associée à des marges de dumping qui subsistent *après la publication de l'ordonnance*, peut donner fortement à penser qu'en l'absence d'ordonnance il serait probable que le dumping subsisterait, parce que les éléments de preuve indiqueraient que l'exportateur doit pratiquer le dumping pour vendre aux volumes antérieurs à l'ordonnance. (pas d'italique dans l'original)

51. Le DOC ne s'appuie pas sur cette thèse. Il s'en est remis au contraire à un exemple de circonstances dans lesquelles la mesure pourrait être supprimée, pour en extraire, en raisonnant *a contrario*, une thèse différente.

52. Comme il a déjà été indiqué plus haut, les Communautés européennes estiment qu'une baisse du volume des importations peut être expliquée, en dehors d'une ordonnance antidumping, par de nombreuses raisons dont aucune n'a été prise en considération dans l'enquête et la détermination effectuées dans le cadre du réexamen à l'extinction contesté.

53. Une fois de plus, il convient d'examiner si une telle proposition peut être jugée pertinente, suffisante, convaincante, crédible, impartiale. ***S'agit-il d'une justification légitime et convaincante de la détermination contestée, sans parler des 217 autres déterminations présentées par l'Argentine, ou d'un rejet dédaigneux?*** De l'avis des Communautés européennes, le Groupe spécial devrait conclure que c'est insuffisant aux fins de l'Accord antidumping.

54. Il découle des observations qui précèdent que les Communautés européennes estiment avec l'Argentine[26] que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping, dans la mesure où l'exposé des faits additionnels, le cas échéant, et l'exposé des motifs additionnels des raisons, le cas échéant, sur lesquels l'autorité chargée de l'enquête s'est fondée aux fins de la partie prospective de sa détermination de la probabilité que le dumping subsisterait étaient insuffisants pour donner effectivement son sens à l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

4.4 Conclusion sur la probabilité de voir le dumping subsister

55. Pour chacune des raisons susmentionnées considérées séparément (recours à la détermination de l'existence d'un dumping issue de l'enquête initiale et exposé des données de fait et motivation inexistants ou insuffisants aux fins de la détermination prospective), les Communautés européennes estiment que les États-Unis n'ont pas agi d'une manière conforme à leurs obligations au regard de l'Accord antidumping. En tout état de cause, elles invitent le Groupe spécial à parvenir à cette conclusion, lorsque les deux arguments sont examinés ensemble: le maintien en vigueur du droit reposait sur des données périmées et, essentiellement, des spéculations sur l'avenir, ce qui a privé l'article 11.3 de l'Accord antidumping d'un sens effectif.

56. Les paragraphes 1 et 2 de l'article VI du GATT de 1994 sont rédigés au présent, tout comme la majeure partie de l'Accord antidumping. Il doit donc y avoir un minimum de rapport temporel entre le dumping et le droit. L'objet et le but de l'article 11.3 de l'Accord antidumping sont de définir, en tant que règle ou principe général, ce que devrait être ce rapport temporel minimal, sous réserve

[26] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphes 181 et 184.

d'une exception. Pour que l'article 11.3 ait effectivement son sens, cette exception ne peut pas être interprétée de manière à devenir la règle. ***Il faut trouver un juste équilibre***. Ce juste équilibre n'a pas été réalisé en l'espèce. De plus, les statistiques présentées par l'Argentine sur les enquêtes menées par les États-Unis dans le cadre de réexamens à l'extinction indiquent que ce juste équilibre n'a pas été réalisé par les États-Unis au fil du temps, et ne le sera pas à l'avenir, à moins que le Groupe spécial ne parvienne à une conclusion appropriée et ne fasse les recommandations appropriées.

57. Selon le SAA[27], qui donne une interprétation faisant autorité de la législation des États-Unis: "L'Accord [antidumping] requiert effectivement l'introduction dans la législation des États-Unis d'un certain nombre de changements comme … des dispositions nouvelles sur les réexamens "à l'extinction" après cinq ans. Ces modifications ***ne diminuent pas de manière tant soit peu significative le niveau de protection dont bénéficient les branches de production des États-Unis*** contre les importations faisant l'objet d'un dumping." (pas de caractère gras ni d'italique dans l'original)

58. Il ressort clairement du SAA[28] que la charge administrative pose un problème aux États-Unis: "… il y aura probablement plus de 400 ordonnances transitoires …"; "ce qui pèsera extraordinairement lourd sur les ressources des organismes administratifs …"; "pour favoriser l'efficience administrative …". De toute évidence, ces pressions existent et elles sont intenses, en particulier parce que les États-Unis n'avaient pas auparavant une disposition concernant les enquêtes menées dans le cadre de réexamens à l'extinction, et il est tout à fait compréhensible qu'un Membre veuille en tenir compte. Selon le droit de l'OMC, toutefois, ces questions d'affectation des ressources ne sauraient jamais justifier une indigence de faits, de motivation et de procédure comme celle que révèlent l'enquête et la détermination effectuées dans le cadre du réexamen à l'extinction contesté, de nature à priver l'article 11.3 de l'Accord antidumping d'un sens effectif.

59. Si les États-Unis ont pu conclure en l'espèce qu'un dumping était probable plus de onze ans après la ***seule*** détermination établie dans l'enquête initiale, le Groupe spécial peut certainement conclure aujourd'hui, sur la base des ***217*** déterminations présentées et analysées par l'Argentine, qu'il n'y a, et qu'il n'y aura probablement pas, d'équilibre véritable réalisé par les États-Unis au regard de l'article 11.3 de l'Accord antidumping, et agir en conséquence. Agir autrement viderait l'article 11.3 de l'Accord antidumping de son sens et, partant, "bouleverserait l'équilibre délicat des droits et des obligations auquel sont parvenues les parties aux négociations".[29]

60. Comme l'Organe d'appel l'a fait observer:

> … nous souhaitons souligner l'idée maîtresse de l'article 21.3 de l'Accord SMC. **Au cœur de cette disposition** se trouve la suppression automatique, à l'échéance, de droits compensateurs en vigueur depuis cinq ans à compter de l'enquête initiale ou d'un réexamen approfondi subséquent. La suppression d'un droit compensateur est la **règle**, et son maintien l'**exception**. Le maintien d'un droit compensateur doit donc être fondé sur un réexamen effectué dans les règles et sur une détermination positive selon laquelle "il est probable que le subventionnement et le dommage subsisteront ou se reproduiront" si le droit est abrogé. Lorsque le niveau de subventionnement **au moment du réexamen** est très faible, il doit y avoir des **éléments de preuve convaincants** montrant que l'abrogation du droit entraînerait néanmoins un dommage pour la branche de production nationale. **Il ne suffira pas que les autorités s'appuient simplement sur la détermination de l'existence d'un dommage faite dans le cadre de l'enquête initiale**. Il faudra plutôt une nouvelle détermination,

[27] À la page 137.
[28] Pièce n° 5 de l'Argentine, page 4208.
[29] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Acier au carbone en provenance d'Allemagne*, paragraphe 91.

fondée sur des **éléments de preuve crédibles**, pour établir que le maintien du droit compensateur est justifié afin de supprimer le dommage causé à la branche de production nationale.[30] (pas de caractère gras ni de soulignement dans l'original)

5. LE SUNSET POLICY BULLETIN ET LA MÉTHODE DES ÉTATS-UNIS "EN TANT QUE TELS"

61. L'Argentine fait valoir que le Sunset Policy Bulletin et la méthode des États-Unis sont "en tant que tels" incompatibles avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping parce qu'ils établissent et attestent l'existence d'une présomption irréfragable qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si les marges de dumping subsistent ou si les importations cessent ou diminuent.[31] Les États-Unis font valoir qu'il n'existe aucune présomption irréfragable semblable et que, de toute façon, ni le Sunset Policy Bulletin ni la méthode des États-Unis, qui ne sont pas impératifs, ne peuvent être jugés "en tant que tels" incompatibles avec l'Accord antidumping.[32]

62. Les Communautés européennes estiment que le Sunset Policy Bulletin, ou du moins la disposition spécifique du Sunset Policy Bulletin en question, est une mesure qui peut à bon droit être renvoyée à un groupe spécial pour déterminer si oui ou non elle est compatible avec l'Accord antidumping.

5.1 La prétendue doctrine impératif/facultatif

63. Les Communautés européennes estiment que la distinction impératif/facultatif ne repose sur aucune disposition des Accords de l'OMC. Au surplus, elle ne correspond pas à une démarche générale des groupes spéciaux de l'OMC et n'a jamais été confirmée par l'Organe d'appel.

64. Certains groupes spéciaux ont appliqué une doctrine impératif/facultatif. D'autres, et notamment le Groupe spécial *États-Unis - Article 301*, ont adopté un point de vue contraire, ou du moins plus nuancé. Pour sa part, l'Organe d'appel s'est jusqu'ici abstenu de se prononcer clairement sur la question, mais il pourrait être appelé à le faire bientôt dans une affaire en attente d'une décision.[33] Les Communautés européennes considèrent que, même si elle est pertinente, cette distinction ne saurait être déterminante, ni constituer la fin de l'analyse.[34]

65. Les Communautés européennes sont aussi d'accord avec le Groupe spécial *États-Unis - Article 301* pour considérer que le point de savoir si une législation dite "dispositive" est susceptible d'être contestée peut dépendre des obligations spécifiques imposées par chaque disposition de l'Accord sur l'OMC. Elles estiment donc qu'il est nécessaire d'examiner les dispositions spécifiques de l'Accord antidumping pour établir si le Sunset Policy Bulletin en tant que tel peut constituer une violation des disciplines de cet accord.

5.2 Le Sunset Policy Bulletin est une procédure administrative

66. De l'avis des Communautés européennes, la disposition décisive pour déterminer si le Sunset Policy Bulletin peut donner lieu à une violation de l'Accord antidumping est l'article 18.4 de l'Accord antidumping.

67. Les Communautés européennes estiment qu'il y a deux aspects dans le libellé de cette disposition qui sont dignes d'intérêt dans le présent contexte. Premièrement, l'article 18.4 de l'Accord

---

[30] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Acier au carbone en provenance d'Allemagne*, paragraphe 88.

[31] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphes 124 à 137.

[32] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 171 à 208.

[33] *États-Unis - Acier au carbone en provenance du Japon* (DS244/AB-2003-5).

[34] Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Article 301*, paragraphe 260.

antidumping prescrit aux Membres de l'OMC de prendre "toutes les mesures nécessaires, de caractère général ou particulier". Comme les lois et les réglementations sont, par définition, de caractère général, cette disposition indique que les Membres de l'OMC ne s'acquittent pas de toutes leurs obligations en se bornant à adopter des lois et réglementations qui ne sont pas incompatibles avec l'Accord antidumping, mais doivent assurer le respect de l'Accord antidumping également dans des cas particuliers.

68. Deuxièmement, l'article 18.4 de l'Accord antidumping fait référence non seulement aux "lois" et aux "réglementations", mais aussi aux "procédures administratives". De l'avis des Communautés européennes, cette notion distincte doit avoir un sens différent de celui de "lois et réglementations". Or, en examinant si le Sunset Policy Bulletin est "contraignant en droit des États-Unis", les États-Unis posent essentiellement la question de savoir si le Sunset Policy Bulletin est une loi ou une réglementation. Ils n'interprètent donc pas correctement l'article 18.4 de l'Accord antidumping.

69. Les Communautés européennes estiment que le terme "procédures administratives" ne peut pas se limiter aux "règles" ou aux "procédures" dont le respect est rendu "impératif" par le droit interne. Si telle en était l'interprétation, cette expression serait privée de toute signification indépendante. Les Communautés européennes considèrent plutôt que ce terme s'applique à toutes les règles et procédures qui régissent les affaires relevant de l'Accord antidumping, y compris celles qui ont une force ou des effets juridiques moindres en droit interne que les lois et les réglementations.

70. Les Communautés européennes estiment que cette interprétation est également nécessaire pour protéger l'efficience du système multilatéral de règlement des différends. La lutte contre le dumping se caractérise par un grand nombre d'affaires affectant des producteurs à titre individuel, qui obéissent à des procédures identiques et dans le cadre desquelles certaines questions reviennent forcément. Il serait regrettable du point de vue de l'efficience du Mémorandum d'accord qu'un Membre de l'OMC puisse établir certaines procédures qui donnent effectivement lieu à un comportement incompatible avec les règles de l'OMC dans un grand nombre de cas, sans que ces procédures puissent être contestées en tant que telles.

71. D'autres indications peuvent encore être tirées d'un certain nombre d'autres dispositions de l'Accord antidumping, qui indiquent toutes que les mesures et procédures administratives sont soumises aux disciplines de l'Accord: article 18.1 ("mesure"); article 18.3 et 18.3.2 ("mesures"); article 18.5 ("modification apportée … à l'administration de ces lois et réglementations"); article premier ("mesures"); et article 13 ("mesures administratives").

72. Pour ces raisons, les Communautés européennes estiment que le Sunset Policy Bulletin doit être considéré comme une procédure administrative au sens de l'article 18.4 de l'Accord antidumping et, partant, susceptible d'être contesté en tant que tel.

5.3 Le Sunset Policy Bulletin a un caractère impératif

73. Par ailleurs, et à titre subsidiaire, même si la distinction entre mesures impératives et mesures facultatives était jugée pertinente en l'espèce, les Communautés européennes estiment que le Sunset Policy Bulletin devrait être considéré comme une mesure impérative.

74. Dans ce contexte, la question qui se pose ne devrait pas être de savoir si le Sunset Policy Bulletin est "contraignant en droit des États-Unis" pour le DOC. Il s'agit plutôt de savoir si le Bulletin a un effet contraignant parce qu'il détermine les actes de ceux qui effectuent les réexamens à l'extinction. À cet égard, les CE font observer que le Bulletin est un ensemble formel de directives édictées par le DOC et qu'il est en tant que tel contraignant pour les services du DOC.

75. Au surplus, les Communautés européennes notent que le DOC ne peut s'écarter du Sunset Policy Bulletin que *pour autant qu'il en donne les raisons*.[35] Ce devoir de donner les raisons d'une dérogation au Bulletin signifie que ce document n'est pas du tout dépourvu d'effet juridique pour le DOC. Cet effet juridique est renforcé par le fait que le Bulletin est publié officiellement, ce qui veut dire que le fait de s'en écarter pourrait être contesté par les participants à une procédure antidumping. Par conséquent, même si, théoriquement, le DOC avait le pouvoir de s'écarter du Sunset Policy Bulletin s'il le décidait, il est, en pratique, très peu probable qu'il le ferait dans le contexte d'une enquête menée dans le cadre d'un réexamen concret. C'est ce que confirme le fait que, dans les centaines d'enquêtes menées jusqu'à ce jour dans le cadre de réexamens, le DOC ne s'est en fait jamais écarté du Sunset Policy Bulletin.

76. Les Communautés européennes font observer que ledit Bulletin est une déclaration de principes officielle qui a été signée par le Secrétaire adjoint à l'administration des importations, au nom et de la propre initiative de l'administration elle-même. Ce document a été publié au Federal Register. Il y a eu une procédure de consultation en bonne et due forme (consignée dans le Sunset Policy Bulletin lui-même) en vue de son adoption. Le texte apparaît, sur le site Web pertinent[36], dans la même liste, un peu après les "*laws and regulations*", c'est-à-dire qu'il est traité et présenté au public de la même manière et est placé au même rang. À l'heure actuelle, 23 bulletins d'orientation semblables (qui ne concernent pas seulement la lutte contre le dumping) sont affichés sur le site Web pertinent, et le plus ancien remonte à 1991. Ils sont donc assez peu nombreux, et durables. Une "orientation" qui dure depuis 13 ans, par exemple, peut, de l'avis des Communautés européennes, à bon droit être décrite comme une chose qui devrait être notifiée à l'OMC en vertu de l'article 18.5 de l'Accord antidumping et qui devrait pouvoir être visée par le règlement des différends.

77. Les Communautés européennes invitent également le Groupe spécial à examiner le préambule du règlement antidumping définitif du DOC. Dans ce texte, le terme "orientation" est employé à maintes reprises pour décrire le contenu des *règlements*, ce qui confirme que sur le fond les deux documents renferment le même type de renseignements. Il est en outre fait référence à plusieurs reprises aux bulletins d'orientation puisqu'il est indiqué, par exemple, que le DOC "… ***exposera***" une certaine méthode dans un bulletin d'orientation[37], ce qui confirme que le Sunset Policy Bulletin peut être décrit comme "des mesures … prises dans le cadre … d'une réglementation" au sens de l'article premier de l'Accord antidumping.

78. Enfin, les Communautés européennes notent que l'Organe d'appel a déjà jugé que les méthodes de défense commerciale peuvent être contraires à l'Accord sur l'OMC.[38] Dans cette affaire-là, il s'agissait de l'*Accord SMC*, mais il n'y a pas lieu de supposer qu'il n'en va pas de même pour l'Accord antidumping.

6. RÉDUCTION À ZÉRO

6.1 Observations préliminaires

79. Les Communautés européennes notent que l'Argentine a formulé, au sujet de la réduction à zéro, un argument auquel les États-Unis ont répondu en se référant à l'Accord antidumping du Tokyo Round. Considérant que la question de la réduction à zéro a une importance systémique, elles ont demandé des consultations avec les États-Unis à ce sujet.[39] Vu qu'en leur qualité de tierce partie aux

[35] Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Acier au carbone en provenance du Japon*, paragraphe 7.121 (citant une réponse des États-Unis à une question du Groupe spécial).

[36] http://ia.ita.doc.gov.

[37] 62 FR 27355, 27371, 27374, 27376.

[38] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE*, paragraphe 151.

[39] DS294.

présentes procédures elles ne seront pas en mesure de répondre aux arguments présentés par les parties dans la suite de la présente procédure, les CE estiment qu'il peut être utile au Groupe spécial qu'elles exposent leurs vues assez en détail dès maintenant.

80. Comme les demandes initiales sont antérieures au 1er janvier 1995, il semble que l'Accord antidumping ne s'applique pas à la détermination et à l'ordonnance finales initiales dans la présente affaire. La question qui se pose, en revanche, est de savoir si les résultats de la détermination initiale de l'existence d'un dumping pouvaient être utilisés dans l'enquête et la détermination effectuées dans le cadre du réexamen à l'extinction contesté, étant donné qu'ils comportent une réduction à zéro incompatible avec l'article 2.4 de l'Accord antidumping.[40] Les Communautés européennes estiment comme l'Argentine[41] que, sur ce point, les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'Accord antidumping.

6.2 Réduction à zéro selon les modèles et réduction à zéro simple

81. Les Communautés européennes rappellent les deux méthodes de réduction à zéro. Ce que nous pouvons appeler la "réduction à zéro selon les modèles" était l'objet de l'affaire *CE - Linge de lit* et se produit lorsque les marges individuelles qui sont calculées pour chaque modèle sont réunies. Ce que nous pouvons appeler la "réduction à zéro simple" se produit à une étape antérieure du calcul, lorsqu'une valeur normale moyenne pondérée est comparée avec des transactions à l'exportation prises individuellement.

82. La pièce n° 52 de l'Argentine donne des précisions sur le calcul initial du dumping. À la page 2, quand on divise le total de la colonne "TOTPUDD" (125478.93) par le total de la colonne "TOTVAL" (9240392.64), on obtient le chiffre de 1,36 pour cent qui figure dans la détermination finale et l'ordonnance initiales. La colonne "CONNUMU" fait référence aux modèles vendus aux États-Unis; la colonne "CONNUMT" fait référence aux modèles vendus dans le pays tiers. La réduction à zéro est visible dans les points figurant dans les colonnes "MRGOBS à "WTAVPERC" et aux lignes 25 à 58. Il s'agit des résultats pour lesquels la dernière colonne "USPR" dépasse l'avant-dernière colonne "FUPDDL", et pour lesquels la marge de dumping était donc négative, mais a été ramenée à zéro. Il ressort donc de ce tableau que la méthode de réduction à zéro utilisée équivalait *au moins* à celle qui avait été employée dans l'affaire *CE - Linge de lit* (réduction à zéro selon les modèles). Il ressort en outre des colonnes TOTOBS et MRGOBS, et des différences entre elles, que chaque transaction à l'exportation prise individuellement a en réalité été comparée avec une valeur normale moyenne pondérée (réduction à zéro simple).

83. Il est vrai que ces deux méthodes sont différentes, mais, de l'avis des Communautés européennes, il est possible d'affirmer qu'une réduction à zéro simple injustifiée est pire qu'une réduction à zéro selon les modèles. La réduction à zéro selon les modèles permet une certaine compensation entre les marges de dumping négatives et positives. La réduction à zéro simple ne permet pas la moindre compensation. Cela amène à conclure que, en statuant comme il l'a fait dans l'affaire *CE - Linge de lit* que la réduction à zéro selon les modèles était incompatible avec l'Accord antidumping, l'Organe d'appel a effectivement statué qu'une réduction à zéro simple injustifiée est aussi (sinon davantage) incompatible avec l'Accord antidumping, pour les mêmes raisons.

84. Les Communautés européennes renvoient le Groupe spécial au texte de l'article 2.1, 2.4 et 2.4.2 de l'Accord antidumping, ainsi qu'au paragraphe 6.115 du rapport du Groupe spécial *CE - Linge de lit* et au paragraphe 55 du rapport de l'Organe d'appel dans cette affaire.

85. Les États-Unis n'ont pas modifié leur méthode pour tenir compte de l'affaire *CE - Linge de lit*. Par exemple, dans l'"Avis de la détermination finale de l'existence de ventes à un prix inférieur à la

[40] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphe 190, dernière phrase.
[41] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphes 181 et 189 à 192.

juste valeur; certains produits plats en acier au carbone laminés à chaud en provenance des Pays-Bas", publié au FR 66 50408 et modifié au FR 66 55637, il y a un mémorandum sur les questions et la décision dont le passage pertinent dit (en réponse à des observations formulées par des parties intéressées qui critiquaient la méthode de la réduction à zéro):

> Ces prescriptions de la loi [qui, selon le DOC, imposent la réduction à zéro] l'emportent sur toutes obligations potentiellement contraires au titre des Accords du Cycle d'Uruguay. La Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay précise qu'en cas d'incompatibilité entre une loi des États-Unis et une disposition des Accords du Cycle d'Uruguay de l'OMC, la loi des États-Unis l'emporte. Voir l'article 102 a) 1) de l'URAA ("aucune disposition des Accords du Cycle d'Uruguay, ni l'application d'une telle disposition à une personne ou à une situation quelconque, qui est incompatible avec une loi des États-Unis n'a d'effet"). En outre, le SAA prévoit expressément que "[l]es rapports publiés par les groupes spéciaux ou l'Organe d'appel au titre du Mémorandum d'accord (c'est-à-dire le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends de l'OMC) n'ont aucun effet contraignant en vertu de la législation des États-Unis". SAA, page 1032, réimprimé en 1994 U.S.C. C.A.N. 4040, 4318. Enfin, les décisions rendues par le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans l'affaire Linge de lit se rapportaient à un différend entre l'Union européenne et l'Inde. Nous n'avons aucune obligation dans le cadre de l'OMC d'agir suivant ces décisions.

86. Il ressort de l'affaire *CE - Linge de lit* que, si un Membre choisit d'utiliser des modèles, il doit quand même respecter l'obligation de procéder à une comparaison équitable, et de comparer une valeur normale moyenne pondérée et un prix à l'exportation moyen pondéré, en l'absence d'une justification au sens de la dernière phrase de l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping. Cette règle est essentiellement séquentielle: en prescrivant d'abord l'établissement d'une moyenne, on élimine mathématiquement la possibilité d'une réduction à zéro.

87. De l'avis des Communautés européennes, il découle nécessairement de la conclusion que la réduction à zéro selon les modèles est incompatible avec l'Accord antidumping, que la réduction à zéro simple est également incompatible avec l'Accord antidumping, sauf dans les circonstances indiquées dans la dernière phrase de l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping.

6.3 Réduction à zéro dans le contexte d'une enquête menée dans le cadre d'un réexamen à l'extinction

88. Les Communautés européennes prévoient que les États-Unis vont peut-être chercher à faire valoir que les dispositions de l'article 2 de l'Accord antidumping, ou du moins certaines d'entre elles, notamment l'article 2.4.2 qui renferme le membre de phrase "pendant la phase d'enquête", sont dénuées de pertinence dans le contexte d'un réexamen (tel que ce terme est employé par les États-Unis) parce qu'elles se rapportent uniquement aux enquêtes (tel que ce terme est employé par les États-Unis).

89. Les Communautés européennes ne peuvent souscrire à l'idée que l'article 2.4.2 est dénué de pertinence dans le contexte d'un réexamen. Premièrement, la réduction à zéro simple dans une enquête menée dans le cadre d'un réexamen à l'extinction est de toute façon incompatible avec l'obligation énoncée à l'article 2.4 de l'Accord antidumping de procéder à une *comparaison équitable*[42], et l'article 2.4 ne fait pas référence à une "enquête" (par opposition à un "réexamen"). Deuxièmement, lorsque aucune justification n'est donnée, la réduction à zéro simple est également incompatible avec l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping, deuxième phrase, qui ne fait pas référence non plus à une "enquête" ni à un "réexamen". Troisièmement, en tout état de cause, la mention d'une "enquête" dans la première phrase de l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping n'a pas le sens limité et

[42] Rapport de l'Organe d'appel *CE - Linge de lit*, paragraphes 59 et 60.

restreint que lui attribuent les États-Unis. De ces trois points, les Communautés européennes retiennent seulement dans la présente communication le troisième. Elles se réservent la possibilité de présenter d'autres arguments, et d'approfondir les deux premiers points, dans leur déclaration orale ou en réponse aux questions du Groupe spécial.

90. Selon les États-Unis, il semblerait 1) qu'une distinction doive être faite entre le concept d'"enquête" et le concept de "réexamen"; 2) qu'il soit juste de comparer ou de juxtaposer ces deux termes, comme si l'on comparait ainsi des notions semblables; et 3) que ces concepts s'excluent mutuellement. De l'avis des Communautés européennes, ces affirmations ne sont pas exactes.

6.3.1 La structure de l'Accord antidumping et de l'article 2.1

91. Les Communautés européennes observent que toutes les dispositions dont il est question dans la présente communication figurent dans la même partie - la partie I - de l'Accord antidumping, ce qui indique une certaine connexité entre elles. Elles considèrent aussi qu'il y a une certaine suite logique dans les articles figurant dans la partie I de l'Accord antidumping, qui fait partie intégrante du texte. Ainsi, après l'exposé des principes (article premier), les articles 2 (Détermination de l'existence d'un dumping), 3 (Détermination de l'existence d'un dommage) et 4 (Définition de la branche de production nationale) énoncent des éléments qui sont de toute évidence les éléments de base. Les articles 5 (Engagement de la procédure et enquête ultérieure) et 6 (Éléments de preuve) ont un caractère plus procédural. Les articles 7, 8, 9 et 10 se rapportent aux différentes mesures qui peuvent être prises. L'article 11 porte sur les réexamens. Les articles 12 à 15 peuvent à juste titre être qualifiés de dispositions diverses.

92. Les Communautés européennes invitent le Groupe spécial à examiner les articles 2, 3 et 4, qui revêtent une importance particulière, vu la brièveté relative de l'article premier. Ce sont des définitions. L'article 2.1 commence ainsi: "Aux fins du présent accord, un produit doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping …".[43] L'article 3 commence ainsi: "La détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994 se fondera …", et la note de bas de page 9 *définit* le terme "dommage". L'article 4 s'intitule "*définition* de la branche de production nationale" et commence ainsi: "Aux fins du présent accord, l'expression "branche de production nationale" s'entendra de …". Les principes comme les définitions forment un texte abstrait destiné à être utilisé lors de l'interprétation ou de l'application d'autres éléments du texte.

93. Les Communautés européennes invitent le Groupe spécial à tenir compte du nombre de fois où ces notions reviennent dans le texte de l'Accord antidumping. À titre d'illustration uniquement,

[43] Rapport de l'Organe d'appel *CE - Linge de lit*, paragraphe 51: "L'article 2.4.2 de l'Accord antidumping explique comment les autorités nationales chargées de l'enquête doivent procéder pour établir "l'existence de marges de dumping", c'est-à-dire qu'il explique comment celles-ci doivent procéder pour établir qu'*il y a* dumping. À cette fin, l'article 2.1 dispose: …"; rapport du Groupe spécial *États-Unis - Acier laminé à chaud*, paragraphe 7.115; rapport du Groupe spécial *CE - Linge de lit*, paragraphe 6.114. Le texte introductif de l'article 2.1 est identique au texte qui figure à l'article premier de l'Accord SMC: "Aux fins du présent accord, une subvention sera réputée exister …". Voir: rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Acier au carbone en provenance d'Allemagne*, paragraphe 80: "… l'article premier de l'*Accord SMC* énonce une ***définition*** du terme "subvention" qui s'applique à *l'ensemble de cet accord* …" Voir aussi le rapport du Groupe spécial *CE - Linge de lit (21:5)*, paragraphe 6.124, et le rapport de l'Organe d'appel *CE - Linge de lit (21:5)*, paragraphes 65 et 141 (les États-Unis font observer que l'article 2.1 de l'Accord antidumping "***définit***" le dumping …). Selon le SAA (page 138), qui donne une interprétation faisant autorité de la législation des États-Unis: "L'article 2 [de l'Accord antidumping] … adopte la ***définition*** ordinaire du dumping …". Par conséquent, le SAA expose à la page 150 les étapes législatives nécessaires s'agissant de la "***Définition*** du dumping". Voir aussi la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 253 et 256: "… l'article 2.1 donne la ***définition générale*** selon laquelle un produit est considéré comme "faisant l'objet d'un dumping" lorsque le prix à l'exportation de ce produit est inférieur au prix comparable sur le marché de comparaison" et cela s'applique "… *tout au long de* l'Accord antidumping …".

une simple recherche informatisée automatique dans le texte de l'Accord antidumping donne les résultats suivants: *dumping* (110), *ayant fait l'objet d'un dumping* (37), *dommage* (50), *branche de production nationale* (27), total (224). De toute évidence, tout l'accord est imprégné de ces notions fondamentales.

94. Les Communautés européennes ne sont pas d'avis qu'il doit y avoir un renvoi croisé exprès dans le texte de l'article 11 à une autre disposition pour que cette autre disposition puisse entrer en ligne de compte dans l'interprétation de l'article 11. Il est instructif, toutefois, de tisser la toile des renvois exprès: l'article 11 renvoie aux articles 9 (deux fois), 6 et 8; l'article 9 aux articles 2 (deux fois) et 6 (trois fois); l'article 6 à l'article 5; l'article 5 à l'article 3 (et vice versa). L'article premier renvoie à l'article 5; l'article 4 aux articles 8 et 3; l'article 7 aux articles 5 et 9; l'article 10 aux articles 7 et 9. Dans cette liste figurent, plus d'une fois, tous les articles 1er à 11, et ils sont tous reliés les uns aux autres par ces renvois croisés. Les textes de tous ces articles s'imbriquent donc pour former une toile ou une matrice unique. Ce qui a été approuvé par tous les Membres de l'OMC, c'est le texte tout entier, pas l'article 11 pris isolément.

95. Les Communautés européennes souhaitent attirer tout particulièrement l'attention du Groupe spécial sur l'expression "sauf indication contraire" dans la note de bas de page 9 de l'Accord antidumping. Cette expression indique qu'en ce qui concerne la définition du dommage il peut y avoir des dérogations ou des règles spéciales ailleurs dans l'Accord antidumping. Elle n'est pas employée à l'article 2.1 de l'Accord antidumping en ce qui concerne la définition du dumping. Par conséquent, à la différence du dommage, l'Accord antidumping ne prévoit pas du tout la possibilité de s'écarter de la définition du dumping énoncée à l'article 2.1 de l'Accord antidumping.

96. En conséquence, les Communautés européennes inviteraient le Groupe spécial à ne pas suivre, en tout état de cause, le raisonnement du Groupe spécial *États-Unis - Acier au carbone en provenance du Japon*, aux paragraphes 7.99 à 7.101 de son rapport, qui repose entièrement sur l'expression "sauf indication contraire" - qui n'apparaît pas en l'espèce. En fait, selon le raisonnement de ce groupe spécial, au paragraphe 7.99 de son rapport, la présence d'une définition "… semblerait étayer l'opinion selon laquelle les dispositions de l'article 3 concernant le dommage peuvent être généralement applicables tout au long de l'*Accord antidumping*" et selon laquelle "[l]'article 11 ne semble pas donner d'indication contraire explicite concernant les réexamens à l'extinction". La transposition de ce raisonnement à la définition du dumping, sans l'expression "sauf indication contraire", confirmerait le fait que l'article 2 de l'Accord antidumping s'applique dans le contexte d'une enquête menée dans le cadre d'un réexamen à l'extinction. Comme il a été observé maintes fois dans la jurisprudence, "le fait qu'une disposition particulière d'un traité est muette sur une question spécifique a certainement un sens".[44]

6.3.2 Procédure antidumping

97. Les mots "enquête" et "réexamen" ne figurent ni l'un ni l'autre à l'article VI du GATT de 1994, que l'Accord antidumping met en œuvre.

98. De l'avis des Communautés européennes, ***selon le droit de l'OMC*** (qui est déterminant aux fins de la présente analyse), le terme non qualifié "enquête" ne décrit pas la procédure antidumping tout entière. Des raisons de commodité et la nécessité d'avoir un vocabulaire commun pour mener des discussions significatives rendent une désignation appropriée. Le terme précis a peu d'importance, mais ce pourrait raisonnablement être la "**procédure**". Le mot est employé comme substantif abstrait au moins quatre fois dans l'Accord antidumping.[45] En outre, il correspond au sens courant et ordinaire

[44] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Acier au carbone en provenance d'Allemagne*, paragraphe 65; rapport de l'Organe d'appel *Japon - Boissons alcooliques II*, paragraphe 111; rapport de l'Organe d'appel *Canada - Durée d'un brevet*, paragraphe 78.

[45] Accord antidumping, articles 5.9, 8.1 et 9.5 et note de bas de page 19.

du texte: les procédures judiciaires comme les procédures administratives ou quasi judiciaires sont couramment réputées débuter par le dépôt du premier document auprès de l'autorité compétente, et il s'agit d'un terme habituel dans le droit antidumping de l'OMC.[46]

6.3.3 Review (réexamen, révision, examen)

99. Dans l'Accord antidumping, le terme "*review*" (réexamen) est employé six fois à l'article 9.5 (réexamen pour nouveaux venus), trois fois à l'article 11.2 (réexamen pour changement de circonstances), quatre fois à l'article 11.3 (réexamen à l'extinction) et cinq autres fois à l'article 11 et dans la note de bas de page 21 (réexamens pour changement de circonstances et réexamens à l'extinction). Il est encore employé une fois à l'article 12.3 (réexamens pour changement de circonstances et réexamens à l'extinction) et deux fois à l'article 18.3 (tous les réexamens).

100. Le terme "*review*" (révision, réexamen) est également employé quatre fois à l'article 13 de l'Accord antidumping. Les deux premières fois, il s'agit de *révision judiciaire* d'une mesure administrative (comme dans la note de bas de page 20 de l'Accord antidumping). Les deux dernières fois, il est apparemment employé dans le sens qui est indiqué au paragraphe précédent.

101. Le terme "*review*" (examen) est également employé à deux reprises à l'article 18.6 de l'Accord antidumping, qui a trait à l'examen de la mise en œuvre et du fonctionnement de l'Accord antidumping.

102. Force est donc de conclure que le terme ou concept "*review*" (réexamen, révision, examen) tel qu'il est employé dans l'Accord antidumping a au moins cinq sens différents: réexamen pour nouveaux venus, réexamen pour changement de circonstances, réexamen à l'extinction, révision judiciaire et examen du fonctionnement. Il est parfois employé dans deux sens à la fois (par exemple à l'article 11.4 de l'Accord antidumping). Il est parfois employé dans trois sens à la fois (par exemple à l'article 18.3 de l'Accord antidumping). Pour déterminer le sens exact dans un cas donné, il faut nécessairement se détacher du terme lui-même, et l'interpréter dans son contexte et en tenant compte de l'objet et du but de la disposition en question.

---

[46] Par exemple, rapport du Groupe spécial *États-Unis - Acier au carbone en provenance du Japon*, paragraphe 7.32: "Il nous semble que le but de cette disposition de l'article 12.1 est de donner une indication de temps: il précise quand pendant une **procédure** antidumping l'avis au public devrait être donné."; rapport du Groupe spécial *CE - Linge de lit*, note de bas de page 45 (deux fois) et paragraphes 6.185 et 6.238; rapport du Groupe spécial *CE - Tubes et tuyaux*, paragraphe 7.208; rapport du Groupe spécial *Égypte - Barres d'armature en acier*, paragraphe 7.139; rapport du Groupe spécial *Guatemala - Ciment II*, paragraphes 8.247, 8.249 et 8.250 (deux fois); rapport du Groupe spécial *États-Unis - Plomb et bismuth II*, paragraphe 6.8; rapport du Groupe spécial *États-Unis - Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, paragraphe 7.128; rapport du Groupe spécial *États-Unis - Loi sur la compensation*, paragraphe 7.144. En ce qui concerne l'Accord SMC, voir: rapport du Groupe spécial *États-Unis - Plomb et bismuth II*, paragraphe 6.8 (deux fois) et 6.40 (deux fois); rapport du Groupe spécial *États-Unis - Bois d'œuvre*, paragraphe 7.116. **Dans la présente affaire**, l'avis d'engagement relatif à la détermination établie dans le cadre du réexamen à l'extinction contesté (pièce n° 44 de l'Argentine) dit: "Prière de consulter le règlement du DOC à 19 C.F.R. Partie 351 (2000) pour des définitions des termes et pour d'autres renseignements d'ordre général sur les **procédures** relatives aux ordonnances en matière de droits antidumping au Département." Le mémorandum explicatif de cette réglementation (62 FR 27296) dit que le DOC "… révise par les présentes sa réglementation relative aux **procédures** en matière de droits antidumping et de droits compensateurs …". L'article 351.101 de ce règlement dit: "Cette partie renferme les procédures et les règles applicables aux **procédures** en matière de droits antidumping et de droits compensateurs …". Le Sunset Policy Bulletin (pièce n° 35 de l'Argentine) fait aussi référence aux "Réexamens à l'extinction dans les **procédures** antidumping", à la page 18872 et de nouveau à la page 18874 relativement aux droits compensateurs. Le Mémorandum sur les questions en l'espèce (pièce n° 51 de l'Argentine) indique aussi à quatre reprises que le DOC n'a pas mené d'enquêtes sur l'absorption des droits "dans la présente **procédure**". Voir aussi la première communication écrite des États-Unis, par exemple les paragraphes 35, 39 et 40. (pas de caractère gras ni de soulignement dans les originaux)

6.3.4 Investigation (enquête)

103. Des remarques semblables s'appliquent au terme "*investigation*" (enquête).

104. Le mot figure 15 fois à l'article 5 de l'Accord antidumping (Engagement de la procédure et enquête ultérieure). En chaque cas, il est expressément associé au terme qualificatif "*initiate*" (ouvrir) ou "*initiation*" (ouverture). Le sens de ce mot à l'article 5 peut donc être considéré comme celui d'une enquête au titre de l'article 5 ou d'"**enquête initiale**" - qui est aussi un sens courant dans le droit antidumping de l'OMC.[47] De même, il est aussi employé dans ce sens quatre fois à l'article 7 de l'Accord antidumping (mesures provisoires), où il est également associé à l'article 5 de l'Accord antidumping ou au mot "*initiation*" (ouverture). Il est encore utilisé deux fois à l'article 10 de l'Accord antidumping, et de nouveau associé chaque fois au terme "*initiating*" ou "*initiation*". Dans les deux cas, c'est tout à fait logique, car les mesures provisoires et la rétroactivité sont pertinentes dans le contexte des enquêtes initiales, mais ne le sont pas, par définition, dans le contexte des réexamens.

105. Le contraste avec l'article 6 de l'Accord antidumping est très frappant.

106. L'article 11.4 de l'Accord antidumping prévoit l'application des dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure à tout réexamen effectué au titre de l'article 11 de l'Accord antidumping. Le terme "investigation" (enquête) est employé 21 fois à l'article 6 de l'Accord antidumping. Par conséquent, les dispositions pertinentes de l'article 6 doivent être appliquées dans le contexte d'un réexamen au titre de l'article 11.3, et lorsqu'elles sont ainsi appliquées, elles doivent l'être relativement à "une enquête", tel que ce mot est employé à l'article 6. L'article 6.6 de l'Accord antidumping, par exemple, stipule que les autorités s'assureront au cours de "*l'enquête*" de l'exactitude des renseignements fournis par les parties intéressées sur lesquels leurs constatations sont fondées. Cette règle s'applique également aux enquêtes menées dans le cadre de réexamens à l'extinction. Par conséquent, le type d'enquête visé par l'article 6 lu conjointement avec l'article 11.4 de l'Accord antidumping doit être désigné par l'expression "**enquête menée dans le cadre d'un réexamen**" - laquelle, encore une fois, est habituelle dans le droit antidumping de l'OMC.[48] Les États-Unis

[47] Par exemple: rapport du Groupe spécial *États-Unis - Acier au carbone en provenance du Japon*, paragraphe 7.37, dans lequel le Groupe spécial, pour analyser l'emploi du terme "enquête" à l'article 5 de l'Accord antidumping, avait également relevé neuf fois l'emploi du terme "**ouvrir**" et ses dérivés. Le Groupe spécial s'est ensuite référé trois fois, au paragraphe 7.38, à l'expression "enquêtes **initiales**". Il a également employé le terme enquête **initiale** au paragraphe 7.8 (trois fois), dans la note de bas de page 64, au paragraphe 7.162 et au paragraphe 7.186 du rapport. Ce terme est également employé dans le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Acier au carbone en provenance d'Allemagne* 23 fois - voir, par exemple, les paragraphes 66, 83, 85, 86 et 87 (trois fois). Le paragraphe 60 renferme une citation du SAA dans laquelle le terme enquête "**initiale**" est employé. Voir aussi: rapport du Groupe spécial *États-Unis - DRAM*, section II.A (intitulée "L'enquête antidumping **initiale**"); rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE* (15 fois) et rapport du Groupe spécial (13 fois); rapport du Groupe spécial *CE - Linge de lit (21:5)* (12 fois); rapport du Groupe spécial *États-Unis - Bois d'œuvre* (cinq fois); etc. **Dans la présente affaire**, l'expression "… dans l'enquête **initiale**" était employée dans la détermination de l'adéquation (pièce n° 50 de l'Argentine) elle-même; elle était aussi employée dans l'avis d'engagement de l'USITC (pièce n° 45 de l'Argentine, à la page 41088); dans la détermination finale à l'extinction (pièce n° 46 de l'Argentine), à la page 66702; dans le Mémorandum sur les questions (pièce n° 51 de l'Argentine) cinq fois aux pages 6, 7 et 8; et dans la détermination finale de l'USITC (pièce n° 54 de l'Argentine) au moins 15 fois aux pages 3, 4, 5, 8, 11, 13, 15 et 17 [ce qui est la limite de la vérification des Communautés européennes sur ce point pour le moment]. Le Sunset Policy Bulletin (pièce n° 35 de l'Argentine) emploie aussi l'expression "enquête **initiale**" deux fois (page 18873). Voir aussi la première communication écrite des États-Unis, par exemple, aux paragraphes 40, 51, 54, 55, etc. (pas de caractère gras ni de soulignement dans l'original)

[48] Par exemple: dans le contexte de l'article 11.2 de l'Accord antidumping, rapport du Groupe spécial *États-Unis - DRAM*, paragraphe 2.3: "Le Département a engagé le 15 juin 1994 le premier *réexamen* annuel de la question des DRAM originaires de Corée et **a ouvert une enquête** pour savoir si les sociétés coréennes avaient vendu des DRAM à un prix inférieur à la valeur normale (c'est-à-dire si elles avaient pratiqué le

n'allèguent pas que les dispositions relatives aux "enquêtes" figurant à l'article 6 ne s'appliquent pas aux réexamens à l'extinction, mais seulement qu'elles ont été respectées dans la présente affaire.[49]

107. Il n'est pas possible d'appliquer les dispositions pertinentes de l'article 6 et d'affirmer qu'il n'y a pas d'enquête, quand ces dispositions font expressément référence à maintes reprises à une enquête. Contrairement à certains autres renvois croisés que l'on trouve dans l'Accord antidumping, l'article 1.4 n'emploie pas la locution "*mutatis mutandis*", ce qui indique que les rédacteurs voulaient que toutes les dispositions de l'article 6 de l'Accord (à l'exclusion de celles qui ne concernent pas les éléments de preuve et la procédure) s'appliquent aux enquêtes menées dans le cadre de réexamens à l'extinction de manière identique à celle dont elles s'appliquent aux enquêtes initiales.[50] Comme nous l'avons déjà rappelé, le fait qu'une disposition particulière du traité est muette sur un point précis doit avoir un sens.

108. Bien entendu, l'article 6 de l'Accord antidumping s'applique aussi aux enquêtes initiales de même qu'aux enquêtes menées dans le cadre de réexamens à l'extinction. C'est ce qui ressort particulièrement clairement du fait que, contrairement à l'article 5 de l'Accord antidumping, qui fait toujours référence aux enquêtes initiales, l'article 6 renvoie à une enquête en termes neutres. Par conséquent, le terme "enquête" à l'article 6 de l'Accord antidumping a un sens plus général, qui recouvre les enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction. Une fois de plus, le fait qu'une disposition conventionnelle particulière est muette sur un point précis doit avoir un sens.

109. La raison pour laquelle un renvoi croisé exprès dans le texte de l'article 11.4 de l'Accord antidumping est nécessaire ne tient pas au fait que le concept d'"enquête" et le concept de "réexamen" soient mutuellement exclusifs, comme les États-Unis le voudraient. C'est simplement parce que les réexamens ne comportent pas forcément tous une enquête, de même qu'une procédure n'implique pas forcément toujours une enquête. Par conséquent, l'article 11.4 de l'Accord antidumping a un but: il garantit que les règles pertinentes énoncées à l'article 6 de l'Accord antidumping s'appliqueront à tous les réexamens et non pas seulement à ceux qui comportent une enquête.

110. Cette interprétation de l'Accord antidumping correspond au sens courant et ordinaire du mot "enquête", qui est celui que le Groupe spécial est tenu d'utiliser.

---

dumping) pendant la période considérée." La même affirmation est faite au paragraphe 2.4 du rapport de ce groupe spécial; rapport du Groupe spécial *CE - Linge de lit (21:5)* (trois fois); rapport du Groupe spécial *États-Unis - Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE*, note de bas de page 295 et paragraphe 7.114: "Nous estimons que, dans une **enquête menée dans le cadre d'un réexamen à l'extinction**, le Membre importateur est tenu …". **Dans la présente affaire**, l'avis d'engagement de l'USITC (pièce n° 45 de l'Argentine) porte le titre "[**Enquêtes** n° 701-TA-364 (Réexamen) et 731-TA-711 et 713-716 (Réexamen)]". C'est très significatif. L'appellation "enquête" est employée dans le titre général, de sorte qu'elle s'applique à tout ce qui suit; le terme "enquête" est employé pour attribuer un numéro de dossier; le terme "enquête" et le terme "réexamen" sont employés dans la même appellation, désignant ainsi la même chose, ce qui montre qu'ils ne sont pas mutuellement exclusifs; et le terme "enquête", de toute façon, l'emporte nettement sur le terme "réexamen". La même page comporte aussi un renvoi au "Bureau des enquêtes". La référence aux numéros d'enquête figure aussi deux fois dans la détermination finale de l'ITC (pièce n° 54 de l'Argentine), sur la page de titre et à la page suivante, et à la page 6, l'ITC se réfère expressément aux "**enquêtes menées dans le cadre de réexamens à l'extinction**". Voir aussi la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 154, dans laquelle les définitions que donnent les dictionnaires des termes "réexamen" et "déterminer" comprendraient aussi "… conclure sur la base d'un raisonnement ou d'une ***enquête***, déduire …". (pas de caractère gras ni de soulignement dans l'original)

[49] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 163 et suivants.

[50] Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Acier au carbone en provenance du Japon*, paragraphe 7.33: "… l'emploi de l'expression "*mutatis mutandis*" montre que les rédacteurs prévoyaient que certaines dispositions de l'article 12 ne pouvaient pas être appliquées du tout, ou à tout le moins ne pouvaient pas être appliquées de manière identique, dans le cas des réexamens à l'extinction".

111. D'autres indications sont données par le terme "autorités chargées de l'enquête", qui est employé plusieurs fois dans l'Accord antidumping. Vu le sens courant et ordinaire de ce terme, la fonction d'une autorité chargée de l'enquête consiste à enquêter, en d'autres termes, à mener une enquête. Dans *la* présente affaire, compte tenu des dispositions pertinentes de l'article 6 de l'Accord antidumping, qui s'appliquaient en l'espèce, tant le DOC que l'ITC ne peuvent être correctement désignés, dans le contexte de l'Accord antidumping, que comme "autorités chargées de l'enquête".[51] Ainsi, dans la présente affaire, ils étaient engagés dans la conduite d'une enquête - une enquête menée dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.

6.3.5 "Pendant la phase d'enquête"

112. Compte tenu des observations qui précèdent, les Communautés européennes ne souscrivent pas à l'interprétation que proposent les États-Unis du membre de phrase "pendant la phase d'enquête", à l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping. Il est faux d'affirmer que les termes "enquête" et "réexamen" qui figurent dans l'Accord antidumping ont des sens uniques et mutuellement exclusifs. Ces termes ont des sens différents suivant le contexte et suivant l'objet et le but de la disposition pertinente. Dans le cadre de l'Accord antidumping, il peut y avoir à la fois des enquêtes initiales et des enquêtes menées dans le cadre de réexamens à l'extinction. Le libellé de l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping n'est pas le suivant: "pendant la phase d'enquête *initiale*" ou "pendant la phase d'enquête au titre de l'*article 5*", comme cela devrait être le cas si les États-Unis avaient raison. Si tel était le sens voulu ou convenu, il aurait été simple pour les Membres dans la négociation d'insérer l'une de ces formules dans le texte. Mais, **ils ont décidé de ne pas le faire**. Au contraire, **c'est le terme plus général "enquête" qui est employé**, tout comme à l'article 6 de l'Accord antidumping, de manière à englober tant les enquêtes initiales que les enquêtes menées dans le cadre de réexamens à l'extinction conformément aux articles 11.3 et 6 de l'Accord antidumping. Donner du texte de l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping une lecture qui y introduit des termes qui n'y figurent pas, et qui contredisent le contexte, ainsi que l'objet et le but des dispositions, équivaudrait à diminuer les droits résultant pour les Membres de l'OMC de l'Accord antidumping, d'une manière incompatible avec les articles 3:2 et 19:2 du Mémorandum d'accord.

6.3.6 Autres phases: la phase préalable à l'enquête

113. Les Communautés européennes considèrent que, suivant ce raisonnement, il n'est pas particulièrement difficile de cerner l'objet et le but du membre de phrase "pendant la phase d'enquête" à l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping. Une procédure antidumping peut comprendre d'autres phases, comme la phase préalable à l'enquête (il peut aussi y en avoir d'autres).

114. Ainsi, la première étape d'une procédure antidumping n'est pas l'ouverture d'une enquête au titre de l'article 5. La première étape est normalement la demande présentée par écrit par la branche de production nationale, conformément à l'article 5.1 de l'Accord antidumping. Il y a plusieurs dispositions de l'Accord qui réglementent la période antérieure à l'ouverture d'une enquête au titre de l'article 5. Ces dispositions imposent des obligations aux Membres. L'article 5.2, par exemple, porte sur le contenu minimal d'une demande. Si une demande ne satisfait pas à ces exigences, un Membre ne peut pas ouvrir une enquête au titre de l'article 5 sans agir d'une manière incompatible avec l'Accord antidumping. Selon l'article 5.3, les autorités doivent examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande afin de déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête. L'article 5.4 exige des autorités qu'elles déterminent que la demande est soutenue par une proportion suffisante de la branche de production nationale - sinon "[u]ne enquête ne sera [pas] ouverte …". L'article 5.5 interdit aux autorités chargées

[51] Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Acier au carbone en provenance du Japon*, paragraphe 7.166; rapport du Groupe spécial *États-Unis - DRAM*, paragraphe 6.58; rapport du Groupe spécial *CE - Tubes et tuyaux*, paragraphe 7.112. Voir aussi la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 131, 132, 141, 239 et 280: "Dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, l'autorité chargée de l'***enquête*** …"; etc.

de l'enquête de rendre publique la demande avant l'ouverture d'une enquête, et prescrit que le gouvernement du Membre exportateur en soit avisé au préalable. L'article 5.7 renferme des règles concernant l'examen du dumping et du dommage, aussi bien pendant la phase préalable à l'enquête que "par la suite". L'article 5.8 expose les circonstances dans lesquelles une demande doit être rejetée, de même que les règles *de minimis*. Même si une enquête au titre de l'article 5 est ouverte en vertu de l'article 5.6, il doit nécessairement y avoir d'abord une période pendant laquelle les autorités recueillent les éléments de preuve nécessaires et pendant laquelle elles seront liées par les règles énoncées à l'article 5 de l'Accord antidumping. Enfin, les Communautés européennes notent que la règle transitoire énoncée à l'article 18.3 de l'Accord antidumping est formulée par rapport à la date de la *demande*.

115. Il y a donc, incontestablement, une période avant l'ouverture d'une enquête au titre de l'article 5 pendant laquelle 1) des données de fait en rapport avec une détermination finale possible apparaissent ou sont versées au dossier, 2) des mesures procédurales sont prises par les "parties intéressées" (la branche de production nationale) et les autorités et 3) les règles énoncées dans l'Accord antidumping s'appliquent et imposent des obligations aux Membres. Pour des raisons de commodité, cette période ou phase préalable à l'ouverture d'une enquête au titre de l'article 5, qui existe incontestablement, peut recevoir une appellation. Le terme précis qui est choisi importe peu, mais ce pourrait raisonnablement être la "**phase préalable à l'enquête**".

116. Ainsi, la règle énoncée à l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping ne s'appliquerait pas, par exemple, pendant la phase préalable à l'enquête. Cela va de soi et cadre avec les autres dispositions de l'Accord antidumping. L'article 5.2 prescrit que le requérant présente "les renseignements qui peuvent raisonnablement être à [sa] disposition". L'article 5.2 iii) fait référence aux "renseignements sur les prix" sur le marché intérieur et aux "renseignements sur les prix à l'exportation". Ces renseignements pourraient, par exemple, comprendre des listes de prix publiées. De l'avis des Communautés européennes, le seuil établi par l'article 5.2 iii) peut être atteint par la présentation de renseignements qui ne constituent pas, loin de là, les renseignements nécessaires pour établir une détermination complète de l'existence d'un dumping. À vrai dire, ce sera normalement le cas. En effet, les renseignements très détaillés et *complets* sur le produit similaire, les types de modèles, les coûts de production, les transactions à l'exportation nationales et les transactions à l'exportation et tous les renseignements nécessaires pour procéder à une comparaison équitable en vertu de l'article 2.4 de l'Accord antidumping ne seront tout simplement pas à la disposition, ni raisonnablement censés être à la disposition, du requérant. Les plaintes ne doivent pas obligatoirement renfermer des calculs précis et exacts des marges de dumping. Il ne rimerait donc à rien d'appliquer des règles concernant la réduction à zéro. Aussi, l'Accord antidumping dispose-t-il expressément que les règles relatives à la réduction à zéro ne s'appliquent pas pendant la phase préalable à l'enquête.

6.3.7 Objet et but de l'article 11.3 de l'Accord antidumping

117. De l'avis des Communautés européennes, l'objet et le but de l'article 11.3 de l'Accord antidumping sont simples et très clairs. Il faut avoir une règle autre que celle-ci: les droits existent pour toujours. Tel est le but que l'article 11.3 atteint. Cette disposition prend la période qui commence dans le présent et se poursuit dans le futur, et la divise en tranches de cinq ans. Pour chaque tranche de cinq ans, les Membres sont tenus de garantir que les droits antidumping qu'ils imposent sont compatibles avec l'Accord antidumping. Si un droit est subordonné à l'existence d'un dumping, et l'existence d'un dumping à une comparaison, pourquoi faudrait-il que, avec le temps, la comparaison nécessaire cesse d'être "équitable" pour devenir "inéquitable"? C'est plutôt l'observation contraire qui serait certainement plus compatible avec l'Accord sur l'OMC. Ainsi, autoriser une comparaison inéquitable dans les enquêtes menées dans le cadre de réexamens à l'extinction ne serait pas compatible avec l'objet et le but de l'article 11.3, ni avec l'Accord antidumping dans son ensemble, pas plus qu'avec l'article VI du GATT de 1994.

6.4 Marge de dumping calculée suivant l'accord antérieur

118. Les Communautés européennes conviennent avec les États-Unis que le but de la procédure en cours n'est pas d'examiner si oui ou non, en adoptant leur détermination initiale, les États-Unis avaient agi d'une manière compatible avec l'Accord antidumping du Tokyo Round ou avec l'actuel Accord antidumping. Il reste qu'aux fins de l'enquête et de la détermination effectuées dans le cadre du présent réexamen à l'extinction le fait est que le recours par les États-Unis à la détermination initiale de l'existence d'un dumping était incompatible avec l'actuel Accord antidumping.

119. Les Communautés européennes considèrent que le Groupe spécial devrait conclure qu'étant donné que la détermination initiale comportait une réduction à zéro simple injustifiée qui était incompatible avec l'article 2.4 et 2.4.2 de l'Accord antidumping, elle ne pouvait pas être retenue aux fins de la détermination à établir dans le cadre du réexamen à l'extinction contesté, et que le fait qu'elle avait été établie au titre de l'Accord antidumping du Tokyo Round n'est pas un moyen de défense valable pour les États-Unis.[52]

120. À cet égard, les Communautés européennes rappellent que, selon son article 18.3.2, l'actuel Accord antidumping s'applique aussi aux réexamens des mesures qui existaient à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. Cela implique que le maintien d'une telle mesure est assujetti aux disciplines de l'Accord antidumping, y compris le principe énoncé à l'article 11.1, à savoir que les droits antidumping ne devraient rester en vigueur que le temps nécessaire pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage. Cet objectif de l'article 18.3.2 serait compromis si une partie était autorisée à maintenir une mesure antérieure à l'Accord sur l'OMC uniquement sur la base de constatations qui ne sont pas conformes aux dispositions de l'Accord antidumping.

121. Qui plus est, les Communautés européennes notent que l'autorité chargée de l'enquête a établi une détermination de persistance du dumping, non pas en procédant à une nouvelle évaluation de renseignements nouveaux, mais en faisant remonter fictivement le début de la période d'enquête dans le cadre du réexamen à l'extinction au début de la période d'enquête initiale (le 1er janvier 1994). L'autorité chargée de l'enquête ne pouvait pas s'appuyer sur l'idée d'une *persistance* du dumping pendant la période allant du 1er janvier 1994 à la date de la détermination à l'extinction (effective le 7 novembre 2000), étant donné qu'au cours de cette période, le 1er janvier 1995, la définition de base du dumping, voire tout l'accord, avait changé. La conclusion qu'il y a dumping est une détermination juridique résultant de l'application de certaines règles juridiques à certains faits. Même si les faits sont restés inchangés, dès lors que les règles juridiques ont changé, il doit *au minimum* être nécessaire d'appliquer les nouvelles règles juridiques aux faits pour conclure que le dumping **subsiste** *aussi pendant la période postérieure au changement de règles* - surtout lorsque, comme en l'espèce, on n'obtiendrait aucune marge de dumping. Comme l'autorité chargée de l'enquête ne l'a pas fait dans la présente affaire, elle a agi d'une manière incompatible avec l'Accord antidumping. On ne peut tout simplement pas parler de détermination juridique continue lorsque, dans le cours de la période en question, les règles juridiques applicables ont changé.

122. Ces observations valent autant ou davantage dans la mesure où l'article 11.3 de l'Accord antidumping exige une détermination prospective de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira dans l'avenir. Ce dumping futur ne saurait être un dumping que selon les termes de l'actuel Accord antidumping.

7. DOMMAGE

123. Les Communautés européennes sont d'accord avec l'Argentine pour considérer que les dispositions de l'article 3 de l'Accord antidumping s'appliquent *mutatis mutandis* dans le contexte d'une enquête menée dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.[53] Comme pour le dumping, il doit y

[52] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 260.
[53] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphes 234 à 241.

avoir une détermination soit de persistance probable, soit de réapparition probable. Dans les deux cas, il y a un volet rétrospectif et un volet prospectif.

124. C'est ce que l'article 3.1 de l'Accord antidumping confirme en mentionnant "la détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994". Ce texte introductif de l'article 3.1 donne à penser que les disciplines de l'article 3 sont en principe pertinentes pour tout l'Accord antidumping, qui porte sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994. C'était aussi l'avis du Groupe spécial *États-Unis - Acier au carbone en provenance du Japon*.[54]

125. Il y a d'autres éléments textuels indiquant que les obligations en matière de dommage inscrites à l'article 3 s'appliquent tout au long de l'Accord. L'emploi, par exemple, de la formule "aux fins de l'article VI du GATT de 1994"[55] à l'article 3.1 donne aussi à penser qu'en général les obligations de l'article 3 concernant le dommage sont sans doute applicables tout au long de l'*Accord antidumping*, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas limitées aux enquêtes initiales.

126. Vu le texte introductif de l'article 3.1 de l'Accord antidumping, l'absence de renvoi explicite dans le texte de l'article 11.3 à l'article 3, à laquelle les États-Unis se sont référés[56], est dénuée de pertinence. De plus, leur point de vue selon lequel l'article 3 n'est pas applicable dans le contexte d'un réexamen à l'extinction laisserait aux autorités un pouvoir discrétionnaire absolu quant à la façon dont elles déterminent la probabilité de voir le dommage subsister ou se reproduire dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.

127. Les États-Unis ont fait valoir que l'article 3 a beau ne pas s'appliquer aux réexamens à l'extinction, certaines de ses dispositions "peuvent donner des indications au sujet du type de renseignements qui peuvent être pertinents pour l'examen effectué dans le cadre d'un réexamen à l'extinction".[57] Ce raisonnement n'est pas convaincant. Les dispositions de l'Accord antidumping, y compris celles de l'article 3, renferment des engagements juridiques contraignants qui doivent être respectés tout au long de l'application de l'Accord. Le but des dispositions n'est pas de donner de simples "indications" aux Membres.

128. En outre, les Communautés européennes conviennent avec l'Argentine que le critère requis est "probable", et non pas "possible" ni "une notion qui se situe entre "probable" et "possible" sur une échelle de certitude relative".[58] L'enquête et la détermination effectuées dans le cadre du réexamen à l'extinction contesté n'ont pas correctement appliqué le critère "probable", mais un critère moins rigoureux, et sont donc incompatibles avec les obligations contractées par les États-Unis au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

129. Enfin, les Communautés européennes sont aussi d'avis comme l'Argentine[59] que le volet rétrospectif et le volet prospectif de la détermination de l'existence d'un dommage doivent reposer sur des éléments de preuve positifs et comporter un examen objectif, comme le prescrit l'article 3.1 de l'Accord antidumping. De simples conjectures au sujet de faits qui pourraient ou non se produire dans l'avenir sont insuffisantes.

---

[54] Paragraphe 7.100.

[55] Nous soulignons que, conformément aux dispositions de l'article premier de l'*Accord antidumping*, la référence à l'article VI du GATT de 1994 figurant à l'article 3 est aussi une référence générale à l'*Accord antidumping* lui-même.

[56] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 296.

[57] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 302.

[58] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphe 211.

[59] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphes 243 et suivants.

8. CONCLUSION

130. Des observations qui précèdent, les Communautés européennes tirent les conclusions suivantes:

- Pour établir si la demande d'établissement d'un groupe spécial satisfait aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, il convient de s'appuyer sur la demande dans son ensemble, et non sur certaines parties de cette demande prises isolément.
- Les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'Accord antidumping dans la mesure où ils ont déterminé que la réponse de Siderca était inadéquate parce que Siderca représentait moins de 50 pour cent des exportations totales aux États-Unis du produit en provenance d'Argentine enregistrées de 1995 à 1999, du fait qu'elle n'avait pas exporté pendant cette période.
- Les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'Accord antidumping en n'appliquant pas correctement le critère "probable" prévu à l'article 11.3 de l'Accord antidumping pour les enquêtes menées dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.
- Les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping, dans la mesure où ils ne se sont appuyés que sur la détermination de l'existence d'un dumping qui avait été établie relativement à la période d'enquête initiale. Au minimum, le sens de l'article 11.3 de l'Accord antidumping est que, pour maintenir la mesure au-delà du terme de cinq ans, il faut une détermination rétrospective de l'existence d'un dumping plus récente que celle qui est issue de l'enquête initiale.
- Les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping, dans la mesure où l'exposé factuel supplémentaire, le cas échéant, et les motifs supplémentaires, le cas échéant, sur lesquels l'autorité chargée de l'enquête s'est fondée aux fins de la partie prospective de sa détermination de la probabilité que le dumping subsisterait étaient insuffisants pour donner effectivement son sens à l'article 11.3 de l'Accord antidumping.
- En tout état de cause, considérant les deux arguments précédents pris conjointement, les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping dans la mesure où la détermination contestée reposait sur des données périmées et essentiellement une spéculation au sujet de l'avenir, privant ainsi l'article 11.3 de l'Accord antidumping d'un sens effectif.
- Le Sunset Policy Bulletin est, en tant que tel, incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping.
- La réduction à zéro selon les modèles est incompatible avec l'article 2, 2.4 et 2.4.2 de l'Accord antidumping; la réduction à zéro simple est également incompatible avec l'article 2, 2.4 et 2.4.2 de l'Accord, sauf pour ce qui est prévu à la deuxième phrase de l'article 2.4.2 (ces exceptions ne sont pas pertinentes en l'espèce); et l'autorité chargée de l'enquête a agi d'une manière incompatible avec l'Accord antidumping dans la mesure où elle s'est appuyée, aux fins de l'enquête et de la détermination effectuées dans le cadre du réexamen à l'extinction, sur une marge de dumping comportant une telle réduction à zéro, d'autant plus qu'elle a constaté la ***persistance*** d'un dumping pendant une période au cours de laquelle les règles juridiques applicables avaient changé. Cette conclusion n'est pas contredite par le membre de phrase "pendant la phase d'enquête" à l'article 2.4.2, première phrase, de l'Accord antidumping, puisqu'il s'agit d'une conclusion qui résulte de la définition pure et simple du dumping figurant à l'article 2.1, de l'obligation de procéder à une "comparaison équitable" énoncée à l'article 2.4 et de l'obligation de justifier tout recours à la réduction à zéro simple qui est posée par l'article 2.4.2, deuxième phrase. En outre, le terme "enquête", à

l'article 2.4.2, n'est pas qualifié par le terme "initial" ou l'un de ses dérivés, comme à l'article 5, mais employé dans le même sens plus général qu'à l'article 6, qui s'applique aux enquêtes menées dans le cadre de réexamens à l'extinction en vertu du renvoi inconditionnel figurant dans le texte de l'article 11.4 de l'Accord antidumping.

- L'article 3 de l'Accord antidumping est applicable dans le contexte d'un réexamen à l'extinction.

* * *

Les Communautés européennes restent à la disposition du Groupe spécial pour toutes questions que celui-ci souhaiterait poser par écrit ou oralement sur les points traités dans la présente communication.

ANNEXE B-2

COMMUNICATION DU JAPON EN TANT QUE TIERCE PARTIE

14 novembre 2003

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 35

II. ARGUMENTATIONS 35

A. LES ARTICLES 2, 3, 6 ET 12 S'APPLIQUENT AUX RÉEXAMENS À L'EXTINCTION AU TITRE DE L'ARTICLE 11.3 35

1. Les dispositions de l'article 2 s'appliquent à la détermination, au titre de l'article 11.3, de la probabilité que le "dumping" subsiste ou se reproduise 36

2. Les dispositions de l'article 3 s'appliquent à l'article 11.3 37

3. L'article 6 s'applique aux déterminations au titre de l'article 11.3 38

4. L'article 12 s'applique à l'article 11.3 39

B. LES ÉTATS-UNIS AURAIENT AGI D'UNE MANIÈRE INCOMPATIBLE AVEC LES ARTICLES 2 ET 11.3 SI LEUR DÉTERMINATION ÉTAIT FONDÉE SUR UNE MARGE DE DUMPING ÉTABLIE SELON LA MÉTHODE DE LA RÉDUCTION À ZÉRO 39

1. Des marges de dumping établies selon la méthode de la réduction à zéro ne peuvent constituer des éléments de preuve adéquats pour déterminer l'existence d'un "dumping" dans le cadre des réexamens à l'extinction 39

2. S'ils reposaient sur la réduction à zéro, les éléments de preuve sur lesquels le DOC s'est fondé pour déterminer qu'il était probable que le dumping subsisterait rendraient la détermination incompatible avec les articles 2 et 11.3 40

3. Les éléments de preuve sur lesquels l'ITC s'est fondée ne seraient pas adéquats pour déterminer la probabilité que le dommage subsiste et rendraient la détermination de l'existence d'un dommage incompatible avec l'article 11.3 41

C. LA DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE ÉTABLIE PAR L'ITC EST INCOMPATIBLE AVEC LES ARTICLES 3.4, 3.5 ET 11.3 42

1. L'ITC a agi d'une manière incompatible avec les articles 3.4 et 11.3 42

2. L'ITC aurait agi d'une manière incompatible avec les articles 3.5 et 11.3 42

D. LES DISPOSITIONS DE LA LOI DES ÉTATS-UNIS EN MATIÈRE DE RENONCIATION ET LES TROIS SCÉNARIOS ENVISAGÉS DANS LE *SUNSET POLICY BULLETIN* SONT INCOMPATIBLES AVEC LES ARTICLES 6, 11.3 ET 18.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING ET AVEC L'ARTICLE XVI:4 DE L'ACCORD SUR L'OMC EN TANT QUE TELS 44

1. Tant les dispositions en matière de renonciation que les trois scénarios peuvent donner lieu à une action au titre de l'article 18.4 de l'Accord antidumping et de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC en tant que tels 44

a) L'incompatibilité d'une mesure en tant que telle doit être examinée conformément à l'article 18.4 de l'Accord antidumping et à l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC 44

b) Tant les dispositions en matière de renonciation que les trois scénarios peuvent donner lieu à une action au titre de l'article 18.4 de l'Accord antidumping et de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC en tant que tels 46

2. Les dispositions en matière de renonciation sont incompatibles avec les articles 6.2 et 11.3 47
a) Prescriptions de l'article 11.3 concernant les déterminations de l'existence d'un "dumping" dans le cadre d'un réexamen à l'extinction 47
b) Incompatibilité avec l'article 11.3 des dispositions en matière de renonciation 48
c) Incompatibilité avec l'article 6.2 des dispositions en matière de renonciation 49
3. Les trois scénarios sont incompatibles avec l'article 11.3 49
4. Conclusions 51
III. CONCLUSION 51

I. INTRODUCTION

1. Le Japon se félicite de l'occasion qui lui est offerte de présenter ses vues au sujet du différend que l'Argentine a porté devant l'OMC en ce qui concerne la compatibilité avec l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("GATT"), l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT ("Accord antidumping") et l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce ("Accord sur l'OMC") des décisions des États-Unis de ne pas supprimer les droits antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères ("OCTG") en provenance d'Argentine, ainsi que des mesures légales, réglementaires et administratives des États-Unis ayant trait aux réexamens à l'extinction.

2. Le Japon a des intérêts systémiques dans l'interprétation et l'application de l'Accord antidumping, du GATT et de l'Accord sur l'OMC pour ce qui a trait aux réexamens à l'extinction. En tant que tierce partie, le Japon voudrait traiter des questions suivantes soulevées par l'Argentine:

- applicabilité des dispositions des articles 2, 3, 6 et 12 à l'article 11.3;

- incompatibilité avec l'article 2.1 et 2.4 des marges de dumping reposant sur la méthode de la réduction à zéro afin de déterminer l'existence d'un "dumping"; et incompatibilité avec l'article 11.3 des déterminations de la probabilité que le "dumping" et le "dommage" subsistent ou se reproduisent, établies respectivement par le Département du commerce des États-Unis ("DOC") et la Commission du commerce international des États-Unis ("ITC"), sur la base des marges de dumping issues du réexamen à l'extinction des mesures antidumping visant les OCTG en provenance d'Argentine;

- incompatibilité avec les articles 3.1, 3.4, 3.5 et 11.3 de la détermination par l'ITC de la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise;

- incompatibilité avec les articles 6.2, 11.3 et 18.4 de l'Accord antidumping et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC des dispositions en matière de renonciation qui figurent dans la loi et le règlement des États-Unis et dans les trois scénarios envisagés dans le *Sunset Policy Bulletin*[1] en tant que tels.

II. ARGUMENTATIONS

A. LES ARTICLES 2, 3, 6 ET 12 S'APPLIQUENT AUX RÉEXAMENS À L'EXTINCTION AU TITRE DE L'ARTICLE 11.3

3. Le Japon pense comme l'Argentine que les articles 2, 3, 6 et 12 s'appliquent aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. Les dispositions de ces articles renvoient expressément à l'article 11 ou vice-versa, comme il est indiqué ci-après. Ces renvois montrent sans ambiguïté que l'intention des rédacteurs était de faire en sorte que les dispositions de ces articles s'appliquent aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. Dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*[2], l'Organe d'appel a confirmé cette interprétation. L'Organe d'appel a examiné les membres de phrase "pour les besoins du présent accord" et "aux fins du présent accord"[3], et il a dit que "ces renvois [lui]

[1] Policies Regarding the Conduct of Five-year ("Sunset") Reviews of Antidumping and Countervailing Duty Orders; Policy Bulletin, 63 Fed. Reg., page 18871 (16 avril 1998) ("*Sunset Policy Bulletin*") (pièce n° 35 de l'Argentine).

[2] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* ("*États-Unis - Acier au carbone*"), WT/DS213/AB/R (28 novembre 2002).

[3] Voir, *ibid.*, la note de bas de page 59 (dans laquelle il est question des membres de phrase "Aux fins du présent accord", s'agissant de la définition d'une "subvention" à l'article premier; "Aux fins de la Partie V",

laiss[aient] penser que, lorsque l'intention des négociateurs de l'Accord SMC était que les disciplines énoncées dans une disposition soient appliquées dans un autre contexte, ils l'[avaient] expressément prévu".[4]

1. Les dispositions de l'article 2 s'appliquent à la détermination, au titre de l'article 11.3, de la probabilité que le "dumping" subsiste ou se reproduise

4. Comme le fait valoir l'Argentine, les dispositions du paragraphe 1 et des paragraphes suivants de l'article 2 définissent le terme "dumping" pour les besoins de l'ensemble de l'Accord antidumping, y compris l'article 11.3. L'article 2 s'intitule "Détermination de l'existence d'un dumping". L'article 2.1 dispose ce qui suit:

> **Aux fins du présent accord**, un produit doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping, c'est-à-dire comme étant introduit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale, si le prix à l'exportation de ce produit, lorsqu'il est exporté d'un pays vers un autre, est inférieur au prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur.[5]

5. Le premier membre de phrase - "[a]ux fins du présent accord" - démontre que l'intention manifeste des rédacteurs était de faire en sorte que les obligations énoncées à l'article 2 s'appliquent à l'ensemble de l'Accord antidumping, chaque fois qu'apparaît le mot "dumping". Par conséquent, la notion essentielle de "dumping" définie à l'article 2 vaut pour toutes les déterminations de l'existence d'un "dumping" au titre de l'Accord antidumping, y compris les réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. Toute autre conclusion viderait de son sens le membre de phrase introductif de l'article 2.1.

6. L'article 2.1 est encore précisé par les autres dispositions de l'article 2, y compris l'article 2.4, lequel dispose qu'"il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale". Comme l'Organe d'appel l'a dit dans l'affaire *CE - Linge de lit*[6], cette obligation générale éclaire l'article 2.1 quant à la manière dont doit être établie la marge de dumping, c'est-à-dire la différence entre le prix à l'exportation et la valeur normale.

7. Le membre de phrase "il est probable que le dumping … subsister[a] ou se reproduir[a]", qui figure à l'article 11.3, ne modifie pas la notion essentielle de "dumping", ni n'influe sur l'applicabilité de l'article 2 à l'article 11.3. Pour constater que "le dumping subsistera", les autorités doivent constater l'existence d'un dumping au moment du réexamen à l'extinction avant de déterminer s'il va "subsister". Pour constater que "le dumping se reproduira", les autorités doivent d'abord constater que le dumping a cessé au moment du réexamen à l'extinction avant de déterminer s'il va "se reproduire". La question liminaire est donc de savoir comment les autorités doivent procéder pour constater l'existence d'un dumping en train de se produire. Les réexamens à l'extinction portent donc à la fois sur l'existence actuelle du dumping et la persistance du dumping, ou sa réapparition, à l'avenir. Le concept fondamental de "dumping" est le même dans les deux cas; seule diffère la période de temps sur laquelle porte l'évaluation.

---

s'agissant du calcul du montant d'une subvention au titre de l'article 14; et "Pour les besoins du présent accord", s'agissant de la définition du "dommage" dans le cadre de l'article 15 et de la note de bas de page 45).

[4] *Ibid.*, paragraphe 69.

[5] Article 2.1 de l'Accord antidumping (pas de caractère gras dans l'original).

[6] Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde* ("*CE - Linge de lit*"), WT/DS141/AB/R (1er mars 2001), paragraphe 59 ("À notre avis, [l']obligation générale [d'établir une comparaison équitable qui est énoncée à l'article 2.4] éclaire l'ensemble de l'article 2").

8. Une détermination au titre de l'article 11.3 de la question de savoir s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira doit par conséquent tenir compte de la définition et des obligations énoncées à l'article 2.1 et 2.4 et dans les autres dispositions de l'article 2.

2. Les dispositions de l'article 3 s'appliquent à l'article 11.3

9. L'Argentine a aussi déclaré à juste titre que les dispositions de l'article 3 s'appliquent à l'article 11.3. Cet article s'intitule "Détermination de l'existence d'un dommage". Le terme "dommage" est ensuite défini comme suit dans la note de bas de page 9:

> **Pour les besoins du présent accord**, le terme "dommage" s'entendra, sauf indication contraire, d'un dommage important causé à une branche de production nationale, d'une menace de dommage important pour une branche de production nationale ou d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale; il sera interprété conformément aux dispositions de cet article. (pas de caractère gras dans l'original)

Le membre de phrase "[p]our les besoins du présent accord", qui figure dans la note de bas de page 9, fait en sorte que le terme "dommage" soit défini conformément aux dispositions de l'article 3 toutes les fois qu'il apparaît dans l'Accord antidumping. Par conséquent, pour constater l'existence d'un "dommage", il faut satisfaire aux dispositions de l'article 3 énonçant les prescriptions applicables à cette fin.

10. Le libellé des différentes dispositions de l'article 3 précise encore que les prescriptions qui y sont énoncées s'appliquent à la détermination de l'existence d'un "dommage". L'article 3.1 énonce des prescriptions générales concernant la détermination de l'existence d'un "dommage". Le membre de phrase "la détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994" indique par ce renvoi que les dispositions de l'article 3 s'appliquent à la détermination de l'existence d'un dommage partout dans l'Accord antidumping, chaque fois qu'il faut établir les circonstances dans lesquelles une mesure antidumping peut être appliquée.[7] L'Organe d'appel a confirmé que "[l]'article 3.1 [était] une disposition globale qui énon[çait] l'obligation de fond essentielle d'un Membre à cet égard. L'article 3.1 éclair[ait] les obligations plus détaillées énoncées dans les paragraphes suivants".[8]

11. L'article 3.1 prescrit aux autorités de fonder leur détermination de l'existence d'un dommage sur des éléments de preuve positifs et sur un examen objectif "du volume des importations faisant l'objet d'un dumping" et de "l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix". L'article 3.2 précise ensuite les règles selon lesquelles les autorités devront examiner ces deux éléments. Ainsi, l'article 3.2 éclaire l'article 3.1 et toutes les autres dispositions de l'Accord antidumping en ce qui concerne les méthodes d'analyse que les autorités doivent appliquer pour établir une détermination de l'existence d'un dommage.

12. L'article 3.1 dispose aussi que les autorités doivent fonder leurs déterminations de l'existence d'un dommage sur des éléments de preuve positifs et sur un examen objectif de "l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits". L'article 3.4 précise ensuite la manière dont doit être examinée "l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale". L'article 3.4 comporte donc des prescriptions détaillées aux fins de l'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping au titre de l'article 3.1 et, par conséquent,

---

[7] *Voir* l'article premier de l'Accord antidumping, aux termes duquel "[u]ne mesure antidumping sera appliquée dans les circonstances prévues à l'article VI du GATT de 1994".

[8] Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne* ("*Thaïlande – Poutres en H*"), WT/DS122/AB/R (12 mars 2001), paragraphe 106.

de la détermination de l'existence d'un dommage. De ce fait, les autorités doivent satisfaire aux prescriptions de l'article 3.4 pour déterminer l'existence d'un "dommage" dans toute procédure engagée au titre de l'Accord antidumping.

13. L'article 3.5 dispose que le dommage, "au sens du présent accord", doit être causé par les importations faisant l'objet d'un dumping, par les effets du dumping, tels qu'ils sont définis aux paragraphes 2 et 4. Le membre de phrase "dommage au sens du présent accord" fait en sorte que les dispositions de l'article 3.5 précisent encore ce qu'il faut entendre par "dommage" chaque fois que ce terme apparaît dans l'Accord. La détermination de l'existence d'un "dommage" doit donc satisfaire aux prescriptions en matière de causalité et de non-imputation qui sont énoncées à l'article 3.5.

14. Le membre de phrase "il est probable que ... le dommage subsister[a] ou se reproduir[a]", qui figure à l'article 11.3, ne modifie pas la notion essentielle de "dommage", comme on l'a vu plus haut pour ce qui est du "dumping". Les termes "subsister[a] ou se reproduir[a]" démontrent que l'intention des rédacteurs était de faire en sorte que les autorités déterminent d'abord l'état actuel du dommage causé à la branche de production nationale, et ensuite la manière dont cet état est susceptible d'évoluer. La proposition subordonnée n'influe donc pas sur l'applicabilité de l'article 3 à l'article 11.3.

15. Par conséquent, les dispositions de l'article 3 s'appliquent aux déterminations de l'existence d'un "dommage" établies dans le cadre des réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3.

3. L'article 6 s'applique aux déterminations au titre de l'article 11.3

16. Les dispositions de l'article 6 s'appliquent aussi à l'article 11.3. L'article 11.4 y renvoie clairement en ces termes: "Les dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure s'appliqueront à tout réexamen effectué au titre du présent article."

17. Les mots "concernant les éléments de preuve et la procédure", qui figurent à l'article 11.4, ne limitent pas l'applicabilité des dispositions de l'article 6 à l'article 11.3. Comme l'a dit l'Organe d'appel dans l'affaire *Thaïlande – Poutres en H*, l'article 6 "établit un cadre d'obligations en matière de procédure et de régularité de la procédure".[9] Dans l'affaire *CE - Linge de lit (Recours de l'Inde à l'article 21:5)*, l'Organe d'appel a dit en outre:

> L'article 6 est intitulé "Éléments de preuve" et rien n'indique dans cet article - ni ailleurs dans l'Accord antidumping - qu'il ne s'applique pas d'une manière générale aux questions se rapportant aux "éléments de preuve" dans l'ensemble de l'Accord. Par conséquent, il nous semble que *les paragraphes de l'article 6 énoncent les règles de la preuve* qui s'appliquent pendant tout le déroulement d'une enquête antidumping et *prévoient aussi les garanties d'une procédure régulière dont jouissent les "parties intéressées"* pendant toute la durée de l'enquête.[10]

18. Comme l'a dit clairement l'Organe d'appel, les dispositions de l'article 6 énoncent les règles de la preuve et les règles de procédure. Par conséquent, toutes les dispositions de l'article 6 s'appliquent à l'article 11.3 en vertu de l'article 11.4.

---

[9] Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 109; voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil* ("*CE – Accessoires de tuyauterie*"), WT/DS219/AB/R (22 juillet 2003), paragraphe 138.

[10] Paragraphe 136 (pas d'italique dans l'original).

4. L'article 12 s'applique à l'article 11.3

19. Toutes les dispositions de l'article 12 s'appliquent elles aussi aux réexamens à l'extinction effectués au titre de l'article 11.3. L'article 12.3 prévoit expressément que "[l]es dispositions du présent article s'appliqueront *mutatis mutandis* au commencement et à l'achèvement des réexamens effectués en conformité avec l'article 11".

20. Selon son sens courant et ordinaire, l'expression "*mutatis mutandis*" signifie que "tous les changements nécessaires ont été apportés" ("*all necessary changes have been made*").[11] Autrement dit, il faut substituer des termes appropriés aux termes de l'article initial qui ne correspondent pas aux situations envisagées dans l'autre article. Puisque l'article 12.3 indique expressément que les prescriptions de l'article 12 s'appliquent à l'article 11, qui traite des "réexamens", la manière la plus raisonnable de procéder est de substituer le terme "réexamen" au terme "enquête" qui figure à l'article 12. Il n'est besoin de changer aucun autre mot, et tous les mots restants demeurent pertinents.

21. Ainsi, toutes les dispositions de l'article 12 s'appliquent aux réexamens à l'extinction effectués au titre de l'article 11.3 en vertu de l'article 12.3.

B. LES ÉTATS-UNIS AURAIENT AGI D'UNE MANIÈRE INCOMPATIBLE AVEC LES ARTICLES 2 ET 11.3 SI LEUR DÉTERMINATION ÉTAIT FONDÉE SUR UNE MARGE DE DUMPING ÉTABLIE SELON LA MÉTHODE DE LA RÉDUCTION À ZÉRO

1. Des marges de dumping établies selon la méthode de la réduction à zéro ne peuvent constituer des éléments de preuve adéquats pour déterminer l'existence d'un "dumping" dans le cadre des réexamens à l'extinction

22. Le Japon pense comme l'Argentine qu'une marge de dumping calculée selon la méthode de la réduction à zéro ne peut offrir une base compatible avec les règles de l'OMC pour déterminer, dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, qu'il est probable que le dumping subsistera. La pratique de la "réduction à zéro" consiste à ne calculer les marges que pour les seules ventes d'un produit effectuées à des prix représentant des marges positives, en ramenant à zéro les marges négatives correspondant à d'autres ventes du produit. Cette méthode aboutit donc à l'établissement d'une marge de dumping artificielle. Comme il est expliqué plus bas, une détermination de l'existence d'un "dumping" qui se fonde sur des marges obtenues selon la pratique de la réduction à zéro est incompatible avec l'article 2.1 et 2.4. L'article 2.1 et 2.4 s'applique à la détermination, au titre de l'article 11.3, de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise, comme il est démontré plus haut. Par conséquent, une détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise qui se fonde sur des marges établies selon la méthode de la réduction à zéro est incompatible avec l'article 11.3.

23. Les mots "un produit", qui figurent à l'article 2.1, indiquent clairement que la marge de dumping, c'est-à-dire la base sur laquelle se fonde la détermination de l'existence d'un "dumping", doit être établie en prenant en compte tous les types de produit qui font l'objet d'une procédure antidumping particulière. Dans l'affaire *CE - Linge de lit*, l'Organe d'appel a dit que "d'après le libellé de cette disposition, il [était] clair pour [lui] que l'Accord antidumping concern[ait] le dumping d'un produit".[12] Dans cette même affaire, l'Organe d'appel a apporté d'autres éclaircissements sur ce point en disant:

> toutes les mentions de l'établissement de "l'existence de marges de dumping" renvoient au *produit* qui fait l'objet de l'enquête. ... À notre avis, quelle que soit la

[11] *Voir* le *Black's Law Dictionary*, page 1039 (7ème édition, West Group, 1999).
[12] Rapport de l'Organe d'appel *CE - Linge de lit*, paragraphe 51.

> méthode utilisée pour calculer les marges de dumping, celles-ci doivent être et ne peuvent être établies que pour l'ensemble du *produit* visé par l'enquête.[13]

Dans l'affaire *CE - Linge de lit (Recours de l'Inde à l'article 21:5)*, l'Organe d'appel a confirmé aussi que "la détermination de l'existence d'un dumping se fai[sait] par référence à un produit en provenance d'un producteur [ou d'un] exportateur donné, et non par référence à des transactions individuelles".[14] L'article 2.1 prévoit donc que l'existence d'un dumping doit être déterminée sur la base de l'ensemble des différents types du produit visé, et non pas de certains types de ce produit.

24. Dans l'affaire *CE - Linge de lit*, l'Organe d'appel a précisé encore que les prescriptions en matière de "comparaison équitable" et de "comparabilité des prix" signifient que l'établissement des marges de dumping au titre de l'article 2.4 doit se faire en évaluant le produit visé dans son ensemble, et non pas seulement une fraction de ce produit. L'Organe d'appel a dit que "[t]ous les types ou modèles assimilables à un produit "similaire" doivent nécessairement être "comparables"".[15] Il a ensuite ajouté:

> Les Communautés européennes font valoir, en s'appuyant sur l'exigence qui est faite à l'article 2.4 de "dûment ten[ir] compte des différences dans les caractéristiques physiques", que des distinctions peuvent être faites entre différents types ou modèles de linge de lit en coton lorsque l'on se prononce sur la "comparabilité". Mais, ici encore, nous ne voyons pas comment les Communautés européennes pourraient être autorisées à considérer les caractéristiques physiques du linge de lit en coton d'une certaine manière à certaines fins et d'une autre manière à d'autres fins.[16]

25. Par conséquent, la pratique de la réduction à zéro aux fins de l'établissement des marges de dumping d'un produit à l'examen est incompatible avec les dispositions de l'article 2.1 et 2.4 de l'Accord antidumping. Toute détermination de l'existence d'un "dumping" qui se fonde sur une marge calculée selon la méthode de la réduction à zéro n'est donc pas fondée sur des éléments de preuve adéquats et, partant, est incompatible avec ces dispositions.

2. S'ils reposaient sur la réduction à zéro, les éléments de preuve sur lesquels le DOC s'est fondé pour déterminer qu'il était probable que le dumping subsisterait rendraient la détermination incompatible avec les articles 2 et 11.3

26. Il nous semble que c'est sur la base de la marge de dumping calculée aux fins de la détermination initiale que le DOC a établi sa détermination positive dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine. Dans son *Mémorandum sur la décision*[17], le DOC a dit:

> En l'espèce, il n'y a eu ni baisse des marges de dumping, ni accroissement des importations. En revanche, faute d'un réexamen administratif, la marge de dumping

---

[13] Rapport de l'Organe d'appel *CE - Linge de lit*, paragraphe 53 (non souligné dans l'original).

[14] Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends ("*CE - Linge de lit (Recours de l'Inde à l'article 21:5)*"), WT/DS141/AB/RW (8 avril 2003), paragraphe 143, citant le rapport du Groupe spécial initial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, WT/DS/141/R (30 octobre 2000), paragraphe 6.136.

[15] Rapport de l'Organe d'appel *CE - Linge de lit*, paragraphe 58.

[16] *Ibid*., paragraphe 60.

[17] Issues and Decision Memorandum for the Expedited Sunset Reviews of the Antidumping Duty Orders on Seamless Pipe from Argentina, Brazil, Germany, and Italy; Final Results ("Mémorandum sur la décision") (7 novembre 2000) (pièce n° 51 de l'Argentine).

> établie à l'issue de l'enquête initiale est le seul indicateur dont dispose le Département en ce qui concerne le niveau du dumping. Puisque 1,27 pour cent est une marge supérieure à la marge *de minimis* de 0,5 pour cent qui est appliquée aux fins des réexamens à l'extinction, nous constatons que le dumping a subsisté pendant la durée d'application de l'ordonnance et qu'il est probable qu'il subsisterait si l'ordonnance était révoquée.[18]

27. Au cours de l'enquête initiale, le DOC a calculé que la marge de dumping s'établissait à 1,36 pour cent en se fondant sur les seules ventes de Siderca, et il a retenu cette marge pour tous les autres taux.[19] L'Argentine a produit une pièce montrant comment le DOC avait calculé la marge de dumping pour Siderca lors de l'enquête initiale.[20] Le Japon ne se prononce pas sur l'aspect factuel du présent différend, mais il lui semble que la marge de dumping de Siderca aurait pu être négative si la méthode de la réduction à zéro n'avait pas été appliquée aux fins de l'enquête initiale. Si tel était le cas, le DOC ne disposerait plus d'éléments de preuve adéquats sur lesquels fonder la détermination positive qu'il a établie au titre de l'article 2.1 et 2.4 dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG.[21]

28. En conséquence, le Japon demande au Groupe spécial d'examiner soigneusement les éléments de preuve afin de déterminer si le DOC a bien utilisé la méthode de la réduction à zéro pour établir la marge de dumping de 1,36 pour cent, et si cette marge aurait été négative dans l'éventualité où cette méthode n'aurait pas été appliquée. Si le Groupe spécial constate que le DOC a appliqué la méthode de la réduction à zéro pour établir une marge positive, le Japon lui demande alors de constater que la détermination établie par le DOC dans le cadre du réexamen à l'extinction dont il est question était incompatible avec l'article 2.1 et 2.4 et, partant, avec l'article 11.3.

3. Les éléments de preuve sur lesquels l'ITC s'est fondée ne seraient pas adéquats pour déterminer la probabilité que le dommage subsiste et rendraient la détermination de l'existence d'un dommage incompatible avec l'article 11.3

29. Si la marge de dumping avait été calculée selon la méthode de la réduction à zéro aux fins de l'enquête initiale, la détermination de l'existence d'un "dommage" établie aux fins du réexamen à l'extinction visant les OCTG serait alors elle aussi incompatible avec l'article 11.3.

30. Au cours du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine, le DOC a indiqué dans son rapport à l'ITC que la marge de dumping calculée aux fins de l'enquête initiale était la marge de dumping susceptible de subsister si l'ordonnance était révoquée.[22] Comme il est expliqué plus haut, les dispositions de l'article 3.1, 3.4 et 3.5 s'appliquent à la détermination, au titre de l'article 11.3, de la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise. L'ITC doit par conséquent avoir fondé sa détermination, au titre de l'article 3.1, de l'existence d'importations "faisant l'objet d'un dumping", et son examen de l'"importance de la marge de dumping", au titre de l'article 3.4, et des effets du dumping sur la branche de production nationale, au titre de l'article 3.5, sur la marge qui lui avait été indiquée afin d'établir sa détermination de l'existence d'un dommage au titre de l'article 11.3.

31. Comme il est expliqué plus haut, si les marges indiquées dans le rapport ont été calculées selon la méthode de la réduction à zéro, elles étaient incompatibles avec l'article 2.1 et 2.4, s'agissant

---

[18] *Ibid.*, page 5.
[19] *Ibid.*, page 8.
[20] *Voir* la pièce n° 52 de l'Argentine.
[21] Le Japon fait observer que toute détermination doit se fonder sur des éléments de preuve adéquats, comme l'exige l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping. *Voir*: *États-Unis - Acier laminé à chaud*, paragraphe 56 ("l'article 17.6 i) établit le critère approprié que doivent appliquer les *groupes spéciaux* lorsqu'ils examinent la compatibilité, avec les règles de l'OMC, de l'établissement et de l'évaluation des faits effectués par les *autorités chargées de l'enquête* au titre d'autres dispositions de l'*Accord antidumping*").
[22] *Voir* le Mémorandum sur la décision (pièce n° 51 de l'Argentine).

de la détermination de l'existence d'un "dumping". En d'autres termes, cette marge ne constituerait pas un élément de preuve adéquat pour évaluer le "dumping". Par conséquent, la marge indiquée dans le rapport ne pouvait être un élément de preuve adéquat pour déterminer l'existence d'importations faisant l'objet d'un dumping, ni pour examiner l'importance de la marge de dumping et les effets du dumping, ni, par conséquent, pour déterminer l'existence d'un "dommage" au titre de l'article 11.3.

32. En somme, puisqu'elle a fondé sa détermination et son examen sur les taux indiqués dans le rapport, la détermination de l'existence d'un dommage établie par l'ITC serait elle aussi incompatible avec l'article 11.3 si le taux indiqué par le DOC avait été calculé selon la méthode de la réduction à zéro.

C. LA DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE ÉTABLIE PAR L'ITC EST INCOMPATIBLE AVEC LES ARTICLES 3.4, 3.5 ET 11.3

33. Le Japon souscrit aux allégations de l'Argentine selon lesquelles la détermination de l'existence d'un dommage établie par l'ITC était incompatible avec l'article 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping. Comme il est expliqué plus haut, les dispositions de l'article 3.4 et 3.5 s'appliquent aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. Par conséquent, le fait que l'ITC ne se soit pas conformée aux dispositions de cet article rend la détermination de l'existence d'un dommage établie dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine incompatible avec les dispositions de cet article et avec celles de l'article 11.3.

1. L'ITC a agi d'une manière incompatible avec les articles 3.4 et 11.3

34. L'Argentine a présenté des éléments de preuve convaincants[23] selon lesquels l'ITC n'avait pas évalué certains facteurs prescrits par l'article 3.4 aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage. Comme l'a fait observer l'Argentine, l'article 3.4 exige des autorités qu'elles évaluent tous les facteurs et indices économiques pertinents qui y sont énumérés. Dans l'affaire *Thaïlande - Poutres en H*, l'Organe d'appel a confirmé cette obligation faite aux autorités, en disant que "l'article 3.4 … exigea[it] une évaluation impérative de tous les facteurs mentionnés dans cette disposition".[24]

35. Ainsi, l'ITC a indiqué dans son rapport[25] les taux des marges de dumping probables qui lui avaient été communiqués par le DOC. Toutefois, l'ITC n'a pas soufflé mot de son évaluation de ces taux. Un simple énoncé des faits est insuffisant aux fins de l'article 3.4. Comme l'Organe d'appel l'a confirmé, l'ITC devait évaluer chacun des facteurs.

36. En n'évaluant pas certains des facteurs mentionnés à l'article 3.4, l'ITC a donc agi d'une manière incompatible avec l'article 3.4 et, partant, avec l'article 11.3, pour ce qui est du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine.

2. L'ITC aurait agi d'une manière incompatible avec les articles 3.5 et 11.3

37. Le Japon demande aussi au Groupe spécial d'examiner soigneusement les faits de la cause afin de déterminer si l'ITC a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.5 et, partant, avec l'article 11.3.

38. La première phrase de l'article 3.5 indique expressément que les autorités sont tenues de démontrer que les effets du "dumping" sont la cause réelle du dommage. Comme il est expliqué plus

---

[23] *Voir* la première communication de l'Argentine, paragraphe 259, et les pièces y afférentes.

[24] Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande - Poutres en H*, paragraphe 128 (non souligné dans l'original).

[25] *Voir* la détermination à l'extinction établie par la Commission, pages V-1 (pièce n° 54 de l'Argentine).

haut, le terme "dumping" est défini à l'article 2.1 et explicité dans les dispositions suivantes.[26] À cet égard, l'Organe d'appel a dit ce qui suit dans le cadre de l'affaire *États-Unis - Acier au carbone*:

> Lorsque le niveau de subventionnement au moment du réexamen est très faible, il doit y avoir des éléments de preuve convaincants montrant que l'abrogation du droit entraînerait néanmoins un dommage pour la branche de production nationale. Il ne suffira pas que les autorités s'appuient simplement sur la détermination de l'existence d'un dommage faite dans le cadre de l'enquête initiale.[27]

39. En l'espèce, le DOC a constaté que l'importance du dumping, qui était susceptible de subsister en ce qui concerne les OCTG en provenance d'Argentine était de 1,36 pour cent, soit le taux constaté lors de l'enquête initiale. Cette marge de dumping est inférieure au niveau *de minimis* prévu dans l'Accord antidumping, et pourrait même être négative sans réduction à zéro, si l'enquête initiale tombait sous le coup de l'Accord antidumping. Pour que la détermination de l'existence d'un dommage soit compatible avec les articles 3.5 et 11.3, l'ITC doit par conséquent disposer d'éléments de preuve convaincants qui démontrent qu'il serait néanmoins probable que le dommage subsiste ou se reproduise si les droits étaient supprimés.

40. En outre, la prescription en matière de "non-imputation"[28], qui figure dans les deuxième et troisième phrases de l'article 3.5, exige des autorités qu'elles dissocient et distinguent explicitement les effets dommageables des autres facteurs causant un dommage et les effets dommageables du dumping. En l'espèce, l'ITC a reconnu que la part de marché de la branche de production nationale était passée de 90 pour cent en 1995 à 74,9 pour cent en 2000, "en grande partie du fait d'un accroissement des importations non visées".[29] L'ITC a noté aussi que "[l]es cours du pétrole et du gaz

---

[26] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *CE - Linge de lit* (*Recours de l'Inde à l'article 21:5)*, paragraphe 142. *Voir aussi*: *États-Unis - Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention*, WT/DS217, 234/AB/R (13 janvier 2003), paragraphe 240 ("Nous rappelons que dans l'affaire *États-Unis - Loi de 1916*, nous avons dit que les éléments constitutifs du dumping se trouvaient dans la définition du dumping figurant à l'article VI:1 du GATT de 1994, telle qu'elle était précisée à l'article 2 de l'*Accord antidumping*.").

[27] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Acier au carbone*, paragraphe 88.

[28] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Acier laminé à chaud*. Dans ce rapport, l'Organe d'appel a interprété les deuxième et troisième phrases de l'article 3.5 comme suit:

> 222. Cette disposition [l'article 3.5] exige que, dans un premier temps, les autorités chargées de l'enquête examinent, dans le cadre de leur analyse du lien de causalité, *tous* "les facteurs connus", "autres que les importations faisant l'objet d'un dumping", qui causent un dommage à la branche de production nationale "au même moment" que les importations faisant l'objet d'un dumping. Dans un deuxième temps, les autorités chargées de l'enquête doivent faire en sorte que les dommages causés à la branche de production nationale par des facteurs connus, autres que les importations faisant l'objet d'un dumping, ne soient pas "*imputés* aux importations faisant l'objet d'un dumping".
>
> 223. … Pour qu'en appliquant l'article 3.5, les autorités chargées de l'enquête puissent faire en sorte que les effets dommageables des autres facteurs connus ne soient pas "imputés" aux importations faisant l'objet d'un dumping, elles doivent évaluer de manière adéquate les effets dommageables de ces autres facteurs. Logiquement, pour faire une telle évaluation, il faut dissocier et distinguer les effets dommageables des autres facteurs et les effets dommageables des importations faisant l'objet d'un dumping. Si les effets dommageables des importations faisant l'objet d'un dumping ne sont pas correctement dissociés et distingués des effets dommageables des autres facteurs, les autorités ne seront pas en mesure de conclure que le dommage qu'elles attribuent aux importations faisant l'objet d'un dumping est effectivement causé par ces importations, plutôt que par les autres facteurs. Ainsi, sans cette dissociation et cette distinction des différents effets dommageables, les autorités chargées de l'enquête n'auraient aucune base rationnelle leur permettant de conclure que les importations faisant l'objet d'un dumping causent bel et bien le dommage qui, en vertu de l'*Accord antidumping*, justifie l'imposition de droits antidumping.
>
> *États-Unis - Acier laminé à chaud*, paragraphes 222 et 223 (non souligné dans l'original).

[29] Détermination à l'extinction établie par la Commission, page 22 (pièce n° 54 de l'Argentine).

naturel, qui déterminent en dernière analyse la demande d'OCTG"[30] et "un ralentissement de l'économie américaine et/ou mondiale"[31] pourraient être des facteurs contribuant au dommage susceptible d'être causé à la branche de production nationale. Il semble toutefois que l'ITC n'a pas cherché à dissocier ni à distinguer les effets de ces facteurs connus et les effets du dumping sur la branche de production nationale. Si l'ITC n'a pas dissocié ni distingué ces facteurs connus, elle a alors agi d'une manière incompatible avec la prescription énoncée à l'article 3.5 en matière de non-imputation.

41. En conséquence, le Japon demande au Groupe spécial de prendre soin d'examiner si l'ITC a démontré que le dommage que subirait probablement la branche de production nationale serait causé par les effets du dumping, même si l'importance de la marge de dumping était très faible. Le Japon demande aussi au Groupe spécial de prendre soin d'examiner si l'ITC a dissocié et distingué les effets de tous les facteurs connus du dommage que subirait probablement la branche de production nationale et les effets du dumping. Si l'ITC ne l'a pas fait, le Groupe spécial devrait alors constater qu'elle a agi d'une manière incompatible avec les articles 3.4, 3.5 et 11.3.

D. LES DISPOSITIONS DE LA LOI DES ÉTATS-UNIS EN MATIÈRE DE RENONCIATION ET LES TROIS SCÉNARIOS ENVISAGÉS DANS LE *SUNSET POLICY BULLETIN* SONT INCOMPATIBLES AVEC LES ARTICLES 6, 11.3 ET 18.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING ET AVEC L'ARTICLE XVI:4 DE L'ACCORD SUR L'OMC EN TANT QUE TELS

42. Le Japon pense comme l'Argentine que les dispositions de la loi et du règlement des États-Unis en matière de renonciation et les trois scénarios[32] envisagées dans le *Sunset Policy Bulletin* sont incompatibles avec les articles 6, 11.3 et 18.4 de l'Accord antidumping et avec l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC. Les articles 18.4 et XVI:4 prescrivent à chaque Membre d'"assurer" la "conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives" avec l'Accord antidumping. En établissant et appliquant les dispositions en matière de renonciation et les trois scénarios, qui sont incompatibles avec les articles 6 et 11.3, les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec les articles 18.4 et XVI:4.

1. Tant les dispositions en matière de renonciation que les trois scénarios peuvent donner lieu à une action au titre de l'article 18.4 de l'Accord antidumping et de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC en tant que tels

a) L'incompatibilité d'une mesure en tant que telle doit être examinée conformément à l'article 18.4 de l'Accord antidumping et à l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC

43. Les lois, réglementations et procédures administratives d'un Membre sont incompatibles avec l'article 18.4 de l'Accord antidumping et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC en tant que tels, lorsqu'un Membre plaignant a établi qu'un Membre défendeur n'a pas "assuré" leur "conformité" avec l'Accord antidumping. L'article 18.4 dispose ce qui suit:

> Chaque Membre prendra toutes les mesures nécessaires, de caractère général ou particulier, pour assurer, au plus tard à la date où l'Accord sur l'OMC entrera en vigueur pour lui, la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec les dispositions du présent accord, dans la mesure où elles pourront s'appliquer au Membre en question.

---

[30] *Ibid*., page II-13.
[31] *Ibid*.
[32] *Voir* la première communication de l'Argentine, paragraphe 145; *voir aussi* la section II.A.3 du *Sunset Policy Bulletin* (pièce n° 35 de l'Argentine).

44. L'expression "procédures administratives" confirme que les règles visées à l'article 18.4 et à l'article XVI:4 vont bien au-delà des seules "lois" et "réglementations". L'utilisation du mot "administratives" confirme qu'est aussi visée la manière dont les autorités appliquent leur législation antidumping. L'adjonction du mot "procédures" élargit encore la portée de la disposition. L'une des significations élémentaires de "procédure" est "*a particular mode or course of action*", (mode d'action ou ligne de conduite particulier).[33] L'expression "procédures administratives" souligne donc que l'article 18.4 et l'article XVI:4 ont un champ d'application étendu, qui englobe aussi bien une règle législative qu'une méthode d'action particulière adoptée par les autorités. De plus, en exigeant des Membres qu'ils prennent "toutes les mesures nécessaires, de caractère général ou particulier", l'article 18.4 de l'Accord antidumping envisage un programme d'action vaste et exhaustif pour assurer la conformité avec les obligations contractées dans le cadre de l'OMC.

45. En prescrivant aux Membres d'"assurer … la conformité", l'article 18.4 et l'article XVI:4 confirment encore cette portée étendue. Le sens courant ou ordinaire de "*ensure*" (assurer) est "*to make certain the occurrence of (an event, situation, out come, etc.)*" (rendre certain (un événement, une situation, un résultat, etc.)).[34] Dans le contexte de ces articles, le mot "assurer" a pour effet d'imposer à un Membre une obligation positive. L'Organe d'appel a commenté le sens de "conforme à" dans l'affaire *CE - Hormones*, en disant que "conforme à" a un sens plus restrictif que l'expression "sur la base de". Il a expliqué que "conforme à" se dit "de ce qui correspond exactement à la norme, à la règle".[35] Il ressort de cette définition que la "conformité" va au-delà de simples formalités entendues au sens étroit; elle exige l'observation, dans la manière et la nature, comme dans la forme.

46. L'expression "procédures administratives" doit s'entendre dans ce contexte. En la faisant figurer à la suite des mots "lois" et "réglementations", les articles 18.4 et XVI:4 englobent dans l'acception générale de "procédures administratives" les règles administratives qui peuvent sembler discrétionnaires, mais qui opèrent en réalité comme des règles impératives du point de vue du fond et de l'effet. De plus, l'expression "procédures administratives" doit être comprise aussi dans le contexte de la nécessité pour un Membre de prendre "toutes" les mesures nécessaires pour "assurer" … "la conformité" avec les obligations qu'il a contractées dans le cadre de l'OMC. Cette formulation lui enjoint donc de prendre des mesures positives pour se conformer aux obligations qu'il a contractées dans le cadre de l'OMC. Pour agir conformément à l'article 18.4, les Membres doivent par conséquent adopter des procédures administratives qui sont pleinement compatibles avec les obligations qu'ils ont contractées dans le cadre de l'OMC, et non des mesures qui éludent précisément ces obligations.

47. Il ressort clairement de la jurisprudence de l'OMC que le seul libellé d'une mesure ne suffit pas toujours pour déterminer si cette mesure est incompatible avec l'article 18.4 et l'article XVI:4 en tant que tels. Il faut plutôt se prononcer au cas par cas sur la nature de la mesure -- et sur la question de savoir si elle satisfait aux prescriptions enjoignant à chaque Membre d'"assurer … la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec"[36] les dispositions de l'Accord antidumping. Dans l'affaire *États-Unis - Loi de 1916*, l'Organe d'appel a relevé la nécessité de s'interroger sur la "nature" et l'"importance" du pouvoir discrétionnaire en question.[37] Le groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis - Mesures compensatoires* a dit: "nous sommes d'avis que l'existence d'une certaine forme de pouvoir discrétionnaire de l'exécutif ne suffit pas à elle seule pour rendre une loi compatible *prima facie* avec les règles de l'OMC; ce qui importe c'est la question de savoir si les pouvoirs publics ont la faculté discrétionnaire effective d'interpréter et d'appliquer la

[33] New Shorter Oxford English Dictionary, vol. II, page 2363.
[34] New Shorter Oxford English Dictionary, vol. I, page 827.
[35] Rapport de l'Organe d'appel *Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés* ("*CE- Hormones*"), WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R (16 janvier 1998), paragraphe 163.
[36] Article 18.4 de l'Accord antidumping et article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.
[37] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Loi de 1916*, paragraphe 91.

législation du pays d'une manière compatible avec les règles de l'OMC".[38] Le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis – Article 301, Loi sur le commerce extérieur* s'est fait l'écho de cette opinion lorsqu'il a dit: "Néanmoins, ce critère n'a tout simplement pas comme corollaire, comme on le prétend parfois, que les lois conférant un pouvoir discrétionnaire ne peuvent jamais contrevenir à l'Accord sur l'OMC."[39]

48. Il ressort en outre de la jurisprudence de l'OMC que le fait qu'un Membre n'assure pas la conformité d'une loi, d'un règlement ou d'une procédure administrative avec l'accord de l'OMC pertinent peut être établi par des éléments de preuve concernant l'application de ces mesures, au cas par cas. À cet égard, l'Organe d'appel a expliqué ce qui suit dans l'affaire *États-Unis - Acier au carbone*:

> Il incombe à la partie affirmant que la législation nationale d'une autre partie, en tant que telle, est incompatible avec les obligations conventionnelles pertinentes d'apporter des éléments de preuve quant à la portée et au sens de ladite législation pour étayer cette affirmation. De tels éléments de preuve seront habituellement constitués par le texte de la législation ou des instruments juridiques pertinents, qui pourra être étayé, selon que de besoin, par des éléments de preuve de l'application constante de cette législation, les arrêts des tribunaux nationaux concernant le sens de cette législation, les opinions des experts juridiques et les écrits de spécialistes reconnus. La nature et la portée des éléments de preuve exigés pour s'acquitter de la charge de la preuve varieront d'une affaire à l'autre.[40]

b) Tant les dispositions en matière de renonciation que les trois scénarios peuvent donner lieu à une action au titre de l'article 18.4 de l'Accord antidumping et de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC en tant que tels

49. Si l'on applique la jurisprudence susmentionnée à la présente affaire, tant les dispositions en matière de renonciation que les trois scénarios envisagés dans le *Sunset Policy Bulletin* peuvent donner lieu à une action au titre de l'article 18.4 et de l'article XVI:4 en tant que tels. En ce qui concerne les dispositions en matière de renonciation, la loi des États-Unis dispose ce qui suit:

> S'agissant d'un réexamen auquel une partie intéressée aura renoncé à participer en vertu du présent paragraphe, l'autorité administrante conclut à la probabilité de voir l'abrogation de l'ordonnance ou la clôture de l'enquête aboutir à la persistance ou à la réapparition d'un dumping ou d'une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires (selon le cas) en ce qui concerne ladite partie intéressée.[41]

Le règlement des États-Unis dispose aussi ce qui suit:

---

[38] *Voir* le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes* ("*États-Unis - Mesures compensatoires*"), WT/DS212/R (31 juillet 2002), paragraphe 7.123 (non souligné dans l'original). L'Organe d'appel ne semble pas avoir infirmé cette partie de la décision du Groupe spécial, puisqu'il a dit: "Nous n'excluons pas, par implication, la possibilité qu'un Membre puisse manquer à ses obligations dans le cadre de l'OMC en promulguant une législation qui accorde à ses autorités le pouvoir discrétionnaire d'agir en violation de ses obligations dans le cadre de l'OMC. Nous ne formulons aucune constatation à cet égard." Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Mesures compensatoires* WT/DS212/AB/R (9 décembre 2002), note de bas de page 334.

[39] Rapport du groupe spécial *États-Unis - Articles 301 à 310 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur* ("*États-Unis – Article 301, Loi sur le commerce extérieur*"), WT/DS152/R (22 décembre 1999), paragraphe 7.54.

[40] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Acier au carbone*, paragraphe 157 (note de bas de page omise).

[41] 19 U.S.C. § 1675 c) 4) B) (pièce n° 1 de l'Argentine).

> Le Secrétaire considérera le non-dépôt par une partie intéressée interrogée d'une réponse de fond complète à un avis d'engagement d'un réexamen au titre du paragraphe d) 3) de la présente section comme une renonciation à participer à un réexamen à l'extinction devant le Département.[42]

50. Ces deux dispositions sont expressément libellées sur le mode impératif ("conclut", "considérera"). Elles ne contiennent aucun élément modificateur qui pourrait conférer un certain pouvoir discrétionnaire aux autorités. Par conséquent, ces dispositions obligent le DOC à établir automatiquement une détermination positive dans le cadre d'un réexamen à l'extinction lorsque aucune des parties interrogées ne lui a communiqué une réponse de fond. Il n'est prévu aucune exception en pareil cas. Le caractère impératif de ces dispositions est un élément de preuve suffisant pour qu'elles puissent donner lieu à une action au titre de l'article 18.4 et de l'article XVI:4.

51. Les trois scénarios envisagés dans le *Sunset Policy Bulletin* peuvent également donner lieu à une action au titre de l'article 18.4 et de l'article XVI:4. L'Argentine a établi que le DOC avait appliqué d'une manière constante ces trois scénarios à tous les réexamens à l'extinction auxquels des parties intéressées nationales avaient participé, sans jamais s'en écarter.[43] Une telle application constante des trois scénarios constitue un élément de preuve suffisant pour établir le caractère impératif de ces scénarios et, partant, pour qu'ils puissent donner lieu à une action au titre de l'article 18.4 et de l'article XVI:4.

2. Les dispositions en matière de renonciation sont incompatibles avec les articles 6.2 et 11.3

52. Comme l'a allégué l'Argentine, les dispositions en matière de renonciation de la loi et du règlement des États-Unis sont incompatibles avec les articles 6.2 et 11.3. Ainsi qu'il a été expliqué plus haut, ces dispositions obligent le DOC à établir automatiquement une détermination positive lorsque les parties interrogées ne lui ont pas communiqué une réponse de fond. Cette méthode d'établissement d'une détermination est incompatible avec les articles 6.2 et 11.3, comme il est expliqué ci-après.

a) Prescriptions de l'article 11.3 concernant les déterminations de l'existence d'un "dumping" dans le cadre d'un réexamen à l'extinction

53. Une détermination établie dans le cadre d'un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3 requiert que le dumping soit examiné sur une base prospective et que l'autorité administrante fonde sa détermination sur des résultats probables, et non possibles, ainsi que sur des éléments de preuve positifs. Le terme "probable", qui figure à l'article 11.3, exige que les autorités établissent une détermination positive, sur une base prospective[44], selon laquelle il existe une probabilité, et non pas une simple possibilité, que le dumping subsiste ou se reproduise à l'avenir.[45]

54. S'agissant de la prescription en matière d'éléments de preuve positifs, le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis - DRAM* a dit:

> [C]e maintien doit à notre avis être essentiellement subordonné, et par conséquent attribuable, à un fondement constitué par des *éléments de preuve positifs* établissant

[42] 19 C.F.R. § 351.218 d) 1) iii) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[43] *Voir* la première communication de l'Argentine, paragraphe 133, et pièce n° 63 de l'Argentine.

[44] *Voir* le rapport du Groupe spécial *États-Unis - Acier au carbone*, paragraphe 8.96 ("C'est là, à l'évidence, une analyse intrinsèquement prospective.").

[45] *Voir* le rapport du Groupe spécial *États-Unis - DRAM*, paragraphe 6.45 ("ne pas constater qu'un événement est peu probable n'équivaut pas à constater que l'événement est probable").

> que les circonstances l'exigent. En d'autres termes, *la nécessité du maintien du droit doit être démontrable sur la base des éléments de preuve fournis*.[46]

55. Dans l'affaire *États-Unis - Acier au carbone*, l'Organe d'appel a également dit: "Il faudra … une *nouvelle détermination, fondée sur des éléments de preuve crédibles*, pour établir que le maintien du droit compensateur est justifié …"[47] L'Organe d'appel a expliqué en outre qu'"[i]l ne suffira pas que les autorités s'appuient simplement sur la détermination de l'existence d'un dommage faite dans le cadre de l'enquête initiale".[48]

56. La jurisprudence de l'OMC doit aussi être interprétée en tenant compte de la "nécessité" prescrite par l'article 11.1. L'article 11.1 est une disposition générale qui éclaire l'interprétation de toutes les autres dispositions de l'article 11, y compris le principe de base selon lequel les droits antidumping imposés "ne resteront en vigueur que le temps et *dans la mesure nécessaire*s".[49] Interprétée en tenant compte du concept de "nécessité", l'obligation de "déterminer" qui est faite à l'article 11.3 représente une charge importante. Le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis - DRAM* a expliqué ce qui suit:

> Nous reconnaissons que l'on peut concevoir que la certitude inhérente à une telle analyse prospective pourrait être un peu moindre que celle qui est liée à une analyse purement rétrospective, du simple fait qu'une analyse comportant des prédictions peut rarement prétendre à un critère d'inévitabilité. Il s'agit à notre avis d'une distinction perceptible dans le degré de certitude, laquelle ne suffirait cependant pas pour exclure la possibilité que le critère de la nécessité soit rempli. Selon nous, cela tient au fait que la nécessité prévue à l'article 11.2 ne doit pas être interprétée dans un sens absolu et abstrait, mais comme une notion adaptée aux circonstances d'un raisonnement pratique inhérent à un processus de réexamen. La certitude mathématique n'est pas exigée, mais les *conclusions devraient être démontrables sur la base des éléments de preuve fournis*.[50]

b) Incompatibilité avec l'article 11.3 des dispositions en matière de renonciation

57. La loi et le règlement des États-Unis font complètement abstraction de la lourde charge imposée aux autorités et de l'obligation qui leur est faite de déterminer la nécessité de maintenir les droits antidumping en se fondant sur une "nouvelle" analyse d'"éléments de preuve crédibles" et de parvenir à une conclusion qui soit "démontrable [à partir] des éléments de preuve fournis". Les dispositions en matière de renonciation enjoignent plutôt aux autorités d'établir une détermination

---

[46] Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée* ("*États-Unis - DRAM*"), WT/DS99/R (19 mars 1999), paragraphe 6.42. Dans ce rapport, le Groupe spécial examine le critère au regard de l'article 11.2, mais celui-ci n'en présente pas moins de l'intérêt pour les réexamens à l'extinction, car l'analyse prospective envisagée dans le contexte de l'article 11.2 est la même que celle dont il est question dans le contexte de l'article 11.3.

[47] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* ("*États-Unis - Acier au carbone*"), WT/DS213/AB/R (28 novembre 2002), paragraphe 88.

[48] *Id.*

[49] *Voir*: *États-Unis - DRAM*, paragraphe 6.41. ("Nous partageons l'avis des parties selon lequel, en vertu de l'article 11.1 de l'Accord antidumping, un droit antidumping ne peut être maintenu que s'il demeure "nécessaire" pour neutraliser le dumping dommageable. Nous estimons que l'article 11.1 énonce une prescription générale concernant la nécessité, selon laquelle les droits antidumping "ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires" pour contrebalancer le dumping dommageable. La clause stipulant que les droits antidumping "ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires" pour contrebalancer le dumping dommageable est donc une prescription non équivoque de l'article 11.1.")

[50] *Id.*, paragraphe 6.43 (pas d'italique dans l'original).

positive sans examiner aucun élément de preuve positif. Cette constatation positive obligatoire, qu'aucun élément de preuve ne vient étayer, ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 11.3.

c) Incompatibilité avec l'article 6.2 des dispositions en matière de renonciation

58. En outre, les dispositions en matière de renonciation sont incompatibles avec l'article 6.2 du fait qu'elles prescrivent aux autorités d'établir une détermination positive sans autre procédure. Elles ne ménagent aux parties défenderesses aucune possibilité de défendre leurs intérêts et les privent par conséquent des garanties d'une procédure régulière qui sont accordées par l'article 6.2.

59. Les garanties d'une procédure régulière accordées par l'article 6.2 doivent être interprétées en tenant compte de l'article 6.9 puisqu'ils servent de concert à garantir (parallèlement à d'autres dispositions) que les autorités ménageront aux parties intéressées toutes possibilités raisonnables de défendre leurs intérêts. L'article 6.2 énonce les obligations générales en matière de procédure et de régularité de la procédure. L'article 6.9 prescrit ensuite aux autorités d'informer les parties "des faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision". Cette disposition exige en outre que la divulgation ait lieu "suffisamment tôt" pour que les parties puissent défendre leurs intérêts. Par conséquent, ne sont ménagées "toutes possibilités" au titre de l'article 6.2 que lorsque les autorités divulguent tous les faits pertinents suffisamment tôt pour que les parties puissent assurer leur défense.

60. Les dispositions en matière de renonciation enjoignent au DOC d'établir une détermination positive sans autre procédure, y compris la divulgation des faits essentiels aux parties interrogées. Ces dispositions ne ménagent aux parties interrogées aucune possibilité de présenter leurs vues sur les faits essentiels. Elles ne tiennent donc aucun compte du droit à une procédure régulière qu'ont les parties interrogées en vertu de l'article 6.2. Par conséquent, ces dispositions sont incompatibles avec l'article 6.2.

3. Les trois scénarios sont incompatibles avec l'article 11.3

61. Le Japon partage les vues de l'Argentine selon lesquelles les trois scénarios que le DOC a exposés dans le *Sunset Policy Bulletin* en vue de donner des instructions quant aux différentes déterminations établies dans le cadre de réexamens à l'extinction sont incompatibles avec l'article 11.3.

62. Comme il est expliqué plus haut, les autorités sont tenues de procéder à une analyse prospective fondée sur des éléments de preuve positifs afin de déterminer la probabilité, et non pas simplement la possibilité, que le dumping subsistera ou se reproduira. Or, aucun de ces scénarios n'oblige les autorités à procéder à une analyse prospective. Aucun d'eux n'exige non plus de se fonder sur des éléments de preuve positifs pour établir qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. Ils prescrivent simplement aux autorités de vérifier le volume actuel des importations pour le comparer au volume constaté durant la période visée par l'enquête initiale, et la situation actuelle de dumping. Ces trois scénarios enjoignent ensuite au DOC d'établir une détermination positive lorsque la marge de dumping est égale ou supérieure à 0,5 pour cent, lorsque les importations ont cessé, ou lorsque le volume des importations est sensiblement moins élevé au moment du réexamen à l'extinction que pendant la période visée par l'enquête initiale. Ces trois scénarios sont loin de satisfaire aux prescriptions de l'article 11.3, et sont par conséquent incompatibles avec cet article.

63. De plus, ces scénarios déterminent les résultats d'avance d'une manière partiale, inéquitable, tendancieuse et non objective, en favorisant le maintien des droits antidumping. Une telle méthode déterminée d'avance va au-delà de l'exercice admissible du pouvoir discrétionnaire conféré aux

autorités en vertu de l'article 11.3, compte tenu de l'article 17.6 et de l'article 26 de la *Convention de Vienne*.[51]

64. Le Japon reconnaît que l'article 11.3 confère aux autorités un certain pouvoir discrétionnaire lorsqu'il s'agit d'examiner les éléments de preuve pertinents. Ce pouvoir discrétionnaire n'est toutefois pas sans limites. L'Accord antidumping ne confère pas aux autorités le pouvoir discrétionnaire absolu de choisir n'importe quelle méthode qu'elles jugent appropriée pour déterminer la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise. L'article 26 de la *Convention de Vienne* stipule que tout pouvoir discrétionnaire conféré par des dispositions conventionnelles doit être exercé de bonne foi. Dans l'affaire *États-Unis - Crevettes*[52], l'Organe d'appel a expliqué que ce principe général "interdit l'exercice abusif de ces droits" [les droits que possèdent les États][53], et que l'exercice d'un droit que possède un État devrait être "*juste et équitable pour toutes les parties* et ne pas être modulé de façon à procurer à l'une d'elles un avantage injuste au regard de l'obligation assumée".[54] Tel qu'il a été clarifié par l'Organe d'appel, le principe fondamental de la bonne foi exige des autorités qu'elles agissent d'une manière impartiale en respectant l'équité élémentaire.[55]

65. Les explications données par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis - Acier laminé à chaud*, au sujet du traitement, par le DOC, des parties affiliées à une société interrogée en ce qui concerne la valeur normale, sont également instructives. L'Organe d'appel a dit:

> Si nous estimons que l'Accord antidumping laisse aux Membres de l'OMC le pouvoir discrétionnaire de déterminer comment faire en sorte que la valeur normale ne soit pas faussée par l'inclusion de ventes qui n'ont pas lieu "au cours d'opérations commerciales normales", ce pouvoir n'est pas sans limites. En particulier, il doit être exercé d'une manière *impartiale* qui soit équitable pour toutes les parties touchées par une enquête antidumping.[56]

66. Récemment, l'Organe d'appel, dans l'affaire *CE - Linge de lit (Recours de l'Inde à l'article 21:5)*, a également dit dans un contexte légèrement différent:

> L'examen n'était pas "objectif" car son résultat était déterminé à l'avance par la méthode en elle-même. … Cette approche fait qu'il devient "plus probable que [les autorités chargées de l'enquête] détermineront que la branche de production nationale subit un dommage" et, par conséquent, elle ne peut être "objective".[57]

67. De l'avis du Japon, les trois scénarios exposées dans le *Sunset Policy Bulletin* et appliqués à tous les réexamens à l'extinction auxquels ont participé des parties intéressées nationales ne respectent pas ce principe important et sont donc incompatibles avec les obligations énoncées dans l'Accord antidumping. L'un des trois scénarios enjoint au DOC de constater qu'il est probable que le dumping

---

[51] Les parties sont tenues d'exécuter leurs obligations conventionnelles de bonne foi. *Voir* l'article 26 de la *Convention de Vienne sur le droit des traités* ("Tout traité en vigueur lie les parties et doit être exécuté par elles de bonne foi.").

[52] *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes*, WT/DS58/AB/R (12 octobre 1998) ("*États-Unis - Crevettes*").

[53] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Crevettes*, paragraphe 158.

[54] *Id.*, note de bas de page 156, citant B. Cheng, *General Principles of Law as applied by International Courts and Tribunals* (Stevens and Sons, Ltd., 1953), chapitre 4, page 125 (italique ajouté par l'Organe d'appel).

[55] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Acier laminé à chaud*, paragraphe 148 et note de bas de page 142. *Voir* aussi: *Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés* ("*CE - Hormones*"), WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R (16 janvier 1998), paragraphe 133.

[56] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Acier laminé à chaud*, paragraphe 148 (italique dans l'original).

[57] Rapport de l'Organe d'appel *CE - Linge de lit (Recours de l'Inde à l'article 21:5)*, paragraphe 132 (note de bas de page omise).

subsistera lorsque celui-ci constate l'existence d'un dumping au moment d'un réexamen à l'extinction. Pour constater qu'il est probable que le dumping "subsistera", il faut toutefois que le dumping existe préalablement. Selon ce scénario, toutes les affaires dans lesquelles le DOC doit déterminer s'il est probable que le dumping "subsistera" aboutissent par conséquent à des constatations positives. Ainsi, ce scénario détermine le résultat à l'avance. De fait, il n'est pas nécessaire d'établir effectivement une "détermination" pour constater qu'il est probable que le dumping "subsistera".

68. Les deux autres scénarios reposent eux aussi sur des présomptions mécaniques, et non sur les faits. L'un et l'autre reviennent à présumer que les volumes des produits exportés par toutes les parties interrogées ne seraient pas inférieurs à ce qu'ils étaient avant l'entrée en vigueur de l'ordonnance, si les droits antidumping étaient supprimés. Ces méthodes reposent aussi sur la présomption que toutes les parties interrogées réduiront le prix à l'exportation à un niveau inférieur à la valeur normale afin de maintenir leur volume au niveau qu'il était avant l'entrée en vigueur de l'ordonnance. Ces présomptions sont effectivement évoquées dans l'historique de la législation, y compris le SAA et le rapport de la Chambre.[58] Les deux scénarios ne prescrivent pas au DOC de réunir des renseignements pour étayer l'applicabilité de ces présomptions à une affaire particulière "sur la base des éléments de preuve fournis".[59] Ce recours à des présomptions plutôt qu'à des faits détermine donc à l'avance la décision de maintenir les droits antidumping au bénéfice de la branche de production nationale.

69. En résumé, les trois scénarios ne peuvent satisfaire aux prescriptions de l'article 11.3 et déterminent les résultats d'avance d'une manière qui privilégie la branche de production nationale, en allant au-delà de l'exercice admissible du pouvoir discrétionnaire conféré aux autorités en vertu de l'article 11.3. Ces trois scénarios sont par conséquent incompatibles avec l'article 11.3.

4. Conclusions

70. Comme il est expliqué plus haut, tant les dispositions en matière de renonciation que les trois scénarios peuvent donner lieu à une action au titre de l'article 18.4 et de l'article XVI:4, eu égard à leur formulation et à leur application répétée aux réexamens à l'extinction, et sont incompatibles avec les articles 6.2 et 11.3. Les États-Unis n'ont donc pas assuré la conformité de leurs lois, réglementations et procédures administratives avec les articles 6.2 et 11.3 de l'Accord antidumping en ce qui concerne les dispositions en matière de renonciation et les trois scénarios. En conséquence, le Japon demande au Groupe spécial de constater que les dispositions en matière de renonciation qui figurent dans la loi et le règlement des États-Unis et dans les trois scénarios envisagés dans le *Sunset Policy Bulletin* sont incompatibles avec l'article 18.4 de l'Accord antidumping et avec l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC en tant que tels.

III. CONCLUSION

71. Pour les raisons qui précèdent, le Japon demande au Groupe spécial de préciser que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec les articles 2.1, 2.4, 3.1, 3.4, 3.5, 6.2, 11.3 et 18.4 de l'Accord antidumping et avec l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

[58] Il est dit expressément dans la section II.A.3 du *Sunset Policy Bulletin* que "le SAA, page 890, et le rapport de la Chambre, pages 63 et 64, que [l]'existence de marges de dumping après l'entrée en vigueur de l'ordonnance, ou la cessation des importations après l'entrée en vigueur de l'ordonnance, est une indication extrêmement probante de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira". (Pièce n° 35 de l'Argentine)

[59] Rapport du Groupe spécial *États-Unis - DRAM*, paragraphe 6.42.

ANNEXE B-3

COMMUNICATION DE LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 53
II. RÉSUMÉ ANALYTIQUE 53
III. ARGUMENTS JURIDIQUES 54
A. LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION DOIVENT ÊTRE CONDUITS CONFORMÉMENT AUX RÈGLES DE FOND ET AUX RÈGLES DE FORME DES ARTICLES 2, 3, 6 ET 12 DE L'ACCORD ANTIDUMPING 54
B. LA PRATIQUE DES ÉTATS-UNIS CONSISTANT À CONSTATER AUTOMATIQUEMENT QUE LE DUMPING SUBSISTERA EN CAS DE NON-PARTICIPATION OU DE RENONCIATION EST INCOMPATIBLE AVEC LES ARTICLES 6, 11.3 ET 11.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING 58
C. LA MÉTHODE UTILISÉE PAR LES ÉTATS-UNIS POUR DÉTERMINER LES MARGES DE DUMPING PROBABLES DANS L'ÉVENTUALITÉ OÙ UNE ORDONNANCE SERAIT RÉVOQUÉE EST BIAISÉE D'UNE MANIÈRE INADMISSIBLE EN FAVEUR D'UNE CONSTATATION SELON LAQUELLE LE DUMPING SUBSISTERA 60
D. L'INTERPRÉTATION QUE L'USITC FAIT DE LA PRESCRIPTION VOULANT QU'IL SOIT "PROBABLE" QUE LE DOMMAGE SUBSISTERA OU SE REPRODUIRA EST INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING 61
IV. CONCLUSION 61

I. INTRODUCTION

1. Le gouvernement de la Corée (la "Corée") soumet en tant que tierce partie la présente communication au sujet de certains aspects de la première communication de l'Argentine au Groupe spécial chargé de l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine* (WT/DS268). Les questions soulevées par l'Argentine sont exposées d'une manière détaillée dans sa première communication, datée du 15 octobre 2003.[1] La Corée répond aussi par la présente à certains points soulevés par les États-Unis dans leur première communication, datée du 7 novembre 2003.[2]

2. La Corée a des intérêts systémiques dans l'interprétation et l'application des dispositions de l'article 11 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("l'Accord antidumping") régissant les réexamens quinquennaux ou "à l'extinction" des mesures antidumping. En conséquence, la Corée a réservé ses droits de tierce partie conformément à l'article 4:11 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (le "Mémorandum d'accord"). La Corée se félicite de cette occasion de présenter ses vues au Groupe spécial.

3. La Corée est préoccupée par plusieurs aspects de la législation et de la pratique des États-Unis régissant la manière dont le Département du commerce des États-Unis ("le DOC") et la Commission du commerce international des États-Unis ("l'USITC") établissent leurs déterminations respectives concernant la probabilité que le dumping et le dommage subsistent ou se reproduisent, comme il est prescrit à l'article 11.3 de l'Accord antidumping. De l'avis de la Corée, la législation et la pratique des États-Unis concernant les réexamens à l'extinction ne respectent pas pleinement les disciplines de l'Accord antidumping et ne donnent pas effet à la présomption en faveur de la suppression des mesures antidumping au terme d'une période de cinq ans, qui est inhérente à l'Accord antidumping. La Corée souscrit donc d'une manière générale aux arguments présentés par l'Argentine dans sa première communication. Toutefois, plutôt que de reprendre l'ensemble de ces arguments, la Corée ne traitera dans la présente communication que de certaines questions cruciales au sujet desquelles elle souhaite exposer d'autres vues.

II. RÉSUMÉ ANALYTIQUE

4. Dans la présente communication, la Corée traite des questions suivantes:

5. Toutes les dispositions de fond et de forme pertinentes de l'Accord antidumping, en particulier les articles 2, 3, 6 et 12, s'appliquent *mutatis mutandis* à l'article 11.3, dans la mesure où elles ont trait aux réexamens à l'extinction. L'article 11.3 de l'Accord antidumping n'énonce pas de règles de fond ou de forme détaillées. Les critères régissant les réexamens à l'extinction se trouvent donc dans les autres dispositions pertinentes de l'Accord antidumping. Compte tenu de l'objet et du but de l'Accord antidumping, qui est d'établir des disciplines multilatérales claires et uniformes régissant l'imposition et la durée des mesures antidumping, l'article 11.3 ne peut être interprété comme une disposition isolée, qui serait indépendante des autres disciplines de l'Accord.

6. La législation et la pratique des États-Unis partent du principe qu'il est probable que le dumping subsiste ou se reproduise lorsque les sociétés interrogées sont réputées avoir renoncé à leur droit de participer au réexamen à l'extinction ou lorsque leurs réponses sont jugées inadéquates. La pratique des États-Unis à cet égard ne garantit pas le respect des droits des Membres au titre des articles 6 et 12 de l'Accord antidumping, en ce sens qu'il n'est pas ménagé aux parties la possibilité de présenter tous les éléments de preuve nécessaires pour défendre leurs intérêts. Dans l'affaire

[1] Ci-après "première communication de l'Argentine".
[2] Ci-après "première communication des États-Unis".

États-Unis - Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon[3], le Groupe spécial a dit qu'une détermination de la probabilité que le dumping et le dommage subsistent ou se reproduisent doit se fonder sur une "base factuelle suffisante". Or, selon la pratique suivie par les États-Unis dans les affaires qui font l'objet d'une procédure accélérée, le DOC peut supposer que le dumping est susceptible de subsister ou de se reproduire en l'absence de tout élément de preuve factuel ou de toute analyse factuelle dignes de ce nom. Ce non-respect des droits qu'ont les Membres en vertu de l'article 6 est particulièrement frappant lorsque, comme c'est le cas en l'espèce, la société interrogée, Siderca, a bel et bien répondu aux avis du DOC, mais que ses réponses ont été jugées inadéquates parce que, selon le DOC, ses expéditions ne représentaient pas 50 pour cent des exportations de la marchandise visée pendant la période considérée. Il semble que Siderca n'ait pas disposé de véritables moyens de contester cette détermination.

7. La méthode utilisée par le DOC pour déterminer les marges probables dans l'éventualité où une ordonnance serait révoquée amène à constater que le dumping subsistera et s'appuie sur des éléments de preuve à ce point limités, qu'on ne peut raisonnablement ni objectivement considérer qu'elle est fondée sur des "éléments de preuve positifs". Le DOC a recours à une analyse mécanique des marges de dumping et des volumes des importations antérieurs pour parvenir à des conclusions prédéterminées concernant la marge de dumping probable en cas de révocation de l'ordonnance. L'Argentine a montré que cette approche avait conduit à des déterminations positives dans la totalité des déterminations à l'extinction établies par le DOC. La pratique des États-Unis est donc incompatible avec les prescriptions des articles 11.3 et 2, et affaiblit la présomption établie à l'article 11 en faveur de la suppression des mesures antidumping au terme d'une période de cinq ans.

8. L'interprétation que l'USITC fait du mot "probable" figurant à l'article 11.3, comme faisant uniquement obligation de constater qu'il est possible que le dommage subsiste ou se reproduise si les droits sont supprimés, est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping, tel qu'il a été interprété dans la jurisprudence applicable de l'OMC. Des groupes spéciaux de l'OMC - dans les affaires *États-Unis – DRAM en provenance de Corée*[4] et *États-Unis - Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*[5] - ont constaté qu'"une détermination de l'existence d'une "probabilité" exige de l'autorité administrante qu'elle se fonde sur des résultats "probables", et non "possibles"".

III. ARGUMENTS JURIDIQUES

A. LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION DOIVENT ÊTRE CONDUITS CONFORMÉMENT AUX RÈGLES DE FOND ET AUX RÈGLES DE FORME DES ARTICLES 2, 3, 6 ET 12 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

9. De l'avis de la Corée, l'Accord antidumping a pour but d'établir un mécanisme de contrôle multilatéral des mesures antidumping ainsi que des disciplines claires et cohérentes régissant l'imposition de telles mesures. À cet effet, il importe que les disciplines énoncées dans l'Accord antidumping soient appliquées d'une manière cohérente à tous les aspects de l'imposition d'une mesure antidumping, y compris à toute détermination visant à établir s'il y a lieu ou non de supprimer cette mesure. Ce but serait toutefois contrarié si les autorités chargées de l'enquête étaient autorisées à utiliser des définitions et des normes de fond différentes aux fins de déterminer s'il y a lieu

[3] Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/R (distribué le 14 août 2003), paragraphe 7.271.

[4] Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée*, WT/DS99/R (adopté le 19 mars 1999), note de bas de page 494.

[5] Groupe spécial *États-Unis - Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/R (distribué le 14 août 2003), paragraphe 7.178.

initialement d'imposer une mesure (dans le cadre d'une enquête antidumping), puis de la supprimer ou de la maintenir (dans le cadre d'un réexamen à l'extinction).

10. Il n'est pas contesté qu'une mesure antidumping ne peut être imposée qu'après constatation de l'existence d'un dumping et d'un dommage, et d'un lien de causalité entre les deux. L'article 11.3 de l'Accord antidumping dispose qu'une telle mesure sera supprimée au bout de cinq ans, à moins que les autorités ne déterminent qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si la mesure est supprimée. Par conséquent, l'article 11.3 fait référence aux deux mêmes conditions nécessaires au maintien d'une mesure – l'existence d'un dumping et d'un dommage – que celles requises pour imposer la mesure en premier lieu. Rien ne justifie d'un point de vue rationnel que les termes "dumping" et "dommage", tels qu'ils sont employés à l'article 11.3, soient définis ou interprétés différemment lorsqu'il s'agit de décider s'il y a lieu de supprimer une mesure, ou lorsqu'il s'agit de décider s'il y a lieu d'imposer la mesure au départ. Au contraire, autoriser des définitions différentes du dumping et du dommage dans le cadre des réexamens à l'extinction affaiblirait les disciplines et le but de l'Accord antidumping.

11. La Corée rappelle que les dispositions de l'Accord antidumping doivent être interprétées conformément à l'article 31 de la Convention de Vienne, lequel dispose ce qui suit:

> Un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but.

12. Par conséquent, les dispositions de l'article 11.3 de l'Accord antidumping régissant les réexamens à l'extinction doivent être interprétées suivant leur sens ordinaire, dans le contexte de l'article 11, et compte tenu de l'objet et du but généraux de l'Accord antidumping considéré dans son ensemble. Cela signifie que les concepts de dumping et de dommage mentionnés à l'article 11.3 doivent être interprétés de la même manière dont ces termes s'entendent dans d'autres dispositions de l'Accord antidumping, y compris, en particulier, les articles 2 et 3. De même, les garanties de procédure prévues aux articles 6 et 12 de l'Accord antidumping doivent s'appliquer aussi aux réexamens au titre de l'article 11.3.

13. Les États-Unis font valoir qu'il est admissible d'interpréter l'article 11.3 indépendamment des autres dispositions de l'Accord antidumping parce que l'article 11.3 ne contient aucun renvoi explicite aux autres dispositions de l'Accord antidumping.[6] L'absence de renvois croisés ne peut toutefois être comprise comme autorisant l'interprétation des termes dumping et dommage d'une manière différente qu'ailleurs dans l'Accord antidumping. Procéder de la sorte serait incompatible avec les principes énoncés à l'article 31 de la Convention de Vienne, cité plus haut, en vertu duquel toutes les dispositions doivent être interprétées en tenant compte de leur objet et de leur but. Ce critère d'interprétation rend inutiles les renvois croisés explicites chaque fois que reviennent des termes tels que dumping et dommage.

14. L'article 11.3 de l'Accord antidumping ne renferme aucune définition de fond ni règle de forme détaillées concernant la conduite des réexamens à l'extinction. Ces définitions et ces règles se trouvent ailleurs dans l'Accord antidumping. La Corée estime que toutes les autres dispositions de l'Accord antidumping, en particulier les articles 2, 3, 6 et 12, s'appliquent *mutatis mutandis* à l'article 11.3, dans la mesure où elles intéressent les réexamens à l'extinction. Considérer qu'il en va autrement rendrait inutiles les termes dumping et dommage, tels qu'ils sont employés à l'article 11.3, et signifierait qu'il n'existe en réalité aucune discipline multilatérale régissant la conduite des réexamens à l'extinction. La Corée ne voit rien qui fonde ou étaye cette position, que ce soit dans ce qui ressort de l'intention des rédacteurs de l'Accord antidumping, dans l'objet et le but généraux de cet accord, ou dans la jurisprudence de l'OMC d'une manière générale.

[6] *Voir* la première communication des États-Unis, paragraphes 140 à 142.

15. La Corée croit que les mots introductifs de l'article 2.1 de l'Accord antidumping ("Aux fins du présent accord") signifient que la définition du dumping et les règles régissant la détermination de l'existence d'un dumping qui figurent à l'article 2 s'appliquent *mutatis mutandis* aux déterminations au titre de l'article 11.3. La Corée fait aussi observer que le sens littéral du texte de l'article 11.3 étaye en soi le point de vue selon lequel le terme "dumping" figurant à l'article 11.3 devrait être interprété comme désignant le dumping dont l'existence a été déterminée suivant les règles énoncées à l'article 2. L'article 11.3 se réfère à la détermination de la probabilité que "le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront" ("*continuation or recurrence of dumping and injury*"). Le dictionnaire donne du mot "*continuation*" ("subsisteront") la définition suivante: "*the action of continuing in something; continuity in space or of substance; the action or fact of remaining in a state; continuous or prolonged existence of operation*" (action de continuer quelque chose; continuité dans l'espace ou sur le fond; action ou fait de demeurer dans le même état; poursuite ou prolongation d'une activité".[7] De même, "*recurrence*" ("se reproduiront") désigne "*the fact or instance of recurring*" (le fait ou la faculté de se reproduire) ou "*return or reversion to a state*" (le retour à un état antérieur).[8] Les deux termes désignent une situation prédéterminée ou préétablie. La "situation" à laquelle fait référence l'article 11.3 est, bien entendu, l'existence d'un dumping. Par conséquent, "*a continuation or recurrence of dumping*" (que le dumping subsister[a] ou se reproduir[a]) signifie soit que la situation initiale consistant en l'existence d'un dumping demeure effective, soit qu'il y a retour à cette situation. Il s'ensuit logiquement que la situation de dumping évoquée à l'article 11.3 est la même que celle qui a été établie conformément aux règles de l'article 2 dans le cadre de l'enquête initiale. Considérer qu'il en est autrement équivaudrait à admettre la possibilité qu'un réexamen au titre de l'article 11.3 conduise à maintenir une mesure antidumping en vigueur sur la base d'une "situation" différente de celle qui avait été constatée initialement.

16. Le texte de l'article 11.1 renferme d'autres éléments contextuels qui étayent l'interprétation de la Corée. Aux termes de l'article 11.1, les mesures ne devraient rester en vigueur que le temps nécessaire pour "contrebalancer" le dumping. L'utilisation du mot "contrebalancer" donne à penser que la mesure est une réaction à la constatation initiale de l'existence d'un dumping, et qu'un lien doit être maintenu avec cette constatation initiale de l'existence d'un dumping. Ce lien disparaît si la détermination de la probabilité que le dumping subsiste repose sur une définition du dumping différente de celle qui a été retenue aux fins de la constatation initiale.

17. La Corée fait observer qu'elle ne fait pas valoir que les autorités chargées de l'enquête doivent établir précisément la même détermination de l'existence d'un dumping à l'issue d'une enquête exhaustive dans le cadre des réexamens à l'extinction que celle qu'elles ont établie dans le cadre de l'enquête initiale. Elle reconnaît qu'un réexamen à l'extinction suppose une analyse prospective de la probabilité que des ventes non encore effectuées fassent l'objet d'un dumping. Dans la pratique, ces ventes à venir ne peuvent faire l'objet de la même comparaison de prix que les ventes qui ont déjà été effectuées, comme c'est le cas au cours d'une enquête. La position de la Corée consiste plutôt à dire que, lorsqu'elles déterminent si le "dumping" subsistera ou se reproduira, les autorités chargées de l'enquête doivent se fonder sur les définitions énoncées à l'article 2 afin de déterminer quel type de "dumping" est susceptible de se reproduire.

18. Dans leur première communication, les États-Unis font valoir que l'article 11.3 n'indique pas la méthode qui doit être utilisée pour déterminer la probabilité que le dumping subsistera.[9] Ils ajoutent qu'il n'est pas nécessaire de quantifier la marge de dumping, et que cela serait du reste impossible en raison du caractère intrinsèquement prospectif de la détermination. Toutefois, les États-Unis ne reconnaissent pas pleinement que le "dumping" auquel il est fait référence à l'article 11.3 est du même ordre que le "dumping" défini à l'article 2. Il n'est pas besoin que l'article 11.3 donne une autre définition de ce terme, puisque celui-ci a déjà été défini à l'article 2. De

[7] *The New Shorter Oxford English Dictionary* (4ème éd., 1993), pages 494 et 495.
[8] *Id.*, page 2510.
[9] Première communication des États-Unis, paragraphes 250 et suivants.

l'avis de la Corée, l'Argentine ne fait pas valoir que les États-Unis doivent réussir d'impossibles tours de force en matière de prévision. L'idée est simplement que les États-Unis doivent s'assurer que toute pratique de dumping dont ils déterminent qu'elle subsistera ou se reproduira si la mesure est supprimée est définie conformément aux règles énoncées à l'article 2. La constatation de l'existence d'un dumping d'une autre nature que celui qui est défini à l'article 2 ne peut justifier le maintien d'une mesure.

19. Pour les mêmes raisons, la Corée estime que le terme "dommage" qui figure à l'article 11.3 doit être interprété comme faisant référence au dommage défini à l'article 3 de l'Accord antidumping. Rien dans l'article 11.3 n'indique que le terme "dommage" devrait être interprété autrement que d'une manière pleinement compatible avec l'article 3. Là encore, ce serait affaiblir les disciplines de l'Accord antidumping dans son ensemble que d'autoriser le maintien d'ordonnances antidumping sur la base d'un critère différent de celui qui régit l'imposition de la mesure.

20. La Corée juge peu convaincants les efforts déployés par les États-Unis pour éluder cette interprétation. Les États-Unis tentent d'établir une distinction entre le texte de l'article 3 et celui de l'article 11.3, en disant que l'article 3 a trait à la "détermination de l'existence d'un dommage", tandis que l'article 11.3 a trait à la détermination que "le dommage se reproduira".[10] Or, la question n'est pas là. Certes, il existe une différence d'ordre temporel entre le dommage actuel dans une enquête initiale et la réapparition du dommage dans un réexamen à l'extinction. Néanmoins, l'article 3 et l'article 11.3 font tous deux référence au même concept de dommage - que celui-ci soit envisagé sous l'angle prospectif ou rétrospectif - et la seule définition du concept de dommage est celle qui figure à l'article 3.

21. De plus, la note de bas de page 9 de l'Accord antidumping constitue un élément textuel spécifique qui conforte l'opinion de la Corée selon laquelle l'article 3 s'applique à l'article 11.3. Dans la note de bas de page 9 de l'Accord antidumping, il est dit explicitement que, "pour les besoins du présent accord, le terme "dommage" s'entendra, *sauf indication contraire*, d'un dommage important causé à une branche de production nationale, d'une menace de dommage important ou d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale; il sera interprété conformément aux dispositions de [l'] article [3]" (pas d'italique dans l'original). Rien dans l'article 11 ne spécifie un quelconque autre sens qu'il y aurait lieu de donner au terme "dommage". En conséquence, le "dommage" auquel il est fait référence à l'article 11.3 doit être interprété comme désignant le même "dommage" que celui auquel il est fait référence à l'article 3 et dans la note de bas de page 9.

22. Les États-Unis tentent de se dérober à cette conclusion en disant que définir le dommage aux fins des réexamens à l'extinction de la même manière qu'aux fins des enquêtes initiales conduirait à des résultats absurdes.[11] Selon les États-Unis, il est impossible de fonder une détermination au titre de l'article 11.3 sur une constatation de l'existence d'une menace de dommage. Une fois encore, là n'est pas la question (même si, à bien des égards, il existe une forte analogie entre le caractère prospectif du réexamen à l'extinction et la détermination de l'existence d'une menace dans le cadre d'une enquête). En réalité, l'essentiel est que le dommage dont il peut être constaté qu'il est susceptible de se reproduire lors d'un réexamen à l'extinction doit être de même nature que celui dont l'existence a été constatée lors de l'enquête initiale, sur la base des définitions énoncées à l'article 3.

23. La Corée voit d'autres éléments à l'appui de cette interprétation de l'article 11.3 dans le texte de l'article 3.1 de l'Accord antidumping, qui précise les conditions dans lesquelles il sera établi une détermination de l'existence d'un dommage "aux fins de l'article VI du GATT de 1994", sans exception ni restriction concernant les différentes déterminations de l'existence d'un dommage qui peuvent être nécessaires pendant la durée d'application d'une mesure.

[10] Première communication des États-Unis, paragraphe 289.
[11] Première communication des États-Unis, paragraphe 293.

24. Sans avoir traité ici de tous les aspects des allégations présentées par l'Argentine, la Corée estime que, pour les raisons rappelées plus haut, il est d'une importance cruciale pour l'intégrité de l'Accord antidumping qu'une seule et même définition de chacun des concepts fondamentaux que sont le dumping et le dommage soit appliquée de façon homogène à l'ensemble de l'Accord. La Corée estime que cette interprétation est pleinement compatible avec le texte de l'Accord antidumping, ainsi qu'avec son contexte, son objet et son but.

B. LA PRATIQUE DES ÉTATS-UNIS CONSISTANT À CONSTATER AUTOMATIQUEMENT QUE LE DUMPING SUBSISTERA EN CAS DE NON-PARTICIPATION OU DE RENONCIATION EST INCOMPATIBLE AVEC LES ARTICLES 6, 11.3 ET 11.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

25. Les dispositions de l'article 6 de l'Accord antidumping s'appliquent à l'article 11.3 en vertu du renvoi figurant à l'article 11.4 selon lequel "les dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure s'appliqueront à tout réexamen effectué au titre du présent article".

26. L'article 6.1 dispose que "[t]outes les parties intéressées par une enquête antidumping … se verront ménager d'*amples possibilités* de présenter par écrit tous les éléments de preuve qu'elles jugeront pertinents pour les besoins de l'enquête en question" (pas d'italique dans l'original). En outre, l'article 6.2 dispose que "[p]endant toute la durée de l'enquête antidumping, toutes les parties intéressées auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts".

27. Par conséquent, toutes les parties intéressées se voient garantir la possibilité de présenter tous éléments de preuve, de manière à pouvoir défendre leurs intérêts. Dans la législation des États-Unis, toutefois, lorsqu'une partie est réputée renoncer à son droit de prendre part à un réexamen à l'extinction effectué par le DOC[12], ou avoir communiqué une réponse inadéquate[13], le DOC établit automatiquement une détermination accélérée selon laquelle le dumping subsistera ou se reproduira si la mesure est supprimée. De l'avis de la Corée, ces déterminations automatiques et accélérées - qu'elles soient motivées par la renonciation au droit de participer ou par le caractère inadéquat des éléments de preuve - ne protègent pas les droits que confère aux parties intéressées l'article 6.1 et 6.2.

28. Dans l'affaire *États-Unis - Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, le Groupe spécial a dit que l'article 11.3 interdisait à l'autorité chargée de l'enquête de se borner à présumer qu'il était probable que le dumping subsiste ou se reproduise. Le Groupe spécial a dit que "pour continuer d'imposer la mesure, l'autorité chargée de l'enquête doit déterminer, en se fondant sur des éléments de preuve positifs, qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront du fait de la suppression du droit, et qu'elle doit disposer d'une *base factuelle suffisante* pour lui permettre de tirer des conclusions motivées et adéquates concernant la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise".[14]

29. Par conséquent, les autorités chargées de l'enquête doivent disposer d'une base factuelle suffisante avant de constater qu'il est probable que le dumping subsiste ou se reproduise. Or, en supposant que le fait de renoncer à participer à la procédure signifie qu'il est probable que le dumping persistera ou se reproduira, les autorités des États-Unis établissent des déterminations sans avoir procédé à une véritable analyse ou sans disposer d'*une* base factuelle indiquant qu'il est probable que

---

[12] 19 U.S.C. § 1675 c) 4) B) (Cet article dispose que "S'agissant d'un réexamen auquel une partie intéressée aura renoncé à participer en vertu du présent paragraphe, l'autorité administrante conclut que la révocation de l'ordonnance … est susceptible de faire en sorte que le dumping subsiste ou se reproduise …".)

[13] 19 U.S.C. § 1675 c) 3) B) (Cet article dispose que "Si les parties intéressées communiquent des réponses inadéquates à un avis d'engagement, l'autorité administrante … peut établir, sans enquêter plus avant, une détermination finale sur la base des données de fait disponibles …".)

[14] Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/R (distribué le 14 août 2003), paragraphe 7.271 (pas d'italique dans l'original).

le dumping et le dommage subsistent et se reproduisent. Cette façon de procéder ne peut être considérée comme conforme aux prescriptions des articles 11.4 et 6.

30. La Corée craint aussi que la législation et la réglementation des États-Unis et la pratique du DOC ne soient pas conformes aux règles de l'article 6.8 et de l'Annexe II, qui régissent le recours aux données de fait disponibles. Tout d'abord, il n'est pas certain que la pratique du DOC soit conforme aux dispositions du paragraphe 6 de l'Annexe II concernant la notification des éléments "inadéquats" d'une réponse et la possibilité de les corriger. Deuxièmement, et ce qui est peut-être plus important, la pratique du DOC qui consiste à présumer un certain résultat lorsqu'il juge des réponses "inadéquates" constitue un manquement à l'obligation qui lui est faite d'établir, sur la base des données de fait disponibles, une détermination sur la question de savoir si le dumping subsistera ou se reproduira dans l'éventualité où la mesure serait supprimée.

31. La présente affaire offre un exemple particulièrement troublant de la manière dont la pratique des États-Unis nuit aux exportateurs étrangers (et l'Argentine a cité d'autres exemples dans sa première communication). Siderca, société argentine interrogée, a indiqué ne pas avoir exporté à destination des États-Unis pendant les cinq années durant lesquelles l'ordonnance était en vigueur, et elle a fait valoir que la marge de dumping établie à l'issue de l'enquête initiale n'était pas suffisamment élevée pour étayer une constatation selon laquelle le dumping se reproduirait en cas de révocation. Néanmoins, le DOC a décidé de procéder à un réexamen accéléré au motif que Siderca n'était pas à l'origine de 50 pour cent des exportations argentines pendant la période visée par le réexamen. Même s'ils prétendent que Siderca a eu la possibilité de présenter des observations concernant cette détermination[15], de l'avis de la Corée, les États-Unis ne prétendent pas qu'ils ont demandé à Siderca des renseignements additionnels concernant ses exportations ou celles d'autres exportateurs, ni qu'ils ont expressément notifié à Siderca les conséquences de leur détermination probable, ni qu'ils ont tenté de quelque autre manière de vérifier quels étaient, le cas échéant, les autres exportateurs argentins qui pouvaient justifier des autres exportations nécessaires pour atteindre le seuil de 50 pour cent fixé par le DOC. (La Corée fait observer que ce seuil n'a aucun fondement dans l'Accord antidumping.)

32. Ces omissions ont eu de graves conséquences pour Siderca. Elles ont permis au DOC de procéder à un réexamen accéléré et, en recourant au processus mécanique décrit ci-après de manière plus détaillée, d'établir automatiquement une constatation selon laquelle il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si la mesure était supprimée. Alors que les États-Unis déploient beaucoup d'efforts dans leur première communication pour défendre leurs actions, ils n'expliquent pas exactement ce que Siderca aurait pu faire pour éviter que sa réponse ne soit jugée "inadéquate", et pour parer aux conséquences inéluctables d'un réexamen accéléré en l'occurrence. Rien dans la première communication des États-Unis ne donne à penser que Siderca aurait raisonnablement pu faire quelque chose qui aurait amené le DOC à procéder à un réexamen "complet", et à déterminer peut-être alors que le dumping ne subsisterait pas en cas de révocation. Dans ces circonstances, on voit mal comment les droits garantis par les articles 6 et 11 ont été protégés.

33. Les États-Unis font valoir que les dispositions de leur législation concernant la renonciation et les réponses inadéquates devraient être acceptées comme un moyen pratique d'assurer l'efficacité administrative des réexamens administratifs. La Corée comprend les préoccupations des États-Unis concernant l'utilisation rationnelle des moyens administratifs, mais on ne peut accepter que ces préoccupations prennent le pas sur les prescriptions de fond et de forme de l'Accord antidumping, en particulier lorsqu'il s'agit d'une question aussi importante que celle de savoir si une mesure antidumping devrait demeurer en vigueur.

[15] Première communication des États-Unis, paragraphes 51 à 55.

34. De plus, en amenant à faire des suppositions qui favorisent le maintien des mesures antidumping plutôt que leur suppression, la législation et la pratique des États-Unis ne permettent pas de donner effet à l'objet et au but de l'article 11.1 et 11.3. L'article 11.1 dispose expressément que "les droits antidumping ne resteront en vigueur que *le temps* et *dans la mesure nécessaires* pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage" (pas d'italique dans l'original). En outre, l'article 11.3 précise qu'un "droit antidumping définitif sera supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé", à moins qu'il ne soit déterminé que le dumping et le dommage subsisteraient ou se reproduiraient si le droit était supprimé. Ces dispositions établissent une présomption en faveur de la suppression des mesures au bout de cinq ans, sauf déterminations claires et explicites selon lesquelles le dumping et le dommage subsisteraient ou se reproduiraient si les mesures étaient supprimées. De l'avis de la Corée, les suppositions faites en vertu de la législation et de la pratique des États-Unis sont totalement incompatibles avec cette présomption et, partant, avec l'objet et le but de l'article 11.

C. LA MÉTHODE UTILISÉE PAR LES ÉTATS-UNIS POUR DÉTERMINER LES MARGES DE DUMPING PROBABLES DANS L'ÉVENTUALITÉ OÙ UNE ORDONNANCE SERAIT RÉVOQUÉE EST BIAISÉE D'UNE MANIÈRE INADMISSIBLE EN FAVEUR D'UNE CONSTATATION SELON LAQUELLE LE DUMPING SUBSISTERA

35. Comme il est indiqué plus haut, la Corée estime que toute détermination au titre de l'article 11.3 de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira doit se fonder sur la définition du dumping figurant à l'article 2 de l'Accord antidumping. La Corée a expliqué qu'il ressort clairement du texte de l'article 2 que les règles qui y sont énoncées concernant la détermination de l'existence d'un dumping sont établies "aux fins de l'Accord antidumping", dont l'article 11.3 fait partie. Cette interprétation est conforme à l'article 31 de la Convention de Vienne.

36. Par conséquent, l'article 11.3 impose aux autorités nationales l'obligation positive de déterminer qu'il est probable que le dumping, tel qu'il est défini à l'article 2, subsistera ou se reproduira. L'article 11.3 exige qu'il soit déterminé, en se fondant sur une analyse prospective des "éléments de preuve positifs", qu'il existe une probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira à l'avenir.

37. Or, dans le cadre de ses déterminations à l'extinction, le DOC détermine la probabilité que le dumping subsiste à l'avenir en ne se fondant que sur deux types de données se rapportant à l'expérience passée, à savoir les marges de dumping antérieures et les volumes des importations antérieurs. Du fait qu'elle circonscrit l'enquête de cette manière, la pratique du DOC est viciée à deux égards.

38. Premièrement, le DOC adopte une approche rétrospective plutôt que prospective. Il ne fait aucun effort pour extrapoler les données futures probables à partir des données antérieures, et se contente de supposer que les choses demeureront à l'avenir telles qu'elles étaient dans le passé. Ainsi, au lieu d'établir la sorte de détermination prospective envisagée à l'article 11.3, le DOC s'appuie simplement sur les données rétrospectives dont il dispose.

39. Deuxièmement, le DOC ne prend en considération les effets d'aucun autre événement ou force extérieure - ne fût-ce que les données relatives à l'évolution des prix, à l'évolution des taux de change, etc. - qui pourrait influer sur sa conclusion. En raison de son caractère très limité, l'analyse du DOC ne peut offrir une base factuelle suffisante sur laquelle fonder une détermination concernant la probabilité de dumping à l'avenir. L'Argentine a montré documents à l'appui comment cette approche avait abouti à une constatation positive de la probabilité que le dumping subsiste dans le cadre de toutes les déterminations à l'extinction établies par le DOC, sans exception aucune. Les États-Unis ne semblent pas contester ces statistiques. Cela étant, la méthode utilisée par le DOC pour déterminer s'il est probable que le dumping subsistera - dans la présente affaire comme dans tous les

autres cas où il a appliqué mécaniquement les mêmes règles - ne repose pas sur des bases factuelles suffisantes pour satisfaire aux prescriptions de l'Accord antidumping.

D. L'INTERPRÉTATION QUE L'USITC FAIT DE LA PRESCRIPTION VOULANT QU'IL SOIT "PROBABLE" QUE LE DOMMAGE SUBSISTERA OU SE REPRODUIRA EST INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

40. L'Argentine fait valoir que l'utilisation du terme "*likely*" ("probable") à l'article 11.3 signifie que les autorités chargées de l'enquête doivent avoir constaté qu'il est "probable", et pas simplement "possible", que le dumping ou le dommage persistera ou se reproduira si la mesure est supprimée. Elle fait valoir que l'interprétation par l'USITC du terme "*likely*" comme exigeant seulement une constatation selon laquelle il serait "possible" que le dommage se reproduise est donc incompatible avec l'article 11.3. La Corée souscrit à cet argument, pour les raisons exposées ci-après.

41. L'Argentine s'appuie à juste titre sur les définitions du dictionnaire pour interpréter le terme "*likely*" comme signifiant "*probable*".[16] Dans son sens ordinaire, le terme "*likely*" signifie en effet que les chances pour qu'un événement se produise sont plus grandes que celles pour qu'il ne se produise pas. La jurisprudence de l'OMC sur ce point conforte l'interprétation de l'Argentine. Le terme "*likely*" tel qu'il est employé à l'article 11.3 (et à l'article 11.2) a été interprété comme signifiant "*probable*" par le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis – DRAM en provenance de Corée*, lequel a dit que "le sens ordinaire des termes "*likelihood*" ou "*likely*" est "*probable*"".[17] De même, le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis - Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon* a constaté qu'"une détermination de la "probabilité" exige de l'autorité administrante qu'elle se fonde sur des résultats "probables", et non "possibles"".[18] Cette interprétation est également conforme à la présomption en faveur de la suppression des mesures antidumping, qui est établie par l'Accord antidumping.

42. Les États-Unis ne tiennent pas compte de l'interprétation correcte du terme "probable". L'Argentine cite deux déclarations de l'USITC selon lesquelles le terme "*likely*" "désigne un concept qui se situe entre "probable" et "possible" sur une échelle de certitude relative".[19] Ni la loi des États-Unis, ni l'*Énoncé des mesures administratives* relatif à l'application de la loi, n'exigent de l'USITC qu'il s'en tienne à un critère de probabilité.

43. La Corée estime en conséquence que l'USITC interprète indûment le terme "*likely*" comme signifiant "possible" aux fins de sa détermination, au titre de l'article 11.3, de la probabilité que le dommage subsiste. Le Groupe spécial devrait constater que l'interprétation des États-Unis est incompatible avec le texte de l'article 11.3 et rejeter cette interprétation.

IV. CONCLUSION

44. La Corée est d'avis que, au moment de rendre sa décision au sujet des diverses allégations de l'Argentine, le Groupe spécial devrait veiller à ce que les dispositions des articles 2, 3, 6 et 12 soient appliquées d'une manière cohérente et rationnelle aux réexamens à l'extinction effectués au titre de l'article 11. Ainsi, la conduite des réexamens à l'extinction gagnera en clarté, en cohérence et en équité et il sera donné effet au sens ordinaire, ainsi qu'au contexte, à l'objet et au but de l'article 11 comme de l'Accord antidumping dans son ensemble.

---

[16] Première communication de l'Argentine, paragraphe 212.

[17] Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée*, WT/DS99/R (adopté le 19 mars 1999), note de bas de page 494.

[18] Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/R (distribué le 14 août 2003), paragraphe 7.178.

[19] Première communication de l'Argentine, paragraphe 217 (citations omises).

45. La Corée est reconnaissante de l'occasion qui lui est donnée de participer à la présente procédure et de présenter ses vues au Groupe spécial.

ANNEXE B-4

COMMUNICATION DU TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU EN TANT QUE TIERCE PARTIE

14 novembre 2003

TABLE DES MATIÈRES

Page

A. RÉEXAMEN ACCÉLÉRÉ ET DÉTERMINATION DE LA "RENONCIATION" EFFECTUÉS PAR LE DÉPARTEMENT DU COMMERCE DES ÉTATS-UNIS 64

B. LA QUESTION DE LA "PRÉSOMPTION IRRÉFRAGABLE" ALLÉGUÉE PAR L'ARGENTINE 65

C. LA QUESTION DE L'APPLICABILITÉ DES ARTICLES 2 ET 3 AUX RÉEXAMENS À L'EXTINCTION 65

D. CONCLUSION 67

1. Le présent différend soulevant un certain nombre de questions extrêmement importantes pour les Membres en ce qui concerne les réexamens à l'extinction, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, qui a un intérêt systémique dans l'interprétation et l'application correctes des dispositions pertinentes relatives aux procédures, souhaite présenter ses vues au sujet des aspects suivants:

a) Réexamen accéléré et détermination de la "renonciation" effectués par le Département du commerce des États-Unis;

b) Question de la "présomption irréfragable" alléguée par l'Argentine; et

c) Question de l'applicabilité des articles 2 et 4 de l'Accord antidumping aux réexamens à l'extinction.

A. RÉEXAMEN ACCÉLÉRÉ ET DÉTERMINATION DE LA "RENONCIATION" EFFECTUÉS PAR LE DÉPARTEMENT DU COMMERCE DES ÉTATS-UNIS

2. Nous sommes d'avis qu'un Membre peut, s'il le juge approprié, procéder à un réexamen à l'extinction accéléré, à condition que celui-ci soit conduit d'une manière compatible avec les dispositions pertinentes de l'Accord antidumping. L'article 11.4 de l'Accord antidumping dispose expressément qu'un réexamen au titre de l'article 11 "sera effectué avec diligence et sera normalement terminé dans un délai de 12 mois à compter de la date à laquelle il aura été entrepris". Toutefois, le fait qu'il soit admis que l'on puisse procéder à un réexamen accéléré n'exempte pas un Membre de ses obligations au titre de l'Accord antidumping.

3. Nous estimons que le libellé impératif de l'article 19 U.S.C. §1675 c) 4) B) selon lequel, "[s]'agissant d'un réexamen auquel une partie intéressée aura renoncé à participer en vertu du présent paragraphe, l'autorité administrante *conclut* à la probabilité de voir la révocation de l'ordonnance ou la clôture de l'enquête aboutir à la persistance ou à la réapparition d'un dumping ou d'une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires (selon le cas) en ce qui concerne ladite partie intéressée" (pas d'italique dans l'original)[1], ne laisse à première vue au Département du commerce aucune latitude quant au résultat prescrit de sa constatation relative à la "probabilité", dès lors qu'une partie étrangère intéressée est présumée avoir renoncé à participer, qu'il apparaisse ou non probable, au vu des "renseignements disponibles" ou de nouveaux éléments de preuve présentés au cours du réexamen à l'extinction, que le dumping subsistera ou se reproduira.

4. L'article 11.3 de l'Accord antidumping dispose entre autres que les autorités doivent "*détermine[r]*… qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé" pour décider de ne pas supprimer le droit antidumping définitif qui a été imposé (pas d'italique dans l'original). À notre avis, il est difficile de considérer un réexamen à l'issue duquel le Département du commerce rend une constatation prédéterminée et prescrite par la loi comme une détermination "effectuée à bon escient", critère établi par l'Organe d'appel pour les réexamens à l'extinction dans le cadre de l'affaire *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*[2] ("*Acier en provenance d'Allemagne*") en ces termes: "La suppression d'un droit compensateur est la règle, et son maintien l'exception. Le maintien d'un droit compensateur doit donc être fondé sur un *réexamen effectué à bon escient* et sur une *détermination positive* selon laquelle il est probable que le subventionnement et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est abrogé"[3] (pas d'italique et non souligné dans

[1] Première communication de l'Argentine, paragraphe 51.

[2] WT/DS213/AB/R, cité dans la première communication de l'Argentine, paragraphe 83.

[3] WT/DS213/AB/R, paragraphe 88. L'article 21.3 de l'Accord SMC contient des dispositions semblables à celles de l'article 11.3 de l'Accord antidumping, puisque l'article 21.3 prescrit aussi aux autorités de déterminer s'il est probable que le subventionnement et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit

l'original). Il s'ensuit que le présent groupe spécial devrait constater que la disposition relative à une "renonciation" présumée, dont il est question au paragraphe précédent, est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

B. LA QUESTION DE LA "PRÉSOMPTION IRRÉFRAGABLE" ALLÉGUÉE PAR L'ARGENTINE

5. S'agissant de l'Énoncé des mesures administratives ("SAA") et du Sunset Policy Bulletin ("Bulletin"), nous notons que ces documents ne contiennent que des lignes directrices que doit suivre le Département du commerce dans une situation normale. Nous ne trouvons dans ces documents aucune disposition contenant des prescriptions impératives à l'adresse du Département du commerce. De ce fait, nous ne voyons pas de présomption irréfragable qui serait incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Toutefois, l'indication selon laquelle le SAA est une interprétation de la législation antidumping des États-Unis qui fait autorité et le fait que le Bulletin rend compte de la propre pratique du Département du commerce montrent que ces documents pourraient être invoqués comme de solides éléments de preuve pour établir que le Département du commerce a bien agi conformément au SAA et au Bulletin dans la présente affaire, en ce qui concerne sa décision de maintenir les droits antidumping. Cela facilite la tâche qui incombe à l'Argentine de prouver que les mesures du Département du commerce constituent une violation de l'Accord antidumping. À cet égard, le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis – Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions* a reconnu lui aussi dans son rapport que le SAA faisait autorité.[4] Par conséquent, lorsqu'il examinera s'il existe des éléments de preuve montrant que le Département a agi d'une manière incompatible avec l'Accord antidumping, le Groupe spécial devra attacher une grande importance à l'existence du SAA et du Bulletin.

6. En ce qui concerne la pratique du Département du commerce, nous ne pensons pas qu'il convienne de faire une inférence irréfragable à partir de l'analyse à laquelle s'est livrée l'Argentine.[5] Toutefois, le fait que le Département du commerce a constaté qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait dans la totalité des affaires auxquelles les parties intéressées nationales ont participé n'en donne pas moins à penser que le Département a apparemment tendance à ne pas procéder à bon escient lorsqu'il conduit ces réexamens et établit une détermination positive, comme l'exige l'Accord. Cela devrait donner à l'Argentine des éléments additionnels pour étayer les éléments de preuve *prima facie* que le plaignant est tenu de produire à cet égard, en vue de montrer que le Département du commerce n'a pas conduit ces réexamens à bon escient et que sa détermination ne se fonde pas sur des éléments de preuve positifs.

C. LA QUESTION DE L'APPLICABILITÉ DES ARTICLES 2 ET 3 AUX RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

7. Nous ne partageons pas le point de vue des États-Unis selon lequel l'intégralité de l'article 3 de l'Accord antidumping ne s'applique pas à un réexamen à l'extinction. Nous estimons que l'interprétation correcte du droit sur ce point devrait être celle qui a été donnée par le Groupe spécial qui était chargé d'examiner l'affaire *États-Unis - Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon* ("*Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*")[6], à savoir qu'à l'exception de l'article 3.3, "les obligations inscrites à l'article 3 concernant le dommage pourraient être applicables tout au long de l'Accord antidumping, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas limitées aux enquêtes"[7], encore

---

est supprimé. Par conséquent, le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, pour ce qui se rapporte à l'obligation d'établir une "détermination", devrait être applicable aux affaires antidumping en ce qui concerne la détermination de la probabilité que le dumping et le dommage subsistent ou se reproduisent.

[4] WT/DS194/R, adopté le 23 août 2001, paragraphes 8.97 et 8.98.

[5] Première communication de l'Argentine, paragraphes 129 à 134.

[6] WT/DS244/R, distribué le 14 août 2003.

[7] *Ibid*., paragraphes 7.98 à 7.100.

que nous ayons quelques réserves quant à la non-application de l'article 3.3 aux réexamens à l'extinction.[8]

8. Nous souscrivons aussi au point de vue de ce même groupe spécial selon lequel, lorsqu'il s'agit de clarifier les prescriptions relatives à la détermination de l'existence d'un dumping, aux fins d'un réexamen au titre de l'article 11.3, "l'article 2 … donne aussi des indications quant aux types de renseignement qui peuvent être pertinents lorsqu'il s'agit d'examiner dans le cadre d'un réexamen à l'extinction s'il y a présence ou absence de dumping depuis l'imposition de l'ordonnance".[9] Le Groupe spécial semble se fonder sur le premier paragraphe de l'article 2 – "[a]ux fins du présent accord" – pour parvenir à la conclusion que cette disposition "décrit une notion qui est généralement pertinente tout au long de l'Accord antidumping".[10]

9. Si nous souscrivons aux observations formulées par le Groupe spécial *Réexamen à l'extinction – Acier en provenance du Japon* qui sont citées dans les paragraphes précédents, c'est principalement en raison du libellé même de l'article 11.3 de l'Accord antidumping, qui a pour objet d'énoncer les conditions permettant de maintenir une ordonnance antidumping. Ces conditions, auxquelles il doit être satisfait simultanément, peuvent se résumer comme suit: les autorités doivent i) effectuer un réexamen, et ii) établir une détermination positive selon laquelle il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront à l'expiration de l'ordonnance. Nous sommes d'avis que c'est la seconde de ces conditions qui rend pertinente l'application des articles 2 et 3 de l'Accord antidumping.

10. Nous pensons que, dans le cadre de chaque réexamen au titre de l'article 11.3, la question du dumping et du dommage doit aussi être examinée au moment de déterminer la probabilité que ceux-ci subsistent ou se reproduisent. La disposition figurant à l'article 11.3 va déjà dans le sens de cette interprétation. La déclaration du Groupe spécial *Réexamen à l'extinction – Acier en provenance du Japon*[11], qui est citée plus haut au paragraphe 9, conforte encore notre affirmation selon laquelle un réexamen à l'extinction doit donner lieu à une détermination sur la question de l'existence d'un dumping. Nous sommes d'avis que la détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise doit d'abord reposer sur une détermination positive établissant que les ventes des exportateurs constitueraient bien un dumping, tel qu'il est défini à l'article 2.1, après la levée de l'ordonnance antidumping, puisqu'il semble que les ventes effectuées par les exportateurs en l'occurrence (abstraction faite des ventes effectuées par les exportateurs visés par l'ordonnance antidumping initiale) ne faisaient pas toutes l'objet d'un dumping en tant que tel. De même, le fait qu'un exportateur soit incité à vendre immédiatement sur ce marché après la levée de l'ordonnance ne signifie pas nécessairement qu'il pratique un prix de dumping.

11. Même si la détermination de l'existence d'un dumping dans le cadre d'un réexamen au titre de l'article 11.3 n'obéit peut-être pas au même critère que celle qui intervient au cours de l'enquête, il ne s'ensuit pas nécessairement que l'on puisse se dispenser de déterminer que le dumping existe et que ce dumping cause un dommage. L'article 2 est pertinent et devrait s'appliquer en l'occurrence. Pour les mêmes raisons, l'existence d'un dommage doit aussi être établie, car les marges de dumping dont il a été déterminé dans le cadre de l'enquête initiale qu'elles causaient un dommage n'en causent peut-être pas nécessairement un ultérieurement. Cela étant, l'article 3 devrait également être pertinent.

---

[8] Nous estimons que si le dumping *de minimis* n'a pu faire l'objet d'une évaluation cumulative et qu'il n'a donc été frappé d'aucun droit à l'issue de l'enquête initiale, il serait tout à fait logique de conclure qu'il ne devrait pas non plus faire l'objet d'une évaluation cumulative ni être frappé d'un droit à l'issue du réexamen à l'extinction. Pour donner une interprétation cohérente de l'Accord antidumping, l'article 3.3 devrait s'appliquer aux réexamens à l'extinction.

[9] *Réexamen à l'extinction – Acier en provenance du Japon*, paragraphe 7.174.

[10] *Ibid*., note de bas de page 144.

[11] *Supra*, note de bas de page 8.

12. L'article 11.1 de l'Accord antidumping, dont le Groupe spécial chargé de l'affaire *CE – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil*[12] a dit qu'ils constituait "un principe général et primordial, dont les modalités [étaient] énoncées au paragraphe 2 et au paragraphe 3"[13], énonce une prescription impérative selon laquelle les droits antidumping ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage. La formulation de l'article 11.1, qui éclaire l'ensemble de l'article 11, est dénuée d'ambiguïté. L'emploi du temps présent dans cet article, à savoir les mots "qui cause un dommage", montre que le droit antidumping ne peut demeurer en vigueur que s'il existe un dumping, tel que celui-ci est défini à l'article 2.1, et que si ce dumping cause un dommage. S'il n'y a pas dumping ou si ce dumping ne cause pas de dommage, le droit antidumping doit être supprimé.

13. Si l'on accepte les propositions qui précèdent, comme nous pensons que ce devrait être le cas, toute interprétation effective de l'article 11.3, dans le contexte de l'article 11 et de l'Accord antidumping, et à la lumière de l'objet et du but de cet accord, à savoir discipliner et contrebalancer le dumping dommageable, exige que l'article 2, aux fins de déterminer l'existence d'un dumping, et l'article 3, aux fins de déterminer l'existence d'un dommage, soient tous deux interprétés comme s'appliquant à un réexamen au titre de l'article 11.3.

D. CONCLUSION

14. Même si l'article 11.3 ne dit rien du critère ni des méthodes que les Membres doivent appliquer dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, nous ne pensons pas que l'intention des Membres de l'OMC ait été de laisser cette question délibérément ouverte à toutes les interprétations. Nous sommes d'avis qu'une interprétation cohérente de l'Accord antidumping exige l'application aux réexamens à l'extinction des dispositions des articles 2 et 3 de cet accord.

15. Nous souhaitons préciser que les vues exposées plus haut selon lesquelles la législation et la pratique des États-Unis contreviennent à l'Accord antidumping n'ont pas un caractère exhaustif. C'est ainsi que nous souscrivons aussi au point de vue présenté par l'Argentine, selon lequel la pratique du Département du commerce consistant à présumer qu'une partie interrogée a renoncé à son droit de participer à un réexamen à l'extinction, contrevient à l'article 6.1 de l'Accord antidumping, aux termes duquel "toutes les parties intéressées par une enquête antidumping … se verront ménager d'amples possibilités de présenter par écrit tous les éléments de preuve qu'elles jugeront pertinents pour les besoins de l'enquête en question", et à l'article 6.2, qui dispose que les parties intéressées auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts.

16. Pour donner un autre exemple, la règle de la "renonciation présumée", du fait qu'elle ne s'applique qu'aux parties intéressées interrogées dans le cadre des procédures de réexamen à l'extinction et que les parties des États-Unis ne sont pas pareillement exposées au même effet préjudiciable, devrait être considérée comme une violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 pour ce qui est des prescriptions en matière de transparence et d'équité de la procédure, comme cela a été souligné dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*, qui portait sur une violation alléguée de l'article X ayant trait au non-respect par les États-Unis de la régularité de la procédure lors de l'élaboration et de l'application de leur loi prohibant l'importation de crevettes. L'Organe d'appel a observé que l'article X:3 du GATT de 1994 établissait certains critères minimaux concernant la transparence et l'équité de la procédure dans l'administration des règlements commerciaux. Il a noté en outre que "dans la mesure où il exist[ait] des prescriptions garantissant une procédure régulière applicables d'une façon générale aux mesures qui [étaient] par ailleurs imposées conformément aux obligations résultant de l'Accord sur l'OMC, il [était] à tout le moins raisonnable d'exiger le respect rigoureux de

[12] WT/DS219/R, adopté le 18 août 2003.
[13] *Ibid.*, paragraphe 7.113.

ces prescriptions fondamentales dans le contexte de l'application et de l'administration d'une mesure …".[14]

17. L'essentiel de notre argument est que si la législation et la pratique des États-Unis concernant la renonciation au droit de participer et la détermination relative à la réapparition ou à la persistance du dumping et du dommage étaient admises dans le cadre de l'OMC, tous les Membres pourraient alors manœuvrer en vue de maintenir des droits antidumping sans être soumis à aucune limite dans le temps. Tel n'est pas le but de l'Accord antidumping, qui fixe à cinq ans en principe la durée maximale d'application.

---

[14] *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes*, WT/DS58/AB/R.

ANNEXE C

DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe C-1	Deuxième communication écrite de l'Argentine[1]	C-2
Annexe C-2	Deuxième communication écrite des États-Unis	C-76

[1] L'Argentine a confirmé, dans une lettre datée du 12 décembre 2003, que toutes les références qui étaient faites à sa pièce n° 56 dans sa première communication écrite doivent désormais s'entendre comme ayant été faites à sa pièce n° 56*bis*.

ANNEXE C-1

DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES PARTIES

8 janvier 2004

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 6

II. LES OBLIGATIONS DE FOND DANS LE CADRE DE L'OMC EN CAUSE DANS LE PRÉSENT DIFFÉREND 8

A. L'OBLIGATION PREMIÈRE IMPOSÉE PAR L'ARTICLE 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING EST LA SUPPRESSION DE LA MESURE ANTIDUMPING 8

B. LES OBLIGATIONS ÉNONCÉES AUX ARTICLES 2, 3, 6 ET 12 DE L'ACCORD ANTIDUMPING S'APPLIQUENT AUX RÉEXAMENS EFFECTUÉS AU TITRE DE L'ARTICLE 11.3 11

1. L'article 2 de l'Accord antidumping s'applique aux réexamens à l'extinction effectués au titre de l'article 11.3 11

2. L'article 3 de l'Accord antidumping s'applique aux réexamens à l'extinction effectués au titre de l'article 11.3 13

3. Les articles 6, 12 et 18 de l'Accord antidumping s'appliquent aux réexamens à l'extinction effectués au titre de l'article 11.3 15

III. LES DÉTERMINATIONS À L'EXTINCTION ÉTABLIES PAR LE DÉPARTEMENT 16

A. LES DISPOSITIONS DES ÉTATS-UNIS EN MATIÈRE DE RENONCIATION AU DROIT DE PARTICIPER AU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION - 19 U.S.C. § 1675 C) 4) ET 19 C.F.R. § 351.218 D) 2) III) - SONT INCOMPATIBLES EN TANT QUE TELLES AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING 16

1. Les arguments des États-Unis selon lesquels les dispositions en matière de renonciation sont appliquées société par société sont inutiles et ne modifient pas la conclusion selon laquelle ces dispositions contreviennent aux articles 11.3, 11.4, 6.1 et 6.2. 16

2. Les arguments des États-Unis selon lesquels les dispositions en matière de renonciation constituent un mécanisme de rationalisation sont sans fondement 17

B. 19 U.S.C. § 1675A C) 1), L'ÉNONCÉ DES MESURES ADMINISTRATIVES ET LA SECTION II.A.3 DU SUNSET POLICY BULLETIN ÉTABLISSENT UNE PRÉSOMPTION IRRÉFRAGABLE DE DUMPING PROBABLE DANS LE CADRE DES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION EFFECTUÉS PAR LE DÉPARTEMENT DU COMMERCE QUI CONTREVIENT EN TANT QUE TELLE À L'ARTICLE 11.3 20

1. 19 U.S.C. § 1675a) c) 1), l'Énoncé des mesures administratives et le Sunset Policy Bulletin sont des mesures qui peuvent être contestées en tant que telles 20

2. 19 U.S.C. § 1675a c) 1), l'Énoncé des mesures administratives et la section II.A.3 du Sunset Policy Bulletin prescrivent au Département d'accorder une importance décisive aux marges de dumping antérieures et aux baisses des volumes des importations et établissent donc une présomption irréfragable de dumping probable dans le cadre des réexamens à l'extinction effectués par le Département du commerce, en violation de l'article 11.3 en tant que tel 22

3. L'Argentine a établi *prima facie* dans ses pièces n° 63 et 64 que les États-Unis n'ont pas réfuté l'existence d'une présomption irréfragable 28

4. La pratique constante du Département dans les réexamens à l'extinction démontre l'existence de la présomption irréfragable de dumping probable dans le droit des États-Unis et constitue elle-même, en tant que telle, une violation de l'article 11.3 de l'Accord antidumping 29

5. À supposer, pour les besoins de l'argumentation, que le droit et la pratique des États-Unis établissant la présomption irréfragable ne sont pas incompatibles en tant que tels avec l'article 11.3, alors les États-Unis n'ont pas appliqué leur droit en ce qui concerne la détermination de la probabilité d'un dumping au titre de l'article 11.3 d'une manière impartiale et uniforme, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 30

C. LE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION VISANT LES OCTG EN PROVENANCE D'ARGENTINE AUQUEL LE DÉPARTEMENT A PROCÉDÉ ÉTAIT INCOMPATIBLE AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING 31

1. Les déterminations établies par le Département montrent que celui-ci a appliqué à Siderca les dispositions en matière de renonciation; l'application de ces dispositions dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine était incompatible avec les articles 11.3 et 6 de l'Accord antidumping 31

a) La position adoptée par les États-Unis dans leur première communication est incompatible à la fois avec la détermination à l'extinction établie par le Département et avec le dossier factuel dont ce dernier disposait 32

b) Même si l'on accepte les explications fournies par les États-Unis dans leur première communication, l'application des dispositions en matière de renonciation dans le réexamen à l'extinction concernant les OCTG en provenance d'Argentine produit le même effet dans un cas comme dans l'autre 34

2. À supposer, pour les besoins de l'argumentation, que la présomption de renonciation n'a été appliquée qu'aux sociétés interrogées n'ayant pas répondu, la conduite d'un réexamen accéléré sur la base des données de fait disponibles était incompatible avec les articles 11.3 et 6.8 et avec l'Annexe II de l'Accord antidumping 35

a) Selon ce scénario, l'Argentine a dû se contenter d'un réexamen accéléré et d'une décision fondée sur les données de fait disponibles 35

b) Le Département a agi en violation de l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord antidumping 36

c) Le Département a agi en violation de l'article 6.8 et 6.9 et de l'Annexe II parce que l'analyse des "données de fait disponibles" était nécessairement circonscrite aux marges de dumping établies dans le cadre de l'enquête initiale et aux renseignements figurant dans la réponse de fond 39

3. La détermination du Département selon laquelle il était probable que le dumping subsisterait si le droit était supprimé était incompatible avec les articles 11.3 et 2 de l'Accord antidumping 39

a) Le Département ne disposait d'aucun élément de preuve établissant la persistance du dumping pendant la durée du réexamen à l'extinction 39
b) L'importance décisive que le Département a attribuée à une marge incompatible avec les règles de l'OMC (parce que calculée selon la méthode de la réduction à zéro) en tant que fondement de la détermination de la probabilité est incompatible avec l'article 11.3 42
4. La "marge probable" que le Département a communiquée à la Commission était incompatible avec les articles 2 et 11.3 47
IV. LA DÉTERMINATION À L'EXTINCTION ÉTABLIE PAR LA COMMISSION 47
A. LA COMMISSION N'A PAS APPLIQUÉ LE BON CRITÈRE AFIN DE DÉTERMINER LA QUESTION DE SAVOIR S'IL ÉTAIT PROBABLE QUE LE DOMMAGE SUBSISTE OU SE REPRODUISE DANS L'ÉVENTUALITÉ OÙ L'ORDONNANCE ANTIDUMPING SERAIT LEVÉE ET A CONTREVENU AUX ARTICLES 11.3 ET 3.1 DE L'ACCORD ANTIDUMPING 48
B. LA DÉTERMINATION À L'EXTINCTION ÉTABLIE PAR LA COMMISSION ÉTAIT INCOMPATIBLE AVEC LES ARTICLES 11.3 ET 3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING 50
1. La détermination à l'extinction établie par la Commission était incompatible avec l'article 3.1 de l'Accord antidumping 50
2. La détermination de la Commission était incompatible avec l'article 3.4 de l'Accord antidumping 53
3. La détermination établie par la Commission était incompatible avec l'article 3.5 de l'Accord antidumping 54
C. L'ANALYSE CUMULATIVE DU DOMMAGE EFFECTUÉE PAR LA COMMISSION DANS LE CADRE DU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION VISANT LES OCTG EN PROVENANCE D'ARGENTINE ÉTAIT INCOMPATIBLE AVEC LES ARTICLES 11.3 ET 3.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING 55
1. Le texte de l'article 11.3 interdit le cumul. Aux termes de l'article 3.3 de l'Accord antidumping, le cumul n'est autorisé que dans le cadre des "enquêtes", et encore seulement si certaines conditions sont réunies 56
2. À supposer, pour les besoins de l'argumentation, que les articles 11.3 et 3.3 n'interdisent pas le cumul, les termes de l'article 3.3 doivent alors s'appliquer à toute analyse cumulative effectuée dans le cadre d'un réexamen à l'extinction 58
D. LAPS DE TEMPS DURANT LEQUEL IL EST PROBABLE QUE LE DOMMAGE SUBSISTERA OU SE REPRODUIRA AUX TERMES DE L'ARTICLE 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING 59
1. Les dispositions statutaires des États–Unis concernant le laps de temps durant lequel il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira sont incompatibles en tant que telles avec les articles 11.3 et 3 de l'Accord antidumping 59
2. L'application par la Commission des dispositions statutaires relatives au laps de temps durant lequel il est probable que le dommage subsiste ou se reproduise était incompatible avec les articles 11.3 et 3 de l'Accord antidumping 61
V. VIOLATIONS COROLLAIRES DE L'ARTICLE VI DU GATT DE 1994, DES ARTICLES 1ER ET 18 DE L'ACCORD ANTIDUMPING ET DE L'ARTICLE XVI:4 DE L'ACCORD SUR L'OMC 61
VI. DEMANDE DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS 62

A. LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL PRÉSENTÉE PAR L'ARGENTINE EST PLEINEMENT CONFORME À L'ARTICLE 6:2 DU MÉMORANDUM D'ACCORD 62
1. Introduction 62
2. Les allégations de "Page Quatre" de la demande de l'Argentine relèvent du mandat du Groupe spécial 63
3. Les allégations des sections B.1, B.2 et B.3 de la demande de l'Argentine relèvent du mandat du Groupe spécial 65
B. LES PRÉTENDUES "CERTAINES QUESTIONS" MENTIONNÉES PAR LES ÉTATS-UNIS RELÈVENT TOUTES DU MANDAT DU GROUPE SPÉCIAL 68
C. LES ÉTATS-UNIS N'ONT AUCUNEMENT SUBI DE PRÉJUDICE AU COURS DE LA PROCÉDURE DU GROUPE SPÉCIAL 69
D. CONCLUSIONS 73
VII. CONCLUSION 74

I. INTRODUCTION

1. Le 15 décembre 2003, l'Organe d'appel a confirmé, dans l'affaire du *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, que l'article 11.3 de l'Accord antidumping exigeait la suppression des droits antidumping cinq ans après leur imposition. Le maintien d'une mesure antidumping est l'exception, et ne se justifie que lorsque les autorités "détermine[nt]" au cours du "réexamen" qu'il est probable que le "dumping" et le "dommage" subsisteront ou se reproduiront si la mesure est supprimée.[1]

2. Lorsque ces conditions ne sont pas réunies, l'issue est claire: la mesure est supprimée. Invoquer l'exception et maintenir une mesure antidumping au-delà de cinq ans nécessite un "examen rigoureux" sur le point de savoir s'il est "probable" que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront.[2] En outre, la détermination de la probabilité doit se fonder sur des éléments de preuve positifs[3] et obéir aux critères de fond établis dans l'Accord antidumping.[4]

3. Les États-Unis adoptent un point de vue très différent dans leur première communication et dans leur déclaration orale. Selon eux, l'article 11.3 n'énonce pratiquement aucune obligation et constitue un engagement unique réduit à sa plus simple expression.[5] De ce point de vue, il est possible de maintenir indéfiniment des mesures antidumping, sur n'importe quelle base ou presque. De fait, les États-Unis ont indiqué à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties que, si une société a pratiqué le dumping dans le passé, il est raisonnable de présumer qu'elle agira de même à l'avenir.

4. S'agissant de la détermination de la probabilité d'un dumping, bien que les États-Unis disposent d'un ensemble complexe de règles de procédure, une vérification systématique révèle que le Département du commerce des États-Unis (le "Département") n'établit jamais la "détermination" effective prescrite par l'article 11.3. Cela reste vrai que le Département applique les dispositions en matière de renonciation ou qu'il s'en tienne aux trois critères de la "liste de points à vérifier" établis par la loi, l'Énoncé des mesures administratives ("SAA") et le Sunset Policy Bulletin. Un seul facteur est décisif dans la détermination de la probabilité d'un dumping: la participation de la branche de production des États-Unis au réexamen à l'extinction. Les éléments de preuve sont éloquents: dans chacune des 223 affaires (recensées en décembre 2003) dans lesquelles la branche de production nationale a fait état d'un intérêt dans le maintien de la mesure antidumping, le Département a constaté qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait. La branche de production nationale

---

[1] *Voir* le Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/AB/R, distribué le 15 décembre 2003, paragraphe 104. ("*Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*").

[2] *Id*., paragraphes 111 et 113.

[3] *Voir* le rapport du Groupe spécial *États-Unis - Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/R, distribué le 14 août 2003, paragraphe 7.177 ("*Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*").

[4] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 128.

[5] Selon les États-Unis, l'article 11.3 est "très limité" et n'impose quasiment aucune restriction ni limitation à la faculté d'un Membre de maintenir des mesures antidumping. *Voir* la première communication des États-Unis, paragraphe 3. À la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, les États-Unis ont déclaré que "l'article 11.3 ne prescrit pas la façon dont un Membre devrait procéder pour déterminer l'existence d'une probabilité dans le cadre d'un réexamen à l'extinction". Déclaration liminaire des États-Unis à la première réunion du Groupe spécial avec les parties, WT/DS268, 9 décembre 2003, paragraphe 6 ("première déclaration orale des États-Unis").

des États-Unis a obtenu gain de cause à 223 reprises et n'a pas été déboutée une seule fois sur la question de la probabilité d'un dumping.[6]

5. Dans la présente affaire, après avoir conclu que les parties intéressées interrogées avaient "renoncé" à participer (auquel cas la loi prescrit de constater qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira) et avoir invoqué les règles l'autorisant à procéder à un "réexamen accéléré", le Département n'a cité que deux données de fait à l'appui de sa détermination selon laquelle il était "probable" que le dumping subsisterait: 1) une marge calculée, cinq ans auparavant, selon la méthode de la "réduction à zéro"; et 2) une baisse du volume des importations. Dans l'affaire du *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, l'Organe d'appel s'est prononcé sur l'un et l'autre de ces facteurs, et il a constaté qu'aucun des deux ne pouvait (par lui-même ou en conjonction avec l'autre) étayer une détermination au titre de l'article 11.3 selon laquelle il était probable que le dumping subsisterait.[7] De plus, lorsque la marge de dumping est extrêmement faible - comme l'est en l'occurrence la marge de 1,36 pour cent - sa fiabilité s'en trouve encore réduite.

6. En ce qui concerne la détermination de la probabilité d'un dommage, l'analyse de la Commission du commerce international des États-Unis (la "Commission") est tout aussi problématique. La Commission a insisté sur le fait que "*likely*" (probable) ne signifie pas "*probable*" - et voici que l'Organe d'appel dit que "*likely*" a bel et bien cette signification.[8] L'analyse du volume, des prix et de l'incidence à laquelle la Commission a procédé dans la présente affaire démontre de façon éclatante que sa détermination n'avait assurément pas pour objet d'établir ce qui était probable, puisqu'elle s'est souvent contentée d'affirmer que la situation qui existait au moment de l'enquête initiale sur l'existence d'un dommage étayait l'idée que la persistance ou la réapparition du dommage étaient "*likely*". De plus, l'analyse cumulative du dommage probable diminue les droits des différents Membres de l'OMC qui ont la mauvaise fortune d'être inclus au nombre des parties visées par cette détermination globale, et les dispositions légales des États-Unis ne satisfont pas au critère "probable" lorsqu'elles prévoient la prorogation (illimitée) de la période de temps durant laquelle la Commission est tenue d'examiner si les producteurs nationaux pourraient subir un dommage.

7. Les termes mêmes des déterminations à l'extinction des États-Unis qui sont contestées par l'Argentine contredisent souvent les arguments avancés par les États-Unis dans leur première communication.[9] En outre, la première communication des États-Unis souffre d'un certain nombre de contradictions internes irréductibles. Ces contradictions jettent de sérieux doutes sur les arguments invoqués par les États-Unis à l'appui de leurs déterminations à l'extinction. Le Groupe spécial doit examiner les allégations de l'Argentine en se fondant sur les termes utilisés dans les déterminations à l'extinction des États-Unis et non sur les justifications ultérieures de ces décisions qui figurent dans les communications écrites des États-Unis.

8. On ne saurait diminuer l'obligation principale créée par l'article 11.3 et le droit qui lui fait pendant - à savoir la suppression des mesures antidumping au terme de cinq ans. Sinon, l'exception limitée autorisant le maintien d'une mesure antidumping prendrait le pas sur l'obligation principale énoncée à l'article 11.3. L'Argentine demande donc que le Groupe spécial ne se contente pas de faire des constatations spécifiques concernant les violations des règles de l'OMC, mais suggère en outre, conformément à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, que les États-Unis suppriment les droits antidumping frappant les produits tubulaires pour champs pétrolifères

---

[6] *Voir*: Examens à l'extinction effectués par le Département du commerce des États-Unis (pièces n° 63 et 64 de l'Argentine).

[7] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphes 127, 128, 130 et 177.

[8] *Voir id*., paragraphes 110 et 111.

[9] *Voir* la déclaration orale de l'Argentine à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, DS268, 9 décembre 2003, paragraphe 7 ("première déclaration orale de l'Argentine").

("OCTG") en provenance d'Argentine et abrogent ou modifient les lois, règlements, procédures et dispositions administratives qui sont incompatibles avec les règles de l'OMC.

II. LES OBLIGATIONS DE FOND DANS LE CADRE DE L'OMC EN CAUSE DANS LE PRÉSENT DIFFÉREND

A. L'OBLIGATION PREMIÈRE IMPOSÉE PAR L'ARTICLE 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING EST LA SUPPRESSION DE LA MESURE ANTIDUMPING

9. L'obligation première imposée par l'article 11.3 de l'Accord antidumping est la suppression des droits antidumping au terme de cinq ans. L'Organe d'appel a réaffirmé dans l'affaire du *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon* le principe qu'il avait énoncé pour la première fois dans l'affaire de l'*Acier en provenance d'Allemagne*. Le maintien de la mesure est l'exception, et n'est admissible que si les autorités ont procédé à un "réexamen", entrepris un "examen rigoureux" des faits, et "détermin[é]" qu'il était probable que le dumping dommageable subsisterait ou se reproduirait si la mesure antidumping était supprimée.[10] L'Organe d'appel a réaffirmé aussi que "[s]i l'une quelconque de ces conditions n'[était] pas remplie, le droit [devait] être supprimé".[11]

10. En interprétant le sens des mots "réexamen" et "déterminent" qui figurent à l'article 11.3, l'Organe d'appel a relevé que les réexamens au titre de cet article comportent "un aspect enquête et un aspect décision":

> Le libellé de l'article 11.3 indique clairement qu'il envisage un processus associant *à la fois* un aspect enquête et un aspect décision. En d'autres termes, l'article 11.3 attribue aux autorités un rôle actif et non passif en matière de prise de décisions. Les termes "réexamen" et "déterminer" figurant à l'article 11.3 donnent à penser que les autorités procédant à un réexamen à l'extinction doivent agir avec un degré de diligence approprié et arriver à une conclusion motivée sur la base des renseignements recueillis dans le cadre d'un processus de reconsidération et d'examen.[12]

11. S'agissant des éléments de preuve sur lesquels doit se fonder la détermination de la probabilité, l'Organe d'appel a confirmé la déclaration du Groupe spécial selon laquelle l'autorité doit fonder sa détermination sur une "base factuelle suffisante" qui lui permette de "tirer des conclusions motivées et adéquates concernant la probabilité" que le dumping subsiste ou se reproduise.[13] De plus, l'Organe d'appel a dit que l'analyse qu'il avait faite, dans l'affaire de l'*Acier en provenance d'Allemagne*, de la

---

[10] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphes 104 et 113.

[11] *Id*., paragraphe 104; *voir aussi* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/AB/R, adopté le 19 décembre 2002, paragraphe 88 ("*Acier en provenance d'Allemagne*") (dans lequel est interprété l'article 21.3 de l'Accord SMC). Dans l'affaire du *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a conclu ce qui suit: "Étant donné le libellé parallèle de ces deux articles, nous croyons que l'explication que nous avons donnée dans notre rapport sur l'affaire [*Acier en provenance d'Allemagne*] concernant la nature de la disposition relative aux réexamens à l'extinction de l'*Accord SMC* [(article 2.3)] constitue aussi *mutatis mutandis* une description valable de l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*." Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, note de bas de page 114 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphes 63 et 88).

[12] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 111.

[13] *Id*., paragraphes 114 et 115 (citant le rapport du Groupe spécial *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 7.271).

disposition de l'Accord SMC relative aux réexamens à l'extinction, à savoir l'article 21.3, constituait une "description valable" des réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3.[14] Dans l'affaire de l'*Acier en provenance d'Allemagne*, l'Organe d'appel a dit que les autorités devaient établir, dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, une "nouvelle détermination" qui était prospective et "fondée sur des éléments de preuve crédibles".[15] L'Organe d'appel a donc confirmé dans l'affaire de l'*Acier en provenance d'Allemagne* la déclaration du Groupe spécial chargé d'examiner ce différend selon laquelle la détermination de la probabilité à laquelle procède l'autorité ne pouvait se fonder exclusivement sur des renseignements dépassés, mais "devrait [plutôt] reposer sur l'évaluation des éléments de preuve qu'elle [avait] réunis à l'occasion de l'enquête initiale, des réexamens intermédiaires *et finalement du réexamen à l'extinction*".[16]

12. Finalement, dans l'affaire du *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a indiqué clairement que, pour qu'il soit possible d'invoquer l'exception, le réexamen et la détermination de la probabilité du dumping et du dommage nécessitaient un "examen rigoureux" en accord avec la "nature astreignante" des obligations imposées par l'article 11.3:

> L'article 11.3 dispose que, nonobstant les dispositions de l'article 11.1 et 11.2, les Membres "supprim[eront]" un droit antidumping "à moins que" les autorités n'établissent une détermination positive de la probabilité dans un réexamen à l'extinction. Cela confirme que la règle impérative de l'article 11.3 s'applique en plus, et indépendamment, des obligations énoncées dans les deux premiers paragraphes de l'article 11. Cela nous porte aussi à croire que les autorités doivent procéder à un *examen rigoureux* dans le cadre d'un réexamen à l'extinction avant que l'exception (à savoir le maintien du droit) puisse s'appliquer. En outre, notre conception de la *nature astreignante des obligations* imposées aux autorités au titre de l'article 11.3 est étayée par un examen des implications de l'engagement d'un réexamen à l'extinction. La dernière phrase de l'article 11.3 autorise le maintien du droit pertinent pendant que le réexamen est en cours, et l'article 11.4 prévoit que le processus de réexamen peut durer jusqu'à un an. Ces dispositions créent une exception additionnelle à la prescription voulant que les droits antidumping soient supprimés au bout de cinq ans, ce qui permet à un Membre de maintenir le droit pendant la période durant laquelle le réexamen est effectué, quel que soit le résultat de ce réexamen. Cela aussi porte à croire que les rédacteurs de l'*Accord antidumping* considéraient le réexamen à l'extinction comme un processus *rigoureux* qui pouvait durer jusqu'à un an, comprenait un certain nombre d'étapes procédurales et exigeait un *degré de diligence approprié* de la part des autorités nationales.[17]

13. Enfin, dans l'affaire du *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a indiqué sans ambiguïté ce qu'il advient lorsqu'un Membre n'a pas procédé à un réexamen à l'extinction ou qu'il n'a pas établi la détermination de la probabilité prescrite par l'article 11.3: "Si l'une quelconque de ces conditions n'est pas remplie, le droit doit être supprimé."[18]

14. Le système mis en place par les États-Unis pour s'acquitter de leur obligation au titre de l'article 11.3 comporte une présomption intrinsèque qui est incompatible avec les règles de l'OMC.

---

[14] Voir *id*., note de bas de page 114.

[15] Rapport de l'Organe d'appel *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 88.

[16] Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/R, adopté le 19 décembre 2002, paragraphe 8.95 ("*Acier en provenance d'Allemagne*") (pas d'italique dans l'original).

[17] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 113 (pas d'italique dans l'original).

[18] *Id*., paragraphe 104.

Les dispositions des États-Unis en matière de renonciation imposent de constater la probabilité d'un dumping sans procéder à un réexamen[19], ni à une quelconque analyse, ni à la détermination requise par l'article 11.3. Le mécanisme s'appliquant en cas de renonciation repose lui-même, semble-t-il, sur la présomption que la non-participation (délibérée ou involontaire) aux réexamens à l'extinction signifie qu'il est probable que le dumping persistera si la mesure est supprimée. Ainsi, même si le Département procède effectivement à un "réexamen" (que celui-ci soit "accéléré" ou "complet"), la présomption irréfragable inscrite dans la loi, le SAA et le Sunset Policy Bulletin a pour effet de l'empêcher de procéder au type de "réexamen" et d'établir le type de "détermination" que prescrit l'article 11.3.[20] Pour défendre leurs dispositions en matière de renonciation et nier l'existence de la présomption irréfragable, les États-Unis tentent dans leur première communication de minimiser la signification de l'emploi des termes "réexamen" et "détermination" à l'article 11.3. Selon les États-Unis, tels qu'ils sont utilisés à l'article 11.3, "les termes "réexamen" et "déterminent" ne renferment pas les règles de fond générales suggérées par l'Argentine".[21]

15. La position des États-Unis n'est pas défendable. L'utilisation à l'article 11.3 de termes dont il a été donné une définition, tels que "dumping" et "dommage", montre clairement que les dispositions de fond d'autres articles de l'Accord antidumping s'appliquent à la détermination de la probabilité. De plus, l'autorité doit fonder sa détermination de la probabilité sur une "base factuelle suffisante"[22], reposant elle-même "sur l'évaluation des éléments de preuve qu'elle a réunis à l'occasion de l'enquête initiale, des réexamens intermédiaires *et finalement du réexamen à l'extinction*".[23]

16. Les États-Unis font valoir que "les "renseignements actuels" ne sont pas la question qui se pose dans le cadre d'un réexamen à l'extinction effectué en conformité avec l'article 11.3".[24] Selon eux, "[c]e dont il s'agit dans le cadre de l'article 11.3, c'est plutôt de savoir s'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé, ce qui est un examen foncièrement prospectif".[25] Les États-Unis pensent donc que les renseignements actuels ne sont pas pertinents aux fins de l'analyse prospective de la probabilité d'un dumping et d'un dommage qui est prescrite par l'article 11.3.

17. Il s'ensuit que, selon l'approche des États-Unis, les autorités ne procèdent pas à la sorte d'"examen rigoureux" qui est prescrite par l'article 11.3 pour pouvoir invoquer l'exception et justifier le maintien d'une mesure antidumping au-delà de cinq ans.[26] Comme l'a dit le Groupe spécial *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*:

> Nous rappelons que l'un des buts fondamentaux de l'*Accord antidumping* dans son ensemble est de faire en sorte que des déterminations objectives soient établies, fondées, dans la mesure du possible, sur des faits. Ainsi, dans la mesure où elle reposera sur un fondement factuel, la détermination prospective de la probabilité reposera inévitablement sur un fondement factuel se rapportant au passé et au présent.

---

[19] *Voir* la première communication de l'Argentine, section VII.A.1.

[20] Voir *id.*, section VII.B.2.

[21] Première communication des États-Unis, paragraphe 154.

[22] Rapport du Groupe spécial *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 7.177.

[23] Rapport du Groupe spécial *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 8.95 (pas d'italique dans l'original).

[24] Première communication des États-Unis, paragraphe 265.

[25] *Id.*

[26] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 113.

> L'autorité chargée de l'enquête doit évaluer ce fondement factuel et parvenir à une conclusion motivée quant à l'évolution future probable.[27]

18. Par conséquent, contrairement à ce que soutiennent les États-Unis, les autorités doivent examiner les renseignements actuels pour fonder leur détermination prospective de la probabilité sur une base factuelle suffisante. Des éléments de preuve ne consistant qu'en un ensemble de renseignements se rapportant au passé sont insuffisants pour établir une détermination positive de la probabilité et incompatibles avec l'article 11.3, et ne peuvent constituer des éléments de preuve positifs de la probabilité que le dumping persistera.

B. LES OBLIGATIONS ÉNONCÉES AUX ARTICLES 2, 3, 6 ET 12 DE L'ACCORD ANTIDUMPING S'APPLIQUENT AUX RÉEXAMENS EFFECTUÉS AU TITRE DE L'ARTICLE 11.3

19. Comme l'Argentine l'a expliqué dans sa première communication[28], l'obligation énoncée à l'article 11.3 impose de se conformer à d'autres dispositions de l'Accord antidumping, dont l'article 2 (Détermination de l'existence d'un dumping), l'article 3 (Détermination de l'existence d'un dommage), l'article 6 (Éléments de preuve), l'article 12 (Avis) et l'article 18 (Dispositions finales). Les États-Unis font valoir que les obligations de fond contenues dans d'autres dispositions de l'Accord antidumping, en particulier les articles 2 et 3, ne s'appliquent pas à l'article 11.3.[29]

20. La jurisprudence de l'OMC contredit à juste titre l'opinion des États-Unis sur ce point.[30]

1. L'article 2 de l'Accord antidumping s'applique aux réexamens à l'extinction effectués au titre de l'article 11.3

21. Comme l'Organe d'appel l'a confirmé dans l'affaire du *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, l'article 2 de l'Accord antidumping définit le "dumping" "aux fins de l'Accord antidumping", y compris des réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3.[31] L'Organe d'appel a donné les explications suivantes:

> [L]'expression "[a]ux fins du présent Accord" figurant à l'article 2.1 indique que cette disposition décrit les circonstances dans lesquelles un produit doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping aux fins de l'*Accord antidumping* tout entier, y compris l'article 11.3. Cette interprétation est étayée par le fait que l'article 11.3 n'indique pas, expressément ou implicitement, que le terme "dumping" a dans le contexte des réexamens à l'extinction un sens différent de celui qu'il a dans le reste de l'*Accord antidumping*. Par conséquent, l'article 2.1 de l'*Accord antidumping* et l'article VI:1 du GATT de 1994 tendent à indiquer que la question à laquelle les autorités chargées de l'enquête doivent répondre en établissant une détermination de la probabilité dans un réexamen à l'extinction conformément à l'article 11.3 est de

---

[27] Rapport du Groupe spécial *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 7.279. (non souligné dans l'original)

[28] Première communication de l'Argentine, section VI.C.3.

[29] Première communication des États-Unis, paragraphes 141 et 142.

[30] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphes 109, 127, 128 et 130; le rapport de l'Organe d'appel *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 69, note de bas de page 59 et paragraphes 79 à 81; le rapport du Groupe spécial *États-Unis - Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée*, WT/DS99/R, adopté le 19 mars 1999, paragraphe 6.59, note de bas de page 501 ("*DRAM en provenance de Corée*"); et le rapport du Groupe spécial *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphes 7.99, 7.100 et 7.176.

[31] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphes 126 à 128.

> savoir s'il est probable que le dumping du produit assujetti au droit (c'est-à-dire l'introduction de ce produit sur le marché du pays importateur à un prix inférieur à sa valeur normale) subsistera ou se reproduira si le droit est supprimé. Le Groupe spécial est lui aussi apparemment parvenu à une conclusion semblable.[32]

22. Les États-Unis font valoir que seul l'article 2.1 s'applique à l'article 11.3, dans la mesure où il donne le sens général du terme "dumping".[33] Ils affirment en outre que les autres dispositions de l'article 2 ne s'appliquent pas à l'article 11.3, parce que "[l]'article 11.3 ne dit pas qu'il faut déterminer qu'il est probable qu'un *montant de dumping* donné subsistera ou se reproduira dans l'avenir …"[34] Selon eux, une telle détermination d'un dumping probable serait impossible car il n'existe aucun moyen de mesurer les valeurs futures probables des prix, des coûts et des bénéfices en vue de calculer la marge de dumping conformément à l'article 2.[35] Par conséquent, font valoir les États-Unis, les prescriptions de l'article 2 ne s'appliquent pas aux réexamens à l'extinction.

23. L'Organe d'appel a expressément dit que toutes les dispositions de l'article 2 - et non pas seulement l'article 2.1 - s'appliquent aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3.[36] Ce faisant, l'Organe d'appel a infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle "les disciplines de fond énoncées à l'article 2 régissant le calcul des marges de dumping aux fins d'une *détermination de* l'existence d'un dumping [n'étaient pas] applicables à l'établissement d'une *détermination de la probabilité* que le dumping *subsistera ou se reproduira* au titre de l'article 11.3".[37] L'Organe d'appel a dit:

> L'article 2 énonce les disciplines convenues dans l'*Accord antidumping* pour le calcul des marges de dumping. Comme nous l'avons fait observer plus haut, nous ne voyons rien à l'article 11.3 qui fasse obligation aux autorités chargées de l'enquête de calculer des marges de dumping ou de s'appuyer sur de telles marges pour déterminer la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. Toutefois, au cas où les autorités chargées de l'enquête choisiraient de s'appuyer sur des marges de dumping pour établir leur détermination de la probabilité, le calcul de ces marges doit être conforme aux disciplines énoncées à l'article 2.4. Nous ne voyons pas d'autres dispositions dans l'*Accord antidumping* en vertu desquelles les Membres peuvent calculer des marges de dumping.
>
> …
>
> Il s'ensuit que nous ne partageons pas l'avis du Groupe spécial selon lequel les disciplines énoncées à l'article 2 concernant le calcul des marges de dumping ne s'appliquent pas à la détermination de la probabilité qui doit être établie dans un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3.[38]

24. Par conséquent, aux termes de l'article 11.3, lorsque les autorités s'appuient sur des marges de dumping calculées dans le cadre de déterminations antérieures pour établir une détermination de la

---

[32] *Id.*, paragraphe 109.
[33] Première communication des États-Unis, paragraphe 254.
[34] *Id.*
[35] *Id.*, paragraphe 255.
[36] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 128.
[37] Rapport du Groupe spécial *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 7.168.
[38] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphes 127 et 128.

probabilité, elles doivent s'assurer que ces marges de dumping sont compatibles avec les prescriptions de l'article 2.

25. En outre, si les autorités calculent une nouvelle marge de dumping aux fins du réexamen au titre de l'article 11.3, cette marge doit satisfaire aux prescriptions de l'article 2. Pour procéder à l'analyse prospective prescrite par l'article 11.3, les autorités doivent fonder leur détermination de la probabilité sur des renseignements se rapportant à la fois au passé et au présent.[39] Pour déterminer conformément à l'article 11.3 s'il est probable que le dumping "subsister[a]" ou "se reproduir[a]", les autorités doivent disposer de renseignements actuels concernant le dumping.[40] En d'autres termes, il est nécessaire de déterminer l'existence d'un dumping pour évaluer la probabilité qu'il subsiste. À titre subsidiaire, il est nécessaire de déterminer l'absence de dumping pour évaluer dans une optique prospective la probabilité qu'il se reproduise. Par conséquent, dans la mesure où les autorités calculent une marge de dumping en vue d'évaluer s'il existe ou non actuellement un dumping et d'établir une détermination de la probabilité au titre de l'article 11.3, cette marge de dumping doit être établie conformément aux disciplines énoncées à l'article 2.

26. Contrairement à ce qu'affirment les États-Unis, les prescriptions de fond de l'article 2 s'appliquent aux réexamens à l'extinction effectués au titre de l'article 11.3.

2. L'article 3 de l'Accord antidumping s'applique aux réexamens à l'extinction effectués au titre de l'article 11.3

27. L'article 3 définit le terme "dommage" au sens où celui-ci est utilisé dans l'ensemble de l'Accord antidumping. Toute détermination de la probabilité que le "dommage" subsistera ou se reproduira établie par les autorités au titre de l'article 11.3 doit donc satisfaire aux prescriptions de l'article 3. Selon les États-Unis, il n'est donné aucune définition du dommage dont il est question à l'article 11.3.

28. La logique qui sous-tend la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire du *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, à savoir que le "dumping", entendu aux fins de l'article 11.3, est soumis aux disciplines énoncées à l'article 2, appelle à constater en parallèle que le "dommage", entendu aux fins de l'article 11.3, est soumis aux disciplines énoncées à l'article 3.[41]

29. La note de bas de page 9 est ainsi libellée: "Pour les besoins du présent accord, le terme "dommage" s'entendra, sauf indication contraire, d'un dommage important causé à une branche de production nationale, d'une menace de dommage important pour une branche de production nationale ou d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale; il sera interprété conformément aux dispositions de cet article." (non souligné dans l'original) L'Organe d'appel a utilisé le pendant de cette note de bas de page dans l'Accord SMC pour démontrer que la notion de dommage valait pour l'ensemble de l'Accord, y compris en ce qui concerne les réexamens à l'extinction.[42]

30. L'affirmation des États-Unis, selon laquelle la note de bas de page 9 n'est qu'un simple "procédé rédactionnel" conçu pour éviter la répétition, tout au long de l'Accord, de chacune des trois

---

[39] *Voir* le rapport du Groupe spécial *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 7.279 ("[L]a détermination prospective de la probabilité reposera inévitablement sur un fondement factuel se rapportant au passé et au présent.").

[40] *Voir aussi* la communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphe 12.

[41] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphes 126 à 128.

[42] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 69, note de bas de page 59.

formes distinctes de dommage, n'est guère convaincante.[43] Le Groupe spécial *DRAM en provenance de Corée* a noté "qu'en vertu de la note 9 de l'Accord antidumping, le terme "dommage" figurant à l'article 11.2 "sera interprété conformément aux dispositions de" l'article 3".[44] Rien ne justifie que le dommage dont il est question à l'article 11.2 soit traité différemment du dommage dont il est question à l'article 11.3.

31. Les États-Unis ne tentent pas non plus d'expliquer pourquoi le dommage dont il est question à l'article 11.1 pourrait éventuellement différer du dommage dont il est question à l'article 3. L'article 11.1 dispose que "[l]es droits antidumping ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaire pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage". Rien ne porte à croire que les rédacteurs de l'Accord entendaient traiter à l'article 11.1 de quoi que ce soit d'autre que du dommage tel qu'il est défini à l'article 3 et précisé dans la note de bas de page 9. Et il ne fait aucun doute que les principes généraux énoncés à l'article 11.1 constituent le contexte immédiat de l'article 11.3.

32. Le Groupe spécial *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon* a interprété la note de bas de page 9 comme suit:

> [L]e terme "dommage" tel qu'il apparaît tout au long de l'*Accord antidumping* - y compris l'article 11 - doit être interprété conformément à cette note de bas de page, sauf indication contraire. Cela semblerait étayer l'opinion selon laquelle les dispositions de l'article 3 concernant le dommage peuvent être généralement applicables tout au long de l'*Accord antidumping* et ne sont pas d'application limitée aux enquêtes. L'article 11 ne semble pas donner d'indication contraire explicite concernant les réexamens à l'extinction.[45]

33. Les États-Unis établissent aussi une distinction entre la "détermination de l'existence d'un dommage" dans le cadre d'une enquête initiale et la "détermination de la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise" dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.[46] Mais cette distinction ne change rien à la prescription juridique fondamentale de l'Accord antidumping qui veut que l'objet fondamental de chaque détermination - le "dommage" - soit interprété conformément aux dispositions de l'article 3.

34. De plus, le fait que les articles 3 et 11.3 ne renvoient pas l'un à l'autre n'indique pas, comme le prétendent les États-Unis[47], que les dispositions de l'article 3 ne s'appliquent pas aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. En réalité, il n'est pas besoin de renvois croisés exprès, car les termes de l'article 3 (du fait de la note de bas de page 9 et de l'article 3.1) s'appliquent à l'ensemble de l'Accord antidumping, y compris à l'article 11.3.[48]

---

[43] Première communication des États-Unis, paragraphe 291.

[44] Rapport du Groupe spécial *DRAM en provenance de Corée*, paragraphe 6.59, note de bas de page 501; *voir aussi* le rapport du Groupe spécial, *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 7.99.

[45] Rapport du Groupe spécial *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 7.99.

[46] Première communication des États-Unis, paragraphes 289 et 297 à 301.

[47] *Voir id.*, paragraphe 296.

[48] Aux termes de l'article 3.1, "[l]a détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994 se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif …" (non souligné dans l'original) L'Accord antidumping clarifie l'article VI du GATT de 1994. Par conséquent, le texte de l'article 3.1 prévoit sans ambiguïté que toutes les déterminations de l'existence d'un dommage au titre de l'Accord antidumping - qu'il s'agisse de la détermination de l'existence d'un dommage dans le cadre d'une

35. En résumé, l'Argentine est d'avis que cette question est l'un des points de désaccord fondamentaux entre les États-Unis et les autres Membres de l'OMC qui sont parties à la présente procédure. Le "dommage", tel que ce terme est utilisé à l'article 11.3, s'entend-il dans un sens différent du "dommage", tel qu'il est défini pour les besoins de l'Accord dans la note de bas de page 9, et les règles de fond et de forme relatives à l'évaluation du dommage qui sont énoncées à l'article 3 s'appliquent-elles aux déterminations établies au titre de l'article 11.3? Au regard de l'Accord, la réponse à ces deux questions est clairement "oui". De plus, ce point de vue n'est pas seulement celui de l'Argentine - les tierces parties conviennent toutes de même que l'Accord prescrit cette interprétation.[49]

3. Les articles 6, 12 et 18 de l'Accord antidumping s'appliquent aux réexamens à l'extinction effectués au titre de l'article 11.3

36. L'article 6 de l'Accord antidumping s'applique aux réexamens effectués au titre de l'article 11 en vertu du renvoi figurant à l'article 11.4: "Les dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure s'appliqueront à tout réexamen effectué au titre du présent article." En particulier, l'article 6.1 prescrit que "[t]outes les parties intéressées par une enquête antidumping … se verront ménager d'amples possibilités de présenter … [d]es éléments de preuve …" Enfin, l'article 6.2 prescrit que les autorités offriront à toutes les parties intéressées "toutes possibilités de défendre leurs intérêts".

37. Dans l'affaire du *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a reconnu que le fait que l'article 12.3 renvoie aux réexamens au titre de l'article 11 indique que les rédacteurs de l'Accord antidumping voulaient que les parties intéressées par un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3 aient "le droit d'être avisées du processus et des raisons ayant abouti à la détermination".[50] Les États-Unis ne contestent pas que les dispositions de l'article 12 s'appliquent *mutatis mutandis* aux réexamens à l'extinction effectués au titre de l'article 11.3.[51]

38. L'article 18.3 de l'Accord antidumping dispose expressément que "les dispositions du présent accord s'appliqueront aux enquêtes, *et aux réexamens de mesures existantes*, engagés sur demande présentée à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC ou après cette date". (pas d'italique dans l'original) L'Accord antidumping s'applique donc aux réexamens à l'extinction des mesures antidumping imposées avant la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour un Membre. Les États-Unis ne le contestent pas.

---

enquête initiale ou de la détermination de la probabilité d'un dommage dans le cadre d'un réexamen à l'extinction - sont soumises aux prescriptions de cet article.

[49] *Voir* les communications des tierces parties: Communautés européennes, paragraphes 123 à 127; Japon, paragraphes 9 à 15; Corée, paragraphes 19 à 24; et Taipei chinois, paragraphe 7.

[50] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 112.

[51] *Voir* la première communication des États-Unis, paragraphe 239.

III. LES DÉTERMINATIONS À L'EXTINCTION ÉTABLIES PAR LE DÉPARTEMENT

A. LES DISPOSITIONS DES ÉTATS-UNIS EN MATIÈRE DE RENONCIATION AU DROIT DE PARTICIPER AU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION - 19 U.S.C. § 1675 c) 4) ET 19 C.F.R. § 351.218 d) 2) iii) - SONT INCOMPATIBLES EN TANT QUE TELLES AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING

1. Les arguments des États-Unis selon lesquels les dispositions en matière de renonciation sont appliquées société par société sont inutiles et ne modifient pas la conclusion selon laquelle ces dispositions contreviennent aux articles 11.3, 11.4, 6.1 et 6.2.

39. Les dispositions des États-Unis en matière de renonciation - 19 U.S.C. § 1675 c) 4) B) et 19 C.F.R. § 351.218 d) 2) iii) – contreviennent à l'article 11.3 du fait qu'elles prescrivent une constatation de dumping probable.[52] En vertu de l'article 11.3, lorsqu'un Membre de l'OMC souhaite invoquer l'exception et maintenir la mesure, il doit satisfaire à certaines prescriptions. Le Groupe spécial *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon* a confirmé que l'article 11.3 "interdi[sait] … à l'autorité chargée de l'enquête d'assumer simplement" qu'il était probable que le dumping et le dommage subsisteraient ou se reproduiraient.[53] Le Groupe spécial a reconnu en outre que "l'un des buts fondamentaux de l'*Accord antidumping* dans son ensemble [était] de faire en sorte que des déterminations objectives soient établies, fondées, dans la mesure du possible, sur des faits".[54] L'article 11.3 prescrit aux autorités de fonder leur action et leur détermination sur une "base factuelle suffisante" pour leur permettre de "tirer des conclusions motivées et adéquates concernant la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise".[55] L'Organe d'appel a confirmé que les autorités "[devaient] procéder à un examen rigoureux dans le cadre d'un réexamen à l'extinction avant que l'exception (à savoir le maintien du droit) puisse s'appliquer".[56] Les autorités doivent établir une "nouvelle détermination" ayant un caractère prospectif et "fondée sur des éléments de preuve crédibles".[57]

40. Les États-Unis ne contestent pas que l'application des dispositions en matière de renonciation aboutit à une constatation de dumping probable. Ils font toutefois valoir que ces dispositions n'interdisent pas au Département de procéder à un réexamen à l'extinction de la manière prescrite par l'article 11.3, parce que la détermination de la probabilité requise par l'article 1675 c) 4) B) "est limitée à la partie qui n'a pas répondu".[58] Selon les États-Unis, "indépendamment de la question de savoir si une partie intéressée interrogée renonce effectivement à participer ou si le Département constate que le fait pour une partie intéressée interrogée de ne pas présenter de réponse de fond ou de réponse de fond complète constitue une renonciation, le Département est quand même tenu par la législation des États-Unis et par son propre règlement d'engager et d'effectuer le réexamen à l'extinction prescrit".[59]

41. Tout d'abord, comme il est expliqué de manière détaillée ci-après, ce n'est pas ainsi que les dispositions en matière de renonciation ont été appliquées en l'espèce. Siderca a présenté une réponse de fond complète, mais le Département a néanmoins déterminé qu'il "n'avait pas reçu une réponse adéquate des parties intéressées interrogées. En vertu de l'article 351.218 d) 2 iii) de la

---

[52] *Voir* la première communication de l'Argentine, section VII.A.1.

[53] *Voir* le rapport du Groupe spécial *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 7.177.

[54] *Id*., paragraphe 7.279.

[55] *Id*., paragraphe 7.177.

[56] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 113.

[57] Rapport de l'Organe d'appel *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 88.

[58] Première communication des États-Unis, paragraphe 146.

[59] *Id*., paragraphe 148.

réglementation concernant les réexamens à l'extinction, cela constitue une renonciation au droit de participer".[60]

42. L'argument des États-Unis est défaillant parce qu'il s'appuie sur une interprétation trop restrictive du "réexamen". Comme il ressort clairement de la jurisprudence de l'Organe d'appel, l'article 11.3 exige un "examen rigoureux" des éléments de preuve pour que le réexamen soit valable. Les autorités doivent évaluer activement un ensemble suffisant d'éléments de preuve positifs avant d'établir une détermination fondée sur ces éléments de preuve. Le réexamen exigé par l'article 11.3 ne peut être une simple formalité ni être vide de substance. Du fait qu'elles prescrivent une détermination de dumping probable sans évaluation des éléments de preuve lorsqu'une partie intéressée qui a été interrogée renonce - ou est réputée par le Département avoir renoncé - à participer au réexamen à l'extinction, les dispositions des États-Unis en matière de renonciation contreviennent à l'article 11.3. De fait, elles contreviennent à l'article 11.3 même lorsqu'une des nombreuses sociétés visées par une ordonnance renonce à participer au réexamen à l'extinction. Comme l'Organe d'appel l'a confirmé, la prescription de l'article 11.3 voulant qu'il soit déterminé, dans le cadre d'un examen, s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira, n'autorise pas le Département à conclure automatiquement - sans avoir procédé à une évaluation des faits - à une telle probabilité. La situation est encore plus problématique lorsque de nombreuses parties intéressées interrogées sont réputées avoir renoncé à leur droit de participer.

43. Dans la présente affaire, par exemple, les dispositions en matière de renonciation ont finalement le même effet, qu'elles soient appliquées société par société ou sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. En l'espèce, le Département a estimé que les exportateurs argentins avaient renoncé à participer, et a donc rendu, en application des dispositions en matière de renonciation, une détermination selon laquelle il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait. Appliquer ces dispositions à chaque société ou sur la base de l'ordonnance dans son ensemble revenait donc au même, puisque le Département avait estimé que les sociétés à l'origine de la totalité des exportations alléguées avaient renoncé à participer.

2. Les arguments des États-Unis selon lesquels les dispositions en matière de renonciation constituent un mécanisme de rationalisation sont sans fondement

44. Les États-Unis tentent aussi de présenter les dispositions en matière de renonciation comme un mécanisme de rationalisation qui permet au Département d'économiser des ressources lorsque les parties intéressées interrogées ont choisi de ne pas participer à un réexamen à l'extinction engagé par lui.[61] Selon les États-Unis, "[r]ien à l'article 11.3 en particulier ni dans l'Accord antidumping en général n'oblige les autorités à gaspiller ainsi leurs propres ressources et celles de parties privées".[62]

45. Présenter les dispositions en matière de renonciation comme un moyen d'économiser des ressources n'est guère convaincant. On ne saurait invoquer de prétendus efforts visant à économiser des ressources administratives pour diminuer les droits fondamentaux d'un Membre ni pour redéfinir les obligations.[63]

---

[60] *Issues and Decision Memorandum for the Sunset Reviews of the AD Orders on Oil Country Tubular Goods from Argentina, Italy, Japan, and Korea* (Département du commerce, 31 octobre 2000) (résultats finals), page 5 ("*Mémorandum sur les questions et la décision*") (pièce n° 51 de l'Argentine); *voir aussi: Oil Country Tubular Goods from Argentina: Adequacy of Respondent Interested Party Response to the Notice of Initiation*, A - 357-810 (Département du commerce, 22 août 2000), page 1 (Siderca a déposé une "réponse de fond complète") et page 2 (le Département a déterminé que la réponse de Siderca était "inadéquate") ("*Décision d'engager une procédure accélérée*") (pièce n° 50 de l'Argentine).

[61] Première communication des États-Unis, paragraphes 148 et 149.

[62] *Id*., paragraphe 149.

[63] *Voir* la première déclaration orale de l'Argentine, paragraphes 49 à 51.

46. L'élément essentiel est que l'article 11.3 impose au Membre appliquant une mesure antidumping l'obligation de procéder à un réexamen "rigoureux" et d'établir une détermination de dumping probable et de dommage probable pour pouvoir la maintenir. Si les autorités nationales ne souhaitent pas engager les dépenses nécessaires pour s'acquitter de leur obligation consistant à établir une "détermination" compatible avec les règles de l'OMC, elles sont alors tenues de supprimer la mesure. De plus, l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping prévoient le seul mécanisme qui puisse être utilisé lorsque les sociétés interrogées ne participent pas à la procédure ou ne sont pas coopératives: une décision fondée sur les données de fait disponibles en ce qui concerne ces parties. L'article 11.3 (comme l'Accord antidumping dans son ensemble) n'autorise pas un mécanisme additionnel, soi-disant à des fins de rationalisation, qui prescrit légalement de constater qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira.

47. Les États-Unis ont appliqué la disposition relative à la renonciation dans 173 des 297 réexamens à l'extinction d'ordonnances en matière de droits antidumping - et dans 78 pour cent des réexamens à l'extinction auxquels la branche de production nationale a participé.[64] Dans la totalité de ces affaires, le Département a constaté, conformément à son mandat légal, qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait.[65] De l'avis de l'Argentine, il ne s'agit pas là d'une question de rationalisation. Le réexamen à l'extinction visant les paliers à roulement en provenance de Suède illustre l'utilisation "rationnelle" des dispositions en matière de renonciation et montre que celles-ci sont directement en conflit avec l'article 11.3 - le Département ne procédant à aucun réexamen, à aucune analyse ni à aucune détermination. Dans cette affaire, le Département a dit: "étant donné que … les parties intéressées interrogées ont renoncé à leur droit de participer au présent réexamen devant le Département, nous déterminons qu'il est probable que le dumping subsistera si les ordonnances sont révoquées".[66]

48. Enfin, dans leur première communication, les États-Unis n'abordent même pas la question des "renonciations présumées", lorsque des sociétés interrogées ont tenté de participer, mais qu'elles ont vu leurs réponses rejetées par le Département au motif qu'elles étaient inadéquates, et constituaient donc une "renonciation à participer". Les États-Unis ont néanmoins concédé, en réponse aux questions posées par le Groupe spécial à sa première réunion de fond avec les parties, le 9 décembre, que, conformément à la réglementation en matière de renonciation - 19 U.S.C. § 351.218 d) 2) iii) - le Département présumera qu'il y a renonciation lorsque les réponses de fond sont incomplètes ou à défaut de réponse. Toutefois, selon la première communication des États-Unis, une partie qui répond à un avis d'engagement n'est jamais considérée comme ayant "renoncé" à participer au réexamen à l'extinction.[67] Les affaires de réexamen à l'extinction mentionnées dans la pièce n° 63 de l'Argentine contredisent toutefois les explications des États-Unis et jettent le doute sur la manière dont ces derniers répondent à l'argument de l'Argentine.[68]

---

[64] Réexamens à l'extinction effectués par le Département du commerce des États-Unis (pièces n° 63 et 64 de l'Argentine).

[65] *Id.*

[66] *Antifriction Bearings from Sweden*, 64 Fed. Reg. 60282, 60284 (Département du commerce, 1999) (résultats finals du réexamen à l'extinction) (pièce n° 63 de l'Argentine, onglet 6).

[67] *Voir* la première communication des États-Unis, paragraphe 166 ("[Les dispositions des États-Unis en matière de renonciation] sont … pertinentes uniquement lorsqu'une partie intéressée interrogée n'a pas répondu à l'avis d'engagement du réexamen à l'extinction en présentant la première communication requise, soit la réponse de fond.")

[68] *Voir, par exemple, Cut-to-Length Carbon Steel Plate from Belgium*, 65 Fed. Reg. 18292 (Département du commerce, 2000) (résultats finals du réexamen à l'extinction) (pièce n° 63 de l'Argentine, onglet 82). Le Département ayant reçu des réponses incomplètes de deux des sociétés interrogées, il a estimé que leurs réponses étaient "inadéquates" au titre de 19 C.F.R. § 351.218 e) 1) ii) A). *Voir: Issues and Decision Memo for the Expedited Sunset Review of the AD Order on Cut-to-Length Carbon Steel Plate from Belgium*, pages 2 et 3 (pièce n° 63 de l'Argentine, onglet 82). En outre, les parties nationales intéressées ont exhorté le

49. Les États-Unis font valoir aussi que les dispositions en matière de renonciation ne contreviennent pas à l'article 6.1, parce que leur législation et leur réglementation concernant les réexamens à l'extinction ménagent aux parties intéressées "d'amples possibilités de présenter par écrit tous les éléments de preuve qu'elles jugent pertinents".[69] Selon eux, leurs dispositions en matière de renonciation ne "s'appliquent [que] lorsqu'une partie intéressée interrogée a choisi de ne pas se prévaloir des droits conférés par l'article 6.1 qui sont garantis par d'autres dispositions de la réglementation".[70]

50. Aux termes de la réglementation du Département concernant les réexamens à l'extinction, celui-ci "considérera le non-dépôt par une partie intéressée interrogée d'une réponse de fond complète ... comme une renonciation à participer à un réexamen à l'extinction effectué par le Département".[71] En application de cette disposition, le Département a présumé qu'une société interrogée avait renoncé à participer dès lors qu'il a estimé que la réponse de celle-ci à l'avis d'engagement était "inadéquate" au titre de 19 U.S.C. § 351.218 e) 1) ii) A) - à la fois parce que la réponse était incomplète et parce que la société interrogée ne satisfaisait pas au critère du seuil de 50 pour cent.[72] De fait, le Département a estimé que la réponse de fond complète de Siderca constituait une renonciation à participer.[73]

51. La réglementation du Département relative à la "renonciation présumée" prive donc les parties intéressées interrogées de la possibilité de présenter des éléments de preuve, en violation de l'article 6.1. Même si cette réglementation ménage aux sociétés interrogées la possibilité de présenter des éléments de preuve, ces dispositions ne servent à rien lorsque, en cas de renonciation présumée, le Département détermine obligatoirement que le dumping est probable, conformément à la loi, en dépit des efforts déployés par la société interrogée pour participer au réexamen à l'extinction.

Département à considérer le fait que les sociétés interrogées n'avaient pas déposé des réponses complètes comme une renonciation à participer au réexamen. Voir *id*., page 2. En concluant qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait, le Département a dit: "Dans le présent réexamen, le Département n'a reçu de réponse adéquate d'aucune des parties intéressées interrogées. Conformément à l'article 351.218 d) 2) iii) de la réglementation concernant les réexamens à l'extinction, ce défaut de réponse constitue une renonciation à participer." *Voir id*., page 5. *Voir aussi*: *Seamless Pipe from Argentina, Brazil, Germany, and Italy*, 65 Fed. Reg. 66708 (Département du commerce, 2000) (résultats finals du réexamen à l'extinction) (pièce n° 63 de l'Argentine, onglet 212). Dans le cas du réexamen à l'extinction de l'ordonnance visant les tubes sans soudure en provenance d'Italie, le Département avait reçu une réponse de fond complète d'une partie intéressée interrogée, mais avait estimé que cette réponse était "inadéquate" en vertu de la règle des 50 pour cent prévue dans 19 C.F.R. § 351.218 e) 1) ii) A). *Voir: Issues and Decision Memo for the Expedited Sunset Reviews of the AD Orders on Seamless Pipe from Argentina, Brazil, Germany, and Italy*, page 3 (pièce n° 63 de l'Argentine, onglet 212). En concluant qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait, le Département a dit: "Dans les présents réexamens, le Département n'a reçu de réponse adéquate d'aucune des parties intéressées interrogées au sujet des affaires intéressant l'Argentine, le Brésil et l'Italie. Conformément à l'article 351.218 d) 2 iii) de la réglementation concernant les réexamens à l'extinction, ce défaut de réponse constitue une renonciation à participer." *Voir id*., page 5. (non souligné dans l'original)

[69] *Voir* la première communication des États-Unis, paragraphe 164.

[70] *Voir id*., paragraphe 166.

[71] 19 C.F.R. § 351.218 d) 2) iii) (non souligné dans l'original).

[72] *Voir, par exemple*, *Seamless Pipe from Argentina, Brazil, Germany, and Italy*, 65 Fed. Reg. 66708 (Département du commerce, 2000) (résultats finals du réexamen à l'extinction) (pièce n° 63 de l'Argentine, onglet 212); *Cut-to-Length Carbon Steel Plate from Belgium*, 65 Fed. Reg. 18292 (Département du commerce, 2000) (résultats finals du réexamen à l'extinction) (pièce n° 63 de l'Argentine, onglet 82).

[73] *Voir* le *Mémorandum sur les questions et la décision*, page 5 (pièce n° 51 de l'Argentine) ("Dans les présents réexamens, le Département n'a pas reçu une réponse adéquate des parties intéressées interrogées. Conformément à l'article 351.218 d) 2) iii) de la réglementation concernant les réexamens à l'extinction, cela constitue une renonciation à participer.").

52. De même, les dispositions des États-Unis en matière de renonciation contreviennent à l'article 6.2. Dans leur réponse à cet argument, les États-Unis passent encore une fois sous silence les conséquences d'une renonciation présumée. En considérant que le caractère inadéquat de la réponse d'une partie intéressée interrogée constitue une renonciation au titre de 19 C.F.R. § 351.218 d) 2) iii), le Département prive la société interrogée de "toutes possibilités de défendre [ses] intérêts". De fait, il est difficile de dire qu'une société interrogée a eu toutes possibilités de défendre ses intérêts lorsque le Département détermine obligatoirement qu'il existe une probabilité, sans prendre en considération les renseignements et les arguments présentés par cette société.

B. 19 U.S.C. § 1675A C) 1), L'ÉNONCÉ DES MESURES ADMINISTRATIVES ET LA SECTION II.A.3 DU SUNSET POLICY BULLETIN ÉTABLISSENT UNE PRÉSOMPTION IRRÉFRAGABLE DE DUMPING PROBABLE DANS LE CADRE DES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION EFFECTUÉS PAR LE DÉPARTEMENT DU COMMERCE QUI CONTREVIENT EN TANT QUE TELLE À L'ARTICLE 11.3

53. Dans l'affaire du *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a confirmé que la détermination de la probabilité requise par l'article 11.3 ne pouvait se fonder sur la présomption qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait.[74]

54. Dans sa première communication, l'Argentine a présenté trois allégations indépendantes qui démontrent que les États-Unis ont établi et/ou utilisent une présomption irréfragable de dumping probable en violation de leurs obligations dans le cadre de l'OMC.[75] Premièrement, le SAA et le Sunset Policy Bulletin ne peuvent être dissociés de la loi des États-Unis; or, pris ensemble, la loi, le SAA et le Sunset Policy Bulletin établissent une présomption irréfragable de dumping probable, en violation de l'article 11.3 de l'Accord antidumping en tant que tel. Deuxièmement, la pratique constante des États-Unis démontre que ceux-ci appliquent toujours une présomption irréfragable de dumping probable, en violation de l'article 11.3 en tant que tel. Troisièmement, à titre subsidiaire (c'est-à-dire dans l'éventualité où le Groupe spécial constaterait que le SAA et le Sunset Policy Bulletin ne peuvent être contestés en tant que "mesures", ou que, pris séparément ou ensemble avec la loi, ils ne sont pas incompatibles avec l'article 11.3), la première communication de l'Argentine démontre que les États-Unis n'ont pas appliqué leur législation concernant la détermination de la probabilité d'un dumping d'une manière impartiale et raisonnable, comme l'exige l'article X:3 a) du GATT de 1994.

55. S'il n'était pas constaté de violation au titre d'au moins l'une de ces allégations, cela serait lourd de conséquences pour l'OMC en tant que système fondé sur des règles. Si des pays peuvent se soustraire à leurs obligations conventionnelles en reprenant le texte d'engagements conventionnels dans leur législation nationale, puis en publiant des "lignes directrices administratives" qui affaiblissent les obligations de fond ou aboutissent à une pratique constante qui est incompatible avec les obligations contractées dans le cadre de l'OMC, ces obligations seraient alors vidées de leur sens.

1. 19 U.S.C. § 1675a) c) 1), l'Énoncé des mesures administratives et le Sunset Policy Bulletin sont des mesures qui peuvent être contestées en tant que telles

56. Dans sa première communication, l'Argentine a fait valoir que la loi, le SAA et le Sunset Policy Bulletin - pris ensemble - sont incompatibles avec l'article 11.3 en tant que tel, parce qu'ils établissent une présomption irréfragable de dumping probable.**[76]**

---

[74] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphes 178 et 191.

[75] *Voir* la première communication de l'Argentine, sections VII.B et VII.E.

[76] *Voir id.*, section VII.B.2.

57. Dans le droit des États-Unis, le critère relatif à la probabilité de dumping est "multicouche", en ce sens que le Congrès des États-Unis a délégué la responsabilité de déterminer la probabilité au Département, lequel a, à son tour, édicté des règles - codifiées dans le Sunset Policy Bulletin - qui régissent la détermination de la probabilité en fonction des critères prescrits par le Congrès dans la loi et le SAA. Par conséquent, puisqu'ils établissent le critère relatif à la probabilité de dumping dans le droit des États-Unis, la loi, le SAA et le Sunset Policy Bulletin sont "inséparables … et ne devraient pas être interprétés indépendamment l'un de l'autre lorsque l'on évalue la conformité générale de la loi avec les obligations au regard de l'OMC".[77]

58. La disposition légale - 19 U.S.C. § 1675a c) 1) - constitue le point de départ des déterminations de la probabilité établies par le Département. L'article 1675a c) 1) dispose que, afin de déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en cas de révocation de l'ordonnance antidumping, le Département "prendra en considération - A) la moyenne pondérée des marges de dumping déterminées dans le cadre de l'enquête et des réexamens ultérieurs; et B) le volume des importations de la marchandise visée pendant la période antérieure et la période postérieure à la date à laquelle l'ordonnance en matière de droits antidumping a été prise …"

59. Toutefois, pas plus que la disposition légale pertinente dans l'affaire *États-Unis - Restrictions à l'exportation*, la loi ne peut être interprétée isolément.[78] Si la loi énonce les deux facteurs (à savoir les marges de dumping et les volumes des importations calculés antérieurement) que le Département doit prendre en considération pour établir la détermination de la probabilité, elle ne précise pas comment le Département doit interpréter ces données pour décider s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. En d'autres termes, les dispositions légales n'énoncent pas à elles seules le critère relatif à la probabilité de dumping dans le droit des États-Unis.

60. Pour connaître le critère relatif à la probabilité de dumping dans le droit des États-Unis, la loi ne peut être interprétée indépendamment du SAA et du Sunset Policy Bulletin. Dans le droit des États-Unis, le SAA a un statut particulier en tant qu'instrument d'interprétation de la loi faisant autorité.[79] Le SAA énonce les trois critères qui, de l'avis du Congrès, sont "hautement probants" d'un dumping probable: 1) la persistance des marges de dumping, 2) l'arrêt des importations, et/ou 3) une baisse des volumes des importations alliée à la persistance des marges de dumping.[80]

61. Le Sunset Policy Bulletin est un instrument administratif qui, comme les règlements, a été publié par le Département au *Federal Register*, et pour lequel les observations du public ont été sollicitées avant que les États-Unis n'engagent leur premier réexamen à l'extinction. Les directives concernant les réexamens à l'extinction énoncées dans le Sunset Policy Bulletin "visent à compléter les dispositions législatives et réglementaires applicables en donnant des indications sur les questions de méthode ou d'analyse non explicitement traitées par la loi et le Règlement".[81] S'agissant des déterminations de la probabilité de dumping, la section II.A.3 du Sunset Policy Bulletin dispose en outre que le Département "déterminera normalement", sans autre analyse, qu'il est probable que le

---

[77] Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Articles 301 à 310 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur*, WT/DS152/R, adopté le 27 janvier 2000, paragraphe 7.27 ("*États-Unis - Articles 301 à 310*").

[78] *Voir* le rapport du Groupe spécial *États-Unis - Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions*, WT/DS194/R, adopté le 23 août 2001, paragraphes 8.92, 8.100, 8.101 et 8.130 ("*États-Unis - Restrictions à l'exportation*").

[79] *Voir id.*, paragraphes 8.97 et 8.98.

[80] SAA, pages 889 et 890 (pièce n° 5 de l'Argentine).

[81] *Policies Regarding the Conduct of Five-year ("Sunset") Reviews of Anti-Dumping and Countervailing Duty Orders*, 63 Fed. Reg. 18871 (Département du commerce, 1998) ("*Sunset Policy Bulletin*") (pièce n° 35 de l'Argentine) (non souligné dans l'original); *voir aussi* le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 95.

dumping subsistera ou se reproduira s'il est satisfait à au moins l'un des trois critères énoncés dans le SAA.[82]

62. En dernière analyse, le critère des États-Unis relatif à la probabilité est donc énoncé à la section II.A.3 du Sunset Policy Bulletin. Élément d'un cadre général qui comprend aussi la loi et le SAA, le Sunset Policy Bulletin établit la présomption irréfragable de probabilité de dumping qu'aucune des sociétés interrogées n'est jamais parvenue à renverser. L'Argentine estime que la présomption irréfragable de dumping probable établie à la section II.A.3 du Sunset Policy Bulletin est incompatible avec l'article 11.3 en tant que tel.

63. Dans leur réfutation, les États-Unis font valoir que le Sunset Policy Bulletin "n'a aucun statut juridique indépendant", et que, pour cette raison, il ne peut être contesté en tant que mesure incompatible avec les règles de l'OMC.[83] Pour étayer leurs dires, les États-Unis citent la décision du Groupe spécial *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon* selon laquelle le Sunset Policy Bulletin ne constitue pas une mesure susceptible d'être contestée dans le cadre de l'OMC.[84]

64. L'Organe d'appel a toutefois infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle le Sunset Policy Bulletin n'était pas une mesure susceptible d'être contestée, en tant que telle, au regard de l'Accord sur l'OMC.[85] L'Organe d'appel a dit que le terme "mesure", aux fins d'une contestation dans le cadre de l'OMC, a un sens général, et englobe les instruments administratifs tels que le Sunset Policy Bulletin.[86] En conséquence, le Groupe spécial est compétent pour décider si la section II.A.3 du Sunset Policy Bulletin, qui est un condensé de 19 U.S.C. § 1675a c) 1) et du SAA, est incompatible avec l'article 11.3 en tant que tel.

2. 19 U.S.C. § 1675a c) 1), l'Énoncé des mesures administratives et la section II.A.3 du Sunset Policy Bulletin prescrivent au Département d'accorder une importance décisive aux marges de dumping antérieures et aux baisses des volumes des importations et établissent donc une présomption irréfragable de dumping probable dans le cadre des réexamens à l'extinction effectués par le Département du commerce, en violation de l'article 11.3 en tant que tel

65. Dans l'affaire du *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, l'Organe d'appel s'est interrogé sur le point de savoir si la section II.A.3 du Sunset Policy Bulletin est incompatible avec l'article 11.3 en tant que tel. À ce sujet, l'Organe d'appel a dit:

> Nous estimons que des *éléments de preuve solides* sont requis dans chaque affaire pour une détermination appropriée au titre de l'article 11.3 de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. Une telle détermination ne peut être fondée uniquement sur l'*application mécanique de présomptions*. Nous estimons donc que la compatibilité des sections II.A.3 et 4 du Sunset Policy Bulletin avec l'article 11.3 de l'*Accord antidumping* est liée au point de savoir si ces dispositions donnent pour instruction [au Département] de considérer les marges de dumping et/ou les volumes d'importation comme étant *déterminants ou concluants*, d'une part, ou comme ayant

[82] *Sunset Policy Bulletin*, page 18872 (pièce n° 35 de l'Argentine).
[83] Première communication des États-Unis, paragraphe 195.
[84] *Voir id*., paragraphe 196 (citant le rapport du Groupe spécial *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphes 7.125 et 7.126).
[85] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphes 94 à 100.
[86] Voir *id*., paragraphes 84 à 88.

> simplement un caractère indicatif ou exploratoire, d'autre part, quant à la probabilité d'un dumping futur.[87]

66. L'Organe d'appel a donc déterminé que, si le Sunset Policy Bulletin est interprété par le Département comme lui donnant pour instruction de considérer la persistance des marges de dumping et la baisse des volumes (c'est-à-dire la satisfaction de l'un ou l'autre des trois critères prescrits par la section II.A.3) comme concluantes quant à un dumping probable, le Sunset Policy Bulletin serait alors incompatible avec l'article 11.3 en tant que tel. La détermination de la probabilité requise par l'article 11.3 doit se fonder sur "tous les éléments de preuve pertinents", et non sur "l'application mécanique de présomptions".[88]

67. Pour finir, l'Organe d'appel ne s'est toutefois pas prononcé sur le point de savoir si le Sunset Policy Bulletin était incompatible avec l'article 11.3 en tant que tel. L'Organe d'appel a conclu que, puisque le Groupe spécial n'avait fait aucune constatation factuelle quant à l'"application constante" de la section II.A.3, il n'était pas en mesure de discerner parfaitement le "sens" de cette disposition.[89] En conséquence, il ne pouvait déterminer si la section II.A.3 donnait pour instruction au Département de considérer que les trois critères étaient concluants quant à un dumping probable.

68. En l'espèce, toutefois, l'Argentine a présenté de nombreux éléments de preuve de l'"application constante" de la section II.A.3 par le Département. À la lumière des indications fournies par l'Organe d'appel dans l'affaire du *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, le Groupe spécial dispose donc des éléments de preuve nécessaires pour discerner le sens de la section II.A.3 et pour décider à bon droit que les trois critères sont incompatibles avec l'article 11.3 en tant que tel.[90] Les pièces n° 63 et 64 produites par l'Argentine[91] démontrent que le Département suit les instructions figurant à la section II.A.3 dans chaque réexamen à l'extinction, et que chaque fois qu'il constate qu'au moins l'un des trois critères est rempli, il établit une constatation positive de dumping probable sans prendre en considération d'autres facteurs. L'application constante de la section II.A.3 par le Département démontre donc le sens de cette disposition: la section II.A.3 enjoint au Département d'accorder dans toutes les affaires une importance décisive aux marges de dumping antérieures et à la baisse des volumes des importations (ou à l'arrêt complet des importations). Par conséquent, puisque la section II.A.3 du Sunset Policy Bulletin enjoint au Département de traiter le fait qu'il soit satisfait à l'un ou l'autre des trois critères comme une preuve concluante de dumping probable, la mesure est incompatible avec l'obligation qui est faite à l'article 11.3 de déterminer sur la base de tous les éléments de preuve pertinents s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en cas de suppression du droit antidumping.[92]

69. La détermination finale établie par le Département le 10 décembre 2003 à l'issue du réexamen à l'extinction de l'ordonnance antidumping visant les fils machine en acier inoxydable en provenance

---

[87] *Id.*, paragraphe 178. (pas d'italique dans l'original)

[88] *Id.*, paragraphes 178 et 191 ("Comme nous l'avons constaté dans d'autres situations, l'utilisation de présomptions peut être incompatible avec l'obligation d'établir une détermination particulière dans chaque affaire en utilisant des éléments de preuve positifs. Les dispositions qui créent des présomptions "irréfragables", ou qui "prédéterminent" un résultat particulier, risquent d'être jugées incompatibles avec ce type d'obligation.").

[89] Voir *id.*, paragraphes 184 et 190; *voir aussi* le rapport de l'Organe d'appel *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphes 148 et 157.

[90] De fait, l'Argentine estime que le Groupe spécial se doit de faire des constatations factuelles quant au sens de la section II.A.3, tel que l'atteste l'application constante de la mesure par le Département, ne serait-ce que pour préserver les droits de l'Argentine de faire appel.

[91] La pièce n° 64 de l'Argentine accompagne la présente communication. Cette pièce, dans laquelle l'Argentine passe en revue les réexamens à l'extinction effectués par le Département depuis septembre 2003, complète donc la pièce n° 63 de l'Argentine.

[92] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphes 178 et 191.

d'Espagne illustre de façon éloquente l'importance décisive que le Département accorde aux critères énoncés à la section II.A.3, sans prendre en considération d'autres éléments de preuve pertinents.[93] Comme dans tous les réexamens à l'extinction, le Département a suivi les instructions figurant à la section II.A.3 et n'a pris en considération que les marges de dumping antérieures et les volumes des importations. La marge de dumping concernant la seule partie intéressée interrogée dont il est fait mention avait diminué depuis l'imposition de l'ordonnance, passant de 4,73 pour cent lors de l'enquête initiale à 0,80 pour cent au moment du seul réexamen administratif qui a été mené à bien.[94] Pendant ce temps, le volume des importations visées avait enregistré une baisse importante au cours de l'année d'imposition de l'ordonnance, mais le volume des importations à destination des États-Unis avait ensuite retrouvé ses niveaux d'avant l'ordonnance.[95] Ces éléments de preuve auraient dû amener à constater qu'il n'était pas probable que le dumping subsiste ou se reproduise, puisqu'il est admis même dans le SAA que "la diminution des marges de dumping (ou leur absence) alliée à la stabilité ou à un accroissement des importations peut indiquer que les sociétés étrangères n'ont pas besoin de pratiquer le dumping pour conserver leur part de marché aux États-Unis et qu'il est *moins probable* que le dumping subsiste ou se reproduise si l'ordonnance est révoquée".[96] Néanmoins, le Département a appliqué rigoureusement les critères énoncés à la section II.A.3 et conclu: "Nous constatons qu'il est probable que le dumping dont font l'objet les fils machine en acier inoxydable en provenance d'Espagne subsistera ou se reproduira si l'ordonnance visant ces produits est révoquée, étant donné l'existence de marges de dumping supérieures au niveau *de minimis* et la diminution du volume des importations depuis l'imposition de l'ordonnance."[97]

70. Les États-Unis ne peuvent pas contester que, en application de la section II.A.3, le Département considère toujours le fait qu'il soit satisfait à l'un quelconque des trois critères comme concluant.

71. En outre, en enjoignant au Département de considérer la satisfaction de l'un quelconque des trois critères comme concluante d'un dumping probable, la section II.A.3 établit une présomption irréfragable de dumping probable. Là encore, les nombreux éléments de preuve de l'application constante de la section II.A.3 par le Département qui ont été apportés par l'Argentine démontrent les effets incontournables - et donc le sens - de cette disposition. Dans la totalité des réexamens à l'extinction auxquels la branche de production nationale a participé, le Département s'est conformé aux instructions énoncées à la section II.A.3 et, dans chaque affaire, il a établi une détermination positive de la probabilité.[98] Par conséquent, du fait qu'elle oblige le Département à appliquer mécaniquement une présomption de dumping probable, la section II.A.3 est incompatible avec l'obligation qui est faite à l'article 11.3 de déterminer sur la base de tous les éléments de preuve

[93] *Voir: Issues and Decision Memorandum for the Expedited Sunset Review of the Antidumping Order on Stainless Steel Wire Rod from Spain* (10 décembre 2003) (pièce n° 64 de l'Argentine, onglet 4). Les résultats finals de ce réexamen ont été publiés le 10 décembre 2003, alors que se tenait la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties dans le présent différend.

[94] *Voir id.*, page 4.

[95] *Voir id.*, page 6.

[96] SAA, pages 889 et 890 (pièce n° 5 de l'Argentine) (pas d'italique dans l'original).

[97] *Issues and Decision Memorandum for the Expedited Sunset Review of the Antidumping Order on Stainless Steel Wire Rod from Spain*, page 6 (10 décembre 2003) (pièce n° 64 de l'Argentine, onglet 4).

[98] *Voir* les réexamens à l'extinction effectués par le Département du commerce, pièce n° 63 de l'Argentine (qui montre que, à l'issue de chacun des 217 réexamens à l'extinction recensés en septembre 2003 auxquels la branche de production nationale a participé, le Département a constaté que le dumping était probable); la pièce n° 64 de l'Argentine (qui montre qu'à l'issue de chacun des six réexamens à l'extinction effectués par le Département depuis septembre 2003 le Département s'est conformé à la section II.A.3 et a constaté que le dumping était probable).

disponibles s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en cas de suppression du droit antidumping.[99]

72. La position des États-Unis est que leur droit national n'établit aucune présomption irréfragable de dumping probable.[100] En premier lieu, les États-Unis affirment que le libellé permissif du SAA ("[p]ar exemple", "donner fortement à penser" et "extrêmement probante") et de la section II.A.3 du Sunset Policy Bulletin ("normalement") montrent que ces dispositions n'établissent pas une présomption irréfragable.[101]

73. Dans l'affaire du *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, toutefois, l'Organe d'appel a examiné ces mêmes expressions afin de déterminer si la section II.A.3 était incompatible avec l'article 11.3 et a constaté qu'elles ne lui permettaient pas de trancher la question.[102] De fait, l'Organe d'appel a constaté que d'autres passages de la section II.A.3 contredisaient l'idée que l'emploi du mot "normalement" visait à laisser une certaine latitude.[103] En particulier, l'Organe d'appel a noté que la disposition ci-après figurant à la section II.A.3 donnait à penser "par inférence négative, que les données pertinentes pour les deux facteurs mentionnées dans la section II.A.3 a)-c) (à savoir les volumes d'importation et les marges de dumping antérieures) *seront* considérées comme concluantes dans les réexamens à l'extinction de droits antidumping finals (par opposition aux réexamens d'enquêtes suspendues …)[:]"

> Le Département reconnaît que, dans le contexte d'un réexamen à l'extinction d'une enquête suspendue, les données pertinentes pour les critères prévus aux paragraphes a) à c) ci-dessus [marges de dumping et volumes d'importation] *peuvent ne pas être concluantes* pour ce qui est de la probabilité.[104]

L'Organe d'appel a donc déterminé que des éléments de preuve de l'application constante de la section II.A.3 étaient nécessaires pour en discerner le sens.[105]

74. Comme il a été dit plus haut, l'Argentine a produit de nombreux éléments de preuve démontrant l'application constante de la section II.A.3 par le Département et, partant, le sens de cette disposition. Les faits parlent d'eux-mêmes en ce qui concerne les réexamens à l'extinction effectués par le Département: dans la totalité des réexamens à l'extinction auxquels une branche de production nationale a participé, le Département a déterminé qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait; et, dans la totalité des réexamens à l'extinction à l'issue desquels il a déterminé qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait, le Département a invoqué la section II.A.3 du Sunset Policy Bulletin.[106] Le Département considère donc la section II.A.3 comme une disposition contraignante dans tous les réexamens à l'extinction.

75. De plus, les États-Unis affirment que la disposition ci-après figurant dans le Sunset Policy Bulletin démontre qu'il n'existe pas une présomption irréfragable:

---

[99] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphes 178 et 191.

[100] *Voir* la première communication des États-Unis, paragraphe 173.

[101] Voir *id*., paragraphes 176 et 178.

[102] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphes 179 à 181.

[103] *Id*., paragraphes 179.

[104] *Id*. (citant le *Sunset Policy Bulletin*, page 18872 (pièce n° 35 de l'Argentine)).

[105] *Voir id*., paragraphe 184.

[106] *Voir* les réexamens à l'extinction effectués par le Département du commerce (pièces n° 63 et 64 de l'Argentine).

> [N]ormalement le Département déterminera qu'il est peu probable que le dumping subsistera ou se reproduira si une ordonnance antidumping est révoquée ou si une enquête antidumping est close lorsque le dumping a été éliminé après la publication de l'ordonnance ou de l'accord de suspension, selon le cas, et lorsque le volume des importations est demeuré stable ou a augmenté.[107]

76. Les États-Unis disent que ce passage "est complètement défavorable [à l'Argentine] et gâche plutôt son histoire".[108] L'Argentine ne partage pas ce point de vue. En réalité, ce passage étaye encore davantage les arguments convaincants de l'Argentine concernant les violations des règles de l'OMC dans les réexamens à l'extinction effectués par les États-Unis. Dans les 223 réexamens à l'extinction auxquels la branche de production nationale avait participé jusqu'en décembre 2003 (les 217 affaires citées dans la pièce n° 63 de l'Argentine, plus les six affaires mentionnées dans la pièce n° 64), le Département n'avait invoqué cette disposition qu'à quatre reprises.[109] Qui plus est, dans chacune de ces quatre affaires, le Département a jugé qu'il existait des "raisons valables" de prendre en considération d'autres facteurs[110] et a trouvé d'autres fondements pour sa détermination que le dumping était susceptible de continuer ou de se reproduire.[111] Ainsi, ce passage, que les États-Unis considèrent comme leur "atout maître", est en réalité une disposition restée lettre morte qui n'a été utilisée à l'encontre des sociétés interrogées que pour justifier le recours à la disposition relative aux "raisons valables", de manière à pouvoir constater autrement que le dumping serait susceptible de continuer, comme le montrent les quatre affaires dans lesquelles la détermination de la probabilité n'a reposé ni sur les dispositions en matière de renonciation, ni sur les trois points à vérifier.

77. Comment les sociétés interrogées pourraient-elles un jour être en mesure de réfuter ou de combattre la présomption de dumping probable établie par le droit des États-Unis si le Département constate invariablement que le dumping est probable, même dans les rares circonstances où il est censé être autorisé à déterminer que le dumping n'est pas susceptible de subsister ni de se reproduire? De plus, le recours par le Département à la disposition relative aux "raisons valables" démontre la véritable raison d'être de cette disposition – à savoir un moyen de justifier une détermination positive de la probabilité dans les rares cas où il n'est pas satisfait aux critères énoncés dans la section II.A.3.

78. Parmi ces quatre affaires, le réexamen complet à l'extinction de l'ordonnance antidumping visant le sucre et les sirops en provenance du Canada illustre d'une manière particulièrement éloquente les efforts considérables que le Département est prêt à déployer pour établir une détermination de dumping probable, même lorsque les éléments de preuve appellent manifestement une détermination négative. Dans cette affaire, le Département a appliqué les critères énoncés dans la section II.A.3 et a déterminé à titre préliminaire que le dumping n'était pas susceptible de subsister ni de se reproduire, en constatant que "l'absence persistante d'une marge de dumping pour [la société étrangère interrogée] et l'existence persistante d'importations en quantités substantielles par [la société

---

[107] *Sunset Policy Bulletin*, page 18872 (pièce n° 35 de l'Argentine).

[108] Première communication des États-Unis, paragraphe 181.

[109] Réexamens à l'extinction effectués par le Département du commerce des États-Unis (pièces n° 63 et 64 de l'Argentine).

[110] En application de 19 U.S.C. § 1675a c) 2) (pièce n° 1 de l'Argentine), de 19 C.F.R. § 351.218 e) 2) iii) (pièce n° 3 de l'Argentine) et de la section II.C du *Sunset Policy Bulletin* (pièce n° 35 de l'Argentine).

[111] *Voir*: *Sugar and Syrups from Canada*, 64 Fed. Reg. 48362, 48363 et 48364 (Département du commerce, 1999) (résultats finals du réexamen à l'extinction) (pièce n° 40 de l'Argentine); *Issues and Decision Memorandum for the Sunset Review of Gray Portland Cement and Cement Clinker from Venezuela* (Département du commerce, 18 février 2000) (résultats préliminaires), pages 3 à 5 (pièce n° 47 de l'Argentine); *Issues and Decision Memorandum for the Sunset Review of Uranium from Russia* (Département du commerce, 27 juin 2000) (résultats finals), pages 15 à 17 (pièce n° 48 de l'Argentine); *Issues and Decision Memorandum for the Sunset Review of Uranium from Uzbekistan* (Département du commerce, 27 juin 2000) (résultats finals), pages 9 à 11 (pièce n° 49 de l'Argentine).

interrogée] démontr[aient] que [celle-ci était] capable de vendre la marchandise visée aux États-Unis sans pratiquer le dumping".[112] Le Département est toutefois revenu sur ses résultats préliminaires et a établi une détermination positive de la probabilité dans ses résultats finals. Il a fondé sa détermination finale sur un "examen sommaire des coûts portant sur les données restreintes versées au dossier".[113] Le Département a reconnu qu'il n'avait pas pour pratique normale d'examiner les coûts et les prix dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, mais il a néanmoins constaté que les renseignements versés au dossier constituaient des "raisons valables" suffisantes qui "justifi[aient] la prise en considération de ces [autres] facteurs".[114]

79. Le Département a d'abord comparé le coût de production de la société étrangère interrogée et les prix de vente sur le marché intérieur canadien. Toutefois, il n'a pas comparé les coûts et les prix de vente pour une même année, mais a "comparé une moyenne pondérée des prix sur le marché intérieur, en fonction des données relatives aux prix de 1997 communiquées par [la société interrogée], et un coût de production établi sur la base des coûts pour 1998 ressortant des données [communiquées par la société interrogée]".[115] Sur la base de cette comparaison, le Département a conclu que la société interrogée avait vendu du sucre sur le marché canadien à un prix inférieur à son coût de production et qu'elle avait donc "effectué sur une longue période en quantités substantielles des ventes à des prix inférieurs aux coûts, qui ne permettaient pas de couvrir tous les frais dans un délai raisonnable".[116] Les ventes de la société interrogée sur le marché intérieur n'ayant pas satisfait au critère des coûts appliqué par le Département, celui-ci a déterminé qu'il ne serait pas approprié, aux fins de l'évaluation du dumping, de comparer les prix de vente sur le marché intérieur et les prix à l'exportation vers les États-Unis. En conséquence, le Département a comparé la valeur construite établie pour la société interrogée et le prix de vente moyen à l'exportation vers les États-Unis vérifié par lui. Sur la base de cette comparaison, le Département a "concl[u] qu'une partie au moins des ventes [de la société interrogée] aux États-Unis [avaient été] effectuées à un prix inférieur à la valeur construite".[117] Le Département a conclu que ces renseignements étaient suffisants pour déterminer qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si l'ordonnance était révoquée, malgré l'absence de marges de dumping et le volume substantiel des importations.[118]

80. Compte tenu de tout ce qui précède, l'Argentine soutient que la section II.A.3 du Sunset Policy Bulletin est incompatible avec l'Accord antidumping en tant que tel 1) parce qu'elle donne pour instruction au Département de considérer les marges de dumping antérieures et les volumes des importations comme des éléments décisifs et concluants en ce qui concerne la probabilité de dumping, et 2) qu'elle établit une présomption de dumping probable qu'aucune société interrogée n'a été en mesure de renverser.

81. L'Argentine prie instamment le Groupe spécial d'analyser cette allégation. Le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire du *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon* montre qu'il importe que le Groupe spécial tranche les questions dont il est saisi à bon droit. Dans cette affaire, le gouvernement japonais avait présenté des éléments de preuve montrant que le Sunset Policy Bulletin contrevenait à l'article 11.3, mais le Groupe spécial s'était abstenu de se prononcer sur cette allégation parce qu'il avait estimé à tort qu'il n'était pas possible de contester cet instrument. Le Groupe spécial s'étant abstenu de procéder à une analyse de fond, l'Organe d'appel n'avait pas pu "compléter l'analyse", alors même qu'il avait reconnu que l'allégation pouvait être fondée et que le

[112] *Sugar and Syrups from Canada*, 64 Fed. Reg. 20253 et 20257 (Département du commerce, 1999) (résultats préliminaires du réexamen à l'extinction) (pièce n° 63 de l'Argentine, onglet 261).

[113] *Sugar and Syrups from Canada*, 64 Fed. Reg. 48362 et 48363 (Département du commerce, 1999) (résultats finals du réexamen à l'extinction) (pièce n° 63 de l'Argentine, onglet 261).

[114] *Id.*

[115] *Id.*, page 48364. (non souligné dans l'original)

[116] *Id.*

[117] *Id.*

[118] *Voir id.*

Japon avait présenté des éléments de preuve. L'Argentine prie le Groupe spécial de ne pas faire de même cette fois-ci, et d'examiner les allégations dont elle l'a saisi, ainsi que les éléments de preuve qu'elle a présentés à l'appui dans ses pièces n° 63 et 64.

3. L'Argentine a établi *prima facie* dans ses pièces n° 63 et 64 que les États-Unis n'ont pas réfuté l'existence d'une présomption irréfragable

82. Les pièces n° 63 et 64 présentées par l'Argentine démontrent que la présomption de dumping probable établie par le Sunset Policy Bulletin n'a jamais été renversée. Les faits sont sans équivoque: dans la totalité des réexamens à l'extinction auxquels la branche de production nationale a participé (223 sur 223), le Département s'est conformé à la directive énoncée à la section II.A.3 et, dans chacune de ces affaires, il a établi une détermination positive de dumping probable. L'Argentine s'est donc acquittée de la charge qui lui incombait d'établir *prima facie* l'existence de la présomption irréfragable appliquée par le Département dans les réexamens à l'extinction.

83. Les États-Unis tentent de minimiser l'importance manifeste de ces données en affirmant que la question de la probabilité d'un dumping n'a été "contestée" que dans 35 affaires.[119] Une fois de plus, les États-Unis apprécient mal la nature de l'obligation qui leur est faite de déterminer la probabilité d'un dumping au titre de l'article 11.3. La non-participation des sociétés interrogées ne libèrent pas les États-Unis de leur obligation, au titre de l'article 11.3, de procéder à un réexamen et de déterminer qu'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira si le droit est supprimé. Si les parties intéressées interrogées peuvent être une "source de renseignements primordiale" dans les procédures antidumping, les États-Unis n'en ont pas moins "le devoir de rechercher les renseignements pertinents"[120] et de s'assurer que leur détermination de la probabilité d'un dumping repose sur une "base factuelle suffisante".[121] Faute de quoi, ils ne peuvent invoquer l'exception prévue à l'article 11.3 (maintien de la mesure).

84. Quoi qu'il en soit, même si l'on retient les chiffres avancés par les États-Unis, le fait que l'allégation de l'Argentine se soit vérifiée dans 35 affaires sur 35 en démontre malgré tout le bien-fondé. Les États-Unis ne peuvent tout simplement pas citer un seul réexamen à l'extinction dans lequel la présomption que le dumping était susceptible de subsister aurait été renversée. Par conséquent, les États-Unis n'ont pas réfuté le commencement de preuve fourni par l'Argentine.

85. En outre, les pièces n° 63 et 64 de l'Argentine démontrent que le Département a <u>toujours</u> considéré le fait qu'il soit satisfait à l'un quelconque des trois critères énoncés à la section II.A.3 du Sunset Policy Bulletin comme concluant quant à la probabilité d'un dumping. C'est là un élément de preuve incontestable.

---

[119] *Voir* la première communication des États-Unis, paragraphe 185. En tout état de cause, les affaires dans lesquelles la détermination de la probabilité d'un dumping a été "contestée" - pour reprendre le terme utilisé par les États-Unis - sont en réalité au nombre de 43. La pièce n° 63 de l'Argentine montre que les réponses des parties étrangères intéressées ont été jugées adéquates dans 28 affaires et inadéquates (compte tenu des efforts déployés par une partie étrangère pour y participer) dans 17 autres. Les parties étrangères intéressées ont donc tenté de participer à 45 des réexamens à l'extinction engagées par le Département. Dans deux de ces affaires, toutefois, la branche de production nationale s'est retirée de la procédure. Les parties étrangères et les parties nationales ont donc "contesté" la détermination de probabilité dans 43 réexamens à l'extinction.

[120] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 199.

[121] Rapport du Groupe spécial *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphes 7.177 et 7.279.

4. La pratique constante du Département dans les réexamens à l'extinction démontre l'existence de la présomption irréfragable de dumping probable dans le droit des États-Unis et constitue elle-même, en tant que telle, une violation de l'article 11.3 de l'Accord antidumping

86. Indépendamment de sa contestation portant sur la section II.A.3 du Sunset Policy Bulletin, l'Argentine conteste la pratique constante du Département en tant que telle.

87. Depuis la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire du *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, il n'est plus permis de douter que la pratique des organes administratifs est contestable en tant que telle dans le cadre d'une procédure de règlement des différends engagée devant l'OMC. Dans cette affaire, l'Organe d'appel s'est prononcé sur la question de savoir si "le type de l'instrument lui-même - loi, règlement, *procédure*, *pratique* ou autre - régit […] sa capacité de faire l'objet d'une procédure de règlement des différends à l'OMC".[122] Après avoir passé en revue la jurisprudence de l'OMC et les dispositions conventionnelles pertinentes[123], l'Organe d'appel a conclu: "qu'il n'y [avait] pas de fondement, que ce [fût] dans la pratique du GATT et de l'OMC en général ou dans les dispositions de l'*Accord antidumping*, permettant de constater que seuls certains types de mesures [pouvaient], en tant que tels, être contestés dans le cadre d'une procédure de règlement des différends au titre de l'*Accord antidumping*".[124] Le raisonnement de l'Organe d'appel oblige donc à conclure que la pratique d'un organe administratif peut être contestée en tant que telle.

88. Comme il est indiqué plus haut, l'Argentine estime que la pratique constante des États-Unis démontre que ces derniers ont toujours considéré le fait qu'il soit satisfait à l'un au moins des trois critères - 1) persistance des marges de dumping; 2) arrêt des importations; et 3) baisse des volumes - comme concluant en ce qui concerne le dumping probable, et qu'ils appliquent donc une présomption irréfragable de dumping probable, en violation de l'article 11.3.[125] Cette pratique ne souffre aucune exception; le Département applique la règle en matière de probabilité dans chacun des réexamens à l'extinction auquel participe la branche de production nationale.

89. Citant les décisions de plusieurs groupes spéciaux, les États-Unis font valoir que, puisque le Département peut s'écarter de sa pratique dès lors qu'il motive un tel écart, il n'est pas possible de contester en tant que telle sa pratique constante consistant à appliquer la norme instituée par les États-Unis en matière de probabilité pour ce qui est des réexamens à l'extinction.[126] Toutefois, à la lumière de la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire du *Réexamen à l'extinction*

---

[122] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 78 (pas d'italique dans l'original). *Voir aussi* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes* ("*États-Unis - Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE*"), WT/DS212/AB/R, adopté le 8 janvier 2003, paragraphes 50, 151 et 162; *États-Unis - Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des CE: Rapport de situation des États-Unis*, WT/DS212/13 (28 octobre 2003) (dans lequel il est dit que les États-Unis/le Département ont modifié leur méthode pour la mettre en conformité avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC).

[123] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphes 85 à 87.

[124] *Id*., paragraphe 88.

[125] *Voir* les réexamens à l'extinction effectués par le Département du commerce des États-Unis (pièces n° 63 et 64 de l'Argentine).

[126] *Voir* la première communication des États-Unis, paragraphe 198 (citant le rapport du Groupe spécial *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 7.131; le rapport du Groupe spécial *États-Unis - Mesures antidumping et compensatoires appliquées aux tôles en acier en provenance de l'Inde*, WT/DS206/R, adopté le 29 juillet 2002, paragraphe 7.22 ("*Tôles en acier en provenance de l'Inde*")).

concernant l'acier en provenance du Japon, il est clair qu'il est possible de contester en tant que telle la pratique d'un organisme des États-Unis dans le cadre d'un différend porté devant l'OMC.[127]

90. Les États-Unis font valoir en outre que, même s'il était possible de contester en tant que telle la pratique du Département, celle-ci ne pourrait être considérée comme incompatible avec les règles de l'OMC, parce qu'elle ne prescrit pas une action incompatible avec les règles de l'OMC, ni n'empêche une action compatible avec les règles de l'OMC.[128] Selon les États-Unis, la pratique du Département en ce qui concerne la probabilité d'un dumping n'a pas un caractère impératif, puisque le Département peut s'en écarter dès lors qu'il motive sa décision. À cet égard, les États-Unis affirment que, "[c]onformément aux règles normales de l'OMC sur la répartition de la charge de la preuve, il incombe à la partie plaignante de démontrer qu'une mesure contestée prescrit une action incompatible avec les règles de l'OMC ou empêche une action compatible avec les règles de l'OMC".[129]

91. L'Argentine estime s'être acquittée de la charge qui lui incombait. Répétons-le, l'Argentine a démontré que le Département applique la règle en matière de probabilité dans chaque réexamen à l'extinction auquel participe la branche de production nationale.[130] L'Argentine a donc établi *prima facie* que la règle en matière de probabilité a un caractère impératif au regard de la pratique du Département. En conséquence, c'est aux États-Unis qu'il revient à présent de démontrer que le Département peut s'écarter de sa pratique en ce qui concerne la probabilité. Comme ils ne sont pas en mesure de citer un seul réexamen à l'extinction dans lequel le Département aurait agi de la sorte, les États-Unis n'ont pas réfuté l'allégation de l'Argentine.

5. À supposer, pour les besoins de l'argumentation, que le droit et la pratique des États-Unis établissant la présomption irréfragable ne sont pas incompatibles en tant que tels avec l'article 11.3, alors les États-Unis n'ont pas appliqué leur droit en ce qui concerne la détermination de la probabilité d'un dumping au titre de l'article 11.3 d'une manière impartiale et uniforme, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994

92. L'argument portant sur l'article X:3 a) du GATT que l'Argentine a présenté dans sa première communication constitue une allégation subsidiaire.[131] Cette allégation ne s'applique que si le Groupe spécial constate que le droit des États-Unis est compatible avec l'article 11.3, ou que les dispositions en cause ne sont pas des "mesures" pouvant constituer un manquement aux obligations contractées par les États-Unis dans le cadre de l'OMC. Dans cette éventualité, la pratique du Département en matière de réexamens à l'extinction montre que les États-Unis n'ont pas appliqué leur droit en ce qui concerne la détermination de la probabilité d'un dumping d'une manière impartiale et raisonnable, comme le prescrit l'article X:3 a) du GATT de 1994.

93. Au moyen de son analyse exhaustive des réexamens à l'extinction effectués par le Département, l'Argentine a établi que le processus de prise de décisions suivi par le Département pour appliquer les lois, règlements, décisions administratives et décisions judiciaires ayant trait aux réexamens à l'extinction avait manifestement et indéniablement tendance à être biaisé et déraisonnable.[132] Il est tout simplement invraisemblable de penser qu'un réexamen fondé sur des éléments de preuve positifs puisse aboutir à une constatation positive de dumping probable dans

[127] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphes 85 à 88.

[128] *Voir* la première communication des États-Unis, paragraphe 199.

[129] *Id*.

[130] *Voir* les réexamens à l'extinction effectués par le Département du commerce des États-Unis (pièces n° 63 et 64 de l'Argentine). *Voir aussi* le rapport de l'Organe d'appel *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 148.

[131] *Voir* la première communication de l'Argentine, section VII.E.

[132] *Voir* les réexamens à l'extinction effectués par le Département du commerce des États-Unis (pièces n° 63 et 64 de l'Argentine).

chacune des 223 affaires dans lesquelles la branche de production nationale demande le maintien de la mesure antidumping. Un bilan de 223 victoires contre aucune défaite (ou même de 35 victoires contre aucune défaite, si l'on retient le nombre d'affaires "contestées" avancé par les États-Unis) pour la branche de production nationale des États-Unis, est la preuve d'un manque d'impartialité, et d'une application déraisonnable des lois, règlements, décisions administratives et décisions judiciaires du pays.

94. Sur ce point, les États-Unis ne parviennent même pas à élaborer une réfutation digne de ce nom. Ils font tout d'abord valoir que l'Argentine n'a pas démontré que le Département avait manqué à l'obligation qui est faite à l'article X:3 a) d'appliquer d'une manière "uniforme" les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives.[133] En réalité, l'Argentine n'a jamais contesté en premier lieu le caractère uniforme de la manière dont le Département organise les réexamens à l'extinction. Au contraire, elle estime que la manière uniforme dont le Département organise les réexamens à l'extinction démontre une tendance manifeste à rendre des décisions partiales et déraisonnables, puisque le seul facteur déterminant dans les réexamens à l'extinction effectués par le Département est la participation de la branche de production nationale.

95. Deuxièmement, les États-Unis tentent une nouvelle fois de nier l'importance évidente de la pièce n° 63 de l'Argentine en faisant valoir que seules les affaires "contestées" sont pertinentes aux fins de l'article X:3 a).[134] Au titre de l'article 11.3, toutefois, le défaut de participation des sociétés interrogées ne libère pas les autorités de l'obligation de déterminer, en se fondant sur des éléments de preuve positifs, qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira, pour pouvoir invoquer l'exception et maintenir la mesure antidumping. En tout état de cause, même si l'on utilise les chiffres erronés avancés par les États-Unis, le fait que l'allégation de l'Argentine se soit vérifiée dans 35 affaires sur 35 en démontre le bien-fondé. À tout le moins, l'Argentine s'est acquittée de la charge qui lui incombait d'établir *prima facie* qu'il y a violation de l'article X:3 a), et les États-Unis n'ont pas réfuté cette allégation.

C. LE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION VISANT LES OCTG EN PROVENANCE D'ARGENTINE AUQUEL LE DÉPARTEMENT A PROCÉDÉ ÉTAIT INCOMPATIBLE AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING

1. Les déterminations établies par le Département montrent que celui-ci a appliqué à Siderca les dispositions en matière de renonciation; l'application de ces dispositions dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine était incompatible avec les articles 11.3 et 6 de l'Accord antidumping

96. Le Département a déterminé que, puisque la réponse de Siderca était "inadéquate", la société avait "renoncé" à son droit de participer au réexamen à l'extinction. C'est ce qui ressort clairement du *Mémorandum sur les questions et la décision* établi par le Département: "Dans les présents réexamens, le Département n'a pas reçu une réponse adéquate des parties intéressées interrogées. Conformément à l'article 351.218 d) 2) iii) de la réglementation concernant les réexamens à l'extinction, cela constitue une renonciation à participer."[135]

97. Comme il est expliqué plus haut, les dispositions en matière de renonciation contreviennent à l'article 11.3 parce qu'elles prescrivent une constatation de dumping probable. L'obligation qui est faite à l'article 11.3 de procéder à un "réexamen" (lequel comporte nécessairement un "examen rigoureux" des faits) et d'établir une "détermination" interdit aux autorités de prescrire légalement une

[133] *Voir* la première communication des États-Unis, paragraphe 274.

[134] *Voir id*., paragraphe 275. Sur ce point, l'Argentine note une fois de plus que les affaires dans lesquelles la détermination de la probabilité d'un dumping a été "contestée" - pour reprendre le terme utilisé par les États-Unis - sont en réalité au nombre de 43.

[135] *Mémorandum sur les questions et la décision*, page 5 (pièce n° 51 de l'Argentine).

constatation positive de dumping probable. Un Membre de l'OMC qui souhaite invoquer l'exception et maintenir la mesure ne peut tout simplement pas choisir de ne rien faire ou de présumer passivement qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront.[136] Les autorités doivent agir et asseoir leur détermination sur une "base factuelle suffisante" pour leur permettre de "tirer des conclusions motivées et adéquates concernant la probabilité" de persistance ou de réapparition.[137] Elles doivent établir une "nouvelle détermination" ayant un caractère prospectif et "fondée sur des éléments de preuve crédibles".[138]

98. L'application des dispositions en matière de renonciation dans l'affaire intéressant l'Argentine constitue une violation de l'article 6 du fait qu'elle a empêché le seul exportateur argentin connu, Siderca, de présenter des éléments de preuve pour qu'ils fassent l'objet d'un véritable examen. Siderca avait notifié au Département son souhait de participer au réexamen à l'extinction et sa volonté de coopérer pleinement en déposant une réponse de fond complète à l'avis d'engagement publié par le Département. Néanmoins, celui-ci a considéré que Siderca avait renoncé à participer et a donc publié une détermination positive selon laquelle le dumping était probable, conformément à la prescription légale énoncée dans 19 U.S.C. § 1675 c) 4) B). L'application des dispositions en matière de renonciation a donc abouti à une détermination impérative de dumping probable sans la moindre analyse, en violation de l'article 6.1.

a) La position adoptée par les États-Unis dans leur première communication est incompatible à la fois avec la détermination à l'extinction établie par le Département et avec le dossier factuel dont ce dernier disposait

99. Les États-Unis font valoir que le Département n'a pas considéré que Siderca avait renoncé à participer au réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine.[139] En quelques mots dissimulés dans la note de bas de page 216 de leur première communication, les États-Unis concèdent toutefois qu'il y a bel et bien ambiguïté: "[m]ême si, d'après ce libellé, il peut sembler que le Département a considéré que toutes les parties intéressées interrogées avaient renoncé à participer au réexamen à l'extinction visant les OCTG …" Les États-Unis disent qu'il y avait en fait d'autres exportateurs argentins qui n'ont pas répondu du tout à l'avis d'engagement. Par ailleurs, à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, les États-Unis ont admis que, sur ce point, la détermination à l'extinction établie par le Département avait peut-être été "rédigée de façon maladroite".

100. Selon la thèse exposée dans la première communication des États-Unis, les exportateurs censés être à l'origine de la totalité des exportations d'OCTG argentins ver les États-Unis ont donc renoncé à participer en ne répondant pas à l'avis d'engagement, de sorte que le Département n'avait d'autre choix que de se conformer à l'obligation légale de formuler une constatation positive de dumping probable dans cette affaire. S'il en est bien ainsi, comment les États-Unis peuvent-ils affirmer à présent que la disposition en matière de renonciation n'a pas affecté Siderca, ou qu'elle n'a pas diminué les droits de l'Argentine au titre de l'article 11.3?

101. À l'origine, il y a, bien sûr, la formulation non équivoque du Département. Celui-ci a déterminé que la réponse de Siderca était inadéquate[140], qu'il n'avait pas reçu "une réponse adéquate

[136] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphes 113 à 115; et le rapport du Groupe spécial *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphes 7.177 et 7.271.

[137] *Voir* le rapport du Groupe spécial *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 7.177.

[138] Rapport de l'Organe d'appel *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 88.

[139] *Voir* la première communication des États-Unis, paragraphes 211 à 213.

[140] *Voir* le *Mémorandum sur les questions et la décision*, page 3 ("le Département a déterminé que la réponse de fond de Siderca était inadéquate") et page 7 ("le Département a décidé de procéder à un réexamen

des parties intéressées interrogées" et que "cela constitu[ait] une renonciation à participer".[141] Au vu des déclarations figurant dans les déterminations du Département, on ne peut mettre sérieusement en doute le fait que le Département: 1) a déterminé que la réponse de Siderca était inadéquate; et 2) a appliqué à l'Argentine les dispositions en matière de renonciation.

102. S'agissant des faits, le Département n'avait aucun motif raisonnable de penser qu'il existait d'autres producteurs/exportateurs argentins qui n'avaient pas répondu à l'avis d'engagement et qui étaient donc les véritables parties visées par l'application des dispositions en matière de renonciation. Le Département n'a du reste jamais expliqué ces décisions dans aucun des documents se rapportant à la détermination établie à l'issue du réexamen à l'extinction.

103. D'abord, Siderca était le seul producteur/exportateur argentin visé par l'enquête initiale, et le seul qui a été désigné lors des réexamens ultérieurs demandés par la branche de production des États-Unis. Pendant les cinq années qui ont suivi l'imposition de l'ordonnance, la branche de production nationale a demandé quatre réexamens administratifs, en désignant chaque fois Siderca comme le seul et unique exportateur.[142] Dans une affaire au moins, les représentants de la branche de production des États-Unis ont indiqué que Siderca était "le seul exportateur connu" de la marchandise visée.[143] Le Département a engagé un réexamen administratif chaque année, mais les a finalement annulés faute d'expéditions à évaluer.[144] Dans tous ces cas, toutefois, les "certificats de non-expédition" produits par Siderca ont suscité des questions additionnelles de la part du Département et des observations additionnelles de la part de la branche de production des États-Unis. Dans tous les cas, Siderca a expliqué qu'elle effectuait des expéditions à destination des États-Unis, mais que celles-ci étaient toutes constituées soit de marchandises non visées, soit de marchandises non destinées à être consommées aux États-Unis. Dans tous les cas, le Département a finalement admis, comme elle l'avait certifié, que Siderca n'avait pas expédié de marchandise visée destinée à la consommation aux États-Unis, et il a donc annulé les réexamens annuels.

104. De plus, le dossier établi dans le cadre du réexamen à l'extinction effectué par le Département indiquait que Siderca était le seul producteur/exportateur de la marchandise visée. Dans sa réponse de fond, Siderca a indiqué qu'elle était le seul producteur d'OCTG sans soudure et, à sa connaissance, le seul producteur/exportateur d'OCTG argentins.[145] Le Département a pris acte de ces déclarations (tout en les énonçant de façon légèrement inexacte), en disant: "Siderca affirme qu'elle est le seul

---

accéléré parce qu'il a constaté que Siderca n'avait pas communiqué des réponses de fond adéquates") (pièce n° 51 de l'Argentine).

[141] *Id*., page 5.

[142] *Initiation of Antidumping and Countervailing Duty Administrative Reviews*, 61 Fed. Reg. 48882 et 48883 (Département du commerce, 1996) (pièce n° 28 de l'Argentine); *Initiation of Antidumping and Countervailing Duty Reviews*, 62 Fed. Reg. 50292 et 50292 (Département du commerce, 1997) (pièce n° 32 de l'Argentine); *Initiation of Antidumping and Countervailing Duty Reviews*, 63 Fed. Reg. 51893 et 51894 (Département du commerce, 1998) (pièce n° 37 de l'Argentine); *Initiation of Antidumping and Countervailing Duty Reviews*, 64 Fed. Reg. 53318 et 53318 (Département du commerce, 1999) (pièce n° 41 de l'Argentine).

[143] Lettre de Schagrin Associates adressée à M. William M. Daley en date du 29 août 1997 ("Oil Country Tubular Goods from Argentina: Request for Administrative Review"), page 2 (pièce n° 58 de l'Argentine).

[144] *Oil Country Tubular Goods from Argentina*, 62 Fed. Reg. 18747 et 18748 (Département du commerce, 1997) (annulation du réexamen administratif) (pièce n° 29 de l'Argentine); *Oil Country Tubular Goods from Argentina*, 63 Fed. Reg. 49089 et 49090 (Département du commerce, 1998) (annulation du réexamen administratif) (pièce n° 36 de l'Argentine); *Oil Country Tubular Goods from Argentina* 64 Fed. Reg. 4069 et, 4070 (Département du commerce, 1999) (annulation du réexamen administratif) (pièce n° 37 de l'Argentine); *Oil Country Tubular Goods from Argentina*, 65 Fed. Reg. 8948 et 8949 (Département du commerce, 2000) (annulation du réexamen administratif) (pièce n° 43 de l'Argentine).

[145] Réponse de fond de Siderca adressée au Département du commerce par suite de l'engagement du réexamen à l'extinction de l'ordonnance antidumping frappant les produit tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine (2 août 2000), paragraphe 6 ("réponse de fond de Siderca") (pièce n° 57 de l'Argentine).

producteur d'OCTG en Argentine et qu'à sa connaissance il n'y a pas d'autre producteur d'OCTG en Argentine."[146] Ainsi, à tout le moins, le dossier constitué par le Département jette le doute sur les statistiques auxquelles celui-ci s'en est remis pour sa détermination du caractère adéquat. On ne voit pas très bien pourquoi le Département a pris le parti de se fier à ces statistiques, au lieu de s'en tenir à son interprétation de la position de Siderca.

105. Enfin, le Département avait lieu de douter de ses données. Il avait déjà eu l'occasion à diverses reprises de conclure que les statistiques officielles renfermaient des erreurs, dont, une fois, parce que les marchandises pour la mise à la consommation avaient été classées à tort avec celles qui n'y étaient pas destinées[147], et une autre, parce que les tubes pour usages mécaniques avaient été classés avec les OCTG.[148]

106. Au vu de ce dossier, le Département n'avait pas lieu de présumer qu'il y avait d'autres producteurs/exportateurs argentins qui auraient dû répondre à l'avis d'engagement, et dont le silence aurait de pareilles conséquences pour les droits de l'Argentine au titre de l'article 11.3. Cette hypothèse sans fondement a eu de graves conséquences pour l'Argentine, puisqu'elle a conduit à présumer que Siderca avait renoncé à participer et à constater un dumping probable, comme le prescrivait la loi.

b) Même si l'on accepte les explications fournies par les États-Unis dans leur première communication, l'application des dispositions en matière de renonciation dans le réexamen à l'extinction concernant les OCTG en provenance d'Argentine produit le même effet dans un cas comme dans l'autre

107. Dans le réexamen à l'extinction concernant les OCTG en provenance d'Argentine, ce sont, d'après la première communication des États-Unis, les producteurs dont les expéditions représentaient la totalité des exportations argentines qui ont été présumés avoir renoncé à participer.[149] Par conséquent, les dispositions légales prescrivaient de déterminer, s'agissant des producteurs argentins dont les expéditions représentaient la totalité des exportations à destination des États-Unis, qu'il était probable que le dumping subsisterait si la mesure était supprimée.

108. Ainsi, que la présomption de renonciation ait été appliquée à toutes les "parties intéressées interrogées" (comme il est indiqué dans le Mémorandum sur les questions et la décision établi par le Département) ou aux seules sociétés interrogées n'ayant pas répondu, ses effets équivalaient à ceux d'une présomption de renonciation appliquée sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, puisque le Département a présumé que les sociétés dont les expéditions représentaient la totalité des exportations avaient renoncé à participer. En l'espèce, il ne fait aucun doute que les dispositions en matière de renonciation ont empêché le Département de procéder à un "réexamen" et d'établir la "détermination", comme l'exigeait par l'article 11.3. Siderca a été jugée étrangère à la détermination à l'extinction, et ce en dépit du fait qu'il ressortait du dossier qu'elle était, à ce moment-là, le seul producteur et exportateur argentin connu. Aux termes des dispositions légales et réglementaires applicables en l'espèce, Siderca, qui n'avait effectué aucune exportation, n'a eu aucune possibilité d'influer sur le Département, parce que celui-ci a estimé que les exportateurs dont les expéditions représentaient la totalité des exportations avaient "renoncé" à participer. Comme l'a dit l'Organe d'appel: "Les termes "réexamen" et "déterminer" figurant à l'article 11.3 donnent à penser que les autorités procédant à un réexamen à l'extinction doivent agir avec un degré de diligence approprié et

[146] *Décision de procéder à un réexamen accéléré*, page 2 (pièce n° 50 de l'Argentine).
[147] *Oil Country Tubular Goods from Argentina*, 63 Fed. Reg. 49089 et 49090 (Département du commerce, 1998) (annulation du réexamen administratif) (pièce n° 36 de l'Argentine).
[148] *Oil Country Tubular Goods from Argentina*, 65 Fed. Reg. 8948 et 8949 (Département du commerce, 2000) (annulation du réexamen administratif) (pièce n° 43 de l'Argentine).
[149] Première communication des États-Unis, paragraphe 216.

arriver à une conclusion motivée sur la base des renseignements recueillis dans le cadre d'un processus de reconsidération et d'examen."[150]

2. À supposer, pour les besoins de l'argumentation, que la présomption de renonciation n'a été appliquée qu'aux sociétés interrogées n'ayant pas répondu, la conduite d'un réexamen accéléré sur la base des données de fait disponibles était incompatible avec les articles 11.3 et 6.8 et avec l'Annexe II de l'Accord antidumping

a) Selon ce scénario, l'Argentine a dû se contenter d'un réexamen accéléré et d'une décision fondée sur les données de fait disponibles

109. Dans le réexamen à l'extinction concernant les OCTG en provenance d'Argentine, le Département cite à la fois la disposition relative à la "renonciation" - 19 U.S.C. § 1675 c) 4) B) - et la disposition relative aux "données de fait disponibles" - 19 U.S.C. § 1675 c) 3) B) -, et prétend donc s'appuyer sur ces deux dispositions.[151] Toutefois, rien dans la législation des États-Unis ne prévoit l'application simultanée de ces deux dispositions à une seule et même société interrogée. De fait, ces dispositions s'excluent mutuellement et ne peuvent être appliquées à une seule et même société interrogée.[152]

110. Le Département a déclaré sans ambiguïté que la réponse de Siderca était "inadéquate", que "le Département n'avait pas reçu une réponse adéquate des parties intéressées interrogées" et que "cela constitu[ait] une renonciation à participer".[153] Les déterminations du Département concernant la décision de procéder à un réexamen accéléré comportent également des citations du règlement du Département concernant l'établissement de déterminations fondées sur les données de fait disponibles.[154] Nonobstant ces déclarations, les États-Unis affirment dans leur première communication que le Département n'a pas eu recours aux données de fait disponibles en ce qui concerne Siderca.[155] Une fois de plus, la réponse donnée par les États-Unis dans leur première communication se rapporte aux "parties intéressées interrogées qui n'ont pas répondu", c'est-à-dire aux sociétés argentines autres que Siderca qui n'ont jamais répondu à l'invitation de déposer une réponse de fond.[156]

111. Sur ce point, les États-Unis se perdent dans une série de contradictions. Dans la décision de procéder à un réexamen accéléré, le Département a noté que "[p]endant la période de cinq ans allant de 1995 à 1999, le pourcentage annuel moyen combiné des exportations d'OCTG de Siderca vers les États-Unis par rapport aux exportations totales de la marchandise visée à destination des États-Unis [avait] été nettement inférieur à 50 pour cent".[157] Eu égard à cette constatation, le Département a déterminé que la réponse de fond de Siderca était "inadéquate" au titre de

[150] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 111.

[151] *Voir*, par exemple, le Mémorandum sur les questions et la décision, page 4 (pièce n° 51 de l'Argentine) (citant l'article 1675 c) 4) B)), et la décision de procéder à un réexamen accéléré, page 2 (pièce n° 50 de l'Argentine) (citant l'article 1675 c) 3) B)).

[152] *Voir* la première communication de l'Argentine, paragraphes 100 et 101.

[153] *Mémorandum sur les questions et la décision*, page 5 (pièce n° 51 de l'Argentine).

[154] *Décision de procéder à un examen accéléré*, page 2 (pièce n° 50 de l'Argentine); *Mémorandum sur les questions et la décision*, page 3 (pièce n° 51 de l'Argentine).

[155] *Voir* la première communication des États-Unis, paragraphes 214, 221 et 234 à 236.

[156] *Voir id*., paragraphe 214.

[157] *Décision de procéder à un réexamen* accéléré, page 2 (pièce n° 50 de l'Argentine).

19 C.F.R 351.218 e) 1) ii) A) et a donc procédé à un réexamen accéléré, en application de 19 C.F.R § 351.218 e) 1) ii) C).[158]

112. Selon la réglementation du Département concernant les réexamens à l'extinction, lorsque les parties intéressées interrogées ont communiqué une réponse inadéquate, le Département procède normalement à un réexamen accéléré et arrive aux résultats finals "sur la base des données de fait disponibles". (19 C.F.R § 351.218 e) 1) ii) C); *voir aussi* 19 U.S.C. § 1675 c) 3) B).) L'article 351.208 f) 2) dispose que les "données de fait disponibles" s'entendent des marges de dumping établies dans le cadre de déterminations antérieures et des renseignements figurant dans les réponses de fond des parties. À supposer, pour les besoins de l'argumentation, que les dispositions en matière de renonciation ne constituaient pas le fondement de la détermination à l'extinction établie par le Département[159], le fait que le Département se soit référé à 19 U.S.C. § 351.218 e) 1) ii) C) dans la *Décision de procéder à un réexamen accéléré* et dans le *Mémorandum sur les questions et la décision* démontre que sa détermination à l'extinction était fondée, au mieux, sur les "données de fait disponibles".[160]

b) Le Département a agi en violation de l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord antidumping

113. La conduite d'un réexamen accéléré et l'application des dispositions en matière de renonciation lors du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine contrevenaient à l'article 6.1 parce qu'elles ont effectivement empêché Siderca de présenter des éléments de preuve pour qu'ils soient sérieusement examinés par le Département concernant la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise et qu'ils éclairent sa détermination au titre de l'article 11.3. Le Département a reconnu que Siderca avait à la fois déposé une réponse de fond complète à l'avis d'engagement d'un réexamen à l'extinction, et notifié sa volonté de participer pleinement au réexamen à l'extinction.[161] Néanmoins, l'application des dispositions en matière de renonciation en ce qui concerne les "sociétés interrogées qui n'ont pas répondu" déterminait le résultat pour l'Argentine dans son ensemble. Siderca n'a donc pas eu "d'amples possibilités de présenter … les éléments de preuve qu'elle juge[ait] pertinents" après que le Département eut estimé que les sociétés interrogées dont les expéditions représentaient la totalité des importations avaient renoncé à participer, ce qui l'a conduit à établir une détermination automatique de la probabilité, en violation de l'article 6.1.

114. La conduite d'un réexamen accéléré et l'application à l'égard de Siderca des dispositions en matière de renonciation lors du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine contrevenaient aussi à l'article 6.2, du fait que Siderca n'a pas eu toutes possibilités de défendre ses intérêts. Siderca n'a pas pu défendre ses intérêts parce que le résultat avait effectivement été décidé à

---

[158] *Mémorandum sur les questions et la décision*, page 3 (pièce n° 51 de l'Argentine); *Détermination du caractère adéquat*, page 2 (pièce n° 50 de l'Argentine) ("nous recommandons que vous déterminiez que la réponse de Siderca est inadéquate").

[159] Bien que le Département ait déclaré dans le *Mémorandum sur les questions et la décision* (pièce n° 51 de l'Argentine), pages 4 et 5, que les "parties intéressées interrogées" avaient renoncé à participer au réexamen à l'extinction, les États-Unis affirment ne pas avoir appliqué les dispositions en matière de renonciation en ce qui concerne Siderca. *Voir* la première communication des États-Unis, paragraphe 211. Les États-Unis se contredisent aussi sur le point de savoir s'ils ont appliqué ces dispositions en ce qui concerne les sociétés interrogées n'ayant pas répondu. Dans leur première communication, ils indiquent que le Département a estimé que les sociétés interrogées qui n'avaient pas répondu avaient renoncé à participer au réexamen à l'extinction (*voir* les paragraphes 216 et 155 ainsi que la note de bas de page 216), tout en affirmant ailleurs qu'ils n'ont pas appliqué les dispositions en matière de renonciation en ce qui concerne les sociétés interrogées n'ayant pas répondu, puisque le Département avait eu recours à leur sujet aux données de fait disponibles (*voir* le paragraphe 214).

[160] *Voir* la *décision de procéder à un réexamen accéléré*, page 2 (pièce n° 50 de l'Argentine) et le *Mémorandum sur les questions et la décision*, page 3 (pièce n° 51 de l'Argentine).

[161] *Voir* la *décision de procéder à un réexamen accéléré*, pages 1 et 2 (pièce n° 50 de l'Argentine).

l'avance, étant donné que le Département avait estimé que les sociétés interrogées qui n'avaient pas répondu et dont les expéditions représentaient la totalité des importations avaient renoncé à participer, ce qui l'a conduit à établir une détermination automatique de la probabilité.

115. Les États-Unis font valoir que, en limitant sa réponse de fond à un texte d'"à peine" quatre pages, et en ne mettant pas à profit d'autres occasions de présenter ses observations, Siderca n'a pas pleinement saisi les possibilités que lui offrait la réglementation sur les réexamens à l'extinction en ce qui concerne la présentation d'éléments de preuve.[162] Outre sa réponse de fond à l'avis d'engagement, expliquent les États-Unis, Siderca aurait pu présenter des observations concernant la détermination du caractère adéquat (19 C.F.R. § 351.309 e)) et des observations visant à réfuter la réponse de fond de toute autre partie (19 C.F.R. § 351.218 d) 4)). Les États-Unis concluent donc que le Département n'a pas effectué le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine d'une manière incompatible avec l'article 6.1 et 6.2.

116. L'argument des États-Unis est défaillant pour plusieurs raisons. En premier lieu, contrairement à ce qu'affirment les États-Unis, Siderca n'a pas négligé de saisir la possibilité de présenter des éléments de preuve. Comme les États-Unis le reconnaissent à plusieurs reprises dans leur première communication, la réponse de Siderca à l'avis d'engagement était une "réponse de fond complète" satisfaisant à toutes les prescriptions réglementaires du Département.[163] Néanmoins, malgré que Siderca ait présenté une réponse de fond complète, le Département a estimé que sa réponse était inadéquate. Du fait de cette détermination, il a été estimé que Siderca avait renoncé à participer au réexamen à l'extinction, ce qui a abouti à une détermination impérative de la probabilité. En conséquence, la détermination selon laquelle la réponse de Siderca était inadéquate a eu pour effet de clore l'affaire, puisque l'issue était déterminée à l'avance.

117. Par ailleurs, aux termes de l'article 6.1 et de l'Annexe II, le Département avait l'obligation d'"indiquer de manière détaillée les renseignements que [Siderca devait] fournir" pour que le Département engage un réexamen et établisse la détermination requise au titre de l'article 11.3. Siderca a fourni des renseignements que les États-Unis qualifient de "réponse de fond complète", et elle a également offert de coopérer pleinement au réexamen. Les déclarations faites à présent par les États-Unis selon lesquelles les renseignements étaient insuffisants parce qu'occupant "à peine" quatre pages contredisent leurs déclarations selon lesquelles la communication de Siderca constituait une "réponse de fond complète". La seule façon de lever la contradiction dans les déclarations du Département serait que celui-ci admette que, tout en étant une "réponse de fond complète", la réponse de Siderca était dénuée de pertinence aux fins de la détermination du Département, ou qu'elle ne renfermait pas les renseignements que le Département comptait obtenir. Aucune de ces deux explications n'est toutefois acceptable au regard des articles 11.3, 6.1 et 6.8 et de l'Annexe II.

118. Deuxièmement, s'agissant de la détermination du caractère adéquat, le règlement dispose que "les observations [présentées] ne peuvent comporter de nouveaux renseignements factuels ni de nouveaux éléments de preuve factuels (qui viendraient compléter, par exemple, une réponse de fond à un avis d'engagement) et ne doivent pas excéder cinq pages".[164] Le règlement interdisait donc à Siderca de présenter de nouveaux éléments de preuve concernant la détermination du Département selon laquelle sa réponse était inadéquate.

119. Enfin, au moment de l'engagement du réexamen à l'extinction visant l'Argentine, le Département avait déjà effectué quelque 160 réexamens à l'extinction de mesures antidumping, et il était notoire qu'il avait conçu et mettait en œuvre un système permettant d'éviter toute détermination

[162] *Voir* la première communication des États-Unis, paragraphes 228, 229 et 237.
[163] *Voir id.*, les paragraphes 211, 213, 214 et 216.
[164] 19 C.F.R. § 351.309 e) (non souligné dans l'original).

sur le fond. On considérait donc en général que la participation des sociétés interrogées ne servait à rien et ne changerait rien à l'issue de la procédure sur le fond.

120. Des commentateurs écrivant au moment de la détermination à l'extinction visant l'Argentine ont décrit le parti pris institutionnel qui fausse la manière dont le Département conduit les réexamens à l'extinction:

> Le traitement que le Département du commerce réserve aux parties intéressées selon qu'il s'agit des parties nationales ou des parties mises en cause, même s'il est en partie conforme à la loi et à l'historique de la législation, prête dans une certaine mesure le flanc aux critiques souvent formulées par des observateurs extérieurs jugeant que les procédures qu'il applique favorisent parfois la branche de production nationale. Il n'est pas certain que les parties intéressées interrogées gagnent beaucoup à participer aux réexamens effectués par le Département du commerce et à éviter des décisions automatiques. Étant donné la loi, l'historique de la législation et les règles appliquées par le Département du commerce, il y a de fortes chances que ce dernier constate une probabilité de dumping et se contente de s'appuyer sur les résultats de l'enquête initiale. Il est probable que le Département du commerce parviendra aux mêmes conclusions, que les sociétés étrangères participent ou non à la procédure. Compte tenu de cela et de la lourde charge que la communication de renseignements représente pour les parties intéressées interrogées, celles-ci sont clairement incitées à renoncer à participer aux procédures engagées par le Département du commerce. De fait, la plupart des parties intéressées interrogées se sont tout simplement abstenues de répondre dans la majorité des réexamens engagés à ce jour. Comme le montre le tableau 1, il n'a été reçu à ce jour que neuf réponses émanant de parties intéressées interrogées.[165]

121. L'auteur de cet article a également interrogé plusieurs praticiens. À la lumière de ces entretiens, il a noté ceci: "Un praticien a déclaré que les sociétés visées avaient le sentiment très net qu'il existait au Département du commerce un parti pris institutionnel contre les sociétés interrogées, qui étaient donc extrêmement réticentes à engager des frais pour présenter leurs moyens de défense dans les affaires [de réexamen à l'extinction] conduites par le Département."[166]

122. L'analyse effectuée par l'Argentine aux fins de la procédure du présent Groupe spécial confirme le sentiment qui prévalait alors: dans chacun des réexamens à l'extinction auquel la branche de production nationale a participé et dans lequel les dispositions en matière de renonciation n'ont pas été appliquées, le Département a circonscrit son "analyse" aux critères énoncés dans le SAA et le Sunset Policy Bulletin et a constaté une probabilité de dumping.[167] En s'appuyant exclusivement sur les critères de la liste de points à vérifier figurant dans le SAA et le Sunset Policy Bulletin, le Département prive les parties intéressées étrangères d'amples possibilités de présenter des éléments de preuve et de défendre pleinement leurs intérêts, manquant ainsi aux obligations énoncées aux articles 6.1, 6.2 et 11.3. Même s'ils protestent du contraire, les États-Unis savent pertinemment que même si Siderca avait saisi d'autres possibilités de présenter ses observations, l'issue aurait été la

---

[165] *Voir* Peter A. Dohlman, *Determinations of Adequacy in Sunset Reviews of Antidumping Orders in the United States*, 14 AM. U. INT'L. REV., pages 1281, 1331 et 1332 (notes de bas de page omises) (1998-1999) (pièce n° 65 de l'Argentine) (au moment où il a rédigé cet article, l'auteur (qui a déclaré y avoir exprimé un point de vue personnel, qui n'engageait pas la Commission) exerçait les fonctions d'économiste principal auprès de Carol T. Crawford, membre de la Commission du commerce international).

[166] *Voir id.*, page 1300, note de bas de page 64 (pièce n° 65 de l'Argentine).

[167] *Voir* les réexamens à l'extinction effectués par le Département du commerce des États-Unis (pièces n° 63 et 64 de l'Argentine).

même. Les États-Unis ne peuvent pas faire valoir d'une manière crédible qu'une intervention plus active de Siderca aurait permis, par un brusque retournement, de faire passer le score de 223/0 à 222/1.

c) Le Département a agi en violation de l'article 6.8 et 6.9 et de l'Annexe II parce que l'analyse des "données de fait disponibles" était nécessairement circonscrite aux marges de dumping établies dans le cadre de l'enquête initiale et aux renseignements figurant dans la réponse de fond

123. Une fois encore, l'Argentine affirme que la détermination du Département était fondée dans cette affaire sur l'application des dispositions en matière de renonciation, en violation des articles 11.3, 6.1, 6.2, 6.8 et 6.9 ainsi que de l'Annexe II de l'Accord antidumping. Même si le Groupe spécial accepte l'argument des États-Unis selon lequel la détermination était au contraire fondée sur les données de fait disponibles, cela ne change rien à l'analyse de fond des obligations dans le cadre de l'OMC. Une décision fondée sur les données de fait disponibles contrevient aussi aux articles 11.3, 6.1, 62, 6.8 et 6.9 ainsi qu'à l'Annexe II.

124. Les "données de fait disponibles" ne peuvent être utilisées qu'en dernier ressort, lorsque les autorités chargées de l'enquête ont à faire à des parties récalcitrantes et peu coopératives. Par conséquent, l'article 6.8 et l'Annexe II n'autorisent les autorités chargées de l'enquête à établir des déterminations sur la base des "données de fait disponibles" que lorsqu'une partie intéressée "refuse de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communique pas dans un délai raisonnable, ou entrave le déroulement de l'enquête de façon notable …" En l'espèce, toutefois, Siderca a communiqué dans sa réponse de fond à l'avis d'engagement tous les renseignements requis par la réglementation du Département concernant les réexamens à l'extinction, et elle a accepté de coopérer pleinement dans le cadre de l'enquête. Siderca n'était donc pas une partie peu coopérative. Néanmoins, le Département a estimé que la réponse de fond complète de Siderca était inadéquate, sur la base du critère du seuil de 50 pour cent, et il a donc décidé de procéder à un réexamen accéléré. Pis encore, il n'a pas été déterminé que Siderca avait refusé de coopérer. Le Département a donc agi en violation de l'article 6.8 et 6.9 et de l'Annexe II.

125. Quant à l'argument présenté dans la première communication des États-Unis selon lequel le Département n'a utilisé les données de fait disponibles que pour les sociétés interrogées argentines n'ayant pas répondu, rien dans la détermination à l'extinction ne vient étayer cette affirmation. Le concept de sociétés interrogées argentines n'ayant pas répondu n'y est même pas directement mentionné. Quand bien même il l'aurait été, comme il est expliqué plus haut en détail, ce n'était pas procéder à une évaluation raisonnable et objective des faits que de considérer qu'il existait de telles parties et de subordonner les droits de l'Argentine de cette façon sans autre enquête. Circonscrire ainsi l'analyse constitue une violation des articles 11.3, 6.1, 6.2, 6.8 et 6.9 ainsi que de l'Annexe II.

3. La détermination du Département selon laquelle il était probable que le dumping subsisterait si le droit était supprimé était incompatible avec les articles 11.3 et 2 de l'Accord antidumping

a) Le Département ne disposait d'aucun élément de preuve établissant la persistance du dumping pendant la durée du réexamen à l'extinction

126. À supposer, pour les besoins de l'argumentation, que la détermination de la probabilité n'était pas fondée sur l'application des dispositions en matière de renonciation, il ressort du dossier dont le Département était saisi que cette détermination avait pour seuls fondements: 1) la marge de 1,36 pour cent calculée dans le cadre de l'enquête initiale selon la pratique de la réduction à zéro des marges négatives; et 2) la baisse du volume des importations d'OCTG en provenance d'Argentine. Ces éléments d'information - sans plus - ne suffisent pas pour justifier le maintien d'une mesure antidumping au titre de l'article 11.3.

127. Après l'imposition par les États-Unis de la mesure antidumping visant les OCTG en provenance d'Argentine, Siderca a choisi de mettre fin à ses exportations à destination du marché des États-Unis. Comme l'a expliqué l'Organe d'appel, des diminutions des volumes des importations faisant suite à l'imposition de droits antidumping peuvent être causées par de nombreux facteurs autres que ces droits.[168] Le fait que Siderca n'avait pas effectué d'expéditions a été démontré à la faveur d'une série de réexamens annuels engagés par le Département. De 1996 à 1999 (pendant la période de cinq ans visée par le réexamen à l'extinction qui fait l'objet du présent différend), des représentants de la branche de production des États-Unis ont demandé chaque année au mois d'août un réexamen annuel des expéditions effectuées par Siderca. Selon le droit et la pratique des États-Unis, les requérants sont tenus d'indiquer le nom des exportateurs au sujet desquels ils demandent qu'il soit procédé à un réexamen et, chaque fois durant cette période, la branche de production des États-Unis n'a demandé un réexamen que pour Siderca. C'est ainsi que, dans la lettre de la branche de production des États-Unis contenant la deuxième demande de réexamen, il est dit: "Il est demandé un réexamen concernant Siderca, cette société étant le seul exportateur connu de produits tubulaires pour champs pétrolifères en Argentine …"[169] Suite à ces demandes, le Département a engagé un réexamen au cours de chacune des quatre années qui ont suivi l'imposition de l'ordonnance antidumping visant les OCTG en provenance d'Argentine, et publié à cet effet un "avis d'engagement" citant Siderca comme exportateur visé. Dans le cadre de certains de ces réexamens, le Département a également envoyé un questionnaire antidumping.[170]

128. S'agissant de chacun des quatre réexamens qui ont été demandés en ce qui concerne Siderca, celle-ci a répondu en déclarant qu'elle n'avait pas exporté d'OCTG aux États-Unis pour consommation sur le territoire de ce pays pendant la période visée par le réexamen, et a donc demandé l'annulation du réexamen. Dans tous les cas, ce "certificat de non-expédition" a suscité des questions additionnelles de la part du Département et des observations additionnelles de la branche de production des États-Unis. Dans tous les cas, le Département a finalement admis, conformément aux certificats produits par Siderca, que cette société n'avait pas effectué d'expéditions, et a donc annulé les réexamens annuels, puisque ceux-ci étaient sans objet.

129. Par conséquent, étant donné que Siderca n'a pas expédié de produits aux États-Unis après l'imposition de l'ordonnance, le seul élément de preuve dont disposait le Département concernait le fait que Siderca avait cessé de pratiquer le dumping durant la période visée par le réexamen à l'extinction. En outre, les importations d'OCTG argentins dont il était allégué qu'elles provenaient des soi-disant sociétés interrogées n'ayant pas répondu représentaient de très faibles quantités et n'avaient pas fait l'objet de réexamens administratifs visant à déterminer si elles faisaient l'objet d'un dumping. Le Département ne pouvait pas se contenter de présumer qu'elles faisaient l'objet d'un dumping et utiliser cette présomption comme un "élément de preuve" que le dumping était susceptible de subsister à l'avenir.

---

[168] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 177.

[169] Lettre de Schagrin Associates adressée à M. William M. Daley en date du 29 août 1997 ("Oil Country Tubular Goods from Argentina: Request for Administrative Review"), page 2 (pièce n° 58 de l'Argentine).

[170] *Initiation of Antidumping and Countervailing Duty Reviews*, 61 Fed. Reg. 48882 (Département du commerce, 1996) (engagement d'un réexamen portant sur la période allant du 11 août 1995 au 31 juillet 1996) (pièce n° 28 de l'Argentine); *Initiation of Antidumping and Countervailing Duty Reviews*, 62 Fed. Reg. 50292 (Département du commerce, 1997) (engagement d'un réexamen portant sur la période allant du 1er août 1996 au 31 juillet 1997) (pièce n° 32 de l'Argentine); *Initiation of Antidumping and Countervailing Duty Reviews*, 63 Fed. Reg. 51893 (Département du commerce, 1998) (engagement d'un réexamen portant sur la période allant du 1er août 1997 au 31 juillet 1998) (pièce n° 37 de l'Argentine); *Initiation of Antidumping and Countervailing Duty Reviews*, 64 Fed. Reg. 53318 (Département du commerce, 1999) (engagement d'un réexamen portant sur la période allant du 1er août 1998 au 31 juillet 1999) (pièce n° 41 de l'Argentine).

130. Le Département n'a pas rassemblé ni évalué d'autres données de fait au moment du réexamen à l'extinction, et il n'a fondé sa détermination selon laquelle il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait que sur la marge de dumping de 1,36 pour cent établie dans le cadre de l'enquête initiale et sur le fait que Siderca avait cessé d'exporter des OCTG aux États-Unis.[171] Voilà à quoi se résument les "simples miettes" d'éléments de preuve, pour reprendre l'expression utilisée à juste titre par la Communauté européenne, qui étayaient cette détermination de dumping probable.[172]

131. La marge de dumping de 1,36 pour cent établie dans le cadre de l'enquête initiale en 1995 ne peut servir de fondement pour déterminer que le dumping serait susceptible de subsister ou de se reproduire.

- Premièrement, il s'agit d'un taux antérieur, sans rapport aucun avec la détermination prospective requise pour qu'il soit possible d'invoquer l'exception prévue à l'article 11.3 et de maintenir la mesure. Les États-Unis n'ont toujours pas donné d'explication logique au sujet des indications fournies par ce taux quant au dumping futur, pour ne rien dire de la probabilité d'un dumping futur.

- Deuxièmement, comme il est expliqué d'une manière détaillée dans la section b) ci-après, le Département, lors de l'enquête initiale, a calculé la marge de 1,36 pour cent selon la pratique de la réduction à zéro des marges négatives. De fait, n'était-ce cette pratique, il n'y aurait pas eu de marge de dumping du tout, ni de mesure à réexaminer.[173]

132. Pour établir, conformément à l'article 11.3, s'il est probable que le dumping "persister[a]" ou "se reproduir[a]", les autorités doivent disposer de renseignements actuels concernant ce dumping.[174] En d'autres termes, il faut déterminer que le dumping existe pour pouvoir évaluer sa persistance probable. À titre subsidiaire, il faut déterminer l'absence du dumping pour pouvoir évaluer de façon prospective la probabilité de réapparition.

133. Comme l'a expliqué l'Organe d'appel, satisfaire à ces obligations n'exige pas nécessairement des calculs du même type que ceux qui sont effectués dans le cadre d'une enquête au titre de l'article 5, mais les autorités sont tenues d'agir avec diligence et de réunir des éléments de preuve propres à servir de fondement à la détermination requise.[175] En se fondant sur la marge de 1,36 pour cent établie lors de l'enquête initiale, le Département ne peut satisfaire ni à l'une ni à l'autre de ces obligations. Les États-Unis font valoir que le Département a déterminé que "le dumping avait subsisté pendant toute la durée de l'ordonnance …"[176] Or, le Département a annulé chacun des quatre réexamens administratifs visant Siderca qui avaient été entrepris après l'imposition de l'ordonnance, et il ne disposait donc pas d'élément de preuve relatif aux marges de dumping pendant toute la durée d'application de l'ordonnance. Le fait qu'il se soit fondé sur des renseignements aussi viciés et dépassés a nécessairement conduit à des spéculations sur la question de savoir si le dumping était ou non susceptible de persister ou de se reproduire dans l'éventualité où l'ordonnance serait levée, plutôt qu'à une détermination fondée sur des éléments de preuve positifs suffisants.

---

[171] *Voir* le *Mémorandum sur les questions et la décision*, page 5 (pièce n° 51 de l'Argentine).

[172] Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphe 42.

[173] *Voir*, sur ce point, les communications présentées en tant que tierces parties par les Communautés européennes et par le Japon, paragraphes 79 à 89 et paragraphes 22 à 28, respectivement.

[174] *Voir aussi* la communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphe 12.

[175] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 111.

[176] Première communication des États-Unis, paragraphe 218.

134. En réalité, compte tenu en particulier des faits de la cause, à savoir que le Département s'est fondé sur la marge de dumping d'à peine 1,36 pour cent calculée pour Siderca, il avait l'obligation de réunir et d'évaluer des "éléments de preuve convaincants" pour justifier sa détermination de la probabilité d'un dumping. Comme l'a dit l'Organe d'appel, il ne suffit pas que les autorités "s'appuient simplement" sur la détermination établie à l'issue de l'enquête initiale.[177] Cela renforce le sentiment de l'Argentine que la présente affaire a un caractère extrême et injuste.

135. S'agissant des volumes des importations, l'Organe d'appel, dans l'affaire du *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, a dit:

> [L]es deuxième et troisième scénarios identifiés dans la section II.A.3 concernent la situation dans laquelle il n'y a *pas de dumping* (soit parce que les importations ont cessé soit parce que le dumping a été éliminé après que le droit a été imposé). La cessation des importations envisagée dans le deuxième scénario et la diminution des volumes d'importation envisagée dans le troisième scénario auraient fort bien pu être causées ou renforcées par les modifications des conditions de concurrence sur le marché ou les stratégies des exportateurs, plutôt que par l'imposition du droit à elle seule. Par conséquent, une analyse au cas par cas des facteurs à l'origine d'une cessation des importations ou d'une diminution des volumes d'importation (lorsque le dumping est éliminé) sera nécessaire pour déterminer que le dumping se reproduira si le droit est supprimé.[178]

136. Le Département n'a nullement procédé à pareille analyse en l'occurrence. Il n'a pas demandé non plus des renseignements additionnels à Siderca, qui s'était engagée à coopérer pleinement. Il s'est plutôt fondé uniquement sur la marge de dumping de 1,36 pour cent et sur le faible volume des importations. Cela ne constitue pas une "base factuelle suffisante" pour la détermination de fond sérieuse qui est requise par l'article 11.3.

b) L'importance décisive que le Département a attribuée à une marge incompatible avec les règles de l'OMC (parce que calculée selon la méthode de la réduction à zéro) en tant que fondement de la détermination de la probabilité est incompatible avec l'article 11.3

137. Il ne fait aucun doute que la marge de 1,36 pour cent repose sur une méthode de calcul qui est incompatible avec l'article 2.4. Pour calculer cette marge de dumping, le Département a appliqué la méthode de la "réduction à zéro", en ramenant toutes les marges négatives à zéro, et a additionné les marges positives restantes. Cela revient à ne tenir aucun compte de l'existence et de l'importance des marges négatives pour déterminer le niveau du "dumping" attribuable aux ventes visées par le réexamen.

138. C'est ce qui ressort clairement de la pièce n° 52 jointe à la première communication de l'Argentine. À la ligne 25, où commence la comparaison, le symbole ".", qui figure dans la colonne "MRGOBS", signifie qu'aucune des opérations portant sur ce produit particulier n'a donné une marge de dumping positive; de même, aucun chiffre n'est indiqué dans la colonne "Montant total des droits antidumping potentiels non perçus" ("TOTPUDD") pour ces mêmes opérations. Après avoir ainsi ramené à zéro toutes les "marges négatives", le Département a additionné toutes les marges positives (constatées pour les produits énumérés aux lignes 1 à 24 de la pièce n° 52 de l'Argentine), et a divisé cette somme par la valeur nette totale aux États-Unis afin de calculer la marge de dumping globale pour Siderca. Comme on le voit à la page 2 de la pièce n° 52 de l'Argentine, la marge de 1,36 pour cent sur laquelle le Département s'est fondé aux fins du réexamen à l'extinction est obtenue en divisant

[177] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 88.

[178] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 177.

le total "TOTPUDD" (125 478,93 dollars EU, total qui, du fait de la réduction à zéro, ne tient pas compte des "marges négatives" constatées pour de nombreuses ventes) par le total "TOTVAL" (9 240 392,64 dollars EU).

139. Cette méthode a gonflé la marge de dumping globale en faisant abstraction des ventes de produits "qui ne faisaient pas l'objet d'un dumping" aux États-Unis, c'est-à-dire, pour reprendre les termes de l'article 2.1 de l'Accord antidumping, qui n'ont pas été "introduit[s] sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale …" C'est ce qui apparaît d'une manière plus détaillée dans la pièce n° 66A de l'Argentine - Résultats du calcul de la marge effectué par le Département en ce qui concerne les ventes de Siderca (sans "réduction à zéro") -, où sont reproduits les résultats de l'analyse du Département pour les différentes opérations. Comme le montre ce document, le Département a analysé 385 opérations de vente de Siderca lors de l'enquête initiale.[179] À l'inverse de ce qui a été fait par le Département, les marges de dumping négatives n'ont pas été ramenées à zéro dans les champs UMARGIN ou PUDD de l'état imprimé reproduit dans la pièce n° 66A de l'Argentine. Lorsque le prix de vente aux États-Unis est supérieur à la valeur normale moyenne pondérée du produit de comparaison (c'est-à-dire lorsqu'il n'y a pas de dumping au sens où il est défini à l'article 2.1), une marge de dumping négative est indiquée sur une base unitaire dans la colonne UMARGIN; la colonne PUDD fait apparaître la valeur élargie du dumping négatif, qui résulte du produit de la marge unitaire négative par la QTY; et la colonne PCTEMARG indique la marge négative correspondant à chaque opération aux États-Unis, exprimée en pourcentage.

140. Les résultats sont clairs et impressionnants. Sur les 385 opérations de vente effectuées aux États-Unis qui ont été examinées par le Département, seules 97 "faisaient l'objet d'un dumping" au sens de l'article 2.1, alors que plus du triple (288) ne faisaient pas l'objet d'un dumping. En outre, la valeur totale du dumping correspondant aux ventes qui faisaient l'objet d'un dumping s'établissait à 125 478,93 dollars EU (comme il est indiqué à la page 2 de la pièce n° 52 de l'Argentine), alors que la valeur totale du dumping négatif correspondant aux ventes qui ne faisaient pas l'objet d'un dumping était plus de quatre fois supérieure, soit 527 638,38 dollars EU. Si l'on additionne les éléments du champ PUDD sans effectuer de réduction à zéro, et que le dumping total retenu par le Département (125 478,93 dollars) est contrebalancé par le dumping négatif total (527 638,38 dollars), on obtient un dumping négatif total de 402 159,45 dollars qui, divisé par la valeur totale des ventes aux États-Unis, soit 9 240 342,64 dollars, donne, non plus la marge de 1,36 pour cent utilisée par le Département, mais une marge négative de - 4,35 pour cent. À l'évidence, ce n'est pas là la preuve de l'existence d'un dumping, tel que celui-ci est défini à l'article 2.1.

141. Le même effet peut être observé si les calculs sont effectués produit par produit, avec des résultats tout aussi clairs et impressionnants. Durant la période visée par l'enquête, Siderca a effectué aux États-Unis quatre ventes du produit CONNUMU 1 (comme on peut le vérifier à la ligne 13 de la

[179] La pièce n° 66A de l'Argentine - Résultats du calcul de la marge effectué par le Département en ce qui concerne les ventes de Siderca (sans "réduction à zéro") - rend compte des résultats obtenus au moyen du programme informatique utilisé par le Département, en indiquant, de gauche à droite, pour chaque opération, la ligne séquentielle, ou numéro d'"observation" figurant sur l'état imprimé ("OBS"), le numéro de la facture ("INVOICU"), la date de la vente ("SALEDTU"), la quantité vendue ("TOTQTY"), le "numéro de contrôle" ou numéro d'identification des produits sur lesquels ont porté les opérations de vente aux États-Unis ("CONNUMU"), le "numéro de contrôle" ou numéro d'identification des produits sur lesquels ont porté les ventes sur le marché servant d'élément de comparaison ("CONNUMT"), le "prix unitaire étranger en dollars" ("FUPDOL", à savoir la valeur normale moyenne pondérée du produit vendu sur le marché servant d'élément de comparaison), le prix aux États-Unis ("USPR", à savoir le prix de vente net aux États-Unis pour chaque opération), la marge unitaire ("UMARGIN", obtenue en soustrayant l'USPR du FUPDOL), la marge élargie ou "droits antidumping potentiels non perçus" ("PUDD", qui s'obtient en multipliant la UMARGIN par la QTY), la valeur des ventes aux États-Unis ("TOTVAL", qui s'obtient en multipliant l'USPR par la QTY), et le pourcentage de la marge de dumping correspondant à chaque opération ("PCTEMARG", qui s'obtient en divisant l'EMARGIN par la VALEUR).

colonne "TOTOBS" de la pièce n° 52 de l'Argentine, lesquelles correspondent respectivement aux lignes 25, 42, 234 et 369 de la pièce n° 66A de l'Argentine). Le tableau ci-après indique le prix net aux États-Unis, la quantité vendue aux États-Unis, la valeur normale moyenne, la marge unitaire, la marge élargie et la valeur nette aux États-Unis pour chacune des ventes aux États-Unis du produit CONNUMU 1.

Numéro d'observation ("OBS") Pièce n° 66A de l'Argentine	Prix net aux États-Unis	Quantité vendue aux États-Unis	Valeur normale	Marge unitaire	Marge élargie	Valeur aux États-Unis
	Dollars EU par tonne	Tonnes	Dollars EU par tonne	Dollars EU par tonne	("PUDD") dollars EU	Dollars EU
	(A)	(B)	(C)	(D = C - A)	(E = B * D)	(F = A * B)
25	489,015	100,95	504,234	15,219	1 536,40	49 366,06
42	491,312	41,35	504,234	12,923	534,36	20 315,73
369	583,961	67,09	504,234	(79,727)	(5 348,85)	39 177,94
234	590,391	13,36	504,234	(86,157)	(1 151, 05)	7 887,62

142. La valeur nette totale aux États-Unis s'établissait à 116 747,35 dollars pour CONNUMU 1. La marge élargie totale correspondante, ou "PUDD", s'élevait à 2 070,76 dollars avec réduction à zéro et à - 4 429,14 dollars sans réduction à zéro. La marge globale pour CONNUMU 1 était de 1,77 pour cent avec réduction à zéro. Sans réduction à zéro, la marge de dumping globale pour CONNUMU 1 était de -3,79 pour cent. Faire abstraction du fait que la troisième et la quatrième vente aux États-Unis ne faisaient pas l'objet d'un dumping et de la mesure dans laquelle celles-ci ne faisaient pas l'objet d'un dumping a eu pour effet de transformer la marge négative en marge positive pour ce produit, comme cela a été aussi le cas, on l'a vu plus haut, pour les produits considérés globalement.

143. La pièce n° 66B de l'Argentine - Extrait du programme de calcul de la marge utilisé par le Département faisant apparaître l'effet de la "réduction à zéro" - reproduit la partie du programme informatique dont le Département s'est servi, dans le cadre de l'enquête, pour calculer le dumping global avec réduction à zéro en ce qui concerne Siderca. Les lignes 1 à 4 du programme ont servi à calculer la quantité et la valeur totales de l'ensemble des produits vendus aux États-Unis par Siderca. Cette étape est identique au calcul de F dans l'exemple qui précède. Les lignes 12 à 16 ont servi à calculer le montant du dumping, ainsi que la quantité et la valeur totales de tous les produits dont la vente aux États-Unis a contribué au dumping. C'est à ce stade qu'est appliquée la méthode de la réduction à zéro. Plus précisément, la ligne 13 du programme ("WHERE EMARGIN GT 0") donne pour instruction à l'ordinateur de ne calculer le total global du dumping, de la quantité et de la valeur que pour les seules opérations assorties de marges élargies positives. Cette étape revient à ne calculer que les valeurs positives de la colonne E dans l'exemple qui précède. La ligne 22 du programme permet de calculer la marge globale en divisant la somme de toutes les marges élargies positives par la valeur nette totale aux États-Unis.

144. Comme le montre l'exemple qui précède, la réduction à zéro gonfle sensiblement la marge globale, et, en l'occurrence, aucune marge de dumping n'aurait été obtenue sans la réduction à zéro. Pour éviter de surévaluer la marge de dumping, il suffit que le Département supprime la ligne 13 du programme informatique et relance son exécution. Lorsque l'on procède ainsi, on obtient une marge de -4,35 pour cent sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, en utilisant le même programme informatique que celui dont le Département s'est servi au cours de l'enquête initiale et la même base

de données que celle qui a été fournie par Siderca. Tel est, de fait, ce qui ressort de la pièce n° 66A de l'Argentine.

145. Dans l'affaire du *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a reconnu que la méthode de la réduction à zéro est incompatible avec l'article 2.4.[180] Elle ne permet pas une "comparaison équitable", et n'indique pas de manière exacte si le produit, dans son ensemble, est vendu à un prix inférieur à la valeur normale.

146. L'Organe d'appel a dit que lorsqu'un Membre s'appuie sur une marge de dumping pour établir une détermination dans le cadre d'un réexamen au titre de l'article 11.3, celle-ci doit avoir été établie conformément aux règles de l'OMC.[181] L'Organe d'appel s'en est expliqué en ces termes:

> L'article 2 énonce les disciplines convenues dans l'*Accord antidumping* pour le calcul des marges de dumping. Comme nous l'avons fait observer plus haut, nous ne voyons rien à l'article 11.3 qui fasse obligation aux autorités chargées de l'enquête de calculer des marges de dumping ou de s'appuyer sur de telles marges pour déterminer la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. Toutefois, au cas où les autorités chargées de l'enquête choisiraient de s'appuyer sur des marges de dumping pour établir leur détermination de la probabilité, le calcul de ces marges doit être conforme aux disciplines énoncées à l'article 2.4. Nous ne voyons pas d'autres dispositions dans l'*Accord antidumping* en vertu desquelles les Membres peuvent calculer des marges de dumping. Dans le réexamen à l'extinction CRS, l'USDOC a choisi de fonder sa détermination positive de la probabilité sur des marges de dumping positives qui avaient été calculées antérieurement dans le cadre de deux réexamens administratifs particuliers. Si ces marges étaient viciées sur le plan juridique parce qu'elles avaient été calculées d'une manière incompatible avec l'article 2.4, cela pouvait entraîner une incompatibilité non seulement avec l'article 2.4, mais aussi avec l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*.[182]

147. En conséquence, l'Organe d'appel a "infirm[é] la constatation corollaire formulée par le Groupe spécial au paragraphe 8.1 d) iii) de son rapport, selon laquelle les États-Unis n'[avaient] pas agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* dans le réexamen à l'extinction CRS en s'appuyant sur des marges de dumping dont le Japon allégu[ait] qu'elles [avaient] été calculées d'une manière incompatible avec l'article 2.4".[183]

148. L'Organe d'appel a réaffirmé que le fait de s'appuyer sur une marge non conforme aux règles de l'OMC pouvait "terni[r] … la détermination de la probabilité" au titre de l'article 11.3, et qu'il n'était pas nécessaire que cette marge ait été contestée dans le cadre de la procédure administrative correspondante ni dans le cadre d'un différend porté devant l'OMC:

> Comme il est expliqué plus haut, si une détermination de la probabilité est fondée sur une marge de dumping calculée au moyen d'une méthode incompatible avec l'article 2.4, ce défaut ternit également la détermination de la probabilité. Ainsi, la compatibilité avec l'article 2.4 de la méthode que l'USDOC a utilisée pour calculer les marges de dumping dans les réexamens administratifs a une influence sur la compatibilité avec l'article 11.3 de la détermination de la probabilité établie par l'USDOC dans le réexamen à l'extinction CRS. Dans le réexamen à l'extinction CRS,

---

[180] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphes 134 et 135.

[181] *Voir id*., paragraphes 126 à 132.

[182] *Id*., paragraphe 127. (note de bas de page omise)

[183] *Id*., paragraphe 128.

> l'USDOC a fondé sa détermination selon laquelle "il est probable que le dumping subsisterait si l'ordonnance [CRS] était abrogée" sur l'"existence de marges de dumping" calculées dans le cadre des réexamens administratifs. Si ces marges ont effectivement été calculées au moyen d'une méthode qui est incompatible avec l'article 2.4 - question que nous examinons ci-après - la détermination de la probabilité établie par l'USDOC ne pouvait pas constituer un fondement approprié pour le maintien des droits antidumping au titre de l'article 11.3. En outre, un défaut juridique de ce type ne peut pas être corrigé par le fait que NSC ne l'a pas mis en cause dans le réexamen à l'extinction CRS ou les réexamens administratifs. Il s'ensuit que nous ne pouvons pas souscrire à la suggestion des États-Unis selon laquelle l'appel du Japon sur cette question ne doit pas aboutir parce que: i) NSC n'a pas élevé d'objection, ni dans le réexamen à l'extinction CRS ni dans les réexamens administratifs, contre la méthode utilisée par l'USDOC pour calculer les marges de dumping en question; et ii) le Japon n'a pas engagé une procédure de règlement des différends dans le cadre de l'OMC concernant le calcul de ces marges par l'USDOC dans le contexte des réexamens administratifs.[184]

149. L'Organe d'appel a expliqué que la réduction à zéro (que celle-ci soit effectuée dans le cadre de l'enquête initiale ou à un autre titre) non seulement fausse l'importance de la marge de dumping, mais peut aussi faire naître une marge positive qui n'existerait pas autrement:

> Lorsque les autorités chargées de l'enquête utilisent une méthode de réduction à zéro telle que celle qui a été examinée dans l'affaire *CE - Linge de lit* pour calculer une marge de dumping, que ce soit dans le cadre d'une enquête initiale ou à un autre titre, cette méthode aura tendance à gonfler les marges calculées. À part gonfler les marges, une telle méthode pourrait, dans certains cas, transformer une marge de dumping négative en une marge de dumping positive. Comme le Groupe spécial lui-même l'a reconnu dans le présent différend, "la réduction à zéro … peut conduire à une détermination positive de l'existence d'un dumping alors que l'existence d'un dumping n'aurait pas été établie en l'absence de la réduction à zéro". Ainsi, la distorsion inhérente à une méthode de réduction à zéro de ce type peut fausser non seulement l'importance d'une marge de dumping, mais aussi une constatation de l'existence même d'un dumping.[185]

150. Tel est précisément le cas en ce qui concerne Siderca. Sans réduction à zéro, aucune marge de dumping n'aurait été constatée dans le cadre de l'enquête initiale. Par conséquent, la marge de 1,36 pour cent (calculée sur la base d'une réduction à zéro des marges négatives) ne peut constituer un élément de preuve démontrant qu'il est probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si la mesure était supprimée. Pour être clair, l'Argentine n'allègue pas que la détermination initiale de l'existence d'un dumping constituait un manquement aux obligations contractées par les États-Unis dans le cadre de l'OMC parce qu'elle a été calculée en ramenant à zéro les marges négatives. L'Argentine conteste plutôt le fait que le Département se soit appuyé sur cette marge pour déterminer, au titre de l'article 11.3, qu'il était probable que le dumping subsisterait. L'Organe d'appel a clairement dit que le Département ne pouvait s'appuyer sur une marge de dumping qui était incompatible avec le critère fondamental énoncé à l'article 2.4 pour fonder sa détermination de la probabilité au titre de l'article 11.3.

---

[184] *Id*., paragraphe 130.
[185] *Id*., paragraphe 135. (note de bas de page omise)

4. La "marge probable" que le Département a communiquée à la Commission était incompatible avec les articles 2 et 11.3

151. Le Département a déterminé que la marge de dumping probable serait de 1,36 pour cent si l'ordonnance était révoquée. Le Département a communiqué cette marge à la Commission aux fins du réexamen à l'extinction et de la détermination de la probabilité du dommage dont celle-ci avait la charge. Comme cette marge de 1,36 pour cent était incompatible avec l'article 2 (parce que fondée sur la pratique consistant à ramener les marges négatives à zéro, laquelle est incompatible avec les règles de l'OMC), et aussi parce que le Département avait procédé à un ajustement pour tenir compte des "circonstances de la vente"[186], la détermination du Département selon laquelle cette marge constituait la marge probable contrevenait aux articles 11.3 et 2.

152. Les États-Unis font observer que le fait que le Département communique la marge probable à la Commission dans le cadre d'un réexamen à l'extinction est une particularité du droit des États-Unis, et non une obligation résultant de l'article 11.3.[187] Ils font donc valoir que le fait que le Département a communiqué à la Commission la marge de 1,36 pour cent n'était pas incompatible avec l'article 11.3. Cet argument ne peut être accepté. Comme l'Organe d'appel l'a indiqué clairement, dès lors qu'un Membre décide soit de calculer une marge de dumping, soit de s'appuyer sur une marge de dumping, cette marge doit être conforme aux prescriptions de l'article 2. En l'espèce, faute d'avoir déterminé, conformément aux règles de l'OMC, qu'il était probable que le dumping subsiste ou se reproduise, les États-Unis étaient tenus de supprimer la mesure.

IV. LA DÉTERMINATION À L'EXTINCTION ÉTABLIE PAR LA COMMISSION

153. Dans une large mesure, le caractère erroné de la détermination par la Commission de la question de savoir s'il est probable que le dommage subsiste ou se reproduise en l'occurrence tient à la question du critère approprié. Autrement dit, quel type d'analyse l'article 11.3 prescrit-il lorsqu'il dispose que les autorités doivent supprimer la mesure à moins qu'elles ne constatent qu'il est "probable" que le dommage subsistera ou se reproduira? Dans une affaire typique, cette difficulté peut être compliquée par le fait que, si les autorités ne précisent pas le critère qu'elles appliquent, il est parfois impossible de distinguer ce critère de la décision de l'organisme administratif. De plus, dans la présente affaire, les États-Unis indiquent à juste titre - et l'Argentine reconnaît - que le même mot, à savoir "*likely*" (probable), est employé à la fois à l'article 11.3 et dans la loi des États-Unis.

154. L'examen par le Groupe spécial de l'allégation de l'Argentine sur ce point est toutefois facilité par deux faits frappants. Premièrement, l'Organe d'appel a récemment confirmé la position de l'Argentine selon laquelle le terme "*likely*", qui figure à l'article 11.3, est synonyme du mot anglais "*probable*".[188] Deuxièmement, dans leur première communication, ainsi que dans leur déclaration orale à la première réunion de fond, les États-Unis ont continué de maintenir que "*likely*" ne signifie pas "*probable*". Non seulement c'est la position défendue par les États-Unis devant le Groupe spécial, mais c'est aussi celle qu'ils ont adoptée à maintes reprises devant les tribunaux des États-Unis, de même que devant un groupe spécial de l'ALENA chargé d'examiner la même détermination de la Commission qui fait l'objet du présent différend.

155. Par conséquent, la question, telle qu'elle a été portée devant le présent Groupe spécial, est très claire. L'Organe d'appel a indiqué quel était le critère, et les États-Unis ont déclaré ne pas appliquer ce critère. Leurs déclarations concernant le critère applicable sont passées brièvement en revue dans la section A ci-après. En outre, la détermination établie par la Commission et la première

[186] *Voir* la première communication de l'Argentine, note de bas de page 14.
[187] *Voir* la première communication des États-Unis, paragraphe 267.
[188] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 111.

communication des États-Unis contiennent plusieurs exemples éloquents qui montrent que les États-Unis pensent vraiment ce qu'ils disent: ils n'appliquent assurément pas un critère "probable". Ces exemples, et le conflit avec le critère relatif aux éléments de preuve positifs qui est énoncé à l'article 3.1, sont examinés plus loin dans la section B. La réfutation de la position des États-Unis concernant le cumul et le laps de temps qu'il convient de considérer afin de déterminer s'il est "probable" que le dommage se reproduira sont examinés dans les sections C et D, respectivement.

A. LA COMMISSION N'A PAS APPLIQUÉ LE BON CRITÈRE AFIN DE DÉTERMINER LA QUESTION DE SAVOIR S'IL ÉTAIT PROBABLE QUE LE DOMMAGE SUBSISTE OU SE REPRODUISE DANS L'ÉVENTUALITÉ OÙ L'ORDONNANCE ANTIDUMPING SERAIT LEVÉE ET A CONTREVENU AUX ARTICLES 11.3 ET 3.1 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

156. L'Argentine a fait valoir dans sa première communication que le terme "*likely*", tel qu'il est utilisé à l'article 11.3, a le sens courant et ordinaire de "*probable*". Les États-Unis, dans leur première communication, font valoir que "likely" signifie simplement "likely" et qu'il ne signifie pas "*probable*". Les États-Unis proposent, à titre accessoire, plusieurs autres définitions de "*likely*" à l'appui de leur thèse selon laquelle "*likely*" n'a aucun sens courant et ordinaire, et ne signifie pas "*probable*".

157. La décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire du *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon* a levé tout doute qui pouvait subsister quant à la signification de "*likely*". L'Organe d'appel a confirmé dans cette affaire que le sens ordinaire de "*likely*", tel qu'il est utilisé à l'article 11.3, est "probable".[189] L'Organe d'appel a fait observer ensuite que, "[c]ompte tenu de l'utilisation du terme "probable" à l'article 11.3, une détermination positive de la probabilité [pouvait] être établie uniquement si les éléments de preuve démontr[aient] qu'il [était] vraisemblable qu'un dumping existerait si le droit était supprimé - et non simplement si les éléments de preuve donn[aient] à penser qu'un tel résultat pourrait être possible ou plausible".[190]

158. Comme l'Argentine l'a expliqué dans sa première communication, sans que cela ne soit réfuté par les États-Unis, la Commission a fait valoir à de multiples reprises devant les tribunaux des États-Unis que "*likely*" n'est pas pris dans son acception ordinaire de "*probable*", mais signifie plutôt quelque chose d'autre. Dans ses déclarations les plus récentes, la Commission a indiqué que "*likely*" "traduit une notion qui se situe entre "probable" et "possible" sur une échelle de certitude relative".[191] Dans leur première communication, les États-Unis invitent le Groupe spécial à ne pas se soucier de l'évolution des critères ni des différends portés devant les tribunaux des États-Unis car, en fin de compte, le tribunal de contrôle a confirmé la nouvelle détermination établie par la Commission à l'issue du renvoi, et cette détermination était identique à la détermination initiale que les parties avaient contestée comme étant incompatible avec le critère "*likely*".[192]

---

[189] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 111; *voir aussi* le rapport du Groupe spécial *DRAM en provenance de Corée*, paragraphe 6.48, note de bas de page 494 (dans laquelle le Groupe spécial dit, au sujet de l'interprétation de l'article 11.2, "que le sens ordinaire des termes "likelihood" ou "likely" est "probable""); *Nippon Steel Corp. v. United States*, n° 01-00103, opinion non codifiée 02-153, pages 7 et 8 (Tribunal du commerce international, 24 décembre 2002) (pièce n° 17 de l'Argentine); *Usinor Industeel, S.A. v. United States*, n° 01-00006, opinion non codifiée 02-152, page 2 (Tribunal du commerce international, 20 décembre 2002) (pièce n° 16 de l'Argentine).

[190] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 111.

[191] Renvoi à la Commission du commerce international de l'affaire *Usinor Industeel S.A. et al. v. United States*, n° 01-00006 (juillet 2002), page 6 (version expurgée) (pièce n° 56*bis* de l'Argentine).

[192] Première communication des États-Unis, paragraphe 283.

159. L'Argentine est d'avis que le Groupe spécial devrait prêter attention aux affaires dont les tribunaux des États-Unis ont été saisis et aux revirements de la Commission quant au sens du terme "*likely*". Ces affaires ont un rapport direct avec le critère que l'organisme a appliqué dans de nombreuses déterminations à l'extinction, y compris la détermination à l'extinction établie en l'espèce. En fait, la Commission a expressément adopté comme position devant un groupe spécial de l'ALENA chargé d'examiner la même détermination à l'extinction visant les OCTG que le mot "*likely*" ne signifie pas, et ne peut pas signifier, "*probable*".[193] Devant le groupe spécial de l'ALENA, la société mexicaine TAMSA a fait valoir que la Commission appliquait un critère inapproprié et qu'elle aurait dû prendre le terme "*likely*" dans son acception courante et ordinaire, qui est "*probable*" (probable) ou "*more probable than not*" (plus probable qu'improbable). En réponse à cet argument, les États-Unis ont inclus dans leur mémoire une section intitulée comme suit:

> **L'explication du critère de "*likelihood*" (probabilité) dans l'Énoncé des mesures administratives exclut la thèse de TAMSA selon laquelle "*likely*" signifie "*probable*"**[194]

160. Dans cette section de son mémoire, la Commission, s'appuyant sur le SAA, allègue ce qui suit:

> Le SAA explique sans ambiguïté qu'après la révocation "il peut y avoir *plus de un* résultat probable". SAA, page 883. Le fait qu'il puisse y avoir "plus de un résultat probable" montre que le Congrès n'entendait pas "*likely*" dans le sens de "*probable*" ou "*more probable than not*" (plus probable qu'improbable).[195]

161. On ne saurait dire plus clairement que la Commission n'a pas estimé, dans l'enquête correspondante, que "*likely*" signifiait "*probable*". En fait, elle a estimé que le SAA régissait l'interprétation du terme "*likely*" et excluait toute idée que "*likely*" pouvait signifier "*probable*". Comme on le verra plus loin dans la section B, le réexamen livre quantité d'éléments de preuve qui démontrent que la Commission n'a pas appliqué un critère "probable".

162. Quant à l'argument présenté par les États-Unis dans leur première communication selon lequel le tribunal a confirmé la décision de la Commission à l'issue du renvoi de l'affaire Usinor, il passe à côté de l'essentiel. L'essentiel est que le tribunal a constaté que la Commission n'avait pas appliqué le bon critère au départ, et qu'il lui a ordonné de s'en tenir au sens ordinaire et courant de "*likely*", qui est "probable". C'est seulement après que la Commission eut corrigé son analyse et appliqué un critère différent que le tribunal a confirmé la détermination qu'elle avait établie à l'issue du renvoi. L'affaire Usinor est donc une preuve supplémentaire que la Commission avait appliqué le mauvais critère au départ.

---

[193] Ce recours au titre de l'ALENA a été introduit par la société mexicaine TAMSA. Il va sans dire que cet examen n'a pas été demandé par l'Argentine, mais il ne fait aucun doute que celui-ci visait la même détermination de l'ITC que celle qui a été portée devant le présent Groupe spécial. Comme les États-Unis l'ont rappelé au Groupe spécial et à l'Argentine dans leur première communication et dans leur déclaration orale, cette détermination a été établie sur une base cumulative. Il s'ensuit que les arguments qu'ils ont présentés au groupe spécial de l'ALENA au sujet du critère "probable" intéressent directement l'examen par le présent Groupe spécial de la question de savoir si la Commission a appliqué le bon critère.

[194] Mémoire de l'ITC, *Oil Country Tubular Goods from Mexico, Results of Five-Year Review*, USA-MEX-201-1904-06 (8 février 2002) (version expurgée), page 43 (extraits reproduits dans la pièce n° 67 de l'Argentine).

[195] *Id*.

B. LA DÉTERMINATION À L'EXTINCTION ÉTABLIE PAR LA COMMISSION ÉTAIT INCOMPATIBLE AVEC LES ARTICLES 11.3 ET 3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

1. La détermination à l'extinction établie par la Commission était incompatible avec l'article 3.1 de l'Accord antidumping

163. L'article 3.1 dispose que "[l]a détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994 se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif a) du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, et b) de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits". (non souligné dans l'original)

164. Les États-Unis prétendent que l'article 3.1 ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction. Selon eux, les prescriptions de l'article 3.1 sont "potentiellement incompatibles" avec les réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3, étant donné qu'"[i]l n'y a peut-être même pas d'importations sur le marché au moment du réexamen à l'extinction, et [que] les importations peuvent ne pas être vendues à des prix de dumping".[196] L'argument des États-Unis est défaillant pour plusieurs raisons. Premièrement, comme il a été établi plus haut[197], les dispositions de l'article 3 - y compris celles du paragraphe 1 - s'appliquent à l'article 11.3. De plus, les États-Unis ne tiennent pas compte du membre de phrase "aux fins de l'article VI du GATT de 1994". L'Accord antidumping tout entier est une clarification de l'article VI du GATT de 1994. L'article 3.1 indique donc clairement que toutes les déterminations de l'existence d'un dommage - qu'il s'agisse d'une détermination de l'existence d'un dommage dans le cadre d'une enquête initiale ou de la détermination de la probabilité d'un dommage dans le cadre d'un réexamen à l'extinction - sont soumises aux prescriptions de l'article 3. Enfin, les États-Unis ne tiennent pas compte de la prescription fondamentale de l'article 3.1, à savoir que la détermination de l'existence d'un dommage doit se fonder sur des éléments de preuve positifs et sur un examen objectif des faits. L'article 3.1 indique clairement que ces principes fondamentaux s'appliquent à la détermination de la probabilité d'un dommage au titre de l'article 11.3.

165. Par conséquent, lorsqu'il examinera la question de savoir si la détermination de la probabilité d'un dommage établie par la Commission dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine était compatible avec l'article 11.3, le Groupe spécial devra se demander si la Commission a fondé sa détermination sur des éléments de preuve positifs et si elle a examiné les faits d'une manière objective.

166. Dans la déclaration orale qu'ils ont faite à la première réunion du Groupe spécial le 9 décembre 2003, les États-Unis ont fait valoir que la Commission avait fondé sa détermination à l'extinction sur des éléments de preuve positifs et sur un examen objectif des faits.[198] Au sujet de cette détermination, les États-Unis ont affirmé que "la [Commission avait] examiné soigneusement un large éventail de facteurs et d'éléments de preuve ayant trait au volume probable, à l'effet probable sur les prix et à l'incidence probable des importations sur la branche de production nationale".[199]

167. Le simple fait de se référer à un volumineux dossier de données ne satisfait pas à la prescription voulant que le dossier soit examiné d'une manière objective et que les conclusions soient fondées sur des éléments de preuve positifs. Afin de se prononcer sur la question de savoir si la

[196] Première communication des États-Unis, paragraphe 305.

[197] Comme il a été établi plus haut dans la section II.C.2, une détermination établie par les autorités au titre de l'article 11.3 en ce qui concerne la probabilité que le "dommage" subsiste ou se reproduise doit satisfaire aux prescriptions de l'article 3.

[198] *Voir* la première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 23.

[199] *Id.*, paragraphe 24.

Commission a établi les faits correctement et a procédé à une évaluation objective, il importe de garder à l'esprit que la Commission n'a pas appliqué le bon critère "probable" au regard de l'article 11.3 et qu'elle a effectué une analyse cumulative du dommage. Par conséquent, la Commission n'a tout simplement pas assis sur une base factuelle suffisante sa détermination voulant qu'il était probable que le dommage subsiste ou se reproduise si l'ordonnance visant les OCTG en provenance d'Argentine était révoquée.

168. Les constatations de la Commission concernant le volume, le prix et l'incidence montrent à l'évidence qu'elle n'a pas fondé ses conclusions sur des éléments de preuve positifs ni procédé à une évaluation objective des faits. L'Argentine a déjà analysé en détail les constatations de la Commission dans sa première communication écrite et dans la déclaration orale qu'elle a faite à la première réunion du Groupe spécial, et elle ne reviendra pas ici sur l'ensemble des éléments de preuve.[200] L'Argentine se propose toutefois de commenter brièvement la manière dont la Commission a traité chaque facteur, car cela illustre la faiblesse fondamentale de l'analyse de la Commission: celle-ci a supposé que certains résultats étaient possibles, au lieu de s'appuyer sur des éléments de preuve positifs montrant que certains événements étaient probables.

169. S'agissant du volume des importations, les États-Unis affirment que "la [Commission] a constaté que les producteurs des cinq pays en cause avaient à la fois la capacité et des raisons d'accroître leurs exportations vers les États-Unis".[201] Cette affirmation est quelque peu fallacieuse. En ce qui concerne les producteurs visés en Argentine, en Italie et au Mexique (ainsi que le seul producteur japonais qui a participé au réexamen à l'extinction), la Commission a constaté en réalité que "[l]es taux … récents d'utilisation des capacités constitu[aient] un frein potentiellement important à la capacité [des] producteurs visés d'accroître leurs expéditions de tubes de production et de cuvelage aux États-Unis".[202] La Commission a donc admis l'existence d'éléments de preuve positifs indiquant qu'il n'était pas probable que le volume des importations augmente notablement dans l'éventualité où les ordonnances seraient révoquées.

170. Nonobstant ces éléments de preuve positifs de l'existence de contraintes de capacité, la Commission a déterminé que les producteurs visés étaient "incités" à réorienter "leur capacité de production [vers] la fabrication et l'expédition d'une plus grande quantité de tubes de production et de cuvelage destinés au marché des États-Unis".[203] La Commission a fondé sa conclusion selon laquelle les producteurs visés étaient "incités" à expédier une plus grande quantité d'OCTG aux États-Unis sur cinq constatations.[204] Comme l'Argentine l'a toutefois démontré dans sa première communication et à la première réunion du Groupe spécial, chacune de ces constatations était fondée sur des suppositions, et non sur des éléments de preuve positifs.[205] De plus, pour établir ces constatations, la Commission a souvent fait abstraction d'éléments de preuve positifs étayant la conclusion inverse.[206] Par conséquent, la Commission n'a pas déterminé, en se fondant sur des éléments de preuve positifs, qu'il était probable que le dommage se reproduirait si les ordonnances visant les OCTG étaient révoquées.

---

[200] *Voir* la première communication de l'Argentine, section VIII.B.2; et la première déclaration orale de l'Argentine, paragraphes 115 à 126.

[201] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 26.

[202] *Oil Country Tubular Goods from Argentina, Italy, Japan, Korea, and Mexico*, USITC Pub. 3434, Inv. Nos. 701-TA-364, 731-TA-711, and 713-716 (juin 2001), page 19 ("*détermination à l'extinction établie par la Commission*") (pièce n° 54 de l'Argentine).

[203] *Id*.

[204] *Voir id*., pages 19 et 20.

[205] *Voir* la première communication de l'Argentine, paragraphes 244 à 246; et la première déclaration orale de l'Argentine, paragraphes 119 à 123.

[206] *Voir id*.

171. En résumé, au vu d'éléments de preuve positifs indiquant qu'il n'était pas probable que le dommage se reproduise, compte tenu de l'analyse du volume[207], la Commission a inventé des "incitations" - à partir de conjectures et de suppositions - de façon à établir une détermination positive de la probabilité. La manière dont la Commission a traité le facteur relatif au volume démontre qu'elle n'a pas étayé sa détermination sur des éléments de preuve positifs, ni procédé à un examen objectif du dossier. La détermination à l'extinction établie par la Commission était donc incompatible avec les articles 3.1 et 11.3. En outre, l'évaluation par la Commission du facteur relatif au volume démontre qu'elle n'a pas appliqué le critère "probable" énoncé à l'article 11.3.

172. La première communication des États-Unis révèle aussi que la Commission s'est également fondée sur des conjectures en ce qui concerne les effets des importations "probables" sur les prix. En réponse à l'allégation de l'Argentine selon laquelle la Commission avait invoqué de piètres éléments de preuve concernant la sous-cotation probable du prix des importations et les effets potentiels des importations sur les prix, les États-Unis ont déclaré ce qui suit dans leur communication:

> En ce qui concerne la sous-cotation du prix des importations, l'Argentine se plaint uniquement de l'analyse de la sous-cotation par l'ITC pendant la période visée par le réexamen. Mais l'ITC a elle-même accordé peu d'importance à ce point, puisqu'elle a reconnu que les ordonnances avaient entraîné une diminution notable du volume des importations visées. Ce qui était beaucoup plus important pour l'ITC - et que l'Argentine passe totalement sous silence dans sa communication -, c'est le fait que la sous-cotation du prix des importations visées pendant les enquêtes initiales avait fait baisser les prix pratiqués aux États-Unis.[208]

173. Cette déclaration concernant les effets sur les prix est des plus éloquentes. En d'autres termes, la Commission admet qu'elle n'avait que très peu d'éléments de preuve de la sous-cotation probable du prix des importations probables. En fait, elle dit avoir accordé "peu d'importance" à ces éléments de preuve. En revanche, elle a accordé plus d'importance aux renseignements recueillis cinq ans plus tôt dans le cadre de l'enquête initiale. Cette admission est tout à fait contraire aux prescriptions de l'article 11.3 et à l'opposé de l'examen rigoureux exigé par l'Organe d'appel dans l'affaire du *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*. Il est tout simplement inacceptable que les autorités chargées du réexamen s'appuient sur des renseignements obtenus dans le cadre de l'enquête initiale ayant abouti à l'imposition de la mesure pour justifier aussi le maintien de cette mesure pendant cinq années additionnelles. Si les autorités sont incapables de constituer une base factuelle suffisante pour étayer l'idée qu'il est probable que les importations auront des effets préjudiciables sur les prix pratiqués par la branche de production nationale, elles ne peuvent alors présumer que ces effets sur les prix se produiront.

174. Un aveu similaire apparaît dans le paragraphe suivant de la première communication des États-Unis, dans lequel ceux-ci tentent de réfuter les arguments de l'Argentine qui, selon eux, accordent une importance excessive au fait que les prix augmentaient sur le marché intérieur à la fin de la période considérée. Les États-Unis avancent ce qui suit:

> Deuxièmement, les éléments de preuve issus de l'enquête initiale étayent solidement la constatation que les importations peuvent faire baisser les prix intérieurs même en période de forte demande. Par conséquent, il était tout à fait logique pour l'ITC de conclure que, quels que puissent être les prix actuels, les importations feraient baisser

[207] Au nombre des éléments de preuve figurait la déposition faite par M. German Cura, Président de Siderca, à l'audition tenue par la Commission dans le cadre du réexamen à l'extinction. *Voir* la transcription de l'audition de l'ITC, *Oil Country Tubular Goods from Argentina, Italy, Japan, Korea, and Mexico* (8 mai 2001) (M. German Cura), pages 200 à 208 (pièce n° 68 de l'Argentine).

[208] Première communication des États-Unis, paragraphe 338. (notes de bas de page omises)

> le prix du produit similaire sur le marché intérieur ou empêcheraient des hausses de prix si les ordonnances étaient révoquées.[209]

175. Ces deux phrases décrivent exactement la nature réelle de l'analyse de la Commission. À partir d'une constatation faite dans le cadre de l'enquête initiale selon laquelle les importations "peuvent" faire baisser les prix intérieurs, la Commission conclut que les importations "feraient" baisser le prix des produits similaires sur le marché intérieur ou "empêcheraient" des hausses de prix si l'ordonnance était révoquée. En d'autres termes, puisque cela est possible (comme il a été démontré cinq ans auparavant), il doit donc être "probable" que cela se produirait si les ordonnances étaient révoquées. Une fois de plus, ce type de raisonnement est inacceptable au regard de l'article 11.3; il démontre que la Commission n'applique pas un critère "probable" et que la décision en l'espèce n'est pas fondée sur des éléments de preuve positifs en ce qui concerne les effets probables sur les prix.

176. La manière dont les États-Unis défendent l'analyse de l'"incidence" effectuée par la Commission souffre de la même faiblesse. Même si la Commission a constaté que la situation de la branche de production nationale s'était améliorée et qu'elle était actuellement "favorable", elle n'en a pas moins constaté aussi que "la révocation des ordonnances entraînerait probablement une augmentation notable du volume des importations visées, qui seraient probablement vendues à des prix inférieurs à ceux du produit similaire sur le marché intérieur et qui déprimeraient notablement les prix pratiqués par la branche de production nationale ou empêcheraient notablement des hausses de ces prix, ce qui aurait une incidence défavorable notable sur la branche de production nationale".[210] Dans le seul moyen de défense invoqué contre l'argument de l'Argentine concernant l'analyse de l'incidence, les États-Unis disent:

> L'USITC a noté que, dans l'enquête initiale, une forte hausse de la demande n'avait pas empêché les importations visées de gagner des parts de marché et d'avoir des effets défavorables sur les prix.[211]

177. Une fois de plus, la conclusion quant à ce qui va probablement se produire à l'avenir repose entièrement sur le fait que cela s'est produit au moment de l'enquête initiale, cinq ans auparavant. En l'occurrence, la difficulté se complique car la Commission en est réduite à dire que la hausse de la demande par le passé n'a pas empêché les importations visées de gagner des parts de marché et d'avoir des effets défavorables sur les prix, et à inférer de cette observation que les importations probables auront probablement la même incidence. On a peine à concevoir comment un exportateur pourrait jamais satisfaire à ce critère étant donné que, par définition, la plupart des mesures antidumping en vigueur aux États-Unis résultent d'une décision initiale fondée sur des éléments de preuve de l'existence d'une incidence défavorable.

178. L'article 11.3 exige une analyse rigoureuse des conséquences probables de la révocation. S'agissant du dommage, les articles 3.1 et 11.3 subordonnent le maintien de la mesure à l'existence d'éléments de preuve positifs indiquant qu'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira. Dans la présente affaire, les conclusions de la Commission au sujet du volume, du prix et de l'incidence sont loin de satisfaire au critère de fond en matière de preuve.

2. La détermination de la Commission était incompatible avec l'article 3.4 de l'Accord antidumping

179. L'article 3.4 de l'Accord antidumping prescrit aux autorités d'évaluer les "facteurs et indices économiques pertinents qui influent" sur la branche de production nationale: diminution effective et

---

[209] *Id*., paragraphe 339. (non souligné dans l'original; note de bas de page omise)
[210] *Id*., paragraphe 342.
[211] *Id*.

potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, de la productivité, du retour sur investissement, ou de l'utilisation des capacités; facteurs qui influent sur les prix intérieurs; importance de la marge de dumping; effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement.[212] Or, dans sa détermination à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine, la Commission n'a pas tenu compte de plusieurs des facteurs prescrits, et s'est contentée d'une énumération mécanique de plusieurs autres. La détermination de la Commission était donc incompatible avec l'article 3.4.

180. Les États-Unis font valoir que, puisque les importations faisant l'objet d'un dumping n'ont pas nécessairement une incidence qu'il y aurait lieu d'évaluer au moment du réexamen à l'extinction, "les obligations exposées à l'article 3.4 ne peuvent pas, dans la pratique, être appliquées à tous les réexamens à l'extinction".[213] Toutefois, même si un facteur particulier se révèle être dénué de pertinence aux fins de l'analyse effectuée par les autorités, celles-ci n'en ont pas moins l'obligation, en vertu de l'article 3.4, d'examiner chaque facteur. Comme l'a indiqué le Groupe spécial *Poutres en H en provenance de Pologne*, les autorités doivent fournir "une explication convaincante de la manière dont l'évaluation des facteurs pertinents a débouché sur la détermination de l'existence d'un dommage".[214]

181. Les États-Unis font également valoir dans leur première communication que la Commission a bel et bien examiné tous les éléments mentionnés à l'article 3.4.[215] Les États-Unis ont inclus à la page 109 un tableau indiquant la "localisation dans le rapport de l'ITC" des données statistiques relatives aux facteurs pertinents. La réfutation des États-Unis n'est pas convaincante et traduit une conception erronée du type d'analyse qui est prescrit par l'article 3.4. Dans l'affaire *Égypte - Barres d'armature en acier*, le Groupe spécial a dit que la simple présentation de tableaux de données concernant les facteurs et indices économiques énumérés à l'article 3.4, sans plus, ne constituait pas une "évaluation" au sens de l'article 3.4.[216] En conséquence, le Groupe spécial a dit que pour "réfuter la présomption que son "évaluation" au titre de l'article 3.4 était insuffisante ou qu'elle n'[avait] pas eu lieu du tout[,]" un Membre [devait] produire une "pièce écrite ... - que ce soit dans les documents qui [avaient] été communiqués, dans la détermination qui [avait] été publiée ou dans d'autres documents internes - au sujet de la façon dont [les] facteurs [avaient] été interprétés ou appréciés par [les] autorités chargées de l'enquête au cours de leur enquête …"[217] La Commission ne l'a pas fait dans sa détermination, et les États-Unis n'ont pas démontré le contraire dans leur première communication.

3. La détermination établie par la Commission était incompatible avec l'article 3.5 de l'Accord antidumping

182. En ce qui concerne l'analyse prescrite du lien de causalité, l'article 3.5 enjoint aux autorités d'"examiner … tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale, [étant entendu que] ...

---

[212] Rapport du Groupe spécial *Thaïlande - Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, WT/DS122/R, adopté le 5 avril 2001, paragraphe 7.236 ("*Poutres en H en provenance de Pologne*"). L'Organe d'appel a approuvé le rapport du Groupe spécial dans sa totalité. *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande - Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, WT/DS122/AB/R, adopté le 5 avril 2001, paragraphe 125 ("*Poutres en H en provenance de Pologne*").

[213] Première communication des États-Unis, paragraphe 346.

[214] Rapport du Groupe spécial *Poutres en H en provenance de Pologne*, paragraphe 7.236.

[215] Première communication des États-Unis, paragraphe 347.

[216] Rapport du Groupe spécial *Égypte - Mesures antidumping définitives à l'importation de barres d'armature en acier en provenance de Turquie*, WT/DS211/R, adopté le 1er octobre 2002, paragraphe 7.42 ("*Égypte - Barres d'armature en acier*").

[217] *Id*., paragraphe 7.49.

les dommages causés par ces autres facteurs ne devront pas être imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping". Or, dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine, la Commission n'a pas dissocié ni distingué les effets potentiellement dommageables d'autres facteurs de causalité et les effets potentiels des importations faisant l'objet d'un dumping. La détermination établie par la Commission était donc incompatible avec l'article 3.5.

183. Les États-Unis font valoir qu'"il y a à l'article 3.5 [des] indications textuelles des raisons précises pour lesquelles cette disposition ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction".[218] Les États-Unis tentent de démontrer qu'il n'est pas possible, dans la pratique, que chacun des mots de l'article 3.5 s'applique aux réexamens à l'extinction. Ils font observer, par exemple, que l'article 3.5 fait référence à un "dommage" existant, alors que "dans un réexamen à l'extinction, lorsqu'une ordonnance antidumping est en vigueur, il se peut qu'il n'y ait pas de dommage actuel ni de lien de causalité …"[219] En outre, les États-Unis se réfèrent à la prescription de l'article 3.5 voulant que les effets dommageables d'autres causes connues du dommage ne soient pas imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping. Au sujet de cette disposition, les États-Unis font valoir ce qui suit: "Dans un réexamen à l'extinction, où l'accent est mis sur l'évaluation de l'effet probable des importations à la suppression du droit (c'est-à-dire à certain moment dans l'avenir), les autres facteurs "qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale" ne seront pas "connus" des autorités chargées de l'enquête."[220]

184. Toutefois, comme cela a déjà été démontré, la note de bas de page 9 de l'Accord antidumping dispose que le "dommage", pour les besoins de l'article 11.3, "sera interprété conformément aux dispositions de [l'article 3]". La prescription fondamentale énoncée à l'article 3.5 selon laquelle les autorités établissent un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale est pertinente aux fins des réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. Dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, pour qu'une détermination positive de la probabilité d'un dommage puisse être établie, les autorités doivent, aux termes de l'article 3.5, démontrer que les importations visées - du fait de la persistance ou de la réapparition du dumping - seraient susceptibles de causer un dommage à la branche de production nationale si la mesure antidumping était supprimée. De plus, l'article 3.5 oblige les autorités à ne pas imputer aux importations visées les effets d'autres causes potentielles du dommage qui sont connues.

185. Dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine, la Commission n'a pas dissocié ni distingué les effets potentiellement dommageables d'autres facteurs de causalité et les effets potentiels des importations faisant l'objet d'un dumping. Les États-Unis ont été incapables de démontrer que la Commission avait satisfait à la prescription de non-imputation énoncée à l'article 3.5.

C. L'ANALYSE CUMULATIVE DU DOMMAGE EFFECTUÉE PAR LA COMMISSION DANS LE CADRE DU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION VISANT LES OCTG EN PROVENANCE D'ARGENTINE ÉTAIT INCOMPATIBLE AVEC LES ARTICLES 11.3 ET 3.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

186. Comme elle l'a dit dans sa première communication et dans sa déclaration orale, l'Argentine estime que l'analyse cumulative du dommage effectuée par la Commission dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine était incompatible avec les articles 11.3

[218] Première communication des États-Unis, paragraphe 350.
[219] *Id*., paragraphe 352.
[220] *Id*., paragraphe 353.

et 3.3 de l'Accord antidumping.[221] L'Argentine a présenté trois arguments distincts concernant les raisons de l'incompatibilité d'une analyse cumulative avec les règles de l'OMC:

- Le texte de l'article 11.3 (et le fait que "droit" est au singulier) interdit le cumul. Cela est confirmé d'ailleurs par le texte de l'article 3.3 de l'Accord antidumping, qui n'autorise le cumul que pour les "enquêtes", et encore seulement lorsque certaines conditions sont réunies.

- À supposer, pour les besoins de l'argumentation, que les articles 11.3 et 3.3 n'interdisent pas le cumul dans les réexamens à l'extinction, les termes de l'article 3.3 doivent alors être appliqués à toute analyse cumulative effectuée dans le cadre d'un réexamen à l'extinction. L'application soit de la prescription *de minimis*, soit de la prescription relative au caractère négligeable (qui doivent toutes deux être observées) aurait empêché le cumul dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine.

- L'analyse cumulative du dommage effectuée par la Commission dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine était incompatible aussi avec l'article 11.3, puisqu'elle a empêché la Commission d'appliquer le bon critère "probable".

187. Plutôt que de revenir en détail sur ces arguments, l'Argentine se limitera, aux fins de la présente communication, à l'examen des contre-arguments présentés par les États-Unis. Il importe de reconnaître, d'entrée de jeu, que la décision du Groupe spécial relative au cumul dans l'affaire du *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon* reposait sur des bases très étroites, et que la question de savoir si le cumul est autorisé dans les réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3 n'a pas encore été définitivement tranchée au regard de l'Accord antidumping.[222]

1. Le texte de l'article 11.3 interdit le cumul. Aux termes de l'article 3.3 de l'Accord antidumping, le cumul n'est autorisé que dans le cadre des "enquêtes", et encore seulement si certaines conditions sont réunies

188. Selon les États–Unis, "[l]'Argentine fait valoir que comme le cumul n'est pas expressément autorisé à l'article 11.3, il est interdit à l'ITC d'effectuer une analyse cumulative dans un réexamen à

[221] *Voir* la première communication de l'Argentine, section VIII.D à F; et la première déclaration orale de l'Argentine, paragraphes 104 à 112.

[222] Le Groupe spécial a examiné la question restreinte de "savoir si l'obligation en rapport avec le critère du caractère négligeable prévu à l'article 5.8 aux fins d'une évaluation cumulative du dommage au titre de l'article 5.3 dans le cadre d'enquêtes exist[ait] aussi dans le cadre de réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3". Rapport du Groupe spécial *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 7.93. Le Groupe spécial a dit explicitement qu'il n'examinait pas la question de savoir si l'article 11.3 autorisait le cumul aux fins de la détermination de la probabilité d'un dommage: "C'est pourquoi nous n'examinons pas la question plus générale de savoir si le cumul est autorisé ou non dans les réexamens à l'extinction." *Id*., paragraphe 7.104. Récapitulant les constatations du Groupe spécial *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a dit: "Le Groupe spécial a également constaté (et le Japon ne fait pas appel de ces constatations) qu'il n'y avait pas d'incompatibilité avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC en ce qui concerne … le cumul dans les réexamens à l'extinction …" Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 6. Par conséquent, la déclaration de l'Organe d'appel concernant les points dont le Japon n'a pas fait appel ne porte nécessairement que sur la question restreinte qui avait été examinée par le Groupe spécial, et ne dit rien de la question plus large et encore non résolue qui est de savoir si le cumul est autorisé dans les réexamens à l'extinction.

l'extinction".[223] Les États–Unis interprètent mal l'argument de l'Argentine. L'Argentine ne fait pas valoir que l'article 11.3 est muet au sujet du cumul. Elle affirme que l'article 11.3 – suivant ses termes et interprété dans son contexte – interdit expressément le cumul.

189. Suivant ses termes, l'article 11.3 s'applique à "tout droit antidumping définitif" et exige que "le droit [soit] supprimé". Chaque fois qu'il est fait mention du droit, les rédacteurs ont opté pour le singulier et évité le pluriel. En outre, le contexte de l'article 11.3 renforce le texte qui indique clairement que l'article 11.3 interdit le cumul. L'article 11.3 est une disposition d'application de l'article 11. L'article 11.1, qui coiffe l'article 11.3, dispose ce qui suit: en anglais: "An antidumping duty shall remain in force only as long as and to the extent necessary to counteract dumping which is causing injury" ("Les droits antidumping ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage"). (non souligné dans l'original) Ici encore, les rédacteurs ont utilisé le singulier dans la version anglaise. Ainsi, à première vue et interprété dans son contexte, l'article 11.3 n'autorise pas une analyse cumulative des effets dommageables probables de plusieurs ordonnances antidumping.

190. Les États–Unis affirment que la référence qui est faite au "droit" à l'article 11.3 n'est pas déterminante.[224] Pourtant, dans l'affaire du *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, "[l]es États-Unis [ont fait] valoir que le sens du terme "droit" figurant à l'article 11.3 [était] expliqué à l'article 9.2 de l'*Accord antidumping*, qui "indiqu[ait] clairement que le droit définitif [était] imposé par produit (c'est–à–dire sur la base de l'ordonnance dans son ensemble) et non par entreprise".[225] L'Organe d'appel est convenu avec les États–Unis que "cette référence figurant à l'article 9.2 éclair[ait] l'interprétation de l'article 11.3".[226] La décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire du *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon* confirme donc que l'utilisation du mot "droit" au singulier signifie que les autorités doivent déterminer si la levée d'une seule ordonnance antidumping – et non de plusieurs – serait susceptible de causer un dommage.

191. La décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire de l'*Acier en provenance d'Allemagne* indique que celui-ci est d'avis que l'analyse du dommage dans un réexamen à l'extinction ne s'effectue pas d'une manière cumulative: "Ainsi, à notre avis, les termes "subventionnement" et "dommage" ont chacun un sens indépendant dans l'*Accord SMC* qui n'est pas établi par référence à l'autre. Il est *peu probable* qu'on puisse démontrer que des niveaux très faibles de subventionnement *causent* un dommage "important"."[227] Cette déclaration de l'Organe d'appel ne peut se vérifier que si l'analyse du dommage dans un réexamen à l'extinction n'est pas effectuée d'une manière cumulative.

192. Enfin, les États–Unis affirment que "le cumul dans les enquêtes antidumping était une pratique très répandue parmi les parties contractantes du GATT avant l'adoption de l'article 3.3 au cours du Cycle d'Uruguay, même si le Code antidumping du Tokyo Round était muet sur ce point".[228] Toutefois, le fait que le cumul n'était pas réglementé dans le cadre du Tokyo Round affaiblit l'argument des États–Unis plus qu'il ne le conforte. Avant le Cycle d'Uruguay, le recours au cumul dans des déterminations de l'existence d'un dommage a suscité plusieurs différends. Au moyen de l'article 3.3, les rédacteurs du Code antidumping du Cycle d'Uruguay ont donc circonscrit aux "enquêtes" le recours au cumul et encore seulement lorsque certaines conditions sont réunies.

---

[223] Première communication des États–Unis, paragraphe 363.

[224] *Voir Id*., paragraphe 366.

[225] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 150. (non souligné dans l'original)

[226] *Id*.

[227] Rapport de l'Organe d'appel *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 81.

[228] Première communication des États–Unis, paragraphe 370.

193. En conséquence, en procédant à une analyse cumulative du dommage dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine, la Commission a contrevenu aux articles 11.3 et 3.3.

2. À supposer, pour les besoins de l'argumentation, que les articles 11.3 et 3.3 n'interdisent pas le cumul, les termes de l'article 3.3 doivent alors s'appliquer à toute analyse cumulative effectuée dans le cadre d'un réexamen à l'extinction

194. À titre subsidiaire, l'Argentine fait valoir que, même en supposant que les articles 3.3 et 11.3 n'interdisent pas le cumul dans les réexamens au titre de l'article 11.3, les termes de l'article 3.3 doivent alors s'appliquer à toute analyse cumulative dans un réexamen à l'extinction.[229] L'application au titre de l'article 3.3 (en vertu du renvoi à l'article 5.8) soit de la prescription *de minimis*, soit de la prescription relative au caractère négligeable, aurait exclu le cumul dans la détermination à l'extinction établie par la Commission dans l'affaire des OCTG en provenance d'Argentine.

195. La réfutation par les États–Unis de l'argument subsidiaire de l'Argentine s'appuie sur la prémisse voulant que l'article 3 ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3.[230] Toutefois, comme l'Argentine l'a démontré, les disciplines de l'article 3 s'appliquent à l'article 11.3.

196. En outre, les États–Unis s'appuient sur la décision du Groupe spécial dans l'affaire du *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*.[231] Dans cette décision, le Groupe spécial a dit que, puisque l'article 3.3, selon ses propres termes, était limité aux "enquêtes", "le renvoi figurant à l'article 3.3 au critère du caractère négligeable prévu à l'article 5.8 n'[était] pas applicable aux réexamens à l'extinction".[232] Le Japon n'a pas fait appel de cette décision.

197. L'Argentine répond tout d'abord que la décision rendue du Groupe spécial dans l'affaire du *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon* n'est pas incompatible avec l'affirmation qu'elle a faite plus haut selon laquelle, puisqu'il limite l'utilisation du cumul aux "enquêtes", l'article 3.3 exclut l'utilisation du cumul dans les réexamens à l'extinction. Toutefois, si le Groupe spécial constatait que le cumul n'est pas interdit par les articles 11.3 et 3.3, il s'ensuivrait que les autorités doivent respecter les règles de fond énoncées à l'article 3.3 en ce qui concerne le cumul. Les autorités ne peuvent pas cumuler d'une manière qui diminue les droits des différents pays au titre de l'article 11.3. Dans la présente affaire, les volumes des importations étant négligeables et la marge de dumping *de minimis*, l'Argentine était en droit de s'attendre à ce que ses résultats à l'exportation soient pris en compte dans l'analyse de la probabilité d'un dommage, et ne soient pas rendus sans intérêt par une analyse axée sur les pratiques de producteurs d'autres pays en matière d'exportation.

198. Les États–Unis font valoir aussi qu'"il serait impossible d'appliquer les critères relatifs au caractère négligeable qui sont prévus à l'article 5.8 dans le cadre des réexamens à l'extinction".[233] Les États–Unis semblent indiquer que les autorités ne seraient pas en mesure de dire si le volume probable – par opposition au volume effectif – des importations serait négligeable. Toutefois, l'article 5.8 enjoint expressément aux autorités de déterminer si le volume des importations, "effectives ou potentielles", est négligeable. Il est donc clair que l'article 5.8 prévoit que, dans certaines

[229] *Voir* la première communication des États–Unis, section VIII.E; et la première déclaration orale de l'Argentine, paragraphe 108.
[230] *Voir* la première communication des États–Unis, paragraphe 373.
[231] *Voir id*., paragraphes 374 à 378.
[232] Rapport du Groupe spécial *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 7.102.
[233] Première communication des États–Unis, paragraphe 379.

déterminations relatives au dommage, les autorités devront estimer les volumes des importations futures.

199. Enfin, comme l'Argentine l'a indiqué dans sa première communication et dans sa déclaration orale[234], l'analyse cumulative du dommage effectuée par la Commission dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine était aussi incompatible avec l'article 11.3 parce qu'elle l'a empêchée d'appliquer le bon critère "probable". Pour décider s'il y avait lieu de procéder à un cumul en l'occurrence, la Commission a examiné si les importations en provenance de chaque pays visé avaient éventuellement une quelconque incidence défavorable perceptible sur la branche de production nationale.[235] Dans le cadre de cette analyse, la Commission n'a pas constaté que les importations en provenance d'Argentine n'auraient aucune incidence défavorable perceptible sur la branche de production nationale. En d'autres termes, la Commission a estimé que les importations en provenance d'Argentine pourraient éventuellement avoir une incidence défavorable sur la branche de production nationale. Ce critère peu rigoureux, énoncé sous la forme d'une double négation, va directement à l'encontre du critère "probable" établi par l'article 11.3. Les États–Unis ne répondent pas à cet argument dans leur première communication.

200. L'emploi d'une double négation est contraire à la décision du Groupe spécial dans l'affaire des *DRAM en provenance de Corée*.[236] Un critère "pas improbable" n'est pas équivalent à un critère "probable". Plus grave encore, en exigeant qu'il n'y ait "aucune" incidence défavorable perceptible, la Commission établit un critère diamétralement opposé au critère "probable". Avec une telle formulation, la constatation de toute incidence perceptible constatée conduit au cumul qui, comme dans la présente affaire, peut amener à constater un dommage "probable" sans tenir compte d'un quelconque "élément de preuve positif" concernant les importations probables en provenance des différents pays.

D. LAPS DE TEMPS DURANT LEQUEL IL EST PROBABLE QUE LE DOMMAGE SUBSISTERA OU SE REPRODUIRA AUX TERMES DE L'ARTICLE 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

1. Les dispositions statutaires des États–Unis concernant le laps de temps durant lequel il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira sont incompatibles en tant que telles avec les articles 11.3 et 3 de l'Accord antidumping

201. Dans sa première communication écrite, l'Argentine a démontré que 19 U.S.C.. §§ 1675a a) 1) et 5) sont incompatibles en tant que telles avec les articles 11.3 et 3 de l'Accord antidumping.[237] L'article 1675 a) 1) enjoint à la Commission de déterminer s'il est probable que le dommage subsiste ou se reproduise "dans un laps de temps raisonnablement prévisible". Il est expliqué dans le SAA que "le "laps de temps raisonnablement prévisible" … excédera normalement la période retenue aux fins de l'analyse de l'existence d'une menace de dommage imminent".[238] De plus, l'article 1675 a) 5) enjoint à la Commission de "considérer que les effets de la révocation ou de la clôture peuvent ne pas être pas imminents, mais se manifester seulement à plus longue échéance".

---

[234] *Voir* la première communication de l'Argentine, section VIII.F; et la première déclaration orale de l'Argentine, paragraphes 109 à 111.

[235] *Détermination à l'extinction établie par la Commission*, pages 6 et 10 à 16. Aux termes de 19 U.S.C. § 1675a a) 7), "[l]a Commission ne procède pas à une évaluation cumulative du volume et des effets des importations de la marchandise visée dans une affaire où elle détermine que ces importations n'auront probablement aucune incidence défavorable perceptible sur la branche de production nationale".

[236] Rapport du Groupe spécial *DRAM en provenance de Corée*, paragraphe 6.45 ("Nous considérons que ne pas constater qu'un événement est "peu probable" n'équivaut pas à constater que l'événement est "probable".")

[237] *Voir* la première communication de l'Argentine, section VIII.C.1.

[238] SAA, page 887 (pièce n° 5 de l'Argentine).

202. Toutefois, l'article 11.3 oblige les autorités à déterminer si la suppression d'une mesure antidumping serait susceptible d'entraîner la persistance ou la réapparition du dommage *au moment de la suppression de la mesure*. Ainsi, la détermination de la probabilité d'un dommage établie par les autorités ne doit pas être fondée sur des suppositions concernant la situation possible du marché plusieurs années plus tard, mais plutôt sur la probabilité d'un dommage au moment de l'"expiration" de la mesure. En définissant le "laps de temps raisonnablement prévisible" comme une période plus longue que celle retenue pour déterminer l'"imminence" d'une menace, les dispositions statutaires des États–Unis sont incompatibles avec l'article 11.3, qui exige que la détermination soit établie en fonction du dommage au moment de l'"expiration" du droit.

203. Les États–Unis font valoir que l'article 11.3 est muet sur la question du laps de temps pertinent durant lequel il serait probable que le dommage subsiste ou se reproduise, de sorte que les Membres de l'OMC "conservent la faculté de déterminer en vertu de leurs propres lois et procédures le laps de temps pertinent aux fins des enquêtes à l'extinction".[239] Cet argument soulève deux difficultés. Premièrement, les États–Unis ne tiennent pas compte du contexte immédiat de l'article 11.3. Les Membres de l'OMC ont adopté l'article 11.3 afin de faire respecter le principe qui sous-tend l'article 11, à savoir que les mesures antidumping "ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage". Par conséquent, lorsqu'on lit l'article 11.3 dans le contexte de cette disposition générale, il est évident que le laps de temps durant lequel il serait probable que le dommage subsiste ou se reproduise au titre de l'article 11.3 doit être aussi bref que possible, de telle sorte que les mesures antidumping ne soient maintenues <u>que le temps nécessaire</u> pour contrebalancer le dumping dommageable. Deuxièmement, définir avec une discrétion absolue le laps de temps pertinent est incompatible avec le critère "probable" énoncé à l'article 11.3, à plus forte raison lorsque celui-ci est considéré à la lumière de l'article 11.1.

204. Les articles 1675 a) 1) et 5) sont également incompatibles avec l'article 3.7 de l'Accord antidumping. Aux termes de l'article 3.7, les déterminations de l'existence d'un dommage doivent être "fond[ées] sur des faits, et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités", et les circonstances dans lesquelles un dommage se produirait doivent être "imminent[es]". Aux termes des dispositions des États–Unis, il n'est pas nécessaire que la détermination de la probabilité d'un dommage soit fondée sur un dommage "imminent", ce qui encourage la spéculation.

205. Les États–Unis interprètent de façon restrictive l'article 3.7 et 3.8, comme s'il ne portait que sur les déterminations de l'existence d'une menace. Toutefois, selon la note de bas de page 9 de l'Accord antidumping, pour les besoins de l'article 11.3, le dommage doit "[être] interprété conformément aux disposition de [l'article 3]", lequel comprend les paragraphes 7 et 8. Même si les paragraphes 7 et 8 de l'article 3 ne mentionnent expressément que les déterminations de l'existence d'une menace, une évaluation du dommage futur est nécessaire aussi bien en ce qui concerne les déterminations de l'existence d'une menace que les déterminations du dommage probable. Les prescriptions de l'article 3.7 et 3.8 sont donc pertinentes en ce qui concerne les réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. L'article 3.7 prescrit que les circonstances dans lesquelles le dommage se produira doivent être "imminent[es]" (comme au moment de l'expiration du droit) et l'article 3.8 prescrit aux autorités de décider des affaires de dommage futur "avec un soin particulier".

[239] Première déclaration orale des États–Unis, paragraphe 33.

2. L'application par la Commission des dispositions statutaires relatives au laps de temps durant lequel il est probable que le dommage subsiste ou se reproduise était incompatible avec les articles 11.3 et 3 de l'Accord antidumping

206. La Commission a appliqué 19 U.S.C.. §§ 1675a a) 1) et 5) dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine; sa détermination à l'extinction était donc incompatible avec les articles 11.3 et 3. La Commission ne donne aucune indication quant au laps de temps qu'elle a considéré comme un "laps de temps raisonnablement prévisible" dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine. Le seul renseignement connu était que la branche de production des États–Unis se portait bien au moment du réexamen. L'Argentine en est réduite à se demander à quel moment la Commission a pu penser que la situation aller se détériorer. Pas au moment de l'expiration du droit, nous disent les États–Unis.[240] Le laps de temps est-il de un an? de trois ans? de cinq ans? Au bout du compte, ces laps de temps reviennent-ils au même? Sont-ils tous également compatibles avec l'article 11.3? En l'espèce, rien ne permet d'en juger puisque la Commission n'a pas précisé le laps de temps. Les dispositions susmentionnées ont donc été appliquées d'une manière incompatible avec l'article 11.3.

V. VIOLATIONS COROLLAIRES DE L'ARTICLE VI DU GATT DE 1994, DES ARTICLES 1ER ET 18 DE L'ACCORD ANTIDUMPING ET DE L'ARTICLE XVI:4 DE L'ACCORD SUR L'OMC

207. Dans la section IX de sa première communication, l'Argentine a fait valoir que les mesures indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, y compris la décision du Département de procéder à un réexamen accéléré, la détermination à l'extinction établie par le Département, la détermination à l'extinction établie par la Commission et la décision du Département de maintenir l'ordonnance, ainsi que les lois, règlements, politiques et procédures pertinentes des États–Unis, sont incompatibles avec les obligations des États–Unis au titre de l'article VI du GATT de 1994, des articles 1er, 18.1 et 18.4 de l'Accord antidumping, ainsi que l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

208. En guise de réfutation, les États–Unis soutiennent qu'aucune des mesures indiquées par l'Argentine n'est incompatible avec les dispositions de l'Accord antidumping, et qu'il ne peut donc pas y avoir de violations corollaires.[241] Néanmoins, pour les raisons exposées précédemment, l'Argentine croit avoir démontré de façon convaincante que les mesures des États–Unis qu'elle a indiquées, en tant que telles et telles qu'appliquées, contreviennent à l'Accord antidumping et au GATT de 1994. En conséquence, l'Argentine a également prouvé le bien-fondé de ses allégations corollaires.

209. De plus, les États–Unis font valoir que la décision du Département de procéder à un réexamen accéléré ne constitue pas une "mesure pouvant .être contestée séparément".[242] Les États–Unis qualifient la décision du Département de procéder à un réexamen accéléré de "décision interlocutoire" et l'assimilent à une vaste catégorie comptant "[d]es centaines, voire des milliers, de décisions préliminaires distinctes [qui] faisaient partie de ce qui constituait au bout du compte une mesure antidumping".[243] Les États–Unis s'efforcent d'une manière peu convaincante de minimiser l'importance de la décision du Département de procéder à un réexamen accéléré. La détermination par le Département du caractère inadéquat était le seul fondement de la renonciation présumée ou du recours aux données de fait disponibles. De toute façon, la détermination positive de la probabilité établie par le Département découlait directement de sa détermination du caractère inadéquat. La

[240] Première communication des États–Unis, paragraphe 357.

[241] Première communication des États–Unis, paragraphe 382. Les États–Unis affirment aussi que l'Argentine, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, n'a pas dûment indiqué ses allégations subordonnées. *Voir id*., paragraphe 381. L'Argentine répond à cet argument dans la section VI ci-après.

[242] *Id*., paragraphe 384.

[243] *Id*.

décision du Département de procéder à un réexamen accéléré constitue donc une mesure aux fins d'une contestation dans le cadre de l'OMC.[244]

210. Même si la décision de procéder à un réexamen accéléré ne constitue pas une mesure pouvant être contestée séparément, le Groupe spécial n'en est pas moins nécessairement saisi. Étant donné qu'elle faisait partie intégrante de la constatation de dumping probable faite par le Département dans la détermination à l'extinction, la détermination du caractère inadéquat ne peut être dissociée de la détermination à l'extinction établie par le Département. Par conséquent, que la décision du Département de procéder à un réexamen accéléré soit considérée ou non comme une mesure, le Groupe spécial doit en évaluer la compatibilité avec les règles de l'OMC. De fait, tout en faisant valoir que la décision de procéder à un réexamen accéléré ne constitue pas une mesure indépendante, les États–Unis reconnaissent eux-mêmes qu'elle peut néanmoins être "contestée au moyen du règlement des différends de l'OMC dans le cadre de la contestation d'une véritable mesure[,]" telle que la détermination à l'extinction établie par le Département.[245]

VI. DEMANDE DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

A. LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL PRÉSENTÉE PAR L'ARGENTINE EST PLEINEMENT CONFORME À L'ARTICLE 6:2 DU MÉMORANDUM D'ACCORD

1. Introduction

211. Dans leur déclaration liminaire au Groupe spécial le 9 décembre 2003, les États-Unis ont dit que "nulle part" dans leur première communication ils n'avaient allégué que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine omettait d'"indiquer les mesures spécifiques en cause".[246] Comme l'Argentine l'a dit dans sa déclaration finale au Groupe spécial le 10 décembre 2003, elle se félicite de cette admission et ce, pour deux raisons.

212. Premièrement, cela confirme que les mesures des États-Unis que l'Argentine conteste sont limitées, spécifiques et indiquées avec précision dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Deuxièmement, cette concession de la part des États-Unis signifie qu'il ne reste plus à présent au Groupe spécial qu'une seule question à trancher au titre de l'article 6:2: l'Argentine a-t-elle manqué à l'obligation d'"énoncer clairement le problème", de sorte que les États-Unis ont subi un préjudice effectif au cours de la présente procédure de groupe spécial? Il est surprenant que les États-Unis tentent d'avancer une telle allégation alors qu'ils ont affirmé ceci dans leur déclaration liminaire:

> [On] devrait déjà être bien au fait de la plupart des questions soulevées dans le présent différend. En effet, les allégations "en tant que tel" formulées par l'Argentine soulèvent pour l'essentiel des questions qui ont été déjà examinées dans le cadre d'autres différends ou qui sont étroitement liées à celles qui ont été examinées dans le cadre d'autres différends.[247]

---

[244] En outre, il ressort clairement de l'examen par l'Organe d'appel de ce qui constitue une mesure aux fins d'une contestation dans le cadre de l'OMC que cette décision peut être contestée par l'Argentine. *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphes 85 à 88.

[245] *Id.*.

[246] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 35.

[247] *Id.*, paragraphe 4.

Si tel est le cas, comment les États-Unis peuvent-ils prétendre qu'ils ont subi un préjudice en l'espèce?[248]

213. L'Argentine s'en tient rigoureusement à tous les arguments qu'elle a exposés dans sa communication sur la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis. Bien qu'il ne soit pas nécessaire de reprendre ici tous ces arguments, l'Argentine répète que sa demande d'établissement d'un groupe spécial respectait pleinement toutes les prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, y compris celle d'"énoncer clairement le problème".

214. Pour examiner les allégations des États-Unis selon lesquelles l'Argentine aurait manqué à l'obligation d'"énoncer clairement le problème", il importe d'avoir à l'esprit un principe prépondérant. Les États-Unis semblent croire que l'article 6:2 impose une sorte d'obligation globale et abstraite de "clarté". Ils ne précisent jamais en quoi consiste ce critère de "clarté", ni pourquoi, selon ce qu'ils allèguent, la demande présentée par l'Argentine n'y satisfait pas. Or, l'Organe d'appel a dit qu'en aucun cas l'examen des allégations au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord n'était un exercice abstrait, ou qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial devait être conforme à l'idée que se faisait la partie défenderesse de ce qui était "clair".

215. Au contraire, il a été souligné à maintes reprises dans la jurisprudence que le point de savoir si une demande d'établissement d'un groupe spécial est conforme à l'obligation d'"énoncer clairement le problème" doit être déterminé par rapport à l'objectif de garantir une procédure régulière, consacré à l'article 6:2. Cela est développé ci-dessous.

2. Les allégations de "Page Quatre" de la demande de l'Argentine relèvent du mandat du Groupe spécial

216. L'Argentine se félicite que les États-Unis aient fini par admettre le principe bien établi suivant lequel une demande d'établissement d'un groupe spécial doit être lue dans son ensemble. Malheureusement, les prises de position des États-Unis dans la présente procédure reflètent une approche qui n'a rien de global. Les arguments des États-Unis concernant la "Page Quatre" des allégations de l'Argentine tournent presque exclusivement autour d'un seul mot – "aussi". C'est là précisément le genre d'approche étroite que l'Organe d'appel a demandé aux groupes spéciaux de ne pas suivre.

217. Les États-Unis demandent au Groupe spécial de faire une analyse grammaticale du texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Ils espèrent que le Groupe spécial acceptera:

- d'isoler le mot "aussi" et de s'y attacher de façon étroite; et
- d'isoler la "Page Quatre" et de s'y attacher de façon étroite.

[248] L'Organe d'appel a précisé à maintes reprises que "[l]es règles de procédure du mécanisme de règlement des différends de l'OMC [avaient] pour objet de promouvoir non pas la mise au point de techniques en matière de contentieux, mais simplement le règlement équitable, rapide et efficace des différends commerciaux". Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"*, WT/DS108/AB/R, adopté le 20 mars 2000, paragraphe 166. Cela a été confirmé par l'Organe d'appel dans les affaires *Poutres en H en provenance de Pologne* et *Sirop de maïs à haute teneur en fructose*: *voir* le rapport de l'Organe d'appel *Poutres en H en provenance de Pologne*, paragraphe 97, et le rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis – Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS132/AB/RW, adopté le 21 novembre 2001, note de bas de page 45.

218. Or la jurisprudence démontre, sans ambiguïté, que les groupes spéciaux qui examinent leur mandat ne peuvent pas dissocier et isoler du texte de cette manière. L'Organe d'appel a au contraire prié les groupes spéciaux de suivre une approche plus large.

219. Contrairement aux affirmations des États-Unis à la première réunion du Groupe spécial, l'argumentation de l'Argentine n'a pas "changé". En réalité, l'Argentine a expliqué la structure de sa demande à plusieurs reprises aux États-Unis, tant à la réunion de l'ORD du 19 mai que dans sa communication sur la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis. L'Argentine répète donc qu'elle a utilisé le mot "aussi" à la "Page Quatre" pour indiquer qu'elle était en train de développer ce qui était dit aux pages précédentes. Lorsque la demande d'établissement d'un groupe spécial est lue dans son ensemble, cela ressort clairement.

220. Même à supposer, pour les besoins de l'argumentation, que le mot "aussi" doive être dissocié et interprété séparément du reste du texte, selon le dictionnaire, le mot "*also*" (aussi) est considéré comme synonyme de "*moreover*" (en outre).

221. Il est important également d'insister sur le contexte dans lequel le mot "aussi" figurait. Comme l'Argentine l'a fait valoir dans sa communication sur la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis, il est dit dans la demande que "[l]a République argentine considère aussi" que certaines lois des États-Unis sont incompatibles avec les règles de l'OMC, et non pas que l'Argentine considère que "certaines lois des États-Unis sont aussi incompatibles avec les règles de l'OMC". Les États-Unis n'ont pas répondu sur ce point à la première réunion du Groupe spécial.

222. Autre élément important du contexte dont les États-Unis: ne tiennent pas compte, la référence de l'Argentine aux mesures des États-Unis dans cette phrase était immédiatement nuancée par le membre de phrase "en rapport avec les déterminations établies par le Département et la Commission". Les "déterminations établies par le Département et la Commission" étaient décrites en détail plus haut dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Il n'est donc tout simplement pas crédible pour les États-Unis de soutenir qu'"il est impossible de discerner la nature des problèmes de l'Argentine".[249]

223. Les États-Unis ont fait valoir à la première réunion du Groupe spécial que "l'Argentine prétend[ait] avoir fourni une description narrative dans la première partie de la demande d'établissement d'un groupe spécial qui remédi[ait] aux déficiences qui [avaient] été constatées par ailleurs à la page 4.[250] Ils ont déclaré encore que "cet exposé n'[était] guère plus qu'une chronologie des événements".[251] L'Argentine a deux choses à dire en réponse à cette affirmation des États-Unis.

224. Premièrement, l'Argentine n'a pas prétendu que sa "description narrative ... remédi[ait] aux déficiences" de la "Page Quatre". En réalité, il n'y a pas de "déficiences" auxquelles il faudrait "remédier". Au lieu de cela, l'Argentine a fait valoir que même si une description narrative n'était pas requise, les groupes spéciaux l'avaient parfois "considérée comme pertinente pour déterminer si une partie plaignante s'était acquittée des obligations visées à l'article 6:2".[252] L'Argentine a rappelé que dans l'affaire du *Sirop de maïs à haute teneur en fructose*, le Groupe spécial avait relevé que la demande dans cette affaire exposait "les faits et les circonstances décrivant la substance du différend", ce qui l'avait amené à conclure qu'elle était "suffisamment détaillée pour exposer le fondement juridique de la plainte de manière à informer le Membre défendeur ... et les tierces parties potentielles des allégations formulées par les États-Unis".[253] L'Argentine a fait ensuite valoir, et elle soutient

[249] Première communication des États-Unis, paragraphe 87.
[250] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 40.
[251] *Id.*
[252] Communication de l'Argentine sur la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis, paragraphe 30.
[253] *Id.*, paragraphe 31.

toujours que sa demande d'établissement d'un groupe spécial "expos[ait] également les faits et les circonstances décrivant la substance du différend".[254] Cette demande fournissait d'amples détails sur les mesures des États-Unis en cause, y compris les déterminations établies par le Département et la Commission qui étaient incompatibles avec les règles de l'OMC.

225. Deuxièmement, en ce qui concerne l'affirmation des États-Unis suivant laquelle les renseignements factuels détaillés figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine n'étaient "guère plus qu'une chronologie des événements", l'Argentine fait observer qu'une "chronologie des événements" équivaut, et sert à "exposer les faits et les circonstances" décrivant la substance du différend. De toute façon, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine ne se limitait pas en réalité à une "chronologie", mais fournissait au contraire des détails complets sur tout le contexte factuel et juridique dans lequel est survenu le présent différend.

226. Quoi qu'il en soit, les États-Unis n'ont aucunement subi de préjudice au cours des travaux du Groupe spécial en raison de la formulation par l'Argentine de la "Page Quatre". Cette question est traitée plus loin dans la section VI.C.

3. Les allégations des sections B.1, B.2 et B.3 de la demande de l'Argentine relèvent du mandat du Groupe spécial

227. L'Argentine a exposé également une argumentation détaillée sur ce point dans sa communication sur la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis, et elle s'en tient à ces arguments.

228. À la première réunion du Groupe spécial, les États-Unis ont affirmé ceci: "L'Argentine ne s'insurge pas contre les constatations de groupes spéciaux antérieurs selon lesquelles les citations d'articles entiers de l'Accord antidumping – dont l'article 6 – peuvent ne pas satisfaire aux prescriptions de l'article 6:2."[255] L'Argentine admet tout à fait que certains groupes spéciaux antérieurs sont arrivés à de telles conclusions. Toutefois, le fait que des groupes spéciaux antérieurs aient conclu que des citations d'articles entiers "pouvaient" ne pas satisfaire aux prescriptions de l'article 6:2 n'est pas particulièrement pertinent. De fait, cette affirmation des États-Unis, lue isolément, ne donne pas une image exacte de l'état de la jurisprudence de l'OMC.

229. La situation du point de vue juridique était présentée de façon exacte dans la communication de l'Argentine sur la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis, en particulier au paragraphe 67, où il est noté ce qui suit:

- une demande d'établissement de groupe spécial doit énoncer des allégations, mais non les arguments avancés à l'appui de ces allégations;

- l'énumération des articles des accords dont la violation est alléguée satisfaisait aux prescriptions minimales de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord;

- pour apprécier la compatibilité de la demande d'établissement d'un groupe spécial avec les dispositions de l'article 6:2, le groupe spécial doit tenir compte de la question de savoir s'il a été porté atteinte à la capacité du défendeur de se défendre, compte tenu du déroulement de la procédure du groupe spécial, par le fait que la demande d'établissement d'un groupe spécial se bornait à énumérer les dispositions dont la violation était alléguée; et

[254] *Id.*, paragraphe 45.
[255] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 41.

- question connexe, même si l'article cité dans la demande d'établissement d'un groupe spécial renferme des obligations multiples, la simple mention de cet article dans une énumération satisfera encore aux prescriptions de l'article 6:2 en l'absence de préjudice effectif.

230. L'Argentine a également démontré ce qui suit dans sa communication sur la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis:

- sa demande d'établissement d'un groupe spécial énonçait ses allégations au titre des articles 3 et 6 de l'Accord antidumping, mais non les arguments avancés à l'appui de ces allégations;

- l'énumération par l'Argentine des articles 3 et 6 satisfaisait aux prescriptions minimales de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, en ce sens que les deux articles étaient énumérés;

- pour apprécier la compatibilité de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine avec les dispositions de l'article 6:2, le Groupe spécial doit tenir compte de la question de savoir s'il a été porté atteinte à la capacité des États-Unis de se défendre, compte tenu du déroulement de la procédure du groupe spécial, par le fait que la demande d'établissement d'un groupe spécial "se bornait à énumérer" les articles 3 et 6; et

- aussi, question connexe, même si les articles 3 et 6 de l'Accord antidumping renferment des obligations multiples, la simple mention de ces articles dans une énumération satisfait encore aux prescriptions de l'article 6:2, en l'absence de préjudice effectif subi par les États-Unis au cours de la procédure du Groupe spécial.

Ce dernier point a été démontré clairement par la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Produits laitiers*. Comme l'Argentine l'a noté dans sa communication sur la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis, dans cette affaire, l'Organe d'appel a relevé ceci: "L'article XIX du GATT de 1994 compte trois sections et cinq paragraphes au total, dont chacun énonce au moins une obligation distincte. Les articles 2, 4, 5 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes sont aussi composés de nombreux paragraphes, dont la plupart énoncent au moins une obligation distincte."[256] La demande présentée au titre de l'article 6:2 a été toutefois rejetée pour le motif suivant: "[L]a Corée ne nous a pas démontré que la simple énumération des articles dont il est affirmé qu'ils ont été violés a affecté sa capacité de se défendre au cours de la procédure du groupe spécial".[257]

231. En conséquence, l'affirmation des États-Unis suivant laquelle "[les citations d']articles entiers de l'Accord antidumping ... peuvent ne pas satisfaire aux prescriptions de l'article 6:2" passe tout simplement à côté de l'essentiel. Le fait que des "articles entiers" aient été cités dans une demande d'établissement d'un groupe spécial n'est nullement déterminant. Ce qui est déterminant, c'est la question de savoir si la partie défenderesse a subi un préjudice effectif.

232. L'Argentine fait également observer que dans l'affaire des *Poutres en H en provenance de Pologne*, les références à des "articles entiers" de l'Accord antidumping – en l'espèce, les articles 2, 3 et 5 – ont néanmoins été jugées conformes à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. La Thaïlande a fait valoir que "le Groupe spécial aurait dû rejeter les allégations de la Pologne concernant les

[256] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*, WT/DS98/AB/R, adopté le 12 janvier 2000, paragraphe 129 ("*Corée – Produits laitiers*").
[257] *Id*., paragraphe 131.

articles 2, 3 et 5 parce que chacun de ces articles de l'*Accord antidumping* comporte de nombreuses obligations distinctes, et que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Pologne ne satisfaisait pas au critère de clarté prescrit à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord en ce qui concerne les allégations précises formulées par la Pologne au titre de ces articles".[258]

233. En d'autres termes, la Thaïlande a avancé dans cette affaire pratiquement le même argument que celui avancé par les États-Unis en l'espèce en ce qui concerne les références de l'Argentine aux articles 3 et 6 dans la présente affaire. Il est important de noter que l'Organe d'appel a rejeté la demande de la Thaïlande, ce qui démontre encore une fois que l'argument des États-Unis suivant lequel les citations d'"articles entiers" ne satisfont pas d'une manière ou d'une autre au critère de l'article 6:2 est dénué de pertinence. Les décisions comme celles rendues dans les affaires *Corée - Produits laitiers* et *Poutres en H en provenance de Pologne* réfutent définitivement cet argument.

234. À la première réunion du Groupe spécial, les États-Unis ont également affirmé que le "principal argument [de l'Argentine]" était que "les États-Unis connaissaient d'une manière ou d'une autre, à la suite des consultations, les problèmes de l'Argentine".[259]

235. Premièrement, tel n'est pas le "principal argument [de l'Argentine]". Comme il est indiqué plus haut, l'Argentine a avancé divers arguments pour démontrer que ses références aux articles 3 et 6 satisfaisaient aux prescriptions minimales de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Ces arguments étaient exposés dans la section IV de la communication de l'Argentine sur la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis.

236. Deuxièmement, la caractérisation par les États-Unis de la position de l'Argentine (à savoir que "les États-Unis connaissaient d'une manière ou d'une autre, à la suite des consultations, les problèmes de l'Argentine") est tout aussi fallacieuse. La communication de l'Argentine sur la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis soulevait un certain nombre de points plus généraux, qui peuvent être résumés brièvement comme suit:

- l'Argentine a fait connaître pour la première fois ses allégations de manière formelle aux États-Unis dans le cadre de l'OMC en octobre 2002, lorsqu'elle a présenté sa demande de consultations;

- les États-Unis n'ont pas manifesté la moindre préoccupation quant à la nature ou à la portée des allégations de l'Argentine avant, pendant ni après les consultations, bien que toutes les questions aient été traitées d'une manière approfondie au cours de deux séries de consultations;

- la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine était formulée d'une manière très similaire – voire, à certains égards, pratiquement identique – à sa demande de consultations;

- les États-Unis, confrontés à la demande d'établissement d'un groupe spécial, se sont soudainement déclarés incapables de comprendre les allégations de l'Argentine; et

- cette affaire s'inscrit dans toute une série d'affaires de "réexamen à l'extinction" qui soulèvent des questions identiques ou similaires, dans lesquelles les États-Unis ont investi des moyens considérables pour se défendre - allégation par allégation,

[258] Rapport de l'Organe d'appel *Poutres en H en provenance de Pologne*, paragraphe 82.
[259] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 42.

argument par argument, et dont, comme les États-Unis l'ont déjà fait observer, "[on] devrait déjà être bien au fait".[260]

237. Tous ces facteurs débouchent sur une plus vaste question: la crédibilité – ou l'absence de crédibilité – des affirmations des États-Unis suivant lesquelles ces derniers ne "comprennent" pas les allégations de l'Argentine au titre des articles 3 et 6.

B. LES PRÉTENDUES "CERTAINES QUESTIONS" MENTIONNÉES PAR LES ÉTATS-UNIS RELÈVENT TOUTES DU MANDAT DU GROUPE SPÉCIAL

238. La communication de l'Argentine sur la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis réfutait entièrement l'ensemble des allégations des États-Unis concernant ce que ceux-ci considèrent comme de "nouvelles allégations". Comme l'Argentine l'a démontré dans cette communication, aucune de ces allégations n'est "nouvelle". Elles figurent toutes dans la demande d'établissement du Groupe spécial.

239. À la première réunion du Groupe spécial, les États-Unis n'ont contesté qu'un seul des arguments de l'Argentine – ostensiblement "pour épargner du temps". La délégation des États-Unis a fait savoir qu'elle entendait se borner à "un exemple", qui devrait "suffire à démontrer que les arguments de l'Argentine sont entachés de vices rédhibitoires".[261] Toutefois, s'agissant d'une allégation au titre de l'article 6:2, il ne "suffit" pas d'argumenter à l'aide d'un "exemple". Les États-Unis doivent prouver toutes leurs allégations, y compris chacune des cinq "nouvelles" allégations putatives. Les États-Unis n'ont purement et simplement pas réagi à quatre des réfutations complètes fournies par l'Argentine dans sa communication sur la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis. Le Groupe spécial peut maintenant conclure que pour les première, deuxième, troisième et cinquième allégations prétendument "nouvelles", les États-Unis ne se sont tout simplement pas acquittés de la charge qui leur incombait de prouver ces allégations.

240. En ce qui concerne la quatrième allégation "nouvelle", les États-Unis ont effectivement tenté dans quelques paragraphes de leur déclaration d'étayer leur thèse suivant laquelle l'allégation "tel qu'appliqué" concernant le laps de temps pris en compte par la Commission ne figurait pas dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine. Mais ces arguments ne sont tout simplement pas convaincants.

241. Comme il est souligné à maintes reprises dans la communication de l'Argentine sur la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis, la demande d'établissement du Groupe spécial doit être lue dans son ensemble. Dans ce contexte spécifique, cela implique de reconnaître que la formulation utilisée par l'Argentine dans la section B.3 de sa demande d'établissement du Groupe spécial s'inscrit dans le contexte plus large de la demande d'établissement d'un groupe spécial, en particulier l'intitulé sous lequel elle apparaît.

242. La formulation spécifique de la section B.3 faisait référence à certaines prescriptions légales concernant le laps de temps pris en compte par la Commission pour examiner s'il était probable que le dommage subsiste ou se reproduise. L'intitulé de la section B est: "La détermination établie par la Commission à l'issue du réexamen à l'extinction est incompatible avec l'Accord antidumping et le GATT de 1994". En lisant ensemble le texte spécifique de la section B.3 et l'intitulé plus général de la section B, les États-Unis étaient clairement informés que l'Argentine formulerait une allégation à la fois "en tant que tel" et "tel qu'appliqué".

[260] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 35.
[261] *Id*., paragraphe 45.

C. LES ÉTATS-UNIS N'ONT AUCUNEMENT SUBI DE PRÉJUDICE AU COURS DE LA PROCÉDURE DU GROUPE SPÉCIAL

243. La question du préjudice est décisive pour ce qui est des déterminations du Groupe spécial concernant les questions soulevées au titre de l'article 6:2. Le droit de l'OMC est clair: toute partie défenderesse avançant une allégation au titre de l'article 6:2 doit démontrer qu'elle a subi un préjudice effectif au cours de la procédure de groupe spécial.

244. Si les États-Unis ne parviennent pas à démontrer qu'ils ont subi un préjudice effectif au cours de la procédure du Groupe spécial, alors leurs allégations au titre de l'article 6:2 ne tiennent tout simplement pas.

245. En outre, les États-Unis ne peuvent pas prétendre qu'ils ont subi un préjudice d'une manière globale et abstraite. Au lieu de cela, ils doivent démontrer au Groupe spécial le préjudice qu'ils auraient subi au cours de la procédure du Groupe spécial pour chacune de leurs allégations au titre de l'article 6:2. Cette approche est celle qui a été retenue par d'autres groupes spéciaux, notamment dans l'affaire *Égypte – Barres d'armature en acier*:

> [N]ous avons demandé à l'Égypte de nous fournir, pour chacune des allégations qu'elle nous demande de rejeter, l'analyse en deux parties dont il a été question dans le cadre des affaires *Corée – Produits laitiers* et *CE – Linge de lit*, en ce qui concerne le prétendu manque de clarté de la demande d'établissement d'un groupe spécial et des éléments de preuve de tout préjudice que ce manque de clarté aurait porté à la capacité de l'Égypte de défendre ses intérêts en l'espèce.[262]

246. À l'évidence, les États-Unis préféreraient ne pas avoir à démontrer qu'ils ont subi un préjudice. De fait, dans la déclaration finale des États-Unis le 10 décembre, la délégation des États-Unis a dit qu'elle ne "convenait pas qu'une prescription en matière de préjudice était applicable". Le Groupe spécial doit toutefois appliquer le droit tel qu'il existe actuellement, et non comme la délégation des États-Unis préférerait qu'il fût.

247. Les affaires à prendre en compte en ce qui concerne la question du préjudice sont mentionnées dans la communication de l'Argentine sur la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis, mais c'est le Groupe spécial *CE – Linge de lit* qui a sans doute exposé le plus succinctement l'état de la jurisprudence: "une allégation selon laquelle les prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord ne sont pas respectées ne sera pas retenue si aucun dommage n'est établi".[263]

248. De fait, les États-Unis ont eux-mêmes défendu cette position devant le Groupe spécial *Commission canadienne du blé*. Comme l'a déjà indiqué l'Argentine, les États-Unis ont fait valoir ce qui suit devant le Groupe spécial *Commission canadienne du blé*:

> [*M*]*ême si* une demande d'établissement d'un groupe spécial n'est pas suffisamment détaillée "pour énoncer clairement le problème", le groupe spécial n'est pas automatiquement privé de compétence en ce qui concerne la question. En fait, le

[262] Rapport du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier*, paragraphe 7.25. (non souligné dans l'original; notes de bas de page omises)

[263] Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, WT/DS141/R, adopté le 12 mars 2001, paragraphe 6.25. (non souligné dans l'original)

> groupe spécial doit examiner, en fonction des "circonstances propres à l'affaire", si ce défaut a porté préjudice à la capacité de la partie défenderesse de se défendre.[264]

249. Comment les États-Unis ont-ils "démontré" l'existence d'un préjudice en l'espèce? La réponse est qu'ils ne l'ont pas fait. Ils ont affirmé, mais sans le démontrer, qu'ils avaient subi un préjudice.

250. Les arguments des États-Unis concernant le "préjudice" se ramènent essentiellement à des griefs pour avoir dû attendre de recevoir la communication de l'Argentine. Cela ne représente manifestement pas une violation des droits des États-Unis à une procédure régulière. D'ailleurs, dans de précédentes affaires, les assertions similaires des parties défenderesses ont été rejetées par les groupes spéciaux comme étant insuffisantes pour démontrer un préjudice au sens de l'article 6:2. Cela est illustré ci-dessous.

251. Une démonstration récente à cet effet a été fournie par le Groupe spécial *CE – Accessoires de tuyauterie*:

> "[L]es Communautés européennes ne nous ont en tout état de cause pas démontré qu'une quelconque atteinte avait été portée à leurs intérêts pendant le déroulement de la procédure du présent Groupe spécial en raison de la façon dont ces "allégations" apparaissaient dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Nous avons demandé aux Communautés européennes d'indiquer toute atteinte qu'elles avaient subie. Elles ont répondu comme suit:
>
> > *Les CE estiment que, dans tous les cas où elles ont soulevé cette objection, leurs intérêts ont été lésés par l'absence d'informations adéquates concernant les questions*. La portée des allégations qui sont formulées expressément dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil est déjà exceptionnellement large. *Les CE disposent de la période qui s'écoule entre l'établissement du groupe spécial et la présentation de la première communication écrite du plaignant pour préparer leur défense.* Une telle préparation n'est possible que si le plaignant indique de manière adéquate ses allégations dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial afin qu'elles soient reprises dans le mandat.
>
> Toutefois, selon nous, il ressortait du fait que les Communautés européennes avaient défendu leurs points de vue à divers stades de la procédure du présent Groupe spécial, y compris dans leur première communication écrite, à la première réunion du Groupe spécial et dans les échanges entre les parties avant la première réunion du Groupe spécial sur les questions préliminaires, qu'il n'avait pas été porté atteinte à *la capacité des CE de se défendre* au cours de la procédure du présent Groupe spécial.
>
> *Nous estimons donc que le texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial indique de manière adéquate la nature du problème exposé par les allégations du*

[264] Déclaration orale des États-Unis à la première réunion du Groupe spécial *Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés*, WT/DS276 (6 juin 2003), paragraphes 6 à 8.

> *Brésil et nous n'accédons pas à la demande des CE visant à rejeter ces allégations formulées par le Brésil.*[265]

252. Des plaintes similaires pour "avoir dû attendre" ont été tout aussi vaines dans l'affaire du *Sirop de maïs à haute teneur en fructose*:

> *Le Mexique affirme qu'il a dû attendre la première communication écrite des États-Unis, soit plus de quatre mois après la demande d'établissement d'un groupe spécial, pour avoir une idée claire des arguments que les États-Unis invoquaient à l'appui de leurs affirmations.* Il dit que du fait que les États-Unis n'ont pas présenté le problème clairement et n'ont pas spécifié le fondement factuel et juridique de leur demande, *il a été obligé de passer tout ce temps "dans l'obscurité"*. Dans ses observations au sujet du réexamen intérimaire, le Mexique affirme que cela a engendré une dépense, voire un gaspillage, de ressources qui, s'il en avait été autrement, auraient pu être consacrées à la préparation d'une défense opportune.[266]

253. À la première réunion de ce groupe spécial, celui-ci a établi de même que cette affirmation ne faisait pas apparaître le degré de préjudice requis au sens de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord: "Nous constatons que le Mexique ne nous a pas démontré qu'il avait été porté atteinte à sa capacité de défendre ses intérêts au cours de la procédure dans le présent différend."[267]

254. Les affirmations des États-Unis concernant le "préjudice" en l'espèce ressemblent de façon frappante aux affirmations jugées insuffisantes dans des affaires telles que *CE – Accessoires de tuyauterie* et *Sirop de maïs à haute teneur en fructose*. Comme cela a été signalé dans la communication de l'Argentine sur la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis, s'agissant des allégations de la "Page Quatre", les États-Unis se sont bornés à faire valoir qu'ils "n'ont pas été en mesure de commencer sans délai à préparer leur défense parce que, l'Argentine ne s'étant pas conformée aux prescriptions de l'article 6:2, ils ne "[savaient pas] à quelle argumentation [ils devaient] répondre"".[268] Pour attaquer les sections B.1, B.2 et B.3, dans leur première communication les États-Unis disent ce qui suit: "Comme dans le cas de la "Page Quatre" de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine, la capacité des États-Unis de commencer à préparer leur défense a été compromise parce qu'ils ne "[savaient pas] à quelle argumentation [ils auraient à] répondre" du fait que l'Argentine ne s'était pas conformée aux prescriptions de l'article 6:2."[269]

255. L'argument est très mince. Il n'établit en aucune manière une violation démontrée des "droits à une procédure régulière". Les groupes spéciaux *CE – Accessoires de tuyauterie* et *Sirop de maïs à haute teneur en fructose* n'ont pas pris au sérieux des affirmations de "préjudice" aussi dénuées de fondement, et ils ont rejeté les demandes présentées au titre de l'article 6:2. Le présent Groupe spécial devrait s'en tenir à la position prudente de ces groupes spéciaux antérieurs et rejeter de même la demande présentée par les États-Unis.

256. Il est tout à fait pertinent aussi de noter que les groupes spéciaux antérieurs, pour déterminer si la formulation de la demande d'établissement d'un groupe spécial était à l'origine d'un "préjudice",

---

[265] Rapport du groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil*, WT/DS219/R, adopté le 18 août 2003, paragraphes 7.22 à 7.24 ("*CE – Accessoires de tuyauterie*"). Les CE n'ont pas fait appel de cette question.

[266] Rapport du Groupe spécial *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis*, WT/DS132/R, adopté le 24 février 2000, paragraphe 7.16 ("*Sirop de maïs à haute teneur en fructose*").

[267] *Id.* (non souligné dans l'original)

[268] Première communication des États-Unis, paragraphes 97 et 110. (non souligné dans l'original)

[269] *Id.*, paragraphe 110. (non souligné dans l'original)

ont examiné s'il était porté atteinte de quelque manière que ce soit aux intérêts des tierces parties. Cet aspect est traité aux paragraphes 61 et 62 de la communication de l'Argentine sur la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis.

257. En l'espèce, aucune des tierces parties n'a fait état du moindre problème en relation avec le prétendu "manque de clarté" de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine, tant devant l'ORD que devant le Groupe spécial.

258. Au contraire, bon nombre des tierces parties ont expressément nié avoir éprouvé quelque difficulté avec la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine:

- Les CE ont déclaré que le "Groupe spécial ne devrait pas suivre la suggestion des États-Unis d'examiner la "Page Quatre"... indépendamment du reste de la demande. Pour établir si les conditions énoncées à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sont réunies, le Groupe spécial devrait plutôt examiner la demande d'établissement d'un groupe spécial dans son ensemble".[270] À la séance avec les tierces parties, les CE ont réaffirmé que "le Groupe spécial devrait évaluer la demande d'établissement d'un groupe spécial dans son ensemble, et non une partie précise de cette demande en l'isolant du reste".[271]

- Le Japon a déclaré au Groupe spécial que "la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine ne [lui avait] posé aucun problème particulier lorsqu'[il avait] rédigé [sa] communication en tant que tierce partie".[272]

- Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a déclaré: "[N]ous n'avons rencontré aucune difficulté liée à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends lors de l'établissement de notre communication et de notre déclaration orale en tant que tierce partie."[273]

- Le Mexique s'est exprimé de manière plus catégorique encore, en faisant savoir au Groupe spécial que: "el gobierno de Mexico considera que dicha solicitud cumple cabalmente con el artículo 6.2 de ESD y que se trata de una táctica dilatoria del gobierno de Estados Unidos para retrasar el análisis de este Grupo Especial del fondo del asunto. En caso de que el Grupo Especial determine llevar a cabo un procedimiento adicional para atender a dichas objeciones, México solicita respetuosamente que se respeten sus derechos como tercera parte en esta controversia".[274]

259. Les États-Unis étaient donc le seul Membre de l'OMC qui ne pouvait pas ostensiblement "comprendre" la nature des griefs de l'Argentine en raison du "manque de clarté" allégué. Faute de

---

[270] Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, section 2.

[271] Déclaration orale des Communautés européennes en tant que tierce partie, WT/DS268, 10 décembre 2003, paragraphe 3.

[272] Déclaration orale du Japon en tant que tierce partie, WT/DS268, 10 décembre 2003, paragraphe 2.

[273] Déclaration orale du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu en tant que tierce partie, WT/DS268, 10 décembre 2003, page 2.

[274] Première déclaration orale du Mexique en tant que tierce partie, WT/DS268, 10 décembre 2003, page 2. La traduction en français se lit ainsi: "[L]e gouvernement mexicain estime que la demande en question est pleinement conforme à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et que le gouvernement des États-Unis a recours à une tactique dilatoire pour retarder l'examen du fond de l'affaire par le Groupe spécial. Dans l'éventualité où le Groupe spécial déciderait d'adopter une procédure additionnelle pour tenir compte de ces exceptions, le Mexique a l'honneur de demander que ses droits en tant que tierce partie en l'espèce soient respectés."

soutien de la part des tierces parties, les États-Unis ont été réduits à faire valoir, à la première réunion du Groupe spécial, que les tierces parties "éventuelles" avaient été lésées à cause de la formulation de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine. Le Groupe spécial n'a pas besoin de s'attarder sur cet argument. Aucun autre groupe spécial dans l'histoire de l'OMC n'a jamais examiné quoi que ce soit d'aussi nébuleux qu'un préjudice pour des tierces parties "éventuelles".

260. En outre, les affirmations des États-Unis quant à un "préjudice" ont été amplement contredites par la conduite des États-Unis jusqu'à ce jour dans le cadre de la présente procédure. Les États-Unis ont présenté une communication de fond détaillée (mais néanmoins non convaincante) en réponse aux allégations de l'Argentine et ils ont participé activement à l'audience. Ils présenteront certainement une deuxième communication tout aussi détaillée, ainsi que des réponses aux questions du Groupe spécial. C'est justement en tenant compte de ce type de participation active à tous les stades de la procédure de groupe spécial que des groupes spéciaux tels que *CE – Linge de lit* (cité plus haut) et *États-Unis – Mesures de sauvegarde visant la viande d'agneau* ont été amenés à rejeter des demandes similaires au titre de l'article 6:2.[275]

261. Enfin, pour reprendre une observation déjà formulée par l'Argentine, et comme le Groupe spécial *Canada – Aéronefs* l'a dit clairement, on ne peut examiner le préjudice prétendument subi par les États-Unis "durant la procédure de groupe spécial" qu'à la fin de la procédure de groupe spécial.[276]

D. CONCLUSIONS

262. Il est très rarement fait droit aux demandes présentées au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord dans le cadre du règlement des différends à l'OMC. Il y a à cela une bonne raison: l'Organe d'appel a imposé un critère très exigeant pour qu'une demande au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord puisse être reçue.

263. Comme cela a été signalé plus haut, il n'y a pas de critère abstrait de "clarté" selon l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Un groupe spécial ne peut pas écarter des allégations figurant dans une demande d'établissement d'un groupe spécial parce que la formulation utilisée déplaît d'une manière ou d'une autre à la partie défenderesse, ou parce que la partie défenderesse aurait préféré une formulation différente. Un groupe spécial ne peut écarter des allégations figurant dans une demande d'établissement d'un groupe spécial que s'il conclut que les droits à une procédure régulière du défendeur ont été lésés.

264. La partie défenderesse doit prouver qu'elle a subi un préjudice effectif au cours de la procédure de groupe spécial à cause de la formulation de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Il va de soi que les vagues affirmations de la partie défenderesse à l'effet qu'elle a dû attendre la première communication du plaignant ne sauraient suffire, et elles ont été catégoriquement rejetées par les groupes spéciaux antérieurs.

265. Cela vaut particulièrement dans une affaire comme celle-ci, où les États-Unis ont présenté une réponse détaillée à toutes les allégations de l'Argentine. Les affirmations des États-Unis quant à un "préjudice" ne sont tout simplement pas crédibles.

266. Toutefois, l'Argentine tient à souligner que sa défense contre les allégations des États-Unis au titre de l'article 6:2 ne repose en aucune manière sur le seul argument de l'"absence de préjudice". Au

[275] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie*, WT/DS177, 178/R, adopté le 16 mai 2001, paragraphes 5.51 à 5.53.

[276] Rapport du Groupe spécial *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, WT/DS70/R, adopté le 20 août 1999, paragraphe 9.33.

contraire, l'Argentine a démontré, dans sa communication sur la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis et aussi dans la présente communication, que la formulation de ses allégations était parfaitement claire – élément dont conviennent les tierces parties.

267. Pour appliquer ce qu'a dit l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Produits laitiers*, il est incontestable que les États-Unis "n'avaient pas été induits en erreur quant aux allégations qui étaient en fait formulées à [leur] encontre en tant que défendeur".[277]

268. L'Argentine a donc l'honneur de demander au Groupe spécial de rejeter les demandes préliminaires des États-Unis et de se prononcer au sujet des allégations de fond formulées par l'Argentine en se déterminant entièrement quant au fond.

VII. CONCLUSION

269. L'Argentine renvoie le Groupe spécial sur les demandes spécifiques qu'elle lui a adressées aux paragraphes 314 à 323 de sa première communication. L'Argentine reprend ces demandes dans leur intégralité. En résumé, l'Argentine a l'honneur de demander au Groupe spécial:

- de constater qu'en l'espèce les mesures des États-Unis indiquées par l'Argentine, en tant que telles et telles qu'appliquées, sont contraires aux obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC;
- de recommander aux États-Unis de rendre les mesures dont il a été constaté qu'elles étaient incompatibles avec les accords visés conformes à leurs obligations dans le cadre de l'OMC; et
- de suggérer aux États-Unis, conformément à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, que la seule façon pour eux de se conformer à ces recommandations consiste à supprimer immédiatement la mesure antidumping visant les OCTG en provenance d'Argentine.

270. Comme la première et la deuxième communication de l'Argentine le démontrent, les déterminations à l'extinction établies par le Département et la Commission sont contraires aux obligations des États-Unis au titre de l'article 11.3.

271. En décembre, l'Organe d'appel a réaffirmé que la suppression d'un droit antidumping est la première obligation imposée par l'article 11.3, qu'il s'agit d'une "règle impérative", que le maintien du droit est l'exception à cette règle, que cette exception ne peut être invoquée que lorsque les conditions spécifiées pour maintenir le droit sont réunies, et que "[s]i l'une quelconque de ces conditions n'est pas remplie, le droit doit être supprimé".[278]

272. En ce qui concerne la détermination de la probabilité de dumping, les États-Unis ont élaboré trois procédures différentes pour donner effet à leur obligation au titre de l'article 11.3, qui dépendent chacune du niveau perçu de participation au processus. Au bout du compte, peu importe la procédure à laquelle les États-Unis ont recours. Indépendamment de la voie procédurale, le Département applique des critères impératifs qui empêchent précisément le type de réexamen factuel et juridique qu'exige l'article 11.3 pour que l'exception puisse être invoquée. L'Organe d'appel ne laisse aucun doute quant au fait que "les autorités doivent procéder à un examen rigoureux dans le cadre d'un réexamen à l'extinction avant que l'exception (à savoir le maintien du droit) puisse s'appliquer".[279]

---

[277] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 123 ("*Corée – Produits laitiers*").

[278] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 104.

[279] *Id*., paragraphe 113.

L'Organe d'appel a souligné "la nature astreignante des obligations imposées aux autorités au titre de l'article 11.3 ..."[280]

273. Plutôt que de satisfaire aux obligations "astreignantes" énoncées à l'article 11.3, le Département accorde un poids décisif et prépondérant à l'existence de marges de dumping et aux baisses du volume des importations. Or, l'Organe d'appel, examinant ces aspects précis du Sunset Policy Bulletin, a dit que ce qui était en cause, c'était "le point de savoir si la section II.A.3 [allait] plus loin et donn[ait] pour instruction à l'USDOC d'accorder un poids décisif ou prépondérant à ces deux facteurs dans chaque affaire".[281] Les pièces n° 63 et n° 64 de l'Argentine démontrent que, en fait, le Département a accordé un poids "décisif et prépondérant" à ces deux facteurs dans chacune des affaires à laquelle avait participé la branche de production nationale. Le manquement des autorités des États-Unis à leurs obligations au titre de l'article 11.3 peut d'ailleurs être constaté clairement dans le présent différend, ainsi que dans toutes les autres affaires où la branche de production des États-Unis s'est déclarée intéressée. Il n'y a pas d'analyse de fond en ce qui concerne la détermination de la probabilité de dumping – et encore moins un "examen rigoureux". Il n'y a pas d'éléments de preuve positifs qui permettent d'établir par inférence un comportement probable. Pour finir, il n'y a ni le "réexamen" ni la "détermination" exigés par l'article 11.3. Comme l'a expliqué l'Organe d'appel, "[l]es dispositions qui créent des présomptions "irréfragables", ou qui "prédéterminent" un résultat particulier, risquent d'être jugées incompatibles avec ce type d'obligation".[282]

274. La marge de 1,36 pour cent établie à l'issue de l'enquête initiale – calculée selon la méthode de la réduction à zéro – et la baisse du volume des importations sont une base insuffisante pour la détermination du Département suivant laquelle il était probable que le dumping subsisterait. L'Organe d'appel a directement fait référence à la question de l'utilisation de la méthode de la réduction à zéro et il a expliqué que celle-ci "terni[rait]" la détermination de la probabilité au titre de l'article 11.3 et ne pouvait pas constituer un fondement approprié de la détermination de la probabilité.[283]

275. En ce qui concerne la détermination de la probabilité de dommage, la Commission n'applique pas le bon critère juridique – à savoir un critère "probable". La détermination de la Commission en l'espèce repose sur l'idée que puisque l'enquête initiale a abouti à la constatation de l'existence d'un dommage, il doit être considéré comme "probable" que ce dommage subsistera ou se reproduira si la mesure est supprimée. Ce cas est un exemple éloquent des diverses utilisations des scénarios "possibles" pour étayer une constatation de dommage "probable".

276. Dans leur déclaration finale à la première réunion de fond, les États-Unis ont fait état des risques qu'il y avait à créer des obligations additionnelles dans le cadre du règlement des différends. Ils ont averti qu'une telle approche serait incompatible avec la règle de l'article 3:2 du Mémorandum d'accord, selon laquelle les décisions des groupes spéciaux ne pouvaient pas accroître les obligations des Membres. Sans être en désaccord, l'Argentine remarque que la disposition citée par les États-Unis est tronquée. Il est également dit dans la phrase à laquelle les États-Unis se réfèrent que les "décisions de l'ORD ne peuvent pas ... diminuer les droits ... énoncés dans les accords visés".[284] L'Organe d'appel a grandement contribué à clarifier le sens des droits et des obligations énoncés à l'article 11.3. L'Argentine soutient qu'elle avait le droit d'obtenir la révocation de la mesure et que les États-Unis ne pouvaient maintenir la mesure qu'en arrivant à des constatations conformes aux articles 11.3, 2, 6 et 12 de l'Accord antidumping. Les États-Unis n'ont pas fait cela et, par conséquent, l'ORD doit rétablir le droit conféré à l'Argentine en vertu de l'article 11.3, qui consiste dans la révocation de la mesure.

---

[280] *Id.*
[281] *Id.*, paragraphe 176.
[282] *Id.*, paragraphe 191.
[283] *Id.*, paragraphe 130.
[284] *Voir* la première communication de l'Argentine, paragraphe 8.

ANNEXE C-2

DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS

8 janvier 2004

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 77
II. EXAMEN DES PRINCIPALES CONSTATATIONS FAITES PAR L'ORGANE D'APPEL DANS L'AFFAIRE *RÉEXAMEN À L'EXTINCTION JAPON* 78
III. APERÇU DES PROCÉDURES DE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION ACCÉLÉRÉ DU DÉPARTEMENT 79
A. LES PROCÉDURES D'ABROGATION DISPONIBLES AVANT L'ENGAGEMENT D'UN RÉEXAMEN À L'EXTINCTION 79
B. LA DÉCISION DE SUIVRE LA PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE 80
1. Sollicitation et évaluation des réponses de fond 80
2. Appréciation de "l'adéquation" 81
C. ÉLÉMENTS DE PREUVE DU DOSSIER DANS UN RÉEXAMEN À L'EXTINCTION ACCÉLÉRÉ 82
IV. L'ARGENTINE N'A PAS DÉMONTRÉ, COMME LA CHARGE LUI EN INCOMBAIT, QUE LES PROCÉDURES DE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION DU DOC SOIENT INCOMPATIBLES AVEC L'ARTICLE 11.3 ET L'ARTICLE 6 83
V. LES PARTIES INTÉRESSÉES INTERROGÉES ARGENTINES N'ONT PAS MIS À PROFIT TOUTES LES POSSIBILITÉS DE DÉFENDRE LEURS INTÉRÊTS 84
A. EXAMEN DES POSSIBILITÉS OFFERTES AUX PARTIES INTÉRESSÉES INTERROGÉES DE PRÉSENTER DES DONNÉES DE FAIT ET DES ARGUMENTS DANS CETTE PROCÉDURE 84
B. LES ALLÉGATIONS DE L'ARGENTINE CONCERNANT L'ACCORD ANTIDUMPING 85
VI. L'ARGENTINE N'A PAS DÉMONTRÉ QUE LES PROCÉDURES DE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION DE L'ITC SOIENT INCOMPATIBLES AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING 86
A. LE CRITÈRE "LIKELY" (PROBABLE) DE L'ARTICLE 11.3 86
B. L'ARTICLE 3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING NE S'APPLIQUE PAS AUX RÉEXAMENS À L'EXTINCTION 87
C. LE CUMUL DANS LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION 90
D. CONTRAIREMENT AUX ASSERTIONS DE L'ARGENTINE, L'ITC A CORRECTEMENT ÉTABLI LES FAITS PERTINENTS ET SON ÉVALUATION DE CES FAITS ÉTAIT OBJECTIVE 91
VII. CONCLUSION 96

I. INTRODUCTION

1. Étant donné le caractère exhaustif des questions posées par le Groupe spécial sur les procédures de réexamen à l'extinction suivies par le Département du commerce ("le Département" ou "le DOC"), les États-Unis mettront la présente communication à profit pour replacer les allégations de l'Argentine visant ces procédures 1) dans la perspective des Accords de l'OMC en ce qui concerne les réexamens à l'extinction; 2) dans le contexte dans lequel les réexamens à l'extinction sont conduits aux États-Unis; 3) dans les conditions des procédures effectives de réexamen à l'extinction, en particulier la décision de recourir ou non à une procédure accélérée, et 4) dans le cadre du réexamen à l'extinction présentement considéré. Ce faisant, les États-Unis confirmeront à nouveau que, de quelque façon qu'on les analyse, les allégations de l'Argentine visant ces procédures en tant que telles et telles qu'elles sont appliquées sont dénuées de fondement.

2. Comme ces allégations sont sans fondement, l'Argentine a cherché à enjoliver les débats en alléguant l'existence d'une série de "présomptions irréfragables" dans la législation des États-Unis applicable aux réexamens à l'extinction. Comme la présente communication le fera clairement apparaître, le DOC ménage aux parties d'amples possibilités de "renverser" par la preuve contraire les éléments de preuve versés au dossier et les constatations faites dans le cours du réexamen à l'extinction. Qu'une partie omette d'essayer de renverser une constatation ne rend pas cette constatation irréfragable; cela signifie simplement que cette partie n'a pas tiré parti de la possibilité de présenter des faits et des arguments. L'article 11.3 de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("Accord antidumping") ne prescrit pas de méthode précise à employer pour les réexamens à l'extinction; par contre, il exige des Membres qu'ils ménagent aux parties intéressées toutes les possibilités de défendre leurs intérêts.[1] La législation des États-Unis relative aux réexamens à l'extinction respecte cette exigence.

3. L'idée générale qui résume la position de l'Argentine à propos de la détermination établie par le DOC dans le réexamen particulier qui nous occupe est que celui-ci a été conduit de manière inéquitable parce que Siderca était "le seul exportateur" d'OCTG durant l'enquête initiale et que pourtant le DOC a constaté que cette société n'atteignait pas le seuil de 50 pour cent normalement retenu pour apprécier s'il y a lieu de procéder à un réexamen à l'extinction accéléré ou complet.[2] Nonobstant le fait significatif que Siderca a plus d'une fois laissé passer la possibilité de suggérer une issue différente, les États-Unis relèvent qu'il existe un second exportateur argentin d'OCTG aux États-Unis; cet exportateur n'a pas répondu à l'avis d'engagement.[3]

4. Si le Groupe spécial adopte les arguments de l'Argentine, les États-Unis craignent que cela n'incite les parties intéressées interrogées à s'en tenir, tout au plus, à une participation minimale aux procédures de réexamen à l'extinction. À en croire l'Argentine, il devrait leur être permis de refuser leur pleine participation à un réexamen à l'extinction et d'aller ensuite faire constater par un groupe spécial de l'OMC que les résultats de ce réexamen ne sont pas compatibles avec les obligations contractées dans le cadre de l'OMC. Les États-Unis ne pensent pas que l'Accord antidumping

---

[1] *Voir, par exemple, États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/AB/R, rapport de l'Organe d'appel distribué le 15 décembre 2003 ("*Réexamen à l'extinction Japon*"), paragraphe 123.

[2] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphe 151.

[3] Les États-Unis notent que Siderca a pris grand soin, dans sa réponse de fond à l'avis d'engagement de la procédure de réexamen à l'extinction, de se décrire en ces termes: "Siderca est le seul producteur d'OCTG sans soudure d'Argentine. À sa connaissance, il n'y a pas d'autres producteurs d'OCTG en Argentine." Réponse de fond de Siderca à l'avis d'engagement par le Département d'un réexamen à l'extinction de l'ordonnance antidumping visant les OCTG en provenance d'Argentine (2 août 2000), page 3. (non souligné dans l'original) (pièce n° 57 de l'Argentine) Siderca a soigneusement nuancé la seconde affirmation, et la seconde seulement. Les États-Unis croient savoir qu'Acindar, l'autre producteur argentin, fabrique pour sa part des OCTG soudés, et non des OCTG sans soudure.

permette aux parties intéressées interrogées d'amener les autorités chargées des enquêtes à abroger des ordonnances en ne participant qu'au minimum, voire pas du tout, aux procédures. Dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon*, d'ailleurs, l'Organe d'appel a expressément évoqué le "rôle important" des parties intéressées dans les réexamens à l'extinction parce que ce sont elles qui, bien souvent, sont en possession des "meilleurs éléments de preuve" quant à leur comportement futur probable en matière d'établissement des prix.[4]

5. Les États-Unis estiment que les faits et arguments présentés dans la procédure en cours confirment que le Département met des procédures appropriées à la disposition des parties intéressées interrogées afin de leur permettre de défendre leurs intérêts dans les procédures de réexamen à l'extinction. À l'appui de cette thèse, la présente communication présentera: un tour d'horizon des constatations pertinentes de l'Organe d'appel dans l'affaire du *Réexamen à l'extinction Japon*, un aperçu du droit interne des États-Unis applicable à la conduite par le DOC des réexamens à l'extinction, la démonstration que ce droit est compatible avec l'Accord antidumping et une analyse de la participation des parties intéressées interrogées à la partie du réexamen relative à la détermination de la probabilité d'un dumping.

6. La présente communication traite aussi de la détermination établie par la Commission du commerce international des États-Unis (l'"ITC"), selon laquelle il était probable, en cas d'abrogation des droits, que le dommage subsisterait ou se reproduirait. Plus précisément, elle répond aux arguments développés par l'Argentine dans sa déclaration orale à la première réunion du Groupe spécial, ainsi qu'à certains points soulevés par les tierces parties dans leurs communications écrites et leurs déclarations orales au sujet de la détermination du dommage établie par l'ITC.

II. EXAMEN DES PRINCIPALES CONSTATATIONS FAITES PAR L'ORGANE D'APPEL DANS L'AFFAIRE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION JAPON

7. Dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon*, divers aspects du régime des réexamens à l'extinction des États-Unis étaient contestés, ce qui a obligé l'Organe d'appel à examiner la nature des obligations découlant de l'article 11.3 de l'Accord antidumping. En étudiant de près le texte de l'article 11.3 et en le comparant avec la rédaction d'autres dispositions de l'Accord, dont l'article 11.2, l'Organe d'appel a conclu que "l'article 11.3 ne prescrit aucune méthode particulière devant être utilisée par les autorités chargées de l'enquête pour établir une détermination de la probabilité dans un réexamen à l'extinction"[5]; "les Membres de l'OMC sont libres de structurer leurs régimes antidumping comme ils l'entendent, à condition que ces régimes ne soient pas contraires aux dispositions de l'*Accord antidumping*".[6] Qui plus est:

> L'article 11.3 ne dispose pas expressément que les autorités chargées de l'enquête doivent déterminer qu'il est probable qu'un dumping sera pratiqué *par chaque exportateur connu ou producteur concerné* si le droit est supprimé. En fait, l'article 11.3 ne contient aucune référence expresse aux exportateurs, producteurs ou parties intéressées pris individuellement … Nous notons également que l'article 11.3 ne contient pas le mot "marges"…[7]

L'Organe d'appel a ainsi confirmé qu'un réexamen à l'extinction est fondamentalement différent tant d'une enquête initiale que d'un réexamen administratif.

---

[4] *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 199.
[5] *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 149.
[6] *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 158.
[7] *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 149.

8. Sur la base de cette évaluation, l'Organe d'appel a conclu aussi que, dans un réexamen à l'extinction, il n'y a aucune "obligation imposant aux autorités chargées de l'enquête d'établir la détermination de la probabilité séparément par entreprise".[8] L'Organe d'appel a donc confirmé le droit des États-Unis de conduire les réexamens à l'extinction sur la base des ordonnances prises dans leur ensemble.

9. L'Organe d'appel a confirmé en outre le rôle important que les parties intéressées interrogées jouent dans les procédures de réexamen à l'extinction, question qui est au cœur du présent différend. En effet,

> l'*Accord antidumping* donne aussi un rôle important aux parties intéressées et prévoit qu'elles seront une source de renseignements primordiale dans toutes les procédures menées au titre de cet accord. Les données par entreprise pertinentes pour une détermination de la probabilité au titre de l'article 11.3 peuvent souvent être fournies uniquement par les entreprises elles-mêmes. Par exemple, comme le signalent les États-Unis, ce sont les exportateurs ou les producteurs eux-mêmes qui sont souvent en possession des meilleurs éléments de preuve concernant leur comportement futur probable en matière d'établissement des prix – un élément clé de la probabilité d'un dumping futur.[9]

10. De même, l'Organe d'appel a reconnu l'importance du processus de réexamen administratif, qui offre aux parties la possibilité de demander l'abrogation d'une ordonnance instituant des droits antidumping en ce qui concerne un exportateur ou un producteur particulier.[10]

11. En raison d'un renvoi direct figurant à l'article 11.4, l'Organe d'appel a conclu que les dispositions de l'article 6 relatives aux éléments de preuve et à la procédure s'appliquent aux procédures de réexamen à l'extinction, position à laquelle les États-Unis se sont ralliés. En conséquence, "l'article 6 exige que toutes les parties intéressées aient toutes possibilités de défendre leurs intérêts".[11] Sans perdre de vue que c'est à l'Argentine qu'incombe la charge de prouver que leurs procédures de réexamen à l'extinction ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 6, les États-Unis démontreront néanmoins que ces procédures ménagent aux parties intéressées toutes possibilités de défendre leurs intérêts.

III. APERÇU DES PROCÉDURES DE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION ACCÉLÉRÉ DU DÉPARTEMENT

12. Avant de s'enfoncer dans le détail des procédures particulières de réexamen à l'extinction des États-Unis, il n'est pas inutile de répéter qu'il n'y a de réexamen à l'extinction qu'après que des déterminations positives de l'existence d'un dumping et d'un dommage ont été établies. En outre, les entreprises se voient offrir individuellement la possibilité d'obtenir l'abrogation partielle des ordonnances, c'est-à-dire en ce qui concerne l'entreprise qui en fait la demande, avant l'engagement d'une procédure de réexamen à l'extinction.

A. LES PROCÉDURES D'ABROGATION DISPONIBLES AVANT L'ENGAGEMENT D'UN RÉEXAMEN À L'EXTINCTION

13. Plus précisément, l'abrogation au profit d'une entreprise particulière est possible par deux méthodes dans le cadre de la législation des États-Unis (les abrogations partielles d'ordonnances

[8] *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 155.
[9] *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 199.
[10] *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 158.
[11] *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 152.

instituant des droits antidumping sont généralement appelées abrogations "séparées par entreprise" aux États-Unis). La première méthode et la plus courante consiste pour un producteur ou un exportateur à demander l'abrogation en application de l'article 351.222 b) 2) du *Règlement du Département du commerce*, c'est-à-dire après trois réexamens administratifs annuels dans lesquels le DOC a calculé, chaque fois, que la marge de dumping était nulle ou *de minimis* pour le producteur ou exportateur intéressé.

14. La seconde méthode est le réexamen "pour changement de circonstances".[12] Suivant cette méthode, un producteur ou un exportateur peut demander un réexamen à tout moment après avoir fourni des renseignements d'où il ressort qu'un changement de circonstances justifie un réexamen aux fins de l'abrogation d'une ordonnance instituant des droits antidumping.

15. Ainsi, un producteur ou un exportateur peut demander pour son propre compte l'abrogation d'une ordonnance instituant des droits antidumping avant l'engagement d'un réexamen à l'extinction. Dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon*, l'Organe d'appel a reconnu l'importance de l'existence de cette procédure pour veiller à ce qu'un droit antidumping ne demeure en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage.[13] Dans ce contexte, les États-Unis procèdent au réexamen à l'extinction sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, et non séparément par entreprise.

B. LA DÉCISION DE SUIVRE LA PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE

16. En ce qui concerne les réexamens à l'extinction eux-mêmes, le DOC conduira soit un réexamen accéléré, soit un réexamen complet. La décision de conduire un réexamen accéléré ou complet repose sur une procédure en deux temps: 1) sollicitation et évaluation des réponses de fond individuelles (y compris les renonciations); et 2) évaluation de "l'adéquation" de la réponse globale.

1. Sollicitation et évaluation des réponses de fond

17. Dans son avis d'engagement, le DOC sollicite des réponses de fond des parties intéressées interrogées. Ces réponses doivent lui parvenir au plus tard 30 jours après la date de publication de l'avis d'engagement.[14]

18. Le DOC examine chaque réponse de fond présentée par une partie intéressée nationale ou interrogée pour voir si elle est complète, c'est-à-dire si elle renferme les renseignements spécifiés dans le règlement.[15] Une réponse de fond "complète" doit normalement contenir les renseignements limités prescrits par l'article 351.218 d) 3) ii) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction*.

19. Pour ce qui est des réponses, l'article 751 c) 4) A) de la Loi douanière de 1930 ("la Loi") prévoit explicitement la possibilité pour une partie intéressée interrogée de "renoncer" expressément à sa participation à la procédure conduite par le Département, ce qui ménage à la partie intéressée interrogée la possibilité de concentrer ses ressources sur la détermination de l'ITC au sujet de la probabilité de voir le dommage subsister ou se reproduire.[16] De plus, l'article 351.218 d) 2) iii) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction* prévoit que le Département considérera le fait pour une partie intéressée interrogée de ne pas présenter de réponse de fond complète, soit qu'elle n'ait pas

[12] Article 751 b) de la Loi douanière de 1930 (pièce n° 1 de l'Argentine) et 19 C.F.R. § 351.216.
[13] *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 199.
[14] 19 C.F.R. 351.218 d) 3) i) (pièce n° 3 de l'Argentine).
[15] *Voir* 19 C.F.R. 351.218 e) (pièce n° 3 de l'Argentine) et préambule, 63 Fed. Reg., page 13518 (pièce n° 3 des États-Unis).
[16] *Voir* 19 U.S.C. 1677 c) 4) A) et B), SAA, page 880 (pièce n° 11 des États-Unis), et 19 C.F.R. 351.218 d) 2) i) et ii) (prescriptions relatives à la déclaration de renonciation) (pièce n° 3 de l'Argentine).

présenté de réponse, soit qu'elle ait présenté une réponse incomplète, comme une renonciation de sa part à participer au réexamen à l'extinction effectué par le DOC.[17]

20. En conséquence, chaque détermination du DOC sur le point de savoir si la réponse de fond déposée par la partie intéressée interrogée est complète reposerait sur l'un des trois ensembles de circonstances suivants: 1) non-présentation d'une réponse de fond par suite d'une déclaration expresse de "renonciation" de la part de la partie intéressée interrogée indiquant qu'elle ne souhaite pas participer à la procédure à l'extinction du DOC; 2) constatation que la partie intéressée interrogée est "réputée" avoir renoncé à son droit de participer pour avoir communiqué une réponse de fond incomplète ou n'avoir communiqué aucune réponse de fond; 3) constatation que la partie intéressée interrogée a présenté une réponse de fond complète.

21. Dans les deux premiers cas, le Département constaterait que la non-présentation d'une réponse de fond ou la présentation d'une réponse de fond incomplète constitue une réponse de fond incomplète de la part de la partie intéressée interrogée particulière qui n'a pas présenté de réponse de fond ou en a présenté une incomplète. Lorsque le DOC détermine qu'une partie intéressée interrogée a renoncé à son droit de participer, l'article 751 c) 4) B) de la Loi lui enjoint de faire une constatation positive de probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira pour cette partie intéressée interrogée.[18] Il ne s'agit pas d'une détermination de la probabilité pour l'ordonnance entière.

2. Appréciation de "l'adéquation"

22. Une fois qu'il a déterminé quelles parties intéressées interrogées ont déposé des réponses de fond complètes, le DOC va normalement évaluer si la réponse globale à l'avis d'engagement, émanant des parties intéressées interrogées qui ont déposé des réponses de fond complètes, est "adéquate".[19] Le seuil dit des 50 pour cent, prévu à l'article 351.218 e) 1) ii) A) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction*, sert normalement à établir cette détermination de l'adéquation globale.[20]

23. Pour déterminer si la réponse globale à l'avis d'engagement est adéquate, le DOC fait la somme, pour les cinq années qui ont précédé le réexamen à l'extinction, des exportations, en volume, de la marchandise visée de toutes les parties intéressées interrogées qui ont déposé une réponse de fond complète à l'avis d'engagement. Si ces parties intéressées interrogées représentent globalement plus de 50 pour cent des exportations totales, en volume, de la marchandise visée durant cette période de cinq ans, le DOC constatera normalement que la réponse globale à l'avis d'engagement est "adéquate" et il procédera à un réexamen complet. Si le volume des exportations desdites parties

[17] 19 C.F.R. 351.218 d) 2) iii) ("renonciation présumée") (pièce n° 3 de l'Argentine).

[18] *Voir* l'article 751 c) 4) B) de la Loi, selon lequel la détermination positive de la probabilité découlant de la renonciation exposée à l'article 751 c) 4) A) ne vaut qu'"en ce qui concerne ladite partie". 19 U.S.C. § 1675 c) 4) B) (pièce n° 1 de l'Argentine); *voir aussi* SAA, page 881 ("Si le Département reçoit cette renonciation, il en conclura qu'il est probable que le dumping ou les subventions pouvant donner lieu à des mesures compensatoires subsisteront ou se reproduiront en ce qui concerne l'auteur de cette renonciation.") (non souligné dans l'original) (pièce n° 11 des États-Unis)

[19] *Voir Sunset Policy Bulletin*, 63 Fed. Reg., page 18872 (pièce n° 35 de l'Argentine). Un nombre "adéquat" de réponses de fond est normalement requis, parce que le DOC établit sa détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.

[20] L'article 751 c) 3) de la Loi laisse au DOC toute latitude pour choisir la méthode à retenir pour déterminer quand la réponse des parties intéressées à l'avis d'engagement est "adéquate" aux fins de la conduite d'un réexamen à l'extinction complet. *Voir* SAA, page 880 (bien souvent, certaines mais non la totalité des parties répondront; néanmoins, lorsque les parties manifestent une "volonté suffisante de participer", le Département procédera à un réexamen à l'extinction complet) (pièce n° 11 des États-Unis). En conséquence, le DOC a promulgué l'article 351.218 e) 1) ii) de son *Règlement sur les réexamens à l'extinction* pour codifier le critère du seuil des 50 pour cent et donner effet à l'article 751 c) 3) de la Loi. *Voir* le Préambule, 63 Fed. Reg., page 13518 (pièce n° 3 des États-Unis).

intéressées interrogées ne dépasse pas, globalement, 50 pour cent des exportations totales de la marchandise visée durant ladite période de cinq ans, le DOC constatera normalement que la réponse globale à l'avis d'engagement est "inadéquate" et il procédera à un réexamen accéléré (encore qu'il ait fait des exceptions, ainsi que l'indiquent les États-Unis dans leur réponse à la question n° 1 du Groupe spécial).

C. ÉLÉMENTS DE PREUVE DU DOSSIER DANS UN RÉEXAMEN À L'EXTINCTION ACCÉLÉRÉ

24. L'article 751 c) 3) B) de la Loi dispose que dans les cas où les parties intéressées fournissent collectivement une réponse inadéquate à un avis d'engagement, le DOC peut, sans complément d'enquête, rendre une détermination finale établie sur la base des données de fait disponibles.[21] Il convient de noter que, dans ce contexte, les données de fait disponibles comprennent les renseignements communiqués dans les réponses de fond complètes et incomplètes, ainsi que les déterminations antérieures.[22] Contrairement à ce qu'affirme l'Argentine, les données de fait disponibles dans ce contexte ne sont pas un "euphémisme employé pour désigner les inférences défavorables"[23] dans le cadre de l'article 351.308 f), applicable aux réexamens à l'extinction. Les parties intéressées qui ont présenté des réponses de fond complètes se voient ménager la possibilité de présenter des observations sur la détermination concernant "l'adéquation", établie par le DOC en application de l'article 351.309 e) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction*. Après avoir examiné les observations de ces parties intéressées sur sa détermination relative à l'adéquation, s'il constate encore que la réponse globale à l'avis d'engagement ne dépasse pas 50 pour cent des importations totales, le DOC procédera normalement à un réexamen accéléré et fondera sa détermination finale sur les données de fait disponibles, conformément à l'article 751 c) 3) B) de la Loi.[24]

25. Pour établir sa détermination finale à l'extinction sur la base de l'ordonnance dans son ensemble dans un réexamen à l'extinction accéléré, le Département s'appuiera sur tous les renseignements versés au dossier administratif de la procédure à l'extinction, y compris ceux qui figurent dans les réponses de fond et les réfutations des parties intéressées nationales, les déterminations antérieures des organismes et les renseignements communiqués par les parties intéressées interrogées dans leurs réponses de fond et leurs réfutations.[25] Normalement, le DOC n'acceptera de communications supplémentaires d'aucune partie intéressée, qu'elle soit nationale ou interrogée, après que la réponse de fond de cette partie aura été jugée incomplète. Néanmoins, tout

[21] Dans son analyse de l'article 751 c) 3), le SAA dit que cette disposition "est destinée à éliminer les réexamens inutiles. Cet article sera favorable à l'efficience administrative et allégera la charge des organismes en éliminant les réexamens inutiles tout en satisfaisant aux prescriptions des Accords [antidumping et SMC]. Si des parties ne communiquent pas de réponse à un avis d'engagement ou communiquent des renseignements inadéquats, il est raisonnable d'en conclure qu'elles ne fourniraient pas de renseignements adéquats si les organismes procédaient à un réexamen complet en règle. Toutefois, lorsqu'il existe une volonté suffisante de participer et une indication adéquate que les parties communiqueront les renseignements demandés tout au long de la procédure, les organismes procéderont à un réexamen complet". SAA, page 880 (pièce n° 11 des États-Unis).

[22] Article 351.308 f) 2) du Règlement (pièce n° 27 des États-Unis).

[23] Déclaration orale de l'Argentine, paragraphe 7.

[24] Selon l'article 351.218 e) 1) ii) C) 2) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction*, le DOC peut fonder sa détermination finale à l'extinction sur "les données de fait disponibles" sans complément d'enquête si la réponse globale des parties intéressées interrogées est inadéquate, mais aussi, comme il en a la faculté, procéder à un complément d'enquête. La décision de procéder ou non à une autre enquête dans un réexamen à l'extinction accéléré est laissée à l'appréciation du DOC. *Voir* SAA, pages 879 et 880 (pièce n° 11 des États-Unis).

[25] *Voir* l'article 351.308 f) 1) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction* (définition des "données de fait disponibles") (pièce n° 27 des États-Unis). Si une partie intéressée interrogée a présenté une déclaration de renonciation ou est réputée avoir renoncé parce qu'elle n'a pas présenté de réponse de fond à l'avis d'engagement, il est évident qu'il n'y aura pas de renseignement émanant de cette partie intéressée interrogée à prendre en considération pour établir la détermination finale à l'extinction.

renseignement fourni par une partie intéressée dans sa réponse de fond est pris en considération par le DOC lorsque celui-ci établit sa détermination finale dans un réexamen accéléré, même si la réponse de fond considérée a été jugée incomplète.[26]

26. À l'issue du réexamen à l'extinction, le Département publie la *Détermination finale à l'extinction*, annonçant la détermination finale de la probabilité, et publie un *Mémorandum sur la décision* expliquant les points qui ont été tranchés dans le réexamen à l'extinction (y compris la détermination de la probabilité), les méthodes employées et les bases factuelles qui viennent étayer la détermination finale.

IV. L'ARGENTINE N'A PAS DÉMONTRÉ, COMME LA CHARGE LUI EN INCOMBAIT, QUE LES PROCÉDURES DE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION DU DOC SOIENT INCOMPATIBLES AVEC L'ARTICLE 11.3 ET L'ARTICLE 6

27. Les Membres de l'OMC sont libres de structurer leurs réexamens à l'extinction comme ils l'entendent, à condition que ces réexamens ne soient pas contraires aux dispositions de l'Accord antidumping.[27] C'est sur l'Argentine que pèse la charge de prouver que les procédures de réexamen à l'extinction du Département du commerce sont contraires aux dispositions de l'Accord antidumping.

28. En l'espèce, l'Argentine allègue que les procédures accélérées du DOC pour cause de "renonciation" sont contraires à l'article 11.3, parce qu'une "renonciation" impose une constatation de dumping à travers l'application des "données de fait disponibles".[28] Non seulement l'article 11.3 est muet sur les constatations et les données de fait disponibles, mais encore l'allégation de l'Argentine n'est au fond qu'une simple erreur d'interprétation des procédures elles-mêmes. De plus, l'Argentine n'a pas démontré que les procédures accélérées du DOC imposent une constatation de dumping probable pour la simple raison que l'article 751 c) 3) B) de la Loi et l'article 351.308 du *Règlement* laissent au Département la faculté de s'appuyer normalement sur les "données de fait disponibles" pour établir sa détermination finale à l'extinction lorsque les parties intéressées interrogées ne manifestent pas un désir suffisant de participer au réexamen à l'extinction. L'article 351.308 f) définit clairement "les données de fait disponibles" par les déterminations antérieures des organismes, les renseignements communiqués par les parties intéressées (que leurs communications soient ou non "complètes") et tous autres renseignements qui peuvent figurer au dossier administratif. Comme nous l'avons déjà démontré, il n'y a pas d'inférence défavorable à associer avec l'emploi du terme "données de fait disponibles" dans ce contexte. Cet article définit simplement tous les renseignements versés au dossier et prévoit que la détermination finale dans un réexamen accéléré sera établie sur la base de tous les renseignements versés au dossier administratif de ce réexamen. L'article 751 c) 3) B) de la Loi et l'article 351.218 du *Règlement sur les réexamens à l'extinction* exigent que la détermination à l'extinction soit établie à l'aide de tous les renseignements figurant au dossier administratif.

29. L'Argentine a aussi allégué que les procédures de réexamen à l'extinction accélérées sont contraires aux obligations énoncées à l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord antidumping. À cet égard, elle n'a pas démontré que les procédures accélérées, en tant que telles, interdisent aux parties intéressées de présenter des éléments de preuve ou d'avoir toutes possibilités de défendre leurs intérêts.[29] Au contraire, on l'a vu, les procédures de réexamen accélérées ménagent aux parties intéressées la possibilité de présenter une réponse de fond contenant tous renseignements que la partie considérée souhaite voir le DOC prendre en considération, de communiquer une réponse de fond à titre de réfutation, de communiquer des observations sur la détermination du DOC concernant "l'adéquation"

---

[26] *Voir* l'article 351.308 f) 2) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction* (pièce n° 27 des États-Unis).

[27] *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 158.

[28] Déclaration orale de l'Argentine, paragraphe 47.

[29] *Voir, par exemple*, la déclaration orale de l'Argentine, paragraphe 48.

et de demander la prorogation des délais de communication des renseignements factuels. En conséquence, l'Argentine n'a pas montré en quoi les procédures de réexamen accélérées excluent pour une quelconque partie intéressée le bénéfice de toutes les possibilités de défendre ses intérêts. Les États-Unis relèvent que les Membres sont seulement tenus de ménager aux parties intéressées interrogées la possibilité de défendre leurs intérêts; les États-Unis ne sont pas tenus de veiller à ce que les parties intéressées interrogées mettent ces possibilités à profit.

30. Pour le dire simplement, l'Argentine ne s'est pas libérée de la charge qui lui incombe de démontrer en quoi les procédures de réexamen accélérées, en tant que telles, excluent une action compatible avec les règles de l'OMC ou imposent une action incompatible avec les règles de l'OMC.

V. LES PARTIES INTÉRESSÉES INTERROGÉES ARGENTINES N'ONT PAS MIS À PROFIT TOUTES LES POSSIBILITÉS DE DÉFENDRE LEURS INTÉRÊTS

31. Comme l'article 11.3 ne prescrit pas de critères détaillés pour la conduite des réexamens à l'extinction, mais se borne à fixer des obligations minimales en matière de preuve et de procédure, la question en l'espèce est essentiellement de savoir si l'Argentine a démontré que le Département n'a pas ménagé aux parties intéressées interrogées la possibilité de participer au réexamen et de présenter des éléments de preuve. L'examen de la procédure révélera que les parties intéressées interrogées ont simplement omis de mettre à profit les possibilités qui leur étaient offertes.

A. EXAMEN DES POSSIBILITÉS OFFERTES AUX PARTIES INTÉRESSÉES INTERROGÉES DE PRÉSENTER DES DONNÉES DE FAIT ET DES ARGUMENTS DANS CETTE PROCÉDURE

32. Le 3 juillet 2000, le Département a publié son avis d'engagement du réexamen à l'extinction de l'ordonnance instituant des droits antidumping sur certains OCTG en provenance d'Argentine.[30] Dans cet avis, le DOC, suivant ce qui est sa pratique normale, insistait sur la date limite de dépôt d'une réponse de fond dans le réexamen à l'extinction et sur les renseignements requis à faire figurer dans cette réponse.[31] Il renvoyait aussi explicitement les parties aux dispositions du Règlement applicables aux demandes de prorogation des délais de dépôt des réponses.[32] Le 2 août 2000, une partie intéressée nationale déposait une réponse à l'avis d'engagement qui fournissait, entre autres choses, des statistiques sur les importations d'OCTG argentins durant la période considérée. Le même jour, Siderca déposait une réponse de fond dans laquelle elle affirmait n'avoir eu "aucune part dans les exportations totales de la marchandise visée" durant la période considérée.[33] Siderca n'a pas déposé de communication à titre de réfutation comme elle était en droit de le faire.[34] Par conséquent, Siderca a laissé verser au dossier l'indication qu'il y avait eu des importations de la marchandise visée, pour lesquelles des dépôts en espèces avaient été faits suite à l'ordonnance antidumping et que Siderca, l'unique partie intéressée interrogée à avoir déposé une réponse, ne représentait pas 50 pour cent de ces importations. Siderca a agi ainsi alors même que le Règlement dispose clairement qu'en pareille circonstance le DOC procédera "normalement" à un réexamen accéléré.

---

[30] *Initiation of Five-year ("Sunset") Reviews of Antidumping and Countervailing Duty Orders or Investigations of Oil Country Tubular Goods* ("*Sunset Initiation*"), 65 FR 41053, 41054 (3 juillet 2000) (pièce n° 44 de l'Argentine).

[31] *Sunset Initiation*. Les renseignements requis dans les réponses de fond aux avis d'engagement des réexamens à l'extinction sont indiqués à l'article 19 C.F.R. 351.218 d) 3) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[32] *Sunset Initiation*. L'article 19 C.F.R. 351.302 c) dispose qu'une partie peut demander la prorogation d'un délai précis. L'article 19 C.F.R. 351.302 b) dispose que, sauf si la loi l'interdit expressément, le DOC peut, pour des motifs valables, proroger n'importe quel délai établi par ses règlements. Le texte régissant les droits antidumping ne prévoit pas de date limite de présentation des renseignements dans un réexamen à l'extinction (pièce n° 3 des États-Unis).

[33] Page 4 (pièce n° 57 de l'Argentine).

[34] 19 C.F.R. 351.218 d) 4) (pièce n° 3 de l'Argentine).

33. Siderca a continué à laisser passer les occasions qui lui étaient offertes. Le 22 août 2000, le DOC publiait un mémorandum sur "l'adéquation", dans lequel il énumérait les données de fait reçues jusque-là dans la procédure (c'est-à-dire les importations de la marchandise visée ainsi que l'aveu de la seule partie intéressée interrogée à avoir déposé une réponse qu'elle n'était à l'origine d'aucune de ces importations) et en concluait que Siderca ne représentait pas 50 pour cent des importations de la marchandise visée. Siderca n'a pas déposé de réponse à ce mémorandum, comme elle était en droit de le faire en vertu de l'article 351.309 e). N'ayant pas reçu de réponse à son mémorandum sur "l'adéquation", le DOC s'est alors mis en devoir de procéder à un réexamen accéléré, comme l'envisage le règlement, dont Siderca avait connaissance.

34. Les données de fait versées au dossier – telles que Siderca les avait laissées y figurer – étayaient donc une constatation de dumping durant la période de validité de l'ordonnance. Le DOC a constaté que des droits étaient prélevés et perçus, aux marges de dumping imputées dans l'enquête initiale, sur les OCTG importés d'Argentine aux États-Unis durant la période de cinq ans précédant le réexamen à l'extinction. Le DOC a aussi examiné des statistiques d'importations provenant de plusieurs sources, dont celles du Census Bureau et la base de données sur le commerce extérieur de l'ITC, et il a constaté que les importations aux États-Unis d'OCTG en provenance d'Argentine avaient substantiellement diminué immédiatement après l'imposition de l'ordonnance et qu'elles étaient restées à ces niveaux déprimés durant toute la période de cinq ans qui avait précédé le réexamen à l'extinction. Sur la base de cette constatation et en l'absence de tout élément de preuve ou argument contraire de la part de Siderca, le DOC a conclu qu'il était probable que le dumping pratiqué par les exportateurs argentins subsisterait ou se reproduirait en cas d'abrogation de l'ordonnance.[35]

35. À cet égard, il est faux de prétendre, comme le fait l'Argentine, que "le traitement [qui lui a été] réservé dans le cadre du réexamen à l'extinction procédait entièrement de l'hypothèse que les statistiques des États-Unis étaient exactes, qu'il y avait d'autres exportations argentines et que ces autres exportations prétendues étaient suffisamment pertinentes pour déclencher une renonciation et/ou un réexamen accéléré".[36] Le "traitement réservé à l'Argentine dans le cadre du réexamen à l'extinction" est la conséquence directe de la participation insignifiante de ses exportateurs. En outre, les États-Unis notent que l'Argentine, en sa qualité de gouvernement du pays où la marchandise visée était produite, était une partie intéressée et aurait pu participer à la procédure si elle l'avait voulu.[37]

B. LES ALLÉGATIONS DE L'ARGENTINE CONCERNANT L'ACCORD ANTIDUMPING

36. L'Argentine allègue que la détermination établie par le DOC à l'issue du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine n'est pas compatible avec l'article 11.3 parce qu'il n'existe pas de base factuelle suffisante pour étayer cette détermination finale positive.[38] Le DOC, on l'a vu, avait constitué un dossier de données de fait comprenant les réponses de fond des parties intéressées et les procédures antérieures.

37. L'Argentine fait largement fond sur l'argument que la marge de 1,36 pour cent de l'enquête initiale est vicié parce qu'elle avait été calculée en 1995 (elle est "vieille") et qu'elle l'avait été suivant une méthode prétendument incompatible avec les règles de l'OMC. Or, dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon*, l'Organe d'appel est parvenu à la conclusion que les Membres ne sont pas obligés de calculer des marges de dumping "nouvelles".[39] Ils sont seulement obligés de ménager aux parties intéressées interrogées des possibilités de présenter des éléments de preuve à l'appui d'une

[35] *Decision Memorandum*, pages 4 et 5 (pièce n° 51 de l'Argentine).
[36] Déclaration orale de l'Argentine, paragraphe 43.
[37] Article 771 9) de la Loi douanière de 1930.
[38] Déclaration orale de l'Argentine, paragraphes 69 et 70.
[39] *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 149.

détermination négative de la probabilité. Partant, l'ampleur du dumping n'est pas pertinente pour établir une détermination concernant la probabilité d'un dumping.[40]

38. L'Argentine soutient aussi que le Département a enfreint l'article 6 parce que la procédure de réexamen accélérée privait Siderca des possibilités de présenter des éléments de preuve et de défendre les droits qu'elle tenait de l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord antidumping. L'Argentine prétend, en particulier, que la nature du réexamen à l'extinction accéléré auquel le DOC a procédé dans le cas des "OCTG en provenance d'Argentine" déniait à Siderca toute possibilité sérieuse de présenter des éléments de preuve et limitait de manière inadmissible son aptitude à présenter des arguments ou des données de fait supplémentaires pour défendre ses intérêts.[41] Comme on l'a vu, Siderca a eu plus d'une fois une possibilité sérieuse de défendre ses intérêts. Dans sa réponse de fond, elle aurait pu faire figurer n'importe quel renseignement pour indiquer au DOC qu'il n'y avait pas eu d'importations globales d'OCTG pour la consommation durant la période visée par le réexamen, ou que le DOC ne devait pas appliquer en l'espèce le seuil des 50 pour cent. Or, Siderca a préféré s'en tenir à l'ampleur de la marge de dumping. De même, Siderca aurait pu déposer une réponse à titre de réfutation pour contester ou expliquer les statistiques fournies par la partie intéressée nationale, qui faisaient apparaître des importations de la marchandise visée; elle savait alors que, d'après les éléments de preuve figurant au dossier, elle ne satisferait pas au critère des 50 pour cent normalement appliqué, étant donné l'absence d'expéditions de sa part. De plus, Siderca a omis de répondre au mémorandum sur "l'adéquation", ce qu'elle était en droit de faire. Là encore, le fait que les parties intéressées interrogées (en rappelant une fois de plus qu'il y a deux exportateurs argentins d'OCTG) n'ont pas mis à profit les possibilités dont elles disposaient ne signifie pas que les États-Unis se soient abstenus de les leur ménager.

39. Pour résumer, rien ne justifie l'allégation de l'Argentine suivant laquelle les procédures de réexamen à l'extinction accéléré du DOC limitent de manière inadmissible l'aptitude d'une partie intéressée à faire valoir ses moyens et à défendre ses intérêts, et l'Argentine n'a pas démontré qu'il ait été aucunement porté atteinte à l'aptitude de Siderca de faire valoir ses moyens ou de présenter des éléments de preuve dans le réexamen à l'extinction considéré.

VI. L'ARGENTINE N'A PAS DÉMONTRÉ QUE LES PROCÉDURES DE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION DE L'ITC SOIENT INCOMPATIBLES AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING

40. C'est à l'Argentine qu'incombe la charge de prouver que la détermination établie par l'ITC à l'issue du réexamen à l'extinction est incompatible avec l'Accord antidumping. L'Argentine ne s'est pas libérée de cette charge.

41. En effet, l'Argentine a avancé à la réunion du Groupe spécial des arguments qui ne sont tout simplement pas exacts. Ils concernent en particulier le critère "probable" de l'article 11.3, le cumul et le point de savoir si l'ITC a correctement établi les faits pertinents et les a évalués objectivement. Chacun de ces arguments sera envisagé tour à tour.

A. LE CRITÈRE "LIKELY" (PROBABLE) DE L'ARTICLE 11.3

42. L'Argentine argue à tort que les décisions des tribunaux des États-Unis dans d'autres affaires sont pertinentes en l'espèce. Elles ne le sont pas. Et quand bien même elles le seraient, ces décisions

[40] Il est à noter que ce que l'Argentine conteste en l'espèce c'est la *communication* par le DOC de la marge de 1,36 pour cent à l'ITC afin que celle-ci l'utilise pour établir sa détermination de la probabilité que le dommage subsisterait ou se reproduirait. *Voir* la première communication écrite de l'Argentine, paragraphes 189 et 193.

[41] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphes 121 et 122.

de justice ne servent pas en fin de compte l'argument de l'Argentine suivant lequel le terme "likely" implique une forte probabilité. Dans la seule affaire où la première étape de la révision judiciaire soit achevée, le juge a expliqué en fin de compte que, dans son interprétation, le terme ""likely" n'impliquait pas la moindre "certitude"".[42]

B. L'ARTICLE 3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING NE S'APPLIQUE PAS AUX RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

43. L'Argentine argue que comme le terme "dommage" a le même sens à l'article 11.1 qu'à l'article 3 et que "les principes primordiaux de l'article 11.1 fournissent le contexte immédiat de l'article 11.3", le terme "dommage" doit nécessairement avoir le même sens à l'article 11.3 qu'à l'article 3.[43] Les États-Unis ne sont pas d'avis que "dommage" ait le même sens aux articles 3 et 11.1, d'une part, et à l'article 11.3, de l'autre. L'analyse prescrite par les articles 3 et 11.1 est fondamentalement différente de celle qu'exige l'article 11.3. Les articles 3 et 11.1 parlent d'un "dommage" existant. L'article 11.3, en revanche, parle de la probabilité que "le dommage subsistera ou se reproduira". Ces dispositions ont une orientation différente et impliquent des déterminations entièrement différentes, comme l'Organe d'appel l'a plus d'une fois constaté.[44]

44. L'Argentine conteste que le dommage visé à l'article 11.3 puisse être aucunement différent de celui dont il est question à l'article 11.1.[45] Les États-Unis considèrent que la meilleure manière d'envisager l'article 11.1 est d'y voir l'énoncé d'un principe général quant à la durée des mesures instituant des droits antidumping, mais non une disposition donnant un contenu précis aux obligations des Membres au titre de l'article 11.3 en ce qui concerne les réexamens à l'extinction.[46] Cela devient évident si l'on considère les conséquences d'une interprétation littérale des deux dispositions. L'article 11.1 prescrirait, semble-t-il, l'abrogation d'une ordonnance instituant des droits antidumping dès que le dumping ne cause plus de dommage ("les droits antidumping ne resteront en vigueur *que le temps* … nécessaire pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage"). L'article 11.3 (et du reste l'article 11.2), en revanche, envisage la possibilité du maintien d'une mesure antidumping, même s'il n'y a pas actuellement de dommage, s'il est probable que le dommage se reproduira. En d'autres termes, si l'on considère que l'article 11.1 donne une teneur précise aux obligations imposées aux Membres par l'article 11.3, cela frapperait de nullité la partie de l'article 11.3 qui permet de maintenir un droit en vigueur lorsqu'il est probable que le dommage se reproduira. Pareille interprétation est un défi au principe fondamental d'interprétation des traités suivant lequel les traités ne doivent pas être interprétés d'une manière qui rende inutile une quelconque de leurs dispositions.[47]

45. Il est significatif que ni l'Argentine, ni aucune des tierces parties n'aient répondu à cette observation des États-Unis que l'application de la définition du "dommage" figurant dans la note de bas de page 9 à la détermination que "le dommage se reproduira" de l'article 11.3 aboutirait à des résultats absurdes. Elle signifierait que, dans un réexamen à l'extinction, l'enquête deviendrait axée sur le point de savoir si, en cas de suppression du droit, il était probable que subsisterait ou se reproduirait le dommage important causé à une branche de production nationale, la menace de dommage important pour une branche de production nationale ou un retard important dans la création

---

[42] *Usinor Industeel v. United States*, Op. cod. 02-152, page 6 (CIT 20 décembre 2002) (pièce n° 18 des États-Unis).

[43] Déclaration orale de l'Argentine, paragraphes 98 et 101.

[44] *États-Unis – Acier allemand*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 87; *États-Unis – Réexamen à l'extinction Japon*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 106.

[45] Déclaration orale de l'Argentine, paragraphe 98.

[46] Le texte de l'article 11.1 existait déjà sous sa forme actuelle dans le Code antidumping du Tokyo Round (dont il était l'article 9.1), soit antérieurement à l'adoption de la disposition prévoyant les réexamens à l'extinction.

[47] *Voir États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, WT/DS2/AB/R, rapport de l'Organe d'appel adopté le 20 mai 1996, page 23 (note de bas de page omise).

d'une branche de production nationale. La persistance ou la réapparition d'une menace de dommage important impliquerait une idée très atténuée de dommage futur et fixerait un seuil extrêmement bas dans les réexamens à l'extinction pour le maintien de mesures sous forme de droits antidumping. Les États-Unis sont d'avis que ce n'est pas là ce que les Membres souhaitaient lorsque l'article 11.3 a été négocié. Au surplus, on voit mal quelle serait la pertinence de beaucoup des obligations de l'article 3 pour une enquête sur le point de savoir s'il serait probable, en cas de suppression du droit, qu'un retard important dans la création d'une branche de production subsisterait ou se reproduirait. Les États-Unis ne parviennent à voir aucune raison d'appliquer sélectivement certains éléments de la définition du "dommage" donnée dans la note de bas de page 9 aux réexamens à l'extinction, mais pas les autres. Soit la définition s'applique à l'article 11.3 en son entier, soit elle ne s'y applique pas du tout.

46. Le caractère fallacieux de cette position de l'Argentine suivant laquelle l'article 3 s'applique aux déterminations à l'extinction devient manifeste si l'on procède par analogie (analogie il est vrai imparfaite). Supposons qu'il y ait deux enquêtes distinctes: 1) l'une pour savoir s'il se trouve au moins un mètre de neige sur le sol et 2) l'autre pour savoir s'il est probable qu'au moins un mètre de neige tombera en l'espace d'un mois. Bien que les deux enquêtes visent "au moins un mètre de neige" (exactement comme la note de bas de page 9 et l'article 11.3 emploient tous deux le mot "dommage"), les dispositions à prendre pour mener chaque enquête sont fort différentes. Pour la première enquête, on pourrait mesurer l'épaisseur de la neige en certains endroits; pour la seconde, on pourrait recourir à une certaine analyse météorologique. Par contre, il ne serait pas approprié d'utiliser pour la seconde enquête les méthodes convenant pour la première (c'est-à-dire la mesure de l'épaisseur de la couche de neige qui se trouve présentement sur le sol).

47. L'Argentine se trompe, dans l'interprétation du rapport de l'Organe d'appel *Acier en provenance d'Allemagne*, lorsqu'elle affirme que "l'Organe d'appel a eu recours à l'équivalent SMC de [la note de bas de page 9] pour montrer par un exemple comment la notion de dommage s'applique tout au long de l'Accord, y compris dans les réexamens à l'extinction".[48] Dans la section du rapport *Acier en provenance d'Allemagne* mentionnée par l'Argentine, l'Organe d'appel se bornait à évoquer des "dispositions de l'Accord SMC qui s'appliquent indépendamment de tout renvoi, dans la mesure où elles disent explicitement quel est leur champ d'application". Contrairement à ce que l'Argentine laisse entendre, l'Organe d'appel n'a nullement constaté que l'article 15, note 45, de l'Accord SMC s'applique dans les réexamens à l'extinction. Elle n'est pas plus convaincante lorsqu'elle s'appuie sur le rapport du groupe spécial chargé de l'affaire *DRAM en provenance de Corée*.[49] Dans ce différend, le groupe spécial n'examinait pas l'applicabilité de l'article 3 aux réexamens au titre de l'article 11.2.

48. Passons à présent aux arguments figurant dans les communications et les déclarations orales des tierces parties. Les CE soutiennent que la mention à l'article 3.1 d'une "détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994" vient étayer la conclusion que les obligations de l'article 3 valent pour les réexamens à l'extinction.[50] Cet argument n'est pas convaincant. L'article VI du GATT de 1994 ne mentionne pas les réexamens à l'extinction, et un réexamen à l'extinction ne comporte pas de "détermination de l'existence d'un dommage".

49. Les CE font aussi valoir que l'article 3 est nécessairement applicable aux réexamens à l'extinction parce que, si tel n'était pas le cas, les Membres pourraient absolument comme bon leur semblerait déterminer qu'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira.[51] Les craintes des CE sont sans fondement. Tout d'abord, les réexamens à l'extinction sont assujettis aux dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure (en vertu de la disposition explicite dans ce sens de l'article 11.4). En outre, les réexamens à l'extinction, s'ils sont soumis à une

[48] Déclaration orale de l'Argentine, paragraphe 96.
[49] Déclaration orale de l'Argentine, paragraphe 97.
[50] Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphes 124 et 125.
[51] Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphe 126.

procédure de règlement de différend, doivent satisfaire aux dispositions de l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping, c'est-à-dire qu'il faut qu'il soit constaté que l'établissement des faits était "correct" et leur évaluation "impartiale et objective". Enfin, comme l'Organe d'appel l'a expliqué, "les termes "réexamen" et "déterminer", à l'article 11.3, donnent à penser que les autorités procédant à un réexamen à l'extinction doivent agir avec un degré de diligence approprié et arriver à une conclusion motivée sur la base des renseignements recueillis dans le cadre d'un processus de reconsidération et d'examen".[52]

50. En analysant comment certaines dispositions de l'article 3 s'appliqueraient aux réexamens à l'extinction, le Japon démontre en réalité exactement l'inverse. Il note que l'article 3.1 prescrit aux autorités de faire reposer leur détermination de l'existence d'un dommage sur un examen objectif du "volume des importations faisant l'objet d'un dumping" et de "l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix".[53] Mais dans le cas d'un réexamen à l'extinction, il se peut qu'il n'y ait pas au même moment d'importations, ou qu'elles ne fassent pas au même moment l'objet d'un dumping. Le Japon poursuit en expliquant que l'article 3.2 énonce encore d'autres règles disant comment les autorités doivent prendre en considération le volume des importations faisant l'objet d'un dumping et leurs effets sur les prix.[54] Là encore, il s'agit de règles qui sont inapplicables dans les réexamens à l'extinction en raison de l'absence possible d'importations faisant l'objet d'un dumping. Le Japon continue en caractérisant l'article 3.4 comme une disposition qui prévoit les "prescriptions détaillées pour l'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping au titre de l'article 3.1 et, par conséquent, pour une détermination du dommage".[55] Mais, comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur première communication, il y a aussi à l'article 3.4 de très nombreuses indications textuelles de son inapplicabilité aux réexamens à l'extinction.[56]

51. Ensuite, le Japon affirme que les prescriptions de l'article 3.5 relatives au lien de causalité et à la non-imputation s'appliquent aux réexamens à l'extinction en raison de la présence dans cet article de la formule "au sens du présent accord".[57] La réponse simple à cela est qu'une détermination de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira faite dans un réexamen à l'extinction n'est pas une détermination de l'existence d'un dommage. Comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur première communication écrite, les obligations de l'article 3.5 sont incompatibles avec la nature d'un réexamen à l'extinction.[58]

52. À propos de son argument sur l'applicabilité de l'article 3.5 aux réexamens à l'extinction, le Japon signale la marge probable de dumping pour les OCTG en provenance d'Argentine, 1,36 pour cent.[59] Les États-Unis notent que ce n'est pas la seule marge pertinente pour ces réexamens à l'extinction. Les marges de dumping probables applicables aux quatre autres pays considérés cumulativement en même temps que l'Argentine dans ces réexamens étaient les suivantes: Italie - 49,78 pour cent, Japon - 44,20 pour cent, Corée - 12,17 pour cent et Mexique - 21,70 pour cent.[60]

53. Le Japon fait valoir que l'ITC n'a pas observé la prescription de l'article 3.5 relative à la non-imputation dans la mesure où elle n'a pas dissocié et distingué les effets du dumping sur la branche de production nationale des effets de plusieurs autres facteurs spécifiques.[61] Comme les

[52] *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 111.
[53] Communication du Japon en tant que tierce partie, paragraphe 11.
[54] Communication du Japon en tant que tierce partie, paragraphe 11.
[55] Communication du Japon en tant que tierce partie, paragraphe 12.
[56] Première communication des États-Unis, paragraphe 346.
[57] Communication du Japon en tant que tierce partie, paragraphe 13.
[58] Première communication des États-Unis, paragraphes 350 à 353.
[61] Communication du Japon en tant que tierce partie, paragraphe 40.

États-Unis l'ont expliqué dans leur première communication (aux paragraphes 348 à 354), l'analyse de l'article 3.5 concernant la non-imputation ne saurait être conduite dans le cadre des réexamens à l'extinction. Le Japon déforme en outre le rapport de l'ITC lorsqu'il dit que: "[l']ITC a aussi noté que "les prix du pétrole et du gaz naturel, qui sont en fin de compte les moteurs de la demande" et "un ralentissement de l'économie aux États-Unis et/ou de l'économie mondiale" seraient des facteurs contribuant à la probabilité d'un dommage pour la branche de production nationale". Dans son rapport (page II-13), l'ITC les désignait comme des facteurs pertinents pour les tendances d'évolution de la demande, mais non comme des facteurs contribuant à la probabilité d'un dommage pour la branche de production nationale.

54. Le Japon et la Corée avancent que, dans un réexamen à l'extinction, l'ITC doit commencer par établir s'il existe actuellement un dommage, avant d'envisager la probabilité de le voir subsister ou se reproduire.[62] Or, il n'y a absolument rien dans le texte de l'article 11.3 qui permette d'imposer aux autorités l'obligation de commencer par établir une détermination de l'existence "d'un dommage actuel" avant d'examiner s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira si le droit est supprimé.

55. La Corée fait valoir qu'il ne devrait pas être permis aux autorités chargées de l'enquête d'utiliser "des définitions et critères de fond différents pour déterminer s'il y a lieu initialement d'imposer une mesure (dans une enquête antidumping) et s'il y a lieu de mettre fin à cette mesure ou de la maintenir (dans un réexamen à l'extinction)".[63] La position de la Corée, comme celle qu'ont défendue les CE et le Japon, ignore "la nature et le but [fondamentalement] différents des enquêtes initiales, d'une part, et des réexamens à l'extinction, d'autre part".[64] Une détermination de l'existence d'un dommage et une détermination de la probabilité de voir le dommage subsister ou se reproduire impliquent des enquêtes fondamentalement différentes.

C. LE CUMUL DANS LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

56. La seule justification textuelle que l'Argentine offre de son argument suivant lequel le cumul n'est pas autorisé dans les réexamens à l'extinction est que l'article 11.3 mentionne "tout droit antidumping définitif" et "le droit" et que l'article 11.1 parle d'un droit antidumping ["an antidumping duty" dans le texte anglais. La position de l'Argentine, à savoir que les rédacteurs de l'Accord antidumping ont [délibérément] "choisi le singulier et évité le pluriel"[65] n'est pas convaincante. Dans le texte anglais, la formule "any definitive anti-dumping duty" ne renvoie pas nécessairement au singulier.[66] Au surplus, la mention "le droit", à l'article 11.3, est purement descriptive et ne prouve guère que les auteurs aient eu l'intention d'interdire le cumul. (Comme les États-Unis le relevaient dans leur première communication[67], le cumul dans les enquêtes antidumping était une pratique très répandue parmi les parties contractantes au GATT avant l'adoption des articles 3.3 et 11.3 dans le cadre du Cycle d'Uruguay.)

57. L'Argentine cherche à renforcer son argument en évoquant "l'objet et le but" de l'article 11.3. Comme les États-Unis l'ont signalé dans leur première communication (paragraphe 367), le principe pertinent d'interprétation des traités parle de l'objet et du but du *traité*, et non de dispositions particulières du traité.[68] Les États-Unis ne sont pas d'accord avec l'Argentine lorsque celle-ci suggère

[62] Communication du Japon en tant que tierce partie, paragraphe 14; communication de la République de Corée en tant que tierce partie, paragraphe 11.

[63] Communication de la République de Corée en tant que tierce partie, paragraphe 9.

[64] *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 124.

[65] Déclaration orale de l'Argentine, paragraphe 105.

[66] *The New Shorter Oxford English Dictionary* (page 91) définit le mot "any" en indiquant qu'il peut avoir un sens singulier ou pluriel (pièce n° 28 des États-Unis).

[67] Première communication des États-Unis, paragraphe 370.

[68] *Convention de Vienne sur le droit des traités*, article 31 1).

que l'article 11.3 ne fait qu'annuler les droits antidumping. L'article 11.3 dit clairement que la suppression de ces droits n'est appropriée que s'il n'est pas probable que le dumping et le dommage subsisteraient ou se reproduiraient dans ce cas.

58. L'allégation de l'Argentine selon laquelle les États-Unis auraient enfreint l'article 11.3 en procédant au cumul parce que, "comme chaque Membre de l'OMC, l'Argentine a négocié le droit de voir une mesure antidumping affectant ses exportations être supprimée au bout de cinq ans"[69] n'est pas elle non plus convaincante. L'objectif des États-Unis et de certains autres Membres dans les négociations était de maintenir les droits antidumping lorsque c'était justifié. Les objectifs de l'Argentine et peut-être d'autres Membres dans les négociations ne sauraient servir à lire l'Accord antidumping en y introduisant des obligations qui n'existent pas dans le traité tel que celui-ci se traduit par son texte. En effet, c'est bien son texte qui traduit "l'équilibre délicat des droits et des obligations auquel sont parvenues les parties aux négociations [du Cycle d'Uruguay]".[70]

59. La suggestion avancée par l'Argentine selon laquelle, si le cumul est permis dans les réexamens à l'extinction, les limites assignées au cumul à l'article 3.3 doivent nécessairement s'appliquer aussi contredit directement la constatation faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier allemand*[71], et l'argument de l'Argentine devrait donc être rejeté.

60. L'Argentine fait valoir que les critères que l'ITC applique pour décider si elle aura recours au cumul vont "directement à l'encontre du critère "probable" établi par l'article 11.3".[72] Elle confond les critères applicables i) pour décider si le cumul est approprié dans un réexamen à l'extinction et ii) pour déterminer s'il est probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait si le droit était supprimé. L'Accord antidumping est muet sur la première question, ce qui fait que les critères appliqués par l'ITC pour décider s'il y avait lieu de recourir au cumul ne sauraient contrevenir à l'article 11.3.

D. CONTRAIREMENT AUX ASSERTIONS DE L'ARGENTINE, L'ITC A CORRECTEMENT ÉTABLI LES FAITS PERTINENTS ET SON ÉVALUATION DE CES FAITS ÉTAIT OBJECTIVE

61. Aux termes de l'article 17.6, "dans son évaluation des faits de la cause, le groupe spécial déterminera si l'établissement des faits par les autorités était correcte et si leur évaluation de ces faits était impartiale et objective". Nonobstant les déclarations inexactes de l'Argentine au sujet des données de fait versées au dossier et l'analyse sélective qu'elle en fait, la Commission a bel et bien établi correctement les faits et les a évalués d'une manière impartiale et objective.

62. Dans sa déclaration orale, l'Argentine cherche à jeter le doute sur la constatation de l'ITC que le volume probable des importations visées serait important si les ordonnances instituant des droits antidumping étaient abrogées. L'Argentine affirme à tort que l'ITC a constaté que les "taux d'utilisation des capacités des producteurs visés représent[ai]ent une contrainte potentiellement importante limitant [leur] aptitude à accroître leurs expéditions de tubes de cuvelage et de production aux États-Unis".[73] La Commission ne parlait pas de tous les producteurs visés (c'est-à-dire les producteurs de tubes de cuvelage et de production des cinq pays soumis aux réexamens à l'extinction) lorsqu'elle disait que les producteurs "tournaient à des taux d'utilisation des capacités qui représent[ai]ent une contrainte potentiellement importante limitant [leur] aptitude … à accroître leurs expéditions de tubes de cuvelage et de production aux États-Unis". C'est ce qui ressort clairement de la lecture des pages 18 et 19 du rapport de l'ITC.

---

[69] Déclaration orale de l'Argentine, paragraphe 107.
[70] *États-Unis – Acier allemand*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 91.
[71] *États-Unis – Acier allemand*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphes 58 à 97.
[72] Déclaration orale de l'Argentine, paragraphe 109.
[73] Déclaration orale de l'Argentine, paragraphe 117.

63. À la page 18, la Commission examinait tout d'abord les capacités des producteurs visés du Japon. Elle disait ceci: "[o]utre les capacités déclarées de NKK [le seul producteur japonais à avoir fourni des données à la Commission], nous constatons qu'il existe d'importantes capacités inemployées chez les autres producteurs japonais".[74] Puis, au début de la page 19 de son rapport, l'ITC analyse les capacités des producteurs visés de Corée et parle des "capacités inutilisées de la Corée pour tous les tuyaux et tubes".[75]

64. Ce n'est qu'après avoir considéré les capacités disponibles au Japon et en Corée que l'ITC a examiné les taux d'utilisation des capacités des "[p]roducteurs *des autres pays visés* (et de NKK au Japon)" (pas d'italique dans l'original), et c'est à propos de *ces producteurs* qu'elle a observé que les taux d'utilisation des capacités représentaient une contrainte capable de limiter beaucoup leur aptitude à accroître leurs exportations aux États-Unis.[76] Bref, la constatation faite par l'ITC que les capacités pourraient en venir à peser sur les exportations ne vaut que pour les producteurs d'Argentine, d'Italie et du Mexique – et non pour les producteurs du Japon (sauf NKK) et de Corée.

65. C'est particulièrement important en raison des dimensions de l'industrie japonaise des tubes de cuvelage et de production. La Commission a noté que "dans les enquêtes initiales, le volume des importations, la part de marché et les capacités de production de tubes de cuvelage et de production classaient le Japon en tête des pays visés".[77] Du fait qu'à une seule exception près tous les producteurs japonais s'étaient refusés à participer à ce réexamen à l'extinction, la taille précise de l'industrie japonaise n'était pas connue. Cependant, d'après le rapport de l'ITC, les producteurs des États-Unis ont affirmé que les producteurs japonais qui n'avaient pas répondu étaient incapables de fournir 3,5 millions de tonnes d'OCTG[78] – quantité qui dépassait les capacités totales de la branche des tubes de cuvelage et de production des États-Unis en 2000.[79] (Les données sur les capacités des producteurs coréens qui avaient répondu au questionnaire de la Commission sont confidentielles.) Vu ce qui précède, l'argument de l'Argentine selon lequel la constatation de la Commission au sujet du volume était contredite par le fait que les capacités étaient limitées est tout simplement erroné.

66. Outre ses conclusions au sujet des capacités excédentaires existant au Japon et en Corée, l'ITC a constaté que les producteurs d'Argentine, d'Italie et du Mexique ainsi que NKK au Japon auraient des incitations à consacrer davantage de leurs capacités de production à la fabrication et à l'expédition vers le marché des États-Unis de tubes de cuvelage et de production, malgré leurs taux apparemment élevés d'utilisation de leurs capacités. L'ITC a donné un certain nombre de raisons qui l'ont amenée à cette conclusion. Les tentatives que l'Argentine a faites dans sa déclaration orale pour discréditer le raisonnement de l'ITC ne sont pas convaincantes.

67. En premier lieu, en ce qui concerne la constatation de la Commission que Tenaris serait fortement incitée à accroître sa présence sur le marché des États-Unis, l'Argentine soutient que "la Commission n'examine que "la moitié" de l'histoire" et que "certaines des sociétés formant l'alliance dite Tenaris n'étaient pas visées par les ordonnances antidumping réexaminées".[80] Cette assertion est

---

[74] *Oil Country Tubular Goods from Argentina, Italy, Japan, Korea, and Mexico*, USITC Pub. 3434, Inv. n° 701-TA-364, 731-TA-711 et 713-716 (juin 2001) ("Rapport de l'ITC") (pièce n° 54 de l'Argentine), page 18.

[75] Rapport de l'ITC, page 19. Les constatations plus précises de la Commission au sujet des capacités inemployées des producteurs coréens sont caviardées dans ce rapport parce qu'elles correspondent à des renseignements commerciaux exclusifs.

[76] Rapport de l'ITC, page 19.

[77] Rapport de l'ITC, page 18.

[78] Rapport de l'ITC, page II-8.

[79] En 2000, les capacités de la branche des tubes de cuvelage et de production des États-Unis s'élevaient à 3,3 millions de tonnes. Rapport de l'ITC, page III-1, tableau III-1.

[80] Déclaration orale de l'Argentine, paragraphe 119.

inexacte. En effet, une seulement des cinq sociétés de Tenaris, Algoma (Canada), n'était pas soumise aux ordonnances antidumping qui étaient en jeu dans ces réexamens à l'extinction.[81]

68. L'Argentine fait valoir que si Tenaris avait réellement souhaité effectuer des expéditions aux États-Unis, elle aurait pu le faire par l'intermédiaire d'Algoma au Canada.[82] Elle néglige cependant de mentionner le fait qu'en 2000 – un an seulement avant les réexamens qui sont ici en cause –, au cours d'un réexamen au bout de cinq ans visant des OCTG en provenance du Canada, le Conseil de Siderca avait donné à la Commission l'assurance que la DST (organisation qui était le prédécesseur de Tenaris) n'avait aucunement l'intention d'utiliser les installations d'Algoma pour expédier des OCTG aux États-Unis.[83] C'est au moins en partie en raison de ces assurances que l'ITC a abrogé une ordonnance antidumping imposée depuis longtemps sur ces OCTG en provenance du Canada. L'engagement de Tenaris de ne pas expédier d'OCTG du Canada réduit totalement à néant l'argument de l'Argentine suivant lequel Tenaris pouvait utiliser Algoma pour desservir ce marché.

69. De plus, à propos de ce qui pouvait inciter Tenaris à livrer aux États-Unis, l'Argentine dit que la chose était peu probable en raison des engagements contractuels à long terme de Siderca et des autres producteurs affiliés de vendre ailleurs.[84] La suggestion de l'Argentine selon laquelle la totalité de la production de Tenaris était réservée à des contrats à long terme contredit la déposition de Tenaris elle-même dans les réexamens à l'extinction. Le Président de Siderca (qui a déclaré être le responsable des exportations d'OCTG de toutes les sociétés de l'alliance) a dit dans sa déposition que les accords à long terme de cette société ne représentaient que 55 pour cent environ de ses ventes d'OCTG.[85] En d'autres termes, les engagements de Tenaris en vertu de contrats à long terme ne constitueraient pas un obstacle d'importance à une expansion de ses livraisons aux États-Unis.

70. Les États-Unis ont signalé (au paragraphe 328 de leur première communication écrite) que l'allégation de l'Argentine suivant laquelle l'aptitude de Siderca à livrer aux États-Unis se trouvait limitée par des engagements contractuels à long terme tombait aussi du fait que beaucoup de ces contrats avaient été passés avec des compagnies pétrolières et gazières mondiales qui souhaiteraient vivement se fournir auprès de Siderca aux États-Unis. L'Argentine affirme à présent que les États-Unis ont ignoré des éléments de preuve indiquant que ces sociétés mondiales avec lesquelles Tenaris était liée par contrat ne représentaient que 12 à 14 pour cent des plates-formes pétrolières et gazières des États-Unis.[86] En réalité, l'ITC n'a pas ignoré ces éléments de preuve. Comme elle l'expliquait dans son rapport (page 19, note 124), les éléments de preuve concernant la part de marché de ces sociétés aux États-Unis étaient contrastés: Tenaris affirmait que cette part n'était que de 12 à 14 pour cent; la branche de production nationale alléguait qu'elle était notablement plus importante. La Commission a constaté que la présence aux États-Unis de ces sociétés mondiales était notable dans les deux estimations.[87]

71. L'Argentine soutient que les éléments de preuve indiquant que les compagnies pétrolières et gazières mondiales qui achetaient déjà à Tenaris souhaiteraient en faire autant aux États-Unis si les

---

[81] Rapport de l'ITC, page 16.

[82] Déclaration orale de l'Argentine, paragraphe 119, premier alinéa.

[83] *Voir Certain Pipe and Tube from Argentina, Brazil, Canada, India, Korea, Mexico, Singapore, Taiwan, Thailand, Turkey, and Venezuela*, Inv. n° 701-TA-253 (Review) et 731-TA-132, 252, 271, 273, 276, 277, 296, 409, 410, 532-534, 536, et 537 (Review), USITC Pub. 3316 (juillet 2000), page 51, note 310, et OCTG-IV-5 (pièce n° 29 des États-Unis).

[84] Déclaration orale de l'Argentine, paragraphe 119.

[85] *Oil Country Tubular Goods from Argentina, Italy, Japan, Korea, and Mexico*, Inv. n° 701-TA-364, 731-TA-711, et 713-716, PV d'audition de l'ITC ("PV d'audition ITC"), pages 200 et 205 (société allemande Cura, Siderca) (pièce n° 30 des États-Unis). C'est à cette déposition même que l'Argentine se réfère dans sa déclaration orale (paragraphe 119, troisième alinéa).

[86] Déclaration orale de l'Argentine, paragraphe 119, quatrième et cinquième alinéas.

[87] Rapport de l'ITC, page 19, note 124.

ordonnances antidumping étaient abrogées ne sont étayés que par "une déclaration rapportant qu'un client avait exprimé ce désir".[88] C'est inexact. Il n'y avait pas seulement la déposition du Président-Directeur général de l'un des plus gros distributeurs d'OCTG aux États-Unis[89]; le directeur d'un autre groupe distributeur d'OCTG a dit à la Commission:

> La plupart des grands utilisateurs finals se fournissent déjà auprès de ces producteurs visés sur le marché international, et les utilisateurs finals désirent toujours aussi vivement trouver également aux États-Unis les OCTG qu'ils se procurent à un prix extrêmement avantageux sur le marché international. C'est ce qu'ils m'ont déclaré très franchement, et je pense que la plupart de mes collègues réunis ici aujourd'hui vous en diraient autant.[90]

72. Deuxième raison pour laquelle l'ITC a constaté que les producteurs visés seraient incités à consacrer davantage de leurs capacités à expédier des tubes de cuvelage et de production vers le marché des États-Unis, ces produits étaient parmi les tuyaux et tubes les plus chers, qui assuraient les marges bénéficiaires les plus élevées.[91] L'Argentine caractérise ce facteur comme "une hypothèse générale plus qu'un élément de preuve positif".[92] Elle se trompe. La valeur (et les marges bénéficiaires) relativement élevée(s) des tubes de cuvelage et de production a (ont) été établie(s) durant les réexamens à l'extinction effectués par la Commission[93], et c'est un fait que l'Argentine ne conteste pas. Il va sans dire que les producteurs de tuyaux et de tubes – étant en quête du maximum de profit – chercheraient à maximiser leur production de produits générant les marges bénéficiaires les plus élevées. La tentative de l'Argentine pour écarter ce facteur en le qualifiant de "conjectures et spéculations"[94] n'est pas convaincante.

73. Le troisième facteur sur lequel la Commission s'est appuyée pour déterminer que les producteurs d'Argentine, d'Italie et du Mexique, ainsi que NKK au Japon, auraient des incitations à accroître leurs livraisons de tubes de cuvelage et de production aux États-Unis est que les prix de ces produits sur le marché mondial étaient notablement plus faibles qu'aux États-Unis.[95] L'Argentine qualifie ces éléments de preuve d'"invérifiables", ce qui est trompeur. Comme elle le précise dans son rapport, la Commission s'est appuyée sur les dépositions de trois dirigeants d'entreprises qui fabriquent ou distribuent des OCTG, dont chacun a déclaré que les prix des tubes de cuvelage et de production aux États-Unis étaient notablement plus élevés que les prix internationaux.[96] L'Argentine cherche aussi à minimiser ce facteur en notant que la Commission a reconnu qu'il y avait des éléments de preuve contradictoires quant à l'ampleur de l'écart de prix.[97] Le fait qu'elle ne conteste pas l'existence d'un écart de prix mais seulement son ampleur se passe de commentaires.

74. Le quatrième facteur retenu par l'ITC est que les fabricants étrangers de tubes de cuvelage et de production se heurtaient aussi à des obstacles à l'importation dans d'autres pays ou pour des produits connexes fabriqués dans les mêmes usines que les OCTG. Il existait des obstacles à l'importation dans d'autres pays sous la forme d'un droit antidumping de 67 pour cent institué au Canada sur les tubes de cuvelage en provenance de Corée. Quant aux obstacles à l'importation frappant des produits connexes, c'étaient, suivant les indications de la Commission: i) les droits antidumping imposés aux États-Unis sur les tubes standard sans soudure en provenance d'Argentine,

---

[88] Déclaration orale de l'Argentine, paragraphe 119, cinquième alinéa.
[89] PV audition ITC, page 59 (M. Ketchum, Red Man Pipe and Supply) (pièce n° 20 des États-Unis).
[90] PV audition ITC, page 55 (M. Stewart, Hunting Vinson) (pièce n° 20 des États-Unis).
[91] Rapport de l'ITC, page 19.
[92] Déclaration orale de l'Argentine, paragraphe 120, premier alinéa.
[93] Rapport de l'ITC, page 16.
[94] Déclaration orale de l'Argentine, paragraphe 120, quatrième alinéa.
[95] Rapport de l'ITC, pages 19 et 20.
[96] Rapport de l'ITC, page 19, note 128.
[97] Déclaration orale de l'Argentine, paragraphe 121, deuxième alinéa.

du Japon et du Mexique; ii) les contingents à l'importation frappant les tuyaux de canalisation soudés en provenance de Corée et iii) les droits antidumping appliqués aux États-Unis aux tubes de section circulaire, en acier non allié, soudés en provenance de Corée.

75. L'Argentine cherche à minimiser l'importance du droit antidumping de 67 pour cent sur les tubes de cuvelage en provenance de Corée.[98] Or, il était raisonnable de la part de l'ITC de tenir compte de ce facteur, d'autant plus que l'industrie coréenne est très tributaire de l'exportation, que le Canada est le deuxième marché régional du monde pour les OCTG[99] et que le droit institué au Canada était relativement élevé.

76. À propos des mesures antidumping visant les produits connexes, l'Argentine allègue qu'il n'y avait pas d'éléments de preuve indiquant que les fabricants de tuyaux et tubes réorienteraient un jour leurs autres fabrications au profit des OCTG. Voilà qui est tout simplement faux. Dans leur déposition sous serment devant la Commission, les producteurs nationaux ont expressément certifié l'existence d'une hiérarchie des produits parmi les tubes et tuyaux et déclaré que les OCTG en occupent le sommet.[100] Ces mêmes producteurs ont aussi certifié que leurs entreprises réorientaient bien leur production au profit de produits de valeur plus élevée comme les OCTG quand les conditions du marché le justifiaient.[101] Ces éléments de preuve viennent étayer directement la constatation de la Commission que si les ordonnances visant les OCTG étaient abrogées, Tenaris serait fortement incitée à changer de fabrications en vue d'accroître sa production d'OCTG.

77. Enfin, la Commission a expliqué que les branches de production dans quelques-uns au moins des pays visés étaient très tributaires de l'exportation. Elle a noté que le Japon et la Corée, en particulier, avaient un marché intérieur très étroit et dépendaient presque exclusivement de l'exportation.[102] L'Argentine cherche à minimiser la portée de ce facteur en arguant que, du simple fait que "certaines sociétés ont réussi à l'exportation", l'ITC a déduit qu'elles accroîtraient leurs exportations aux États-Unis de certaines quantités.[103] L'Argentine commet deux erreurs dans l'interprétation de la constatation de l'ITC. Tout d'abord, celle-ci n'a pas conclu seulement que certaines sociétés "[avaient] réussi à l'exportation"; elle a constaté que les branches de production de quelques-uns au moins des pays en cause (et en particulier le Japon et la Corée) étaient *tributaires* de l'exportation en raison de la très faible taille des marchés intérieurs de leurs produits. Deuxièmement, l'ITC n'a pas tiré de cette orientation vers l'exportation la déduction que ces industries accroîtraient leurs exportations aux États-Unis de quantités précises (comme l'Argentine le prétend). Au contraire, cette orientation vers l'exportation n'était qu'un seul facteur parmi plusieurs autres qui l'ont amenée à conclure que le volume probable des importations serait notable si les ordonnances instituant des droits antidumping étaient abrogées.

78. Vis-à-vis de l'analyse faite par l'ITC du volume probable des importations, l'Argentine adopte une démarche qui consiste à examiner isolément chaque facteur que l'ITC avait pris en considération et à affirmer chaque fois qu'il n'atteint pas le niveau d'un élément de preuve positif. Or, il est prescrit au Groupe spécial à l'article 17.6 d'évaluer si l'établissement des faits était correct et si l'évaluation de ces faits était impartiale et objective. L'ITC a correctement constitué un dossier très complet dans les

[98] Déclaration orale de l'Argentine, paragraphe 122, premier alinéa.

[99] Les États-Unis attirent l'attention du Groupe spécial sur la figure II-1, page II-5 du rapport de l'ITC, où l'on peut constater qu'en 2000 la répartition en pourcentage des appareils de forage en fonctionnement dans le monde était la suivante: États-Unis – 47,91 pour cent, Canada – 17,99 pour cent, Amérique latine – 11,87 pour cent, Moyen-Orient – 8,16 pour cent, Extrême-Orient – 7,32 pour cent et Europe et Afrique – 6,75 pour cent.

[100] PV Audition ITC, pages 158 et 159 (M. Dunn, Lone Star Steel) (pièce n° 30 des États-Unis).

[101] PV Audition ITC, pages 159 (M. Dunn, Lone Star Steel) et 161 (M. Barnes, IPSCO Tubulars) (pièce n° 30 des États-Unis).

[102] Rapport de l'ITC, page 20.

[103] Déclaration orale de l'Argentine, paragraphe 123.

réexamens à l'extinction en cause et s'est livrée à une analyse impartiale et objective de ce dossier. Même si l'Argentine a pu tirer une conclusion différente de ces faits, cela ne suffit pas à rendre la détermination de l'ITC incompatible avec l'Accord antidumping.

VII. CONCLUSION

79. Sur la base des considérations qui précèdent, les États-Unis demandent de nouveau au Groupe spécial de rejeter les allégations de l'Argentine dans leur totalité.

ANNEXE D

DÉCLARATIONS ORALES – PREMIÈRE ET DEUXIÈME RÉUNIONS

Table des matières		Page
Annexe D-1	Déclaration orale liminaire et déclaration orale finale de l'Argentine – Première réunion	D-2
Annexe D-2	Déclaration orale des États-Unis – Première réunion	D-42
Annexe D-3	Déclaration orale des Communautés européennes en tant que tierce partie	D-52
Annexe D-4	Déclaration orale du Japon en tant que tierce partie	D-59
Annexe D-5	Déclaration orale du Mexique en tant que tierce partie	D-65
Annexe D-6	Déclaration orale du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kimmen et Matsu en tant que tierce partie	D-66
Annexe D-7	Déclaration orale liminaire et déclaration orale finale de l'Argentine – Deuxième réunion	D-68
Annexe D-8	Déclaration orale liminaire et déclaration orale finale des États-Unis – Deuxième réunion	D-97

ANNEXE D-1

DÉCLARATION ORALE LIMINAIRE ET DÉCLARATION ORALE FINALE DE L'ARGENTINE – PREMIÈRE RÉUNION

Déclaration liminaire – 9 décembre 2003

I. INTRODUCTION

1. Au cœur du présent différend, il y a un désaccord fondamental entre les États-Unis et le reste des Membres de l'OMC sur l'obligation d'extinction énoncée à l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Pour les États-Unis, l'article 11.3 est pratiquement exempt d'obligations.[1] Pour eux, les mesures antidumping peuvent être maintenues indéfiniment et sur n'importe quelle base ou presque. Pour le reste des Membres de l'OMC[2], dont l'Argentine, l'article 11.3 pose une obligation fondamentale de mettre fin à une mesure antidumping cinq ans après qu'elle a été instituée. Un Membre qui voudrait se prévaloir de l'exception limitée à cette obligation qui y est prévue est tenu de faire certaines constatations qui reposent sur des éléments de preuve et soient conformes aux normes de fond établies par l'Accord antidumping.

2. En l'espèce, au lieu de mettre fin à la mesure applicable aux OCTG en provenance d'Argentine, les États-Unis se sont prévalus de l'exception et ont maintenu l'ordonnance en application pour cinq ans de plus, au minimum. Or, ils n'ont pas fait les constatations prescrites par l'article 11.3, ainsi que l'Argentine l'explique dans sa première communication et le répétera plus en détail aujourd'hui.

3. Les États-Unis accusent l'Argentine d'avoir des arguments très faibles et de déformer les faits. L'Argentine ne pense pas que de telles accusations soient utiles. Pour sa part, elle présentera ses arguments en se concentrant sur les obligations découlant de l'Accord antidumping, sur le dossier des procédures de réexamen à l'extinction et sur la pratique des États-Unis. Ce faisant, l'Argentine laissera au Groupe spécial le soin d'apprécier le fond de l'affaire.

4. Les faits qui sont à l'origine du différend ne sont pas compliqués. Il avait été constaté que le seul exportateur argentin à avoir été soumis à une enquête en l'espèce, Siderca, s'était livré en 1994 à un dumping qui, calculé par la méthode habituelle consistant à ramener les marges négatives à zéro, s'établissait au niveau de 1,36 pour cent. Par la suite, cet exportateur n'a plus expédié aux États-Unis, et l'Administration fédérale a conduit plusieurs réexamens pour confirmer la cessation de ses expéditions. Dans la procédure dite de réexamen à l'extinction qui eut lieu cinq ans plus tard, le Département du commerce détermina qu'il était probable que le dumping subsisterait et la Commission, qu'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait. Tels sont les faits essentiels.

5. Cette configuration factuelle simple peut paraître plus compliquée du fait des divers types de procédures mises en place par les États-Unis pour s'acquitter de leurs obligations au regard de l'article 11.3, des divers niveaux de participation qui sont possibles dans ces procédures et des conséquences que le système des États-Unis attache à chacun de ces niveaux. C'est tout

[1] Selon les États-Unis, l'article 11.3 est "très limité" et n'impose pratiquement aucune restriction ou limite à la capacité d'un Membre d'appliquer des mesures antidumping. (Voir la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 3.)

[2] *Voir* les communications du Japon, des Communautés européennes, du Taipei chinois et de la Corée en tant que tierces parties.

particulièrement vrai de la détermination de la probabilité d'un dumping établie par le Département du commerce, dont les déterminations à l'extinction n'ont pas grand-chose à voir avec une analyse de fond sur le point de savoir si le dumping est probable et sont au contraire axées sur l'application de présomptions aboutissant à l'inéluctable conclusion qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira.

6. Dans leur première communication, les États-Unis nient qu'aucune présomption joue et ils défendent leurs lois, leur pratique et, en l'espèce, leurs déterminations à l'extinction. Aujourd'hui, dans le cadre de son exposé, l'Argentine démontrera que la comparaison de leurs déterminations à l'extinction qu'elle conteste avec les arguments avancés par eux dans leur première communication fait apparaître certaines contradictions. Elle mettra d'ailleurs en relief plusieurs cas où les mots employés dans la détermination à l'extinction contredisent la position affirmée par les États-Unis dans leur première communication. Cette dernière recèle aussi un certain nombre de contradictions internes irréductibles. Permettez-moi de passer simplement en revue quelques-uns de ces exemples, que nous avons représentés au tableau 1 pour plus de commodité.

7. Au tableau 1 figurent quatre points liés à la détermination de la probabilité d'un dumping qui ont joué un rôle capital dans la décision prise par les États-Unis de ne pas mettre fin à la mesure. Ils sont au cœur de la question de savoir si les États-Unis ont fait le type de détermination prescrit pour se prévaloir de l'exception prévue à l'article 11.3. Et pourtant, sur ces points décisifs, les États-Unis prennent une position très différente dans leur première communication de celle qu'ils ont prise dans leur détermination établie à l'issue du réexamen à l'extinction.

- En ce qui concerne la renonciation, le Département disait très carrément dans sa détermination à l'extinction que les entreprises interrogées avaient renoncé à leur droit de participer au réexamen. Dans leur première communication, les États-Unis disent que le Département ne considérait pas que Siderca eût renoncé à participer à cette procédure.

- Sur la réaction de Siderca, le Département affirmait clairement dans sa détermination à l'extinction que la réponse de Siderca était inadéquate.[3] Dans leur première communication (au paragraphe 213), les États-Unis disent exactement le contraire - "Siderca n'avait pas omis de déposer une réponse adéquate, mais avait au contraire déposé une réponse de fond complète". Au surplus, ils affirment ailleurs dans leur première communication (paragraphe 233): "Est inadéquate la réponse qui ne renferme pas tous les renseignements requis ou qui n'est tout simplement pas présentée."

- Nonobstant l'application à Siderca des dispositions relatives à la renonciation, le Département cite aussi dans sa détermination finale la disposition qui concerne la conduite d'un réexamen accéléré et l'application des "données de fait disponibles", l'euphémisme employé pour désigner les inférences défavorables. Dans leur première communication (au paragraphe 214), les États-Unis nient avoir appliqué les données de fait disponibles à Siderca et expliquent qu'ils les ont appliquées aux "entreprises argentines interrogées qui n'avaient pas répondu". Cette explication contredit non seulement les mentions faites dans la détermination établie à l'issue du réexamen à

[3] Voir la pièce n° 46 de l'Argentine (détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction, page 66701) ("Sur la base des ... réponses inadéquates ... des parties intéressées interrogées, le Département a décidé de procéder à des réexamens accélérés"); sa pièce n° 50 (détermination du Département à l'effet d'accélérer la procédure, page 2) ("... nous vous recommandons de déterminer que la réponse de Siderca était inadéquate et que nous devrions conduire un réexamen à l'extinction accéléré (120 jours) ..."); et sa pièce n° 51 (Mémorandum sur les questions et la décision, pages 3 et 7) ("le Département a déterminé que la réponse de fond de Siderca était inadéquate"; et "Siderca n'a pas fourni de réponses de fond adéquates").

l'extinction, mais encore l'explication des États-Unis selon laquelle ces "entreprises interrogées qui n'avaient pas répondu" avaient renoncé à leur droit de participer à la procédure, ce qui impose une constatation de probabilité d'un dumping.

- Enfin, sur lesdites "entreprises interrogées qui n'avaient pas répondu", le Département n'a jamais mentionné ce terme, ni dans sa détermination à l'extinction, ni dans les consultations tenues à l'OMC avant la présente procédure devant le Groupe spécial. Et pourtant, l'Argentine apprend par la première communication déposée par les États-Unis que ces "entreprises interrogées qui n'avaient pas répondu" ont déclenché l'application des dispositions relatives à la renonciation, la détermination concluant à "l'inadéquation" et la décision de procéder à un réexamen accéléré.

8. Outre ces contradictions qui ont trait au fondement prétendu de la détermination du Département concluant à la probabilité d'un dumping, il y a un contraste frappant entre cette détermination et celle du dommage dans le traitement réservé à l'absence d'expéditions de Siderca. Pour la probabilité d'un dumping, cette absence d'expéditions est le facteur décisif qui a entraîné la constatation d'une renonciation. Pour la détermination de la probabilité d'un dommage, les expéditions de l'Argentine n'entraient pas en ligne de compte parce que la Commission s'est appuyée sur des conjectures concernant les importations en provenance d'autres sources, qui toutes ont été soumises à une analyse cumulative.

9. Dans le présent différend, la tâche du Groupe spécial va être difficile à plusieurs égards, mais surtout à cause des procédures instituées par la législation des États-Unis pour l'exécution de l'obligation énoncée à l'article 11.3 et des contradictions entre la détermination établie à l'issue du réexamen à l'extinction et la première communication des États-Unis. Pourtant, au-dessous de toute l'analyse des procédures qui est faite dans cette première communication, il n'y a qu'un seul facteur qui compte pour la détermination de la probabilité d'un dumping: la branche de production nationale des États-Unis a-t-elle participé au réexamen à l'extinction? Dans les 217 cas où elle s'est dite intéressée au maintien de la mesure antidumping, le Département a constaté qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait. La branche de production des États-Unis est 217 fois gagnante et zéro fois perdante sur la question de la probabilité d'un dumping.

10. La situation est tout aussi préoccupante en ce qui concerne la détermination de la Commission à l'issue de son réexamen à l'extinction. Il ressort de sa détermination en l'espèce que la Commission ne se livre pas à une analyse pour déterminer s'il est "probable" que le dommage va subsister ou se reproduire, mais établit sa détermination en se fondant sur des facteurs isolés qui ne sauraient cadrer avec le sens courant du terme "probable". De plus, elle le fait en cumulant les données concernant tous les pays assujettis à la mesure, ce qui a pour effet de dénier leurs droits individuels aux Membres qui ont le malheur de se trouver pris dans cette analyse cumulative.

11. L'Argentine ne reprendra pas ici tous les arguments exposés dans sa première communication et elle note que cette déclaration orale ne doit pas être considérée comme exhaustive à cet égard. Elle se propose de présenter son dossier comme suit. Pour commencer, elle examinera la nature de l'obligation imposée par l'article 11.3, qui est fondamentale en l'espèce. Deuxièmement, elle expliquera en quoi la détermination du Département concluant à un dumping "probable" est incompatible avec les règles de l'OMC. Troisièmement, elle démontrera que la détermination de la Commission concluant à un dommage "probable" comporte des infractions à l'Accord. Quatrièmement, elle répondra brièvement aux exceptions préliminaires soulevées par les États-Unis et qu'elle a entièrement réfutées dans sa communication du 4 décembre. Pour finir, elle dégagera des conclusions qui replacent le présent différend dans le contexte voulu et nécessaire.

II. L'OBLIGATION DE L'ARTICLE 11.3

A. INTERPRÉTER L'ARTICLE 11.3 ET DÉFINIR L'OBLIGATION DE SUPPRESSION DANS LE CONTEXTE VOULU

12. La seule manière d'interpréter les termes de l'article 11.3 consiste à donner aux mots leur sens ordinaire et à interpréter ces mots dans leur contexte – tant le contexte immédiat (c'est-à-dire les autres paragraphes de l'article 11) que le contexte plus large (c'est-à-dire les autres dispositions de l'Accord antidumping et les Accords de l'OMC dans leur ensemble), conformément à leur objet et à leur but.

13. L'article 11.3 doit être lu dans le contexte de l'obligation primordiale énoncée à l'article 11.1. Fondamentalement, l'article 11.1 limite le recours aux droits antidumping sur trois points importants: la durée ("que le temps … nécessaire"); l'ampleur (que "dans la mesure nécessaire"); et le but ("pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage").

14. Récemment, dans l'affaire *CE – Accessoires de tuyauterie*, le Groupe spécial a réaffirmé le mandat clair de l'article 11.1, en notant que celui-ci "énonce une prescription générale, sans équivoque et impérative, selon laquelle les droits antidumping "ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires" pour contrebalancer le dumping dommageable". Le Groupe spécial ajoutait que l'article 11.1 établissait "un principe général et primordial". (DS219, paragraphe 7.113) Ce principe général est exprimé en substance tout au long de l'Accord antidumping, y compris les dispositions de l'article 11.3 qui ont trait aux "réexamens à l'extinction". Pour le formuler simplement et pour paraphraser ce que l'Organe d'appel a dit dans l'affaire *Acier en provenance d'Allemagne*, s'il n'y a pas de détermination concluant à la probabilité de voir le dumping dommageable subsister ou se reproduire, la mesure doit obligatoirement être supprimée.

15. Les États-Unis préféreraient que le Groupe spécial se concentre exclusivement sur l'article 11.3, en ignorant tant le contexte immédiat de l'article 11 que le contexte plus large de l'Accord antidumping. La *Convention de Vienne* ne permet pas de procéder ainsi. Les États-Unis ne peuvent pas affirmer que le Groupe spécial devrait fonder une interprétation de l'article 11.3 de l'Accord antidumping (comme ils le font) entièrement sur les mots employés dans cette *seule* disposition; surtout quand les mots en question sont définis ailleurs dans l'Accord. Il est nécessaire au contraire pour interpréter l'article 11.3 d'examiner le sens ordinaire de *toutes* les dispositions qui, ensemble, prescrivent les obligations pertinentes de l'article 11. Ensuite, il faut appliquer l'interprétation correcte des dispositions aux faits de la cause.

16. Pour résumer, les États-Unis affirment que l'article 11.3 est une "coquille vide". L'Argentine et les tierces parties qui participent à la présente procédure ne sont pas d'accord avec eux là-dessus et soutiennent que l'article 11.3 incorpore les règles de fond des articles 2, 3, 6 et 12. Comme nous le verrons, c'est cette divergence fondamentale au sujet de la signification de l'article 11.3 qui est à la base du présent différend.

B. L'OBLIGATION PREMIÈRE DE L'ARTICLE 11.3 EST LA SUPPRESSION DE LA MESURE

17. Dans l'affaire *Acier en provenance d'Allemagne*, l'Organe d'appel a expliqué que l'obligation première énoncée à l'article 21.3 – qui est parallèle à l'article 11.3 de l'Accord antidumping – est la **suppression** de la mesure au bout de cinq ans. Le maintien de la mesure est l'exception, et il n'est possible que moyennant un respect scrupuleux des prescriptions de l'Accord. L'Organe d'appel a dit ce qui suit:

> [N]ous souhaitons souligner l'idée maîtresse de l'article 21.3 de l'Accord SMC. *Au cœur de cette disposition* se trouve la suppression automatique, *à l'échéance*, de droits compensateurs en vigueur depuis cinq ans à compter de l'enquête initiale ou d'un

> réexamen approfondi subséquent. La suppression d'un droit compensateur est la règle, et son maintien l'exception. Le maintien d'un droit compensateur doit donc être fondé sur un *examen effectué dans les règles et sur une détermination positive* selon laquelle "il est probable que le subventionnement et le dommage subsisteront ou se reproduiront" si le droit est abrogé. (paragraphe 88, pas d'italique dans l'original)

18. Le fait que l'article 11.3 prescrit la conduite d'un "réexamen" et l'établissement d'une "détermination" exclut pour l'autorité la possibilité de présumer la probabilité que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront. (*Voir* le rapport du Groupe spécial *Réexamens à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, DS244, paragraphe 7.177.) L'autorité doit prendre une décision et fonder sa détermination sur une "base factuelle suffisante" pour lui permettre de "tirer des conclusions motivées et adéquates concernant la probabilité" de voir le dumping subsister ou se reproduire. (*Id.*) À cet égard, la détermination établie par l'autorité ne peut pas reposer uniquement sur des renseignements périmés, au contraire, elle "devrait reposer sur l'évaluation des éléments de preuve [que celle-ci] a réunis à l'occasion de l'enquête initiale, des réexamens intermédiaires *et finalement du réexamen à l'extinction*". (*Id.*) L'autorité est tenue d'établir une "nouvelle détermination", qui soit prospective et "fondée sur des éléments de preuve crédibles". (Rapport de l'Organe d'appel *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 88)

19. L'Organe d'appel a clairement indiqué les conséquences auxquelles s'expose le Membre de l'OMC qui omet de procéder à un réexamen à l'extinction ou de faire la détermination prescrite par l'article 11.3, en ces termes: "Si [un Membre de l'OMC] ne procède pas à un réexamen à l'extinction, ou si, ayant procédé à un tel réexamen, il ne fait pas une telle détermination positive, les droits doivent être supprimés." (*Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 63)

C. D'AUTRES DISPOSITIONS DE L'ACCORD ANTIDUMPING S'APPLIQUENT AUX RÉEXAMENS PRÉVUS À L'ARTICLE 11.3

20. L'article 11 impose expressément le respect d'autres dispositions de l'Accord antidumping, à savoir l'article 2 (qui définit le "dumping" "aux fins de l'Accord antidumping", y compris les réexamens à l'extinction), l'article 3 (qui définit le sens du terme "dommage" dans le cadre de l'Accord antidumping, y compris son emploi à l'article 11.3), l'article 6 (qui s'applique aux réexamens conduits dans le cadre de l'article 11 en vertu du renvoi figurant à l'article 11.4) et l'article 12. L'analyse textuelle à laquelle se sont livrés l'Organe d'appel dans l'affaire *Acier en provenance d'Allemagne* et le Groupe spécial chargé de l'examen de l'affaire *DRAM en provenance de Corée* dans son rapport confirme que les dispositions de fond essentielles de l'Accord antidumping s'appliquent aux réexamens de l'article 11.3.[4]

21. Les tierces parties sont également d'avis que les principales dispositions de fond de l'Accord antidumping (à savoir les articles 2, 3 et 6) s'appliquent aux réexamens conduits dans le cadre de l'article 11.3.[5]

[4] Rapport de l'Organe d'appel *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphes 69, note 59, et 79 à 81; rapport du Groupe spécial *DRAM en provenance de Corée*, paragraphe 6.59, note 501.

[5] Communications présentées par les Communautés européennes (paragraphes 89 à 96 et 123 à 127), le Japon (paragraphes 3 à 21), la Corée (paragraphes 9 à 24) et le Taipei chinois (paragraphes 7 à 13) en tant que tierces parties.

D. LES AUTORITÉS DES ÉTATS-UNIS N'ONT PAS APPLIQUÉ LE BON CRITÈRE: LE SENS ORDINAIRE DE "LIKELY", À L'ARTICLE 11.3, EST "PROBABLE" ET NON "POSSIBLE"

22. L'article 11.3 prescrit aux autorités de déterminer s'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront en cas de suppression des mesures. Les autorités des États-Unis n'ont pas donné au terme "likely" son sens ordinaire.

23. La jurisprudence des États-Unis comme celle de l'OMC font clairement ressortir que le terme "likely" n'a pas le même sens que "possible".

24. Tant le sens ordinaire de ce terme que le contexte de l'article 11.3 exigent l'application d'un critère "probable" à la question de savoir si le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront. Autrement dit, il faut qu'il soit plus probable que le contraire que le dumping et le dommage vont subsister ou se reproduire. D'ailleurs, les États-Unis eux-mêmes ont affirmé devant l'OMC que le terme "likely" signifie "probable". Dans l'affaire *Acier en provenance d'Allemagne*, ils ont expressément dit: "[l]e mot "likely" a pour sens ordinaire "probable"". (Déclaration orale des États-Unis à la première réunion du Groupe spécial, WT/DS213, 29 et 30 janvier 2002, paragraphe 6)

25. Partant, pour faire une détermination qui soit compatible avec l'article 11.3, le Département et la Commission sont tenus de constater qu'il est "likely" (c'est-à-dire plus probable que le contraire) que le dumping et le dommage, respectivement, vont subsister ou se reproduire en cas de suppression de la mesure antidumping.

E. RÉCAPITULATION DES OBLIGATIONS PRESCRITES PAR L'ARTICLE 11.3 EN L'ESPÈCE

26. Les États-Unis estiment pouvoir se prévaloir de l'exception prévue à l'article 11.3 en engageant un réexamen et en établissant une détermination. Le reste – la substance même de la détermination – n'est, selon eux, soumis à aucune discipline. L'Argentine et les tierces parties voient la chose différemment. Lu dans son contexte, l'article 11.3 se révèle empli d'obligations de fond. Si un Membre veut se prévaloir de l'exception et maintenir une mesure au-delà de la limite des cinq ans fixée par l'article 11.3, il est assujetti à certaines disciplines, que l'on retrouve aussi ailleurs dans l'Accord antidumping:

- il doit procéder à un réexamen et faire des déterminations dans un délai spécifié s'il souhaite maintenir la mesure (ce que prescrit l'article 11.3);

- le réexamen et les déterminations doivent être effectués suivant les prescriptions de l'article 6 et doivent être fondés sur des éléments de preuve positifs;

- les autorités doivent constater qu'il est "probable" que le dumping (au sens de l'article 2) subsistera ou se reproduira (il faut que le dumping soit plus probable que le contraire); et

- les autorités doivent constater qu'il est "probable" que le dommage (au sens de l'article 3) subsistera ou se reproduira (il faut que le dommage soit plus probable que le contraire).

Les États-Unis ont à tous égards manqué à leurs obligations en l'espèce.

III. LE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION DU DÉPARTEMENT CONCERNANT LES OCTG EN PROVENANCE D'ARGENTINE

27. Passons à présent à la détermination établie par le Département sur le point de savoir s'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait. Dans tout cet exposé oral, l'Argentine

s'attachera avant tout à l'application qui a été faite dans ce cas précis des obligations incombant aux États-Unis. Cependant, c'est un exercice qui débouche directement sur les lois et règlements élaborés par les États-Unis, sur les instruments qui éclairent ces lois et règlements et sur la pratique constante du Département en matière de réexamens à l'extinction. Examinons brièvement le système que les États-Unis ont établi pour mettre à exécution l'obligation que leur impose l'article 11.3 (section A), avant de passer à l'application qui a été faite de ce système à l'Argentine en l'espèce (section B), pour finir par une analyse de l'exemple de l'Argentine replacé dans le contexte des autres affaires que les États-Unis ont réglées (section C).

A. LES PROCÉDURES DE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION DES ÉTATS-UNIS

28. **Il n'y a qu'une seule variable qui compte dans tout le régime des réexamens à l'extinction conduits par le Département qui a été mis en place par les États-Unis, c'est le fait que la branche de production nationale participe ou non au réexamen à l'extinction.** Dans tous les réexamens auxquels une partie intéressée nationale au moins a participé, soit 217 (dont celui de l'Argentine), le Département a déterminé qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si la mesure était supprimée.

29. **Dans chacun de ces 217 réexamens à l'extinction, le Département a fondé sa détermination concluant à la probabilité d'un dumping soit 1) sur l'application des dispositions relatives à la renonciation, soit 2) sur le recours aux trois critères de la "liste des points à vérifier" établis par le SAA et le Sunset Policy Bulletin.**

30. **Le Département a fait application des dispositions relatives à la renonciation dans 167 réexamens à l'extinction, soit 77 pour cent de ceux auxquels la branche de production nationale a participé.** Dans la totalité de ces cas, il a constaté qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait, comme il y était tenu par la Loi. À titre d'exemple de la célérité et - pour reprendre le terme employé par les États-Unis - de "l'efficience" avec lesquelles le mécanisme de la renonciation joue, on peut citer le réexamen à l'extinction des roulements antifriction en provenance de Suède, dans lequel le Département a déclaré: "[É]tant donné que ... les parties intéressées interrogées ont renoncé à leur droit de participer au présent réexamen devant le Département, nous déterminons qu'il est probable que le dumping subsistera si les ordonnances sont abrogées." (*Roulements antifriction en provenance de Suède* (onglet 6 de la pièce n° 63 de l'Argentine)) Le Département a fait une déclaration analogue dans l'affaire présentement examinée par le Groupe spécial en l'espèce (voir le *Mémorandum sur les questions et la décision*, pages 4 et 5 (pièce n° 51 de l'Argentine), où il est dit: "Dans les réexamens considérés, le Département n'a pas reçu de réponse adéquate des parties intéressées interrogées. En vertu de l'article 351.218 d) 2) iii) du Règlement sur les réexamens à l'extinction, cela vaut renonciation à la participation.").

31. Les dispositions de la législation des États-Unis régissant cette renonciation sont contraires à l'article 11.3 parce qu'elles imposent la constatation de la probabilité d'un dumping. Les dispositions de l'article 11.3 prescrivant la conduite d'un "réexamen" et l'établissement d'une "détermination" interdisent à un Membre de l'OMC d'imposer par la Loi une constatation positive de probabilité d'un dumping. Autrement, on viderait l'article 11.3 de toute substance, ce que l'interprète d'un traité n'est pas autorisé à faire. Si un Membre de l'OMC veut se prévaloir de l'exception et maintenir une mesure antidumping en vigueur, il ne peut tout simplement pas ne rien faire, ni présumer passivement qu'il est probable que le dumping et le dommage vont subsister ou se reproduire.

32. **Recours aux critères de la liste du SAA et du Sunset Policy Bulletin (SPB).** Dans les cas où le Département n'applique pas les dispositions relatives à la renonciation, il a recours à son autre outil: les critères de la liste de points à vérifier figurant dans le SAA et le Sunset Policy Bulletin. Ces instruments des États-Unis réduisent la prétendue "analyse" de la probabilité faite par le Département à la prise en considération exclusive de: 1) l'existence de marges de dumping tirées de l'enquête

initiale et des réexamens administratifs ultérieurs; 2) la question de savoir si les importations de la marchandise visée ont cessé après la promulgation de l'ordonnance et 3) la question de savoir si le dumping a été éliminé après l'imposition de l'ordonnance et si le volume des importations a notablement diminué.

33. Les États-Unis n'ont pas signalé, et ne peuvent pas signaler, une seule affaire dans laquelle la branche de production nationale ait participé à un réexamen à l'extinction du Département et où celui-ci ait déterminé que le dumping n'était pas probable. En ce qui concerne les réexamens à l'extinction du Département, les faits parlent d'eux-mêmes: dans 100 pour cent des cas où une partie intéressée nationale a participé à la procédure de réexamen à l'extinction, le Département a déterminé que le dumping allait probablement subsister ou se reproduire; et dans 100 pour cent des cas où le Département a déterminé que le dumping allait probablement subsister ou se reproduire, il s'était appuyé sur les directives énoncées dans le SAA et dans son propre Sunset Policy Bulletin.

34. Pour plus de commodité, l'Argentine a établi le tableau 2, qui dépeint le système des réexamens à l'extinction effectués par le DOC.

35. Le graphique de la première page démontre qu'il n'y a qu'un seul facteur décisif dans les réexamens du Département – le fait que la branche de production nationale y participe ou non. Comme il permet de le constater, dans 100 pour cent des cas (soit 217) où la branche de production a participé à la procédure, le Département a déterminé que le dumping serait probable. Dans les cas où la branche de production nationale n'a pas participé à la procédure (74), le Département a abrogé l'ordonnance.

36. À la page 2 figurent les deux outils utilisés par le Département qui sont à l'origine du pourcentage remarquable de victoires que s'adjuge la branche de production nationale. Le Département parvient dans sa détermination à la conclusion qu'un dumping est probable soit par application des dispositions impératives sur la renonciation, soit en recourant aux critères de la liste du SAA/du SPB. À eux deux, ces outils permettent au Département de constater la probabilité d'un dumping dans toute affaire où la branche de production nationale a un intérêt. Pour finir, les dispositions relatives à la renonciation et la présomption légale créée par le SAA et le Sunset Policy Bulletin interdisent tout simplement au Département de procéder à un réexamen et de faire la détermination que prescrit l'article 11.3.

37. Le graphique de la page 3 dépeint le mécanisme de la "renonciation présumée " prévu par la législation des États-Unis, par lequel une partie intéressée interrogée qui tente de participer à un réexamen à l'extinction du DOC est "considérée" par lui comme ayant renoncé à son droit d'y participer, pour cause de réponse de fond soit "incomplète", soit "inadéquate". La réponse d'une partie peut être réputée inadéquate pour l'unique raison que sa part est inférieure à 50 pour cent des exportations totales de son pays vers les États-Unis. C'est précisément ce qui est arrivé à Siderca en l'espèce.

38. Enfin, comme le graphique de la page 4 permet de le constater, peu importe le type de réexamen, et indépendamment de la détermination du Département concernant "l'adéquation", tous les chemins mènent pour finir à une détermination concluant à la probabilité d'un dumping, que ce soit par application des dispositions impératives relatives à la renonciation ou par le jeu de la présomption établie par les critères de la liste du SAA et du Sunset Policy Bulletin.

39. **Les faits parlent d'eux-mêmes.** Les États-Unis ont mis en application un dispositif compliqué pour les réexamens à l'extinction. Et pourtant, du point de vue des résultats, peu importe réellement que le Département arrête une détermination concluant à la probabilité par application des dispositions relatives à la renonciation ou par application des critères (que ce soit dans un réexamen accéléré ou dans un réexamen complet). Peu importe aussi qu'en vertu de la réglementation une réponse de fond puisse contenir "tout autre renseignement ou argument pertinent que la partie

voudrait voir le [Département] examiner". Et peu importe encore que les parties interrogées se voient ménager des possibilités de présenter des observations. Les États-Unis ont beau affirmer le contraire, il n'y a tout simplement pas de possibilité sérieuse pour les entreprises étrangères interrogées de participer aux réexamens à l'extinction.

40. Outre l'application rigide des dispositions relatives à la renonciation, l'étude qu'elle a faite des déterminations du Département à l'extinction amène l'Argentine à conclure que celui-ci applique une présomption favorable à une constatation de probabilité d'un dumping qu'aucune partie n'a jamais combattue avec succès. Dans l'affaire *Acier en provenance d'Allemagne*, l'Organe d'appel a expliqué qu'une seule affaire pourrait sans doute difficilement constituer un élément de preuve permettant de conclure que la pratique du Département est contraire en tant que telle aux obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC, mais qu'un examen complet de tous les réexamens à l'extinction conduits aux États-Unis ainsi qu'une analyse de la méthode employée par le Département dans ces réexamens fourniraient peut-être la base factuelle requise à cette fin. (Rapport de l'Organe d'appel *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 148) L'Organe d'appel a encore expliqué que la violation pouvait être établie par "des éléments de preuve de l'application constante de cette législation" et que "la nature et la portée des éléments de preuve exigés pour s'acquitter de la charge de la preuve varieront d'une affaire à l'autre" (paragraphe 157).

41. La pièce n° 63 de l'Argentine reprend les résultats de l'étude que celle-ci a faite de tous les réexamens à l'extinction auxquels le Département a procédé pour y trouver des éléments de preuve empiriques à l'appui de ses allégations. À septembre 2003, le Département du commerce avait conduit 291 réexamens à l'extinction d'ordonnances instituant des droits antidumping. L'Argentine a analysé la totalité de ces 291 réexamens et consigné dans sa pièce n° 63 les constatations faites par le Département en chaque cas. La constatation systématique de la probabilité d'un dumping dans la totalité des cas où la branche de production nationale a manifesté le plus léger intérêt ne saurait aucunement être considérée comme constituant une "détermination" valable – ou compatible avec les règles de l'OMC – aux fins de l'article 11.3.

B. LE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION VISANT LES OCTG EN PROVENANCE D'ARGENTINE CONDUIT PAR LE DÉPARTEMENT

42. **Les faits essentiels**. Le seul exportateur argentin à avoir jamais fait l'objet d'une enquête dans cette affaire était la société Siderca. Seul exportateur visé dans l'enquête initiale de 1994 (de même qu'elle avait été la seule partie soumise aux enquêtes antidumping de 1984 et 1985 ainsi qu'à plusieurs réexamens administratifs dans le cadre de la législation relative aux droits compensateurs), Siderca n'avait pas expédié d'OCTG aux États-Unis pour la mise à la consommation durant la période pertinente pour les besoins du réexamen à l'extinction. C'est ce qu'elle a dit au Département dans la réponse de fond qu'elle lui a adressée dans la procédure de réexamen à l'extinction. Siderca a fait des représentations analogues pour "absence d'expédition" pour chacune des périodes de réexamen administratif. Le Département a procédé à des réexamens "en l'absence d'expéditions" et, en chaque cas, vérifié les allégations de Siderca affirmant qu'elle n'avait pas exporté d'OCTG aux États-Unis. Curieusement, les États-Unis disent dans leur première communication qu'"aucun réexamen administratif de l'ordonnance instituant des droits antidumping sur certains OCTG en provenance d'Argentine n'a été demandé ni effectué avant le réexamen à l'extinction" (paragraphe 48). Or, quatre réexamens ont été demandés, même s'ils ont été annulés lorsque le Département a eu vérifié l'absence d'importations pour la mise à la consommation expédiées par Siderca.[6]

43. Cependant, il est apparu dans le réexamen à l'extinction que les statistiques du Département en matière d'importations indiquaient quelques importations d'OCTG en provenance d'Argentine aux

[6] *Voir* les pièces n° 28, 32, 37 et 41 de l'Argentine pour ces réexamens. *Voir aussi*, pour les résultats, les pièces n° 29, 36, 38 et 43 de l'Argentine.

États-Unis. Comme les exportations totales d'OCTG de Siderca aux États-Unis (exportations nulles) étaient inférieures à 50 pour cent de ce qui était présumé être les exportations argentines d'OCTG aux États-Unis, le Département a déterminé que la réponse de Siderca était "inadéquate" (pièce n° 50 de l'Argentine). En ce sens, le traitement réservé à l'Argentine dans le cadre du réexamen à l'extinction procédait entièrement de l'hypothèse que les statistiques des États-Unis étaient exactes, qu'il y avait d'autres exportations argentines et que ces autres exportations prétendues étaient suffisamment pertinentes pour déclencher une renonciation et/ou un réexamen accéléré en vertu de la loi et des règlements des États-Unis. En réalité, la branche de production nationale n'a jamais allégué l'existence d'autres exportateurs argentins, le Département n'a jamais procédé à un réexamen ou une enquête concernant d'autres exportateurs argentins et il a découvert par lui-même que les statistiques avaient en fait enregistré à tort comme entrées pour la mise à la consommation des entrées de marchandises qui n'y étaient pas destinées.

44. **L'application à Siderca de la disposition relative à la renonciation.** Le Département a ensuite déterminé que, la réponse de Siderca étant considérée comme "inadéquate", la société était de même réputée avoir "renoncé" à son droit de participer au réexamen à l'extinction. Je cite le *Mémorandum sur les questions et la décision*, pages 4 et 5 (pièce n° 51 de l'Argentine) ("Dans les réexamens en question, le Département n'a pas reçu de réponse adéquate des parties intéressées interrogées. En vertu de l'article 351.218(d)(2)(iii) du Règlement sur les réexamens à l'extinction, cela vaut renonciation à la participation."). (*Voir* le tableau 1.)

45. Voyons à présent ce que les États-Unis ont dit dans leur première communication au Groupe spécial. Ils soutiennent que le Département ne considérait pas que Siderca eût renoncé à participer au réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine (première communication des États-Unis, paragraphes 211 à 213). Enfouie dans la note de bas de page 216, on trouve une phrase par laquelle les États-Unis concèdent effectivement l'ambiguïté, en disant: "[m]ême si, d'après ce libellé, il peut sembler que le Département a considéré que toutes les parties intéressées interrogées avaient renoncé à participer au réexamen à l'extinction visant les OCTG …" - mais ils disent qu'en fait il y avait d'autres exportateurs argentins, qui n'avaient pas répondu du tout à l'avis d'engagement. Au paragraphe 146, les États-Unis nous disent que cette omission emporte renonciation, ce qui, de par la loi, impose une détermination positive de la persistance ou la réapparition d'un dumping. Revenons cependant au tableau 2, où nous voyons que l'absence de réponse aboutit directement à une renonciation à la participation, pour laquelle la loi impose ensuite une détermination positive de la probabilité, sans aucun réexamen de fond.

46. Ainsi, suivant la thèse exprimée dans cette partie de la première communication des États-Unis (qui diffère de ce que les États-Unis disent dans une autre partie), les exportateurs considérés comme représentant toutes les exportations argentines d'OCTG aux États-Unis avaient renoncé à leur participation en omettant de répondre à l'avis d'engagement, moyennant quoi le Département n'avait d'autre possibilité que de suivre la loi, qui lui enjoignait de faire une constatation positive de la probabilité d'un dumping en l'espèce. Si tel est bien le cas, comment les États-Unis peuvent-ils à présent soutenir que la disposition relative à la renonciation n'a pas touché Siderca, ou n'a pas diminué les droits que l'Argentine tient de l'article 11.3?

47. **Pourquoi la renonciation est contraire à l'article 11.3.** Les dispositions de la législation des États-Unis relatives à la renonciation sont contraires à l'article 11.3 parce qu'elles imposent une constatation de probabilité d'un dumping. La prescription de l'article 11.3 exigeant la conduite d'un "réexamen" et l'établissement d'une "détermination" interdit à l'autorité d'imposer en vertu de la loi une constatation positive de probabilité d'un dumping. Si le Membre de l'OMC tient à se prévaloir de l'exception et à maintenir la mesure en vigueur, il n'a tout simplement pas la possibilité de ne rien faire, ni de présumer passivement que le dumping et le dommage vont probablement subsister ou se reproduire. (*Voir* le rapport du Groupe spécial *Réexamens à l'extinction visant l'acier en provenance du Japon*, DS244, paragraphe 7.177.) L'autorité doit prendre une décision et fonder sa détermination sur une "base factuelle suffisante" pour lui permettre de "tirer des conclusions motivées et adéquates"

quant à la probabilité de voir le dumping subsister ou se reproduire. (*Id.*) L'autorité est tenue d'établir une "nouvelle détermination" qui soit prospective et "fondée sur des éléments de preuve crédibles". (Rapport de l'Organe d'appel *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 88)

48. **De plus, cette renonciation est contraire à l'article 6.1 et 6.2.** L'application des dispositions relatives à la renonciation qui a été faite dans le cas de l'Argentine contrevenait à l'article 6.1, parce qu'elle empêchait le seul exportateur argentin connu, Siderca, de présenter des éléments de preuve en vue d'un examen sérieux. Siderca avait fait part au Département de son désir de participer au réexamen à l'extinction et de sa volonté de coopérer pleinement avec lui en déposant une réponse de fond complète à son avis d'engagement. Néanmoins, le Département a considéré que Siderca avait renoncé à sa participation et a donc publié une détermination concluant que le dumping était probable, comme il y était tenu par l'article 19 U.S.C. § 1675(c)(4)(B) de la Loi. En conséquence, en publiant une détermination concluant à la probabilité sans la moindre analyse et sans examen sérieux des renseignements communiqués par Siderca, le Département a refusé de ménager à Siderca "d'amples possibilités de présenter … les éléments de preuve qu'elle juge[ait] pertinents …".

49. Les États-Unis tentent de faire passer les dispositions relatives à la renonciation pour un mécanisme générateur d'"efficience" permettant au Département d'économiser des ressources lorsque les parties intéressées interrogées décident de ne pas participer à son réexamen à l'extinction. (Première communication des États-Unis, paragraphes 148 et 149) Présenter la fonction des dispositions relatives à la renonciation comme un moyen d'économiser des ressources n'est pas convaincant. De prétendus efforts pour économiser des ressources administratives ne sauraient nullement aller à l'encontre des obligations d'un Membre dans le cadre de l'Accord.

50. Le fait est que l'article 11.3 impose au Membre qui applique une mesure antidumping l'obligation de procéder à un réexamen et d'établir une détermination de la probabilité tant d'un dumping que d'un dommage s'il veut la maintenir en vigueur. Si les autorités nationales ne sont pas disposées à consacrer les ressources nécessaires à l'exécution de leur obligation d'établir une "détermination" compatible avec les règles de l'OMC, il faut qu'elles suppriment la mesure en question. D'autre part, il faut noter que l'Accord antidumping n'offre qu'un seul mécanisme pour le traitement des parties interrogées étrangères qui ne participent pas ou qui ne font pas preuve de coopération: l'article 6.8 et l'Annexe II prévoient les rares circonstances dans lesquelles un Membre peut prendre une décision à l'égard de ces parties sur la base des données de fait disponibles. Ainsi, un mécanisme supplémentaire dit d'efficience, qui impose en vertu de la loi une constatation de probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira, n'est pas permis.

51. Pour terminer, il faut dire qu'au nom de "l'efficience" les États-Unis ont appliqué la disposition relative à la renonciation dans 167 des 291 réexamens à l'extinction auxquels ils ont procédé. De l'avis de l'Argentine, il s'agit là d'autre chose que d'efficience.

1. La décision du Département de procéder à un réexamen accéléré

52. La détermination du Département cite aussi bien les dispositions de la "renonciation" (19 U.S.C. § 1675(c)(4)(B) et 19 C.F.R. 351.218(d)(2)(iii)) que la disposition sur les "données de fait disponibles" (19 C.F.R. § 351.218(e)(1)(ii)(C)). Cette détermination prétend s'appuyer sur les deux. Or, rien dans la législation des États-Unis n'autorise leur application simultanée à une seule et même partie interrogée. De fait, ils s'excluent mutuellement. (*Voir* l'analyse de l'Argentine dans sa première communication, paragraphe 100.)

53. Abstraction faite des termes dépourvus de toute ambiguïté dans lesquels le Département dit avoir considéré que la réponse inadéquate de Siderca constituait une "renonciation" à participer (*Mémorandum sur les questions et la décision*, pièce n° 51 de l'Argentine, page 5), et malgré les formules employées dans ses déterminations au sujet de l'application des données de fait disponibles

(pièce n° 51 de l'Argentine, page 3), les États-Unis affirment que le Département n'a pas fait application des "données de fait disponibles" contre Siderca. (Première communication des États-Unis, paragraphes 214, 221 et 234 à 236) Là encore, l'explication que les États-Unis donnent dans leur première communication réside dans les "sociétés argentines interrogées qui n'avaient pas répondu", c'est-à-dire des sociétés autres que Siderca, qui n'ont jamais répondu à l'invitation à déposer une réponse de fond.

54. C'est ici que les États-Unis s'engagent dans une série de contradictions. Tout d'abord, leur assertion contredit le texte de la détermination du Département. Dans cette détermination à l'effet de procéder à un réexamen accéléré, celui-ci notait que "durant les cinq années de la période de 1995 à 1999, la part en pourcentage annuel moyen combiné des exportations d'OCTG de Siderca aux États-Unis dans les exportations totales de la marchandise visée aux États-Unis est restée très sensiblement inférieure à 50 pour cent" (pièce n° 50 de l'Argentine). À partir de cette constatation, le Département a déterminé que la réponse de fond de Siderca était "inadéquate" au regard de l'article 19 C.F.R. § 351.218(e)(1)(A)(i) et a donc procédé à un réexamen accéléré en application de l'article 19 C.F.R. § 351.218(e)(1)(C)(2) (pièce n° 51 de l'Argentine). (*Mémorandum sur les questions et la décision*, pages 3 et 7) ("le Département a déterminé que la réponse de fond de Siderca était inadéquate" et "Siderca n'a pas fourni de réponse de fond adéquate"); *Détermination à l'effet de procéder à un réexamen accéléré*, page 2 (pièce n° 50 de l'Argentine) ("nous vous recommandons de déterminer que la réponse de Siderca est inadéquate"). Si l'on s'en rapporte à ces déclarations qui figurent dans les principaux documents expliquant les décisions du Département, on comprend mal que les États-Unis puissent dire, dans leur première communication écrite, que la réponse de Siderca n'était pas inadéquate (paragraphes 225 et 237) et que le Département n'a pas appliqué les données de fait disponibles à Siderca.

55. Deuxièmement, selon son Règlement sur les réexamens à l'extinction, dans les cas où les parties intéressées interrogées ont communiqué une réponse inadéquate, le Département procède normalement à un réexamen accéléré et en publie les résultats finals établis "sur la base des données de fait disponibles[.]" (19 C.F.R. § 351.218(e)(1)(ii)(C); *voir aussi* 19 U.S.C. §1675(c)(3)(B)). Aux termes de l'article 351.208(f)(2) du Règlement, les "données de fait disponibles" sont les marges de dumping tirées des déterminations antérieures et les renseignements figurant dans les réponses de fond des parties. Là encore, c'est précisément ce que, dans son Mémorandum sur les questions et la décision, le Département dit qu'il a fait, mais que les États-Unis, à présent, disent qu'il n'a pas fait.

56. Troisièmement, l'explication que les États-Unis donnent dans leur première communication écrite, aux paragraphes 214, 216 et 233, à savoir que les données de fait disponibles ont été appliquées aux parties intéressées qui n'avaient pas répondu, contredit carrément celle qu'ils donnent au paragraphe 146, en indiquant que les dispositions relatives à la renonciation s'appliquaient aux parties intéressées qui ne répondaient pas. Si les dispositions sur la renonciation étaient applicables, il n'y avait aucun besoin de recourir aux données de fait disponibles.

57. Le Groupe spécial et l'Argentine méritent une réponse sans détour des États-Unis à deux questions qui sont d'une importance critique: 1) la réponse de Siderca était-elle adéquate (dans la procédure les États-Unis ont expressément dit non, mais à présent ils disent oui); et 2) que se passe-t-il lorsque des parties intéressées ne répondent pas à l'avis d'engagement (au paragraphe 146, les États-Unis disent que les dispositions relatives à la renonciation sont d'application, ce qui aboutit à une constatation positive obligatoire, et aux paragraphes 214, 216 et 233, ils affirment qu'ils appliquent à ces sociétés les données de fait disponibles).

58. L'Argentine considère que le Groupe spécial doit examiner les décisions prises par les autorités, telles que celles-ci les ont expliquées au moment où elles les ont prises, et non pas telles qu'elles tentent après coup de les justifier. À en juger par ce que le Département dit dans ses déterminations, on ne saurait sérieusement contester qu'il a: 1) déterminé que la réponse de Siderca était inadéquate; 2) appliqué à l'Argentine les dispositions relatives à la renonciation; 3) établi sa

détermination concluant à la probabilité d'un dumping en se fondant, au moins en partie, sur un réexamen accéléré et sur les données de fait disponibles. Ces décisions des États-Unis n'étaient pas justifiées par les faits, ni objectivement raisonnables et, sur le fond, elles étaient contraires aux articles 11.3, 2, 6.8, 6.1 et 6.2 et à l'Annexe II.

59. En ce qui concerne les faits, le Département n'avait aucune raison valable de considérer qu'il y avait d'autres producteurs/exportateurs argentins et que l'absence de réponse de ces autres producteurs/exportateurs justifiait la décision d'accélérer le réexamen et de recourir aux "données de fait disponibles".

a) Siderca est le seul producteur/exportateur argentin soumis à l'enquête initiale et le seul producteur/exportateur nommé dans les demandes de réexamen ultérieures de la branche de production nationale. Durant les cinq années qui ont suivi l'imposition de l'ordonnance, celle-ci a demandé quatre réexamens administratifs, en désignant chaque fois nommément Siderca comme le seul exportateur (pièces n° 28, 32, 37 et 41 de l'Argentine). Dans un cas au moins, ses représentants ont désigné Siderca comme "le seul producteur connu" de la marchandise visée (pièce n° 58 de l'Argentine). Le Département a engagé chaque année un réexamen administratif, mais il a finalement annulé tous les examens parce qu'il n'y avait pas d'expéditions à évaluer (pièces n° 29, 36, 38 et 43 de l'Argentine). Dans la totalité des cas, cependant, les "certificats de non-expédition" de Siderca ont suscité des questions supplémentaires de la part du Département et des observations supplémentaires de la part de la branche de production nationale. Dans tous les cas également, Siderca a expliqué qu'elle expédiait de la marchandise aux États-Unis, mais que la totalité de ses expéditions soit consistait en marchandise non visée, soit n'était pas déclarée à l'entrée des États-Unis pour la mise à la consommation aux États-Unis. Et, dans la totalité des cas encore, le Département a finalement admis, comme elle le certifiait, que Siderca n'avait fait aucune expédition de la marchandise visée pour la mise à la consommation aux États-Unis et il a par conséquent annulé les réexamens annuels.

b) De plus, le dossier établi dans le cadre du réexamen à l'extinction effectué par le Département indiquait que Siderca était le seul producteur/exportateur de la marchandise visée. Dans sa réponse de fond, Siderca indiquait qu'elle était le seul producteur d'OCTG sans soudure et, à sa connaissance, le seul producteur/exportateur d'OCTG d'Argentine. Le Département a pris acte de ces déclarations (tout en les énonçant de manière légèrement inexacte), en disant: "Siderca affirme qu'elle est le seul producteur d'OCTG d'Argentine et qu'à sa connaissance il n'y a pas d'autre producteur d'OCTG en Argentine" (pièce n° 50 de l'Argentine, page 2). Ainsi, à tout le moins, le dossier constitué par le Département jette le doute sur les statistiques auxquelles celui-ci s'en est remis pour sa détermination du caractère adéquat. On ne voit pas très bien pourquoi le Département a pris le parti de se fier à ces statistiques, au lieu de s'en tenir à son interprétation de la position de Siderca.

c) Le Département avait lieu de douter de ses données. Il avait déjà eu l'occasion à diverses reprises de conclure que les statistiques officielles renfermaient des erreurs, dont, une fois, parce qu'elles classaient à tort parmi les entrées pour la mise à la consommation des marchandises qui n'y étaient pas destinées (pièce n° 36 de l'Argentine, page 40,090) et une autre, parce qu'elles classaient comme OCTG des tubes pour usage mécanique (pièce n° 43 de l'Argentine, page 8949).

60. À partir de ce dossier, il n'est pas raisonnable de la part du Département d'avoir supposé qu'il y avait d'autres producteurs/exportateurs argentins qui auraient dû répondre à l'avis d'engagement et dont le silence aurait de telles conséquences pour les droits de l'Argentine au titre de l'article 11.3.

Cette hypothèse sans fondement aura eu de rudes conséquences pour l'Argentine en aboutissant à la renonciation présumée de Siderca. En tout état de cause, que la détermination repose sur la renonciation ou qu'elle soit établie sur la base des critères de la liste (que ce soit dans le cadre d'un réexamen accéléré ou d'un réexamen complet), l'issue est la même – une détermination concluant à la probabilité d'un dumping.

61. **La conduite de la part du Département d'un réexamen accéléré, son application des critères de la liste et son recours aux données de fait disponibles étaient contraires à l'article 6.8 et à l'Annexe II.** Les "données de fait disponibles" ne peuvent être utilisées qu'en dernier recours, lorsque les autorités chargées de l'enquête ont affaire à des parties récalcitrantes et qui ne coopèrent pas. En conséquence, l'article 6.8 et l'Annexe II ne permettent aux autorités chargées de l'enquête d'établir des déterminations reposant sur les "données de fait disponibles" que lorsqu'une partie intéressée "refuse de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communique pas dans un délai raisonnable, ou entrave le déroulement de l'enquête de façon notable". Or, en l'espèce, Siderca avait communiqué, dans sa réponse de fond à l'avis d'engagement, tous les renseignements prescrits par le Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction. Siderca n'était donc pas une partie refusant de coopérer. Néanmoins, le Département a considéré la réponse de fond complète de Siderca comme inadéquate en se fondant sur le critère des 50 pour cent et déterminé ainsi qu'il y avait lieu de procéder à un réexamen accéléré sur la base des données de fait disponibles, conformément aux dispositions de la Loi et du Règlement. Ce faisant, le Département a agi en violation de l'article 6.8 et de l'Annexe II, parce que ces dispositions ne permettent pas d'appliquer les données de fait disponibles à une partie interrogée qui se montre toute disposée à coopérer. Pis encore, il n'y a pas eu de détermination concluant que Siderca ne coopérait pas. Au surplus, le Département a omis d'informer les parties, comme le prescrit l'article 6.9, des "faits essentiels" constituant le fondement de sa décision.

62. Quant à l'argument avancé par les États-Unis dans leur première communication suivant lequel ils n'ont eu recours aux données de fait disponibles que pour les parties intéressées argentines qui n'avaient pas répondu, c'est une affirmation que rien dans la détermination à l'extinction ne vient étayer. Cette notion de parties interrogées argentines qui n'avaient pas répondu n'est jamais directement mentionnée dans la détermination établie à l'extinction. Quand bien même ces parties auraient été mentionnées, ce n'était pas une appréciation raisonnable et objective des faits que de considérer qu'elles existaient et de subordonner ainsi les droits de l'Argentine à des conditions sans chercher à en savoir davantage.

63. **La conduite de la part du Département d'un réexamen accéléré et son recours aux données de fait disponibles étaient contraires à l'article 6.1 et 6.2.** L'Argentine a été surprise par la détermination du caractère adéquat établie par le Département et par la détermination qui en est résultée à l'effet de procéder à un réexamen accéléré sur la base des données de fait disponibles. Le seul exportateur argentin soumis à l'enquête avait déposé une réponse de fond complète et indiqué qu'il coopérerait pleinement avec le Département au réexamen. De plus, le Département savait de première main que la preuve avait déjà été faite dans le passé que les statistiques officielles étaient inexactes. Là encore, le fait de sa part de ne pas divulguer les "faits essentiels" qui constituaient le fondement de sa décision de procéder à un réexamen accéléré sur la base des données de fait disponibles était incompatible avec l'article 6.9.

64. Les États-Unis font valoir que, en limitant sa réponse de fond à quatre pages "seulement" et en ne mettant pas à profit d'autres possibilités de présenter des observations, Siderca n'avait pas tiré parti de toutes les possibilités de présenter des éléments de preuve ménagées par le Règlement sur les réexamens à l'extinction. (Première communication des États-Unis, paragraphes 228 et 229, 237) Outre sa réponse de fond à l'avis d'engagement, expliquent-ils, Siderca aurait pu présenter des observations sur la détermination du Département concernant le caractère adéquat (19 C.F.R. § 351.309(e)) et des observations pour réfuter la réponse de fond de n'importe quelle autre

partie (19 C.F.R. § 351.218(d)(4)). D'où ils concluent que le réexamen à l'extinction visant les OCTG que le Département a effectué n'était pas incompatible avec l'article 6.1 et 6.2.

65. L'argument des États-Unis ne résiste pas à l'examen, et pour plusieurs raisons. En premier lieu, contrairement à ce qu'ils affirment, Siderca n'a pas manqué de profiter de la possibilité de présenter des éléments de preuve. Comme ils le reconnaissent eux-mêmes à maintes reprises, la réponse de Siderca à l'avis d'engagement était une "réponse de fond complète", qui satisfaisait à la totalité des prescriptions réglementaires du Département. (Première communication des États-Unis, paragraphes 211, 213, 214 et 216) Ce dernier a donc reçu ce qu'il considérait comme les renseignements requis pour établir sa détermination concernant la probabilité. Ayant présenté une "réponse de fond complète" et offert son entière coopération, Siderca ne pouvait être censée savoir que quelque chose de plus était encore nécessaire pour que le Département entreprenne une évaluation de fond pour voir s'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait. En vertu de l'Annexe II, le Département était tenu d'"indiquer de manière détaillée les renseignements que [devait] fournir" Siderca.

66. Deuxièmement, en ce qui concerne la détermination du caractère adéquat établie par le Département, le Règlement prévoit que "les observations (présentées) ne peuvent pas comprendre de renseignements ou éléments de preuve factuels nouveaux (tel qu'un complément de réponse de fond à l'avis d'engagement) et sont limitées à cinq pages". (19 C.F.R. § 351.309(e)) (non souligné dans l'original) Ainsi, le Règlement interdisait à Siderca de présenter aucun élément de preuve nouveau à propos de la détermination du Département selon laquelle la réponse de Siderca était inadéquate.

67. Troisièmement, au moment où le réexamen à l'extinction visant l'Argentine a débuté, on savait parfaitement que le Département avait conçu et mis en œuvre un système qui éludait tout type de détermination sur le fond. Partant, la participation des parties étrangères interrogées était très généralement considérée comme vaine. L'analyse à laquelle l'Argentine s'est livrée pour les besoins de la présente procédure devant le Groupe spécial confirme ce que l'on percevait très généralement à l'époque: dans chaque réexamen à l'extinction auquel la branche de production nationale participait, le Département limitait son "analyse" aux critères de la liste de points à vérifier figurant dans le SAA et le Sunset Policy Bulletin et constatait la probabilité d'un dumping. En conséquence, il aurait été indifférent que Siderca ait ou non présenté des observations sur la détermination du caractère adéquat établie par le Département, présenté des observations en réfutation ou se soit vu accorder un réexamen complet. En ne prenant pas vraiment en considération tous les éléments de preuve communiqués, le Département refuse de ménager aux parties intéressées étrangères d'amples possibilités de présenter des éléments de preuve et de défendre pleinement leurs intérêts, contrairement aux obligations imposées par l'article 6.1 et 6.2. Les États-Unis ont beau protester du contraire, ils savent parfaitement que même si Siderca s'était prévalue d'autres possibilités de présenter des observations, l'issue eût été la même. Ils ne sauraient être crédibles quand ils soutiennent qu'une intervention plus active de la part de Siderca aurait brusquement infléchi le score pour le faire passer de 217/0 à 216/1.

2. Les éléments de fond qui ont servi de base à la détermination du Département concluant à la probabilité d'un dumping étaient contraires à l'article 11.3

68. Voyons maintenant les éléments de fond dont le Département a déclaré qu'ils étaient à la base de sa détermination concluant à la probabilité d'un dumping. Le Département, rappelons-le, n'a ni recueilli ni évalué de données de fait supplémentaires au moment du réexamen à l'extinction, se contentant de fonder sa décision suivant laquelle il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait sur les seules données de fait disponibles suivantes: 1) la marge de dumping de 1,36 pour cent calculée pour Siderca dans le cadre de l'enquête initiale et 2) le fait que Siderca avait cessé d'expédier des OCTG aux États-Unis. (*Voir le Mémorandum sur les questions et la décision*, page 5 (pièce n° 51 de l'Argentine).) Voilà à quoi se monte au total ce que la Communauté européenne a fort justement désigné dans sa communication en tant que tierce partie comme de "simples miettes", en

fait d'éléments de preuve présentés à l'appui de cette détermination concluant à la probabilité d'un dumping.

69. Cela ne constitue pas la "base factuelle suffisante" pour la détermination de fond et sérieuse prescrite par l'article 11.3. Pour diverses raisons, la marge de dumping de 1,36 pour cent établie dans l'enquête initiale de 1995 ne pouvait pas servir de base à la détermination du Département concluant qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait.

- Premièrement, ce taux appartenait au passé, et il n'avait aucune espèce de rapport avec la détermination prospective à faire pour pouvoir se prévaloir de l'exception prévue à l'article 11.3 et continuer d'appliquer la mesure. Les États-Unis n'ont encore jamais donné d'explication logique de ce que cette marge dit d'un dumping futur, sans parler de la probabilité d'un dumping dans l'avenir.

- Deuxièmement, dans l'enquête initiale, le Département avait calculé cette marge de 1,36 pour cent suivant la pratique consistant à ramener les marges négatives à zéro. À vrai dire, sans cette pratique, il n'y aurait pas eu la moindre marge de dumping et il n'y aurait eu aucune mesure à réexaminer.[7] L'Organe d'appel a jugé que la réduction des marges négatives à zéro est incompatible avec l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping. (*Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Linge de lit en provenance d'Inde*, paragraphe 55.) En conséquence, le Département ne saurait s'appuyer sur une marge incompatible avec les règles de l'OMC pour fonder une détermination concluant à la probabilité d'un dumping dans le cadre de l'article 11.3.

70. Pour établir dans un réexamen à l'extinction s'il est nécessaire de maintenir une mesure antidumping en vigueur, l'autorité devra faire une constatation de probabilité d'un dumping. Pour savoir s'il est probable que le dumping "subsistera" ou "se reproduira" selon l'article 11.3, l'autorité doit disposer de renseignements à jour sur le dumping.[8] En d'autres termes, il devient nécessaire de déterminer s'il existe un dumping en vue d'apprécier la probabilité de le voir subsister. Subsidiairement, il devient nécessaire de déterminer l'absence de dumping en vue d'apprécier prospectivement la probabilité de le voir se reproduire. Le recours du Département à la marge de 1,36 pour cent établie à l'occasion de l'enquête initiale ne saurait satisfaire à aucune des deux possibilités. Les États-Unis font valoir que le Département a déterminé que "le dumping avait subsisté pendant toute la durée de l'ordonnance …". (Première communication des États-Unis, paragraphe 218) Or, le Département avait annulé chacun des quatre réexamens administratifs visant Siderca prévus à la suite de l'ordonnance et ne disposait donc pas d'éléments de preuve des marges de dumping tout au long de la durée de validité de l'ordonnance. Tout ce qu'il avait était la marge vieille de cinq ans tirée de l'enquête initiale – marge de dumping aussi fine qu'une lame de rasoir, calculée suivant une pratique de réduction à zéro incompatible avec les règles de l'OMC. Il n'y avait aucun élément tendant à prouver que le dumping eût subsisté après la promulgation de l'ordonnance et, en conséquence, cette marge de dumping remontant à cinq ans ne pouvait servir de base à une détermination concluant qu'il était probable que le dumping "subsisterait".

71. De fait, surtout en l'espèce, où il a retenu la faible marge de dumping de 1,36 pour cent seulement de Siderca, le Département avait l'obligation de recueillir et d'évaluer "des éléments de preuve convaincants" pour justifier sa détermination concluant à la probabilité d'un dumping. Comme l'Organe d'appel l'a jugé dans une précédente affaire, il ne suffit pas que [les autorités] "s'appuient simplement" sur la détermination faite dans le cadre de l'enquête initiale. (*Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 88.) Cela conforte l'Argentine dans l'opinion que la situation en l'espèce est aussi injuste qu'anormale.

---

[7] *Voir*, sur ce point, les communications des Communautés européennes (paragraphes 79 à 89) et du Japon (paragraphes 22 à 28) en tant que tierces parties.

[8] Voir aussi la communication des Communautés européennes en tant que tierce partie (paragraphe 12).

72. **La marge de dumping probable de 1,36 pour cent déterminée par le Département et communiquée à la Commission était contraire aux articles 2 et 11.3**. Le Département a déterminé qu'en cas d'abrogation de l'ordonnance la marge de dumping probable serait de 1,36 pour cent. Il a communiqué cette marge à la Commission pour qu'elle l'utilise dans son réexamen à l'extinction et sa détermination concernant la probabilité d'un dommage. Du fait que ce taux de 1,36 pour cent était incompatible avec l'article 2 (parce qu'il reposait sur la pratique, elle-même incompatible avec les règles de l'OMC, consistant à ramener les marges négatives à zéro) et qu'en outre il avait été construit à l'aide de l'ajustement "pour circonstances de la vente" du Département[9], ce dernier, en déterminant que cette marge constituait la marge probable, a agi en violation des articles 11.3 et 2.

73. Les États-Unis notent que la communication par le Département à la Commission de la marge probable dans le cadre d'un réexamen à l'extinction est une construction de leur droit, et non une prescription de l'article 11.3. (*Voir* la première communication des États-Unis, paragraphe 267.) En conséquence, font-ils valoir, la communication par le Département à la Commission de la marge de 1,36 pour cent n'était pas incompatible avec l'article 11.3. Cet argument ne saurait être accepté. Dès lors qu'un Membre calcule une marge de dumping, ou s'appuie sur une marge de dumping, celle-ci doit être compatible avec les prescriptions de l'article 2. Dans le cas qui nous occupe, étant donné que les États-Unis n'ont pas fait une détermination conforme aux règles de l'OMC pour établir la probabilité de voir le dumping subsister ou se reproduire, ils étaient tenus de supprimer la mesure.

C. LE CAS DE SIDERCA ENVISAGÉ DANS LE CONTEXTE GÉNÉRAL DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 11.3 PAR LES ÉTATS-UNIS ET DE LA PRATIQUE CONSTANTE DU DÉPARTEMENT EN MATIÈRE DE RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

74. Ainsi qu'il ressort clairement de ce qui précède, la détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction était fort loin de satisfaire aux prescriptions de l'article 11.3 et aux normes de fond qui y sont incorporées. Le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine n'est pas un cas unique à cet égard. Envisagé dans le contexte de la pratique constante des États-Unis dans les réexamens à l'extinction du Département, ce qui s'est passé pour l'Argentine n'est malheureusement que trop prévisible et trop constant.

75. En premier lieu, on l'a vu, le Département a appliqué les dispositions relatives à la renonciation dans 167 réexamens à l'extinction, soit 77 pour cent du nombre total de ceux auxquels la branche de production nationale a participé. Dans tous ces cas-là, le Département a publié une constatation concluant à la probabilité de voir le dumping subsister ou se reproduire, comme il y était tenu par la Loi (voir la pièce n° 63 de l'Argentine).[10]

76. Dans la totalité des réexamens à l'extinction, auxquels une partie intéressée nationale au moins a participé, soit 217, le Département a rendu une détermination positive de probabilité. La participation de la branche de production nationale est le seul facteur décisif dans un réexamen à l'extinction conduit par le Département. Peu importe le type de procédure de réexamen à l'extinction qu'il suit, le Département ne procède pas au "réexamen" et à la "détermination" prescrits par l'article 11.3. Les résultats en sont acquis d'avance lorsque la branche de production nationale y participe. En effet, le Département a constaté que la suppression de l'ordonnance entraînerait

[9] *Voir* la première communication de l'Argentine, note de bas de page 14.

[10] *Voir, par exemple, Antifriction Bearings from Sweden*, 64 Fed. Reg. 60282, 60284 (1999) (ARG-63, Tab 6); *Ball Bearings from Singapore*, 64 Fed. Reg. 60287, 60289 (1999) (ARG-63, Tab 11); *Aspirin from Turkey*, 64 Fed. Reg. 36328, 36330 (1999) (ARG-63, Tab 14). Dans les résultats finals du réexamen à l'extinction visant les roulements antifriction en provenance de Suède, par exemple, le Département a dit: "[é]tant donné que … les parties intéressées interrogées ont renoncé à leur droit de participer au présent réexamen devant le Département, nous déterminons qu'il est probable que le dumping subsistera si les ordonnances sont abrogées". (*Antifriction Bearings from Sweden*, 64 Fed. Reg. 60282, 60284 (1999) (ARG-63, Tab 6)).

probablement la persistance du dumping même dans un cas où le producteur ne pouvait plus exporter aux États-Unis parce que son unique usine de production avait été détruite par suite d'opérations militaires et qu'en tout état de cause des sanctions commerciales empêchaient les importations aux États-Unis.[11]

77. Le respect rigide des prescriptions du SAA et du Sunset Policy Bulletin dont le Département fait preuve réduit son "analyse" de la probabilité à n'être plus qu'un examen mécanique des points suivants: 1) l'existence de marges de dumping provenant de l'enquête initiale ou des réexamens administratifs subséquents; 2) si les importations de la marchandise visée ont cessé après la promulgation de l'ordonnance et 3) si le dumping a été éliminé après l'imposition de l'ordonnance et si le volume des importations a notablement diminué.

78. "L'application constante" que le Département fait dans ses réexamens de ces critères figurant sur la liste du SAA et du Sunset Policy Bulletin démontre le caractère impératif de ces instruments. Néanmoins, les États-Unis prétendent qu'il n'y a pas de présomption irréfragable de probabilité d'un dumping dans la pratique du Département (paragraphe 172).

79. Ainsi qu'il a déjà été noté, les États-Unis n'ont pas cité une seule affaire dans laquelle la branche de production nationale ait participé à un réexamen à l'extinction du Département et où celui-ci ait déterminé que le dumping n'était pas probable.

80. Les États-Unis font valoir qu'il n'y a eu que 35 affaires ayant donné lieu à "contestation" (paragraphe 151). Là encore, leur argument passe à côté de la question.

81. Tout d'abord, cet argument est fondamentalement vicié à la base parce que la participation des parties étrangères interrogées n'entre pas en ligne de compte, étant donné les critères de la liste des points à vérifier du SAA et du SPB ainsi que la présomption qui n'a jamais été renversée dans les réexamens à l'extinction du Département lorsque la branche de production nationale y avait un intérêt.

82. Au surplus, les droits substantiels que les Membres de l'OMC tiennent de l'article 11.3 ne peuvent pas être subordonnés aux actions des exportateurs du secteur privé. L'article 11.3 impose à un Membre une obligation positive de supprimer les mesures antidumping au bout de cinq ans, à moins qu'il ne fasse certaines constatations précises en s'appuyant sur des éléments de preuve positifs. Dans le cas où une société ne coopérerait pas, les Membres seraient soumis aux disciplines de l'article 6.8 et de l'Annexe II.

83. Cela dit, et c'est plus important, même en retenant les chiffres erronés des États-Unis[12], 35 sur 35 prouvent encore le bien-fondé de l'allégation de l'Argentine. Cela reste "imbattable" comme probabilité. Qui plus est, sur le nombre, le Département a procédé à 28 réexamens à l'extinction complets. En chaque cas, il a constaté qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait à l'expiration de l'ordonnance. L'Argentine s'est libérée de la charge qui lui incombait d'établir des éléments démontrant *prima facie* que la présomption à laquelle le Département a recours dans les réexamens à l'extinction n'a jamais été renversée dans les affaires auxquelles la branche de production nationale prend part.

---

[11] *Nitrocellulose industrielle en provenance de Yougoslavie*, 64 Fed. Reg. 57852 (Dep't Comm. 1999) (Résultats finals du réexamen à l'extinction) (pièce n° 42 de l'Argentine).

[12] En tout état de cause, il y a eu en fait 43 affaires dans lesquelles la détermination concluant à la probabilité d'un dumping a été – pour reprendre le terme employé par les États-Unis – "contestée". Il ressort de la pièce n° 63 de l'Argentine que la réponse des parties intéressées étrangères a été jugée adéquate dans 28 cas et inadéquate (d'après la tentative d'une partie étrangère de participer) dans 17 cas. Ainsi, les parties intéressées étrangères ont essayé de participer à 45 réexamens à l'extinction effectués par le Département. Dans deux de ces cas, cependant, la branche de production nationale s'est retirée de la procédure. Cela fait que les parties étrangères et nationales "ont contesté" la détermination de la probabilité dans 43 réexamens à l'extinction.

84. **Au-dessous du fouillis.** On peut facilement se perdre dans les règles de procédure du droit des États-Unis. Et cependant, du point de vue des résultats, le cadre ne compte pas. À travers les dispositions relatives à la renonciation ou l'application des critères de la liste des points à vérifier (qu'il s'agisse d'un réexamen accéléré ou d'un réexamen complet), le Département établit une détermination concluant qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. **En fin de compte, il n'y a qu'une seule variable qui compte dans tout le régime régissant aux États-Unis les réexamens à l'extinction du Département, c'est le fait que la branche de production nationale participe ou non au réexamen en question.** Dans les 217 réexamens à l'extinction au total (dont celui qui visait l'Argentine) auxquels une partie intéressée nationale au moins a participé, le Département a arrêté une détermination positive de probabilité.

85. Que la participation de la branche de production nationale soit le seul facteur déterminant dans un réexamen à l'extinction du Département démontre que – malgré la Loi, les règlements et l'examen des arguments des parties auquel il est censé procéder – le Département ne se livre pas vraiment à une analyse sérieuse sur la base d'éléments de preuve adéquats pour voir s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira à l'expiration de l'ordonnance. Quel que soit le type de procédure de réexamen considéré, le Département ne fait ni le "réexamen" ni la "détermination" prescrits par l'article 11.3 et les dispositions de fond de l'Accord antidumping.

IV. LE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION EFFECTUÉ PAR LA COMMISSION

86. Nous en venons à présent, M. le Président, au volet de l'affaire qui fait intervenir le dommage. Rappelons que dommage est un terme commun dans la mise en œuvre de l'article VI du GATT. Le dommage conserve ce sens essentiel à l'article 11 de l'Accord antidumping. À l'article 11.3, le dommage est la condition préalable fondamentale du maintien en vigueur de l'ordonnance. En d'autres termes, un Membre est tenu de constater une probabilité de voir le dommage subsister ou se reproduire avant de pouvoir maintenir une mesure au-delà de cinq ans.

87. L'article 11.3 prescrit une constatation de probabilité du dommage qui repose sur un examen objectif d'éléments de preuve positifs, et il ne peut pas être satisfait à cette obligation de l'article 11.3 par la constatation d'une possibilité, parmi plusieurs autres, de voir le dommage se reproduire mais qui n'atteint pas le point où elle serait "probable" ("likely"). C'est précisément ce qui s'est passé en l'espèce.

A. LA COMMISSION N'APPLIQUE GÉNÉRALEMENT PAS LE CRITÈRE "PROBABLE" ("LIKELY") PRESCRIT PAR L'ARTICLE 11.3

88. Considérons tout d'abord le critère "probable" ("likely").

89. Tout d'abord, l'Argentine estime que les États-Unis ne devraient pas s'étonner de voir leurs partenaires commerciaux attaquer l'interprétation que la Commission donne du mot "likely" ou la manière dont elle met à exécution cet aspect de l'obligation prévue à l'article 11.3. La Commission a été critiquée et elle a été attaquée en justice aux États-Unis pour son interprétation erronée du terme "likely". Le critère "likely" de la Commission a été à plusieurs reprises contesté devant les tribunaux nationaux, qui se sont montrés cohérents dans leurs décisions; ils n'ont pas une seule fois jugé que la détermination initiale de la Commission à l'issue du réexamen à l'extinction faisait une application correcte d'un critère "likely".

90. La thèse que les États-Unis défendent à présent devant le Groupe spécial est que la Commission a appliqué un critère approprié dans la détermination à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine. Ils soutiennent que la Commission applique le bon critère, en notant que la législation des États-Unis emploie le même terme – "likely" – que celui qui apparaît à l'article 11.3 (paragraphe 282). Ils affirment qu'"il est faux de conclure que "likely" peut seulement vouloir dire

"probable"", et ils citent des définitions secondaires du terme "likely" qui paraissent dénoter un degré de certitude qui est moins que "probable" mais plus que "possible". (Première communication des États-Unis, paragraphe 282, note 300) En outre, la Commission a fait valoir devant les tribunaux des États-Unis que le terme "likely" n'a pas son sens ordinaire de probable et que "le terme "likely" exprime une notion qui se situe entre "probable" et "possible" sur une échelle de certitude relative".[13]

91. L'Argentine reconnaît que la Loi des États-Unis emploie le même terme "likely" que l'Accord antidumping. Mais là s'arrêtent les ressemblances. L'application aux faits de la cause du critère "probable" démontre la violation des articles 3 et 11.3. L'Argentine reviendra plus loin sur l'application qui a été faite de ce critère aux faits de la cause en l'espèce.

92. Cela dit, en ce qui concerne ledit critère lui-même, il faut bien voir que les États-Unis ont à nouveau changé de position quant au sens du terme anglais "likely". Dans les affaires *Acier en provenance d'Allemagne* et *DRAM en provenance de Corée*, ils ont admis que "likely" signifie "probable". Les distinctions de sens qu'ils essaient à présent de tracer entre les termes "likely" et "probable" ne cadrent pas avec la position qu'ils ont prise à l'OMC et ne sont pas défendables.

93. Les États-Unis s'efforcent de minimiser ces changements de position dans les réexamens à l'extinction, devant leurs tribunaux internes et à l'OMC. C'est le cas surtout en ce qui concerne le seul des litiges portés devant les tribunaux qui ait achevé la première étape du contrôle judiciaire et où les États-Unis soutiennent que le juge a finalement approuvé la détermination à l'extinction de la Commission et que le résultat n'était pas différent de la détermination initiale. Mais cet argument passe à côté de l'essentiel. Cette acceptation de la constatation de la Commission n'a été possible qu'après que le juge eut insisté sur le fait que le terme "likely" signifie "probable" et que la Commission eut dû modifier son analyse afin d'appliquer un critère "likely", ou "probable". Loin de jouer en faveur de la position des États-Unis, la confirmation de la détermination sur renvoi ne fait que souligner que la Commission avait appliqué le mauvais critère et que le résultat n'a pu être confirmé qu'après que la Commission eut corrigé sa décision.

B. L'ARTICLE 3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING S'APPLIQUE AUX RÉEXAMENS AU TITRE DE L'ARTICLE 11.3

94. Après ce rappel du contexte, nous passons à la question de ce qui doit être "probable". Pour l'Argentine comme pour les autres partenaires commerciaux intervenant dans la présente procédure, la réponse est claire: la réponse est le "dommage", qui ne peut être que tel qu'il est défini aux termes de l'Accord antidumping. Pour les États-Unis, la question n'est pas si claire, et le dommage de l'article 11.3 a un sens tout à fait singulier, qui est différent de celui du dommage défini à l'article 3.

95. L'article 3 définit le terme "dommage" tel qu'il est employé tout au long de l'Accord antidumping. Par conséquent, la détermination d'une autorité établie dans le cadre de l'article 11.3 sur le point de savoir s'il est probable que le "dommage" subsistera ou se reproduira doit satisfaire aux prescriptions de l'article 3.

96. La note de bas de page 9 dit ceci: "Pour les besoins du présent Accord, le terme "dommage" s'entendra, sauf indication contraire, d'un dommage important causé à une branche de production nationale, d'une menace de dommage important pour une branche de production nationale ou d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale; il sera interprété conformément aux dispositions de cet article." L'Organe d'appel a eu recours à l'équivalent SMC de cette note même pour montrer par un exemple comment la notion de dommage s'applique tout au long

[13] *Voir Usinor Industeel, S.A. v. United States*, n° 01-00006, op. non codifiée 02-152, pages 4 à 6 (CIT, 20 décembre 2002) (pièce n° 16 de l'Argentine); *Nippon Steel Corp. v. United States*, n° 01-00103, op. non codifiée 02-153, pages 6 et 7 (CIT, 24 décembre 2002).

de l'Accord, y compris dans les réexamens à l'extinction. (*Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 69, note 59.)

97. L'argument des États-Unis suivant lequel la note de bas de page 9 est un simple "procédé rédactionnel", destiné à éviter d'avoir à définir chacune des trois formes distinctes de dommage tout au long de l'Accord, n'est pas convaincant. Le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *DRAM en provenance de Corée* a noté "qu'en vertu de la note 9 de l'Accord [antidumping] le terme "dommage", à l'article 11.2, "sera interprété conformément aux dispositions de l'article 3"". (Rapport du Groupe spécial *DRAM en provenance de Corée*, paragraphe 6.59, note 501; *voir aussi* rapport du Groupe spécial *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 7.99.) Les États-Unis n'ont pas donné de raisons pour lesquelles le dommage aux fins de l'article 11.2 devrait être traité différemment du dommage aux fins de l'article 11.3.

98. Ils ne cherchent pas non plus à expliquer comment le dommage de l'article 11.1 pourrait bien être différent du dommage de l'article 3. Aux termes de l'article 11.1, "[l]es droits antidumping ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage". Rien ne donne à penser que les rédacteurs de l'Accord aient eu à l'esprit, à l'article 11.1, quoi que ce soit d'autre que le dommage défini à l'article 3 et précisé par la note de bas de page 9. Et il ne peut faire aucun doute que les principes primordiaux de l'article 11.1 fournissent le contexte immédiat de l'article 11.3. Les États-Unis sont-ils en train de dire que le dommage aux fins de l'article 11.3 est différent du dommage dont il est question à l'article 11.1?

99. Dans le rapport DS244 (autre affaire faisant intervenir l'article 11.3), le Groupe spécial avait déclaré ceci:

> "... Le terme "dommage", tel qu'il apparaît tout au long de l'*Accord antidumping* – y compris l'article 11 – doit être interprété conformément à cette note de bas de page, sauf indication contraire. Cela semblerait étayer l'opinion selon laquelle les dispositions de l'article 3 concernant le dommage peuvent être généralement applicables tout au long de l'*Accord antidumping* et ne sont pas d'application limitée aux enquêtes. L'article 11 ne semble pas donner d'indications contraires explicites concernant les réexamens à l'extinction."

100. On comprendrait mal, et il serait contraire à toute logique, que des négociateurs qui ont mis tant de soin à choisir leurs mots tout au long de l'Accord aillent définir un terme avec une telle précision dans la note de bas de page 9, préciser qu'il s'applique tout au long de l'Accord, puis changer le sens de ce terme à l'article 11.3 sans le dire clairement.

101. Les États-Unis soulèvent aussi la question de la distinction entre la "détermination de l'existence d'un dommage" dans une enquête initiale et une "détermination de la probabilité de voir le dommage subsister ou se reproduire" dans un réexamen à l'extinction. Pour eux, les rédacteurs de l'Accord songeaient à une sorte de dommage différente à l'article 11.3. Là encore, ce qui manque dans leur argument c'est une référence à l'article 11.1, lequel pose le principe général primordial limitant la durée d'un droit antidumping et reliant cette durée au même dommage qui était prescrit pour pouvoir instituer ce droit. L'article 11.3 ne fait rien de plus que de mettre en œuvre le principe de l'article 11.1 dans le contexte spécifique d'un réexamen au bout de cinq ans, et rien n'indique que les rédacteurs aient songé ou que les Membres aient accepté un concept de dommage différent.

102. Ainsi, la détermination établie par une autorité dans le cadre de l'article 11.3 sur le point de savoir s'il est probable que le "dommage" subsistera ou se reproduira doit obligatoirement satisfaire aux prescriptions de l'article 3. L'article 3.1 exige que cette "détermination repose sur "des éléments de preuve positifs" et "un examen objectif" du volume probable des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet probable de ces importations sur les prix des produits similaires sur le marché

intérieur ainsi que de l'incidence probable desdites importations sur les producteurs nationaux de ces produits. Les paragraphes 4, 5, 7 et 8 de l'article 3 imposent des obligations supplémentaires, relatives à l'examen de certains facteurs et indices économiques qui influent sur la situation de la branche de production nationale, au lien de causalité et aux règles spéciales applicables à toute détermination d'un dommage futur.

103. Pour résumer, l'Argentine considère la question en jeu comme l'un des désaccords fondamentaux entre les États-Unis et les autres Membres de l'OMC intervenant dans la procédure en cours. Le "dommage", tel que ce mot est employé à l'article 11.3, a-t-il un sens différent de celui du "dommage" tel qu'il est défini dans la note de bas de page 9 de l'Accord, et les critères de fond et de forme énoncés à l'article 3 pour évaluer le dommage s'appliquent-ils aux déterminations établies au titre de l'article 11.3? Selon l'Accord, la réponse claire à ces deux questions est "oui". Au surplus, ce n'est pas là seulement l'avis de l'Argentine – les tierces parties sont également d'accord pour considérer que cette interprétation est dictée par l'Accord.

C. LE RECOURS DE LA COMMISSION À UNE ANALYSE "CUMULATIVE" DU DOMMAGE, DANS LE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION DE LA MESURE VISANT LES OCTG ARGENTINS SOUS FORME DE DROITS ANTIDUMPING, ÉTAIT INCOMPATIBLE AVEC LES ARTICLES 11.3 ET 3.3

104. L'article 11.3 ne permet pas le cumul. Une analyse cumulative du dommage dans le cadre de l'article 11.3 exigerait une évaluation des effets probables conjugués de la suppression de multiples mesures antidumping. Or, l'article 11.3 ne porte que sur les mesures antidumping prises individuellement. C'est ce qui ressort clairement de l'analyse du texte comme de l'objet et du but de cette disposition.

105. Aux termes mêmes de l'article 11.3, celui-ci s'applique à "tout droit antidumping définitif" et exige que "le droit [soit] supprimé". Chaque fois qu'ils mentionnent le terme, les rédacteurs ont choisi le singulier et évité le pluriel. De plus, le contexte de l'article 11.3 en renforce le texte, qui interdit clairement le cumul. L'article 11.3 est une disposition d'application de l'article 11. L'article 11.1, disposition qui sert de cadre à l'article 11.3, dit bien qu'un droit antidumping ne restera "en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage". Là encore, les rédacteurs ont employé le singulier ["[a]n anti-dumping duty" dans la version anglaise]. Ainsi, à première vue et interprété dans son contexte, l'article 11.3 ne permet pas d'analyse cumulative des effets dommageables probables d'ordonnances antidumping multiples.

106. Par l'article 3.3, l'Accord antidumping limite le recours à une analyse cumulative du dommage aux "enquêtes", et encore seulement lorsque certaines conditions sont remplies. Le fait que l'article 3.3 prévoit, en le subordonnant à des conditions, le recours au cumul dans les "enquêtes" mais non dans les "réexamens", indique qu'une analyse cumulative du dommage n'est pas permise dans les déterminations de la probabilité d'un dommage faites dans le cadre des réexamens de l'article 11.3. On comprend mal pourquoi une restriction textuelle n'autorisant le cumul que dans les enquêtes devrait s'interpréter différemment de la notion *de minimis* qui, dans l'interprétation qu'en donne l'Organe d'appel, ne s'applique qu'aux enquêtes.[14] De fait, les États-Unis ont épousé le raisonnement de l'Organe d'appel sur ce point.

107. La violation par les États-Unis de l'article 11.3 est encore plus patente lorsque l'on considère à quel point le cumul a porté atteinte en l'espèce aux droits que l'Argentine tient de l'article 11.3. Comme chaque Membre de l'OMC, l'Argentine a négocié le droit de voir une mesure antidumping affectant ses exportations être supprimée au bout de cinq ans, à moins qu'il ne soit probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait si elle l'était. Et cependant, les États-Unis n'ont jamais fait pareille constatation en l'espèce. La Commission n'a jamais analysé l'effet d'une suppression de la mesure antidumping visant les OCTG argentins. Au lieu de cela, la Commission a procédé à une

[14] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphes 68 et 69, 91 et 92.

évaluation cumulative, qui fondamentalement subordonnait le droit de l'Argentine au titre de l'article 11.3 aux actes d'exportateurs d'autres Membres de l'OMC et à l'interprétation qu'en donnait la Commission. Rien dans le texte de l'article 11.3 ni dans l'objet et le but de cette disposition ne permet d'avancer que le droit de l'Argentine à la suppression de la mesure antidumping était censé être subordonné à des conditions de la sorte. Au contraire, l'Argentine a le droit de tabler sur cette suppression, à moins qu'il ne soit constaté, sur la base d'éléments de preuve positifs, qu'il est probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait si la mesure antidumping visant les OCTG en provenance d'Argentine (et non pas toutes les mesures antidumping visant les OCTG en provenance d'autres pays) était supprimée.

108. Enfin, à supposer, pour les besoins du raisonnement, que les articles 3.3 et 11.3 n'excluent pas le cumul dans les réexamens au titre de l'article 11.3, il faut que les termes de l'article 3.3 soient appliqués à toute analyse cumulative de ce genre dans un réexamen à l'extinction. De fait, l'application soit des prescriptions *de minimis*, soit des prescriptions relatives au caractère négligeable (qui les unes comme les autres doivent être respectées) aurait empêché le cumul dans la détermination à l'extinction visant les OCTG argentins faite par la Commission. Pour réfuter l'argument subsidiaire de l'Argentine, les États-Unis s'appuient sur l'hypothèse que l'article 3 ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction dans le cadre de l'article 11.3. Comme l'Argentine l'a noté, la note de bas de page 9 prévoit que le "dommage", dans le cadre de l'Accord antidumping, "sera interprété conformément aux dispositions de [l']article [3]".

109. Le recours par la Commission à une analyse du dommage cumulé dans son réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine était incompatible avec l'article 11.3 aussi parce qu'il l'empêchait d'appliquer le bon critère "probable". Pour parvenir à sa décision de cumul en l'espèce, la Commission a examiné si les importations en provenance de chaque source visée avaient une quelconque incidence défavorable perceptible possible sur la branche de production nationale. (*Détermination de la Commission à l'extinction*, pages 6 et 10 à 16) La Commission a tenu compte des importations en provenance d'Argentine dans son analyse du dommage cumulé parce qu'elle n'a pas constaté que les importations en provenance d'Argentine n'auraient pas d'incidence défavorable perceptible sur la branche de production nationale. En d'autres termes, la Commission a cumulé les importations en provenance d'Argentine en s'appuyant sur la constatation qu'il était possible que ces importations aient une incidence défavorable sur la branche de production nationale. Ce critère très bas, prenant la forme d'une double négation, va directement à l'encontre du critère "probable" établi par l'article 11.3. Les États-Unis ne répliquent pas à cet argument.

110. Ce recours à une formulation faisant appel à une double négation est contraire à la décision du Groupe spécial de l'affaire *DRAM en provenance de Corée*. "Pas improbable" ne fixe pas le même critère que "probable". Pis encore, "pas" d'incidence défavorable perceptible établit un critère qui est directement contraire à un critère "probable". Suivant cette formulation, la constatation de la moindre incidence perceptible entraîne le cumul, lequel, ainsi qu'on le voit en l'espèce, peut aboutir à une constatation de dommage "probable", sans égard à aucun "élément de preuve positif" ayant trait aux importations probables en provenance de différents pays.

111. L'application que la Commission fait pour le cumul d'un critère de "possibilité" est aussi en contradiction avec le raisonnement de l'Organe d'appel dans l'affaire *Acier en provenance d'Allemagne*, ainsi qu'avec les conditions de preuve prescrites par l'article 3.1 de l'Accord antidumping. (*Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 81 (où il est dit qu'"[i]l est *peu probable* qu'on puisse démontrer que des niveaux très faibles de subventionnement *causent* un dommage "important"" et que "[l]orsque le niveau de subventionnement au moment du réexamen est très faible, il doit y avoir des éléments de preuve convaincants montrant que l'abrogation du droit entraînerait néanmoins un dommage pour la branche de production nationale").) Pareille affirmation n'a de sens que si l'on présume que le cumul n'est pas possible dans le cadre de l'article 11.3.

112. De même que le fait de ne pas avoir appliqué le bon critère "probable" au titre de l'article 11.3, la décision de la Commission de se livrer à une analyse cumulative du dommage démontre qu'elle n'a pas appuyé sur une base factuelle suffisante sa détermination concluant à la probabilité que le dommage subsisterait ou se reproduirait lorsque l'ordonnance visant les OCTG en provenance d'Argentine serait supprimée. On ne peut sérieusement soutenir qu'il aurait été possible d'établir une détermination positive de la probabilité d'un dommage dans le cas de l'Argentine sans la décision de cumuler les importations en provenance de plusieurs pays.

D. LES PRINCIPALES CONSTATATIONS DE LA COMMISSION DÉMONTRENT QU'ELLE N'A PAS APPLIQUÉ LE CRITÈRE "PROBABLE"

113. Pour déterminer si la Commission a satisfait aux critères de l'article 11.3, il faut que le Groupe spécial examine si les faits ont été dûment établis et si l'évaluation des faits a été objective.

114. Récemment, dans l'appel du rapport du groupe spécial de la mise en conformité en l'affaire *Linge de lit*, l'Organe d'appel a donné des indications supplémentaires sur le critère applicable dans le cadre de l'article 17.6 i):

> Dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*, nous avons dit que "bien que le texte de l'article 17.6 i) soit libellé d'une manière telle qu'il crée une obligation pour les *groupes spéciaux* …, cette disposition, en même temps, définit en fait les cas dans lesquels les *autorités chargées de l'enquête* peuvent être considérées comme ayant agi d'une façon incompatible avec l'Accord antidumping". Nous avons en outre expliqué que le texte de l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping, de même que celui de l'article 11 du Mémorandum d'accord, "exige des groupes spéciaux qu'ils "évaluent" les faits et … cela nécessite clairement une étude ou un examen actif des faits pertinents".[15]

115. Pour ce faire, le Groupe spécial devra examiner en détail les communications écrites des parties. Nous ne rapporterons pas ici la totalité de ces éléments de preuve.

116. Par contre, nous nous attacherons aux constatations concernant le volume des importations qui figurent dans la détermination de la Commission, parce qu'elles entraînent apparemment la conclusion générale de la Commission et parce que l'analyse que celle-ci a faite du "volume probable" est le meilleur exemple de ce que l'Argentine considère comme le problème que pose cette analyse – à savoir qu'elle repose sur des facteurs isolés qui indiquaient que certaines issues étaient possibles, au lieu d'être fondée sur des éléments de preuve positifs de la probabilité de voir certains événements continuer ou se reproduire.

117. La Commission a conclu "qu'il [était] probable que le volume des importations visées augmentera[it] notablement en cas d'abrogation". (*Voir la Détermination de la Commission à l'extinction*, pages 19 et 20 (pièce n° 54 de l'Argentine).) Elle a abouti à cette conclusion nonobstant le fait qu'elle avait admis que, chez les producteurs visés, "les taux d'utilisation des capacités représent[ai]ent une contrainte potentiellement importante limitant [leur] aptitude à accroître leurs expéditions de tubes de cuvelage et de production aux États-Unis". (*Id.*) Malgré l'existence de ces contraintes pesant sur les capacités, la Commission a déterminé qu'il y avait pour les producteurs visés "des incitations à consacrer davantage de leurs capacités de production à la fabrication et à l'expédition vers le marché des États-Unis de plus grandes quantités de tubes de cuvelage et de production". (*Id.*) La Commission a fondé sa conclusion qu'il existait des "incitations" pour les producteurs visés à augmenter leurs expéditions d'OCTG vers les États-Unis, en l'absence des mesures antidumping, sur cinq constatations. Examinons chacune d'entre elles.

---

[15] Rapport de l'Organe d'appel, Recours à l'article 21:5, *Linge de lit en provenance d'Inde*, paragraphe 163.

118. Une fois de plus, l'Argentine a établi un graphique récapitulatif (tableau 3) pour faciliter la consultation. Ce graphique résume chacune des cinq "incitations" citées par la Commission et explique pourquoi elles ne peuvent pas l'emporter sur les éléments de preuve positifs d'une limitation des capacités et ne peuvent pas non plus étayer une constatation de probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira.

119. En premier lieu, la Commission a constaté que, "vu sa vocation mondiale, Tenaris serait probablement fortement incitée à avoir une présence importante sur le marché des États-Unis, y compris pour répondre à la demande d'OCTG de sa clientèle mondiale sur ce marché". (*Id.*, page 19).

- En ce qui concerne Tenaris, la Commission ne considère que "la moitié" de l'histoire. En effet, certaines des sociétés formant l'alliance dite Tenaris n'étaient pas visées par les ordonnances antidumping réexaminées. Ainsi, les sociétés qui, elles, y étaient assujetties n'avaient rien pour les inciter à expédier de la marchandise, étant donné l'existence de Membres de l'alliance qui n'étaient pas soumis à l'ordonnance. Au surplus, d'autres sociétés de l'alliance Tenaris, comme Algoma, n'étaient pas assujetties à une ordonnance et n'exportaient pas aux États-Unis.

- La Commission a qualifié Tenaris de "fournisseur d'OCTG et de services connexes dominant dans toutes les grandes régions de forage pétrolier et gazier du monde, sauf les États-Unis". (*Id.*)

- Siderca a fait état d'éléments de preuve positifs indiquant que la production des producteurs visés était réservée dans le cadre de contrats à long terme et qu'elle-même et les sociétés affiliées vendaient essentiellement à des utilisateurs finals. (P. V. d'audition, page 5 (déposition de la société allemande Cura))

- Et cependant, la Commission a conclu que les sociétés désignées sous le nom de Tenaris agiraient suivant cette incitation en expédiant des OCTG aux États-Unis, apparemment sans souci des engagements à long terme pris par Siderca et les autres producteurs affiliés. Les États-Unis ajoutent dans leur communication écrite que "bon nombre de ces contrats avaient été conclus avec les utilisateurs finals mêmes qui étaient les plus désireux de voir les importations visées entrer sur le marché des États-Unis". (Première communication des États-Unis, paragraphe 328)

- En formulant cette assertion, les États-Unis ignorent les éléments de preuve versés au dossier qui indiquent que Tenaris, fournisseur dominant sur le marché mondial, était lié par des contrats pour ce marché avec des sociétés qui ne représentaient "que 12 à 14 pour cent du marché des plates-formes pétrolières et gazières des États-Unis". (*Détermination de la Commission à l'extinction*, page 19, note 124) En outre, les États-Unis affirment que "les dépositions faites à l'audition indiquaient que les clients qui achetaient déjà des OCTG fabriqués par les producteurs visés importeraient immédiatement le produit visé si les ordonnances étaient abrogées". (*Id.*) Et pourtant, à l'appui de cette assertion, les États-Unis n'ont pu indiquer qu'une déclaration rapportant qu'un client avait exprimé ce désir. (*Id.* (citant le P. V. d'audition page 58) (M. Ketchum, Red Man Pipe and Supply) (pièce n° 20 des États-Unis).)

- En concluant que Tenaris était fortement incitée à expédier des OCTG aux États-Unis, la Commission a omis de citer des éléments de preuve positifs de ce que cette prétendue "incitation" justifierait la rupture de contrats à long terme et l'abandon d'une clientèle de longue date, qui était attestée par des éléments de preuve positifs. On ne devient pas un fournisseur "dominant" (l'Argentine préfère "de premier plan") en rompant des contrats à long terme, c'est une question de bon sens.

- La constatation de la Commission suivant laquelle Tenaris était fortement incitée à expédier des OCTG vers le marché des États-Unis se fondait donc sur une simple possibilité, et non sur des éléments de preuve positifs indiquant que ces expéditions étaient probables.

120. Deuxièmement, la Commission a constaté que, comme "les tubes de production et de cuvelage figuraient parmi les tubes et tuyaux dont la valeur était la plus élevée …, les producteurs avaient généralement avantage, lorsque c'était possible, à se consacrer à la production de ces produits au détriment d'autres tubes et tuyaux qui étaient fabriqués sur les mêmes chaînes de production". (*Id.*)

- À première vue, cette affirmation est une hypothèse générale plus qu'un élément de preuve positif. Déclarer que "les producteurs ont généralement avantage" n'est pas suffisant pour aider à établir que quelque chose va probablement se produire.

- De plus, cela contredit une fois de plus l'idée – qui repose sur les éléments de preuve positifs rassemblés au cours du réexamen – qu'une société négligerait ses contrats à long terme pour réorienter sa production.

- Cette déclaration de la Commission ignore aussi le fait que Siderca (et même Tenaris) s'était assuré la position de fournisseur dominant sur le marché mondial sans le marché des États-Unis. Cela donne à penser que cette société avait élaboré une stratégie qui ne s'appuyait pas sur le marché des États-Unis et qu'elle n'était en fait pas mue par ces prétendues "incitations générales".

- Pour résumer, il est évident que la prétendue incitation à réorienter la production ne repose aucunement sur des éléments de preuve positifs, mais seulement sur des conjectures et spéculations.

121. Troisièmement, la Commission a constaté que "les prix des tubes de production et de cuvelage sur le marché mondial [étaient] très sensiblement moins élevés que les prix pratiqués aux États-Unis" et que cet écart de prix "incitait les producteurs visés à chercher à accroître leurs ventes de tubes de cuvelage et de production aux États-Unis". (*Id*. pages 19 et 20)

- La Commission s'est appuyée sur des éléments de preuve invérifiables pour tâcher de discerner les prix dits internationaux.

- Il y a, comme la Commission l'admet, des éléments de preuve contradictoires en ce qui concerne l'ampleur de l'écart de prix.

- En outre, ces éléments de preuve invérifiables et contestés avaient trait à l'écart de prix supposé et n'avaient aucun rapport avec l'hypothèse sur laquelle la Commission s'est appuyée en dernière analyse – à savoir que le producteur argentin réagirait à cette incitation malgré ses contrats à long terme et le fait qu'il vendait à des utilisateurs finals.

- Nonobstant les remarques qui précèdent, la Commission fait siens les éléments de preuve communiqués par la branche de production nationale et une fois de plus accepte ce que l'on peut qualifier d'hypothèse générale suivant laquelle les exportateurs expédieront de la marchandise vers le marché des États-Unis en quantités suffisantes pour causer un dommage.

- Même si l'on admet pour les besoins du raisonnement qu'il pouvait y avoir au dossier des éléments de preuve concurrents sur ce point, ceux sur lesquels s'est finalement appuyée la Commission n'établissent pas de probabilité de voir de quelconques exportateurs agir dans le sens de cette incitation générale.

122. Quatrièmement, la Commission a constaté que "les producteurs des pays visés se heurt[ai]ent aussi à des obstacles à l'importation dans d'autres pays, ou relativement à des produits connexes". (*Id.*, page 20)

- En ce qui concerne les obstacles au commerce sur les marchés de pays tiers, la Commission n'a pu signaler qu'une seule ordonnance en vigueur pour la marchandise visée, une ordonnance antidumping instituée au Canada contre les importations en provenance de Corée. (*Id.*, page 20) Cela ne constitue guère les "éléments de preuve positifs" prescrits à l'appui d'une conclusion d'augmentation probable des exportations entrant sur le marché des États-Unis.

- En outre, l'hypothèse fondamentale à laquelle la Commission s'en remet pour faire état de l'existence d'autres ordonnances antidumping est la prétendue incitation à réorienter la production. Cette hypothèse, on l'a vu, ne reposait sur aucun élément de preuve d'une telle réorientation, elle ignorait ceux qui indiquaient que cette réorientation ne se produirait pas et, finalement, elle se réduisait à des conjectures et des spéculations.

123. Enfin, la Commission a conclu que les branches de production des pays visés étaient "tributaires de l'exportation pour la majeure partie de leurs ventes". À partir de là, elle a classé ces producteurs dans la catégorie "tournés vers l'exportation". D'où elle a tiré l'affirmation que "le fait qu'elles sont tournées vers l'exportation indique que les branches de production des pays visés tâcheraient de revenir sur le marché des États-Unis en quantités importantes, comme elles l'avaient fait dans l'enquête initiale". Cette affirmation mérite une analyse. En substance, de l'observation que certaines sociétés ont réussi à l'exportation, la Commission tire la conclusion que ces sociétés vont: 1) accroître leurs exportations vers le marché des États-Unis, 2) en quantités importantes et 3) dans la même proportion qu'en 1994-95. Tel est le fondement de ce que la Commission nomme incitation. L'Argentine considère que c'est là une pure conjecture, reposant sur plusieurs spéculations superposées qui n'atteignent même pas un niveau proche du critère prescrit par l'article 11.3.

124. Il faut au surplus relever que, dans le cadre de son analyse des prétendues "incitations", la Commission n'a jamais examiné comment ces incitations joueraient à l'égard des producteurs et des exportateurs en Argentine. L'Argentine a du mal à accepter que son droit à la suppression de la mesure prévu à l'article 11.3 puisse être entièrement écarté sans un examen axé sur les producteurs argentins et les exportations argentines d'OCTG.

125. L'Argentine rappelle en outre que ces cinq facteurs étaient au cœur de la détermination de la Commission quand elle a constaté que le volume des importations augmenterait probablement. Finalement, qu'a fait la Commission? Elle a déterminé que "l'aptitude à atteindre des niveaux élevés d'utilisation globale des capacités est subordonnée à de hauts niveaux de production de tubes de cuvelage et de production … les taux d'utilisation des capacités représentent une contrainte

potentiellement importante limitant l'aptitude de ces producteurs visés à accroître leurs expéditions de tubes de cuvelage et de production aux États-Unis". La conclusion qui découle naturellement de ces éléments de preuve positifs est qu'il ne devrait pas y avoir d'accroissement en volume des importations. Or, à la place, la Commission a inventé des "incitations", fondées sur des conjectures et des spéculations, et les a ensuite substituées aux éléments de preuve positifs de l'existence de limitations des capacités pour en venir à bout.

126. On retrouve les mêmes défauts dans l'analyse des prix et l'analyse de l'incidence faites par la Commission. L'Argentine invite le Groupe spécial à ne pas l'oublier lorsqu'il examinera la détermination de la Commission pour apprécier si celle-ci a satisfait au critère "probable" de l'article 11.3.

V. COMMENTAIRE DE LA DEMANDE DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

127. Avant de conclure, M. le Président, l'Argentine aimerait évoquer maintenant brièvement la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis.

128. La communication de l'Argentine datée du 4 décembre répond entièrement aux allégations formulées par les États-Unis dans leur demande de décisions préliminaires. Toutefois, l'Argentine mettra ici brièvement en lumière certains des précédents de la jurisprudence de l'OMC qui devraient guider le Groupe spécial pour apprécier l'interprétation qu'elle donne de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Cette communication répond précisément aux trois catégories d'allégations avancées par les États-Unis: i) les allégations de la "Page Quatre"; ii) les allégations au titre de la section B.1, B.2 et B.3; et iii) "certaines questions" dont les États-Unis affirment qu'elles ne figuraient pas dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine.

129. L'Argentine rappelle tout d'abord les principes généraux énoncés par l'Organe d'appel:

- le mandat contribue à réaliser, du point de vue de la régularité de la procédure, l'objectif de notification à la partie défenderesse et aux tierces parties de la nature des arguments du plaignant. Toute constatation de violation de l'article 6:2 équivaut à une constatation de violation des droits à une procédure régulière[16];

- le respect des prescriptions de l'article 6:2 doit être déterminé par l'examen de la demande d'établissement dans son ensemble, et non pas simplement sur la base de portions isolées[17]; et

- le respect des prescriptions doit être apprécié à la lumière des "circonstances entourant l'affaire", y compris le préjudice effectif causé au défendeur au cours de la procédure du groupe spécial.[18]

130. En premier lieu, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine doit être lue dans son ensemble. En formulant leur exception préliminaire, les États-Unis renversent le principe de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. En effet, au lieu de lire la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine dans son ensemble, ils la divisent artificiellement, en analysant le passage ainsi isolé, puis prétendent que dans ce contexte ils ne peuvent pas discerner les allégations particulières de l'Argentine. La position des États-Unis est indéfendable. Si l'on examine cette demande d'établissement d'un groupe spécial dans son ensemble,

[16] Rapport de l'Organe d'appel *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 126.
[17] *Id.*, paragraphe 127.
[18] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 127.

on voit fort bien quelles sont les violations alléguées par l'Argentine. De fait, l'Argentine a énoncé avec précision les incompatibilités avec les règles de l'OMC.

131. Deuxièmement, les États-Unis n'ont pas démontré, comme la charge leur en incombait, qu'ils aient subi un préjudice effectif au cours de la procédure du Groupe spécial (qui vient juste de commencer). C'est là un vice décisif de leur plainte. Il se confirme à l'examen de leur première communication que les "droits à une procédure régulière" des États-Unis n'ont nullement été atteints. Ils ont fourni une argumentation détaillée (bien qu'elle ne soit pas convaincante) sur la série complète des allégations, ce qui démontre clairement qu'ils sont parfaitement au fait des allégations de l'Argentine et y ont répondu sur le fond. Il est à noter aussi que les groupes spéciaux qui ont précédemment examiné la question du "préjudice" au regard de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord se sont aussi demandé, voyant là un facteur très pertinent, s'il avait été porté la moindre atteinte aux intérêts des tierces parties par de prétendues insuffisances de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Dans l'affaire *Linge de lit*, par exemple, le Groupe spécial avait constaté que le fait que les tierces parties avaient été en mesure de présenter une communication sur le fond des questions en jeu "tendait à indiquer qu'il n'avait pas été porté atteinte aux intérêts des tierces parties dans le … différend".[19]

132. En l'espèce, aucune des tierces parties n'a fait part de préoccupations au sujet d'un aspect quelconque des allégations de l'Argentine. De fait, les Communautés européennes, loin d'exprimer la moindre préoccupation à propos du manque de clarté allégué de la demande de l'Argentine, ont dit au contraire que "le Groupe spécial ne devrait pas suivre la suggestion des États-Unis … Pour établir si les conditions énoncées à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sont réunies, le Groupe spécial devrait plutôt examiner la demande dans son ensemble".[20]

133. En résumé, la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis ne satisfait à aucun des deux éléments du double critère énoncé par l'Organe d'appel pour déterminer si une demande d'établissement d'un groupe spécial satisfait aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Tout d'abord, il apparaît à l'examen de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine, lue dans son ensemble, qu'elle est détaillée, claire et spécifique et qu'elle énonce intégralement les allégations de l'Argentine. Ensuite, les États-Unis ont totalement échoué à justifier leur allégation selon laquelle ils auraient été lésés au cours de la procédure du Groupe spécial. En tout état de cause, rappelons-le, les États-Unis sont parfaitement au fait de la nature et de l'étendue des allégations de l'Argentine depuis plus d'un an. Vu les circonstances entourant cette affaire, les États-Unis ne sauraient être crédibles en alléguant qu'ils n'étaient pas avertis des allégations de l'Argentine, "suffisamment pour leur permettre de se défendre".

134. En conséquence, l'Argentine a l'honneur de demander au Groupe spécial de rejeter en son entier la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis.

VI. CONCLUSION

135. Il est temps de conclure, M. le Président. L'Argentine ne doute pas que le Groupe spécial mesure le caractère extrême de l'affaire dont il est saisi et le caractère extrême du conflit entre les déterminations du Département et de la Commission et les obligations de l'article 11.3. Nous voici à près de dix ans après qu'une marge de 1,36 pour cent a été calculée pour le seul exportateur de l'Argentine à avoir été soumis à l'enquête. Cette marge, chacun le concède, fut calculée par réduction à zéro, et elle est inférieure à ce qu'est aujourd'hui une marge *de minimis*. Le dommage avait été

[19] Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, WT/DS141/R, adopté le 12 mars 2001, paragraphe 6.28.

[20] Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, 14 novembre 2003, section 2.

déterminé initialement sur la base des importations cumulées, comme il l'a été à nouveau dans la procédure de réexamen à l'extinction menée par les États-Unis.

136. Malgré ces vices, cette mesure est maintenue, et va très probablement rester en vigueur longtemps encore si rien n'est fait. Comment cela est-il possible quand on songe que les Membres de l'OMC ont fait figurer dans les textes issus du Cycle d'Uruguay une disposition spécifique qui prescrit la suppression d'une mesure antidumping à moins que certaines conditions ne soient réunies?

137. L'Argentine a exposé au Groupe spécial et aux Membres de l'OMC comment, à son sens, ce résultat inquiétant s'est produit.

138. En ce qui concerne la probabilité d'un dumping, les États-Unis ont organisé trois procédures différentes pour s'acquitter de l'obligation que leur impose l'article 11.3, dont chacune est subordonnée au niveau perçu de participation à la procédure. En fin de compte, peu importe à quelle procédure les États-Unis ont recours. Tous les chemins mènent à l'application de critères impératifs qui empêchent précisément le type de réexamen factuel et juridique que prescrit l'article 11.3 à qui veut se prévaloir de l'exception à la suppression. C'est ce que l'on voit clairement en l'espèce, comme dans toutes les autres affaires dans lesquelles la branche de production des États-Unis a manifesté un intérêt. Il n'y a pas d'analyse, pas d'éléments de preuve positifs d'où déduire un comportement probable; pour finir, pas de réexamen.

139. Pour la probabilité d'un dommage, bien qu'elle élabore effectivement des éléments de preuve, la Commission, pour finir, n'applique pas le bon critère juridique – un critère "probable". Elle explique qu'il y a plusieurs possibilités à l'appui du dommage. C'est là un exemple manifeste des usages variés des scénarios "possibles" à l'appui d'une constatation de dommage "probable".

140. L'Argentine ne peut conclure sans relever la contradiction flagrante entre la démarche du Département et celle de la Commission dans le cadre de leurs réexamens à l'extinction respectifs. Le Département, pour sa part, a considéré comme sans intérêt le seul exportateur argentin à avoir été soumis à l'enquête et en a donc conclu que ledit exportateur argentin avait "renoncé" à participer au réexamen. De son côté, la Commission a fondé sa détermination sur des spéculations au sujet de l'alliance Tenaris et sur une évaluation cumulative des exportations d'autres pays, tant assujetties que non assujetties à la mesure. En d'autres termes, l'analyse de la Commission est tout sauf une analyse reposant sur l'ordonnance dans son ensemble et elle subordonne les droits de chaque Membre aux actes d'autres sociétés d'autres Membres. Finalement, ni la démarche du Département ni celle de la Commission n'est compatible avec l'article 11.3. Il y a une obligation principale dans le cadre de l'article 11.3. Au titre de cette disposition, l'Argentine avait le droit de voir supprimer la mesure antidumping frappant les OCTG, sauf s'il avait été satisfait aux prescriptions spécifiées par l'article 11.3 pour se prévaloir de l'exception qu'est le maintien en vigueur de la mesure. L'Argentine a été lésée dans ses droits par l'approche excessivement restrictive du Département et par l'approche par trop large de la Commission.

141. L'Argentine a l'honneur de demander au Groupe spécial:

- de constater qu'en l'espèce les mesures des États-Unis indiquées par l'Argentine sont, en tant que telles et telles qu'elles ont été appliquées, contraires aux obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC;

- de recommander aux États-Unis de mettre leurs mesures dont l'incompatibilité avec les accords visés a été constatée en conformité avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC; et

- de suggérer aux États-Unis, conformément à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, que la seule façon pour eux de se conformer à ces recommandations est de mettre immédiatement fin à cette mesure.

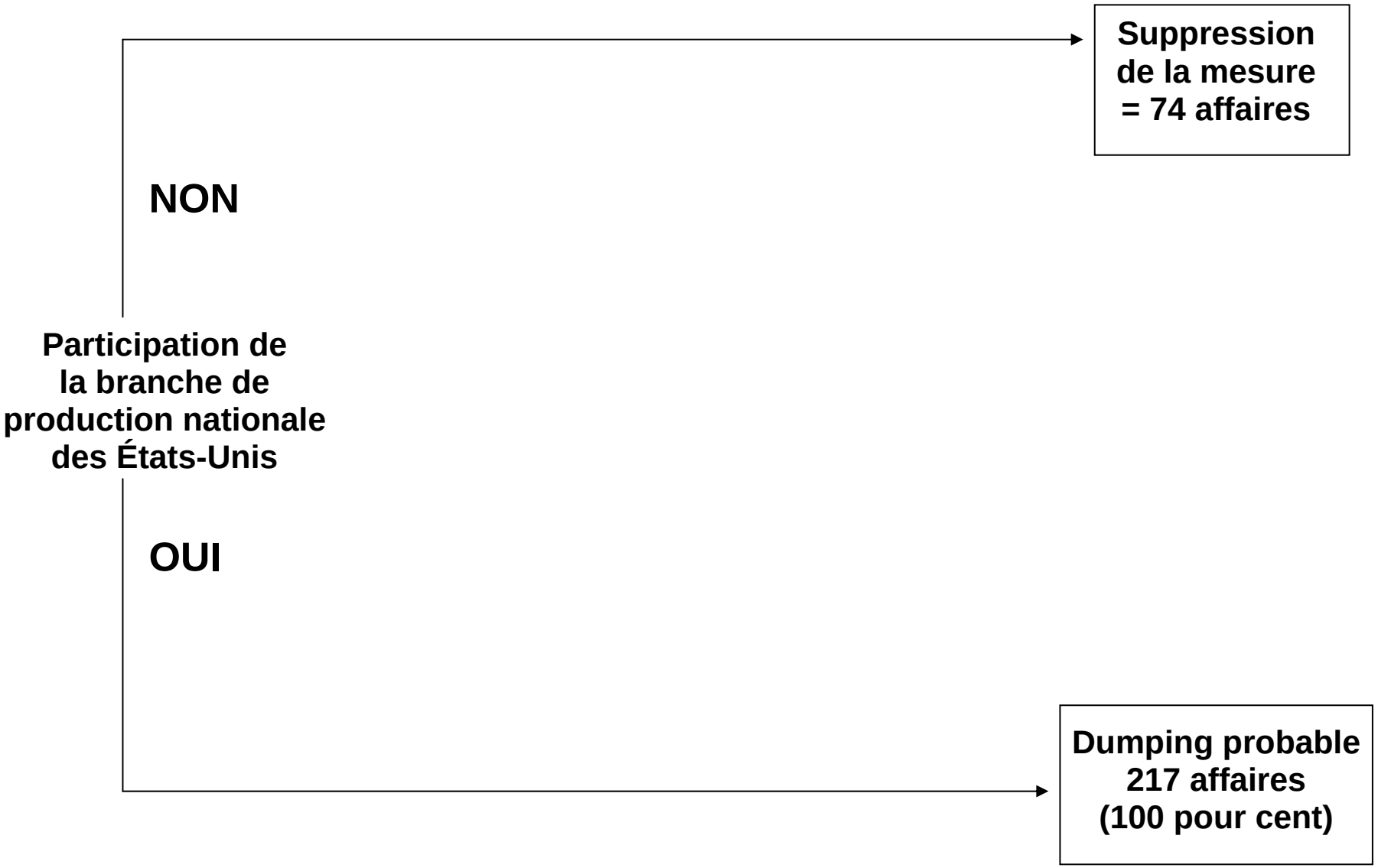
142. L'Argentine rappelle que, selon l'article 3:7 du Mémorandum d'accord, "l'objectif premier" du mécanisme de règlement des différends est habituellement "d'obtenir le retrait" des mesures incompatibles avec les règles de l'OMC. La chose est particulièrement indiquée en l'espèce. En effet, la suppression immédiate du droit antidumping est la seule solution possible, étant donné les violations étendues commises par les États-Unis dans cette affaire. L'article 11.3 exige la suppression après cinq ans, à moins que certaines constatations n'aient été faites dans le laps de temps spécifié sur la base d'éléments de preuve. En l'occurrence, les États-Unis n'ont pas fait ces constatations et ne peuvent pas à présent "remédier" aux multiples défauts par un autre réexamen ni aucune autre action en dehors de la suppression immédiate du droit antidumping.

143. Si le Groupe spécial ne recommande pas la suppression de la mesure en l'espèce, ce scénario ira se répétant dans l'avenir, non seulement pour l'Argentine, mais encore pour tous les partenaires commerciaux touchés par des mesures antidumping des États-Unis.

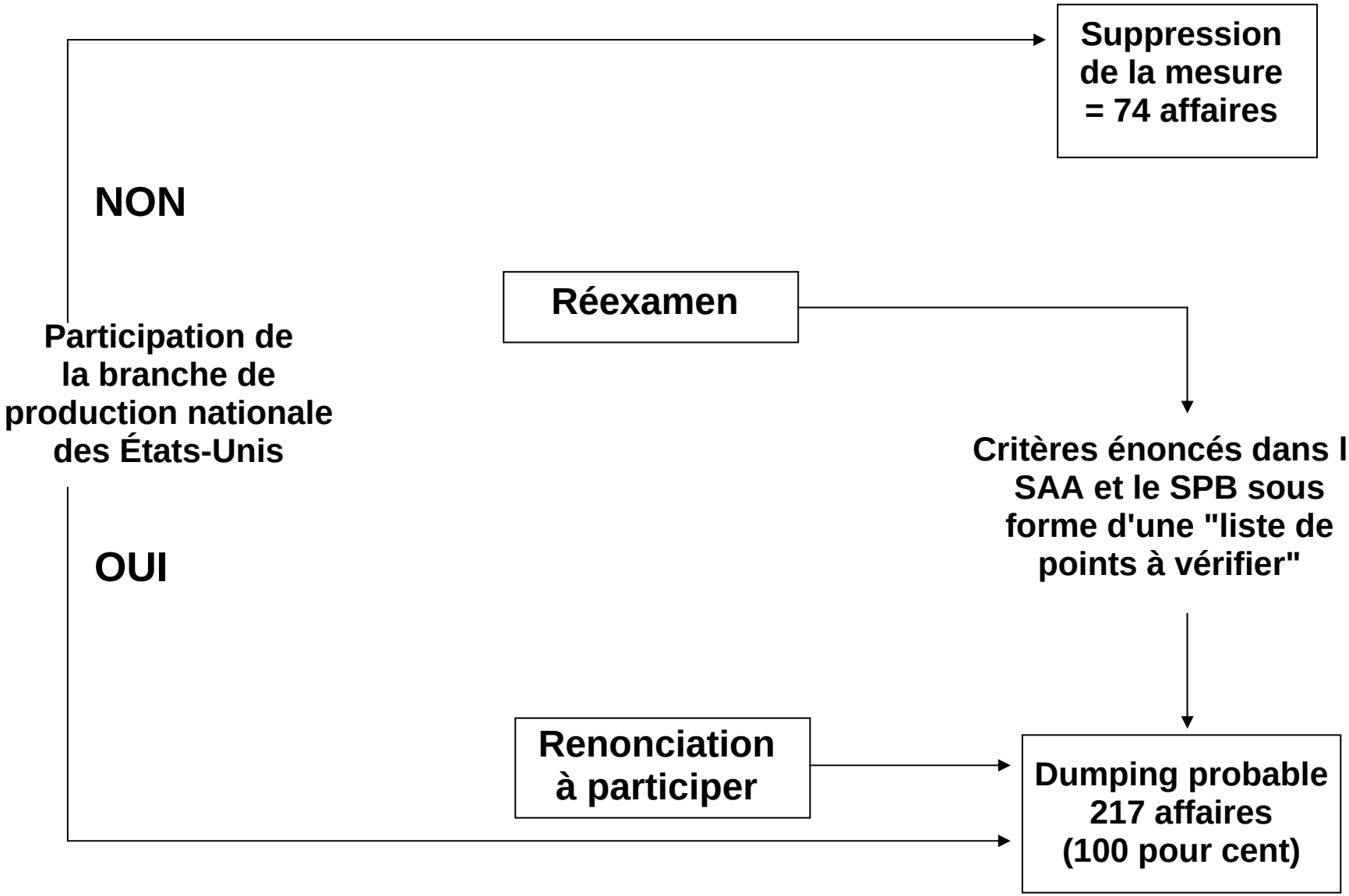
TABLEAU 1: Contradictions dans la position des États-Unis

Question	**Dans la détermination à l'extinction**	**Dans la première communication**
Renonciation	Le Départenent du commerce a considéré que les parties intéressées interrogées avaient renoncé à participer au réexamen Pièce n° 51 de l'Argentine (Mémorandum sur les questions et la décision, page 5)	Siderca n'a pas été considérée comme ayant renoncé à son droit de participer au réexamen (paragraphes 211 à 213)
Réponse de Siderca	Inadéquate Pièce n° 51 de l'Argentine (Mémorandum sur les question et la décision, pages 3 et 7) Pièce n° 50 de l'Argentine (détermination de l'adéquation, page 2) Pièce n° 46 de l'Argentine (détermination à l'extinction établie par le DOC, page 66701)	Adéquate (paragraphes 213, 216, 233 et 234)
Données de fait disponibles	Appliquées à Siderca Pièce n° 51 de l'Argentine (Mémorandum sur les questions et la décision, page 3)	Non appliquées à Siderca (paragraphes 214 et 221)
Importance devant être accordée au fait que des "sociétés interrogées n'ont pas répondu"	Jamais mentionnée	Motif invoqué concernant la renonciation, l'adéquation, le réexamen accéléré et le recours aux "données de fait disponibles" (paragraphes 214 et 216)

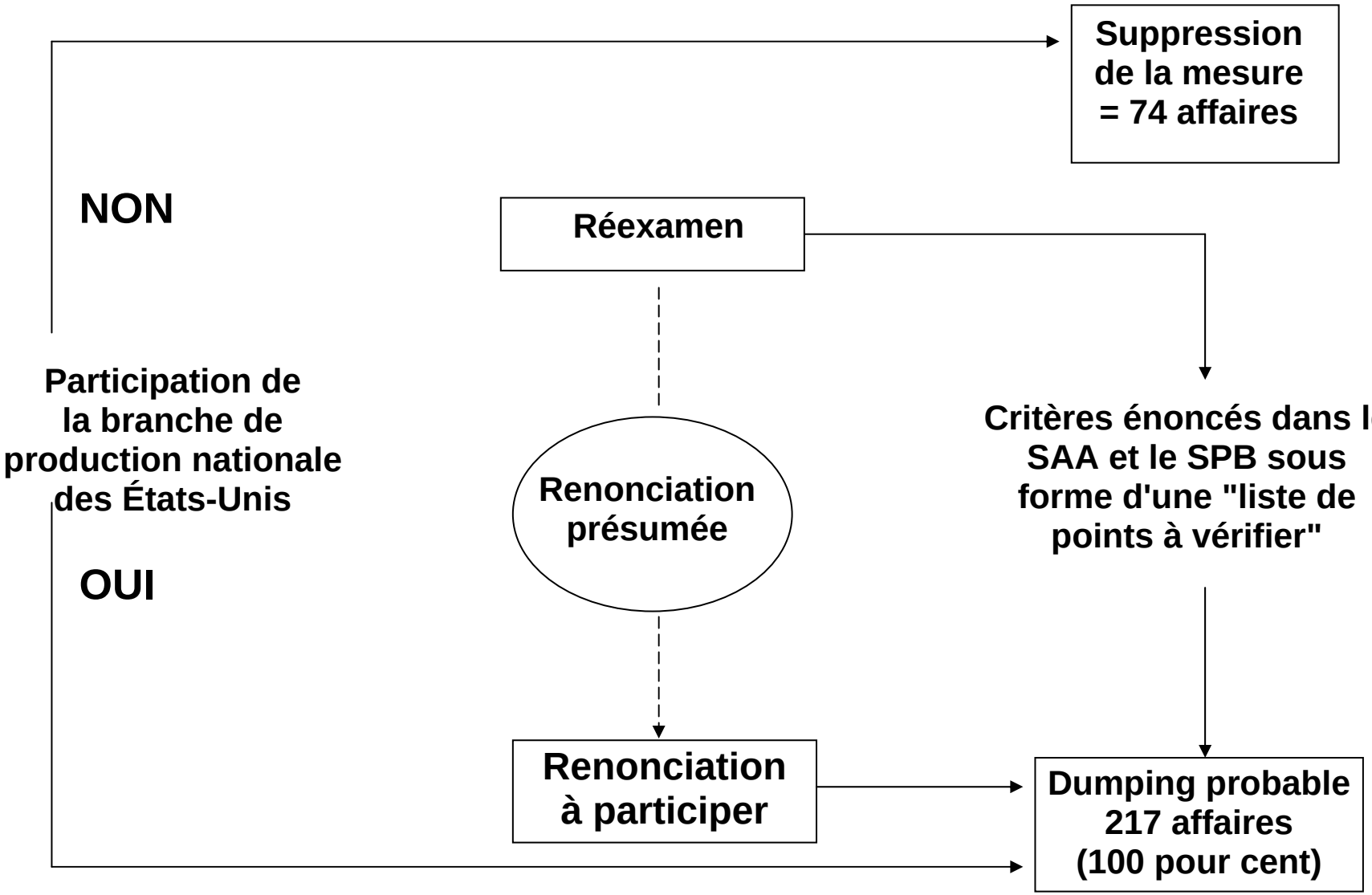
Tableau 2:
Réexamens à l'extinction effectués par le



Réexamens à l'extinction effectués par le Département du commerce (dumping)



Réexamens à l'extinction effectués par le Département du commerce (dumping)



Réexamens à l'extinction effectués par le Département du commerce (dumping)

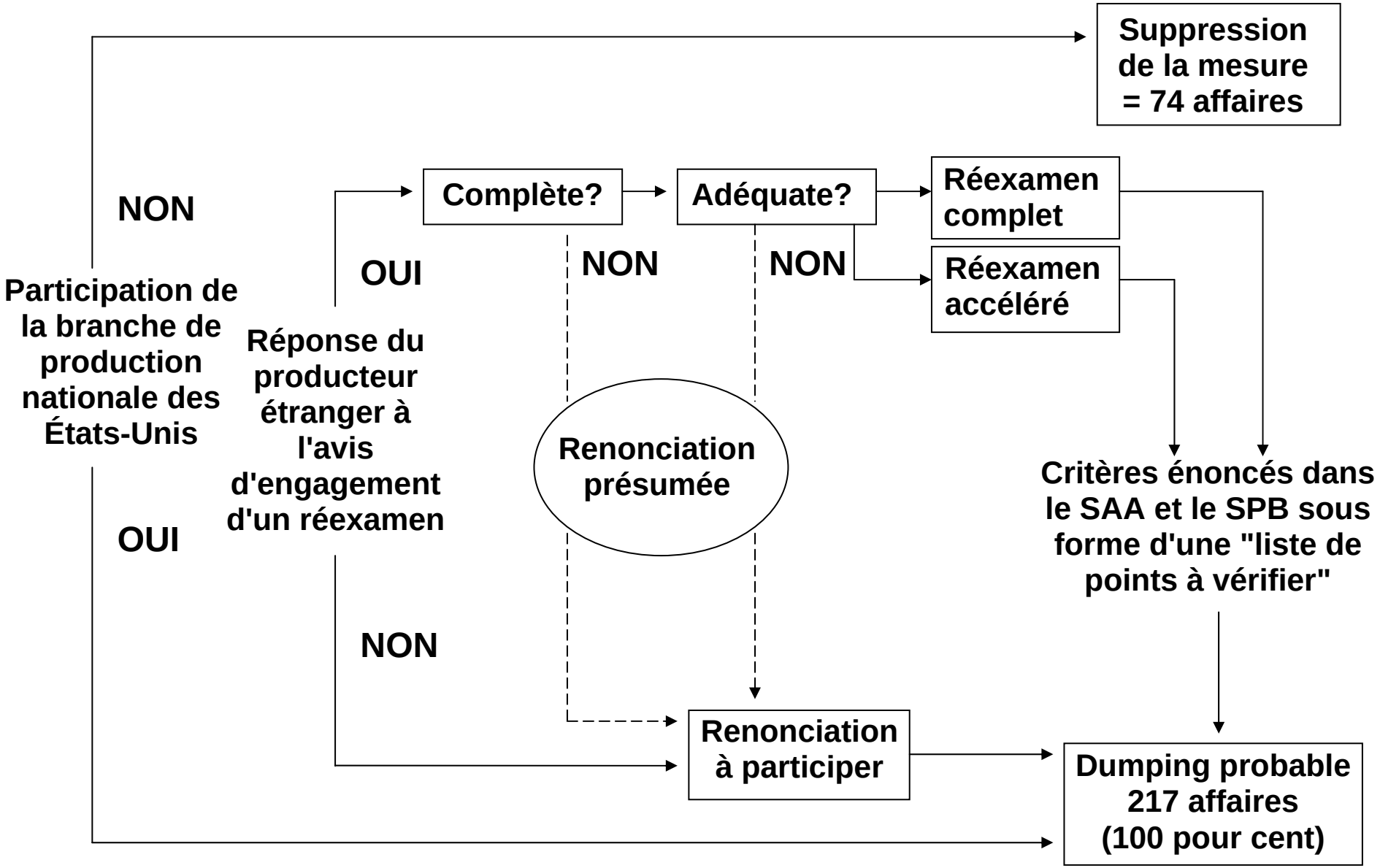


TABLEAU 3: Analyse des "cinq facteurs incitatifs" mis en avant par la Commission

Facteurs invoqués	**par la Commission comme étant des "incitations"**	**. . . ce qui est peu "probable" pour les raisons suivantes:**
1) Rayonnement mondial Tenaris a un rayonnement mondial.	Tenaris est fortement incitée à s'établir solidement aux États-Unis.	• Les éléments de preuve consignés au dossier n'étayent pas l'argument selon lequel il y aurait une "forte incitation". • Les usines de Tenaris implantées dans des pays non visés pouvaient avoir accès au marché des États-Unis, mais elles s'en sont abstenues. • Tenaris s'est hissée à sa position de chef de file sans s'appuyer sur le marché des États-Unis.
2) Prix des OCTG Les tubes de cuvelage et de production font partie des produits tubulaires dont la valeur est la plus élevée et qui permettent de dégager les marges bénéficiaires les plus élevées.	Ce facteur incite à réorienter la production vers les OCTG et à en expédier une plus grande quantité aux États-Unis.	Des éléments de preuve positifs montrent que d'autres produits que les tubes de cuvelage et de production s'inscrivent dans la stratégie globale de Tenaris, au même titre que les services au secteur pétrolier et gazier. Par conséquent, la "réorientation vers d'autres produits" avancée par l'ITC n'est pas possible pour un fournisseur de premier plan offrant une gamme complète de produits et de services.
3) Prix des OCTG aux États-Unis Les prix des tubes de cuvelage et de production sont plus élevés aux États-Unis que sur le marché mondial.	Ce facteur incite à se concentrer sur le marché des États-Unis en ce qui concerne les OCTG.	• Les éléments de preuve relatifs aux écarts de prix sont contestés. • Plusieurs producteurs s'étaient engagés à approvisionner d'autres marchés.
4) Mesures correctives commerciales Une ordonnance antidumping frappait au Canada les OCTG en provenance de Corée.	Les exportateurs se heurtaient à des obstacles dans d'autres pays ou concernant des produits connexes, ce qui les inciterait à expédier de plus grandes quantités d'OCTG aux États-Unis.	Il n'existe pas d'obstacles aux exportations d'OCTG ou de produits connexes en provenance d'Argentine.
5) Orientation vers l'exportation Les producteurs sont tributaires des exportations pour la majeure partie de leurs ventes.	Les producteurs sont tournés vers l'exportation, et les expéditions à destination des États-Unis devraient augmenter.	Il existe un fort attachement aux contrats de longue durée avec des sociétés multinationales étrangères. Il n'est pas logique de risquer de perdre ces contrats pour des ventes ponctuelles sur le marché des États-Unis.

Déclaration finale – 10 décembre 2003

1. Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial, à un certain niveau, cette affaire peut paraître très complexe. Il existe aux États-Unis un grand nombre de lois, règlements et pratiques, parmi lesquels quelques-uns dont même la délégation des États-Unis a pu dire qu'ils sont rédigés "maladroitement".

2. Et cependant, au-dessous de toute cette complexité du système juridique des États-Unis, il y a une vérité très simple: si la branche de production nationale veut qu'une ordonnance antidumping soit maintenue en vigueur, le Département constatera qu'il est probable que le dumping va subsister ou se reproduire. C'est aussi simple que cela. Il suffit d'examiner même rapidement la pièce n° 63 de l'Argentine pour voir combien cette affaire est en réalité simple et limpide.

3. L'Argentine ne doute pas que le Groupe spécial se rend parfaitement compte du caractère mécanique, réglé d'avance, des "déterminations" à l'extinction établies par les États-Unis. Cette manière de procéder va à l'encontre des prescriptions de l'Accord.

4. Monsieur le Président, considérons brièvement ce que nous avons entendu les États-Unis nous dire hier au sujet de la "probabilité" d'un dumping. En ce qui concerne la renonciation – et il s'agit là directement des questions posées par le Président aux États-Unis et de leur réponse sur ce point –, les États-Unis affirment, d'une part, que la renonciation s'applique séparément par entreprise; de l'autre, ils ont indiqué à plusieurs reprises que la détermination à l'extinction est établie sur la base de l'ordonnance dans son ensemble et qu'ils ne font jamais de détermination de la probabilité d'un dumping séparément par entreprise. Et pourtant, les dispositions impératives de la loi disent sans aucune ambiguïté qu'en cas de "renonciation" le Département conclut que le dumping va probablement subsister ou se reproduire. Que veut dire précisément la loi? Et, qui plus est, que voulait dire précisément le Département en affirmant, dans son Mémorandum sur les questions et la décision, que, et je cite, "selon l'article 751 c) 4) B) de la loi, le Département détermine qu'il est probable qu'en cas d'abrogation d'une ordonnance le dumping subsistera ou se reproduira si une partie intéressée interrogée renonce à participer au réexamen à l'extinction. Dans les réexamens considérés en l'espèce, le Département n'a pas reçu de réponse adéquate des parties intéressées interrogées. En vertu de l'article 351.218 d) 2) iii) du Règlement sur les réexamens à l'extinction, cela constitue une renonciation à la participation".

5. En réponse à une question que le Groupe spécial leur a posée hier, les États-Unis ont parlé de rédaction "maladroite" à propos du règlement du Département relatif à la renonciation. Ils ont aussi qualifié de "maladroite" la rédaction de certains aspects des décisions du Département. L'Argentine souscrit à ces exemples de rédaction qualifiée de "maladroite", mais cette explication ne saurait excuser le manquement des États-Unis aux obligations que leur impose l'article 11.3.

6. Mais finalement, comme je l'ai déjà souligné, peu importe quelle est la procédure utilisée par les États-Unis, et c'est ce que l'Argentine démontre tout au long de l'analyse empirique qu'elle présente dans sa pièce n° 63. En fin de compte, les États-Unis appliquent leurs critères impératifs, qui empêchent le genre de réexamen, en fait comme en droit, que prescrit l'article 11.3 pour maintenir l'ordonnance en vigueur. La chose est manifeste en l'espèce, comme dans toutes les autres affaires où la branche de production des États-Unis s'est déclarée intéressée. Il n'y a pas d'analyse, pas d'éléments de preuve positifs d'où déduire le comportement probable; et pour finir, pas de réexamen.

7. Après certaines des déclarations faites hier par les États-Unis, ce résultat n'a rien pour l'Argentine de surprenant. Les États-Unis ont énuméré les critères figurant dans le Sunset Policy Bulletin. Pour paraphraser leurs assertions, si une entreprise a pratiqué le dumping dans le passé, il est raisonnable de penser qu'elle pratiquera le dumping dans l'avenir. Si une entreprise a mis fin à ses expéditions après l'imposition d'une ordonnance instituant un droit antidumping, il est raisonnable de

penser qu'elle ne peut pas exporter sans pratiquer le dumping. Si le volume de ses exportations a baissé, il est raisonnable de penser que l'entreprise pratiquera à nouveau le dumping en cas d'abrogation de l'ordonnance. Ces affirmations sont les critères établis par la loi, le SAA et le Sunset Policy Bulletin. Elles se passent de commentaire. En fait, ce sont les seuls critères retenus pour faire la constatation de la probabilité d'un dumping. Des hypothèses reposant sur la spéculation ne sauraient pourtant satisfaire à la règle de l'article 11.3.

8. En ce qui concerne la détermination de la probabilité d'un dommage établie par la Commission, celle-ci a confirmé qu'elle n'avait pas pris en considération l'incidence des importations probables d'OCTG en provenance d'Argentine sur la branche de production des États-Unis, mais bien celle des importations cumulées en provenance de cinq pays. L'Argentine ne saurait admettre qu'une telle démarche soit compatible avec l'article 11.3. S'il en était ainsi, son droit à la suppression des mesures au bout de cinq ans se trouverait sévèrement entamé et serait quelque chose de très différent de ce que le texte de l'article 11.3 en dit.

9. Nous avons aussi entendu dire hier que cette démarche cumulative est indispensable en l'espèce à cause de l'alliance "Tenaris". Et pourtant, nous avons également entendu dire hier que la Commission n'avait pas tenu compte du fait qu'il y avait au sein de l'alliance Tenaris des membres échappant à l'ordonnance, libres d'exporter aux États-Unis sans aucune restriction mais qui en réalité ne le faisaient pas. Si Tenaris avait des raisons d'agir comme la Commission le présume, pourquoi n'expédiait-elle pas aux États-Unis par l'intermédiaire du membre que l'Alliance avait au Canada? N'est-ce pas là un élément de preuve positif à l'appui de l'idée que ces producteurs n'iraient pas accroître notablement le volume de leurs exportations à destination des États-Unis? Si, c'en est un, et il est en substance ignoré par la Commission.

10. Sur les questions de procédure, Monsieur le Président, je peux être bref. Comme je le disais hier, nous nous félicitons que les États-Unis aient admis que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine indiquait les mesures spécifiques en cause. Cela confirme ce que l'Argentine a dit tout au long – que les mesures des États-Unis qu'elle attaque sont limitées, spécifiques et indiquées avec précision dans notre demande d'établissement du Groupe spécial.

11. Cette concession de la part des États-Unis signifie en outre qu'il ne reste plus à présent devant le Groupe spécial qu'une seule question à trancher au titre de l'article 6:2: l'Argentine a-t-elle manqué à l'obligation d'"énoncer clairement le problème", de sorte que les États-Unis ont subi un préjudice effectif au cours de la procédure en cours?

12. Monsieur le Président, je ne répéterai pas ce qui est exposé dans notre communication du 4 décembre, elle démontre que l'Argentine s'est pleinement conformée à la disposition de l'article 6:2 lui prescrivant d'"énoncer clairement le problème".

13. Quant au préjudice qui aurait été causé aux États-Unis: comme le déclare la décision rendue dans l'affaire Canada- Aéronefs, un groupe spécial ne peut pas apprécier le préjudice subi au cours de la procédure de groupe spécial avant la fin de cette procédure. À cet égard, nous rappelons la déclaration par laquelle les États-Unis ont hier ouvert la présente procédure, et je cite: "quiconque suit les affaires de règlement des différends à l'OMC devrait déjà être bien au fait de la plupart des questions soulevées dans le présent différend". Comme les États-Unis sont "déjà bien au fait" de ces questions, il paraît extrêmement peu probable qu'eux-mêmes, ou l'une quelconque des tierces parties "potentielles", aient subi le moindre préjudice du fait du prétendu manque de clarté des allégations formulées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine. Je dois ajouter que l'Argentine a été fort surprise hier d'entendre la délégation des États-Unis soutenir que le préjudice effectif peut ne pas être une condition préalable fondamentale dans le cadre de l'article 6:2. Cela contredit totalement ce qu'ils ont fait valoir dans l'affaire *Commission canadienne du blé*, où ils ont affirmé, et je cite:

> *même si* une demande d'établissement d'un groupe spécial n'est pas suffisamment détaillée "pour énoncer clairement le problème", le groupe spécial n'est pas automatiquement privé de compétence en ce qui concerne la question. En fait, le groupe spécial doit examiner, en fonction des "circonstances propres à l'affaire", si ce défaut a porté préjudice à la capacité de la partie défenderesse de se défendre. [souligné dans l'original]

14. J'aurais encore beaucoup à dire sur ces questions, surtout après la déclaration orale que les États-Unis ont faite hier. Nous donnerons une réponse complète à cette déclaration du 9 décembre des États-Unis au sujet des exceptions invoquées sur le fondement de l'article 6:2 dans notre seconde communication écrite.

15. Monsieur le Président, permettez-nous de demander au Groupe spécial de continuer à ne pas perdre de vue un point fondamental. À la fin du Cycle d'Uruguay, les rédacteurs de l'Accord antidumping étaient convenus que les ordonnances antidumping n'existeraient pas et ne pouvaient pas exister à perpétuité. L'Argentine et les autres Membres de l'OMC avaient négocié – et payé – le droit de voir supprimer ces ordonnances au bout de cinq ans, sauf si des conditions très strictes étaient remplies. Ces conditions n'ont manifestement pas été satisfaites en l'espèce.

16. L'Argentine a l'honneur de demander au Groupe spécial:

- de constater qu'en l'espèce les mesures des États-Unis indiquées par l'Argentine, en tant que telles et telles qu'elles ont été appliquées, sont contraires aux obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC;

- de recommander aux États-Unis de mettre leurs mesures dont il a été constaté qu'elles étaient incompatibles avec les accords visés en conformité avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC; et

- de suggérer aux États-Unis, conformément à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, que la seule façon de se conformer à ces recommandations consiste à supprimer immédiatement la mesure considérée. C'est là la seule mesure corrective qui puisse rétablir l'Argentine dans le droit qu'elle tient de l'article 11.3 de voir les mesures applicables à ses exportations supprimées au bout de cinq ans.

17. L'Argentine remercie le Groupe spécial de lui avoir ménagé la possibilité de présenter sa cause.

ANNEXE D-2

DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS – PREMIÈRE RÉUNION

9 décembre 2003

Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial,

1. Au nom de la délégation des États-Unis, je tiens à vous remercier d'avoir accepté de faire partie du présent groupe spécial.

2. Aujourd'hui, nous avons l'honneur de présenter les vues des États-Unis concernant les questions en cause. Notre exposé s'articule comme suit: nous aborderons en premier lieu certaines questions de fond et nous passerons ensuite aux questions de forme.

3. S'agissant des questions de fond, nous avons répondu en tous points dans notre première communication écrite aux arguments avancés par l'Argentine jusqu'à présent. Aujourd'hui, nous nous concentrerons sur ce que nous estimons être les questions essentielles. Nous commencerons par aborder certaines des questions relatives au "dumping" et nous passerons ensuite à certaines des questions ayant trait au "dommage".

Questions concernant la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise

4. Monsieur le Président, quiconque suit les affaires de règlement des différends à l'OMC devrait déjà être bien au fait de la plupart des questions soulevées dans le présent différend. En effet, les allégations "en tant que tel" formulées par l'Argentine soulèvent pour l'essentiel des questions qui ont été examinées directement dans le cadre d'autres différends ou qui sont étroitement liées à celles qui ont été examinées dans le cadre d'autres différends. Dans un cas comme dans l'autre, la tâche qui incombe au Groupe spécial est simple. Il devrait appliquer les obligations en question dans le cadre de l'OMC en se fondant sur les approches qui ont été retenues dans des rapports récents de groupes spéciaux ou de l'Organe d'appel.

5. Par exemple, l'Argentine allègue qu'il existe une "présomption irréfragable" du simple fait que le Département du commerce a constaté l'existence d'une probabilité dans le cadre d'un certain nombre de réexamens à l'extinction. Toutefois, comme l'ont constaté une série de groupes spéciaux – dont ceux qui étaient chargés des affaires États-Unis – Restrictions à l'exportation, États-Unis – Tôles en provenance de l'Inde, et États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant le Japon – la fréquence d'un résultat donné ne transforme pas ce résultat en une "mesure" qui pourrait être contestée indépendamment au motif qu'elle serait incompatible avec les règles de l'OMC.

6. En ce qui concerne la réglementation du Département du commerce concernant les réexamens à l'extinction accélérés, l'Argentine n'a pas démontré en quoi cette réglementation contrevenait à l'article 11.3 ou à toute autre obligation énoncée dans l'Accord antidumping. Cela n'est pas étonnant étant donné que, comme l'a fait observer le Groupe spécial États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant le Japon, l'article 11.3 ne prescrit pas la façon dont un Membre devrait procéder pour déterminer l'existence d'une probabilité dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.

7. L'allégation de l'Argentine selon laquelle la "marge probable" dont le Département du commerce a fait état est incompatible avec les règles de l'OMC sonne le creux parce que l'Argentine n'a pas démontré qu'il fallait quantifier le dumping dans le cadre d'un réexamen à l'extinction. Dans l'affaire États-Unis – Acier en provenance d'Allemagne, l'Organe d'appel s'est penché sur l'article 21.3 de l'Accord SMC – le pendant de l'article 11.3 – et il a constaté qu'il n'existe aucune obligation d'appliquer un seuil de minimis dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, parce que l'article 21.3 ne

comporte ni explicitement, ni implicitement, une telle obligation. Il en va de même pour l'article 11.3 et l'obligation de calculer une marge de dumping afin de déterminer l'existence d'une probabilité. En effet, étant donné le libellé quasiment identique de l'article 21.3 de l'Accord SMC et de l'article 11.3 de l'Accord antidumping, l'analyse de l'article 21.3 à laquelle a procédé l'Organe d'appel est également convaincante en ce qui concerne l'article 11.3.

8. À cet égard, l'allégation de l'Argentine selon laquelle la détermination au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise doit être établie en déterminant le niveau actuel du dumping dans le cadre du réexamen à l'extinction n'a pas non plus de fondement dans l'Accord antidumping. Au contraire, la note de bas de page 22 de l'Accord antidumping indique clairement que le niveau actuel du dumping déterminé immédiatement avant un réexamen à l'extinction n'est pas déterminant quant à la question de la probabilité dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.

9. Enfin, le Sunset Policy Bulletin du Département du commerce n'est pas un instrument légal ayant un statut indépendant au regard de la législation des États-Unis – ce n'est pas une "mesure". Il n'est pas non plus "impératif", au sens de la distinction bien établie entre impératif et facultatif.

10. Quant aux allégations "tel qu'appliqué", l'Argentine fonde ces allégations soit sur une mauvaise compréhension des faits consignés au dossier, soit sur des faits que l'Argentine n'a pas consignés au dossier.

11. Par exemple, l'Argentine allègue qu'il a été constaté que Siderca avait présenté une communication inadéquate dans le cadre de la procédure de réexamen à l'extinction et que cette soi-disant constatation aurait entraîné un réexamen accéléré. Un examen sommaire du dossier dément cette affirmation; l'Argentine n'a cité aucun cas dans le dossier administratif du réexamen OCTG où le Département du commerce aurait fait cette soi-disant constatation. En réalité, dans chacun des trois documents distincts – la détermination finale à l'extinction, le Mémorandum sur la décision et le Mémorandum sur l'adéquation – le Département du commerce a clairement indiqué que Siderca avait coopéré pleinement au réexamen à l'extinction et qu'elle avait déposé une réponse de fond complète. Nonobstant les allégations de l'Argentine à l'effet contraire, le Département du commerce a aussi exposé clairement dans le Mémorandum sur la décision et le Mémorandum sur l'adéquation qu'il avait décidé d'accélérer le réexamen du fait qu'aucune des entreprises qui avaient effectivement exporté depuis l'Argentine des produits tubulaires pour champs pétrolifères à destination des États-Unis ne participait à la procédure de réexamen à l'extinction.

12. De même, un examen sommaire des faits contredit les allégations de l'Argentine selon lesquelles la procédure de réexamen accéléré a privé Siderca de la possibilité de présenter des éléments de preuve et de défendre ses intérêts. Malgré la nature accélérée du réexamen, Siderca avait le droit de déposer une réponse de fond complète, mais elle a choisi de présenter des observations sur deux questions uniquement et son traitement de ces questions se résumait à deux pages de texte. Siderca a également choisi de ne pas exercer le droit qu'elle avait de déposer une réponse à titre de réfutation. Siderca n'a présenté "aucun renseignement complémentaire" en son nom ou au nom des exportateurs argentins, comme elle était habilitée à le faire en vertu de l'article 351.218 d) 3) iv) de la réglementation du Département du commerce concernant les réexamens à l'extinction. En outre, aucune autre partie intéressée en Argentine n'a présenté de renseignements ni demandé de prendre part à la procédure. Étant donné que Siderca et les exportateurs argentins ne s'étaient pas prévalus des possibilités qu'ils avaient de participer et de défendre leurs intérêts, l'Argentine était malvenue d'alléguer aujourd'hui que la nature accélérée de la procédure les avait privés de la possibilité de participer, en violation de l'article 6. D'ailleurs, les possibilités de se défendre et de participer qui sont prévues dans le cadre d'un réexamen accéléré répondent à toutes les exigences de l'article 6.

13. Enfin, l'Argentine allègue que la "marge probable" indiquée par le Département du commerce en l'absence d'une ordonnance en matière de droits antidumping contrevient aux articles 2 et 11.3, tels

qu'ils ont été appliqués en l'espèce, parce qu'elle s'oppose à la méthode de calcul utilisée dans l'enquête initiale pour établir la marge. Premièrement, comme il a été dit précédemment, il n'existe aucune obligation dans le cadre de l'OMC de quantifier la marge de dumping qui est susceptible de subsister ou de se reproduire aux fins d'un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Aucune obligation n'est faite non plus dans le cadre de l'OMC d'examiner des marges particulières dans une analyse du dommage à l'extinction. Deuxièmement, la mesure en cause dans le présent différend est le réexamen à l'extinction, et non pas l'enquête initiale. Si l'Argentine entendait formuler des allégations concernant cette mesure distincte, elle ne l'a pas fait correctement. Enfin, nous notons que l'Argentine n'a pas prétendu que la marge probable serait affectée ni qu'il y aurait une modification significative de la marge aux fins de l'analyse par la Commission du commerce international des États-Unis ("ITC") si la méthode jugée problématique était modifiée.

Questions concernant la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise

14. L'Argentine a soulevé un certain nombre de questions concernant la détermination par l'ITC de la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise dans le réexamen à l'extinction OCTG. Nous nous intéresserons aujourd'hui à quatre de ces questions: premièrement, la question de savoir si l'ITC a appliqué le bon critère pour déterminer qu'il était probable que le dommage subsiste ou se reproduise si les ordonnances en matière de droits antidumping étaient levées; deuxièmement, la question de savoir si les obligations énoncées à l'article 3 de l'Accord antidumping s'appliquent aux réexamens à l'extinction; troisièmement, la question de savoir si la détermination de l'ITC était compatible avec les critères énoncés à l'article 3.1 en matière de preuve; et, quatrièmement, la question de savoir si le délai prévu dans la législation des États-Unis en ce qui concerne la réapparition probable du dommage est compatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

L'ITC a appliqué le bon critère pour déterminer qu'il était probable que le dommage subsiste ou se reproduise si les ordonnances en matière de droits antidumping étaient levées

15. L'Argentine fait valoir que l'ITC a mal interprété le terme "*likely*" ("probable" dans la version française) qui figure à l'article 11.3. Essentiellement, l'Argentine soutient que le seul sens de "*likely*" est "probable", et que l'ITC n'a pas tenu compte de ce sens en interprétant "*likely*" comme si ce terme signifiait "possible". Ces deux arguments sont entachés d'erreur.

16. Essayer d'établir avec précision le sens de "*likely*" en cherchant un synonyme pour ce mot – tel que "probable" – n'est pas utile. Les rédacteurs n'ont pas eu recours à un synonyme; ils ont employé "*likely*". En outre, le terme "*likely*" est défini de diverses façons dans les dictionnaires. Et même en supposant qu'un seul synonyme puisse être retenu, cela ne ferait que poser la question de savoir comment ce synonyme devrait être interprété.

17. Pour définir correctement "*likely*", il faut garder à l'esprit le contexte dans lequel ce terme est employé. Il faut en particulier tenir compte de la nature fondamentale de l'enquête requise dans le cadre des réexamens à l'extinction. Les réexamens à l'extinction comportent par définition moins de certitude et de précision que les enquêtes initiales.

18. Contrairement à ce qu'affirme l'Argentine, l'ITC ne s'est pas bornée à constater qu'il était possible que le dommage se reproduise. Elle a examiné l'incidence probable sur le volume, les prix et les importations de la révocation éventuelle des ordonnances. Elle a examiné attentivement chacun de ces facteurs. Par exemple, en ce qui concerne le volume probable, l'ITC a constaté que les augmentations notables du volume des importations au cours de l'enquête initiale, les capacités excédentaires substantielles dans plusieurs des pays visés et le fait que les producteurs étrangers étaient fortement incités à être présents sur le grand marché des États-Unis, où les prix étaient relativement plus élevés, étayaient la conclusion selon laquelle le volume probable des importations serait notable si les ordonnances étaient révoquées.

L'article 3 ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction

19. L'Argentine allègue que l'article 3 de l'Accord antidumping s'applique dans son intégralité aux réexamens à l'extinction. Toutefois, de nombreuses indications textuelles montrent qu'il n'en est pas ainsi. Par exemple, on ne trouve aucun renvoi à l'article 11 dans l'article 3, ni aucun renvoi à l'article 3 dans l'article 11.

20. En outre, une détermination de l'existence d'un dommage au titre de l'article 3 et une détermination de la probabilité que le dommage se reproduise au titre de l'article 11.3 sont deux choses complètement différentes. Cela est souligné par le fait que bon nombre des obligations énoncées à l'article 3 ne peuvent tout simplement pas s'appliquer aux réexamens à l'extinction. Par exemple, l'article 3.1 précise que la détermination de l'existence d'un dommage comportera un examen du "volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix". Pourtant, s'agissant d'un réexamen à l'extinction, il se peut que des importations ne soient même pas présentes sur le marché au moment du réexamen et il se peut qu'elles ne soient pas vendues à des prix de dumping.

21. On peut trouver à l'article 3.5 un autre exemple de l'incompatibilité entre les dispositions de l'article 3 et l'enquête requise dans le cadre d'un réexamen à l'extinction. Il est question à l'article 3.5 des "importations faisant l'objet d'un dumping", qui parle de ces importations au présent en disant qu'elles "causent … un dommage". Toutefois, dans un réexamen à l'extinction, il se peut qu'aucune importation ne fasse l'objet d'un dumping. Il est aussi question à l'article 3.5 du "dommage" existant et du lien de causalité qui existe entre les importations faisant l'objet d'un dumping et ce dommage. Une fois de plus, dans un réexamen à l'extinction, alors qu'une ordonnance antidumping est en vigueur, il se peut qu'il n'existe aucun dommage ni lien de causalité. Ce serait étonnant en effet, étant donné l'effet correctif de la mesure antidumping.

22. En résumé, il ressort clairement de ces dispositions textuelles et d'autres dispositions que nous avons décrites dans notre première communication que les obligations énoncées à l'article 3 ne s'appliquent pas aux réexamens à l'extinction.

La détermination à l'extinction établie par l'ITC était compatible avec l'article 3.1

23. Même si l'article 3.1 ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction, la détermination à l'extinction établie par l'ITC satisfait effectivement aux prescriptions de l'article 3.1. La détermination établie par l'ITC était fondée sur un établissement correct des faits pertinents et sur une évaluation impartiale et objective de ces faits – comme l'exigeait l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping – et elle était fondée sur des éléments de preuve positifs.

24. Comme il ressort clairement de son rapport, l'ITC a examiné soigneusement un large éventail de facteurs et d'éléments de preuve ayant trait au volume probable, à l'effet probable sur les prix et à l'incidence probable des importations sur la branche de production nationale. Nous ne nous intéresserons dans la présente déclaration qu'aux constatations de l'ITC ayant trait au volume probable des importations, car celles-ci sont représentatives de l'approche retenue par l'ITC.

25. L'ITC a d'abord examiné le volume des importations dans le cadre de son enquête initiale sur le dommage, afin de voir comment les importations avaient évolué en l'absence de mesures antidumping. L'enquête initiale a montré que le taux d'accroissement des importations était de loin supérieur à l'augmentation de la demande à ce moment-là, et que la part de marché des importations visées avait considérablement augmenté, au détriment de celle de la branche de production nationale. Après que les ordonnances en matière de droits antidumping furent entrées en vigueur, les importations ont diminué mais ont continué d'être un facteur sur le marché des États-Unis.

26. Examinant ensuite le volume probable des importations si les ordonnances antidumping étaient révoquées, l'ITC a constaté que les producteurs des cinq pays en cause avaient à la fois la capacité et des raisons d'accroître leurs exportations vers les États-Unis. L'ITC a donné cinq raisons.

27. Premièrement, l'ITC a constaté que l'alliance Tenaris des producteurs d'OCTG (qui compte des membres dans quatre des cinq pays en cause dans le présent différend) serait fortement incitée, en raison de son rayonnement mondial, à s'établir solidement sur le marché des États-Unis. Deuxièmement, l'ITC a constaté que les producteurs visés seraient incités à consacrer une plus grande partie de leur capacité à l'expédition de tubes de cuvelage et de tubes de production vers le marché des États-Unis, parce qu'ils faisaient partie des produits tubulaires dont la valeur était la plus élevée. Troisièmement, l'ITC a constaté que les prix des tubes de cuvelage et des tubes de production sur le marché mondial étaient largement inférieurs aux prix pratiqués aux États-Unis. Quatrièmement, l'ITC a constaté que les producteurs visés se heurtaient à des obstacles aux importations de tubes de cuvelage et de tubes de production dans d'autres pays ou de produits connexes aux États-Unis. Enfin, l'ITC a constaté que les branches de production d'OCTG dans au moins quelques-uns des pays visés, notamment le Japon et la Corée, étaient fortement tributaires des exportations.

28. L'Argentine s'insurge uniquement contre trois des raisons invoquées par l'ITC. Premièrement, elle doute que les producteurs de Tenaris puissent réorienter vers les États-Unis la production qui fait déjà l'objet d'engagements en vertu de contrats existants. Toutefois, les éléments de preuve dont dispose l'ITC étayent clairement la constatation à laquelle elle est arrivée. Tenaris est le principal fournisseur de produits OCTG et de services connexes dans toutes les grandes régions de forage pétrolier et gazier du monde, à l'exception des États-Unis. Les États-Unis offrent les meilleures possibilités de croissance pour les producteurs de Tenaris. Le président-directeur général de l'un des principaux distributeurs d'OCTG au monde, qui témoignait sous serment devant l'ITC, a dit: "Il est tout simplement inconcevable que [Tenaris] ou les autres sociétés visées restent à l'écart des États-Unis, qui achètent autant d'OCTG que tous les autres pays de la planète réunis et où les prix sont les plus élevés."[1]

29. La deuxième raison pour laquelle l'Argentine conteste la constatation de l'ITC ayant trait au volume est qu'il n'existe qu'un seul obstacle au commerce des tubes de cuvelage et des tubes de production sur les marchés des pays tiers. Manifestement, l'Argentine ne tient pas compte du fait que l'ITC a examiné non seulement les obstacles aux importations de tubes de cuvelage et de tubes de production sur les marchés des pays tiers, mais aussi les obstacles auxquels se heurtent des produits connexes aux États-Unis – c'est-à-dire des produits meilleur marché fabriqués dans les mêmes installations que les tubes de cuvelage et les tubes de production.

30. Enfin, l'Argentine s'insurge contre la constatation de l'ITC selon laquelle les producteurs étrangers étaient incités à exporter des tubes de cuvelage et des tubes de production aux États-Unis parce que les prix y étaient plus élevés que sur les autres marchés. Comme nous l'avons expliqué plus en détail dans notre première communication, l'Argentine décrit avec inexactitude à la fois les éléments de preuve sur lesquels s'est fondée l'ITC et l'analyse de cette question par l'ITC. Les éléments de preuve montrent que l'ITC a effectivement procédé à une enquête indépendante sur cette question en examinant les éléments de preuve pertinents qui lui avaient été présentés par les deux parties – et que ces éléments de preuve ont démontré l'existence d'un écart de prix substantiel entre les États-Unis et le reste du monde.

31. En résumé, l'ITC disposait de nombreux éléments de preuve pour étayer sa constatation selon laquelle les producteurs visés étaient fortement incités à se tourner vers le marché des États-Unis et selon laquelle le volume des importations visées était susceptible d'augmenter.

[1] Voir la pièce n° 20 des États-Unis.

Laps de temps dans lequel le dommage serait susceptible de se reproduire

32. L'Argentine allègue que les dispositions de la législation des États-Unis concernant le délai dans lequel le dommage serait susceptible de se reproduire sont incompatibles avec les articles 3 et 11.3 de l'Accord antidumping. Ces dispositions enjoignent à l'ITC de déterminer si le dommage serait susceptible de subsister ou de se reproduire "dans un délai raisonnablement prévisible" et de "considérer que les effets de la révocation ou de la levée peuvent ne pas être imminents, mais se manifester seulement à plus longue échéance".

33. L'Argentine interprète mal l'article 11.3, qui ne précise pas le laps de temps pertinent aux fins des enquêtes à l'extinction. Faute d'une disposition particulière dans l'article 11.3, les Membres conservent la faculté de déterminer en vertu de leurs propres lois et procédures le laps de temps pertinent aux fins des enquêtes à l'extinction. Il est foncièrement raisonnable que les États-Unis tiennent compte de la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise "dans un délai raisonnablement prévisible" et du fait que les "effets de la révocation ou de la levée peuvent ne pas être imminents, mais se manifester seulement à plus longue échéance".

Questions de forme

34. S'agissant maintenant des questions de forme, dans sa communication du 4 décembre[2], l'Argentine ne réfute pas la thèse des États-Unis selon laquelle des parties de sa demande d'établissement d'un groupe spécial ne sont pas conformes aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord et selon laquelle certaines des allégations qu'elle a formulées dans sa première communication débordent le cadre du mandat du Groupe spécial. Dans une large mesure, la communication présentée par l'Argentine le 4 décembre ne répond pas du tout aux arguments des États-Unis, mais répond plutôt à des arguments que les États-Unis n'ont jamais présentés.

35. Par exemple, l'Argentine affirme que les États-Unis ont fait état d'une incompatibilité avec la troisième prescription de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord – l'obligation d'"indiquer les mesures spécifiques en cause". Cette assertion est tout simplement fausse. Les États-Unis n'ont allégué nulle part dans leur première communication que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine était incompatible avec cette prescription. Ils se sont plutôt plaints que l'Argentine ne s'était pas conformée à la quatrième prescription de l'article 6:2 – l'obligation d'"énoncer clairement le problème". Les paragraphes 25 à 28 et 33 à 38 de la communication du 4 décembre renferment donc des réponses à des arguments que les États-Unis n'ont jamais formulés.

36. De même, malgré les affirmations de l'Argentine à l'effet contraire, les États-Unis n'ont pas prétendu qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial devait comprendre des arguments ou qu'elle devait comporter des descriptions narratives des allégations. Le Groupe spécial peut donc également faire abstraction de l'argumentation de l'Argentine sur ces points.

37. En réalité, les États-Unis ont fait valoir que l'article 6:2 exige qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial contienne un "bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème". Lorsque, comme c'est le cas ici, une "mesure" est décrite de façon ambiguë (en employant par exemple l'expression "certains aspects"), lorsque la disposition conventionnelle en question est décrite de façon ambiguë (en faisant référence par exemple à tout un article qui comporte de nombreux paragraphes et obligations), et lorsque la

[2] *Communication de l'Argentine concernant la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, 4 décembre 2003 [ci-après "communication du 4 décembre"].

demande n'est accompagnée d'aucune description narrative ni d'aucun argument, le problème ne sera pas énoncé clairement.[3]

Page 4

38. S'agissant des défauts spécifiques de la demande d'établissement d'un groupe spécial, commençons par ce que nous avons appelé la "page 4". En ce qui concerne la page 4, l'assertion de l'Argentine selon laquelle les États-Unis n'ont pas examiné la demande d'établissement d'un groupe spécial dans son intégralité est tout simplement fausse. Aux paragraphes 88 et 89 de leur première communication, les États-Unis ont expliqué la façon dont ils avaient procédé pour examiner les sections A et B de la demande d'établissement d'un groupe spécial afin d'essayer de comprendre la nature des problèmes exposés à la page 4, et comment ils étaient arrivés à la conclusion – comme toute personne raisonnable et objective l'aurait fait – que les problèmes dont on se plaignait à la page 4 étaient différents de ceux dont on se plaignait dans les sections A et B. Par exemple, lorsque l'Argentine formule des allégations "en tant que tel" dans les sections A et B au sujet de l'article 751 c) 4) et des articles 752 a) 1) et 5) de la Loi douanière de 1930 des États-Unis, et qu'elle dit ensuite à la page 4 qu'elle considère "aussi" que certains aspects des articles 751 c) et 752 sont incompatibles avec les règles de l'OMC, une personne raisonnable et objective conclurait que l'Argentine avance de nouvelles allégations et ne se borne pas à répéter les allégations qu'elle a formulées dans les sections A et B.

39. Aujourd'hui, l'Argentine semble avoir changé d'argumentation. Elle a dit à l'ORD que les sections A et B de la demande d'établissement d'un groupe spécial renfermaient les "allégations particulières" de l'Argentine. Elle dit maintenant que "l'essentiel des allégations de l'Argentine" – quel que soit le sens d'"essentiel" – figure dans les sections A et B.[4] Cela est tout simplement inexact. Par exemple, il est indiqué à la page 4 que la réglementation de l'ITC concernant les réexamens à l'extinction est à l'origine de certains problèmes (non spécifiés), mais on peut se demander où est exposé l'"essentiel" de l'"allégation" de l'Argentine dans les sections A ou B? La réponse est: nulle part.

40. Enfin, l'Argentine prétend avoir fourni une description narrative dans la première partie de la demande d'établissement d'un groupe spécial qui remédie aux déficiences qui ont été constatées par ailleurs à la page 4.[5] Toutefois, cet exposé n'est guère plus qu'une chronologie des événements qui se termine, à la page 2 de la demande d'établissement d'un groupe spécial, par la même assertion ambiguë que celle qui figure à la page 4, à savoir que "certains aspects des lois, règlements, principes directeurs et procédures des États-Unis relatifs à l'administration des réexamens à l'extinction sont incompatibles avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC".

Sections B.1, B.2 et B.3

41. S'agissant maintenant des défauts relevés dans les sections B.1, B.2 et B.3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial, nous rappelons que ces défauts concernent des cas au sujet desquels l'Argentine fait état d'incompatibilités avec les articles 3 et 6 de l'Accord antidumping dans leur intégralité. Le plus intéressant dans la façon dont l'Argentine justifie ces défauts est ce qu'elle ne dit pas. L'Argentine ne s'insurge pas contre les constatations de groupes spéciaux antérieurs selon lesquels les citations d'articles entiers de l'Accord antidumping – dont l'article 6 – peuvent ne pas satisfaire aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.[6] L'Argentine n'explique jamais non plus pourquoi, dans d'autres parties de sa demande d'établissement d'un groupe spécial, elle a été

[3] *Voir* la première communication des États-Unis d'Amérique, 7 novembre 2003, paragraphe 87 [ci-après "première communication des États-Unis"].
[4] Communication du 4 décembre, note 26.
[5] *Id.*, paragraphe 45.
[6] Première communication des États-Unis, paragraphe 105, note 119.

en mesure d'indiquer avec précision les paragraphes particuliers des articles 3 et 6 qui l'intéressaient.[7] Étant donné que l'Argentine insiste pour que l'intégralité de la demande d'établissement d'un groupe spécial soit prise en considération, cette omission de sa part est particulièrement étonnante.

42. Quant aux arguments avancés par l'Argentine, ils ne mènent à rien. Son principal argument est que les États-Unis connaissaient d'une manière ou d'une autre, à la suite des consultations, les problèmes de l'Argentine.[8] Toutefois, comme l'a constaté le Groupe spécial chargé du différend *Canada – Blé*, ce type d'argument est dénué de pertinence du point de vue juridique lorsqu'il s'agit de déterminer si une demande d'établissement d'un groupe spécial est conforme à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.[9] D'ailleurs, en fait, l'argument de l'Argentine tombe, parce que les États-Unis ont déjà démontré que les consultations n'avaient pas permis de mieux comprendre la nature des problèmes de l'Argentine.[10]

43. Chose intéressante, l'Argentine semble s'opposer à ce que les États-Unis débattent des questions qu'elle a posées lors des consultations.[11] Cette opposition est curieuse, étant donné que c'est l'Argentine qui a fait état de ces questions la première, en faisant valoir devant l'ORD que celles-ci palliaient d'une manière ou d'une autre les déficiences de sa demande d'établissement d'un groupe spécial.

"<u>Certaines questions</u>"

44. Enfin, "certaines questions" débordent le cadre du mandat du Groupe spécial, pour les raisons exposées dans la section IV.D de la première communication des États-Unis. Comme ces questions ne font pas partie du mandat du Groupe spécial, les États-Unis n'ont pas à démontrer qu'ils ont subi un préjudice dans le cadre de leur analyse en l'espèce. Toutefois, pour que les choses soient claires, les États-Unis ont en fait été lésés par l'inclusion dans la première communication de l'Argentine de questions qui ne figuraient pas dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'elle a présentée.

45. Pour épargner du temps, les États-Unis ne présenteront pas d'observations sur les moyens de défense invoqués par l'Argentine au sujet de chacune de ces "questions", mais ils se borneront plutôt à donner un exemple qui devrait suffire à démontrer que les arguments de l'Argentine sont entachés de vices rédhibitoires.

46. Les États-Unis ont affirmé que les allégations énoncées dans la section VIII.C.2 de la première communication de l'Argentine n'entrent pas dans le mandat du Groupe spécial.[12] Cette section renferme une allégation "tel qu'appliqué" concernant le laps de temps pris en compte par l'ITC. Toutefois, la seule partie de la demande d'établissement d'un groupe spécial qui traite du laps de temps qui a été pris en compte par l'ITC est la section B.3, qui se circonscrit clairement à une allégation "en tant que tel" concernant les dispositions statutaires pertinentes.

47. L'Argentine fait valoir que l'on devrait considérer qu'une allégation "en tant que tel" est implicitement énoncée dans la section B.3, parce qu'il est fait mention dans l'intitulé de la section B de la "détermination à l'extinction établie par la Commission".[13] Le problème, toutefois, est qu'il est également fait mention dans l'intitulé de la section A des déterminations établies par le Département du commerce, mais qu'une distinction est clairement établie dans les différents paragraphes de la

[7] *Id.*, paragraphe 106.
[8] Communication du 4 décembre, paragraphes 71 à 77.
[9] *Voir* la première communication des États-Unis, paragraphe 109, dans laquelle est cité le rapport du Groupe spécial *Canada – Blé*, paragraphe 25.
[10] *Id.*, paragraphes 107 et 108.
[11] Communication du 4 décembre, paragraphe 75.
[12] Première communication des États-Unis, paragraphes 123 à 125.
[13] Communication du 4 décembre, paragraphe 111.

section A entre les allégations "en tant que tel" et les allégations "tel qu'appliqué". Dans la section A.1, une allégation "en tant que tel" est formulée en ce qui concerne le régime de réexamen accéléré du Département du commerce, tandis que dans les sections A.2 et A.3, des allégations "tel qu'appliqué" sont clairement formulées en ce qui concerne certains aspects du régime de réexamen accéléré, tel qu'il a été appliqué au réexamen à l'extinction des droits antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine.

48. Par conséquent, quiconque lit la demande d'établissement d'un groupe spécial dans son intégralité – comme on doit le faire selon l'Argentine – arriverait à la conclusion que l'Argentine a délibérément circonscrit ses allégations concernant le laps de temps pris en compte par l'ITC à une allégation "en tant que tel" concernant les dispositions statutaires pertinentes. Si l'Argentine avait voulu procéder autrement, elle aurait fait une distinction entre les allégations "en tant que tel" et les allégations "tel qu'appliqué", comme elle l'a fait dans la section A en ce qui concerne le système de réexamen accéléré du Département du commerce.

Les États-Unis ont été lésés

49. Les efforts déployés par l'Argentine pour démontrer qu'elle s'est conformée aux articles 6:2 et 7 du Mémorandum d'accord ne font que mettre en évidence les déficiences de sa demande d'établissement d'un groupe spécial et de sa première communication. Les efforts d'interprétation forcée déployés par l'Argentine pour essayer de démontrer la "clarté" de sa demande d'établissement d'un groupe spécial sont éloquents.

50. En réalité, l'Argentine se retrouve donc avec rien d'autre que des assertions sans fondement selon lesquelles: 1) les États-Unis craignent d'engager un débat sur les questions de fond[14]; et selon lesquelles 2) les États-Unis n'ont pas été lésés.

51. Concernant le premier argument, les États-Unis se bornent à dire que nous aurions pu nous éviter ce débat si l'Argentine avait simplement retiré sa demande d'établissement d'un groupe spécial et présenté une demande convenable après que les États-Unis eurent fait part de leurs préoccupations. L'Argentine a attendu plus d'une année avant même de demander l'ouverture de consultations, de sorte qu'il est difficile de comprendre pourquoi elle a refusé de consacrer environ un mois de plus à l'établissement du groupe spécial afin de se conformer aux prescriptions du Mémorandum d'accord.

52. S'agissant de la question du préjudice, – qui devrait être dénuée d'intérêt lorsque, comme c'est le cas en l'espèce, l'Argentine ne s'est manifestement pas conformée au Mémorandum d'accord –, les États-Unis et les tierces parties éventuelles ont néanmoins été lésés du fait que l'Argentine n'a pas respecté les prescriptions du Mémorandum d'accord. Les Membres ont dû attendre longtemps après l'établissement du Groupe spécial avant d'être en mesure de connaître la question qui avait été portée devant le Groupe spécial, et il a été porté atteinte à la capacité des États-Unis de préparer leur défense.

53. En outre, il convient de tenir compte non seulement des inconvénients subis par les États-Unis, mais de l'absence totale de justification en ce qui concerne les déficiences de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine. Par exemple, les sections A et B de la demande d'établissement d'un groupe spécial montrent que l'Argentine est capable de formuler des allégations avec précision, mais celle-ci n'est pourtant pas en mesure d'expliquer d'une manière plausible l'ambiguïté de la page 4.

54. En résumé, le présent groupe spécial devrait s'en tenir au précédent établi par le Groupe spécial chargé du différend *Canada – Blé*. Bien que celui-ci ait constaté dans cette affaire un défaut de conformité avec la troisième prescription de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord – l'obligation d'indiquer les mesures spécifiques en cause – le raisonnement du Groupe spécial s'applique avec

[14] Communication du 4 décembre, paragraphe 2.

autant de force au défaut de l'Argentine d'"énoncer clairement le problème". Comme ce groupe spécial l'a clairement indiqué, l'objectif de régularité de la procédure énoncé à l'article 6:2 exige qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial fournisse au défendeur les renseignements nécessaires pour qu'il puisse commencer à préparer sa défense. Le Groupe spécial a constaté que le fait que les États-Unis ne s'étaient pas conformés à l'article 6:2 "cré[ait] une grande incertitude quant à l'identité des mesures précises en cause et compromet[tait] de ce fait la capacité du Canada de "commencer à préparer sa défense" d'une manière significative".[15]

55. En l'occurrence, l'inobservation de l'article 6:2 de la part de l'Argentine a créé une grande incertitude en ce qui concerne les questions en cause, compromettant ainsi la capacité des États-Unis de commencer à préparer leur défense d'une manière significative, c'est-à-dire en leur faisant subir un préjudice.

56. Monsieur le Président, je conclurai ainsi la déclaration liminaire des États-Unis. La délégation des États-Unis attend vos questions et espère engager un dialogue constructif avec le Groupe spécial

[15] *Canada – Blé*, paragraphe 28.

ANNEXE D-3

DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES EN TANT QUE TIERCE PARTIE

10 décembre 2003

TABLE DES MATIÈRES

Page

1. Introduction 53
2. Résumé de la communication écrite 53
3. Détermination concluant à l'inadéquation et renonciation à participer 53
4. Interprétation par les États-Unis de l'article 11.3 de l'Accord antidumping isolé du reste de l'Accord antidumping 55
5. Probabilité de voir le dumping subsister 56
6. Réduction à zéro 58

Affaires citées dans la présente communication

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Argentine – Carreaux en céramique	Rapport du Groupe spécial *Argentine – Mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie*, WT/DS189/R, adopté le 5 novembre 2001
CE – Tubes et tuyaux	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil*, WT/DS219/R, rapport final distribué le 7 mars 2003 Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil*, WT/DS219/AB/R, adopté le 18 août 2003
Égypte – Barres d'armature en acier	Rapport du Groupe spécial *Égypte – Mesures antidumping définitives à l'importation de barres d'armature en acier en provenance de la Turquie*, WT/DS211/R, adopté le 1er octobre 2002
États-Unis – Acier au carbone en provenance d'Allemagne	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/R, rapport final distribué le 3 juillet 2002 Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/AB/R, adopté le 28 novembre 2002
États-Unis – DRAM	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée*, WT/DS99/R, adopté le 19 mars 1999
Guatemala – Ciment II	Rapport du Groupe spécial *Guatemala – Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique*, WT/DS156/R, adopté le 17 novembre 2000

Je vous remercie, Monsieur le Président et Messieurs les membres du Groupe spécial.

1. Introduction

1. Les Communautés européennes interviennent en tant que tierce partie dans la présente affaire en raison de l'intérêt systémique qu'elles ont à une juste interprétation de l'Accord antidumping.

2. Résumé de la communication écrite

2. Notre communication écrite renfermait des observations sur six points.

3. Premièrement, en ce qui concerne l'exception préliminaire soulevée par les États-Unis, nous considérons que le Groupe spécial devrait évaluer la demande d'établissement d'un groupe spécial dans son ensemble, et non une partie précise de cette demande en l'isolant du reste.

4. Deuxièmement, en ce qui concerne la détermination concluant à l'inadéquation, nous considérons que l'effet cumulatif des dispositions pertinentes en l'espèce a donné lieu à une situation dans laquelle l'autorité chargée de l'enquête était essentiellement dispensée de toute obligation de mener une enquête, d'une manière qui est incompatible avec l'Accord antidumping.

5. Troisièmement, sur la détermination de la probabilité, nous considérons qu'elle était incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping, étant donné qu'elle reposait sur des données périmées jointes à une détermination prospective.

6. Quatrièmement, s'agissant du Sunset Policy Bulletin, nous le considérons comme une mesure susceptible d'être contestée au regard de l'Accord sur l'OMC et "en tant que tel" incompatible avec l'article 11 de l'Accord antidumping.

7. Cinquièmement, en ce qui concerne la réduction à zéro, nous convenons que les États-Unis n'avaient pas le droit d'utiliser, aux fins d'une enquête menée dans le cadre d'un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping, une détermination de l'existence d'un dumping établie suivant une méthode de réduction à zéro incompatible avec l'article 2 de l'Accord antidumping.

8. Sixièmement, en ce qui concerne le dommage, nous considérons que les dispositions de l'article 3 de l'Accord antidumping s'appliquent également dans le contexte d'une enquête et d'une détermination effectuées dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.

9. À ces observations nous tenons à ajouter les observations ci-après sur la détermination concluant à l'inadéquation, la thèse des États-Unis selon laquelle il faut interpréter l'article 11.3 de l'Accord antidumping en l'isolant de toutes les autres dispositions de fond de l'Accord, la détermination de la probabilité, et la réduction à zéro.

3. Détermination concluant à l'inadéquation et renonciation à participer

10. En vertu du règlement du DOC[1], celui-ci ne considérera une réponse comme "adéquate" que si les parties intéressées interrogées représentent plus de 50 pour cent des exportations totales aux États-Unis. Si la réponse est jugée inadéquate, le DOC décidera de suivre une procédure accélérée et se prononcera sur la base des "données de fait disponibles".[2] Comme Siderca n'avait pas exporté aux États-Unis pendant la période considérée, et alors même qu'il avait constaté que Siderca avait présenté

[1] Article 351.218 e) 1) ii) A).
[2] Article 351.218 e) 1) ii) C).

une réponse de fond complète, le DOC a considéré que cette réponse était inadéquate et donc décidé de suivre la procédure accélérée.

11. Comme la Corée l'a affirmé à juste titre, le seuil de 50 pour cent qui sert à déterminer l'adéquation des réponses des parties intéressées interrogées n'a aucun fondement dans l'Accord antidumping.[3] Les groupes spéciaux ont constamment jugé qu'une autorité chargée de l'enquête peut prendre une décision sur la base des "données de fait disponibles" uniquement dans les conditions spécifiques énoncées à l'article 6.8 de l'Accord antidumping.[4]

12. L'article 6.8 de l'Accord antidumping ne permet à l'autorité de recourir aux données de fait disponibles que dans les cas "où une partie intéressée refusera de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communiquera pas dans un délai raisonnable, ou entravera le déroulement de l'enquête de façon notable". L'article 6.8 ne l'autorise pas à recourir aux données de fait disponibles simplement parce qu'une partie intéressée interrogée, qui a présenté une réponse de fond complète, ne satisfait pas à certains critères quantitatifs concernant sa part des importations.

13. La décision de suivre une procédure accélérée peut entraîner l'exclusion d'éléments de preuve pertinents de l'enquête menée dans le cadre du réexamen à l'extinction, d'une manière incompatible avec l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord antidumping. En outre, elle a aussi pour effet de dispenser en grande partie l'autorité chargée de l'enquête de l'obligation de mener une enquête qui lui est imposée par l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Les Communautés européennes considèrent donc que le règlement du DOC de même que la décision de suivre une procédure accélérée en l'espèce sont incompatibles avec les articles 11.3 et 6.1, 6.2 et 6.8 de l'Accord antidumping.

14. L'Argentine a également contesté les dispositions de la législation des États-Unis qui disposent que, dans certains cas, une partie intéressée interrogée est réputée avoir renoncé à participer à la procédure.[5] Les Communautés européennes notent que les États-Unis ont répondu que le DOC n'avait pas appliqué la disposition relative aux renonciations dans la procédure visant Siderca.[6]

15. Nonobstant, les Communautés européennes considèrent que les dispositions de la législation des États-Unis sont en tant que telles incompatibles avec l'Accord antidumping. Selon le règlement du DOC, le fait pour une partie intéressée interrogée de ne pas présenter une réponse de fond complète sera considéré comme une renonciation à participer au réexamen à l'extinction.[7] Selon la législation des États-Unis, la renonciation a pour effet d'obliger l'autorité administrante à conclure qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en ce qui concerne cette partie intéressée en cas d'abrogation de l'ordonnance ou de clôture de l'enquête.[8]

16. Si une partie intéressée interrogée ne présente pas les renseignements nécessaires, l'article 6.8 de l'Accord antidumping laisse à l'autorité chargée de l'enquête la faculté de prendre une décision sur la base des données de fait disponibles. En revanche, aucune disposition de l'Accord antidumping ne permet à l'autorité chargée de l'enquête de se contenter de présumer qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. En prévoyant qu'en l'absence d'une réponse de fond complète l'autorité chargée de l'enquête conclura, sans complément d'enquête, qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira, la législation des États-Unis établit une présomption que rien dans l'Accord antidumping n'autorise. Les dispositions concernant la renonciation sont donc en tant que telles incompatibles avec les articles 11.3 et 6.8 de l'Accord antidumping.

---

[3] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 31.

[4] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Carreaux en céramique*, paragraphe 6.20; rapport du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier*, paragraphe 7.147.

[5] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphes 109 et suivants.

[6] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 211.

[7] Article 351.218 d) 2) iii).

[8] 19 U.S.C. § 1675 c) 4) B).

4. Interprétation par les États-Unis de l'article 11.3 de l'Accord antidumping isolé du reste de l'Accord antidumping

17. Le moyen de défense invoqué par les États-Unis repose sur l'affirmation suivante[9]:

> "[L]'article 11.3 est la **seule disposition** de l'Accord antidumping qui énonce les prescriptions de fond permettant de déterminer si une ordonnance devrait être abrogée cinq ans après son imposition." (pas de caractère gras ni de soulignement dans l'original)

18. Par conséquent, selon les États-Unis, abstraction faite des dispositions procédurales, une autorité chargée de l'enquête est libre d'ignorer toutes les autres dispositions de l'Accord antidumping lorsqu'elle applique et interprète l'article 11.3. Comme les États-Unis l'ont dit[10]:

> "En résumé, mis à part les obligations prévues à l'article 11.3 et les dispositions des articles 6 et 12 dont il vient d'être question, l'Accord antidumping laisse la conduite d'un réexamen à l'extinction à la **discrétion du Membre** qui l'effectue." (pas de caractère gras ni de soulignement dans l'original)

19. Les Communautés européennes ne souscrivent pas à cette affirmation. Nous relevons (de manière non exhaustive) au moins six dispositions de l'Accord antidumping renfermant des prescriptions qui sont plus que de pure forme, et dont une autorité chargée de l'enquête ne peut pas faire abstraction dans une enquête et une détermination effectuées dans le cadre d'un réexamen à l'extinction. Il s'agit des articles 1er, 2, 3, 4, 9 et 11.1.

20. Selon les Communautés européennes, on ne peut pas dire que l'article premier de l'Accord antidumping soit totalement dénué de pertinence pour l'application et l'interprétation de l'article 11.3. L'article premier s'intitule "Principes". Il fait référence aux règles énoncées à l'article VI du GATT de 1994. Il fait référence deux fois aux "dispositions" de l'Accord antidumping, sans réserve ni restriction – c'est-à-dire à toutes les dispositions, y compris celles de l'article 11.3. Une autorité chargée de l'enquête ne peut donc pas ignorer les principes énoncés à l'article premier de l'Accord antidumping lorsqu'elle applique et interprète l'article 11.3, pas plus qu'elle ne peut ignorer l'article VI du GATT de 1994.

21. De même, les Communautés européennes ne sont pas d'accord avec les États-Unis lorsqu'ils affirment, dans la citation susmentionnée, qu'une autorité chargée de l'enquête est libre d'ignorer l'article 2 de l'Accord antidumping lorsqu'elle applique et interprète l'article 11.3. À vrai dire, cette simple assertion n'est pas une affirmation que, tout compte fait, les États-Unis sont en mesure de soutenir, puisqu'ils admettent eux-mêmes que:

> "L'article 2 donne donc le **sens général** du terme "dumping" tel qu'il est employé dans tout l'Accord antidumping, y compris l'article 11.3."[11] (pas de caractère gras ni de soulignement dans l'original)

22. Les mêmes observations valent pour les dispositions de l'article 3 de l'Accord antidumping qui se rapportent à la détermination de l'existence d'un dommage. L'article 11.3 ne renferme aucune "indication contraire" – de sorte que, comme le dit la note de bas de page 9 de l'Accord antidumping, le terme "dommage" employé à l'article 11.3 doit être pris comme signifiant ce qui est énoncé dans la définition. Le terme défini dans la note de bas de page 9 est "dommage", et non, comme les

[9] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 3.
[10] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 142.
[11] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 256.

États-Unis le voudraient, "détermination de l'existence d'un dommage", qui est simplement le titre de l'article 3.[12] Peut-être les États-Unis auraient-ils voulu que le titre de l'article 3 soit utilisé dans la définition donnée dans la note de bas de page 9, au lieu du terme "dommage" – mais ce n'est pas ce que le texte de l'Accord antidumping prévoit.

23. Les Communautés européennes notent en outre que l'article 11.3 de l'Accord renferme l'expression "branche de production nationale". L'article 4 de l'Accord renferme la "définition de la branche de production nationale". Les Communautés européennes n'admettent donc pas qu'une autorité chargée de l'enquête puisse ignorer l'article 4 de l'Accord antidumping lorsqu'elle applique et interprète l'article 11.3.

24. Des observations semblables peuvent être faites au sujet de l'article 9 de l'Accord antidumping, qui concerne non seulement le recouvrement de droits antidumping, mais aussi leur "imposition". L'article 11.3 de l'Accord fait expressément référence à une période de cinq ans après l'"imposition" du droit; il mentionne aussi "le droit [qui] est supprimé", ce qui veut dire que le droit cesse d'être imposé; et la règle selon laquelle "[l]e droit pourra demeurer en vigueur", ce qui veut dire que l'imposition du droit pourra demeurer en vigueur. Par conséquent, décider, au titre de l'article 11.3, de ne pas supprimer le droit revient à décider d'imposer le droit pour une nouvelle période d'au plus cinq ans. Les Communautés européennes ne conviennent donc pas qu'une autorité chargée de l'enquête a le droit d'agir sans tenir le moindre compte de l'article 9 de l'Accord antidumping lorsqu'elle applique et interprète l'article 11.3.

25. Comme nous l'avons indiqué dans notre communication écrite, l'article 11.1 de l'Accord antidumping s'applique aussi aux enquêtes et aux déterminations effectuées dans le cadre de réexamens à l'extinction, ainsi que l'Organe d'appel l'a confirmé.[13] Les Communautés européennes ne sont donc pas d'accord avec les États-Unis lorsqu'ils affirment qu'une autorité chargée de l'enquête est libre d'ignorer l'article 11.1 de l'Accord antidumping en appliquant et en interprétant l'article 11.3.

26. Nous concluons que le fondement du moyen de défense invoqué par les États-Unis en l'espèce est manifestement erroné.

5. Probabilité de voir le dumping subsister

27. Nous voudrions maintenant formuler certaines observations au sujet de la détermination de la probabilité que le dumping subsistera.

28. Premièrement, en réponse à certaines affirmations faites par les États-Unis[14], nous voudrions formuler des observations sur la nature précise de la détermination en l'espèce. C'est dans le Mémorandum sur les questions et la décision[15], à la section 1, dans la sous-section intitulée "Position du Département", dernier paragraphe, dernière phrase, qu'il est dit que le DOC constate que le dumping a subsisté pendant toute la durée de l'ordonnance applicable à l'Argentine. La seule raison donnée à l'appui de cette constatation, c'est la marge de dumping calculée relativement à la période d'enquête initiale (du 1er janvier au 30 juin 1994).

29. Nous concluons que cette constatation est une constatation de persistance du dumping et qu'elle reposait exclusivement sur la marge de dumping initiale calculée relativement à la période du 1er janvier au 30 juin 1994. Par conséquent, la détermination reposait sur des données périmées jointes à la détermination prospective.

---

[12] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 289 à 292.

[13] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone en provenance d'Allemagne*, paragraphe 70; rapport du Groupe spécial *CE – Tubes et tuyaux*, paragraphe 7.113.

[14] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 54.

[15] Pièce n° 51 de l'Argentine.

30. Deuxièmement, nous tenons à rappeler l'importance de l'article 11.1 de l'Accord antidumping qui, ainsi que l'Organe d'appel l'a fort justement confirmé, est pertinent pour l'interprétation de l'article 11.3.[16] Le texte de l'article 11.1 de l'Accord antidumping, notamment l'emploi du présent, confirme clairement, de l'avis des Communautés européennes, qu'il doit y avoir un minimum de rapport temporel entre une constatation de dumping et l'imposition d'un droit. Une détermination de l'existence d'un dumping a une durée de validité. Elle n'est pas éternelle. Par conséquent, une fois que la pertinence de l'article 11.1 de l'Accord antidumping est reconnue – pertinence niée à tort par les États-Unis –, le résultat inévitable de l'analyse devient clair.

31. Troisièmement, les Communautés européennes ne souscrivent pas à l'assertion sans nuance des États-Unis selon laquelle, dans une enquête menée dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, "une autorité examine ce qui se passera dans l'avenir".[17] L'autorité chargée de l'enquête doit également examiner ce qui s'est produit dans le passé. C'est ce que les États-Unis admettent au paragraphe 151 de leur première communication écrite, lorsqu'ils admettent que l'autorité examinera les renseignements concernant "les marges de dumping antérieures et actuelles".

32. Quatrièmement, les Communautés européennes n'approuvent pas la distinction établie par les États-Unis entre "l'existence d'une marge de dumping" et "l'ampleur d'une marge de dumping"[18], du moins aux fins de la présente affaire, qui porte sur la persistance d'une marge alléguée de tout juste 1,36 pour cent. Avec une marge alléguée aussi faible, il est impossible de savoir avec certitude si oui ou non elle existe "en termes généraux" sans en calculer l'ampleur (et le signe) d'une manière sérieuse et mathématique par référence aux règles énoncées à l'article 2 de l'Accord antidumping. En outre, si la seule mesure antérieure connue a été prise (des années auparavant) en appliquant des règles dont on sait maintenant qu'elles ont influencé le résultat d'une manière décisive dans un sens plutôt que dans l'autre, il est impossible de se fonder sur cette mesure antérieure pour affirmer qu'en termes généraux cette marge existe encore, sans en fait mener une enquête et établir une détermination sur son importance actuelle et son signe. Et il est deux fois plus hasardeux de procéder de la sorte lorsque l'affirmation porte sur l'existence d'une marge *persistante* et que les moyens de mesurer cette marge ont, dans l'intervalle, changé en droit.

33. Cinquièmement, les États-Unis insistent beaucoup sur les amples possibilités qu'ils affirment avoir ménagées à Siderca de présenter des renseignements à l'autorité chargée de l'enquête; et veulent à toute force que les renseignements factuels pertinents soient "… ceux que renfermaient les dossiers administratifs du Département et de l'ITC …".[19] Admettons. Les renseignements factuels sur la base desquels la marge de dumping, éventuelle, de Siderca avait été calculée pour la période du 1er janvier au 30 juin 1994 et pouvait être calculée à nouveau ***se trouvent*** dans les dossiers administratifs du DOC. Tout ce que le DOC aurait eu besoin de faire, c'était de traiter les données au moyen d'un programme informatique courant – ***guère plus que d'appuyer sur un bouton***. Inutile, disent les États-Unis, parce qu'en termes généraux il existe un dumping au sens de l'article 2 de l'Accord antidumping (***nous savons reconnaître une marge de dumping à l'œil nu***), et il est certain que si telle mesure précise est prise, l'existence du dumping sera confirmée. Toutefois, dans des circonstances où il est en fait certain que telle mesure précise révélera qu'il n'y a pas du tout de dumping et où toutes les données sont déjà entre les mains de l'autorité chargée de l'enquête, les Communautés européennes estiment que cette approche n'est pas compatible avec la prescription voulant qu'une autorité effectue une enquête ***impartiale et objective***.

34. Sixièmement, dans l'affaire *États-Unis – DRAM*, le Groupe spécial a conclu:

---

[16] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone en provenance d'Allemagne*, paragraphe 70; rapport du Groupe spécial *CE – Tubes et tuyaux*, paragraphe 7.113.

[17] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 255.

[18] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 254.

[19] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 131.

> "… le champ d'application de l'Accord antidumping est déterminé par le champ du réexamen postérieur à l'OMC … Tout aspect d'une mesure antérieure à l'OMC qui n'entre pas dans le champ du réexamen postérieur à l'OMC n'est pas soumis à l'Accord antidumping en vertu de l'article 18.3 dudit accord. Par exemple, une détermination antérieure à l'OMC concernant l'existence d'un dommage n'est pas soumise à l'Accord antidumping simplement parce qu'il est procédé à un réexamen postérieur à l'OMC de la détermination antérieure à l'OMC relative à la marge de dumping."[20]

35. À supposer, pour les besoins du raisonnement, que cette proposition soit juste, il s'ensuit que tout aspect d'une mesure antérieure à l'OMC qui *entre* dans le champ du réexamen postérieur à l'OMC se trouve *effectivement* soumis à l'Accord antidumping. La question décisive devient donc de savoir si oui ou non, dans un réexamen postérieur à l'OMC dans le champ duquel entrerait l'aspect du dumping, où serait utilisée une détermination de l'existence d'un dumping postérieure à l'OMC incompatible avec l'Accord, la détermination établie à l'issue du réexamen pourrait être contestée au motif que la détermination initiale était viciée. Si la réponse à cette question est affirmative, il découle du passage précité, que les États-Unis citent en l'approuvant[21], qu'en vertu de l'article 18.3 de l'Accord antidumping il en irait de même lorsque, comme en l'espèce, la détermination initiale de l'existence d'un dumping avait été faite en application de l'Accord du Tokyo Round. Le Groupe spécial doit répondre à cette question fondamentale par l'affirmative, parce que les États-Unis eux-mêmes affirment que si, dans la détermination initiale, il se trouve une violation de l'article 2 de l'Accord antidumping "en termes généraux", la détermination établie à l'issue du réexamen sera également viciée.[22] L'affaire *États-Unis – DRAM* confirme donc que le fait que la détermination initiale a été établie en vertu de l'Accord du Tokyo Round n'offre aucun moyen de défense valide aux États-Unis. Ceux-ci ne peuvent pas échapper à cette conclusion en l'espèce, notamment parce qu'ils ont fait une seule détermination de la *persistance* du dumping, qui couvrait la période d'enquête initiale, la période de validité de l'ordonnance et l'avenir.

6. Réduction à zéro

36. S'agissant de la réduction à zéro, nous tenons à profiter de l'occasion pour réaffirmer notre adhésion aux arguments formulés non seulement par l'Argentine, mais aussi par la Corée, aux pages 2 à 7, 12 et 14 [de la version anglaise] de sa communication écrite; par le Japon aux pages 1 à 3, 5 à 8 et 19 [de la version anglaise] de sa communication écrite; et par le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, aux pages 2 à 4 [de la version anglaise] de sa communication écrite. Le rapport entre les articles 2 et 11 de l'Accord antidumping est tel que les États-Unis n'étaient pas en droit d'utiliser, dans la détermination à l'extinction contestée, la détermination initiale établie pour la période du 1er janvier au 30 juin 1994 – détermination qui comportait une réduction à zéro incompatible avec l'article 2 de l'Accord – comme *seule* base de leur détermination de la persistance d'un dumping.

---

[20] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – DRAM*, paragraphe 6.14.
[21] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 260.
[22] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 256.

ANNEXE D-4

DÉCLARATION ORALE DU JAPON EN TANT QUE TIERCE PARTIE

10 décembre 2003

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 60

II. ARGUMENTATION 60

A. LES DÉTERMINATIONS DE L'EXISTENCE D'UN DUMPING DANS LE CADRE DES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION 60

1. Les arguments présentés par les États-Unis sur les prescriptions concernant les déterminations de l'existence d'un "dumping" dans le cadre des réexamens à l'extinction sont incorrects 60

2. Une détermination de l'existence d'un dumping qui se fonde sur des marges calculées dans le cadre d'une procédure antérieure à l'OMC selon la méthode de la réduction à zéro est incompatible avec les règles de l'OMC 61

B. LES DÉTERMINATIONS DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE DANS LE CADRE DES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION 61

C. INCOMPATIBILITÉ AVEC LES RÈGLES DE L'OMC DES DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE RENONCIATION EN TANT QUE TELLES 62

1. Incompatibilité avec l'article 11.3 des dispositions en matière de renonciation en tant que telles 62

2. Mal-fondé des arguments des États-Unis basés sur l'article 6 63

3. Les procédures de réexamen accélérées sont également incompatibles avec l'article 6.2 63

D. INCOMPATIBILITÉ AVEC LES RÈGLES DE L'OMC DES TROIS SCÉNARIOS FIGURANT DANS LE *SUNSET POLICY BULLETIN* EN TANT QUE TELS 640

III. CONCLUSION 64

I. INTRODUCTION

1. Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial, au nom du gouvernement japonais, je vous remercie de l'attention que vous portez à cette importante affaire. Ce matin, nous ne reprendrons pas les arguments que nous avons exposés dans notre communication écrite. Nous voudrions plutôt nous concentrer sur certains arguments qui ont été présentés par les parties, mais que nous n'avons pas traités d'une manière détaillée dans notre communication écrite. Avant d'aborder des questions particulières, le Japon tient à signaler que le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier au carbone en provenance du Japon* est encore en instance devant l'Organe d'appel.[1] Il est regrettable que la date à laquelle se tient la présente réunion du Groupe spécial ne nous permette pas de présenter une argumentation fondée sur le rapport de l'Organe d'appel. Le Japon croit que l'Organe d'appel recevra ses arguments et prie respectueusement le présent Groupe spécial d'examiner attentivement son analyse.

2. Pour commencer, nous voudrions évoquer brièvement la demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Nous n'avons pas l'intention de développer une argumentation détaillée à ce sujet. Nous nous bornerons à dire que la demande d'établissement d'un Groupe spécial présentée par l'Argentine ne nous a posé aucun problème particulier lorsque nous avons rédigé notre communication en tant que tierce partie.

II. ARGUMENTATION

A. LES DÉTERMINATIONS DE L'EXISTENCE D'UN DUMPING DANS LE CADRE DES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

1. Les arguments présentés par les États-Unis sur les prescriptions concernant les déterminations de l'existence d'un "dumping" dans le cadre des réexamens à l'extinction sont incorrects

3. Les États-Unis confondent la détermination de l'existence d'un "dumping" et le calcul précis des marges de dumping futures, et tentent ensuite de nier que l'article 2 s'applique à l'article 11.3.[2] Ces arguments doivent être rejetés.

4. L'argumentation des États-Unis méconnaît la signification des mots "subsisteront ou se reproduiront", qui figurent à l'article 11.3. Les mots "déterminent" et "subsisteront ou se reproduiront", qui figurent à l'article 11.3, exigent des autorités qu'elles déterminent s'il existe un dumping au moment du réexamen à l'extinction et la façon dont la situation est susceptible de persister ou d'évoluer à l'avenir. En ne s'intéressant qu'aux événements futurs, les États-Unis vident de leur sens les termes exprès de l'article 11.3.

5. Contrairement à ce que prétendent les États-Unis, l'article 2 ne prescrit pas aux autorités des États-Unis de calculer avec précision les marges de dumping futures. Le pouvoir discrétionnaire des autorités n'est toutefois pas sans limites. Comme nous l'avons expliqué dans notre communication en tant que tierce partie, les autorités doivent fonder leur détermination sur des éléments de preuve crédibles, conformément aux articles 2 et 11.3. Pour déterminer l'état actuel du dumping, les autorités doivent disposer d'éléments de preuve crédibles établissant l'existence d'une marge de dumping positive, laquelle peut avoir été calculée lors du réexamen à l'extinction ou, dans certains cas, lors du dernier réexamen administratif. Pour déterminer qu'il est probable que le dumping subsistera ou se

[1] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon* ("*États-Unis – Acier au carbone en provenance du Japon*"), WT/DS244/R (14 août 2003).

[2] *Voir* la première communication des États-Unis, paragraphe 254.

reproduira, les autorités doivent disposer d'éléments de preuve crédibles montrant l'évolution du prix à l'exportation et de la valeur normale du produit à l'avenir. Aucune des deux déterminations ne requiert un calcul précis de la marge de dumping. Par conséquent, l'argument des États-Unis doit être rejeté.

2. Une détermination de l'existence d'un dumping qui se fonde sur des marges calculées dans le cadre d'une procédure antérieure à l'OMC selon la méthode de la réduction à zéro est incompatible avec les règles de l'OMC

6. Les États-Unis font valoir que l'article 18.3 empêche l'Argentine de contester la validité de la marge de dumping calculée dans le cadre de la procédure antérieure à l'OMC.[3] Nous ne sommes pas de cet avis.

7. Contrairement à ce que prétendent les États-Unis, l'article 18.3 prévoit expressément que les dispositions de l'Accord antidumping s'appliqueront aux "réexamens de mesures existantes". Cela montre clairement que l'ensemble du processus de réexamen à l'extinction dans la présente affaire OCTG relève de l'Accord antidumping présentement en vigueur, y compris en ce qui concerne l'établissement et l'évaluation des éléments de preuve. Le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis – DRAM* a précisé en outre que les marges de dumping calculées dans le cadre de l'enquête initiale, lorsqu'elles sont utilisées comme élément de preuve au cours d'un réexamen à l'extinction, doivent être compatibles avec les dispositions de l'Accord antidumping. Le Groupe spécial a expressément dit que "l'Accord antidumping s'applique aux parties d'une mesure antérieure à l'OMC qui entrent dans le champ d'un réexamen postérieur à l'OMC".[4] Le champ d'un réexamen postérieur à l'OMC – un réexamen à l'extinction en l'espèce – ne se limite pas à la détermination elle-même, mais s'étend aux éléments de preuve sur lesquels se fonde la détermination établie dans le cadre du réexamen à l'extinction. Les autorités ne peuvent établir une détermination compatible avec les règles de l'OMC si celle-ci se fonde sur des éléments de preuve incompatibles avec ces mêmes règles. Par conséquent, la détermination fondée sur la marge de dumping calculée dans le cadre d'une procédure antérieure à l'OMC selon la méthode de la réduction à zéro, laquelle est incompatible avec l'article 2, est incompatible avec les articles 2 et 11.3 de l'Accord antidumping.

B. LES DÉTERMINATIONS DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE DANS LE CADRE DES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

8. L'argument des États-Unis relatif à la note de bas de page 9[5] de l'Accord antidumping n'est pas fondé sur l'interprétation du sens ordinaire de cette note, et doit donc être rejeté. Comme nous l'avons expliqué dans notre communication en tant que tierce partie, le premier membre de phrase de la note de bas de page 9 – "[p]our les besoins du présent accord" – indique clairement que le terme "dommage" doit être interprété dans l'ensemble de l'Accord antidumping, y compris à l'article 11.3, conformément à la note de bas de page 9.

9. Dans ladite note de bas de page, le membre de phrase "sera interprété conformément aux dispositions de cet article"[6] précise encore que les règles de fond de l'article 3 s'appliquent à l'article 11.3. Le membre de phrase "qu'il est probable que [le dumping et le dommage] subsisteront ou se reproduiront", qui figure à l'article 11.3, ne modifie pas la notion essentielle de "dommage". Pour constater que le dommage "se reproduira", par exemple, les autorités doivent d'abord constater que le dommage résultant des effets du dumping a cessé, et arriver ensuite à la conclusion que le

[3] *Voir* la première communication des États-Unis, paragraphes 258 à 260.

[4] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée* ("*États-Unis – DRAM*"), WT/DS99/R (29 janvier 1999), paragraphe 6.14.

[5] *Voir* la première communication des États-Unis, paragraphes 290 à 296.

[6] *Ibid*.

dommage se reproduira tôt ou tard à l'avenir. Ces analyses ne modifient pas la prescription de fond voulant que les autorités constatent l'existence d'un dommage en se fondant sur des éléments de preuve positifs et un examen objectif de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix et du volume de ces importations. De même, il doit être satisfait, dans le cadre de la procédure de réexamen à l'extinction, à l'obligation d'évaluer les facteurs économiques énumérés à l'article 3.4, ainsi qu'aux prescriptions en matière de causalité et de non-imputation qui sont énoncées à l'article 3.5.

10. Les États-Unis font valoir que le dommage probable, tel qu'il est défini à l'article 11.3, exige une "analyse totalement différente"[7] de l'analyse du dommage dans le cadre de l'enquête initiale. Contrairement à ce que prétendent les États-Unis, l'article 3 prévoit une analyse prospective, même dans le cadre de l'enquête initiale. La note de bas de page 9 et les dispositions de l'article 3 indiquent clairement que toutes les dispositions de l'article 3 s'appliquent à la détermination de l'existence d'une menace de dommage important. L'article 3.7 dispose ensuite que les autorités doivent examiner une situation à un moment dans l'avenir où les effets du dumping causeront un dommage important à la branche de production nationale. Dans une affaire de menace de dommage, il faut donc examiner aussi les facteurs et les causes économiques mentionnés à l'article 3.4 et 3.5 à un moment donné dans l'avenir. L'analyse du "dommage" dans le cadre des réexamens à l'extinction est tout à fait analogue à l'analyse prescrite à l'article 3 lorsqu'il s'agit d'une menace de dommage important. En tant que tel, l'article 3 prévoit une analyse prospective du dommage, comme celle que prescrit l'article 11.3. L'argument des États-Unis est donc dénué de fondement.

11. Dans la présente affaire OCTG, l'ITC n'a pas procédé à une évaluation des différents facteurs énumérés à l'article 3.4. L'ITC n'a pas non plus dissocié ni distingué les effets des facteurs qu'elle connaissait au moment du réexamen à l'extinction des effets du dumping. Par conséquent, la détermination de l'existence d'un dommage établie par l'ITC dans le cadre du réexamen à l'extinction était incompatible avec l'article 3.4 et 3.5.

C. INCOMPATIBILITÉ AVEC LES RÈGLES DE L'OMC DES DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE RENONCIATION EN TANT QUE TELLES

1. Incompatibilité avec l'article 11.3 des dispositions en matière de renonciation en tant que telles

12. Comme nous l'avons expliqué dans notre communication en tant que tierce partie, les dispositions en matière de renonciation sont incompatibles avec l'article 11.3 parce qu'elles prescrivent au DOC d'établir une détermination positive de l'existence d'un dumping dans le cadre d'un réexamen à l'extinction sans examiner aucun des éléments de preuve versés au dossier ni tenir compte de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira, lorsqu'une partie interrogée n'a pas communiqué une réponse de fond.

13. Le Japon tient à souligner que l'argument des États-Unis selon lequel "la détermination positive de la probabilité évoquée à l'article 751 c) 4) B) de la Loi est limitée à la partie qui n'a pas répondu"[8] semble contredire leur argument selon lequel la détermination de l'existence d'un "dumping" dans le cadre d'un réexamen à l'extinction doit être établie sur la base de l'"ordonnance dans son ensemble".[9] Si une constatation positive faite au titre des dispositions en matière de renonciation à l'encontre d'une partie n'ayant pas répondu servait de fondement à la détermination globale portant sur l'ordonnance dans son ensemble, elle affecterait alors nécessairement les autres parties. Les États-Unis devraient clarifier cette contradiction évidente.

[7] Première communication des États-Unis, paragraphe 301.
[8] Première communication des États-Unis, paragraphe 146.
[9] Première communication des États-Unis, paragraphe 214 ("la détermination à l'extinction est établie sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, et non société par société").

2. Mal-fondé des arguments des États-Unis basés sur l'article 6

14. Les États-Unis ont aussi tenté de justifier leurs dispositions en matière de renonciation en prétendant qu'un exportateur est tenu de communiquer des renseignements dans un délai de 30 jours à compter de l'engagement d'un réexamen à l'extinction.[10] Le défaut de réponse d'une partie interrogée ne justifie pas toutefois que les autorités établissent une détermination positive de l'existence d'un dumping en l'absence de tout élément de preuve positif. Comme nous l'avons expliqué dans notre communication en tant que tierce partie, c'est aux autorités qu'incombe en premier lieu la lourde charge de démontrer la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise. Cette charge ne peut être renversée qu'une fois que les autorités ont établi cette probabilité *prima facie* sur la base d'éléments de preuve positifs.

15. De plus, les États-Unis considèrent, semble-t-il, qu'un avis public d'engagement de la procédure publié au *Federal Register* constitue le questionnaire, et tient lieu par conséquent de notification aux parties interrogées au titre de l'article 6.1.[11] Nous ne sommes pas de cet avis.

16. La prescription énoncée à l'article 6.1 doit être interprétée dans le contexte de l'article 6.1.1 et de l'Annexe II. L'article 6.1.1 prescrit de ménager aux parties interrogées un délai d'au moins 30 jours "pour répondre aux questionnaires". Par conséquent, les prescriptions de l'article 6.1 sont fondées sur l'envoi de questionnaires par les autorités. En l'espèce, le DOC n'a même pas adressé de questionnaire aux sociétés interrogées. Il s'est contenté d'indiquer, uniquement dans le *Federal Register*, que les parties intéressées pouvaient "répondre à l'avis d'engagement". Le DOC ne peut attendre passivement dans l'espoir que tous les renseignements pertinents se présenteront d'eux-mêmes, ni reprocher à une partie intéressée de ne pas avoir fourni des renseignements qui ne lui ont pas été expressément demandés.

17. En outre, le paragraphe 1 de l'Annexe II dispose que les autorités doivent "faire en sorte que [la] partie sache qu'au cas où ces renseignements ne seraient pas communiqués dans un délai raisonnable elles seront libres de fonder leurs déterminations sur les données de fait disponibles". Le fait qu'un avis a été rendu public sur le territoire d'un Membre ne peut être un moyen suffisant de "faire en sorte" que la partie, qui peut se trouver à l'autre bout du monde, sache que le DOC sera libre de fonder sa détermination sur les données de fait disponibles si la partie ne communique pas sa réponse. Par conséquent, l'avis publié par le DOC ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 6.1 en matière de notification.

3. Les procédures de réexamen accélérées sont également incompatibles avec l'article 6.2

18. Le Japon fait observer que les raisons rendant les dispositions en matière de renonciation incompatibles avec l'article 6.2 et 6.9 qui ont été exposées dans sa communication en tant que tierce partie peuvent aussi être invoquées en ce qui concerne les procédures de réexamen accélérées. La réglementation du DOC relative aux réexamens accélérés prévoit que le DOC n'établira pas une détermination préliminaire[12], et qu'il n'informera donc pas les parties interrogées des faits essentiels, conformément à l'article 6.9, ni ne ménagera aux parties intéressées la moindre possibilité de présenter des observations sur ces faits essentiels, conformément à l'article 6.2. Les procédures de réexamen accélérées du DOC sont donc également incompatibles avec l'article 6.2 et 6.9.

[10] *Voir* la première communication des États-Unis, paragraphes 144 et 145.
[11] *Voir* la première communication des États-Unis, paragraphes 222 et 223.
[12] *Voir*: *Appendix VIII-B – Schedule for Expedited Sunset reviews in DOC sunset regulations*, 63 Fed. Reg. 13516, 13525 (20 mars 1998) (pièce n° 3 des États-Unis).

D. INCOMPATIBILITÉ AVEC LES RÈGLES DE L'OMC DES TROIS SCÉNARIOS FIGURANT DANS LE *SUNSET POLICY BULLETIN* EN TANT QUE TELS

19. Les États-Unis font valoir que le *Sunset Policy Bulletin* doit avoir une "existence opérationnelle qui lui est propre" et un caractère "impératif" dans le droit national pour être incompatible en tant que tel avec les règles de l'OMC.[13] Toutefois, les critères allégués n'apparaissent dans aucune disposition des Accords de l'OMC et n'ont pas été confirmés non plus par l'Organe d'appel.

20. À supposer même que le critère "existence opérationnelle qui lui est propre" et le caractère "impératif" des instruments soient pertinents, les moyens utilisés pour établir qu'un instrument y satisfait ne devraient pas se limiter au seul libellé de l'instrument. Dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, l'Organe d'appel a expliqué qu'un instrument juridique pouvait être réexaminé "en tant que tel" si, entre autres éléments de preuve, son "application constante" était établie.[14]

21. Dans le présent différend, l'Argentine a démontré que le DOC avait appliqué d'une manière constante à tous les réexamens à l'extinction les trois scénarios figurant dans le *Sunset Policy Bulletin*. Les États-Unis font valoir que le DOC "peut" déroger au *Sunset Policy Bulletin*, et que "[d]ans certains cas, le Département du commerce déterminera "normalement" l'existence d'une probabilité, et dans d'autres, il ne déterminera pas "normalement" l'existence d'une probabilité".[15] Les éléments de preuve indiquent toutefois le contraire. Le DOC s'est conformé strictement aux trois scénarios dans tous les réexamens à l'extinction, sans jamais s'en écarter. De plus, la simple utilisation du mot "normalement" immédiatement avant un futur à connotation impérative ne permet pas à un Membre de se soustraire à un examen de l'incompatibilité avec les règles de l'OMC en tant que telles. Les trois scénarios sont par conséquent des procédures administratives pouvant faire l'objet d'un réexamen au titre de l'article 18.4.

III. CONCLUSION

22. Pour les raisons qui précèdent, le Japon demande au présent Groupe spécial de dire que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec les articles 2.1, 2.4, 3.1, 3.4, 3.5, 6.1, 6.2, 11.3 et 18.4 de l'Accord antidumping et avec l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

[13] *Voir* la première communication des États-Unis, paragraphes 194 et 200.
[14] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 154.
[15] Première communication des États-Unis, paragraphe 181.

ANNEXE D-5

DÉCLARATION ORALE DU MEXIQUE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

10 décembre 2003

Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial,

1. La question au cœur du présent différend est celle du respect par les États-Unis de leur obligation au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Cette obligation consiste à supprimer les droits antidumping définitifs cinq ans après leur entrée en vigueur, sauf s'il peut être établi que les prescriptions énoncées dans ledit article pour pouvoir les maintenir en vigueur ont été observées. Conformément à ces prescriptions, dans le cadre d'un réexamen effectué aux termes de l'article 11.3 de l'Accord et des autres articles également applicables, il doit être déterminé qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé.

2. La présente communication a essentiellement pour objet de souligner qu'indépendamment de la voie procédurale empruntée par le Département du commerce des États-Unis, chaque fois qu'une partie intéressée de la branche de production de ce pays a demandé le maintien de mesures antidumping, le Département du commerce a toujours trouvé une justification pour arriver à une détermination positive établissant que le dumping et le dommage subsisteraient ou se reproduiraient.

3. L'Argentine a démontré dans sa communication l'existence d'une présomption qui ne comporte aucune exception et qui ne prévoit pas une analyse au cas par cas. L'affaire des OCTG en provenance du Mexique, qui fait partie de la même série de mesures imposées en 1995 et dont il est fait état dans le document 179 de la pièce n° 63 de l'Argentine, en est un autre exemple tout à fait clair. Dans cette affaire, le Département du commerce a décidé de procéder à un réexamen après cinq ans ou réexamen à l'extinction. Quatre réexamens annuels avaient eu lieu auparavant; la principale société exportatrice mexicaine, TAMSA, qui avait participé à tous les réexamens, s'était vu attribuer une marge de dumping NULLE à l'issue des trois derniers. OUI, je répète, la société mexicaine s'était vu attribuer une marge de dumping nulle à l'issue de trois réexamens consécutifs.

4. Malgré cela et en raison de la présomption irréfragable établie par le SAA et le SPB, le Département du commerce est arrivé à une détermination positive établissant que le dumping allait subsister ou se reproduire sans avoir effectué d'analyse positive ni procédé à un réexamen fondé sur de véritables éléments de preuve pour étayer sa décision. Cela démontre clairement qu'au-delà des arguments invoqués pour tenter d'"habiller" chacune des affaires, la moindre participation de la branche de production des États-Unis amène automatiquement le Département du commerce à établir une détermination positive, comme cela s'est produit dans 100 pour cent des réexamens après cinq ans ou réexamens à l'extinction effectués à ce jour.

5. Enfin, permettez-moi de me référer aux exceptions préliminaires soulevées à l'encontre de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine. À ce propos, le gouvernement mexicain estime que la demande en question est pleinement conforme à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et que le gouvernement des États-Unis a recours à une tactique dilatoire pour retarder l'examen du fond de l'affaire par le Groupe spécial. Dans l'éventualité où le Groupe spécial déciderait d'adopter une procédure additionnelle pour tenir compte de ces exceptions, le Mexique a l'honneur de demander que ses droits en tant que tierce partie en l'espèce soient respectés.

ANNEXE D-6

DÉCLARATION ORALE DU TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU EN TANT QUE TIERCE PARTIE

10 décembre 2003

Merci, Monsieur le Président et Messieurs les membres du Groupe spécial. Nous voudrions remercier aussi les délégations de l'Argentine et des États-Unis, qui nous ont accordé le temps d'exposer nos vues en l'espèce en tant que tierce partie.

Eu égard au vif intérêt systémique que nous portons à l'interprétation judicieuse des dispositions pertinentes de l'Accord sur l'OMC qui traitent des réexamens à l'extinction, nous avons exposé dans la communication que nous avons présentée en tant que tierce partie ce que nous pensons être l'interprétation correcte de l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Nous avons avancé trois grands arguments:

Premièrement, nous croyons que les articles 2 et 3 de l'Accord antidumping devraient être pris en compte au cours des réexamens à l'extinction. Le texte de l'article 11.3 est dénué d'ambiguïté en ce qui concerne les prescriptions auxquelles les autorités sont tenues de se conformer pour pouvoir maintenir une ordonnance antidumping au-delà de cinq ans: les autorités ont l'obligation de "détermine[r], au cours d'un réexamen … qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé". Certes, nous reconnaissons qu'un réexamen à l'extinction peut être d'une nature différente de celle d'une enquête initiale, du fait de la dimension prospective qui ressort des mots "qu'il est probable que le dommage et le dumping subsisteront ou se reproduiront", mais la détermination correspondante qui doit être établie par les autorités se rapporte néanmoins directement au dumping et au dommage.

L'article 2 et l'article 3 de l'Accord antidumping régissent la "détermination de l'existence d'un dumping" et la "détermination de l'existence d'un dommage". Ces deux articles éclairent les Membres quant aux principes qui doivent être appliqués pour déterminer ce qui constitue un dumping et ce qui constitue un dommage. Que l'exercice porte sur la situation présente ou à venir, qu'il s'agisse d'un examen initial ou d'un réexamen à l'extinction, les autorités, lorsqu'elles établissent une détermination de l'existence d'un dumping et d'un dommage, ne peuvent éviter de se reporter aux articles 2 et 3, parce que ces deux articles sont, dans l'Accord antidumping, les seuls qui traitent de la question des éléments constitutifs d'un dumping et d'un dommage. Par conséquent, l'article 11.3, du fait qu'il prescrit aux autorités d'établir une détermination de la probabilité que le dumping et le dommage subsistent ou se reproduisent, leur enjoint aussi nécessairement d'appliquer, chaque fois qu'il y a lieu, les articles 2 et 3.

De plus, nous estimons que le texte de l'article 11.3 comporte l'obligation d'établir une détermination positive qui tienne compte des renseignements pertinents en l'occurrence, à savoir la probabilité que le dumping et le dommage subsistent ou se reproduisent. Cette détermination devrait être distincte de l'enquête initiale. La détermination de l'existence d'un dumping établie antérieurement ne nous éclaire pas sur la probabilité de dumping à l'avenir. De même, le dommage dont l'existence a été établie dans le passé sur la base de la marge de dumping constatée alors n'établit aucunement la probabilité d'un dommage futur résultant d'un dumping. Il faut donc actualiser les données et les renseignements issus de l'enquête initiale de façon à les rendre pertinents aux fins de la détermination particulière qu'exige le réexamen à l'extinction.

Lorsqu'elles établissent cette détermination positive à l'extinction, les autorités ne peuvent pas faire complètement abstraction des disciplines énoncées aux articles 2 et 3. L'article 11.1 dispose que "les droits antidumping ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage". Le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *CE – Accessoires de tuyauterie en provenance du Brésil* a expliqué que l'article 11.1 établit "un principe général et primordial, dont les modalités sont énoncées au paragraphe 2 (et au paragraphe 3) de cet article". L'article 11.1 éclaire donc les Membres sur le but de l'article 11.3, à savoir la révocation de l'ordonnance antidumping dans un délai de cinq ans, sauf dans des circonstances bien précises. Pour que le but de l'article 11.3 soit atteint, la détermination à l'extinction doit se conformer aux disciplines des articles 2 et 3. Autrement, les Membres auraient la faculté de procéder à un réexamen à l'extinction expéditif et de maintenir indéfiniment le droit antidumping, vidant ainsi de son sens l'article 11.1 et 11.3.

Deuxièmement, nous avons dit dans la communication que nous avons présentée en tant que tierce partie que, selon nous, la procédure de réexamen accélérée résultant d'une détermination de la renonciation au droit de participer, au titre de l'article 19 U.S.C. §1675 c) 4) B), est incompatible avec l'article 11.3. Comme nous l'avons déjà dit plus haut, nous estimons que le texte de l'article 11.3 exige des autorités qu'elles établissent une détermination positive de la probabilité que le dumping et le dommage subsistent ou se reproduisent. À première vue, l'article 19 U.S.C. §1675 c) 4) B) ne permet pas aux autorités d'établir cette détermination dès lors qu'une partie intéressée étrangère est présumée avoir renoncé à son droit de participer. Il est plutôt demandé au Département du commerce de conclure automatiquement, dès lors que cette renonciation est présumée, qu'il est probable que le dumping subsiste ou se reproduise si l'ordonnance est révoquée. À notre avis, il est difficile de considérer un réexamen aboutissant à une constatation déjà prescrite par la loi comme une "détermination" au sens de l'article 11.3. Par conséquent, l'article 19 U.S.C. §1675 c) 4) B) est incompatible avec l'article 11.3.

Troisièmement, en ce qui concerne la question de la présomption irréfragable, nous ne pensons pas comme l'Argentine qu'une présomption irréfragable de dumping probable reposant sur l'Énoncé des mesures administratives et le Sunset Policy Bulletin puisse être inférée à partir des statistiques que l'Argentine a réunies au sujet des déterminations établies par les États-Unis à l'issue des réexamens à l'extinction. Nous croyons toutefois que ces statistiques jettent un sérieux doute sur l'objectivité avec laquelle les autorités conduisent les réexamens à l'extinction. Nous voyons donc dans le fait qu'il a été jugé probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait à l'issue de la totalité des réexamens à l'extinction auxquels une partie intéressée nationale a participé, un solide élément de preuve permettant à l'Argentine d'établir *prima facie* une violation de l'article 3.1 de l'Accord antidumping. En outre, en ne procédant pas à un examen objectif du dommage, les autorités n'ont pas effectué le réexamen à l'extinction à bon escient, et elles ont donc contrevenu à l'article 11.3.

Enfin, en ce qui concerne la question préliminaire, nous estimons qu'il n'y a pas lieu en l'espèce pour nous, en tant que tierce partie, de formuler des observations de fond sur une question d'ordre purement procédural. Toutefois, nous voudrions simplement dire que nous n'avons rencontré aucune difficulté liée à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends lors de l'établissement de notre communication et de notre déclaration orale en tant que tierce partie.

Messieurs les membres du Groupe spécial, nous croyons, en résumé, que les articles 2 et 3 s'appliquent aux réexamens à l'extinction et que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Le Groupe spécial devrait formuler ses constatations en conséquence.

ANNEXE D-7

DÉCLARATION ORALE LIMINAIRE ET DÉCLARATION ORALE FINALE DE L'ARGENTINE – DEUXIÈME RÉUNION

Déclaration liminaire – 3 février 2004

I. INTRODUCTION

1. Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial, le 9 janvier 2004, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*. Cette décision confirme expressément les positions adoptées par l'Argentine tout au long du présent différend au sujet des obligations imposées aux autorités chargées de l'enquête pendant les réexamens à l'extinction.

2. L'Organe d'appel a précisé que l'article 11.3 imposait des obligations de fond importantes à tout Membre de l'OMC cherchant à maintenir en vigueur une ordonnance antidumping au-delà de la date d'expiration prévue. En effet, l'Organe d'appel a mis en évidence la "nature astreignante" des engagements au titre de l'article 11.3 (paragraphe 113), et a affirmé que les autorités effectuant un réexamen à l'extinction "[devaient] agir avec un degré de diligence approprié" avant d'arriver à une "conclusion motivée sur la base des renseignements recueillis dans le cadre d'un processus de reconsidération et d'examen" (paragraphe 111). Nulle part dans sa décision l'Organe d'appel ne cautionne la "passivité" et les "présomptions". Au contraire, l'Organe d'appel souligne que "l'article 11.3 attribue aux autorités un rôle actif et non passif en matière de prise de décisions".

3. Même avant que l'Organe d'appel ne rende sa décision, la position des États-Unis dans le présent différend manquait de crédibilité. Toutefois, la position des États-Unis est désormais complètement insoutenable.

4. La deuxième communication des États-Unis fait à peine référence à la décision de l'Organe d'appel. De plus, au moment de l'adoption de cette décision par l'ORD le 9 janvier, la déclaration des États-Unis – fait incroyable – *ne faisait pas du tout mention* de l'article 11.3. Malheureusement pour les États-Unis, la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon* est déterminante pour un grand nombre de questions dont le présent Groupe spécial est actuellement saisi. L'Argentine a fait ressortir l'importance de cette décision dans sa deuxième communication, et le fera de nouveau ce matin.

5. À la première réunion des parties, l'Argentine a expliqué les faits simples à l'origine du présent différend. Ces faits ont donné lieu à plusieurs allégations selon lesquelles la législation des États-Unis, en tant que telle et telle qu'elle est appliquée, constituait un manquement aux obligations de fond des États-Unis. L'Argentine est fermement attachée à toutes ses allégations, qui trouvent un appui important dans la plus récente articulation par l'Organe d'appel de l'obligation en matière de réexamens à l'extinction dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*.

6. De l'avis de l'Argentine, rien ne permet d'affirmer que le réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine effectué par le Département du commerce des États-Unis (le "Département") a fait l'objet d'une décision fondée sur une analyse des faits. Les déterminations établies par le Département indiquent plutôt que l'issue de l'affaire était la conséquence de l'application des dispositions relatives à la renonciation. L'Argentine demande que le Groupe spécial considère la détermination écrite du Département comme la seule explication valable de ce qui est arrivé à Siderca/l'Argentine dans le cadre du réexamen à l'extinction des OCTG en provenance

d'Argentine. En fait, l'application par le Département des dispositions relatives à la renonciation à Siderca (ou, au moins, à l'Argentine) est clairement indiquée dans le *Mémorandum sur les questions et la décision* du Département. (pièce n° 51 de l'Argentine, page 5) Il est révélateur que les États-Unis aient recours: 1) à des justifications *a posteriori* en vue d'expliquer que leurs déterminations à l'extinction ne veulent pas dire ce que les termes qui y sont employés indiquent; 2) à une argumentation voulant que toute confusion résultant du libellé des déterminations du Département soit tout simplement le résultat d'une rédaction "malhabile".

7. Quoi qu'il en soit, même en donnant le bénéfice du doute aux États-Unis à propos du fait que le Département a effectivement procédé à une analyse des faits, la position des États-Unis sur la question fondamentale est insoutenable. En termes simples, le fondement juridique et factuel de la décision des États-Unis d'invoquer l'exception figurant à l'article 11.3 contredit directement les obligations "astreignantes" de l'article 11.3. En fait, une marge de dumping de 1,36 pour cent issue de l'enquête initiale (calculée au moyen de la pratique incompatible avec les règles de l'OMC de la réduction à zéro des marges de dumping) et une diminution du volume des importations – et rien de plus –, que ces éléments soient pris ensemble ou considérés séparément, sont un fondement insuffisant pour la détermination de la probabilité d'un dumping établie par le Département au titre de l'article 11.3. C'est ce qui ressort clairement des décisions rendues par l'Organe d'appel dans les affaires *Acier en provenance d'Allemagne* et *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*.

8. Il est également clair que lorsque la branche de production nationale s'intéresse au maintien de la mesure, aucune partie intéressée interrogée n'a jamais repoussé la présomption de probabilité de dumping incompatible avec les règles de l'OMC qui est incorporée dans la loi des États-Unis, l'Énoncé des mesures administratives ("SAA") et le *Sunset Policy Bulletin*, et qui est attestée par la pratique constante du Département. La branche de production des États-Unis l'emporte 223 à zéro sur la question de la probabilité de dumping. (*Voir* les pièces n° 63 et 64 de l'Argentine.)

9. Quant à la détermination de la probabilité d'un dommage, l'analyse de la détermination à l'extinction établie par la Commission du commerce international des États-Unis (la "Commission") en l'espèce montre que la Commission, comme le veut sa pratique, n'a pas procédé à une analyse valable du point de savoir s'il était "probable" que le dommage subsisterait ou se reproduirait, mais a plutôt fondé sa détermination sur des facteurs isolés reposant sur des hypothèses qui ne peuvent pas correspondre au sens du terme "*likely*" – qui, ainsi que l'Organe d'appel l'a dit en décembre, signifie "probable". En outre, la Commission a établi sa détermination sur la base cumulée de tous les pays visés par la mesure, ce qui a pour effet de priver de leurs droits les Membres pris individuellement qui sont visés par une analyse cumulée.

10. L'Argentine ne répétera pas tous les arguments qu'elle formule dans ses première et deuxième communications, et dans sa première déclaration orale. Aujourd'hui, l'Argentine se penchera premièrement sur la nature de l'obligation au titre de l'article 11.3 à la lumière de l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*. Deuxièmement, l'Argentine démontrera que la prétendue base factuelle de la détermination de la probabilité d'un dumping du Département est manifestement incompatible avec les prescriptions de l'article 11.3. Troisièmement, l'Argentine fera ressortir les contradictions qui subsistent dans la position des États-Unis, en relevant plusieurs cas dans lesquels les États-Unis demandent au Groupe spécial de ne pas donner une interprétation littérale des termes employés dans la détermination à l'extinction. Quatrièmement, l'Argentine démontrera qu'aucun des arguments présentés par les États-Unis n'est crédible compte tenu de la présomption incompatible avec les règles de l'OMC qui est appliquée dans tous les réexamens à l'extinction du Département auxquels la branche de production nationale s'intéresse. Cinquièmement, l'Argentine démontrera les violations de l'Accord antidumping commises par la Commission. Sixièmement, l'Argentine fera de brèves observations sur les objections préliminaires que les États-Unis ont soulevées, que l'Argentine a réfutées et qui semblent désormais abandonnées. Enfin, l'Argentine présentera ses conclusions.

II. LA SUPPRESSION DE LA MESURE EST LA RÈGLE; L'EXCEPTION PEUT ÊTRE INVOQUÉE SEULEMENT DANS LE CADRE D'UN "RÉEXAMEN" COMPORTANT UN "EXAMEN RIGOUREUX" QUI ABOUTIT À LA "DÉTERMINATION" REQUISE AU TITRE DE L'ARTICLE 11.3

11. Les États-Unis cherchent à requalifier l'obligation énoncée à l'article 11.3 comme étant simplement une obligation de ménager aux parties la possibilité de participer aux réexamens à l'extinction. Au paragraphe 31 de leur deuxième communication écrite, les États-Unis affirment: "[L]a question en l'espèce est essentiellement de savoir si l'Argentine a démontré que le Département n'a pas ménagé aux parties intéressées interrogées la possibilité de participer au réexamen et de présenter des éléments de preuve." L'Argentine n'est pas du tout de cet avis; la présente affaire concerne également des obligations de fond. Les États-Unis ne peuvent pas se soustraire aux obligations "astreignantes" énoncées à l'article 11.3 en déplaçant la charge de l'autorité administrante aux parties intéressées interrogées.

12. Les États-Unis font complètement abstraction des assertions claires de l'Organe d'appel dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon* au sujet des obligations de fond importantes qu'impose l'article 11.3, notamment les suivantes: la suppression est la règle; le maintien est l'exception (paragraphe 104); la nature de l'obligation d'effectuer un "réexamen" et d'établir une "détermination" (paragraphe 111); la détermination de la probabilité requiert une "analyse tournée vers l'avenir" (paragraphe 105); l'article 11.3 renferme des obligations "astreignante[s]" et requiert un "examen rigoureux" (paragraphe 113); le "dumping" tel que ce terme est employé à l'article 11.3 signifie "dumping" au sens de l'article 2 (paragraphe 109); le terme "*likely*" à l'article 11.3 veut dire "probable" (paragraphes 110 et 111); le *Sunset Policy Bulletin* est une mesure qui peut être contestée dans le cadre de l'OMC (paragraphes 99 et 101); il pourrait être démontré – au moyen d'éléments de preuve indiquant une application constante par le Département – que le *Sunset Policy Bulletin* crée des présomptions incompatibles avec les règles de l'OMC (paragraphes 177 et 178). Les droits et les obligations qui découlent de l'article 11.3 ne peuvent guère être qualifiés de simplement "procéduraux".

13. Comme l'Argentine l'a maintes fois souligné – et comme l'Organe d'appel l'a précisé –, l'obligation fondamentale énoncée à l'article 11.3 est la suppression des droits antidumping au terme de cinq ans. L'Organe d'appel dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon* a réaffirmé le principe qu'il avait énoncé pour la première fois dans l'affaire *Acier en provenance d'Allemagne*. Le maintien de la mesure est l'exception, et n'est autorisé que si les autorités effectuent un "réexamen", procèdent à un "examen rigoureux" des faits et "déterminent" qu'il est "probable" que le dumping dommageable subsistera ou se reproduira en cas de suppression de la mesure antidumping. (rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphes 104 et 114) L'Organe d'appel a également réaffirmé que "[s]i l'une quelconque de ces conditions n'est pas remplie, le droit doit être supprimé". (*id.*, paragraphe 104)

14. Comme il a été mentionné plus haut, pour interpréter le sens des termes "réexamen" et "déterminer" qui figurent à l'article 11.3, l'Organe d'appel a noté "[l']aspect enquête et [l']aspect décision" des réexamens au titre de l'article 11.3 et a fait observer que "les autorités procédant à un réexamen à l'extinction doivent agir avec un degré de diligence approprié et arriver à une conclusion motivée sur la base des renseignements recueillis dans le cadre d'un processus de reconsidération et d'examen". (*id.*, paragraphe 111)

15. En ce qui concerne les éléments de preuve étayant la détermination de la probabilité, l'Organe d'appel a confirmé l'assertion du Groupe spécial selon laquelle l'autorité doit faire reposer sa détermination sur une "base factuelle suffisante". (*id.*, paragraphes 114 et 115 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.271)) En outre, l'Organe d'appel a dit que l'autorité doit, dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, établir une "nouvelle détermination" qui est tournée vers l'avenir et

"fondée sur des éléments de preuve crédibles". (rapport de l'Organe d'appel *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 88)

16. Malgré les constatations claires de l'Organe d'appel, les États-Unis continuent de faire valoir que l'article 11.3 impose uniquement des "prescriptions limitées" aux Membres. (réponse des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 22) En privilégiant la procédure au lieu du fond, les États-Unis cherchent à déplacer complètement la charge de l'obligation énoncée à l'article 11.3 vers les parties intéressées interrogées. Ce faisant, les États-Unis font essentiellement abstraction de la "nature astreignante" de l'obligation que l'article 11.3 impose au Membre importateur pour invoquer l'exception et justifier le maintien d'une mesure antidumping au terme de cinq ans; en l'occurrence, il s'agit de l'obligation de "déterminer" dans le cadre d'un "réexamen" qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si la mesure est supprimée.

III. LA PROBABILITÉ D'UN DUMPING

A. LE FONDEMENT ALLÉGUÉ DE LA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ ÉTABLIE PAR LE DÉPARTEMENT CONSTITUE UN MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS DES ÉTATS-UNIS DANS LE CADRE DE L'OMC

1. Le recours par le Département à la diminution du volume des importations, et à la marge de 1,36 pour cent issue de l'enquête initiale et au taux de dépôt connexe est juridiquement insuffisant au titre de l'article 11.3

17. Dans leur deuxième communication, les États-Unis font valoir que la détermination de la probabilité établie par le Département reposait uniquement sur deux facteurs: "Le DOC a constaté que des droits étaient prélevés et perçus, aux marges de dumping imputées dans l'enquête initiale, sur les OCTG importés d'Argentine aux États-Unis durant la période de cinq ans précédant le réexamen à l'extinction. Le DOC a aussi ... constaté que les importations aux États-Unis d'OCTG en provenance d'Argentine avaient substantiellement diminué immédiatement après l'imposition de l'ordonnance et qu'elles étaient restées à ces niveaux déprimés durant toute la période de cinq ans qui avait précédé le réexamen à l'extinction." (deuxième communication des États-Unis, paragraphe 34)

18. **Une diminution du volume des importations à elle seule est une base juridiquement insuffisante pour établir une détermination de la probabilité au titre de l'article 11.3**. Après l'imposition par les États-Unis de la mesure antidumping applicable aux OCTG en provenance d'Argentine, Siderca a choisi de cesser d'exporter ses produits vers le marché des États-Unis. L'Organe d'appel a expliqué que des diminutions des volumes d'importation après l'imposition de droits antidumping peuvent être attribuables à de nombreux facteurs outres les droits: "La cessation des importations ... et la diminution des volumes d'importation ... auraient fort bien pu être causées ou renforcées par les modifications des conditions de concurrence sur le marché ou les stratégies des exportateurs, plutôt que par l'imposition du droit à elle seule. Par conséquent, une analyse au cas par cas des facteurs à l'origine d'une cessation des importations ou d'une diminution des volumes d'importation (lorsque le dumping est éliminé) sera nécessaire pour déterminer que le dumping se reproduira si le droit est supprimé." (rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 177 (pas de soulignement dans l'original)) Malgré le fait que Siderca avait développé une stratégie commerciale fructueuse sans faire appel au marché des États-Unis, le Département a présumé que la diminution des volumes d'importation indiquait qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait en cas de révocation de l'ordonnance. Ce faisant, il s'alignait sur le SAA et le *Sunset Policy Bulletin*.

19. Le Département n'a pas analysé les facteurs à l'origine de la diminution des importations d'OCTG en provenance d'Argentine. De plus, il n'a pas demandé de renseignements additionnels à Siderca, qui s'était engagée à coopérer pleinement.

20. **La marge de 1,36 pour cent issue de l'enquête initiale et l'existence d'un taux de dépôt ne sont pas des éléments de preuve de la persistance du dumping et ne peuvent pas servir de fondement à la détermination de la probabilité d'un dumping du Département**. Les États-Unis exposent une nouvelle théorie dans leur deuxième communication concernant la persistance du dumping. Cette théorie est la suivante: une quantité minimale d'OCTG a été importée aux États-Unis au cours des cinq années qui ont suivi l'imposition de la mesure, l'importateur des États-Unis a forcément donné le dépôt de 1,36 pour cent applicable aux importations, et, comme l'importateur n'a pas demandé un réexamen, les dépôts on été convertis en droits antidumping définitifs, ce qui prouve que le dumping "a subsisté". Cet argument comporte de grandes faiblesses.

- Premièrement, il n'est pas du tout question de cette théorie dans le dossier du réexamen à l'extinction. Le Département a simplement affirmé qu'"il y [avait] eu des marges *de minimis* pour les sociétés visées par l'enquête tout au long des ordonnances" et, partant, que "le dumping [avait] subsisté après la publication des ordonnances". (*Mémorandum sur les questions et la décision*, page 5 (pièce n° 51 de l'Argentine)) Il n'est pas fait référence au fait que le versement de dépôts antidumping constitue un élément de preuve de la persistance du dumping.

- Deuxièmement, l'explication donnée dans le *Mémorandum sur les questions et la décision* contredit effectivement la nouvelle explication donnée par les États-Unis. Quelles sont les "sociétés visées par l'enquête" en provenance d'Argentine auxquelles le Département se réfère? Chacun reconnaît que la seule société n'ayant jamais fait l'objet d'une enquête était Siderca (qui est un producteur de tubes sans soudure), et le Département a déterminé plusieurs fois que Siderca n'avait pas expédié aux États-Unis des OCTG destinés à la consommation aux États-Unis. Si Siderca, qui était la seule "société visée par l'enquête", n'a pas fait d'expéditions, comment peut-il y avoir "des marges *de minimis* pour les sociétés visées par l'enquête tout au long des ordonnances". De toute évidence, ces affirmations sont tout simplement fausses en ce qui concerne l'Argentine, et contredisent tout aussi clairement la nouvelle explication voulant que l'importation d'OCTG provenant d'autres exportateurs n'ayant été visés ni par une enquête ni par un réexamen soit l'élément de preuve de la persistance du dumping.

- Troisièmement, le Département parle constamment des "entrées", comme si le dossier renfermait des éléments de preuve de l'existence de nombreuses entrées d'OCTG en provenance d'Argentine pendant la période pertinente. En réalité, le Département avait fait plusieurs constatations dans le cadre de réexamens annuels quant au fait que ces entrées, si elles existaient, étaient extrêmement isolées et n'étaient pas expliquées dans le dossier. Pour préciser cette question, l'Argentine renvoie le Groupe spécial au **graphique 4** (pièce n° 69 de l'Argentine), qui résume les constatations du Département en ce qui concerne le volume des importations dans les quatre réexamens annuels qui étaient terminés lors de l'établissement de la détermination à l'extinction. À la fin, le dossier montre peut-être deux entrées, visant toutes deux des produits soudés, l'une représentant 154 tonnes et l'autre un volume indéterminé. Nous savons aussi que les statistiques utilisées comme fondement du volume allégué des importations dans chaque réexamen renfermaient plusieurs erreurs allant de la classification erronée des produits à l'incorporation d'entrées non destinées à la consommation. Le graphique 4 renferme également des renvois au numéro de pièce pour permettre au Groupe spécial d'examiner ces éléments de preuve.

- Quatrièmement, la nouvelle explication présentée par l'Argentine n'a aucun sens. Le fait qu'un importateur est tenu de verser un modeste dépôt au titre d'un droit antidumping au moment de l'importation et le fait que le Département n'effectue pas un réexamen des importations faites par l'importateur ne disent absolument rien à propos de la question de savoir s'il s'agit d'importations faisant l'objet d'un dumping ou si le dumping a subsisté. L'article 2 de l'Accord antidumping de l'OMC définit le dumping sous l'angle d'une analyse de fond du prix à l'exportation et de la valeur normale. Il n'est prévu nulle part à l'article 2 que le versement d'un dépôt requis peut par la suite être "réputé" constituer un aveu de dumping, au titre de l'article 2, et certainement pas au titre de

l'article 11.3. Les États-Unis ne peuvent pas vraisemblablement faire valoir qu'ils ont procédé à une telle analyse après l'imposition de la mesure en août 1995. Il est étonnant que les États-Unis présentent même cette justification. Les États-Unis expliquent souvent à leurs partenaires commerciaux que les dépôts requis dans le cadre de leur système d'évaluation rétrospectif ne sont pas des éléments de preuve de l'existence d'un dumping, et qu'ils ne peuvent pas déterminer si le dumping s'est produit tant qu'ils n'ont pas effectué un réexamen de fond des importations réelles pendant la période pertinente. (*Voir* le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Article 129 c) 1)*, DS221, paragraphes 2.6 à 2.8, dans lequel est mise en évidence la nécessité d'une analyse de fond dans le cadre d'un réexamen antidumping afin de déterminer si le dumping existe dans un système rétrospectif.) L'explication donnée dans la deuxième communication selon laquelle ces dépôts prouvent la persistance du dumping est tout simplement erronée. Les droits qui ont pu être recouvrés découlaient de l'absence d'un réexamen administratif, de sorte que les entrées ont été liquidées sans aucune analyse de fond du dumping.

21. Pour ces raisons, le Groupe spécial doit conclure que les États-Unis n'avaient aucun élément de preuve de la persistance du dumping lors de l'établissement de la détermination à l'extinction, et que la nouvelle théorie actuellement formulée par les États-Unis n'est rien de plus qu'une justification *a posteriori* dont le Groupe spécial ne doit pas tenir compte. De telles justifications ne doivent pas être acceptées. (*Voir* le rapport du Groupe spécial *Viande de volaille en provenance du Brésil*, DS241, paragraphe 7.49 ("[N]ous ne pensons pas qu'en tant que groupe spécial examinant l'évaluation faite par l'autorité chargée de l'enquête, nous ayons à prendre en considération des arguments et des motifs dont il n'est pas démontré qu'ils faisaient partie du processus d'évaluation de l'autorité chargée de l'enquête.); le rapport du Groupe spécial *Argentine – Carreaux en céramique*, DS189, paragraphe 6.27; et le rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment*, DS156, paragraphe 8.245.)

22. De plus, les États-Unis n'ont encore jamais donné une explication logique de ce que le taux de 1,36 pour cent révèle au sujet du dumping futur, encore moins au sujet de la probabilité d'un dumping futur. Il s'agit d'un taux antérieur, qui n'a absolument rien à voir avec la détermination tournée vers l'avenir qui est requise pour invoquer l'exception prévue à l'article 11.3 et maintenir la mesure. Comme l'Organe d'appel l'a dit, "[l]a détermination de la probabilité est une détermination prospective. En d'autres termes, les autorités doivent entreprendre une analyse tournée vers l'avenir et chercher à résoudre la question de savoir ce qui se produirait probablement si le droit était supprimé". (rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 105) L'Organe d'appel a décidé qu'il ne suffit pas que l'on "s'appui[e] simplement" sur la détermination faite dans le cadre de l'enquête initiale. (*Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 88.) Les décisions de l'Organe d'appel renforcent le point de vue de l'Argentine quant au caractère excessif et injuste de la situation en l'espèce.

23. Le recours par le Département à la marge de 1,36 pour cent issue de l'enquête initiale et la diminution des importations ne peuvent pas satisfaire à l'obligation énoncée à l'article 11.3.

2. Le recours déterminant par le Département à une marge incompatible avec les règles de l'OMC comme fondement de la détermination de la probabilité est incompatible avec l'article 11.3

24. Les États-Unis allèguent que pendant les réexamens à l'extinction "les Membres ne sont pas obligés de calculer des marges de dumping "nouvelles". Ils sont seulement obligés de ménager aux parties intéressées interrogées des possibilités de présenter des éléments de preuve à l'appui d'une détermination négative de la probabilité. Partant, l'ampleur du dumping n'est pas pertinente pour établir une détermination concernant la probabilité d'un dumping." (deuxième communication des États-Unis, paragraphe 37, notes de bas de page omises) Cette réponse démontre comment les États-Unis tentent de modifier les obligations énoncées à l'article 11.3 et de déplacer à tort la responsabilité de l'autorité administrante (à qui incombent les obligations de fond au titre de

l'article 11.3) vers les exportateurs du Membre qui détient le droit à la suppression au titre de l'article 11.3.

25. L'Argentine n'a pas fait valoir, et ne fait pas valoir, que les Membres sont obligés de calculer une nouvelle marge de dumping dans le cadre d'un réexamen effectué au titre de l'article 11.3. Toutefois, l'Organe d'appel a précisé que le recours à une marge incompatible avec les règles de l'OMC – comme une marge calculée au moyen de la pratique de la réduction à zéro – "entache" la détermination de la probabilité au titre de l'article 11.3. Spécifiquement, l'Organe d'appel a constaté que "si une détermination de la probabilité est fondée sur une marge de dumping calculée au moyen d'une méthode incompatible avec l'article 2.4, ce défaut entache également la détermination de la probabilité". (rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 130)

26. En l'espèce, il ne fait pas de doute que la marge de 1,36 pour cent dont le Département s'est servi comme fondement de sa détermination de la probabilité d'un dumping reposait sur une méthode de calcul qui est incompatible avec l'article 2.4. Pour calculer la marge de 1,36 pour cent, le Département a appliqué la "réduction à zéro" en ramenant toutes les marges négatives à zéro, et a fait le total des marges positives restantes. Du fait de cette réduction à zéro, il a été fait abstraction de l'existence et de l'importance des marges négatives dans le calcul du montant du "dumping" occasionné par les ventes considérées. C'est ce qui ressort clairement de la pièce n° 52 de l'Argentine jointe à la première communication de l'Argentine et de la pièce n° 66 de l'Argentine jointe à la deuxième communication de l'Argentine. (*Voir* la deuxième communication de l'"Argentine, paragraphes 43 à 48.) Ces pièces démontrent qu'il n'y aurait eu aucune marge de dumping en l'espèce sans la réduction à zéro. En fait, sans la réduction à zéro, le résultat aurait été une marge négative de 4,35 pour cent.

27. L'Organe d'appel a reconnu dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon* que la réduction à zéro n'est pas compatible avec l'article 2.4. (*Voir* les paragraphes 134 et 135.) Cette méthode ne produit pas une "comparaison équitable" et ne reflète pas avec exactitude la question de savoir si le produit, dans son ensemble, est vendu à un prix inférieur à la valeur normale. L'Organe d'appel a décidé que lorsqu'un Membre s'appuyait sur une marge de dumping pour établir une détermination dans le cadre d'un réexamen au titre de l'article 11.3, cette marge devait être compatible avec les règles de l'OMC. (*Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 127.) L'Organe d'appel a expliqué que la réduction à zéro (que ce soit dans le cadre d'une enquête initiale ou à un autre titre) non seulement faussait l'importance de la marge de dumping, mais pouvait aussi donner lieu à une marge positive qui n'existerait pas autrement:

> Lorsque les autorités chargées de l'enquête utilisent une méthode de réduction à zéro telle que celle qui a été examinée dans l'affaire *CE – Linge de lit* pour calculer une marge de dumping, que ce soit dans le cadre d'une enquête initiale ou à un autre titre, cette méthode aura tendance à gonfler les marges calculées. À part gonfler les marges, une telle méthode pourrait, dans certains cas, transformer une marge de dumping négative en une marge de dumping positive. Comme le Groupe spécial lui-même l'a reconnu dans le présent différend, "la réduction à zéro … peut conduire à une détermination positive de l'existence d'un dumping alors que l'existence d'un dumping n'aurait pas été établie en l'absence de la réduction à zéro". Ainsi, la distorsion inhérente à une méthode de réduction à zéro de ce type peut fausser non seulement l'importance d'une marge de dumping, mais aussi une constatation de l'existence même d'un dumping. Cette conclusion a amené l'Organe d'appel à "infirm[er] la constatation corollaire formulée par le Groupe spécial ... selon laquelle les États-Unis n'[avaient] pas agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* dans le réexamen à l'extinction CRS en s'appuyant sur des marges de dumping dont le Japon allègu[ait] qu'elles [avaient] été calculées d'une

manière incompatible avec l'article 2.4". (*Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 128.)

28. Pour être clair, l'Argentine n'allègue pas que la détermination initiale de l'existence d'un dumping constituait une violation des obligations contractées par les États-Unis dans le cadre de l'OMC parce qu'elle avait été calculée au moyen de la pratique de la réduction à zéro des marges négatives. L'Argentine conteste plutôt l'utilisation par le Département de cette marge en tant que fondement de sa détermination de la probabilité que le dumping subsiste au titre de l'article 11.3. L'Organe d'appel a précisé que le Département ne pouvait pas s'appuyer sur une marge de dumping qui est incompatible avec le critère de fond énoncé à l'article 2.4 en tant que fondement de sa détermination de la probabilité au titre de l'article 11.3.

29. Dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a précisé l'application de ces principes dans le cadre d'un réexamen au titre de l'article 11.3, mais n'a finalement pas constaté une violation par les États-Unis. Il ne l'a pas fait pour la seule raison que le Groupe spécial n'avait pas tenu compte des éléments de preuve et n'avait pas fait une constatation principalement parce qu'il avait décidé que les disciplines de l'article 2.1 ne s'appliquaient pas aux réexamens au titre de l'article 11. Ce point de vue a été rejeté par l'Organe d'appel, et il ne fait aucun doute que le recours à des marges calculées d'une manière incompatible avec les critères de fond de l'article 2 ne peut pas servir de fondement à une détermination de la probabilité au titre de l'article 11.3. Le Groupe spécial est bel et bien saisi d'éléments de preuve indiquant une réduction à zéro en l'espèce. L'Argentine fait observer que le Groupe spécial doit examiner ces éléments de preuve et faire la constatation qui manquait dans la décision du Groupe spécial dont l'Organe d'appel était saisi dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*.

3. L'application alléguée par le Département des données de fait disponibles était incompatible avec les articles 11.3, 6.1, 6.2, 6.8 et 6.9, et avec l'Annexe II

30. En supposant pour les besoins de l'argumentation que les dispositions relatives à la renonciation n'étaient pas le fondement de la détermination à l'extinction établie par le Département dans l'affaire des OCTG en provenance d'Argentine, le recours par le Département à l'ensemble limité de données de fait disponibles – la marge de 1,36 pour cent et la diminution du volume des importations – était incompatible avec les articles 11.3, 6.1, 6.2, 6.8 et 6.9, et avec l'Annexe II. (*Voir* la deuxième communication de l'Argentine, section III.C.2.)

31. Le Groupe spécial n'a pas besoin de chercher plus loin que la propre réglementation du Département pour observer les conséquences graves de la décision d'effectuer un réexamen accéléré dans un cas comme celui de l'Argentine. Il ne s'agit pas, comme les États-Unis l'affirment, d'une question de délai seulement. Par exemple, l'article 351.218 e) 2) i) garantit pratiquement que le seul fondement de la détermination de la probabilité établie par le Département sera la marge issue des déterminations antérieures, qui en l'espèce se limite à l'enquête initiale. La réglementation dit le Département "se fondera" sur cette marge sauf "dans des circonstances tout à fait exceptionnelles" dans le cadre d'un réexamen à l'extinction complet. Par conséquent, les sociétés interrogées dans le cadre d'un réexamen accéléré comme en l'espèce n'ont aucune chance d'échapper au "recours" par le Département à la marge issue de l'enquête initiale qui, par définition, sera toujours une marge positive.

32. L'article 6.8 et l'Annexe II autorisent une autorité chargée de l'enquête à établir des déterminations fondées sur les "données de fait disponibles" seulement dans les cas où une partie intéressée "ne … communiquera pas [les renseignements nécessaires] dans un délai raisonnable, ou entravera le déroulement de l'enquête de façon notable …". Siderca avait toutefois présenté une réponse de fond complète à l'avis d'engagement du Département et convenu de coopérer pleinement dans le cadre de l'enquête, et le Département n'a jamais constaté que Siderca n'avait pas coopéré. Par conséquent, l'application des données de fait disponibles à Siderca était incompatible avec l'article 6.8

et l'Annexe II, et le fait de ne pas avoir divulgué les faits essentiels contrevenait aux prescriptions de fond de l'article 6.9.

33. Les États-Unis reconnaissent apparemment que l'application des données de fait disponibles à Siderca aurait été incompatible avec l'Accord antidumping et, pour cette raison, font valoir que le Département n'a pas appliqué les données de fait disponibles à Siderca. (*Voir* la première communication des États-Unis, paragraphes 214, 221, et 234 à 236.) Selon les États-Unis, le Département a appliqué les données de fait disponibles aux sociétés interrogées n'ayant pas répondu" plutôt qu'à Siderca. (*Voir id*., paragraphe 214.) Une fois de plus, l'affirmation des États-Unis est catégoriquement contredite par le *Mémorandum sur les questions et la décision* du Département (pièce n° 51 de l'Argentine, page 3), qui ne fait mention d'aucune société interrogée n'ayant pas répondu. L'affirmation des États-Unis est encore une autre justification *a posteriori*. De plus, l'affirmation des États-Unis est incompatible avec l'explication antérieure selon laquelle le Département avait appliqué la renonciation aux sociétés interrogées n'ayant pas répondu. (première communication des États-Unis, paragraphe 216)

34. Même si le Département avait appliqué les données de fait disponibles, que ce soit à Siderca ou aux soi-disant sociétés interrogées n'ayant pas répondu, le résultat est le même. En vertu de la disposition pertinente, les réexamens à l'extinction accélérés sont effectués "sans complément d'enquête" sur la base des "données de fait disponibles". (19 C.F.R. § 351.218 e) 1) ii) C)) Par conséquent, la conduite par le Département d'un réexamen accéléré en l'espèce a empêché le Département d'établir la "nouvelle" détermination de fond requise par l'article 11.3 et a privé Siderca de toutes possibilités de présenter des éléments de preuve et de défendre ses intérêts, en violation de l'article 6.1 et 6.2.

B. LA TENTATIVE DES ÉTATS-UNIS VISANT À EXPLIQUER LA DÉTERMINATION À L'EXTINCTION ET LES PROCÉDURES DE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION DU DÉPARTEMENT NE PEUT PAS REMÉDIER AUX VIOLATIONS DE L'ARTICLE 11.3 COMMISES PAR LES ÉTATS-UNIS

1. Les dispositions relatives à la renonciation telles qu'elles ont été appliquées dans le cadre du réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine effectué par le Département violent les obligations contractées par les États-Unis

35. Comme il a été expliqué plus haut, la détermination positive de la probabilité établie par le Département ne reposait pas sur une base factuelle suffisante. En fait, l'Argentine estime que la description que fait le Département de sa décision démontre que celui-ci a considéré que Siderca avait renoncé à participer au réexamen à l'extinction et n'a donc jamais procédé à une quelconque analyse dans la présente affaire.

36. Le Groupe spécial peut ignorer cette série d'affirmations contradictoires et de justifications *a posteriori* des États-Unis et simplement considérer les termes employés par le Département lui-même dans son *Mémorandum sur les questions et la décision*, dans lequel il est dit: "Dans les réexamens en cause, le Département n'a pas reçu une réponse adéquate des parties intéressées interrogées. Conformément à l'article 351.218 d)2) iii) de la réglementation concernant les réexamens à l'extinction, cela constitue une renonciation à participer." (page 5 (pièce n° 51 de l'Argentine) (non souligné dans l'original)) En ce qui concerne les réponses globales données par l'Italie, le Japon et la Corée, le Département a constaté que la réponse de fond complète de Siderca était "inadéquate". (*Voir* la *détermination à l'effet de suivre une procédure accélérée*, page 2 (pièce n° 50 de l'Argentine); et le *Mémorandum sur les questions et la décision*, pages 3 et 7 (pièce n° 51 de l'Argentine).) Par conséquent, les affirmations dans le *Mémorandum sur les questions et la décision* selon lesquelles "le Département n'a pas reçu une réponse adéquate des parties intéressées interrogées" et "cela constitue une renonciation à participer" débouchent sur une conclusion incontestable: le Département a appliqué la renonciation à toutes les parties intéressées interrogées, y compris Siderca.

37. La renonciation que le Département a appliquée à Siderca a empêché le Département d'effectuer le "réexamen" et d'établir la "détermination" prescrites par l'article 11.3, et a privé Siderca de la possibilité de présenter des éléments de preuve et de défendre ses intérêts. Le réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine effectué par le Département était donc incompatible avec les articles 11.3, 6.1 et 6.2.

38. Les États-Unis ont fait valoir que le Département n'avait pas considéré que Siderca avait renoncé à participer à la procédure de réexamen à l'extinction. (*Voir* la première communication des États-Unis, paragraphes 211 à 213 et 216; et les réponses des États-Unis à la première série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 51.) L'argument des États-Unis n'est pas convaincant pour deux raisons. Premièrement, comme l'Argentine vient de le montrer, le libellé exprès du *Mémorandum sur les questions et la décision* contredit purement et simplement l'affirmation des États-Unis. En effet, les États-Unis eux-mêmes ont reconnu dans la présente procédure que les termes du *Mémorandum sur les questions et la décision* semblaient indiquer que le Département avait considéré que Siderca avait renoncé à participer. (*Voir* la première communication des États-Unis, note 216.) Pour cette raison, dans leur réponse à la question n° 11 du Groupe spécial, les États-Unis demandent essentiellement au Groupe spécial de ne pas lire les mots qui sont réellement écrits, et plutôt de remplacer le membre de phrase "n'a pas reçu une réponse adéquate" qui figure clairement dans le *Mémorandum sur les questions et la décision* par le membre de phrase "n'a pas reçu une réponse de fond complète" qui, selon ce que les États-Unis affirment maintenant, correspond à ce qu'ils voulaient dire. De même, les États-Unis demandent au Groupe spécial de lire "sociétés interrogées en provenance du Japon, de Corée et d'Italie" lorsque ceux-ci ont écrit "parties intéressées interrogées". (*Voir* les réponses des États-Unis à la première série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 51 et 52.) Par conséquent, l'argument des États-Unis n'est pas simplement une justification *a posteriori* mais bien une tentative flagrante visant à remplacer les termes clairs du *Mémorandum sur les questions et la décision* par d'autres termes qui s'accordent avec l'explication du système de réexamen à l'extinction que donnent maintenant les États-Unis dans la présente procédure.

39. Deuxièmement, même en acceptant l'explication des États-Unis selon laquelle ils ont appliqué la "renonciation" aux sociétés interrogées "n'ayant pas répondu", et selon laquelle la renonciation est appliquée uniquement "par entreprise", nul ne peut contester que l'application des dispositions relatives à la renonciation en l'espèce a directement débouché sur une détermination de la probabilité "sur la base de l'ordonnance dans son ensemble". Il a été présumé que les sociétés "ayant renoncé à participer" représentaient 100 pour cent des exportations. Siderca, qui n'avait pas d'exportations, n'avait aucune chance d'agir sur la détermination finale du Département.

40. Enfin, si elle est vraie, l'affirmation des États-Unis selon laquelle le Département a considéré que les soi-disant "sociétés interrogées n'ayant pas répondu" avaient renoncé à participer en l'espèce démontre par ailleurs la nature totalement passive de la conduite des réexamens à l'extinction par le Département. Cette affirmation fait également ressortir la nature illogique de l'approche utilisée par le Département pour déterminer l'"adéquation" – même en acceptant la description donnée par les États-Unis de la manière dont ils établissent la détermination de l'adéquation. Le Département n'est jamais en mesure de savoir (et ne savait pas dans le cadre de la procédure de réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine) combien d'exportateurs n'avaient pas répondu – cela pouvait être aucun, un, dix ou plus. Compte tenu des conséquences graves de la détermination de l'adéquation, le Département aurait dû essayer de comprendre ce fait fondamental.

41. **Le recours par les États-Unis au niveau minimal des exportations alléguées d'OCTG pendant la période de réexamen a eu des conséquences graves pour l'Argentine**. Les États-Unis répondent à une question du Groupe spécial en faisant observer que le montant des exportations correspondait en moyenne à moins de 900 tonnes au cours de chacune des années constituant la période de cinq ans qui a suivi l'imposition de la mesure, par opposition à un niveau de 45 000 tonnes nettes avant l'ouverture de l'enquête initiale. Selon les États-Unis, les parties intéressées nationales

ont fourni les statistiques des importations, et le Département a vérifié les données en consultant la base de données sur le commerce de l'ITC et les données sur les importations IM-145 du Bureau du recensement du Département.

42. La réponse des États-Unis fait ressortir les faiblesses de l'utilisation de ces statistiques des importations par le Département. Siderca a participé à quatre "réexamens en l'absence d'expéditions" qui ont mis en lumière les grandes faiblesses des statistiques. Les États-Unis essaient de minimiser l'importance de ces faiblesses, mais l'Argentine insiste pour dire qu'elles sont importantes. Pour cette raison, nous avons préparé dans le **graphique 4** un graphique qui résume les constatations faites dans le cadre des "réexamens en l'absence d'expéditions". Ce n'est pas étonnant que les États-Unis n'aient pas répondu précisément à la question n° 13a du Groupe spécial. Encore maintenant, le Département n'a aucune idée du volume des importations qui sont entrées pendant la période pertinente. Il s'agit d'un problème grave parce que ces statistiques ont directement entraîné: 1) la détermination selon laquelle la réponse de fond complète de Siderca était "inadéquate"; 2) l'application de la renonciation à Siderca ou à l'Argentine; 3) la constatation selon laquelle le dumping avait subsisté pendant la durée de l'ordonnance; et 4) la détermination ultime selon laquelle il était probable que le dumping subsiste ou se reproduise. Pourtant, malgré l'importance des statistiques des importations, le Département n'a jamais divulgué aux parties les chiffres exacts des importations, et les États-Unis n'ont pas répondu à la question spécifique du Groupe spécial sur ce point. Pour ces raisons, le Département a violé les articles 11.3, 6.1, 6.8 et 6.9, et l'Annexe II.

43. Les États-Unis soutiennent maintenant que "dans le cadre des procédures de réexamen administratif, les États-Unis ont découvert qu'Acindar était un autre exportateur argentin d'OCTG, et l'un de ceux qui avaient expédié des OCTG aux États-Unis pendant la période visée par le réexamen …". (réponse des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 64) En formulant soigneusement cette réponse, les États-Unis ne font pas observer que le réexamen administratif auquel ils se réfèrent a été effectué des années après le réexamen à l'extinction. Les États-Unis ne soutiennent pas non plus que le Département a reconnu qu'Acindar était un autre exportateur argentin d'OCTG dans le présent réexamen à l'extinction. Il en est ainsi parce qu'il n'y avait pas d'éléments de preuve dans le dossier dont le Département était saisi, que ce soit dans le cadre du réexamen à l'extinction ou dans le cadre des quatre "réexamens en l'absence d'expéditions", indiquant qu'Acindar était un producteur et un exportateur d'OCTG pendant la période pertinente.

44. Si le Département songeait à Acindar, il n'a jamais divulgué ces "faits essentiels", comme le prescrit l'article 6.9. Au contraire, le seul élément de preuve qui existait était l'affirmation de Siderca selon laquelle, à sa connaissance, elle était le seul producteur et exportateur argentin des produits visés. (*Voir la réponse de fond de Siderca*, paragraphe 6 (pièce n° 57 de l'Argentine).) Le Département a cité cette affirmation, mais n'a pas expliqué pourquoi il n'avait pas, en tant qu'autorité chargée de l'enquête, au moins essayé d'éclaircir cette question. Cette affirmation était compatible avec des affirmations que la branche de production des États-Unis avait faites au Département dans le cadre des réexamens annuels, dans lesquels celle-ci avait demandé des réexamens visant Siderca seulement et, s'agissant du deuxième réexamen demandé (pour la période allant du 8 janvier 1996 au 31 juillet 1997), avait dit: "Le réexamen de Siderca est demandé parce qu'il s'agit du seul producteur connu de produits tubulaires pour champs pétrolifères en Argentine …" (pièce n° 58 de l'Argentine, page 2) En outre, les requérants ont également affirmé pendant le déroulement de ces réexamens "en l'absence d'expéditions" que Siderca était le seul "producteur d'OCTG en Argentine". (pièce n° 36 de l'Argentine, page 49090) Par conséquent, les éléments de preuve versés au dossier indiquent que le Département ne pouvait pas raisonnablement considérer qu'il y avait d'autres producteurs/exportateurs argentins qui n'avaient pas répondu à l'avis d'engagement et qui étaient donc les véritables sujets de l'application des dispositions relatives à la renonciation.

45. Par conséquent, la référence fortuite à Acindar en tant qu'exportateur argentin d'OCTG dans les réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial est une autre justification *a posteriori* visant à étayer leur détermination. L'Argentine demande au Groupe spécial d'examiner

uniquement les questions et les faits tels qu'ils sont exposés dans le dossier. Néanmoins, cette référence fait en outre ressortir le poids déterminant que les autorités ont attribué aux "sociétés interrogées n'ayant pas répondu" non visées par l'enquête, représentant 100 pour cent des importations d'OCTG en provenance d'Argentine, qui étaient réputées avoir renoncé à participer au réexamen à l'extinction, ce qui a donné lieu à la détermination de dumping "probable" prescrite par la loi. Les États-Unis affirment également dans leur deuxième communication que le fait que le gouvernement de l'Argentine n'avait pas participé au réexamen à l'extinction avait joué un rôle dans le "traitement réservé à l'Argentine dans le cadre du réexamen à l'extinction". (paragraphe 39) Cette affirmation étonne l'Argentine, car les États-Unis n'ont jamais soulevé ce point dans l'une ou l'autre de leurs déterminations à l'extinction écrites, ni indiqué que cette considération étayait la détermination de la probabilité d'un dumping établie par le Département. C'est la première fois que l'Argentine entend le Département formuler cette justification, car elle n'a pas été soulevée dans la procédure de réexamen à l'extinction correspondante, ni à aucun stade du présent différend – qu'il s'agisse des consultations, de la première communication des États-Unis ou de la déclaration liminaire des États-Unis.

2. Les dispositions relatives à la renonciation des États-Unis sont incompatibles en tant que telles avec les articles 11.3, 6.1 et 6.2

46. Tout au long de la procédure du présent Groupe spécial, l'Argentine a toujours fait valoir que les dispositions relatives à la renonciation des États-Unis étaient incompatibles en tant que telles avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping parce qu'elles empêchaient le Département de procéder à l'"examen" rigoureux et d'établir la "détermination" de fond que prescrit cet article. Les décisions automatiques prescrites par les dispositions relatives à la renonciation des États-Unis sont manifestement incompatibles avec la "nature astreignante des obligations imposées aux autorités au titre de l'article 11.3". (rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 113)

47. Dans leur deuxième communication et dans leurs réponses à la première série de questions posées par le Groupe spécial, les États-Unis affirment que les dispositions relatives à la renonciation ne sont pas incompatibles en tant que telles avec l'article 11.3 parce qu'elles n'obligent pas le Département à rendre une détermination positive de la probabilité pour l'ordonnance dans son ensemble. (*Voir* la deuxième communication des États-Unis, paragraphes 19 à 21; et les réponses des États-Unis à la première série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 3, 19, 20, 23, 24, 28, 29 et 30.) Les États-Unis insistent plutôt sur le fait que ces dispositions prescrivent une détermination de la probabilité d'un dumping uniquement en ce qui concerne la société spécifique ayant renoncé – ou étant réputée avoir renoncé – à participer au réexamen à l'extinction. (*Voir id.*)

48. Pour formuler cet argument, toutefois, les États-Unis n'expliquent jamais précisément comment une détermination de la renonciation par entreprise est établie dans le contexte de la soi-disant analyse fondée sur l'ordonnance dans son ensemble. De plus, les États-Unis n'expliquent pas pourquoi la prescription légale résultant des dispositions relatives à la renonciation – le Département "déterminera" (shall) qu'il est probable que la société ayant renoncé à participer pratiquera le dumping – n'affecte pas la détermination sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Il y a à cela une raison simple, à savoir que les États-Unis ne peuvent pas le faire; autrement, les termes de la loi des États-Unis seraient dénués de sens.

49. Les États-Unis refusent donc de reconnaître l'incidence des dispositions relatives à la renonciation sur la détermination finale de la probabilité du Département. Même lorsqu'elle est appliquée à une seule des nombreuses sociétés interrogées, la disposition relative à la renonciation entache nécessairement la détermination finale de la probabilité. L'article 11.3 n'autorise tout simplement pas l'autorité à rendre des décisions automatiques concernant la probabilité du dumping, même si ces décisions se limitent à une société interrogée donnée. Il faut plutôt que l'examen de l'autorité soit "rigoureux" et que la détermination finale soit fondée sur des éléments de preuve positifs. (*Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en*

provenance du Japon, paragraphes 113 à 115.) L'article 11.3 n'autorise pas l'autorité administrante à conclure – sans aucune base factuelle – qu'il est probable qu'une société interrogée pratiquera le dumping en cas de suppression de la mesure. L'Organe d'appel a confirmé qu'il ne convient pas d'utiliser des "présomptions" dans le cadre des réexamens à l'extinction à la place des obligations énoncées à l'article 11.3. (*Voir id.*, page 191.)

50. Le moyen de défense des États-Unis fondé sur les dispositions relatives à la renonciation ne tient pas compte non plus des nombreux réexamens à l'extinction dans le cadre desquels aucune partie intéressée interrogée n'a présenté une réponse de fond au Département. (*Voir* les réexamens à l'extinction du Département du commerce (pièces n° 63 et 64 de l'Argentine).) Dans un cas pareil, les dispositions relatives à la renonciation prescrivent nécessairement l'établissement d'une détermination positive de la probabilité au niveau de l'ordonnance dans son ensemble. Une telle décision automatique est manifestement incompatible avec l'obligation énoncée à l'article 11.3.

51. Les États-Unis affirment que les dispositions relatives à la renonciation ne sont pas incompatibles en tant que telles avec l'Accord antidumping parce que, "[p]our établir sa détermination finale à l'extinction sur la base de l'ordonnance dans son ensemble dans un réexamen à l'extinction accéléré, le Département s'appuiera sur tous les renseignements versés au dossier administratif de la procédure à l'extinction, y compris ceux qui figurent dans les réponses de fond et les réfutations des parties intéressées nationales, les déterminations antérieures des organismes et les renseignements communiqués par les parties intéressées interrogées dans leurs réponses de fond et leurs réfutations". (Deuxième communication des États-Unis, paragraphe 25; *voir aussi* les réponses des États-Unis à la première série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 10, 16, 17, 22, 25, 32, 39, 42 et 61.) Comme nous venons de le montrer, toutefois, cet argument ne modifie pas le fait que les dispositions relatives à la renonciation exigent du Département qu'il rende des décisions automatiques sans aucune base factuelle. De plus, l'affirmation des États-Unis est erronée sous deux rapports.

52. Premièrement, les dispositions relatives à la renonciation empêchent le Département d'examiner les renseignements par entreprise présentés par une société interrogée à laquelle la renonciation a été appliquée. Les États-Unis reconnaissent qu'une société interrogée qui présente une réponse de fond incomplète sera "réputée" avoir renoncé à participer. (*Voir* les réponses des États-Unis à la première série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 42.) La loi prescrit donc que le Département doit conclure qu'il est probable que cette société interrogée pratiquera le dumping en cas de suppression de la mesure antidumping et, en conséquence, il doit faire abstraction des renseignements par entreprise présentés dans la réponse de fond de ladite société interrogée. Toute autre interprétation viderait de leur sens les termes mêmes de la loi. Les conséquences de la renonciation "réputée" – le fait de ne pas ménager des possibilités de présenter des éléments de preuve et de défendre ses intérêts – démontrent également que les dispositions relatives à la renonciation des États-Unis sont incompatibles avec l'article 6.1 et 6.2.

53. Deuxièmement, les dispositions concernant les réexamens à l'extinction des États-Unis dans leur ensemble restreignent l'"analyse" du Département aux trois scénarios prescrits dans le SAA et le *Sunset Policy Bulletin*. (*Voir* 19 U.S.C. § 1675a c) 2); 19 C.F.R. §§ 351.218 d) 3) iv) A) et e) 2) iii); 19 C.F.R. § 351.308 f) 2); et le *Sunset Policy Bulletin*, sections II.A.3 et II.C.) Par conséquent, il n'est pas pertinent que la réglementation du Département dispose que les sociétés intéressées interrogées peuvent inclure dans leurs réponses de fond "tout autre renseignement ou argument pertinent dont la partie voudrait que le [Département] tienne compte" (19 C.F.R. § 351.218 d) 3 iv) B)). De plus, la réglementation des États-Unis limite de manière déraisonnable l'examen d'autres renseignements aux "réexamens complets". (*Voir* 19 C.F.R. § 351.218 e) 2) iii).)

54. Comme l'analyse qui précède vient de le montrer, pour tenter de défendre la détermination de la probabilité établie par le Département dans le cadre du réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine, les États-Unis ont fait des affirmations qui contredisent non seulement les déterminations publiées du Département, mais aussi leurs propres arguments. Par la suite, après que

le Groupe spécial eut soulevé certaines contradictions, les États-Unis ont été forcés de reconnaître qu'ils avaient fait des erreurs non seulement dans leur détermination à l'extinction écrite, mais aussi dans leur première communication. (*Voir* la réponse des États-Unis à la question n° 9 a) du Groupe spécial.)

55. Dans sa première déclaration orale, l'Argentine a présenté dans le **graphique 1** une liste de contradictions importantes entre la détermination à l'extinction du Département et la première communication des États-Unis. Ceux-ci ont tenté de remédier à plusieurs contradictions en présentant de nouveaux arguments, qui n'avaient jamais été formulés au moment de la détermination à l'extinction, et qui sont donc des justifications *a posteriori* qui ne peuvent pas être prises en considération par le Groupe spécial. Pour la commodité du Groupe spécial et l'examen plus avant auquel il procédera, nous avons présenté ces contradictions dans deux graphiques: le **graphique 5** (pièce n° 70 de l'Argentine) renferme les justifications *a posteriori*, et le **graphique 6** (pièce n° 71 de l'Argentine) renferme les contradictions non résolues. Si le Groupe spécial décide que certaines affirmations faites par les États-Unis peuvent être prises en considération en dépit du fait qu'il s'agit de justifications *a posteriori*, il se heurtera alors à un nouveau problème: il devra faire un choix entre des positions contradictoires (c'est-à-dire le caractère adéquat ou inadéquat de la réponse de Siderca, la renonciation, l'application des données de fait disponibles à Siderca, à l'Argentine et/ou aux "sociétés intéressées n'ayant pas répondu", etc.).

56. L'incapacité des États-Unis à donner une version des faits uniforme et cohérente tout au long de la présente procédure et à établir un lien entre cette explication et leur analyse dans le *Mémorandum sur les questions et la décision* illustre le fait qu'ils n'ont pas concilié la détermination de la probabilité du Département avec l'article 11.3. Quelle que soit l'argumentation présentée par les États-Unis, une seule conclusion peut être tirée: le Département n'a pas effectué le réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine d'une manière qui est compatible avec l'article 11.3. En fait, comme l'Argentine l'a précédemment démontré, même examinée sous l'angle le plus favorable pour les États-Unis, la détermination de la probabilité du Département ne reposait tout simplement pas sur une base factuelle suffisante pour que l'exception prévue à l'article 11.3 puisse être invoquée et pour que la mesure antidumping soit maintenue.

C. AUCUN DES ARGUMENTS DES ÉTATS-UNIS N'EST CRÉDIBLE COMPTE TENU DE LA PRÉSOMPTION INCOMPATIBLE AVEC LES RÈGLES DE L'OMC QUI EST APPLIQUÉE DANS TOUTES LES AFFAIRES DE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION

57. Dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a déclaré que "[l]es dispositions qui créent des présomptions "irréfragables", ou qui "prédéterminent" un résultat particulier, risquent d'être jugées incompatibles" avec l'"obligation pour les autorités chargées de l'enquête, dans un réexamen à l'extinction, de déterminer, sur la base de tous les éléments de preuve pertinents, s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si le droit est supprimé". (rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 191) (non souligné dans l'original)

58. Appliqués ensemble, la loi, le SAA et le *Sunset Policy Bulletin* créent une présomption de probabilité de dumping incompatible avec les règles de l'OMC dans le cadre des réexamens à l'extinction effectués par le Département du commerce. La loi fixe le point de départ de la détermination de la probabilité du Département en énumérant les deux éléments que le Département doit prendre en considération dans chaque réexamen à l'extinction: 1) les marges de dumping antérieures et 2) le volume passé des importations. Le SAA apporte d'autres éclaircissements sur le critère de la probabilité de dumping prévu dans la législation des États-Unis en donnant des indications sur la façon dont ces deux facteurs devraient être interprétés. Le SAA dispose que chacun des trois scénarios suivants est une indication "extrêmement probante" de la probabilité de dumping : 1) la persistance de marges de dumping, 2) la cessation des importations, et 3) la diminution du volume des importations associée à des marges de dumping qui subsistent. (*Voir* le SAA, pages 889

et 890 (pièce n° 5 de l'Argentine).) Enfin, la section II.A.3 du *Sunset Policy Bulletin* enjoint au Département de déterminer qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira chaque fois qu'au moins un des trois critères énoncés dans le SAA est rempli. (*Voir* le *Sunset Policy Bulletin*, page 18872 (pièce n° 35 de l'Argentine).)

59. En définitive, donc, le critère de la probabilité des États-Unis est exprimé dans la section II.A.3 du *Sunset Policy Bulletin.* Comme l'Organe d'appel l'a décidé dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, le *Sunset Policy Bulletin* est une mesure qui peut être contestée dans le cadre du règlement des différends de l'OMC. (*Voir* les paragraphes 99 et 100.)

60. L'Organe d'appel a également examiné la question même qui est soulevée dans le présent différend: la section II.A.3 du *Sunset Policy Bulletin* est-elle incompatible en tant que telle avec l'article 11.3? En examinant cette question, l'Organe d'appel a déterminé que si la section II.A.3 enjoint au Département de considérer les marges de dumping qui subsistent et la diminution du volume des importations (c'est-à-dire que l'un ou l'autre des trois critères prescrits est rempli) comme "déterminants ou concluants" quant à la probabilité d'un dumping futur, la mesure serait incompatible en tant que telle avec l'article 11.3. (rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, DS244, paragraphe 178) L'Organe d'appel a donc confirmé que la détermination de la probabilité prescrite par l'article 11.3 doit être fondée sur "tous les éléments de preuve pertinents", pas sur "l'application mécanique de présomptions". (*id.*, paragraphes 178 et 191)

61. En définitive, l'Organe d'appel n'a pas décidé si la section II.A.3 du *Sunset Policy Bulletin* était incompatible en tant que telle avec l'article 11.3 parce qu'il ne disposait pas de la base factuelle voulue pour le faire (le Groupe spécial n'avait pas fait de constatations factuelles quant à l'"application constante" de la section II.A.3).

62. Le présent Groupe spécial n'est pas restreint de la même façon dans la présente affaire. L'Argentine a présenté de nombreux éléments de preuve indiquant l'"application constante" par le Département de la section II.A.3 du *Sunset Policy Bulletin* dans tous les réexamens à l'extinction auxquels la branche de production nationale prend part. Les pièces n° 63 et 64 de l'Argentine montrent que le Département suit les indications données dans la section II.A.3 dans chaque réexamen à l'extinction auquel la branche de production nationale s'intéresse, et chaque fois que le Département constate qu'au moins un des trois critères est rempli, il fait une constatation positive de probabilité de dumping sans tenir compte de facteurs additionnels. Ces faits ne sont pas contestés et les États-Unis n'ont pas cherché à les réfuter. L'application constante de la section II.3 par le Département met donc en évidence la signification de cette section: la section II.A.3 du *Sunset Policy Bulletin* enjoint au Département d'accorder une importance décisive aux marges de dumping antérieures et à la diminution du volume des importations (ou à la cessation des importations purement et simplement) dans chaque cas. Par conséquent, la section II.A.3 est incompatible avec l'obligation énoncée à l'article 11.3 de déterminer "sur la base de tous les éléments de preuve pertinents" s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si le droit antidumping est supprimé. (*Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphes 178 et 191.)

63. En enjoignant au Département d'accorder une importance décisive aux trois critères prescrits comme étant concluants quant à la probabilité de dumping, la section II.A.3 crée une présomption de probabilité de dumping incompatible avec les règles de l'OMC et prédétermine le résultat du réexamen au titre de l'article 11.3. Les nombreux éléments de preuve indiquant l'application constante par le Département du *Sunset Policy Bulletin* qui ont été présentés par l'Argentine parlent une fois de plus d'eux-mêmes: dans 100 pour cent des réexamens à l'extinction auxquels la branche de production nationale a participé, le Département a observé la prescription légale énoncée à la section II.A.3, et dans chaque cas, il a établi une détermination positive de la probabilité. (*Voir* les réexamens à l'extinction du Département du commerce des États-Unis, pièces n° 63 et 64 de

l'Argentine.) Les États-Unis ne peuvent pas contester ces faits. Par conséquent, comme la section II.A.3 du *Sunset Policy Bulletin* enjoint au Département d'appliquer une présomption de probabilité de dumping incompatible avec les règles de l'OMC, la mesure est incompatible avec l'article 11.3. (*Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphes 178 et 191.)

64. Le rôle que joue la réglementation concernant les réexamens à l'extinction dans ce cadre global renforce la mécanique de la présomption incompatible avec les règles de l'OMC. D'une manière compatible avec la présomption de probabilité de dumping incompatible avec les règles de l'OMC créée par la législation des États-Unis, la réglementation concernant les réexamens à l'extinction limite les renseignements de fond que le Département est tenu de demander aux marges de dumping antérieures et au volume passé des importations. (*Voir* 19 C.F.R. § 351.218 d) 3) iii).) Même si – comme les États-Unis le soulignent sans cesse – la réglementation du Département du commerce dispose que les parties intéressées interrogées peuvent inclure dans leurs réponses de fond "tout autre renseignement ou argument pertinent dont la partie voudrait que le [Département] tienne compte" (19 C.F.R. § 351.218 d) 3) iv) B)), cette disposition sonne creux parce que les dispositions concernant les réexamens à l'extinction des États-Unis dans leur ensemble restreignent l'"analyse" du Département aux trois critères formant la présomption de probabilité de dumping. (*Voir* 19 U.S.C. § 1675a c) 2); 19 C.F.R. §§ 351.218 d) 3) iv) A) et e) 2) iii), § 351.308 f) 2); et le *Sunset Policy Bulletin*, section II.C.)

65. À cet égard, le recours par les États-Unis à la disposition 19 C.F.R. § 351.308 f) 2) à l'appui de l'affirmation voulant que le Département tienne compte de tous les renseignements présentés dans les réponses de fond dans le cadre des réexamens accélérés est inutile. Compte tenu du renvoi croisé dans le texte de cette réglementation à l'article 1675a c) de la loi, le sens véritable de l'article 351.308 f) est que le Département tiendra compte des renseignements autres que les marges de dumping antérieures et le volume passé des importations seulement sur exposé de "raisons valables". (*Voir aussi* 19 C.F.R. §§ 351.218 d) 3) iv) et e) 2) iii); et la section II.C du *Sunset Policy Bulletin.*) Comme le démontrent les pièces n° 63 et 64 de l'Argentine, le Département n'a <u>jamais tenu compte de renseignements fondés sur des "raisons valables" pour déterminer qu'il ne serait pas probable que le dumping subsiste ou se reproduise</u>. La disposition 351.218 e) 2) iii) restreint en outre cette prise en compte aux "réexamens complets".

66. Le Département a plutôt toujours considéré que la satisfaction de l'un ou l'autre des trois critères prescrits par le *Sunset Policy Bulletin* était décisive pour établir des déterminations positives de la probabilité. À vrai dire, même dans le contexte d'un réexamen complet, les dispositions concernant les réexamens à l'extinction des États-Unis limitent l'analyse du Département à la prise en compte des trois critères prescrits par le SAA et le *Sunset Policy Bulletin*. (*Voir* 19 U.S.C. § 1675a c) 2); 19 C.F.R. §§ 351.218 d) 3) iv) A) et e) 2) iii); et le *Sunset Policy Bulletin*, section II.C.) Comme le Mexique, en tant que tierce partie en l'espèce, l'a expliqué dans sa réponse à une question posée pendant la présente procédure, le réexamen à l'extinction des OCTG en provenance du Mexique qui a été effectué par les États-Unis était un "réexamen complet", et les critères énoncés dans le SAA/*Sunset Policy Bulletin* ont été appliqués et ont servi de base à la détermination positive de la probabilité de dumping établie par le Département dans cette affaire.

67. En résumé, indépendamment de la question de savoir si le Département effectue un réexamen accéléré ou un réexamen complet, et indépendamment de la nature des renseignements communiqués par les sociétés interrogées, l'application de la présomption incompatible avec les règles de l'OMC créée par la législation des États-Unis entraîne le même résultat dans chaque réexamen à l'extinction auquel la branche de production nationale participe: la probabilité de dumping. En dernière analyse, la présomption incompatible avec les règles de l'OMC est le mieux résumée par les États-Unis dans leurs propres mots dans leur réponse à une question posée par le Groupe spécial à la première réunion avec les parties: il est raisonnable de supposer qu'une société qui a pratiqué le dumping dans le passé pratiquera probablement le dumping à l'avenir. Ce n'est pas surprenant car c'est ce que le SAA et le

Sunset Policy Bulletin enjoignent au Département de faire dans chaque cas. (*Voir* les réexamens à l'extinction du Département du commerce des États-Unis, pièces n° 63 et 64 de l'Argentine.) Par conséquent, d'une manière compatible avec les indications données par l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, le Groupe spécial doit constater que le réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine effectué par le Département était incompatible avec l'article 11.3.

IV. LA PROBABILITÉ DE DOMMAGE

A. L'ARTICLE 3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING S'APPLIQUE AUX RÉEXAMENS À L'EXTINCTION EFFECTUÉS AU TITRE DE L'ARTICLE 11.3

68. Le raisonnement de l'Organe d'appel dans sa récente décision dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon* devrait clore tout débat qui subsiste encore quant à savoir si l'article 3 s'applique aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3.

69. L'Organe d'appel a constaté que la définition du terme "dumping" s'appliquait aux fins de l'Accord tout entier, y compris les réexamens à l'extinction, compte tenu du libellé spécifique de l'article 2.1.

70. De la même façon, la note de bas de page 9 de l'Accord antidumping dispose que "[p]our les besoins du présent accord, le terme "dommage" s'entendra, sauf indication contraire, d'un dommage important causé à une branche de production nationale, d'une menace de dommage important pour une branche de production nationale ou d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale; il sera interprété conformément aux dispositions de [l']article [3]". (non souligné dans l'original) Par conséquent, le raisonnement de l'Organe d'appel dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon* prescrit la constatation parallèle selon laquelle le "dommage" aux fins de l'article 11.3 est visé par les disciplines de l'article 3.

71. Ignorant la portée claire de l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, les États-Unis continuent d'affirmer que l'article 3 ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. (*Voir* la deuxième communication des États-Unis, paragraphes 43 à 55.) Premièrement, les États-Unis affirment que le "dommage" au titre des articles 3 et 11.1 n'a pas le même sens qu'à l'article 11.3. (deuxième communication des États-Unis, paragraphe 43) Selon les États-Unis, l'analyse requise par les articles 3 et 11.1, qui parlent de dommage existant, est "fondamentalement différente" de celle que prescrit l'article 11.3, qui parle de probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise. (*id.*)

72. La distinction entre la détermination de l'existence d'un dommage dans le cadre d'une enquête initiale et la détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, toutefois, ne modifie pas la directive claire donnée par l'Accord antidumping selon laquelle l'élément central de chaque détermination – le "dommage" – "sera interprété conformément aux dispositions de [l']article [3]". En outre, le postulat de l'argument des États-Unis – à savoir que les articles 3 et 11.1 parlent d'un "dommage existant" plutôt que de la probabilité d'un dommage futur – est incorrect. L'article 3 se rapporte aussi clairement à la menace de dommage, c'est-à-dire à une analyse d'un dommage futur, pas seulement à une analyse d'un dommage existant.

73. Deuxièmement, les États-Unis font valoir que "si l'on considère que l'article 11.1 donne une teneur précise aux obligations imposées aux Membres par l'article 11.3, cela frapperait de nullité la partie de l'article 11.3 qui permet de maintenir un droit en vigueur lorsqu'il est probable que le dommage se reproduira". (deuxième communication des États-Unis, paragraphe 44)

74. L'Argentine ne fait pas valoir, toutefois, que l'article 11.1 énonce l'obligation spécifique figurant à l'article 11.3. L'article 11.1 est plutôt une disposition générale qui énonce "un principe général et primordial, dont les modalités sont énoncées au paragraphe 2 (et au paragraphe 3)". (rapport du Groupe spécial *Accessoires de tuyauterie en provenance du Brésil*, DS219, paragraphe 7.113) Dans ce contexte, le "dommage" tel que ce terme est employé à l'article 11.1 ne peut pas être interprété différemment à l'article 11.3. Dans leur deuxième communication, les États-Unis semblent convenir que le "dommage" évoqué à l'article 11.1 est visé par les dispositions de l'article 3. Toutefois, les États-Unis n'ont pas démontré que l'article 3 ne s'applique pas de la même façon à l'article 11.3.

75. Il n'y a aucun élément tiré du texte à l'appui du point de vue selon lequel le terme "dommage" tel qu'il est employé à l'article 11.1 est différent du terme "dommage" tel qu'il est employé à l'article 11.3.

B. LA COMMISSION A APPLIQUÉ LE MAUVAIS CRITÈRE – "*LIKELY*" VEUT DIRE "PROBABLE"

76. L'Organe d'appel dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon* a également mis un terme au débat concernant le sens de "*likely*". "*Likely*" signifie "probable". (paragraphe 111)

77. Tout au long de la présente procédure, les États-Unis ont immanquablement fait valoir que "*likely*" tel que ce terme est employé à l'article 11.3 ne veut pas dire "probable". Fait plus important, la Commission a expressément affirmé devant un groupe spécial de l'ALENA qu'elle n'avait pas interprété "*likely*" comme signifiant "probable" dans la même détermination à l'extinction qui est en cause en l'espèce. (*Voir* le mémoire de l'ITC inclus dans la pièce n° 67 de l'Argentine.) Par conséquent, il ne fait aucun doute que la Commission n'a pas appliqué le bon critère en l'espèce. Comme nous l'expliquerons ensuite, les constatations relatives à la preuve de la Commission en ce qui concerne le volume probable, les effets sur les prix et l'incidence dans le réexamen à l'extinction en cause confirment cette conclusion.

C. LA COMMISSION NE S'EST PAS FONDÉE SUR DES ÉLÉMENTS DE PREUVE POSITIFS INDIQUANT QU'IL SERAIT PROBABLE QUE LE DOMMAGE SUBSISTE OU SE REPRODUISE EN CAS DE SUPPRESSION

78. Les articles 3.1 et 11.3 disposent qu'il doit y avoir des éléments de preuve positifs indiquant qu'il est "probable" que le dommage subsiste ou se reproduise pour que la mesure soit maintenue. Les conclusions de la Commission en ce qui concerne le volume, le prix et l'incidence dans la présente affaire sont loin de satisfaire au critère de fond et en matière de preuve.

79. Tout d'abord, **en ce qui concerne le volume**, la Commission a conclu qu'"en l'absence des ordonnances, le volume probable des importations visées cumulées … serait important". (*détermination à l'extinction établie par la Commission*, page 20 (pièce n° 54 de l'Argentine)) En tirant cette conclusion, la Commission a reconnu que la plupart des producteurs visés se heurtaient à des contraintes sur le plan des capacités (*id.*, page 19), ce qui constituait un élément de preuve positif indiquant que ceux-ci n'augmenteraient probablement pas leurs expéditions d'OCTG aux États-Unis. (*id.*, page 19) Pour contourner cet élément de preuve positif, la Commission a constaté que ces producteurs visés avaient des "incitations" à déplacer "leur capacité de production vers la production et l'expédition d'un nombre accru [d'OCTG] sur le marché des États-Unis". (*id.*) Comme l'Argentine l'a démontré dans des communications antérieures, toutefois, chacune de ces constatations reposait sur des hypothèses et des conjectures, plutôt que sur des éléments de preuve positifs de l'existence d'une probabilité. Par conséquent, la Commission n'a pas déterminé, sur la base d'éléments de preuve positifs, qu'il était probable que le volume des importations visées serait important au moment de la révocation des ordonnances.

80. L'analyse qui précède concernant la capacité et les soi-disant incitations met en évidence le fait que le cumul était tout à fait inapproprié dans le cadre du réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine parce que: 1) le cumul portait atteinte au droit individuel de l'Argentine à la suppression de la mesure antidumping au titre de l'article 11.3; et 2) le fondement de la décision de la Commission de cumuler était incompatible avec le critère "probable" de l'article 11.3 parce que la Commission avait simplement présumé qu'en raison de la concurrence entre les importations dans l'enquête initiale, il était probable qu'une telle concurrence existerait en cas de suppression. Enfin, il convient de noter que si les éléments de preuve positifs de l'existence de contraintes sur le plan des capacités n'étaient pas importants, la Commission n'aurait pas eu besoin de consacrer une si grande partie de sa détermination à une analyse des "incitations" des producteurs visés s'agissant de déplacer la capacité productive de vente vers les États-Unis. En termes simples, la conclusion de la Commission selon laquelle le volume des importations visées serait probablement important reposait sur ses constatations concernant les incitations.

81. Dans leur deuxième communication, les États-Unis essaient également de renforcer les constatations de la Commission concernant les incitations, soit en citant des faits additionnels figurant dans le dossier, soit en reformulant simplement la constatation de la Commission. (*Voir id.*, paragraphes 66 à 77.) Toutefois, les États-Unis ne montrent pas de quelle façon les constatations de la Commission reposaient sur des éléments de preuve positifs de l'existence d'une probabilité, par opposition à des conjectures et des hypothèses. En outre, les États-Unis sont incapables d'expliquer l'indifférence fréquente de la Commission à l'égard des éléments de preuve positifs qui affaiblissaient ses constatations concernant les incitations.

82. À titre d'exemple, les États-Unis signalent que dans un précédent réexamen à l'extinction d'OCTG en provenance du Canada, les avocats de Siderca avaient convaincu la Commission que l'organisation que Tenaris a remplacée "n'avait pas l'intention d'utiliser l'installation d'Algoma pour expédier des OCTG aux États-Unis". (*id.*) Compte tenu de ces éléments de preuve, les États-Unis ont conclu que "l'engagement de Tenaris de ne pas expédier des OCTG en provenance du Canada ébranl[ait] complètement l'argument de l'Argentine selon lequel Tenaris pouvait utiliser Algoma pour répondre aux besoins de ce marché". (*id.*) (non souligné dans l'original) Pour prouver que Tenaris s'était "engagée" à ne pas expédier des OCTG en provenance du Canada, les États-Unis citent la note de bas de page 310 de la détermination établie par la Commission dans le cadre du réexamen des OCTG en provenance du Canada. (*Voir id.* (citant USITC Pub. 3316 (juillet 2000), page 51, note 310 (pièce n° 29 des États-Unis).) Toutefois, cette note de bas de page n'indique pas que Tenaris s'était engagée à ne pas expédier aux États-Unis des OCTG en provenance du Canada. Elle indique plutôt que "[n]ous notons également le témoignage sous serment de Siderca selon lequel des exportations aux États-Unis ne font pas partie de son **plan d'affaires** pour l'installation d'Algoma". (USITC Pub. 3316 (juillet 2000), page 51, note 310 (pièce n° 29 des États-Unis) (non souligné et pas de caractère gras dans l'original) Algoma n'avait pris aucun "engagement", mais avait plutôt dit que les exportations aux États-Unis ne faisaient pas partie de son plan d'affaires, tout comme Siderca avait expliqué que les exportations aux États-Unis n'étaient pas un volet important de son plan d'affaires dans le cadre du réexamen à l'extinction en cause. La raison pour laquelle l'explication du plan d'affaires de Tenaris a été jugée crédible dans le cas du Canada, mais pas dans le cas de l'Argentine, demeure mystérieuse. Ces faits mettent également en évidence les hypothèses formulées par la Commission en l'espèce: au lieu de considérer les actions de Tenaris au Canada comme des éléments de preuve positifs indiquant que le groupe Tenaris n'allait probablement pas exporter des quantités importantes aux États-Unis si les mesures étaient supprimées, la Commission a ignoré ces éléments de preuve et s'est fondée sur son analyse des "incitations". La Commission n'a même jamais reconnu qu'une société membre de Tenaris, Algoma, aurait pu faire des expéditions aux États-Unis, mais ne l'a pas fait.

83. En résumé, malgré le volumineux dossier qu'elle a constitué dans le cadre du réexamen à l'extinction en cause, la Commission n'a tout simplement pas déterminé, sur la base d'éléments de

preuve positifs, qu'il était probable que le volume des importations visées serait important en l'absence des ordonnances.

84. **En ce qui concerne le prix**, la constatation de la Commission au sujet des effets probables sur les prix des importations visées reposait aussi sur des suppositions, plutôt que sur des éléments de preuve positifs de l'existence d'une probabilité. Comme l'Argentine l'a démontré dans sa deuxième communication, en faisant ses constatations sur les prix, la Commission a accordé une grande importance aux renseignements recueillis cinq ans auparavant dans le cadre de l'enquête initiale. (*Voir* la deuxième communication de l'Argentine, paragraphes 172 et 173.)

85. Les États-Unis reconnaissent la même chose lorsqu'ils tentent de réfuter les arguments de l'Argentine selon lesquels ils ont accordé une importance indue au fait que les prix intérieurs étaient en hausse à la fin de la période examinée. Les États-Unis affirment que "les éléments de preuve issus de l'enquête initiale appuient fermement la constatation que les importations peuvent (*can*) faire baisser les prix intérieurs même en période de forte demande", et que cela veut donc dire que "les importations feraient baisser les prix ou empêcheraient (*would*) des hausses de prix du produit similaire d'origine nationale si les ordonnances étaient abrogées. (première communication des États-Unis, paragraphe 339)

86. Il est frappant qu'à partir d'une constatation figurant dans l'enquête initiale selon laquelle les importations "peuvent" faire baisser les prix intérieurs, la Commission conclue dans le cadre du réexamen à l'extinction que les importations "feraient baisser" les prix ou "empêcheraient" des hausses de prix des produits nationaux similaires si l'ordonnance était révoquée. En d'autres termes, parce que c'est possible (comme cela avait été démontré cinq ans auparavant), la Commission conclut qu'il doit être "probable" que cela se produira si les ordonnances sont révoquées. Ce n'est pas le critère qui est énoncé à l'article 11.3. En outre, ce type de raisonnement démontre que la Commission n'applique pas un critère "probable", et que la décision en l'espèce n'est pas fondée sur des éléments de preuve positifs quant aux effets probables sur les prix.

87. Enfin, **en ce qui concerne l'incidence**, la Commission a dit que "dans les enquêtes initiales, les importations visées détenaient une part de marché et avaient eu des effets sur les prix malgré une forte augmentation de la consommation apparente en 1993 et 1994, comparativement à 1992". (*détermination à l'extinction établie par la Commission*, page 22) (pièce n° 54 de l'Argentine) (non souligné dans l'original) Pour ces raisons, la Commission a conclu que "même si la situation de la demande était bonne à court terme", les importations visées auraient probablement une incidence négative sur la branche de production nationale en l'absence des ordonnances. (*id.*) Par conséquent, une fois de plus, la Commission a fondé sa conclusion concernant ce qui se produirait probablement sur ce qui s'était produit dans le cadre de l'enquête initiale, cinq ans auparavant. En d'autres termes, la Commission a déterminé sur la base d'une possibilité (comme le démontraient les événements qui étaient survenus cinq ans auparavant) qu'un résultat était "probable". Une fois de plus, un tel raisonnement est inacceptable au titre de l'article 11.3 et montre que la Commission n'a pas appliqué le critère "probable" en l'espèce.

88. Dans leur défense contre l'argument présenté par l'Argentine au sujet de l'analyse de l'incidence, les États-Unis formulent la phrase suivante: "L'ITC a noté que, dans l'enquête initiale, une forte hausse de la demande n'avait pas empêché les importations visées de prendre une part de marché et d'avoir des effets négatifs sur les prix." (première communication des États-Unis, paragraphe 342, non souligné dans l'original)

89. Une fois de plus, nous voyons que la conclusion concernant ce qui se produira probablement à l'avenir est entièrement subordonnée à ce qui s'est produit dans l'enquête initiale, cinq ans auparavant. En l'espèce, le problème est aggravé par le fait que la Commission est contrainte à dire que l'accroissement de la demande dans le passé n'avait pas empêché les importations visées de prendre une part de marché et d'avoir des effets négatifs sur les prix, et d'inférer de cette observation

que les importations probables auraient probablement la même incidence. L'Argentine se demande comment un exportateur ne pourrait jamais satisfaire à ce critère étant donné que, par définition, la plupart des mesures antidumping en vigueur aux États-Unis comportaient certains éléments de preuve de l'existence d'une incidence négative à l'appui de la décision initiale.

90. Pour ces raisons, la détermination à l'extinction de la Commission en l'espèce était incompatible avec les articles 3.1 et 11.3. En outre, les États-Unis n'ont pas réfuté l'allégation de l'Argentine selon laquelle la détermination à l'extinction de la Commission était incompatible avec les articles 3.4 et 11.3 parce qu'il ne pouvait pas être démontré au vu du dossier que la Commission avait dûment évalué les facteurs économiques pertinents prescrits par cette disposition. (*Voir* le rapport du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier*, DS211, paragraphes 7.42 et 7.49.) Comme l'a noté l'Argentine, la prise en considération par la Commission de la marge de 1,36 pour cent incompatible avec les règles de l'OMC (calculée au moyen de la pratique de la réduction à zéro) que le Département avait communiquée à la Commission aux fins du réexamen à l'extinction de la Commission était également incompatible avec les obligations contractées par les États-Unis dans le cadre de l'OMC. Si la Commission s'est fondée sur cette marge incompatible avec les règles de l'OMC pour établir sa détermination, la détermination a été "entachée"; dans la négative, la Commission ne s'est pas acquittée de ses obligations au titre de l'article 3.4 et 11.3. (*Voir* la première communication de l'Argentine, paragraphes 189 à 193; et la deuxième communication de l'Argentine, paragraphes 151 et 152.) Enfin, la détermination à l'extinction de la Commission était incompatible avec l'article 3.5 parce que la Commission n'a pas fait la distinction entre les effets dommageables potentiels d'autres facteurs de causalité et les effets potentiels des importations faisant l'objet d'un dumping.

D. L'ANALYSE CUMULATIVE DU DOMMAGE FAITE PAR LA COMMISSION DANS LE CADRE DU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION DES OCTG EN PROVENANCE D'ARGENTINE CONSTITUE UNE VIOLATION DE L'ACCORD ANTIDUMPING

1. Contrairement aux affirmations des États-Unis, l'Argentine a un droit individuel à la suppression de la mesure antidumping visant les OCTG en provenance d'Argentine conformément à l'article 11.3 de l'Accord antidumping

91. Comme l'Argentine l'a soutenu tout au long de la présente procédure, chaque Membre de l'OMC a un droit à la suppression des droits antidumping au terme de cinq ans. Toutefois, les États-Unis nient expressément l'existence d'un tel droit. Dans leur réponse à la troisième question de l'Argentine, ils adoptent la position suivante: "Les États-Unis ne considèrent pas que l'Argentine ait un droit à la suppression en vertu de l'article 11.3 qui repose sur l'examen de la seule question de savoir s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira en cas d'abrogation de l'ordonnance instituant des droits antidumping sur les importations visées en provenance d'Argentine."

92. L'Argentine n'est pas du tout de cet avis. Le point de vue de l'Argentine selon lequel elle a un droit à la suppression repose directement sur le texte de l'article 11.3. Nulle part dans l'article 11.3 le droit à la suppression de l'Argentine n'est subordonné aux pratiques d'exportation de sociétés privées d'autres Membres de l'OMC. Les États-Unis n'ont aucun argument tiré du texte à l'appui de leur point de vue, mais s'appuient plutôt sur leur affirmation unilatérale qui contredit l'intention commune des Membres de l'OMC, telle qu'elle est exprimée dans le texte. (*Voir CE – Matériel de réseau local*, paragraphe 84.) En effet, aucun Membre de l'OMC ne peut unilatéralement dénier à un autre Membre un droit conféré par les Accords de l'OMC. Autoriser les Membres à ignorer des droits conférés dans le cadre de l'OMC compromettrait l'équilibre délicat de droits et d'obligations réalisé lors des négociations multilatérales. L'Argentine demande au Groupe spécial de garder à l'esprit l'affirmation extraordinaire des États-Unis lorsqu'il examinera si le cumul est autorisé dans les réexamens à l'extinction. En l'espèce, si la Commission n'avait pas cumulé l'effet des importations, elle n'aurait pas pu constater que les OCTG en provenance d'Argentine causeraient probablement un dommage au marché des États-Unis.

2. Les articles 11.3 et 3.3 empêchent le cumul dans le cadre des réexamens à l'extinction

93. L'Argentine estime que l'analyse cumulative du dommage faite par la Commission dans le cadre du réexamen à l'extinction OCTG était incompatible avec les articles 11.3 et 3.3 de l'Accord antidumping.

94. Premièrement, en ce qui concerne le texte de l'article 11.3, les États-Unis font valoir que les renvois aux membres de phrase "tout droit antidumping définitif" et "le droit" ne sont pas des éléments de preuve indiquant que les rédacteurs entendaient interdire le cumul dans le cadre des réexamens à l'extinction. (*Voir* la deuxième communication des États-Unis, paragraphe 56.) L'argument des États-Unis est toutefois incompatible avec la position qu'ils avaient adoptée dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*. Dans cette affaire, les États-Unis faisaient valoir que le terme "droit" tel qu'il est employé à l'article 11.3 était défini par l'article 9.2 de l'Accord antidumping, "qui "indique clairement que le droit définitif est imposé par produit (c'est–à-dire sur la base de l'ordonnance dans son ensemble) et non par entreprise"". (rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 150) En d'autres termes, les États-Unis se fondaient sur le sens du terme "droit" et sur le fait qu'il s'appliquait à une ordonnance (plutôt qu'à une entreprise) pour étayer leur thèse. L'Organe d'appel a donc confirmé que l'emploi du terme "droit" au singulier veut dire que l'autorité doit déterminer s'il est probable que la révocation d'une seule ordonnance antidumping – et non de plusieurs ordonnances – causerait un dommage.

95. Les États-Unis soutiennent également que l'Argentine évoque à tort "l'objet et le but" de l'article 11.3. (deuxième communication des États-Unis, paragraphe 57) Selon les États-Unis, "[l]'article 11.3 dit clairement que la suppression de ces droits n'est appropriée que s'il n'est pas probable que le dumping et le dommage subsisteraient ou se reproduiraient dans ce cas". (*id.*) L'Organe d'appel a toutefois confirmé l'interprétation donnée par l'Argentine de l'obligation principale énoncée à l'article 11.3: la suppression du droit antidumping après cinq ans est la règle, et le maintien est l'exception. (rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, DS244, paragraphe 104) L'interprétation des États-Unis va à l'encontre de l'obligation énoncée à l'article 11.3, de sorte que le maintien des mesures antidumping devient la règle et la suppression l'exception. En outre, l'adoption par les États-Unis d'un critère "peu probable" est incompatible avec l'article 11.3. Dans l'affaire *DRAM en provenance de Corée*, le Groupe spécial a précisé "que ne pas constater qu'un événement est "peu probable" n'équivaut pas à constater que l'événement est "probable"". (DS99, paragraphe 6.45)

96. Deuxièmement, les États-Unis font valoir que l'argument subsidiaire de l'Argentine – à savoir que si le cumul est autorisé dans le cadre des réexamens à l'extinction, les limitations applicables au cumul figurant à l'article 3.3 auraient empêché le cumul en l'espèce – va directement à l'encontre des constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *Acier en provenance d'Allemagne*. (*Voir* la deuxième communication des États-Unis, paragraphe 59, citant le rapport de l'Organe d'appel *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphes 58 à 97.) Dans l'affaire *Acier en provenance d'Allemagne*, l'Organe d'appel a simplement dit que la règle *de minimis* énoncée à l'article 11.9 de l'Accord SMC - qui est la disposition parallèle de l'article 5.8 de l'Accord antidumping – ne s'appliquait pas indépendamment de l'article 21.3 – qui est la disposition parallèle de l'article 11.3 de l'Accord antidumping. L'Organe d'appel n'a pas examiné si la règle *de minimis* énoncée à l'article 11.9 s'appliquait à l'article 21.3 dans le contexte de l'application d'une analyse cumulative du dommage du fait du renvoi croisé figurant dans le texte de l'article 15.3, qui est la disposition parallèle de l'article 3.3 de l'Accord antidumping. (rapport de l'Organe d'appel *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 92) Au contraire, la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *Acier en provenance d'Allemagne* indique que celui-ci considère que l'analyse du dommage dans le cadre d'un réexamen à l'extinction n'est pas effectuée sur une base cumulative. (*id.*, paragraphe 81)

97. Enfin, les États-Unis ont examiné l'argument de l'Argentine selon lequel les critères appliqués par la Commission pour décider s'il y a lieu de cumuler vont directement à l'encontre du critère "probable" énoncé à l'article 11.3. (*Voir* la deuxième communication des États-Unis, paragraphe 60.) Selon les États-Unis, l'Argentine confond le critère servant à décider si le cumul est approprié dans le cadre d'un réexamen à l'extinction et le critère servant à déterminer s'il est probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait si le droit était supprimé. (*Voir id.*) Comme "[l]'Accord antidumping est muet sur la première question", d'après les États-Unis, "les critères appliqués par l'ITC pour décider s'il y avait lieu de recourir au cumul ne sauraient contrevenir à l'article 11.3". (*id.*)

98. L'Argentine n'a donc pas confondu les deux questions. Elle estime plutôt que la question liminaire à laquelle est subordonné le cumul – c'est-à-dire la question de savoir si les importations en provenance de chaque source visée ont eu une quelconque incidence défavorable perceptible possible – entache la détermination de la probabilité dans le cadre d'un réexamen à l'extinction. (*Voir* la première communication de l'Argentine, paragraphes 292 à 294; et la deuxième communication de l'Argentine, paragraphes 199 et 200.) À titre d'exemple, dans le cadre du réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine, on ne peut pas faire valoir d'une manière crédible que la Commission aurait pu déterminer qu'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait sans avoir procédé à une analyse cumulative. Par conséquent, la réalisation d'une analyse cumulative du dommage n'est pas compatible avec l'article 11.3.

E. L'APPROCHE GLOBALE DE LA COMMISSION DANS LE CADRE DU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION DES OCTG EN PROVENANCE D'ARGENTINE EST INCORRECTE

99. Comme il a été expliqué plus haut, la détermination de la probabilité d'un dommage établie par la Commission est incorrecte parce qu'elle repose sur plusieurs résultats possibles. Les faiblesses de la détermination de la probabilité d'un dommage de la Commission sont aggravées par le fait que la Commission a eu recours à une analyse cumulative.

100. Premièrement, pour prendre la décision de cumuler en l'espèce, la Commission a d'abord examiné si les importations en provenance de chaque source visée auraient une quelconque incidence défavorable perceptible possible sur la branche de production nationale. La Commission a cumulé les importations parce qu'elle n'a pas constaté que les importations n'avaient aucune incidence défavorable perceptible sur la branche de production nationale. (*Voir* 19 U.S.C. § 1675a a) 7).) Les termes employés par la Commission (formulation comprenant deux clauses négatives) signifiaient que la Commission pouvait cumuler les importations qui, prises isolément, auraient une quelconque incidence défavorable possible sur la branche de production nationale. (*Voir* 19 U.S.C. § 1675a a) 7).) Ce critère va directement à l'encontre du critère "probable" énoncé à l'article 11.3. (*Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 110; et le rapport du Groupe spécial *DRAM en provenance de Corée*, paragraphes 6.48 et 6.52 à 6.58.) En ce qui concerne la deuxième partie de l'analyse par la Commission de l'opportunité de cumuler, celle-ci a examiné "s'il était probable que les importations se feraient concurrence entre elles". (*Voir* 19 U.S.C. § 1675a a) 7).) Une fois de plus, tout comme la Commission n'a pas appliqué le critère "*likely*" ou "probable" dans son analyse (*voir*, par exemple, la deuxième communication de l'Argentine, paragraphe 159), elle n'a pas appliqué ce critère à la question liminaire du cumul aux fins de la conduite du réexamen au titre de l'article 11.3.

101. Deuxièmement, comme l'Argentine l'a démontré dans ses communications écrites, la constatation de probabilité de dommage de la Commission repose sur des événements futurs supposés – qui, bien que possibles, ne constituent pas des éléments de preuve positifs de l'existence d'une probabilité. En effet, pour bon nombre de ses constatations, la Commission a simplement présumé que ces événements se produiraient simplement parce qu'ils avaient été relevés dans le cadre de l'enquête initiale. (*Voir*, par exemple, la deuxième communication de l'Argentine, paragraphes 172 à 177.) Par conséquent, les faiblesses relevées dans les renseignements pris individuellement sur lesquels la Commission s'est fondée sont évidentes. Selon la logique élémentaire, on ne peut pas

simplement prendre la somme de soi-disant scénarios possibles pour parvenir à un résultat "probable". En fait, lorsqu'un plus grand nombre de "variables" futures sont invoquées pour étayer la probabilité qu'une situation particulière se produise (en l'espèce, le dommage), cela amène en réalité à conclure qu'il est moins probable qu'une telle situation se produira. Pourtant, le même raisonnement est à la base de l'analyse de la Commission.

V. LES ÉTATS-UNIS NE SE SONT PAS ACQUITTÉS DE LA CHARGE QUE LEUR IMPOSAIT L'ARTICLE 6:2 DU MÉMORANDUM D'ACCORD: LES OBJECTIONS PRÉLIMINAIRES DES ÉTATS-UNIS SONT SANS FONDEMENT

102. En dernier lieu, l'Argentine prendra un moment pour formuler quelques brèves observations au sujet du mandat. Ces observations ne sont peut-être pas nécessaires, puisque les États-Unis semblent à peu de choses près avoir abandonné l'allégation qu'ils avaient formulée au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. En effet, dans leur deuxième communication, ils ne font pas du tout référence à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

103. L'Argentine rappelle qu'il ressort clairement du texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial que les soi-disant allégations de la "page quatre" et les allégations "B1/B2 et B/3" étaient toutes entièrement conformes à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. De plus, les cinq "certaines questions" figuraient toutes dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine et étaient aussi entièrement conformes à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Les États-Unis n'ont réfuté aucun des arguments textuels présentés par l'Argentine sur ces points. Ils ne se sont donc manifestement pas acquittés de la charge qui leur incombait de prouver que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine n'était pas conforme à l'article 6:2.

104. Par ailleurs, l'Organe d'appel a précisé que le préjudice doit être démontré pour qu'une allégation au titre de l'article 6:2 soit fondée. L'Organe d'appel a également précisé (*Chemises de laine*) que "la charge de la preuve incombe à la partie … qui établit, par voie d'affirmation, une allégation ... particuli[ère]". Les États-Unis ont prétendu avoir subi un préjudice, mais ils ne se sont pas acquittés de la charge de le démontrer.

105. Le Groupe spécial a demandé aux États-Unis d'expliquer de quelle façon ils avaient été "lésés pour chaque incompatibilité alléguée que les États-Unis [avaient] soul[evée] dans leur demande de décisions préliminaires". Les États-Unis n'ont pas répondu à la question directe du Groupe spécial au sujet de "chaque incompatibilité alléguée", probablement parce qu'ils n'ont pas pu rassembler des arguments crédibles à ce sujet. Ils se sont plutôt bornés à exposer le grief général selon lequel "les États-Unis n'[avaient] pas bénéficié de la pleine mesure des garanties d'une procédure régulière prescrites par le Mémorandum d'accord, ce qui [avait] nui à leur capacité d'approfondir les questions, de désigner du personnel, et ainsi de suite".

106. Comme l'Argentine l'a souligné auparavant, des affirmations imprécises concernant l'obligation d'attendre la première communication du plaignant ont été rejetées par des groupes spéciaux antérieurs comme étant insuffisantes pour se hisser au niveau d'une violation des garanties d'une procédure régulière. Le Groupe spécial devrait suivre ce judicieux précédent en l'espèce.

107. En résumé, les États-Unis n'ont pas réfuté les arguments textuels de l'Argentine selon lesquels toutes les allégations contestées sont dûment énoncées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine conformément aux prescriptions de l'article 6:2. En outre, les États-Unis ont simplement établi un préjudice, mais n'en n'ont pas démontré l'existence. Les allégations qu'ils formulent au titre de l'article 6:2 sont donc sans fondement. Même si l'Argentine a des arguments exceptionnellement valables sur la question du préjudice (ou l'absence de préjudice), son moyen de défense fondé sur l'article 6:2 ne se limite nullement au seul point qu'est "l'absence de préjudice". L'Argentine maintient ses affirmations détaillées antérieures selon lesquelles – selon une analyse purement textuelle – les allégations formulées par les États-Unis au titre de l'article 6:2 sont

sans fondement. L'Argentine demande donc au Groupe spécial de rejeter les demandes des États-Unis au titre de l'article 6:2 dans leur intégralité.

VI. COMPTE TENU DES VIOLATIONS GÉNÉRALISÉES ET FONDAMENTALES COMMISES PAR LES ÉTATS-UNIS, LE GROUPE SPÉCIAL DEVRAIT SUGGÉRER LA SUPPRESSION DE LA MESURE

108. En guise de conclusion aujourd'hui, l'Argentine réfère le Groupe spécial aux demandes spécifiques qu'elle a adressées au Groupe spécial aux paragraphes 314 à 323 de sa première communication, et aux paragraphes 269 à 276 de sa deuxième communication. L'Argentine incorpore ces demandes intégralement. En résumé, l'Argentine demande au Groupe spécial:

- de constater que, dans la présente affaire, les mesures des États-Unis identifiées par l'Argentine, en tant que tel et tel qu'appliqué, constituent un manquement aux obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC;

- de recommander que les États-Unis rendent leurs mesures jugées incompatibles avec les accords visés conformes à leurs obligations dans le cadre de l'OMC; et

- de suggérer, conformément à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, que la seule façon dont les États-Unis peuvent se conformer à ces recommandations consiste à supprimer immédiatement la mesure antidumping visant les OCTG en provenance d'Argentine.

109. L'Argentine tient à saisir cette occasion pour revoir les implications de l'article 3:2 du Mémorandum d'accord. (*Voir* la première communication de l'Argentine, paragraphe 8; et la deuxième communication de l'Argentine, paragraphe 276.) Dans leur déclaration finale à la première réunion de fond, les États-Unis avaient mis en garde contre les risques de créer des obligations additionnelles dans le cadre du règlement des différends. Les États-Unis rappelaient qu'une telle approche violerait la règle énoncée à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord selon laquelle les décisions des groupes spéciaux ne peuvent pas accroître les obligations des Membres.

110. L'Argentine convient que les groupes spéciaux ne devraient pas – voire ne peuvent pas – accroître les obligations des Membres dans le cadre des Accords de l'OMC. Toutefois, l'Argentine ne cherche nullement à "accroître" les obligations des États-Unis au titre de l'Accord antidumping. Au contraire, l'Argentine demande simplement que les États-Unis se conforment aux engagements contraignants qu'ils ont acceptés à la fin du Cycle d'Uruguay – rien de plus, rien de moins.

111. Par ailleurs, les États-Unis se concentrent sur la moitié seulement de l'explication. Dans cette même phrase, il est également dit que "les décisions de l'ORD ne peuvent pas … diminuer les droits … énoncés dans les accords visés". Ces "droits énoncés dans les accords visés" comprennent les droits de l'Argentine au titre de l'Accord antidumping, y compris les droits de l'Argentine au titre de l'article 11.3. L'Organe d'appel a contribué de manière importante à préciser le sens des droits et des obligations énoncés à l'article 11.3. L'Argentine a un droit à la suppression de l'ordonnance antidumping visant les OCTG en provenance d'Argentine après cinq ans. Les États-Unis pouvaient maintenir la mesure uniquement en faisant des constatations compatibles avec les articles 11.3, 2, 3, 6 et 12 de l'Accord antidumping. Comme l'Argentine l'a abondamment démontré, les États-Unis n'ont pas respecté ces obligations fondamentales. En conséquence, l'ORD doit rétablir le droit conféré à l'Argentine au titre de l'article 11.3, qui est la suppression de la mesure.

112. L'Argentine invite le Groupe spécial à faire la suggestion nécessaire, c'est-à-dire la suppression de la mesure en l'espèce. Ne pas le faire inciterait les États-Unis à maintenir la mesure au-delà de la période expressément prescrite à l'article 11.3. (*Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 113.) La suggestion dans la présente affaire est nécessaire pour donner un sens aux droits de l'Argentine en l'espèce.

113. L'Argentine vous remercie de votre temps et de votre attention aujourd'hui, et se fera un plaisir de répondre aux questions que le Groupe spécial pourrait avoir.

Déclaration finale – 3 février 2004

1. Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial: l'Argentine ne répétera pas tous ses arguments maintenant. À ce moment-ci, nous nous en tiendrons à trois observations générales.

2. Premièrement, il est extrêmement important que tous les Membres de l'OMC, y compris les États-Unis, respectent l'équilibre délicat des droits et obligations figurant dans l'Accord antidumping.

3. Les participants au Cycle d'Uruguay sont convenus d'un ensemble de disciplines applicables aux mesures antidumping. L'Accord reconnaît les droits qu'ont les pays importateurs d'appliquer des mesures antidumping pour contrebalancer le dumping dommageable. Toutefois, le droit d'invoquer de telles mesures est fondé sur le respect rigoureux des obligations de fond de l'Accord.

4. Parmi les obligations les plus importantes énoncées dans l'Accord, il y a celles qui s'appliquent aux réexamens à l'extinction. L'article 11.1 précise que les mesures antidumping ont une durée limitée ("que le temps … nécessair[e]"), une importance limitée ("que … dans la mesure nécessair[e]") et un but limité ("pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage"). L'article 11.3 précise la teneur de ces principes fondamentaux en prescrivant la révocation des ordonnances antidumping au terme de cinq ans.

5. Ces obligations étaient un élément fondamental de l'équilibre global soigneusement calibré de droits et d'obligations acceptés par l'Argentine, les États-Unis et les autres Membres à la fin du Cycle. Il est essentiel que le présent groupe spécial donne à ces droits leur pleine teneur fondamentale.

6. En souscrivant aux Accords du Cycle d'Uruguay, les participants sont donc convenus de disciplines significatives quant au recours à des mesures antidumping. Nous n'avons pas souscrit à l'application mécanique de présomptions. Nous n'avons pas souscrit à des pratiques immuables qui défavorisent systématiquement les importateurs. Nous n'avons pas souscrit à des règles qui aboutissent immuablement à un résultat décidé à l'avance dès lors que la branche de production des États-Unis se montre le moindrement intéressée par le maintien de l'ordonnance. Nous n'avons pas accepté un score de 223 à 0.

7. L'Argentine note que le Groupe spécial a posé aux États-Unis, aujourd'hui, des questions concernant l'application automatique des dispositions en matière de renonciation et le jugement automatique qui s'ensuit. Les États-Unis essaient de donner l'impression que ces dispositions ne donnent pas lieu à des jugements automatiques. L'Argentine rappelle au Groupe spécial qu'elle a contesté les dispositions en matière de renonciation en tant que telles. La loi prescrit que le Département "établira" une détermination positive de la probabilité d'un dumping en ce qui concerne la société qui a renoncé à participer.

8. Nous demandons donc au présent groupe spécial de faire en sorte que les États-Unis respectent et mettent en œuvre scrupuleusement les obligations auxquelles ils ont souscrit lorsqu'ils ont accepté l'Accord antidumping – rien de plus, rien de moins.

9. Deuxièmement, et à titre d'observation connexe, nous demandons au présent groupe spécial de se laisser guider par les indications faisant autorité et non équivoques qui lui ont été données par l'Organe d'appel, principalement dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*. Comme l'Argentine l'a fait ressortir, les décisions de l'Organe d'appel règlent de manière définitive bon nombre des questions sur lesquelles le Groupe spécial doit se prononcer, y compris l'obligation qui est imposée aux autorités chargées de l'enquête de jouer un rôle actif dans l'enquête.

10. Au début de la présente procédure, les États-Unis ont fait valoir que l'article 11.3 était essentiellement une coquille vide. Selon les États-Unis, l'article 11.3 imposait des restrictions très peu nombreuses, voire inexistantes, aux autorités des États-Unis tandis qu'elles s'empressaient de réaliser les souhaits de leur branche de production nationale.

11. La décision rendue par l'Organe d'appel a complètement détruit la position des États-Unis, et a confirmé ce que l'Argentine soutient depuis le début – la mesure que les États-Unis ont appliquée aux OCTG en provenance d'Argentine n'avait aucun fondement juridique au titre de l'Accord antidumping. Comme l'Organe d'appel l'a souligné, l'article 11.3 n'est pas une coquille vide – il est rempli d'obligations de fond importantes. L'Organe d'appel n'aurait pas pu être plus clair sur le point fondamental selon lequel les "présomptions" et la "passivité" n'ont aucun rôle à jouer dans les réexamens à l'extinction. Comme l'Organe d'appel l'a expliqué, "[l]es dispositions qui créent des présomptions "irréfragables", ou qui "prédéterminent" un résultat particulier, risquent d'être jugées incompatibles avec ce type d'obligation".

12. Nous soulignons également que l'Organe d'appel ne disposait pas des quelques données factuelles qui lui auraient permis de tirer les conclusions nécessaires, mais que le présent groupe spécial n'est pas limité de la même façon. L'Argentine a présenté au présent groupe spécial tous les éléments factuels dont il a besoin.

13. L'Argentine est donc convaincue que le présent groupe spécial rendra une décision qui est compatible avec l'orientation explicite donnée par l'Organe d'appel. Celui-ci a dit aux Membres que le réexamen à l'extinction est un processus "astreignan[t]" qui exige une "analyse tournée vers l'avenir" et un "examen rigoureux". Nous savons aussi que "*likely dumping*" veut dire dumping "probable" et que "*likely injury*" veut dire "dommage probable".

14. De l'avis de l'Argentine, il est nécessaire que le présent groupe spécial applique ces critères évidents aux faits de la présente affaire. Il s'agira d'un exercice simple. L'Argentine est également convaincue qu'une fois que le Groupe spécial aura appliqué les directives de l'Organe d'appel, il ne pourra pas y avoir d'autre issue qu'une constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC.

15. Troisièmement, nous demandons au Groupe spécial, pendant ses délibérations, d'accorder une attention particulière aux faits particulièrement graves de la présente affaire. À titre d'exemple, la détermination de la probabilité d'un dumping établie par le Département ne reposait sur rien d'autre qu'une marge de 1,36 pour cent issue de l'enquête initiale, calculée au moyen de la réduction à zéro, et une diminution du volume des importations. Comme l'Argentine l'a souligné, l'Organe d'appel dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon* a constaté qu'aucun de ces facteurs, pris indépendamment ou ensemble, ne pouvait étayer une détermination au titre de l'article 11.3 de la probabilité que le dumping subsiste. Si tel était le fondement qui permettrait au Département de confirmer une détermination de la probabilité d'un dumping, les disciplines de l'article 11.3 seraient essentiellement vidées de leur sens.

16. Par conséquent, la tâche du Groupe spécial dans la présente affaire est de beaucoup simplifiée compte tenu du fondement factuel intenable au moyen duquel les États-Unis cherchent à justifier leurs actions.

17. En ce qui concerne les questions préliminaires soulevées par les États-Unis, l'Argentine tient à formuler trois observations. Premièrement, comme l'Argentine l'a maintes fois souligné, et comme l'Organe d'appel l'a précisé, une demande d'établissement d'un groupe spécial doit être lue *dans son ensemble*. Le Groupe spécial doit rejeter la tentative des États-Unis tendant à interpréter restrictivement différentes portions du document isolément. Deuxièmement, les États-Unis ont affirmé ce matin qu'"il n'est dit nulle part explicitement dans les accords de l'OMC qu'une absence de préjudice remédie à une violation de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord". Toutefois, ce n'est pas, et cela n'a jamais été, le point de vue de l'Argentine. L'Organe d'appel a maintes fois affirmé qu'*une*

violation de l'article 6:2 ne se produit jamais, à moins que le préjudice ne soit prouvé. De plus, le préjudice doit atteindre le niveau d'une violation des droits à une procédure régulière. Toutefois, même à ce stade très avancé de la procédure, les États-Unis affirment simplement l'existence d'un préjudice réel, mais n'en font pas la preuve. Troisièmement, l'Argentine rappelle au Groupe spécial que les États-Unis n'ont jamais réfuté les arguments textuels invoqués par l'Argentine qui démontrent que toutes les allégations de l'Argentine sont en fait énoncées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine et que le Groupe spécial en est donc saisi à bon droit.

18. Enfin, en ce qui concerne la demande de l'Argentine concernant une suggestion du Groupe spécial au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, l'Argentine ne convient pas que la pratique du GATT et de l'OMC consiste exclusivement pour les groupes spéciaux à simplement recommander que la mesure soit rendue conforme, sans faire aucune suggestion quant à la façon de le faire. Il y a de nombreux cas dans lesquels des groupes spéciaux ont fait de telles suggestions. Par ailleurs, étant donné les faits en l'espèce, une telle suggestion serait particulièrement appropriée.

19. Le Groupe spécial dispose de tous les éléments juridiques et factuels dont il a besoin pour tirer des conclusions qui sont inéluctables au sujet de l'incompatibilité des mesures des États-Unis avec les règles de l'OMC. Votre décision sera d'une importance vitale non seulement pour l'Argentine, mais pour tout le système commercial multilatéral.

20. Nous vous remercions une fois de plus du temps et de l'attention que vous consacrez au présent différend.

ANNEXE D-8

DÉCLARATION ORALE LIMINAIRE ET DÉCLARATION ORALE FINALE DES ÉTATS-UNIS – DEUXIÈME RÉUNION

Déclaration liminaire – 3 février 2004

M. le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial:

1. Les États-Unis se félicitent de l'occasion qui leur est donnée de formuler des observations sur les questions qui sont soulevées dans la présente procédure.

2. Le présent différend n'est pas compliqué. Il concerne trois questions fondamentales, dont certaines ont déjà été examinées de façon approfondie par l'Organe d'appel. Premièrement, que prescrit l'Accord antidumping en ce qui concerne les réexamens à l'extinction? Deuxièmement, l'Argentine a-t-elle démontré que la législation des États-Unis ne satisfait pas à ces prescriptions? Troisièmement, l'Argentine a-t-elle démontré que l'application par les États-Unis de leur législation ne satisfait pas non plus à ces prescriptions?

3. Conformément aux principes d'interprétation des traités exposés à l'article 31 de la *Convention de Vienne*, une analyse des droits et des obligations doit commencer par le texte de l'accord qui est interprété. L'article 11.3 de l'Accord antidumping dispose qu'un droit antidumping doit être supprimé, à moins qu'un Membre ne constate qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront. L'article 11.4 précise que les règles énoncées à l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure s'appliquent à ces réexamens à l'extinction. Par conséquent, un Membre doit établir une détermination de la probabilité en ce qui concerne le dumping et le dommage, et doit ménager aux parties intéressées la possibilité de participer et de présenter des éléments de preuve. De plus, l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping dispose que l'examen des faits par un groupe spécial se limite à la question de savoir si ces faits ont été correctement établis auparavant et ont fait l'objet d'un examen impartial et objectif par l'autorité nationale chargée de l'enquête; il ne s'agit pas de savoir si les faits établis à l'époque – ou des faits nouveaux qui ont été présentés de manière inadmissible en l'espèce – auraient pu donner lieu à une conclusion différente.

4. Nous examinerons d'abord les questions relatives à la détermination du Département du commerce concernant la probabilité d'un dumping, puis la détermination de la Commission du commerce international des États-Unis concernant la probabilité d'un dommage. De cette manière, les États-Unis confirmeront une fois de plus que la législation des États-Unis – en tant que telle et telle qu'appliquée – n'est pas incompatible avec les obligations énoncées dans l'Accord antidumping. Enfin, nous formulerons certaines observations concernant les questions procédurales qui sont en cause dans le présent différend.

Questions concernant la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise

5. M. le Président, les allégations formulées par l'Argentine dans le présent différend sont sans fondement parce qu'elles reposent sur des obligations qui ne figurent pas à l'article 11.3 ni ailleurs dans l'Accord antidumping.

6. D'une manière compatible avec l'article 3:2 du Mémorandum d'accord et les constatations de groupes spéciaux antérieurs et de l'Organe d'appel, les États-Unis ont fait valoir que le Groupe spécial devrait interpréter le texte de l'Accord antidumping, notamment les articles 11.3 et 6, conformément au sens ordinaire des termes de l'Accord dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'Accord.

7. En termes simples, l'article 11.3 dispose qu'un droit antidumping définitif doit être supprimé, à moins que ne soit faite la constatation requise, soit la probabilité que le dumping et le dommage subsistent ou se reproduisent. Comme l'Organe d'appel l'a récemment confirmé dans l'affaire *États-Unis – Produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, l'Accord antidumping ne prescrit pas les moyens qu'un Membre doit prendre pour déterminer s'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.[1]

8. Il n'est pas prescrit non plus à l'article 11.3 ni ailleurs dans l'Accord antidumping qu'il faut calculer ou examiner l'importance du dumping actuel lors de l'établissement de la détermination de la probabilité que le *dumping* subsiste ou se reproduise. De plus, il n'est pas prescrit qu'il faut calculer ou examiner des marges de dumping antérieures, actuelles ou futures pour établir la détermination de la probabilité que le *dommage* subsiste ou se reproduise. Par ailleurs, il n'est pas prescrit à l'article 11.3 ni ailleurs dans l'Accord antidumping que les déterminations de la probabilité d'un dumping doivent être établies par entreprise. L'Organe d'appel dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant le Japon* a confirmé ces points également, en reconnaissant 1) que "l'article 11.3 ni n'impose explicitement aux autorités dans un réexamen à l'extinction de calculer de nouvelles marges de dumping, ni ne leur interdit explicitement de s'appuyer sur des marges de dumping calculées antérieurement"[2] et 2) que "les marges de dumping peuvent fort bien être pertinentes, mais elles ne seront pas nécessairement déterminantes, pour ce qui est de savoir s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si le droit est supprimé".[3]

9. L'Argentine allègue que les procédures de réexamen à l'extinction accéléré du Département du commerce empêchent celui-ci d'établir une "détermination" ou d'effectuer un "réexamen". Nous avons toutefois démontré que les procédures de réexamen à l'extinction des États-Unis prévoient la participation des parties intéressées, y compris la présentation de renseignements factuels et d'arguments, de même que la réfutation de ces renseignements et arguments. Nous avons également démontré que le Département du commerce établit sa détermination de la probabilité en se fondant sur tous les éléments de preuve figurant dans le dossier administratif, y compris les éléments de preuve présentés par les parties intéressées pendant le réexamen à l'extinction. Le Département du commerce arrive donc, selon les termes de l'Organe d'appel, à une "conclusion motivée sur la base des renseignements recueillis dans le cadre d'un processus de reconsidération et d'examen".[4]

Les procédures du Département du commerce ne sont donc pas incompatibles avec les obligations limitées énoncés à l'article 11.3

10. Les statistiques de l'Argentine, qui démontrent prétendument un manque allégué d'impartialité de la part des États-Unis, sont dénuées de pertinence compte tenu des présentes procédures. L'Argentine fait valoir que le Département du commerce s'appuie uniquement sur la participation de la branche de production nationale pour déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira, mais là encore, l'argument de l'Argentine est hors de propos: dans les cas où la branche de production a, sélectivement, choisi de participer, elle a versé au dossier des éléments de preuve que les sociétés interrogées n'ont pas réfuté de manière convaincante. Le fait que les États-Unis

[1] WT/DS244/AB/R, AB-20003-5, 15 décembre 2003, paragraphe 123.
[2] *Id.*, paragraphe 123.
[3] *Id.*, paragraphe 124.
[4] *Id.*, paragraphe 111.

n'établissent pas des déterminations positives dans les cas de non-participation de la branche de production nationale démontre que les États-Unis ne se contentent *pas* de maintenir chaque ordonnance sans tenir compte des circonstances factuelles de chaque cause. Par conséquent, l'Argentine n'a pas établi le bien-fondé de son allégation en ce qui concerne l'article X:3 a) du GATT et l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

11. Outre ces questions juridiques générales, l'Argentine a formulé des allégations spécifiques à la présente affaire concernant la détermination à l'extinction du Département du commerce applicable aux produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine. Toutefois, la détermination du Département du commerce – la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise en cas de révocation de l'ordonnance en matière de droits antidumping – repose sur des éléments de preuve concernant l'existence d'un dumping et la diminution du volume des importations pendant la durée de l'ordonnance.

12. Après avoir ménagé à toutes les parties intéressées d'amples possibilités de présenter officiellement leurs vues, y compris les renseignements qu'elles jugeaient pertinents, le Département du commerce a raisonnablement conclu qu'en cas de révocation, il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait. Fait important, les parties intéressées interrogées n'ont pas présenté d'éléments de preuve, que ce soit dans leurs réponses de fond à l'avis d'engagement ou dans des réfutations de la réponse de fond de la branche de production nationale, pour persuader le Département du commerce de constater le contraire. Cela, malgré le fait que, selon l'Organe d'appel, l'Accord antidumping donne "un rôle important aux parties intéressées et prévoit qu'elles seront une source de renseignements primordiale dans toutes les procédures menées au titre de cet accord", surtout en ce qui concerne les données par entreprise.[5]

13. À vrai dire, la seule partie intéressée interrogée qui a présenté une réponse de fond, Siderca, n'a présenté aucune réfutation en réponse aux éléments de preuve versés au dossier par la branche de production nationale. L'Argentine allègue que Siderca a tout simplement été dissuadée de présenter des réponses à cause de la perception discutable selon laquelle une participation était "vaine"[6]; dans l'affirmative, pourquoi Siderca a-t-elle même présenté une réponse de fond? Pourquoi participer à moitié? Contrairement aux reproches formulés par l'Argentine, le Département du commerce a effectué un réexamen et établi une détermination en s'appuyant sur les éléments de preuve versés au dossier; si l'Argentine désire imputer la responsabilité du contenu du dossier à quelqu'un, elle n'a qu'à regarder du côté de ses propres producteurs.

14. L'Argentine allègue également que les procédures de réexamen à l'extinction accéléré ont privé les parties intéressées interrogées de la possibilité de défendre leurs intérêts et de présenter des éléments de preuve, en violation des obligations énoncées à l'article 6.1 et 6.2. Comme nous l'avons démontré dans le détail dans nos communications écrites, le Département du commerce ménage aux parties d'amples possibilités de présenter des faits et des arguments. L'Argentine n'a pas prouvé l'existence d'une situation dans laquelle Siderca avait été privée de la possibilité de défendre ses intérêts dans la présente affaire. Le dossier montre plutôt que Siderca, l'Argentine et les autres parties intéressées interrogées n'ont tout simplement pas profité des possibilités qui leur étaient ménagées.

15. Enfin, l'Argentine tente de faire grand cas de la marge de dumping calculée pour Siderca dans l'enquête initiale. La seule allégation de l'Argentine à cet égard se rapporte au fait que le Département du commerce a *communiqué* à l'USITC une marge de dumping probable qui, selon l'Argentine, reposait sur une méthode de calcul qui n'était pas conforme à l'Accord antidumping. Premièrement, ni l'USITC ni le Département du commerce n'ont utilisé les marges de dumping qui leur ont été communiquées pour établir leurs déterminations respectives. De plus, la seule méthode de calcul qui n'a pas été jugée conforme à l'Accord antidumping est la méthode évoquée dans l'affaire *CE - Linge*

[5] WT/DS244/AB/R, AB-20003-5, 15 décembre 2003, paragraphe 199.
[6] Deuxième communication de l'Argentine, paragraphe 119.

de lit. La méthode utilisée par le Département du commerce n'est pas la même que la méthode évoquée dans l'affaire *CE - Linge de lit*.

Questions concernant la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise

16. Les reproches formulés par l'Argentine au sujet de la détermination de la probabilité établie par l'USITC appartiennent généralement à deux catégories: les questions concernant l'applicabilité de certaines dispositions de l'Accord antidumping concernant les réexamens à l'extinction et les questions concernant l'analyse faite par l'USITC dans le cadre du présent réexamen.

17. Les États-Unis tiennent d'abord à examiner deux des questions d'interprétation plus générales concernant l'Accord antidumping et les réexamens à l'extinction: la pertinence de l'article 3 et le recours au cumul.

18. Nous avons expliqué dans nos communications que les enquêtes initiales sur l'existence d'un dommage et les réexamens à l'extinction sont des enquêtes fondamentalement différentes qui suivent des buts différents. Nous avons également attiré l'attention sur des obligations très spécifiques et fondamentales énoncées à l'article 3.1, 3.4 et 3.5 qui ne riment tout simplement à rien dans le contexte des réexamens à l'extinction.

19. La réponse de l'Argentine sur ces points est révélatrice. Essentiellement, l'Argentine élude les questions. À titre d'exemple, nous avons expliqué que la directive donnée à l'article 3.1 quant à l'examen du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet de ces importations sur les prix sera souvent inappropriée dans le cadre d'un réexamen à l'extinction parce qu'il se peut que les importations ne représentent pas des volumes importants et ne soient pas vendues à des prix de dumping.[7] En réponse, l'Argentine n'explique pas comment l'analyse du volume et des effets sur les prix prescrite par l'article 3.1 sera pertinente dans un réexamen à l'extinction. L'Argentine dit plutôt essentiellement que l'article 3.1 s'applique aux réexamens à l'extinction parce que l'article 3 tout entier s'applique à ces réexamens.[8] L'Argentine répond à la question en énonçant simplement la réponse, sans aucune argumentation.

20. On peut trouver à l'article 3.5 un autre exemple d'obligations spécifiques énoncées à l'article 3 qui ne riment à rien dans le cadre des réexamens à l'extinction. Nous avons expliqué que souvent l'obligation de démontrer que "les importations faisant l'objet d'un dumping causent … un dommage" ne peut pas être respectée dans le contexte d'un réexamen à l'extinction (une fois de plus parce qu'il se peut que les importations ne représentent pas des volumes importants, ne soient pas vendues à des prix de dumping et ne causent pas un dommage actuel).[9] Dans sa réponse, l'Argentine dit que cette explication est une sorte de tentative des États-Unis "pour démontrer que pas un seul des termes employés à l'article 3.5 ne peut, dans la pratique, s'appliquer aux réexamens à l'extinction".[10] Toutefois, nous ne parlons pas de quelques mots épars, mais du fondement de l'obligation énoncée à l'article 3.5 – démontrer "que les importations faisant l'objet d'un dumping causent … un dommage".

21. L'analyse que fait l'Argentine des prescriptions de l'article 3.5 est un bon exemple de la façon dont celle-ci essaie d'étendre à mauvais escient ces obligations aux Membres dans le cadre de réexamens à l'extinction. L'article 3.5 ordonne aux autorités chargées de l'enquête d'examiner "tous les facteurs *connus* autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale". (Le terme "connus" a été ajouté à cette disposition pendant le Cycle d'Uruguay et peut uniquement être interprété comme ayant restreint

[7] Première communication des États-Unis, paragraphe 305.
[8] Deuxième communication de l'Argentine, paragraphe 164.
[9] Première communication des États-Unis, paragraphe 351.
[10] Deuxième communication de l'Argentine, paragraphe 183.

l'obligation au titre de l'Accord antidumping du Tokyo Round, qui ne se bornait pas à un examen des facteurs "connus".) Toutefois, l'Argentine affirme que l'article 3.5 exigeait de l'USITC qu'elle "établisse une distinction entre les *effets dommageables potentiels* d'autres facteurs de causalité et les effets des importations faisant l'objet d'un dumping", malgré le fait que l'article 3.5 limite cette obligation aux "facteurs connus" qui causent un dommage.[11]

22. L'Argentine fait valoir que la logique sur laquelle repose la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant le Japon* en ce qui a trait à l'applicabilité de l'article 2 aux réexamens à l'extinction "requiert la constatation parallèle selon laquelle le "dommage" aux fins de l'article 11.3 est subordonné aux disciplines de l'article 3".[12] En fait, le rapport de l'Organe d'appel préconise exactement la conclusion contraire.

23. Dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant le Japon*, l'Organe d'appel a réitéré sa constatation antérieure selon laquelle "les enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction [étaient] des processus distincts qui suiv[aient] des buts différents".[13] L'Organe d'appel a ensuite constaté que les autorités chargées de l'enquête n'étaient pas tenues de calculer des marges de dumping ni de s'appuyer sur des marges de dumping lors de l'établissement de leur détermination de la probabilité d'un dumping dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.[14] (L'Organe d'appel a expliqué qu'"il [était] compatible avec la nature et le but différents des enquêtes initiales, d'une part, et des réexamens à l'extinction, d'autre part, d'interpréter l'Accord antidumping comme imposant aux autorités chargées de l'enquête de calculer des marges de dumping dans une enquête initiale, mais pas dans un réexamen à l'extinction".)[15] L'Organe d'appel a ensuite conclu que *si* – et seulement *si* – les autorités chargées de l'enquête choisissaient de se fonder sur des marges de dumping pour établir leur détermination de la probabilité, elles étaient tenues de respecter les disciplines énoncées à l'article 2.4. Dans la présente espèce, ni le Département du commerce ni l'USITC ne se sont appuyés sur des marges de dumping particulières pour établir leurs déterminations de la probabilité.

24. Que nous apprend l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant le Japon*? La constatation parallèle concernant la détermination de la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise est que les autorités chargées de l'enquête ne sont pas obligées dans le cadre d'un réexamen à l'extinction d'établir une nouvelle détermination de l'existence d'un "dommage", tel que ce terme est défini à l'article 3, mais si elles le font, elles devraient respecter les disciplines énoncées à l'article 3. Dans la présente affaire, l'USITC n'a pas établi une nouvelle détermination de l'existence d'un "dommage" dans le cadre de son réexamen à l'extinction; elle a examiné s'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait, et les obligations énoncées à l'article 3 ne s'appliquent pas.

25. L'Argentine fait en outre valoir que l'Accord antidumping interdit le recours au cumul dans le cadre des réexamens à l'extinction. Il convient d'abord de noter que ni l'article 11.3 ni aucune autre disposition de l'Accord antidumping n'interdisent le cumul. L'argument de l'Argentine selon lequel l'article 11.3 interdit expressément le cumul parce que le terme "droit" est employé au singulier n'est pas convaincant. L'un des deux emplois supposés du singulier – le renvoi à "tout droit antidumping définitif" – pourrait tout aussi bien être rédigé au pluriel. De plus, le renvoi à l'expression "le droit" est purement descriptif. Si les rédacteurs de l'article 11.3 avaient voulu interdire le cumul dans les réexamens à l'extinction, ils auraient sûrement trouvé un moyen plus explicite de le faire.

26. L'Argentine s'appuie également sur la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant le Japon* selon laquelle les articles 11.3 et 9.2 n'exigent pas des

[11] Deuxième communication de l'Argentine, paragraphe 185.
[12] Deuxième communication de l'Argentine, paragraphe 28.
[13] *Réexamen à l'extinction concernant le Japon*, paragraphe 106 (citant le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 87).
[14] *Réexamen à l'extinction concernant le Japon*, paragraphes 123 et 126.
[15] *Réexamen à l'extinction concernant le Japon*, paragraphe 124.

autorités chargées de l'enquête qu'elles établissent leurs déterminations de la probabilité par entreprise.[16] Nous ne voyons pas comment cette affirmation se rapporte à la question de savoir si le cumul est autorisé. Pour autant qu'on puisse en juger, l'article 9.2 donne à entendre qu'"un droit antidumping" ne se limite pas à un seul pays parce que cet article prévoit qu'"un droit antidumping" pourrait être appliqué à "tous les pays fournisseurs impliqués".

27. En ce qui concerne l'analyse faite par l'USITC dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine, deux des arguments de l'Argentine méritent une attention particulière en l'espèce: l'analyse des prix de l'USITC et l'application du critère "probable".

28. Avant d'aller plus loin, il convient de répéter ceci: l'article 17.6 i) précise que l'existence d'une autre interprétation des éléments de preuve figurant dans le dossier n'est pas suffisante pour constater qu'une détermination est incompatible avec l'Accord antidumping. L'Argentine doit prouver que l'examen des faits par l'USITC n'était pas impartial ni objectif. Les arguments de l'Argentine, qui reposent sur une interprétation erronée de l'analyse de l'USITC, n'indiquent pas que l'examen de l'USITC était partial et non objectif.

29. En ce qui concerne les prix, l'Argentine met l'accent sur les éléments de preuve relatifs aux ventes à des prix inférieurs, et affirme que les autorités ne devraient pas être autorisées à se fonder sur des renseignements sur les prix issus de l'enquête initiale à l'exclusion de données plus actuelles.[17] Toutefois, l'USITC ne s'est *pas* appuyée exclusivement sur les éléments de preuve relatifs aux ventes à des prix inférieurs issus de l'enquête initiale. Il y *avait* des éléments de preuve de l'existence de ventes à des prix inférieurs plus récentes, mais la portée de ces ventes était limitée parce que les importations visées avaient une présence limitée sur le marché des États-Unis pendant la période couverte par le réexamen.[18] En outre, les données actuelles sur les prix peuvent être limitées dans un réexamen à l'extinction si les importations ont diminué en raison de l'imposition de l'ordonnance. L'affirmation de l'Argentine selon laquelle une constatation de probabilité de ventes à des prix inférieurs doit reposer exclusivement sur des données actuelles sur les prix devrait être rejetée.

30. En ce qui concerne la détermination globale de l'USITC, l'Argentine allègue sans cesse que l'USITC a interprété "likely" comme signifiant "possible" dans le réexamen correspondant. Ce n'est pas vrai, et il n'y a pas d'éléments de preuve à l'appui de cette allégation. L'Argentine fait aussi grand cas de la question de savoir si "likely" signifie "probable". Toutefois, le terme anglais "probable" n'est pas employé à l'article 11.3. Comme nous l'avons déjà affirmé, en outre, discuter des synonymes de "likely" ne fait pas progresser cet examen. Le terme "probable" lui-même a une foule de significations et ne suggère pas un degré spécifique de probabilité. À titre d'exemple, selon l'interprétation de certains, ce terme veut dire "plus probable que moins".

31. Au lieu de discuter de synonymes, les États-Unis estiment qu'il est plus utile d'examiner les détails de l'analyse de l'USITC, comme nous l'expliquons longuement dans nos communications.[19] Il convient aussi de noter que l'USITC, en utilisant le critère "likely", a établi des déterminations négatives de la probabilité d'un dommage, donnant ainsi lieu à la révocation de mesures antidumping, dans plus du tiers de la première série de réexamens à l'extinction qu'elle a effectués.

32. L'Argentine tente de dépeindre la détermination de l'USITC comme une détermination fondée sur des hypothèses et non sur des éléments de preuve figurant dans le dossier. Elle le fait en général en s'attardant à certains facteurs choisis que l'USITC a examinés et en alléguant que la conclusion de l'USITC ne reposait pas sur une certitude empirique. Nous invitons le Groupe spécial à rejeter cette

[16] Deuxième communication de l'Argentine, paragraphe 190.
[17] Deuxième communication de l'Argentine, paragraphes 172 et 173.
[18] Rapport de l'USITC, page 21.
[19] Première communication des États-Unis, paragraphes 313 à 343; deuxième communication des États-Unis, paragraphes 61 à 78.

analyse fragmentaire et à examiner *tous* les éléments de preuve que l'USITC a examinés et l'*ensemble* de sa détermination.

33. Enfin, contrairement à ce que l'Argentine affirme[20], l'USITC n'a pas appliqué le critère à double effet négatif de "l'absence d'incidence négative discernable" au lieu du critère "probable" de l'article 11.3. La question de savoir si les importations en provenance de chaque pays visé ont une incidence négative discernable fait partie de l'analyse du cumul faite par l'USITC en vertu de la législation interne des États-Unis. Elle n'a rien à voir avec l'application du critère "probable" dans les réexamens à l'extinction.

Questions procédurales

34. Enfin, nous abordons brièvement les questions procédurales. Premièrement, en ce qui concerne les mesures correctives spécifiques demandées par l'Argentine dans la section XI de sa première communication, les États-Unis notent que la pratique du GATT et de l'OMC en ce qui concerne les mesures correctives consiste à inviter le défendeur, lorsque le groupe spécial rend une décision qui lui est défavorable, à rendre la mesure conforme aux obligations contractées par ce Membre dans le cadre de l'OMC. Par conséquent, si le présent Groupe spécial était d'accord avec l'Argentine quant au fond, il devrait malgré tout rejeter la mesure corrective spécifique demandée par l'Argentine.

35. S'agissant des autres questions que les États-Unis ont exposées dans leur demande de décisions préliminaires, il reste surprenant que l'Argentine ait choisi de consacrer des ressources à une discussion énergique de questions qui n'existeraient pas si l'Argentine avait simplement retiré sa demande d'établissement d'un groupe spécial initiale et rédigé une demande en bonne et due forme. Quoi qu'il en soit, les États-Unis ont établi le bien-fondé de leurs allégations. Rien dans les communications de l'Argentine ne réfute les arguments formulés par les États-Unis. Au contraire, ces arguments confirment que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine était incompatible avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

36. Plus spécifiquement, une confusion persiste en ce qui concerne la pertinence des "allégations" formulées à la page quatre de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine. L'Argentine semble croire que la mention du terme "aussi" dans la première phrase des "allégations" qu'elle formule à la page quatre, et que la citation du sens que donnent les dictionnaires du terme "aussi" lèvent l'ambiguïté quant à savoir si ces allégations font double emploi avec celles qui figurent dans les sections A et B ou s'ajoutent à celles-ci.[21] Le simple fait de définir "aussi" ne précise pas le sens de cette phrase par rapport au reste de la demande d'établissement d'un groupe spécial. De plus, l'insistance que met l'Argentine à vouloir que la demande d'établissement d'un groupe spécial soit lue "dans son ensemble" ne donne pas de précisions sur ce point. Il ressort du fait même que cette question continue d'être débattue que la demande n'était pas claire.

37. Il convient aussi de noter que la page quatre – qui contraste fortement avec les autres parties de la demande – ne contient pas un "bref exposé" du fondement juridique de la plainte, comme le prescrit l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, malgré les affirmations contraires de l'Argentine. Dans les sections A et B, l'Argentine a fait un exposé des mesures contestées. À la page quatre, elle ne l'a pas fait. Il n'y a pas d'analyse de la relation qui existe entre les articles qui auraient été violés et les références juridiques à la page quatre. Il n'y a pas d'exposé du fondement juridique des plaintes - quelles qu'elles puissent être.

[20] Deuxième communication de l'Argentine, paragraphes 199 et 200.

[21] Communication de l'Argentine sur la demande de décisions préliminaires des États-Unis, paragraphe 42.

38. L'argument de l'Argentine selon lequel les tierces parties ont constaté que l'allégation était "claire" est franchement dénué de pertinence; les tierces parties ne défendent pas leurs lois, et ce qui peut être assez "clair" pour déterminer la participation de tierces parties à un différend n'est pas nécessairement assez clair pour la partie qui doit répondre avec précision aux allégations qui sont formulées.[22]

39. L'Argentine formule un argument encore plus frappant en ce qui concerne les craintes des États-Unis liées au fait que la première communication de l'Argentine renferme des allégations qui n'entrent pas dans le cadre de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Selon l'Argentine, les États-Unis doivent prouver qu'ils ont subi un préjudice pour que le Groupe spécial constate que ces questions n'entrent pas dans ce cadre.[23] Pareille prescription n'existe pas et il n'est pas étonnant que l'Argentine ne cite aucune source à l'appui de cet argument.

40. L'argument formulé par l'Argentine au sujet du préjudice veut dire que les demandes d'établissement d'un groupe spécial doivent seulement être rédigées clairement si le fait de ne pas agir ainsi portait préjudice au défendeur, et que ces demandes définissent seulement le cadre si le fait de ne pas agir ainsi portait préjudice au défendeur. En d'autres termes, les demandes d'établissement d'un groupe spécial et les considérations relatives à la régularité de la procédure du Mémorandum d'accord sont vides de sens, sauf si le défendeur est débouté. Il va sans dire qu'une telle approche orientée vers les résultats de la régularité de la procédure affaiblit les garanties de procédure du Mémorandum d'accord.

41. Quoi qu'il en soit, même si aucune disposition des Accords de l'OMC n'indique qu'une absence de préjudice remédie à une violation de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, les États-Unis ont en fait été lésés par le caractère insuffisant de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine dans le cadre du présent différend. Comme nous l'avons fait observer à la première réunion de fond du Groupe spécial, la demande d'établissement d'un groupe spécial imprécise présentée par l'Argentine a fait en sorte que les États-Unis ont été incapables de préparer leur défense dès le début. Cette situation a notamment eu comme conséquence que nous avons dû nous hâter pour terminer notre première communication, ce qui nous a amenés à ne pas soulever avant la première réunion du Groupe spécial la demande inadéquate de l'Argentine en vue d'obtenir une mesure corrective spécifique du Groupe spécial, comme il a été noté plus haut.

42. Enfin, l'argument de l'Argentine selon lequel les États-Unis n'ont pas établi le bien-fondé de leurs allégations ce qui concerne leur demande de décisions préliminaires, de sorte que le Groupe spécial devrait simplement faire abstraction de certaines allégations des États-Unis maintenant[24], est sans fondement. Les États-Unis ont, en réalité, établi le bien-fondé de leurs allégations; l'Argentine n'a pas réfuté ces allégations.

* * * * *

43. En terminant, les États-Unis demandent instamment au Groupe spécial de se rappeler deux choses lors de son évaluation des allégations de l'Argentine: premièrement, les obligations énoncées à l'article 11.3 de l'Accord antidumping se rapportent principalement à des considérations liées à la régularité de la procédure. L'article 11.3 n'énonce pas des prescriptions de fond en ce qui concerne la méthode qu'un Membre utilise pour effectuer un réexamen à l'extinction. Deuxièmement, en ce qui concerne l'analyse qui sous-tend les déterminations du Département du commerce et de l'USITC, l'article 17.6 i) dispose qu'un groupe spécial ne peut pas infirmer ces déterminations simplement parce qu'il aurait pu arriver à une autre conclusion; si le Membre établit correctement les faits et examine ces faits d'une manière qui est impartiale et objective, le Membre a respecté ses obligations.

[22] Deuxième communication de l'Argentine, paragraphe 257.

[23] Communication de l'Argentine sur la demande de décisions préliminaires des États-Unis, paragraphe 88.

[24] Deuxième communication de l'Argentine, paragraphe 239.

44. En l'espèce, les États-Unis ont ménagé aux parties intéressées interrogées la possibilité de verser des faits et des arguments au dossier. Les États-Unis ont évalué ces faits et ces arguments d'une manière impartiale et objective. Les allégations de l'Argentine doivent donc être rejetées.

45. M. le Président, voilà qui met fin à la déclaration liminaire des États-Unis à la deuxième réunion du Groupe spécial. La délégation des États-Unis attend avec intérêt vos questions.

Déclaration finale – 3 février 2004

1. Merci beaucoup. Pour conclure, nous voulons formuler quelques remarques au sujet de certaines questions clés.

Questions concernant la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise

2. Les États-Unis sont toujours d'avis que le Sunset Policy Bulletin n'est pas une mesure impérative qui peut être contestée dans le cadre du règlement des différends de l'OMC. Même si l'Organe d'appel a infirmé la décision du Groupe spécial *Réexamen à l'extinction concernant le Japon* sur cette question parce qu'il estimait que celui-ci n'avait pas pleinement examiné les arguments pertinents, nous sommes persuadés que le présent groupe spécial, en examinant comme il convient l'ensemble des facteurs pertinents, parviendra à la même conclusion que le Groupe spécial *Réexamen à l'extinction concernant le Japon*. En vertu de la législation des États-Unis, le Sunset Policy Bulletin n'a aucun statut juridique indépendant; il n'est pas une mesure qui peut être contestée dans le cadre du règlement des différends de l'OMC. De plus, le Bulletin ne prescrit aucune conduite particulière. C'est un point de fait, et toute conclusion contraire dénaturerait tout simplement la législation des États-Unis.

3. En outre, contrairement aux arguments présentés par l'Argentine, la loi, le SAA et le Sunset Policy Bulletin – séparément ou indépendamment – ne présument pas l'établissement d'une détermination positive de la probabilité dans chaque réexamen à l'extinction. Comme les États-Unis l'expliquent avec force détails dans leur première communication (aux paragraphes 173 à 186), puisque l'Argentine est la partie qui affirme ce fait, elle a la charge de le prouver; elle ne l'a pas fait.

4. En ce qui concerne le Sunset Policy Bulletin et la section III.A.3 en particulier, l'Argentine n'a pas démontré que l'examen par le Département du commerce du dumping et du volume des importations était déterminant – par opposition à probant – en ce qui concerne la probabilité. Dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant le Japon*, l'Organe d'appel lui-même a reconnu que la section III.A.3 n'enjoignait pas nécessairement au Département du commerce de considérer ces deux facteurs comme concluants dans chaque cas (paragraphe 181). De plus, les pièces n^{o} 63 et 64 de l'Argentine ne permettent pas de mieux comprendre la nature du Policy Bulletin. Ces graphiques ne renferment aucun renseignement sur les points de savoir QUELS éléments de preuve figuraient dans le dossier du réexamen à l'extinction et comment le Département du commerce a examiné ces éléments de preuve. Dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant le Japon*, l'Organe d'appel a dit que "la valeur probante des deux facteurs pour une détermination de la probabilité dans un réexamen à l'extinction varieront nécessairement d'une affaire à l'autre" (paragraphe 176). Les pièces n° 63 et 64 de l'Argentine n'éclairent pas les faits des causes en l'espèce en ce qui concerne les renseignements sur le dumping et le volume des importations; de plus, elle n'indiquent pas si les parties intéressées – nationales ou interrogées – ont présenté d'autres renseignements au Département du commerce pour qu'il en tienne compte. Ces graphiques sont donc dépourvus de signification.

5. En revanche, les faits de la présente cause sont instructifs. Siderca était au courant de l'engagement du réexamen à l'extinction et de la teneur prescrite de la réponse de fond, mais n'a pas saisi les possibilités qui lui ont été ménagées pour présenter des explications sur son comportement probable en matière de dumping ou sur le volume de ses importations. Comme l'Organe d'appel l'a dit dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant le Japon*, "l'Accord antidumping donne ... un rôle important aux parties intéressées et prévoit qu'elles seront une source de renseignements primordiale ... Les données par entreprise pertinentes pour une détermination de la probabilité au titre de l'article 11.3 peuvent souvent être fournies uniquement par les entreprises elles-mêmes. ... [C]e sont les exportateurs ou les producteurs eux-mêmes qui sont souvent en possession des meilleurs éléments de preuve concernant leur comportement futur probable en matière d'établissement des prix – un élément clé de la probabilité d'un dumping futur" (paragraphe 199). Ni Siderca ni aucun autre exportateur ou producteur argentin n'ont présenté de telles données. Ce sont les éléments de preuve qui ont été présentés qui ont amené le Département du commerce à établir la détermination positive de la probabilité, pas une quelconque "présomption irréfragable" que renfermerait le Sunset Policy Bulletin.

6. Pour présenter les questions ayant trait à la méthode de calcul du dumping, l'Argentine a dit que dans le rapport *Réexamen à l'extinction concernant le Japon*, l'Accord antidumping avait été interprété de manière à exiger des autorités administrantes qu'elles s'assurent que la marge utilisée était calculée d'une manière compatible avec l'article 2. Nous faisons observer une fois de plus que le Département du commerce ne s'est pas fondé sur l'importance de la marge de dumping, mais simplement sur la persistance du dumping pendant toute la durée de l'ordonnance. Nous faisons également observer que rien dans le rapport *Réexamen à l'extinction concernant le Japon* ne déplace du plaignant au défendeur la charge de la preuve quant à la présentation d'éléments justifiant *prima facie* une allégation, comme l'Argentine l'a donné à entendre.

7. Nous faisons en outre observer qu'il a été constaté dans le rapport *Réexamen à l'extinction concernant le Japon* qu'aucune obligation n'imposait de calculer une marge de dumping dans le cadre d'un réexamen à l'extinction et, en l'espèce, les États-Unis n'ont pas calculé une marge de dumping. Il a été reconnu dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant le Japon* que des allégations au titre de l'article 2 pouvaient être formulées dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, mais cette constatation ne modifie pas l'application de l'article 17 de l'Accord antidumping – à savoir qu'un groupe spécial doit examiner une question en se fondant sur les faits communiqués conformément aux procédures internes appropriées, et doit déterminer si l'établissement des faits était correct et si l'évaluation de ces faits était correcte, impartiale et objective.

8. Bien que l'Argentine ne soit pas dans l'impossibilité de soumettre les allégations qu'elle formule au titre de l'article 2 au présent groupe spécial, le fondement factuel de ces allégations doit être le dossier du Département du commerce et, en l'espèce, l'Argentine n'a pas établi que les faits figurant dans le dossier servaient de fondement à ses allégations. Comme nous l'avons fait observer dans les réponses aux questions, et comme l'Argentine l'a reconnu au paragraphe 21 de la déclaration qu'elle a faite ce matin, le Groupe spécial doit limiter son examen au dossier dont l'autorité administrante était saisie. Le dossier du Département du commerce ne renferme aucune méthode de calcul – il renferme plutôt la détermination finale établie par le Département du commerce à l'issue de l'enquête. Les pièces n° 52 et 66A et B de l'Argentine ne figuraient pas dans le dossier dont le Département du commerce était saisi et ne sont donc pas soumises à bon droit au présent groupe spécial. De plus, même si le Groupe spécial tenait compte des pièces de l'Argentine, ces pièces, pour autant qu'on puisse en juger, confirment simplement que les États-Unis ont utilisé une autre méthode de calcul que celle qui avait été examinée dans l'affaire *CE – Linge de lit*. L'Argentine n'a invoqué aucune théorie juridique indépendante à l'appui de son allégation au titre de l'article 2. Par conséquent, même si les principes énoncés dans l'affaire *CE – Linge de lit* étaient applicables en tant que *stare decisis*, ce qui n'est pas le cas, l'allégation de l'Argentine serait sans fondement.

9. L'Argentine fait en outre valoir que le Département du commerce n'est pas à la recherche de renseignements pertinents lorsqu'il effectue des réexamens à l'extinction ou n'évalue pas les renseignements d'une manière objective. Même un examen superficiel des faits de la cause en l'espèce dément le point de vue de l'Argentine. Le Département du commerce joue un rôle actif dans chaque réexamen à l'extinction, qu'il soit complet ou accéléré. Le Département du commerce avise le gouvernement étranger de l'engagement imminent d'un réexamen à l'extinction et encourage celui-ci à participer à ce réexamen. Le Département du commerce publie un avis d'engagement du réexamen à l'extinction. Il a publié sa *réglementation concernant les réexamens à l'extinction*, dans laquelle figure le questionnaire. Cette même réglementation invite les parties intéressées à présenter tout renseignement factuel ou argument dont elles voudraient que le Département du commerce tienne compte dans le cadre du réexamen à l'extinction. Loin d'être passif, le Département du commerce recherche activement des renseignements factuels et des arguments pertinents pour la détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise.

10. Comme nous l'avons déjà noté, l'Argentine ne reconnaît pas pleinement le rôle important que l'Accord antidumping attribue aux parties intéressées. Dans la présente affaire, ni Siderca ni aucune autre partie intéressée étrangère n'ont présenté des renseignements factuels additionnels dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine.

11. S'agissant des parties intéressées étrangères qui n'ont pas répondu à l'avis d'engagement, il a été considéré qu'elles avaient renoncé à leur droit de participer. L'Argentine reproche au Département du commerce de ne pas avoir identifié les parties intéressées récalcitrantes, plutôt que ces parties elles-mêmes, malgré l'observation dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant le Japon* selon laquelle les données par entreprise pertinentes pour une détermination de la probabilité peuvent souvent être fournies uniquement par les entreprises elles-mêmes. Rien dans l'article 11.3 ou dans l'Accord antidumping n'oblige l'autorité chargée de l'enquête à soutirer ou deviner des renseignements qu'une partie intéressée ne veut pas présenter. Par conséquent, la responsabilité de l'absence de renseignements dans le dossier administratif du réexamen à l'extinction concernant les OCTG en provenance d'Argentine peut uniquement être rejetée sur Siderca et les sociétés interrogées elles-mêmes qui n'ont pas répondu.

Questions concernant la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise

12. Nous voudrions aussi répondre à juste deux remarques faites par l'Argentine ce matin concernant le dommage en l'espèce.

13. Notre première observation se rapporte à l'affirmation de l'Argentine selon laquelle "lorsqu'un plus grand nombre de "variables" futures sont invoquées pour étayer la probabilité qu'une situation particulière se produise … cela amène en réalité à conclure qu'il est moins probable qu'une telle situation se produira". (Déclaration orale de l'Argentine, paragraphe 101) Que veut dire l'Argentine? Que les États-Unis devraient simplifier l'analyse qu'ils font dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, et tenir compte d'un moins grand nombre de "variables futures"? De toute évidence, cela irait à l'encontre de la constatation de l'Organe d'appel voulant que les autorités procèdent à un "examen rigoureux" dans le cadre des réexamens à l'extinction.

14. Deuxièmement, l'Argentine se demande comment un exportateur peut arriver à se conformer au critère de l'USITC, étant donné que l'USITC tiendra compte d'éléments de preuve ayant une incidence défavorable issus de l'enquête initiale sur l'existence d'un dommage. (Déclaration orale de l'Argentine, paragraphe 89) La réponse à cette question est proche – elle se trouve précisément dans le rapport de l'USITC que nous examinons. L'USITC a établi une détermination négative de la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise pour les tiges de forage en provenance d'Argentine et du Mexique, qui a entraîné la révocation de ces mesures antidumping. La réponse se trouve aussi dans plus du tiers des réexamens dans le cadre desquels l'USITC a établi des déterminations négatives de la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise. Nous

demandons au Groupe spécial de rejeter l'affirmation de l'Argentine voulant que l'USITC impose un critère qui ne peut pas être respecté.

Questions procédurales

15. S'agissant de la demande de l'Argentine voulant que le Groupe spécial affirme "que la seule façon dont les États-Unis peuvent se conformer à des recommandations [défavorables] consiste à supprimer immédiatement la mesure antidumping visant les OCTG en provenance d'Argentine", outre les déclarations qu'ils ont faites à la première réunion du Groupe spécial et dans leur déclaration liminaire de ce matin, les États-Unis notent que l'article 19:1 du Mémorandum d'accord dispose d'abord et avant tout que "[d]ans les cas où un groupe spécial ou l'Organe d'appel conclura qu'une mesure est incompatible avec un accord visé, il recommandera que le Membre concerné la rende conforme audit accord". Cet énoncé facilite la réalisation de l'objectif consistant à encourager les parties à parvenir à des solutions mutuellement satisfaisantes. Il reconnaît également le fait qu'un Membre a généralement plusieurs options à sa disposition pour rendre une mesure conforme. Bien que l'article 19:1 dispose aussi qu'"[o]utre les recommandations qu'il fera, le groupe spécial ou l'Organe d'appel pourra suggérer au Membre concerné des façons de mettre en œuvre ces recommandations", la plupart des groupes spéciaux exercent comme il convient leur pouvoir discrétionnaire de ne pas faire de telles suggestions. Nous estimons que, puisque les mesures des États-Unis qui sont en cause sont déjà conformes aux accords de l'OMC, il n'y a pas lieu de faire une recommandation ou une suggestion. Néanmoins, si le Groupe spécial en l'espèce en décidait autrement, nous estimons qu'il devrait aussi refuser de faire des suggestions à cet égard.

16. En ce qui concerne le préjudice, les États-Unis ont déjà répondu à cette question dans leur première communication (paragraphes 96 à 99) et dans leurs réponses à la première série de questions posées par le Groupe spécial (paragraphes 93 et 94). L'Argentine n'est peut-être pas d'accord avec ces réponses, mais nous estimons toutefois que notre démonstration du préjudice est suffisante et valable. En effet, des groupes spéciaux antérieurs comme le Groupe spécial saisi de l'affaire C*anada - Commission du blé* se sont fondés sur ces raisons précises, et nous estimons que le présent groupe spécial devrait en faire autant.

17. Par ailleurs, les États-Unis n'ont pas renoncé à leurs allégations concernant les décisions préliminaires en ne les abordant pas dans leur deuxième réponse de fond. À titre d'information, les parties renoncent à leurs allégations seulement lorsqu'elles le font affirmativement. Dans la présente espèce, après avoir démontré le bien-fondé de leurs allégations et après avoir examiné la réponse détaillée mais peu convaincante que l'Argentine avait donnée à leurs allégations, les États-Unis ont décidé de consacrer leurs ressources aux réponses à donner aux questions du Groupe spécial et à la réfutation des affirmations erronées et trompeuses contenues dans la déclaration orale faite par l'Argentine à la première réunion de fond du Groupe spécial. Si les allégations de l'Argentine n'avaient pas constamment évolué et si l'Argentine avait exposé le problème clairement au début du processus, les États-Unis auraient pu se permettre de consacrer du temps et de l'énergie à la réfutation de chaque ligne de la réponse de l'Argentine. Si l'Argentine estime que les États-Unis ont "renoncé" à leurs allégations relatives à la régularité de la procédure en raison de cette supposée omission, l'Argentine fournit elle-même des éléments de preuve de l'existence du préjudice subi par les États-Unis dans les présentes procédures.

18. Quoi qu'il en soit, l'argument de l'Argentine selon lequel elle peut s'appuyer sur les rubriques figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial pour établir le bien-fondé des allégations qu'elle formule dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial ne fait qu'embrouiller davantage les questions. Il y a deux rubriques dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Il y a apparemment trois séries d'allégations (y compris celles de la page quatre, s'il s'agit d'allégations). Les deux rubriques font référence à "*la*" détermination. Aucune d'elles ne fait référence aux allégations "en tant que telles". Par conséquent, ces rubriques ne précisent pas les allégations qui y sont formulées.

19. Dans certains cas, l'Argentine se réfère à la partie relative au contexte factuel de la demande pour développer les allégations qui y sont formulées. Pourtant, la dernière phrase de cette section précise que les "*allégations spécifiques*" sont énoncées ci-après.

20. Voilà qui met fin à notre déclaration finale. Nous serons évidemment heureux de donner des précisions sur l'une ou l'autre des questions soulevées aujourd'hui, si le Groupe spécial désire poser des questions additionnelles. Nous vous remercions une fois de plus de votre temps et de votre attention.

ANNEXE E

QUESTIONS ET RÉPONSES

Table des matières		Page
Annexe E-1	Réponses de l'Argentine aux questions du Groupe spécial - Première réunion	E-2
Annexe E-2	Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial - Première réunion	E-19
Annexe E-3	Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial - Première réunion (version révisée)[1]	E-48
Annexe E-4	Réponses des États-Unis aux questions de l'Argentine – Première réunion	E-77
Annexe E-5	Réponses des États-Unis aux questions de l'Argentine – Première réunion (version révisée)[2]	E-85
Annexe E-6	Question des Communautés européennes aux États-Unis – Réunion avec les tierces parties	E-93
Annexe E-7	Réponses du Mexique aux questions de l'Argentine – Réunion avec les tierces parties	E-94
Annexe E-8	Réponses de l'Argentine aux questions du Groupe spéciale - Deuxième réunion	E-97
Annexe E-9	Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial - Deuxième réunion	E-106
Annexe E-10	Réponses des États-Unis aux questions de l'Argentine – Deuxième réunion	E-122
Annexe E-11	Observations de l'Argentine sur la déclaration finale des États-Unis et sur les réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial et de l'Argentine - Deuxième réunion	E-134
Annexe E-12	Observations des États-Unis sur les réponses de l'Argentine aux questions du Groupe spécial - Deuxième réunion	E-152

[1] À la suite des explications qu'ils ont données au début de la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, les États-Unis ont communiqué une version révisée de leurs réponses écrites aux questions posées par le Groupe spécial dans le cadre de sa première réunion de fond avec les parties. Dans cette version révisée, l'intégralité du texte du paragraphe 14 du document initial daté du 8 janvier 2004, ainsi que des phrases du même type figurant au paragraphe 17 (l'avant-dernière phrase), au paragraphe 41 (la deuxième phrase) et au paragraphe 44 (la dernière partie de la troisième phrase) ont été supprimées.

[2] À la suite des explications qu'ils ont données au début de la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, les États-Unis ont communiqué une version révisée de leurs réponses écrites aux questions posées par l'Argentine dans le cadre de la première réunion du fond du Groupe spécial avec les parties. Dans cette version révisée, des changements ont été apportés au paragraphe 14 du document initial daté du 8 janvier.

ANNEXE E-1

RÉPONSES DE L'ARGENTINE AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL – PREMIÈRE RÉUNION

RÉEXAMENS ACCÉLÉRÉS/DISPOSITIONS RELATIVES À LA RENONCIATION

À L'ARGENTINE

1. L'Argentine fait-elle reposer l'allégation "en tant que tel" qu'elle formule au sujet des dispositions de la législation des États-Unis relatives aux réexamens accélérés et à la renonciation également sur les dispositions de cette législation qui ont trait au caractère adéquat des réponses à l'avis d'engagement, c'est-à-dire la règle des 50 pour cent? Veuillez donner des précisions.

Réponse de l'Argentine:

Pour commencer, l'Argentine précise qu'elle n'attaque pas les dispositions relatives aux réexamens accélérés, 19 USC. § 1675(c)(3)(B) et 19 C.F.R. § 351.218(e)(1)(ii), "en tant que telles". Elle a au contraire délibérément limité sa contestation aux dispositions régissant les réexamens accélérés "telles qu'elles ont été appliquées" dans le réexamen à l'extinction concernant les OCTG en provenance d'Argentine (voir la première communication de l'Argentine, section VII.C).

Quant aux dispositions relatives à la renonciation (19 USC. § 1675(c)(4) et 19 C.F.R. § 351.218(d)(2)(iii)), l'Argentine les a contestées "en tant que telles" et "telles qu'elles ont été appliquées" (voir la première communication de l'Argentine, sections VII.A et C). L'allégation "en tant que tel" ne repose pas sur la disposition du Règlement des États-Unis relative à l'adéquation, 19 C.F.R. § 351.218(e)(1)(ii)(A), encore que celle-ci soit liée à l'allégation concernant la renonciation. Plus précisément, ladite disposition est liée au jeu de la renonciation "présumée" prévue par l'article 19 C.F.R. § 351.218(d)(2)(iii), parce que, en vertu de cette dernière disposition, le Département considérera qu'une entreprise interrogée a renoncé à sa participation lorsqu'il n'aura pas reçu de réponse ou n'aura reçu qu'une réponse incomplète à un avis d'engagement. De plus, le Département a traité une réponse qui est "inadéquate" au regard de l'article 19 C.F.R. § 351.218(e)(1)(ii)(A) (où figure la règle des 50 pour cent) comme une renonciation à participer à un réexamen à l'extinction, si l'on en croit le Département lui-même qui, dans son Mémorandum sur les questions et la décision, dit qu'il l'a fait pour Siderca en l'espèce. (Pièce n° 51 de l'Argentine, pages 4 et 5) (Voir aussi, par exemple, le Mémorandum sur les questions et la décision pour les tuyaux sans soudure en provenance d'Allemagne, d'Argentine, du Brésil et d'Italie (31 octobre 2000), pages 3, 5 (considérant la réponse "inadéquate" d'une entreprise interrogée italienne comme constitutive d'une renonciation) (pièce n° 63 de l'Argentine, onglet 212); le Mémorandum sur les questions et la décision pour les tôles en acier au carbone coupées à la longueur voulue en provenance de Belgique (29 mars 2000), pages 2 et 3, 5 (considérant les réponses "inadéquates" de deux parties intéressées interrogées comme constitutives de renonciations à la participation) (pièce n° 63 de l'Argentine, onglet 82).)

Les dispositions relatives à la renonciation sont incompatibles avec les articles 11.3 et 6.1 et 6.2, parce qu'elles interdisent au Département de conduire un "réexamen" et de faire une "détermination" de la probabilité d'un dumping et parce qu'elles dénient aux parties intéressées interrogées la possibilité de présenter des éléments de preuve et de défendre leurs intérêts. Le fait que les États-Unis allèguent à présent que les dispositions prévoyant la renonciation ne donnent lieu qu'à des constatations séparées "par société" a) ne correspond pas à ce qui est dit dans le Mémorandum sur les questions et la décision en l'espèce et b) n'excuse pas les infractions aux articles 11.3 et 6.1 et 6.2. Dans certaines circonstances, comme celles que l'on trouve en l'espèce, les renonciations par société

aboutissent inévitablement et directement à une détermination de la probabilité "pour l'ensemble de l'ordonnance".

AUX DEUX PARTIES

15.

a) Le renvoi figurant à l'article 11.4 de l'Accord incorpore-t-il toutes les dispositions de l'article 6 à l'article 11.3? Ce même renvoi incorpore-t-il aussi l'Annexe II à l'article 11.3?

Réponse de l'Argentine:

Le renvoi de l'article 11.4 incorpore expressément toutes les dispositions de l'article 6 à l'article 11.3. L'article 11.4 stipule que "les dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et procédures s'appliqueront à tout réexamen effectué au titre du présent article", sans aucune formule restrictive. (non souligné dans l'original) Il n'empêche que, comme l'Organe d'appel l'a déterminé dans l'affaire du réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon, certaines dispositions de l'article 6 – tout en étant incorporées à l'article 11.3 en vertu de l'article 11.4 – ne sont pas nécessairement pertinentes pour tous les réexamens à l'extinction conduits dans le cadre de l'article 11.3. (Voir le rapport de l'Organe d'appel Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon, DS244, paragraphe 155.) L'Argentine considère que les dispositions de l'article 6 en considération desquelles elle a formulé des allégations dans le présent différend – l'article 6.1, 6.2, 6.8 et 6.9 et l'Annexe II – sont pertinentes pour les réexamens à l'extinction effectués dans le cadre de l'article 11.3 et s'appliquent par conséquent à ces réexamens.

Le renvoi de l'article 11.4 à l'article 6 incorpore l'Annexe II. L'article 11.4 incorpore expressément toutes les dispositions de l'article 6, y compris l'article 6.8, à l'article 11.3. L'article 6.8, pour sa part, dit que les "dispositions de l'Annexe II seront observées lors de l'application du présent paragraphe". En conséquence, en vertu du renvoi de l'article 11.4, l'Annexe II s'applique aux réexamens à l'extinction conduits dans le cadre de l'article 11.3.

b) Si vous êtes d'avis que le renvoi de l'article 11.4 rend l'article 6.1 de l'Accord applicable aux réexamens à l'extinction, l'article 6.1 – ainsi que ses alinéas – exige-t-il de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle envoie des questionnaires aux exportateurs dans le cadre des réexamens à l'extinction?

Réponse de l'Argentine:

Comme l'Organe d'appel l'a admis dans l'affaire du réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon, l'article 6.1 s'applique aux réexamens à l'extinction menés dans le cadre de l'article 11.3 en vertu du renvoi figurant à l'article 11.4. (Voir le rapport de l'Organe d'appel Réexamen à l'extinction visant l'acier en provenance du Japon, DS244, paragraphe 152.) L'Argentine ne soutient pas pour autant que l'article 6.1 – ainsi que ses alinéas – exige des autorités chargées des enquêtes qu'elles adressent des questionnaires aux exportateurs dans tous les réexamens à l'extinction effectués au titre de l'article 11.3. Il n'empêche qu'aux termes de l'article 11.3 les "autorités [chargées de l'enquête] ont le devoir de rechercher les renseignements pertinents" dans les réexamens à l'extinction. (*Id*., paragraphe 199) L'expédition de questionnaires serait un moyen pour les autorités de s'acquitter de cette obligation, mais l'Argentine ne pense pas que ce soit le seul.

Dans le cas du réexamen à l'extinction dont le Groupe spécial est saisi, l'allégation de l'Argentine n'est pas commandée par le fait que le Département n'a pas envoyé de questionnaires. En revanche, l'Argentine soutient effectivement que le Département ne s'est pas acquitté de son obligation de procéder à un "réexamen", d'engager un "examen rigoureux" et de faire une

"détermination", ou, comme l'Organe d'appel l'a dit récemment, de "rechercher les renseignements pertinents et de les évaluer d'une manière objective". (Rapport de l'Organe d'appel Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon, DS244, paragraphe 199)

Pour une part, l'obligation prescrite à l'article 6.1 est que "[t]outes les parties intéressées par une enquête antidumping [soient] avisées des renseignements que les autorités exigent ...". En l'espèce, le Département a considéré qu'il pouvait y avoir d'autres exportateurs argentins et que leur existence et leur défaut de réponse pouvaient influer sur le type de procédure à l'extinction qu'il suivrait. Le Département avait le devoir de rechercher les renseignements dont il avait besoin et de le faire d'une manière compatible avec l'Accord antidumping.

Partant, si l'article 6.1 ne prescrit sans doute pas à l'autorité chargée de l'enquête l'envoi de questionnaires adressés aux exportateurs dans un réexamen à l'extinction, il se peut que l'autorité en question se trouve obligée de le faire dans un réexamen à l'extinction particulier en vue d'être sûre qu'elle établit une détermination de la probabilité à partir d'une "base factuelle suffisante", comme l'exige l'article 11.3. (Rapport du Groupe spécial Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon, DS244, paragraphe 7.177) L'Accord antidumping exige qu'il y ait une "base factuelle suffisante".

En l'absence d'éléments de preuve – qu'ils aient été communiqués par les parties ou recueillis par l'autorité – de la probabilité d'un dumping, les autorités sont tenues de supprimer la mesure antidumping.

c) Quelle portée faudrait-il, le cas échéant, accorder à l'emploi du mot "enquête" aux paragraphes 1 et 6 de l'Annexe II et à l'emploi du conditionnel du verbe devoir ("should") au lieu du futur simple ("shall") dans tous ses paragraphes?

Réponse de l'Argentine:

Pour voir si les paragraphes 1 et 6 de l'Annexe II sont applicables aux réexamens à l'extinction effectués au titre de l'article 11.3, il n'y a pas de portée particulière à attribuer à l'emploi du mot "enquête" dans ces paragraphes. Ainsi qu'il a déjà été expliqué, le renvoi de l'article 11.4 incorpore expressément l'Annexe II à l'article 11.3. Il s'ensuit que les paragraphes 1 et 6 de l'Annexe II s'appliquent aux réexamens à l'extinction effectués dans le cadre de l'article 11.3. Au surplus, l'Organe d'appel a dit, dans l'affaire du Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon, que les réexamens au titre de l'article 11.3 ont le caractère d'enquêtes. (Voir le rapport de l'Organe d'appel Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon, DS244, paragraphe 111 ("Le libellé de l'article 11.3 indique clairement qu'il envisage un processus associant à la fois un aspect enquête et un aspect décision.").) Ainsi, l'emploi du mot "enquête" aux paragraphes 1 et 6 de l'Annexe II ne doit pas être interprété comme une indication que ces dispositions ne s'appliquent pas aux réexamens de l'article 11.3. Le fait que l'Organe d'appel a constaté, dans l'affaire du réexamen à l'extinction de l'acier en provenance du Japon, que l'article 6.1 s'applique aux réexamens effectués dans le cadre de l'article 11.3 malgré le fait qu'il emploie le terme "enquête" vient corroborer cette conclusion. (Voir *id*., paragraphe 152.)

L'emploi du conditionnel du verbe devoir au lieu du futur simple à l'Annexe II est lui aussi sans conséquence. Dans l'affaire des tôles en acier en provenance d'Inde, le Groupe spécial a jugé que, malgré l'emploi du conditionnel du verbe devoir, les dispositions de l'Annexe II sont impératives:

> Nous notons qu'il y a désaccord entre les parties sur le point de savoir si les dispositions de l'Annexe II, où la plupart des verbes sont au conditionnel ("devrait/devraient"), sont impératives. Nous estimons que la réponse à cette question se trouve dans l'article 6.8 lui-même. Cet article dispose expressément que "les dispositions de l'Annexe II seront observées lors de l'application du présent

> paragraphe". (pas de caractères gras dans l'original) À notre avis, l'emploi du futur de l'indicatif ("seront") dans ce contexte établit que les dispositions de l'Annexe II sont impératives. En effet, il semblerait que cette conclusion s'impose. Une autre interprétation signifierait que les autorités chargées de l'enquête sont tenues d'appliquer ("appliqueront") des dispositions qui ne sont pas en soi obligatoires, une interprétation qui n'a aucun sens. De plus, les dispositions de l'Annexe II, bien qu'elles soient formulées au conditionnel, donnent des instructions précises aux autorités chargées de l'enquête en ce qui concerne certains aspects de leurs déterminations qui, sans plus, établissent clairement les prescriptions opérationnelles. Ainsi, nous estimons que les dispositions de l'Annexe II sont impératives, non pas en raison du libellé de ces dispositions elles-mêmes, mais en raison de l'obligation de les observer qui est énoncée à l'article 6.8.

(Rapport du Groupe spécial Tôles en acier en provenance d'Inde, DS206, paragraphe 7.56; voir aussi le rapport du Groupe spécial Argentine – Tuiles en céramique, DS189, paragraphes 6.74, 6.79 et 6.80 (traitant les dispositions de l'Annexe II comme des obligations impératives).)

Vu le libellé impératif de l'article 6.8, l'Argentine considère qu'il ne peut guère faire de doute que les obligations de l'article 6, et plus précisément de l'article 6.8 et de l'Annexe II, s'appliquent dans les réexamens à l'extinction et correspondent à des obligations des Membres.

16. Dans le réexamen à l'extinction considéré, Siderca a-t-elle tenté de présenter des éléments de preuve supplémentaires au DOC après sa réponse de fond à l'avis d'engagement? Dans l'affirmative, comment le DOC a-t-il réagi à ces tentatives?

Réponse de l'Argentine:

Siderca n'a pas tenté de présenter au Département des renseignements supplémentaires après sa réponse de fond à l'avis d'engagement. Puisqu'elle avait communiqué au Département une "réponse de fond complète" qui satisfaisait à toutes les prescriptions de ses règlements et lui avait offert son entière coopération pour le réexamen à l'extinction, en application de l'article 6.1 et 6.8 et de l'Annexe II, c'était au Département qu'incombait l'obligation de "préciser en détail les renseignements exigés" de Siderca pour effectuer un réexamen et établir la détermination prescrite au titre de l'article 11.3. Siderca ne pouvait raisonnablement être censée savoir que des renseignements supplémentaires quelconques étaient nécessaires pour que le Département procède à un réexamen sérieux et établisse une détermination de la probabilité sur le fond. Quoi qu'il en soit, le Département a déterminé que la réponse de Siderca était inadéquate, mais n'a jamais demandé à celle-ci le moindre complément d'information.

Une fois que la décision d'engager une procédure accélérée avait été prise, cela signifiait que la détermination du Département sur la probabilité était connue d'avance - dumping probable - pour les parties interrogées qui n'avaient pas répondu, et qui représentaient 100 pour cent des exportations argentines, et pour Siderca.

De plus, bien que le règlement du Département sur les réexamens à l'extinction ménage aux entreprises interrogées la possibilité de faire des observations sur la détermination relative à l'adéquation, ces observations "ne peuvent pas comprendre de données de fait ni d'éléments de preuve nouveaux …" (19 C.F.R. § 351.309(e)). En conséquence, Siderca n'a pas commenté la détermination du Département relative à l'adéquation parce que le règlement lui interdisait de présenter le moindre élément de preuve nouveau à propos de cette détermination.

17. Quelle est la portée du mot "peut" ("may") à l'article 1675 c) 3) B) de la Loi douanière de 1930?

Réponse de l'Argentine:

Par l'emploi du mot "peut", l'article 1675 c) 3) B) autorise le Département et la Commission à établir leurs déterminations respectives de la probabilité sans complément d'enquête, en se fondant sur les données de fait disponibles (ce qui, suivant la pratique constante du Département, se limite à l'existence de l'un quelconque des trois critères de la liste prescrits par le SAA et le Sunset Policy Bulletin), lorsque les réponses des parties intéressées à l'avis d'engagement sont inadéquates. L'Argentine profite de l'occasion pour répéter qu'elle n'a pas attaqué cette disposition de la législation des États-Unis "en tant que telle" (veuillez vous reporter à la réponse de l'Argentine à la question n° 1).

OBLIGATION DE DÉTERMINER LA PROBABILITÉ DE VOIR LE DUMPING SUBSISTER OU SE REPRODUIRE

À L'ARGENTINE

18. Le Groupe spécial relève qu'au paragraphe 189 de sa première communication écrite l'Argentine affirme que la communication par le DOC à l'ITC de la marge de dumping initiale comme marge probable était contraire aux articles 2 et 11.3 de l'Accord. Veuillez expliquer si l'Argentine estime que les marges de dumping initiales ne peuvent absolument pas être utilisées dans les réexamens à l'extinction, ou si elles ne peuvent pas constituer l'unique base sur laquelle les autorités chargées de l'enquête fondent leurs déterminations à l'extinction.

Réponse de l'Argentine:

De l'avis de l'Argentine, les marges de dumping initiales peuvent être l'un des très nombreux facteurs pris en considération par l'autorité pour faire sa détermination de la probabilité d'un dumping. Selon l'Argentine, les marges de dumping initiales ne sauraient établir l'unique base – ni même la base prépondérante – d'une détermination concluant à la probabilité de voir le dumping subsister ou se reproduire. À elle seule, la détermination initiale de l'existence d'un dumping ne peut tout simplement pas constituer une base suffisante sur laquelle l'autorité puisse établir une détermination concluant qu'il est probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait en cas de suppression du droit. D'ailleurs, le fait même qu'il y a un réexamen à l'extinction signifie qu'il y avait une marge de dumping à l'issue de l'enquête initiale. Il s'ensuit que si la marge de dumping initiale devait se voir attribuer un poids décisif, les autorités détermineraient toujours que le dumping est probable. Elle ne saurait davantage être considérée comme suffisante aux fins de la détermination de la probabilité si elle était doublée des importations en volume – sans plus. Or, c'est précisément ce que fait le Département lorsqu'il applique les critères de la liste figurant dans le SAA et à la section II.A.3 du Sunset Policy Bulletin.

Suivant le SAA et le Sunset Policy Bulletin, la prétendue "analyse" de la probabilité effectuée par le Département consiste exclusivement à examiner: 1) ce qui existe comme marges de dumping provenant de l'enquête initiale et de réexamens administratifs subséquents; 2) si les importations de la marchandise visée ont cessé après la promulgation de l'ordonnance et 3) si le dumping a été éliminé après l'imposition de l'ordonnance et si le volume des importations a notablement diminué. Toutefois, comme l'Organe d'appel l'a expliqué récemment dans l'affaire du réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon, il ne s'agit pas de savoir si les marges de dumping et le volume des importations pourraient être pertinents, mais "si la section II.A.3 va plus loin et donne pour instruction à l'USDOC d'accorder un poids décisif ou prépondérant à ces deux facteurs dans chaque affaire". (DS244, paragraphe 176) (non souligné dans l'original)

Aux yeux de l'Argentine, ces facteurs ne se voient pas seulement accorder un poids disproportionné dans les réexamens à l'extinction du Département; ce sont les seuls facteurs sur lesquels celui-ci s'appuie, et, partant, ils prédéterminent le résultat, qui est une détermination positive

de la probabilité dans tous les réexamens à l'extinction conduits par le Département auxquels la branche de production nationale participe. L'Organe d'appel a expliqué qu'il ne pensait pas que l'un ou l'autre de ces facteurs (marges de dumping ou volume des importations) pût toujours être présumé constituer un élément de preuve suffisant de la probabilité d'un dumping:

> Nous aurions du mal à admettre que les marges de dumping et les volumes d'importation donnent toujours une indication "extrêmement probante" dans un réexamen à l'extinction effectué par l'USDOC si cela signifie qu'il est présumé que l'un de ces facteurs ou les deux, en soi, constituent des éléments de preuve suffisants montrant qu'il serait probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si le droit était supprimé. Une telle présomption pourrait avoir une certaine valeur lorsque le dumping a subsisté depuis que le droit a été imposé (comme dans le premier scénario identifié dans la section II.A.3 du Sunset Policy Bulletin), en particulier lorsque ce dumping a subsisté avec des marges et des volumes d'importation notables. Cependant, les deuxième et troisième scénarios identifiés dans la section II.A.3 concernent la situation dans laquelle il n'y a pas de dumping (soit parce que les importations ont cessé soit parce que le dumping a été éliminé après que le droit a été imposé). La cessation des importations envisagée dans le deuxième scénario et la diminution des volumes d'importation envisagée dans le troisième scénario auraient fort bien pu être causées ou renforcées par les modifications des conditions de concurrence sur le marché ou les stratégies des exportateurs, plutôt que par l'imposition du droit à elle seule. Par conséquent, une analyse au cas par cas des facteurs à l'origine d'une cessation des importations ou d'une diminution des volumes d'importation (lorsque le dumping est éliminé) sera nécessaire pour déterminer que le dumping se reproduira si le droit est supprimé. (DS244, paragraphe 177)

Ce que dit l'Organe d'appel s'applique directement aux faits de la cause en l'espèce. Les importations ont cessé, ou à tout le moins sont devenues beaucoup plus faibles, après l'imposition de la mesure antidumping. Et il n'y a eu aucun élément de preuve montrant que le dumping avait subsisté durant la période d'application de la mesure antidumping. Ainsi, le Département ne pouvait pas se contenter de présumer que, parce qu'il avait calculé une marge de dumping de 1,36 pour cent dans l'enquête initiale (en suivant la pratique de la réduction à zéro), il était probable que le dumping subsisterait. Comme l'Argentine le démontre dans ses première et deuxième communications, sans cette réduction à zéro, il n'y aurait pas de marge de dumping. (Voir la première communication de l'Argentine, paragraphe 189, pièce n° 52 de l'Argentine; et la deuxième communication de l'Argentine, paragraphes 138 à 145, pièces n° 66A et B de l'Argentine.)

19. Le Groupe spécial note les arguments développés par l'Argentine aux paragraphes 181, 189 et 192 de sa première communication écrite au sujet du recours allégué du DOC à la marge de dumping ramenée à zéro dans le réexamen à l'extinction considéré. L'argument de l'Argentine est-il que le DOC a ramené la marge probable de dumping à zéro dans ce réexamen à l'extinction, ou que le recours à la marge initialement ramenée à zéro a rendu les déterminations de la probabilité établies par le DOC incompatibles avec les règles de l'OMC? En ce dernier cas, veuillez expliquer si, selon vous, la marge de dumping initiale en question, seule ou avec certaines autres données de fait, a servi de base aux déterminations de la probabilité établies par le DOC dans le réexamen à l'extinction considéré?

Réponse de l'Argentine:

L'Argentine considère que l'application que le Département a faite des dispositions relatives à la renonciation a abouti à une détermination impérativement positive de la probabilité d'un dumping dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine.

À supposer, pour les besoins du raisonnement, que la renonciation n'ait été appliquée ni à Siderca ni à l'Argentine en l'espèce, l'Argentine est d'avis que le Département n'a retenu que deux données de fait dans sa détermination de la probabilité d'un dumping: 1) la marge de dumping de 1,36 pour cent provenant de l'enquête initiale et 2) la baisse de volume des importations. (Voir le Mémorandum sur les questions et la décision, page 5 (pièce n° 51 de l'Argentine).)

En ce qui concerne la marge de dumping provenant de l'enquête initiale, il s'agit précisément là de l'un de ces cas où, pour reprendre les termes employés par l'Organe d'appel dans l'affaire du réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon, la réduction à zéro fausse non seulement l'ampleur de la marge de dumping mais encore le résultat, en transformant l'absence de dumping (au sens de l'article 2) en l'existence d'un dumping. (DS244, paragraphe 135) Il est évident que pour calculer la marge de dumping dans le cadre de l'enquête initiale, le Département avait eu recours à la pratique consistant à ramener à zéro les marges négatives. C'est ce que l'on peut voir clairement dans la pièce n° 52 de l'Argentine jointe à sa première communication, ainsi que dans les nouveaux renseignements justificatifs qu'elle a présentés avec sa deuxième communication. Il ressort de ces éléments de preuve que, sans la réduction à zéro des marges négatives, les calculs du Département dans l'enquête initiale auraient donné pour résultat une marge négative de 4,35 pour cent. La position de l'Argentine est que, en s'appuyant sur la marge de 1,36 pour cent provenant de l'enquête initiale (marge calculée par réduction à zéro des marges négatives) et sur la baisse de volume des importations, et sur ces seuls facteurs, pour établir sa détermination concluant à la probabilité de voir le dumping subsister, le Département a agi de manière incompatible avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC.

De plus, l'Argentine soutient que la communication par le Département à la Commission de la marge de 1,36 pour cent est contraire aux articles 11.3 et 2. Quand bien même l'article 11.3 ne prescrirait pas à une autorité de calculer une marge de dumping ou de communiquer une marge de dumping à l'occasion de la détermination de la probabilité, dès lors que cette autorité entreprend soit de calculer une marge, soit de s'appuyer sur une marge pour les besoins de la détermination de la probabilité d'un dommage, ou qu'elle communique une marge de dumping "probable" pour les besoins de l'analyse de la probabilité d'un dommage, elle est tenue d'agir de manière compatible avec les prescriptions de l'article 2. (Voir le rapport de l'Organe d'appel Réexamen à l'extinction de l'acier en provenance du Japon, DS244, paragraphe 130.)

20. Le Groupe spécial note les arguments de l'Argentine exposés aux paragraphes 124 à 147 de sa première communication écrite au sujet de la présomption, selon elle irréfragable dans le cadre de la législation/de la pratique des États-Unis concernant les déterminations de la probabilité dans les réexamens à l'extinction. Veuillez répondre aux questions suivantes:

a) L'Argentine fonde-t-elle son allégation sur la législation des États-Unis ou sur la pratique du DOC concernant les réexamens à l'extinction, ou sur les deux?

Réponse de l'Argentine:

Sur les deux. L'Argentine attaque la législation des États-Unis en tant que telle. Pour étayer sa contestation de la législation des États-Unis en tant que telle, l'Argentine s'appuie sur le texte des instruments applicables, ainsi que sur la pratique constante du Département quand il applique ces instruments, pour déterminer le sens de la législation des États-Unis. De plus, l'Argentine attaque aussi, sous la forme d'une allégation distincte, la pratique constante du Département en tant que telle.

La Loi des États-Unis, le Statement of Administrative Action (SAA) et le Sunset Policy Bulletin (SPB), jouant conjointement, établissent une présomption favorable à une constatation de la probabilité d'un dumping. L'existence de cette présomption incompatible avec les règles de l'OMC se trouve démontrée par la pratique constante du Département dans les réexamens à l'extinction auxquels

participe la branche de production nationale. De fait, le Département fait fond exclusivement sur la Loi, le SAA et le SPB pour faire ses "déterminations" de la probabilité.

Comme l'Argentine le note dans la section VII.B de sa première communication, les articles 19 USC. §§ 1675(c) et 1675a(c) établissent le critère légal de détermination de la probabilité de voir le dumping subsister ou se reproduire. Le SAA précise ce critère en indiquant les cas où le Département doit déterminer qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. Quant au SPB, il donne au Département des instructions supplémentaires sur les trois facteurs sur lesquels celui-ci s'appuiera et le poids à leur accorder pour décider s'il est probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait en cas de suppression de l'ordonnance.

Pour comprendre le mode de fonctionnement de ces trois instruments et l'effet cumulatif qu'ils exercent pour l'établissement d'une présomption incompatible avec les règles de l'OMC, il faut les lire conjointement. Il convient de souligner d'ailleurs qu'en rédigeant ces trois instruments, les États-Unis entendaient les faire jouer de manière complémentaire dans les réexamens à l'extinction.

Pour finir, le SPB ne fait que distiller la Loi et le SAA et il pose les critères qui forgent la présomption qu'aucune partie interrogée n'a jamais été en mesure de renverser.

b) Si l'Argentine fonde son allégation sur la législation des États-Unis, veuillez indiquer les instruments juridiques [la Loi, les règlements, le SPB, le SAA, par exemple] qui constituent le fondement de son allégation "en tant que tel"? En particulier, veuillez indiquer, le cas échéant, les dispositions de la Loi qui renferment la présomption irréfragable alléguée de probabilité de voir le dumping subsister ou se reproduire.

Réponse de l'Argentine:

Les instruments juridiques établissant cette présomption sont ceux qui sont énoncés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine et que celle-ci a expliqués dans sa première communication. Ce sont les suivants: les articles 19 USC. §§ 1675(c) et 1675a(c), le SAA (les pages 888 à 890 en particulier) et le SPB (la section II.A.3 en particulier).

L'article 19 USC. § 1675a(c)(1) prescrit au Département de prendre en considération "A) la marge moyenne pondérée de dumping déterminée dans le cadre de l'enquête et des réexamens ultérieurs, et B) le volume des importations de la marchandise visée sur la période antérieure et la période postérieure à la date à laquelle l'ordonnance imposant des droits antidumping a été édictée ou l'accord de suspension accepté".

Les passages cités du SAA exposent à leur tour les nombreux cas où, en vertu de la législation des États-Unis, le Département déterminera – en se fondant uniquement sur les marges de dumping et les volumes d'importation – qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira:

> [Le projet de loi] établit les critères à appliquer pour déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. En vertu de l'article [1675a(c)(1)], le Département du commerce examinera le lien entre les marges de dumping, ou l'absence de marges, et le volume des importations de la marchandise visée, en comparant les périodes antérieure et postérieure à la promulgation d'une ordonnance ou à l'acceptation d'un accord de suspension. Une baisse de volume des importations, par exemple, accompagnée de la persistance de marges de dumping après la promulgation d'une ordonnance, peut fournir une solide indication de la probabilité de voir le dumping subsister en l'absence d'ordonnance, parce que les éléments de preuve tendent à indiquer que l'exportateur a besoin de recourir au dumping pour vendre dans les mêmes quantités qu'avant l'ordonnance. Si les importations cessent

> après que l'ordonnance a été publiée, il est raisonnable de penser que les exportateurs ne pourraient pas vendre aux États-Unis sans pratiquer le dumping et que, pour pénétrer à nouveau sur le marché des États-Unis, ils devraient reprendre le dumping.
>
> ...
>
> L'Administration considère que l'existence de marges de dumping après l'ordonnance, ou la cessation des importations après l'ordonnance, est une indication hautement probante de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. Si les sociétés continuent de recourir au dumping alors que la discipline imposée par une ordonnance est en place, il est raisonnable de supposer que le dumping subsisterait si la discipline était éliminée. …
>
> [L']existence de marges de dumping nulles ou *de minimis* à un moment quelconque alors que l'ordonnance était en application n'oblige pas en soi le Département du commerce à déterminer qu'il n'y a pas de probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise. Il se peut que les exportateurs aient cessé de recourir au dumping en raison de l'existence d'une ordonnance ou d'un accord de suspension. Par conséquent, l'absence de dumping au moment considéré n'indique pas nécessairement comment les exportateurs se comporteraient en l'absence d'ordonnance ou d'accord. (SAA, pages 889 et 890) (non souligné dans l'original)

En vertu de la section II.A.3 du SPB, le Département "déterminera normalement" qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira, lorsque:

> a) le dumping a subsisté à n'importe quel niveau supérieur au niveau *de minimis* [(c'est-à-dire supérieur à 0,5 pour cent)] après la promulgation de l'ordonnance ou l'accord de suspension, selon le cas;
>
> b) les importations de la marchandise visée ont cessé après la promulgation de l'ordonnance ou l'accord de suspension, selon le cas; ou
>
> c) le dumping a été éliminé après la promulgation de l'ordonnance ou l'accord de suspension, selon le cas, et le volume des importations de la marchandise visée a notablement diminué.

Les dispositions de la Loi, du SAA et du SPB – lorsqu'on les lit conjointement – établissent la présomption de probabilité d'un dumping. La pratique constante du Département permet de voir comment joue cette présomption. Les dispositions en question (telles qu'elles sont attestées par la pratique) indiquent clairement que les seuls facteurs décisifs pour la détermination de la probabilité d'un dumping sont: 1) l'existence de marges de dumping issues de l'enquête initiale et des réexamens administratifs ultérieurs, 2) le point de savoir si les importations de la marchandise visée ont cessé après la promulgation de l'ordonnance et 3) celui de savoir si le dumping a été éliminé après l'imposition de l'ordonnance et si le volume des importations a notablement diminué. (Voir les réexamens à l'extinction du Département du commerce des États-Unis, pièces n° 63 et 64 de l'Argentine.)

AUX DEUX PARTIES

> **c) Veuillez expliquer comment vous identifiez la "pratique" et comment vous distinguez la pratique de la législation? À la lumière de la jurisprudence de l'OMC, veuillez expliquer si, à votre avis, la pratique en tant que telle est ou non susceptible d'être contestée au regard du droit de l'OMC.**

Réponse de l'Argentine:

Aux fins de l'espèce, l'Argentine tient à noter que le "droit" fournit le cadre législatif ou réglementaire dans lequel un Membre pourra mettre en œuvre les obligations qu'il a contractées dans le cadre de l'OMC, alors que la "pratique" peut renvoyer à l'application effective des lois ou règlements par les autorités administrantes. Il ne fait aucun doute que lois, règlements, procédures administratives et pratiques sont tous soumis aux procédures de règlement des différends de l'OMC.

C'est la position que l'Organe d'appel a défendue avec force dans l'affaire du réexamen à l'extinction de l'acier en provenance du Japon (DS244).

L'Organe d'appel a commencé son analyse en se posant la question suivante: "le type de l'instrument lui-même – loi, règlement, procédure, pratique ou autre – régit-il sa capacité de faire l'objet d'une procédure de règlement des différends à l'OMC?". (Rapport de l'Organe d'appel Réexamen à l'extinction visant l'acier en provenance du Japon, DS244, paragraphe 78) (non souligné dans l'original) Il a ensuite répondu à cette question en notant ceci:

> Dans la pratique du GATT, la plupart des mesures faisant l'objet, en tant que telles, d'une procédure de règlement des différends, étaient des législations. Nous avons néanmoins observé dans l'affaire *Guatemala - Ciment I* qu'en fait une large gamme de mesures pouvaient être soumises, en tant que telles, à une procédure de règlement des différends:
>
> > Dans la pratique établie dans le cadre du GATT de 1947, une "mesure" peut être *tout* acte d'un Membre, qu'il soit ou non juridiquement contraignant, et elle peut même inclure des directives administratives non contraignantes émanant d'un gouvernement (voir *Japon – Commerce des semi-conducteurs*, rapport adopté le 4 mai 1988, IBDD, S35/126).
>
> Les dispositions de l'*Accord antidumping* qui établissent un fondement juridique permettant de soumettre des questions à des consultations, et donc à une procédure de règlement des différends, sont aussi rédigées en termes généraux … Il n'y a dans l'article 17.3 aucune prescription liminaire voulant que la mesure en question soit d'un certain type. (*Id*., paragraphes 85 et 86) (notes de bas de page omises)

L'Organe d'appel ajoutait que l'article 18.4 de l'Accord antidumping démontrait que, "[c]onsidérée dans son ensemble, l'expression "lois, réglementations et procédures administratives" [lui semblait] englober tout le corps des règles, normes et critères d'application générale adoptés par les Membres en ce qui concern[ait] la conduite des procédures antidumping. Si certains de ces types de mesure ne pouvaient pas, en tant que tels, faire l'objet d'une procédure de règlement des différends au titre de l'Accord antidumping, cela compromettrait l'obligation de "conformité" énoncée à l'article 18.4". (*Id*., paragraphe 87)

> Cette analyse a amené l'Organe d'appel à la conclusion suivante:
>
> [I]l n'y a pas de fondement, que ce soit dans la pratique du GATT et de l'OMC en général ou dans les dispositions de l'Accord antidumping, permettant de constater que seuls certains types de mesure peuvent, en tant que tels, être contestés dans le cadre d'une procédure de règlement des différends au titre de l'Accord antidumping. (*Id*., paragraphe 88)

L'Organe d'appel a donc constaté que le Groupe spécial avait fait une erreur de droit en constatant que le SPB, en tant que tel, ne pouvait pas être incompatible avec l'Accord antidumping parce que ce n'est pas un instrument juridique impératif. (*Id*., paragraphe 100)

La décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire du réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon cadre avec celle qu'il avait rendue dans l'affaire États-Unis – Mesures compensatoires. Comme l'Argentine le relevait dans sa première communication, l'Organe d'appel dans cette affaire avait traité la pratique – ou plus précisément, une pratique du Département du commerce des États-Unis – comme une mesure aux fins du règlement des différends dans le cadre de l'OMC. Il avait noté que "[l]es Communautés européennes contest[ai]ent la pratique administrative suivie par le DOC lorsque celui-ci examin[ait] si un "avantage" continuait d'exister après une aliénation d'entreprise. Cette pratique administrative est appelée méthode "de la même personne"". (Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – Mesures compensatoires, DS212, paragraphe 86) (non souligné dans l'original) Après avoir constaté que cette pratique était incompatible avec les règles de l'OMC, l'Organe d'appel a recommandé à l'ORD de demander aux États-Unis "de rendre leurs mesures et leur pratique administrative (la méthode de la "même personne") … conformes à leurs obligations …". (*Id*., paragraphe 162)

À la suite de ces deux décisions de l'Organe d'appel dénuées de toute ambiguïté, il ne fait aucun doute que la pratique est "susceptible d'être contestée au regard du droit de l'OMC".

d) Quel est, selon vous, le rapport entre la "pratique", d'une part, et le "SPB" et le "SAA", de l'autre? Le SPB et le SAA pourraient-ils être considérés comme des instruments juridiques qui consacrent la pratique des États-Unis en matière de réexamens à l'extinction?

Réponse de l'Argentine:

Ainsi qu'il a été indiqué plus haut, la Loi, le SAA et le SPB doivent être lus conjointement, et non pas séparément, pour apprécier si les États-Unis se sont acquittés de leurs obligations au titre de l'article 11.3 de l'Accord.

Le SAA, selon ses propres termes, représente "l'expression officielle des vues de l'Administration sur l'interprétation et l'application des Accords du Cycle d'Uruguay, tant aux fins des obligations internationales des États-Unis qu'aux fins de leur droit interne … De plus, comme le présent Énoncé sera approuvé par le Congrès au moment où celui-ci mettra en œuvre les Accords du Cycle d'Uruguay, cela donne un poids particulier aux interprétations de ces accords qui y sont exposées". (SAA, page 656)

Comme l'Organe d'appel l'a noté, le SPB "est un élément du cadre général dans lequel les réexamens "à l'extinction" de droits antidumping ou compensateurs sont effectués aux États-Unis". (Rapport de l'Organe d'appel Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon, DS244, paragraphe 73)

En revanche, l'Argentine n'admettrait pas l'idée que "le SPB et le SAA [puissent] être considérés comme des instruments juridiques qui consacrent la pratique des États-Unis en matière de réexamens à l'extinction". Ces instruments sont antérieurs même au premier réexamen à l'extinction conduit par les États-Unis. C'est plutôt que la Loi, le SAA et le SPB, jouant conjointement, fournissent le cadre fondamental des réexamens à l'extinction et établissent une présomption en faveur de constatations positives que le dumping va probablement subsister ou se reproduire. Le Département applique ces instruments dans sa pratique, laquelle pratique a constamment abouti à la constatation qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait (sur la base des trois critères SAA/SPB) dans toutes les affaires où la branche de production nationale avait participé au réexamen à l'extinction.

21. Les articles 2 et 3 de l'Accord s'appliquent-ils aux réexamens à l'extinction? Si vous répondez par l'affirmative, ces articles s'appliquent-ils aux réexamens à l'extinction de la même manière qu'aux enquêtes initiales, ou d'une manière différente? Veuillez développer, à partir des dispositions de l'Accord et de la jurisprudence pertinente de l'OMC.

Réponse de l'Argentine:

Les articles 2 et 3 de l'Accord antidumping s'appliquent aux réexamens à l'extinction.

Comme l'Argentine le notait dans sa première communication, l'article 2.1 définit le dumping "aux fins du présent Accord". Tout doute possible sur ce point a été définitivement dissipé par l'Organe d'appel dans l'affaire du réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon, en ces termes:

> Nous partageons l'avis du Japon selon lequel l'expression "aux fins du présent Accord" figurant à l'article 2.1 indique que cette disposition décrit les circonstances dans lesquelles un produit doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping aux fins de l'Accord antidumping tout entier, y compris l'article 11.3. Cette interprétation est étayée par le fait que l'article 11.3 n'indique pas, expressément ou implicitement, que le terme "dumping" ait dans le contexte des réexamens à l'extinction un sens différent de celui qu'il a dans le reste de l'Accord antidumping. Par conséquent, l'article 2.1 de l'Accord antidumping et l'article VI:1 du GATT de 1994 tendent à indiquer que la question à laquelle les autorités chargées de l'enquête doivent répondre en établissant une détermination de la probabilité dans un réexamen à l'extinction conformément à l'article 11.3 est de savoir s'il est probable que le dumping du produit assujetti au droit (c'est-à-dire l'introduction de ce produit sur le marché du pays importateur à un prix inférieur à sa valeur normale) subsistera ou se reproduira si le droit est supprimé. (Rapport de l'Organe d'appel Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon, DS244, paragraphe 109) (non souligné dans l'original)

L'Argentine a aussi démontré dans sa première communication que l'article 3 s'applique aux réexamens conduits au titre de l'article 11, fondamentalement pour les mêmes raisons textuelles que celles qui ont été avancées dans le cadre de l'article 2.

L'article 2.1, on l'a vu, définit le dumping "[a]ux fins du présent Accord". De même, la note de bas de page 9 de l'Accord antidumping emploie une formulation pratiquement identique pour définir le dommage "pour les besoins du présent Accord". Bien que l'Organe d'appel n'ait pas été appelé à trancher le point de savoir si la note 9 définissait le dommage pour tous les besoins de l'Accord, y compris l'article 11.3, les principes qu'il a énoncés dans le cas de l'article 2 s'appliquent tout autant à l'article 3.

C'est d'ailleurs, comme l'Argentine l'a relevé dans sa première communication, la démarche adoptée par le Groupe spécial chargé de l'affaire du réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon, qui a dit de la note 9:

> [Elle] semble démontrer que le terme "dommage", tel qu'il apparaît tout au long de l'Accord antidumping – y compris l'article 11 –, doit être interprété conformément à cette note de bas de page, sauf indication contraire. Cela semblerait étayer l'opinion selon laquelle les dispositions de l'article 3 concernant le dommage peuvent être généralement applicables tout au long de l'Accord antidumping et ne sont pas d'applications limitées aux enquêtes. L'article 11 ne semble pas donner d'indication contraire explicite concernant les réexamens à l'extinction. (Rapport du Groupe

spécial Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon, DS244, paragraphe 7.99)

L'Argentine rappelle aussi ce que l'Organe d'appel a dit dans l'affaire des poutres en H en provenance de Pologne, à savoir que "les obligations énoncées à l'article 3.1 s'appliquent à toutes les déterminations de l'existence d'un dommage établies par les Membres". (Rapport de l'Organe d'appel Poutres en H en provenance de Pologne, DS122, paragraphe 114)

Il est donc évident que tant l'article 2 que l'article 3 s'appliquent aux déterminations établies dans le cadre des réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3.

22. Le Groupe spécial note ce que l'Argentine déclare aux paragraphes 132, 184, 190 et 192 de sa première communication écrite. À votre avis, l'article 11.3 exige-t-il de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle calcule la marge de dumping probable dans un réexamen à l'extinction? Dans la négative, l'article 11.3 exige-t-il au moins une forme ou une autre de comparaison entre le prix à l'exportation futur et la valeur normale future? Veuillez expliquer, en vous appuyant sur les dispositions pertinentes de l'Accord.

Réponse de l'Argentine:

Aux yeux de l'Argentine, l'article 11.3 n'exige pas d'une autorité chargée de l'enquête qu'elle calcule la marge de dumping probable dans un réexamen à l'extinction. Si, toutefois, l'autorité s'appuie sur une marge de dumping pour fonder sa détermination de la probabilité ou qu'elle calcule ou communique la marge de dumping probable dans un réexamen à l'extinction, il faut que cette marge soit conforme aux disciplines de l'article 2. (Rapport de l'Organe d'appel Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon, DS244, paragraphe 127) (non souligné dans l'original)

L'article 11.3 n'exige pas nécessairement de comparaison entre le prix à l'exportation futur et la valeur normale future, encore que ce renseignement soit assurément pertinent pour la détermination de la probabilité d'un dumping.

L'essentiel est que ladite autorité est tenue de mettre fin à la mesure, à moins qu'elle ne réunisse des éléments de preuve constituant une base suffisante pour étayer la conclusion qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. Ce qu'elle n'a pas la faculté de faire, c'est de maintenir la mesure sans données de fait suffisantes pour établir qu'il est probable que le dumping va subsister ou se reproduire. Si ladite autorité ne peut pas établir ces éléments de preuve, il faut que l'ordonnance soit supprimée.

OBLIGATION DE DÉTERMINER LA PROBABILITÉ DE VOIR LE DOMMAGE SUBSISTER OU SE REPRODUIRE

À L'ARGENTINE

25. Le Groupe spécial note l'assertion formulée par l'Argentine au paragraphe 273 de sa première communication écrite, à savoir que les dispositions légales du droit interne qui obligent l'ITC à examiner s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira dans un laps de temps raisonnablement prévisible en cas d'abrogation d'une mesure sont incompatibles avec l'article 3.7 et 3.8 de l'Accord. L'argument de l'Argentine est-il que les dispositions de l'article 3.7 et 3.8 s'appliquent aux réexamens à l'extinction et, partant, augmentent les obligations de fond des autorités chargées des enquêtes dans les réexamens à l'extinction? Dans l'affirmative, veuillez citer les dispositions de l'Accord qui peuvent venir étayer cette assertion. Ou bien, l'Argentine cite-t-elle ces deux dispositions comme argument accessoire, sans affirmer qu'elles soient directement applicables aux réexamens à l'extinction? Veuillez développer.

Réponse de l'Argentine:

L'analyse de la probabilité d'un dommage effectuée dans le cadre de l'article 11.3 fait nécessairement intervenir des éléments de l'article 3.7 et 3.8. L'article 3 définit le "dommage" au sens où le terme est employé tout au long de l'Accord antidumping. Ainsi, la détermination établie par une autorité au titre de l'article 11.3 sur le point de savoir s'il est probable que le "dommage" subsisterait ou se reproduirait doit satisfaire aux prescriptions de l'article 3. La note de bas de page 9 est ainsi conçue: "Pour les besoins du présent Accord, le terme "dommage" s'entendra, sauf indication contraire, d'un dommage important causé à une branche de production nationale, d'une menace de dommage important pour une branche de production nationale ou d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale; il sera interprété conformément aux dispositions de cet article." L'Organe d'appel a eu recours à l'équivalent de cette note même dans l'Accord SMC pour illustrer la manière dont la notion de dommage s'applique tout au long de l'Accord, y compris dans les réexamens à l'extinction. (Voir le rapport de l'Organe d'appel Acier en provenance d'Allemagne, DS213, paragraphe 69, note 59.)

L'article 11.3 stipule que le cadre temporel à retenir pour la détermination de la probabilité d'un dommage est la date à laquelle "le droit est supprimé". Le délai ainsi défini n'est pas identique au "laps de temps raisonnablement prévisible". Au surplus, le fait que l'enquête au titre de l'article 11.3 porte sur le point de savoir s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira en cas de suppression du droit ne signifie pas que le cadre temporel n'ait pas de paramètres.

L'Argentine pense comme les États-Unis que le caractère prospectif de la détermination de l'existence d'un dommage prévue à l'article 11.3 crée certaines similitudes avec l'analyse de la menace d'un dommage. Les déterminations de la menace d'un dommage sont régies par l'article 3.7, qui stipule que ces déterminations doivent "se fonder sur des faits, et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités". L'article 3.7 exige aussi que les circonstances dans lesquelles le dommage se produirait soient imminentes. La législation des États-Unis ne définit pas, et la Commission n'a pas non plus exposé, ce qui constitue "un laps de temps raisonnablement prévisible". La discrétion parfaite dont la Commission fait preuve en établissant ses déterminations sur le point de savoir s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira va à l'encontre des prescriptions de l'Accord antidumping. Les spéculations de l'autorité chargée de l'enquête sur ce que seront les conditions du marché dans plusieurs années ne sont pas compatibles avec l'article 11.3 et l'article 3. De même, la législation des États-Unis impose à la Commission une obligation qui est incompatible avec les prescriptions de l'article 3.8, lequel prévoit que, "[d]ans les cas où des importations faisant l'objet d'un dumping menacent de causer un dommage, l'application de mesures antidumping sera envisagée et décidée avec un soin particulier".

Les dispositions contestées de la législation des États-Unis sont incompatibles avec les prescriptions temporelles des articles 11.3 et 3.7 et 3.8 de l'Accord antidumping et la manière dont elles traitent les déterminations de l'existence d'un dommage dans l'avenir. En prorogeant (sans limites) le délai dans lequel la Commission est tenue d'examiner si les producteurs nationaux risquent d'être lésés, les dispositions de la législation ne satisfont pas à l'analyse de la "probabilité" prescrite par les articles 11.3 et 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 3.7 et 3.8 de l'Accord antidumping.

CUMUL

AUX DEUX PARTIES

26. Le cumul serait-il autorisé en général (c'est-à-dire à la fois dans les enquêtes initiales et dans les réexamens) en l'absence de l'article 3.3 de l'Accord? Quelle disposition, le cas échéant, de l'Accord le cumul enfreindrait-il en l'absence de l'article 3.3? En d'autres termes, à votre avis, l'article 3.3 autorise-t-il le recours au cumul, ou s'agit-il plutôt d'une disposition qui impose

certaines restrictions au recours au cumul dans les enquêtes? Veuillez développer, en vous appuyant sur les dispositions pertinentes de l'Accord.

Réponse de l'Argentine:

Naguère, le cumul n'était pas soumis aux disciplines du GATT. L'Accord antidumping de l'OMC a traité le cumul pour la première fois, en l'autorisant dans certaines circonstances seulement. L'article 3.3 prévoit une exception très limitée pour le recours au cumul, et seulement dans les conditions spécifiées. Tout d'abord, le cumul est limité aux "enquêtes antidumping". Dans l'affaire Acier en provenance d'Allemagne, l'Organe d'appel a jugé que l'emploi du terme "enquête" à l'article 11.9 de l'Accord SMC indiquait que la règle *de minimis* instituée par cette disposition ne s'étendait pas, au-delà de l'enquête initiale, aux réexamens à l'extinction. (Voir le rapport de l'Organe d'appel Acier en provenance d'Allemagne, DS213, paragraphes 68, 69 et 92.) En conséquence, l'emploi à l'article 3.3 du terme "enquêtes" doit de même limiter l'application, sous certaines conditions, du cumul aux enquêtes initiales, et non aux réexamens à l'extinction de l'article 11.3. Deuxièmement, le recours au cumul se trouve circonscrit en outre aux cas "où les importations d'un produit en provenance de plus d'un pays feront simultanément l'objet d'enquêtes antidumping". Troisièmement, ce n'est que si les deux premiers critères sont remplis que l'autorité qui en est chargée peut, dans une enquête, "procéder à une évaluation cumulative des effets de ces importations", et encore, "que si" elle procède à des constatations supplémentaires, à savoir: 1) que "la marge de dumping établie en relation avec les importations en provenance de chaque pays est supérieure au niveau *de minimis* au sens du paragraphe 8 de l'article 5"; et 2) que "le volume des importations en provenance de chaque pays n'est pas négligeable". Enfin, les autorités sont tenues de déterminer aussi si "une évaluation cumulative des effets des importations est appropriée à la lumière des conditions de concurrence entre les produits importés et le produit national similaire".

L'article 11.3 offre un bon exemple de disposition qui serait violée s'il était procédé à une évaluation cumulative du dommage dans un réexamen à l'extinction. La mention expresse dans le texte de l'article 11.3 d'un "droit antidumping" au singulier, et non au pluriel, signifie apparemment qu'il s'agit d'une seule mesure, et non d'une pluralité de mesures antidumping. De fait, comme l'Organe d'appel l'a expliqué dans l'affaire du réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon:

> Les États-Unis font valoir que le sens du terme "droit" figurant à l'article 11.3 est expliqué à l'article 9.2 de l'Accord antidumping, qui "indique clairement que le droit définitif est imposé par produit (c'est-à-dire sur la base de l'ordonnance dans son ensemble), et non par entreprise". Comme les États-Unis le font observer, l'article 9.2 se réfère à l'imposition d'"un droit antidumping … en ce qui concerne un produit quelconque", plutôt qu'à l'imposition d'un droit en ce qui concerne les exportateurs ou producteurs pris individuellement. Nous convenons que cette référence figurant à l'article 9.2 éclaire l'interprétation de l'article 11.3. Nous notons également que l'article 9.2 permet aux autorités chargées de l'enquête, lorsqu'elles imposent un droit en ce qui concerne un produit, de "[faire] connaître le nom du ou des fournisseurs du produit en cause" ou, dans certaines circonstances, "du pays fournisseur en cause". Cela donne à penser que les autorités peuvent utiliser une ordonnance unique pour imposer un "droit", même si le montant du droit imposé à chaque exportateur ou producteur peut varier. Par conséquent, l'article 9.2 confirme notre avis initial selon lequel l'article 11.3 n'exige pas que les autorités chargées de l'enquête établissent leur détermination de la probabilité séparément par entreprise. (Rapport de l'Organe d'appel Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon, DS244, paragraphe 150) (notes de bas de page omises)

Ce passage confirme aussi que l'emploi du mot droit au singulier signifie que le droit soumis à réexamen à l'article 11.3 est une mesure unique, et non une pluralité de mesures.

Au surplus, outre le texte de l'article 11.3, celui de l'article 3.3 dit clairement que le cumul n'est permis que dans les enquêtes. Il n'y a à l'article 3.3 aucun renvoi à l'article 11.3. Pas plus qu'il n'y a de renvoi explicite soit au cumul, soit à l'article 3.3 dans le contexte immédiat de l'article 11 (c'est-à-dire les paragraphes 1, 2, 4 ou 5 de l'article 11), ni dans le contexte plus large de l'Accord antidumping.

Enfin, le raisonnement de l'Organe d'appel dans l'affaire de l'acier en provenance d'Allemagne donne à penser que, selon son interprétation, l'analyse du dommage dans un réexamen à l'extinction ne repose pas sur un cumul: "Ainsi, à notre avis, les termes "subventionnement" et "dommage" ont chacun un sens indépendant dans l'Accord SMC, qui n'est pas établi par référence à l'autre. Il est peu probable qu'on puisse démontrer que des niveaux très faibles de subventionnement causent un dommage "important"." (Rapport de l'Organe d'appel Acier en provenance d'Allemagne, DS213, paragraphe 81) Ce qu'il dit là ne peut être vrai que si l'analyse du dommage ne fait pas appel au cumul.

AUTRES QUESTIONS

À L'ARGENTINE

28. Au paragraphe 40 de sa déclaration orale, l'Argentine évoque les explications de l'Organe d'appel dans l'affaire États-Unis – Acier au carbone, en disant: "une seule affaire pourrait sans doute difficilement constituer un élément de preuve permettant de conclure que la pratique du Département est contraire en tant que telle aux obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC, mais un examen complet de tous les réexamens à l'extinction effectués par les États-Unis ainsi qu'une analyse de la méthode employée par le Département dans ces réexamens fourniraient peut-être la base requise en la matière". L'Argentine fait-elle valoir ici que le recours constant à une certaine méthode pourrait bien constituer en droit une mesure, qui peut être contestée dans une procédure de règlement des différends à l'OMC?

Réponse de l'Argentine:

Oui. L'Argentine considère que le recours constant à une certaine méthode (c'est-à-dire une pratique constante) peut être contestée en tant que telle. (Voir le rapport de l'Organe d'appel sur le réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon, DS244, paragraphes 85 à 87; voir aussi le rapport de l'Organe d'appel États-Unis – Mesures compensatoires, DS212, paragraphes 150, 151 et 162.) L'Argentine estime que le rapport de l'Organe d'appel États-Unis – Acier au carbone vient corroborer la conclusion qu'une pratique constante est susceptible d'être contestée en tant que telle. (Voir le rapport de l'Organe d'appel États-Unis – Acier au carbone, DS213, paragraphe 148.)

* * *

Note additionnelle sur les questions posées par les Communautés européennes:

Par lettre en date du 11 décembre 2003 adressée au Président, les Communautés européennes ont communiqué une version écrite des questions posées à la réunion du 10 décembre.

Les questions écrites jointes à la lettre des Communautés européennes au Président indiquent que ces questions ne s'adressent qu'aux États-Unis. À ce stade, par conséquent, l'Argentine s'en tient à un commentaire général, dans le droit fil des explications qu'elle a fournies dans ses première et deuxième communications.

Pour commencer, l'Argentine croit comprendre que la série de questions posées par les Communautés européennes portent à la fois sur le point particulier de la "réduction à zéro" dans les réexamens à l'extinction et sur la question plus large de savoir si les prescriptions de fond de l'article 2 concernant le "dumping" s'appliquent à une détermination dans le cadre de l'article 11.3 sur le point de savoir s'il est probable que le "dumping" subsistera ou se reproduira.

Tant le point particulier que la question plus générale ont été traités par l'Organe d'appel dans l'affaire de l'acier en provenance du Japon.

Sur le point particulier, l'Organe d'appel a jugé que, "au cas où les autorités chargées de l'enquête choisiraient de s'appuyer sur des marges de dumping pour établir leur détermination de la probabilité, le calcul de ces marges doit être conforme aux disciplines énoncées à l'article 2.4". (DS244, paragraphe 127; voir aussi *id.*, paragraphe 130) Par ailleurs, l'Organe d'appel a réaffirmé, ainsi qu'il l'avait jugé dans CE – Linge de lit, que l'utilisation d'une méthode de "réduction à zéro" tend à gonfler la marge de dumping de manière inadmissible et qu'elle est donc incompatible avec l'article 2.4, qui prescrit une "comparaison équitable" entre le prix à l'exportation et la valeur normale. (Voir le rapport de l'Organe d'appel sur l'acier en provenance du Japon, paragraphes 134 et 135.) Par conséquent, il est contraire à l'article 11.3 d'utiliser – ou de calculer – une marge obtenue suivant la pratique de la réduction à zéro pour faire une détermination de la probabilité d'un dumping.

Sur la question plus générale, l'Organe d'appel a jugé que les prescriptions de fond de l'article 2 s'appliquent aux réexamens à l'extinction dans le cadre de l'article 11.3. (Voir le rapport de l'Organe d'appel sur l'acier en provenance du Japon, paragraphe 128.) ("Il s'ensuit que nous ne partageons pas l'avis du Groupe spécial selon lequel les disciplines énoncées à l'article 2 concernant le calcul des marges de dumping ne s'appliquent pas à la détermination de la probabilité qui doit être établie dans un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3.")

De ce fait, l'Argentine estime que la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire de l'acier en provenance du Japon règle la question de la "réduction à zéro" qu'elle a soulevée en l'espèce. En retenant la marge de 1,36 pour cent calculée dans l'enquête initiale comme élément de preuve sur lequel faire reposer sa détermination concluant que le dumping allait probablement subsister, le Département était tenu de l'obligation de s'assurer que cette marge de 1,36 pour cent était effectivement un élément de preuve d'un "dumping", au sens de l'article 11.3 et de l'article 2. Si le Groupe spécial constate que ladite marge de 1,36 pour cent reposait sur un calcul qui n'est pas compatible avec l'article 2.4, c'est que le Département ne pouvait pas s'appuyer sur cette marge comme élément de preuve de la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait. Si le Département s'est bien appuyé sur cette marge, sa décision est incompatible avec l'article 11.3.

Les renseignements communiqués dans la pièce n° 52 de l'Argentine démontrent que la marge antidumping sur laquelle les États-Unis se sont appuyés dans le réexamen à l'extinction considéré avait été calculée d'une manière qui n'est pas compatible avec l'article 2.4 de l'Accord antidumping. Les détails supplémentaires fournis dans la section III.C.3.b de la deuxième communication écrite de l'Argentine apportent une nouvelle preuve de ce que la marge de 1,36 pour cent avait été calculée d'une manière incompatible avec l'article 2.4 et ne pouvait par conséquent pas être retenue dans un réexamen au titre de l'article 11.3 comme élément de preuve de la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait.

ANNEXE E-2

RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL – PREMIÈRE RÉUNION

8 janvier 2004

RÉEXAMENS ACCÉLÉRÉS/DISPOSITIONS RELATIVES À LA RENONCIATION

Question n°2

Veuillez répondre aux questions suivantes concernant les "réexamens à l'extinction accélérés" de la législation des États-Unis.

a) Dans quelles circonstances le Département du commerce décide-t-il d'effectuer un réexamen à l'extinction accéléré? Plus précisément, est-ce que la législation des États-Unis oblige ou autorise le Département à effectuer un réexamen à l'extinction accéléré en cas de renonciation expresse ou aussi bien présumée? Ou est-ce que les réexamens accélérés se limitent uniquement aux cas où la réponse de fond que les parties intéressées interrogées ont donnée à l'avis d'engagement est jugée inadéquate parce que leur part dans les importations totales est inférieure au seuil de 50 pour cent prescrit par la législation des États-Unis?

1. Le Département du commerce des États-Unis ("le Département") décide s'il convient d'effectuer un réexamen à l'extinction complet ou un réexamen à l'extinction accéléré dans le cadre d'une procédure en deux étapes. Premièrement, il demande aux parties de lui présenter des réponses de fond après la publication de l'avis d'engagement du réexamen au Federal Register.[1] Les parties intéressées interrogées, à savoir les exportateurs et les gouvernements étrangers[2], ont le choix entre plusieurs options: 1) présenter une réponse de fond; 2) renoncer à leur droit de participer au réexamen ("renonciation expresse"); ou 3) refuser de présenter une réponse de fond.[3] Le Département déterminera si chaque réponse reçue est "complète" en fonction des critères énoncés dans la réglementation.[4] L'absence de réponse, ou une réponse de fond incomplète, est considérée comme une renonciation ("renonciation présumée").[5] Les parties qui renoncent à leur droit de participer au réexamen sont considérées comme des parties qui pratiqueront probablement le dumping (constatation de probabilité séparément par entreprise).[6]

2. Deuxièmement, compte tenu de toutes les réponses reçues dans le cadre de la première étape, y compris les renonciations présumées et expresses, le Département évalue normalement si les exportateurs qui ont présenté des réponses de fond complètes représentent 50 pour cent des importations totales aux États-Unis de la marchandise visée au cours des cinq années civiles ayant précédé l'engagement du réexamen (le "seuil de 50 pour cent").[7] Si les réponses n'atteignent pas le seuil de 50 pour cent, le Département effectue normalement un réexamen accéléré dans le but d'établir sur la base de l'ordonnance dans son ensemble une détermination de la probabilité que le dumping

[1] 19 C.F.R. 351.218(d)(3) (pièce n° 3 de l'Argentine).
[2] Article 771(9) de la Loi douanière de 1930 (19 U.S.C. 1677(9)).
[3] 19 C.F.R. 351.218(d) (pièce n° 3 de l'Argentine).
[4] 19 C.F.R. 351.218(d)(3)(ii) (pièce n° 3 de l'Argentine).
[5] 19 C.F.R. 315.218(d)(2)(iii) (pièce n° 3 de l'Argentine).
[6] Article 751(c)(4) de la Loi douanière (19 U.S.C. 1675(c)(4)) (pièce n° 1 de l'Argentine).
[7] 19 C.F.R. 351.218(e)(1)(ii)(A) (pièce n° 3 de l'Argentine).

subsiste ou se reproduise (détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble).[8]

3. Une constatation de probabilité à l'égard d'une seule société dans le cadre de la première étape n'est pas décisive pour les résultats de la détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble qui est établie dans le cadre de la seconde étape. Même si le Département fait une constatation de probabilité d'un dumping à l'égard d'une société, il doit encore décider s'il convient d'effectuer un réexamen complet ou un réexamen accéléré pour déterminer la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. La décision d'effectuer un réexamen accéléré dépend des réponses données par les autres parties intéressées interrogées.

4. (Veuillez de noter que le seuil de 50 pour cent n'est pas décisif. Le Département peut tenir compte d'autres facteurs et il a effectué plusieurs réexamens à l'extinction complets au titre des lois en matière de droits antidumping et de droits compensateurs dans des cas où la réponse globale ne représentait pas plus de 50 pour cent des importations. La plupart de ces réexamens comportaient l'analyse de subventions, auquel cas la participation du gouvernement concerné est indispensable, vu la nature du réexamen à l'extinction dans le contexte des droits compensateurs. Dans au moins un d'entre eux, toutefois, le Département a effectué un réexamen à l'extinction complet dans une affaire de dumping dans laquelle la réponse globale à l'avis d'engagement ne représentait pas plus de 50 pour cent des importations pendant la période de cinq ans. Dans l'affaire *Pineapple from Thailand*, la seule partie intéressée interrogée qui avait présenté une réponse de fond complète ne représentait pas plus de 50 pour cent des importations enregistrées sur les cinq années ayant précédé le réexamen à l'extinction.[9] Le Département a malgré tout effectué un réexamen à l'extinction complet parce que la partie intéressée interrogée était un exportateur important de la marchandise visée, avait été soumis à l'enquête initiale, représentait près de 50 pour cent des importations de la période de cinq ans (en moyenne) et plus de 50 pour cent des importations des deux années ayant précédé le réexamen à l'extinction.)

b) Le Groupe spécial note que les dispositions relatives à une renonciation présumée, c'est-à-dire la présomption qu'une partie intéressée interrogée qui présente une réponse de fond incomplète est réputée avoir renoncé à son droit de participer, figurent dans la réglementation seulement. Cette question ne semble pas être traitée dans la Loi douanière. Les États-Unis conviennent-ils que les seules dispositions de leur droit interne qui se rapportent aux renonciations présumées se trouvent dans la réglementation?

5. Oui.

c) Si le Département effectue un réexamen à l'extinction accéléré en cas de renonciation expresse mais aussi de renonciation présumée, veuillez expliquer s'il existe des différences dans les règles de procédure qui s'appliquent à ces deux séries de réexamens à l'extinction accélérés, c'est-à-dire ceux qui procèdent d'une renonciation et ceux qui procèdent d'une réponse inadéquate.

6. Il n'y a qu'un seul "type" de réexamen accéléré.

7. Il n'y a pas de différence dans le traitement réservé à une partie intéressée interrogée dans le cadre d'un réexamen à l'extinction accéléré effectué par le Département selon que cette partie renonce à son droit de participer en exerçant un choix (article 751(c)(4)(A)) ou qu'elle est réputée avoir

[8] 19 C.F.R. 351.218(e)(1)(ii)(C) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[9] *Voir Preliminary Results of Full Sunset Review; Canned Pineapple Fruit from Thailand*, 65 Fed. Reg. 58509 (29 septembre 2000).

renoncé parce qu'elle n'a pas répondu ou parce que sa réponse de fond à l'avis d'engagement a été jugée inadéquate.[10]

d) Veuillez expliquer les différences éventuelles entre les réexamens à l'extinction complets et les réexamens à l'extinction accélérés pour ce qui est des règles de procédure appliquées par le Département. Veuillez expliquer, par exemple, si les parties intéressées, et en particulier les exportateurs étrangers, ont le droit, dans le cadre de réexamens accélérés, de présenter des éléments de preuve en plus, et indépendamment, de leur réponse à l'avis d'engagement; si elles ont le droit de demander à être entendues; et si le Département fait une divulgation finale au sens de l'article 6.9 de l'Accord. Veuillez répondre en détail en vous référant aux dispositions pertinentes de la législation des États-Unis prises conjointement avec l'article 6 et l'Annexe II de l'Accord.

8. Dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon*, l'Organe d'appel a confirmé que l'article 11.3 ne prescrit pas la méthode – ou les méthodes – que les Membres peuvent utiliser pour effectuer des réexamens à l'extinction.[11] L'article 11.4 fait en sorte que les dispositions générales de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure s'appliquent aux réexamens à l'extinction de manière à donner aux parties intéressées interrogées les garanties fondamentales d'une procédure régulière. Les réexamens accélérés sont compatibles avec l'article 11.3 et l'article 6 tel qu'il y est incorporé.

9. Qu'il s'agisse d'un réexamen à l'extinction complet ou accéléré, le *Règlement sur les réexamens à l'extinction* renferme les prescriptions concernant la régularité de la procédure et les éléments de preuve qui figurent à l'article 6. Plus précisément:

a) l'article 351.218(d)(3) dispose que les parties intéressées ont 30 jours après la publication de l'avis d'engagement du réexamen pour présenter des réponses de fond complètes. Outre qu'il indique les renseignements exigés des parties intéressées, l'article 351.218(d)(3)(iv)(B) dispose que les parties peuvent présenter "tout autre renseignement ou argument pertinent dont la partie voudrait que [le Département] tienne compte"; (non souligné dans l'original)

b) l'article 351.218(d)(4) donne aux parties intéressées la possibilité de combattre les éléments de preuve et réfuter les arguments présentés dans les réponses de fond des autres parties dans les cinq jours qui suivent la présentation de ces réponses;

c) dans les cas où le Département constate que la réponse globale des parties intéressées interrogées à l'avis d'engagement est inadéquate, l'article 351.309(e) de son *Règlement sur les réexamens à l'extinction* donne aux parties la possibilité de présenter des observations sur le point de savoir s'il y a lieu d'effectuer un réexamen accéléré.

10. Par conséquent, la réglementation du Département ménage expressément aux parties – dans le cadre d'un réexamen complet comme d'un réexamen accéléré – de multiples possibilités de présenter au Département tout renseignement pertinent, de combattre toute information et réfuter tout argument pertinents présentés par d'autres parties et de présenter des observations sur l'opportunité d'un réexamen accéléré même lorsque les réponses de fond étaient inadéquates. L'article 351.308(f)(2) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction* dispose que le Département tient normalement compte des réponses de fond – pas seulement les réponses complètes – de toutes les parties intéressées pour

[10] *Voir* 19 C.F.R. 351.218(e)(2)(ii) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[11] *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/AB/R, rapport de l'Organe d'appel, 15 décembre 2003 ("*Réexamen à l'extinction Japon*"), paragraphes 149 et 158.

établir la détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble dans un réexamen à l'extinction accéléré.

11. Les différences entre un réexamen à l'extinction complet et un réexamen à l'extinction accéléré sont le calendrier (la détermination finale à l'issue d'un réexamen à l'extinction accéléré est rendue 120 jours après la publication de l'avis d'engagement, contre 240 jours pour un réexamen à l'extinction complet)[12] et le fait qu'aucun mémoire n'est présenté dans un réexamen accéléré. Comme, en règle générale, les auditions portent sur le contenu des mémoires[13], il n'y a habituellement pas d'auditions dans une procédure accélérée. Il convient de noter que la date limite de présentation des renseignements factuels est la même pour le réexamen complet et pour la procédure accélérée et n'est normalement pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des mémoires présentés à titre de réfutation par les parties intéressées.[14]

12. L'article 6.9 exige que les parties intéressées soient informées des faits essentiels. Cette prescription n'impose pas de moyen de divulgation particulier. Les États-Unis ont établi un processus d'enquête et de réexamen qui permet aux parties intéressées d'avoir communication de tous les faits tels qu'ils ont été présentés à l'autorité, ainsi que des arguments présentés au sujet de ces faits.[15]

13. Conformément au paragraphe 1 de l'Annexe II, le règlement du Département énonce en détail les prescriptions applicables à la présentation d'une réponse de fond complète et précise que les parties intéressées peuvent présenter d'autres renseignements.[16] Il précise également que les parties intéressées interrogées ont 30 jours pour présenter une réponse de fond complète[17], et si les réponses collectives sont jugées inadéquates, un réexamen accéléré sera normalement effectué et les données de fait disponibles seront utilisées.[18] Conformément aux paragraphes 5 et 6, le Département n'exige pas que les renseignements fournis soient idéalement les meilleurs; les parties, rappelons-le, se voient ménager la possibilité d'expliquer pourquoi elles ne peuvent pas fournir certains renseignements. En outre, tous les éléments de preuve ou renseignements sont acceptés, même pour des réponses de fond incomplètes, en vertu de l'article 351.308(f) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction*.

> **e) Veuillez expliquer si les exportateurs qui ont donné une réponse incomplète à l'avis d'engagement d'un réexamen à l'extinction, et qui sont donc réputés avoir renoncé à leur droit de participer au titre de l'article 351.218(d)(2)(iii) du Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction, ont le droit de présenter des éléments de preuve en plus, et indépendamment, de leur réponse à l'avis d'engagement; s'ils ont le droit de demander à être entendus; et si le Département fait une divulgation finale au sens de l'article 6.9 de l'Accord. Veuillez répondre en détail en vous référant aux dispositions pertinentes de la législation des États-Unis prises conjointement avec l'article 6 et l'Annexe II de l'Accord.**

14. Le Département du commerce n'a jamais constaté qu'une réponse de font était incomplète.

15. Si un exportateur présentait effectivement une réponse de fond incomplète - cas hypothétique -, il serait réputé avoir renoncé à son droit de participer au réexamen à l'extinction en

---

[12] 19 C.F.R. 351.218(e)(ii)(2), 19 C.F.R. 351.218(f)(3) (pièce n° 3 de l'Argentine).
[13] 19 C.F.R. 351.310(c) (pièce n° 27 des États-Unis).
[14] *Voir* 19 C.F.R. 351.218(d)(4) (pièce n° 3 de l'Argentine).
[15] *Argentine – Mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie*, WT/DS189/R, rapport du Groupe spécial, adopté le 28 septembre 2001 ("*Carreaux en céramique*"), paragraphe 6.125.
[16] 19 C.F.R. 351.218(d)(iv) (pièce n° 3 de l'Argentine).
[17] 19 C.F.R. 351.218(d)(3) (pièce n° 3 de l'Argentine).
[18] 19 C.F.R. 351.218(e)(ii)(C)(2) (pièce n° 3 de l'Argentine).

vertu de l'article 351.218(d)(2)(iii). Par conséquent, cet exportateur n'aurait pas le droit de présenter des éléments de preuve supplémentaires ni de demander à être entendu.

16. Les procédures de réexamen à l'extinction des États-Unis satisfont aux prescriptions de l'article 6. Un avis d'engagement est publié au *Federal Register*, les parties intéressées interrogées ont 30 jours pour présenter une réponse de fond complète et tous autres renseignements qu'elles souhaiteraient présenter, elles se voient ménager la possibilité de répondre à la détermination de l'adéquation (si elles ont présenté une réponse de fond complète)[19], et même si les données de fait disponibles sont utilisées, les renseignements présentés dans les réponses aussi bien incomplètes que complètes sont pris en considération.[20]

17. Les procédures de réexamen à l'extinction sont conformes aux normes de l'Annexe II. Par exemple, les renseignements exigés des parties intéressées interrogées dans une réponse de fond sont précisés dans le règlement et sont donc connus avant la publication de l'avis d'engagement, ce qui confère des droits plus importants que ceux qui sont évoqués au paragraphe 1 de l'Annexe II. De même, la réglementation précise que les données de fait disponibles peuvent être utilisées si les renseignements ne sont pas communiqués dans un délai raisonnable. L'article 5 indique que tous les renseignements devraient être acceptés et que les autorités ne devraient ignorer aucun renseignement vérifiable présenté de manière appropriée. Comme il est indiqué plus haut, même lorsque des réexamens accélérés sont effectués et que les données de fait disponibles sont utilisées, le Département tiendra compte des renseignements présentés dans les réponses de fond, complètes et incomplètes. En outre, comme il est indiqué plus haut, le Département du commerce n'a jamais constaté qu'une réponse de fond était incomplète. De façon analogue, même si la réponse incomplète donnée par une partie intéressée interrogée l'empêche d'aller plus loin, les éléments de preuve et les renseignements que sa réponse renferme seront utilisés au minimum en tant que données de fait disponibles, le cas échéant.[21]

18. L'article 6.9 exige que les parties intéressées soient informées des faits essentiels. Cette prescription n'impose pas de moyen de divulgation particulier. Les États-Unis ont établi un processus d'enquête et de réexamen qui permet aux parties intéressées de se voir communiquer tous les faits tels qu'ils ont été présentés à l'autorité, de même que les arguments présentés au sujet de ces faits.[22]

Question n° 3

Le Groupe spécial note qu'en vertu de la législation des États-Unis, le fait de ne pas présenter une réponse de fond complète entraîne une renonciation présumée, auquel cas il est tenu de constater qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. De son côté, la présentation d'une réponse de fond inadéquate semble entraîner l'utilisation des données de fait disponibles par le Département. En ce dernier cas, le Département fera-t-il aussi une constatation de probabilité sans complément d'enquête? En d'autres termes, y a-t-il une différence entre ces deux conséquences? Est-il juste d'affirmer que le Département est tenu, par la législation des États-Unis, de faire une constatation de probabilité uniquement lorsque la réponse de fond est incomplète, ou cela vaut-il aussi pour les réponses de fond complètes mais inadéquates?

19. Comme il a été indiqué plus haut, l'évaluation de la probabilité peut être faite deux fois dans un réexamen à l'extinction, mais en impliquant des conséquences différentes. Premièrement, la renonciation, qu'elle soit présumée ou expresse, d'une partie intéressée interrogée donnera lieu à la constatation, à l'égard de cette partie, qu'il est probable qu'elle continuera à pratiquer le dumping (ou

[19] 19 C.F.R. 351.309(e) (pièce n° 27 des États-Unis).
[20] 19 C.F.R. 351.308(f)(2) (pièce n° 27 des États-Unis).
[21] 19 C.F.R. 351.308(f)(2) (pièce n° 27 des États-Unis).
[22] *Carreaux en céramique*, paragraphe 6.125.

que ce dumping se reproduira). Le Département déterminera ensuite s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, c'est-à-dire en tenant compte des activités de toutes les sociétés qui exportent la marchandise visée, y compris les renseignements présentés dans les réponses de fond. En d'autres termes, le fait qu'une société ne présente pas une réponse de fond complète entraîne une constatation de probabilité en ce qui concerne cette société, et non sur la base de l'ordonnance dans son ensemble; le Département pourrait toujours, à la lumière des autres réponses et des faits figurant dans le dossier, conclure qu'il n'y a pas de probabilité de dumping sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.

Question n° 4

Le Groupe spécial note que l'article 1675(c)(4) de la Loi douanière de 1930 est ainsi libellé:

> **"B) Effet de la renonciation**
>
> **S'agissant d'un réexamen auquel une partie intéressée aura renoncé à participer en vertu du présent paragraphe, l'autorité administrante conclut qu'il est probable que le dumping ou une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire (selon le cas) subsistera ou se reproduira en cas d'abrogation de l'ordonnance ou de clôture de l'enquête en ce qui concerne cette partie intéressée."[23] (non souligné dans l'original)**

a) Cette disposition veut-elle dire que le Département ne fera pas d'analyse de fond, mais déterminera automatiquement qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira? Comment les États-Unis expliquent-ils cela, vu l'obligation d'établir une détermination en vertu de l'article 11.3? En d'autres termes, les États-Unis sont-ils d'avis que le fait de ne pas établir de détermination de fond en cas de renonciation, expresse ou présumée, dispense l'autorité chargée de l'enquête de l'obligation d'établir une détermination de la probabilité posée par l'article 11.3?

20. Non. Comme il a été indiqué plus haut, l'évaluation de la probabilité peut se faire à deux reprises dans un réexamen à l'extinction. La loi exige une constatation de probabilité par entreprise dans le cas d'une renonciation expresse, mais ne prescrit pas une détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Le Département tiendra compte de la renonciation aux fins du seuil de 50 pour cent.

21. L'article 11.3 n'impose pas de méthode particulière aux Membres qui effectuent des réexamens à l'extinction. L'Organe d'appel dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon* a conclu que les Membres étaient libres de structurer les procédures de réexamen à l'extinction à leur guise, à condition que ces procédures soient compatibles avec les obligations énoncées à l'article 6.[24] Par conséquent, la "détermination" évoquée dans cette disposition n'a pas besoin d'être faite relativement à chaque société visée par l'ordonnance; dans le cas des États-Unis, la détermination est établie sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.

22. Les États-Unis ne pensent pas que leurs réexamens à l'extinction aient pour résultat de "ne pas faire de détermination de fond lorsqu'il y a renonciation, expresse ou présumée". L'utilisation des données de fait disponibles, qui comprennent les renseignements, même incomplets, communiqués par les parties dans leurs réponses de fond, garantit que la détermination est fondée sur les données de

[23] 19 U.S.C. § 1675(c)(4) (pièce n° 1 de l'Argentine, page 1152).
[24] *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphes 156 et 157.

fait figurant au dossier administratif, y compris les déterminations antérieures de l'existence d'un dumping (comme les réexamens administratifs), de même que tous renseignements que les parties souhaitent communiquer. Il convient de rappeler que les parties ont le droit de faire figurer *tout* renseignement pertinent dans leurs réponses de fond, pas seulement les renseignements mentionnés à l'article 351.218(d)(ii). En conséquence, le Département fait bel et bien une détermination de fond, et les procédures de réexamen à l'extinction des États-Unis sont conformes aux prescriptions limitées énoncées à l'article 11.3

b) À titre d'exemple, dans le cas d'une renonciation, la législation des États-Unis interdit-elle au Département d'évaluer, dans le cadre de sa détermination de la probabilité, les statistiques des importations et les résultats de réexamens administratifs éventuels, ou tout autre élément d'information dont le Département pourrait disposer ou qui aurait pu être présenté par les parties intéressées nationales?

23. Les États-Unis tiennent à rappeler qu'une renonciation ne donne pas lieu à l'établissement d'une détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Indépendamment du point de savoir si une société a renoncé à son droit de participer, s'agissant de la détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, le Département est autorisé à tenir compte des données de fait disponibles, y compris les renseignements communiqués dans les réponses de fond (qu'elles soient complètes ou incomplètes), si un réexamen accéléré est effectué. Il convient de noter que les parties intéressées interrogées ont le droit de faire figurer *tout* renseignement pertinent dans ces réponses. En outre, le Département peut tenir compte de renseignements issus de déterminations antérieures (comme les réexamens administratifs) pour évaluer la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.

c) dans l'hypothèse d'un réexamen à l'extinction où tous les exportateurs étrangers intéressés auraient donné des réponses incomplètes à l'avis d'engagement, la disposition précitée de la Loi douanière exige-t-elle que le Département constate qu'il est probable que le dumping subsistera sans tenir compte des renseignements communiqués dans ces réponses incomplètes? Veuillez donner des précisions en vous référant aux dispositions pertinentes de la législation des États-Unis.

24. Non. Comme il a été mentionné plus haut, il y a une différence entre une constatation de probabilité propre à une entreprise et une détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. La Loi douanière prescrit une constatation de probabilité par entreprise lorsque l'entreprise en question a choisi de renoncer à participer. Toutefois, la Loi douanière n'impose pas de détermination particulière de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.

25. Si toutes les parties intéressées interrogées ont présenté des réponses incomplètes, le règlement prévoit que le Département considérera normalement que la réponse collective est inadéquate, et normalement il effectuera un réexamen accéléré et aura recours aux données de fait disponibles.[25] En utilisant les données de fait disponibles, le Département tiendra compte de tous les renseignements présentés dans les réponses incomplètes ainsi que des renseignements issus des procédures antérieures pour établir une détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.[26]

[25] Article 351.218(d)(ii)(C)(2) (pièce n° 3 de l'Argentine).
[26] 19 C.F.R. 351.308(f)(2) (pièce n° 27 des États-Unis).

Question n° 5

Le Groupe spécial note que l'article 1675(c)(4)(B) de la Loi douanière de 1930 dispose que lorsqu'une partie intéressée renonce à participer à un réexamen à l'extinction, le Département constatera qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en ce qui concerne cette partie intéressée. Le Groupe spécial note également que l'article 351.218(d)(2)(iii) du Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction dispose que le fait de ne pas présenter une réponse de fond complète à l'avis d'engagement d'un réexamen à l'extinction sera considéré comme une renonciation au droit de cet exportateur de participer à ce réexamen. Enfin, le Groupe spécial note l'affirmation des États-Unis, au paragraphe 235 de leur première communication écrite, selon laquelle le Département effectue ses déterminations de la probabilité dans le cadre des réexamens à l'extinction sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.

a) Les États-Unis mentionnent dans la note de bas de page 250 de leur première communication écrite que le Sunset Policy Bulletin oblige le Département à établir ses déterminations de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Veuillez préciser s'il y a d'autres dispositions dans d'autres instruments juridiques de la législation des États-Unis (par exemple la Loi ou le Règlement) qui prescrivent que les déterminations de la probabilité de voir le dumping subsister ou se reproduire auxquelles il est procédé dans le cadre de réexamens à l'extinction doivent être établies sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.

26. La note de bas de page 250 se rapporte au passage du texte affirmant qu'un nombre "adéquat" de réponses est normalement requis.[27] Cette note n'indique pas que le Sunset Policy Bulletin oblige le Département à établir ses déterminations de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.

27. L'article 751(c)(1)(A) de la Loi dispose que le Département doit effectuer un réexamen à l'extinction d'une ordonnance en matière de droits antidumping cinq ans après la publication de ladite ordonnance. Le SAA, étant l'outil d'interprétation de la Loi qui fait autorité, précise que l'article 751(c) oblige le Département à établir la détermination à l'extinction sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.

b) Vu qu'au paragraphe 235 de leur première communication écrite les États-Unis déclarent que, dans le cadre des réexamens à l'extinction, le Département est tenu d'effectuer ses déterminations de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, quel sens devrait-on donner au membre de phrase "en ce qui concerne cette partie intéressée", à l'article 1675(c)(4)(B) de la Loi douanière de 1930? Si la législation des États-Unis exige que le Département établisse ses déterminations de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, que se passe-t-il lorsqu'un des exportateurs renonce à son droit de participer ou ne présente pas une réponse complète, ce qui paraît aboutir à une renonciation présumée? La disposition de la Loi prescrivant une constatation positive dans le cas de l'exportateur qui a renoncé à participer détermine-t-elle aussi la conclusion de la détermination globale de la probabilité qui doit être établie pour le pays en cause sur la base de l'ordonnance dans son ensemble?

28. Non. Ni l'article 751(c)(4)(B), ni aucune autre disposition de la Loi ou de la réglementation des États-Unis ne prescrivent une détermination positive de la probabilité sur la base de l'ordonnance

[27] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 235.

dans son ensemble dans le cadre d'un réexamen à l'extinction pour cause de renonciation d'un seul exportateur.

c) Supposons que l'exportateur A, qui est l'un des exportateurs visés par un réexamen à l'extinction engagé contre le pays X, présente une réponse incomplète à l'avis d'engagement et soit par conséquent réputé avoir renoncé à son droit de participer en vertu de l'article 351.218(d)(2)(iii) du Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction. Le Département devrait-il constater une probabilité pour le pays X sur la base de l'ordonnance dans son ensemble parce qu'il doit constater une probabilité, de plein droit, pour l'exportateur A qui a présenté une réponse incomplète? En d'autres termes, la constatation positive en ce qui concerne l'exportateur A déterminerait-elle aussi la détermination globale sur la base de l'ordonnance dans son ensemble pour le pays X dans ce cas de figure? Veuillez donner des précisions en vous référant aux dispositions pertinentes de la législation des États-Unis.

29. Non. Comme il a été précisé plus haut, le Département peut faire une constatation de probabilité pour une entreprise et il établira ensuite une détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Si un réexamen accéléré est effectué et que les données de fait disponibles sont utilisées, les dispositions réglementaires prévoient que tous les renseignements factuels figurant au dossier seront utilisés pour établir la détermination sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, y compris les renseignements communiqués dans les réponses de fond, incomplètes et complètes.[28] Par conséquent, la législation des États-Unis ne prescrit pas qu'une constatation de probabilité en ce qui concerne une société entraîne une détermination de la probabilité pour toute l'ordonnance.

d) Si votre réponse à la question c) est négative, veuillez expliquer si une constatation négative pour le pays X sur la base de l'ordonnance dans son ensemble contreviendrait à l'article 1675(c)(4)(B) de la Loi douanière de 1930, qui oblige le Département à faire une détermination positive pour l'exportateur A qui a présenté une réponse incomplète à l'avis d'engagement.

30. Il n'y aurait pas d'infraction à l'article 751(c)(4)(B), ni à aucune autre disposition de la législation des États-Unis. La loi exige seulement une constatation de probabilité en ce qui concerne la société qui a renoncé à participer; elle n'impose pas de constatation de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Comme il a été mentionné plus haut, le Département, même s'il utilise les données de fait disponibles, tiendra compte des renseignements issus des procédures antérieures et de toutes les réponses de fond, qu'elles soient ou non complètes.

Question n° 6

Le Groupe spécial note que l'article 351.308(f) du Règlement du Département énonce les faits que celui-ci doit utiliser lorsqu'il applique les données de fait disponibles dans un réexamen à l'extinction.

a) Cette disposition définit-elle ou limite-t-elle la portée des données de fait disponibles dans les réexamens à l'extinction? En d'autres termes, cette disposition autorise-t-elle le Département à tenir compte de faits autres que ceux qui y sont énoncés lorsqu'il utilise les données de fait disponibles dans un réexamen à l'extinction? Veuillez répondre en détail en vous référant aux dispositions pertinentes de la législation des États-Unis prises conjointement avec l'article 6 et l'Annexe II de l'Accord antidumping.

[28] 19 C.F.R. 351.308(f)(2) (pièce n° 27 des États-Unis).

31. L'article 751(c)(3)(B) dispose que le Département fera reposer sa détermination finale à l'extinction sur les données de fait disponibles si, globalement, pour l'ordonnance dans son ensemble, la réponse des parties intéressées interrogées est jugée inadéquate. L'article 351.308(f) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction* dispose que, pour établir la détermination finale à l'extinction sur la base des données de fait disponibles, le Département s'appuiera normalement sur les déterminations antérieures des organismes et sur les renseignements provenant des réponses de fond des parties intéressées. Ceux-ci peuvent comprendre *tout* renseignement que la partie intéressée interrogée juge pertinent pour la procédure.

32. Aux termes de l'article 6.8 de l'Accord antidumping, "[d]ans les cas où une partie intéressée refusera de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communiquera pas", un Membre peut établir sa détermination sur la base des "données de fait disponibles". Dans un réexamen à l'extinction accéléré, les parties intéressées interrogées qui représentent plus de 50 pour cent des importations de la marchandise visée ont expressément renoncé à participer, ont présenté une réponse de fond incomplète ou n'ont répondu à l'avis d'engagement sur aucun point. Dans ce contexte, le Département utilise normalement les données de fait disponibles pour établir sa détermination finale à l'extinction parce que les parties intéressées interrogées n'ont pas, collectivement, présenté les renseignements nécessaires. Néanmoins, selon le paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord antidumping, lorsqu'on applique les données de fait disponibles en vertu de l'article 6.8, il faut tenir compte de tous les renseignements vérifiables qui sont présentés de manière appropriée pour établir la détermination en cause. L'article 351.308(f)(2) prévoit l'examen de ces renseignements lorsqu'ils sont présentés dans la réponse de fond d'une partie intéressée, que cette réponse de fond soit complète ou incomplète.

b) Quelle est la portée du terme "normalement" dans cette disposition?

33. L'article 351.308(f) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction* dit que le Département fondera normalement sa détermination finale à l'extinction sur les déterminations antérieures des organismes et sur les renseignements présentés dans les réponses de fond des parties. L'emploi du terme "normalement" à l'article 351.308(f) donne au Département toute latitude pour constater que dans telle ou telle affaire, les circonstances factuelles justifient le recours de sa part à d'autres renseignements ou à des renseignements supplémentaires pour établir la détermination finale à l'extinction sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.

c) Quelle est la portée juridique du renvoi figurant dans le texte de l'article 351.308(f) du Règlement à l'article 752(b) et 752(c) de la Loi? Comme la Loi ne renferme aucune disposition sur l'inadéquation des réponses de fond, ce renvoi indique-t-il que les dispositions énoncées à l'article 351.308(f) du Règlement s'appliquent uniquement dans les cas de renonciation, expresse ou présumée, mais non lorsque la réponse de fond est complète mais inadéquate parce que la part des exportateurs est inférieure à 50 pour cent? Veuillez donner une réponse à la lumière des affirmations faites aux paragraphes 156 et 170 de la première communication des États-Unis.

34. Comme il a été mentionné plus haut, il y a deux étapes pour évaluer s'il y a lieu d'effectuer un réexamen à l'extinction complet ou un réexamen à l'extinction accéléré. La première étape consiste à évaluer si les réponses de fond (il pourrait bien y avoir plus d'un exportateur, par exemple) qui ont été données à l'avis d'engagement sont complètes ou si des parties ont renoncé à leur droit de participer à la procédure. Ces décisions sont ensuite incorporées dans la seconde étape, qui consiste à déterminer si les réponses de fond complètes représentent 50 pour cent des importations. Puis, si le Département décide d'effectuer un réexamen accéléré, il appliquera normalement les données de fait disponibles, comme il est indiqué à l'article 351.308(f). Ainsi, il est parfaitement possible qu'il y ait des renonciations et des réponses de fond complètes dans une procédure, les unes et les autres étant prises

en considération pour déterminer s'il convient d'effectuer un réexamen accéléré et, en conséquence, d'utiliser les données de fait disponibles.

35. Le renvoi à l'article 752(b) et 752(c) de la Loi se trouve dans le texte de l'article 351.308(f) parce que ces dispositions légales renferment les éléments impératifs que le Département doit ("shall") prendre en considération pour établir une détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble dans un réexamen à l'extinction. Le Département tiendra compte de tout renseignement supplémentaire présenté dans la réponse de fond des parties compte tenu des prescriptions légales énoncées à l'article 752(b) et 752(c) en établissant la détermination finale à l'extinction.

d) Veuillez expliquer si, s'agissant d'un réexamen à l'extinction dans lequel la ou les parties intéressées interrogées interviennent pour moins de 50 pour cent dans les exportations totales du produit visé sur le marché des États-Unis, le Département tiendrait compte des renseignements et des éléments de preuve présentés par les parties intéressées interrogées dans les réponses de fond à l'avis d'engagement du réexamen à l'extinction. Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi l'article 351.218(e)(1)(ii)(c)(2) du Règlement dispose que le Département fonderait sa détermination sur les données de fait disponibles en pareil cas. En d'autres termes, si le Département doit tenir compte des éléments de preuve présentés par les parties intéressées interrogées en réponse à l'avis d'engagement indépendamment de leur part dans les exportations totales du produit visé sur le marché des États-Unis, pourquoi la réglementation ordonne-t-elle au Département de recourir aux données de fait disponibles si la part des parties interrogées est inférieure à 50 pour cent?

36. S'agissant d'un réexamen à l'extinction dans lequel la ou les parties intéressées interrogées n'atteignent pas le seuil de 50 pour cent et dans lequel il a été déterminé que la réponse globale à l'avis d'engagement était inadéquate, le Département tiendrait compte des renseignements et des éléments de preuve présentés par les parties intéressées interrogées dans leurs réponses de fond en établissant la détermination finale à l'extinction conformément à l'article 351.308(f) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction*.

Question n° 7

a) Veuillez expliquer la signification de l'expression "sans complément d'enquête" à l'article 351.218(e)(1)(ii)(C)(2) du Règlement du Département. Qu'est-ce qu'implique cette expression? Veut-elle dire que le Département n'acceptera pas que des exportateurs étrangers présentent, dans le cadre de réexamens à l'extinction accélérés, le moindre élément de preuve en plus de leurs réponses jugées inadéquates? Ou bien veut-elle dire que les éléments de preuve présentés par les parties intéressées ne seront pas évalués ni autrement vérifiés?

37. L'article 351.218(e)(1)(ii)(C)(2) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction* dispose que le Département fondera normalement sa détermination finale à l'extinction sur les "données de fait disponibles" sans complément d'enquête lorsque la réponse globale donnée par les parties intéressées interrogées est inadéquate. Toutefois, le Département peut, s'il le juge bon, poursuivre son enquête.[29] L'emploi de l'expression "sans complément d'enquête" à l'article 351.218(e)(1)(ii)(C)(2) signifie que le Département n'est pas obligé de demander des renseignements supplémentaires.

38. Normalement, le Département n'acceptera pas de renseignements supplémentaires des parties intéressées, nationales ou interrogées, après que leurs réponses de fond auront été jugées

[29] *Voir* le SAA, pages 879 et 880 (pièce n° 11 des États-Unis).

"incomplètes". Toutefois, tout renseignement présenté par une partie intéressée dans sa réponse de fond est pris en considération par le Département lorsqu'il établit sa détermination finale dans le cadre d'un réexamen à l'extinction accéléré, même lorsque la réponse de fond a été jugée "incomplète".[30]

b) De manière plus générale, est-il juste d'affirmer que, du point de vue des règles de procédure, la seule différence entre une constatation de probabilité faite selon la Loi en cas de renonciation et un réexamen accéléré lorsque la réponse est jugée inadéquate réside dans le fait que dans le second cas, le Département tiendra compte des renseignements présentés par l'exportateur étranger dans la réponse de fond complète donnée à l'avis d'engagement?

39. Le Département tiendra compte de tous les renseignements figurant dans le dossier administratif de la procédure de réexamen à l'extinction, y compris les renseignements communiqués par les parties intéressées nationales dans leurs réponses de fond et leurs réponses présentées à titre de réfutation, les déterminations antérieures des organismes et tout autre renseignement dont le Département disposerait, de même que les renseignements communiqués par les parties intéressées interrogées dans leurs réponses de fond et leurs réponses présentées à titre de réfutation.[31] Si une partie intéressée interrogée a présenté une déclaration de renonciation, il n'y aura de toute évidence aucun renseignement à prendre en considération en ce qui la concerne.

Question n° 8

Le Groupe spécial note la disposition suivante, énoncée à l'article 351.218(d)(2)(iii) du Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction:

> **"iii) Absence de réponse d'une partie intéressée interrogée. Le Secrétaire considérera qu'une partie intéressée interrogée qui ne présente pas une réponse de fond complète à un avis d'engagement en vertu du paragraphe (d)(3) du présent article renonce à participer à un réexamen à l'extinction effectué par le Département."[32] (non souligné dans l'original)**

a) Veuillez expliquer la relation entre les termes "absence de réponse" et "une réponse de fond complète" tels qu'ils sont employés dans cette disposition. Cette disposition signifie-t-elle qu'une réponse incomplète présentée par une partie intéressée est considérée comme une absence de réponse au regard de la législation des États-Unis? Cette disposition traite-t-elle une réponse incomplète comme une absence totale de réponses, si minimes que puissent être les éléments manquants de cette réponse? Ou bien traite-t-elle ces deux cas différemment? Y a-t-il renonciation lorsque l'exportateur ne répond pas du tout, ou aussi lorsque l'exportateur présente une réponse mais que celle-ci ne renferme pas tous les renseignements requis?

40. Lorsqu'une partie intéressée présente une réponse de fond incomplète, le Département constatera que la réponse incomplète est l'équivalent d'une absence de réponse en ce qui concerne cette partie intéressée interrogée aux fins de la détermination de la probabilité par entreprise.

41. Le Département ne rejette pas les réponses incomplètes en soi. À vrai dire, il n'a jamais rejeté une réponse sous prétexte qu'elle était incomplète. L'évaluation de l'exhaustivité d'une réponse de

---

[30] 19 C.F.R. 351.308(f)(2) (pièce n° 27 des États-Unis).

[31] *Voir* l'article 351.318(f)(1) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction* (pièce n° 27 des États-Unis) (définition des "données de fait disponibles").

[32] 19 C.F.R. § 351.218(d)(2) (pièce n° 3 de l'Argentine).

fond dépend des situations individuelles et est faite au cas par cas.[33] De plus, le Département a le pouvoir général d'écarter les délais pour des raisons valables, à moins que la loi ne l'interdise expressément.[34] Par conséquent, si une réponse est incomplète, le Département peut proroger le délai de 30 jours pour permettre à une partie intéressée interrogée de compléter sa réponse.

42. Il y a renonciation présumée lorsqu'un exportateur présente une réponse de fond incomplète ou ne présente pas de réponse du tout. Toutefois, les renseignements présentés dans une réponse de fond incomplète seront pris en considération par le Département pour l'établissement de la détermination finale à l'extinction.

Question n° 9

Le Groupe spécial note qu'au paragraphe 242 de leur première communication écrite les États-Unis déclarent ceci:

> **"Une détermination selon laquelle la réponse globale donnée à l'avis d'engagement est inadéquate peut être fondée sur le fait que les parties intéressées interrogées ont choisi de renoncer à participer, ou n'ont pas répondu, ou ont fourni des réponses de fond inadéquates, ou encore sur une combinaison de ces scénarios."**

a) Veuillez expliquer si le critère des 50 pour cent est le seul critère sur lequel repose une détermination concluant à l'inadéquation ou si, comme les États-Unis l'indiquent dans le paragraphe susmentionné, la réponse des parties interrogées peut être jugée inadéquate lorsqu'il y a renonciation expresse ou présumée, mais que la part des parties interrogées qui coopèrent dans les importations totales est supérieure à 50 pour cent.

43. Le terme "inadéquates" dans l'extrait de la communication qui est cité fait référence, en réalité, à l'exhaustivité de chaque réponse de fond à l'avis d'engagement qui est présentée plutôt qu'à l'adéquation de l'ensemble des réponses.

44. Le seuil de 50 pour cent est le critère normal pour déterminer si le Département effectuera un réexamen à l'extinction complet ou un réexamen à l'extinction accéléré. Toutefois, on l'a vu, le Département a fait une exception dans un cas où la partie intéressée interrogée avait présenté des renseignements indiquant que des réponses de fond complètes n'atteignant pas le seuil de 50 pour cent étaient quand même adéquates. Le Département n'a pas constaté d'inadéquation lorsque les réponses de fond complètes atteignaient le seuil de 50 pour cent, et il n'a jamais constaté non plus qu'une réponse de fond était incomplète. Par conséquent, si un nombre suffisant de parties intéressées interrogées (ou une seule, si elle atteint le seuil de 50 pour cent) respectent simplement les critères énoncés dans la réglementation, ces parties peuvent quasiment être assurées qu'un réexamen complet sera effectué. Autrement dit, en pratique, c'est aux parties intéressées interrogées qu'il revient de décider si elles veulent un réexamen complet ou un réexamen accéléré.

b) Veuillez expliquer si une décision concluant à l'inadéquation a déjà été fondée sur le fait qu'une partie intéressée avait choisi de renoncer à participer ou

[33] *Voir* 19 C.F.R. § 351.218(d)(3) (pièce n° 3 de l'Argentine) et le préambule, 63 Fed. Reg., page 13518 (pièce n° 3 des États-Unis) (le Département peut considérer que la réponse de fond incomplète d'une société est complète ou adéquate lorsque cette partie intéressée est incapable de présenter les renseignements requis et explique pourquoi).

[34] 19 C.F.R. § 351.302(b) (pièce n° 3 des États-Unis).

n'avait pas répondu, plutôt que sur la part de cette partie dans les importations totales.

45. Le choix de la renonciation et l'évaluation de l'adéquation sont deux procédures distinctes. La renonciation, expresse ou présumée, n'entraîne pas automatiquement la constatation que les réponses de fond étaient inadéquates. Normalement, le Département évaluera plutôt si les réponses de fond complètes à l'avis d'engagement sont suffisantes pour atteindre le seuil de 50 pour cent. D'autres exportateurs atteignant le seuil de 50 pour cent peuvent avoir présenté des réponses de fond complètes, ou peuvent avoir présenté des renseignements suffisants pour permettre au Département d'effectuer un réexamen à l'extinction complet.

46. Plus précisément, si une partie intéressée interrogée présente une réponse de fond à l'avis d'engagement qui renferme effectivement tous les renseignements prescrits par l'article 351.218(d)(3) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction*, cette partie a dès lors présenté une réponse de fond "complète". Si une partie intéressée interrogée présente une réponse de fond à l'avis d'engagement qui ne renferme pas tous les renseignements prescrits par l'article 351.218(d)(3), "normalement" cette partie sera considérée comme ayant présenté une réponse de fond "incomplète". De même, si une partie intéressée interrogée renonce expressément à son droit de participer ou ne répond pas à l'avis d'engagement, sa réponse est aussi considérée comme "incomplète".

47. Une fois que le Département a déterminé par entreprise quelles sont les réponses de fond "complètes", il applique normalement le seuil de 50 pour cent au volume total des importations de toutes les parties intéressées interrogées qui ont individuellement présenté une réponse de fond complète ou adéquate pour déterminer si la réponse globale à l'avis d'engagement est "adéquate". Le Département utilise ensuite ces résultats pour déterminer s'il convient d'effectuer un réexamen à l'extinction complet ou un réexamen à l'extinction accéléré.

c) De manière plus générale, veuillez expliquer si, en vertu de la législation des États-Unis régissant les réexamens à l'extinction, "une renonciation expresse ou présumée" et "une réponse inadéquate" sont deux situations qui s'excluent mutuellement. En d'autres termes, serait-il exact d'affirmer que, dans le cadre de la législation des États-Unis, certaines circonstances conduisent exclusivement à une renonciation expresse ou présumée et certaines autres exclusivement à une réponse inadéquate?

48. Non. L'existence de renonciations présumées ou expresses entre en ligne de compte dans l'examen du seuil de 50 pour cent servant à évaluer l'adéquation des réponses de fond globales. Par exemple, un exportateur peut avoir renoncé à son droit de participer, tandis qu'un autre aura présenté une réponse de fond complète. Si ce dernier atteint le seuil de 50 pour cent ou présente des renseignements indiquant pourquoi le seuil de 50 pour cent n'est pas approprié, le Département pourrait constater que les réponses de fond complètes sont adéquates et, partant, un réexamen complet serait normalement effectué.

Question n° 10

Le Groupe spécial note qu'au paragraphe 162 de leur première communication écrite les États-Unis déclarent ce qui suit:

> **"[L]e fait que les États-Unis peuvent ménager aux parties davantage de possibilités de présenter des éléments de preuve et des arguments dans le cadre d'un réexamen à l'extinction complet est pour eux une question de principe, non une obligation découlant de l'Accord antidumping, et ne constitue**

pas une raison de critiquer les règles en matière de preuve et de procédure qui régissent les réexamens à l'extinction accélérés."

a) De l'avis des États-Unis, l'article 6 s'applique-t-il intégralement aux réexamens à l'extinction? Ou y a-t-il des dispositions de cet article qui peuvent ne pas être applicables dans le contexte des réexamens à l'extinction? Veuillez répondre à la lumière des dispositions de l'article 11.4, en particulier le membre de phrase "concernant les éléments de preuve et la procédure" qui y figure.

49. L'article 11.4 de l'Accord antidumping dispose que les dispositions de l'article 6 "concernant les éléments de preuve et la procédure" s'appliqueront aux réexamens au titre de l'article 11. Ce ne sont donc pas toutes les dispositions de l'article 6 qui sont applicables aux réexamens au titre de l'article 11; ce sont seulement les dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure qui sont ainsi applicables. Récemment, dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon*, l'Organe d'appel a confirmé que l'article 11.3 ne prescrit aucune règle de fond pour l'administration des réexamens à l'extinction.[35]

b) Si les États-Unis sont d'avis que l'article 6 s'applique – entièrement ou en partie – aux réexamens à l'extinction, où, à l'article 6 ou ailleurs dans l'Accord, trouvent-ils un appui pour étayer leur affirmation que le fait de donner aux parties intéressées des droits procéduraux élargis dans le cadre des réexamens à l'extinction complets, par rapport aux réexamens à l'extinction accélérés, n'est pas incompatible avec les règles de l'OMC?

50. Comme il a été mentionné plus haut, l'Organe d'appel a confirmé dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon* que l'article 11.3 ne prescrit pas la méthode que les Membres peuvent utiliser pour effectuer des réexamens à l'extinction. Partant, à moins que les procédures de réexamen à l'extinction des États-Unis ne soient incompatibles avec l'article 6 ou l'article 11.3, ces procédures sont permises au regard de l'Accord antidumping. Rien dans cet accord n'empêche les États-Unis d'accorder aux parties des droits procéduraux élargis dans le cadre des réexamens à l'extinction complets par rapport aux réexamens à l'extinction accélérés. Les États-Unis notent que ce sont les parties elles-mêmes qui décident en fait si elles veulent des "droits procéduraux élargis".

Question n° 11

Le Groupe spécial note le passage suivant du Mémorandum sur les questions et la décision publié par le Département dans le cadre du réexamen à l'extinction en cause:

> **"Dans les réexamens à l'extinction en cause, le Département n'a pas reçu de réponse adéquate des parties intéressées interrogées. En vertu de l'article 351.218(d)(2)(iii) du Règlement sur les réexamens à l'extinction, cela constitue une renonciation à participer."**[36]

Le Groupe spécial doit-il comprendre que le Département a considéré que Siderca avait renoncé à son droit de participer au réexamen à l'extinction considéré? Dans l'affirmative, sur quelle base l'a-t-il fait au regard de la législation des États-Unis? Si votre réponse est négative, veuillez expliquer quel sens le Groupe spécial devrait donner à cette phrase.

---

[35] *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 123.

[36] *Issues and Decision Memorandum for the Sunset Reviews of the AD Orders on Oil Country Tubular Goods from Argentina, Italy, Japan, and Korea* (Département, 31 octobre 2000) (résultats finals) ("*Mémorandum sur la décision*") (pièce n° 51 de l'Argentine, page 5).

51. Non. Ayant constaté que Siderca avait présenté une réponse de fond complète, il n'allait pas constater qu'elle avait renoncé à son droit de participer à la procédure de réexamen à l'extinction.[37] Le Mémorandum sur la décision concernant le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine comprend également les déterminations finales à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Italie, du Japon et de Corée. Dans chacun de ces trois autres réexamens à l'extinction, les parties intéressées interrogées n'ont pas répondu à l'avis d'engagement à quelque égard que ce soit. Par conséquent, le passage susmentionné fait référence au manquement des parties intéressées interrogées dans le contexte des réexamens à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Italie, du Japon et de Corée.

52. Le Mémorandum sur les questions et la décision démontre que le Département a fait deux constatations – d'abord, que Siderca avait présenté une réponse de fond complète et, ensuite, qu'aucune autre partie intéressée interrogée n'avait présenté de réponse de fond dans aucun des réexamens à l'extinction considérés dans le Mémorandum sur la décision.[38]

Question n° 12

Le Groupe spécial note l'argument que formulent les États-Unis au paragraphe 237 de leur première communication écrite en ces termes: "Siderca n'a pas saisi les possibilités que lui offrait le règlement sur les réexamens à l'extinction de défendre [ses intérêts] dans le cadre d'un réexamen à l'extinction accéléré."

a) Veuillez expliquer à quel(s) moment(s) pendant le réexamen à l'extinction en cause Siderca a eu d'autres possibilités de se défendre en vertu de la législation des États-Unis, mais ne l'a pas fait.

53. Siderca a eu de nombreuses possibilités de présenter des arguments et des renseignements pour faire valoir ses droits dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine. Premièrement, lorsqu'une partie intéressée interrogée présente une réponse de fond, l'article 351.218(d)(3) prescrit, notamment, une déclaration de son auteur au sujet des effets probables d'une abrogation, qui comprenne tous renseignements, arguments et motifs pouvant étayer cette déclaration. L'allégation tout entière de Siderca à cet égard était que le Département devait appliquer le critère *de minimis* énoncé à l'article 5.8 de l'Accord antidumping et, en conséquence, abroger l'ordonnance. En outre, l'article 351.218(d)(3)(iv)(B) donne à la partie intéressée la possibilité de présenter tous autres renseignements ou arguments pertinents dont elle voudrait que le Département tienne compte dans le réexamen à l'extinction. Siderca n'a pas présenté d'autres arguments ni d'autres renseignements factuels.[39]

54. Deuxièmement, chaque partie intéressée se voit ménager la possibilité de présenter une réponse à titre de réfutation ("réponse présentée à titre de réfutation") au titre de l'article 351.218(d)(3)(iv)(4) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction* pour contester n'importe quel argument ou renseignement présenté dans les réponses de fond des autres parties intéressées. Siderca n'a présenté aucune réponse à titre de réfutation, en dépit du fait que les parties intéressées nationales avaient allégué, statistiques à l'appui, l'existence d'expéditions d'OCTG en provenance d'Argentine au cours de quatre des cinq années ayant précédé le réexamen à l'extinction. Siderca n'a pas contesté ces statistiques, ni aucun autre renseignement présenté dans les réponses de fond des parties intéressées nationales, bien qu'elle ait eu la possibilité de le faire.

---

[37] *Voir* le *Mémorandum sur la décision*, page 3 (pièce n° 51 de l'Argentine) et *Adequacy of Respondent Interested Party Response to the Notice of Initiation*, A-357-810 (Département, 22 août 2000) ("*Mémorandum sur l'adéquation*"), pages 1 et 2 (pièce n° 50 de l'Argentine).

[38] *Mémorandum sur la décision*, pages 3 et 4 (pièce n° 51 de l'Argentine).

[39] *Voir* la réponse de fond de Siderca, pages 2 et 3 (pièce n° 57 de l'Argentine).

55. Enfin, comme les États-Unis l'ont exposé dans leur première communication écrite et dans les réponses données plus haut, le Département détermine s'il convient d'effectuer un réexamen à l'extinction complet ou accéléré selon que la réponse globale à l'avis d'engagement est adéquate ou non. Pour cela, il détermine si les importations des parties intéressées interrogées qui ont présenté une réponse de fond complète représentaient, collectivement, plus de 50 pour cent des importations de la marchandise visée au cours des cinq années ayant précédé le réexamen à l'extinction. Il publie ensuite un mémorandum sur l'adéquation dans lequel il fait connaître sa décision et les faits sur lesquels elle repose. Cette détermination peut être contestée par les parties intéressées, conformément à l'article 351.309(e) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction*.

56. Le Département a publié sa détermination de l'adéquation dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine et l'a fait reposer sur les statistiques d'importations présentées par les parties intéressées nationales après les avoir vérifiées en utilisant la base de données de l'ITC sur le commerce.[40] (Le Département a revérifié les statistiques d'importations en vue de la détermination finale à l'extinction en utilisant ses statistiques d'importations IM-145 du Bureau du recensement; *voir* le *Mémorandum sur la décision*, pages 4 et 5 (pièce n° 51 de l'Argentine).) Siderca n'a pas contesté la détermination de l'adéquation du Département, comme elle avait le droit de le faire en vertu de l'article 351.309(e) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction*.

57. À aucun moment Siderca n'a présenté de déclaration ou autrement affirmé qu'elle ne pratiquerait pas le dumping dans l'avenir si l'ordonnance était abrogée, n'a expliqué pourquoi elle avait cessé ses expéditions de la marchandise visée après l'imposition du droit ni n'a allégué que les renseignements fournis dans la procédure de réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine étaient inexacts ou faux. Dans la présente procédure, l'Argentine donne à entendre dans sa première communication écrite que Siderca était le seul producteur d'OCTG en Argentine pendant le réexamen à l'extinction et que l'absence d'expéditions de Siderca contredisait les données indiquant que des OCTG en provenance d'Argentine avaient en réalité été exportés aux États-Unis pendant la période visée par le réexamen. Siderca faisait des déclarations semblables dans sa réponse de fond complète à l'avis d'engagement. Or, il existe un deuxième producteur argentin d'OCTG, dénommé Acindar. Les États-Unis ont effectué des réexamens administratifs visant Acindar dès 2001 et, pas plus tard que le 19 mars 2003, le Département a constaté qu'Acindar avait une marge de dumping de 60,73 pour cent.[41] De plus, les États-Unis croient savoir qu'Acindar fabrique des OCTG soudés, tandis que Siderca fabrique des OCTG sans soudure (ces deux produits sont visés par l'ordonnance antidumping). Il n'est pas absolument exclu que Siderca n'ait pas contesté les statistiques d'importations utilisées pendant le réexamen à l'extinction parce qu'elle savait qu'un autre producteur argentin avait commencé à expédier des OCTG aux États-Unis dans la période visée par le réexamen et que la constatation d'adéquation du Département fondée sur le seuil de 50 pour cent était, en fait, exacte.

58. Autoriser l'Argentine à soulever maintenant des questions de fait que ni l'Argentine ni Siderca n'ont soulevées pendant le réexamen à l'extinction reviendrait à autoriser les parties intéressées interrogées à manipuler le système. Conformément aux principes généraux énoncés à l'article 6, les États-Unis ont ménagé à tous les exportateurs argentins – et au gouvernement argentin – la possibilité de présenter des renseignements suffisants pour justifier la conduite d'un réexamen à l'extinction complet. Siderca et l'Argentine s'y sont refusées.

59. Par conséquent, malgré la plainte de l'Argentine, la détermination du Département concluant à la probabilité était en réalité juste, comme l'atteste la marge de dumping qui a été constatée en ce qui concerne Acindar après le réexamen à l'extinction.

---

[40] *Voir* le *Mémorandum sur l'adéquation* (pièce n° 50 de l'Argentine).

[41] *Notice of Final Results and Rescission in Part of Anti-Dumping Duty Administrative Review; Oil Country Tubular Goods, Other Than Drill Pipe, from Argentina*, 68 Fed. Reg. 13262, 13263 (19 mars 2003).

b) Quelles dispositions du Règlement du Département, ou quels autres instruments juridiques pertinents de la législation des États-Unis, confèrent aux exportateurs intéressés le droit de défendre leurs intérêts? Veuillez répondre à la lumière de la formule "sans complément d'enquête", à l'article 351.218(e)(1)(ii)(C)(2) du Règlement du Département. Quel sens convient-il de donner à cette disposition si le Règlement accorde aux exportateurs intéressés le droit de défendre leurs intérêts?

60. Prière de voir plus haut la réponse des États-Unis à la question n° 7 a).

61. L'article 751(c)(3)(B) dispose que le Département fondera sa détermination finale à l'extinction sur les données de fait disponibles si la réponse globale donnée par l'ensemble des parties intéressées nationales est jugée inadéquate. L'article 351.218(e)(1)(ii)(C)(2) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction* dispose que "normalement", le Département rend une détermination finale dans le cadre d'un réexamen à l'extinction "sans complément d'enquête" lorsque les parties intéressées ne se sont pas montrées suffisamment désireuses de participer. La disposition relative à l'établissement d'une détermination finale à l'extinction "sans complément d'enquête" a pour but d'accélérer le processus de réexamen à l'extinction. Toutefois, le Département est libre de ne pas suivre une procédure accélérée et, même dans les réexamens accélérés, les parties intéressées qui ont présenté des réponses de fond complètes peuvent encore présenter des réponses à titre de réfutation, pour contester la détermination de l'adéquation établie par le Département, et ont le droit de présenter tous arguments et renseignements qu'elles souhaitent voir le Département prendre en considération dans le réexamen à l'extinction.

Question n° 13

a) Quel était le volume des exportations du produit visé effectuées par des exportateurs argentins autres que Siderca pendant les cinq années d'application de cette mesure? Qui étaient les exportateurs qui ont fait ces exportations? Quelle était la source de ces statistiques?

62. Les parties intéressées nationales ont présenté dans leurs réponses de fond des statistiques d'importations indiquant que la marchandise visée avait été importée aux États-Unis pendant chacune des années, sauf 1996, qui avaient suivi l'imposition de l'ordonnance et ce, jusqu'au réexamen à l'extinction.[42] Ces statistiques montrent que ces importations représentaient quelque 45 000 tonnes avant l'engagement de l'enquête initiale, 26 000 tonnes pendant l'enquête et moins de 900 tonnes en moyenne par an depuis l'imposition de l'ordonnance instituant des droits antidumping sur les OCTG en provenance d'Argentine jusqu'au réexamen à l'extinction.

63. Les parties intéressées nationales ont présenté des statistiques sur les importations d'OCTG pour la période de cinq ans ayant précédé le réexamen à l'extinction.43 Ces statistiques ont été vérifiées pendant le réexamen à l'extinction à deux sources indépendantes: 1) la base de données de l'ITC sur le commerce; et 2) les données sur les importations IM-145 du Census Bureau du Département.[44]

64. De plus, dans le cadre des procédures de réexamen administratif, les États-Unis ont découvert qu'Acindar était un autre exportateur argentin d'OCTG, et l'un de ceux qui avaient expédié des OCTG aux États-Unis pendant la période visée par le réexamen, comme il en a été question plus haut.

---

[42] *Voir* la pièce n° 23 des États-Unis.
[43] *Voir* la pièce n° 23 des États-Unis.
[44] *Voir* le *Mémorandum sur l'adéquation*, page 2 (pièce n° 50 de l'Argentine) et le *Mémorandum sur la décision*, page 3 (pièce n° 51 de l'Argentine), respectivement.

b) Le Groupe spécial note que l'Argentine affirme, au paragraphe 43 de sa première déclaration orale, que la détermination par le Département de l'existence d'exportations argentines du produit visé aux États-Unis pendant la période d'imposition de la mesure en cause était entachée d'erreur parce que le Département avait enregistré à tort comme entrées pour la mise à la consommation des entrées de marchandises qui n'y étaient pas destinées. Veuillez expliquer si les "entrées non destinées à la consommation" sont des produits en transit qui ne sont pas destinés à une consommation finale aux États-Unis.

65. Premièrement, le Groupe spécial devrait savoir que Siderca n'a pas soulevé cette question pendant le réexamen à l'extinction correspondant. Deuxièmement, comme il est précisé ci-dessous, l'assertion de l'Argentine concernant la nature de ces expéditions et leur effet sur l'exactitude des statistiques des importations utilisées dans le réexamen à l'extinction est très exagérée.

66. En vue d'aider le Groupe spécial, toutefois, nous donnons à nouveau un fidèle exposé des faits concernant cette question. Pendant la période de cinq ans, quatre réexamens administratifs visant Siderca ont été engagés à la demande des parties intéressées nationales. Le Département a clos chacun de ces réexamens administratifs parce qu'il a déterminé qu'il n'y avait pas eu d'entrées d'OCTG destinés à la consommation en provenance d'Argentine exportés par Siderca dans ces périodes.

67. Dans le réexamen administratif engagé pour la période du 25 juin 1995 au 31 juillet 1996, le Département a constaté que, malgré l'existence d'entrées d'OCTG en provenance d'Argentine pendant cette période, il n'y avait pas eu d'entrées d'OCTG destinés à la consommation et exportés par Siderca, et a donc clos le réexamen administratif visant Siderca.[45] Les parties intéressées nationales ont allégué que Siderca avait fait, pendant cette période, sept expéditions d'OCTG qui ne figuraient pas dans les statistiques des importations. Le Département a déterminé que six d'entre elles étaient des entrées en zone franche ou visées par un cautionnement d'importations temporaires qui étaient destinées à la réexportation. Dans le cas de la septième entrée, "Siderca a émis l'hypothèse que cette expédition [d'OCTG en provenance d'Argentine] était le fait d'autres parties qu'elle-même".[46] Le Service des douanes des États-Unis a vérifié qu'il ne s'agissait pas d'expéditions d'OCTG faites par Siderca pendant la période considérée. Dans le cadre de ce réexamen administratif, Siderca n'a pas dénoncé, et le Département n'a pas constaté, la présence dans les statistiques des importations d'une ou plusieurs erreurs.

68. Dans le cadre du réexamen administratif engagé pour la période du 1er août 1996 au 31 juillet 1997, le Département a constaté que la seule entrée directement attribuée à Siderca était destinée à la réexportation, en conséquence de quoi, il a clos le réexamen administratif pour Siderca.[47] Il n'a pas constaté qu'il n'y avait pas eu d'entrées d'OCTG destinés à la consommation pendant cette période. Il a seulement constaté qu'il n'y avait pas eu, durant la période considérée, d'entrées d'OCTG exportés par Siderca et que la seule entrée attribuée à Siderca l'avait été par erreur.

69. Dans le réexamen administratif engagé pour la période du 1er août 1997 au 31 juillet 1998, le Département a constaté que la seule expédition d'OCTG en provenance d'Argentine observée sur cette

[45] *Voir Oil Country Tubular Goods from Argentina; Rescission of Antidumping Duty Administrative Review*, 62 Fed. Reg. 18747, 18748 (17 avril 1998) (pièce n° 29 de l'Argentine).

[46] 62 Fed. Reg., page 18748 (pièce n° 29 de l'Argentine).

[47] *Voir Oil Country Tubular Goods from Argentina; Rescission of Antidumping Duty Administrative Review*, 63 Fed. Reg. 49089, 49090 (14 septembre 1998) (pièce n° 36 de l'Argentine).

période était destinée à la consommation aux États-Unis, mais que ces OCTG n'avaient pas été expédiés par Siderca.[48] Par conséquent, le Département a clos le réexamen administratif pour Siderca.

70. Enfin, dans le réexamen administratif engagé pour la période du 1er août 1998 au 31 juillet 1999, le Département a constaté qu'il n'y avait pas eu d'entrées d'OCTG exportés par Siderca et a donc clos le réexamen pour Siderca.[49] Il n'a pas constaté l'absence d'entrées d'OCTG destinés à la consommation pendant cette période. En fait, le Département a déterminé qu'il y avait eu au moins une entrée d'OCTG destinés à la consommation pendant cette période, mais que Siderca n'était pas l'exportateur.

71. Par conséquent, dans le cadre de la procédure administrative visant la période 1996-1997, le Département a déterminé qu'il y avait eu une légère erreur au sujet d'une entrée dans le recensement statistique des importations et que, dans le cas du réexamen administratif visant la période 1998-1999, il y avait une quantité indéterminée de tubes pour usages mécaniques qui avaient été classés à tort comme OCTG, mais au moins une entrée d'OCTG destinés à la consommation. Une fois de plus, le Groupe spécial devrait noter que Siderca n'a soulevé cette question ni dans sa réponse de fond, ni en contestant la détermination de l'adéquation établie par le Département dans le réexamen à l'extinction, dans lequel elle aurait pu être examinée dans le contexte de la procédure de réexamen à l'extinction, au lieu de l'être pour la première fois devant le présent Groupe spécial.

c) Les États-Unis ont-ils, dans le réexamen à l'extinction en cause, fondé leur détermination de l'adéquation sur ces statistiques?

72. Oui, telles qu'elles ont été vérifiées par les statistiques compilées dans la base de données de l'ITC sur le commerce et dans les statistiques des importations IM-145 du Bureau du recensement du Département.[50]

Question n° 14

Le seuil de 50 pour cent qui détermine le caractère adéquat de la réponse des exportateurs étrangers au questionnaire dans le cadre d'un réexamen à l'extinction a-t-il un fondement juridique?

73. L'article 752(c)(3) de la Loi donne au Département toute latitude pour choisir la méthode qui servira à déterminer quand la réponse donnée par des parties intéressées à l'avis d'engagement est "adéquate" aux fins de la conduite d'un réexamen à l'extinction complet.[51] En conséquence, le Département a promulgué l'article 351.218(e)(1)(ii) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction* pour codifier le seuil de 50 pour cent afin de donner effet à l'article 752(c)(3) de la Loi.[52]

74. Le contexte des réexamens à l'extinction est important pour comprendre le seuil de 50 pour cent. Une enquête initiale nécessite une évaluation factuelle du dumping, mais un réexamen à l'extinction exige une constatation hypothétique de la "probabilité" d'un dumping dans l'avenir quand une constatation de dumping a déjà été faite. L'article 11.3 ne prescrit pas la méthode à utiliser pour effectuer des réexamens à l'extinction; il exige seulement que les parties se voient accorder des droits

[48] *Voir Oil Country Tubular Goods from Argentina*; *Rescission of Antidumping Duty Administrative Review*, 64 Fed. Reg. 4069, 4070 (27 janvier 1999) (pièce n° 38 de l'Argentine).

[49] *Voir Oil Country Tubular Goods from Argentina; Rescission of Antidumping Duty Administrative Review*, 65 Fed. Reg. 8948 (23 février 2000) (pièce n° 43 de l'Argentine).

[50] *Voir* le *Mémorandum sur l'adéquation*, page 2 (pièce n° 50 de l'Argentine), et le *Mémorandum sur la décision*, page 3 (pièce n° 51 de l'Argentine), respectivement.

[51] *Voir* le SAA, page 880 (pièce n° 5 de l'Argentine) (dans bien des cas, certaines parties, mais pas toutes, répondront; néanmoins, lorsque les parties démontrent une "volonté suffisante de participer", l'organisme effectuera un réexamen à l'extinction complet).

[52] *Voir* le Préambule, 63 Fed. Reg., page 13518 (pièce n° 3 des États-Unis).

généraux en matière de preuve et de procédure, en conformité avec l'article 6. L'Accord antidumping n'oblige pas les Membres à sacrifier des ressources à la recherche de renseignements qui sont dissimulés.

Question n° 15

a) Le renvoi figurant à l'article 11.4 de l'Accord incorpore-t-il toutes les dispositions de l'article 6 dans l'article 11.3? Ce même renvoi incorpore-t-il aussi l'Annexe II dans l'article 11.3?

75. Non, le renvoi de l'article 11.4 n'incorpore expressément que les dispositions de l'article 6 concernant "les éléments de preuve et la procédure". Prière de voir plus haut la réponse à la question n° 10 a).

76. Le renvoi de l'article 6 à l'Annexe II incorpore l'Annexe II à l'article 11.3. Toutefois, l'Annexe II n'est applicable que dans la même mesure que l'article 6.

b) Si vous êtes d'avis que le renvoi de l'article 11.4 rend l'article 6.1 de l'Accord applicable aux réexamens à l'extinction, l'article 6.1 – ainsi que ses alinéas – exige-t-il de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle envoie des questionnaires aux exportateurs dans le cadre des réexamens à l'extinction?

77. Non. L'article 6.1 exige que les parties intéressées soient avisées des renseignements que les autorités exigent pour l'enquête en question. Il ne prescrit pas l'envoi d'un "questionnaire". Le Département a publié son "questionnaire à l'extinction" et incorporé les prescriptions sur les renseignements à présenter dans son règlement.[53]

c) Quelle portée faudrait-il, le cas échéant, accorder à l'emploi du mot "enquête" aux paragraphes 1 et 6 de l'Annexe II et à l'emploi du conditionnel du verbe devoir ("should") au lieu du futur simple ("shall") dans tous ses paragraphes?

78. L'emploi du mot "enquête" signifie que les obligations énoncées à l'Annexe II se limitent aux enquêtes initiales. Le renvoi de l'article 11.4 concernant l'application de l'article 6 aux réexamens à l'extinction fait que les obligations énoncées à l'article 6 au sujet des éléments de preuve et de la procédure et, partant, celles de l'Annexe II concernant les éléments de preuve et la procédure sont applicables aussi dans les réexamens à l'extinction. L'emploi du conditionnel "devrait" ("should") indique que la prescription a un caractère incitatif ou recommandé, et non impératif.

Question n° 16

Dans le réexamen à l'extinction considéré, Siderca a-t-elle tenté de présenter des éléments de preuve supplémentaires au DOC après sa réponse de fond à l'avis d'engagement? Dans l'affirmative, comment le DOC a-t-il réagi à ces tentatives?

79. Non.

Question n° 17

Quelle est la portée du terme peut ("may") à l'article 1675(c)(3)(B) de la Loi douanière de 1930?

[53] *Voir* l'article 351.218(d) (pièce n° 3 des États-Unis).

80. L'emploi du mot "may" (peut) signifie que le Département est libre de ne pas faire reposer sa détermination finale à l'extinction sur "les données de fait disponibles" s'il détermine que d'autres renseignements sont plus appropriés. En d'autres termes, le Département n'est pas tenu par la loi d'utiliser "les données de fait disponibles" chaque fois qu'une réponse inadéquate est donnée à l'avis d'engagement.

OBLIGATION DE DÉTERMINER LA PROBABILITÉ DE VOIR LE DUMPING SUBSISTER OU SE REPRODUIRE

Question n° 20

Le Groupe spécial note les arguments de l'Argentine exposés aux paragraphes 124 à 147 de sa première communication écrite au sujet de la présomption, selon elle irréfragable dans le cadre de la législation/de la pratique des États-Unis, concernant les déterminations de la probabilité dans les réexamens à l'extinction. Veuillez répondre aux questions suivantes [...]

c) Veuillez expliquer comment vous identifiez la "pratique" et comment vous distinguez la pratique de la législation. À la lumière de la jurisprudence de l'OMC, veuillez expliquer si, à votre avis, la pratique en tant que telle est susceptible ou non d'être contestée au regard du droit de l'OMC.

81. Une pratique administrative du Département n'est ni une "mesure" au sens des accords pertinents de l'OMC, ni une mesure "impérative" au sens de la distinction impératif/indicatif. Une "mesure" – qui peut entraîner une violation autonome des obligations contractées dans le cadre de l'OMC – doit constituer un instrument ayant une existence fonctionnelle propre, c'est-à-dire qu'elle doit *faire* quelque chose de concret, indépendamment de tout autre instrument. Il est bien établi qu'une "pratique" n'est pas une mesure.[54] En réalité, une pratique en droit interne n'est rien d'autre qu'une collection d'applications ponctuelles de la législation antidumping des États-Unis dans le contexte des réexamens à l'extinction. Même si le Département, comme bien d'autres organismes aux États-Unis, emploie le terme "pratique" pour désigner collectivement ses précédents, une "pratique" n'a pas d'"existence fonctionnelle propre" et ne joue pas "indépendamment de tout autre instrument", parce que le terme fait uniquement référence à des applications ponctuelles de la loi et des règlements des États-Unis.[55] Contrairement à la loi et aux règlements des États-Unis, qui fonctionnent clairement comme des "mesures", une "pratique" ne permet pas de tirer des conclusions *a priori* générales sur la conduite des réexamens à l'extinction dans la législation des États-Unis.

82. Au surplus, même si une "pratique" pouvait être considérée comme une mesure (et les États-Unis sont d'avis qu'elle ne le peut pas), pour qu'une mesure, en tant que telle, soit jugée incompatible avec les règles de l'OMC, il faut qu'elle soit "impérative", c'est-à-dire qu'elle prescrive une action incompatible avec les règles de l'OMC ou exclue une action compatible avec les règles de l'OMC. L'Organe d'appel et plusieurs groupes spéciaux ont expliqué la distinction entre mesures impératives et mesures dispositives. Un Membre ne peut contester une mesure en tant que telle, et un groupe spécial de l'OMC ne peut faire de constatation à son encontre que si la mesure "impose" une action qui est incompatible avec les obligations contractées dans le cadre de l'OMC ou "exclut" une

[54] *Voir*, par exemple, *États-Unis – Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions*, WT/DS194/R, rapport du Groupe spécial, adopté le 29 juin 2001 ("*États-Unis – Restrictions à l'exportation*").

[55] La définition que donne le Japon d'une "pratique" n'est pas conforme à la valeur juridique de ce terme dans la législation des États-Unis. Le Japon décrit une pratique comme des "procédures administratives", qu'il définit comme "une directive détaillée que suit l'autorité administrante lorsqu'elle met en œuvre certaines lois et réglementations". Première communication du Japon, paragraphe 8. Nous définissons "procédures administratives" et "directives" dans notre réponse à la question n° 82.

action qui est compatible avec les règles de l'OMC.[56] Suivant les règles normales de l'OMC en matière d'attribution de la charge de la preuve, c'est à la partie plaignante qu'il incombe de démontrer que la mesure contestée impose une action incompatible avec les règles de l'OMC ou exclut une action compatible avec ces règles.[57] Une "pratique" ne lie *pas* le Département et, en vertu du droit administratif des États-Unis, celui-ci peut s'écarter de ses précédents dans n'importe quelle affaire, pourvu qu'il s'en explique. Par conséquent, cette "pratique" n'impose pas une action incompatible avec les règles de l'OMC ni n'exclut une action compatible avec les règles de l'OMC.

d) Quel est, selon vous, le rapport entre la "pratique", d'une part, et le "SPB" et le "SAA", d'autre part? Le SPB et le SAA pourraient-ils être considérés comme des instruments juridiques qui consacrent la pratique des États-Unis en matière de réexamens à l'extinction?

83. Ni le SAA ni le *Sunset Policy Bulletin* ne peuvent être contestés en tant qu'infractions autonomes à l'Accord antidumping parce qu'ils ne prescrivent ni n'interdisent des actions relevant de l'Accord antidumping. Le SAA est un type d'historique de la législation qui, en droit interne, donne des indications faisant autorité en matière d'interprétation de la loi. Ainsi, le SAA ne joue que concurremment avec la loi antidumping des États-Unis (et comme outil d'interprétation de cette loi) et ne peut pas être contesté de façon indépendante parce qu'il serait un instrument incompatible avec les règles de l'OMC.

84. Le *Sunset Policy Bulletin* ne peut pas non plus être contesté de manière indépendante comme contraire aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC. En droit interne, c'est un énoncé non contraignant qui expose la conception générale que le Département se fait des questions ayant trait à l'extinction dont la loi et le règlement ne traitent pas explicitement.[58] À cet égard, le *Sunset Policy Bulletin* a un statut juridique comparable à celui des précédents d'un organisme administratif: dans tel ou tel cas particulier, le Département peut s'en écarter, pour autant qu'il en donne les raisons.[59] Le *Sunset Policy Bulletin* se borne à donner au Département et au public des indications quant à la manière dont le Département peut, dans tel ou tel cas, interpréter et appliquer la loi et le règlement s'y rapportant. En l'absence d'une application à un cas particulier, et concurremment avec les dispositions légales et réglementaires des États-Unis applicables aux réexamens à l'extinction, le *Sunset Policy Bulletin* ne fait pas "quelque chose de concret" qui pourrait l'exposer à une contestation juridique indépendante en vertu des Accords de l'OMC.

---

[56] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 162; *États-Unis – Loi antidumping de 1916* ("*Loi de 1916*"), WT/DS136/AB/R, WT/DS162/AB/R, adopté le 26 septembre 2000, paragraphes 88 et 89; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits*, WT/DS176/AB/R, adopté le 2 février 2002, paragraphe 259; *voir aussi États-Unis - Restrictions à l'exportation*, paragraphes 8.77 à 8.79; rapport du Groupe spécial *États-Unis – Article 129 c) 1) de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay*, WT/DS221/R, adopté le 30 août 2002, paragraphe 6.22.

[57] Rapport du Groupe spécial *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs - Deuxième recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS46/RW/2, adopté le 23 août 2001, paragraphe 5.50.

[58] *Sunset Policy Bulletin*, 63 FR, page 18871 ("Le présent bulletin d'orientation donne des *indications* sur la conduite des réexamens à l'extinction. Comme on le verra ci-après, les orientations proposées ont pour objet de compléter les dispositions légales et réglementaires applicables en donnant des *indications* sur des questions méthodologiques ou analytiques dont la loi ou le règlement ne traite pas explicitement.") (pas d'italique dans l'original) (pièce n° 35 de l'Argentine)

[59] Selon le droit administratif des États-Unis, la pratique du Département ne peut pas être contraignante parce que le Département n'est pas obligé de suivre ses propres précédents, pour autant qu'il explique pourquoi il s'en écarte. Par conséquent, en droit, la pratique du Département ne peut pas transformer une mesure indicative en mesure impérative.

Question n° 21

Les articles 2 et 3 de l'Accord s'appliquent-ils aux réexamens à l'extinction? Si vous répondez par l'affirmative, ces articles s'appliquent-ils aux réexamens à l'extinction de la même manière qu'aux enquêtes initiales, ou d'une manière différente? Veuillez développer, à partir des dispositions de l'Accord et de la jurisprudence pertinente de l'OMC.

85. Non. Dans un réexamen à l'extinction, le Département analyse s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en l'absence de la discipline imposée par le droit. Une analyse de la probabilité d'un dumping au titre de l'article 11.3 n'exige pas de détermination de l'ampleur de la marge de dumping parce que le montant du dumping est sans rapport avec la question de savoir si le dumping subsistera ou se reproduira si la discipline est supprimée. En d'autres termes, la question qui se pose dans un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3 n'est pas de savoir *dans quelle mesure* les exportateurs pourront pratiquer le dumping dans l'avenir, mais simplement *si* ils le feront si l'ordonnance est abrogée. Comme l'article 11.3 n'oblige pas à calculer une marge de dumping, les dispositions de l'article 2 qui sont pertinentes pour le calcul d'une marge de dumping ne sont pas applicables aux réexamens à l'extinction. D'ailleurs, dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon* l'Organe d'appel a conclu que l'autorité chargée de l'enquête n'est pas tenue de calculer des marges de dumping pour établir une détermination de la probabilité dans le cadre d'un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3.[60]

86. Les États-Unis ont expliqué leur position, à savoir que l'article 3 ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction, aux paragraphes 287 à 302, 304 à 307, 344 à 346 et 348 à 354 de leur première communication écrite et aux paragraphes 44 et suivants de leur deuxième communication écrite.

Question n° 22

Le Groupe spécial note ce que l'Argentine déclare aux paragraphes 132, 184, 190 et 192 de sa première communication écrite. À votre avis, l'article 11.3 exige-t-il de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle calcule la marge de dumping probable dans un réexamen à l'extinction? Dans la négative, l'article 11.3 exige-t-il au moins une forme ou une autre de comparaison entre le prix à l'exportation futur et la valeur normale future? Veuillez expliquer, en vous appuyant sur les dispositions pertinentes de l'Accord.

87. Non.[61]

Question n° 23

Le Groupe spécial note que dans le Mémorandum sur les questions et la décision publié par le DOC dans le cadre du réexamen à l'extinction en cause, il est mentionné qu'il a été déterminé que le dumping avait subsisté pendant la durée de la mesure en question et que la marge de dumping n'avait pas diminué durant la même période. Veuillez expliquer le fondement factuel de cette détermination et notamment indiquer si le DOC a calculé une marge de dumping pour Siderca ou un autre exportateur argentin après l'imposition de la mesure initiale.

88. Rappelons que dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon*, l'Organe d'appel a confirmé que l'article 11.3 n'exigeait pas le calcul d'une marge de dumping. Dans le cadre du réexamen à l'extinction, le Département n'a pas calculé de marge de dumping pour Siderca ou un autre exportateur

[60] *Voir Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphes 123, 124 et 155.

[61] *Voir* la réponse des États-Unis à la question n° 21 du Groupe spécial et *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphes 123, 124 et 155.

argentin d'OCTG sur la période de cinq ans ayant précédé le réexamen à l'extinction parce que Siderca avait cessé ses expéditions aux États-Unis pendant cette période. Il a constaté que le dumping avait subsisté pendant ladite période parce qu'il y avait eu des expéditions d'OCTG en provenance d'Argentine pendant quatre des cinq années et que des droits antidumping avaient été institués à l'encontre de ces mêmes importations.[62] (Dans un réexamen administratif ultérieur, le Département a constaté une marge de dumping de 60,73 pour cent pour Acindar, producteur argentin d'OCTG dont les États-Unis pensent qu'il avait commencé à expédier des OCTG aux États-Unis en 1997.)[63]

Question n° 24

Sur quelles données de fait reposait la détermination du DOC concluant à la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait dans le réexamen à l'extinction en cause? Quels étaient les renseignements factuels recueillis par le DOC et de quelles sources provenaient-ils?

89. Le Département s'est fondé sur l'existence d'un dumping et sur le fait que le volume des importations restait très bas depuis l'imposition de l'ordonnance visant les OCTG pour constater la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait.[64] Tant les parties intéressées nationales que Siderca avaient présenté des réponses de fond complètes qui renfermaient les renseignements factuels prescrits à l'article 351.218(d)(3) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction*. En outre, chacune des parties intéressées nationales avait fait figurer dans sa réponse de fond des statistiques des importations d'OCTG en provenance d'Argentine qui indiquaient que Siderca n'était pas le seul exportateur argentin d'OCTG aux États-Unis.[65] Le Département a utilisé la base de données de l'ITC sur le commerce et les statistiques de son propre Census Bureau pour vérifier ces statistiques présentées par les parties intéressées nationales.[66]

CUMUL

Question n° 26

Le cumul serait-il autorisé en général (c'est-à-dire à la fois dans les enquêtes initiales et dans les réexamens) en l'absence de l'article 3.3 de l'Accord? Quelle disposition, le cas échéant, de l'Accord le cumul enfreindrait-il en l'absence de l'article 3.3? En d'autres termes, à votre avis, l'article 3.3 autorise-t-il le recours au cumul ou s'agit-il plutôt d'une disposition qui impose certaines restrictions en ce qui concerne le recours au cumul dans les enquêtes? Veuillez développer, en vous appuyant sur les dispositions pertinentes de l'Accord.

90. De l'avis des États-Unis, le cumul est autorisé en général, à la fois dans les enquêtes et dans les réexamens. L'article 3.3 est une disposition qui impose certaines restrictions au recours au cumul dans les enquêtes, mais non dans les réexamens.

91. Rien dans l'Accord antidumping n'empêche un Membre de cumuler les importations. En l'absence de restriction, la mesure est permise et doit être jugée conforme à l'Accord. C'est particulièrement vrai pour les réexamens à l'extinction, pour lesquels aucune méthode n'est prescrite.[67]

---

[62] *Voir* le *Mémorandum sur la décision*, page 5 (pièce n° 51 de l'Argentine).

[63] *Notice of Final Results and Decision in Part of Antidumping Duty Administrative Review; Oil Country Tubular Goods, Other Than Drill Pipe, from Argentina*, 68 Fed. Reg. 13262, 13263 (19 mars 2003).

[64] *Voir* le *Mémorandum sur la décision*, pages 4 et 5 (pièce n° 51 de l'Argentine).

[65] *Voir* la pièce n° 23 des États-Unis.

[66] *Voir* le *Mémorandum sur l'adéquation*, page 2 (pièce n° 50 de l'Argentine) et le *Mémorandum sur la décision*, pages 4 et 5 (pièce n° 51 de l'Argentine).

[67] *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 123.

92. Les États-Unis notent que le cumul dans les enquêtes antidumping était une pratique très répandue parmi les parties contractantes au GATT avant l'adoption de l'article 3.3 pendant le Cycle d'Uruguay, même si le Code antidumping du Tokyo Round était muet sur ce point. Si les négociateurs du Cycle d'Uruguay avaient voulu limiter la pratique du cumul aux enquêtes, il semble peu probable qu'ils auraient passé cette question sous silence à l'article 11.3.

DEMANDE DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES

Question n° 27

Le Groupe spécial note qu'au paragraphe 52 de leur communication orale, les États-Unis affirment avoir été lésés dans leur droit de se défendre dans les présentes procédures à cause des vices allégués de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine. Veuillez expliquer de quelle façon les États-Unis ont été lésés pour chaque incompatibilité alléguée que les États-Unis soulèvent dans leur demande de décisions préliminaires.

93. Le *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (le "Mémorandum d'accord") énonce des procédures soigneusement conçues pour faire en sorte que toutes les parties bénéficient des garanties d'une procédure régulière. Ces procédures comprennent des délais calculés pour faire en sorte que la procédure avance rapidement tout en donnant aux parties suffisamment de temps pour préparer leur défense. Le défaut de régularité de la procédure est particulièrement préoccupant en début de procédure parce que, s'il n'est pas corrigé, le reste de la procédure risque de s'en trouver vicié.

94. La violation en question tient au fait que l'Argentine n'a pas "[donné] un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui [soit] suffisant pour énoncer clairement le problème", comme le prescrit l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Puisqu'elle ne l'a pas fait dès le début, et qu'elle n'a pas remédié à ce défaut, elle a privé les États-Unis de la possibilité de préparer leur défense; les États-Unis ne connaissaient pas le fondement juridique des allégations spécifiques de l'Argentine. De l'établissement d'un groupe spécial à la préparation des communications, en passant par le choix des membres du groupe spécial, les États-Unis n'ont pas pleinement bénéficié des garanties d'une procédure régulière prescrites par le Mémorandum d'accord, ce qui a nui à leur capacité d'approfondir les questions, de désigner du personnel, et ainsi de suite. Comme l'Organe d'appel l'a expliqué, "[u]ne partie défenderesse a le droit de savoir à quelle argumentation elle doit répondre et quelles violations ont été alléguées afin qu'elle puisse commencer à préparer sa défense … Cette prescription relative à la régularité de la procédure est fondamentale pour assurer un déroulement équitable et harmonieux des procédures de règlement des différends".[68] En fait, "l'objectif de régularité de la procédure inhérent à l'article 6:2 a pour corollaire qu'une partie plaignante, en tant que partie responsable de la rédaction d'une demande d'établissement d'un groupe spécial, devrait assumer le risque d'un manque de précision de la demande".[69]

[68] *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, WT/DS122/AB/R, rapport de l'Organe d'appel adopté le 28 septembre 2000, paragraphe 88.

[69] *Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés*, WT/DS276, décision préliminaire sur la compétence du Groupe spécial au regard de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, 25 juin 2003, paragraphe 25.

AUTRES QUESTIONS

Question n° 29

Pendant les cinq années d'imposition du droit antidumping en cause dans la présente affaire, un exportateur autre que Siderca a-t-il demandé un réexamen administratif pour son propre droit?

95. Pendant les cinq années qui ont précédé le réexamen à l'extinction, aucun exportateur ou producteur argentin d'OCTG, y compris Siderca, n'a demandé un réexamen administratif de la marge de dumping qui lui avait été imputée. Comme il a été expliqué dans la réponse des États-Unis à la question n° 13 b) du Groupe spécial, les parties intéressées nationales ont demandé des réexamens administratifs de Siderca pour chacune des trois périodes (1995-1996, 1996-1997 et 1997-1998) immédiatement antérieures au réexamen à l'extinction. Ces réexamens administratifs ont été clos après que le Département eut déterminé, pour chacune des périodes pertinentes, que Siderca n'avait pas eu d'OCTG importés pour la mise à la consommation aux États-Unis. Fait important, après le réexamen à l'extinction, un autre exportateur argentin d'OCTG a pris part à un réexamen administratif.

Question n° 30

Les États-Unis font valoir que certains instruments juridiques des États-Unis cités par l'Argentine, comme le Sunset Policy Bulletin, ne sont pas une mesure qui puisse être contestée en tant que telle en vertu des Accords de l'OMC.[70] Veuillez donner au Groupe spécial des précisions sur la valeur juridique dans votre droit interne des instruments énumérés ci-dessous et, le cas échéant, leurs interactions, en particulier sur le point de savoir s'ils sont impératifs ou indicatifs. Plus spécialement, vu les rapports pertinents concernant le règlement des différends dans le cadre de l'OMC, le Groupe spécial aimerait savoir si chacun de ces instruments a une existence fonctionnelle en propre dans la législation des États-Unis, et si le DOC et l'ITC sont tenus d'appliquer leurs dispositions dans les réexamens à l'extinction.

i) Loi douanière de 1930 (modifiée par la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay)

96. La Loi douanière de 1930, modifiée ("la Loi"), est une loi des États-Unis. Le Département est lié par elle: il n'y a pas de loi plus élevée en dehors de la Constitution des États-Unis. En conséquence, la Loi a une existence fonctionnelle qui lui est propre.[71] Bon nombre de ses dispositions sont impératives, mais certaines sont dispositives.

ii) SAA

97. Le SAA a été rédigé et présenté avec la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay. Sa fonction est définie dans son texte même, en ces termes:

> Le présent Énoncé décrit les mesures administratives importantes proposées pour mettre en œuvre les Accords du Cycle d'Uruguay. De plus, il renferme deux autres énoncés prescrits par l'article 1103: 1) une explication de la manière dont le projet de loi de mise en œuvre et les mesures administratives proposées modifieront ou influenceront la législation existante; et 2) un énoncé exposant les raisons pour lesquelles le projet de loi de mise en œuvre et les

[70] *Voir*, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 193 à 195.
[71] *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, paragraphe 8.91.

> mesures administratives proposées sont nécessaires ou appropriés pour appliquer les Accords du Cycle d'Uruguay.
>
> Comme les autres énoncés de mesures administratives précédemment soumis au Congrès relativement à des projets de loi dans le cadre de la procédure accélérée, le présent Énoncé représente l'expression officielle par l'Administration de ses vues sur l'interprétation et l'application des Accords du Cycle d'Uruguay, tant aux fins des obligations internationales des États-Unis qu'à celles de leur droit interne. En outre, l'Administration croit comprendre que le Congrès escompte que les Administrations à venir respecteront et appliqueront les interprétations et les engagements qui y sont énoncés. De plus, comme le présent Énoncé sera approuvé par le Congrès au moment où celui-ci mettra en œuvre les Accords du Cycle d'Uruguay, les interprétations de ces accords qui y sont données revêtent une autorité particulière.[72]

98. En d'autres termes, le SAA est une catégorie de travaux préparatoires. Aux États-Unis, les travaux préparatoires sont souvent pris en considération pour vérifier le sens d'une loi, mais ils ne peuvent changer le sens de la loi à laquelle ils se rapportent, ni prévaloir sur cette loi. Ils offrent des indications faisant autorité pour l'interprétation de la loi. La valeur conférée au SAA dans le système des États-Unis ne se rapporte toutefois qu'à son autorité en matière d'interprétation de la loi. Ainsi, le SAA ne s'applique que conjointement avec la Loi antidumping des États-Unis (et comme outil d'interprétation de cette loi) et n'a pas d'existence fonctionnelle qui lui soit propre.[73] De plus, le SAA n'est pas un texte de caractère impératif.

iii) Règlements sur les réexamens à l'extinction (du Département et de l'ITC)

99. Ces règlements font partie de la législation des États-Unis. Ils renferment des directives impératives et indicatives. Ils ont force et effet de loi et doivent être observés lorsque leur libellé ne laisse aucune liberté d'appréciation. Ils comprennent toutefois des dispositions qui confèrent un pouvoir d'appréciation au décideur compétent. Les règlements sont pris en conformité avec les procédures qui régissent l'élaboration de règles par les organismes administratifs fédéraux des États-Unis, et ils se voient accorder une importance déterminante par les tribunaux des États-Unis, sauf s'ils sont arbitraires, inconséquents ou manifestement contraires à la loi.[74] Ainsi, les règlements ont une existence opérationnelle indépendante qui leur est propre.[75]

iv) Sunset Review Policy Bulletin

100. En droit des États-Unis, le *Sunset Policy Bulletin* est considéré comme un énoncé non contraignant, qui indique la conception générale que le Département se fait des questions ayant trait à l'extinction dont la loi et les règlements ne traitent pas expressément.[76] À cet égard, le *Sunset Policy*

---

[72] SAA, page 656 (pièce n° 11 des États-Unis). "[L]'article 1103" dont il est question est l'article 1103 de la "Loi générale de 1988 sur le commerce extérieur et la compétitivité" ("Loi de 1988"). La Loi de 1988 donnait notamment à l'Administration un pouvoir de négociation suivant la procédure accélérée pour le Cycle d'Uruguay.

[73] *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, paragraphes 8.98 à 8.100.

[74] *Voir*, par exemple, Chevron USA. Inc. v. Natural Resources Defence Council, Inc., 467 US 837, 842, 81 L. Ed. 2d 694, 104 S. Ct. 2778-845 (1984).

[75] *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, paragraphes 8.108 à 8.113.

[76] *Sunset Policy Bulletin*, 63 FR, page 18871 ("Le présent bulletin d'orientation donne des *indications* sur la conduite des réexamens à l'extinction. Comme il est indiqué ci-après, les orientations proposées ont pour objet de compléter les dispositions légales et réglementaires applicables en donnant des *indications* sur des

Bulletin a une valeur juridique comparable à celle des précédents d'un organisme administratif. Dans tel ou tel cas particulier, le Département peut s'en écarter comme d'un précédent administratif, pour autant qu'il en donne les raisons.[77] Le *Sunset Policy Bulletin* se borne à donner au Département et au public des indications quant à la manière dont le Département peut, dans tel ou tel cas, interpréter et appliquer la loi et les règlements s'y rapportant. Le *Sunset Policy Bulletin* ne "fait pas quelque chose de concret" qui pourrait l'exposer à une contestation juridique indépendante en vertu des Accords de l'OMC.

Question n° 31

a) Le "SPB" et le "SAA" sont-ils des instruments juridiques ayant force obligatoire dans le droit interne des États-Unis?

101. Non.

b) Dans la négative, veuillez expliquer la valeur juridique de ces deux instruments juridiques dans le droit interne des États-Unis et la raison d'être de leur existence.

102. Prière de voir notre réponse aux questions n° 30 ii) et 30 iv), ainsi que 20 d).

c) L'administration des États-Unis peut-elle s'écarter des dispositions du SAA et du SPB sans modifier formellement ces textes?

103. Le SAA et le SPB sont des formes d'orientation et n'ont aucun caractère impératif. Par conséquent, il est déplacé, à propos du SAA ou du *Sunset Policy Bulletin*, de parler de "s'écarter" de ces textes.

d) Le SAA et le SPB ont-ils jamais été modifiés?

104. Non. Il n'existe aucun mécanisme permettant de modifier le SAA.

---

questions méthodologiques ou analytiques dont la loi ou les règlements ne traitent pas explicitement.") (pas d'italique dans l'original) (pièce n° 35 de l'Argentine)

[77] Selon le droit administratif des États-Unis, la pratique du Département ne peut pas être contraignante, étant donné que le Département n'est pas tenu de suivre ses propres précédents, pourvu qu'il indique pourquoi il s'en écarte. Par conséquent, en droit, la pratique du Département ne peut pas transformer une mesure indicative en mesure impérative.

ANNEXE E-3

RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL – PREMIÈRE RÉUNION (VERSION RÉVISÉE)

27 février 2004

RÉEXAMENS ACCÉLÉRÉS/DISPOSITIONS RELATIVES À LA RENONCIATION

Question n°2

Veuillez répondre aux questions suivantes concernant les "réexamens à l'extinction accélérés" de la législation des États-Unis.

a) Dans quelles circonstances le Département du commerce décide-t-il d'effectuer un réexamen à l'extinction accéléré? Plus précisément, est-ce que la législation des États-Unis oblige ou autorise le Département à effectuer un réexamen à l'extinction accéléré en cas de renonciation expresse ou aussi bien présumée? Ou est-ce que les réexamens accélérés se limitent uniquement aux cas où la réponse de fond que les parties intéressées interrogées ont donnée à l'avis d'engagement est jugée inadéquate parce que leur part dans les importations totales est inférieure au seuil de 50 pour cent prescrit par la législation des États-Unis?

1. Le Département du commerce des États-Unis ("le Département") décide s'il convient d'effectuer un réexamen à l'extinction complet ou un réexamen à l'extinction accéléré dans le cadre d'une procédure en deux étapes. Premièrement, il demande aux parties de lui présenter des réponses de fond après la publication de l'avis d'engagement du réexamen au Federal Register.[1] Les parties intéressées interrogées, à savoir les exportateurs et les gouvernements étrangers[2], ont le choix entre plusieurs options: 1) présenter une réponse de fond; 2) renoncer à leur droit de participer au réexamen ("renonciation expresse"); ou 3) refuser de présenter une réponse de fond.[3] Le Département déterminera si chaque réponse reçue est "complète" en fonction des critères énoncés dans la réglementation.[4] L'absence de réponse, ou une réponse de fond incomplète, est considérée comme une renonciation ("renonciation présumée").[5] Les parties qui renoncent à leur droit de participer au réexamen sont considérées comme des parties qui pratiqueront probablement le dumping (constatation de probabilité séparément par entreprise).[6]

2. Deuxièmement, compte tenu de toutes les réponses reçues dans le cadre de la première étape, y compris les renonciations présumées et expresses, le Département évalue normalement si les exportateurs qui ont présenté des réponses de fond complètes représentent 50 pour cent des importations totales aux États-Unis de la marchandise visée au cours des cinq années civiles ayant précédé l'engagement du réexamen (le "seuil de 50 pour cent").[7] Si les réponses n'atteignent pas le seuil de 50 pour cent, le Département effectue normalement un réexamen accéléré dans le but d'établir sur la base de l'ordonnance dans son ensemble une détermination de la probabilité que le dumping

[1] 19 C.F.R. 351.218(d)(3) (pièce n° 3 de l'Argentine).
[2] Article 771(9) de la Loi douanière de 1930 (19 U.S.C. 1677(9)).
[3] 19 C.F.R. 351.218(d) (pièce n° 3 de l'Argentine).
[4] 19 C.F.R. 351.218(d)(3)(ii) (pièce n° 3 de l'Argentine).
[5] 19 C.F.R. 315.218(d)(2)(iii) (pièce n° 3 de l'Argentine).
[6] Article 751(c)(4) de la Loi douanière (19 U.S.C. 1675(c)(4)) (pièce n° 1 de l'Argentine).
[7] 19 C.F.R. 351.218(e)(1)(ii)(A) (pièce n° 3 de l'Argentine).

subsiste ou se reproduise (détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble).[8]

3. Une constatation de probabilité à l'égard d'une seule société dans le cadre de la première étape n'est pas décisive pour les résultats de la détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble qui est établie dans le cadre de la seconde étape. Même si le Département fait une constatation de probabilité d'un dumping à l'égard d'une société, il doit encore décider s'il convient d'effectuer un réexamen complet ou un réexamen accéléré pour déterminer la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. La décision d'effectuer un réexamen accéléré dépend des réponses données par les autres parties intéressées interrogées.

4. (Veuillez de noter que le seuil de 50 pour cent n'est pas décisif. Le Département peut tenir compte d'autres facteurs et il a effectué plusieurs réexamens à l'extinction complets au titre des lois en matière de droits antidumping et de droits compensateurs dans des cas où la réponse globale ne représentait pas plus de 50 pour cent des importations. La plupart de ces réexamens comportaient l'analyse de subventions, auquel cas la participation du gouvernement concerné est indispensable, vu la nature du réexamen à l'extinction dans le contexte des droits compensateurs. Dans au moins un d'entre eux, toutefois, le Département a effectué un réexamen à l'extinction complet dans une affaire de dumping dans laquelle la réponse globale à l'avis d'engagement ne représentait pas plus de 50 pour cent des importations pendant la période de cinq ans. Dans l'affaire *Pineapple from Thailand*, la seule partie intéressée interrogée qui avait présenté une réponse de fond complète ne représentait pas plus de 50 pour cent des importations enregistrées sur les cinq années ayant précédé le réexamen à l'extinction.[9] Le Département a malgré tout effectué un réexamen à l'extinction complet parce que la partie intéressée interrogée était un exportateur important de la marchandise visée, avait été soumis à l'enquête initiale, représentait près de 50 pour cent des importations de la période de cinq ans (en moyenne) et plus de 50 pour cent des importations des deux années ayant précédé le réexamen à l'extinction.)

b) Le Groupe spécial note que les dispositions relatives à une renonciation présumée, c'est-à-dire la présomption qu'une partie intéressée interrogée qui présente une réponse de fond incomplète est réputée avoir renoncé à son droit de participer, figurent dans la réglementation seulement. Cette question ne semble pas être traitée dans la Loi douanière. Les États-Unis conviennent-ils que les seules dispositions de leur droit interne qui se rapportent aux renonciations présumées se trouvent dans la réglementation?

5. Oui.

c) Si le Département effectue un réexamen à l'extinction accéléré en cas de renonciation expresse mais aussi de renonciation présumée, veuillez expliquer s'il existe des différences dans les règles de procédure qui s'appliquent à ces deux séries de réexamens à l'extinction accélérés, c'est-à-dire ceux qui procèdent d'une renonciation et ceux qui procèdent d'une réponse inadéquate.

6. Il n'y a qu'un seul "type" de réexamen accéléré.

7. Il n'y a pas de différence dans le traitement réservé à une partie intéressée interrogée dans le cadre d'un réexamen à l'extinction accéléré effectué par le Département selon que cette partie renonce à son droit de participer en exerçant un choix (article 751(c)(4)(A)) ou qu'elle est réputée avoir

[8] 19 C.F.R. 351.218(e)(1)(ii)(C) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[9] *Voir Preliminary Results of Full Sunset Review; Canned Pineapple Fruit from Thailand*, 65 Fed. Reg. 58509 (29 septembre 2000).

renoncé parce qu'elle n'a pas répondu ou parce que sa réponse de fond à l'avis d'engagement a été jugée inadéquate.[10]

d) Veuillez expliquer les différences éventuelles entre les réexamens à l'extinction complets et les réexamens à l'extinction accélérés pour ce qui est des règles de procédure appliquées par le Département. Veuillez expliquer, par exemple, si les parties intéressées, et en particulier les exportateurs étrangers, ont le droit, dans le cadre de réexamens accélérés, de présenter des éléments de preuve en plus, et indépendamment, de leur réponse à l'avis d'engagement; si elles ont le droit de demander à être entendues; et si le Département fait une divulgation finale au sens de l'article 6.9 de l'Accord. Veuillez répondre en détail en vous référant aux dispositions pertinentes de la législation des États-Unis prises conjointement avec l'article 6 et l'Annexe II de l'Accord.

8. Dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon*, l'Organe d'appel a confirmé que l'article 11.3 ne prescrit pas la méthode – ou les méthodes – que les Membres peuvent utiliser pour effectuer des réexamens à l'extinction.[11] L'article 11.4 fait en sorte que les dispositions générales de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure s'appliquent aux réexamens à l'extinction de manière à donner aux parties intéressées interrogées les garanties fondamentales d'une procédure régulière. Les réexamens accélérés sont compatibles avec l'article 11.3 et l'article 6 tel qu'il y est incorporé.

9. Qu'il s'agisse d'un réexamen à l'extinction complet ou accéléré, le *Règlement sur les réexamens à l'extinction* renferme les prescriptions concernant la régularité de la procédure et les éléments de preuve qui figurent à l'article 6. Plus précisément:

a) l'article 351.218(d)(3) dispose que les parties intéressées ont 30 jours après la publication de l'avis d'engagement du réexamen pour présenter des réponses de fond complètes. Outre qu'il indique les renseignements exigés des parties intéressées, l'article 351.218(d)(3)(iv)(B) dispose que les parties peuvent présenter "tout autre renseignement ou argument pertinent dont la partie voudrait que [le Département] tienne compte"; (non souligné dans l'original)

b) l'article 351.218(d)(4) donne aux parties intéressées la possibilité de combattre les éléments de preuve et réfuter les arguments présentés dans les réponses de fond des autres parties dans les cinq jours qui suivent la présentation de ces réponses;

c) dans les cas où le Département constate que la réponse globale des parties intéressées interrogées à l'avis d'engagement est inadéquate, l'article 351.309(e) de son *Règlement sur les réexamens à l'extinction* donne aux parties la possibilité de présenter des observations sur le point de savoir s'il y a lieu d'effectuer un réexamen accéléré.

10. Par conséquent, la réglementation du Département ménage expressément aux parties – dans le cadre d'un réexamen complet comme d'un réexamen accéléré – de multiples possibilités de présenter au Département tout renseignement pertinent, de combattre toute information et réfuter tout argument pertinents présentés par d'autres parties et de présenter des observations sur l'opportunité d'un réexamen accéléré même lorsque les réponses de fond étaient inadéquates. L'article 351.308(f)(2) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction* dispose que le Département tient normalement compte des réponses de fond – pas seulement les réponses complètes – de toutes les parties intéressées pour

[10] *Voir* 19 C.F.R. 351.218(e)(2)(ii) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[11] *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/AB/R, rapport de l'Organe d'appel, 15 décembre 2003 ("*Réexamen à l'extinction Japon*"), paragraphes 149 et 158.

établir la détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble dans un réexamen à l'extinction accéléré.

11. Les différences entre un réexamen à l'extinction complet et un réexamen à l'extinction accéléré sont le calendrier (la détermination finale à l'issue d'un réexamen à l'extinction accéléré est rendue 120 jours après la publication de l'avis d'engagement, contre 240 jours pour un réexamen à l'extinction complet)[12] et le fait qu'aucun mémoire n'est présenté dans un réexamen accéléré. Comme, en règle générale, les auditions portent sur le contenu des mémoires[13], il n'y a habituellement pas d'auditions dans une procédure accélérée. Il convient de noter que la date limite de présentation des renseignements factuels est la même pour le réexamen complet et pour la procédure accélérée et n'est normalement pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des mémoires présentés à titre de réfutation par les parties intéressées.[14]

12. L'article 6.9 exige que les parties intéressées soient informées des faits essentiels. Cette prescription n'impose pas de moyen de divulgation particulier. Les États-Unis ont établi un processus d'enquête et de réexamen qui permet aux parties intéressées d'avoir communication de tous les faits tels qu'ils ont été présentés à l'autorité, ainsi que des arguments présentés au sujet de ces faits.[15]

13. Conformément au paragraphe 1 de l'Annexe II, le règlement du Département énonce en détail les prescriptions applicables à la présentation d'une réponse de fond complète et précise que les parties intéressées peuvent présenter d'autres renseignements.[16] Il précise également que les parties intéressées interrogées ont 30 jours pour présenter une réponse de fond complète[17], et si les réponses collectives sont jugées inadéquates, un réexamen accéléré sera normalement effectué et les données de fait disponibles seront utilisées.[18] Conformément aux paragraphes 5 et 6, le Département n'exige pas que les renseignements fournis soient idéalement les meilleurs; les parties, rappelons-le, se voient ménager la possibilité d'expliquer pourquoi elles ne peuvent pas fournir certains renseignements. En outre, tous les éléments de preuve ou renseignements sont acceptés, même pour des réponses de fond incomplètes, en vertu de l'article 351.308(f) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction*.

> **e) Veuillez expliquer si les exportateurs qui ont donné une réponse incomplète à l'avis d'engagement d'un réexamen à l'extinction, et qui sont donc réputés avoir renoncé à leur droit de participer au titre de l'article 351.218(d)(2)(iii) du Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction, ont le droit de présenter des éléments de preuve en plus, et indépendamment, de leur réponse à l'avis d'engagement; s'ils ont le droit de demander à être entendus; et si le Département fait une divulgation finale au sens de l'article 6.9 de l'Accord. Veuillez répondre en détail en vous référant aux dispositions pertinentes de la législation des États-Unis prises conjointement avec l'article 6 et l'Annexe II de l'Accord.**

14.

15. Si un exportateur présentait effectivement une réponse de fond incomplète – cas hypothétique –, il serait réputé avoir renoncé à son droit de participer au réexamen à l'extinction en vertu de l'article

---

[12] 19 C.F.R. 351.218(e)(ii)(2), 19 C.F.R. 351.218(f)(3) (pièce n° 3 de l'Argentine).
[13] 19 C.F.R. 351.310(c) (pièce n° 27 des États-Unis).
[14] *Voir* 19 C.F.R. 351.218(d)(4) (pièce n° 3 de l'Argentine).
[15] *Argentine – Mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie*, WT/DS189/R, rapport du Groupe spécial, adopté le 28 septembre 2001 ("*Carreaux en céramique*"), paragraphe 6.125.
[16] 19 C.F.R. 351.218(d)(iv) (pièce n° 3 de l'Argentine).
[17] 19 C.F.R. 351.218(d)(3) (pièce n° 3 de l'Argentine).
[18] 19 C.F.R. 351.218(e)(ii)(C)(2) (pièce n° 3 de l'Argentine).

351.218(d)(2)(iii). Par conséquent, cet exportateur n'aurait pas le droit de présenter des éléments de preuve supplémentaires ni de demander à être entendu.

16. Les procédures de réexamen à l'extinction des États-Unis satisfont aux prescriptions de l'article 6. Un avis d'engagement est publié au *Federal Register*, les parties intéressées interrogées ont 30 jours pour présenter une réponse de fond complète et tous autres renseignements qu'elles souhaiteraient présenter, elles se voient ménager la possibilité de répondre à la détermination de l'adéquation (si elles ont présenté une réponse de fond complète)[19], et même si les données de fait disponibles sont utilisées, les renseignements présentés dans les réponses aussi bien incomplètes que complètes sont pris en considération.[20]

17. Les procédures de réexamen à l'extinction sont conformes aux normes de l'Annexe II. Par exemple, les renseignements exigés des parties intéressées interrogées dans une réponse de fond sont précisés dans le règlement et sont donc connus avant la publication de l'avis d'engagement, ce qui confère des droits plus importants que ceux qui sont évoqués au paragraphe 1 de l'Annexe II. De même, la réglementation précise que les données de fait disponibles peuvent être utilisées si les renseignements ne sont pas communiqués dans un délai raisonnable. L'article 5 indique que tous les renseignements devraient être acceptés et que les autorités ne devraient ignorer aucun renseignement vérifiable présenté de manière appropriée. Comme il est indiqué plus haut, même lorsque des réexamens accélérés sont effectués et que les données de fait disponibles sont utilisées, le Département tiendra compte des renseignements présentés dans les réponses de fond, complètes et incomplètes. De façon analogue, même si la réponse incomplète donnée par une partie intéressée interrogée l'empêche d'aller plus loin, les éléments de preuve et les renseignements que sa réponse renferme seront utilisés au minimum en tant que données de fait disponibles, le cas échéant.[21]

18. L'article 6.9 exige que les parties intéressées soient informées des faits essentiels. Cette prescription n'impose pas de moyen de divulgation particulier. Les États-Unis ont établi un processus d'enquête et de réexamen qui permet aux parties intéressées de se voir communiquer tous les faits tels qu'ils ont été présentés à l'autorité, de même que les arguments présentés au sujet de ces faits.[22]

Question n° 3

Le Groupe spécial note qu'en vertu de la législation des États-Unis, le fait de ne pas présenter une réponse de fond complète entraîne une renonciation présumée, auquel cas il est tenu de constater qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. De son côté, la présentation d'une réponse de fond inadéquate semble entraîner l'utilisation des données de fait disponibles par le Département. En ce dernier cas, le Département fera-t-il aussi une constatation de probabilité sans complément d'enquête? En d'autres termes, y a-t-il une différence entre ces deux conséquences? Est-il juste d'affirmer que le Département est tenu, par la législation des États-Unis, de faire une constatation de probabilité uniquement lorsque la réponse de fond est incomplète, ou cela vaut-il aussi pour les réponses de fond complètes mais inadéquates?

19. Comme il a été indiqué plus haut, l'évaluation de la probabilité peut être faite deux fois dans un réexamen à l'extinction, mais en impliquant des conséquences différentes. Premièrement, la renonciation, qu'elle soit présumée ou expresse, d'une partie intéressée interrogée donnera lieu à la constatation, à l'égard de cette partie, qu'il est probable qu'elle continuera à pratiquer le dumping (ou que ce dumping se reproduira). Le Département déterminera ensuite s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, c'est-à-dire en tenant

[19] 19 C.F.R. 351.309(e) (pièce n° 27 des États-Unis).
[20] 19 C.F.R. 351.308(f)(2) (pièce n° 27 des États-Unis).
[21] 19 C.F.R. 351.308(f)(2) (pièce n° 27 des États-Unis).
[22] *Carreaux en céramique*, paragraphe 6.125.

compte des activités de toutes les sociétés qui exportent la marchandise visée, y compris les renseignements présentés dans les réponses de fond. En d'autres termes, le fait qu'une société ne présente pas une réponse de fond complète entraîne une constatation de probabilité en ce qui concerne cette société, et non sur la base de l'ordonnance dans son ensemble; le Département pourrait toujours, à la lumière des autres réponses et des faits figurant dans le dossier, conclure qu'il n'y a pas de probabilité de dumping sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.

Question n° 4

Le Groupe spécial note que l'article 1675(c)(4) de la Loi douanière de 1930 est ainsi libellé:

> **"B) Effet de la renonciation**
>
> **S'agissant d'un réexamen auquel une partie intéressée aura renoncé à participer en vertu du présent paragraphe, l'autorité administrante conclut qu'il est probable que le dumping ou une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire (selon le cas) subsistera ou se reproduira en cas d'abrogation de l'ordonnance ou de clôture de l'enquête en ce qui concerne cette partie intéressée."[23] (non souligné dans l'original)**

a) Cette disposition veut-elle dire que le Département ne fera pas d'analyse de fond, mais déterminera automatiquement qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira? Comment les États-Unis expliquent-ils cela, vu l'obligation d'établir une détermination en vertu de l'article 11.3? En d'autres termes, les États-Unis sont-ils d'avis que le fait de ne pas établir de détermination de fond en cas de renonciation, expresse ou présumée, dispense l'autorité chargée de l'enquête de l'obligation d'établir une détermination de la probabilité posée par l'article 11.3?

20. Non. Comme il a été indiqué plus haut, l'évaluation de la probabilité peut se faire à deux reprises dans un réexamen à l'extinction. La loi exige une constatation de probabilité par entreprise dans le cas d'une renonciation expresse, mais ne prescrit pas une détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Le Département tiendra compte de la renonciation aux fins du seuil de 50 pour cent.

21. L'article 11.3 n'impose pas de méthode particulière aux Membres qui effectuent des réexamens à l'extinction. L'Organe d'appel dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon* a conclu que les Membres étaient libres de structurer les procédures de réexamen à l'extinction à leur guise, à condition que ces procédures soient compatibles avec les obligations énoncées à l'article 6.[24] Par conséquent, la "détermination" évoquée dans cette disposition n'a pas besoin d'être faite relativement à chaque société visée par l'ordonnance; dans le cas des États-Unis, la détermination est établie sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.

22. Les États-Unis ne pensent pas que leurs réexamens à l'extinction aient pour résultat de "ne pas faire de détermination de fond lorsqu'il y a renonciation, expresse ou présumée". L'utilisation des données de fait disponibles, qui comprennent les renseignements, même incomplets, communiqués par les parties dans leurs réponses de fond, garantit que la détermination est fondée sur les données de fait figurant au dossier administratif, y compris les déterminations antérieures de l'existence d'un dumping (comme les réexamens administratifs), de même que tous renseignements que les parties

[23] 19 U.S.C. § 1675(c)(4) (pièce n° 1 de l'Argentine, page 1152).
[24] *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphes 156 et 157.

souhaitent communiquer. Il convient de rappeler que les parties ont le droit de faire figurer *tout* renseignement pertinent dans leurs réponses de fond, pas seulement les renseignements mentionnés à l'article 351.218(d)(ii). En conséquence, le Département fait bel et bien une détermination de fond, et les procédures de réexamen à l'extinction des États-Unis sont conformes aux prescriptions limitées énoncées à l'article 11.3

> **b) À titre d'exemple, dans le cas d'une renonciation, la législation des États-Unis interdit-elle au Département d'évaluer, dans le cadre de sa détermination de la probabilité, les statistiques des importations et les résultats de réexamens administratifs éventuels, ou tout autre élément d'information dont le Département pourrait disposer ou qui aurait pu être présenté par les parties intéressées nationales?**

23. Les États-Unis tiennent à rappeler qu'une renonciation ne donne pas lieu à l'établissement d'une détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Indépendamment du point de savoir si une société a renoncé à son droit de participer, s'agissant de la détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, le Département est autorisé à tenir compte des données de fait disponibles, y compris les renseignements communiqués dans les réponses de fond (qu'elles soient complètes ou incomplètes), si un réexamen accéléré est effectué. Il convient de noter que les parties intéressées interrogées ont le droit de faire figurer *tout* renseignement pertinent dans ces réponses. En outre, le Département peut tenir compte de renseignements issus de déterminations antérieures (comme les réexamens administratifs) pour évaluer la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.

> **c) dans l'hypothèse d'un réexamen à l'extinction où tous les exportateurs étrangers intéressés auraient donné des réponses incomplètes à l'avis d'engagement, la disposition précitée de la Loi douanière exige-t-elle que le Département constate qu'il est probable que le dumping subsistera sans tenir compte des renseignements communiqués dans ces réponses incomplètes? Veuillez donner des précisions en vous référant aux dispositions pertinentes de la législation des États-Unis.**

24. Non. Comme il a été mentionné plus haut, il y a une différence entre une constatation de probabilité propre à une entreprise et une détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. La Loi douanière prescrit une constatation de probabilité par entreprise lorsque l'entreprise en question a choisi de renoncer à participer. Toutefois, la Loi douanière n'impose pas de détermination particulière de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.

25. Si toutes les parties intéressées interrogées ont présenté des réponses incomplètes, le règlement prévoit que le Département considérera normalement que la réponse collective est inadéquate, et normalement il effectuera un réexamen accéléré et aura recours aux données de fait disponibles.[25] En utilisant les données de fait disponibles, le Département tiendra compte de tous les renseignements présentés dans les réponses incomplètes ainsi que des renseignements issus des procédures antérieures pour établir une détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.[26]

Question n° 5

Le Groupe spécial note que l'article 1675(c)(4)(B) de la Loi douanière de 1930 dispose que lorsqu'une partie intéressée renonce à participer à un réexamen à l'extinction, le Département constatera qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en ce qui

[25] Article 351.218(d)(ii)(C)(2) (pièce n° 3 de l'Argentine).
[26] 19 C.F.R. 351.308(f)(2) (pièce n° 27 des États-Unis).

concerne cette partie intéressée. Le Groupe spécial note également que l'article 351.218(d)(2)(iii) du Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction dispose que le fait de ne pas présenter une réponse de fond complète à l'avis d'engagement d'un réexamen à l'extinction sera considéré comme une renonciation au droit de cet exportateur de participer à ce réexamen. Enfin, le Groupe spécial note l'affirmation des États-Unis, au paragraphe 235 de leur première communication écrite, selon laquelle le Département effectue ses déterminations de la probabilité dans le cadre des réexamens à l'extinction sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.

a) Les États-Unis mentionnent dans la note de bas de page 250 de leur première communication écrite que le Sunset Policy Bulletin oblige le Département à établir ses déterminations de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Veuillez préciser s'il y a d'autres dispositions dans d'autres instruments juridiques de la législation des États-Unis (par exemple la Loi ou le Règlement) qui prescrivent que les déterminations de la probabilité de voir le dumping subsister ou se reproduire auxquelles il est procédé dans le cadre de réexamens à l'extinction doivent être établies sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.

26. La note de bas de page 250 se rapporte au passage du texte affirmant qu'un nombre "adéquat" de réponses est normalement requis.[27] Cette note n'indique pas que le Sunset Policy Bulletin oblige le Département à établir ses déterminations de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.

27. L'article 751(c)(1)(A) de la Loi dispose que le Département doit effectuer un réexamen à l'extinction d'une ordonnance en matière de droits antidumping cinq ans après la publication de ladite ordonnance. Le SAA, étant l'outil d'interprétation de la Loi qui fait autorité, précise que l'article 751(c) oblige le Département à établir la détermination à l'extinction sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.

b) Vu qu'au paragraphe 235 de leur première communication écrite les États-Unis déclarent que, dans le cadre des réexamens à l'extinction, le Département est tenu d'effectuer ses déterminations de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, quel sens devrait-on donner au membre de phrase "en ce qui concerne cette partie intéressée", à l'article 1675(c)(4)(B) de la Loi douanière de 1930? Si la législation des États-Unis exige que le Département établisse ses déterminations de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, que se passe-t-il lorsqu'un des exportateurs renonce à son droit de participer ou ne présente pas une réponse complète, ce qui paraît aboutir à une renonciation présumée? La disposition de la Loi prescrivant une constatation positive dans le cas de l'exportateur qui a renoncé à participer détermine-t-elle aussi la conclusion de la détermination globale de la probabilité qui doit être établie pour le pays en cause sur la base de l'ordonnance dans son ensemble?

28. Non. Ni l'article 751(c)(4)(B), ni aucune autre disposition de la Loi ou de la réglementation des États-Unis ne prescrivent une détermination positive de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble dans le cadre d'un réexamen à l'extinction pour cause de renonciation d'un seul exportateur.

c) Supposons que l'exportateur A, qui est l'un des exportateurs visés par un réexamen à l'extinction engagé contre le pays X, présente une réponse incomplète à l'avis d'engagement et soit par conséquent réputé avoir renoncé à

[27] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 235.

son droit de participer en vertu de l'article 351.218(d)(2)(iii) du Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction. Le Département devrait-il constater une probabilité pour le pays X sur la base de l'ordonnance dans son ensemble parce qu'il doit constater une probabilité, de plein droit, pour l'exportateur A qui a présenté une réponse incomplète? En d'autres termes, la constatation positive en ce qui concerne l'exportateur A déterminerait-elle aussi la détermination globale sur la base de l'ordonnance dans son ensemble pour le pays X dans ce cas de figure? Veuillez donner des précisions en vous référant aux dispositions pertinentes de la législation des États-Unis.

29. Non. Comme il a été précisé plus haut, le Département peut faire une constatation de probabilité pour une entreprise et il établira ensuite une détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Si un réexamen accéléré est effectué et que les données de fait disponibles sont utilisées, les dispositions réglementaires prévoient que tous les renseignements factuels figurant au dossier seront utilisés pour établir la détermination sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, y compris les renseignements communiqués dans les réponses de fond, incomplètes et complètes.[28] Par conséquent, la législation des États-Unis ne prescrit pas qu'une constatation de probabilité en ce qui concerne une société entraîne une détermination de la probabilité pour toute l'ordonnance.

d) Si votre réponse à la question c) est négative, veuillez expliquer si une constatation négative pour le pays X sur la base de l'ordonnance dans son ensemble contreviendrait à l'article 1675(c)(4)(B) de la Loi douanière de 1930, qui oblige le Département à faire une détermination positive pour l'exportateur A qui a présenté une réponse incomplète à l'avis d'engagement.

30. Il n'y aurait pas d'infraction à l'article 751(c)(4)(B), ni à aucune autre disposition de la législation des États-Unis. La loi exige seulement une constatation de probabilité en ce qui concerne la société qui a renoncé à participer; elle n'impose pas de constatation de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Comme il a été mentionné plus haut, le Département, même s'il utilise les données de fait disponibles, tiendra compte des renseignements issus des procédures antérieures et de toutes les réponses de fond, qu'elles soient ou non complètes.

Question n° 6

Le Groupe spécial note que l'article 351.308(f) du Règlement du Département énonce les faits que celui-ci doit utiliser lorsqu'il applique les données de fait disponibles dans un réexamen à l'extinction.

a) Cette disposition définit-elle ou limite-t-elle la portée des données de fait disponibles dans les réexamens à l'extinction? En d'autres termes, cette disposition autorise-t-elle le Département à tenir compte de faits autres que ceux qui y sont énoncés lorsqu'il utilise les données de fait disponibles dans un réexamen à l'extinction? Veuillez répondre en détail en vous référant aux dispositions pertinentes de la législation des États-Unis prises conjointement avec l'article 6 et l'Annexe II de l'Accord antidumping.

31. L'article 751(c)(3)(B) dispose que le Département fera reposer sa détermination finale à l'extinction sur les données de fait disponibles si, globalement, pour l'ordonnance dans son ensemble, la réponse des parties intéressées interrogées est jugée inadéquate. L'article 351.308(f) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction* dispose que, pour établir la détermination finale à l'extinction sur la base des données de fait disponibles, le Département s'appuiera normalement sur les déterminations

[28] 19 C.F.R. 351.308(f)(2) (pièce n° 27 des États-Unis).

antérieures des organismes et sur les renseignements provenant des réponses de fond des parties intéressées. Ceux-ci peuvent comprendre *tout* renseignement que la partie intéressée interrogée juge pertinent pour la procédure.

32. Aux termes de l'article 6.8 de l'Accord antidumping, "[d]ans les cas où une partie intéressée refusera de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communiquera pas", un Membre peut établir sa détermination sur la base des "données de fait disponibles". Dans un réexamen à l'extinction accéléré, les parties intéressées interrogées qui représentent plus de 50 pour cent des importations de la marchandise visée ont expressément renoncé à participer, ont présenté une réponse de fond incomplète ou n'ont répondu à l'avis d'engagement sur aucun point. Dans ce contexte, le Département utilise normalement les données de fait disponibles pour établir sa détermination finale à l'extinction parce que les parties intéressées interrogées n'ont pas, collectivement, présenté les renseignements nécessaires. Néanmoins, selon le paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord antidumping, lorsqu'on applique les données de fait disponibles en vertu de l'article 6.8, il faut tenir compte de tous les renseignements vérifiables qui sont présentés de manière appropriée pour établir la détermination en cause. L'article 351.308(f)(2) prévoit l'examen de ces renseignements lorsqu'ils sont présentés dans la réponse de fond d'une partie intéressée, que cette réponse de fond soit complète ou incomplète.

b) Quelle est la portée du terme "normalement" dans cette disposition?

33. L'article 351.308(f) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction* dit que le Département fondera normalement sa détermination finale à l'extinction sur les déterminations antérieures des organismes et sur les renseignements présentés dans les réponses de fond des parties. L'emploi du terme "normalement" à l'article 351.308(f) donne au Département toute latitude pour constater que dans telle ou telle affaire, les circonstances factuelles justifient le recours de sa part à d'autres renseignements ou à des renseignements supplémentaires pour établir la détermination finale à l'extinction sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.

c) Quelle est la portée juridique du renvoi figurant dans le texte de l'article 351.308(f) du Règlement à l'article 752(b) et 752(c) de la Loi? Comme la Loi ne renferme aucune disposition sur l'inadéquation des réponses de fond, ce renvoi indique-t-il que les dispositions énoncées à l'article 351.308(f) du Règlement s'appliquent uniquement dans les cas de renonciation, expresse ou présumée, mais non lorsque la réponse de fond est complète mais inadéquate parce que la part des exportateurs est inférieure à 50 pour cent? Veuillez donner une réponse à la lumière des affirmations faites aux paragraphes 156 et 170 de la première communication des États-Unis.

34. Comme il a été mentionné plus haut, il y a deux étapes pour évaluer s'il y a lieu d'effectuer un réexamen à l'extinction complet ou un réexamen à l'extinction accéléré. La première étape consiste à évaluer si les réponses de fond (il pourrait bien y avoir plus d'un exportateur, par exemple) qui ont été données à l'avis d'engagement sont complètes ou si des parties ont renoncé à leur droit de participer à la procédure. Ces décisions sont ensuite incorporées dans la seconde étape, qui consiste à déterminer si les réponses de fond complètes représentent 50 pour cent des importations. Puis, si le Département décide d'effectuer un réexamen accéléré, il appliquera normalement les données de fait disponibles, comme il est indiqué à l'article 351.308(f). Ainsi, il est parfaitement possible qu'il y ait des renonciations et des réponses de fond complètes dans une procédure, les unes et les autres étant prises en considération pour déterminer s'il convient d'effectuer un réexamen accéléré et, en conséquence, d'utiliser les données de fait disponibles.

35. Le renvoi à l'article 752(b) et 752(c) de la Loi se trouve dans le texte de l'article 351.308(f) parce que ces dispositions légales renferment les éléments impératifs que le Département doit ("shall") prendre en considération pour établir une détermination de la probabilité sur la base de

l'ordonnance dans son ensemble dans un réexamen à l'extinction. Le Département tiendra compte de tout renseignement supplémentaire présenté dans la réponse de fond des parties compte tenu des prescriptions légales énoncées à l'article 752(b) et 752(c) en établissant la détermination finale à l'extinction.

d) Veuillez expliquer si, s'agissant d'un réexamen à l'extinction dans lequel la ou les parties intéressées interrogées interviennent pour moins de 50 pour cent dans les exportations totales du produit visé sur le marché des États-Unis, le Département tiendrait compte des renseignements et des éléments de preuve présentés par les parties intéressées interrogées dans les réponses de fond à l'avis d'engagement du réexamen à l'extinction. Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi l'article 351.218(e)(1)(ii)(c)(2) du Règlement dispose que le Département fonderait sa détermination sur les données de fait disponibles en pareil cas. En d'autres termes, si le Département doit tenir compte des éléments de preuve présentés par les parties intéressées interrogées en réponse à l'avis d'engagement indépendamment de leur part dans les exportations totales du produit visé sur le marché des États-Unis, pourquoi la réglementation ordonne-t-elle au Département de recourir aux données de fait disponibles si la part des parties interrogées est inférieure à 50 pour cent?

36. S'agissant d'un réexamen à l'extinction dans lequel la ou les parties intéressées interrogées n'atteignent pas le seuil de 50 pour cent et dans lequel il a été déterminé que la réponse globale à l'avis d'engagement était inadéquate, le Département tiendrait compte des renseignements et des éléments de preuve présentés par les parties intéressées interrogées dans leurs réponses de fond en établissant la détermination finale à l'extinction conformément à l'article 351.308(f) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction*.

Question n° 7

a) Veuillez expliquer la signification de l'expression "sans complément d'enquête" à l'article 351.218(e)(1)(ii)(C)(2) du Règlement du Département. Qu'est-ce qu'implique cette expression? Veut-elle dire que le Département n'acceptera pas que des exportateurs étrangers présentent, dans le cadre de réexamens à l'extinction accélérés, le moindre élément de preuve en plus de leurs réponses jugées inadéquates? Ou bien veut-elle dire que les éléments de preuve présentés par les parties intéressées ne seront pas évalués ni autrement vérifiés?

37. L'article 351.218(e)(1)(ii)(C)(2) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction* dispose que le Département fondera normalement sa détermination finale à l'extinction sur les "données de fait disponibles" sans complément d'enquête lorsque la réponse globale donnée par les parties intéressées interrogées est inadéquate. Toutefois, le Département peut, s'il le juge bon, poursuivre son enquête.[29] L'emploi de l'expression "sans complément d'enquête" à l'article 351.218(e)(1)(ii)(C)(2) signifie que le Département n'est pas obligé de demander des renseignements supplémentaires.

38. Normalement, le Département n'acceptera pas de renseignements supplémentaires des parties intéressées, nationales ou interrogées, après que leurs réponses de fond auront été jugées "incomplètes". Toutefois, tout renseignement présenté par une partie intéressée dans sa réponse de fond est pris en considération par le Département lorsqu'il établit sa détermination finale dans le cadre d'un réexamen à l'extinction accéléré, même lorsque la réponse de fond a été jugée "incomplète".[30]

[29] *Voir* le SAA, pages 879 et 880 (pièce n° 11 des États-Unis).
[30] 19 C.F.R. 351.308(f)(2) (pièce n° 27 des États-Unis).

b) De manière plus générale, est-il juste d'affirmer que, du point de vue des règles de procédure, la seule différence entre une constatation de probabilité faite selon la Loi en cas de renonciation et un réexamen accéléré lorsque la réponse est jugée inadéquate réside dans le fait que dans le second cas, le Département tiendra compte des renseignements présentés par l'exportateur étranger dans la réponse de fond complète donnée à l'avis d'engagement?

39. Le Département tiendra compte de tous les renseignements figurant dans le dossier administratif de la procédure de réexamen à l'extinction, y compris les renseignements communiqués par les parties intéressées nationales dans leurs réponses de fond et leurs réponses présentées à titre de réfutation, les déterminations antérieures des organismes et tout autre renseignement dont le Département disposerait, de même que les renseignements communiqués par les parties intéressées interrogées dans leurs réponses de fond et leurs réponses présentées à titre de réfutation.[31] Si une partie intéressée interrogée a présenté une déclaration de renonciation, il n'y aura de toute évidence aucun renseignement à prendre en considération en ce qui la concerne.

Question n° 8

Le Groupe spécial note la disposition suivante, énoncée à l'article 351.218(d)(2)(iii) du Règlement du Département sur les réexamens à l'extinction:

> **"iii) Absence de réponse d'une partie intéressée interrogée. Le Secrétaire considérera qu'une partie intéressée interrogée qui ne présente pas une réponse de fond complète à un avis d'engagement en vertu du paragraphe (d)(3) du présent article renonce à participer à un réexamen à l'extinction effectué par le Département."[32] (non souligné dans l'original)**

a) Veuillez expliquer la relation entre les termes "absence de réponse" et "une réponse de fond complète" tels qu'ils sont employés dans cette disposition. Cette disposition signifie-t-elle qu'une réponse incomplète présentée par une partie intéressée est considérée comme une absence de réponse au regard de la législation des États-Unis? Cette disposition traite-t-elle une réponse incomplète comme une absence totale de réponses, si minimes que puissent être les éléments manquants de cette réponse? Ou bien traite-t-elle ces deux cas différemment? Y a-t-il renonciation lorsque l'exportateur ne répond pas du tout, ou aussi lorsque l'exportateur présente une réponse mais que celle-ci ne renferme pas tous les renseignements requis?

40. Lorsqu'une partie intéressée présente une réponse de fond incomplète, le Département constatera que la réponse incomplète est l'équivalent d'une absence de réponse en ce qui concerne cette partie intéressée interrogée aux fins de la détermination de la probabilité par entreprise.

41. Le Département ne rejette pas les réponses incomplètes en soi. L'évaluation de l'exhaustivité d'une réponse de fond dépend des situations individuelles et est faite au cas par cas.[33] De plus, le Département a le pouvoir général d'écarter les délais pour des raisons valables, à moins que la loi ne

---

[31] *Voir* l'article 351.318(f)(1) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction* (pièce n° 27 des États-Unis) (définition des "données de fait disponibles").

[32] 19 C.F.R. § 351.218(d)(2) (pièce n° 3 de l'Argentine).

[33] *Voir* 19 C.F.R. § 351.218(d)(3) (pièce n° 3 de l'Argentine) et le préambule, 63 Fed. Reg., page 13518 (pièce n° 3 des États-Unis) (le Département peut considérer que la réponse de fond incomplète d'une société est complète ou adéquate lorsque cette partie intéressée est incapable de présenter les renseignements requis et explique pourquoi).

l'interdise expressément.[34] Par conséquent, si une réponse est incomplète, le Département peut proroger le délai de 30 jours pour permettre à une partie intéressée interrogée de compléter sa réponse.

42. Il y a renonciation présumée lorsqu'un exportateur présente une réponse de fond incomplète ou ne présente pas de réponse du tout. Toutefois, les renseignements présentés dans une réponse de fond incomplète seront pris en considération par le Département pour l'établissement de la détermination finale à l'extinction.

Question n° 9

Le Groupe spécial note qu'au paragraphe 242 de leur première communication écrite les États-Unis déclarent ceci:

> **"Une détermination selon laquelle la réponse globale donnée à l'avis d'engagement est inadéquate peut être fondée sur le fait que les parties intéressées interrogées ont choisi de renoncer à participer, ou n'ont pas répondu, ou ont fourni des réponses de fond inadéquates, ou encore sur une combinaison de ces scénarios."**

a) Veuillez expliquer si le critère des 50 pour cent est le seul critère sur lequel repose une détermination concluant à l'inadéquation ou si, comme les États-Unis l'indiquent dans le paragraphe susmentionné, la réponse des parties interrogées peut être jugée inadéquate lorsqu'il y a renonciation expresse ou présumée, mais que la part des parties interrogées qui coopèrent dans les importations totales est supérieure à 50 pour cent.

43. Le terme "inadéquates" dans l'extrait de la communication qui est cité fait référence, en réalité, à l'exhaustivité de chaque réponse de fond à l'avis d'engagement qui est présentée plutôt qu'à l'adéquation de l'ensemble des réponses.

44. Le seuil de 50 pour cent est le critère normal pour déterminer si le Département effectuera un réexamen à l'extinction complet ou un réexamen à l'extinction accéléré. Toutefois, on l'a vu, le Département a fait une exception dans un cas où la partie intéressée interrogée avait présenté des renseignements indiquant que des réponses de fond complètes n'atteignant pas le seuil de 50 pour cent étaient quand même adéquates. Le Département n'a pas constaté d'inadéquation lorsque les réponses de fond complètes atteignaient le seuil de 50 pour cent. Par conséquent, si un nombre suffisant de parties intéressées interrogées (ou une seule, si elle atteint le seuil de 50 pour cent) respectent simplement les critères énoncés dans la réglementation, ces parties peuvent quasiment être assurées qu'un réexamen complet sera effectué. Autrement dit, en pratique, c'est aux parties intéressées interrogées qu'il revient de décider si elles veulent un réexamen complet ou un réexamen accéléré.

b) Veuillez expliquer si une décision concluant à l'inadéquation a déjà été fondée sur le fait qu'une partie intéressée avait choisi de renoncer à participer ou n'avait pas répondu, plutôt que sur la part de cette partie dans les importations totales.

45. Le choix de la renonciation et l'évaluation de l'adéquation sont deux procédures distinctes. La renonciation, expresse ou présumée, n'entraîne pas automatiquement la constatation que les réponses de fond étaient inadéquates. Normalement, le Département évaluera plutôt si les réponses de fond complètes à l'avis d'engagement sont suffisantes pour atteindre le seuil de 50 pour cent. D'autres exportateurs atteignant le seuil de 50 pour cent peuvent avoir présenté des réponses de fond

[34] 19 C.F.R. § 351.302(b) (pièce n° 3 des États-Unis).

complètes, ou peuvent avoir présenté des renseignements suffisants pour permettre au Département d'effectuer un réexamen à l'extinction complet.

46. Plus précisément, si une partie intéressée interrogée présente une réponse de fond à l'avis d'engagement qui renferme effectivement tous les renseignements prescrits par l'article 351.218(d)(3) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction*, cette partie a dès lors présenté une réponse de fond "complète". Si une partie intéressée interrogée présente une réponse de fond à l'avis d'engagement qui ne renferme pas tous les renseignements prescrits par l'article 351.218(d)(3), "normalement" cette partie sera considérée comme ayant présenté une réponse de fond "incomplète". De même, si une partie intéressée interrogée renonce expressément à son droit de participer ou ne répond pas à l'avis d'engagement, sa réponse est aussi considérée comme "incomplète".

47. Une fois que le Département a déterminé par entreprise quelles sont les réponses de fond "complètes", il applique normalement le seuil de 50 pour cent au volume total des importations de toutes les parties intéressées interrogées qui ont individuellement présenté une réponse de fond complète ou adéquate pour déterminer si la réponse globale à l'avis d'engagement est "adéquate". Le Département utilise ensuite ces résultats pour déterminer s'il convient d'effectuer un réexamen à l'extinction complet ou un réexamen à l'extinction accéléré.

c) De manière plus générale, veuillez expliquer si, en vertu de la législation des États-Unis régissant les réexamens à l'extinction, "une renonciation expresse ou présumée" et "une réponse inadéquate" sont deux situations qui s'excluent mutuellement. En d'autres termes, serait-il exact d'affirmer que, dans le cadre de la législation des États-Unis, certaines circonstances conduisent exclusivement à une renonciation expresse ou présumée et certaines autres exclusivement à une réponse inadéquate?

48. Non. L'existence de renonciations présumées ou expresses entre en ligne de compte dans l'examen du seuil de 50 pour cent servant à évaluer l'adéquation des réponses de fond globales. Par exemple, un exportateur peut avoir renoncé à son droit de participer, tandis qu'un autre aura présenté une réponse de fond complète. Si ce dernier atteint le seuil de 50 pour cent ou présente des renseignements indiquant pourquoi le seuil de 50 pour cent n'est pas approprié, le Département pourrait constater que les réponses de fond complètes sont adéquates et, partant, un réexamen complet serait normalement effectué.

Question n° 10

Le Groupe spécial note qu'au paragraphe 162 de leur première communication écrite les États-Unis déclarent ce qui suit:

> **"[L]e fait que les États-Unis peuvent ménager aux parties davantage de possibilités de présenter des éléments de preuve et des arguments dans le cadre d'un réexamen à l'extinction complet est pour eux une question de principe, non une obligation découlant de l'Accord antidumping, et ne constitue pas une raison de critiquer les règles en matière de preuve et de procédure qui régissent les réexamens à l'extinction accélérés."**

a) De l'avis des États-Unis, l'article 6 s'applique-t-il intégralement aux réexamens à l'extinction? Ou y a-t-il des dispositions de cet article qui peuvent ne pas être applicables dans le contexte des réexamens à l'extinction? Veuillez répondre à la lumière des dispositions de l'article 11.4, en particulier le membre de phrase "concernant les éléments de preuve et la procédure" qui y figure.

49. L'article 11.4 de l'Accord antidumping dispose que les dispositions de l'article 6 "concernant les éléments de preuve et la procédure" s'appliqueront aux réexamens au titre de l'article 11. Ce ne sont donc pas toutes les dispositions de l'article 6 qui sont applicables aux réexamens au titre de l'article 11; ce sont seulement les dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure qui sont ainsi applicables. Récemment, dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon*, l'Organe d'appel a confirmé que l'article 11.3 ne prescrit aucune règle de fond pour l'administration des réexamens à l'extinction.[35]

b) Si les États-Unis sont d'avis que l'article 6 s'applique – entièrement ou en partie – aux réexamens à l'extinction, où, à l'article 6 ou ailleurs dans l'Accord, trouvent-ils un appui pour étayer leur affirmation que le fait de donner aux parties intéressées des droits procéduraux élargis dans le cadre des réexamens à l'extinction complets, par rapport aux réexamens à l'extinction accélérés, n'est pas incompatible avec les règles de l'OMC?

50. Comme il a été mentionné plus haut, l'Organe d'appel a confirmé dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon* que l'article 11.3 ne prescrit pas la méthode que les Membres peuvent utiliser pour effectuer des réexamens à l'extinction. Partant, à moins que les procédures de réexamen à l'extinction des États-Unis ne soient incompatibles avec l'article 6 ou l'article 11.3, ces procédures sont permises au regard de l'Accord antidumping. Rien dans cet accord n'empêche les États-Unis d'accorder aux parties des droits procéduraux élargis dans le cadre des réexamens à l'extinction complets par rapport aux réexamens à l'extinction accélérés. Les États-Unis notent que ce sont les parties elles-mêmes qui décident en fait si elles veulent des "droits procéduraux élargis".

Question n° 11

Le Groupe spécial note le passage suivant du Mémorandum sur les questions et la décision publié par le Département dans le cadre du réexamen à l'extinction en cause:

> **"Dans les réexamens à l'extinction en cause, le Département n'a pas reçu de réponse adéquate des parties intéressées interrogées. En vertu de l'article 351.218(d)(2)(iii) du Règlement sur les réexamens à l'extinction, cela constitue une renonciation à participer."**[36]

Le Groupe spécial doit-il comprendre que le Département a considéré que Siderca avait renoncé à son droit de participer au réexamen à l'extinction considéré? Dans l'affirmative, sur quelle base l'a-t-il fait au regard de la législation des États-Unis? Si votre réponse est négative, veuillez expliquer quel sens le Groupe spécial devrait donner à cette phrase.

51. Non. Ayant constaté que Siderca avait présenté une réponse de fond complète, il n'allait pas constater qu'elle avait renoncé à son droit de participer à la procédure de réexamen à l'extinction.[37] Le Mémorandum sur la décision concernant le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine comprend également les déterminations finales à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Italie, du Japon et de Corée. Dans chacun de ces trois autres réexamens à l'extinction, les parties intéressées interrogées n'ont pas répondu à l'avis d'engagement à quelque égard que ce soit.

---

[35] *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 123.

[36] *Issues and Decision Memorandum for the Sunset Reviews of the AD Orders on Oil Country Tubular Goods from Argentina, Italy, Japan, and Korea* (Département, 31 octobre 2000) (résultats finals) ("*Mémorandum sur la décision*") (pièce n° 51 de l'Argentine, page 5).

[37] *Voir* le *Mémorandum sur la décision*, page 3 (pièce n° 51 de l'Argentine) et *Adequacy of Respondent Interested Party Response to the Notice of Initiation*, A-357-810 (Département, 22 août 2000) ("*Mémorandum sur l'adéquation*"), pages 1 et 2 (pièce n° 50 de l'Argentine).

Par conséquent, le passage susmentionné fait référence au manquement des parties intéressées interrogées dans le contexte des réexamens à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Italie, du Japon et de Corée.

52. Le Mémorandum sur les questions et la décision démontre que le Département a fait deux constatations – d'abord, que Siderca avait présenté une réponse de fond complète et, ensuite, qu'aucune autre partie intéressée interrogée n'avait présenté de réponse de fond dans aucun des réexamens à l'extinction considérés dans le Mémorandum sur la décision.[38]

Question n° 12

Le Groupe spécial note l'argument que formulent les États-Unis au paragraphe 237 de leur première communication écrite en ces termes: "Siderca n'a pas saisi les possibilités que lui offrait le règlement sur les réexamens à l'extinction de défendre [ses intérêts] dans le cadre d'un réexamen à l'extinction accéléré."

a) Veuillez expliquer à quel(s) moment(s) pendant le réexamen à l'extinction en cause Siderca a eu d'autres possibilités de se défendre en vertu de la législation des États-Unis, mais ne l'a pas fait.

53. Siderca a eu de nombreuses possibilités de présenter des arguments et des renseignements pour faire valoir ses droits dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine. Premièrement, lorsqu'une partie intéressée interrogée présente une réponse de fond, l'article 351.218(d)(3) prescrit, notamment, une déclaration de son auteur au sujet des effets probables d'une abrogation, qui comprenne tous renseignements, arguments et motifs pouvant étayer cette déclaration. L'allégation tout entière de Siderca à cet égard était que le Département devait appliquer le critère *de minimis* énoncé à l'article 5.8 de l'Accord antidumping et, en conséquence, abroger l'ordonnance. En outre, l'article 351.218(d)(3)(iv)(B) donne à la partie intéressée la possibilité de présenter tous autres renseignements ou arguments pertinents dont elle voudrait que le Département tienne compte dans le réexamen à l'extinction. Siderca n'a pas présenté d'autres arguments ni d'autres renseignements factuels.[39]

54. Deuxièmement, chaque partie intéressée se voit ménager la possibilité de présenter une réponse à titre de réfutation ("réponse présentée à titre de réfutation") au titre de l'article 351.218(d)(3)(iv)(4) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction* pour contester n'importe quel argument ou renseignement présenté dans les réponses de fond des autres parties intéressées. Siderca n'a présenté aucune réponse à titre de réfutation, en dépit du fait que les parties intéressées nationales avaient allégué, statistiques à l'appui, l'existence d'expéditions d'OCTG en provenance d'Argentine au cours de quatre des cinq années ayant précédé le réexamen à l'extinction. Siderca n'a pas contesté ces statistiques, ni aucun autre renseignement présenté dans les réponses de fond des parties intéressées nationales, bien qu'elle ait eu la possibilité de le faire.

55. Enfin, comme les États-Unis l'ont exposé dans leur première communication écrite et dans les réponses données plus haut, le Département détermine s'il convient d'effectuer un réexamen à l'extinction complet ou accéléré selon que la réponse globale à l'avis d'engagement est adéquate ou non. Pour cela, il détermine si les importations des parties intéressées interrogées qui ont présenté une réponse de fond complète représentaient, collectivement, plus de 50 pour cent des importations de la marchandise visée au cours des cinq années ayant précédé le réexamen à l'extinction. Il publie ensuite un mémorandum sur l'adéquation dans lequel il fait connaître sa décision et les faits sur lesquels elle repose. Cette détermination peut être contestée par les parties intéressées, conformément à l'article 351.309(e) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction.*

[38] *Mémorandum sur la décision*, pages 3 et 4 (pièce n° 51 de l'Argentine).
[39] *Voir* la réponse de fond de Siderca, pages 2 et 3 (pièce n° 57 de l'Argentine).

56. Le Département a publié sa détermination de l'adéquation dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine et l'a fait reposer sur les statistiques d'importations présentées par les parties intéressées nationales après les avoir vérifiées en utilisant la base de données de l'ITC sur le commerce.[40] (Le Département a revérifié les statistiques d'importations en vue de la détermination finale à l'extinction en utilisant ses statistiques d'importations IM-145 du Bureau du recensement; *voir* le *Mémorandum sur la décision*, pages 4 et 5 (pièce n° 51 de l'Argentine).) Siderca n'a pas contesté la détermination de l'adéquation du Département, comme elle avait le droit de le faire en vertu de l'article 351.309(e) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction*.

57. À aucun moment Siderca n'a présenté de déclaration ou autrement affirmé qu'elle ne pratiquerait pas le dumping dans l'avenir si l'ordonnance était abrogée, n'a expliqué pourquoi elle avait cessé ses expéditions de la marchandise visée après l'imposition du droit ni n'a allégué que les renseignements fournis dans la procédure de réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine étaient inexacts ou faux. Dans la présente procédure, l'Argentine donne à entendre dans sa première communication écrite que Siderca était le seul producteur d'OCTG en Argentine pendant le réexamen à l'extinction et que l'absence d'expéditions de Siderca contredisait les données indiquant que des OCTG en provenance d'Argentine avaient en réalité été exportés aux États-Unis pendant la période visée par le réexamen. Siderca faisait des déclarations semblables dans sa réponse de fond complète à l'avis d'engagement. Or, il existe un deuxième producteur argentin d'OCTG, dénommé Acindar. Les États-Unis ont effectué des réexamens administratifs visant Acindar dès 2001 et, pas plus tard que le 19 mars 2003, le Département a constaté qu'Acindar avait une marge de dumping de 60,73 pour cent.[41] De plus, les États-Unis croient savoir qu'Acindar fabrique des OCTG soudés, tandis que Siderca fabrique des OCTG sans soudure (ces deux produits sont visés par l'ordonnance antidumping). Il n'est pas absolument exclu que Siderca n'ait pas contesté les statistiques d'importations utilisées pendant le réexamen à l'extinction parce qu'elle savait qu'un autre producteur argentin avait commencé à expédier des OCTG aux États-Unis dans la période visée par le réexamen et que la constatation d'adéquation du Département fondée sur le seuil de 50 pour cent était, en fait, exacte.

58. Autoriser l'Argentine à soulever maintenant des questions de fait que ni l'Argentine ni Siderca n'ont soulevées pendant le réexamen à l'extinction reviendrait à autoriser les parties intéressées interrogées à manipuler le système. Conformément aux principes généraux énoncés à l'article 6, les États-Unis ont ménagé à tous les exportateurs argentins – et au gouvernement argentin – la possibilité de présenter des renseignements suffisants pour justifier la conduite d'un réexamen à l'extinction complet. Siderca et l'Argentine s'y sont refusées.

59. Par conséquent, malgré la plainte de l'Argentine, la détermination du Département concluant à la probabilité était en réalité juste, comme l'atteste la marge de dumping qui a été constatée en ce qui concerne Acindar après le réexamen à l'extinction.

b) Quelles dispositions du Règlement du Département, ou quels autres instruments juridiques pertinents de la législation des États-Unis, confèrent aux exportateurs intéressés le droit de défendre leurs intérêts? Veuillez répondre à la lumière de la formule "sans complément d'enquête", à l'article 351.218(e)(1)(ii)(C)(2) du Règlement du Département. Quel sens convient-il de donner à cette disposition si le Règlement accorde aux exportateurs intéressés le droit de défendre leurs intérêts?

60. Prière de voir plus haut la réponse des États-Unis à la question n° 7 a).

---

[40] *Voir* le *Mémorandum sur l'adéquation* (pièce n° 50 de l'Argentine).

[41] *Notice of Final Results and Decision in Part of Anti-Dumping Duty Administrative Review; Oil Country Tubular Goods, Other Than Drill Pipe, from Argentina*, 68 Fed. Reg. 13262, 13263 (19 mars 2003).

61. L'article 751(c)(3)(B) dispose que le Département fondera sa détermination finale à l'extinction sur les données de fait disponibles si la réponse globale donnée par l'ensemble des parties intéressées nationales est jugée inadéquate. L'article 351.218(e)(1)(ii)(C)(2) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction* dispose que "normalement", le Département rend une détermination finale dans le cadre d'un réexamen à l'extinction "sans complément d'enquête" lorsque les parties intéressées ne se sont pas montrées suffisamment désireuses de participer. La disposition relative à l'établissement d'une détermination finale à l'extinction "sans complément d'enquête" a pour but d'accélérer le processus de réexamen à l'extinction. Toutefois, le Département est libre de ne pas suivre une procédure accélérée et, même dans les réexamens accélérés, les parties intéressées qui ont présenté des réponses de fond complètes peuvent encore présenter des réponses à titre de réfutation, pour contester la détermination de l'adéquation établie par le Département, et ont le droit de présenter tous arguments et renseignements qu'elles souhaitent voir le Département prendre en considération dans le réexamen à l'extinction.

Question n° 13

a) Quel était le volume des exportations du produit visé effectuées par des exportateurs argentins autres que Siderca pendant les cinq années d'application de cette mesure? Qui étaient les exportateurs qui ont fait ces exportations? Quelle était la source de ces statistiques?

62. Les parties intéressées nationales ont présenté dans leurs réponses de fond des statistiques d'importations indiquant que la marchandise visée avait été importée aux États-Unis pendant chacune des années, sauf 1996, qui avaient suivi l'imposition de l'ordonnance et ce, jusqu'au réexamen à l'extinction.[42] Ces statistiques montrent que ces importations représentaient quelque 45 000 tonnes avant l'engagement de l'enquête initiale, 26 000 tonnes pendant l'enquête et moins de 900 tonnes en moyenne par an depuis l'imposition de l'ordonnance instituant des droits antidumping sur les OCTG en provenance d'Argentine jusqu'au réexamen à l'extinction.

63. Les parties intéressées nationales ont présenté des statistiques sur les importations d'OCTG pour la période de cinq ans ayant précédé le réexamen à l'extinction.[43] Ces statistiques ont été vérifiées pendant le réexamen à l'extinction à deux sources indépendantes: 1) la base de données de l'ITC sur le commerce; et 2) les données sur les importations IM-145 du Census Bureau du Département.[44]

64. De plus, dans le cadre des procédures de réexamen administratif, les États-Unis ont découvert qu'Acindar était un autre exportateur argentin d'OCTG, et l'un de ceux qui avaient expédié des OCTG aux États-Unis pendant la période visée par le réexamen, comme il en a été question plus haut.

b) Le Groupe spécial note que l'Argentine affirme, au paragraphe 43 de sa première déclaration orale, que la détermination par le Département de l'existence d'exportations argentines du produit visé aux États-Unis pendant la période d'imposition de la mesure en cause était entachée d'erreur parce que le Département avait enregistré à tort comme entrées pour la mise à la consommation des entrées de marchandises qui n'y étaient pas destinées. Veuillez expliquer si les "entrées non destinées à la consommation" sont des produits en transit qui ne sont pas destinés à une consommation finale aux États-Unis.

[42] *Voir* la pièce n° 23 des États-Unis.
[43] *Voir* la pièce n° 23 des États-Unis.
[44] *Voir* le *Mémorandum sur l'adéquation*, page 2 (pièce n° 50 de l'Argentine) et le *Mémorandum sur la décision*, page 3 (pièce n° 51 de l'Argentine), respectivement.

65. Premièrement, le Groupe spécial devrait savoir que Siderca n'a pas soulevé cette question pendant le réexamen à l'extinction correspondant. Deuxièmement, comme il est précisé ci-dessous, l'assertion de l'Argentine concernant la nature de ces expéditions et leur effet sur l'exactitude des statistiques des importations utilisées dans le réexamen à l'extinction est très exagérée.

66. En vue d'aider le Groupe spécial, toutefois, nous donnons à nouveau un fidèle exposé des faits concernant cette question. Pendant la période de cinq ans, quatre réexamens administratifs visant Siderca ont été engagés à la demande des parties intéressées nationales. Le Département a clos chacun de ces réexamens administratifs parce qu'il a déterminé qu'il n'y avait pas eu d'entrées d'OCTG destinés à la consommation en provenance d'Argentine exportés par Siderca dans ces périodes.

67. Dans le réexamen administratif engagé pour la période du 25 juin 1995 au 31 juillet 1996, le Département a constaté que, malgré l'existence d'entrées d'OCTG en provenance d'Argentine pendant cette période, il n'y avait pas eu d'entrées d'OCTG destinés à la consommation et exportés par Siderca, et a donc clos le réexamen administratif visant Siderca.[45] Les parties intéressées nationales ont allégué que Siderca avait fait, pendant cette période, sept expéditions d'OCTG qui ne figuraient pas dans les statistiques des importations. Le Département a déterminé que six d'entre elles étaient des entrées en zone franche ou visées par un cautionnement d'importations temporaires qui étaient destinées à la réexportation. Dans le cas de la septième entrée, "Siderca a émis l'hypothèse que cette expédition [d'OCTG en provenance d'Argentine] était le fait d'autres parties qu'elle-même".[46] Le Service des douanes des États-Unis a vérifié qu'il ne s'agissait pas d'expéditions d'OCTG faites par Siderca pendant la période considérée. Dans le cadre de ce réexamen administratif, Siderca n'a pas dénoncé, et le Département n'a pas constaté, la présence dans les statistiques des importations d'une ou plusieurs erreurs.

68. Dans le cadre du réexamen administratif engagé pour la période du 1er août 1996 au 31 juillet 1997, le Département a constaté que la seule entrée directement attribuée à Siderca était destinée à la réexportation, en conséquence de quoi, il a clos le réexamen administratif pour Siderca.[47] Il n'a pas constaté qu'il n'y avait pas eu d'entrées d'OCTG destinés à la consommation pendant cette période. Il a seulement constaté qu'il n'y avait pas eu, durant la période considérée, d'entrées d'OCTG exportés par Siderca et que la seule entrée attribuée à Siderca l'avait été par erreur.

69. Dans le réexamen administratif engagé pour la période du 1er août 1997 au 31 juillet 1998, le Département a constaté que la seule expédition d'OCTG en provenance d'Argentine observée sur cette période était destinée à la consommation aux États-Unis, mais que ces OCTG n'avaient pas été expédiés par Siderca.[48] Par conséquent, le Département a clos le réexamen administratif pour Siderca.

70. Enfin, dans le réexamen administratif engagé pour la période du 1er août 1998 au 31 juillet 1999, le Département a constaté qu'il n'y avait pas eu d'entrées d'OCTG exportés par Siderca et a donc clos le réexamen pour Siderca.[49] Il n'a pas constaté l'absence d'entrées d'OCTG destinés à la consommation pendant cette période. En fait, le Département a déterminé qu'il y avait eu au moins une entrée d'OCTG destinés à la consommation pendant cette période, mais que Siderca n'était pas l'exportateur.

---

[45] *Voir Oil Country Tubular Goods from Argentina; Rescission of Antidumping Duty Administrative Review*, 62 Fed. Reg. 18747, 18748 (17 avril 1998) (pièce n° 29 de l'Argentine).

[46] 62 Fed. Reg., page 18748 (pièce n° 29 de l'Argentine).

[47] *Voir Oil Country Tubular Goods from Argentina; Rescission of Antidumping Duty Administrative Review*, 63 Fed. Reg. 49089, 49090 (14 septembre 1998) (pièce n° 36 de l'Argentine).

[48] *Voir Oil Country Tubular Goods from Argentina*; *Rescission of Antidumping Duty Administrative Review*, 64 Fed. Reg. 4069, 4070 (27 janvier 1999) (pièce n° 38 de l'Argentine).

[49] *Voir Oil Country Tubular Goods from Argentina; Rescission of Antidumping Duty Administrative Review*, 65 Fed. Reg. 8948 (23 février 2000) (pièce n° 43 de l'Argentine).

71. Par conséquent, dans le cadre de la procédure administrative visant la période 1996-1997, le Département a déterminé qu'il y avait eu une légère erreur au sujet d'une entrée dans le recensement statistique des importations et que, dans le cas du réexamen administratif visant la période 1998-1999, il y avait une quantité indéterminée de tubes pour usages mécaniques qui avaient été classés à tort comme OCTG, mais au moins une entrée d'OCTG destinés à la consommation. Une fois de plus, le Groupe spécial devrait noter que Siderca n'a soulevé cette question ni dans sa réponse de fond, ni en contestant la détermination de l'adéquation établie par le Département dans le réexamen à l'extinction, dans lequel elle aurait pu être examinée dans le contexte de la procédure de réexamen à l'extinction, au lieu de l'être pour la première fois devant le présent Groupe spécial.

c) Les États-Unis ont-ils, dans le réexamen à l'extinction en cause, fondé leur détermination de l'adéquation sur ces statistiques?

72. Oui, telles qu'elles ont été vérifiées par les statistiques compilées dans la base de données de l'ITC sur le commerce et dans les statistiques des importations IM-145 du Bureau du recensement du Département.[50]

Question n° 14

Le seuil de 50 pour cent qui détermine le caractère adéquat de la réponse des exportateurs étrangers au questionnaire dans le cadre d'un réexamen à l'extinction a-t-il un fondement juridique?

73. L'article 752(c)(3) de la Loi donne au Département toute latitude pour choisir la méthode qui servira à déterminer quand la réponse donnée par des parties intéressées à l'avis d'engagement est "adéquate" aux fins de la conduite d'un réexamen à l'extinction complet.[51] En conséquence, le Département a promulgué l'article 351.218(e)(1)(ii) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction* pour codifier le seuil de 50 pour cent afin de donner effet à l'article 752(c)(3) de la Loi.[52]

74. Le contexte des réexamens à l'extinction est important pour comprendre le seuil de 50 pour cent. Une enquête initiale nécessite une évaluation factuelle du dumping, mais un réexamen à l'extinction exige une constatation hypothétique de la "probabilité" d'un dumping dans l'avenir quand une constatation de dumping a déjà été faite. L'article 11.3 ne prescrit pas la méthode à utiliser pour effectuer des réexamens à l'extinction; il exige seulement que les parties se voient accorder des droits généraux en matière de preuve et de procédure, en conformité avec l'article 6. L'Accord antidumping n'oblige pas les Membres à sacrifier des ressources à la recherche de renseignements qui sont dissimulés.

Question n° 15

a) Le renvoi figurant à l'article 11.4 de l'Accord incorpore-t-il toutes les dispositions de l'article 6 dans l'article 11.3? Ce même renvoi incorpore-t-il aussi l'Annexe II dans l'article 11.3?

75. Non, le renvoi de l'article 11.4 n'incorpore expressément que les dispositions de l'article 6 concernant "les éléments de preuve et la procédure". Prière de voir plus haut la réponse à la question n° 10 a).

---

[50] *Voir* le *Mémorandum sur l'adéquation*, page 2 (pièce n° 50 de l'Argentine), et le *Mémorandum sur la décision*, page 3 (pièce n° 51 de l'Argentine), respectivement.

[51] *Voir* le SAA, page 880 (pièce n° 5 de l'Argentine) (dans bien des cas, certaines parties, mais pas toutes, répondront; néanmoins, lorsque les parties démontrent une "volonté suffisante de participer", l'organisme effectuera un réexamen à l'extinction complet).

[52] *Voir* le Préambule, 63 Fed. Reg., page 13518 (pièce n° 3 des États-Unis).

76. Le renvoi de l'article 6 à l'Annexe II incorpore l'Annexe II à l'article 11.3. Toutefois, l'Annexe II n'est applicable que dans la même mesure que l'article 6.

b) Si vous êtes d'avis que le renvoi de l'article 11.4 rend l'article 6.1 de l'Accord applicable aux réexamens à l'extinction, l'article 6.1 – ainsi que ses alinéas – exige-t-il de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle envoie des questionnaires aux exportateurs dans le cadre des réexamens à l'extinction?

77. Non. L'article 6.1 exige que les parties intéressées soient avisées des renseignements que les autorités exigent pour l'enquête en question. Il ne prescrit pas l'envoi d'un "questionnaire". Le Département a publié son "questionnaire à l'extinction" et incorporé les prescriptions sur les renseignements à présenter dans son règlement.[53]

c) Quelle portée faudrait-il, le cas échéant, accorder à l'emploi du mot "enquête" aux paragraphes 1 et 6 de l'Annexe II et à l'emploi du conditionnel du verbe devoir ("should") au lieu du futur simple ("shall") dans tous ses paragraphes?

78. L'emploi du mot "enquête" signifie que les obligations énoncées à l'Annexe II se limitent aux enquêtes initiales. Le renvoi de l'article 11.4 concernant l'application de l'article 6 aux réexamens à l'extinction fait que les obligations énoncées à l'article 6 au sujet des éléments de preuve et de la procédure et, partant, celles de l'Annexe II concernant les éléments de preuve et la procédure sont applicables aussi dans les réexamens à l'extinction. L'emploi du conditionnel "devrait" ("should") indique que la prescription a un caractère incitatif ou recommandé, et non impératif.

Question n° 16

Dans le réexamen à l'extinction considéré, Siderca a-t-elle tenté de présenter des éléments de preuve supplémentaires au DOC après sa réponse de fond à l'avis d'engagement? Dans l'affirmative, comment le DOC a-t-il réagi à ces tentatives?

79. Non.

Question n° 17

Quelle est la portée du terme peut ("may") à l'article 1675(c)(3)(B) de la Loi douanière de 1930?

80. L'emploi du mot "may" (peut) signifie que le Département est libre de ne pas faire reposer sa détermination finale à l'extinction sur "les données de fait disponibles" s'il détermine que d'autres renseignements sont plus appropriés. En d'autres termes, le Département n'est pas tenu par la loi d'utiliser "les données de fait disponibles" chaque fois qu'une réponse inadéquate est donnée à l'avis d'engagement.

OBLIGATION DE DÉTERMINER LA PROBABILITÉ DE VOIR LE DUMPING SUBSISTER OU SE REPRODUIRE

Question n° 20

Le Groupe spécial note les arguments de l'Argentine exposés aux paragraphes 124 à 147 de sa première communication écrite au sujet de la présomption, selon elle irréfragable dans le cadre de la législation/de la pratique des États-Unis, concernant les déterminations de la probabilité dans les réexamens à l'extinction. Veuillez répondre aux questions suivantes [...]

[53] *Voir* l'article 351.218(d) (pièce n° 3 des États-Unis).

c) Veuillez expliquer comment vous identifiez la "pratique" et comment vous distinguez la pratique de la législation. À la lumière de la jurisprudence de l'OMC, veuillez expliquer si, à votre avis, la pratique en tant que telle est susceptible ou non d'être contestée au regard du droit de l'OMC.

81. Une pratique administrative du Département n'est ni une "mesure" au sens des accords pertinents de l'OMC, ni une mesure "impérative" au sens de la distinction impératif/indicatif. Une "mesure" – qui peut entraîner une violation autonome des obligations contractées dans le cadre de l'OMC – doit constituer un instrument ayant une existence fonctionnelle propre, c'est-à-dire qu'elle doit *faire* quelque chose de concret, indépendamment de tout autre instrument. Il est bien établi qu'une "pratique" n'est pas une mesure.[54] En réalité, une pratique en droit interne n'est rien d'autre qu'une collection d'applications ponctuelles de la législation antidumping des États-Unis dans le contexte des réexamens à l'extinction. Même si le Département, comme bien d'autres organismes aux États-Unis, emploie le terme "pratique" pour désigner collectivement ses précédents, une "pratique" n'a pas d'"existence fonctionnelle propre" et ne joue pas "indépendamment de tout autre instrument", parce que le terme fait uniquement référence à des applications ponctuelles de la loi et des règlements des États-Unis.[55] Contrairement à la loi et aux règlements des États-Unis, qui fonctionnent clairement comme des "mesures", une "pratique" ne permet pas de tirer des conclusions *a priori* générales sur la conduite des réexamens à l'extinction dans la législation des États-Unis.

82. Au surplus, même si une "pratique" pouvait être considérée comme une mesure (et les États-Unis sont d'avis qu'elle ne le peut pas), pour qu'une mesure, en tant que telle, soit jugée incompatible avec les règles de l'OMC, il faut qu'elle soit "impérative", c'est-à-dire qu'elle prescrive une action incompatible avec les règles de l'OMC ou exclue une action compatible avec les règles de l'OMC. L'Organe d'appel et plusieurs groupes spéciaux ont expliqué la distinction entre mesures impératives et mesures dispositives. Un Membre ne peut contester une mesure en tant que telle, et un groupe spécial de l'OMC ne peut faire de constatation à son encontre que si la mesure "impose" une action qui est incompatible avec les obligations contractées dans le cadre de l'OMC ou "exclut" une action qui est compatible avec les règles de l'OMC.[56] Suivant les règles normales de l'OMC en matière d'attribution de la charge de la preuve, c'est à la partie plaignante qu'il incombe de démontrer que la mesure contestée impose une action incompatible avec les règles de l'OMC ou exclut une action compatible avec ces règles.[57] Une "pratique" ne lie *pas* le Département et, en vertu du droit administratif des États-Unis, celui-ci peut s'écarter de ses précédents dans n'importe quelle affaire, pourvu qu'il s'en explique. Par conséquent, cette "pratique" n'impose pas une action incompatible avec les règles de l'OMC ni n'exclut une action compatible avec les règles de l'OMC.

---

[54] *Voir*, par exemple, *États-Unis – Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions*, WT/DS194/R, rapport du Groupe spécial, adopté le 29 juin 2001 ("*États-Unis – Restrictions à l'exportation*").

[55] La définition que donne le Japon d'une "pratique" n'est pas conforme à la valeur juridique de ce terme dans la législation des États-Unis. Le Japon décrit une pratique comme des "procédures administratives", qu'il définit comme "une directive détaillée que suit l'autorité administrante lorsqu'elle met en œuvre certaines lois et réglementations". Première communication du Japon, paragraphe 8. Nous définissons "procédures administratives" et "directives" dans notre réponse à la question n° 82.

[56] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 162; *États-Unis – Loi antidumping de 1916* ("*Loi de 1916*"), WT/DS136/AB/R, WT/DS162/AB/R, adopté le 26 septembre 2000, paragraphes 88 et 89; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits*, WT/DS176/AB/R, adopté le 2 février 2002, paragraphe 259; *voir aussi États-Unis - Restrictions à l'exportation*, paragraphes 8.77 à 8.79; rapport du Groupe spécial *États-Unis – Article 129 c) 1) de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay*, WT/DS221/R, adopté le 30 août 2002, paragraphe 6.22.

[57] Rapport du Groupe spécial *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs - Deuxième recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS46/RW/2, adopté le 23 août 2001, paragraphe 5.50.

d) Quel est, selon vous, le rapport entre la "pratique", d'une part, et le "SPB" et le "SAA", d'autre part? Le SPB et le SAA pourraient-ils être considérés comme des instruments juridiques qui consacrent la pratique des États-Unis en matière de réexamens à l'extinction?

83. Ni le SAA ni le *Sunset Policy Bulletin* ne peuvent être contestés en tant qu'infractions autonomes à l'Accord antidumping parce qu'ils ne prescrivent ni n'interdisent des actions relevant de l'Accord antidumping. Le SAA est un type d'historique de la législation qui, en droit interne, donne des indications faisant autorité en matière d'interprétation de la loi. Ainsi, le SAA ne joue que concurremment avec la loi antidumping des États-Unis (et comme outil d'interprétation de cette loi) et ne peut pas être contesté de façon indépendante parce qu'il serait un instrument incompatible avec les règles de l'OMC.

84. Le *Sunset Policy Bulletin* ne peut pas non plus être contesté de manière indépendante comme contraire aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC. En droit interne, c'est un énoncé non contraignant qui expose la conception générale que le Département se fait des questions ayant trait à l'extinction dont la loi et le règlement ne traitent pas explicitement.[58] À cet égard, le *Sunset Policy Bulletin* a un statut juridique comparable à celui des précédents d'un organisme administratif: dans tel ou tel cas particulier, le Département peut s'en écarter, pour autant qu'il en donne les raisons.[59] Le *Sunset Policy Bulletin* se borne à donner au Département et au public des indications quant à la manière dont le Département peut, dans tel ou tel cas, interpréter et appliquer la loi et le règlement s'y rapportant. En l'absence d'une application à un cas particulier, et concurremment avec les dispositions légales et réglementaires des États-Unis applicables aux réexamens à l'extinction, le *Sunset Policy Bulletin* ne fait pas "quelque chose de concret" qui pourrait l'exposer à une contestation juridique indépendante en vertu des Accords de l'OMC.

Question n° 21

Les articles 2 et 3 de l'Accord s'appliquent-ils aux réexamens à l'extinction? Si vous répondez par l'affirmative, ces articles s'appliquent-ils aux réexamens à l'extinction de la même manière qu'aux enquêtes initiales, ou d'une manière différente? Veuillez développer, à partir des dispositions de l'Accord et de la jurisprudence pertinente de l'OMC.

85. Non. Dans un réexamen à l'extinction, le Département analyse s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en l'absence de la discipline imposée par le droit. Une analyse de la probabilité d'un dumping au titre de l'article 11.3 n'exige pas de détermination de l'ampleur de la marge de dumping parce que le montant du dumping est sans rapport avec la question de savoir si le dumping subsistera ou se reproduira si la discipline est supprimée. En d'autres termes, la question qui se pose dans un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3 n'est pas de savoir *dans quelle mesure* les exportateurs pourront pratiquer le dumping dans l'avenir, mais simplement *si* ils le feront si l'ordonnance est abrogée. Comme l'article 11.3 n'oblige pas à calculer une marge de dumping, les dispositions de l'article 2 qui sont pertinentes pour le calcul d'une marge de dumping ne sont pas applicables aux réexamens à l'extinction. D'ailleurs, dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon* l'Organe d'appel a conclu que l'autorité chargée de l'enquête n'est pas tenue de calculer des marges de

[58] *Sunset Policy Bulletin*, 63 FR, page 18871 ("Le présent bulletin d'orientation donne des *indications* sur la conduite des réexamens à l'extinction. Comme on le verra ci-après, les orientations proposées ont pour objet de compléter les dispositions légales et réglementaires applicables en donnant des *indications* sur des questions méthodologiques ou analytiques dont la loi ou le règlement ne traite pas explicitement.") (pas d'italique dans l'original) (pièce n° 35 de l'Argentine)

[59] Selon le droit administratif des États-Unis, la pratique du Département ne peut pas être contraignante parce que le Département n'est pas obligé de suivre ses propres précédents, pour autant qu'il explique pourquoi il s'en écarte. Par conséquent, en droit, la pratique du Département ne peut pas transformer une mesure indicative en mesure impérative.

dumping pour établir une détermination de la probabilité dans le cadre d'un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3.[60]

86. Les États-Unis ont expliqué leur position, à savoir que l'article 3 ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction, aux paragraphes 287 à 302, 304 à 307, 344 à 346 et 348 à 354 de leur première communication écrite et aux paragraphes 44 et suivants de leur deuxième communication écrite.

Question n° 22

Le Groupe spécial note ce que l'Argentine déclare aux paragraphes 132, 184, 190 et 192 de sa première communication écrite. À votre avis, l'article 11.3 exige-t-il de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle calcule la marge de dumping probable dans un réexamen à l'extinction? Dans la négative, l'article 11.3 exige-t-il au moins une forme ou une autre de comparaison entre le prix à l'exportation futur et la valeur normale future? Veuillez expliquer, en vous appuyant sur les dispositions pertinentes de l'Accord.

87. Non.[61]

Question n° 23

Le Groupe spécial note que dans le Mémorandum sur les questions et la décision publié par le DOC dans le cadre du réexamen à l'extinction en cause, il est mentionné qu'il a été déterminé que le dumping avait subsisté pendant la durée de la mesure en question et que la marge de dumping n'avait pas diminué durant la même période. Veuillez expliquer le fondement factuel de cette détermination et notamment indiquer si le DOC a calculé une marge de dumping pour Siderca ou un autre exportateur argentin après l'imposition de la mesure initiale.

88. Rappelons que dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon*, l'Organe d'appel a confirmé que l'article 11.3 n'exigeait pas le calcul d'une marge de dumping. Dans le cadre du réexamen à l'extinction, le Département n'a pas calculé de marge de dumping pour Siderca ou un autre exportateur argentin d'OCTG sur la période de cinq ans ayant précédé le réexamen à l'extinction parce que Siderca avait cessé ses expéditions aux États-Unis pendant cette période. Il a constaté que le dumping avait subsisté pendant ladite période parce qu'il y avait eu des expéditions d'OCTG en provenance d'Argentine pendant quatre des cinq années et que des droits antidumping avaient été institués à l'encontre de ces mêmes importations.[62] (Dans un réexamen administratif ultérieur, le Département a constaté une marge de dumping de 60,73 pour cent pour Acindar, producteur argentin d'OCTG dont les États-Unis pensent qu'il avait commencé à expédier des OCTG aux États-Unis en 1997.)[63]

Question n° 24

Sur quelles données de fait reposait la détermination du DOC concluant à la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait dans le réexamen à l'extinction en cause? Quels étaient les renseignements factuels recueillis par le DOC et de quelles sources provenaient-ils?

---

[60] *Voir Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphes 123, 124 et 155.

[61] *Voir* la réponse des États-Unis à la question n° 21 du Groupe spécial et *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphes 123, 124 et 155.

[62] *Voir* le *Mémorandum sur la décision*, page 5 (pièce n° 51 de l'Argentine).

[63] *Notice of Final Results and Decision in Part of Antidumping Duty Administrative Review; Oil Country Tubular Goods, Other Than Drill Pipe, from Argentina*, 68 Fed. Reg. 13262, 13263 (19 mars 2003).

89. Le Département s'est fondé sur l'existence d'un dumping et sur le fait que le volume des importations restait très bas depuis l'imposition de l'ordonnance visant les OCTG pour constater la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait.[64] Tant les parties intéressées nationales que Siderca avaient présenté des réponses de fond complètes qui renfermaient les renseignements factuels prescrits à l'article 351.218(d)(3) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction*. En outre, chacune des parties intéressées nationales avait fait figurer dans sa réponse de fond des statistiques des importations d'OCTG en provenance d'Argentine qui indiquaient que Siderca n'était pas le seul exportateur argentin d'OCTG aux États-Unis.[65] Le Département a utilisé la base de données de l'ITC sur le commerce et les statistiques de son propre Census Bureau pour vérifier ces statistiques présentées par les parties intéressées nationales.[66]

CUMUL

Question n° 26

Le cumul serait-il autorisé en général (c'est-à-dire à la fois dans les enquêtes initiales et dans les réexamens) en l'absence de l'article 3.3 de l'Accord? Quelle disposition, le cas échéant, de l'Accord le cumul enfreindrait-il en l'absence de l'article 3.3? En d'autres termes, à votre avis, l'article 3.3 autorise-t-il le recours au cumul ou s'agit-il plutôt d'une disposition qui impose certaines restrictions en ce qui concerne le recours au cumul dans les enquêtes? Veuillez développer, en vous appuyant sur les dispositions pertinentes de l'Accord.

90. De l'avis des États-Unis, le cumul est autorisé en général, à la fois dans les enquêtes et dans les réexamens. L'article 3.3 est une disposition qui impose certaines restrictions au recours au cumul dans les enquêtes, mais non dans les réexamens.

91. Rien dans l'Accord antidumping n'empêche un Membre de cumuler les importations. En l'absence de restriction, la mesure est permise et doit être jugée conforme à l'Accord. C'est particulièrement vrai pour les réexamens à l'extinction, pour lesquels aucune méthode n'est prescrite.[67]

92. Les États-Unis notent que le cumul dans les enquêtes antidumping était une pratique très répandue parmi les parties contractantes au GATT avant l'adoption de l'article 3.3 pendant le Cycle d'Uruguay, même si le Code antidumping du Tokyo Round était muet sur ce point. Si les négociateurs du Cycle d'Uruguay avaient voulu limiter la pratique du cumul aux enquêtes, il semble peu probable qu'ils auraient passé cette question sous silence à l'article 11.3.

DEMANDE DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES

Question n° 27

Le Groupe spécial note qu'au paragraphe 52 de leur communication orale, les États-Unis affirment avoir été lésés dans leur droit de se défendre dans les présentes procédures à cause des vices allégués de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine. Veuillez expliquer de quelle façon les États-Unis ont été lésés pour chaque incompatibilité alléguée que les États-Unis soulèvent dans leur demande de décisions préliminaires.

---

[64] *Voir* le *Mémorandum sur la décision*, pages 4 et 5 (pièce n° 51 de l'Argentine).

[65] *Voir* la pièce n° 23 des États-Unis.

[66] *Voir* le *Mémorandum sur l'adéquation*, page 2 (pièce n° 50 de l'Argentine) et le *Mémorandum sur la décision*, pages 4 et 5 (pièce n° 51 de l'Argentine).

[67] *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 123.

93. Le *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (le "Mémorandum d'accord") énonce des procédures soigneusement conçues pour faire en sorte que toutes les parties bénéficient des garanties d'une procédure régulière. Ces procédures comprennent des délais calculés pour faire en sorte que la procédure avance rapidement tout en donnant aux parties suffisamment de temps pour préparer leur défense. Le défaut de régularité de la procédure est particulièrement préoccupant en début de procédure parce que, s'il n'est pas corrigé, le reste de la procédure risque de s'en trouver vicié.

94. La violation en question tient au fait que l'Argentine n'a pas "[donné] un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui [soit] suffisant pour énoncer clairement le problème", comme le prescrit l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Puisqu'elle ne l'a pas fait dès le début, et qu'elle n'a pas remédié à ce défaut, elle a privé les États-Unis de la possibilité de préparer leur défense; les États-Unis ne connaissaient pas le fondement juridique des allégations spécifiques de l'Argentine. De l'établissement d'un groupe spécial à la préparation des communications, en passant par le choix des membres du groupe spécial, les États-Unis n'ont pas pleinement bénéficié des garanties d'une procédure régulière prescrites par le Mémorandum d'accord, ce qui a nui à leur capacité d'approfondir les questions, de désigner du personnel, et ainsi de suite. Comme l'Organe d'appel l'a expliqué, "[u]ne partie défenderesse a le droit de savoir à quelle argumentation elle doit répondre et quelles violations ont été alléguées afin qu'elle puisse commencer à préparer sa défense … Cette prescription relative à la régularité de la procédure est fondamentale pour assurer un déroulement équitable et harmonieux des procédures de règlement des différends".[68] En fait, "l'objectif de régularité de la procédure inhérent à l'article 6:2 a pour corollaire qu'une partie plaignante, en tant que partie responsable de la rédaction d'une demande d'établissement d'un groupe spécial, devrait assumer le risque d'un manque de précision de la demande".[69]

AUTRES QUESTIONS

Question n° 29

Pendant les cinq années d'imposition du droit antidumping en cause dans la présente affaire, un exportateur autre que Siderca a-t-il demandé un réexamen administratif pour son propre droit?

95. Pendant les cinq années qui ont précédé le réexamen à l'extinction, aucun exportateur ou producteur argentin d'OCTG, y compris Siderca, n'a demandé un réexamen administratif de la marge de dumping qui lui avait été imputée. Comme il a été expliqué dans la réponse des États-Unis à la question n° 13 b) du Groupe spécial, les parties intéressées nationales ont demandé des réexamens administratifs de Siderca pour chacune des trois périodes (1995-1996, 1996-1997 et 1997-1998) immédiatement antérieures au réexamen à l'extinction. Ces réexamens administratifs ont été clos après que le Département eut déterminé, pour chacune des périodes pertinentes, que Siderca n'avait pas eu d'OCTG importés pour la mise à la consommation aux États-Unis. Fait important, après le réexamen à l'extinction, un autre exportateur argentin d'OCTG a pris part à un réexamen administratif.

Question n° 30

Les États-Unis font valoir que certains instruments juridiques des États-Unis cités par l'Argentine, comme le Sunset Policy Bulletin, ne sont pas une mesure qui puisse être contestée

---

[68] *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, WT/DS122/AB/R, rapport de l'Organe d'appel adopté le 28 septembre 2000, paragraphe 88.

[69] *Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés*, WT/DS276, décision préliminaire sur la compétence du Groupe spécial au regard de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, 25 juin 2003, paragraphe 25.

en tant que telle en vertu des Accords de l'OMC.[70] **Veuillez donner au Groupe spécial des précisions sur la valeur juridique dans votre droit interne des instruments énumérés ci-dessous et, le cas échéant, leurs interactions, en particulier sur le point de savoir s'ils sont impératifs ou indicatifs. Plus spécialement, vu les rapports pertinents concernant le règlement des différends dans le cadre de l'OMC, le Groupe spécial aimerait savoir si chacun de ces instruments a une existence fonctionnelle en propre dans la législation des États-Unis, et si le DOC et l'ITC sont tenus d'appliquer leurs dispositions dans les réexamens à l'extinction.**

i) Loi douanière de 1930 (modifiée par la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay)

96. La Loi douanière de 1930, modifiée ("la Loi"), est une loi des États-Unis. Le Département est lié par elle: il n'y a pas de loi plus élevée en dehors de la Constitution des États-Unis. En conséquence, la Loi a une existence fonctionnelle qui lui est propre.[71] Bon nombre de ses dispositions sont impératives, mais certaines sont dispositives.

ii) SAA

97. Le SAA a été rédigé et présenté avec la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay. Sa fonction est définie dans son texte même, en ces termes:

> Le présent Énoncé décrit les mesures administratives importantes proposées pour mettre en œuvre les Accords du Cycle d'Uruguay. De plus, il renferme deux autres énoncés prescrits par l'article 1103: 1) une explication de la manière dont le projet de loi de mise en œuvre et les mesures administratives proposées modifieront ou influenceront la législation existante; et 2) un énoncé exposant les raisons pour lesquelles le projet de loi de mise en œuvre et les mesures administratives proposées sont nécessaires ou appropriés pour appliquer les Accords du Cycle d'Uruguay.
>
> Comme les autres énoncés de mesures administratives précédemment soumis au Congrès relativement à des projets de loi dans le cadre de la procédure accélérée, le présent Énoncé représente l'expression officielle par l'Administration de ses vues sur l'interprétation et l'application des Accords du Cycle d'Uruguay, tant aux fins des obligations internationales des États-Unis qu'à celles de leur droit interne. En outre, l'Administration croit comprendre que le Congrès escompte que les Administrations à venir respecteront et appliqueront les interprétations et les engagements qui y sont énoncés. De plus, comme le présent Énoncé sera approuvé par le Congrès au moment où celui-ci mettra en œuvre les Accords du Cycle d'Uruguay, les interprétations de ces accords qui y sont données revêtent une autorité particulière.[72]

98. En d'autres termes, le SAA est une catégorie de travaux préparatoires. Aux États-Unis, les travaux préparatoires sont souvent pris en considération pour vérifier le sens d'une loi, mais ils ne

---

[70] *Voir*, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 193 à 195.

[71] *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, paragraphe 8.91.

[72] SAA, page 656 (pièce n° 11 des États-Unis). "[L]'article 1103" dont il est question est l'article 1103 de la "Loi générale de 1988 sur le commerce extérieur et la compétitivité" ("Loi de 1988"). La Loi de 1988 donnait notamment à l'Administration un pouvoir de négociation suivant la procédure accélérée pour le Cycle d'Uruguay.

peuvent changer le sens de la loi à laquelle ils se rapportent, ni prévaloir sur cette loi. Ils offrent des indications faisant autorité pour l'interprétation de la loi. La valeur conférée au SAA dans le système des États-Unis ne se rapporte toutefois qu'à son autorité en matière d'interprétation de la loi. Ainsi, le SAA ne s'applique que conjointement avec la Loi antidumping des États-Unis (et comme outil d'interprétation de cette loi) et n'a pas d'existence fonctionnelle qui lui soit propre.[73] De plus, le SAA n'est pas un texte de caractère impératif.

iii) Règlements sur les réexamens à l'extinction (du Département et de l'ITC)

99. Ces règlements font partie de la législation des États-Unis. Ils renferment des directives impératives et indicatives. Ils ont force et effet de loi et doivent être observés lorsque leur libellé ne laisse aucune liberté d'appréciation. Ils comprennent toutefois des dispositions qui confèrent un pouvoir d'appréciation au décideur compétent. Les règlements sont pris en conformité avec les procédures qui régissent l'élaboration de règles par les organismes administratifs fédéraux des États-Unis, et ils se voient accorder une importance déterminante par les tribunaux des États-Unis, sauf s'ils sont arbitraires, inconséquents ou manifestement contraires à la loi.[74] Ainsi, les règlements ont une existence opérationnelle indépendante qui leur est propre.[75]

iv) Sunset Review Policy Bulletin

100. En droit des États-Unis, le *Sunset Policy Bulletin* est considéré comme un énoncé non contraignant, qui indique la conception générale que le Département se fait des questions ayant trait à l'extinction dont la loi et les règlements ne traitent pas expressément.[76] À cet égard, le *Sunset Policy Bulletin* a une valeur juridique comparable à celle des précédents d'un organisme administratif. Dans tel ou tel cas particulier, le Département peut s'en écarter comme d'un précédent administratif, pour autant qu'il en donne les raisons.[77] Le *Sunset Policy Bulletin* se borne à donner au Département et au public des indications quant à la manière dont le Département peut, dans tel ou tel cas, interpréter et appliquer la loi et les règlements s'y rapportant. Le *Sunset Policy Bulletin* ne "fait pas quelque chose de concret" qui pourrait l'exposer à une contestation juridique indépendante en vertu des Accords de l'OMC.

Question n° 31

a) Le "SPB" et le "SAA" sont-ils des instruments juridiques ayant force obligatoire dans le droit interne des États-Unis?

101. Non.

b) Dans la négative, veuillez expliquer la valeur juridique de ces deux instruments juridiques dans le droit interne des États-Unis et la raison d'être de leur existence.

---

[73] *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, paragraphes 8.98 à 8.100.

[74] *Voir*, par exemple, Chevron USA. Inc. v. Natural Resources Defence Council, Inc., 467 US 837, 842, 81 L. Ed. 2d 694, 104 S. Ct. 2778-845 (1984).

[75] *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, paragraphes 8.108 à 8.113.

[76] *Sunset Policy Bulletin*, 63 FR, page 18871 ("Le présent bulletin d'orientation donne des *indications* sur la conduite des réexamens à l'extinction. Comme il est indiqué ci-après, les orientations proposées ont pour objet de compléter les dispositions légales et réglementaires applicables en donnant des *indications* sur des questions méthodologiques ou analytiques dont la loi ou les règlements ne traitent pas explicitement.") (pas d'italique dans l'original) (pièce n° 35 de l'Argentine)

[77] Selon le droit administratif des États-Unis, la pratique du Département ne peut pas être contraignante, étant donné que le Département n'est pas tenu de suivre ses propres précédents, pourvu qu'il indique pourquoi il s'en écarte. Par conséquent, en droit, la pratique du Département ne peut pas transformer une mesure indicative en mesure impérative.

102. Prière de voir notre réponse aux questions n° 30 ii) et 30 iv), ainsi que 20 d).

c) L'administration des États-Unis peut-elle s'écarter des dispositions du SAA et du SPB sans modifier formellement ces textes?

103. Le SAA et le SPB sont des formes d'orientation et n'ont aucun caractère impératif. Par conséquent, il est déplacé, à propos du SAA ou du *Sunset Policy Bulletin*, de parler de "s'écarter" de ces textes.

d) Le SAA et le SPB ont-ils jamais été modifiés?

104. Non. Il n'existe aucun mécanisme permettant de modifier le SAA.

ANNEXE E-4

RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS DE L'ARGENTINE – PREMIÈRE RÉUNION

8 janvier 2004

Le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine effectué par le Département

Question n° 1

L'article 11.3 exige-t-il des pays qu'ils exportent leurs produits aux États-Unis pour obtenir la suppression de la mesure? En l'absence d'exportations, comment le Département établit-il sa détermination de la probabilité d'un dumping?

1. L'article 11.3 de l'Accord antidumping n'énonce pas de critères concernant l'établissement d'une détermination de la probabilité dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.[1] Le *Sunset Policy Bulletin* dit que, "normalement", le Département constate que la cessation des exportations après l'imposition de l'ordonnance est une indication extrêmement probante de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. Toutefois, la détermination de la probabilité repose en définitive sur toutes les données de fait qui figurent au dossier administratif dans une affaire donnée.[2]

Question n° 2

S'il y a des exportations, mais que la ou les sociétés représentant 100 pour cent des exportations aux États-Unis pendant la période de cinq ans ne participent pas, quelle est la conclusion du Département au sujet de cette ou de ces sociétés? La Loi prescrit-elle une détermination concluant à la probabilité d'un dumping pour cette ou ces sociétés? Quel est l'effet de cette constatation sur la mesure dans son ensemble?

2. La Loi prescrit que le Département fasse une constatation de la probabilité par entreprise en ce qui concerne une partie intéressée interrogée qui a renoncé à son droit de participer à la procédure de réexamen à l'extinction.[3] Toutefois, le Département établit sa détermination finale de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Pour l'établir, il tient compte de toutes les données de fait qui figurent au dossier administratif de cette procédure de réexamen à l'extinction.

En l'espèce:

a) Le Département a-t-il conclu que les parties interrogées qui n'avaient pas répondu allaient probablement pratiquer le dumping?

3. Oui.

---

[1] Voir *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/AB/R, rapport de l'Organe d'appel, adopté le 15 décembre 2003 ("Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion"), paragraphe 123.

[2] Voir Sunset Policy Bulletin, section II.A, 63 Fed. Reg., page 18872 (pièce n° 35 de l'Argentine).

[3] 19 U.S.C. § 1671(c)(4)(B) (pièce n° 1 de l'Argentine).

b) Quel a été l'effet de cette décision sur la mesure dans son ensemble?

4. Dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine, le Département a tenu compte de ces constatations et de tous les renseignements versés au dossier du réexamen à l'extinction, y compris les déterminations antérieures des organismes administratifs, les réponses de fond des parties intéressées nationales et les réponses qu'elles avaient présentées à titre de réfutation, ainsi que la réponse de fond de la seule partie intéressée interrogée argentine à avoir présenté une réponse de fond complète, à savoir Siderca, conformément à l'article 751(c)(3)(B) de la Loi et à l'article 351.308(f) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction*.[4]

c) Le Département étant parti du principe que les parties interrogées qui n'avaient pas répondu représentaient 100 pour cent des exportations, quelles possibilités Siderca avait-elle d'influer sur le résultat de la détermination visant la mesure dans son ensemble?

5. Les États-Unis ignorent quel aurait pu être l'effet sur la détermination finale établie à l'issue du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine des déclarations que Siderca aurait pu faire, ou de tout renseignement qu'elle aurait pu présenter, parce qu'elle a opté pour une participation minimale à la procédure de réexamen à l'extinction. Dans sa réponse de fond, Siderca ne donnait pas le moindre argument ou renseignement en dehors de ses assertions concernant le taux *de minimis* à appliquer dans le cadre d'un réexamen à l'extinction; pas plus qu'elle n'a présenté de réponse à titre de réfutation, comme le prévoit l'article 351.218(d)(4) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction*. Par ailleurs, Siderca n'a pas présenté d'observations sur la détermination de l'adéquation en général, ni sur les statistiques des importations utilisées par le Département pour établir la détermination de l'adéquation, comme le prévoit l'article 351.309(e) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction*. En d'autres termes, Siderca n'a pas mis à profit plusieurs possibilités d'infléchir le résultat de la détermination.

d) Selon ce scénario, quels sont les éléments de preuve de la probabilité de voir le dumping subsister?

6. Comme il est indiqué dans la *Détermination finale à l'extinction* et dans le *Mémorandum sur la décision*, le Département a constaté, dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine, qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait parce qu'il y avait des éléments de preuve de l'existence d'un dumping depuis l'imposition de l'ordonnance (c'est-à-dire qu'il y avait des lots de la marchandise visée pour lesquels des droits antidumping avaient été acquittés). En outre, le Département a tenu compte du fait que le volume des importations avait notablement diminué et était resté déprimé depuis l'imposition de l'ordonnance.[5]

Question n° 3

En l'espèce, le DOC a-t-il accordé le moindre intérêt:

a) au fait que Siderca était le seul exportateur argentin à avoir jamais fait l'objet d'une enquête?

7. Non.

[4] Voir Issues and Decision Memorandum for the Sunset Reviews of the AD Orders on Oil Country Tubular Goods from Argentina, Italy, Japan and Korea (Dep't Comm., 31 octobre 2000) (résultats finals) ("Mémorandum sur la décision"), pages 4 et 5 (pièce n° 51 de l'Argentine).

[5] *Voir le Mémorandum sur la décision*, page 7 (pièce n° 51 de l'Argentine).

b) aux erreurs qu'il avait découvertes dans ses propres statistiques dans le cadre des réexamens en l'absence d'expéditions?

8. Non. S'agissant des réexamens administratifs engagés et par la suite clos pour Siderca (sur les périodes de réexamen 1995/96, 1996/97 et 1997/98), seul le réexamen administratif visant la période 1996/97 ne comportait pas d'expéditions d'OCTG en provenance d'Argentine. Dans le cas des deux autres, même si des erreurs avaient été découvertes en cours de réexamen dans les statistiques des importations IM-145 du Bureau du recensement du DOC au sujet des OCTG expédiés aux États-Unis par Siderca, il y avait eu d'autres expéditions d'OCTG en provenance d'Argentine pendant ces périodes de réexamen. Fait plus important, c'est de la base de données de l'ITC sur le commerce, et non des données IM-145 du Bureau du recensement, que le Département s'est servi pour établir sa détermination de l'adéquation dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine.

9. Nonobstant les allégations de l'Argentine concernant les statistiques d'importations, ni Siderca ni aucune autre partie intéressée n'a allégué, pendant le réexamen à l'extinction, qu'il y avait des erreurs dans les statistiques utilisées par le Département pour établir sa détermination globale de l'adéquation. En particulier, en tant que seule partie intéressée interrogée à avoir participé au réexamen à l'extinction, Siderca n'a pas présenté d'observations sur la détermination de l'adéquation comme le prévoit l'article 315.309(e) du Règlement sur les réexamens à l'extinction.

c) au fait que, même si quelques-unes de ces statistiques représentaient des OCTG en provenance d'Argentine, il s'agissait d'exportations infimes et dénuées d'intérêt commercial?

10. Comme on l'a vu, ni Siderca ni aucune autre partie intéressée interrogée n'ont présenté d'arguments ou d'observations dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine sur les statistiques d'importations que le Département avait utilisées pour déterminer l'adéquation de la réponse globale et l'effet de l'ordonnance sur les expéditions aux États-Unis d'OCTG argentins. Nonobstant ce que dit l'Argentine du volume des importations (qualifiées d'"infimes et dénuées d'intérêt commercial"), la diminution notable des importations d'OCTG en provenance d'Argentine et le fait que ces importations étaient demeurées à un niveau très bas pendant les cinq années qui avaient précédé le réexamen à l'extinction faisaient partie de la détermination positive de la probabilité établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine.[6]

Question n° 4

Les États-Unis affirment que, selon les dispositions relatives à la renonciation, "il y a deux façons pour une partie intéressée interrogée de renoncer à son droit de participer à un réexamen à l'extinction: 1) présenter une déclaration dans laquelle elle renonce expressément à participer; 2) ne pas présenter de réponse de fond à l'avis d'engagement du Département et permettre à ce dernier de considérer cette absence de réponse comme une renonciation au droit de participer" (première communication des États-Unis, paragraphe 213). Toutefois, cette interprétation ne tient pas compte du Règlement, selon lequel le Département "considérera qu'une partie intéressée interrogée qui ne présente pas une réponse de fond complète à un avis d'engagement … renonce à participer …" (19 C.F.R. § 351.218(d)(2)(iii) (non souligné dans l'original)). En conséquence, le Département considérera qu'une partie intéressée interrogée a renoncé à participer si elle a présenté une réponse de fond incomplète. Comment une renonciation ainsi présumée est-elle compatible avec l'article 11.3?

[6] *Voir le Mémorandum sur la décision*, pages 4 et 5 (pièce n° 51 de l'Argentine) et *Sunset Policy Bulletin*, 65 Fed. Reg., page 18872 (pièce n° 35 de l'Argentine).

11. Dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine, les réponses des parties intéressées interrogées à l'avis d'engagement ne pouvaient être rangées que dans deux catégories. Premièrement, il y avait les parties intéressées interrogées argentines qui avaient présenté une réponse de fond complète, à savoir Siderca. Deuxièmement, il y avait les exportateurs argentins d'OCTG qui, collectivement, n'avaient pas du tout répondu à l'avis d'engagement. Aucune partie intéressée interrogée n'avait présenté de réponse de fond incomplète dans le cadre de ce réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine. Aussi, les États-Unis ne voient-ils pas bien en quoi cette question est pertinente en l'espèce. De plus, indépendamment du point de savoir si une partie intéressée est réputée avoir renoncé à participer, le Département tient compte de tous les renseignements présentés au cours du réexamen à l'extinction pour établir sa détermination finale à l'extinction.

Question n° 5

Les États-Unis font valoir que, "même s'il les a utilisées pour établir sa détermination finale [de la probabilité] à l'issue du réexamen à l'extinction, [le Département] n'a pas appliqué les données de fait disponibles à la question de savoir s'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si l'ordonnance était révoquée dans le cas précis de Siderca, parce que la détermination issue du réexamen à l'extinction est établie sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, et non séparément par entreprise" (première communication des États-Unis, paragraphe 214). Les États-Unis donnent donc à entendre que le Département a examiné s'il était probable que Siderca prise isolément pratiquerait le dumping lorsque l'ordonnance serait levée. Quels étaient les éléments de preuve positifs indiquant qu'il était probable que Siderca pratiquerait le dumping si l'ordonnance était levée?

12. Le Département établit sa détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble dans tous les réexamens à l'extinction qu'il effectue. Dans sa détermination finale établie à l'issue du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine, il n'a pas fait reposer sa constatation de probabilité sur Siderca seulement.

Question n° 6

Dans leur première communication, les États-Unis affirment que "les "renseignements actuels" ne sont pas la question qui se pose dans le cadre d'un réexamen à l'extinction effectué en conformité avec l'article 11.3. Ce dont il s'agit dans le cadre de l'article 11.3, c'est plutôt de savoir s'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé, ce qui est un examen foncièrement prospectif" (première communication des États-Unis, paragraphe 265). Comment une détermination prospective sur le point de savoir s'il est probable que le dumping subsistera peut-elle être établie, s'il n'y a pas d'analyse de la question de savoir si le dumping existe actuellement? Sur quoi les États-Unis s'appuient-ils pour déclarer, dans le Mémorandum sur les questions et la décision, que le dumping a subsisté pendant toute la durée de l'ordonnance?

13. Rien à l'article 11.3 ni ailleurs dans l'Accord antidumping ne dit comment les Membres doivent déterminer la probabilité dans un réexamen à l'extinction. Les États-Unis ne voient pas très bien comment une marge de dumping actuelle indique nécessairement qu'il y aura un dumping dans l'avenir. C'est ce que l'Accord antidumping reconnaît par le truchement de la note de bas de page 9.

14. Depuis l'établissement de la détermination préliminaire positive dans le cadre de l'enquête antidumping initiale visant les OCTG en provenance d'Argentine, les États-Unis perçoivent des dépôts en espèces sur toutes les entrées de la marchandise visée. Il n'y a pas eu de réexamens administratifs de l'ordonnance. Par conséquent, en ce qui concerne tous les OCTG importés depuis l'établissement de la détermination préliminaire positive, les États-Unis fixent et perçoivent des droits antidumping sur les OCTG en provenance d'Argentine.

Question n° 7

Les États-Unis conviennent-ils que dans le cadre de l'enquête initiale la détermination avait été établie suivant la pratique de la réduction à zéro? Les États-Unis sont-ils d'accord avec l'Argentine quand elle affirme que, sans cette pratique de la réduction à zéro, Siderca n'aurait pas eu une marge de dumping positive? Abstraction faite de la question de savoir si la réduction à zéro était légitime lors de l'enquête de 1994/95, les États-Unis estiment-ils qu'une marge calculée suivant cette méthode de la réduction à zéro puisse être valablement retenue comme élément de preuve de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira dans le cadre d'un réexamen au titre de l'article 11.3?

15. L'expression "réduction à zéro" ne figure pas dans l'Accord antidumping. Elle remonte au différend *CE – Linge de lit*, où il s'agissait du calcul par les CE, dans une enquête initiale, de marges de dumping de moyenne à moyenne. L'Organe d'appel avait constaté dans ce différend que la méthode des CE était "incompatible avec l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping". L'Argentine n'a ni allégué ni démontré – et les États-Unis ne conviennent pas – que la méthode utilisée par le Département pour calculer une marge de dumping pour Siderca dans l'enquête initiale ait été la même que la méthode examinée par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Linge de lit*.

Le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine effectué par la Commission

Question n° 1

Les États-Unis font valoir que la Commission applique un critère "probable" ("likely") dans ses déterminations à l'extinction. Pour étayer, en partie, cette affirmation, ils évoquent le fait que leurs tribunaux nationaux ont, en définitive, approuvé la détermination sur renvoi établie par la Commission dans l'affaire Usinor. La position des États-Unis est-elle qu'ils ont appliqué, dans la détermination sur renvoi, le même critère ("probable") que celui qu'ils avaient appliqué à l'origine pour établir leur détermination à l'extinction dans la même affaire?

16. Non. La Commission du commerce international des États-Unis (l'"ITC") n'a pas appliqué, dans la détermination sur renvoi qu'elle a établie dans l'affaire *Usinor*, le même critère que celui qu'elle avait appliqué pour établir sa détermination à l'extinction initiale dans cette même affaire. Comme l'ITC l'a expliqué dans sa détermination sur renvoi:

> Aux fins des déterminations sur renvoi établies par la Commission dans le cadre de ces réexamens, nous suivons les instructions du Tribunal selon lesquelles il convient de donner à "likely" le sens de "probable", et non de "possible". Dans la mesure où le Tribunal emploie le terme "probable" pour donner à "likely" plus de certitude quant au résultat que "likely", nous appliquons également ce critère, mais seulement aux fins du présent renvoi, car nous constatons que ledit critère est incompatible avec la Loi et avec le SAA.[7]

17. Il est clairement ressorti d'événements ultérieurs que l'ITC a appliqué dans sa détermination sur renvoi de l'affaire *Usinor* un critère "probable" qui était plus strict que celui que le Tribunal du commerce international des États-Unis avait effectivement jugé requis suivant son interprétation du droit interne des États-Unis. C'est devenu évident lorsque le Tribunal a par la suite déclaré, en confirmant la détermination sur renvoi de l'ITC, qu'il n'interpréterait pas "likely" comme "impliquant

[7] Usinor Remand Determination, page 14 (USITC, juillet 2002) (pièce n° 19 des États-Unis).

une certitude quelconque".[8] Au surplus, il ne faisait pas de doute pour le Tribunal que certains des commissaires qui avaient pris part à la détermination initiale avaient donné du terme "likely" une interprétation compatible avec les prescriptions de la Loi des États-Unis.[9] En fait, mise à part l'incertitude d'autres commissaires quant au point de savoir si le fait que le Tribunal assimilait le sens du terme "likely" à celui du terme "probable" exigeait l'application d'un critère plus élevé dans les réexamens à l'extinction, il est juste de dire qu'il n'y aurait pas eu, ou guère, de désaccord sur le critère à appliquer dans ces procédures.

Question n° 2

Les États-Unis sont-ils d'avis qu'il y a une différence entre le terme "dommage", tel qu'il est employé à l'article 11.1, et le terme "dommage", tel qu'il est employé à l'article 11.3? Les États-Unis estiment-ils que le terme "dommage", tel qu'il est employé à l'article 11.1, est différent du terme "dommage", tel qu'il est employé à l'article 3?

18. La question est plutôt de savoir s'il existe une différence entre les *déterminations* qu'exigent les paragraphes 1 et 3, respectivement, de l'article 11. Les États-Unis considèrent que l'analyse prévue à l'article 11.1 est différente de celle que prescrit l'article 11.3. Plus précisément, au paragraphe 1 de l'article 11, il est question d'un "dommage" existant, vu l'emploi de l'indicatif présent dans le membre de phrase "le dumping qui cause un dommage". Au paragraphe 3, par contre, il est question de la probabilité que "le … dommage subsister[a] ou se reproduire[a]". Ces dispositions ont une orientation différente et se rapportent à des déterminations totalement différentes, comme l'Organe d'appel l'a plus d'une fois reconnu.[10]

19. Comme l'indique leur réponse à la première partie de la question de l'Argentine, les États-Unis ne soutiennent pas non plus qu'il y ait une différence dans le "dommage" tel que le terme est employé à l'article 3 et à l'article 11.1 de l'Accord antidumping.

Question n° 3

Dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine, la Commission n'a-t-elle jamais examiné les exportations argentines séparément, c'est-à-dire sans cumuler les exportations de l'Argentine avec celles d'autres pays? Dans la négative, les États-Unis estiment-ils que l'Argentine a un droit indépendant à la suppression de la mesure en vertu de l'article 11.3?

20. L'ITC n'a examiné les exportations argentines séparément que dans le cadre de son analyse de la question de savoir s'il était approprié de cumuler le volume et l'effet des importations en provenance des cinq pays visés par les réexamens à l'extinction. L'ITC a constaté qu'il y aurait probablement un chevauchement raisonnable de la concurrence entre les importations visées (y compris les importations en provenance d'Argentine) et les tubes de cuvelage et de production fabriqués aux États-Unis, ainsi qu'entre les importations visées elles-mêmes, qui serait suffisant pour justifier le cumul.

21. Les États-Unis ne considèrent pas que l'Argentine ait un droit à la suppression en vertu de l'article 11.3 qui repose sur l'examen de la seule question de savoir s'il est probable que le dommage

[8] *Usinor Industeel v. United States*, Slip Op. 02-152, page 6 (CIT, 20 décembre 2002) (pièce n° 18 des États-Unis).

[9] *Usinor Industeel v. United States*, Slip Op. 02-152, page 6 (CIT, 20 décembre 2002) (pièce n° 18 des États-Unis). *Voir aussi*, *Indorama Chemicals v. USITC*, Slip Op. 02-105, page 20 (CIT, 4 septembre 2002) (critère à l'extinction fondé sur la "probabilité", et non pas la certitude) (pièce n° 26 des États-Unis).

[10] *États-Unis – Acier allemand*, Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 87, *États-Unis – Réexamen à l'extinction, Japon*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 106.

subsistera ou se reproduira en cas de révocation de l'ordonnance instituant des droits antidumping sur les importations visées en provenance d'Argentine. Comme les États-Unis l'ont exposé dans leur deuxième communication écrite, l'article 11.3 ne confère pas un tel droit. Au surplus, puisque les importations en provenance d'un groupe de pays peuvent cumulativement causer un dommage même si les importations en provenance des différents pays du groupe n'en causent pas[11], il serait illogique d'exiger que les réexamens à l'extinction soient effectués uniquement par pays. Une telle prescription rendrait possible la suppression des droits antidumping quand bien même il serait probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait si le droit était supprimé.

Question n° 4

Au vu des faits de la cause en l'espèce, la Commission aurait-elle pu établir une détermination positive de la probabilité d'un dommage sans effectuer une analyse cumulative?

22. L'ITC se refuse à spéculer sur ce qu'aurait pu être l'issue du réexamen à l'extinction visant les tubes de cuvelage et de production en provenance d'Argentine en l'absence de cumul.

Question n° 5

Dans certaines parties de la détermination, la Commission fait référence à "Tenaris". La Commission a-t-elle tenu le moindre compte du fait que Tenaris comprenait des sociétés qui n'étaient pas visées par les ordonnances faisant l'objet du réexamen? Dans l'affirmative, veuillez indiquer où l'on en trouve une trace dans le dossier.

23. L'ITC a reconnu que l'une des cinq sociétés qui faisaient partie de Tenaris (le producteur Algoma, au Canada) n'était située dans aucun des cinq pays visés.[12]

Question n° 6

Y a-t-il des éléments de preuve concernant les effets probables des importations sur les prix et l'incidence probable d'un accroissement des importations qui se rapportent à l'Argentine? Dans l'affirmative, ces éléments de preuve étaient-ils suffisants pour démontrer la probabilité que le dommage subsisterait ou se reproduirait si l'ordonnance applicable aux OCTG en provenance d'Argentine était levée?

24. Comme l'ITC a cumulé le volume et l'incidence probables des importations visées en provenance des cinq pays en question, elle n'a de manière générale pas mis l'accent sur les effets probables sur les prix ou l'incidence probable des importations en provenance de l'un quelconque de ces pays pris isolément.

25. Certains des éléments de preuve concernant les effets probables sur les prix se rapportent aux tubes de cuvelage et de production en provenance d'Argentine. En voyant les données sur les prix issues de l'enquête initiale, par exemple, l'ITC a noté que "[l]es acheteurs [avaient] maintes fois affirmé que les importations visées en provenance d'Argentine, d'Italie, de Corée, du Japon et du Mexique exerçaient une pression à la baisse des prix intérieurs".[13] De plus, elle a noté que les importations visées étaient hautement substituables aux tubes de cuvelage et de production nationaux

[11] *Voir Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil*, WT/DS219/AB/R, rapport de l'Organe d'appel, adopté le 22 juillet 2003, paragraphe 116.

[12] *Oil Country Tubular Goods from Argentina, Italy, Japan, Korea, and Mexico*, USITC Pub. 3434, Inv. Nos. 701-TA-364, 731-TA-711, et 713-716 (juin 2001) ("*Rapport de l'ITC")*, page 16 (pièce n° 54 de l'Argentine).

[13] *Rapport de l'ITC*, page 21.

et elle a fait reposer cette conclusion sur les réponses au questionnaire émanant des producteurs, des importateurs et des acheteurs de tubes de cuvelage et de production.[14] Ces réponses évoquaient parfois plus particulièrement les tubes de cuvelage et de production en provenance d'Argentine.[15] Pour analyser l'incidence probable des importations visées, l'ITC n'a isolé aucun des cinq pays visés.

26. L'ITC se refuse à spéculer sur ce qu'aurait été l'issue du réexamen à l'extinction visant les tubes de cuvelage et de production en provenance d'Argentine si les données relatives aux tubes de cuvelage et de production en provenance d'Argentine avaient été examinées isolément.

Question n° 7

Dans la présente affaire, la Commission a-t-elle considéré qu'il était probable que le dommage subsisterait ou qu'il était probable que le dommage se reproduirait? Si la décision reposait sur la probabilité d'une réapparition du dommage, quels étaient les éléments de preuve positifs indiquant que les importations en provenance des différents pays auraient simultanément une incidence sur le marché des États-Unis? S'il n'y avait pas d'éléments de preuve positifs pour étayer la proposition selon laquelle les importations en provenance de ces pays auraient simultanément une incidence sur la branche de production nationale, qu'est-ce qui permet de considérer que les importations cumulées allaient probablement causer une réapparition du dommage?

27. L'article 11.3 ne prescrit pas la méthode utilisée par les Membres pour effectuer des réexamens à l'extinction. L'ITC a constaté qu'il était probable que le dommage important causé à une branche de production aux États-Unis subsisterait *ou* se reproduirait en cas de révocation des ordonnances en matière de droits antidumping applicables aux cinq pays visés, ainsi que de l'ordonnance instituant des droits compensateurs sur les tubes de cuvelage et de production en provenance d'Italie.[16] Une telle constatation est compatible avec l'article 11.3.[17] L'article 11 n'impose pas d'obligation de déterminer qu'il est probable que le dommage se reproduira par opposition à la probabilité de le voir subsister, car il n'est pas prescrit d'établir une détermination concluant que les droits antidumping ont fait disparaître le dommage. En outre, une constatation de la probabilité de voir le dommage soit se reproduire, soit subsister, lorsqu'elle s'accompagne d'une constatation analogue en ce qui concerne le dumping, est suffisante pour autoriser le maintien en vigueur de l'ordonnance instituant des droits antidumping.

[14] *Id.*
[15] *Rapport de l'ITC*, II-17 et 18.
[16] *Rapport de l'ITC*, page 1.
[17] *Voir États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire, en provenance de Corée*, WT/DS202/AB/R, rapport de l'Organe d'appel, adopté le 8 mars 2002, paragraphe 167 (il est inutile de faire une constatation distincte soit de l'existence d'un "dommage grave" soit de l'existence d'une "menace de dommage grave" lorsque l'on fait une détermination concernant l'application d'une mesure de sauvegarde).

ANNEXE E-5

RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS DE L'ARGENTINE – PREMIÈRE RÉUNION (VERSION RÉVISÉE)

27 février 2004

Le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine effectué par le Département

Question n° 1

L'article 11.3 exige-t-il des pays qu'ils exportent leurs produits aux États-Unis pour obtenir la suppression de la mesure? En l'absence d'exportations, comment le Département établit-il sa détermination de la probabilité d'un dumping?

1. L'article 11.3 de l'Accord antidumping n'énonce pas de critères concernant l'établissement d'une détermination de la probabilité dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.[1] Le *Sunset Policy Bulletin* dit que, "normalement", le Département constate que la cessation des exportations après l'imposition de l'ordonnance est une indication extrêmement probante de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. Toutefois, la détermination de la probabilité repose en définitive sur toutes les données de fait qui figurent au dossier administratif dans une affaire donnée.[2]

Question n° 2

S'il y a des exportations, mais que la ou les sociétés représentant 100 pour cent des exportations aux États-Unis pendant la période de cinq ans ne participent pas, quelle est la conclusion du Département au sujet de cette ou de ces sociétés? La Loi prescrit-elle une détermination concluant à la probabilité d'un dumping pour cette ou ces sociétés? Quel est l'effet de cette constatation sur la mesure dans son ensemble?

2. La Loi prescrit que le Département fasse une constatation de la probabilité par entreprise en ce qui concerne une partie intéressée interrogée qui a renoncé à son droit de participer à la procédure de réexamen à l'extinction.[3] Toutefois, le Département établit sa détermination finale de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Pour l'établir, il tient compte de toutes les données de fait qui figurent au dossier administratif de cette procédure de réexamen à l'extinction.

En l'espèce:

a) Le Département a-t-il conclu que les parties interrogées qui n'avaient pas répondu allaient probablement pratiquer le dumping?

3. Oui.

---

[1] Voir *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/AB/R, rapport de l'Organe d'appel, adopté le 15 décembre 2003 ("Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion"), paragraphe 123.

[2] Voir Sunset Policy Bulletin, section II.A, 63 Fed. Reg., page 18872 (pièce n° 35 de l'Argentine).

[3] 19 U.S.C. § 1671(c)(4)(B) (pièce n° 1 de l'Argentine).

b) Quel a été l'effet de cette décision sur la mesure dans son ensemble?

4. Dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine, le Département a tenu compte de ces constatations et de tous les renseignements versés au dossier du réexamen à l'extinction, y compris les déterminations antérieures des organismes administratifs, les réponses de fond des parties intéressées nationales et les réponses qu'elles avaient présentées à titre de réfutation, ainsi que la réponse de fond de la seule partie intéressée interrogée argentine à avoir présenté une réponse de fond complète, à savoir Siderca, conformément à l'article 751(c)(3)(B) de la Loi et à l'article 351.308(f) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction*.[4]

c) Le Département étant parti du principe que les parties interrogées qui n'avaient pas répondu représentaient 100 pour cent des exportations, quelles possibilités Siderca avait-elle d'influer sur le résultat de la détermination visant la mesure dans son ensemble?

5. Les États-Unis ignorent quel aurait pu être l'effet sur la détermination finale établie à l'issue du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine des déclarations que Siderca aurait pu faire, ou de tout renseignement qu'elle aurait pu présenter, parce qu'elle a opté pour une participation minimale à la procédure de réexamen à l'extinction. Dans sa réponse de fond, Siderca ne donnait pas le moindre argument ou renseignement en dehors de ses assertions concernant le taux *de minimis* à appliquer dans le cadre d'un réexamen à l'extinction; pas plus qu'elle n'a présenté de réponse à titre de réfutation, comme le prévoit l'article 351.218(d)(4) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction*. Par ailleurs, Siderca n'a pas présenté d'observations sur la détermination de l'adéquation en général, ni sur les statistiques des importations utilisées par le Département pour établir la détermination de l'adéquation, comme le prévoit l'article 351.309(e) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction*. En d'autres termes, Siderca n'a pas mis à profit plusieurs possibilités d'infléchir le résultat de la détermination.

d) Selon ce scénario, quels sont les éléments de preuve de la probabilité de voir le dumping subsister?

6. Comme il est indiqué dans la *Détermination finale à l'extinction* et dans le *Mémorandum sur la décision*, le Département a constaté, dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine, qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait parce qu'il y avait des éléments de preuve de l'existence d'un dumping depuis l'imposition de l'ordonnance (c'est-à-dire qu'il y avait des lots de la marchandise visée pour lesquels des droits antidumping avaient été acquittés). En outre, le Département a tenu compte du fait que le volume des importations avait notablement diminué et était resté déprimé depuis l'imposition de l'ordonnance.[5]

Question n° 3

En l'espèce, le DOC a-t-il accordé le moindre intérêt:

a) au fait que Siderca était le seul exportateur argentin à avoir jamais fait l'objet d'une enquête?

7. Non.

[4] Voir Issues and Decision Memorandum for the Sunset Reviews of the AD Orders on Oil Country Tubular Goods from Argentina, Italy, Japan and Korea (Dep't Comm., 31 octobre 2000) (résultats finals) ("Mémorandum sur la décision"), pages 4 et 5 (pièce n° 51 de l'Argentine).

[5] *Voir le Mémorandum sur la décision*, page 7 (pièce n° 51 de l'Argentine).

b) aux erreurs qu'il avait découvertes dans ses propres statistiques dans le cadre des réexamens en l'absence d'expéditions?

8. Non. S'agissant des réexamens administratifs engagés et par la suite clos pour Siderca (sur les périodes de réexamen 1995/96, 1996/97 et 1997/98), seul le réexamen administratif visant la période 1996/97 ne comportait pas d'expéditions d'OCTG en provenance d'Argentine. Dans le cas des deux autres, même si des erreurs avaient été découvertes en cours de réexamen dans les statistiques des importations IM-145 du Bureau du recensement du DOC au sujet des OCTG expédiés aux États-Unis par Siderca, il y avait eu d'autres expéditions d'OCTG en provenance d'Argentine pendant ces périodes de réexamen. Fait plus important, c'est de la base de données de l'ITC sur le commerce, et non des données IM-145 du Bureau du recensement, que le Département s'est servi pour établir sa détermination de l'adéquation dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine.

9. Nonobstant les allégations de l'Argentine concernant les statistiques d'importations, ni Siderca ni aucune autre partie intéressée n'a allégué, pendant le réexamen à l'extinction, qu'il y avait des erreurs dans les statistiques utilisées par le Département pour établir sa détermination globale de l'adéquation. En particulier, en tant que seule partie intéressée interrogée à avoir participé au réexamen à l'extinction, Siderca n'a pas présenté d'observations sur la détermination de l'adéquation comme le prévoit l'article 315.309(e) du Règlement sur les réexamens à l'extinction.

c) au fait que, même si quelques-unes de ces statistiques représentaient des OCTG en provenance d'Argentine, il s'agissait d'exportations infimes et dénuées d'intérêt commercial?

10. Comme on l'a vu, ni Siderca ni aucune autre partie intéressée interrogée n'ont présenté d'arguments ou d'observations dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine sur les statistiques d'importations que le Département avait utilisées pour déterminer l'adéquation de la réponse globale et l'effet de l'ordonnance sur les expéditions aux États-Unis d'OCTG argentins. Nonobstant ce que dit l'Argentine du volume des importations (qualifiées d'"infimes et dénuées d'intérêt commercial"), la diminution notable des importations d'OCTG en provenance d'Argentine et le fait que ces importations étaient demeurées à un niveau très bas pendant les cinq années qui avaient précédé le réexamen à l'extinction faisaient partie de la détermination positive de la probabilité établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine.[6]

Question n° 4

Les États-Unis affirment que, selon les dispositions relatives à la renonciation, "il y a deux façons pour une partie intéressée interrogée de renoncer à son droit de participer à un réexamen à l'extinction: 1) présenter une déclaration dans laquelle elle renonce expressément à participer; 2) ne pas présenter de réponse de fond à l'avis d'engagement du Département et permettre à ce dernier de considérer cette absence de réponse comme une renonciation au droit de participer" (première communication des États-Unis, paragraphe 213). Toutefois, cette interprétation ne tient pas compte du Règlement, selon lequel le Département "considérera qu'une partie intéressée interrogée qui ne présente pas une réponse de fond complète à un avis d'engagement … renonce à participer …" (19 C.F.R. § 351.218(d)(2)(iii) (non souligné dans l'original)). En conséquence, le Département considérera qu'une partie intéressée interrogée a renoncé à participer si elle a présenté une réponse de fond incomplète. Comment une renonciation ainsi présumée est-elle compatible avec l'article 11.3?

[6] *Voir le Mémorandum sur la décision*, pages 4 et 5 (pièce n° 51 de l'Argentine) et *Sunset Policy Bulletin*, 65 Fed. Reg., page 18872 (pièce n° 35 de l'Argentine).

11. Dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine, les réponses des parties intéressées interrogées à l'avis d'engagement ne pouvaient être rangées que dans deux catégories. Premièrement, il y avait les parties intéressées interrogées argentines qui avaient présenté une réponse de fond complète, à savoir Siderca. Deuxièmement, il y avait les exportateurs argentins d'OCTG qui, collectivement, n'avaient pas du tout répondu à l'avis d'engagement. Aucune partie intéressée interrogée n'avait présenté de réponse de fond incomplète dans le cadre de ce réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine. Aussi, les États-Unis ne voient-ils pas bien en quoi cette question est pertinente en l'espèce. De plus, indépendamment du point de savoir si une partie intéressée est réputée avoir renoncé à participer, le Département tient compte de tous les renseignements présentés au cours du réexamen à l'extinction pour établir sa détermination finale à l'extinction.

Question n° 5

Les États-Unis font valoir que, "même s'il les a utilisées pour établir sa détermination finale [de la probabilité] à l'issue du réexamen à l'extinction, [le Département] n'a pas appliqué les données de fait disponibles à la question de savoir s'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si l'ordonnance était révoquée dans le cas précis de Siderca, parce que la détermination issue du réexamen à l'extinction est établie sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, et non séparément par entreprise" (première communication des États-Unis, paragraphe 214). Les États-Unis donnent donc à entendre que le Département a examiné s'il était probable que Siderca prise isolément pratiquerait le dumping lorsque l'ordonnance serait levée. Quels étaient les éléments de preuve positifs indiquant qu'il était probable que Siderca pratiquerait le dumping si l'ordonnance était levée?

12. Le Département établit sa détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble dans tous les réexamens à l'extinction qu'il effectue. Dans sa détermination finale établie à l'issue du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine, il n'a pas fait reposer sa constatation de probabilité sur Siderca seulement.

Question n° 6

Dans leur première communication, les États-Unis affirment que "les "renseignements actuels" ne sont pas la question qui se pose dans le cadre d'un réexamen à l'extinction effectué en conformité avec l'article 11.3. Ce dont il s'agit dans le cadre de l'article 11.3, c'est plutôt de savoir s'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé, ce qui est un examen foncièrement prospectif" (première communication des États-Unis, paragraphe 265). Comment une détermination prospective sur le point de savoir s'il est probable que le dumping subsistera peut-elle être établie, s'il n'y a pas d'analyse de la question de savoir si le dumping existe actuellement? Sur quoi les États-Unis s'appuient-ils pour déclarer, dans le Mémorandum sur les questions et la décision, que le dumping a subsisté pendant toute la durée de l'ordonnance?

13. Rien à l'article 11.3 ni ailleurs dans l'Accord antidumping ne dit comment les Membres doivent déterminer la probabilité dans un réexamen à l'extinction. Les États-Unis ne voient pas très bien comment une marge de dumping actuelle indique nécessairement qu'il y aura un dumping dans l'avenir. C'est ce que l'Accord antidumping reconnaît par le truchement de la note de bas de page 9.

14. Depuis l'édiction de l'ordonnance instituant des droits antidumping à la suite de l'enquête antidumping initiale visant les OCTG en provenance d'Argentine, les États-Unis perçoivent des dépôts en espèces sur toutes les entrées de la marchandise visée. Il n'y a pas eu de réexamens administratifs de l'ordonnance. Par conséquent, en ce qui concerne tous les OCTG importés depuis la promulgation de l'ordonnance instituant des droits antidumping, les États-Unis fixent et perçoivent des droits antidumping sur les OCTG en provenance d'Argentine.

Question n° 7

Les États-Unis conviennent-ils que dans le cadre de l'enquête initiale la détermination avait été établie suivant la pratique de la réduction à zéro? Les États-Unis sont-ils d'accord avec l'Argentine quand elle affirme que, sans cette pratique de la réduction à zéro, Siderca n'aurait pas eu une marge de dumping positive? Abstraction faite de la question de savoir si la réduction à zéro était légitime lors de l'enquête de 1994/95, les États-Unis estiment-ils qu'une marge calculée suivant cette méthode de la réduction à zéro puisse être valablement retenue comme élément de preuve de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira dans le cadre d'un réexamen au titre de l'article 11.3?

15. L'expression "réduction à zéro" ne figure pas dans l'Accord antidumping. Elle remonte au différend *CE – Linge de lit*, où il s'agissait du calcul par les CE, dans une enquête initiale, de marges de dumping de moyenne à moyenne. L'Organe d'appel avait constaté dans ce différend que la méthode des CE était "incompatible avec l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping". L'Argentine n'a ni allégué ni démontré – et les États-Unis ne conviennent pas – que la méthode utilisée par le Département pour calculer une marge de dumping pour Siderca dans l'enquête initiale ait été la même que la méthode examinée par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Linge de lit*.

Le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine effectué par la Commission

Question n° 1

Les États-Unis font valoir que la Commission applique un critère "probable" ("likely") dans ses déterminations à l'extinction. Pour étayer, en partie, cette affirmation, ils évoquent le fait que leurs tribunaux nationaux ont, en définitive, approuvé la détermination sur renvoi établie par la Commission dans l'affaire Usinor. La position des États-Unis est-elle qu'ils ont appliqué, dans la détermination sur renvoi, le même critère ("probable") que celui qu'ils avaient appliqué à l'origine pour établir leur détermination à l'extinction dans la même affaire?

16. Non. La Commission du commerce international des États-Unis (l'"ITC") n'a pas appliqué, dans la détermination sur renvoi qu'elle a établie dans l'affaire *Usinor*, le même critère que celui qu'elle avait appliqué pour établir sa détermination à l'extinction initiale dans cette même affaire. Comme l'ITC l'a expliqué dans sa détermination sur renvoi:

> Aux fins des déterminations sur renvoi établies par la Commission dans le cadre de ces réexamens, nous suivons les instructions du Tribunal selon lesquelles il convient de donner à "likely" le sens de "probable", et non de "possible". Dans la mesure où le Tribunal emploie le terme "probable" pour donner à "likely" plus de certitude quant au résultat que "likely", nous appliquons également ce critère, mais seulement aux fins du présent renvoi, car nous constatons que ledit critère est incompatible avec la Loi et avec le SAA.[7]

17. Il est clairement ressorti d'événements ultérieurs que l'ITC a appliqué dans sa détermination sur renvoi de l'affaire *Usinor* un critère "probable" qui était plus strict que celui que le Tribunal du commerce international des États-Unis avait effectivement jugé requis suivant son interprétation du droit interne des États-Unis. C'est devenu évident lorsque le Tribunal a par la suite déclaré, en confirmant la détermination sur renvoi de l'ITC, qu'il n'interpréterait pas "likely" comme "impliquant

[7] Usinor Remand Determination, page 14 (USITC, juillet 2002) (pièce n° 19 des États-Unis).

une certitude quelconque".[8] Au surplus, il ne faisait pas de doute pour le Tribunal que certains des commissaires qui avaient pris part à la détermination initiale avaient donné du terme "likely" une interprétation compatible avec les prescriptions de la Loi des États-Unis.[9] En fait, mise à part l'incertitude d'autres commissaires quant au point de savoir si le fait que le Tribunal assimilait le sens du terme "likely" à celui du terme "probable" exigeait l'application d'un critère plus élevé dans les réexamens à l'extinction, il est juste de dire qu'il n'y aurait pas eu, ou guère, de désaccord sur le critère à appliquer dans ces procédures.

Question n° 2

Les États-Unis sont-ils d'avis qu'il y a une différence entre le terme "dommage", tel qu'il est employé à l'article 11.1, et le terme "dommage", tel qu'il est employé à l'article 11.3? Les États-Unis estiment-ils que le terme "dommage", tel qu'il est employé à l'article 11.1, est différent du terme "dommage", tel qu'il est employé à l'article 3?

18. La question est plutôt de savoir s'il existe une différence entre les *déterminations* qu'exigent les paragraphes 1 et 3, respectivement, de l'article 11. Les États-Unis considèrent que l'analyse prévue à l'article 11.1 est différente de celle que prescrit l'article 11.3. Plus précisément, au paragraphe 1 de l'article 11, il est question d'un "dommage" existant, vu l'emploi de l'indicatif présent dans le membre de phrase "le dumping qui cause un dommage". Au paragraphe 3, par contre, il est question de la probabilité que "le … dommage subsister[a] ou se reproduire[a]". Ces dispositions ont une orientation différente et se rapportent à des déterminations totalement différentes, comme l'Organe d'appel l'a plus d'une fois reconnu.[10]

19. Comme l'indique leur réponse à la première partie de la question de l'Argentine, les États-Unis ne soutiennent pas non plus qu'il y ait une différence dans le "dommage" tel que le terme est employé à l'article 3 et à l'article 11.1 de l'Accord antidumping.

Question n° 3

Dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine, la Commission n'a-t-elle jamais examiné les exportations argentines séparément, c'est-à-dire sans cumuler les exportations de l'Argentine avec celles d'autres pays? Dans la négative, les États-Unis estiment-ils que l'Argentine a un droit indépendant à la suppression de la mesure en vertu de l'article 11.3?

20. L'ITC n'a examiné les exportations argentines séparément que dans le cadre de son analyse de la question de savoir s'il était approprié de cumuler le volume et l'effet des importations en provenance des cinq pays visés par les réexamens à l'extinction. L'ITC a constaté qu'il y aurait probablement un chevauchement raisonnable de la concurrence entre les importations visées (y compris les importations en provenance d'Argentine) et les tubes de cuvelage et de production fabriqués aux États-Unis, ainsi qu'entre les importations visées elles-mêmes, qui serait suffisant pour justifier le cumul.

21. Les États-Unis ne considèrent pas que l'Argentine ait un droit à la suppression en vertu de l'article 11.3 qui repose sur l'examen de la seule question de savoir s'il est probable que le dommage

[8] *Usinor Industeel v. United States*, Slip Op. 02-152, page 6 (CIT, 20 décembre 2002) (pièce n° 18 des États-Unis).

[9] *Usinor Industeel v. United States*, Slip Op. 02-152, page 6 (CIT, 20 décembre 2002) (pièce n° 18 des États-Unis). *Voir aussi*, *Indorama Chemicals v. USITC*, Slip Op. 02-105, page 20 (CIT, 4 septembre 2002) (critère à l'extinction fondé sur la "probabilité", et non pas la certitude) (pièce n° 26 des États-Unis).

[10] *États-Unis – Acier allemand*, Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 87, *États-Unis – Réexamen à l'extinction, Japon*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 106.

subsistera ou se reproduira en cas de révocation de l'ordonnance instituant des droits antidumping sur les importations visées en provenance d'Argentine. Comme les États-Unis l'ont exposé dans leur deuxième communication écrite, l'article 11.3 ne confère pas un tel droit. Au surplus, puisque les importations en provenance d'un groupe de pays peuvent cumulativement causer un dommage même si les importations en provenance des différents pays du groupe n'en causent pas[11], il serait illogique d'exiger que les réexamens à l'extinction soient effectués uniquement par pays. Une telle prescription rendrait possible la suppression des droits antidumping quand bien même il serait probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait si le droit était supprimé.

Question n° 4

Au vu des faits de la cause en l'espèce, la Commission aurait-elle pu établir une détermination positive de la probabilité d'un dommage sans effectuer une analyse cumulative?

22. L'ITC se refuse à spéculer sur ce qu'aurait pu être l'issue du réexamen à l'extinction visant les tubes de cuvelage et de production en provenance d'Argentine en l'absence de cumul.

Question n° 5

Dans certaines parties de la détermination, la Commission fait référence à "Tenaris". La Commission a-t-elle tenu le moindre compte du fait que Tenaris comprenait des sociétés qui n'étaient pas visées par les ordonnances faisant l'objet du réexamen? Dans l'affirmative, veuillez indiquer où l'on en trouve une trace dans le dossier.

23. L'ITC a reconnu que l'une des cinq sociétés qui faisaient partie de Tenaris (le producteur Algoma, au Canada) n'était située dans aucun des cinq pays visés.[12]

Question n° 6

Y a-t-il des éléments de preuve concernant les effets probables des importations sur les prix et l'incidence probable d'un accroissement des importations qui se rapportent à l'Argentine? Dans l'affirmative, ces éléments de preuve étaient-ils suffisants pour démontrer la probabilité que le dommage subsisterait ou se reproduirait si l'ordonnance applicable aux OCTG en provenance d'Argentine était levée?

24. Comme l'ITC a cumulé le volume et l'incidence probables des importations visées en provenance des cinq pays en question, elle n'a de manière générale pas mis l'accent sur les effets probables sur les prix ou l'incidence probable des importations en provenance de l'un quelconque de ces pays pris isolément.

25. Certains des éléments de preuve concernant les effets probables sur les prix se rapportent aux tubes de cuvelage et de production en provenance d'Argentine. En voyant les données sur les prix issues de l'enquête initiale, par exemple, l'ITC a noté que "[l]es acheteurs [avaient] maintes fois affirmé que les importations visées en provenance d'Argentine, d'Italie, de Corée, du Japon et du Mexique exerçaient une pression à la baisse des prix intérieurs".[13] De plus, elle a noté que les importations visées étaient hautement substituables aux tubes de cuvelage et de production nationaux

[11] *Voir Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil*, WT/DS219/AB/R, rapport de l'Organe d'appel, adopté le 22 juillet 2003, paragraphe 116.

[12] *Oil Country Tubular Goods from Argentina, Italy, Japan, Korea, and Mexico*, USITC Pub. 3434, Inv. Nos. 701-TA-364, 731-TA-711, et 713-716 (juin 2001) ("*Rapport de l'ITC")*, page 16 (pièce n° 54 de l'Argentine).

[13] *Rapport de l'ITC*, page 21.

et elle a fait reposer cette conclusion sur les réponses au questionnaire émanant des producteurs, des importateurs et des acheteurs de tubes de cuvelage et de production.[14] Ces réponses évoquaient parfois plus particulièrement les tubes de cuvelage et de production en provenance d'Argentine.[15] Pour analyser l'incidence probable des importations visées, l'ITC n'a isolé aucun des cinq pays visés.

26. L'ITC se refuse à spéculer sur ce qu'aurait été l'issue du réexamen à l'extinction visant les tubes de cuvelage et de production en provenance d'Argentine si les données relatives aux tubes de cuvelage et de production en provenance d'Argentine avaient été examinées isolément.

Question n° 7

Dans la présente affaire, la Commission a-t-elle considéré qu'il était probable que le dommage subsisterait ou qu'il était probable que le dommage se reproduirait? Si la décision reposait sur la probabilité d'une réapparition du dommage, quels étaient les éléments de preuve positifs indiquant que les importations en provenance des différents pays auraient simultanément une incidence sur le marché des États-Unis? S'il n'y avait pas d'éléments de preuve positifs pour étayer la proposition selon laquelle les importations en provenance de ces pays auraient simultanément une incidence sur la branche de production nationale, qu'est-ce qui permet de considérer que les importations cumulées allaient probablement causer une réapparition du dommage?

27. L'article 11.3 ne prescrit pas la méthode utilisée par les Membres pour effectuer des réexamens à l'extinction. L'ITC a constaté qu'il était probable que le dommage important causé à une branche de production aux États-Unis subsisterait *ou* se reproduirait en cas de révocation des ordonnances en matière de droits antidumping applicables aux cinq pays visés, ainsi que de l'ordonnance instituant des droits compensateurs sur les tubes de cuvelage et de production en provenance d'Italie.[16] Une telle constatation est compatible avec l'article 11.3.[17] L'article 11 n'impose pas d'obligation de déterminer qu'il est probable que le dommage se reproduira par opposition à la probabilité de le voir subsister, car il n'est pas prescrit d'établir une détermination concluant que les droits antidumping ont fait disparaître le dommage. En outre, une constatation de la probabilité de voir le dommage soit se reproduire, soit subsister, lorsqu'elle s'accompagne d'une constatation analogue en ce qui concerne le dumping, est suffisante pour autoriser le maintien en vigueur de l'ordonnance instituant des droits antidumping.

[14] *Id.*
[15] *Rapport de l'ITC*, II-17 et 18.
[16] *Rapport de l'ITC*, page 1.
[17] *Voir États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire, en provenance de Corée*, WT/DS202/AB/R, rapport de l'Organe d'appel, adopté le 8 mars 2002, paragraphe 167 (il est inutile de faire une constatation distincte soit de l'existence d'un "dommage grave" soit de l'existence d'une "menace de dommage grave" lorsque l'on fait une détermination concernant l'application d'une mesure de sauvegarde).

ANNEXE E-6

QUESTION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AUX ÉTATS-UNIS – RÉUNION AVEC LES TIERCES PARTIES

Les États-Unis estiment-ils que le membre de phrase "pendant la phase d'enquête", qui figure à l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*, signifie que l'article 2.4.2 ne s'applique pas à un réexamen au titre de l'article 11.3?

Dans l'affirmative, les États-Unis estiment-ils que le mot "enquête", qui figure à l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*, ne fait référence qu'aux enquêtes initiales au sens de l'article 5 de l'*Accord antidumping*, ou estiment-ils qu'il fait aussi référence à une enquête dans le sens où ce mot est utilisé à l'article 6 de l'*Accord antidumping* – et si la réponse sur ce deuxième point est négative, pourquoi n'en serait-il pas ainsi?

Compte tenu du fait que l'expression *mutatis mutandis* ne figure pas à l'article 11.4 de l'*Accord antidumping*, à la différence de l'article 11.5, les États-Unis estiment-ils qu'un réexamen au titre de l'article 11.3 ne nécessite pas une enquête au sens de l'article 6 de l'*Accord antidumping*, nonobstant l'utilisation répétée du mot "enquête" à l'article 6, et, si tel est le cas, pourquoi?

Les États-Unis voudraient-ils expliquer comment leur position est conciliable avec l'utilisation, dans le droit antidumping de l'OMC, dans la législation des États-Unis et dans les documents des États-Unis relatifs à la détermination contestée, des expressions: définition du dumping; procédure antidumping; enquête initiale; et enquête dans le cadre d'un réexamen – eu égard en particulier aux exemples cités dans les notes de bas de page 43, 46, 47 et 48 de la communication écrite des Communautés européennes?

À la lumière, en particulier, de l'affaire *CE – Linge de lit*, les États-Unis estiment-ils que, au regard de l'*Accord antidumping* actuel, la réduction à zéro telle qu'elle a été pratiquée pour calculer les marges de dumping initiales en l'occurrence constituerait une "comparaison équitable" au sens de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*, et, dans l'affirmative, pourquoi?

ANNEXE E-7

RÉPONSES DU MEXIQUE AUX QUESTIONS DE L'ARGENTINE - RÉUNION AVEC LES TIERCES PARTIES

Dans sa déclaration orale au Groupe spécial le 10 décembre, le Mexique a fait référence à la détermination à l'extinction établie par le Département dans l'affaire des OCTG en provenance du Mexique, dont il est fait état dans la pièce n° 63 de l'Argentine, onglet 179, laquelle est jointe à la première communication de l'Argentine. Le Mexique pourrait-il indiquer le type de réexamen qui a été effectué et le résultat de ce réexamen? Le Mexique pourrait-il indiquer la nature et la teneur des renseignements qu'il a fournis au Département? Le Mexique pourrait-il indiquer si le Département s'est fondé sur les renseignements qui lui avaient été communiqués par le Mexique pour établir sa détermination? Le Mexique pourrait-il exposer le fondement de la détermination établie par le Département dans cette affaire?

Les réponses aux demandes d'éclaircissements du gouvernement argentin sont présentées ci-après:

1. Type de réexamen et résultats

Dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (OCTG) en provenance du Mexique, le Département du commerce (ci-après, le "Département") a effectué un "réexamen complet" (*full review*), conformément aux dispositions de la législation des États-Unis. La décision de procéder à un "réexamen complet" est reproduite dans les documents inclus dans la pièce n° 63 de l'Argentine, onglet 179, y compris la détermination préliminaire et la détermination finale établies par le Département dans le cadre du réexamen à l'extinction. Le résultat du réexamen "complet" en l'occurrence a été que le dumping était susceptible de se reproduire si l'ordonnance était révoquée.

2. Nature et teneur des renseignements fournis au cours de ce réexamen

Les deux principaux exportateurs mexicains d'OCTG ont pris part au réexamen.

Comme il est indiqué dans le Mémorandum sur les questions et la décision (*Issues and Decision Memorandum*) qui accompagne la détermination préliminaire et la détermination finale figurant dans la pièce n° 63 de l'Argentine, onglet 179, les deux sociétés mexicaines ont expliqué en détail qu'elles avaient participé aux réexamens annuels et que le Département avait conclu que les deux sociétés n'avaient pas pratiqué le dumping. Dans le cas de TAMSA, en particulier, le fait qu'elle s'était vu attribuer une marge de dumping nulle à l'issue de trois réexamens consécutifs constituait la meilleure preuve qu'il était improbable que le dumping subsisterait ou se reproduirait. En outre, en ce qui concerne l'utilisation par le Département de la marge établie au cours de l'enquête initiale (21,7 pour cent, qui était le résultat d'une allégation contestée suivant laquelle TAMSA n'aurait pas divulgué certains renseignements concernant les frais financiers de la société au moment de la forte dévaluation du peso mexicain en 1994), TAMSA a présenté des éléments de preuve pour démontrer que le droit antidumping établi au cours de l'enquête initiale ne pouvait plus être appliqué du fait que deux changements importants étaient intervenus depuis l'enquête initiale effectuée cinq ans auparavant. Premièrement, le niveau de la dette de la société en devises étrangères avait notablement baissé. Deuxièmement, la stabilité du peso mexicain signifiait qu'il n'y avait pas de risque important d'une dévaluation du peso comme celle prise en compte pour effectuer le calcul sur la base des "meilleurs renseignements disponibles" au cours de l'enquête initiale.

L'autre société mexicaine, HYLSA, a expliqué que comme elle n'avait pas fait l'objet de l'enquête initiale de 1994/95 et que dans le cadre de l'unique réexamen annuel auquel elle avait participé, il avait été déterminé qu'elle n'avait pas pratiqué le dumping, il n'existait aucun ensemble de faits permettant de penser qu'elle avait pu pratiquer le dumping ou qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait.

3. Prise en considération par le Département des renseignements fournis par les sociétés mexicaines et fondement de la détermination établie par le Département

En ce qui concerne la question de savoir si le Département a pris en considération les renseignements fournis par les exportateurs mexicains et le fondement de la détermination établie par le Département, la détermination préliminaire et la détermination finale indiquent que le Département a fait totalement abstraction des renseignements présentés par les exportateurs. En fait, les deux déterminations démontrent que, sans tenir compte des renseignements fournis par les exportateurs, le Département s'est fondé systématiquement sur la loi, sur l'Énoncé des mesures administratives (*Statement of Administrative Action*) et sur les principes directeurs du Département concernant la conduite des réexamens à l'extinction (*Sunset Policy Bulletin*) pour arriver à sa décision. Ainsi, il a été déterminé qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait uniquement sur la base des volumes des importations.

Cette conclusion peut être inférée du Mémorandum sur les questions et la décision inclus dans la pièce n° 63 de l'Argentine, onglet 179. Le Mémorandum résume les arguments et les réfutations présentés par les parties, y compris l'argument de TAMSA suivant lequel la détermination préliminaire "a accordé un poids excessif aux "inférences" en déterminant qu'il était probable que le dumping se reproduirait", et l'argument de HYLSA suivant lequel les renseignements que la société avait fournis démontraient qu'il était improbable que le dumping se reproduirait. Nonobstant ces éléments de preuve et d'autres fournis par les sociétés mexicaines, la réponse à ces arguments est présentée à la page 4 du Mémorandum, où il est démontré que le processus de prise de décisions s'est déroulé comme suit:

i) la loi, l'Énoncé des mesures administratives (*Statement of Administrative Action*) et les principes directeurs du Département concernant la conduite des réexamens à l'extinction (*Sunset Policy Bulletin*) fournissent des "indications sur les questions de méthode ou d'analyse, y compris les fondements des déterminations de la probabilité". En particulier, les principes directeurs du Département concernant la conduite des réexamens à l'extinction (*Sunset Policy Bulletin*) disposent que le Département "déterminera normalement qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira du fait de la révocation d'une ordonnance antidumping ou de la clôture d'une enquête antidumping suspendue lorsque le dumping a été éliminé après l'édiction de l'ordonnance et que les volumes des importations de la marchandise visée ont notablement diminué"; et

ii) compte tenu du fait qu'il y a eu une diminution des volumes des importations après l'imposition des droits antidumping en 1995[1];

[1] Il importe de noter qu'en réponse à l'explication de TAMSA sur les raisons pour lesquelles les volumes des importations avaient diminué, le Département a déclaré que cette justification commerciale de ce volume moindre "n'était nullement contradictoire avec l'inférence du Département. S'il devenait "prudent et nécessaire" de faire moins de ventes à des prix du marché plus justes tant que la discipline imposée par l'ordonnance était en vigueur, il est raisonnable d'inférer qu'il est probable que le dumping se reproduira si cette discipline cessait d'exister et qu'il n'était plus "nécessaire" pour TAMSA et les autres exportateurs mexicains de suivre la même stratégie commerciale".

iii) le Département a conclu ce qui suit: "Étant donné que nous continuons à constater que les volumes des exportations du Mexique après l'entrée en vigueur des droits antidumping ont été notablement inférieurs aux niveaux des périodes antérieures à ces droits, nous continuons aussi à constater qu'il serait probable que le dumping des OCTG en provenance du Mexique se reproduirait si l'ordonnance était révoquée." Le Département a déterminé en conséquence que si l'ordonnance était révoquée, il "serait probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait avec les marges moyennes pondérées suivantes": TAMSA, 21,70 pour cent; HYLSA, 21,70 pour cent; et autres sociétés, 21,70 pour cent. Mémorandum sur les questions et la décision figurant dans la pièce n° 63 de l'Argentine, onglet 179.

ANNEXE E-8

RÉPONSES DE L'ARGENTINE AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL – DEUXIÈME RÉUNION

13 février 2004

Question n° 1

Le Groupe spécial note le "titre A" à la page 33 de la première communication écrite de l'Argentine et les déclarations faites par l'Argentine au paragraphe 120 de sa première communication écrite et au paragraphe 51 de sa deuxième communication écrite. Veuillez préciser si les allégations que l'Argentine formule au titre des articles 11.3, 6.1 et 6.2 de l'Accord et dans lesquelles elle conteste les dispositions relatives à la renonciation de la législation des États-Unis se limitent aux "renonciations présumées" ou si elles visent aussi les "renonciations expresses".

Réponse

L'Argentine estime que les deux formes de renonciations – les "renonciations présumées" et les "renonciations expresses" – sont incompatibles avec l'article 11.3 de l'Accord. La loi et la réglementation prescrivent l'établissement d'une détermination positive de dumping probable dans l'éventualité d'une renonciation, que celle-ci découle d'une déclaration expresse de renonciation, d'une absence de réponse, d'une réponse incomplète ou du critère du seuil de 50 pour cent. Du point de vue de l'Argentine, l'idée qu'une loi ou une réglementation prescrit l'établissement d'une détermination positive de dumping probable sans la moindre analyse est incompatible avec l'article 11.3.

Si une partie ne coopère pas (par exemple, à la faveur d'une renonciation expresse), l'Accord antidumping autorise l'autorité chargée de l'enquête à établir sa détermination à partir des données de fait disponibles, sous réserve des disciplines énoncées à l'article 6.8 et dans l'Annexe II. Toutefois, en aucune circonstance l'autorité n'est déchargée de l'obligation de mener une enquête et d'établir une détermination fondée sur des éléments de preuve.

La contestation de l'Argentine concernant l'article 6.1 et 6.2 se limite à la "renonciation présumée". Selon la disposition relative à la renonciation présumée[1], le Département considère que telle ou telle société interrogée a renoncé à participer lorsqu'elle présente une réponse de fond qui est inadéquate – soit parce qu'elle est incomplète, soit parce que la société interrogée ne satisfait pas au critère du seuil de 50 pour cent.[2] En prescrivant que le Département doit établir une détermination positive de la probabilité relativement à une société interrogée qui présente une réponse de fond, la disposition relative à la renonciation présumée contrevient à l'article 6.1 et 6.2.

En ce qui concerne l'argument "tel qu'appliqué" formulé par l'Argentine, la ou les seules renonciations s'agissant du réexamen à l'extinction de la mesure antidumping applicable aux OCTG en provenance d'Argentine effectué par le Département seraient classées dans la catégorie des "renonciations présumées". Aucune partie n'a dit expressément qu'elle ne participerait pas, et d'ailleurs il était indiqué dans la seule réponse reçue que le principal producteur/exportateur argentin

[1] 19 C.F.R. § 351.218 d) 2) iii).

[2] *Voir* 19 C.F.R. § 351.218 e) 1) ii) A) (disposition prescrivant la présentation de réponses "complètes" par des exportateurs représentant 50 pour cent des exportations totales); 19 C.F.R. § 351.218 d) 2) iii) (disposition indiquant que des réponses incomplètes constitueront une renonciation); et 19 U.S.C. § 1675 c) 4) B) (disposition précisant qu'une renonciation rend une détermination positive de dumping probable obligatoire).

(Siderca) coopérerait pleinement. La question de la ou des renonciations présumées s'est posée parce que 1) le Département a jugé que la réponse de fond de Siderca était "inadéquate"[3] et/ou 2) le Département estimait que d'autres exportateurs auraient dû répondre. De toute façon, la loi et la réglementation obligeaient alors le Département à établir une détermination positive de la probabilité. Comme l'Argentine l'a expliqué dans son mémoire, la renonciation présumée a directement donné lieu à une détermination positive de la probabilité pour l'Argentine en l'espèce.

Question n° 2

Le Groupe spécial note que dans les sections VII.C.2 et VII.C.3 de sa première communication écrite, l'Argentine conteste l'application des dispositions relatives à la renonciation des États-Unis à Siderca, alors que dans le passage suivant du paragraphe 6 de sa deuxième déclaration orale, elle conteste également l'application de ces dispositions à l'Argentine.

> *En fait, l'application par le Département des dispositions relatives à la renonciation à Siderca (ou, au moins, à l'Argentine) est clairement indiquée dans le Mémorandum sur les questions et la décision du Département.*

Veuillez préciser la portée de l'allégation de l'Argentine. Plus précisément, veuillez expliquer si, de l'avis de l'Argentine, l'application alléguée des dispositions relatives à la renonciation des États-Unis dans le cadre du réexamen à l'extinction en cause a porté atteinte aux droits de l'Argentine ou de Siderca.

Réponse

La première communication de l'Argentine expose l'allégation relative à la renonciation telle qu'elle prend naissance dans le *Mémorandum sur les questions et la décision*, dans lequel il est indiqué qu'une renonciation a été appliquée aux "parties intéressées interrogées"[4], expression que l'Argentine a raisonnablement interprétée comme incluant Siderca. Rien dans le *Mémorandum sur les questions et la décision* n'indique que la façon dont l'Argentine a compris l'application des dispositions relatives à la renonciation à Siderca était incorrecte. Le membre de phrase "sociétés interrogées n'ayant pas répondu" n'est jamais mentionné. Compte tenu de la description donnée dans le *Mémorandum sur les questions et la décision*, l'Argentine a estimé que les dispositions relatives à la renonciation avaient été appliquées à Siderca, et elle a donc fait valoir que l'application des dispositions relatives à la renonciation à Siderca était injustifiée, contrevenait aux articles 11.3, 6.1 et 6.2 de l'Accord, et portait atteinte au droit de l'Argentine à la suppression de la mesure appliquée à ses exportations au titre de l'article 11.3.

Ce n'est pas avant la première communication écrite des États-Unis que le membre de phrase "sociétés interrogées n'ayant pas répondu" a été employé, et que les États-Unis ont formulé l'argument selon lequel ils n'avaient pas appliqué la disposition relative à la renonciation à Siderca.[5] L'Argentine estime que pour accepter cet argument des États-Unis, il faudrait que le Groupe spécial ignore les termes employés dans le *Mémorandum sur les questions et la décision*, ce que le Groupe spécial ne peut pas faire. Conformément au système législatif et réglementaire qui prévoit les "renonciations présumées"[6], la *détermination à l'effet de suivre une procédure accélérée* et le *Mémorandum sur les questions et la décision* disent clairement que le Département a constaté que la réponse de fond de

[3] *Voir* la détermination à l'effet de suivre une procédure accélérée, page 2 (pièce n° 50 de l'Argentine); le Mémorandum sur les questions et la décision, pages 3, 5 et 7 (pièce n° 51 de l'Argentine).
[4] Mémorandum sur les questions et la décision, page 5 (pièce n° 51 de l'Argentine).
[5] Première communication des États-Unis, paragraphe 216.
[6] *Voir* 19 C.F.R. § 351.218 e) 1) ii) A); 19 C.F.R. § 351.218 d) 2) iii); et 19 U.S.C. § 1675 c) 4) B).

Siderca était "inadéquate", et qu'étant donné que le Département "n'[avait] pas reçu une réponse adéquate des parties intéressées interrogées[,] … cela constitu[ait] une renonciation à participer".[7]

Même si le Groupe spécial accepte la justification *a posteriori* des États-Unis, l'Argentine estime que l'application des dispositions relatives à la renonciation aux prétendues sociétés interrogées n'ayant pas répondu contrevient aussi aux articles 11.3, 6.1 et 6.2. En ce qui concerne Siderca, même si elle avait offert de coopérer pleinement, l'application de la disposition relative à la renonciation aux sociétés interrogées n'ayant pas répondu rendait obligatoire une détermination positive de la probabilité, ce qui a empêché tout type d'"enquête" ou de "détermination" fondé sur une analyse des faits et des arguments. Quant à l'Argentine, elle a été privée de la suppression de la mesure sans bénéficier du type d'analyse de fond qui est prescrit par l'article 11.3, et sans que le droit de participer ne soit accordé au principal producteur et exportateur d'OCTG de l'Argentine, à savoir Siderca.

Question n° 11

Le Groupe spécial note l'allégation de l'Argentine dans sa première communication écrite selon laquelle dans le cadre du réexamen à l'extinction en cause, le DOC n'a pas utilisé le critère "probable" et a appliqué un critère différent à la place.[8]

a) Le Groupe spécial note que l'Argentine n'a pas mentionné cette allégation dans sa deuxième déclaration écrite. Veuillez préciser si l'Argentine maintient toujours cette allégation.

Réponse

L'Argentine tient à préciser qu'elle continue de formuler cette allégation. L'allégation de l'Argentine est résumée sous le titre D aux pages 53 et 54 de sa première communication écrite. Cette allégation renferme plusieurs arguments, y compris les suivants: 1) les disciplines de l'article 2 s'appliquent aux réexamens au titre de l'article 11.3; 2) les réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3 sont par nature prospectifs et exigent des renseignements nouveaux; 3) le dumping doit être "probable"; 4) les réexamens sont soumis aux prescriptions en matière de preuve énoncées à l'article 6; et 5) la détermination de la probabilité doit être fondée sur des éléments de preuve positifs. Ainsi que l'Argentine l'allègue dans la section D de sa première communication écrite, le Département n'a satisfait à aucune de ces obligations et sa décision contrevenait donc aux dispositions des articles 6 et 11.3.

Dans sa deuxième communication écrite, l'Argentine a exposé les mêmes arguments dans la section III.C.3, qui commence à la page 39 (paragraphes 131 à 136). Au paragraphe 133, il est dit: "L'utilisation par le Département de renseignements aussi erronés et dépassés a nécessairement donné lieu à des suppositions sur le point de savoir si oui ou non il était probable que le dumping subsiste ou se reproduise si l'ordonnance était levée, plutôt qu'à une détermination fondée sur des éléments de preuve positifs."

De plus, dans sa déclaration orale à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, l'Argentine a poursuivi l'exposé de cet argument aux paragraphes 20 à 23. Au paragraphe 22, l'Argentine évoque le critère en disant: "De plus, les États-Unis n'ont encore jamais donné une explication logique de ce que le taux de 1,36 pour cent révèle au sujet du dumping futur, encore moins au sujet de la probabilité d'un dumping futur. Il s'agit d'un taux antérieur, qui n'a absolument rien à voir avec la détermination tournée vers l'avenir qui est requise pour invoquer l'exception prévue à l'article 11.3 et maintenir la mesure."

[7] Détermination à l'effet de suivre une procédure accélérée, page 2 (pièce n° 50 de l'Argentine); Mémorandum sur les questions et la décision, pages 3, 5 et 7 (pièce n° 51 de l'Argentine).

[8] Première communication de l'Argentine, paragraphe 186.

Enfin, et fait tout aussi important, tout au long de la présente procédure, l'Argentine a fait valoir que le Département appliquait une présomption incompatible avec les règles de l'OMC dans tous les réexamens à l'extinction.[9] Appliqués ensemble, la loi, le SAA et la section II.A.3 du Sunset Policy Bulletin enjoignent au Département de considérer les marges de dumping antérieures et les volumes d'importation passés comme des éléments de preuve décisifs quant à la probabilité d'un dumping dans chaque réexamen à l'extinction, et les pièces n° 63 et 64 de l'Argentine démontrent que le Département considère en fait ces facteurs comme décisifs dans chaque affaire à laquelle la branche de production nationale participe. Dans l'affaire *Réexamen à l'extinction de l'acier en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a dit que le fait d'accorder à ces deux facteurs pris isolément un poids décisif dans chaque affaire contreviendrait à l'article 11.3.[10] La disposition des États-Unis empêche donc le Département de fonder sa détermination de la probabilité sur une base factuelle suffisante pour démontrer qu'il est probable que le dumping subsisterait en cas de révocation de l'ordonnance. Par conséquent, du fait de l'application de la présomption incompatible avec les règles de l'OMC dans le cadre du réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine, le Département n'a pas utilisé le critère "probable" prescrit par l'article 11.3.

L'Argentine a toujours fait valoir que le Département tenait compte uniquement de la participation de la branche de production nationale, du volume des importations et des marges de dumping antérieures dans les réexamens à l'extinction. Par conséquent, la seule manière dont la détermination du Département peut être confirmée, c'est si "*likely*" veut dire autre chose que son sens courant et ordinaire (c'est-à-dire "probable"), et si le type d'analyse permis pour établir une probabilité diffère du type d'analyse prescrit par les critères de l'article 11.3, ainsi que l'a réaffirmé l'Organe d'appel.

b) Veuillez faire référence à la ou aux parties pertinentes du dossier du réexamen à l'extinction en cause dans lesquelles figure ce critère incompatible.

Réponse

Lu selon ses termes exprès ou considéré sous l'angle le plus favorable aux États-Unis, le *Mémorandum sur les questions et la décision* indique que le Département n'a pas appliqué le critère "probable" approprié.

Tout d'abord, le *Mémorandum sur les questions et la décision* dispose que la renonciation a servi de fondement à la détermination positive de la probabilité du Département:

> *[L]'article 751 c) 4) B) de la Loi dispose que le Département déterminera (shall determine) qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en cas de révocation d'une ordonnance lorsqu'une partie intéressée interrogée renonce à son droit de participer au réexamen à l'extinction. S'agissant des réexamens en cause, le Département n'a pas reçu une réponse adéquate des parties intéressées interrogées. Conformément à l'article 351.218 d) 2) iii) de la réglementation concernant les réexamens à l'extinction, cela constitue une renonciation au droit de participer.*[11]

[9] Première communication de l'Argentine, section VII.B; première déclaration orale de l'Argentine, paragraphes 32, 33, 36 et 77 à 83; deuxième communication de l'Argentine, section III.B; deuxième déclaration orale de l'Argentine, paragraphes 57 à 67.

[10] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *Réexamen à l'extinction de l'acier en provenance du Japon*, paragraphes 176 à 178 et 191.

[11] *Mémorandum sur les questions et la décision*, pages 4 et 5 (pièce n° 51 de l'Argentine). (pas de soulignement dans l'original)

L'Argentine estime que l'application par le Département de la disposition relative à la renonciation démontre de façon certaine que celui-ci n'a pas appliqué le critère "probable" approprié dans le cadre du réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine. Dans son analyse du critère "probable" au titre de l'article 11.3, l'Organe d'appel a dit qu'"une détermination positive de la probabilité peut être établie uniquement si les éléments de preuve démontrent qu'il est vraisemblable qu'un dumping existerait si le droit était supprimé …".[12] L'Organe d'appel a en outre dit qu'une détermination de la probabilité requiert une "analyse tournée vers l'avenir", dont la détermination ultime doit reposer sur un "examen rigoureux" de "tous les éléments de preuve pertinents".[13] Une constatation de dumping probable prescrite par la loi est manifestement incompatible avec ce critère exigeant.

En supposant pour les besoins de l'argumentation que la renonciation n'a pas servi de fondement à la détermination de la probabilité du Département, le *Mémorandum sur les questions et la décision* montre dans le meilleur des cas que le Département a suivi les indications données dans la loi, le SAA et le Sunset Policy Bulletin, et a fondé sa détermination positive de la probabilité sur deux seuls facteurs: 1) l'existence de la marge de 1,36 pour cent issue de l'enquête initiale, et 2) la diminution des volumes d'importation.[14] Compte tenu des indications données dans la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *Réexamen à l'extinction de l'acier en provenance du Japon*, l'utilisation décisive par le Département de ces deux facteurs constitue une présomption de probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise.[15] Une présomption de dumping probable ne peut pas constituer un élément de preuve positif d'une probabilité de dumping au sens de l'article 11.3, des critères en matière de preuve énoncés à l'article 6 et des interprétations de ces dispositions par l'Organe d'appel.[16] Par conséquent, il ressort du dossier que le Département n'a pas appliqué le critère probable prescrit par l'article 11.3 dans la présente affaire.

Question n° 12

Le Groupe spécial note que, dans sa deuxième communication écrite, l'Argentine n'a pas abordé l'allégation formulée au titre de l'article 12.2 de l'Accord. Veuillez préciser si l'Argentine maintient toujours cette allégation.

Réponse

L'Argentine n'a pas renoncé à l'allégation concernant l'article 12.2 qu'elle formulait aux paragraphes 177 à 180 de sa première communication écrite. De l'avis de l'Argentine, l'article 12.2 énonce une obligation de fond à laquelle les États-Unis doivent se conformer dans le cadre d'un réexamen au titre de l'article 11.3 compte tenu du renvoi croisé explicite dans le texte de l'article 12.3 qui indique que les dispositions de l'article 12 s'appliquent *mutatis mutandis* aux réexamens au titre de l'article 11.

[12] Rapport de l'Organe d'appel, *Réexamen à l'extinction de l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 111. (non souligné dans l'original)

[13] *Id.*, paragraphes 105, 113 et 191.

[14] *Mémorandum sur les questions et la décision*, pages 4 et 5 (pièce n° 51 de l'Argentine) ("Dans l'affaire concernant l'Argentine, il n'y a eu aucune diminution des marges de dumping associée à un accroissement des importations. En revanche, faute d'un réexamen administratif, la marge de dumping établie à l'issue de l'enquête initiale est le seul indicateur dont dispose le Département en ce qui concerne le niveau du dumping. Puisque 1,27 [*sic*] pour cent est une marge supérieure à la marge *de minimis* de 0,5 pour cent qui est appliquée aux fins des réexamens à l'extinction, nous constatons que le dumping a subsisté pendant la durée d'application de l'ordonnance et qu'il est probable qu'il subsisterait si l'ordonnance était révoquée.").

[15] Rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *Réexamen à l'extinction de l'acier en provenance du Japon*, paragraphes 176 à 178.

[16] *Voir id.*, paragraphes 178 et 191.

La violation de l'article 12 est encore plus évidente en l'espèce au vu des changements continuels dans la position des États-Unis sur plusieurs questions fondamentales, dont le caractère "adéquat" de la réponse de l'Argentine, les parties auxquelles le Département a appliqué les dispositions relatives à la renonciation, le fondement de la détermination par le Département de la persistance du dumping pendant la durée de l'ordonnance et le fondement de la détermination de la probabilité établie par le Département. Les États-Unis ont également indiqué que certaines parties importantes de leurs décisions fondamentales avaient été "malhabilement rédigées". Quand le Groupe spécial retranche toutes ces explications et justifications *a posteriori*, la décision fondamentale ne peut pas satisfaire aux prescriptions de fond de l'article 12.2.

Question n° 17

Quels sont les éléments de preuve figurant dans le dossier du réexamen à l'extinction en cause qui étayent l'allégation selon laquelle la Commission n'a pas appliqué le critère "probable" énoncé à l'article 11.3 de l'Accord dans le cadre du réexamen à l'extinction en cause?

Réponse

Dans l'affaire *Réexamen à l'extinction de l'acier en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a confirmé que le terme anglais "*likely*" employé à l'article 11.3 devait être interprété selon son sens ordinaire, qui est "probable".[17] Même si le terme "*likely*" figure dans la loi des États-Unis, et que la Commission l'a employé dans sa détermination à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine, la simple mention du terme "*likely*" ne veut pas dire que la Commission a appliqué le critère approprié.

Deux niveaux d'éléments de preuve appuient l'allégation de l'Argentine selon laquelle, dans le cadre du réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine, la Commission n'a pas interprété *likely* selon son sens ordinaire de probable et n'a donc pas appliqué le critère probable énoncé à l'article 11.3: 1) la Commission l'a elle-même reconnu; et 2) des parties du dossier du réexamen à l'extinction de la Commission montrent qu'en réalité, celle-ci n'appliquait pas un critère "probable".

À au moins deux occasions séparées, la Commission a reconnu qu'elle n'avait pas donné à "*likely*" le sens de probable dans le réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine. Dans la détermination sur renvoi établie dans l'affaire *Usinor*, la Commission a dit que dans toutes les décisions à l'extinction qu'elle avait examinées en date du 1er juillet 2002 (y compris le réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine), elle avait suivi le SAA et toujours interprété "*likely*" comme "une notion qui se situe entre "probable" et "possible" sur une échelle de certitude relative".[18] Plus directement, la Commission a expressément affirmé devant un groupe spécial de l'ALENA qui examinait la même détermination à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine que "*likely*" ne signifiait pas – et, selon le SAA, ne pouvait pas signifier – "probable".[19] Par conséquent, la Commission a reconnu qu'elle n'avait pas considéré que "*likely*" voulait dire "probable", et que le critère qu'elle avait appliqué **dans la présente espèce** était moins que "probable".

[17] *Id.*, paragraphe 111.
[18] Usinor Remand Determination, pages 5 et 6 (pièce n° 56*bis* de l'Argentine).
[19] Mémoire de l'ITC, *Oil Country Tubular Goods from Mexico, Results of Five-Year Review* (8 février 2002), page 43 (extrait inclus comme pièce n° 67 de l'Argentine).

En outre, comme l'Argentine l'a toujours fait valoir tout au long de la présente procédure[20], le dossier du réexamen à l'extinction montre que la Commission n'a pas appliqué le critère probable approprié. La Commission a fondé sa conclusion selon laquelle il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait si les ordonnances étaient révoquées sur ses constatations concernant le volume, les effets sur les prix et l'incidence probables des importations visées.[21] En ce qui concerne chacun de ces facteurs, toutefois, la Commission a fondé ses constatations sur des hypothèses et des conjectures, et non sur des éléments de preuve positifs indiquant que certains résultats seraient *likely* (probables) (*i.e., probable or more likely than not*) (c'est-à-dire probables, ou plus probables qu'improbables). Spécifiquement:

> **Volume**: Malgré l'existence d'éléments de preuve positifs qui indiquaient que le volume probable des importations visées ne serait pas important si les ordonnances étaient levées, la Commission a conclu que les producteurs visés avaient des "incitations" à affecter une plus grande partie de leur production au marché des États-Unis et, partant, que le volume probable serait important.[22] Toutefois, chacune des incitations alléguées reposait sur des éléments de preuve d'une possibilité, plutôt que sur des éléments de preuve positifs d'une probabilité.[23]
>
> **Prix**: En paraphrasant le fondement de la constatation de la Commission concernant les effets sur les prix, les États-Unis ont dit que "les éléments de preuve issus de l'enquête initiale appuient fermement la constatation que les importations peuvent (*can*) faire baisser les prix intérieurs même en période de forte demande" et, par conséquent, que "les importations feraient baisser les prix ou empêcheraient (*would*) des hausses de prix du produit similaire d'origine nationale si les ordonnances étaient abrogées".[24] Cette affirmation démontre l'importance qui est accordée à l'analyse qui est faite dans l'enquête initiale, plutôt qu'à des éléments de preuve positifs recueillis dans le cadre du réexamen à l'extinction, pour appuyer une détermination de dommage "probable". En fait, la Commission a reconnu dans sa décision que le dossier renfermait peu d'éléments de preuve lui permettant de tirer des conclusions au sujet de l'effet probable sur les prix.[25] Toutefois, la Commission a résumé sa décision concernant les effets sur les prix en disant:
>
> > *Compte tenu du volume probable des importations visées, du degré élevé de substituabilité entre les importations visées et le produit similaire d'origine nationale, de l'importance du prix dans les décisions d'achat, de la volatilité de la demande aux États-Unis et de la vente des importations visées à des prix inférieurs dans les enquêtes initiales et pendant la période actuelle de réexamen, nous constatons qu'en l'absence des ordonnances, il est probable que les tubes de cuvelage et de production en provenance d'Argentine, d'Italie, du Japon, de Corée et du Mexique se feraient concurrence sur la base du prix pour obtenir une part de marché additionnelle.*

---

[20] *Voir* la première communication de l'Argentine, paragraphes 231, 232 et 243 à 254; la première déclaration orale de l'Argentine, paragraphes 116 à 126; la deuxième communication de l'Argentine, paragraphes 169 à 178; la deuxième déclaration orale de l'Argentine, paragraphes 79 à 89.

[21] Détermination à l'extinction établie par la Commission, pages 17 à 23 (pièce n° 54 de l'Argentine).

[22] *Voir id.*, page 19.

[23] *Voir* la première communication de l'Argentine, paragraphes 244 à 246; la première déclaration orale de l'Argentine, paragraphes 116 à 125; la deuxième communication de l'Argentine, paragraphes 169 à 171; la deuxième déclaration orale de l'Argentine, paragraphes 179 à 183.

[24] Première communication des États-Unis, paragraphe 339 (non souligné dans l'original).

[25] *Détermination à l'extinction établie par la Commission*, page 21 (pièce n° 54 de l'Argentine) ("Bien que les comparaisons directes concernant les ventes soient limitées, parce que les producteurs visés avaient une présence limitée sur le marché des États-Unis pendant la période faisant l'objet du réexamen, les quelques comparaisons qui peuvent être faites indiquent que les tubes de production et de cuvelage visés étaient généralement vendus à des prix inférieurs au prix du produit national similaire, en 1999 et 2000 surtout.").

> *Nous constatons qu'il est probable qu'une telle concurrence fondée sur les prix entre les importations visées aurait pour effet de déprimer les prix du produit national similaire dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de prix.*[26]

Incidence: La Commission a constaté que la situation de la branche de production nationale s'était "améliorée" et que celle-ci n'était pas "actuellement vulnérable".[27] Toutefois, malgré ces constatations de bonne santé de la branche de production nationale, la Commission a conclu que les importations visées auraient probablement une incidence défavorable importante sur la branche de production nationale. À l'appui de cette conclusion, la Commission s'est une fois de plus référée à ses constatations dans l'enquête initiale: "[D]ans les enquêtes initiales, les importations visées détenaient une part du marché et avaient eu des effets sur les prix malgré une forte augmentation de la consommation apparente en 1993 et 1994, comparativement à 1992."[28] Par conséquent, la Commission a déterminé sur la base d'une possibilité (en l'espèce, attestée par des événements qui s'étaient produits sept ans auparavant) qu'un résultat serait "probable". Un tel raisonnement montre par ailleurs que la Commission n'a pas appliqué le critère "probable" prescrit par l'article 11.3 dans la présente affaire.

En résumé: 1) la Commission a expressément reconnu qu'elle n'avait pas, en fait, interprété "*likely*" comme signifiant probable dans cette affaire précise, et 2) les constatations spécifiques de la Commission indiquent qu'elle n'a pas appliqué le critère "probable" énoncé à l'article 11.3 dans le cadre du réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine.

Question n° 18

Le Groupe spécial note les allégations de l'Argentine aux paragraphes 183 et 185 de sa deuxième communication écrite selon lesquelles la Commission n'a pas procédé à l'analyse du lien de causalité qui est prescrite par l'article 3.5 de l'Accord dans le cadre du réexamen à l'extinction OCTG. Veuillez préciser le fondement de cette allégation. Plus spécifiquement, veuillez indiquer s'il existe des facteurs potentiels, autres que les importations ayant probablement fait l'objet d'un dumping, qui pourraient avoir contribué au dommage probable et que la Commission n'a pas évalués dans ses déterminations à l'extinction.

Réponse

L'Argentine est fermement convaincue – et réaffirme – que la prescription relative au "lien de causalité" énoncée à l'article 3.5 s'applique à toutes les déterminations de l'existence d'un dommage, y compris la détermination de l'existence d'un dommage établie dans le cadre des réexamens au titre de l'article 11.3. L'idée qu'un lien de causalité est requis entre les importations faisant l'objet d'un dumping ou entre le dumping et le dommage est présente à l'article VI du GATT de 1994 et est une caractéristique constante de la réglementation du dumping à l'échelle internationale dans le cadre des accords antidumping du Kennedy Round, du Tokyo Round et du Cycle d'Uruguay. Il n'y a aucun élément tiré du texte à l'appui du point de vue selon lequel la prescription relative au lien de causalité a été supprimée de l'analyse du dommage prescrite par l'article 11.3. Au contraire, l'assertion qui

[26] *Id.*
[27] *Id.*, page 22.
[28] *Id.*, page 22 (non souligné dans l'original); *voir aussi* la première communication des États-Unis, paragraphe 342 ("L'ITC a noté que, dans l'enquête initiale, une forte hausse de la demande n'avait pas empêché les importations visées de prendre une part de marché et d'avoir des effets négatifs sur les prix.").

figure dans la note de bas de page 9 selon laquelle le dommage "sera interprété conformément aux dispositions de cet article" peut uniquement être interprétée comme signifiant que la prescription fondamentale concernant l'existence d'un lien de causalité entre le dumping "probable" et le dommage "probable" doit être appliquée dans toutes les déterminations de l'existence d'un dommage au titre de l'Accord antidumping, y compris celles qui sont établies dans le cadre des réexamens au titre de l'article 11.

En ce qui concerne la question spécifique du Groupe spécial, l'Argentine souligne que l'argument qu'elle a fait valoir concernant l'article 3.5 figurait non seulement aux paragraphes 183 et 185, mais aussi au paragraphe 184. Dans ce paragraphe, l'Argentine réitère l'affirmation fondamentale qu'elle avait d'abord expliquée dans la section VIII.B.4 (commençant à la page 76) de sa première communication écrite. Comme il a été expliqué dans ces deux mémoires, et conformément à l'approche suivie par l'Organe d'appel dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*[29], la position de l'Argentine en ce qui concerne l'article 3.5 est la suivante: 1) la Commission était tenue de démontrer l'existence d'un lien de causalité entre le dumping probable et le dommage probable; et 2) la Commission n'a pas analysé ni distingué les effets probables d'autres facteurs qui pourraient avoir contribué à un dommage probable. Cela s'est inscrit en grande partie dans le contexte dans lequel la Commission a constaté que la branche de production des États-Unis n'était pas actuellement vulnérable au dommage[30], et que d'autres facteurs avaient eu une incidence directe sur la situation de la branche de production[31], surtout la demande d'activités pétrolières et gazières. De plus, la Commission a noté que les importations non visées avaient pris une part de marché à la branche de production nationale[32], et n'a jamais expliqué comment elle avait distingué l'incidence probable de ces importations non visées de l'incidence probable des importations visées. Par conséquent, comme il a été expliqué dans des communications précédentes de l'Argentine[33], même si la Commission a mentionné d'autres facteurs, elle n'a pas dissocié leurs effets probables de l'effet potentiellement dommageable des importations visées probables.

[29] Rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, paragraphes 222 et 223.

[30] Détermination à l'extinction établie par la Commission, page 22 (pièce n° 54 de l'Argentine).

[31] *Voir id.*, pages 14 à 16, II-9, II-10 et II-13.

[32] *Voir id.*, page 22.

[33] *Voir* la première communication de l'Argentine, paragraphes 267 à 269; la deuxième communication de l'Argentine, paragraphes 182 à 185.

ANNEXE E-9

RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL – DEUXIÈME RÉUNION

13 février 2004

Question n° 3

Le Groupe spécial note la réponse des États-Unis aux questions n° 2 a) et 3 du Groupe spécial et les déclarations faites par les États-Unis au paragraphe 21 de leur deuxième communication écrite. La législation des États-Unis prescrit-elle l'établissement d'une détermination individuelle de la probabilité uniquement à l'égard des parties intéressées interrogées qui renoncent à leur droit de participer à un réexamen à l'extinction?

1. Oui.

Question n° 4

Le Groupe spécial note la déclaration suivante dans la réponse des États-Unis à la question n° 3 du Groupe spécial:

En d'autres termes, le fait qu'une société ne présente pas une réponse de fond complète entraîne une constatation de probabilité en ce qui concerne cette société, et non sur la base de l'ordonnance dans son ensemble; le Département du commerce pourrait toujours, à la lumière des autres réponses et des faits figurant dans le dossier, conclure qu'il n'y a pas de probabilité de dumping sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.

a) Veuillez expliquer si ce scénario s'est déjà concrétisé. En d'autres termes, y a-t-il déjà eu un réexamen à l'extinction dans le cadre duquel le DOC a établi une détermination positive de la probabilité en ce qui concerne certains exportateurs pris séparément qui avaient renoncé à leur droit de participer, mais a par la suite constaté dans la détermination finale de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble qu'il n'y avait pas de probabilité pour le pays dans son ensemble, y compris l'exportateur ou les exportateurs à l'égard desquels il avait déjà constaté une probabilité?

2. Non. Ce scénario ne s'est jamais concrétisé.

b) Si, comme les États-Unis le font valoir, la détermination individuelle de la probabilité visant les exportateurs qui renoncent à leur droit de participer n'affecte pas la détermination finale de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, pourquoi la législation des États-Unis prescrit-elle l'établissement de déterminations individuelles pour les exportateurs qui renoncent à leur droit de participer?

3. Les États-Unis n'ont pas fait valoir qu'une renonciation "n'affecte pas" la détermination finale de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Bien que les déterminations individuelles positives de la probabilité puissent affecter la détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, elles ne déterminent pas, en elles-mêmes et à elles seules, le résultat final de l'analyse sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Le Département tient compte de tous les renseignements figurant dans le dossier administratif, y compris les déterminations

antérieures des organismes administratifs et les renseignements présentés par les parties intéressées ou recueillis par le Département, de même que les déterminations individuelles positives de la probabilité, lorsqu'il établit la détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.

c) Dans le réexamen à l'extinction OCTG, l'application des dispositions relatives à la renonciation à des exportateurs argentins autres que Siderca a-t-elle affecté/déterminé le résultat final du réexamen à l'extinction en ce qui concerne l'Argentine? Veuillez répondre en fonction du fait que la part de Siderca dans les importations totales du produit visé au cours de la période d'application de cinq ans de l'ordonnance en cause était nulle.

4. L'application des dispositions relatives à la renonciation n'a pas déterminé le résultat final du réexamen à l'extinction en ce qui concerne l'Argentine. La détermination finale positive de la probabilité établie par le Département dans le cadre du réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine reposait sur l'existence d'un dumping et une diminution du volume des importations pendant la durée de l'ordonnance en matière de droits antidumping applicable aux OCTG en provenance d'Argentine. *Voir le Mémorandum sur la décision*, pages 4 et 5.

Question n° 5

Le Groupe spécial note la réponse des États-Unis à la question n° 4 c) du Groupe spécial. Eu égard au scénario évoqué dans la question mentionnée, veuillez répondre aux questions suivantes:

a) L'article 1675 c) 4) B) de la Loi douanière de 1930 prescrit-il que le DOC doit constater une probabilité en ce qui concerne les exportateurs qui présentent une réponse incomplète à l'avis d'engagement? Si votre réponse est négative, veuillez en expliquer les raisons à partir des dispositions pertinentes de la législation des États-Unis.

5. L'article 1675 c) 3) B) de la Loi prescrit que dans les cas où les parties intéressées interrogées donnent au Département une réponse inadéquate à l'avis d'engagement (réponse sur la base de l'ordonnance dans son ensemble), celui-ci peut rendre la détermination finale à l'extinction sur la base des données de fait disponibles. (L'article 1675 c) 4) B) prescrit l'établissement d'une détermination de la probabilité à l'égard d'une partie qui a expressément renoncé à participer.) L'article 351.308 f) de la *réglementation concernant les réexamens à l'extinction* définit "les données de fait disponibles" dans le contexte d'un réexamen à l'extinction comme les déterminations antérieures des organismes administratifs et tout renseignement présenté par les parties intéressées au cours du réexamen à l'extinction. Ni l'article 1675 c) 3) ni l'article 1675 c) 4) de la Loi ne portent sur la question de l'"exhaustivité" de la réponse de fond de tel ou tel exportateur, mais la section 1675 c) 3) met simplement l'accent sur la réponse donnée à l'avis d'engagement par les parties intéressées interrogées, globalement.

b) Si la réponse donnée à la question figurant au paragraphe a) est affirmative, c'est-à-dire si la loi prescrit une constatation de probabilité en ce qui concerne les exportateurs qui renoncent à leur droit de participer au réexamen à l'extinction mentionné, veuillez expliquer si, dans le cadre d'un tel réexamen à l'extinction, le Département effectuerait malgré tout un réexamen à l'extinction accéléré pour établir une détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble même s'il avait déjà constaté une probabilité en ce qui concerne tous les exportateurs? Dans l'affirmative, sur quelle base factuelle le Département fonderait-il sa détermination sur la base de l'ordonnance dans son ensemble?

6. L'article 1675 c) 3) B) de la Loi prescrit que dans les cas où les parties intéressées interrogées donnent au Département une réponse inadéquate à l'avis d'engagement (réponse sur la base de l'ordonnance dans son ensemble), celui-ci peut rendre la détermination finale à l'extinction sur la base des données de fait disponibles. Lorsque la réponse sur la base de l'ordonnance dans son ensemble est inadéquate – ce qui n'est pas nécessairement fonction de l'application des dispositions relatives à la renonciation -, le Département effectue un réexamen accéléré et fonde "normalement" la détermination finale sur les "données de fait disponibles" conformément aux articles 351.218 e) 1) ii) C) 2) et 351.308 f) de la *réglementation concernant les réexamens à l'extinction*. L'article 351.308 f) dispose que "les données de fait disponibles" comprennent les déterminations antérieures des organismes administratifs et tout renseignement présenté par les parties intéressées. Par conséquent, le Département fonde la détermination finale à l'extinction suivant ce scénario sur tous les renseignements figurant dans le dossier administratif, qu'ils aient été présentés par les parties intéressées ou recueillis par le Département, et sur les déterminations antérieures des organismes administratifs. Il convient de noter que le texte de fond des articles 351.218 e) 1) ii) C) 2) et 351.308 f) de la *réglementation concernant les réexamens à l'extinction* commence par le terme "*normally*" (normalement) et donne au Département le pouvoir discrétionnaire de s'écarter des prescriptions énoncées dans ces dispositions réglementaires lorsque les circonstances dans un cas particulier le justifient.

Question n° 6

Le Groupe spécial note la déclaration faite par les États-Unis au paragraphe 24 de leur deuxième communication écrite et la réponse des États-Unis à la question n° 2 e) du Groupe spécial. Si le Département ne tient pas compte des renseignements présentés dans une réponse de fond incomplète donnée par un exportateur pour établir la détermination individuelle de la probabilité visant cet exportateur, dans quel but le Département tient-il compte de ces renseignements dans la détermination finale sur la base de l'ordonnance dans son ensemble?

7. Le Département tient compte de tous les renseignements figurant dans le dossier administratif pour établir la détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, y compris les renseignements présentés dans une réponse de fond incomplète, mais la pertinence des renseignements présentés dans une réponse de fond incomplète pour la détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble dépend de la nature des renseignements. Par exemple, une partie intéressée interrogée pourrait présenter des renseignements et des arguments pour expliquer une diminution des volumes d'importation. Même si la réponse de cette partie était incomplète, le Département tiendrait compte de ces renseignements et de ces arguments pour établir la détermination sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.

Question n° 7

Le Groupe spécial note la déclaration suivante faite dans la réponse des États-Unis à la question n° 2 d) du Groupe spécial:

Les différences entre un réexamen à l'extinction complet et un réexamen à l'extinction accéléré sont le calendrier (la détermination finale à l'issue d'un réexamen à l'extinction accéléré est rendue 120 jours après la publication de l'avis d'engagement, contre 240 jours pour un réexamen à l'extinction complet) et le fait qu'aucun mémoire n'est présenté dans un réexamen accéléré. Comme, en règle générale, les auditions portent sur le contenu des mémoires, il n'y a habituellement pas d'auditions dans une procédure accélérée. Il convient de noter que la date limite de présentation des renseignements factuels est la même pour le réexamen complet et pour la procédure accélérée et n'est normalement pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des mémoires présentés à titre de réfutation par les parties intéressées. (*notes de bas de page omises, non souligné dans l'original)*

a) Veuillez expliquer le rôle joué par les mémoires dans le cadre des réexamens à l'extinction complets en vertu de la législation des États-Unis. Quelle est la teneur de ces mémoires? À quelle étape du réexamen à l'extinction complet sont-ils présentés au Département?

8. Comme les États-Unis l'ont noté dans leur première communication écrite, les réexamens à l'extinction complets permettent de ménager aux parties davantage de possibilités de présenter des éléments de preuve et des arguments.[1] Les mémoires donnent une telle possibilité. Ils renferment normalement l'exposé des questions que les parties jugent pertinentes pour les déterminations que le Département doit établir dans le cadre d'un réexamen à l'extinction et les arguments des parties concernant ces questions. Les mémoires donnent aux parties la possibilité additionnelle de convaincre l'autorité administrante de la justesse de leur position sur certaines questions importantes. Les mémoires présentés à titre de réfutation sont les réponses des parties aux arguments invoqués dans les mémoires présentés par les autres parties qui participent au réexamen à l'extinction. Les mémoires doivent normalement être présentés le 160ème jour (50 jours après la détermination préliminaire à l'extinction); les mémoires présentés à titre de réfutation sont normalement présentés le 165ème jour (cinq jours après le dépôt des mémoires). Voir les articles 351.309 c) 1) i) et 351.309 d) 1), respectivement, de la réglementation concernant les réexamens à l'extinction. Des prorogations de ces délais peuvent être demandées en vertu de l'article 351.302 b) de la réglementation du Département.

b) Veuillez expliquer s'il y a des différences entre les réexamens à l'extinction complets et les réexamens à l'extinction accélérés en vertu de la législation des États-Unis pour ce qui est de savoir si les droits suivants conférés par l'Accord peuvent être utilisés par les exportateurs:

i) le droit de voir les éléments de preuve présentés par les autres parties intéressées, comme le prévoit l'article 6.1.2 de l'Accord,

ii) le droit de voir le texte intégral de la demande, comme le prévoit l'article 6.1.3 de l'Accord,

iii) le droit de présenter des renseignements oralement, comme le prévoit l'article 6.2 de l'Accord.

9. Il n'y a pas de différences entre un réexamen à l'extinction complet et un réexamen à l'extinction accéléré en ce qui concerne les obligations qui sont énoncées dans les dispositions de l'article 6 de l'Accord antidumping qui sont citées. Les parties intéressées sont tenues de signifier toutes les communications aux autres parties intéressées dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, qu'il soit complet ou accéléré. *Voir* l'article 351.303 f) de la réglementation du Département. Tous les documents présentés à l'autorité administrante ou produits par celle-ci constituent le dossier administratif d'un réexamen à l'extinction et peuvent être consultés dans la salle de lecture publique du service central des dossiers situé dans les locaux du Département du commerce des États-Unis. *Voir* les articles 351.103 et 351.104 de la réglementation du Département. En outre, des rencontres avec le décideur dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, ainsi qu'avec d'autres fonctionnaires du Département, peuvent être demandées et ont lieu régulièrement, mais si des renseignements factuels sont présentés, ils doivent également l'être par écrit conformément à l'article 351.309 de la réglementation du Département. Cette prescription est conforme à l'obligation de l'article 6.3 selon laquelle les renseignements présentés oralement doivent être mis par écrit avant d'être pris en considération par les autorités.

[1] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 162.

10. En ce qui concerne l'article 6.1.3, les États-Unis notent qu'en vertu de la législation des États-Unis, les réexamens à l'extinction sont engagés automatiquement par l'autorité administrante, et non en réponse au dépôt d'une demande. (L'avis d'engagement est publié au Federal Register et est donc accessible au public.)

Question n° 8

En vertu de la législation des États-Unis, s'agissant d'un réexamen à l'extinction dans le cadre duquel certains exportateurs ont renoncé à leur droit de participer (qu'il s'agisse d'une renonciation expresse ou présumée), l'analyse sur la base de l'ordonnance dans son ensemble qui doit être faite pour le pays dans son ensemble requiert-elle des éléments en plus de ceux qui sont examinés dans le contexte des déterminations par entreprise concernant les exportateurs qui ont renoncé à leur droit de participer au réexamen à l'extinction? En d'autres termes, l'analyse sur la base de l'ordonnance dans son ensemble requiert-elle une analyse qui n'aurait pas été faite au niveau de l'entreprise concernant les exportateurs qui ont renoncé à leur droit de participer au réexamen à l'extinction?

11. Comme il a été noté dans la réponse à la question n° 5, l'existence de renonciations n'entraîne pas automatiquement la conduite d'un réexamen accéléré. Le Département considère normalement l'existence d'un dumping et la diminution des volumes d'importation comme des éléments de preuve extrêmement probants de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise si la discipline imposée par une ordonnance est supprimée. Toutefois, ces facteurs ne sont pas nécessairement des facteurs liés à une entreprise particulière. Par conséquent, tout renseignement figurant dans le dossier qui réfute la valeur probante de ces facteurs – par exemple, des raisons autres que l'ordonnance antidumping qui expliquent pourquoi les volumes d'importation ont diminué, ou une situation dans le pays dans son ensemble qui explique pourquoi il n'est pas probable que le dumping subsistera ou se reproduira – sera pris en considération. À cet égard, tous les renseignements figurant dans le dossier administratif du réexamen à l'extinction, y compris les renseignements et les arguments présentés par les parties intéressées et les renseignements recueillis par le Département, de même que les déterminations antérieures des organismes administratifs, sont pris en considération lors de l'établissement de la détermination finale à l'extinction. Par exemple, dans le cadre du réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine, le Département a examiné l'observation de Siderca concernant l'applicabilité du critère *de minimis* énoncé à l'article 5.8 de l'Accord antidumping dans le cadre des réexamens à l'extinction. *Voir le Mémorandum sur la décision*, pages 3 et 4.

Question n° 9

Le Groupe spécial note la déclaration des États-Unis selon laquelle le Département prend ses décisions au cas par cas au sujet du caractère incomplet de la réponse de fond à l'avis d'engagement donnée par un exportateur et selon laquelle le Département peut juger qu'une réponse de fond incomplète est complète si la partie qui présente cette réponse explique pourquoi elle a été incapable de présenter les renseignements requis.[2] À cet égard, les États-Unis se sont référés à l'article 351.218 d) 3) et au préambule de la réglementation du Département.[3] Toutefois, le Groupe spécial note que les extraits cités de la réglementation portent sur les déterminations de l'adéquation du Département et non sur les renonciations. Veuillez préciser si les dispositions citées de la réglementation ont un effet sur l'application des dispositions relatives à la renonciation de la législation des États-Unis aux exportateurs qui présentent une réponse de fond incomplète à l'avis d'engagement dans le cadre de réexamens à l'extinction.

[2] Réponse des États-Unis à la question n° 8 du Groupe spécial et note de bas de page 33 s'y rapportant.
[3] Note de bas de page 33 afférente à la réponse des États-Unis à la question n° 8 du Groupe spécial.

12. Une partie intéressée étrangère est tenue de présenter une réponse de fond qui renferme tous les renseignements prescrits par les articles 351.218 d) 3) ii) et d) 3) iii) de la *réglementation concernant les réexamens à l'extinction.* Si une partie intéressée étrangère ne présente pas tous les renseignements prescrits par les articles 351.218 d) 3) ii) et d) 3) iii) de la *réglementation concernant les réexamens à l'extinction*, le Département constatera normalement que la réponse de fond est "incomplète". Si la réponse de fond est "incomplète", la partie intéressée étrangère qui l'a présentée est réputée avoir renoncé à son droit de participer au réexamen à l'extinction en vertu de l'article 351.218 d) 2) iii) de la *réglementation concernant les réexamens à l'extinction.*

13. En dépit de ce qui précède, le Département peut constater qu'une réponse de fond qui ne renferme pas tous les renseignements prescrits par les articles 351.218 d) 3) iii) et d) 3) iii) de la *réglementation concernant les réexamens à l'extinction* est "complète", malgré les renseignements manquants, lorsque la partie intéressée étrangère donne une explication raisonnable de la raison pour laquelle elle est incapable de présenter les renseignements requis. *Voir* le préambule, 63 Fed. Reg., page 13518. Si le Département a constaté que la réponse de fond était "complète" malgré les renseignements manquants, la partie intéressée étrangère ayant présenté cette réponse de fond ne serait pas réputée avoir renoncé à son droit de participer au réexamen à l'extinction. Même si la disposition citée du préambule fait spécifiquement référence à l'article 351.218 d) 3) de la *réglementation concernant les réexamens à l'extinction*, ce texte traite à la fois de la détermination concernant l'"exhaustivité" d'une réponse de fond (prescriptions en matière de déclaration de l'article 351.218 d) 3)) et de la détermination concernant l'"adéquation" de la réponse globale donnée à l'avis d'engagement (article 351.218 d)).

Question n° 10

Veuillez expliquer si l'un ou l'autre des exportateurs argentins visés par le réexamen à l'extinction OCTG autre que Siderca a expressément renoncé à son droit de participer, ou si ces exportateurs ont été considérés comme ayant renoncé à leur droit de participer au réexamen à l'extinction OCTG. S'il y a eu une renonciation présumée, veuillez en préciser les raisons.

14. Aucun producteur ou exportateur argentin d'OCTG n'a expressément renoncé à son droit de participer au réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine. Le Département a déterminé qu'il y avait eu des exportations d'OCTG pendant la période de cinq ans ayant précédé le réexamen à l'extinction sur la base des statistiques des importations qui ont été présentées par les parties intéressées nationales et qui ont été vérifiées au moyen des statistiques des importations IM-145 du Bureau du recensement et de la base de données sur le commerce de l'ITC. Les sociétés interrogées n'ayant pas répondu ont été considérées comme ayant renoncé à leur droit de participer parce qu'elles n'avaient pas répondu à l'avis d'engagement du réexamen à l'extinction. *Voir* l'article 351.218 d) 2) iii) de la *réglementation concernant les réexamens à l'extinction.*

OBLIGATION DE DÉTERMINER LA PROBABILITÉ QUE LE DUMPING SUBSISTE OU SE REPRODUISE

Question n° 13

Le Groupe spécial note la déclaration suivante figurant dans le Mémorandum sur les questions et la décision du Département dans le cadre du réexamen à l'extinction OCTG:

Puisque 1,27 pour cent est une marge supérieure à la marge *de minimis* de 0,5 pour cent qui est appliquée aux fins des réexamens à l'extinction, nous constatons que le dumping a subsisté pendant la durée d'application de l'ordonnance et qu'il est probable qu'il subsisterait si l'ordonnance était révoquée.[4] ***(non souligné dans l'original)***

[4] Mémorandum sur les questions et la décision (pièce n° 51 de l'Argentine, page 5).

Veuillez expliquer si la marge de 1,27 pour cent indiquée dans le mémorandum est une erreur typographique et devrait donc se lire 1,36 pour cent. Dans la négative, veuillez expliquer ce que signifie cette marge.

15. La marge de 1,27 pour cent indiquée dans le *Mémorandum sur la décision* est une erreur typographique. Le chiffre exact est 1,36 pour cent. Voir la *détermination finale*, 65 Fed. Reg., page 66703; et le *Mémorandum sur la décision*, pages 1 et 3.

Question n° 14

Le Groupe spécial note les statistiques présentées par l'Argentine dans les pièces n° 63 et 64 de l'Argentine concernant l'application constante alléguée des dispositions des sections II.A.3 et II.A.4 du Sunset Policy Bulletin par le Département. Le Groupe spécial note également les déclarations faites par les États-Unis aux paragraphes 183 à 186 de leur première communication écrite concernant ces statistiques.

a) Veuillez expliquer si, selon vous, les statistiques présentées par l'Argentine sont ou non correctes du point de vue des faits. Veuillez limiter votre réponse à cet égard au point de savoir si les renseignements présentés par l'Argentine dans ces deux pièces sont ou non viciés. Si, à votre avis, ces statistiques ne sont pas correctes du point de vue des faits, veuillez en donner les raisons précises.

16. Les États-Unis n'ont pas examiné chacun des réexamens à l'extinction cités par l'Argentine dans les pièces n° 63 et 64 de l'Argentine. Dans la mesure où les États-Unis se sont penchés sur ces pièces dans leurs communications écrites, rien ne leur permet de croire que le résultat général des réexamens à l'extinction qui ont été effectués et que les résultats finals de ces réexamens à l'extinction tels qu'ils sont allégués par l'Argentine sont viciés de façon notable.

b) Veuillez expliquer vos points de vue sur la question de savoir si le Groupe spécial peut utiliser ces statistiques pour examiner si le Département estime que les dispositions des sections citées du Sunset Policy Bulletin sont déterminantes/concluantes aux fins de ses déterminations à l'extinction.

17. Ces statistiques n'ont aucune incidence sur la question de savoir si les sections citées du Sunset Policy Bulletin sont déterminantes/concluantes aux fins des déterminations à l'extinction. Il peut être répondu à cette question seulement en fonction du statut du Sunset Policy Bulletin en vertu de la législation des États-Unis, car le Département doit suivre les prescriptions de la législation des États-Unis, et non les "présomptions" artificielles et inexistantes qui, selon l'Argentine, découlent des statistiques. Le statut du Sunset Policy Bulletin est clair et sans équivoque. Il s'agit simplement d'un instrument de transparence publié par le Département pour éclairer les parties intéressées sur la façon dont celui-ci conçoit actuellement l'exercice de son pouvoir discrétionnaire en vertu de la législation des États-Unis lors de la conduite des réexamens à l'extinction. Ce document n'a aucun statut juridique indépendant en vertu de la législation des États-Unis et n'impose pas d'obligations particulières au Département pour ce qui est de suivre effectivement les méthodes qui y sont exposées dans tel ou tel réexamen à l'extinction. Les seules prescriptions concernant la conduite de réexamens à l'extinction que le Département doit suivre sont exposées dans les dispositions législatives et réglementaires pertinentes.

18. De plus, dans sa présentation de ces statistiques, l'Argentine met l'accent uniquement sur le résultat, et non sur les circonstances juridiques et factuelles de chaque réexamen ayant entraîné ce résultat. Une fois de plus, l'Argentine ne peut rien trouver dans le dossier de ces réexamens à l'extinction, ni dans la législation des États-Unis en général, qui indique que le Sunset Policy Bulletin prescrivait tel ou tel résultat dans une affaire donnée. De plus, l'Argentine fait abstraction des

circonstances factuelles particulières de ces différends sur lesquelles reposaient les constatations finales du Département.

19. Enfin, ces statistiques indiquent tout au plus une "succession répétée de réactions semblables à une série de circonstances".[5] Comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur première communication écrite, et comme un groupe spécial de l'OMC l'a déjà constaté, une telle succession n'indique pas qu'un "Membre soit obligé de suivre sa pratique antérieure".[6] Par conséquent, les statistiques n'indiquent pas si le Sunset Policy Bulletin est, selon la législation des États-Unis, déterminant/concluant quant à la façon dont le Département doit agir dans un réexamen donné.

Question n° 15

Le Groupe spécial note les déclarations faites par les États-Unis aux paragraphes 15 et 23 de leur deuxième déclaration orale selon lesquelles ni le Département ni l'ITC ne se sont fondés sur la marge de dumping initiale pour établir leurs déterminations dans le cadre des réexamens à l'extinction OCTG. Le Groupe spécial note également l'extrait suivant du Mémorandum sur les questions et la décision du Département:

Par conséquent, conformément au Sunset Policy Bulletin, le Département détermine que la marge calculée dans le cadre de l'enquête initiale est une indication probante du comportement de Siderca dans l'éventualité d'une révocation de l'ordonnance, car il s'agit du seul taux qui reflète le comportement de Siderca en l'absence de la discipline imposée par l'ordonnance. Pour cette raison, le Département communiquera à la Commission le taux de 1,36 pour cent issu de l'enquête initiale pour Siderca et tous les autres exportateurs argentins …

Conformément à la section II.B.1 du Sunset Policy Bulletin et au SAA (page 890), nous déterminons que les taux issus des enquêtes initiales sont une indication probante du comportement des producteurs et des exportateurs d'OCTG en provenance d'Argentine … Par conséquent, nous communiquerons à la Commission les taux par entreprise et le taux "résiduel global" issus des enquêtes initiales.[7]

a) Le Groupe spécial note que, dans leurs réponses aux questions n° 23 et 24 du Groupe spécial concernant la base factuelle de la détermination de la probabilité établie par le Département dans le cadre du réexamen à l'extinction OCTG, les États-Unis faisaient observer que la détermination du Département reposait sur l'existence d'importations en provenance d'Argentine et sur le maintien du recouvrement du droit antidumping applicable aux importations du produit visé en provenance d'Argentine pendant la période d'application de cinq ans de l'ordonnance en question. Veuillez expliquer comment ces déclarations peuvent être conciliées avec l'extrait susmentionné du Mémorandum du Département, pour autant que l'utilisation alléguée par le Département de la marge de dumping initiale est concernée.

20. Les passages susmentionnés font référence à la "marge probable" que le Département a communiquée à l'ITC dans l'éventualité où l'ordonnance serait révoquée. La "marge probable" est un concept de la législation des États-Unis. La "marge probable" était le meilleur élément de preuve du comportement potentiel en matière de fixation des prix des exportateurs si l'ordonnance était révoquée parce qu'il s'agissait du seul élément de preuve dans le dossier administratif des OCTG en provenance

[5] *États-Unis – Mesures antidumping et compensatoires appliquées aux tôles en acier en provenance de l'Inde*, WT/DS206/R, rapport du Groupe spécial adopté le 29 juillet 2002, paragraphe 722.

[6] *Id.* Pour une analyse complète, voir la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 198.

[7] Mémorandum sur les questions et la décision (pièce n° 51 de l'Argentine, pages 7 et 8).

d'Argentine se rapportant au comportement en matière de fixation des prix des exportateurs d'OCTG en l'absence de la discipline imposée par l'ordonnance en matière de droits antidumping en vigueur. La "marge probable" n'est utilisée en aucune façon comme fondement de la détermination sur le point de savoir s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si l'ordonnance est révoquée. Le Département établit d'abord la détermination de la probabilité, puis détermine la "marge probable" en cas d'établissement d'une détermination positive de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Voir le SAA, pages 889 ("Probabilité de dumping") et 890 ("Communication de marges de dumping à la Commission").

21. L'article 752 c) 3) de la Loi dispose que le Département "communiquera" (*shall provide*) à l'ITC une "marge probable" en cas de révocation. Toutefois, l'article 752 a) 6) de la Loi dispose que l'ITC "peut tenir compte" de la "marge probable" pour établir la détermination de la probabilité d'un dommage, mais la loi laisse à l'appréciation de l'ITC la décision d'utiliser ou non la "marge probable" dans l'analyse du dommage. Voir le SAA, pages 890 et 891.

b) Veuillez expliquer quel sens le Groupe spécial devrait donner aux extraits précités du Mémorandum compte tenu de la déclaration des États-Unis selon laquelle le Département ne s'est pas fondé sur la marge de dumping initiale pour établir sa détermination à l'extinction dans le cadre du réexamen à l'extinction en cause.

22. Comme il a été expliqué dans la réponse des États-Unis à la question n° 15 a) du Groupe spécial, la "marge probable" est un concept de la législation des États-Unis et est communiquée à l'ITC en tant que telle. Elle n'est pas utilisée par le Département pour établir la détermination de la probabilité. En effet, le Département doit d'abord déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira avant de communiquer l'importance de la marge de dumping probable. Toutefois, l'importance du dumping, qu'il soit passé, présent ou futur, n'a aucune incidence sur la détermination de la probabilité du Département. L'importance du dumping est dépourvue de pertinence parce que les obligations énoncées à l'article 11.3 prescrivent l'établissement d'une détermination de dumping probable, pas le calcul de l'importance du dumping qui subsistera ou se reproduira probablement.

Question n° 16

Le Groupe spécial note l'allégation formulée par l'Argentine dans la section III.C.3.b de sa deuxième communication écrite et les pièces n° 52, 63a et 63b de l'Argentine concernant la méthode utilisée par le Département pour calculer la marge de dumping de 1,36 pour cent dans l'enquête initiale visant les OCTG.

23. À titre préliminaire, les États-Unis notent que les pièces n° 52, 66A et 66B suscitent plusieurs préoccupations liées à la procédure.[8] Comme il en a été question à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial, aucune de ces pièces ne fait partie du dossier constitué par les États-Unis pour établir la détermination à l'extinction ou ne repose sur ce dossier. Conformément à l'article 17.5 ii) de l'Accord antidumping, le présent Groupe spécial examine la question dont il est saisi en se fondant sur les "faits communiqués conformément aux procédures internes appropriées aux autorités du Membre importateur". Comme ni l'Argentine ni Siderca n'ont versé ces renseignements factuels au dossier, ces documents ne sont pas soumis à bon droit au Groupe spécial.

24. Par ailleurs, les États-Unis notent que le paragraphe 14 des procédures de travail du présent Groupe spécial dispose que les parties doivent présenter "tous les renseignements factuels au Groupe

[8] Vu la référence qui est faite à la deuxième communication de l'Argentine, les États-Unis croient comprendre que les pièces auxquelles le Groupe spécial fait référence dans sa question sont les pièces n° 66A et 66B au lieu des pièces n° 63a et 63b.

spécial au plus tard pendant la première réunion de fond, sauf en ce qui concerne les éléments de preuve nécessaires aux fins des communications présentées à titre de réfutation ou des réponses aux questions". L'Argentine n'a pas présenté les pièces n° 66A et 66B de l'Argentine avant le dépôt de sa deuxième communication écrite, et ne présente pas ces pièces "aux fins des communications présentées à titre de réfutation ou des réponses aux questions". En outre, conformément au paragraphe 14 des procédures de travail du Groupe spécial, l'Argentine n'a pas indiqué que des "raisons valables" justifiaient cette présentation tardive et, comme ces pièces sont fondamentales pour les allégations de l'Argentine, celle-ci ne peut pas actuellement chercher à alléguer que ces documents avaient été préparés pour réfuter des arguments présentés par les États-Unis. Même si les États-Unis répondent ainsi qu'il suit aux questions du Groupe spécial se rapportant à ces documents, ils demandent que le Groupe spécial donne effet à l'article 17.5 de l'Accord antidumping et au paragraphe 14 des procédures de travail du Groupe spécial en ne tenant aucun compte de ces documents.

a) Veuillez indiquer au moyen de quelle méthode (par exemple, de moyenne pondérée à moyenne pondérée, transaction par transaction ou de moyenne pondérée à transaction) le Département a comparé la valeur normale et le prix à l'exportation dans l'enquête initiale en cause.

25. Tout d'abord, compte tenu de l'article 18.3 de l'Accord antidumping, il convient de noter qu'il est précisé dans le dossier que l'enquête initiale visant les OCTG en provenance d'Argentine a été ouverte avant la date d'entrée en vigueur de l'Accord antidumping. En outre, même si le dossier du réexamen à l'extinction ne précise pas la méthode qui a été utilisée dans l'enquête initiale, les États-Unis confirment que la méthode de comparaison de moyenne pondérée à moyenne pondérée examinée dans l'affaire *CE – Linge de lit* n'a pas été utilisée dans le cadre de l'enquête initiale. Spécifiquement, les États-Unis ont utilisé une méthode de moyenne pondérée à transaction dans le cadre de l'enquête initiale visant les OCTG en provenance d'Argentine.

b) Veuillez formuler des observations sur les allégations de l'Argentine concernant l'utilisation alléguée de la soi-disant méthode de la réduction à zéro dans le cadre de l'enquête initiale en cause. En particulier, veuillez expliquer si, comme l'Argentine l'allègue, le Département a ignoré les transactions de vente à l'exportation qui n'avaient pas fait l'objet d'un dumping dans le calcul de la marge de dumping initiale de 1,36 pour cent.

26. Le dossier du réexamen à l'extinction ne renferme pas de renseignements permettant de répondre à cette question. Toutefois, les États-Unis confirment que la marge de 1,36 pour cent était fondée sur les résultats des comparaisons entre toutes les transactions à l'exportation.

c) Veuillez expliquer si le Département a réévalué, dans le contexte du réexamen à l'extinction en cause, la conformité de la méthode de calcul qui avait donné lieu à la marge de dumping de 1,36 pour cent dans le cadre de l'enquête initiale visant les OCTG.

27. Les États-Unis n'ont pas réévalué la méthode de calcul et n'avaient pas de raison de le faire dans le cadre du réexamen à l'extinction en cause parce que l'importance de la marge de dumping ne faisait pas du tout partie de la détermination finale de la probabilité établie par le Département dans le cadre du réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine. Le dossier du réexamen à l'extinction renfermait la détermination finale issue de l'enquête initiale. Il ne renfermait aucun renseignement contestant ni même mettant en doute cette détermination finale. La détermination finale n'avait pas été contestée précédemment, et ni l'Argentine ni Siderca n'avaient versé au dossier des renseignements qui mettaient celle-ci en cause. Par ailleurs, les renseignements nécessaires pour réévaluer la détermination finale (les renseignements sur les ventes et les coûts de Siderca, les données informatiques sur les transactions, les constatations établies par le Département lors de la

vérification, les mémoires juridiques présentés par le Département et tout autre renseignement qui était pertinent pour la détermination finale dans le cadre de l'enquête initiale) ne faisaient pas partie du dossier du réexamen à l'extinction du Département. Par conséquent, rien ne permettait à une autorité administrante impartiale et objective de "réévaluer" la marge de 1,36 pour cent issue de l'enquête initiale.

d) Veuillez expliquer vos vues sur la déclaration de l'Argentine selon laquelle si la réduction à zéro n'avait pas été utilisée pour calculer la marge de dumping initiale, le résultat aurait été une marge de dumping négative de 4,35 pour cent.[9]

28. La déclaration de l'Argentine semble reposer sur les calculs de l'Argentine, dont le résultat a été présenté au Groupe spécial dans la pièce n° 66A de l'Argentine. Non seulement cette pièce ne reposait pas sur des renseignements de base figurant dans le dossier du réexamen à l'extinction du Département, mais l'Argentine n'a pas indiqué quels programmes informatiques avaient servi à traiter les données de Siderca pour arriver au résultat présenté dans la pièce n° 66A de l'Argentine.

29. Outre les irrégularités de fond et de forme qu'elle renferme, l'assertion de l'Argentine est viciée sur le plan juridique. Non seulement les États-Unis ne reconnaissent pas que la pièce n° 66A de l'Argentine indique que les renseignements présentés par Siderca pouvaient étayer le résultat présenté dans cette pièce, mais la pièce elle-même semble reposer sur des comparaisons de moyenne pondérée à transaction, tandis que dans le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Linge de lit*, il était question uniquement de la méthode de comparaison de moyenne pondérée à moyenne pondérée utilisée par les CE dans cette affaire, et il était constaté explicitement qu'en ce qui concerne cette méthode uniquement, il ne pouvait pas y avoir de calcul "en deux étapes". *CE – Linge de lit*, paragraphe 53. L'affaire *CE – Linge de lit* ne portait pas sur les méthodes de moyenne pondérée à transaction, ni sur aucune autre méthode dans laquelle un calcul en deux étapes serait approprié et nécessaire. À l'exception du renvoi aux affaires *CE – Linge de lit* et *Réexamen à l'extinction concernant le Japon*, dont ni l'une ni l'autre ne portaient sur la méthode utilisée dans l'enquête initiale visant les OCTG en provenance d'Argentine, l'Argentine n'a fourni aucune base factuelle ou juridique pour son allégation selon laquelle la méthode utilisée dans le cadre de l'enquête initiale était incompatible avec les règles de l'OMC.

OBLIGATION DE DÉTERMINER LA PROBABILITÉ QUE LE DOMMAGE SUBSISTE OU SE REPRODUISE

Question n° 19

Les États-Unis conviennent-ils que, du point de vue des faits, l'ITC n'a pas examiné certains facteurs de dommage énoncés à l'article 3.4 de l'Accord dans sa détermination de la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise dans le cadre du réexamen à l'extinction en cause?

30. Comme les États-Unis l'ont noté, l'article 3 et, partant, l'article 3.4 ne s'appliquent pas aux réexamens à l'extinction. Toutefois, l'ITC a tenu compte de tous les facteurs de dommage énoncés à l'article 3.4. Les données concernant chacun des facteurs de dommage se trouvent dans le rapport qui est joint aux opinions des commissaires de l'ITC, comme il est précisé dans le graphique figurant au paragraphe 347 de la première communication des États-Unis.[10] Ce rapport (qui comprend quatre parties et va de la page I-1 à la page E-6) est préparé par les services de l'ITC pour les commissaires et est mis à la disposition des parties avant que les commissaires n'établissent leurs déterminations. Les commissaires de l'ITC examinent et approuvent le rapport avant d'établir leurs déterminations et,

[9] *Voir* la deuxième communication écrite de l'Argentine, paragraphe 140.

[10] Une seule correction doit être apportée à ce graphique. La page du rapport de l'ITC dans laquelle se trouvent les renseignements sur la marge de dumping est la page I-14, et non la page V-1.

partant, tiennent compte de tous les renseignements présentés dans le rapport pour établir leurs déterminations, même si, dans leurs opinions, ils peuvent considérer que seuls quelques facteurs de dommage sont particulièrement pertinents pour leurs déterminations. Cette approche est compatible avec le texte de l'article 3.4 qui dit que la "liste n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante".

Question n° 20

Le Groupe spécial note la distinction que font les États-Unis entre la détermination de l'existence d'un dommage et la détermination de la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise.

a) Les États-Unis sont-ils d'avis qu'il existe une quatrième catégorie de dommage qui s'applique dans le contexte des réexamens à l'extinction outre les trois catégories mentionnées dans la note de bas de page 9 de l'Accord?

31. Les États-Unis sont d'avis que "la probabilité que le … dommage subsiste ou se reproduise" est un quatrième type de détermination concernant le dommage, qui est distinct des trois autres types mentionnés dans la note de bas de page 9. Les trois types de déterminations figurant dans la note de bas de page 9 se rapportent à la "détermination de l'existence d'un dommage". Un réexamen à l'extinction ne comporte pas une telle détermination; il comporte plutôt une détermination de la persistance ou de la réapparition du dommage.

32. Il est clair que le "dommage" ne peut pas être défini de la même façon à l'article 11.3 et dans la note de bas de page 9. Si tel était le cas, l'enquête menée dans le cadre d'un réexamen à l'extinction deviendrait celle de savoir s'il est probable que le dommage important causé à une branche de production nationale, *la menace de dommage important pour une branche de production nationale ou un retard important dans la création* de cette branche de production *subsisterait ou se reproduirait* si le droit était supprimé. L'article 11.3 ne prévoit pas l'établissement de déterminations de la persistance ou de la réapparition d'une menace ou d'un retard important comme fondement du maintien d'un droit antidumping après un réexamen à l'extinction.

b) Les États-Unis conviennent-ils que dans un réexamen à l'extinction se rapportant à la réapparition, par opposition à la persistance, l'autorité chargée de l'enquête devrait s'assurer de la réapparition probable du dommage de la même façon qu'elle déterminerait l'existence du dommage dans le cadre d'une enquête. Veuillez donner des précisions.

33. Non. Une détermination de l'existence d'un dommage établie dans le cadre d'une enquête est très différente d'une détermination de la probabilité que le dommage se reproduise établie dans le cadre d'un réexamen à l'extinction. Selon l'Organe d'appel, il s'agit "d[e] processus distincts qui suivent des but différents".[11] L'analyse et les facteurs se rapportant à ces deux types d'enquête ne sont pas les mêmes.

34. Dans le cadre d'une enquête antidumping initiale, les autorités examinent la situation actuelle d'une branche de production et l'effet actuel des importations qui ne sont pas visées par des droits antidumping. Cela est vrai, peu importe que les autorités évaluent un dommage important, une menace de dommage important ou un retard important dans la création d'une branche de production.

35. Dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, en revanche, les autorités examinent le volume probable des importations à l'avenir qui peut avoir été restreint par une ordonnance en matière de droits antidumping et l'incidence probable à l'avenir de ce volume sur une branche de production

[11] *États-Unis – Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 87.

nationale qui a bénéficié d'une ordonnance antidumping pendant les cinq dernières années. Il n'y a peut-être pas d'importations actuellement; ces importations ne font peut-être pas l'objet d'un dumping; et la branche de production nationale peut ou non actuellement subir un dommage ou être menacée de subir un dommage. En résumé, dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, l'autorité chargée de l'enquête doit procéder à une analyse de nature hypothétique pour déterminer s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira en cas de changement prospectif dans le statu quo – c'est-à-dire la révocation de l'ordonnance.

36. Cela dit, les États-Unis notent que l'article 11.3 n'impose pas aux autorités l'obligation de préciser si elles ont déterminé une probabilité de réapparition du dommage par opposition à une probabilité de persistance du dommage.

DEMANDE DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES

Question n° 21

Le Groupe spécial note la déclaration faite par les États-Unis au paragraphe 35 de leur première déclaration orale selon laquelle les États-Unis n'ont jamais fait valoir que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine n'indiquait pas les mesures contestées dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Le Groupe spécial note également l'assertion des États-Unis au paragraphe 90 de leur première communication écrite et au paragraphe 37 de leur deuxième déclaration orale selon laquelle la description par l'Argentine de la mesure en cause dans le contexte de ses allégations figurant à la page 4 est également vague. Veuillez préciser si les États-Unis allèguent également que l'Argentine n'a pas indiqué la mesure en cause, dans le contexte de ses allégations figurant à la page 4.

37. Les États-Unis n'ont jamais bien compris le but, si tant est qu'il existe, de la page 4, mais ils n'allèguent pas que l'Argentine n'a pas indiqué les mesures en cause. La référence à "certains aspects" des mesures contestées renforce plutôt le fait que l'Argentine n'a pas "énoncé clairement le problème", comme le prescrit l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. C'est cela que les États-Unis contestent.

Question n° 22

Le Groupe spécial note la déclaration suivante au paragraphe 82 de la première communication écrite des États-Unis:

Les États-Unis demandent donc que le Groupe spécial accepte les éclaircissements apportés par l'Argentine sans les mettre en doute et constate que les allégations entrant dans cette catégorie ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial parce que l'Argentine ne s'est pas conformée à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. ***(non souligné dans l'original)***

Quels passages, s'il y en a, des allégations formulées dans les communications écrites que l'Argentine a présentées au Groupe spécial ont pour seul fondement la page 4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine? En d'autres termes, quelles sont les allégations, s'il y en a, formulées par l'Argentine pendant la procédure du présent Groupe spécial qui, selon le Groupe spécial, ne relèvent pas de son mandat en raison de l'ambiguïté alléguée de la page 4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine?

38. Les allégations indiquées dans les sections A et B de la demande d'établissement d'un groupe spécial sont limitées à ce qui suit:

Allégations en tant que tel:

- 19 U.S.C. 1675 c) 4), en violation des articles 11.1, 11.3, 11.4, 2.1, 2.2, 2.4, 6.1, 6.2, 6.6, 6.8, 6.9, 6.10, 12.2 et 12.3, et de l'Annexe II de l'Accord antidumping[12];
- 19 C.F.R. 351.218 e), en violation des articles 11.1, 11.3, 11.4, 2.1, 2.2, 2.4, 6.1, 6.2, 6.6, 6.8, 6.9, 6.10, 12.2 et 12.3, et de l'Annexe II de l'Accord antidumping[13];
- 19 U.S.C. 1675a a) 1), en violation des articles 11.1, 11.3 et 3 de l'Accord antidumping[14];
- 19 U.S.C. 1675a a) 5), en violation des articles 11.1, 11.3 et 3 de l'Accord antidumping[15]

Allégations tel qu'appliqué[16]:

- l'allégation selon laquelle le Département a appliqué les dispositions relatives à la renonciation à Siderca dans le cadre du réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine, en violation des articles 11.1, 11.3, 11.4, 2.1, 2.2, 2.4, 6.1, 6.2, 6.6, 6.8, 6.9, 6.10, 12.2 et 12.3, et de l'Annexe II de l'Accord antidumping[17];
- l'allégation selon laquelle le Département n'a pas effectué un réexamen, en violation de l'article 11.3 de l'Accord antidumping[18];
- l'allégation selon laquelle le Département n'a pas établi une "détermination", en violation de l'article 11.3 de l'Accord antidumping;[19]
- la détermination du Département à l'effet de suivre une procédure accélérée, fondée sur le seuil de 50 pour cent[20];
- l'allégation relative à la "présomption quasi irréfragable" de probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise, en violation de l'article 11.3 de l'Accord antidumping et de l'article X:3 a) du GATT de 1994[21];
- l'allégation selon laquelle le Département a appliqué une méthode de la réduction à zéro, en violation des articles 11.1, 11.3, 2.1, 2.2 et 2.4 de l'Accord antidumping[22];
- l'application par la Commission du critère "probable", en violation des articles 11.1, 11.3, 11.4, 3.1, 3.2, 3.3, 3.4, 3.5 et 6 de l'Accord antidumping[23]
- l'allégation selon laquelle la Commission n'a pas fait un examen objectif du dossier et n'a pas fondé sa détermination sur des "éléments de preuve positifs" concernant le volume des importations, les effets sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur et l'incidence des importations sur la branche de production nationale", en violation des articles 11.1, 11.3, 11.4, 3.1, 3.2, 3.3, 3.4, 3.5 et 6 de l'Accord antidumping[24];

[12] Section A.1.
[13] Section A.1.
[14] Section B.3.
[15] Par "tel qu'appliqué," les États-Unis entendent "tel qu'appliqué" dans le cadre du réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine.
[16] Section A.2.
[17] Section B.2.
[18] Section A.4.
[19] Section B.2.
[20] Section A.3.
[21] Section B.1.
[22] Section A.5.
[23] Section B.1.
[24] Section B.2.

- le recours au cumul par la Commission, en violation des articles 11.1, 11.3, 3.1, 3.2, 3.3, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping.[25]

37. Toutefois, les communications écrites de l'Argentine renferment des allégations qui vont au-delà de celles qui sont mentionnées dans les sections A et B de la demande d'établissement d'un groupe spécial. De plus, l'Argentine n'a pas fait valoir que ces allégations additionnelles reposaient sur l'énumération des mesures à la page 4 (du reste, le fait que les mesures figurant à la page 4 n'y sont pas exposées rendrait certainement un tel argument difficile à vérifier). Ces allégations additionnelles – dont le Groupe spécial n'est pas dûment saisi parce qu'elles ne relèvent pas de son mandat tel qu'il a été défini dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine – sont exposées dans les communications de l'Argentine ainsi qu'il suit:

Première communication écrite:

- Section VII.A: Cette section renferme des allégations concernant les dispositions relatives à la renonciation au titre de l'article 351.218 d) 2) iii) de la réglementation (renonciations présumées). La section A de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine fait référence uniquement à l'article 351.218 e) de la réglementation (adéquation de la réponse à l'avis d'engagement)[26];
- Section VII.B.2: Cette section renferme des allégations concernant les dispositions 19 U.S.C. 1675 c) et 1675a c), le SAA et le Sunset Policy Bulletin. La section A de la demande d'établissement d'un groupe spécial fait référence à la disposition 19 U.S.C. 1675 c) 4) seulement et ne mentionne pas les autres dispositions des articles 19 U.S.C. 1675 c) et 19 U.S.C. 1675a c), le SAA ou le Sunset Policy Bulletin. Le seul fondement d'une allégation au titre de ces dispositions serait leur énumération à la page 4;
- Section VII.E.1: Cette section renferme une allégation portant sur l'application par les États-Unis de leurs lois, réglementations et décisions judiciaires et administratives concernant les réexamens à l'extinction en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Toutefois, la section A.4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial ne conteste que la détermination à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine à cet égard, et non l'ensemble des lois, réglementations et décisions judiciaires et administratives des États-Unis applicables à tous les réexamens à l'extinction.[27] Les États-Unis ne trouvent aucun fondement pour cette allégation, même à la page 4;
- Section VIII.C.2: Cette section renferme une allégation concernant l'application par la Commission des dispositions 19 U.S.C. 1675a a) 1) et 5) dans le cadre du réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine. Toutefois, la section B.3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial ne fait pas référence au réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine; elle conteste plutôt la loi "en tant que

[25] Section B.4.

[26] Les États-Unis ont dit que l'application de l'allégation formulée par l'Argentine à l'article 351.218 d) 2) iii) n'avait pas entraîné un préjudice suffisant pour justifier une objection parce que l'Argentine dans son "bref exposé" dans la section A.1 indiquait au moins qu'elle entendait contester les dispositions relatives à la renonciation. Voir la première communication écrite des États-Unis, note 103.

[27] Il convient en outre de noter que l'Argentine a fait valoir que l'emploi de l'expression "en tant que tel" dans la section A.4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial transforme toute l'allégation en une allégation "en tant que tel". Toutefois, le libellé de l'allégation indique que c'est seulement la détermination à l'extinction en l'espèce qui est contestée, et que la législation de base et d'autres déterminations à l'extinction sont simplement des éléments de preuve qui étayent l'allégation "tel qu'appliqué".

telle". Le seul fondement d'une allégation "tel qu'appliqué" serait donc la référence générale faite à la page 4 à la "détermination établie par la Commission à l'issue du réexamen à l'extinction";

- Section IX: À première vue, cette section porte sur des mesures qui ne sont mentionnées qu'à la page 4 (article VI du GATT de 1994; articles 1er et 18 de l'Accord antidumping; et article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC). Le seul fondement de ces allégations serait la page 4;
- Section X: Dans la conclusion, il est dit que "les dispositions législatives, réglementaires et administratives des États-Unis relatives aux réexamens à l'extinction contreviennent en tant que telles à l'Accord antidumping et à l'Accord sur l'OMC". Toutefois, comme il a été noté plus haut, les seules mesures indiquées dans les sections A et B de la demande d'établissement d'un groupe spécial sont les dispositions suivantes: 19 U.S.C. 1675 c) 4), 19 C.F.R. 351.218 e), 1675a a) 1), et 19 U.S.C. 1675a a) 5). Le seul fondement d'allégations concernant d'autres mesures serait l'énumération des mesures à la page 4.

Deuxième communication écrite:

- Section III.A: Comme dans sa première communication, l'Argentine formule une allégation concernant la disposition 19 C.F.R. 351.218 d) 2) iii) (renonciation présumée). La section A de la demande d'établissement d'un groupe spécial porte uniquement sur l'article 351.218 e)[28];
- Section III.B: Cette section renferme une allégation concernant la disposition 19 U.S.C. 1675a c) 1), l'Énoncé des mesures administratives et le Sunset Policy Bulletin, et on y fait valoir que la législation des États-Unis en tant que telle crée une présomption irréfragable de probabilité. Toutefois, la section A.4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine renferme simplement une allégation de présomption irréfragable tel qu'appliqué dans la détermination à l'extinction en cause. Le seul fondement d'une allégation "en tant que tel" en ce qui concerne la loi, l'Énoncé des mesures administratives et le Sunset Policy Bulletin serait la page 4;
- Section III.D.2: L'Argentine formule une allégation concernant l'application par l'ITC des dispositions législatives concernant le délai. Toutefois, la demande d'établissement d'un groupe spécial renferme uniquement une allégation "en tant que tel". Le seul fondement d'une allégation "tel qu'appliqué" serait la référence générale à la "détermination établie par la Commission à l'issue du réexamen à l'extinction" à la page 4;
- Section V: Cette section renferme des allégations concernant des violations corollaires et, comme il a été indiqué ci-dessus, ces dispositions (article VI de l'Accord antidumping, articles 1er et 18 de l'Accord antidumping et article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC) ne sont mentionnées qu'à la page 4.

[28] *Voir* la note 26 ci-dessus.

ANNEXE E-10

RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS DE L'ARGENTINE - DEUXIÈME RÉUNION

13 février 2004

Volume des importations

Question n° 1

Il y a des divergences entre les volumes précis des importations. L'Argentine a présenté le graphique 4 joint à sa deuxième déclaration orale pour expliquer les déterminations établies par le Département dans les quatre réexamens annuels achevés concernant le volume des importations. Ce graphique montre que le Département avait confirmé au moins 154 tonnes métriques d'importations pendant la période. L'Argentine souscrit également au point de vue de l'Organe d'appel selon lequel l'autorité ne peut pas établir une présomption à partir du seul fait que le volume des importations avait diminué après l'imposition de l'ordonnance. L'Organe d'appel a dit: "[U]ne analyse au cas par cas des facteurs à l'origine d'une cessation des importations ou d'une diminution du volume des importations (lorsque le dumping est éliminé) sera nécessaire pour déterminer que le dumping se reproduira si le droit est supprimé." (paragraphe 177) Dans ce contexte, les États-Unis ont-ils fait une analyse au cas par cas des facteurs à l'origine de la diminution du volume des importations dans la présente affaire? Dans l'affirmative, veuillez donner une explication détaillée de cette analyse.

1. Malgré la citation sélective par l'Argentine de passages du rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire Réexamen à l'extinction concernant le Japon et les déclarations inexactes que renferme le graphique 4, le Département a confirmé les statistiques des importations au moyen de deux sources différentes, soit les statistiques des importations IM-145 du Bureau du recensement et la base de données sur le commerce de l'ITC. Aucune partie intéressée interrogée, y compris Siderca, n'a présenté des observations sur l'utilisation par le Département de ces statistiques des importations pendant le réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine, même si ces parties s'étaient vu ménager la possibilité de le faire.

Fondement de la détermination de la probabilité du Département

Question n° 2

Dans leur déclaration liminaire datée du 3 février (paragraphe 11), les États-Unis ont confirmé que la détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise établie par le Département reposait sur l'existence d'entrées qui établissaient une diminution du volume et le fait que le dumping avait subsisté pendant la durée de l'ordonnance. L'Organe d'appel a dit que les procédures ou "dispositions" qui créent des "présomptions" ou qui "prédéterminent" un résultat particulier "risquent d'être jugées incompatibles avec ce type d'obligation". (*Réexamen à l'extinction concernant le Japon*, paragraphe 178)

a) Le Département a-t-il présumé, en s'appuyant sur le paiement de droits, que le dumping (tel qu'il est défini à l'article 2) avait subsisté pendant la durée de l'ordonnance?

2. Les États-Unis utilisent un système rétrospectif et ne calculent pas une marge de dumping, à moins d'effectuer un réexamen administratif. Dans les cas où un tel réexamen administratif n'est pas

effectué, les États-Unis évaluent le montant du droit antidumping à payer en fonction du taux des dépôts en espèces en vigueur pour telle ou telle marchandise visée au moment de l'entrée. En l'espèce, le taux des dépôts pour les OCTG en provenance d'Argentine au moment de l'entrée, pour toutes les périodes antérieures au réexamen à l'extinction, était de 1,36 pour cent parce qu'aucun réexamen annuel n'était achevé. Les États-Unis estiment que l'existence d'un dumping et la diminution du volume des importations après l'imposition d'un droit sont une indication probante de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise. Dans le cadre du réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine, ni Siderca ni aucune autre partie intéressée interrogée n'ont présenté des éléments de preuve contredisant ces éléments de preuve probants.

b) Les États-Unis estiment–ils qu'il s'agit d'éléments de preuve positifs indiquant qu'il est probable que le dumping (tel qu'il est défini à l'article 2) subsisterait ou se reproduirait en cas de révocation?

3. Les États-Unis estiment que l'existence d'un dumping et la diminution du volume des importations après l'imposition d'un droit sont une indication probante de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise. Dans le cadre du réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine, ni Siderca ni aucune autre partie intéressée interrogée n'ont présenté des éléments de preuve contredisant ces éléments de preuve probants.

c) Les États-Unis conviennent-ils que, dans certains cas, il peut y avoir des circonstances dans lesquelles il serait déraisonnable sur le plan commercial d'effectuer un réexamen administratif pour obtenir un modeste remboursement des dépôts?

4. Une constatation du fait qu'il serait raisonnable sur le plan commercial de demander un réexamen administratif dans une affaire donnée serait subordonnée aux circonstances factuelles établies dans cette affaire. Le scénario énoncé par l'Argentine n'est pas pertinent pour le présent différend parce qu'il suppose des faits qui n'ont pas été mis en preuve en l'espèce.

Question n° 3

Les États-Unis ont modifié leur point de vue concernant le fondement de la détermination selon laquelle le dumping avait subsisté pendant toute la durée de l'ordonnance. Dans le *Mémorandum sur les questions et les décisions,* le Département a dit: "[L]e Département constate que l'existence de marges de dumping après la publication des ordonnances est une indication extrêmement probante de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira." Dans leur première communication (paragraphe 54) et dans leur deuxième communication (paragraphe 56), les États-Unis ont indiqué (d'une manière compatible avec la loi des États-Unis) qu'ils examinaient des "marges de dumping". À la deuxième réunion de fond, les États-Unis ont indiqué que la constatation du Département selon laquelle le dumping avait subsisté était fondée sur le recouvrement de droits antidumping. Y a-t-il une distinction entre l'existence d'une marge de dumping – issue de l'enquête initiale ou d'un réexamen – et le paiement de droits au taux des dépôts?

5. Les États-Unis n'ont pas modifié leur point de vue en ce qui concerne la constatation du Département selon laquelle le dumping avait subsisté pendant toute la durée de l'ordonnance antidumping applicable aux OCTG en provenance d'Argentine. Il n'y a pas de différence entre l'existence d'une marge de dumping et le paiement de droits au taux des dépôts aux fins de déterminer si le dumping a subsisté pendant toute la durée d'une ordonnance dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.

Question n° 4

Veuillez comparer le paragraphe 54 de la première communication des États-Unis avec le paragraphe 23 de la déclaration liminaire datée du 3 février des États-Unis et expliquer la contradiction.

6. Il n'y a pas de contradiction entre ces deux affirmations. Le Département ne s'est pas fondé sur l'importance de la marge, mais bien sur l'existence d'un dumping et la diminution du volume des importations pendant toute la durée de l'ordonnance en matière de droits antidumping applicable aux OCTG en provenance d'Argentine.

Renonciation

Question n° 5

Quels sont les renseignements figurant dans le dossier du réexamen à l'extinction concernant les sociétés interrogées qui n'ont pas répondu?

7. Les statistiques des importations, qui ont été vérifiées au moyen des statistiques des importations IM-145 du Bureau du recensement et de la base de données sur le commerce de l'ITC, ont confirmé l'existence d'une ou de plusieurs sociétés interrogées n'ayant pas répondu. Ces parties intéressées n'ont pas répondu à l'avis d'engagement du réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine.

Question n° 6

La détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise s'agissant des sociétés interrogées qui n'ont pas répondu reposait-elle uniquement sur leur non-participation?

8. Les faits qui se rapportent au réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine établissent que des OCTG en provenance d'Argentine ont été importés pendant la période de cinq ans qui a précédé le réexamen à l'extinction et que Siderca n'a pas exporté d'OCTG pendant cette période. Cela veut dire qu'un ou plusieurs exportateurs d'OCTG en provenance d'Argentine n'ont pas répondu à l'avis d'engagement du réexamen à l'extinction. Par conséquent, compte tenu des éléments de preuve de l'existence d'importations d'OCTG en provenance d'Argentine et du fait que certains exportateurs argentins n'ont pas répondu, le Département a constaté qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait en ce qui concerne ces sociétés interrogées n'ayant pas répondu.

Question n° 7

Lors de la deuxième réunion de fond, les États-Unis ont indiqué qu'il n'y avait rien dans le dossier qui contredisait l'affirmation de Siderca selon laquelle Siderca était le seul producteur argentin d'OCTG. Toutefois, les États-Unis ont dit que les statistiques des importations indiquaient qu'il y avait d'autres exportateurs d'OCTG en provenance d'Argentine pouvant avoir été fabriqués par Siderca.

a) Comment le Département concilie-t-il ces affirmations avec ses constatations dans le *Mémorandum sur les questions et les décisions* (page 5) selon lesquelles "il y a eu des marges supérieures au niveau *de minimis* pour les sociétés visées par l'enquête pendant toute la durée des ordonnances"?

9. Il n'y a eu aucun réexamen administratif des OCTG en provenance d'Argentine, de sorte que la marge de dumping calculée pour Siderca dans le cadre de l'enquête initiale a continué de

s'appliquer, et continue de s'appliquer, s'agissant de Siderca. En outre, le taux "résiduel global" (1,36 pour cent), qui avait également été calculé pendant l'enquête initiale, a été appliqué à toutes les importations d'OCTG en provenance d'Argentine pendant la période qui a précédé le réexamen à l'extinction.

b) Les États-Unis conviennent-ils que la seule "sociét[é] visé[e] par l'enquête" en l'espèce était Siderca?

10. Siderca était la seule société visée par l'enquête dans le cadre de l'enquête initiale visant les OCTG en provenance d'Argentine.

c) Les États-Unis peuvent-ils expliquer comment des importations aux États-Unis d'OCTG fabriqués par Siderca, lesdits OCTG ayant été exportés par d'autres exportateurs de nationalités potentiellement différentes, sont une indication probante de la question de savoir s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira?

11. Siderca a cessé d'expédier des OCTG presque tout de suite après l'imposition de l'ordonnance, ce qui constitue un élément de preuve probant du fait qu'elle ne pouvait pas vendre des OCTG aux États-Unis sans pratiquer le dumping. Siderca s'était vu ménager la possibilité d'expliquer pourquoi cette situation de fait n'était pas une indication probante dans le cadre du réexamen à l'extinction, mais elle ne l'a pas fait. De plus, il y a eu des importations d'OCTG en provenance d'Argentine pendant la durée de l'ordonnance, et des droits antidumping ont été payés à cet égard. Les parties intéressées nationales ont versé des éléments de preuve de l'existence de ces importations au dossier administratif du réexamen à l'extinction, et le Département a vérifié les statistiques. La seule déclaration que Siderca a faite à cet égard pendant le réexamen à l'extinction était qu'elle n'avait pas exporté d'OCTG aux États-Unis. Elle n'a pas allégué que ces exportations provenaient d'un autre endroit que l'Argentine, ni qu'elle avait ou non produit ces exportations. Par conséquent, compte tenu des éléments de preuve de l'existence d'importations d'OCTG en provenance d'Argentine et du fait que les exportateurs argentins n'ont pas répondu, le Département a constaté qu'il était probable que le dumping subsiste ou se reproduise en ce qui concerne les sociétés interrogées n'ayant pas répondu.

Question n° 8

Lors de la deuxième réunion de fond, les États-Unis ont indiqué qu'ils avisaient habituellement les parties inscrites sur la liste des parties intéressées par les procédures. Les États-Unis peuvent-ils fournir une copie de cet avis dans la présente affaire et préciser l'identité des parties intéressées, dans la mesure où cette information ne ressort pas clairement de la liste en question?

12. Le Département a créé un site Web pour les réexamens à l'extinction qui renferme toutes les ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs. À chaque ordonnance est jointe une liste des parties intéressées dans laquelle sont mentionnées toutes les parties intéressées qui ont participé à une procédure administrative se rapportant à l'ordonnance en question après l'imposition de l'ordonnance. Cette liste est mise à jour chaque fois qu'il y a une procédure subséquente, y compris des réexamens administratifs. Par conséquent, la liste des parties intéressées s'agissant de l'ordonnance en matière de droits antidumping applicable aux OCTG en provenance d'Argentine est nécessairement plus longue à l'heure actuelle qu'elle ne l'était lorsque le réexamen à l'extinction a été effectué, parce que des réexamens administratifs ont été effectués après le réexamen à l'extinction. La liste telle qu'elle existe à l'heure actuelle se trouve sur le site Web du Département (www.doc.gov).

Question n° 9

Dans le *Mémorandum sur les questions et les décisions* du Département, dans la première communication des États-Unis et dans les réponses des États-Unis aux questions, il est précisé que le Département a déterminé que les sociétés interrogées de l'Argentine n'ayant pas répondu étaient réputées avoir renoncé à participer. Le Département a également confirmé que Siderca n'avait pas fait d'expéditions pendant la période pertinente. Le Département a confirmé que la renonciation à participer des sociétés interrogées n'ayant pas répondu signifiait qu'elles pratiqueraient probablement le dumping (réponse à la question n° 2 a)). Compte tenu de la détermination du Département selon laquelle Siderca n'avait pas fait d'expéditions sur le marché des États-Unis, comment la renonciation à participer des sociétés interrogées n'ayant pas répondu a-t-elle pu ne pas avoir d'incidence sur l'analyse faite sur la base de l'ordonnance dans son ensemble?

13. Prière de voir les réponses données par les États-Unis aux questions 4 b) et c) du Groupe spécial.

Données de fait disponibles/réexamen accéléré

Question n° 10

Les États-Unis sont convenus dans la première rubrique que l'article 6.8 et l'Annexe II s'appliquent aux réexamens au titre de l'article 11.3.

a) Les États-Unis sont-ils toujours de cet avis?

14. Oui.

b) Les États-Unis conviennent-ils toujours que Siderca a présenté une réponse de fond complète et a offert de coopérer pleinement?

15. Oui**.**

Question n° 11

La conduite de Siderca justifiait-elle le recours aux données de fait disponibles au sens de l'article 6.8 et de l'article II?

16. Le Département n'a pas appliqué à Siderca les "données de fait disponibles au sens de l'article 6.8 et de l'Annexe II" dans le cadre du réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine.

Question n° 12

Les États-Unis disent que les "données de fait disponibles" n'ont aucune connotation négative (deuxième communication des États-Unis, paragraphe 24).

a) Les États-Unis conviennent-ils que l'article 351.218 d) 3) oblige les parties intéressées interrogées à communiquer des marges de dumping antérieures et des données antérieures sur le volume des importations dans leur réponse de fond?

b) L'article 19 U.S.C. 1675 a c) 1) prescrit-il que le Département "examinera A) les marges de dumping moyennes pondérées établies dans le cadre de l'enquête et

des réexamens subséquents, et B) le volume des importations de la marchandise visée pendant la période antérieure et la période postérieure à la publication de l'ordonnance en matière de droits antidumping ou à l'acceptation de l'accord de suspension" lors de l'établissement de la détermination de la probabilité?

17. Dans le contexte d'un réexamen à l'extinction, l'article 351.308 f) définit "les données de fait disponibles" comme les déterminations antérieures des organismes administratifs, les renseignements présentés par les parties intéressées et tout renseignement figurant dans le dossier administratif du réexamen à l'extinction, y compris les déterminations de la probabilité concernant les sociétés interrogées n'ayant pas répondu. Dans le cadre du réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine, le Département a examiné tous les éléments de preuve figurant dans le dossier administratif, y compris les déterminations antérieures des organismes administratifs, et tous les renseignements présentés par les parties intéressées conformément à l'article 351.308 f) de la réglementation concernant les réexamens à l'extinction.

Question n° 13

L'article 1675 c) 3) B) de la loi et l'article 351.218 e) 1) C) 2) de la réglementation précisent que, dans le cadre d'un réexamen accéléré, le Département "publiera, sans complément d'enquête, les résultats finals du réexamen fondé sur les données de fait disponibles …". Compte tenu de votre réponse à la question n° 3, comment cette affirmation est-elle compatible avec l'affirmation de l'Organe d'appel selon laquelle les autorités sont tenues d'établir une "nouvelle détermination, fondée sur des éléments de preuve crédibles" lorsque les données de fait disponibles se limitent à la marge issue de l'enquête initiale et à la diminution du volume des importations".

18. Dans le contexte d'un réexamen à l'extinction, l'article 351.308 f) définit "les données de fait disponibles" comme les déterminations antérieures des organismes administratifs, les renseignements présentés par les parties intéressées et tout renseignement figurant dans le dossier administratif du réexamen à l'extinction, y compris les déterminations de la probabilité concernant les sociétés interrogées n'ayant pas répondu. Dans le cadre du réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine, le Département a établi une nouvelle détermination en examinant tous les renseignements figurant dans le dossier administratif, y compris les renseignements présentés par les parties intéressées nationales et Siderca, de même que les déterminations antérieures des organismes administratifs et les renseignements recueillis par le Département, à la lumière du nouveau critère de probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise.

Réduction à zéro

Question n° 14

Les États-Unis conviennent-ils que la marge de dumping de 1,36 pour cent citée dans la détermination à l'extinction du Département était le résultat de la division du numérateur 125 478,93 par le dénominateur 9 240 392,64, dont il est question dans la pièce n° 52 de l'Argentine jointe à la première communication de l'Argentine?

a) Les États-Unis conviennent-ils que le prix net de certaines ventes réalisées par Siderca aux États-Unis dépassait le prix moyen pondéré pratiqué en Chine du produit correspondant?

b) Les États-Unis conviennent-ils que la mesure dans laquelle le prix net des ventes réalisées aux États-Unis dépassait le prix net moyen pondéré pratiqué en Chine ne ressort pas du numérateur dans ce calcul?

c) Les États-Unis estiment-ils que le CONNUM 1 (utilisé dans l'exemple donné aux paragraphes 141 et 142 de la deuxième communication de l'Argentine) a "fait l'objet d'un dumping" au sens de l'article 2?

19. L'article 17.5 ii) de l'Accord antidumping dispose que le groupe spécial doit examiner la question en se fondant sur "les faits communiqués conformément aux procédures internes appropriées aux autorités du Membre importateur". Le dossier du réexamen à l'extinction dont le présent Groupe spécial est saisi renferme uniquement les renseignements qui ont été versés au dossier par l'Argentine, Siderca, le Département ou toute autre partie intéressée qui a choisi de participer au réexamen. Comme il en est question ci-après, le dossier du réexamen à l'extinction renferme la détermination finale établie par le Département dans le cadre de l'enquête initiale, et ne renferme pas les renseignements se rapportant aux questions de l'Argentine.

Question n° 15

Les États-Unis souscrivent-ils à la description que donne l'Argentine de la méthode de calcul aux paragraphes 137 à 144 de sa deuxième communication? Dans la négative, veuillez expliquer le fondement de votre réponse.

20. Les États-Unis ne souscrivent pas à la description que donne l'Argentine de la méthode de calcul aux paragraphes 137 à 144 de sa deuxième communication écrite. Cette analyse renferme un certain nombre d'assertions juridiques et factuelles dont l'Argentine n'a pas établi le fondement et/ou dont le présent Groupe spécial n'est pas dûment saisi conformément à l'article 17.5 ii) de l'Accord antidumping.

Question n° 16

Les États-Unis souscrivent-ils au calcul dans la pièce n° 66A de l'Argentine, dans la mesure où ce calcul indique que l'addition des "marges" positives et négatives donnerait un résultat négatif de 402 159,45 dollars? Dans la négative, pourquoi?

21. La pièce n° 66A de l'Argentine renferme des données informatiques qui ne figuraient pas dans le dossier du réexamen à l'extinction. La programmation utilisée pour créer les données figurant dans la pièce n° 66A de l'Argentine n'est mentionnée ni dans le dossier du réexamen à l'extinction ni dans la pièce elle-même. Par conséquent, les États-Unis ne souscrivent pas au contenu de la pièce de l'Argentine et ne sont pas en mesure de l'évaluer à nouveau, dans le contexte du présent différend.

Question n° 17

Il est indiqué au paragraphe 54 de la première communication des États-Unis que la marge de dumping issue de l'enquête initiale était le seul indicateur dont disposait le Département. Compte tenu de cette affirmation, les États-Unis contestent-ils le fait que la marge qui a été calculée dans l'enquête initiale faisait partie du dossier de la procédure de réexamen à l'extinction?

22. Le Département a communiqué à la Commission du commerce international la marge issue de l'enquête initiale, soit 1,36 pour cent, en tant que "marge probable" dans le cas où l'ordonnance antidumping applicable aux OCTG en provenance d'Argentine serait révoquée.

23. Par conséquent, le dossier du réexamen à l'extinction renfermait la détermination finale du Département, dans laquelle il était dit que la marge calculée dans cette détermination était de 1,36 pour cent. Toutefois, les réponses détaillées au questionnaire données par Siderca et les renseignements informatisés sur les coûts et les ventes, les questionnaires supplémentaires distribués par le Département, les constatations relatives à la vérification, les mémoires juridiques et d'autres

documents et mémorandums pertinents étayant la détermination finale établie dans le cadre de l'enquête initiale n'ont pas été versés au dossier du réexamen à l'extinction par l'Argentine, Siderca ou une autre partie.

Question n° 18

La marge de 1,36 pour cent utilisée par le Département aux fins de la détermination de la probabilité dans le cadre du réexamen à l'extinction a-t-elle été établie sur la base d'une comparaison équitable compte tenu des décisions de l'Organe d'appel dans les affaires *Linge de lit* (paragraphes 55, 61 et 62) et *Réexamen à l'extinction concernant le Japon* (paragraphes 126 à 132)? Dans l'affirmative, veuillez expliquer comment une "comparaison équitable" a été établie étant donné qu'une marge négative de 4,536 aurait été obtenue sans le recours à la réduction à zéro?

24. Tout d'abord, le Département ne s'est pas fondé sur la marge de 1,36 pour cent calculée dans le cadre de l'enquête initiale pour établir sa détermination de la probabilité dans le cadre du réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine. Le Département a plutôt constaté que l'existence d'un dumping et la diminution du volume des importations après l'imposition de l'ordonnance étaient une indication extrêmement probante de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise si l'ordonnance en matière de droits antidumping applicable aux OCTG en provenance d'Argentine était révoquée.

25. Pour ce qui est du reste de la question de l'Argentine, la réponse est affirmative. Même si la méthode de calcul utilisée pour établir la marge de 1,36 pour cent ne figurait pas dans le dossier du réexamen à l'extinction, les États-Unis confirment que cette méthode était différente de la méthode utilisée dans l'affaire CE – Linge de lit. L'Argentine n'a pas expliqué le fondement juridique de ses allégations concernant la méthode utilisée par les États-Unis, dans la mesure où cette méthode diffère de celle qui était en cause dans l'affaire CE – Linge de lit.

Question n° 19

Conformément à l'article 17.6 i), le Groupe spécial doit examiner si "l'établissement des faits par [le Département] était correct et si [son] évaluation de ces faits était impartiale et objective". Dans le récent appel de la décision du Groupe spécial de la mise en conformité dans l'affaire *Linge de lit*, l'Organe d'appel a donné des précisions additionnelles sur le critère applicable au titre de l'article 17.6 i):

> **Dans l'affaire *États-Unis - Acier laminé à chaud*, nous avons dit que "[b]ien que le texte de l'article 17.6 i) soit libellé d'une manière telle qu'il crée une obligation pour les groupes spéciaux ..., cette disposition, en même temps, définit en fait les cas dans lesquels les autorités chargées de l'enquête peuvent être considérées comme ayant agi d'une façon incompatible avec l'Accord antidumping". Nous avons en outre expliqué que le texte de l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping, de même que celui de l'article 11 du Mémorandum d'accord, "exige des groupes spéciaux qu'ils "évaluent" les faits et ... cela nécessite clairement une étude ou un examen actif des faits pertinents". (Rapport de l'Organe d'appel, recours à l'article 21:5, *Linge de lit en provenance d'Inde*, paragraphe 163)**

Compte tenu de ce qui précède:

a) Qu'a fait le Département pour "établir" si la marge de 1,36 pour cent sur laquelle le Département s'est fondé pour établir sa détermination de la

probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise pouvait servir de fondement "correct" à cette détermination?

26. Comme il en a été question plus haut, le Département ne s'est pas fondé sur la marge de 1,36 pour cent calculée dans le cadre de l'enquête initiale pour établir sa détermination de la probabilité dans le cadre du réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine. Le Département a plutôt constaté que l'existence d'un dumping et la diminution du volume des importations après l'imposition de l'ordonnance étaient une indication extrêmement probante de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise si l'ordonnance en matière de droits antidumping applicable aux OCTG en provenance d'Argentine était révoquée.

27. En ce qui concerne l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping, cette disposition dit que "[s]i l'établissement des faits était correct et que l'évaluation était impartiale et objective … l'évaluation ne sera pas infirmée". Par conséquent, le point de départ d'un réexamen des actions du Département réside d'abord dans les procédures utilisées par le Département pour établir les faits et ensuite dans l'évaluation de ces faits par le Département. Dans la présente affaire, la marge du droit antidumping mentionnée par le Département dans son réexamen à l'extinction a été versée au dossier du réexamen à l'extinction en tant qu'élément de la détermination finale établie dans le cadre de l'enquête en matière de droits antidumping. Les résultats de cette enquête n'ont pas été contestés, ni modifiés. Même si elles en avaient la possibilité sur le plan de la procédure, ni l'Argentine ni Siderca n'ont versé au dossier du réexamen à l'extinction des renseignements ou des arguments visant à mettre en doute la validité du calcul de la marge. Par conséquent, la marge de 1,36 pour cent issue de l'enquête initiale est un fait qui n'a pas été contesté au vu du dossier. Il s'ensuit qu'il n'y avait pas lieu pour les États-Unis, qui ont agi d'une manière impartiale et objective, de mettre en doute la validité de cette marge.

b) Étant donné que la marge a été calculée dans l'enquête initiale sur la base de la réduction à zéro, comment le Département justifie-t-il le caractère "impartia[l] et objecti[f]" de son "évaluation" de la marge de 1,36 pour cent, qu'il utilise comme fondement de sa conclusion selon laquelle il était probable que le "dumping" (tel qu'il est défini à l'article 2) subsisterait ou se reproduirait?

28. Il n'a pas été établi devant le présent Groupe spécial ni ailleurs que la marge calculée pour Siderca dans le cadre de l'enquête initiale visant les OCTG en provenance d'Argentine avait été déterminée au moyen d'une méthode qui n'était pas compatible avec les obligations énoncées à l'article 2; sinon, voir la réponse des États-Unis ci-dessus.

Critère probable de la Commission

Question n° 20

Les États-Unis considèrent-ils comme exacte la description que la Commission a donnée à un groupe spécial établi au titre de l'ALENA du critère probable appliqué au réexamen à l'extinction visant les OCTG (extrait inclus en tant que pièce n° 67 de l'Argentine jointe à la deuxième communication de l'Argentine)?

29. Voir la réponse à la question ci-après.

21. Les États-Unis conviennent-ils que cette description exprime le point de vue selon lequel "*likely*" ne signifie pas "probable"?

30. Deux des commissaires, la Vice-Présidente Hillman et le commissaire Koplan, qui ont tous deux participé aux réexamens à l'extinction OCTG, ont toujours appliqué le "critère probable ou son

équivalent[1], dès le début des premiers réexamens à l'extinction effectués par les États-Unis.[2] La description donnée dans le mémoire présenté au groupe spécial de l'ALENA concernant l'approche suivie par certains autres membres de l'ITC reposait sur l'idée que le terme "probable" supposait un très grand degré de certitude. Voir, par exemple, l'analyse de cette question dans la communication Usinor de juillet 2002 (pièce n° 56 de l'Argentine, page 6). Comme il est apparu dans des opinions subséquentes du tribunal des États-Unis, toutefois, différentes connotations sont associées au terme "probable". Depuis que le mémoire destiné au groupe spécial de l'ALENA a été présenté (en février 2002), au moins deux juges d'un tribunal des États-Unis ont donné à entendre que le terme "probable" ne prescrivait pas un degré particulier de certitude, encore moins un grand degré de certitude. Usinor Industeel v. United Sates, opinion non codifiée 02-152, page 6, note 6 (20 décembre 2002) ("le tribunal n'a pas interprété "*likely*" comme sous-entendant un degré particulier de certitude") (pièce n° 18 des États-Unis); Indorama Chemicals (Thailand) Ltd. et al v. United States International Trade Commission, opinion non codifiée 02-105, pages 20 et 21 (4 septembre 2002) ("le critère repose sur une "probabilité" de persistance ou de réapparition du dommage, pas sur une certitude") (pièce n° 32 des États-Unis). L'ITC ne disposait pas de ces indications données par le tribunal des États-Unis au moment de la rédaction du mémoire destiné au groupe spécial de l'ALENA. Après que le tribunal eut précisé ce qu'il avait voulu dire en affirmant que "probable" était synonyme du terme "*likely*" employé dans la loi, il est devenu évident que les opinions des commissaires pris individuellement au sujet du critère applicable dans les réexamens à l'extinction (y compris le critère appliqué dans le réexamen à l'extinction OCTG) étaient identiques à celles qui avaient été énoncées par le tribunal ou impossibles à différencier de celles-ci. Le tribunal des États-Unis a reconnu ce point en confirmant la détermination sur renvoi positive inchangée de l'ITC dans l'affaire Usinor. Pour ces raisons, les opinions des commissaires qui ont participé au réexamen à l'extinction OCTG demeurent compatibles avec le critère "*likely*" tel que ce terme a été défini par les tribunaux des États-Unis.

Éléments de preuve

Question n° 22

Au paragraphe 56 de leur deuxième communication, les États-Unis indiquent que les marges que le Département communique à la Commission sont pertinentes pour la détermination à l'extinction de la Commission. Les États-Unis sont-ils d'avis que la marge de 1,36 pour cent était pertinente pour la détermination à l'extinction de la Commission? La Commission a-t-elle tenu compte de cette marge dans son analyse de la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise?

31. Le paragraphe 56 de la deuxième communication écrite des États-Unis ne dit pas que les marges que le Département communique à la Commission sont pertinentes pour la détermination à l'extinction de la Commission.

32. Le rapport des services du Département qui était joint à la détermination de l'ITC mentionnait simplement les marges (qui variaient entre 1,36 pour cent et 49,78 pour cent) que le Département

[1] La Vice-Présidente Hillman a interprété "*likely*" comme signifiant "plus probable que moins".

[2] Certains produits en acier au carbone en provenance d'Australie, de Belgique, du Brésil, du Canada, de Finlande, de France, d'Allemagne, du Japon, de Corée, du Mexique, des Pays-Bas, de Pologne, de Roumanie, d'Espagne, de Suède, de Taïwan et du Royaume-Uni, Inv. n° AA-1921-197 (renvoi), 701-TA-231, 319-320, 322, 325 à 328, 340, 342 et 348 à 350 (renvoi), et 731-TA-573 à 576, 578, 582 à 587, 604, 607 à 608, 612 et 614 à 618 (renvoi), USITC Pub. 3526 (juillet 2002), opinion séparée de la Vice-Présidente Jennifer A. Hillman concernant l'interprétation du terme "*likely*" et opinion dissidente du commissaire Stephen Koplan concernant l'interprétation du terme "*likely*". (pièce n° 31 des États-Unis)

avait communiquées à l'ITC.[3] L'ITC a également mentionné ces marges dans ses opinions[4], mais ne les a pas analysées plus avant.

Question n° 23

Dans l'affirmative, la Commission a-t-elle examiné si cette marge avait été "viciée" par la pratique de la réduction à zéro?

33. Comme il a été noté plus haut, l'ITC n'a pas évalué la marge propre aux importations visées en provenance d'Argentine dans le cadre de son analyse de la probabilité d'un dommage.

Question n° 24

Les États-Unis conviennent-ils que si l'article 3 s'applique aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3, le fait de ne pas examiner la marge constituerait une violation des articles 11.3 et 3.4?

34. Les États-Unis ne conviennent pas que l'article 3 s'applique aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. De plus, les États-Unis notent que l'article 3.4 prévoit uniquement l'examen de l'importance du droit et dispose qu'aucun facteur particulier n'est déterminant.

Question n° 25

L'Organe d'appel dans l'affaire *Acier en provenance d'Allemagne* (paragraphe 88) a dit: "Lorsque le niveau de subventionnement au moment du réexamen est très faible, il doit y avoir des éléments de preuve convaincants montrant que l'abrogation du droit entraînerait néanmoins un dommage pour la branche de production nationale." S'agissant de l'obligation énoncée à l'article 11.3, les États-Unis estiment-ils que la Commission devait tenir compte de l'importance de la marge de dumping pour déterminer s'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait si l'ordonnance applicable aux OCTG en provenance d'Argentine était révoquée?

35. L'article 11.3 n'impose pas l'obligation d'examiner l'importance des marges dans le cadre de l'analyse du point de savoir s'il est probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait si l'ordonnance était révoquée. Si l'ITC avait évalué les marges, elle aurait tenu compte des marges calculées pour les cinq pays dont les importations ont été cumulées dans le cadre de ces réexamens à l'extinction, lesquelles variaient entre 1,36 pour cent et 49,78 pour cent.

Cumul

Question n° 26

Les États-Unis conviennent-ils que l'article 3.3 renferme des disciplines de fond concernant le recours au cumul? De l'avis des États-Unis, ces disciplines de fond se limitent-elles aux enquêtes au titre de l'article 5?

36. Les États-Unis conviennent que l'article 3.3 renferme des disciplines de fond concernant le recours au cumul, et que ces disciplines se limitent aux enquêtes au titre de l'article 5.

[3] Rapport de l'ITC, page I-14.
[4] Rapport de l'ITC, page 9, note 51.

Question n° 27

De l'avis des États-Unis, existe-t-il une discipline de fond concernant le recours au cumul dans un réexamen au titre de l'article 11.3?

37. Non.

Question n° 28

Dans la négative, quel est le point de vue des États-Unis sur la raison pour laquelle l'Accord imposerait des disciplines dans le contexte de l'enquête au titre de l'article 5, mais pas dans le contexte d'un réexamen au titre de l'article 11.3?

38. Les États-Unis ne veulent pas faire des suppositions sur le contexte de négociation de dispositions spécifiques de l'Accord antidumping. Les États-Unis notent toutefois qu'il existe une différence fondamentale entre les enquêtes et les réexamens à l'extinction qui pourrait expliquer pourquoi le cumul fait l'objet de disciplines dans le cas des enquêtes mais pas dans le cas des réexamens. Cette différence tient au fait que dans les réexamens à l'extinction, les importations examinées sont restreintes par les effets d'une mesure antidumping, et cela peut aussi expliquer pourquoi il a été décidé de ne pas assujettir le recours au cumul dans le cadre des réexamens à l'extinction à des conditions *de minimis* ou concernant le caractère négligeable. En effet, l'Organe d'appel a fait une observation similaire (dans le contexte des droits compensateurs) lorsqu'il a dit que "[des] différences qualitatives [entre les enquêtes et les réexamens à l'extinction] peuvent aussi expliquer l'absence d'une prescription voulant qu'un critère *de minimis* spécifique soit appliqué dans le cadre d'un réexamen à l'extinction".[5]

Question n° 29

Le point de vue des États-Unis selon lequel le cumul est autorisé dans les réexamens au titre de l'article 11.3 est-il étayé par un élément textuel?

39. Comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur première communication (paragraphe 363), l'origine d'une obligation ou d'un droit résultant de l'Accord sur l'OMC est le texte de la disposition pertinente, et en l'absence d'un fondement textuel, les droits des Membre ne peuvent pas être limités. La question qui se pose est donc de savoir s'il existe un élément tiré du texte à l'appui du point de vue de l'Argentine selon lequel le cumul n'est pas autorisé dans les réexamens à l'extinction. Comme les États-Unis l'ont expliqué dans cette communication (paragraphes 364 et 365), l'interdiction du cumul irait à l'encontre de l'objet et du but généraux de l'Accord antidumping.

[5] *États-Unis – Acier en provenance d'Allemagne*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 87.

ANNEXE E-11

OBSERVATIONS DE L'ARGENTINE SUR LA DÉCLARATION FINALE DES ÉTATS-UNIS ET SUR LES RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL ET DE L'ARGENTINE – DEUXIÈME RÉUNION

20 février 2004

I. RENONCIATION/RÉEXAMEN ACCÉLÉRÉ

Position des États-Unis:

1. Les États-Unis reconnaissent que les dispositions relatives à la renonciation de la législation des États-Unis affectent la détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, mais ils affirment que ces dispositions ne déterminent pas le résultat final de leurs déterminations de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Cette affirmation est faite à la fois d'une manière générale et relativement à l'affaire spécifique du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine. (Réponses des États-Unis à la deuxième série de questions, paragraphe 4)

Observation de l'Argentine:

2. La réponse des États-Unis n'est pas crédible à quelque égard que ce soit, et les États-Unis évitent soigneusement de répondre aux questions difficiles posées par le Groupe spécial.

3. Premièrement, les États-Unis reconnaissent qu'il n'y a jamais eu d'affaire dans laquelle la renonciation avait été appliquée au niveau de l'entreprise (ce qui entraîne l'établissement de la détermination de dumping probable prescrite par la loi) et dans laquelle une détermination négative avait été établie sur la base de l'ordonnance dans son ensemble (réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 2). Les pièces n° 63 et 64 de l'Argentine indiquent que la renonciation avait été appliquée 173 fois et que, chaque fois, le Département avait établi une détermination positive de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Les États-Unis ne peuvent tout simplement pas réfuter le fait, prouvé par l'Argentine, qu'il n'y a jamais eu de détermination négative de dumping probable dans une affaire dans laquelle la disposition relative à la renonciation avait été appliquée.

4. Par ailleurs, dans ces affaires, les États-Unis font souvent référence aux dispositions relatives à la renonciation comme fondement de leur détermination positive de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, même lorsque d'autres exportateurs ont tenté de participer.[1] C'est précisément ce qui est arrivé dans la présente affaire, dans laquelle le Département a dit:

[1] À titre d'exemple, l'affaire évoquée dans la pièce n° 63 de l'Argentine, onglet 165, présente des similitudes frappantes avec le réexamen en cause, et donne un autre point de référence à partir duquel le Groupe spécial peut juger la crédibilité des déclarations des États-Unis sur l'effet des renonciations par entreprise. Dans le cadre du réexamen à l'extinction complet visant les presses mécaniques à poinçons multiples en provenance du Japon, les parties intéressées interrogées avaient présenté une réponse globale adéquate et, partant, le Département avait effectué un réexamen complet. Il a toutefois fondé sa détermination positive de la probabilité en partie sur la renonciation appliquée à certaines sociétés interrogées: "[N]ous notons que d'autres producteurs/exportateurs ont renoncé à leur droit de participer au réexamen en cause, ce qui permet aussi d'affirmer qu'il est probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si l'ordonnance était révoquée (voir

> En conséquence, étant donné que le dumping a subsisté après la publication des ordonnances, que les importations moyennes se sont maintenues à des niveaux bien inférieurs à ce qu'ils étaient avant la publication des ordonnances de 1995 à 1999, et que les parties intéressées interrogées ont renoncé à leur droit de participer à ces réexamens ou n'ont pas présenté des réponses de fond adéquates, nous déterminons qu'il est probable que le dumping subsisterait si les ordonnances étaient révoquées.[2]

Cette déclaration, considérée séparément et dans le contexte de la pratique du Département, indique: 1) que le système du Département ne fonctionne pas, dans les faits, comme le processus dédoublé en deux étapes que les États-Unis expliquent dans leurs réponses; et 2) que la renonciation est déterminante dans chaque affaire dans laquelle elle est appliquée, y compris en l'espèce.

5. Même si le Groupe spécial acceptait l'explication des États-Unis en tant qu'affirmation générale (c'est-à-dire pertinente pour l'allégation "en tant que tel" de l'Argentine), il doit constater que, dans la présente affaire, l'application de la renonciation a été déterminante. Les renonciations par entreprise (même si elles sont limitées aux sociétés interrogées n'ayant pas répondu), associées à la part nulle de Siderca, et la valeur "extrêmement probante" accordée aux volumes d'exportation moindres et à l'existence présumée d'un dumping ont déterminé le résultat.

6. Les États-Unis ont refusé de répondre à la question précise du Groupe spécial sur ce point. Dans la question n° 4 c), celui-ci demandait spécifiquement aux États-Unis de répondre à la question en fonction du fait que la part de Siderca dans les exportations était nulle. En d'autres termes, lorsque des renonciations par entreprise s'appliquent à des sociétés qui interviennent pour 100 pour cent des exportations, et qu'il en résulte des constatations de probabilité prescrites par la loi pour ces sociétés, une constatation différente peut-elle être faite sur la base de l'ordonnance dans son ensemble? Les États-Unis n'ont pas répondu à la question et ont évité de faire référence au fait que, dans la présente affaire, le caractère automatique de la constatation de renonciation, conjugué à la décision de procéder à un réexamen accéléré et d'établir la détermination sur la base de la renonciation et des données de fait disponibles, avait déterminé le résultat en l'espèce.

7. La seule explication possible que les États-Unis peuvent encore donner, c'est de dire que le résultat peut être différent si l'un des exportateurs précise pourquoi les volumes d'importation ont diminué. Les États-Unis essaient de donner cette explication aux paragraphes 7 et 11 de leur réponse. Cette explication n'est pas crédible. Comme le Mexique l'a expliqué dans sa réponse écrite à une question posée après la première réunion de fond, même s'agissant d'un réexamen complet dans le cadre duquel les exportateurs mexicains avaient exposé les raisons pour lesquelles les niveaux d'expédition étaient moins élevés, le Département a catégoriquement rejeté les explications, a repris le refrain du SAA/Sunset Policy Bulletin quant à la valeur extrêmement probante des marges de dumping issues de l'enquête initiale et des volumes d'exportation moindres, et a constaté qu'il était probable que le dumping se reproduise. L'Argentine demande au Groupe spécial d'examiner la réponse du Mexique et la décision du Département dans la pièce n° 63 de l'Argentine, onglet 179, lorsqu'il jugera la crédibilité de l'explication donnée par les États-Unis. Il y a plusieurs autres exemples inclus comme éléments de preuve à l'appui dans les pièces n° 63 et 64 de l'Argentine pour démontrer ce point, y compris l'affaire des presses mécaniques à poinçons multiples évoquée dans la note 1 ci-dessus.[3]

---

l'article 751 c) 4) B))." (*Issues and Decision Memorandum for the Full Sunset Review of MTPs from Japan (Final Results)*, page 3 (pièce n° 63 de l'Argentine, onglet 165)) (non souligné dans l'original)

[2] *Mémorandum sur les questions et la décision*, page 5 (pièce n° 51 de l'Argentine) (non souligné dans l'original).

[3] Dans l'affaire des presses mécaniques à poinçons multiples en provenance du Japon, les volumes d'importation avaient baissé après la publication de l'ordonnance, mais les sociétés interrogées avaient expliqué

8. L'assertion des États-Unis selon laquelle le Département tiendra compte des renseignements figurant dans le dossier qui réfutent la valeur probante de l'existence d'un dumping et de la baisse des volumes d'importation (réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphes 7 et 11) contredit également la loi et la réglementation. Comme l'Argentine l'a expliqué dans des communications antérieures, ce que les États-Unis n'ont jamais réfuté, selon la loi, la réglementation et le Sunset Policy Bulletin, le Département ne tiendra compte de ces autres renseignements que sur exposé de "raisons valables" et, conformément à la réglementation et au Sunset Policy Bulletin, ne le fera que dans le cadre de "réexamens complets"[4] (deuxième communication de l'Argentine, paragraphes 76 et 77; deuxième déclaration orale de l'Argentine, paragraphes 53 et 64 à 66). S'agissant des réexamens complets, le Département a régulièrement repoussé les tentatives des parties intéressées interrogées visant à exposer des "raisons valables" d'examiner des facteurs additionnels.[5]

9. Enfin, les États-Unis continuent de s'empêtrer dans leurs explications du mécanisme de "renonciation présumée" qui découle de la législation des États-Unis et de la réglementation d'application. Dans la question n° 5 a), le Groupe spécial demande clairement si l'article 1675 c) 4) B) oblige le Département à constater la probabilité d'un dumping pour des sociétés interrogées qui présentent une réponse incomplète. Les États-Unis répondent que l'article 1675 c) 3) B) porte sur les déterminations de l'adéquation et l'application des données de fait disponibles, et ajoutent ensuite entre parenthèses que l'article 1675 c) 4) B) se rapporte aux renonciations expresses (réponses des États-Unis à la deuxième série de questions, paragraphe 5).

10. À ce stade-ci de la procédure, il n'y a pas de raison de répondre indirectement à cette question. Il est tout à fait évident: 1) que l'article 1675 c) 4) B) de la loi codifiée prescrit une détermination positive de la probabilité pour les parties qui ont renoncé ("[s]'agissant d'un réexamen auquel une partie intéressée aura renoncé à participer en vertu du présent paragraphe, l'autorité administrante conclut qu'il est probable que le dumping … subsistera ou se reproduira en cas de révocation de l'ordonnance … en ce qui concerne cette partie intéressée"); et 2) que l'article 351.218 d) 2) iii) du règlement d'application traite les parties qui présentent des réponses incomplètes comme des parties

---

les raisons de cette baisse. Toutefois, le Département a constaté que "des taux de dépôt supérieurs à la marge *de minimis* [étaient] restés en vigueur pour d'autres producteurs/exportateurs de presses mécaniques à poinçons multiples en provenance du Japon et, partant, il a déterminé qu'il était probable que le dumping subsisterait si l'ordonnance était révoquée. (*Issues and Decision Memorandum for the Full Sunset Review of MTPs from Japan (Final Results)*, page 3 (pièce n° 63 de l'Argentine, onglet 165))

[4] 19 C.F.R. § 351.218 e) 2) iii). Par exemple, dans le réexamen à l'extinction complet visant le sucre et les sirops en provenance du Canada (*Sugar and Syrups from Canada*, 64 Fed. Reg. 48362 (1999) (pièce n° 63 de l'Argentine, onglet 261), le Département a dit: "Le Sunset Policy Bulletin du Département précise que le Département tiendra compte d'autres facteurs (comme les prix et les coûts) dans le cadre des réexamens à l'extinction complets lorsqu'une partie intéressée expose des raisons valables au moyen de la communication de renseignements ou d'éléments de preuve qui justifieraient l'examen de tels facteurs." (64 Fed. Reg., page 48363 (pièce n° 63 de l'Argentine, onglet 261)) (pas d'italique dans l'original).

[5] Par exemple, au cours de la phase préliminaire du réexamen à l'extinction complet visant le magnésium en provenance du Canada, la société interrogée, pour laquelle le Département avait calculé des marges nulles dans les quatre derniers réexamens administratifs, avait fait valoir qu'il y avait des "raisons valables" pour que le Département tienne compte des taux de change pour établir la détermination de la probabilité de dumping. (*Issues and Decision Memorandum for the Sunset Review of Pure Magnesium from Canada (Preliminary Results)*, page 4 (pièce n° 63 de l'Argentine, onglet 201)) Le Département a refusé de tenir compte de ces renseignements et a plutôt fondé sa détermination sur une baisse du volume: "Étant donné que le Département a effectué de nombreux réexamens administratifs et est convaincu que les constantes observées concernant les volumes d'importation sont une indication de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise, nous ne tiendrons pas compte des arguments fondés sur les raisons valables dans la présente affaire." (*id.*, page 7). Dans les résultats finals, le Département a refusé de tenir compte de l'explication donnée par la société interrogée concernant la diminution des importations. (*Issues and Decision Memo for the Expedited Review of Pure Magnesium from Canada (Final Results)*, page 5 (pièce n° 63 de l'Argentine, onglet 201))

ayant renoncé à leur droit de participer ("[l]e Secrétaire considérera qu'une partie intéressée défenderesse qui ne présente pas une réponse de fond complète à un avis d'engagement … renonce à participer …"). Par conséquent, lorsqu'une partie présente une réponse incomplète, il est présumé qu'elle a renoncé à son droit de participer, et la loi prescrit une constatation positive de probabilité. Les États-Unis évitent de répondre à la question du Groupe spécial en ne mentionnant pas la réglementation d'application, mais reconnaissent ensuite l'effet de la réglementation dans leur réponse à la question n° 9 du Groupe spécial[6] (réponses des États-Unis à la deuxième série de questions, paragraphe 12).

11. Dans la présente affaire, le Département a estimé que la réponse de Siderca était "inadéquate" (*Mémorandum sur les questions et la décision*, pages 3 et 7) (pièce n° 51 de l'Argentine) et a par la suite justifié l'application des dispositions relatives à la renonciation en disant qu'il n'avait pas reçu de réponses complètes des parties intéressées interrogées (*id.*, page 5). On comprend mal pourquoi les États-Unis sont si indirects dans leurs réponses sur ce point, compte tenu des termes clairs de la loi, de la réglementation et du *Mémorandum sur les questions et la décision* dans la présente affaire.

12. Les réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial concernant les dispositions relatives à la renonciation et aux données de fait disponibles ne sont pas convaincantes. L'Argentine a démontré dans la présente procédure que:

- Les dispositions relatives à la renonciation de la législation et de la réglementation des États-Unis prescrivent une détermination automatique de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise. Même si les sociétés interrogées essaient de participer, il peut être considéré qu'elles ont renoncé à participer.

- Dans la présente affaire, les dispositions relatives à la renonciation ont déterminé le résultat.

    - Le Département a dit que la réponse de Siderca était inadéquate et que toutes les sociétés interrogées avaient renoncé à leur droit de participer.

    - Même si le Groupe spécial accepte l'explication des États-Unis selon laquelle ce ne sont que les "sociétés interrogées n'ayant pas répondu" qui ont renoncé à leur droit, la renonciation présumée en l'espèce a déterminé le résultat.

L'article 11.3 n'autorise pas les décisions automatiques fondées sur des "renonciations présumées". Comme on l'a vu dans la présente affaire, l'autorité s'est dérobée à sa responsabilité de mener une enquête et d'établir une détermination fondée sur des éléments de preuve positifs. Le Membre qui se dérobe à cette responsabilité perd le droit d'invoquer l'exception prévue à l'article 11.3, et il doit respecter l'obligation de lever la mesure.

II. FONDEMENT DE LA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ DE DUMPING

Position des États-Unis:

Les États-Unis ont confirmé que "la détermination finale positive de la probabilité établie par le Département dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine reposait sur l'existence d'un dumping et une diminution du volume des importations pendant la durée de l'ordonnance en matière de droits antidumping applicable aux OCTG en provenance d'Argentine" (réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 4).

[6] Conformément à la réglementation, le Département présume dans la pratique qu'une société interrogée qui présente une réponse de fond incomplète a renoncé à participer au réexamen à l'extinction. (*Voir*, par exemple, *Issues and Decision Memo for the Expedited Sunset Review of Cut-to-Length Carbon Steel Plate from Belgium*, pages 2, 3 et 5 (pièce n° 63 de l'Argentine, onglet 82).)

A. DIMINUTION DU VOLUME

Position des États-Unis:

Les États-Unis ont indiqué que "la diminution du volume des importations après l'imposition d'un droit [était] une indication probante de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise" (réponses des États-Unis aux questions de l'Argentine, paragraphes 2 et 3). Les États-Unis ont également noté que "Siderca [avait] cessé d'expédier des OCTG presque tout de suite après l'imposition de l'ordonnance, ce qui constitu[ait] un élément de preuve probant du fait qu'elle ne pouvait pas vendre des OCTG aux États-Unis sans pratiquer le dumping" (réponses des États-Unis aux questions de l'Argentine, paragraphe 11). Ailleurs, les États-Unis ont affirmé que le Département considérait normalement "la diminution des volumes d'importation comme [un] élémen[t] de preuve extrêmement proban[t] de la probabilité que le dumping subsiste" (réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 11). La progression des réponses des États-Unis amène à conclure que le Département a accordé une importance décisive (sinon concluante et déterminante) à la diminution des volumes d'importation en l'espèce. Comme il a été indiqué plus haut, en même temps que l'existence présumée d'un dumping (fondée sur la marge issue de l'enquête initiale), les États-Unis ont confirmé que "[l]a détermination finale positive de la probabilité établie par le Département dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine reposait sur … une diminution du volume des importations pendant la durée de l'ordonnance en matière de droits antidumping applicable aux OCTG en provenance d'Argentine" (réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 4).

Observation de l'Argentine:

13. L'Organe d'appel a dit qu'il "[aurait] du mal à admettre que les marges de dumping et les volumes d'importation donnent toujours une indication "extrêmement probante" dans [des] réexamen[s] à l'extinction", et qu'il ne pouvait pas être présumé que ces facteurs à eux seuls constituaient des éléments de preuve suffisants de la probabilité d'un dumping (rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 177).

14. Les États-Unis n'ont rien fait pour examiner la raison de la diminution. L'Organe d'appel a expressément rejeté une telle approche passive. Il a dit qu'une "diminution des volumes d'importation … aurai[t] fort bien pu être causé[e] ou renforcé[e] par les modifications des conditions de concurrence sur le marché ou les stratégies des exportateurs, plutôt que par l'imposition du droit à elle seule". Par conséquent, l'Organe d'appel a dit qu'"une analyse au cas par cas des facteurs à l'origine d'une cessation des importations ou d'une diminution des volumes d'importation … sera [toujours] nécessaire" (*id.*). En l'espèce, le Département n'a rien fait, ce que les États-Unis semblent reconnaître (réponses des États-Unis aux questions de l'Argentine, paragraphe 11).

15. Les pièces n° 63 et 64 de l'Argentine indiquent que le volume des importations ainsi que l'existence de marges de dumping sont considérés par le Département comme "concluants et déterminants" quant à la probabilité d'un dumping dans chaque réexamen à l'extinction. Par conséquent, loin d'être simplement une indication "probante" d'un dumping probable, voire une indication "extrêmement probante" comme le disent les États-Unis (qui reprennent le SAA) dans leurs réponses, dans la pratique, le Département accorde une importance décisive à la diminution des volumes d'importation pour ce qui est de déterminer la probabilité d'un dumping dans chaque réexamen à l'extinction.

16. Compte tenu de la pratique constante du Département qui consiste à traiter la diminution des volumes d'importation comme concluante et déterminante quant à un dumping probable, ainsi que l'indiquent les pièces n° 63 et 64 de l'Argentine, il n'est absolument pas crédible pour les États-Unis de faire valoir que Siderca, ou tout autre exportateur argentin du reste, aurait pu présenter des

renseignements additionnels concernant la diminution des OCTG en provenance d'Argentine, et que ces renseignements auraient produit un effet sur le résultat. À titre d'exemple, le Groupe spécial devrait examiner les réponses des États-Unis à la lumière de deux exemples donnés dans les pièces n° 63 et 64 de l'Argentine:

• Le dossier du réexamen à l'extinction accéléré visant l'ordonnance antidumping applicable au fil machine en acier inoxydable en provenance d'Espagne indiquait que la marge de dumping calculée pour l'unique société interrogée avait diminué après la publication de l'ordonnance, et que le volume des importations visées avait atteint les niveaux qui existaient avant la publication de l'ordonnance (*Issues and Decision Memorandum for the Expedited Sunset Review of Stainless Steel Wire Rod from Spain*, pages 4 et 6 (pièce n° 64 de l'Argentine, onglet 4)). Selon le SAA, cet élément de preuve aurait dû aboutir à une constatation d'absence de probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise.[7] Toutefois, le Département s'est concentré strictement sur l'année suivant immédiatement l'imposition de l'ordonnance, au cours de laquelle les volumes d'importation avaient chuté, et a conclu à partir de cette base limitée qu'il était probable que le dumping subsiste ou se reproduise (*id.*, page 6).

• Dans le réexamen à l'extinction complet des tôles et bandes en laiton en provenance des Pays-Bas, les faits indiquaient qu'après l'imposition de l'ordonnance, l'unique société interrogée avait obtenu des marges de dumping nulles au cours des trois plus récents réexamens administratifs. De plus, cette société interrogée avait approvisionné le marché des États-Unis presque exclusivement à partir de la nouvelle installation qu'elle avait achetée aux États-Unis, ce qui avait entraîné une diminution du volume des importations Le Département a ignoré ces faits – et la raison logique de la diminution du volume – et a simplement mentionné la diminution du volume des importations comme un élément de preuve concluant quant à la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise dans le cas où l'ordonnance serait levée (*Brass Sheet and Strip from the Netherlands (Preliminary Results)*, 64 Fed. Reg. 46637 et 46641, et 65 Fed. Reg. 735 et 738 (*Finals Results*) (pièce n° 63 de l'Argentine, onglet 32)).

B. MARGE DE DUMPING

Position des États-Unis:

Les réponses des États-Unis aux questions n° 15 a) et 15 b) de la deuxième série de questions du Groupe spécial vont dans le sens de la position, exposée dans la deuxième communication, selon laquelle le Département ne s'était pas fondé sur la marge issue de l'enquête initiale dans la présente affaire, et s'était plutôt fondé sur les éléments de preuve relatifs à la persistance du dumping. Mais dans leur réponse à la question n° 3 de l'Argentine, les États-Unis indiquent ceci: "Il n'y a pas de différence entre l'existence d'une marge de dumping et le paiement de droits au taux des dépôts aux fins de déterminer si le dumping a subsisté pendant toute la durée d'une ordonnance dans le cadre d'un réexamen à l'extinction." (réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphes 21 à 23).

Observation de l'Argentine:

17. Cette réponse est évasive et contredit la position des États-Unis.

18. La question n'est pas de savoir si les États-Unis estiment que l'existence d'un taux de dépôt fondé sur la marge initiale, et le recouvrement de droits sans aucun réexamen, constitue un élément de preuve de la persistance du dumping. Telle est, sans équivoque, la position que les États-Unis ont

[7] "[D]es marges de dumping en baisse (ou inexistantes) associées à des importations stables ou en hausse peuvent indiquer que des sociétés étrangères n'ont pas besoin de pratiquer le dumping pour maintenir une part de marché aux États-Unis et qu'il est moins probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si l'ordonnance était révoquée." (SAA, pages 889 et 890 (pièce n° 5 de l'Argentine))

commencé à exposer dans leur deuxième communication. Les questions que le Groupe spécial doit trancher sont les suivantes: 1) s'agit-il réellement d'éléments de preuve de l'existence d'un dumping au sens de l'article 2? et 2) que révèlent ces renseignements au sujet de la probabilité d'un dumping à l'avenir (s'agit-il d'éléments de preuve suffisants de la probabilité d'un dumping aux fins de l'article 11.3)? Les États-Unis esquivent ces questions importantes dans leurs réponses.

19. La déclaration est également contradictoire. S'il n'y a pas de différence entre l'existence d'une marge de dumping et le paiement de droits au taux des dépôts, comment les États-Unis peuvent-ils dire que le Département s'est fondé sur le paiement de droits au taux des dépôts mais qu'il ne s'est pas fondé sur la marge de dumping? Cette déclaration montre la faiblesse de la théorie des États-Unis selon laquelle le recouvrement de dépôts au titre des droits antidumping dans un système rétrospectif peut constituer: 1) un élément de preuve de l'existence d'un dumping au sens de l'article 2 (il ne le peut pas); et 2) un élément de preuve positif de dumping probable au sens de l'article 11.3 (il ne le peut pas).

Position des États-Unis:

Les États-Unis affirment que "l'importance du dumping, qu'il soit passé, présent ou futur, n'a aucune incidence sur la détermination de la probabilité du Département" (réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 22).

Observation de l'Argentine:

20. La position des États-Unis est incompatible avec l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, dans laquelle l'Organe d'appel a indiqué que l'importance du dumping était pertinente pour établir la détermination de la probabilité d'un dumping:

> Le *degré* dans lequel les volumes d'importation ou les marges de dumping ont diminué sera pertinent pour établir par inférence qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. Que les données antérieures soient récentes ou non peut influer sur leur valeur probante, et les *tendances* des données dans le temps peuvent être importantes pour une évaluation du comportement futur probable (rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 176).

21. De plus, la position des États-Unis passe à côté d'un fait évident, et ce fait se rapporte aussi directement à la présente affaire. L'importance de la marge se rapporte directement à la question de l'existence d'un dumping (au sens de l'article 2). Et les États-Unis considèrent l'existence d'une marge de dumping comme une indication extrêmement probante pour déterminer s'il est probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait dans le cas où la mesure serait levée (aux fins de l'article 11.3). Le fait que "l'importance de la marge" et "l'existence d'un dumping" sont parfois indissociables a été explicitement reconnu par l'Organe d'appel dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon* dans le contexte de son analyse de la "réduction à zéro", qui est également en cause dans la présente affaire. (*Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 135.)

22. Par ailleurs, l'assertion des États-Unis est en contradiction avec la disposition 19 U.S.C. § 1675a c) 1) A) de la loi des États-Unis, qui dit que pour établir la détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise, le Département "examinera – les marges de dumping moyennes pondérées déterminées dans le cadre de l'enquête initiale et des réexamens subséquents …" (non souligné dans l'original). La position des États-Unis est également incompatible avec la réglementation des États-Unis, qui oblige à tout le moins le Département à déterminer si une marge donnée est supérieure ou inférieure à la marge *de minimis* de 0,5 pour cent établie par les États-Unis. *Voir* la disposition 19 C.F.R. § 351.106 c) 1) (qui oblige le Département "à considérer comme

de minimis le taux moyen pondéré d'une marge de dumping ou d'un droit compensateur qui est inférieur à 0,5 pour cent"). Les déclarations des États-Unis selon lesquelles l'importance du dumping "n'a aucune incidence" sur la détermination de la probabilité ne sont donc pas crédibles.

III. POSITION DES ÉTATS-UNIS SUR LES PIÈCES N° 63 ET 64 DE L'ARGENTINE

Les États-Unis admettent d'abord qu'ils "n'ont pas examiné chacun des réexamens à l'extinction cités par l'Argentine dans les pièces n° 63 et 64 de l'Argentine" et dénient ensuite toute importance à ces pièces (réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphes 16 à 19). Les États-Unis sont allés jusqu'à dire dans leur déclaration finale datée du 3 février 2004 que ces pièces étaient "dépourvu[e]s de signification" (deuxième déclaration finale des États-Unis, paragraphe 4).

Observation de l'Argentine:

23. Puisqu'ils ont reconnu qu'ils n'avaient pas examiné les déterminations à l'extinction évoquées dans les pièces n° 63 et 64 de l'Argentine, les États-Unis ne peuvent pas de façon crédible faire dans leur déclaration finale les assertions générales selon lesquelles ces pièces ne "permettent pas de mieux comprendre la nature du Policy Bulletin" et selon lesquelles les pièces n° 63 et 64 de l'Argentine "n'éclairent pas les faits des causes en l'espèce en ce qui concerne les renseignements sur le dumping et le volume des importations" (deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 4).

24. Comme l'Argentine l'a expliqué, les pièces n° 63 et 64 de l'Argentine exposent le fondement juridique et factuel de la détermination à l'extinction établie par le Département dans chaque affaire à laquelle la branche de production nationale a participé. Contrairement à ce que les États-Unis ont affirmé, l'Argentine a effectivement examiné le fondement factuel et juridique de chacune des déterminations à l'extinction établies par le Département. L'Argentine a fait un condensé de chaque affaire et a mis en tableaux le fondement juridique et factuel de la détermination établie par le Département dans chaque affaire à laquelle la branche de production nationale avait participé. Entre autres renseignements, les pièces n° 63 et 64 de l'Argentine exposent le fondement déclaré de la détermination de dumping probable établie par le Département et indiquent que celui-ci avait accordé une importance "concluante et déterminante" aux marges de dumping antérieures et aux volumes d'importation dans chacune des affaires auxquelles la branche de production nationale avait participé. Spécifiquement, les pièces n° 63 et 64 de l'Argentine comportent le titre "Fondement déclaré de la détermination de la probabilité", sous lequel figurent quatre colonnes dont trois représentent les points à vérifier s'agissant de la détermination de la probabilité d'un dumping, tels qu'ils sont exposés dans la loi, le SAA et le Sunset Policy Bulletin: a) la *persistance de marges de dumping* - qu'elles soient issues de l'enquête initiale ou d'un réexamen administratif; b) la constatation selon laquelle les *importations ont cessé*; et c) la *diminution du volume des importations* après la suppression du dumping. Les graphiques présentés dans les pièces n° 63 et 64 de l'Argentine renferment aussi une quatrième catégorie, qui indique si le Département a procédé à l'analyse prospective prescrite à l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Cette catégorie (surlignée en jaune) ne renferme pas de données, car le Département n'a jamais procédé à l'analyse prescrite à l'article 11.3.

25. L'Argentine a également présenté toutes les déterminations écrites établies par le Département dans chaque affaire pour justifier les allégations qu'elle formule et les renseignements qu'elle présente dans les pièces n° 63 et 64 de l'Argentine. Tout au long du présent différend, les États-Unis se sont bornés à faire valoir, s'agissant des pièces n° 63 et 64 de l'Argentine, que les seules affaires pertinentes étaient les soi-disant réexamens à l'extinction "contestés" auxquels participaient la branche de production nationale et les sociétés interrogées. (Même dans le cas des soi-disant affaires contestées, toutefois, le Département n'a jamais établi une détermination d'absence de probabilité, et les États-Unis n'ont donc pas réfuté les allégations *prima facie* de l'Argentine selon lesquelles la pratique constante du Département mettait en évidence l'existence d'une présomption incompatible avec les règles de l'OMC, quels que soient les chiffres utilisés – 223/223, 43/43 ou 35/35.) En fait, les

États-Unis n'ont réfuté aucun des renseignements communiqués dans les pièces n° 63 et 64 de l'Argentine que celle-ci avait présentés comme le fondement de la détermination de la probabilité d'un dumping établie par le Département dans les affaires mentionnées dans ces pièces. Les États-Unis ont simplement indiqué qu'ils n'avaient pas de raison de croire que "le résultat général des réexamens à l'extinction qui avaient été effectués et que les résultats finals de ces réexamens à l'extinction", tels qu'ils avaient été présentés par l'Argentine, étaient viciés (réponse des États-Unis aux questions du Groupe spécial, paragraphe 16).

26. L'Argentine s'est également référée à une demi-douzaine d'autres réexamens à l'extinction effectués par le Département pendant le déroulement de la procédure pour étayer ses allégations.[8] Les États-Unis n'ont pas répondu à la qualification de ces affaires par l'Argentine, et n'ont pas réfuté non plus les conclusions que l'Argentine avait tirées de ces affaires.

27. En tant que question distincte, les qualifications du Sunset Policy Bulletin par les États-Unis et les arguments des États-Unis selon lesquels le Sunset Policy Bulletin n'est pas une mesure qui peut être contestée vont directement à l'encontre des décisions rendues par l'Organe d'appel sur ce point. Fait plus important, une telle argumentation ne donne pas suite aux éléments de preuve présentés par l'Argentine dans les pièces n° 63 et 64 de l'Argentine qui indiquent que le Département avait accordé une importance décisive (sinon concluante et déterminante) aux marges de dumping et aux volumes d'importation dans chaque affaire, et ne réfute d'aucune façon ces éléments de preuve. Les déterminations à l'extinction établies par le Département qui sont évoquées dans les pièces n° 63 et 64 de l'Argentine étayent l'observation de l'Organe d'appel selon laquelle le passage suivant du Sunset Policy Bulletin indique par implication négative que le Département considère que la satisfaction de l'un ou l'autre des trois critères énoncés dans le Sunset Policy Bulletin est concluante quant à la probabilité d'un dumping dans le cadre des réexamens à l'extinction des ordonnances en matière de droits antidumping: "Le Département reconnaît que, dans le contexte d'un réexamen à l'extinction d'une enquête suspendue, les données pertinentes pour les critères prévus aux paragraphes a) à c) ci-dessus [marges de dumping et volumes d'importation] *peuvent ne pas être concluantes* pour ce qui est de la probabilité." (rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 179, citant le Sunset Policy Bulletin, page 18872).

28. Par ailleurs, il est dit dans le Sunset Policy Bulletin lui-même que "l'historique législatif précise que la persistance de marges à quelque niveau que ce soit entraînerait une constatation de probabilité. *Voir* la section II.A.3." (Sunset Policy Bulletin (pièce n° 35 de l'Argentine), page 18872). Le renvoi croisé interne dans le Sunset Policy Bulletin aux trois critères mentionnés dans la section II.A.3 du Sunset Policy Bulletin étaye encore les arguments textuels de l'Argentine (comme le confirme la pratique du Département dans les pièces n° 63 et 64 de l'Argentine) selon lesquels, conformément à l'orientation du Sunset Policy Bulletin, le Département accorde une importance concluante et déterminante à l'existence de marges de dumping et à la diminution des volumes dans toutes les affaires.

29. En outre, le Groupe spécial devrait aussi évaluer la position des États-Unis selon laquelle la pratique constante du Département qui est mise en évidence dans les pièces n° 63 et 64 de l'Argentine ne prouve pas l'existence d'une présomption incompatible avec les règles de l'OMC, compte tenu du fait que les États-Unis disaient dans leur première communication que d'après les critères énoncés

[8] *Issues and Decision Memorandum for the Expedited Review of Stainless Steel Wire Rod from Spain*, pages 4 et 6 (pièce n° 64 de l'Argentine, onglet 4); *Industrial Nitrocellulose from Yugoslavia*, 64 Fed. Reg. 57852, 57853 et 57854 (1999) (pièces n° 42 et 63 de l'Argentine, onglet 145); *Sugar and Syrups from Canada*, 64 Fed. Reg. 48362, 48363 et 48364 (1999) (pièces n° 50 et 63 de l'Argentine, onglet 261); *Issues and Decision Memo for the Sunset Review of Gray Portland Cement and Cement Clinker from Venezuela (Preliminary Results)*, pages 3 et 5 (pièces n° 47 et 63 de l'Argentine, onglet 125); *Issues and Decision Memorandum for the Sunset Review of Uranium from Russia*, pages 15 à 17 (pièces n° 48 et 63 de l'Argentine, onglet 282); *Issues and Decision Memo for the Sunset Review of Uranium from Uzbekistan*, pages 9 à 11 (pièces n° 49 et 63 de l'Argentine, onglet 284).

dans le Sunset Policy Bulletin, "[d]ans certains cas, le Département déterminera "normalement" l'existence d'une probabilité, et dans d'autres, il ne déterminera pas "normalement" l'existence d'une probabilité" (première communication des États-Unis, paragraphe 181). Toutefois, comme l'indique la pratique constante du Département, même dans les affaires dans lesquelles les marges de dumping avaient diminué ou dans lesquelles le dumping avait été supprimé et les importations avaient atteint les volumes qui existaient avant la publication de l'ordonnance – scénario qui, selon les États-Unis entraînera "normalement" une détermination d'absence de probabilité –, le Département avait toutefois quand même déterminé qu'il était probable que le dumping subsiste dans chacune de ces affaires. (*Voir*, par exemple, *Issues and Decision Memorandum for the Expedited Sunset Review of Stainless Steel Wire Rod from Spain*, pages 4 et 6 (pièce n° 64 de l'Argentine, onglet 4); et *Sugar and Syrups from Canada*, 64 Fed. Reg. 48362, 48363 et 48364 (1999) (pièce n° 63 de l'Argentine, onglet 261).)

30. Enfin, l'Argentine ne fait pas valoir que, puisque la pratique du Département révèle une tendance, celui-ci est donc obligé de suivre sa pratique. En fait, c'est précisément le contraire. Comme la section II.A.3 du Sunset Policy Bulletin enjoint au Département d'accorder une importance décisive à ces facteurs, il n'est pas étonnant que, dans chaque affaire, le Département traite effectivement les marges de dumping et le volume des importations comme des facteurs concluants ou déterminants quant à la probabilité d'un dumping. Le Département accorde une importance décisive à ces facteurs, comme le démontre la présente affaire, ainsi que chaque affaire mentionnée dans les pièces n° 63 et 64 de l'Argentine.

IV. RÉDUCTION À ZÉRO

Position des États-Unis:

"Les États-Unis n'ont pas réévalué la méthode de calcul et n'avaient pas de raison de le faire dans le cadre du réexamen à l'extinction en cause parce que l'importance de la marge de dumping ne faisait pas du tout partie de la détermination finale de la probabilité établie par le Département dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine." (Réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 27)

Observation de l'Argentine:

31. Les États-Unis ne peuvent pas de manière crédible affirmer que l'importance de la marge de dumping est dénuée de pertinence. L'Organe d'appel a précisé que si la réduction à zéro affectait l'"importance" dans la mesure où elle faisait la différence entre l'existence d'un dumping et une absence de dumping au sens de l'article 2, non seulement elle était pertinente, mais il incombait à l'autorité chargée de l'enquête de s'assurer qu'il s'agissait d'un "dumping" au sens de l'article 2.

32. Si les États-Unis insistent pour dire qu'ils n'examineront pas l'importance, ils refusent alors d'assumer cette responsabilité, auquel cas ils ne peuvent pas s'appuyer sur cet élément de preuve en tant qu'élément de preuve de l'existence d'un dumping au sens de l'article 2.

Position des États-Unis:

Les États-Unis ont, à ce stade tardif, soulevé un certain nombre d'objections procédurales à l'allégation de l'Argentine fondée sur la réduction à zéro (réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphes 23 et 24).

Observation de l'Argentine:

33. Toutes les objections des États-Unis sont erronées et devraient être rejetées par le Groupe spécial. En disant que les pièces n° 66A et 66B de l'Argentine n'avaient été communiquées au Groupe

spécial que dans la deuxième communication de l'Argentine, et n'avaient pas été offertes comme des éléments de preuve présentés à titre de réfutation (réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 24), les États-Unis font complètement abstraction de la pièce n° 52 de l'Argentine et des arguments que l'Argentine formule dans sa première communication. Comme les États-Unis ont répondu à la première communication de l'Argentine en disant qu'ils n'avaient pas eu recours à la réduction à zéro évoquée dans l'affaire *Linge de lit*, l'Argentine a présenté des éléments de preuve précisant quel type de réduction à zéro avait été utilisé pour calculer la marge de 1,36 pour cent appliquée par les États-Unis dans le cadre du réexamen à l'extinction. En outre, comme le Groupe spécial a maintenant posé des questions spécifiques aux États-Unis sur le recours à la réduction à zéro, il n'est guère utile que ceux-ci fassent valoir que le Groupe spécial n'est pas dûment saisi de la question. Le fait est que cette question était incluse dans les consultations[9], dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, dans la première communication de l'Argentine, dans la première communication des États-Unis, dans la question posée par l'Argentine aux États-Unis après la première réunion de fond, dans la deuxième communication de l'Argentine, et maintenant dans les questions du Groupe spécial.

34. De plus, les États-Unis se plaignent de ce que "l'Argentine n'a pas indiqué quels programmes informatiques avaient servi à traiter les données de Siderca pour arriver au résultat présenté dans la pièce n° 66A de l'Argentine" (*id.*, paragraphe 28), en dépit du fait que la note de bas de page 182 de la première communication de l'Argentine indiquait que la source des données était la détermination établie par le Département en 1995, et que la pièce n° 66B de l'Argentine précisait quels programmes informatiques avaient servi à supprimer l'effet de la réduction à zéro.

Position des États-Unis:

Pour répondre aux questions de fond du Groupe spécial, les États-Unis rappellent à celui-ci que l'enquête initiale était antérieure à l'entrée en vigueur de l'Accord antidumping, ce qui signifie que les disciplines énoncées à l'article 2 ne sont pas applicable au réexamen à l'extinction en cause (réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 25).

Observation de l'Argentine:

35. Cet argument n'est pas crédible compte tenu de la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*. L'Organe d'appel a clairement indiqué que le "dumping" dans le cadre d'un réexamen au titre de l'article 11.3 s'entendait du "dumping" défini à l'article 2. De plus, même si les États-Unis citent l'article 18.3 à l'appui de leur argument, ils ne tiennent aucun compte du fait que cette disposition précise aussi que les disciplines de l'Accord antidumping s'appliquent aux réexamens engagés après l'entrée en vigueur de l'Accord, ce qui désigne le réexamen à l'extinction en cause. C'est tout à fait compatible avec la décision de l'Organe d'appel selon laquelle le "dumping" dans le cadre d'un réexamen à l'extinction est défini par l'article 2, et seulement par cette disposition.

36. Les réponses données aux paragraphes 25, 26 et 29 des réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial sont irrecevables. Les États-Unis ne répondent pas aux questions lorsqu'ils disent qu'il ne s'agit pas de la réduction à zéro évoquée dans l'affaire *Linge de lit* et que "la marge de 1,36 pour cent était fondée sur les résultats des comparaisons entre toutes les transactions à l'exportation" (*id.*). Les éléments de preuve présentés au Groupe spécial montrent sans équivoque: 1) que dans la plupart des comparaisons entre les transactions aux États-Unis et les valeurs normales moyennes pondérées, le prix net aux États-Unis était supérieur à la valeur normale nette (*voir* la pièce n° 52 de l'Argentine, lignes 25 à 58, et la pièce n° 66 de l'Argentine, lignes 98 à 385); 2) qu'en calculant le PUDD (qui est le numérateur du calcul de la marge de dumping), le

[9] *Voir* la pièce n° 12 des États-Unis jointe à la première communication des États-Unis (question écrite n° 25 posée par l'Argentine aux États-Unis, présentée pour les consultations menées le 14 novembre 2002).

Département n'a pas reconnu l'excédent du prix net aux États-Unis sur la valeur normale dans l'une ou l'autre de ces transactions; et 3) que le numérateur comprenait uniquement les comparaisons de vente pour lesquelles la marge de dumping était "supérieure à zéro", d'où l'attribution, dans les faits, d'une valeur nulle à chacun des résultats pris individuellement dans lesquels le prix aux États-Unis était supérieur à la valeur normale (deuxième communication de l'Argentine, paragraphe 143; pièce n° 66B de l'Argentine, ligne 13 du programme).

37. Si le Groupe spécial estime qu'il doit comparer les résultats de cette méthode avec le type de réduction à zéro pratiqué dans l'affaire *Linge de lit* (ce qui n'est pas nécessaire selon l'Argentine), il devrait conclure que cette méthode est pire que la réduction à zéro pratiquée dans l'affaire *Linge de lit*. Dans une comparaison de moyenne à moyenne, au moins, les ventes à prix élevé aux États-Unis ont un effet sur le numérateur de la marge de dumping, car les ventes à prix élevé sur le marché importateur augmentent la moyenne pondérée, ce qui diminue (ou élimine) le montant du dumping qui résulte de la comparaison avec la valeur normale moyenne pondérée. Dans la méthode qui est en cause en l'espèce, l'excédent du prix pratiqué aux États-Unis sur la valeur normale est ignoré et n'est jamais pris en considération dans le calcul du montant total du dumping, qui est placé dans le numérateur du calcul de la marge de dumping.

38. Enfin, il n'est pas vrai que les décisions de l'Organe d'appel ont été limitées strictement à la réduction à zéro dans un système qui utilise une méthode de comparaison de moyenne pondérée à moyenne pondérée. Dans son analyse concernant l'effet de distorsion produit par la réduction à zéro sur l'établissement d'une comparaison équitable au sens de l'article 2.4, l'Organe d'appel dans l'affaire *Linge de lit* a noté que les comparaisons de transaction à moyenne pondérée pouvaient être utilisées uniquement dans les circonstances très limitées indiquées à l'article 2.4.2 (rapport de l'Organe d'appel *Linge de lit*, paragraphes 60 à 62). Les États-Unis ont reconnu que la marge de 1,36 pour cent découlait d'un calcul de transaction à moyenne pondérée (réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 25), et ils n'ont jamais tenté de justifier ce calcul au moyen des exceptions prévues à l'article 2.4.2. Fait plus important, toutefois, le problème, ainsi que l'Organe d'appel l'a expliqué, réside dans la méthode de la réduction à zéro, qui est distincte et indépendante du type particulier de comparaison utilisé.

39. De plus, l'Organe d'appel dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon* a examiné la pratique de la réduction à zéro des États-Unis dans le contexte des réexamens au titre de l'article 11.3, et a reconnu que les États-Unis avaient utilisé une méthode de calcul de transaction à moyenne pondérée "qui n'accord[ait] à l'entreprise interrogée aucune compensation pour les différences négatives entre la valeur normale et le prix à l'exportation (ou le prix à l'exportation construit) de transactions prises individuellement" (paragraphe 136, citant la première communication des États-Unis, paragraphe 125). L'Organe d'appel a réaffirmé le principe selon lequel une méthode de réduction à zéro a un effet de distorsion qui n'est pas compatible avec les prescriptions de fond énoncées à l'article 2.4 concernant la comparaison équitable. Il n'a donc pas porté son attention sur le type de réduction à zéro qui a été faite, ni sur la méthode de comparaison dans laquelle s'inscrit la réduction à zéro. Il a mis l'accent à bon droit sur le fait que la réduction à zéro – en ne tenant aucun compte des résultats d'une comparaison (qu'elle soit fondée sur des modèles ou des transactions) dans laquelle les prix nets à l'importation dépassent la valeur normale nette – surévalue toujours la marge de dumping et, partant, une marge calculée sur la base de la réduction à zéro ne peut pas servir de fondement à une détermination de la probabilité d'un dumping.

V. DOMMAGE

Position des États-Unis:

Les États-Unis estiment que:

• L'article 3 ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction – pas du tout (réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 30).

• Malgré la note de bas de page 9, le "dommage" tel que ce terme est employé à l'article 11.3 est "un quatrième type de détermination concernant le dommage, qui est distinct des trois autres types mentionnés dans la note de bas de page 9" (*id.*, paragraphe 31).

• "L'article 11.3 ne prévoit pas l'établissement de déterminations de la persistance ou de la réapparition d'une menace ou d'un retard important comme fondement du maintien d'un droit antidumping après un réexamen à l'extinction." (*id.*, paragraphe 32).

• Il n'est pas nécessaire d'avoir des éléments tirés du texte à l'appui de leur point de vue selon lequel le cumul est autorisé dans le cadre des réexamens à l'extinction et selon lequel le recours au cumul n'est pas réglementé dans les réexamens à l'extinction (réponses des États-Unis aux questions de l'Argentine, paragraphes 36 et 38).

Observation de l'Argentine:

40. Les réponses des États-Unis indiquent que les États-Unis et l'Argentine ont des visions fondamentalement différentes des articles 11.3 et 3 de l'Accord antidumping, et ces différences se rapportent presque exclusivement aux interprétations textuelles de l'Accord. Si les États-Unis se trompent au sujet de l'application de l'article 3, on peut difficilement imaginer comment le Groupe spécial pourrait ne pas constater que la détermination établie dans la présente affaire est incompatible avec l'article 3.

41. La note de bas de page 9 définit le "dommage", pas les déterminations de l'existence d'un dommage. S'agissant de déterminer la probabilité que le "dommage" subsiste ou se reproduise au titre de l'article 11.3, l'Accord antidumping précise que le "dommage" est défini dans la note de bas de page 9 et "sera interprété conformément aux dispositions de [l'article 3]".

42. Les États-Unis ne fournissent pas le moindre élément – tiré du texte ou non – à l'appui de l'assertion selon laquelle l'article 11.3 ne prévoit pas l'établissement de déterminations de la probabilité qu'une menace ou un retard important subsiste ou se reproduise.

43. Comme l'Argentine l'a démontré, le texte des articles 11.3 et 3.3 empêche le recours au cumul dans le cadre des réexamens à l'extinction (première communication de l'Argentine, paragraphes 282 à 284; deuxième communication de l'Argentine, paragraphes 189 et 190). En faisant valoir qu'un élément tiré du texte n'est pas nécessaire pour étayer leur point de vue selon lequel le cumul est autorisé – et n'est pas réglementé – dans le cadre des réexamens à l'extinction, les États-Unis se fondent apparemment sur le fait que les parties contractantes du GATT avaient eu recours au cumul avant l'adoption des articles 3.3 et 11.3 (première communication des États-Unis, paragraphe 370; deuxième communication des États-Unis, paragraphe 56). Toutefois, le fait que le cumul n'était pas réglementé avant la mise en œuvre des accords du Cycle d'Uruguay affaiblit la position des États-Unis au lieu de la renforcer. Au moyen de l'article 3.3, les rédacteurs des accords du Cycle d'Uruguay ont limité le recours au cumul aux "enquêtes", et même alors seulement lorsque certaines conditions sont réunies.

Position des États-Unis:

Les États-Unis affirment que, même si les facteurs prévus à l'article 3.4 ne sont pas de rigueur dans un réexamen à l'extinction, la Commission en a tenu compte de toute façon dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine (réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 30).

Observation de l'Argentine:

44. Cette assertion est manifestement contredite par la réponse que les États-Unis ont donnée à la deuxième réunion des parties et par leur réponse aux questions de l'Argentine aux paragraphes 30 à 34, dans lesquelles ils reconnaissaient ne pas avoir examiné l'importance de la marge, qui est l'un des facteurs énoncés à l'article 3.4. Une fois de plus, les États-Unis ne peuvent pas gagner sur les deux tableaux.

Position des États-Unis:

Les États-Unis affirment pour la première fois que "[d]eux des commissaires, la Vice-Présidente Hillman et le commissaire Koplan, qui ont tous deux participé aux réexamens à l'extinction visant les OCTG, ont toujours appliqué le "critère probable ou son équivalent", dès le début des premiers réexamens à l'extinction effectués par les États-Unis" (réponses des États-Unis aux questions de l'Argentine, paragraphe 30).

Observation de l'Argentine:

45. Premièrement, la Commission, en tant qu'organisme des États-Unis chargé d'établir la détermination de la probabilité d'un dommage dans la présente affaire, a présenté un mémoire (au nom de la Commission) dans une procédure de groupe spécial de l'ALENA contestant la même détermination qu'en l'espèce. Le mémoire de la Commission disait clairement que la Commission n'avait pas appliqué un critère "probable" dans la présente affaire – et, en fait, avait été dans l'impossibilité de le faire à cause du SAA. (*Voir* la pièce n° 67 de l'Argentine.) Les deux commissaires en question faisaient partie de la Commission lorsque le mémoire en question avait été présenté au groupe spécial de l'ALENA, et il n'est indiqué nulle part dans ce mémoire qu'ils ne souscrivaient pas aux explications données au groupe spécial de l'ALENA selon lesquelles *likely* ne voulait pas dire et ne pouvait pas vouloir dire "probable".

46. Deuxièmement, les États-Unis eux-mêmes ont indiqué au cours de la séance de questions et de réponses à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties que la Commission était constituée de plusieurs commissaires, que ces commissaires avaient souvent des vues individuelles et qu'il y avait un roulement au sein de la Commission, et que pour toutes ces raisons, il était donc important pour le Groupe spécial de tenir compte uniquement de ce qui figurait dans la détermination à l'extinction visée par la contestation. Même s'il y avait des vues individuelles indiquant qu'un ou deux commissaires étaient d'avis que "*likely*" signifiait "probable", cela ne modifie pas la nature de la détermination établie par la Commission (en tant qu'autorité unique des États-Unis chargée d'établir la détermination de la probabilité du dommage) en l'espèce.

VI. OBJECTIONS PRÉLIMINAIRES

A. APPROCHE GÉNÉRALE DE L'ARTICLE 6:2 DU MÉMORANDUM D'ACCORD

Position des États-Unis:

Comme ils l'ont fait tout au long de la procédure, les États-Unis poursuivent leurs efforts pour dissocier des parties des allégations de l'Argentine de la demande d'établissement d'un groupe spécial dans son ensemble. De toute évidence, les États-Unis préféreraient que le Groupe spécial retranche et dissèque ensuite certaines parties de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine. (*Voir* les réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 38.)

Observation de l'Argentine:

47. L'Argentine formule deux observations initiales d'entrée de jeu. Premièrement, les États-Unis ne se sont pas acquittés de la charge qui leur incombait d'établir le bien-fondé de leurs allégations au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Deuxièmement, les États-Unis n'ont pas réfuté les arguments textuels de l'Argentine selon lesquels toutes les allégations étaient énoncées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'elle avait présentée, et qu'elles étaient entièrement compatibles avec les prescriptions de l'article 6:2.

48. En ce qui concerne leur réponse précise, les États-Unis n'ont pas répondu à la question du Groupe spécial. Dans la question n° 22, le Groupe spécial demandait "[q]uels passages, s'il y en [avait], des allégations formulées dans les communications écrites que l'Argentine [avait] présentées au Groupe spécial [avaient] pour seul fondement la Page Quatre de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine?" En dépit de la nature bien ciblée de l'examen du Groupe spécial - qui se limitait à l'effet du retranchement de la "Page Quatre" -, les États-Unis se sont servis de cette question comme d'une occasion de reformuler les allégations de l'Argentine. Ce faisant, ils ont complètement dénaturé les allégations formulées par l'Argentine. Outre qu'elle est irrecevable, la tactique des États-Unis est totalement inappropriée. Par conséquent, l'Argentine demande que le Groupe spécial rejette complètement les réponses données par les États-Unis aux paragraphes 37 et 38.

49. Les États-Unis abordent aussi un point qui n'est pas soulevé dans la question du Groupe spécial. La réponse irrecevable des États-Unis porte sur les soi-disant allégations qui ne relèveraient pas du mandat. La raison pour laquelle les États-Unis n'ont pas répondu franchement à la question directe du Groupe spécial est simple: les États-Unis n'ont pas de réponse. L'Argentine n'en est pas étonnée car la Page Quatre de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine n'était pas conçue pour exposer des allégations additionnelles – et ne le fait pas. En effet, il n'y a pas de nouvelles allégations à la Page Quatre de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Par conséquent, même si la Page Quatre était "retranchée" artificiellement de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine, l'effet serait minime.

50. L'Argentine réaffirme dans les termes les plus énergiques qui soient que l'Organe d'appel a spécifiquement enjoint aux groupes spéciaux de ne pas lire les demandes d'établissement d'un groupe spécial de la manière demandée par les États-Unis. L'Organe d'appel a précisé qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial doit être lue "dans son ensemble".

51. Les allégations de l'Argentine ne figurent pas exclusivement dans la section A, ou dans la section B, ou à la "Page Quatre". Le tout que forment les allégations de l'Argentine est clair lorsque la demande d'établissement d'un groupe spécial est lue dans son ensemble – la section descriptive, la section A, la section B et la Page Quatre. La demande présente les allégations de l'Argentine comme un tissu harmonieux. Une section ne peut pas être lue isolément des autres.

52. Par ailleurs, contrairement à ce que les États-Unis affirment, les titres utilisés par l'Argentine dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial sont également pertinents pour définir le champ des allégations qu'elle formule. Les titres généraux indiquaient que l'Argentine contestait les déterminations établies par le Département et la Commission. Les différents paragraphes figurant sous ces titres précisaient si ces contestations reposaient sur la base "en tant que tel", sur la base "tel qu'appliqué", ou sur ces deux bases.

53. Les titres utilisés, comme toute autre partie de la demande d'établissement d'un groupe spécial, présentent de l'intérêt pour la question fondamentale: les États-Unis avaient-ils été avisés de la nature des allégations de l'Argentine? Comme l'Argentine l'a déjà fait valoir, il est clair que les États-Unis étaient parfaitement au courant – à toutes les étapes – des allégations formulées par l'Argentine.

54. Comme l'Organe d'appel l'a précisé, le Mémorandum d'accord confère à l'Argentine le droit de faire en sorte que sa demande d'établissement soit lue dans son ensemble, et la tentative des États-Unis visant à s'écarter d'une jurisprudence bien établie devrait être rejetée énergiquement par le Groupe spécial.

B. QUALIFICATION INEXACTE DES ALLÉGATIONS DE L'ARGENTINE PAR LES ÉTATS-UNIS

Position des États-Unis:

Les États-Unis affirment que les allégations formulées par l'Argentine dans les sections A et B "sont limitées à" certaines mesures qui sont ensuite énumérées par le Groupe spécial (réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 28).

55. La demande d'établissement d'un groupe spécial doit toutefois être lue dans sa totalité. Cela veut dire, comme l'Argentine l'a précisé dans ses communications antérieures, que les sections A et B doivent être lues conjointement avec la Page Quatre et la section descriptive introductive.

56. Par ailleurs, même la façon dont les États-Unis présentent les allégations formulées par l'Argentine dans les sections A et B est incomplète et inexacte. Dans leurs observations, les États-Unis exposent les allégations de l'Argentine de manière aussi restrictive que possible, en faisant abstraction des termes réels employés par l'Argentine dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Par exemple, en exposant les allégations formulées par l'Argentine dans la section A1, les États-Unis signalent uniquement les références spécifiques à la loi et à la réglementation des États-Unis, sans tenir compte des références plus générales que fait l'Argentine aux "lois, règlements et procédures des États-Unis".

57. Les États-Unis donnent des réponses qui sont encore plus mal inspirées lorsqu'ils affirment que l'Argentine a contesté la présomption du Département sur la base "tel qu'appliqué" seulement. Comme elle l'a démontré dans sa communication datée du 4 décembre 2003, l'Argentine a contesté la présomption du Département "en tant que tel" et "tel qu'appliqué". Les réponses des États-Unis qualifient de manière inexacte bon nombre des positions de l'Argentine. Ceux-ci affirment à maintes reprises que le "seul fondement" d'un certain nombre d'allégations formulées par l'Argentine serait la Page Quatre. C'est inexact. Dans sa communication datée du 4 décembre, l'Argentine présentait une argumentation textuelle complète quant à la raison pour laquelle les allégations des États-Unis concernant les soi-disant "cinq allégations additionnelles" étaient sans fondement. Il n'y a pas d'allégations "additionnelles" – toutes les allégations de l'Argentine se trouvent dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'elle a présentée et, dans la plupart des cas, aucune référence à la Page Quatre n'est nécessaire. L'Argentine ne répétera pas maintenant tous ces arguments textuels, sauf pour souligner: i) que les observations des États-Unis sur ces questions ne sont pas exactes; et ii) que l'Argentine maintient complètement tous les arguments textuels exposés dans ses communications antérieures au Groupe spécial. Les États-Unis n'ont jamais répondu aux arguments textuels de l'Argentine, et les ont encore moins réfutés.

C. LES ÉTATS-UNIS N'ONT PAS DÉMONTRÉ QU'ILS AVAIENT SUBI UN PRÉJUDICE

58. Tout au long de la procédure, les États-Unis ont sans cesse exprimé leur mécontentement devant la nécessité de démontrer qu'ils avaient subi un préjudice. Ils préféreraient évidemment que leurs allégations au titre de l'article 6:2 soient décidées de manière cliniquement isolée, séparément de la question plus générale de savoir s'ils ont effectivement été induits en erreur quant à la nature des allégations de l'Argentine. Toutefois, l'Organe d'appel a catégoriquement rejeté l'approche restrictive proposée par les États-Unis. En l'absence d'un préjudice réel et démontré, la demande des États-Unis au titre de l'article 6:2 est sans fondement.

59. Même à ce stade avancé de la procédure, les États-Unis n'ont toujours pas démontré qu'ils avaient subi un préjudice. En effet, ils n'ont tenu aucun compte de la demande très spécifique du Groupe spécial qui voulait savoir comment ils avaient subi un préjudice à l'égard de chacune des incompatibilités alléguées qu'ils avaient soulevées dans leur demande de décisions préliminaires. Les États-Unis ont plutôt formulé des arguments imprécis sur la façon dont "leur capacité d'approfondir les questions en cause, d'affecter du personnel, etc." aurait été compromise. Comme l'Argentine l'a indiqué dans ses communications antérieures, des assertions aussi floues ont été rejetées par des groupes spéciaux antérieurs au motif qu'elles étaient insuffisantes pour constituer une violation des garanties d'une procédure régulière accordées au défendeur.

60. Après avoir omis de démontrer qu'ils avaient subi un préjudice quel qu'il soit en raison des soi-disant allégations formulées à la "Page Quatre" et dans les "sections B1, B2 et B3", les États-Unis ont affirmé qu'ils n'avaient absolument pas à démontrer qu'ils avaient subi un préjudice du fait des soi-disant "allégations additionnelles". Outre le fait que les États-Unis ne mentionnaient aucune source à l'appui de cette affirmation, ils ont formulé des observations qui contredisent cette position.

61. Dans la note de bas de page 26 de leurs réponses (et même dans la note de bas de page 103 de leur première communication), les États-Unis indiquaient qu'ils ne s'objecteraient pas à "l'application" alléguée de l'allégation formulée par l'Argentine concernant l'article 351.218 e) de la réglementation du Département à l'article 351.218 d) 2) iii). Les États-Unis indiquent qu'ils ont décidé de ne pas s'opposer à cette soi-disant "allégation additionnelle" parce que "l'application de l'allégation formulée par l'Argentine à l'article 351.218 d) 2) iii) n'avait pas entraîné un préjudice suffisant ..." (non souligné dans l'original). Par conséquent, les États-Unis reconnaissent nettement que l'obligation de démontrer qu'ils ont subi un préjudice s'applique à toutes leurs allégations au titre de l'article 6:2, y compris les allégations "additionnelles" alléguées.

62. En outre, en ce qui concerne cette question précise, les États-Unis ne peuvent pas maintenant changer radicalement de position et s'opposer à l'allégation concernant la renonciation formulée par l'Argentine relativement à l'article 351.218 d) 2) iii). Les États-Unis ont admis qu'ils avaient été avisés de la contestation de l'Argentine concernant la renonciation, qui, ainsi qu'ils l'avaient relevé, comprenait une contestation de cette disposition réglementaire, comme l'indique leur première communication: "[Les États-Unis] n'affirment pas que le préjudice qu'ils ont subi de ce fait était grave au point de justifier une exception préliminaire" (première communication des États-Unis, note 103). De toute évidence, les États-Unis ne peuvent pas maintenant changer radicalement de position sous l'apparence d'une réponse à la question du Groupe spécial sur la "Page Quatre".

63. En résumé, le Groupe spécial ne devrait pas avoir de mal à conclure que les États-Unis ont démontré qu'ils n'avaient pas prouvé les éléments prescrits à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, et pour cette raison les objections préliminaires des États-Unis peuvent être rejetées dans leur intégralité.

VII. DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'ARGENTINE AU TITRE DE L'ARTICLE 19:1

Position des États-Unis:

Dans leur déclaration finale au Groupe spécial en date du 3 février, les États-Unis invitaient le Groupe spécial à ne pas faire de suggestions au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, et disaient que "la pratique du GATT et de l'OMC en ce qui concerne les mesures correctives consist[ait] à inviter le défendeur, lorsque le groupe spécial rend[ait] une décision qui lui [était] défavorable, à rendre la mesure conforme aux obligations contractées par ce Membre dans le cadre de l'OMC" (deuxième déclaration finale des États-Unis, paragraphe 34).

Position de l'Argentine:

64. Premièrement, la demande de l'Argentine n'a rien d'inapproprié. L'article 19:1 du Mémorandum d'accord autorise spécifiquement les groupes spéciaux à faire des suggestions au sujet de la mise en œuvre.

65. Deuxièmement, il y a eu de nombreux cas dans lesquels les groupes spéciaux ont exercé leur pouvoir discrétionnaire de faire une suggestion concernant la mise en œuvre. Pour donner quelques exemples:

- dans l'affaire de la viande de volaille en provenance d'Argentine, le Groupe spécial a suggéré que l'Argentine abroge la mesure imposant des mesures antidumping définitives sur la viande de volaille en provenance du Brésil[10];

- dans l'affaire de l'"Amendement Byrd", le Groupe spécial a demandé l'abrogation de la loi des États-Unis qui était incompatible avec les règles de l'OMC[11];

- dans l'affaire États-Unis – Textiles en provenance du Pakistan, le Groupe spécial a demandé la suppression dans les moindres délais de la restriction à l'importation[12];

- dans le différend Guatemala – Ciment, le Groupe spécial a recommandé la révocation de la mesure antidumping[13];

- dans l'affaire des barres de plomb, le Groupe spécial a demandé une révision des pratiques administratives des États-Unis.[14]

66. Cette énumération n'est pas exhaustive. Par conséquent, la demande de l'Argentine n'est pas inappropriée, et elle n'est certainement pas inhabituelle. Des groupes spéciaux antérieurs ont reconnu que les suggestions faites au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord étaient indiquées pour favoriser le règlement du différend, surtout lorsque – comme dans la présente affaire – les violations commises par la partie défenderesse sont fondamentales et généralisées.

67. Dans la présente affaire, le recours de l'Argentine à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord est nécessaire, vu le droit que l'article 11.3 de l'Accord antidumping confère à l'Argentine, à savoir la levée de la mesure antidumping après cinq ans. Le droit de l'Argentine n'était subordonné qu'à une exception limitée que les États-Unis pouvaient invoquer seulement dans le cas où des conditions strictes étaient réunies, et l'Argentine a démontré que les États-Unis n'avaient pas rempli les conditions nécessaires au maintien de la mesure. Par conséquent, le rôle de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord devient crucial en ce qui concerne la capacité de l'Argentine d'obtenir le droit dont les États-Unis l'ont privée. L'Argentine invite donc le Groupe spécial à suggérer que la mesure soit levée de manière à rétablir le droit conféré à l'Argentine par l'article 11.3.

---

[10] *Argentine – Droits antidumping définitifs visant la viande de volaille en provenance du Brésil*, WT/DS241/R, rapport adopté le 19 mai 2003, paragraphe 8.7.

[11] *États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention*, WT/DS217/234/R, rapport adopté le 27 janvier 2003, paragraphe 8.6.

[12] *États-Unis – Mesure de sauvegarde transitoire appliquée aux fils de coton peignés en provenance du Pakistan*, WT/DS192/R, rapport adopté le 5 mai 2001, paragraphe 8.5.

[13] *Guatemala – Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique*, WT/DS156/R, rapport adopté le 17 novembre 2000, paragraphe 9.6.

[14] *États-Unis – Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires du Royaume-Uni*, WT/DS138/R, rapport adopté le 7 juin 2000, paragraphe 8.2.

ANNEXE E-12

OBSERVATIONS DES ÉTATS-UNIS SUR LES RÉPONSES DE L'ARGENTINE AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL - DEUXIÈME RÉUNION

20 février 2004

I. Réexamens Accélérés/Dispositions Relatives À La Renonciation

1. Le Groupe spécial note le "titre A" à la page 33 de la première communication écrite de l'Argentine et les déclarations faites par l'Argentine au paragraphe 120 de sa première communication écrite et au paragraphe 51 de sa deuxième communication écrite. Veuillez préciser si les allégations que l'Argentine formule au titre des articles 11.3, 6.1 et 6.2 de l'Accord et dans lesquelles elle conteste les dispositions relatives à la renonciation de la législation des États-Unis se limitent aux "renonciations présumées" ou si elles visent aussi les "renonciations expresses".

1. La réponse de l'Argentine embrouille encore la question de savoir ce que l'Argentine conteste précisément. Selon la réponse que donne l'Argentine à cette question, les renonciations expresses et les renonciations présumées "prescrivent l'établissement d'une détermination positive de dumping probable" et, "[d]u point de vue de l'Argentine, l'idée qu'une loi ou une réglementation prescrit l'établissement d'une détermination positive de dumping probable sans la moindre analyse est incompatible avec l'article 11.3". Toutefois, même si l'Argentine exprime son "point de vue", elle n'explique pas précisément quelle allégation elle formule en réalité dans la présente procédure en ce qui concerne l'article 11.3. Les États-Unis estiment qu'ils ont abordé de façon approfondie les questions des renonciations "présumées" et des renonciations "expresses", mais ils notent qu'en n'exposant pas clairement les allégations qu'elle formule, l'Argentine n'a pas établi *prima facie* le bien-fondé de ses allégations concernant ces deux questions.

2. L'Argentine dit explicitement que sa contestation concernant l'article 6.1 et 6.2 "se limite à la "renonciation présumée"". Les États-Unis croient donc comprendre que les allégations de l'Argentine concernant l'article 6.1 et 6.2 ne se rapportent pas aux "renonciations expresses".

2. Le Groupe spécial note que dans les sections VII.C.2 et VII.C.3 de sa première communication écrite, l'Argentine conteste l'application des dispositions relatives à la renonciation des États-Unis à Siderca, alors que dans le passage suivant du paragraphe 6 de sa deuxième déclaration orale, elle conteste également l'application de ces dispositions à l'Argentine.

> **En fait, l'application par le Département des dispositions relatives à la renonciation à Siderca (ou, au moins, à l'Argentine) est clairement indiquée dans le Mémorandum sur les questions et la décision du Département.**

Veuillez préciser la portée de l'allégation de l'Argentine. Plus précisément, veuillez expliquer si, de l'avis de l'Argentine, l'application alléguée des dispositions relatives à la renonciation des États-Unis dans le cadre du réexamen à l'extinction en cause a porté atteinte aux droits de l'Argentine ou de Siderca.

3. L'Argentine continue de faire valoir que les dispositions relatives à la renonciation ont été appliquées à Siderca. Les États-Unis ont déjà réfuté cet argument. L'Argentine n'allègue pas que les droits de Siderca ont été de ce fait compromis, mais dit plutôt qu'il y a eu violation des droits à la

suppression de la mesure que l'article 11.3 confère à l'Argentine. Toutefois, comme nous l'avons déjà expliqué, il est tout simplement inexact de dire que l'application des dispositions relatives à la renonciation règle la question de savoir si une ordonnance sera levée.[1] Dans la mesure où l'allégation formulée par l'Argentine au titre de l'article 11.3 repose sur cette hypothèse erronée, l'Argentine ne bénéficiait d'aucun "droit" à la suppression dans la présente affaire.

4. L'Argentine fait ensuite valoir que l'application des dispositions relatives à la renonciation aux sociétés interrogées n'ayant pas répondu contrevient aux articles 11.3, 6.1 et 6.2, mais n'explique pas comment les droits dont elle dispose de présenter des faits et des arguments et par ailleurs de défendre pleinement ses intérêts ont été compromis, compte tenu de la non-participation de l'Argentine au réexamen et de la participation minimale de Siderca. L'Argentine fait effectivement valoir que l'application des dispositions relatives à la renonciation "a empêché tout type d'"enquête" ou de "détermination"", a privé l'Argentine de la suppression de la mesure au titre de l'article 11.3 et n'a pas accordé à celui que l'Argentine appelle son "principal" producteur d'OCTG (par opposition "[au] seul producteur"[2]) le droit de participer. Une fois de plus, il n'y a aucun élément de preuve indiquant que les dispositions relatives à la renonciation ont empêché la suppression de la mesure ou ont entraîné un manquement à l'obligation d'effectuer "tout type" d'enquête ou de détermination. En outre, la seule partie qui a privé Siderca de son droit de participer était Siderca, parce qu'elle n'a pas présenté une réponse de fond abordant la question de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise, une réfutation ou des observations sur la détermination de l'adéquation du Département.

II. OBLIGATION DE DÉTERMINER LA PROBABILITÉ QUE LE DUMPING SUBSISTE OU SE REPRODUISE

11. Le Groupe spécial note l'allégation de l'Argentine dans sa première communication écrite selon laquelle dans le cadre du réexamen à l'extinction en cause, le DOC n'a pas utilisé le critère "probable" et a appliqué un critère différent à la place.[3]

a) Le Groupe spécial note que l'Argentine n'a pas mentionné cette allégation dans sa deuxième déclaration écrite. Veuillez préciser si l'Argentine maintient toujours cette allégation.

5. Les "précisions" données par l'Argentine concernant le critère "probable" ne sont rien d'autre que le point de vue de l'Argentine sur le point de savoir s'il existe dans le dossier des éléments de preuve suffisants pour étayer la détermination positive de la probabilité.

b) Veuillez faire référence à la ou aux parties pertinentes du dossier du réexamen à l'extinction en cause dans lesquelles figure ce critère incompatible.

6. L'analyse que fait l'Argentine des éléments de preuve versés au dossier dans sa réponse à cette question est trompeuse. Premièrement, la disposition législative citée (19 U.S.C. 1677 c) 4) B)) et la référence faite dans cette disposition à une détermination positive de la probabilité sont, selon leurs termes mêmes, limitées aux parties intéressées n'ayant pas répondu. En d'autres termes, l'article 1677 c) 4) B) prescrit que le Département constatera qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira "en ce qui concerne cette partie intéressée" lorsque la partie intéressée renonce à participer au réexamen à l'extinction.

7. Rien dans cette disposition ou ailleurs dans la loi des États-Unis ne prescrit l'établissement d'une détermination positive de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble

[1] *Voir*, par exemple, les réponses des États-Unis à la première série de questions du Groupe spécial, paragraphes 3 et 19.

[2] *Voir* l'analyse dans la première communication écrite des États-Unis, note 3.

[3] Première communication de l'Argentine, paragraphe 186.

simplement parce qu'une partie intéressée ou toutes les parties intéressées ont renoncé à participer au réexamen à l'extinction. Comme l'Organe d'appel dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant le Japon* l'a noté, "[c]es autorités ont le devoir de rechercher les renseignements pertinents … Les données par entreprise pertinentes pour une détermination de la probabilité au titre de l'article 11.3 peuvent souvent être fournies uniquement par les entreprises elles-mêmes".[4] Rien dans l'article 11.3 ou ailleurs dans l'Accord antidumping n'oblige l'autorité administrante à tenter de contraindre des parties intéressées récalcitrantes à communiquer des renseignements afin de satisfaire aux obligations de l'Accord antidumping. Deuxièmement, le Département a fondé sa détermination positive de la probabilité sur l'existence d'un dumping et le faible niveau des importations dans le cadre du réexamen à l'extinction des OCTG en provenance d'Argentine. Au lieu de se pencher sur la nature probante de ces éléments de preuve, l'Argentine continue simplement d'affirmer que ces éléments de preuve ne sont pas suffisants pour appuyer la constatation d'une probabilité. Enfin, l'Argentine a une fois de plus fait référence de manière sélective et incorrecte au rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant le Japon* pour étayer l'affirmation selon laquelle l'existence d'un dumping et le faible volume des importations créaient une "présomption" inadmissible. L'Organe d'appel dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant le Japon* a dit en définitive que les éléments de preuve versés au dossier sur lesquels le Département s'était appuyé dans cette affaire, à savoir l'existence d'un dumping et le faible niveau des importations, n'étaient pas des indicateurs déraisonnables d'un dumping futur probable.[5] Tout comme la partie intéressée interrogée du Japon dans l'affaire *Réexamen à l'extinction en provenance du Japon*, ni l'Argentine ni Siderca n'ont présenté des éléments de preuve visant à analyser les éléments de preuve indiquant l'existence d'un dumping et la diminution des volumes d'importation après l'imposition de l'ordonnance applicable aux OCTG en provenance d'Argentine.[6] Les éléments de preuve versés au dossier indiquent simplement que ni Siderca ni l'Argentine n'ont soulevé des questions sur le point de savoir s'il était probable que le dumping subsiste ou se reproduise[7], et qu'ils n'ont pas présenté non plus des éléments de preuve factuels à l'appui d'une conclusion contraire.

12. Le Groupe spécial note que, dans sa deuxième communication écrite, l'Argentine n'a pas abordé l'allégation formulée au titre de l'article 12.2 de l'Accord. Veuillez préciser si l'Argentine maintient toujours cette allégation.

8. Les États-Unis affirment une fois de plus, comme ils l'ont fait dans leur première communication écrite en réponse à cette allégation de l'Argentine, que le Département avait donné un avis et une explication détaillée de ses déterminations dans la *détermination finale à l'extinction*, le *Mémorandum sur la décision* et le *Mémorandum sur l'adéquation*, qui étaient tous à la disposition du public.[8] De plus, l'affirmation de l'Argentine selon laquelle "[l]es États-Unis ont également indiqué que "certaines parties importantes" de leur décision fondamentale avaient été "malhabilement rédigées"" est trompeuse, parce que les États-Unis n'ont jamais dit que des "parties importantes" avaient été malhabilement rédigées et n'ont jamais donné à entendre que la rédaction des décisions avait empêché les parties au différend de comprendre pleinement les actions du Département.

9. Enfin, les États-Unis notent les affirmations de l'Argentine au sujet des soi-disant "justifications *a posteriori*". Il s'agit simplement de réponses données par les États-Unis à des arguments que l'Argentine formule pour la première fois dans la présente procédure et qui n'avaient pas été formulés pendant le réexamen. Si l'Argentine ou Siderca avait fait valoir ces arguments

[4] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/AB/R, adopté le 9 janvier 2004, paragraphe 199.

[5] *Voir id.*, paragraphe 205.

[6] *Voir id.*, paragraphes 203 et 204.

[7] Siderca a formulé un argument concernant l'application du critère *de minimis* mais n'a rien dit sur la question de savoir s'il était probable que le dumping subsiste ou se reproduise.

[8] *Voir* la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 238 à 248.

pendant le réexamen, comme elles en avaient la possibilité, les États-Unis auraient pu les examiner à ce moment-là. Le faire maintenant pour la première fois et alléguer qu'en répondant les États-Unis font des "justifications *a posteriori*", c'est faire abstraction de la responsabilité que l'Accord antidumping impose aux parties qui participent à des réexamens à l'extinction, responsabilité que le Groupe spécial *Réexamen à l'extinction concernant le Japon* a mise en évidence.

III. OBLIGATION DE DÉTERMINER LA PROBABILITÉ QUE LE DOMMAGE SUBSISTE OU SE REPRODUISE

17. Quels sont les éléments de preuve figurant dans le dossier du réexamen à l'extinction en cause qui étayent l'allégation selon laquelle la Commission n'a pas appliqué le critère "probable" énoncé à l'article 11.3 de l'Accord dans le cadre du réexamen à l'extinction en cause?

10. L'Argentine allègue que deux types d'éléments de preuve appuient son allégation selon laquelle l'ITC n'a pas dûment appliqué le critère "probable": 1) "des admissions par la Commission"; et 2) le dossier des réexamens à l'extinction. Les arguments de l'Argentine ne sont pas convaincants.

11. En ce qui concerne les soi-disant admissions par la Commission, les États-Unis attirent l'attention du Groupe spécial sur le paragraphe 30 des réponses en date du 13 février 2004 des États-Unis aux questions de l'Argentine. Comme il est expliqué dans ce document, les déclarations antérieures de l'ITC (comme celles qui ont été faites dans les résultats du renvoi *Usinor* et le mémoire présenté au groupe spécial de l'ALENA, qui sont tous deux cités par l'Argentine) étaient fondées sur la conception de certains commissaires selon laquelle le terme "*probable*" impliquait un degré de certitude très précis et élevé – conception erronée au sujet de laquelle les tribunaux des États-Unis ont fait une mise au point par la suite.

12. En ce qui concerne le dossier des réexamens à l'extinction, les États-Unis estiment que lorsqu'il est pris dans son ensemble, il montre que certains résultats seraient *likely* (probables) (ou "*probable or more likely than not*" (probables ou plus probables qu'improbables), pour reprendre les termes employés par l'Argentine). Les États-Unis ont analysé le dossier de façon approfondie dans leur communication précédente et ne répéteront pas cette analyse dans le présent document.

18. Le Groupe spécial note les allégations de l'Argentine aux paragraphes 183 et 185 de sa deuxième communication écrite selon lesquelles la Commission n'a pas procédé à l'analyse du lien de causalité qui est prescrite par l'article 3.5 de l'Accord dans le cadre du réexamen à l'extinction OCTG. Veuillez préciser le fondement de cette allégation. Plus spécifiquement, veuillez indiquer s'il existe des facteurs potentiels, autres que les importations ayant probablement fait l'objet d'un dumping, qui pourraient avoir contribué au dommage probable et que la Commission n'a pas évalués dans ses déterminations à l'extinction.

13. Conformément aux arguments qu'elle a fait valoir tout au long de la présente affaire, l'Argentine va à l'encontre de l'un des principes fondamentaux d'interprétation des traités, tel qu'il est exprimé à l'article 31 de la Convention de Vienne. L'Argentine affirme qu'"[i]l n'y a aucun élément tiré du texte à l'appui du point de vue selon lequel la prescription relative au lien de causalité a été supprimée de l'analyse du dommage prescrite par l'article 11.3". Toutefois, c'est l'Argentine qui doit trouver un élément tiré du texte à l'appui de l'affirmation selon laquelle la prescription relative au lien de causalité de l'article 3.5 est prescrite par l'article 11.3. Pareil élément tiré du texte n'existe pas. Au contraire, il existe des fondements textuels spécifiques permettant de conclure que les prescriptions relatives au lien de causalité de l'article 3.5 ne sont pas applicables aux réexamens à l'extinction.[9]

[9] *Voir* la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 287 à 302, 352 et 353.

ANNEXE F

DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS268/2
4 avril 2003

(03-1912)

Original: anglais

ÉTATS-UNIS - RÉEXAMENS À L'EXTINCTION DES MESURES ANTIDUMPING VISANT LES MATÉRIELS TUBULAIRES POUR PUITS DE PÉTROLE EN PROVENANCE D'ARGENTINE

Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine

La communication ci-après, datée du 3 avril 2003, adressée par la Mission permanente de l'Argentine au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Le 7 octobre 2002, le gouvernement de la République argentine a demandé l'ouverture de consultations avec le gouvernement des États-Unis d'Amérique conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à l'article XXII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994) et à l'article 17.3 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 (Accord antidumping) au sujet des déterminations établies par le Département du commerce des États-Unis (le Département) et de la Commission du commerce international des États-Unis (la Commission) à l'issue des réexamens à l'extinction de la mesure antidumping visant les matériels tubulaires pour puits de pétrole (OCTG) en provenance d'Argentine.

La première consultation s'est tenue à Genève (Suisse), le 14 novembre 2002. Une deuxième consultation s'est tenue à Washington, D.C., le 17 décembre 2002. Elles ont permis aux parties de mieux comprendre leurs positions respectives, mais n'ont malheureusement pas abouti à une solution mutuellement convenue.

Pendant l'enquête antidumping initiale sur les OCTG en provenance d'Argentine, qui portait sur la période allant du 1er janvier au 30 juin 1994, le Département a déterminé que Siderca S.A.I.C. (Siderca), producteur et exportateur argentin d'OCTG, vendait ses produits à des prix de dumping

appliquant une marge de 1,36 pour cent.[1] Le Département n'a procédé à aucun réexamen administratif quant au fond de la mesure antidumping visant les OCTG en provenance d'Argentine dans les cinq années qui ont suivi son imposition.

Le 3 juillet 2000, la Commission et le Département ont engagé des réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les OCTG en provenance d'Argentine, de Corée, d'Italie, du Japon et du Mexique.[2] En se fondant sur sa détermination selon laquelle les réponses données par les parties interrogées argentines à l'avis d'ouverture étaient "inadéquates", le Département a procédé à un réexamen "accéléré" à l'extinction de la mesure antidumping applicable aux OCTG en provenance d'Argentine (Détermination du Département à l'effet de suivre une procédure accélérée).[3] En se fondant sur le réexamen "accéléré", il a déterminé qu'il était probable que le dumping de 1,36 pour cent subsisterait ou se reproduirait si la mesure antidumping visant les OCTG en provenance d'Argentine était supprimée[4] (Détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction).[5]

La Commission a déterminé qu'il était probable que le dommage important causé à une branche de production aux États-Unis subsisterait ou se reproduirait dans un laps de temps raisonnablement prévisible si la mesure antidumping visant les OCTG (autres que les tiges de forage - à savoir les tubes de production et de cuvelage) en provenance d'Argentine, de Corée, d'Italie, du Japon et du Mexique était supprimée (Détermination établie par la Commission à l'issue du réexamen à l'extinction).[6] Elle a également déterminé qu'il était probable que le dommage important causé à une branche de production aux États-Unis subsisterait ou se reproduirait dans un laps de temps raisonnablement prévisible si la mesure antidumping visant les tiges de forage en provenance du Japon était supprimée. Le 25 juillet 2001, le Département a rendu une détermination à l'effet de maintenir la mesure antidumping visant les OCTG en provenance d'Argentine (Détermination du Département à l'effet de maintenir l'Ordonnance).[7]

La République argentine considère que la détermination du Département à l'effet de suivre une procédure accélérée, la détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction, la détermination établie par la Commission à l'issue du réexamen à l'extinction et la détermination du Département à l'effet de maintenir l'ordonnance sont incompatibles avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC et que certains aspects des lois, règlements, principes directeurs et procédures des États-Unis relatifs à l'administration des réexamens à

---

[1] Final Determination of Investigation of Sales at Less Than Fair Value of Oil Country Tubular Goods From Argentina, 60 Federal Register 33539 (28 juin 1995). La marge de 1,36 pour cent a été calculée selon la pratique du Département consistant à "ramener à zéro" les marges de dumping négatives.

[2] Notice of Initiation of Five-Year ("Sunset") Reviews, 65 Federal Register 41053 (3 juillet 2000) (Avis du Département); Oil Country Tubular Goods from Argentina, Italy, Japan, Korea, and Mexico, 65 Federal Register 41088 (3 juillet 2000) (Avis de la Commission).

[3] Oil Country Tubular Goods From Argentina: Adequacy of Respondent Interested Party Responses to the Notice of Initiation, Mémorandum du Département du commerce pour J. May de E. Cho, No. A-357-810 (22 août 2000).

[4] Dans la législation américaine, le terme utilisé est "Revocation".

[5] Final Results of Expedited Sunset Reviews: Oil Country Tubular Goods From Argentina, Italy, Japan, and Korea, 65 Fed. Reg. 66701 (7 novembre 2000) (avec le document du Département du commerce Issues and Decision Memorandum for the Expedited Sunset Reviews of the Antidumping Duty Orders on Oil Country Tubular Goods From Argentina, Italy, Japan, and Korea, daté du 31 octobre 2000, et incorporé par référence dans la Détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction).

[6] Oil Country Tubular Goods From Argentina, Italy, Japan, Korea, and Mexico, Inv. Nos. 701-TA-364 (Review), 731-TA-711, et 713-716 (Review), USITC Pub. 3434 (juin 2001); 66 Federal Register 35997 (10 juillet 2001).

[7] Continuation of Countervailing and Antidumping Duty Orders on Oil Country Tubular Goods from Argentina, Italy, Japan, Korea and Mexico, et Partial Revocation of Those Orders from Argentina and Mexico With Respect to Drill Pipe, 66 Fed. Reg. 38630 (25 juillet 2001).

l'extinction sont incompatibles avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC. La République argentine demande qu'un groupe spécial soit établi conformément aux articles 4:7 et 6 du Mémorandum d'accord pour examiner les allégations spécifiques relatives aux réexamens à l'extinction des États-Unis concernant la mesure antidumping appliquée aux OCTG en provenance d'Argentine, ainsi qu'il est indiqué ci-après.

A. LA DÉTERMINATION DU DÉPARTEMENT À L'EFFET DE SUIVRE UNE PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE ET LA DÉTERMINATION ÉTABLIE PAR LE DÉPARTEMENT À L'ISSUE DU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION SONT INCOMPATIBLES AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING ET LE GATT DE 1994:

1. Les lois, règlements et procédures des États-Unis concernant les réexamens "accélérés" à l'extinction sont incompatibles avec les articles 11, 2, 6 et 12 de l'Accord antidumping. En particulier, les dispositions 19 U.S.C. § 1675(c)(4) et 19 CFR § 351.218(e) ont dans certains cas pour effet d'empêcher le Département de procéder à un réexamen à l'extinction et de faire une détermination sur le point de savoir s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si une mesure antidumping est supprimée, en violation des articles 11.1, 11.3, 11.4, 2.1, 2.2, 2.4, 6.1, 6.2, 6.6, 6.8, 6.9, 6.10, 12.2, 12.3 et de l'Annexe II de l'Accord antidumping. Lorsque le Département estime qu'une partie intéressée interrogée a "renoncé" à participer au réexamen à l'extinction, la législation des États-Unis prévoit qu'il doit déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira s'il est mis fin à l'ordonnance, sans exiger qu'il procède à un réexamen quant au fond, ni établisse une détermination sur la base d'un tel réexamen.

2. Le recours par le Département aux procédures accélérées dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine était incompatible avec les articles 11, 2, 6 et 12 de l'Accord antidumping pour les raisons suivantes: 1) il a été estimé que Siderca avait renoncé à son droit de participer au réexamen à l'extinction, bien que cette société ait pleinement coopéré avec le Département, en violation des articles 11.1, 11.3, 11.4, 2.1, 2.2, 2.4, 6.1, 6.2, 6.6, 6.8, 6.9, 6.10, 12.2, 12.3 et de l'Annexe II; 2) le Département n'a de fait pas procédé à un "réexamen" au sens des dispositions de l'article 11.3; et 3) le Département n'a pas "déterminé" – comme l'exigent les dispositions de l'article 11.3 – s'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait s'il était mis fin à l'ordonnance en matière de droits antidumping.

3. La détermination du Département à l'effet de suivre une procédure accélérée pour le réexamen concernant l'Argentine, fondée uniquement sur le fait que les expéditions de Siderca vers les États-Unis constituaient moins de 50 pour cent des exportations totales en provenance de l'Argentine, était incompatible avec les articles 11.1, 11.3, 11.4, 2.1, 2.2, 2.4, 6.1, 6.2, 6.6, 6.8, 6.9, 6.10, 12.2, 12.3 et de l'Annexe II de l'Accord antidumping.

4. La détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping et avec l'article X:3 a) du GATT de 1994 parce qu'elle a été fondée sur une présomption, quasi irréfragable dans le cadre de la législation des États-Unis, qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si la mesure antidumping était supprimée. Cette présomption illicite est attestée par la pratique constante du Département en matière de réexamen à l'extinction (pratique qui est fondée sur la législation des États-Unis et le *Sunset Policy Bulletin* du Département.

5. L'application par le Département du critère servant à déterminer s'"il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira" si la mesure antidumping est supprimée est incompatible avec les articles 11.1, 11.3, 2.1, 2.2 et 2.4 de l'Accord antidumping. La constatation du Département en l'espèce établissant qu'il était probable que le dumping se reproduirait en cas de suppression de la mesure et que la marge de dumping serait de 1,36 pour cent, est incompatible avec le critère établi à l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Une détermination du Département au titre de l'article 11.3 sur la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise ne peut reposer sur la marge de dumping de 1,36 pour cent établie pendant l'enquête initiale. En outre, la marge de 1,36 pour cent – calculée selon

la pratique consistant à "ramener à zéro" les marges de dumping négatives – ne peut étayer la détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction, ni la détermination du Département à l'effet de maintenir l'ordonnance.

B. LA DÉTERMINATION ÉTABLIE PAR LA COMMISSION À L'ISSUE DU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION EST INCOMPATIBLE AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING ET LE GATT DE 1994:

1. L'application par la Commission du critère servant à déterminer s'"il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira" si la mesure antidumping est supprimée était incompatible avec les articles 11, 3 et 6 de l'Accord antidumping. La Commission n'a pas appliqué le sens courant et ordinaire du terme "probable", utilisant à la place un critère moins rigoureux pour évaluer si le dommage subsisterait ou se reproduirait en cas de suppression de la mesure, en violation des articles 11.1, 11.3, 11.4, 3.1, 3.2, 3.3, 3.4, 3.5 et 6 de l'Accord antidumping.

2. La Commission n'a pas procédé à un "examen objectif" du dossier, ni fondé sa détermination sur des "éléments de preuve positifs" pour ce qui est de savoir s'il "était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait" si la mesure antidumping était supprimée. En particulier, les conclusions de la Commission concernant le volume des importations, les effets sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur et l'incidence des importations sur la branche de production nationale, montrent que la Commission n'a pas procédé à un examen objectif en violation des articles 11, 3 et 6. Les constatations établies par la Commission sur ces questions ne constituent pas des "éléments de preuve positifs" de l'existence probable d'un dommage en cas de suppression de la mesure, en violation des articles 11.1, 11.3, 11.4, 3.1, 3.2, 3.3, 3.4, 3.5 et 6 de l'Accord antidumping.

3. Les prescriptions légales des États-Unis selon lesquelles la Commission doit déterminer s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira "dans un laps de temps raisonnablement prévisible" (19 USC § 1675a(a)(1)) et selon lesquelles la Commission "considérera que les effets de l'abrogation ou de la clôture peuvent ne pas être imminents, mais se manifester seulement à plus longue échéance" (19 USC § 1675a(a)(5)) sont incompatibles avec les articles 11.1, 11.3 et 3 de l'Accord antidumping.

4. Le recours par la Commission à une analyse "cumulative" du dommage dans le réexamen à l'extinction des mesures antidumping visant les OCTG en provenance d'Argentine était incompatible avec les articles 11.1, 11.3, 3.1, 3.2, 3.3, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping. Rien dans le texte de l'Accord antidumping ne permet de procéder à une analyse cumulative du dommage dans un réexamen au titre de l'article 11.3. Même en supposant pour les besoins de l'argumentation que le cumul est autorisé dans les réexamens au titre de l'article 11.3, la Commission était tenue de se conformer aux prescriptions de l'article 3.3 (y compris celles qui concernent les marges *de minimis* et le volume d'importations négligeable) pour établir sa détermination à l'issue du réexamen à l'extinction. L'analyse cumulative du dommage figurant dans la détermination établie par la Commission à l'issue du réexamen à l'extinction n'a pas satisfait aux prescriptions de l'article 3.3.

La République argentine considère aussi que certains aspects des lois, règlements, principes directeurs et procédures ci-après des États-Unis, en rapport avec les déterminations établies par le Département et la Commission, sont incompatibles avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC, dans la mesure où chacune de ces mesures oblige le Département ou la Commission à agir d'une manière incompatible avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC ou empêche le Département ou la Commission de se conformer aux obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC:

- Les articles 751(c) et 752 de la Loi douanière de 1930, telle qu'elle a été modifiée, codifiés au titre 19 du Code § 1675(c) et 1675a des États-Unis; et l'Énoncé des mesures administratives des États-Unis (concernant l'Accord sur la mise en œuvre de

l'article VI du GATT) accompagnant la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay (le SAA), HR. Doc. n° 103-316, vol. 1;

- Les principes directeurs du Département concernant la conduite des réexamens quinquennaux ("à l'extinction") des ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs (*Policies Regarding the Conduct of Five-Year ("Sunset") Reviews of Antidumping and Countervailing Duty Orders*); Policy Bulletin, 63 *Federal Register* 18871 (16 avril 1998) (Sunset Policy Bulletin);

- Le règlement du Département sur les réexamens à l'extinction, codifié au titre 19 du Recueil des règlements fédéraux des États-Unis § 351.218; et le règlement de la Commission sur les réexamens à l'extinction, codifié au titre 19 du Recueil des règlements fédéraux des États-Unis §§ 207.60 à 69 (sous-section F).

L'Argentine considère que la détermination du Département à l'effet de suivre une procédure accélérée, la détermination établie par le Département à l'issue du réexamen à l'extinction, la détermination établie par la Commission à l'issue du réexamen à l'extinction, la détermination du Département à l'effet de maintenir l'ordonnance et les lois, règlements, principes directeurs et procédures susmentionnés des États-Unis sont incompatibles avec les dispositions ci-après de l'Accord antidumping, du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'OMC:

- articles 1er, 2, 3, 6, 11, 12, 18 et Annexe II de l'Accord antidumping;
- articles VI et X de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994; et
- article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

En conséquence, l'Argentine a l'honneur de demander que, conformément à l'article XXIII du GATT de 1994, à l'article 6 du Mémorandum d'accord et à l'article 17 de l'Accord antidumping, un groupe spécial doté du mandat type soit établi à la prochaine réunion de l'Organe de règlement des différends pour examiner les mesures identifiées dans le présent document et constater qu'elles sont incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre de l'Accord antidumping, du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'OMC. À cette fin, je vous saurais gré d'inscrire la présente demande à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'Organe de règlement des différends prévue pour le 15 avril 2003.

Le présent texte expose le fondement juridique des allégations. Il ne limite en rien les arguments que l'Argentine pourra développer devant le groupe spécial.